



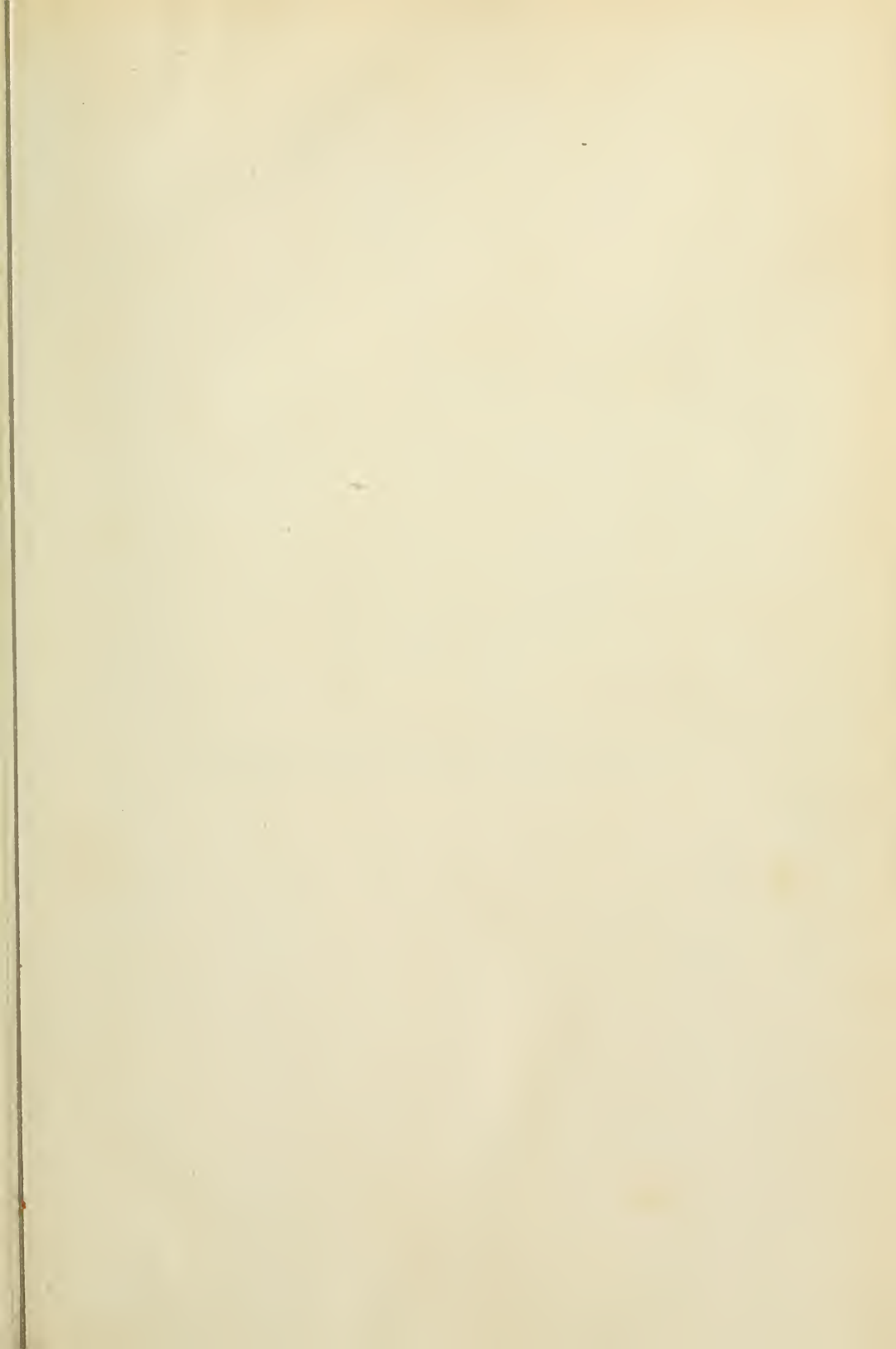
Ex Libris

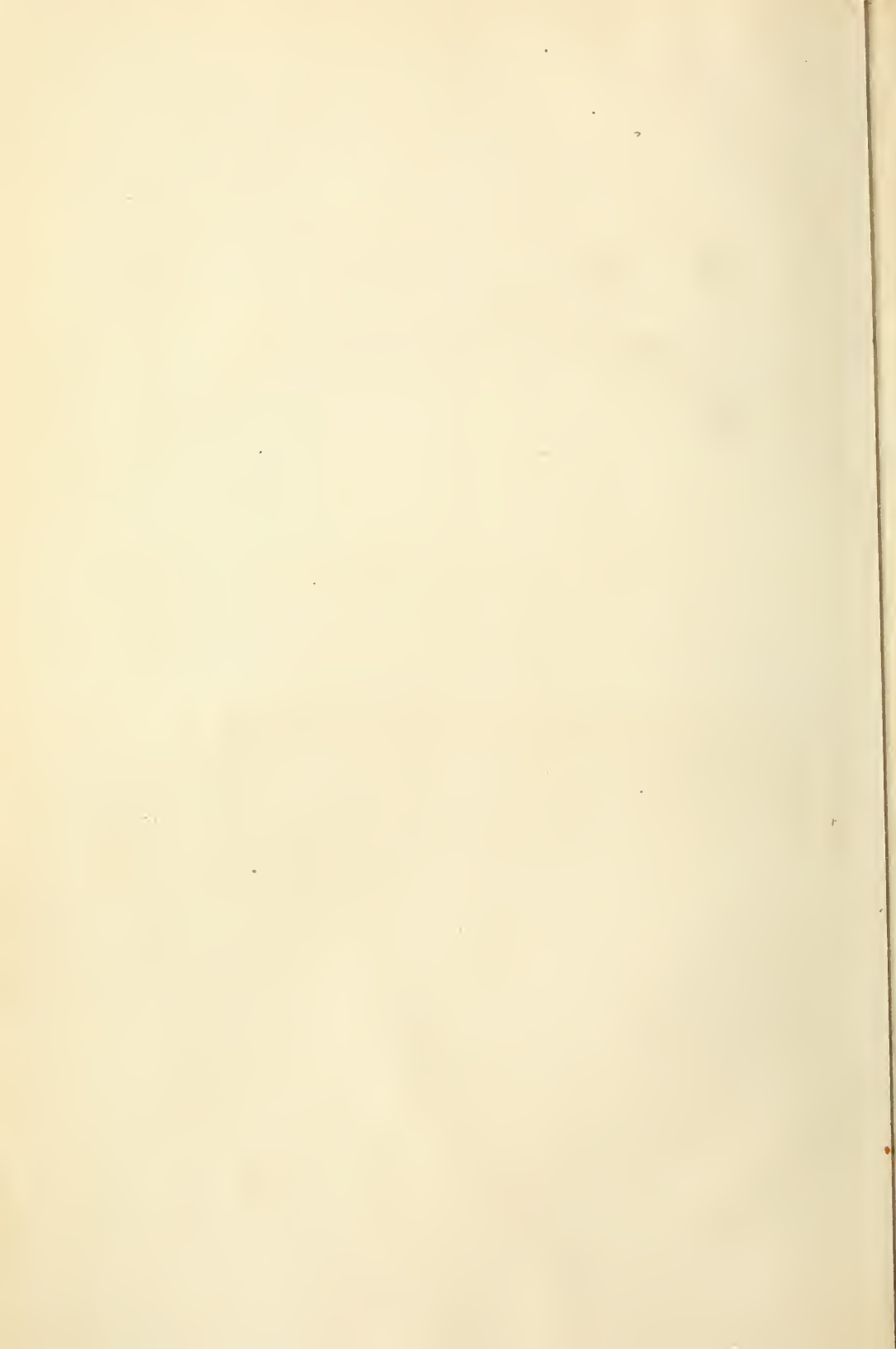


PROFESSOR J. S. WILL









BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

PARIS. — TYP. DE CH. MEYRUEIS ET C^e
rue des Grès, 11. — 1953.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ

DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

DOCUMENTS HISTORIQUES INÉDITS ET ORIGINAUX

XVI^e, XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES

SEPTIÈME ANNÉE



« Et quant au premier point sur la réformation que j'ay commencée et que j'ay delibéré continuer par la grâce de Dieu...., ie l'ay apprise par la Bible que ie lis plus que les docteurs...., et n'ay point entrepris de planter nouvelle religion en mes pais, sinon y restaurer les ruines de l'ancienne... ie ne fay rien par force... Dieu me monstre des exemples... »

Jeanne d'Albret, Reine de Navarre au cardinal d'Armagnac.

(Lettre du 18 d'aoust 1563.)

Vos pères, où sont-ils ?

(ZACHARIE. 1, 5.)

« Je trouveroies bon, qu'en chascune ville, il y eust personnes deputées pour escrire fidèlement les actes qui ont esté fait durant ces troubles: et par tel moyen, la vérité pourroit estre réduite en un volume, et pour ceste cause, je m'en vay commencer à l'en faire un bien petit narré, non pas du tout, mais d'une partie du commencement de l'Eglise réformée. »

Bernard Palissy.

(Recepte véritable, etc., La Rochelle, 1563, page 103.)

PARIS

AGENCE CENTRALE DE LA SOCIÉTÉ

174, RUE DE RIVOLI

1858

BX

94.50

S64

années 7-8



768271

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Abjuration de Henri IV.	260
Académies protestantes. Deux diplômes de celle de Die.	445
Appel d'un historien du XVII ^e siècle, demandant des matériaux pour une Histoire des Protestants de France, sous les règnes de Henri IV, Louis XIII et Louis XIV.	274
Archives de l'Eglise réformée de La Rochelle. Que sont-elles devenues? (<i>suite</i>).	93,219,361
Arrêt <i>ab irato</i> du Parlement de Toulouse contre un hérétique en 1556.	43
A quel auteur contemporain Elie Benoit fait-il allusion dans un passage de la préface générale de son Histoire de l'Edit de Nantes?	218
Autobiographie de Pierre Du Moulin	170,333,465
Avis aux lecteurs	1,353
Bible (Une) française du XVI ^e siècle en Allemagne, au commencement du XVII ^e	211
Bibliographie	77,345,532
Bibliothèque historique du protestantisme français	58,515
Boite (La) à Perrette. Qu'est-ce que cette locution appliquée à l'Eglise réformée?	219
Bref de notre saint Père le Pape Urbain VIII au roy de France Louis le Juste sur la prise de La Rochelle.	264
Brevet de rémission, grâce et pardon au galérien Jean Raymond.	359
Chanson (La) antihuguenote de <i>La Vache à Colas</i>	91,215,364
— (La) anticatholique : <i>L'etabundus</i> , ô gras tondus!	367
Chansons (Un vieux recueil de) de 1542 à rechercher.	367
Charles IX a-t-il tiré sur les huguenots à la Saint-Barthélemy? La fenêtre d'où il aurait tiré existait-elle en 1572? (<i>suite</i>).	482
Commission de Guillaume de Montmorency, seigneur de Thoré, gouverneur sous Henri III pour les réformés en Languedoc.	396
Correspondance.	1,81,209,353
Côté (Le) politique du Synode national d'Alençon. Note adressée à Paul Ferry par un de ses correspondants.	444
Cour de Charles IX (Quinze vers sur la). Quel en est l'auteur? — Le Réveille-matin des François (<i>suite</i>).	223
Dernières (Les) persécutions contre les protestants sous Louis XIV	496
Decouverte d'un horrible attentat calomnieusement imputé à ceux de La Rochelle, dépeint par une lettre du sieur de Montmartin au sieur de la Maison-Neufve Montournois, son amy.	403

Diplômes (Deux) de l'Académie de Die.	415
Dragons (Les) du maréchal de Villars dans les Cévennes en 1704.	84
Eglise (L') réformée de Constantinople, au XVII ^e siècle.	423
— de Sergy, au pays de Gex, et le Synode provincial de Bourgogne en 1663.	332
— de Châtillon-sur-Loing, et quelques-uns des registres d'état civil.	355
— de Saint-Hippolyte, et ses registres de baptême au désert.	257
Eglises (Les) réformées du pays de Gex. Leur histoire.	77
Enfants de nouveaux convertis enlevés, puis rendus à leur famille.	83
Enlèvements d'enfants, séquestrations et violences, commises par une fervente catholique, noble Marie d'Albret, comtesse de Marsan et dame de Pons. Récit d'Elie Benoit et pièces justificatives inédites.	435
Enterrement (Un) protestant dans le diocèse de Laon, vers la fin du règne de Louis XV (1768).	43
Entretien des pasteurs des Eglises réformées en 1611.	18
Epée (L') de connétable offerte au duc de Rohan, et refusée par lui, en 1623.	244
Epître de Cayet à l'évêque de Bazas (<i>suite</i>).	13,85,367
Exploits (Les) d'un élève des Jésuites, nouveau converti devenu convertisseur, racontés par lui-même.	438
— 1 ^o Sept lettres inédites du duc de La Force, servant de pièces justificatives aux Mémoires d'un de ses vassaux, Jean Marteilhe, galérien protestant.	<i>ibid.</i>
— 2 ^o Procès-verbaux inédits de la mission exécutée sur ses terres par ledit duc de La Force.	290
Fragments de statistique officielle des Eglises réformées de France en 1682.	22
— 1 ^o Provence.	23
— 2 ^o Généralité de Châlons.	24
— 3 ^o Généralité de Bourges.	<i>ibid.</i>
— 4 ^o Généralité de Limoges.	25
FRANCE PROTESTANTE, de MM. Haag	348,533
— Liste des articles du tome VIII	348,533
François de Salles a-t-il réellement essayé de séduire Théodore de Bèze, par l'offre d'une pension de la part du Pape?	227,369
Généalogie du nom, maison et famille de Crommelin, écrite par le réfugié septuagénaire Jacob Crommelin, en 1712.	478
Inscription (Une) de l'époque de la Révocation de l'Edit de Nantes à Niort.	83
Lettres de Théodore de Bèze à Thomas Tillius, sur la Saint-Barthélemy.	16
— du duc de Lesdiguières au gouverneur de Gap, sur l'entretien des pasteurs.	48
— de Boissorée, de La Rochelle, au Roy.	19
— de Jean Claude au pasteur Cholier, de Serres.	21
— écrites de Paris à Salomon de Rapin-Lafare, et de celui-ci à son frère Rapin-Thoyras, sur la mort de Pélisson.	27
— de François d'Andelot à Catherine de Médicis.	149
— de Pélisson à un membre du Consistoire de l'Eglise réformée de Paris, sur la vocation de Daillé fils.	430

— du duc de La Force à M. de Pontchartrain, garde des sceaux, etc.	144
— de Henri IV à Elisabeth, reine d'Angleterre, et d'Elisabeth à Henri IV, sur son abjuration.	260
— de Théodore de Bèze à M. Castel, pasteur de l'Eglise française de Londres.	400
Lettres diverses de Martin Luther, traduites en français pour la première fois :	
— 1 ^o antérieures à son séjour à Wartbourg (1517-1521).	95
— 2 ^o écrites depuis son arrivée au château de Wartbourg jusqu'à la fin de la diète d'Augsbourg (1521-1530).	229
— 3 ^o depuis la fin de la diète d'Augsbourg jusqu'à la rédaction des articles de Smalkalde (1530-1537).	375
Liste des pasteurs des Eglises réformées réfugiés en Hollande et présents au synode wallon de Rotterdam en 1686.	426
Louveau (Jean Laporte) et la Réformation en Bretagne au XVI^e siècle.	322
Lutherens (Les) et la Réforme à Lille au XVI^e siècle.	372
Manuscrits relatifs à l'histoire du protestantisme français, conservés à la Bibliothèque du collège de Saint-John, à l'Université de Cambridge.	209
Marbre (Le) de la statue équestre de Louis XIV à Montpellier.—Coincidence.	4
Mélanges.	45, 182, 222, 496
Mémoire inédit d'Henri de Mirmand, grand-père d'Henriette de Cabrol de Travanel, femme de Josué Chambrier, trésorier général de Neuchâtel.	45, 188
Mémoire d'un délateur, ou espion, sur les affaires des protestants du Désert, vers 1751.	39
— d'un traître fournissant à l'intendant du Languedoc des indications sur les ministres du Désert et leurs familles, vers 1751.	461
— d'un ecclésiastique de Paris, proposant d'utiliser parmi les protestants du Désert les services d'un faux frère plein de zèle pour le bien de la Religion et de l'Etat.	320
— adressé par un curé de la province de Bordeaux au ministre secrétaire d'Etat de Louis XIV, pour l'entière conversion des nouveaux convertis (1715).	446
Michel Servet et le parti des Libertins.	9
— — a-t-il été dénoncé par Calvin à l'archevêque de Lyon, avant d'être poursuivi à Genève?	225 K
Note d'un traître.	461
Notices biographiques.	470, 333, 465
Noblesse (La) protestante en Basse-Normandie après la révocation de l'Edit de Nantes, d'après des documents officiels et une lettre inédite d'Elie Benoit.	417
Numismatique protestante. Une médaille munéraire de Jeanne D'Albret.	512
Pasteurs (Les) de l'Eglise réformée française de Copenhague (1685-1836.	30
— réfugiés en Hollande et présents au synode wallon de Rotterdam en 1686.	426
Portrait de Claude Brousson, peint en 1693, par Peter van Bronhorst	3
Prisonnières (Quelques) pour cause de religion, détenues à Bordeaux en 1705.	316

Procédures frauduleuses contre l'Eglise de La Rochelle. Arrêt définitif du parlement de Paris condamnant le temple de cette ville à être démoli.	267
Prosopopée de l'assemblée de Loudun, aux pieds du Roy.	59
Protestants fugitifs arrêtés et poursuivis devant le parlement de Grenoble.	135
Protestation de l'évêque de La Rochelle contre l'Edit de Louis XVI, accordant l'état civil aux non-catholiques. — Réquisitoire du Procureur du roi et arrêt du Conseil contre ledit mandement.	457
Questions et réponses.	9,85,213,360
Recueil (Un) de pièces de la Bibliothèque de l'Eglise remontrante de Rotterdam	533
Refus de sépulture.	84
Réforme (La) et les guerres de religion en Dauphiné, de 1560 à l'Edit de Nantes (1598).	344
Registres d'état civil de l'Eglise de Châtillon-sur-Loing.	355
— de baptêmes et mariages célébrés au Désert, en Languedoc.	357
Renseignements demandés sur un vieux livre dont on ne possède pas le titre.	371
Résultat d'un synode provincial tenu à Charenton, touchant le différend de MM. Du Moulin et Amyraut, etc.	408
Ribotte-Charon, correspondant de J.-J. Rousseau et de Voltaire, au sujet de l'affaire Calas.	7
Secours accordés par décrets de l'Assemblée nationale en 1791 à un pensionnaire du roi pour cause de conversion à la foi catholique.	358
Sonnets d'Antoine de Chandieu sur la mort de Jean Calvin.	45
Souvenir (Un) d'Anne Du Plessis-Mornay, dame de Nouhes de la Tabarière.	2
Suites (Les) d'un repas champêtre en maigre et gras, un jour maigre en 1733.—Lettre de grâce du ministre d'Etat.	38
Traité (Le) des anciennes cérémonies, etc., publié à Amsterdam en 1646.	213
Troisième Jubilé séculaire du Synode national constituant des Eglises réformées de France.	353
Wallerand-Poulain, fondateur de l'Eglise de Francfort-sur-Mein. Son lieu de naissance.	43,228,370

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS.

SEPTIÈME ANNÉE.

En mettant sous presse ce premier Cahier du septième volume de notre publication, nous ne pouvons que réitérer les recommandations et les appels que nous avons adressés à diverses reprises à nos amis et à nos lecteurs. Nous ferons, de notre côté, tout ce qui dépendra de nous pour que le *Bulletin* poursuive régulièrement sa carrière.

Ainsi que nous l'avons déjà annoncé, la septième année sera close au 31 décembre 1858, afin que nos exercices commencent dorénavant au 1^{er} janvier de chaque année. Les douze numéros que doit renfermer ce septième volume du *Bulletin*, seront donc répartis sur les huit mois que comprendra ce nouvel exercice.

CORRESPONDANCE.

OBSERVATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIVES À DES DOCUMENTS PUBLIÉS.—
AVIS DIVERS, ETC.

Le marbre de la statue équestre de Louis XIV, à Montpellier. — Une coïncidence.

*A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme
français.*

Montpellier, 28 avril 1858.

Lorsqu'en 1803 le culte réformé s'organisa à Montpellier et qu'on plaça dans l'édifice qui allait nous servir de temple une table de communion, le marbrier me dit : « Savez-vous, Monsieur, d'où vient ce marbre ?.... C'est « le dernier morceau qui me restait de la statue équestre de Louis XIV, « qui était avant la révolution sur la place Du Peyron, et qui fut démolie « en 92 ou 93. »

En m'apprenant cette singulière coïncidence, dont il ne comprenait pas

toute la portée, cet homme me donna à penser, plus qu'il ne croyait sans doute, sur les vicissitudes humaines et les étranges retours des choses d'ici-bas!

Peut-être trouverez-vous bon de consigner dans vos annales ce souvenir d'un vieillard, comme constatant un de ces faits qui portent en eux une sorte de moralité historique.

Veuillez agréer, etc.

H. MICHEL, pasteur.

Un souvenir d'Anne Du Plessis-Mornay, dame des Nouhes de la Tabarière (1622).

M. le Dr Liandon de Dangeau (*Bull.*, II, 478, 507), étant en résidence au Mans, a bien voulu faire des recherches à notre intention dans la bibliothèque publique de cette ville, et il nous signale un volume intéressant qui s'y trouve conservé sous le n° 3063, lettre T.

C'est un bel exemplaire, relié en parchemin, de la première édition de l'ouvrage de Du Plessis-Mornay, ayant pour titre : *De l'institution, usage et doctrine du saint sacrement de l'Eucharistie en l'Eglise ancienne; comment, quand et par quels degrez la messe s'est introduite en sa place. En IV livres.* La Rochelle, Hiérosme-Haultin; 4598, in-4°.

Au recto de la première contre-garde, on lit ces lignes manuscrites :

Pour ma fille Catherine des Nouhes.

Icy tu trouveras escrit

Qu'un vray Dieu il faut adorer,

Ambracer un seul Jésus-Christ,

Et les idolles abhorrer.

Ton grand-père a formé ce livre,

Ta mère t'enjoint de l'ensuivre.

ANNE DE MORNAY.

Dieu me suffit.

Fait à St-Hermine, le 13^e décembre 1622.

On voit que cette communication nous reporte à l'un des documents les plus intéressants et les plus touchants que nous ayons publiés, celui que nous avons extrait de la Bible donnée par Du Plessis-Mornay à cette même Anne de Mornay, dame des Nouhes de la Tabarière, sa fille (Voir *Bull.*, I, 202). Et l'on observera aussi que les lignes ci-dessus transcrites s'adressaient à Catherine des Nouhes, sa troisième fille, mentionnée sur ladite Bible, comme née le 4^{er} septembre 1610 et baptisée par le pasteur Papin (*Ibid.*, p. 206). Elle reçut donc ce présent maternel lorsqu'elle venait d'atteindre

sa douzième année et du vivant de son illustre aïeul, qui mourut un an après, le 41 novembre 1623. Elle-même ne lui survécut que quatre années, étant morte le 15 mai 1627.

Un portrait de Claude Brousson, peint par Peter van Bronkhorst, en 1693.

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Nîmes, le 1^{er} mai 1858.

M. le marquis d'Arbaud-Jouques, fils d'un ancien préfet du département du Gard, sous la restauration, a bien voulu disposer, en faveur de la ville de Nîmes, d'un portrait faisant partie de sa galerie, et dont le sujet intéresse toutes les Eglises réformées de France. C'est celui de Claude Brousson, ministre de l'Eglise du désert, né à Nîmes en 1647, et pendu à Montpellier le 4 novembre 1698, à l'âge de 51 ans. Ce portrait a été peint en Hollande, en 1693, époque à laquelle Brousson se rendit dans ce pays pour y faire valider sa consécration par le synode des Provinces-Unies, et pour faire imprimer ses sermons sous le titre de : *Manne mystique du Désert, ou Sermons prononcés en France dans les déserts et dans les cavernes, pendant les ténèbres de la nuit et de l'affliction, pendant les années 1689-1693.*

J'ai pensé qu'on lirait avec plaisir l'appréciation artistique que l'un de nos coreligionnaires, M. Jules Salles, a faite de ce tableau exposé au Musée, le dimanche 41 avril dernier.

« Le portrait de Claude Brousson est dû au pinceau de Pierre Bronkhorst. Il a existé trois artistes de ce nom en Hollande, mais qui ont vécu à des époques différentes. L'un, né à Utrecht, est surtout célèbre comme peintre sur verre. Le second, qui prit naissance à Leyde, peignait les animaux, et surtout les oiseaux, dont il excellait à reproduire le plumage brillant et léger. Le troisième, Peter van Bronkhorst, est natif de Delft. On voit encore à l'hôtel de ville de Delft une grande et belle toile de cet artiste représentant le Jugement de Salomon.

« Le portrait de Claude Brousson est dû à ce dernier artiste, et se recommande par une touche énergique, un dessin correct, et une belle expression dans les traits du visage. Il n'y a pas, comme dans les portraits de Rembrandt, son compatriote, ces effets de clair-obscur qui séduisent l'œil, quand ils sont habilement rendus, mais qui permettent au pinceau de l'artiste certaines négligences de dessin et de modelé qui passent inaperçues, sous la magie de la couleur. Le portrait dont nous parlons est peint en pleine

lumière. La tête, vue presque de face, laisse à découvert tous les traits de cette belle figure, encadrée dans de longs cheveux châtons, selon la mode du temps, et dans laquelle se reflètent toutes les vertus du glorieux martyr.

« On a souvent reproché à l'école hollandaise de manquer de noblesse, et de reproduire trop brutalement une nature dont les types étaient quelquefois même assez mal choisis : ce défaut n'est point applicable au portrait de Brousson ; et si Peter van Bronkhorst a copié servilement le modèle qui a posé devant son chevalet, il faut reconnaître que le caractère de cette belle tête a inspiré le peintre, et qu'il a évité l'écueil dans lequel sont tombés beaucoup de ses compatriotes.

« Les mains (dont l'une tient un livre de prières, et l'autre invite du geste à pratiquer les enseignements qui y sont renfermés) sont remarquablement belles, et répondent bien au signallement qui fut donné de Claude Brousson, alors que sa tête fut mise à prix par l'intendant du Languedoc. »

Ce signallement se trouve dans une ordonnance de Bâville, dont voici une copie textuelle faite sur un exemplaire imprimé en placard, et conservé religieusement à Junas, petit village près de Sommières, où il avait été envoyé comme dans toutes les autres localités de la Vauvage pour y être affiché (1).

« DE PAR LE ROI..... Nicolas de Lamoignon, chevalier, comte de Launoy-Courson, seigneur de Bris, Vaugrigneuse, Chavagne, Lamothe-Chandernier, Beuxe et autres lieux, conseiller d'Estat, intendant de la province de Languedoc :

« Les nommés *Vivens* et *Brousson*, prédicants, estant depuis longtemps dans les Cévennes, où ils excitent les nouveaux convertis à reprendre les exercices de la religion prétendue réformée, qu'ils ont abjurée, répandent dans l'esprit de ces peuples des sentiments de rébellion, et causent la perte de ceux qui les écoutent et la ruine du pays, nous déclarons, de rechef, que nous ferons payer comptant à ceux qui nous livreront ledit *Vivens*, vif ou mort, la somme de deux mille livres, et pareille somme à ceux qui nous livreront ledit *Brousson*, vif ou mort.

« Déclarons pareillement que nous ferons payer comptant la somme de deux cents livres à ceux qui nous dénonceront une assemblée ; et, afin qu'il soit plus facile de découvrir lesdits *Vivens* et *Brousson*, nous ordonnons que la présente ordonnance, avec leurs portraits, sera affichée dans tous les lieux où besoin sera.

« Fait à Montpellier, le 26 novembre 1691. Signé : LAMOIGNON.

• Et plus bas, signé : LE SELLIER.

(1) Voir *Bull.*, t. II, p. 253-337.

Portrait de Vivens et de Brousson.

« François VIVENS, de Valleraugue, âgé de 28 à 29 ans, de petite taille, maigre, le poil châtain, portant perruque, les sourcils grands et épais, les yeux de même et bruns, les joues enfoncées, deux os paraissant au haut des joues, les dents blanches, les jambes cagneuses, qui le font boiter en marchant. — BROUSSON est de taille moyenne et assez menue, âgé de 40 à 42 ans, le nez grand, le visage basané, les cheveux noirs, les mains assez belles. »

Le comte de Broglie, lieutenant général du Languedoc, pour venir en aide à son subordonné, dans le but de détruire une révolte, selon lui, « aussi audacieuse, » prescrivit à tous les consuls des villes et villages de son ressort, de faire fermer toutes les cavernes ou *baumes* qui servaient de retraites aux prédicants vagabonds et malintentionnés, dont ils devaient avoir connaissance, sous peine de répondre des désordres qui pourraient arriver par suite de leur refus ou de leur négligence.

Ces mesures de rigueur forcèrent Brousson à sortir de France; mais, avant de partir, il écrivit la lettre suivante à Bâville, dans laquelle il trace lui-même son *portrait moral* :

« Brousson, serviteur de Dieu, et fidèle ministre de sa Parole... à Monseigneur de Bâville, intendant du Languedoc.

« Monseigneur, permettez-moi de représenter à Votre Grandeur que je ne puis pas vous reconnaître comme mon juge, parce que, par l'abolition des édits, qui étaient perpétuels et irrévocables, nous sommes privés de nos juges légitimes, et traités, non pas en hommes, mais en esclaves. Cependant, si j'avais à me défendre devant des juges compétents, je ne serais pas en peine de faire valoir mon innocence. Je ne suis pas un méchant homme; tous ceux qui ont été témoins de ma conduite à Castelnaudary et à Toulouse, peuvent rendre témoignage que j'ai vécu dans le monde avec l'approbation publique, comme un homme de bien, craignant Dieu, sans reproche... Je ne suis pas un perturbateur du repos public, comme vous le dites dans votre dernière ordonnance, mais un fidèle serviteur de Dieu, qui travaille à l'instruction, au salut et à la consolation de son peuple désolé... Je puis bien prendre encore à témoin ce grand Dieu qui connaît mes plus secrètes pensées, que c'est uniquement pour la crainte de son nom, et pour les intérêts de sa gloire, de son service et du salut de son peuple, que je m'expose depuis si longtemps à tant d'alarmes, à tant de dangers dans ce royaume. — Plût à Dieu qu'il eût plu au roi de faire quelque con-

sidération des avis sincères que j'ai pris la liberté d'envoyer à la cour, depuis dix ans et davantage; il ne se trouverait pas dans l'état où il est maintenant, et on n'aurait pas sujet de craindre ce qu'on a sujet de craindre encore; car enfin, Monseigneur, Dieu frappe maintenant l'Etat de terribles fléaux, et il faudrait être bien aveugle pour ne pas le voir. Maintenant cela n'est rien en comparaison des suites que l'on doit craindre raisonnablement. L'Etat se soutient encore avec éclat, parce qu'il emploie toutes ses forces, mais en les employant il les consume. Le royaume est dans un état violent, mais les choses violentes ne sont pas de durée. On ne peut pas dire, Monseigneur, que nous ne soyons de vrais fidèles : nous ne servons pas les créatures, mais l'Eternel, le Dieu vivant et véritable, le créateur du ciel et de la terre; nous mettons toute notre confiance en la miséricorde de Dieu le Père, en la grâce de Jésus-Christ son Fils, et au salutaire secours du Saint-Esprit : c'est ce grand Dieu dont j'ai toujours la crainte devant les yeux; dont je médite sans cesse la parole depuis mon enfance, et qui a daigné me faire participant de sa lumière. C'est pourquoi je supplie Votre Grandeur de cesser enfin de persécuter un innocent et un fidèle serviteur de Dieu, qui ne peut se dispenser de s'acquitter des devoirs de son ministère. Autrement, je déclare que j'appelle de votre ordonnance devant le tribunal de Dieu, qui est le roi des rois, le souverain juge du monde. — Le Maître que je sers, et pour lequel je souffre depuis si longtemps tant de martyres; qui m'a conservé jusqu'à cette heure, au milieu des flammes de cette horrible persécution, ne m'abandonnera pas, s'il lui plaît, à l'avenir, et me fera justice...

« CLAUDE BROUSSON, serviteur de Jésus-Christ. »

Il y a cent-soixante ans que Brousson a souffert le martyre. Depuis cette époque, grâce au progrès des lumières, que de changements heureux se sont opérés dans les dispositions des esprits et dans les sentiments des cœurs ! L'un des symptômes les plus significatifs à cet égard, n'est-il pas l'exposition publique dans le Musée de Nîmes du portrait de cet homme de dévouement et de foi, qui, avant de devenir un ministre fidèle de l'Evangile, avait été un avocat éloquent de la chambre mi-partie de Castelnauary et du parlement de Toulouse? N'y a-t-il pas dans ce fait récent une preuve incontestable que, bon gré malgré, les préjugés s'affaiblissent, les haines religieuses s'éteignent, la tolérance progresse, la liberté de conscience et de culte grandit, et les hommes, si longtemps divisés, tendent à se rapprocher pour travailler en paix à la prospérité commune?... Les magistrats du département du Gard, et de la ville de Nîmes en particulier, marchent, il faut leur rendre cette justice, à la tête de ce mouvement d'union et de concorde, et saisissent toutes les occasions d'accélérer ses progrès, et d'assurer ses résultats. Ainsi, dans la nouvelle nomenclature des noms qu'ils viennent de

donner aux rues de la cité, apparaissent ceux des Albénas, de Baduel, de Cotelier, de Deiron, de Graverol, de Petit, de Rey, de Rulman, de Saurin, de Rabaut-Saint-Etienne, de Guizot et de Pradier. Nous n'avons qu'à signaler deux lacunes regrettables : celles des deux noms vénérés d'Antoine Court et de Paul Rabaut : ils brillent par leur absence dans cette pléiade où leur place est marquée.

A. BORREL.

Renseignements biographiques sur M. Ribotte-Charon, correspondant de J.-J. Rousseau et de Voltaire au sujet de l'affaire Calas.

La lettre suivante a tout d'abord été communiquée à M. A. Coquerel fils, pour son travail sur Calas, et à M. Eug. Haag, pour la *France protestante*. Elle donne des détails, que nous n'aurions pu nous procurer ailleurs, sur l'excellent homme dont nous avons fait connaître les touchantes démarches auprès de Rousseau et de Voltaire en faveur de la famille Calas (*Bull.*, t. II, p. 362; IV, 240, 542, et V, 131).

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Carla-le-Comte (Ariège), 30 mai 1857.

Je m'empresse de répondre à la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire pour me demander des détails relatifs à M. Ribotte et à son active intervention en faveur des Calas.

M. Ribotte-Charon appartenait en effet à ma famille. Il était le frère de ma grand'mère paternelle. Je me souviens de l'avoir vu dans mon enfance et je sais par tradition qu'il avait travaillé de tous ses efforts à faire éclater l'innocence des Calas. Il avait à ce sujet entretenu une correspondance fort active avec Voltaire et Jean-Jacques Rousseau. Il y a même tout lieu de croire que le premier fut instruit d'abord de cette immense erreur de la justice par les soins de M. Ribotte. Je regrette infiniment de ne pouvoir vous transmettre à ce sujet des documents écrits, je n'en ai point; je sais qu'il en a existé; mais étant fort jeune lors de la mort de M. Ribotte, j'ignore ce qu'ils sont devenus. Sous ce rapport je crois la famille Portal, de Castel-Sarrasin, aussi dépourvue que moi de pièces manuscrites. Cette perte est d'autant plus fâcheuse que ces documents auraient pu satisfaire jusqu'à un certain point la curiosité si légitime qui s'attache de nos jours aux moindres détails de l'histoire de nos pères et que vos publications satisfont d'une manière si heureuse.

Quant à M. Ribotte-Charon, c'est lui-même une des plus intéressantes

figures de cette classe honnête, laborieuse et intelligente qui composait la bourgeoisie protestante au XVIII^e siècle. Il était né au Carla-le-Comte, en Foix, vers l'an 1730, dans une famille d'anciens religionnaires qui, malgré les rigueurs de la persécution, avait conservé un attachement invincible à la foi protestante. De bonne heure M. Ribotte quitta le Carla pour aller habiter Montauban. Il entra dans une maison de commerce, où il demeura longtemps. Les devoirs de sa profession ne purent l'empêcher de cultiver son intelligence, qui était avide de lumière et d'instruction. Esprit curieux et vif, travaillant incessamment sur lui-même, il parvint, à l'aide de fortes lectures, à acquérir une somme assez considérable de connaissances. Bientôt son horizon s'agrandit. Il devint un des chefs de la maison où il n'avait eu d'abord qu'un rôle subalterne. Son activité, son intelligence et sa probité sévère, le recommandant à l'estime et au respect de tous, en firent un des premiers négociants de Montauban à l'époque où le commerce des draps était si florissant dans cette ville. Il fut très recherché et fort répandu dans les rangs des grandes familles de la province. M. de Gourgues, intendant du Quercy, qui s'était pris d'une grande amitié pour lui, lui fit présent d'un magnifique exemplaire des œuvres de son illustre compatriote Bayle.

M. Ribotte était une nature essentiellement communicative et artistique. Il s'occupait de peinture ; il aimait les voyages, les beaux-arts, les sciences et les lettres. Il recherchait avec passion les belles estampes, les porcelaines rares, les bonnes copies des grands peintres. Il commandait des toiles au fameux Vanloo. Le sentiment esthétique était extraordinairement développé chez lui. Il employait presque tous les profits de son commerce à la satisfaction de ses goûts d'artiste. Il parcourut l'Angleterre, la Hollande et l'Espagne dans un temps où les voyages étaient dispendieux et difficiles. Il raffolait des musées étrangers. Ses séjours à Paris étaient fréquents et prolongés ; là sa société était celle des gens de lettres. Il voyait Buffon, Thomas, Necker et Bailly. Rousseau, vieilli et farouche, oubliait pour lui sa morosité, et j'ai entendu parler dans mon enfance des déjeuners au café au lait qu'ils avaient faits tête à tête. Voltaire, dans des lettres autographes, l'engagea souvent à venir le visiter à Ferney, voyage qu'il n'accomplit jamais. M. Ribotte s'occupa avec zèle de la malheureuse affaire du pasteur Rochette et des trois nobles verriers. Les lettres que Jean-Jacques lui écrivit à ce sujet ont été comprises dans le recueil des Œuvres complètes de l'immortel écrivain.

Les écrits de M. Ribotte furent en assez grand nombre. Le temps a détruit la plupart de ces opuscules. Il y a de lui un travail assez intéressant sur les *maladies épidémiques*, adressé à Buffon. Ce petit ouvrage a été imprimé en 1788, avec les réponses du célèbre naturaliste. On y a joint des opinions

des deux savants Maret et Guyton de Morveaux, avec une lettre de l'auteur à M. Dupré de Saint-Maur, intendant de la Guyenne.

Dans un autre écrit, M. Ribotte recherche *la nature et l'origine du bled froment*. On a de lui un poëme *sur les beaux-arts*, dont j'ai vu un exemplaire à la riche bibliothèque de M. Ponceet, à Montbeton (Tarn-et-Garonne) et un recueil *d'hymnes patriotiques*, composés pour les fêtes nationales de 1789 et 90. Tous ces ouvrages sont imprimés et fort rares. Les écrits de M. Ribotte portent l'empreinte d'une originalité saisissante qui n'est pas sans charme. Il y a chez lui de la verve et une grande vivacité d'imagination. Son style manque souvent de correction, mais l'image et le trait y abondent.

Il mourut au commencement du présent siècle. Il avait salué avec enthousiasme l'œuvre de la Révolution et les premières réformes de Louis XVI. Cette crise sociale lui fut funeste : à l'époque de la dépréciation des assignats la plus grande part de sa fortune fut emportée.

Tels sont, Monsieur, les détails très exacts que je puis vous donner sur M. Ribotte-Charon; peut-être ne vous paraîtront-ils pas indignes de figurer dans votre si utile *Bulletin*. Quoi qu'il en soit, je regrette de ne pouvoir vous communiquer des documents positifs sur l'objet spécial que vous me signalez.

J'ai l'honneur, etc.

ARABET.

Questions et Réponses.

Michel Servet et le parti des Libertins.

(Voir t. VI, p. 340.)

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Genève, 25 mai 1858.

J'ai lu dans le dernier *Bulletin* la question posée par un de vos correspondants au sujet de Servet et de son jugement. Quoique M. Michelet, dont il s'agirait d'appuyer l'opinion sur cette affaire, ait bien voulu, dans l'extrait qui est cité, joindre mon nom à celui des écrivains consultés par lui, je n'ai encore rien publié sur cette partie de notre histoire de Genève, mon troisième volume, qui commence avec la Réformation, n'ayant pas encore paru. Mais tout ce que je compte dire sur Servet est déjà rédigé, et c'est un passage assez court. Je le recopie et vous l'envoie, heureux si ce peu de lignes vous semble bon à publier comme réponse, *parte in qua*, et propre

à diminuer quelque peu l'ardeur de la polémique sur cette question, selon moi, secondaire.

Veuillez agréer, etc.

J. PICTET DE SERGY.

Extrait.

« Terminons l'esquisse de ces tristes luttes individuelles en retraçant brièvement ici la plus célèbre des condamnations, auxquelles se rattache le nom de Calvin, celle de Servet.

« Michel Servet était un médecin espagnol fort habile, qui paraît avoir même devancé dans leurs découvertes des savants que celles-ci ont illustrés. Préoccupé, au milieu de ses études de médecin, des questions que soulevait la Réforme, il avait publié à 22 ans un ouvrage sur *les erreurs relatives à la Trinité*. Vingt ans après il en fit imprimer un autre dans le même sens, et après avoir condamné plusieurs points de la doctrine de Calvin, il eut avec celui-ci une correspondance remplie d'aigreur qui amena entre eux une implacable inimitié. Condamné à Vienne, en Dauphiné, par les autorités *catholiques* à être brûlé comme hérétique (circonstance importante à ne point perdre de vue), il parvint à s'échapper. En voulant se rendre à Naples il passa par Genève. Il y fut reconnu, arrêté et accusé d'hérésie par un des disciples de Calvin, Nicolas de la Fontaine, qui se fit partie criminelle, et suivant un usage adopté alors, se mit en prison avec lui. Calvin avoue que cela se fit *de son sçu*. La Fontaine produisit 40 articles, sur lesquels il demanda que Servet fût examiné. A un premier examen, celui-ci fut reconnu coupable. Sur la demande du procureur général, le lieutenant de la justice se saisit de la procédure et La Fontaine fut libéré.

« Les principales accusations dressées contre Servet furent :

« 1^o D'avoir écrit dans son *Ptolémée* que c'était à tort et par vanterie que la Bible célèbre la fertilité de la terre de Canaan, tandis qu'elle était en réalité inculte et stérile ;

« 2^o D'avoir appelé un Dieu en trois personnes « un cerbère, » un monstre à trois têtes ;

« 3^o D'avoir écrit que *Dieu était tout* et que *tout était Dieu*.

« Sur ces différents points, Servet fut jugé :

« a) D'après les extraits de ses livres : *De Trinitatis erroribus* et *In Ptolemaeum commentarius* ;

« b) D'après l'édition de la Bible qu'il avait donnée en 1532 ;

« c) D'après une lettre qu'il avait écrite à Abel Poupin, ministre de Genève ; et enfin,

« d) Principalement sur son livre intitulé : *Restitutio Christianismi*.

« Ce dernier ouvrage, en effet, destiné à être une sorte de réfutation, ou

du moins de contradiction de l'ouvrage de Calvin, intitulé : *Institutio christianismi*, paraît avoir violemment irrité ce dernier et avoir excité son indignation. Ouvrage extrêmement rare dès son apparition, dont tous les exemplaires, suivant Senebier, furent brûlés à Vienne et à Francfort, et dont le titre seul, conservé dans son développement étrange, n'indique que vaguement des erreurs qui semblent fort propres à amener une longue controverse mais non à faire périr un homme.

« Servet, convaincu d'hérésie par suite des différents chefs d'accusation que nous venons d'indiquer, avec les preuves à l'appui, fut condamné le 27 octobre 1553 à la peine réservée partout, à cette époque, au crime d'hérésie, savoir, au bûcher. La sentence fut exécutée sur la hauteur de Champel.

« Ce fait, évidemment regrettable dans l'intérêt de la réformation genevoise, a donné lieu à un nombre infini de discussions. Les plus vives ont roulé sur la part que Calvin prit à cette condamnation et sur l'impression qui doit en rester relativement à sa gloire. Nous estimons que l'importance donnée à cet événement isolé a été infiniment exagérée. Partout on combattait à coups de bûcher, et quand on réfléchit à la masse prodigieuse de victimes immolées en tous lieux par le fanatisme de l'Eglise romaine, il est difficile de comprendre ou du moins d'excuser l'obstination qui a été mise à faire peser sur la tête de Calvin, comme une responsabilité écrasante et en quelque sorte illimitée, le supplice de Servet. Alors même que le réformateur genevois, qui reconnaît lui-même, pour ainsi dire à tout propos, sa disposition à la colère et à l'irritabilité nerveuse, avait été plus ou moins fortifié, endurci même par ses sentiments naturels, dans ce qu'il regardait comme un devoir de sa position, il nous est impossible, au milieu de l'âpre roideur des convictions religieuses du XVI^e siècle et des conflits sanglants qui en étaient la suite, d'attacher à une nuance d'intervention de la part de Calvin dans le jugement de Servet, l'importance que nous avons vu y mettre. Certes, il nous paraît aujourd'hui monstrueux de brûler un homme pour des assertions semblables à celles que nous avons indiquées ; mais la convenance et même la nécessité de se reporter avec scrupule, pour l'appréciation morale d'un fait, à la position des esprits à l'époque où il a eu lieu et à la nature des lumières qui les éclairaient ou les égaraient peut-être alors, nous paraît ici plus impérieuse que nulle part. C'est ce que les adversaires de Calvin se sont bien gardés de faire.

« Si l'on jugeait à propos d'énoncer quelques circonstances propres à excuser le rôle qu'avait joué Calvin dans cette affaire, il en serait en particulier deux à faire remarquer :

1^o L'une, que Servet était déjà, comme nous l'avons dit, acquis au bûcher par le jugement de ses propres coreligionnaires ; que Genève ne faisait

pour ainsi dire qu'exécuter la sentence de Vienne, et que vis-à-vis d'actes qui étaient également regardés comme une impiété par les deux communions (comme, par exemple, tout ce qui concernait le dogme de la Trinité), les réformateurs mettaient un grand prix à constater qu'ils étaient, autant que leurs adversaires, pieux et respectueux pour les choses du ciel.

2° L'autre, que le jugement définitif de Servet paraît avoir été décidé dans le conseil de Genève par les réponses reçues à ce sujet des différentes Eglises suisses, que l'on avait eu le soin de consulter. Leurs réponses furent uniformes, c'est-à-dire unanimes, pour sa condamnation à la peine de l'hérésie.

« Les opinions des hommes les plus doux par leur nature nous ont été conservées, et en particulier celle de Mélanchton, le plus bienveillant et le plus indulgent des réformateurs.

« *Affirmo*, écrit-il à Calvin, *vestros magistratus juste fecisse quod hominem blasphemum pro ordine justificato interfecerunt.* »

« On a des appréciations semblables de tous les réformateurs, de Farel comme de Viret, de Bucer comme d'Œcolampade, et enfin de Th. de Bèze. Zwingle et Luther n'existaient plus alors.

« Au reste, tout a été dit et écrit sur ce sujet, notamment par le doux Senebier (lui-même une sorte de Mélanchton), et par M. Rilliet de Candolle dans son beau travail qui fait partie des *Mémoires de la Société d'histoire de Genève*.

« Une lutte dernière de Calvin (lutte contre un peuple tout entier, au lieu d'être une lutte contre un individu) exerça sur les destinées de Genève une influence infiniment plus grande que le triste épisode du supplice de Servet. Nous voulons parler de l'extermination du parti national ou indigène qui venait d'émanciper Genève de la tutelle oppressive et inconstitutionnelle de la maison de Savoie, parti désigné sous le nom équivoque de *Libertins*.

« Là se présente une situation qui ne se retrouve dans l'histoire d'aucun autre peuple. Elle mérite une sérieuse étude..... »

J. P. DE S.

Du lieu de naissance de Wallerand-Poulain, fondateur de l'Eglise réformée française de Francfort-sur-Mein.

On nous adresse la question suivante :

« L'Eglise réformée française de Francfort-sur-Mein a été fondée au XVI^e siècle, par *Wallerand-Poulain*. Une très intéressante notice, due à M. le pasteur F.-C. Schroeder, intitulée : *Troisième Jubilé séculaire de la fondation de l'Eglise réformée française de Francfort-sur-Mein* (*Bull.*, III,

377), fait naître ce réformateur à Lille, en Flandre, mais sans alléguer aucune preuve du fait.

« Existe-t-il dans les archives de l'Eglise de Francfort, ou dans les livres si rares de Pollanus, ou quelque part ailleurs, quelque document décisif à ce sujet ? »

L'épître de Cayet à l'évêque de Bazas, etc.

(Voir t. VI, p. 341, 342, 416, 418.)

Nous avons vainement passé en revue tout ce que la Bibliothèque impériale, et deux ou trois autres riches bibliothèques publiques de Paris possèdent d'ouvrages et opuscules de Victor-Palma Cayet. Nous n'avons point rencontré encore cette « Epître à l'évêque de Bazas, » que nous cherchons, d'après l'indication du P. Garasse, comme source de la chanson attribuée à Calvin. Nous avons pu prendre connaissance de l'un des deux pamphlets de 1597, que nous avons signalés, celui qui est intitulé : *Les Tromperies des ministres*, etc., et nous avons constaté que ce n'est point l'écrit dont il s'agit. Quant à l'autre, intitulé : *La Condamnation de Calvin par lui-même*, etc., que, dans le doute, nous soupçonnons être le même que ce *Discours des astuces de Calvin*, cité et mis à profit par Florimond de Ræmond, il nous a été impossible jusqu'à présent d'en rencontrer un exemplaire. Cayet a dédié beaucoup de ses libelles à des prélats, notamment au cardinal Du Perron. Peut-être s'agit-il d'une épître dédicatoire adressée à l'évêque de Bazas ? Peut-être se trouve-t-elle en tête de l'opuscule qui a échappé à nos investigations ?

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.

ARRÊT AB IRATO DU PARLEMENT DE TOULOUSE

CONTRE UN HÉRÉTIQUE

1556.

La cour du Parlement de Toulouse, pour punir un homme qui s'était avisé d'entonner un cantique de Clément Marot, se détourne de la procession, se retire en la sacristie de l'église Saint-Etienne, et y rend un arrêt de condamnation au feu.

*Extrait des registres du Parlement de Toulouse.**Du dimanche 11 juin 1536.*

En la sacristie de l'église métropolitaine Saint-Etienne, accidentellement ;

Entendu le réquisitoire et la requête verbale du procureur général du Roi, aux fins y stipulées, et attendu que, par inquisition et procédure réparative contre l'hérésie et secte luthérienne, est apparu, malgré les défenses des capitouls en notre paroisse, un hérétique ayant air menaçant et inconvenant contre le très vénérable officiant et prédicateur pour préparation processionnelle, et que de plus, pour faire et causer scandale en la sainte foi catholique, il a, animé par sentiment d'hérésie, entonné un cantique profane de Clément Marot ;

LA COUR,

Pour réparer l'injure faite à la sainte foi, et le scandale causé par cette provocation, en vertu des saints décrets, conciles et ordres de notre saint père le pape, Paul IV, et souverain gouvernant, a ordonné que *Blondel* sera pris et conduit sur la place du Salin, où un bûcher sera dressé, pour y être déposé et consumé, en présence du peuple justement irrité.

(On voit ici comme deux signatures indéchiffrables.)

En marge est écrit presque illisiblement : « *Exécu. 4 heures... soir.* »

Blondel ne figure pas dans les *Actes des Martyrs* de Jean Crespin. C'est donc un nom que nous ajoutons au martyrologe huguenot.

DEUX SONNETS D'ANTOINE DE LA ROCHE-CHANDIEU

SUR LA MORT DE JEAN CALVIN.

1561.

Nous avons déjà reproduit un très beau sonnet du même auteur sur le même sujet. (*Bull.*, IV, 327.) En voici deux, moins remarquables sans doute, mais qui méritent de figurer également dans notre recueil.

SONNET.

Quand le ciel retira le théologien,
Qui docte a surmonté la papale ignorance,
La terre ayant perdu sa plus grande excellence :
Tu es (dit-elle au ciel) envieux de mon bien.

J'ay pris (respond le ciel) celui qui estoit mien,
Le couronnant du prix de sa ferme espérance :
En terre il ne pouvait faire sa demeureance,
Car il estoit céleste, et non pas terrien.

Cessez (dit l'Eternel) et vous l'aurez tous deux :
Car je luy ay donné un nom tant glorieux,
Qu'il n'y a mort, oubli, ni tombeau qui l'enserre :

Le ciel aura l'esprit, la terre gardera
La gloire de son nom : et immortel sera
L'esprit vivant au ciel, le nom vivant en terre.

AUTRE.

Je pensoy que la mort avoit trop tost fermé
L'œil, l'aureille, et la bouche à ce chef vénérable,
Qui a veu et ouï le fruit inestimable
De son dire excellent, entre tous renommé.

Car maintenant son corps, qui demeure enfermé,
Aveugle, sourd, muet, au tombeau qui l'accable,
Ne voit et n'oit plus rien : et sa bouche admirable
Ne peut plus enseigner son troupeau bien-aimé.

Mais quand je pense aux maux survenus après luy,
Et qu'on ne voit, on n'oit, on ne dit rien qu'ennuy,
Que guerre, que tourment, qui de si près nous touche :

Alors je cognoy bien, Calvin, que tu es mort
En un temps propre à toy, et qu'heureuse est la mort
Qui t'a fermé ton œil, ton aureille, et ta bouche.

DEUX LETTRES DE THÉODORE DE BÈZE

SUR LA SAINT-BARTHÉLEMY.

1572.

Ces deux lettres, intégralement traduites du latin, nous sont communiquées par M. A. Müntz. Elles se trouvent dans les *Illustrum et clarorum virorum epistolæ selectiores superiore sæculo scriptæ*, etc. Leyde, 1617, p. 614 et 620.

*A messire Thomas Tilius (Du Tillet?), mon honoré frère et collègue,
à Heidelberg.*

Ces lignes que je vous écris, cher frère, seront à la fois pour vous et pour tous nos amis. Nous sommes dans le deuil et dans les gémissements. Dieu veuille avoir pitié de nous ! Jamais on n'a vu tant de perfidie, tant d'atrocité. Que de fois je le lui ai prédit ! Que de fois je l'ai averti ! (1) Dieu l'a permis, Dieu justement irrité. Pourtant il est notre Sauveur. Vous m'excuserez de ne vous rien écrire en détail. Nous avons institué un jeûne et des prières extraordinaires. Notre ville, où règnent encore la peste et la fièvre, se remplit de gens les plus malheureux de la terre. Ils n'ont échappé que grâce à la cupidité de leurs ennemis. Car autrement rien n'a été épargné, ni le rang, ni l'âge, ni le sexe. Le roi a d'abord tout mis à la charge des Guises ; maintenant il écrit que tout a été fait par ses ordres, et ces hommes, qu'il a fait assassiner à Paris dans leurs lits, ces hommes « dont le monde n'était pas digne, » il ose les accuser d'un complot ! A Lyon, tous (excepté un petit nombre de gens sauvés par la cupidité des soldats) se présentèrent d'eux-mêmes et spontanément pour être enfermés dans les prisons ; puis, ils tendirent d'eux-mêmes la gorge, nul ne tira une épée, nul ne murmura, nul ne fut interrogé : tous furent tués comme des brebis à l'abattoir, et cependant on prétexte un complot ! Seigneur, tu as vu ces choses et tu les jugeras ! Priez pour nous autres qui pouvons nous attendre au même sort. Notre gouvernement fait son devoir, mais c'est en Dieu que nous devons espérer.

Ce n'est qu'hier que j'ai reçu votre lettre et celle de notre ami

(1) A Coligny, sans doute.

Taffin, datées du 6 du mois passé. La douleur ne me permet pas de vous en écrire davantage. Toutefois je ne cesse d'espérer en Celui qui venge les justes et qui punit les scélérats. Adieu. De Genève, ce 10 septembre 1572.

Tuus BEZA.

*A messire Thomas Tilius (Du Tillet?), mon honoré frère et collègue,
à Heidelberg.*

Quelque tristes que soient les choses que vous nous écrivez, il est bon cependant, cher frère, que vous nous en fassiez part. Elles doivent exciter à prier d'autant plus ardemment. Je vous remercie mille fois de vos soins. En France, La Rochelle est prête à résister courageusement et jusqu'à la dernière extrémité aux efforts de ces cruels tyrans. Les habitants de Montauban et de quelques autres villes de cette contrée paraissent décidés à faire de même. Ceux de Nîmes, des monts Cévennes et du Vivarais, sont encore tous de notre côté, ainsi que Sancerre et Berry. Mais, dans le reste de la France, la défection a été et est encore inroyable. Cependant cette défection est loin d'avoir satisfait les bêtes féroces. On a résolu de tuer, avec leurs familles, même les gens innombrables qui ont apostasié. C'est ce qui a été décidé le 27 octobre. L'exécution n'a été différée que pour essayer de gagner, par des promesses fallacieuses, les villes qui tiennent encore, d'apaiser la colère des étrangers et de faire rentrer dans le lacs le plus de fugitifs possible. Notre Seigneur qui est au ciel veuille faire échouer ces affreux desseins! Nous avons appris par votre expérience combien tout appui terrestre est vain.

Pour ce qui est d'autres nouvelles, je vous dirai qu'on imprime le second volume de mes écrits de théologie. Je me propose d'y insérer différentes pièces nouvelles, surtout quelques lettres théologiques, si Dieu m'en donne le loisir. Par une faveur particulière du Seigneur, la peste a cessé tout à coup dans nos murs lorsqu'arrivèrent nos malheureux réfugiés. Notre école est pleine, presque trop pleine; mais la plupart de nos disciples nous sont venus dans un état d'entier dénûment. Tous nos collègues, notamment le docteur Roset et le docteur Bernard, vous saluent. Adieu, cher frère. Je salue votre épouse, ainsi que toute votre famille et tous nos amis. De Genève, ce 3 décembre 1572.

Tuus BEZA.

LETTRE DU DUC DE LESDIGUÏÈRES AU GOUVERNEUR DE GAP

SUR L'ENTRETIEN DES PASTEURS.

1589.

(Communiqué par M. Ch. Charronnet, d'après l'original conservé aux Archives de la préfecture des Hautes-Alpes.)

A Monsieur de Montbrun, gouverneur de Gap.

Monsieur, les deniers quy proviennent des décimes, sont affectés à l'entretien et norriture de noz ministres, quy me faict vous dire que vous commandiez à ceux quy tiennent l'arrantement des bénéfices que vous exigés de payer ce à quoy ce montent les décimes plustost que le rantier desdits décimes se serve de constraincte. Le payement de nosdits ministres est retardé à faute desdits décimes, quy me faict eroire que vous commanderez à vosdits rantiers de satisfere audit recepveur. Et n'estant la présante à autres fins, après vous avoyr bien humblement baizé les mains, je demeurreray à jamais

Vostre humble serviteur et très affectionné,

LESDIGUÏÈRES.

A Gap, ce 30 octobre 1589.

ENTRETIEN DES PASTEURS DES ÉGLISES RÉFORMÉES EN 1611.

EXTRAIT des *Mémoires et Instructions particulières à MM. les depputez qui vont trouver le Roy et la Reyne régente, de la part de MM. de l'Assemblée convoquez par permission de LL. MM. en la ville de Saumur, concernant les affaires de Béarn en 1611.* (Bibl. Maz., mss. 1504. G.)

..... Aussy est considérable la nécessité en laquelle vivent la plupart des pasteurs, pour nourrir ceux qui sont mariez que 450 livres de gages, à ceux qui ne le sont que 390 livres de gages qui leur estoient attribuez il y a vingt-cinq ans au plus, depuis lequel temps toutes choses sont augmentées de prix, fauldra supplier LL. MM. ordonner 500 livres à chacun des dicts ministres mariez, et aux aultres 450 livres, affin qu'ils ne souffrent nécessité honteuse, qui revien-droit au mespris du sacré ministère.....

LETTRE INÉDITE DE BOISSORÉE, DE LA ROCHELLE.

1619.

La lettre suivante a été transcrite par M. Gustave Masson, sur le manuscrit autographe conservé à Londres, au British Museum (*Harleian mss.*, 1583, in-fol.). Une déchirure a endommagé la fin de l'original.

AU ROY.

SIRE,

Puisqu'il a plu à Vostre Majesté m'honorer de ses commandements procédans d'ung soin paternel et de protection, que sa pieuse bonté et clémence a toujours eu au faict de la vraye religion et de ses pauvres Eglises de France qui la professent, j'ay estimé estre de mon devoir et de la fidelle obéissance que j'ai vouée au bien de son service, de leur faire directement entendre et au long tout l'estat d'icelles et des affaires du Béarn. J'avois ci-devant faict savoir par le menu et fort amplement à M. d'Aubigny et M. le secrétaire, les grands retardements, périls et d'angers que j'ai eu en mon voiage à cause des vents contraires, orages et tourmentes de mer; mais maintenant et par la grâce de Dieu, je me suis rendu (quoyque au hasard, et traversant par terre tout le long de la haute et basse Bretagne) sain et sauve en ceste ville de la Rochelle, où j'ay trouvé par bonne fortune messieurs de l'assemblée d'Orthez, qui n'y faisoient aussy presqu'arriver, qui ont choisi ceste ville pour se mettre à couvert et seureté, ne s'y trouvant plus audiet Orthez, aussi pour rendre leur dicte assemblée plus générale, légitime et recommandable. D'autant qu'il y a plusieurs provinces de la France fort esloignées dudit Béarn, et ausquelles partant il estoit presque du tout impossible pour la longue distance des chemins, et des périls et dangers qu'ils eussent courru en y allant, et qu'estant à présent en ceste ville au cœur de la France, ils y pourront plus facilement venir, comme de vray ils y arivent tous les jours. D'autre part, ceste dernière ville tenant le rang et le contre-poix quelle tient entre toutes les autres de la religion de ce royaume, cela pourra rendre ladite assemblée plus recommandable, voire (si j'osois dire) pour en faire appréhender les résolutions d'icelle; et afin, Sire, d'estre le moins enuieux et importun par ce discours à

Vostre Majesté qu'il me sera possible, je luy adresse ce livret par lequel elle sera complètement informée des conséquences de l'affaire dudict Béarn, circonstances et dépendances d'icelle, plus la coppinge d'une lettre que messieurs de ladicte assemblée ont escripte au Roy depuis qu'ils se sont retirés et mis à sauve-té en ceste dernière ville, sur quoy l'on ne leur a fait ny droit, justice, ny response, et si sont tous agents, participants généralement, et mesme ceste dite ville pour les avoir reçues, déclarés criminels de lèze-majesté, qui est, Sire, une pitié déplorable, voire encore beaucoup plus comme je pé-nestre, recognoys et apprend véritablement que ceulx qui y devroient mettre la main à bon escient, comme les plus grands d'entre la noblesse du tiers estat, et qui y ont charges et qualités les plus relevées, sont comme le poisson à qui on a donné de la momye pour le faire endormir et venir sur l'eau, afin d'estre facilement jeté à bord par le premier orage et tempeste qui pourra arriver. Je recognoys, di-je, et voy clairement qu'il n'y a que le commun et pauvre menu peuple qui résistent et vueille résister et persister aux violences du temps : comme même ceux de la maison de ville résistoient de donner retraite et mettre à couvert et seureté ceux de ladite assemblée, et a esté le commun qui l'a emporté. Je ne me suis jusqu'à présent à aucun descouvert, n'en recognoissant encores l'heures ny le temps propre. Je fais (comme l'on dit) seulement la guerre à l'œil, et regarde des affaires le cours du marché. J'ay prou de cognoissance et d'intelligence icy pour que rien me puisse estre scellé ny cusé. Bien eroient-ils tous généralement et d'une part et d'autre que je suis envoyé de la part de Vostre Majesté pour leur tesmoigner....

de leur cause dont la plus pa.....

je ne leur puis empêcher.....

considérer s'il lui plaît.....

ginations combien que j'y ap.....

tins et industries à moy.....

petitte cappacité, et pour ca.....

que j'eu voye l'heure et le temps.....

propre; il y a ici force espions et meschans, qui ont mandé en cour sitôt qui m'ont veu arriver, ainsi qu'avons decouvert, et Dieu saiet comme l'on y fluminera contre moy; chose qui ne m'espouvante nulement, grâces à Dieu, pourvu que j'aye l'heur d'avoir toujours a bienveillance de Vostre Majesté pour ma retraite et sauvegarde

soubs laquelle, Dieu aydant, je serais ensevely et du nom et qualité.

Sire, de Vostre Majesté,

Très humble, très obéissant et très fidelle serviteur,

DE BOISSORÉE.

A la Rochelle, ce mardi 19^{me} février 1619, de ce stille.

Je me promets, Sire, renvoyer quelques commandemens, conseils et advis de Votre Majesté en ce lieu.

LETTRE INÉDITE DE JEAN CLAUDE

PASTEUR DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE PARIS.

1676.

Nous devons à M. le Ministre de l'Instruction publique la communication de la lettre suivante, du célèbre pasteur Claude, l'antagoniste et l'émule d'Arnauld et de Bossuet, qui lui avait été adressée par M. le Dr Long, correspondant du Comité historique. Elle nous a été transmise, sur la proposition du Comité, comme rentrant spécialement dans le cadre de nos travaux.

A Monsieur Cholier, F. M. de l'E., à Serres (dans le Gapençais).

A Paris, ce 19^e may, 1676.

Monsieur et très honoré frère,

C'est avec bien de la joye que je prens ceste occasion de vous écrire, puisqu'en satisfaisant au sujet qui m'oblige à vous entretenir, je puis en mesme tems vous assurer de mes très humbles services et vous demander la continuation de vostre amitié. Après cela j'ay à vous parler de monsieur vostre frère que nous avons eü parmy nous depuis quelque tems, et les choses mesmes que j'ay à vous en dire ne peuvent que vous estre très agréables, parce qu'elles luy sont fort avantageuses. Je vous diray donc, Monsieur, que c'est un jeune homme qui réussit icy admirablement bien, et qui s'y fait aymer et estimer, de tout ce qu'il y a d'honnestes gens qui le connoissent. On vous peut mesme assurer que le séjour qu'il a fait icy luy a esté fort utile, et qu'il y a peu de personnes qui sachent mieux que luy tirer profit de ce qu'il y a de bon et d'instruisant en ce pays. Comme je

luy ay demandé quel séjour il y feroit encore, il m'a témoigné que vous le pressiez de se retirer, et qu'en effet il n'avoit pas de quoy s'entretenir icy bien longtems. Cela m'a donc obligé à vous écrire pour vous dire que nous le servirons autant qu'il nous sera possible pour luy faire trouver une condition, où il puisse subsister honnestement; mais parce que ces sortes de conditions sont assez difficiles à trouver, et qu'elles ne se présentent pas facilement lorsqu'on les désire, il me semble que si vous aviez la bonté de faire pour luy quelque effort, afin de luy donner moyen de subsister icy de soy-mesme durant quelque tems, vous luy rendriez un office de bon frère, et il auroit sujet de vous en remercier toute sa vie. Cependant nostre synode, qui doit se tenir à un an d'icy, s'approcheroit insensiblement, et au pis aller nous le servirions alors pour luy procurer une Eglise. Si vous agréiez la proposition que je vous en fais, je vous puis assurer que nous en serons tous bien ayses, et que les occasions de le servir nous seront chères. Faites-moi, s'il vous plaît, la grâce de m'aymer toujours, et de me donner part en vos bonnes prières, étant au reste persuadé que je suis de tout mon cœur,

Monsieur,

Vostre très humble et très obéissant serviteur,

CLAUDE.

FRAGMENT DE STATISTIQUE OFFICIELLE

DES ÉGLISES REFORMÉES DE FRANCE, TROIS ANS AVANT LA RÉVOCATION.

I. *Provence.*—II. *Généralité de Châlons.*—III. *Généralité de Bourges.*
—IV. *Généralité de Limoges.*

1682.

M. Eug. Haag nous communique ce document très intéressant, tout incomplet qu'il est, d'après l'original qui se trouve aux manuscrits de la Bibliothèque impériale (non encore coté). Cette statistique provient des rapports des intendants, et les chiffres y sont sans doute au-dessous de la vérité. C'est en ce sens qu'elle est *officielle* et sujette à contrôle. On remarquera, toutefois, qu'elle indique, dans l'ensemble et dans le détail, pour la Provence particulièrement, un nombre d'Eglises et de protestants plus considérable que celui qu'on accusait ordinairement.

ETAT contenant le dénombrement des personnes faisant profession de la R. P. R., en 1682.

	NOMBRE des RELIGIONNAIRES.	NOMBRE des FAMILLES.	OBSERVATIONS.
I. Provence.			
Aix.	100		La plupart artisans.
Brignolle.	»	1	
La Tour d'Aigues.	»	5 ou 6	
Lourmanin.	1,000	350	Les plus puissantes
Cabrières.	600	130	du lieu.
La Motte.	350	80	
Saint-Martin.	250	50	
Peypin.	225	50	
Lauris.	120	25	
Cadenet.	100	30	
La Roque d'Antheron.	»	100	
Mimet.	»	1	Celle du Seigneur.
Mérindol.	900		
Ayguières.	»	150	
Seras.	»	50	
Arles.	25		
Les Baux.	52		
Moriers.	75		
Saint-Martin de Castillon.	20		
Velaux.	182		
Berre.	8		
Marseille.	270	61	Marchands et arti-
Toulon.	14	3	sans, plus 37 forçats.
Hières.	9	1	
Cuers.	1		
Soliers.	15	3	
Pont-de-Soliers.	66	13	
Grasse.	3	1	
Antibes.	23	6	
Cipières.	4	1	
Leluc.	100		
Lorgues.	29		
Draguignan.	6		
Fayance.	23		
Callian.	2		
Bariamon.	1		
Gonfaron.	4		
Cabasse.	1		
Lemuy.	3		
Saint-Tropez.	1		
Riez.	34	11	
Vallensole.	7	1	
Pimousson.	18	4	
Quinçon.	8	2	
Taverné.	4	1	
Puimichel.	8	3	
Espinouse.	30	12	
Ramoules.	8	1	
Sieurque.	94	21	
La Coste.	222	88	
Sanoas.	140	43	
Buons	24	4	

Saint-Savournin.	36	9
Oppédette,	70	17
Gignac.	104	22
Signon.	24	3
Cerette.	1	
Cazeneuve.	6	
Viens.	30	
Banon.	1	
Simiane.	12	2
La Garde.	18	5
Roussillon.	60	15
Roquefure.	16	3
Tourettes.	40	
Broc.	2	
La Colle.	3	
Caille.	5	1
Saint-Aubin.	2	
Saint-André.	1	
Aumane.	2	
Forcalquier.	60	11
Manosque.	142	45
Pierrevert.	4	1
Saint-Etienne.	2	1
Sigonce.	4	1
Ongle.	32	8
Saumane.	2	1
Terrassière.	12	3
Onergues.	16	3
Monfroi.	n	1
Thoars.	4	1
Digne.	24	4
Mousteiret.	10	2
	6,042	1,369

Il y vient chaque année plus 200 personnes faire la Cène.

Comprise celle du Seigneur.

II. Généralité de Châlons.

Campertrix.	800
Chaltray.	300
Nettancourt.	490
Espace.	300
Imescourt.	200
Primas.	100
Villers-devant-Mézières.	100
Villers-le-Tourneur.	200
Saint-Loup-aux-Bois.	100
Vitry-le-François.	2,000
Helmaurup.	600
Vassy.	600
Saint-Mars.	100
Ay.	500
Les Bordes.	80
	6,380

III. Généralité de Bourges.

Bourges.	5
Asnières.	72
Sancerre.	260
Saint-Satur.	2
Ménétréol.	3
Couargues.	2

Saint-Bouise.	1
Vinon.	2
Vangues.	3
Assigny.	1
Crésancy.	1
Menetou-Pastel.	2
La Châtre.	8
Manguiray.	1
Le Magny.	1
Notre-Dame de Pouligny.	1
Saint-Sévère.	16
Sazeret.	2
Lepain.	1
Argenton.	27
Saint-Marcel d'Argenton.	4
Saint-Gautier.	1
Saint-Georges de Ciron.	2
Vigou.	1
Issoudun.	73
Charrost.	17
Ambrault.	1
Linères.	4
Châtillon-sur-Indre.	13
Cléon.	2
Villiers.	2
Busanois.	7
Villantrois.	8
Le Blanc.	1
Saint-Genitour.	4
Nessines.	2
Jaucard.	1
Bellabre.	7
Bethines.	1
Saint-Savin.	8
Le Mont-Saint-Savin.	1
La Bussière.	2
Cremille.	1
Saint-Pierre de Maillé.	1
Roussiny.	1
Mouher.	1
Chaslais.	3
Prissac.	1
Chaillac.	2

 590
IV. Généralité de Limoges.

Saint-Jean d'Angely.	1,027	287
Saint-Phélix.	11	3
Breuilhe.	1	
Bernav.	7	2
Saint-Martin de la Coudre.	5	1
Courans.	1	
Migré.	2	1
Saint-Pierre de l'Isle.	7	2
Saint-Pandoul.	9	3
La Chapelle-Baston.	1	
La Javrie.	4	1
Lonlay.	2	1
Taillebourg.	118	29
Saint-Savin.	13	3
Saint-Savinien.	1,145	324
Saint-Vaize.	5	1
Aspremont.	24	7
Coullonges.	55	11

43

676

Agonnay.	23	4
Saint-Vivien de Bords.	28	8
Champdolant.	32	8
Archingray.	35	8
Les Noulliers.	42	12
Le Pigné.	6	1
Bignay.	16	5
Taillant.	27	8
Ternant.	2	1
Fenioux.	5	1
Mazeray.	25	9
Asnières.	9	4
Grand-Jean.	6	1
Escoyeux.	11	3
Saint-Hilaire de Villefranche.	5	2
La Vergne.	31	13
Chanteimerle.	5	1
Vossay.	12	4
Tonnay-Boutonne.	106	36
Saint-Crespin.	21	7
Vaudré.	14	2
Le Puy-du-Lac.	14	6
Annezay.	8	3
Saint-Laurent de la Barrière.	13	3
Nachamp.	2	2
Landes.	19	7
Genouillé.	19	5
Puy-Rolland.	6	2
Tonnay-Charente.	332	127
Moraigne.	2	1
Condé.	1	
Saint-Constant.	7	2
Lussant.	4	1
Saint-Clément.	1	
Bussac.	13	5
Le Douet.	26	7
Foncouverte.	9	3
Fontenay-Labattu.	34	12
Saint-Siphorien.	24	6
Asmuré.	6	1
Le Vaneau.	9	6
Le Bourdat.	1	
Deyranson.	62	14
Espanne.	21	4
Usseau.	8	3
Vallan.	2	1
Grandzay.	36	10
Mazin.	1	
Chanteloup.	9	2
Saint-Herlé de Matha.	36	10
Marestay.	89	20
Loyré.	1	
Néré.	17	4
Authon.	8	2
Migron.	2	2
Monts.	4	1
Bereloue.	1	
Brigambourg.	23	10
Varaise.	10	4
Fontenel.	13	2
Blanzac.	7	2
Saint-Pierre de Juilli.	10	4
Saint-Martin de Juilli.	1	
Les Eglises d'Argenteuil.	20	4

(Le reste manque.)

LETTRE ÉCRITE DE PARIS A SALOMON DE RAPIN-LA FARE

ET

LETTRE DE CELUI-CI A SON FRÈRE RAPIN-THOYRAS

SUR LA MORT DE PÉLISSON, LEUR ONCLE.

1693.

Voici une nouvelle et très intéressante communication de M. de Dompierre de Jonquières, de Copenhague, pour accompagner celle que nous avons dernièrement publiée (*Bull.*, VI, 74).

C'est une lettre de Salomon de Rapin-La Fare à son frère Rapin-Thoyras, accompagnant l'envoi qu'il lui fait d'une autre lettre reçue de Paris, et par laquelle un ami lui transmet des renseignements sur la mort de leur oncle Pélisson, plus précis et plus concluants, ce semble, que tous ceux que l'on possédait jusqu'ici sur ce fait tant controversé.

Salomon de Rapin-La Fare était réfugié, nous dit M. de Jonquières, au service d'Angleterre, où il devint colonel. Il mourut veuf, sans enfants, et retiré du service, probablement à Winchester, vers l'an 1723. La mère de MM. de Rapin était, comme on sait, Jeanne de Pélisson, sœur de Pélisson, retirée à Genève.

A M. Salomon de Rapin-La Fare.

A Paris, le 18 février 1693.

Ne vous étonnez pas, Monsieur mon cher ami, que je réponde si tard à votre agréable lettre; j'ai eu des affaires qui m'ont toujours détourné quand je voulais vous répondre. Je vous ferois de longues excuses sur mon silence, si je ne vous connoissois pas fort bon amy, et si je n'étois moy-même persuadé de la sincérité de votre affection. Comme il paroît trop tard et mal à propos de répondre précisément à votre lettre, je quitte tout ce dont vous me parlez, et je ne vous réponds sur tout ce que vous m'y demandez que par ouy. La mort de M. de Pellisson, que vous aurez apparemment apprise, est trop remplie de circonstances pour que je ne doive pas vous en faire un petit détail. La réputation de ce grand homme vous doit donner de la curiosité pour savoir tout ce qui s'est passé dans sa mort. J'ai fait, comme vous savez, une grande perte; je vous ai écrit autrefois la manière obligeante et familière avec laquelle il en agissoit avec moi, et avec laquelle il vouloit que j'en agisse avec lui. J'avois de grandes douceurs

en cela pendant sa vie. Huit jours avant sa mort, il me dit que dès qu'il seroit un peu mieux, il vouloit aller à Meaux voir M. l'évêque, et qu'il vouloit que je fusse de la partie. Il me promit toute sorte de bons accueils de ce seigneur-là. Je fus le voir encore deux ou trois jours après; il me donna toujours mille assurances de son amitié. On ne parloit pas de la mort auprès de lui; cependant il me dit qu'il croyoit qu'il mourroit de cette maladie, et qu'il falloit qu'il pensât à son âme et à se repentir. Il ne s'expliqua pas plus clairement avec moi, et je ne le vis plus, parce que je ne fus pas en ville de trois ou quatre jours. A mon retour, je fus bien surpris de n'entendre parler que de lui, et d'entendre même dans les rues mille imprécations contre lui des catholiques de naissance. Tout le monde assuroit qu'il étoit mort en protestant, et qu'il avoit toujours renvoyé la communion, quoiqu'il fût fort pressé par M. l'évêque de Meaux, en qui il avoit beaucoup de confiance, et qu'il honoroit beaucoup. Je voulois savoir un peu mieux ce qu'il en étoit, et je crus que je devrois m'adresser pour y réussir à quelques personnes de mes amis, qui alloient tous les jours chez lui. Ils me confirmèrent tout ce que la voix publique me disoit. Je trouvai entre autres trois de mes amis qui étoient beaucoup des siens; qui m'assurèrent qu'il leur avoit continuellement parlé des matières de la religion, et qu'il les avoit exhortés à prier pour lui et ne pas se lasser de le recommander à la miséricorde du bon Dieu, leur fit une espèce de confession de foi, qui est justement telle que tous nos sentiments; s'y trouvant un de mes amis qui m'a fait le récit des circonstances de sa mort, et me dit qu'il lui marqua trois heures avant que de mourir précisément l'heure de sa mort, et qu'il l'assura qu'il ne communieroit point, et qu'il étoit temps de se reconnaître, et qu'il devoit bientôt comparaître devant le tribunal de Dieu. Il étoit fort inquiet, et il ne voulut presque voir personne. Il a parlé plus ouvertement à son valet qu'à qui que ce soit, mais il lui a fait faire des grands serments de ne rien révéler, et on assure qu'on ne saura jamais rien de lui. On dit que le Roi ayant su sa mort, dit qu'il en étoit fort fâché, qu'il perdoit un sujet fort fidèle, une des meilleures plumes de son royaume, et un des plus zélés enfants de l'Eglise. Voilà ce que je puis vous dire de cette affaire.

[A la suite de cette lettre sans signature se trouve la suivante, de la main de Rapin-La Fare, à son frère Rapin-Thoyras :]

A M. de Thoyras-Rapin.

A Andouer [en Irlande], le 13 juin 1693.

Je remplis le vide de cette lettre, mon très cher frère, pour vous assurer de la continuation de mon amitié et de mon estime. J'ai reçu cette lettre et celle de ma mère que je vous envoie; elle est sans doute vieille, puisqu'elle est venue de Genève ou par commodité; elle me charge beaucoup, par une lettre que j'en ai reçue, de vous envoyer la sienne et celle-ci. Je suis surpris que vous ne lui ayez pas écrit depuis la mort de M. Pellisson. Vous verrez par cette lettre à plus près ce qu'on sait sur sa mort. Je viens tout à l'heure de recevoir une lettre de M. de La Bastide, qui me marque que La Chaudane est à Paris, qu'il a été présenté au Roi, et qu'on lui a remis une partie des papiers de M. Pellisson, et les autres à M. de Meaux. Il me marque sur sa mort que le curé de la paroisse ayant été chez lui pour le confesser, il en fut si mal reçu, qu'en sortant il alarma tout le quartier, soutenant qu'il étoit mort huguenot; de laquelle imprudence il a été fort blâmé par la cour. M. de La Bastide me marque aussi qu'un nouveau converti étant mort à Paris sans avoir voulu confesser ni communier, on l'avoit mis sur une claie pour le trainer; mais qu'à ce spectacle inhumain le peuple se mutina et l'enlevèrent, et firent l'enterrer dans un cimetière, criant qu'il étoit indigne d'un grand roi de souffrir qu'on usât d'une telle barbarie contre ses sujets, et que sans doute c'étoit ce qui attiroit la colère de Dieu sur eux. J'ai cru que je vous ferois plaisir de vous faire savoir ce récit, qui doit nous faire beaucoup de plaisir. Je suis surpris de ne recevoir point de réponse à une lettre que je vous escrivis, datée de Langport, au sujet de quelques fusils, et à une autre datée d'icy, où je vous aprenois que M. de Belcastel m'avoit donné une lieutenance, m'assurant en même temps, en présence de M. de Rapin, qu'il ne me donnoit pas cela pour un avancement, mais qu'assurément je n'y demeurerois pas longtemps (1). Depuis ce temps-là, il me dit qu'il me prioit de vouloir faire la charge de second aide-major, et que cela ne me feroit aucun tort. Je me sentois fort disposé à le refuser, cet employ ne me convenant point du tout, tant à cause de la fatigue que de la dépense en chevaux que je seray obligé de faire. Mais je considéray plusieurs

(1) M. de Belcastel fut d'abord capitaine, puis lieutenant-colonel du régiment de Schomberg, créé en juillet 1689.

raisons ; la première que je dois tâcher de plaire à M. de Belcastel pour pouvoir en attendre du bien ; la seconde, c'est que cet employ apprend beaucoup le métier. En outre, c'est sous M. de Rapin, et cet employ fait faire beaucoup de connaissances dans l'armée, et souvent fait connaître des généraux. D'ailleurs, M. de Rapin a trouvé à propos que je le prenne. Voilà les raisons qui m'ont déterminé. Je ne pense pas que nous sortions de ce royaume de cet été, à notre grand regret ; car notre régiment est fort beau. Nous ne voyons aucune apparence à cela, et moins encore à toucher quelque paye entière. J'ai reçu il y a environ six semaines des nouvelles de Hollande. Mon frère se portoit bien. Ecrivez-moy, s'il vous plaist, plus souvent que vous ne l'avez fait jusqu'icy, et soyez persuadé que vos lettres me feront beaucoup de plaisir. Il n'y a rien de nouveau des armées de Flandres ny de Savoye. En Allemagne, la prise d'Hydelberg est vieille. Du depuis 1,000 hommes du maréchal de Lorge tués en escarmouche. Tout à vous,

LA FARE-DE RAPIN.

LES PASTEURS DE L'ÉGLISE RÉF. FRANÇ. DE COPENHAGUE.

1685-1856.

(Communiqué par M. de Dompierre de Jonquières.)

1. PHILIPPE MESNARD (1) arriva à Copenhague en octobre 1685 à l'invitation de la reine Charlotte-Amélie, accompagné de plusieurs familles réformées de France. Il trouva, à ce qu'il paraît, un assez grand nombre de réfugiés qui s'y étaient rendus avant la révocation de l'Edit de Nantes. Le roi Chrétien V avait accordé aux réformés des privilèges, en date du 3 janvier 1685, qui leur donnaient le droit, assez limité, d'exercer leur culte dans le Danemark ; la reine, son épouse, née princesse de Hesse, réformée elle-même, s'intéressait vivement à l'établissement d'une Eglise réformée (française et allemande) à Copenhague. Ce fut vers la fin de la même année que l'Eglise se constitua ; le culte fut célébré pour la première fois par M. Mesnard dans une salle particulière, louée pour cet effet, le 18 (ou 8) novembre 1685, et depuis le 10 novembre 1689 dans le temple construit en grande partie aux frais de la reine. M. Mesnard fondeur

(1) La famille de Mesnard était composée de lui, de sa femme, et de Madame Guenon, sa belle-sœur. La Placette avait avec lui, outre sa femme, un fils et deux filles. (1690.)

tionna comme pasteur à Copenhague pendant 14 années, non sans essayer quelques désagréments; en 1699 il passa à Londres comme pasteur de l'une des Eglises françaises de cette ville, et y mourut l'un des chapelains de la chapelle française du roi, et secrétaire de l'hôpital français. Il y publia, vers 1709, un *Essai sur le socinianisme*, qui lui attira un différend littéraire avec M. Le Clerc.

Quoique Mesnard fût arrivé ici avant M. La Placette, il paraît pourtant que celui-ci était regardé comme premier pasteur de l'Eglise; il signalait devant M. Mesnard.

D'avril 1696 à octobre 1699 JACQUES DESCHAMPS, étudiant en théologie et proposant, appelé à Copenhague pour soulager les pasteurs, y exerça les fonctions du saint ministère.

2. JEAN LA PLACETTE, né à Pontac en Béarn, le 19 janvier 1639, d'un père ministre de ce lieu, étudia à l'académie de Montauban, et y fut consacré au ministère en 1660, pour être pasteur à Orthez en Béarn, d'où il passa, en 1664, à Nay, dans la même province, où il resta jusqu'en 1685. Obligé alors de sortir de France avec sa famille, il reçut presque en même temps deux vocations différentes : l'une de la part de l'électeur de Brandebourg pour l'Eglise française de Königsberg, l'autre de la part de la reine Charlotte-Amélie pour sa chapelle privée et pour l'Eglise française de Copenhague. Il se rendit à cette dernière et aux sollicitations pressantes de la reine, et arriva à Copenhague avec sa famille au printemps 1686. Il y servit avec beaucoup d'édification et de célébrité jusqu'en juillet 1711, que d'après les invitations de la reine et avec l'agrément de l'Eglise il suivit cette princesse à Kolding en Jutland, où elle s'était retirée avec le reste de la cour pour éviter la peste qui ravageait Copenhague, et de là à Oldenbourg en Allemagne. Il passa l'année suivante en Hollande avec commission de la reine, séjourna quelque temps à La Haye, et se retira à Utrecht, où il finit ses jours dans la maison de sa fille, la colonelle d'Aspremont, le 25 avril 1718. Il avait été déclaré *emeritus* au printemps de 1710, et même depuis 1709 il ne prêchait plus que rarement à cause de son grand âge. Il laissa une grande réputation comme prédicateur et comme écrivain. Sa femme s'appelait Catherine de Lostalot ou Lonstalot (1),

(1) Leur fille Judith La Placette épousa, en 1704, François de Varignon, seigneur de Putot, capitaine dans le régiment des gardes du roi, fils de défunt Pierre

3. THÉODORE LE BLANC, natif de La Rochelle, exerça d'abord le saint ministère dans sa patrie. La persécution l'ayant fait sortir de France, il vint à Altona, dans le Holstein, passa de là à Leicesterfield en Angleterre, puis fut appelé à Copenhague, en 1699, pour y desservir l'Eglise avec La Placette; il eut aussi le titre de chapelain de la reine. Il ne put s'accorder avec son collègue au sujet du serment à prêter au souverain par tous les fonctionnaires ecclésiastiques; leur différend sur cette matière fit du bruit dans le pays et dans l'étranger, et Le Blanc quitta Copenhague en 1709, après dix ans ou environ de service, sans avoir fait ledit serment. Il retourna à Altona desservir l'Eglise réformée française de cette ville, et y mourut le 30 juin 1726. Il publia quelques ouvrages de critique sacrée, et écrivit contre les sociniens.

4. PIERRE DE SAINT-FERRÉOL, appelé dans un acte : De Saint-Ferréol du Mas, d'une famille noble, à ce qu'on croit, de Provence, fut appelé, en 1705, à Copenhague comme pasteur secondaire ou ministre suffragant pour le soulagement de La Placette. Il refusa, ainsi que Théodore Le Blanc, de prêter le serment d'usage comme contraire aux droits de la conscience, et quitta Copenhague au bout de trois ou quatre ans de ministère dans cette ville. Il fut ensuite pasteur à Altona, de 1711 à 1714; depuis on ne sait plus rien de lui.

5. DAVID DE LA TOUR D'ALIÈS, d'une famille noble de Guyenne, fils du baron de Caussade, réfugié à Genève, fut retiré jeune des mains des jésuites par ses parents et envoyé en Angleterre, où il fit ses études. Il fut ensuite en Hollande, où il fut consacré ministre par le synode d'Amsterdam le 17 mai 1704, afin de devenir ministre de camp du régiment suisse de Saconnay, et devint pasteur à Delft. De là il fut appelé par la reine à Copenhague, sur la recommandation du comte Antoine d'Altenbourg (2), son ancien condisciple en Angle-

de Varignon, seigneur de Putot en Normandie, et de Madelaine de Laloué. L'acte de son mariage, dans le protocole de l'Eglise, est signé: Fr. d'Aspremont; ce paraît être la signature dudit mari.

(2) Ce seigneur, très connu dans le temps, était membre zélé de l'Eglise réformée française de Copenhague, et mourut à Varel, le 6 juin 1738. Il était fils d'Antoine I^{er}, comte d'Altenbourg, seigneur de Varel, Kniphensen et Jahden (fils légitime d'Antoine Gonthier, dernier comte d'Oldenbourg et de Delmenêhorst), et de Charlotte-Amélie de la Trémoille, princesse de Tarente, cousine germaine de la reine Charlotte-Amélie, auprès de qui elle était venue s'établir plusieurs années avant la révocation de l'Edit de Nantes. Elle fut mariée au comte d'Alten-

terre, pour succéder à Théodore Le Blanc, et fut confirmé par le roi en cette qualité en août 1709. Son ministère ici ne fut que de deux ans ; la peste, qui emporta tant de milliers de personnes à Copenhague, termina ses jours dans un âge encore jeune, le 9 septembre. Sa veuve, *Suzanne Martin*, de Bergerac, réfugiée en Hollande avec ses parents, qu'il avait épousée à Oldenbourg, lui survécut jusqu'au 28 mars 1767.

6. DANIEL DE LOCHES, de la Brille, en Flandre, fut appelé, en 1709, à Copenhague sur le pied d'adjoint ou de suffragant de La Placette pour le ministère de la prédication. Consacré pour cet effet au synode de Tholen, en Hollande, le 31 août 1709, il commença ses fonctions à Copenhague, à la Saint-Michel. Il était payé du produit de quelques contributions dans le troupeau, dont la principale était celle du comte d'Altenbourg. Au départ de La Placette, en juillet 1711, De Loches devint pasteur effectif conjointement avec M. de la Tour d'Alliés, et même il fut bientôt seul, celui-ci étant mort le 9 septembre suivant. Mais l'année d'après, De Loches, qui ne pouvait plus se plaire à Copenhague, ayant été appelé pasteur à la Brille, sa patrie, partit sans hésiter en septembre 1712 pour son nouveau poste, d'où il passa ensuite au pastoral de Leyde. Il décéda dans cette dernière ville le 28 novembre 1755, mais déchargé de ses fonctions depuis quelques années à cause de son grand âge. (Il laissa deux fils, dont l'un, marié à une demoiselle Courtonne, fut aussi pasteur de l'Eglise.)

7. PAUL EYRAUD (dit *Hérault*), d'une famille originaire du Dauphiné, mais né, élevé et consacré à Genève, fut d'abord chapelain d'ambassade de François le Fort, ministre de Pierre le Grand, puis servit environ 17 ans à Vezel en qualité de pasteur. L'Eglise de Copenhague se trouvait sans pasteur depuis quelques mois par la retraite de Daniel De Loches, lorsque la reine, instruite du mérite et des talents de Paul Hérault, lui fit adresser, en novembre 1712, la vocation de premier pasteur de cette Eglise, jointe à celle de chapelain particulier ; il arriva à Copenhague le printemps suivant. Le

bourg, le 19 mai 1679, devint veuve le 28 octobre 1680, et mourut à Varel le 21 janvier 1732. Elle fréquentait le culte dans l'Eglise réformée française, lorsqu'elle venait en visite à Copenhague.

temple et les maisons pastorales ayant été brûlés dans le grand incendie de Copenhague, en octobre 1728, il fut député, de la part des deux presbytères (français et allemand), comme doyen des quatre pasteurs, avec Antoine Jean ancien, pour aller collecter dans les pays étrangers, et il fit, le 4 mars 1731, avec l'aide des pasteurs allemands, la consécration du nouveau temple. Il mourut d'apoplexie à Copenhague, le 18 juin 1743, âgé d'environ 74 ans, laissant une veuve, A. Marie Persode, fille d'un officier général de Prusse, qu'il avait épousé à Vezel, et deux enfants (elle était sœur ou nièce de Madelaine Persode, qui avait épousé le général de Bodt).

8. JEAN-JACQUES MARTIN, fils ou proche parent du célèbre David Martin (1), était né au diocèse de Castres en Languedoc, vers 1671. Il étudia à Leyde et fut d'abord pasteur à Ham, petite colonie française en Westphalie. Un incendie dans cet endroit l'ayant mis dans la nécessité de chercher à se placer ailleurs, il vint s'offrir, en novembre 1713, à l'Eglise de Copenhague, qu'il servit avec P. Hérault jusqu'en 1720. La nouvelle Eglise française de Frédéricica, en Jutland, ayant désiré Martin pour pasteur, et le roi Frédéric IV l'ayant nommé en même temps son commissaire auprès de la colonie, il s'y rendit en cette double qualité, en juillet 1720, et remplit les fonctions de pasteur et de juge royal jusqu'en 1728, qu'il retourna en Westphalie, patrie de sa femme, pour desservir avec vocation du prince Schaumbourg, la paroisse française de Hottzappel et de Charlottenberg, à quelques lieues de Coblenz. Il mourut à Hottzappel le 6 février 1730, laissant une veuve, Jeanne Christine Fister, et dix enfants.

9. JEAN-FERDINAND MOURIER, né à Rolle, en Suisse, de parents français réfugiés, le 11 novembre 1692, étudia à Genève et à Lausanne et reçut l'imposition des mains dans cette dernière ville, en 1717. En 1721, étant instituteur dans la maison Pietet, à Genève, il fut appelé à Copenhague sur le refus du ministre Dubois, par les suffrages du troupeau, comme pasteur de l'Eglise réformée française, et la des-

(1) David Martin, né en Languedoc, le 7 septembre 1639, devint pasteur dans le diocèse de Castres en 1663. Il eut trois fils : David, Louis, et un troisième dont on ignore le nom ; ce dernier, serait-ce Jean-Jacques Martin, mort à 59 ans, en 1730, à Hottzappel ? David Martin laissa encore deux filles : Marie, qui épousa le négociant Renouard à Londres, et Florence, bel esprit et poète.

servit avec zèle jusqu'à son décès, qui eut lieu le 28 août 1754. Il publia, en 1748 : *Réponse au plaidoyer de la Spectatrice danoise* (1) *en faveur des francs-maçons*, par Philothée. Il avait épousé, en 1722, Anne-Henriette Mazar, fille de François Mazar ou Mazas, maître de langues et gouverneur des pages [fils de Noé de Mazas, V. D. M. et bourgeois du Pont de Camarets et de Marthe-Martin], et de Marie Svane. Il laissa une nombreuse famille; son fils aîné lui succéda; son fils Pierre-Paul-Ferdinand Mourier, qui épousa Elisabeth Cornélie Courtonne, atteignit l'âge de 90 ans; il ne mourut qu'en 1837. Les descendants de J.-M. Mourier, qui occupent une place honorable dans la nation danoise, ont tous abandonné l'Eglise de leurs pères.

10. PIERRE-PAUL EYRAUD, fils de Paul *Hérault*, né à Copenhague le 7 décembre 1716, étudia à Genève, où il reçut l'ordination en 1743; il retourna à Copenhague la même année sur la nouvelle de la mort de son père, fut mis en élection, sur le refus de Pierre Roques, pasteur à Bâle (dont la fille Sophie-Rénée, née en 1717, et morte à Copenhague le 1^{er} mars 1783, avait épousé, en 1739, Jean Guillaume Mazar de La Garde, colonel, chef des pompiers à feu, fils de François Mazar ou Mazas, susnommé), avec les ministres Ancillon de Berlin et Risler de Mulhouse, et obtint la pluralité des suffrages du troupeau. Il épousa, le 3 août 1752, Marie Mourier, fille du pasteur J.-F. Mourier, et mourut le 22 septembre 1783. Il ne laissa que des filles.

11. FRÉDÉRIC-MOÏSE MOURIER, l'aîné des fils de Jean-Ferdinand, né à Copenhague le 4 novembre 1727, étudia à Genève et à Lausanne, où il reçut l'imposition des mains en 1751. De retour en Danemark il reçut, en août 1752, la survivance de la première des places de pasteur qui deviendrait vacante; passa de là à Amsterdam, où il fut, en 1753 et 1754, ministre prédicateur de l'Eglise française, et devint, par la mort de son père, le 28 août 1748, l'un des pasteurs de l'Eglise réformée française de Copenhague. Il mourut le 21 août 1786. Il

(1) Ce journal était rédigé par le fameux Angliviel de la Beaumelle, qui vint à Copenhague pour être gouverneur des fils de Charles-Chrétien de Gram, conseiller privé du roi, et ancien de l'Eglise réformée française de cette ville; il était fils de Frédéric de Gram, grand veneur de la cour, et de Henriette Henry, fille de Jacques Henry, seigneur de Cheusses et de Rencé de Lauzérée. (*Fr. prot.*, V, 501.) La Beaumelle devint professeur de langue et de littérature française à l'Université de Copenhague en 1750, et quitta cette ville l'année suivante.

avait épousé, le 23 novembre 1757, *Marguerite-Suzanne de Fontenai*, fille de Gaspard-Frédéric le Sage de Fontenai, amiral. Elle était née en 1727, et mourut en 1803. F.-M. Mourier a fait imprimer des sermons. Il publia à Berne une traduction française abrégée du récit du voyage de Niebuhr en Arabie; après sa mort on publia de lui une traduction d'un livre populaire danois, recueil de traits mémorables, etc., par O. Malling.

12. JEAN BROCA, né à Pujol, près Gensac au midi de Bordeaux, le 5 décembre 1750, étudia au séminaire français de Lausanne, où il demeura près de 7 ans comme étudiant français, et y reçut l'imposition des mains par le pasteur doyen de Bottens devant le comité secret, le 15 mars 1772, avec mission pour la France. Il est arrêté et emprisonné à Meaux, en Brie, comme ministre protestant, vers la fin du règne de Louis XV. Ayant obtenu son élargissement, il revient à Lausanne le 15 mai 1774, où il est pensionné quelque temps comme séminariste, se rend à Londres en octobre de la même année pour subsidier 6 mois le pasteur Boullier, et y acquiert quelque réputation; passe de là à Amsterdam, vers le printemps de 1776, comme proposant ou ministre prédicateur, et y fonctionne jusqu'en avril 1778. Il excite l'animadversion des pasteurs de cette ville par un sermon prononcé à Pâque; mais, au lieu de se rendre à leur citation, il se retire en Espagne, où il vit caché quelque temps. Il retourne en France, et s'y trouve dans un état de dénûment absolu lorsqu'il y fait, dans l'été de 1780, la rencontre des deux frères de Coninck, riches négociants de Hollande établis à Copenhague, qui l'engagent pour suffragant particulier du pasteur P.-P. Eyraud. Il arrive à Copenhague le 10 octobre 1780, est élu en survivance, en 1781, du premier des pasteurs qui viendrait à manquer, épouse, en février l'année suivante, *Jeanne-Elizabeth-Pauline Eyraud*, fille aînée du pasteur Pierre-Paul Eyraud, et devient pasteur effectif à la mort de ce dernier, le 22 septembre 1783. Il mourut le 18 mai 1793, laissant une veuve et deux enfants, qui moururent. Sa veuve mourut en 1812. On n'a de lui que deux sermons, dont l'un n'est publié qu'en traduction danoise, et un petit écrit de circonstance.

13. FERDINAND-LOUIS MOURIER, né à Genève, le 12 novembre 1754, de Jean-Georges Mourier, neveu du pasteur Jean-Ferdinand Mourier,

et d'Eve-Louise Bourgeois. Il étudia à Genève, à Bâle et à Zurich, où il fut consacré le 20 avril 1780; il exerça le saint ministère à Genève jusqu'au mois d'août 1786, qu'il fut appelé au pastorat de l'Eglise réformée française de Copenhague, où il arriva le 7 novembre, et fit son sermon d'entrée le 10 décembre suivant. Il y exerça le ministère durant 35 ans, d'abord conjointement avec ses collègues Broca, Monod et Vein; après le départ de celui-ci, comme seul pasteur de l'Eglise. Le 15 novembre 1789, l'Eglise célébra, avec beaucoup de solennité, son jubilé séculaire. Outre quelques sermons de circonstance qu'il publia (discours religieux, et quelques autres pièces relatives aux circonstances où ils ont été prononcés, Lausanne 1790), M. Mourier a publié, dans divers recueils périodiques de Copenhague, un grand nombre d'articles et de pièces traduits en danois, la plus grande partie biographiques et concernant des familles et des individus attachés à l'Eglise française de Copenhague, pour l'histoire de laquelle il avait beaucoup d'intérêt. C'est d'un mémoire manuscrit qui vient de lui que ces notices présentes sont tirées. Le roi, en 1815, lui accorda le titre de professeur. Il épousa, en 1787, Julie-Marie Spengler, d'une famille réformée de la Suisse allemande; après l'avoir perdue, en 1799, il épousa en 1802 Mechtele Marie Harboe, dont il devint veuf en 1821. Frappé de paralysie cette même année, il se vit forcé de se démettre de sa charge, et mourut le 22 mars 1831. Il laissa trois fils et trois filles. L'aîné de ses fils est vice-amiral de Danemark.

14. JEAN MONOD, né à Genève le 5 septembre 1765, ministre du saint Evangile le 10 mars 1787, passa à Copenhague par hasard à la fin de novembre 1790; il s'y arrêta quelques mois, et y prêcha quelquefois. Il revint en août 1792, et épousa, le 18 janvier suivant, *Louise-Philippine de Coninck*, fille de Frédéric de Coninck, conseiller d'Etat et riche négociant de Copenhague, né en Hollande, et de Marie de Joncourt. Il retourna en Suisse; mais, élu pasteur de l'Eglise de Copenhague le 6 août 1794, il y revint en novembre, et fit son sermon d'entrée le 7 décembre. Il partit en octobre 1808 pour occuper la chaire de l'Eglise de Paris.

15. CHARLES-LOUIS VIEN, d'Allemagne, élu en octobre 1809, résigna en février 1812.

16. JEAN-ANTOINE RAFFART, de Genève, appelé pasteur en 1822, résigne en 1851.

17. EMMANUEL-RODOLPHE KRAYENBUHL, d'Yverdon, actuellement (1856) pasteur de l'Eglise réformée française de Copenhague, depuis 1851.

LES SUITES D'UN REPAS CHAMPÊTRE EN MAIGRE ET GRAS

UN JOUR MAIGRE.

LETTRE DE GRACE DU MINISTRE D'ÉTAT.

1723.

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Pierre-Séguade, le 6 avril 1855.

M. Azaïs, mon bisaïeul maternel, possédait une prairie au lieu appelé *La Trivalle*, attenante l'église paroissiale de Viane. En 1723, à l'époque de la récolte du foin, sa famille, parmi laquelle figuraient plusieurs jeunes enfants, voulut assister à ce travail. On convint d'aller faire un goûter auprès d'une fontaine située dans le pré, et l'on fit les préparatifs de ce goûter, qui consistait en un pâté de pigeons, et toute la famille se dirigea avec joie vers le pré.

Jusque-là rien, en apparence, de plus simple et de moins *criminel*. Cependant ce jour de plaisir et de distraction avait attiré sur la famille de grandes tribulations.

Peu habitués aux usages et pratiques romaines, on ne s'était pas souvenu que ce jour-là était un jour *maigre*. De là un grand scandale. Plainte fut portée; ma famille se trouva sous le coup des poursuites et des condamnations. Il fallut produire des justifications, pétitionner, supplier, et ce ne fut qu'à force d'instances et avec beaucoup de protection qu'on obtint du ministre d'Etat une *lettre de grâce*, dont je vous fais passer la copie.

Veuillez agréer, etc.

M. SERS.

A Monsieur Azaïs.

A Meudon, le 6 août 1723.

J'ai reçu, Monsieur, avec votre lettre du 25 du mois dernier, un mémoire qui contient vos raisons sur des plaintes que l'on m'avait

portées contre vous. Vous ne pouvez disconvenir qu'elles avaient quelque fondement, puisqu'il est certain que vous avez fait, un jour maigre, un repas en maigre et en gras publiquement dans un pré; ce qui a causé du scandale. Soyez donc plus circonspect à l'avenir, sans quoy on ne pourrait s'empêcher de sévir contre vous. Je suis, Monsieur, votre affectionné serviteur.

LA VRILLIÈRE.

MÉMOIRE D'UN DÉLATEUR OU ESPION

SUR LES AFFAIRES DES PROTESTANTS DU DÉSERT, VERS

1751.

[Communiqué par M. J.-P. Hugues.]

« Le *désert*, dit Ch. Coquerel, fut un sujet de trouble continuel pour ses oppresseurs... Les assemblées religieuses étaient toujours le fait qui déplaisait le plus au clergé catholique et qui inquiétait le plus la cour... Nous verrons beaucoup d'exemples d'une véritable inquisition jusque dans la vie privée, résultant soit des *dénonciations des prêtres*, soit des ordres de Versailles... »

Le curieux Mémoire que nous reproduisons ici, d'après l'original conservé aux archives de Montpellier, est-il une de ces dénonciations? Est-ce celle de l'espion apostat dont parle Ch. Coquerel? (T. II, p. 29.) Cet espion est-il le nommé Lefèvre? (*Ibid.*, p. 33, 40.) Toujours est-il qu'elle contribua sans doute pour sa part à la reprise des persécutions qui eut lieu vers la fin de l'année 1750, ainsi que le marque cette mention du journal manuscrit de Paul Rabaut : « Après avoir joui d'une grande tranquillité « dans le Bas-Languedoc depuis la paix d'Aix-la-Chapelle, on commença à « mettre des détachements en campagne au mois de novembre 1750... »

On pourra apprécier toute la perfidie de ce document si l'on prend la peine de le conférer avec l'exposé détaillé que les historiens du Désert firent de la situation des protestants de France au milieu du XVIII^e siècle.

MÉMOIRE.

Pour arrêter en France la propagation des protestans, on croit que le moyen le plus efficace est de chasser de ce royaume, un nombre assez considérable de ministres et proposans de cette secte.

Il est sûr qu'on le peut sans violence, et sans allarmer le peuple,

ce sont gens qui aiment à mener une vie molle et libertine, que leur procure le crédit despotique qu'ils ont sur les sectaires.

Il ne s'agit pour les faire sortir du royaume que de faire saisir les femmes de ceux qui sont mariés, et les pères de ceux qui ne le sont pas; reléguer les premières dans un couvent, et les seconds dans une citadelle, et les y laisser bien convaincus qu'ils ne seront pas mis en liberté, que leur maris, et leur fils, ne soient sortis de France, et qu'ils n'aient donné des garants, bien sûrs que les uns et les autres n'y reviendront pas. Sur ces actes de rigueur, les ministres, et les proposans, se hâteront de se retirer dans les pays étrangers, bien charmés d'avoir reçu par là l'avis d'un châtiment plus sévère, qu'ils avoient à craindre, pour leur rébellion aux ordres du Roi.

L'expérience prouve l'efficacité de ce moyen à s'en débarrasser. Le ministre Court seroit encore en France, si sa femme n'avoit pas été menacée d'être envoyée à un couvent. Le ministre Maroger, qui est à présent à Vevay, à quatre lieues de Lauzanne, n'en seroit pas sorti pour aller dans les pays étrangers, si sa femme n'avoit pas été enfermée dans le monastère de Lodève. Le chef des ministres du Dauphiné, seroit encore à Lauzanne, si on avoit eu la précaution d'exiger des garants de la promesse qu'il fit de ne pas revenir, lorsqu'on fit sortir son père des prisons de Grenoble.

Les ministres et les proposans ainsi écartés, le nombre des sectaires diminueroit peu à peu, les assemblées au désert cesseroient par le défaut des prédicans. Elles sont infiniment dangereuses pour la religion et pour l'Etat.

I. Pour la religion. — Les enfans qui cesseroient d'être catéchisés, ne prendroient plus avec le lait, pour ainsi dire, des préventions que l'âge fortifie, et qu'on a peine à détruire. Les pères et mères, ne craignant plus les menaces et les reproches des ministres, se rendroient plus faciles aux instructions des curés, qui soutenus d'ailleurs par l'autorité du Roi, se rendroient aussi encore plus maîtres des enfans.

Les baptêmes se feroient à l'église. Ce sont les ministres qui empêchent les parents d'y porter ses enfans, par la crainte de l'excommunication, qu'ils prononcent contre ceux qui se mettent dans le cas. Et comme ils persuadent aux sectaires, que le baptême n'est pas nécessaire de... (*not illisible*), mais seulement de précepte, et qu'en conséquence, ils défendent aux parents de les baptiser eux-mêmes.

sous peine d'excommunication, même dans le cas de nécessité; beaucoup de ces enfants périssent sans baptême. Depuis cinq ou six ans, on en a vu mourir ainsi plus de quatre cents.

Les mariages qui ne se célèbrent plus qu'*au désert*, désapprouvés par les lois canoniques et par celles de l'Etat, causent un scandale affreux pour la religion, et un préjudice irréparable à l'Etat. Ce n'est plus parmi les protestans qu'un brigandage, causé par des conjonctions illicites, et qui ne peuvent être tollérées; elles fournissent de dangereux exemples aux libertins catholiques au préjudice de la pureté de la religion. On démontrera après, celui que ces unions criminelles portent à l'Etat.

Il est certain que si les ministres étaient chassés, les protestans, retenus principalement par la crainte de l'excommunication, feraient finir leurs mariages, et baptiser leurs enfants à l'église. Enfin la grande haine qu'ont les sectaires contre l'Eglise romaine, ne vient que des invectives, des imprécations et des calomnies odieuses, dont les ministres, repaissent continuellement leurs malheureuses victimes, ce qui donne occasion même à des perversions, qui peuvent avoir des suites dangereuses. Il est dans les Cévènes, un nombre infini de catholiques qui se sont faits protestans, que la moindre attention ferait revenir, et qui seront dénommés, lorsqu'on le trouvera bon.

II. L'Etat n'est pas moins intéressé que la religion à l'expulsion des ministres et proposans.

Les mariages au Désert, dont on vient de démontrer le scandale dans la religion, causent dans l'Etat un renversement d'ordre très nuisible. Leur clandestinité connue même des protestans leur laisse la liberté de répudier à leur fantaisie leur femme, et à ces mêmes femmes, celle d'abandonner leur mari, les uns et les autres regardent les enfants nés de pareilles conjonctions comme bâtarde, ainsi que les regarde la police de la religion et de l'Etat; elles ne produisent que des citoyens imparfaits, par la privation du titre honorable d'enfants légitimes et de la succession de leurs pères et mères.

Il ne paraît pas nécessaire de dire que les assemblées des protestans au Désert sont infiniment dangereuses. On en a vu, qui étaient composées de neuf à dix mille âmes; c'est là où les ministres ont une autorité despotique, et capable de faire agir tous ces gens selon leurs idées, et au préjudice du service du Roi. On y a vu des entreprises bien propres à conduire à la révolte. Il y en eut encore

une le vendredi saint, 27 mars 1750, où assistoient quinze mille personnes.

Dans une de ces assemblées, convoquée par le ministre Boyer, auprès de Saint-Jean de Gardonnenque, dans les hautes Cévennes, dix à douze soldats, s'y étant rendus par curiosité, Boyer croyant que c'étoit un détachement envoyé pour faire des prisonniers, menaça les soldats, et leur ordonna de se retirer; il détacha quarante hommes pour leur donner la chasse, ce qui fut exécuté à l'instant.

Un autre ministre se mit à la tête des quatre cents hommes, dans le dessein d'enlever MM. les évêques d'Alais et de Mende, qui devoient aller à Montpellier, à l'assemblée des Etats du Languedoc, et cela par représailles de l'enlèvement qui avoit été fait d'un ministre à la tête d'une assemblée illicite. Les prélats en furent avertis, et prirent une route détournée.

On seroit infini si l'on rapportoit plus au long les dangereuses insinuations des ministres, et les effets de leur crédit sur l'espoir des sectaires, au préjudice du bien ordre et du bien de l'Etat.

Les synodes, qui se tiennent de six mois en six mois, sont encore plus dangereux que les assemblées; c'est là où s'ourdissent des manœuvres bien dangereuses pour l'Etat.

Dans un synode national tenu sur la montagne de la Lozère, dans les hautes Cévennes, il fut proposé de lever une grosse somme pour envoyer aux puissances protestantes, qui les engage à procurer aux protestants en France la liberté de conscience, ce qui passa en délibération. C'est la couleur que les ministres donnèrent à cette proposition. Le produit de cette levée pouvoit être destinée à des usages plus dangereux; deux proposans, bien intentionnés d'ailleurs, montrèrent ensuite aux particuliers le danger auquel on s'exposoit, si cette affaire venoit à se découvrir. Par là, la levée n'eut pas son effet en entier.

On avoit encore projeté, pendant que les ennemis étoient en Provence, d'offrir au Roi trente mille hommes, commandés par un ministre. Il y a apparence que Boyer, auteur de ce projet, avoit intention de faire un autre usage des trente mille hommes; il n'échoua que par des réflexions sérieuses qu'on fit faire aux principaux protestans.

La secte, ou pour mieux dire, les ministres, font entretenir un représentant à Lauzanne, à qui toutes les délibérations des synodes, tenus en France sont envoyées, ainsi que l'état des mariages, des

baptêmes, des facultés de chacun des sectaires, et de leur nombre. C'est le ministre Court qui occupe cette place, et qui se sert de ces instructions auprès des puissances ennemies de la France. Il est pensionné à cet effet par les Etats de Berne. Le même est aussi chef d'un séminaire que les protestans français entretiennent à Lauzanne, pour élever des jeunes gens au ministère. On y fait même passer tous ceux qui n'ont pas assez de courage pour assister aux assemblées du Désert.

Un procès entre les ministres a coûté plus de cinq cent mille livres aux sectaires du Languedoc. Il dureroit encore, si l'Académie de Berne ne l'avoit accommodé. Ce procès fut la cause de plusieurs meurtres, et la ruine de beaucoup de familles; aucun de ces crimes ne parvint aux oreilles des juges royaux.

Ce qui augmente encore d'avantage le crédit des ministres protestans, c'est l'impudence de supposer (comme Boyer le fait) qu'ils sont en commerce de lettres avec M. le chancelier et M. le comte de Saint-Florentin. Ils font lecture de celles qu'ils feignent d'en avoir reçues; les sectaires qui les croient véritables, font aveuglément ce que ces imposteurs leur inspirent.

Toutes ces manœuvres peuvent dans un temps de guerre avoir des suites fâcheuses. Il est constant que Vivens et Brousson seuls firent soulever les Camisards au commencement de ce siècle.

La demeure de beaucoup de ministres, celle de leurs pères et de leurs femmes, peut être indiquée par une personne qui en a une connaissance parfaite, et qui est animée d'un véritable zèle pour le bien de la religion et de l'Etat, et pour le salut de ses anciens frères.

UN ENTERREMENT PROTESTANT DANS LE DIOCÈSE DE LAON.

VERS LA FIN DU RÈGNE DE LOUIS XV.

DÉPÊCHE MINISTÉRIELLE INÉDITE A L'INTENDANT DE LA GÉNÉRALITÉ DE SOISSONS.

1768.

On ne connaît presque rien de l'état des protestants en Picardie pendant le XVIII^e siècle. Il est certain cependant qu'ils s'y maintinrent de tous

côtés, sous le nom officiel de nouveaux convertis, ayant aussi leurs assemblées du désert; parfois même exerçant publiquement leur culte, avec l'assistance des catholiques et au grand scandale des prêtres : ce qui prouve tout à la fois le progrès de la tolérance chez les uns et la fidélité des autres aux bons principes de la législation de Louis XIV. On en a un exemple dans le fait que rapporte la dépêche suivante, transcrite pour nous dans les registres du secrétariat (E. 3600), par M. C. Recordon, d'après l'indication de M. Eug. Haag.

A Monsieur Le Pelletier, intendant de Soissons.

Du 4 avril 1768.

M. l'abbé de Ris, vicaire général du diocèse de Laon, m'a envoyé une lettre du sieur curé de Martigny en Thiérarche, qui lui marque qu'un nommé Pierre De Mery, qu'il croit apostat et octogénaire, professait depuis cinquante ans le calvinisme dans sa paroisse, à la tête d'une nombreuse famille, qu'étant mort depuis peu, un calviniste du voisinage, nommé Darrest, est venu, avec l'appareil d'un ministre, faire, le jour et avec éclat, l'inhumation de ce défunt, a présidé au transport du corps, et, arrivé au lieu de la sépulture, a récité les pseumes et a prêché à trois diverses reprises.

M. le grand vicaire ajoute que des catholiques ont assisté en habits de deuil à cet enterrement, et que la plupart des calvinistes refusent d'envoyer baptiser leurs enfants à l'église.

Je vous prie de vous informer exactement de tout ce qui s'est passé à l'occasion du décès du sieur de Merry, et s'il est vrai que le nommé Darrest y ait fait aussi publiquement les fonctions de ministre, auquel cas il mérite d'être puni. Vous voudrez bien me marquer sa demeure.

A l'égard de ceux qui refusent d'envoyer baptiser leurs enfants à l'église, il faudrait pareillement s'en informer afin de les y obliger.

Je suis, etc.

MÉLANGES.

MÉMOIRE INÉDIT D'HENRI DE MIRMAUD

GRAND-PÈRE D'HENRIETTE DE CABROL DE TRAVANET, FEMME DE JOSUÉ
CHAMBRIER, TRÉSORIER GÉNÉRAL DE NEUCHÂTEL.

1687.

En terminant son intéressante notice sur le Refuge dans le pays de Neuchâtel (*Bull.*, III, 620, et IV, 453-460), M. le pasteur Guillebert parlait du mémoire manuscrit de l'un des principaux réfugiés, M. de Mirmaud, qui s'employa de toutes manières pour ses compagnons d'exil et d'infortune. Ce sont les extraits de ces mémoires, véritable testament religieux de son auteur, que nous allons publier d'après la communication que son arrière-petite-fille, Madame Saudot-Rolin, a bien voulu en faire à notre correspondant.

Extraits.

Le terrible jugement que Dieu déploya sur les Eglises de France, en l'année 1685, par la révocation de l'Edit de Nantes, m'ayant obligé, ma chère fille, de sortir du royaume, afin de ne point participer à l'idolâtrie romaine, et d'aller chercher ailleurs la pâture spirituelle dont nous étions privés, j'ai cru que vous et votre postérité, si Dieu veut vous en donner, pourriez retirer quelque avantage d'être informées des grâces que j'ai reçues de lui, en tant de manières, depuis mon exil, et qui même ont rejailli jusqu'à vous, puisque vous profitez des avantages spirituels et temporels qu'il m'a accordés en ses grandes compassions, de sorte que vous devez, aussi bien que votre mère, l'en bénir avec moi tout le temps de votre vie.

Il faut donc vous dire qu'après la révocation de l'Edit, Dieu me fit la grâce d'envisager l'exil et la mendicité comme une chose qui était à préférer à toutes les douceurs dont je jouissois en France, et qui auroient pu être considérablement augmentées par rapport au monde, si j'eusse été d'humeur de m'accommoder de la religion romaine. Mais comme j'étois convaincu qu'il n'y avoit point d'état si fâcheux que celui de manquer à ce qu'on doit à Dieu, je pris le parti de le glorifier par l'abandon de mon bien et de ma patrie ; et pour exécuter

ce dessein, je vendis ma vaisselle d'argent, afin d'avoir de quoi fournir aux frais de mon voyage, et de celui des personnes que je devois amener avec moi. Je comptois qu'à force d'argent, je pourrais surmonter les difficultés qu'il y avoit pour lors à sortir du royaume, et que si Dieu me faisoit la grâce d'en être dehors, il pourvoiroit à mes besoins et à ceux de ma famille par des voies qui ne m'étoient pas connues, mais qui pourtant n'en étoient pas moins certaines.

Je crus que pour l'exécution de mon dessein, il falloit prendre la route par où je serois plus tôt hors des terres de France, qui étoit celle de la Catalogne. Je pratiquai donc par le moyen d'un de mes amis, un patron de la ville d'Agde, qui, à une heure marquée, vint nous prendre pendant la nuit dans le voisinage de Cette. Je m'accommodois d'autant mieux de la voiture du bateau, que ma famille que j'amenois avec moi, consistoit en deux filles, l'une *Marguerite*, âgée de sept ans, et l'autre *Marthe* de Mirmaud, âgée de quatre ans et demi, et que des enfants de cet âge, aussi bien que leur gouvernante, qui étoit une femme du côté de Blois, que j'avois prise avec elles, se transportoient plus aisément et plus sûrement de cette manière que d'aucune autre. Je pris encore avec moi un bon et fidèle domestique, jardinier de la maison, qui soupiroit après sa sortie de France, et qui me fut dans la suite d'un grand usage, lorsque nous trouvant dans les chemins affreux, lui et moi portions chacun sur le dos un de mes enfants, n'osant pas les laisser en ces endroits sur les voitures qui les portoient ordinairement. Mais pour revenir à cet embarquement, il se fit, grâces à Dieu, sans être aperçu de qui que ce fût; et nous arrivâmes heureusement à Liausac, qui est la première ville de la domination d'Espagne. Les habitants nous y reçurent fort humainement; mais lorsque nous fûmes sur le point d'en partir, nous nous trouvâmes dans une grande extrémité; voici comment : On vint nous avertir que pour nous rendre à Gironne, où nous devions aller, il falloit nécessairement traverser le pays des miquelets, et par conséquent essayer les dangers où l'on est exposé dans de pareilles conjonctures; à quoi l'on ajoutoit que pour nous en garantir, il falloit prendre une escorte de Miquelets mêmes, dont nous craignons les insultes. M. Saurin, mon ancien ami, que j'avois joint à ma troupe avec sa femme et ses deux fils, qui sont présentement de dignes pasteurs, l'un à la Haye, et l'autre à Londres, connut aussi bien que moi le danger où nous allions nous trouver; car étant regardés comme des gens qui sortoient

de l'argent de France, on voudroit sans doute nous l'ôter, et peut-être encore la vie ; la précaution qu'on nous proposoit de prendre une escorte de miquelets, ne nous paroissoit pas fort sûre ; car c'étoit par eux-mêmes que nous pouvions être volés. Cependant, comme cette escorte n'augmentoît pas le danger où nous allions nous trouver en traversant le pays des miquelets, et qu'il n'étoit pas impossible qu'elle ne nous fût d'un grand usage, nous acceptâmes ce parti.

Nous convînmes de l'argent que nous avions à donner à un capitaine qui conduisoit l'escorte, et nous nous mîmes en chemin, après avoir imploré la protection de Dieu, et regardé ce jour-là comme pouvant être le dernier de notre vie. Outre la famille de M. Saurin, j'avois joint à notre troupe quelques autres personnes, parmi lesquelles il y avoit des femmes, qui entendant le sifflement des soldats de notre escorte dans quelques endroits affreux que nous trouvions sur notre chemin, le regardoient comme un signal qu'ils donnoient à leurs camarades de venir fondre sur nous. Cette crainte augmenta, lorsque nous passâmes tout près de la maison du général des miquelets appelé Frantherie ; il se mit à la fenêtre pour nous voir, et nous crûmes que notre escorte lui alloit faire sa cour, en nous livrant à lui ; mais nous fûmes agréablement surpris de voir qu'on nous laissoit continuer notre chemin, après avoir été salués fort gracieusement de ce général, qui reçut aussi de profondes inclinations de notre part. Notre crainte se dissipa lorsque nous eûmes passé sa maison, et nous arrivâmes le même jour à Gironne, en bénissant Dieu de la protection dont il nous avoit favorisés. Je fus si content de la bonne foi des miquelets, que je donnai à notre capitaine une lettre pour un de mes amis de France, afin qu'il se confiât en lui pour exécuter le dessein qu'il avoit de sortir du royaume ; car il ne sauroit trouver de plus honnêtes gens que les miquelets pour cet usage. Nous continuâmes heureusement notre route jusqu'à Barcelone. En arrivant, je fus abordé par un capitaine de cavalerie catalan qui, me reconnaissant étranger, me vint offrir ses services, en me demandant si j'avois dessein d'aller à Notre-Dame de Montserrat. Je lui répondis que non, que d'autres raisons m'appeloient à Barcelone. Et comme je ne voulois pas me découvrir, et que je ne voulois pas non plus mentir, je me dédis de lui le plus tôt qu'il me fut possible. Mais quelques moments après il revint à moi, et me dit qu'il étoit informé, apparemment par quelqu'un de notre troupe, de ce qui m'obligeoit à sortir de France,

qu'il n'en étoit pas moins disposé à me rendre ses services, et que je pouvois compter sur lui pour toutes choses. Cette manière d'agir si obligeante m'engagea à ne lui faire plus mystère du sujet de notre voyage. J'acceptai même ses offres, et je le priai de savoir du gouverneur de la province, qui étoit pour lors le marquis de Séganès, à quelle heure nous pourrions le voir le lendemain pour lui demander sa protection. A quoi j'ajoutai que je serois bien aise de savoir encore, s'il vouloit que nous parussions devant lui, sans rien témoigner du sujet de notre voyage. Notre obligé officier se chargea volontiers de cette commission; et peu de temps après, il me vint dire que le gouverneur nous recevrait à une telle heure, et que, comme le roi d'Espagne n'avoit point de mesures à garder avec le roi de France, nous pouvions agir avec une entière liberté. Nous allâmes donc à l'audience du gouverneur, M. Saurin et moi, avec quelques autres messieurs qui s'étoient rendus dans la même vue que nous à Barcelone, mais par une autre voie. On me chargea de faire le compliment pour toute la troupe. Mais après avoir fait la révérence au gouverneur, il ne voulut jamais le recevoir, jusqu'à ce que nous fussions tous assis dans des fauteuils qu'on nous avoit préparés. Il répondit fort obligeamment à ce que je lui dis. Il nous assura de sa protection, et que nous n'avions rien à craindre à Barcelone pendant le séjour que nous y ferions, en attendant quelque occasion de continuer notre voyage. Il se passa un assez long temps avant que cette occasion se présentât, quoique nous eussions résolu de profiter du premier vaisseau qui partiroit pour nous transporter en Angleterre, en Hollande, ou dans quelque pays protestant que ce fût. Enfin il s'en présenta un pour l'Italie, d'où nous jugeâmes que nous pourrions nous rendre facilement en Suisse. Nous nous embarquâmes donc sur ce vaisseau qui étoit anglais, et dont le capitaine s'appeloit Benjamin Marly. Nous primes des provisions beaucoup plus qu'il n'en falloit pour aller à Gènes, où notre vaisseau devoit nous laisser. Mais comme il y eut, pendant plusieurs jours, un grand calme sur la mer, en sorte que nous n'avancions point, nos provisions furent consumées, si bien que nous étions dépourvus de tout, et qu'il n'y avoit sur le vaisseau que du biscuit et de l'eau puante. Mes enfants ne pouvoient s'accommoder ni de l'un ni de l'autre, et je me vis dans cette dure extrémité de craindre qu'ils ne mourussent d'inanition sur la mer; ce qui me fit passer quelque temps dans une terrible inquiétude. Je fus heu-

reusement délivré par l'honnêteté de notre capitaine, qui me fit savoir qu'il avait du riz à nous donner. Il fallut le faire cuire dans de l'eau puante qui fourmilloit de vers ; mais cela n'empêcha pas que ce ne fût un très grand régal pour nous, surtout à l'égard de mes enfants, à l'occasion desquels j'avois senti d'une manière si vive les suites de mon exil. Enfin le calme cessa, et un vent favorable nous poussa vers Gênes, où nous arrivâmes peu de temps après. Nous allâmes de là en Suisse par le mont Saint-Gothard ; et dans notre voyage, nous vîmes les villes de Milan et de Pavie, et nous nous rendîmes enfin à Zurich. La joie que nous avions de nous trouver dans cet heureux pays, était inexprimable ; et jamais je n'ai si bien connu que dans ce temps-là de quel prix sont les biens spirituels, en comparaison de ceux de ce monde. J'arrivai à Zurich avec mes deux enfants, leur gouvernante et mon fidèle jardinier, ayant pour tout bien quatre louis d'or, qui me restoient après les dépenses excessives que j'avois été obligé de faire dans notre voyage. Dans cet état si triste suivant le monde, non-seulement je n'eus pas un moment de chagrin, mais je puis dire que jamais je n'ai eu plus de joie ; car il me sembloit que cette conjoncture me donnoit occasion de glorifier Dieu d'une manière bien plus pure que je n'avois fait jusqu'alors. Nous fûmes reçus à Zurich, tant par nos frères qui y étoient arrivés avant nous, que par les charitables habitants de cette ville-là, et surtout par l'incomparable M. le bourgmestre Jean Henry Escker, avec une cordialité inexprimable. Mais quelque douceur que je trouvasse en cette ville-là, il fallut penser à m'en éloigner, pour tâcher de pourvoir aux besoins de ma famille. Tous mes biens avoient été saisis en France par ordre du Roi, etc. J'y comptois aussi peu que s'ils eussent été au fond de la mer, de sorte qu'après avoir fait un assez long séjour à Zurich, j'en partis au commencement de septembre 1686, pour aller demander du pain à S. S. E. de Brandebourg, Frédéric Guillaume, qui, par sa déclaration du mois d'octobre de l'année précédente, nous appeloit dans ses Etats d'une manière si charitable, et vouloit nous donner le moyen d'y subsister. Je ne profitai pas de la bonté qu'auroient eu les seigneurs de Zurich de pourvoir à mes besoins. J'empruntai de l'argent d'un de mes amis, qui me donna le moyen de faire le voyage à Berlin. Et je fis cet emprunt dans l'espérance que mon beau-père, qui n'avoit point d'autres enfants que ceux que j'avois amenés avec moi, et que j'avois eus de feu Marthe d'Audiffret, sa fille

unique, m'enverroit quelque secours qui me donneroit le moyen d'acquitter cette dette, ou qu'en tout cas je pourrois le faire de la pension que j'espérois obtenir, avec la bénédiction de Dieu, de S. S. E. J'arrivai heureusement à Berlin, d'où je me rendis à Posdam, qui étoit le lieu de la résidence du prince. Je lui fus présenté avec environ une trentaine de gentilshommes ou d'officiers français, par M. de Gramkaw, son premier ministre. S. S. E. témoigna de voir avec plaisir toutes ces personnes, et comme il me parut qu'elle s'attendoit qu'on lui diroit quelque chose de notre part, et que je vis que celui de nous que cela regardoit par son âge ne disoit mot, je me hasardai de faire à ce prince un compliment, tel qu'il me vint dans l'esprit, sur les grâces qu'il nous accordoit, et sur la consolation qu'il nous fournissoit par là dans notre exil. Il reçut cela avec plaisir, et mes compatriotes me témoignèrent, en nous retirant, qu'ils me savoient bon gré de ce que j'avois dit à notre bienfaiteur pour toute notre troupe. Le lendemain ce prince me fit entrer seul dans sa chambre, où il me parla avec la tendresse d'un père, me faisant mille questions sur ce qui se passoit en France, qu'il me faisoit connoître combien son cœur y étoit sensible. Mais avant que quitter Posdam, il faut vous apprendre que j'y passai le seul mauvais quart d'heure que la pauvreté m'ait jamais causé; voici comment : On m'avoit donné à Zurich une lettre de recommandation pour un homme qui avoit beaucoup de crédit à la cour. Je rendis cette lettre dès que je fus arrivé à Posdam, c'est-à-dire avant d'avoir vu S. S. E. Celui à qui cette lettre étoit adressée, me dit de revenir chez lui à une certaine heure qu'il me marqua. Je m'y rendis précisément à cette heure-là; mais on me fit un crime de mon exactitude. Cet homme me dit que les Français étoient bien pressants; et la mauvaise humeur qu'il me témoigna, me fit sentir, pour la première et pour la dernière fois, à quoi on étoit exposé en demandant la charité. Je fus pénétré de ce mauvais traitement : la chair se souleva; mais, grâces à Dieu, elle n'eut pas le dessus; ses mouvements furent calmés, en considération que cette brusquerie étoit une suite de mon exil, dont je devois faire un sacrifice à Dieu. Je fis à celui qui me faisoit un si méchant accueil les représentations que sa conduite me donnoit lieu de lui faire. Il en eut honte, et il la répara dans la suite, car nous avons été toujours fort bons amis. Après avoir fait quelque séjour à Posdam, je retournai à Berlin, où se faisoient les expéditions des patentes qui contenoient les grâces accor-

dées par le prince. Il avoit destiné à un certain nombre de gentils-hommes français des pensions, qui dans le fond, étoient des aumônes; mais comme sa charité alloit jusqu'à supporter les faiblesses de la nation, il voulut bien joindre à ces pensions le titre de *conseiller d'ambassade*, afin qu'elles fussent regardées comme des appointements de cette charge, qui n'étoit qu'un vain titre, parce que l'ignorance où étoient les Français de la langue allemande, les empêchoit d'en pouvoir faire les fonctions; de sorte qu'on pouvoit dire que c'étoit un expédient dont ce bon prince s'étoit avisé pour satisfaire la vanité dont on accuse les Français, et pour leur pouvoir donner l'aumône honorablement. Je fus donc mis au rang de ces conseillers. Après quoi je demandai la permission de retourner en Suisse, où j'avois laissé ma famille. Cette permission me fut accordée, avec celle de demeurer un certain temps dans ce pays-là. On voulut, avant mon départ de Berlin, me payer une partie de ma pension; mais comme l'argent que j'avois emprunté à Zurich, pouvoit encore me donner le moyen d'y retourner, et que je ne perdois pas espérance d'avoir quelque secours de France, je ne voulus rien recevoir de ma pension, et je partis pour aller joindre ma famille à Zurich, où j'arrivai heureusement vers la fin de novembre 1686. Après mon arrivée, mon beau-père m'écrivit de Nîmes que lui ni sa femme ne pouvoient pas consentir que leurs enfants allassent en Brandebourg; que cet éloignement leur paroissoit trop grand, et que, si je voulois rester en Suisse, il pourvoiroit à notre subsistance, en nous envoyant chaque année ce qui seroit nécessaire pour cela. Je voulus bien le contenter, puisque j'avois déjà fait ce que la prudence exigeoit de moi, en assurant du pain à mes enfants par le moyen de la pension qui m'avoit été accordée en Brandebourg. Je me déterminai donc de rester à Zurich avec ma famille, et je crus que puisqu'on m'envoyoit de France de quoi la faire subsister, je ne devois pas me prévaloir de ma pension, pendant que je jouirois de cet avantage. Après avoir pris cette résolution, j'écrivis à M. de Gramkaw, premier ministre de S. S. E., en ces termes, en l'année 1687 :

« Monsieur,

« J'avois fait dessein d'arrêter seulement dans ce pays jusqu'au printemps prochain, suivant la permission que V. E. m'en avoit donnée; mais comme il y a diverses raisons qui m'engagent à y

« faire un plus long séjour que je n'avois prétendu, je suis obligé de
 « vous supplier d'agréer que j'y reste encore pour travailler aux af-
 « faires qui m'y arrêtent. Je n'ajoute pas à cette prière celle de trou-
 « ver bon que je retire la pension que S. A. E. a eu la charité de
 « m'accorder : ma pensée n'est point d'en profiter pour le passé ni
 « pour l'avenir, autant que Dieu me fera la grâce de me fournir d'au-
 « tres moyens pour faire subsister ma famille; et s'il arrive jamais que
 « je sois réduit à cette extrémité, et que S. A. E. voulût m'accorder
 « au delà de ce qui m'est absolument nécessaire, je la supplerois de
 « borner sa charité à ce dont je ne pourrois pas me passer : ce doit
 « être présentement la règle de notre ambition; et si nous en devons
 « conserver pour les choses de ce monde, ce n'est que pour rendre
 « nos très humbles services à S. A. E., et pour lui donner des mar-
 « ques de la reconnaissance que nous avons de ses bienfaits. Si mon
 « séjour dans ce pays étoit un obstacle à ce devoir, j'abandonnerois
 « avec plaisir, pour m'en acquitter, toutes les affaires qui m'y arrê-
 « tent, quelque considérables qu'elles puissent être. Si je n'ai pas le
 « bonheur de le quitter pour une raison qui me seroit si agréable, je
 « souhaiterois bien que, pendant le temps que j'y serai, j'eusse occa-
 « sion de recevoir les ordres de S. A. E., et de vous faire connaître
 « que je suis, avec un profond respect, de V. E. le très humble, etc. »

Ayant donc pris le parti de demeurer à Zurich, qui est un des en-
 droits du monde qui convient le mieux aux réfugiés, tant par la vie
 retirée qu'on y mène, que par les bons exemples qu'on y a continuel-
 lement sous les yeux, je pensai sérieusement à l'engagement que
 j'avois pris d'une manière si authentique en sortant de France, de
 m'attacher à glorifier Dieu dans toute ma conduite. Je sentois fort
 bien que si c'étoit le désir de m'acquitter de ce devoir qui m'avoit
 obligé d'abandonner mes biens et ma patrie, cette même raison de-
 voit m'obliger à me consacrer entièrement au service de Dieu, qui,
 en me défendant de participer au culte et aux erreurs de l'Eglise ro-
 maine, me défendoit bien d'autres choses que je devois prendre soin
 d'éviter, et me commandoit d'autres qu'il falloit m'attacher à prati-
 quer. Je pris donc la résolution de régler là-dessus ma conduite; et
 dans cette vue, je m'appliquai à m'acquitter des devoirs de la cha-
 rité, dont la foule des réfugiés qui passoient continuellement à Zu-
 rich, me fournissoit continuellement l'occasion; car il y en passa dans

ce temps-là, qui étoit l'année 1687, environ 4,000 dans un mois. Cette foule de réfugiés, qui engageoit les louables cantons dans une grande dépense, tant pour ceux qui ne faisoient que passer, que pour ceux qui restoient dans le pays, encore qu'on exerçoit la charité de toutes les manières, obligea les réfugiés établis à Zurich, dont le nombre étoit considérable, à me députer à la Diète, qui étoit alors convoquée à Arau, pour remercier les louables cantons de leur charité, et les supplier de vouloir nous la continuer, autant que la nécessité le demanderoit. A quoi ils répondirent d'une manière qui s'accordoit fort bien avec la conduite qu'ils avoient tenue depuis le commencement de notre dispersion. S. S. E. de Brandebourg, notre généreux bienfaiteur, ou plutôt notre père, ayant été informé du grand nombre de Français qui sortoient de leur patrie pour leur religion, forma le dessein de faire venir à Berlin quelqu'un d'entre les réfugiés qui étoient en Suisse, afin de conférer avec lui sur les moyens les plus convenables qu'il faudroit employer pour procurer des établissemens au peuple qui sortoit de France et qui continueroit d'en sortir. On m'écrivit de Berlin, pour m'engager à faire ce voyage, dont je me défendis, pour ne m'éloigner point de mes enfans, et pour ne m'attirer pas de plaintes de mon beau-père, qui étoit à Nîmes, et qui ne l'avoit point approuvé. Mais S. S. E. m'ayant fait écrire qu'elle souhaitoit que je me rendisse à Berlin; et d'un autre côté, les réfugiés de Suisse m'ayant nommé, avec M. Bernard, ministre de Manosque, pour être leur député, tant auprès de S. S. E. que des autres puissances protestantes, pour agir dans les mêmes vues de l'établissement de notre peuple, il fallut enfin céder et me résoudre à faire ce voyage, dont j'étois en liberté de diminuer la longueur, en substituant quelqu'un à ma place, suivant le pouvoir que m'en donnoit l'acte de notre députation. Nous partîmes donc de Zurich le 10 de mai 1688, et nous nous rendîmes à Berlin, après avoir passé en plusieurs cours d'Allemagne.

Pour le fait de notre députation j'appris, dans la route, avec un déplaisir extrême, la mort de notre incomparable Electeur. Mais j'eus la consolation de trouver, en la personne de son successeur, les mêmes sentimens de charité qu'avoit son auguste père. Le nouvel Electeur nous assura, avec une bonté dont il nous a donné des marques pendant tout son règne, qu'il vouloit faire, pour le bien des réfugiés, tout ce qui dépendroit de lui tant dedans que dehors ses

Etats. Etant donc assuré de sa recommandation auprès des puissances protestantes, il fut résolu, dans une assemblée de l'Eglise de Berlin, où se trouva M. le maréchal de Schomberg et le comte Charles son fils, avec un grand nombre de gens de distinction, qu'on diviseroit tous les pays protestants en cinq départements; que, dans chacun de ces départements, on enverroit des députés et des lettres de recommandation de S. S. E., pour y recevoir des réfugiés, s'ils s'y pouvoient établir, ou pour y faire des collectes afin de faciliter leur établissement ailleurs. La Hollande et quelques autres Etats furent le partage de M. Bernard et le mien. Nous nous y rendîmes dans le mois d'août ou de septembre de 1688, dans le temps que le prince d'Orange étoit sur le point de s'embarquer pour l'Angleterre. Je fus attaqué de la fièvre d'accès d'abord après mon arrivée, en sorte que je fus hors d'état d'agir pour nos affaires. Me trouvant donc inutile en Hollande, et voyant que tous les réfugiés espéroient beaucoup plus du succès de l'entreprise du prince d'Orange que de toutes nos députations, je pris la résolution de retourner en Suisse. Et, quoique je fusse extrêmement abattu par des accès de plus de trente heures, dont je fus délivré, grâce à Dieu, par l'usage du quina, je me mis en chemin avec une grande provision de cette drogue, dans l'espérance d'arriver à Zurich et de pouvoir, avant ma mort, recommander à LL. EE., mes deux enfants, qu'on tâcheroit sans doute de faire retourner en France dès que je ne serois plus au monde. Je m'arrêtai sur la route en diverses villes, où l'on exerça envers moi le droit d'hospitalité d'une manière fort cordiale, car je trouvai parmi nos réfugiés des dames qui en usèrent avec moi comme si j'étois leur frère, quoique je ne les connusse presque point. Je fus attaqué de la fièvre plusieurs fois dans le voyage; mais, avec cela, je ne laissai pas de le terminer heureusement, et ma santé se trouva presque entièrement rétablie en arrivant à Zurich. Le 16 novembre 1688 j'eus la grande satisfaction d'y trouver ma mère, qui étoit sortie de France depuis mon départ de la Suisse. Je fis mon compte, en y arrivant, de n'y faire pas un long séjour; car, dans mon voyage, je m'étois engagé d'entrer au service de Madame la princesse de Tarente, en qualité de premier officier de sa maison, dont la charge se trouvoit vacante par la mort de M. de Mornay, gentilhomme du Poitou. Cette princesse demuroit pour lors à Francfort-sur-le-Mein, où j'eus l'honneur de la voir en passant. Elle m'avoit déjà fait offrir des appointements,

pour lors l'honnêteté avec un carrosse et deux laquais entretenus dans sa maison. Je crus que je devois accepter ce parti, puisque mes filles pouvoient, avec le temps, entrer au service de la princesse, que je n'avois pour tout bien que la pension qu'on m'envoyoit de France, qui pouvoit me manquer chaque jour, et qu'enfin j'étois bien aise de gagner ma vie autant que je le pourrois, et de ne manger qu'à l'extrémité le pain d'oisiveté; car c'est ainsi que je regardois la pension que j'avois en Brandebourg. Mais en acceptant ce parti, ce ne fut qu'à condition que la princesse en obtiendrait l'agrément de S. S. E. Ce qui fut exécuté, car lorsque je fus arrivé à Berlin, ce prince me fit appeler dans son cabinet, où il n'y avoit que M. de Danckelmann, son premier ministre; et pour lors il me dit qu'il consentoit que j'entrasse au service de la princesse, mais qu'il entendoit que je jouisse de la pension qui m'avoit été accordée sous le règne précédent; à quoi je répondis que je suppliois S. S. E. de trouver bon que je ne profitasse pas de sa pension pendant que je trouverois à subsister au service de la princesse. Après quoi ce bon prince me fit connaître que si, dans la suite, j'avois besoin d'une plus grande pension que celle qui m'avoit été donnée, je pourrois compter qu'il me l'accorderoit. Ce fut dans cette occasion que je reçus une marque toute particulière de la bonté de ce premier ministre; car il me dit, de son propre mouvement, qu'il vouloit prendre des précautions, afin que le service de la princesse où je devois entrer ne pût pas m'être allégué dans la suite comme un obstacle en paiement de ma pension, de sorte qu'il me fit expédier des patentes pour prévenir cette difficulté, et pour me donner la liberté de recevoir cette pension quand je voudrois. Voilà dans quels termes j'en étois lors de mon retour à Zurich, d'où j'avois cru de partir peu temps après pour aller à Francfort auprès de la princesse; mais il survint tant d'affaires à la fin de cette année 1688 et au commencement de 1689, qu'il me fut impossible de m'y rendre. Je lui fis connaître ces difficultés; et, comme l'engagement où j'étois avec elle ne permettoit pas de rester à Zurich, qu'autant qu'elle le trouveroit à propos, je lui mandai en même temps que j'étois prêt d'en partir dès qu'elle me l'ordonneroit, sur quoi elle m'écrivit, le 29 janvier 1689, la lettre dont voici la copie :

« Je suis fâchée, Monsieur, de ce que je ne saurois me plaindre de

« votre procédé. Je vois bien qu'il faut que je renonce au plaisir que
 « je m'étois fait de vous voir dans ma maison, et je le vois sans vous
 « en pouvoir faire de reproches. C'est une petite consolation que
 « vous dérobez à mon cœur mal content; et tout ce que vous méditez,
 « Monsieur, de vos engagements pour le bien de nos pauvres réfu-
 « giés, est si raisonnable, que je ne dois pas m'y opposer. Il faut que
 « mon intérêt particulier cède à l'intérêt d'un public, pour lequel il
 « n'est rien que je ne fisse moi-même, si Dieu m'avoit mis en état de
 « pouvoir contribuer à son soulagement. Je conclus donc, Monsieur,
 « que vous fassiez tout ce que vous croirez devoir faire pour la conso-
 « lation de ceux qui ont besoin de votre secours, etc., etc.

« ÉMILIE DE HESSE. »

Dans la suite, cette princesse voyant les difficultés qui se trou-
 voient à l'exécution de notre projet, me rendit la parole que je lui
 avois donnée. L'Eglise française de Zurich l'en remercia par sa lettre
 du 19 avril. Et comme on y voit la bonté extraordinaire que cette
 Eglise avoit pour moi, qui l'obligeoit à outrer la matière, comme je
 le reconnais dans la sincérité de mon cœur, j'en mettrai ici la copie :

« Madame,

« Nous savons depuis longtemps que V. A. S. est très sensible aux
 « maux de l'Eglise, et qu'elle gémit, avec tous nos frères, de la
 « grande tribulation; nous sommes persuadés qu'elle pleure pour la
 « froissure de Joseph, qu'elle fait des vœux ardents, et même qu'elle
 « répand abondamment ses biens pour la consolation des dispersés;
 « nous en devons nos actions de grâces à Celui qui nous donne des
 « princes pour nourriciers et des princesses pour nourrices. Cette
 « compassion véritablement chrétienne, et cette piété, quelque
 « grande qu'elle soit, ne suffisoit pas à votre A. S. Vous cherchiez
 « de plus le secret d'obliger, de secourir et de consoler tous les ré-
 « fugiés, quelque part qu'ils soient, et le moyen de soutenir nos
 « frères, qui sont en France. V. A. S. a trouvé le secret, en nous ren-
 « dant notre illustre M. Mirmaud. C'est un bien dont toute l'Eglise
 « vous doit des remerciements, Madame, et, si nous seuls servons de
 « bouche à nos frères pour témoigner à V. A. S. la juste reconnais-
 « sance que nous lui devons, c'est, Madame, que nous y avons plus
 « de part que les autres. L'excellent homme que vous nous avez

« rendu demeure parmi nous. C'est d'ici qu'il prend soin des affaires
 « générales et des particulières, et qu'il donne des secours aux
 « grands et aux petits, quelque éloignés qu'ils puissent être. Ce ne
 « lui seroit pas assez d'édifier seulement par un très rare exemple
 « d'humilité, de douceur et de patience, et par une charité qui le
 « porte à remplir ordinairement sa maison des pauvres qu'il trouve
 « par les rues. L'amour qu'il a pour ses frères, l'oblige de plus à
 « loger dans ses entrailles tous ceux qu'il sait dans les souffrances, en
 « Allemagne, au Nord, en Hollande, en Angleterre et en France. Il
 « s'emploie pour ceux qui pleurent sous les fers des infidèles en
 « Afrique, et pour ceux qui gémissent sous la verge de méchanceté
 « en Amérique. Il ne s'étonne ni pour les voyages ni pour les périls;
 « les travaux et les veilles ne lui coûtent rien. Il prend soin de toutes
 « les Eglises que Dieu donne aux souffrances de Christ. Continuez à
 « nous aider en l'œuvre du Seigneur. Que Dieu fasse resplendir votre
 « lumière, comme le soleil. Que votre justice marche devant vous, et
 « que la gloire de l'Eternel soit votre arrière-garde. Ce sont les
 « vœux que nous faisons pour V. A. S., etc.

« De V. A. S.,

« Les très humbles, très obéissants et très soumis serviteurs,
 « Les réfugiés de l'Eglise française de Zurich et pour tous avec charge,
 DAILLÉ, ministre de Paris; PAUL REBOULET, pasteur de l'Eglise
 française de Zurich; DUBROS; M. SALOU; NEGREL; WEHARD,
 ministre de Mâcon; BRUGNIER, ancien de Nîmes; DURAND,
 avocat de Montpellier; PIERRE MATTE; RENOUARD. »

La princesse répondit de Francfort :

« Je suis bien aise d'avoir fait une chose qui vous a été agréable,
 « lorsque j'ai rendu à M. de Mirmaud la parole qu'il m'avoit donnée
 « de venir dans ma maison, pour y occuper la place que je lui avois
 « destinée. Vous pouvez même vous assurer que j'aurois dissipé beau-
 « coup plus tôt la crainte où vous me paraissiez avoir été de le
 « perdre, si j'avois su qu'il vous étoit nécessaire. Comme Dieu ne
 « m'a pas mis dans un état à pouvoir faire beaucoup de bien aux
 « pauvres réfugiés, je ne veux pas au moins leur faire du mal; et
 « ç'auroit été, Messieurs, un défaut de charité que je ne me serois
 « pas pardonné à moi-même, si je les avois privés des secours qu'ils

« reçoivent par les soins d'un aussi honnête homme, qui travaille
« avec tant de succès à leur soulagement, etc.

« ÉMILIE DE HESSE. »

Après que je fus dégagé de Madame la princesse de Tarente, je continuai d'employer mes soins pour nos réfugiés avec toute l'application dont j'étois capable, ce qui m'engageoit dans un commerce de lettres dans tous les endroits de notre dispersion, dont j'étois accablé. Vers la fin de cette même année, 1689, je ressentis le plus grand déplaisir que j'ai eu en ma vie, ce fut la mort de Marthe, ma seconde fille, qui, quoiqu'elle ne fût âgée que de 8 ans, me donnoit beaucoup de consolation par la douceur de son esprit et par les heureuses semences de piété qui étoient en elle. On peut dire que les pauvres et la mort étoient les objets de son amitié ; car, lorsque sa grand'mère lui envoyoit de France quelque bijou, elle vouloit le vendre pour secourir les pauvres ; et, quand elle me voyoit touché de son état languissant, elle disoit que je ne devois pas m'en affliger, qu'elle seroit bien heureuse de mourir, car elle seroit avec Dieu et ne souffriroit plus. La crainte que son mal ne se communiquât à sa sœur, m'obligea de l'en éloigner, et de la mettre en pension à Genève, chez Mademoiselle Vigné, qui étoit fort propre pour l'éducation des filles. Je mis la mienne sous l'inspection de l'illustre Madame de Saint-Renaud, qui s'étoit retirée en ce temps-là à Genève, et qui en prit tous les soins que je pouvois souhaiter. Mais cette dame ayant conçu quelque soupçon que ma fille n'étoit pas en sûreté à Genève, elle m'en donna avis à Zurich, et nous convinmes qu'elle la feroit partir pour Lausanne, où je l'allai trouver dans la suite.

(Suite au prochain Cahier.)

BIBLIOTHEQUE HISTORIQUE

DU PROTESTANTISME FRANÇAIS.

LA PROSOPOPÉE DE L'ASSEMBLÉE DE LOUDUN

Apologie huguenotte de l'an 1620.

Chacun sait que la *prosopopée* est une figure de rhétorique qui consiste à faire tenir à une personne un discours supposé. De là le titre donné à

l'un des opuscules les plus remarquables que le parti huguenot ait publiés pour sa défense, au début de la lutte désastreuse qui s'engagea entre lui et la cour, sur le fait des affaires de Béarn et de l'assemblée de Loudun (26 septembre 1619).

C'est donc, ainsi que l'explique d'ailleurs l'avis de l'imprimeur placé à la fin du livret, une harangue au roi, telle qu'auraient pu la faire les députés de cette assemblée... On ignore quel peut être l'auteur de cette pièce, mais elle est sans nul doute de l'une des meilleures plumes du parti. Nous avons eu sous les yeux deux éditions : l'une en 40 pages petit in-48, l'autre, d'un caractère très fin, en 30 pages in-8°, toutes deux sans lieu ni date, et tout à fait semblables quant au titre, au texte et à l'avis final. D'après le catalogue de la Bibliothèque impériale (Lb. 36, n° 4364), il en existe huit réimpressions, toutes en format in-8°, et sans indication de lieu, mais quatre portant la date de 1620. Ce n'en est pas moins une pièce assez rare, et digne surtout par son mérite et par les circonstances historiques auxquelles elle se rapporte, d'être reproduite dans notre *Bibliothèque*.

Elle se distingue dans son ensemble par un grand esprit de sagesse politique, et nous appelons particulièrement l'attention de nos lecteurs sur certains passages d'une singulière éloquence, tels que les alinéas 6 et 8 (p. 63, 64), 11 (p. 67) et 19 (p. 74). Une phrase du 20^e alinéa (p. 75) précise le moment de la publication du morceau : « Voicy le *cinquième* mois, est-il dit, depuis que l'Assemblée est par ses députés aux pieds de Vostre Majesté, suppliante, gémissante, etc. » C'est donc vers le mois d'avril 1620. Les députés de l'Assemblée avaient été effectivement reçus par le roi le 30 mars. On a leur harangue, qui ne vaut pas celle que leur prête l'auteur de la *Proso-popée* que voici :

PROSOPOPOEE

DE L'ASSEMBLÉE DE

LOUDUN

Aux pieds du Roy.

SIRE,

Vos très humbles fidelles et très obéissans sujets et serviteurs, qui font profession de la liberté chrestienne en vos royaumes et souverainetez, recognoissans que Dieu vous a départi de son image pour

leur estre Roy, Seigneur et Père, portent à vos pieds les très humbles vœux de leur fidelle service, et supplient très humblement Vostre Majesté se vouloir souvenir que comme Dieu appelle justice l'effect de ses promesses, qu'ainsi véritablement peuvent-ils appeler justice l'effect des vostres, puisqu'il vous a pleu les affermir par vos édicts, publier pour le bien de paix et repos de vos sujets. C'est ceste justice que, pressez du sentiment de leurs maux, ils osent maintenant vous demander, et comme à leur Père commun vous dire avec tout le respect qui leur est possible : Que leurs pères, ayant arrousé de leur sang les lauriers de Henry le Grand, de très glorieuse mémoire, ils ne peuvent que soupirer de ce qu'il leur faut encore aujourd'huy arrouser de leurs larmes ceux de Louys le Juste, gémissans en l'attente des fruiets qu'ils devoient recueillir de la paix si glorieusement acquise par ses incomparables vertus, si heureusement conservée par les vostres. Pour la cimenter dans son Estat, il acéra ces édits et leur donna la trempe dont la vigueur conservée sous la foy publique dans le sein de Vostre Majesté, passée par l'épreuve de vostre minorité, avoit faucé les replis de la malice, vous avoit veu majeur d'ans et de sagesse, et devenoit heureusement impénétrable sous vostre pleine et parfaite autorité, si par les secrets desseins d'aucuns mal affectionnez à vostre service elle ne recevoit des attaintes de toutes parts.

Vos édicts, Sire, ont partout assez d'autorité pour nous contenir en nostre très humble devoir, non assez de bonheur pour nous maintenir en seureté. Ceux qui sont le plus portez de passion estrangère que de zèle au bien public en ont jusqu'ici énervé la vigueur, et vont décousant les pièces plus notables par les inexécutions, contraventions et sinistres interprétations, qui de jour en jour vont en augmentant le mal et tellement affoiblissant les remèdes que, si Vostre Majesté ne verse sur ceste partie de ses sujets le bonheur de sa royale justice, nous ne pouvons que prévoir sur nous l'oppression jà conceüe par nos adversaires, et trop souvent ressentie en ce que nous avons de plus cher. La religion, la vie, l'honneur, les biens, nous sont débattus, ostez, flétris, emportez comme à personnes indignes de vostre protection, incapables de toutes fonctions publiques, et foreloses de tous bénéfices que les loix du royaume départent à vos sujets. Ces choses, Sire, n'altéreront point la fidelle obéissance que nous devons à vos commandemens, ny le très humble respect qui

nous lie à vostre service; mais nous supplions très humblement Vostre Majesté trouver bon que vous ouvrant nostre sein et vous découvrant nos playes, nous cherchions le remède en vostre royale bonté.

Nous croyons qu'estant nostre roy, vous estes aussi nostre père, et que les torts ou injustices qu'on nous faict ont leur réflexion jusques à vous et rejaillissent enfin sur l'Estat, duquel quand nous pourrions nous oublier nous-mesmes, nous devons estre jaloux pour le bien de nostre postérité. Et quand nous serions insensibles à tout cela, si est-ce que comme chrestiens nous ne pouvons pas longuement porter les outrages, où contre vos édicts Jésus-Christ est vivement offensé, sans nous tesmoigner indignes des grâces qu'il nous a faictes. Nous sommes appelez à souffrir pour lui, non à souffrir qu'on le deshonne, qu'on ruine son service, qu'on estouffe sa parole, qu'on déguise sa vérité. Les calomnies dont on essaye de noircir nostre profession s'attachent à luy. Vous ne trouveriez pas bon, Sire, que nous ouyssions ravalier vostre autorité, la transférer ou soubmettre à un autre sans nous en remuer, sans nous efforcer à la maintenir. Que dirons-nous de nostre devoir envers Jésus-Christ, qui a le souverain empire sur nos âmes? Ains que dirons-nous si, jaloux pour vostre autorité et pour l'indépendance de vostre couronne, nous sommes aujourd'huy persécutés (quoy que sous autres prétextes) par ceux qui conspirent sur nous, non pas parce que nostre religion leur est contraire, mais parce que nous traversons leurs desseins temporels et qu'ils savent que ne pourrions jamais vivre sous autre influence que celle de nos roys légitimes et naturels que Dieu, non les hommes, nous aura donnez?

Nous savons que leurs associations, congrégations, pratiques secrettes, croisades, en effect se bastissent pour nostre ruine. Là sommes-nous voüez premièrement à exécution, puis destinez à perdition, désignez pour victimes à leurs passions: Tout cela peu de chose, si les roys mesmes ne servoient d'aspersion à tels sacrifices, si le dessain ne passoit jusques à l'Estat. Ambition effroyable de commander un jour à toute la chrestienté, qu'il faille espandre tant de sang innocent pour la désaltérer et entasser tant de morts pour servir de degrez à leur trosne imaginé, chose déplorable; qu'ils intéressent les princes et les peuples pour les faire instruments de leur cruauté, exécuteurs de leurs passions, sous prétexte de religion, et que cela soit tenu pour fable parce que nous le disons! Sire, nous

souspirons sous ces artifices, et gémissons de voir l'espaisseur des escailles qui couvre la prunelle aux puissans, et qu'ils se laissent mener insensiblement à leur propre ruine par le désir de la nostre, que ces jeux tragiques s'appresentent aux dépens de vos sujets, et que les François y jouent leur personnage, à l'adveu de ceux qui leur fournissent de roolle et voudroient bien que ce feust au roy des-pouillé. Sire, nous vous supplions très humblement nous permettre de vous dire avec toute submission et respectueuse liberté, que nous tenons la prudence humaine une dangereuse guide ès affaires d'Estat, si la justice et la piété ne vont devant. En la conduite de ce dessein de nous ruiner, tant s'en faut que nous recognoissions de la justice ou de la piété en nos haineux, qu'à grand'peine y voyons-nous quelque trait de prudence, ouy de malice et de piperie que nous croyons ne pouvoir longuement prospérer ; mais voici le plus grand mal que nous y trouvons, c'est que des vostres mesmes leur donnant trop la main, font les fautes, et Vostre Majesté en aura le desplaisir pour voir ses sujets désunis, le levain des ligues entretenu, le repos de l'Estat esbranlé, et vostre oreille importunée d'un million de plaintes. Ceux qui portent la main à ce grand œuvre, soit par zèle de religion inconsidéré, ou pour leur intérêt particulier, ou par obéissance aveugle qu'ils voüent à d'autres supérieurs que vous, ou par leur propre malice, ou par serment de conscience qu'ils préfèrent toujours à celuy qu'ils vous ont juré, abusent de vostre royale bonté, employant vostre sacré nom, vostre inviolable autorité à la ruine de soy-mesme. Nous le voyons, nul ne nous en eroid, l'artifice a gagné le devant et les préjugez ont fermé le pas à nos advertissemens. Nos adversaires n'ayant pu boucher l'oreille à la clémence de nos roys ont déguisé nos advis, leur ont donné des sinistres interprétations, et nous ont finalement exclus du cabinet.

Mais qu'ils charment les plus sensez. Que leur feinte piété serve de talk à leur orgueil, aux clairs-voyans d'esblouyssement, si nous feront-ils Cassandres trop véritables, s'ils ne sont supplantez. Le mal croist dans le cœur de vos sujets ; ce feu petille toujours quelque estincelle à travers les cendres, et n'attend qu'un vent à propos pour en faire un embrasement. Par là ils prétendent sécher nos larmes et tarir nos soupirs, à fin que n'en soyez plus importuné. O le beau mesnage, Sire, que vous verriez si les Huguenots avoient quitté le dé ! les bons Pères vous livreroient chance dès le l'endemain ; ils estran-

geroient tant de cœurs de vostre service que vous seriez bien tost roy de nom, et eux, en effect; ils multiplieroient tellement les cas de conscience par leurs sermons, par leurs confessions, que tout gouvernement d'Estat deviendrait religion, et faudroit pour régner avec eux que Vostre Majesté print l'encensoir et l'éphod. Ne croyez pas, Sire, que ce soit le zèle de la religion de leurs pères qui les anime à crier à l'hérétique, ou le zèle de la maison de Dieu qui les ronge; c'est le zèle de leur maison qui les altère du sang de vos sujets, et la fantaisie dont ils sont coiffés qu'un jour ils disposeront d'hommes, femmes, enfans, offices, finances, et de la couronne à un besoin, qui les fait ainsi fureter dans vos cours, vos villes, vos conseils, pour nous frustrer de justice et de support. Ce n'est pas vostre intérêt, Sire, qui les porte à cest employ d'artifices, à ces animositez contre nous; ce n'est pas pour empêcher un assassin de vous approcher, ou pour faire réparer les assassinats commis es personnes de deux grands roys vos prédécesseurs; ce n'est pas pour faire rendre un royaume usurpé, ou pour mettre à couvert votre couronne de quelques prétentions estrangères, il leur en faudroit sçavoir bon gré. Ce n'est pas pour défendre le champ de la Croix, ou pour conserver les héritages qu'ils ont finement extorquez aux meilleures familles, on les pourroit excuser; c'est l'intérêt étranger à quoy leurs vœux sont liez par la conscience auxquels ils postposent tout, et l'Estat mesme. A si pernicieux dessein, nous avons parsemé le chemin de cloux et d'espines qui les accrochent partout; ils voudroient bien pour les arracher y employer vostre autorité, luy faire espouser leur party contre vous-mesme, et par vostre oreille faire encore une fois passer l'embrasement dans l'Estat. Ce leur seroit un feu de joye, pourveu que nous y fussions consommez et que des ruines ils peussent bastir nos tombeaux. Ce leur seroit un spectacle agréable qu'une campagne jonchée des corps de vos sujets, pourveu qu'ils nous y peussent reconnoistre entre les morts.

C'est pourquoy ils ne trouvent point de crayon assez noir pour nous peindre à Vostre Majesté; ils sont ingénieux à tourner nos supplications en importunité, nos remonstrances en attentats, nostre religion en désobéissance, nos justes défences en crime de lèse-Majesté. Ayant assiégé vos oreilles, ils vous ont fait nostre pourtrait hideux et digne de vostre indignation, taschent à nous aliéner du bonheur de vos grâces, et tant qu'ils peuvent retardent la justice et

la protection que nous ne demandons que de Vostre Majesté, abusent de la piété que Dieu a logée dans vostre âme, y formant des scrupules, y tordant les religieux sentimens, ou à leur avantage, ou à nostre désolation, et de vostre bonté royale ils en font un arsenal pour nous foudroyer comme meschans qu'ils nous ont figurez, sçachans bien que ne nous pouvez aymer, si nous sommes tels. Aussi s'en sont-ils vantez, et se persuadant de passer plus avant, entretiennent cependant ce levain de haine, desfiance et jalouzie entre les deux religions, vont approfondissant la flestrisseure sur celle que nous professons, pour en faire une ulcère et enfin la gangrène, qui passant jusques au cœur de l'Estat, perdra non l'une des deux, mais les deux ensemble, pour nous laisser après des funestes accidens une paix sans loy et sans religion.

Alors, Sire, ceux qui près de vous pallient le mal et négligent les remèdes ne se pourront excuser envers vous ni envers leur patrie d'avoir, comme mauvais médecins d'Estat porté leur pacient à une périlleuse rechutte. Ils prennent avantage de nostre patience, et nos souffrances leur servent d'afféral pour leur eschauffer le sang, comme si nous n'avions ou le courage de mourir pour la cause de Dieu ou le désir de vivre pour luy servir. Et n'oyent pas ce que plusieurs murmurent (quoy que peu sagement) que la condition en laquelle nous sommes est la pire de toutes pour nous avancer nostre religion, qu'une guerre ouverte seroit beaucoup plus supportable, en laquelle nous compenserions la perte par le gain, et mettrions la loy de talion en usage, que la paix telle qu'elle est qui ne nous apporte d'autre avantage que de nous voir mourir à petit feu.

Après Dieu, Sire (et nous le pouvons jurer en bonne conscience), le seul devoir qui nous oblige à vous obéir et la charité qui nous lie au repos de l'Estat contiennent jusqu'ici le sang qui bouillonne dans nos veines au sentiment de tant d'oppressions, et ne croyons pas qu'il y ait d'autres feux ou d'autres rivières pour nous brusler et noyer, n'y d'autres supplices que ceux qu'ont veus nos pères, d'où par la grâce de Dieu l'Eglise est eschappée. Nous tenons pour folie les maximes desquelles ils concluent nostre ruine, et pour sagesse exquise les oracles du Tout-Puissant qu'au besoin et pour nous consoler nous sçavons convertir en maximes d'Estat, quand il est question de l'Estat de l'Eglise. Jamais, jamais, Sire, tant qu'on opposera l'Estat à la conscience, nous n'aurions n'y paix en la conscience n'y repos en

l'Estat. Jamais que ruine et malheur à l'empire où le souverain espouse un party entre ses sujets. Il ne faut pas reculer bien avant dans l'histoire pour le vérifier. Aussi ne voyons-nous faire telles propositions n'y briguer tels avantages que par des broüillons d'Estat, et par des bourreaux de conscience. Les Estats et les consciences, Sire, ont leurs ressorts si différents, que, qui pense à troubler l'un par l'autre, est troublé luy-mesme, et se montre ou malicieux ou ignorant. Entre Dieu et la conscience, il ne s'y trouve rien qui puisse desguiser celle-cy, qui en puisse contrefaire les alleures, ains qui les puisse traverser. En l'Estat, tout est conduit par une prudence dont les replis sont infinis, et les voies le plus souvent obliques, où la malice, la défiance, le fast, le fard, ont trop bonne part, parce qu'elle n'a affaire qu'avec des hommes. En l'Estat ne s'agit que des choses le plus souvent indifférentes, vaines, caduques, incertaines, dont les desseings ne passent pas au delà de cette vie. La conscience agist dans le plus secret des hommes, ne traite que des choses qui aboutissent à vie ou à mort éternelle, et c'est d'où les broüillons ont empoigné l'occasion pour la meslanger avec l'Estat, et cerfs rusez, bailler le change à cette meutte populaire, luy persuader que l'Estat ne peut estre en repos si les consciences ne bannissent au loin tous scrupules de religion, pour se laisser conduire à tastons sans sentiment, sans jugement, sans raison ; car quel jugement et quelle raison peut avoir un homme qui mettra le feu dans la maison de son prochain, dans la sienne, parce que tel ou tel n'a pas son sentiment en la religion ? comme si la religion se pouvoit planter ou arracher par la force du bras humain, et non plustost par raisons et persuasions tirées de la parole de celui à qui seul appartient de prescrire son service en sa maison.

Sire, lorsque nos âmes sont teintes de la religion qui nous est enseignée, elles ne souffrent aucun changement qui vous regarde, si ce n'est pour vous aimer, craindre et honorer davantage ; leur serment, leur fidélité, leur affection, leurs services ne les tirent point ailleurs. Nous n'avons point de serment au dehors, point de supérieur que sous vostre autorité, nul de qui nous tenions office ou bénéfice, vous estes nostre unique, nostre tout après Dieu. Durant le serain de l'Estat, autre soleil ne monte sur nostre horizon ; en la nuit de ses misères, point d'autre phare que vostre autorité ; en la solitude dans laquelle on nous expose, point d'autres mont-joyes que

vos édicts ; en la guerre couverte qu'on nous fait, point d'enseigne arborée que vostre justice ; et parmi les flots et l'orage qu'on excite contre nous, nous n'avons point de balises que vos royales vertus. Si nous sommes esloignez de vos yeux pendant que nos malveillans ont le devant, c'est nostre malheur, jamais manque de très humble dévotion à vous servir. Nostre serment de conscience n'est qu'à Dieu, celui de fidélité et d'obéissance n'est qu'à vous, comme nous ne recognoissons que vous. Qu'ils en dient autant, et qu'ils le dient en conscience et sans équivoque ; au contraire, à chacun degré de leurs promotions ils reculent un pas de la fidélité qu'il vous doivent naturellement. Et finalement, s'estant jettez en plaine eau, ils se détachent d'avec vous, perdent de veuë le devoir, puis le respect des sujets, enfin ne vous sont plus rien, il leur est permis de mettre en question si elle vous appartient souverainement. Il n'y a que nous qui retardons (croient-ils) une puissance consciencieuse sur vous et sur vos sujets, qu'ils désirent rendre absoluë à un estranger. Si vous ne concluez la guerre à vos sujets selon leur volonté, si vous ne recognoissez ceste puissance en certains cas, ils vous fermeront leur paradis, vous publieront fauteurs d'hérétiques, et ne pouvans arriver à la feste Sainct-Barthélemy, chercheront à célébrer celle de saint Boniface. Ne croyez' pas, Sire, que la désolation de l'Estat les touche ; dès qu'ils sont entrés là ils n'ont plus d'affection que pour eux ; s'ils en montrent, ce n'est qu'à dessein d'y profiter ; les misères d'une guerre civile seroient leurs délices, pourveu que nous fussions pérís les premiers, tant et si avant les a desnaturez ceste promotion qui les devoit rendre et plus humains et plus charitables. Ce qui les anime donc contre nous n'est pas l'amour de leur pays, le zèle du bien public, et moins encore quelque dévotion à vostre service ; mais c'est qu'ils ne pensent pas pouvoir monter à l'imaginaire domination qu'ils minutent, ny pouvoir mettre le pied sur les fleurons de vostre couronne s'ils ne s'y font des bresches par nostre ruine ; ils savent que nous crierons aussi tost au voleur, et ne trouvent moyen de nous oster la parole qu'en nous empeschant de respirer.

Pour y parvenir, que n'employent-ils pas ? y a-t-il rien de sacré qui ne soit prophané par eux ? Commençons par vostre sacre, Sire ; ils savent bien que l'ancien serment au sacre des roys (qui ne se faisoit moins selon Dieu) ne regardoit que le bien de la paix, repos et seureté de l'Estat, la protection de vos peuples ; aujourd'huy on vous fait

jurer d'exterminer partie de vos sujets et plus fidelles et plus obéissans à Vostre Majesté, qu'ils appellent hérétiques; vous obligent par conscience de tirer de vostre sang le plus pur, le plus net de toutes intelligences estrangères, de tous meslanges d'affection. Cette pièce neuve à vostre serment y a été cousuë finement par ceux qui pourpensent une sorte de deschireure, et dès lors què les papes se sont mis en l'esprit d'exauthorer ceux qui les ont mis hors de pagé. C'est ainsi qu'on faict d'une affaire d'Estat un cas de conscience, et toutes fois s'il plaisoit à Vostre Majesté y veoir de près elle trouveroit que l'hérésie pour laquelle on nous en veut surtout est de ne cognoistre en l'Eglise qu'un seul Jésus-Christ pour chef, et en ce royaume pour roy autre que vous, car en ce qui touche leur ventre et que nous ne croyons point, cela vous doit rendre suspectes leurs persuasions et leurs conseils non recevables.

C'est prendre un mauvais chemin en matière de religion que de penser faire tenir prison aux esprits, s'il n'y a que Dieu qui en garde la clef. Que les prisons soyent basties de crainte ou d'espérance, d'honneur ou d'ignominie, de promesses ou de menaces, de récompenses ou de supplices, ils eschappent tousjours à la servitude, et retournent en leur première liberté; on peut forcer le corps, tirer une parole de la bouche, mais le cœur humain s'opiniastre contre la défense et mesprise ce qui lui est permis. Venir aux extrêmes pour nous faire quitter ce que nous croyons moyens de salut, nous ne pensons pas qu'il puisse entrer en l'âme de Vostre Majesté penser nous y porter peu à peu par le mépris, la honte et l'opprobre dont on nous couvre; nous ne pensons pas que Vostre Majesté le veuille permettre longtemps. Ceux qui les nous font souffrir monstrent plus de passion que de prudence, car la seule persuasion est la vraye maistrresse des esprits, parce qu'avec douceur elle employe la doctrine et l'exemple; les moyens injurieux dont se sert l'imprudence quasi partout nous roydirent plustost que de nous amollir, et ceux qui ne nous pouvant séduire changent leurs raisons en outrages, passent sans doubte de l'humanité à la bestise, de la religion à l'impiété. Penseroient-ils que nous puissions facilement prodiguer la créance pour laquelle nos pères ains les apôtres ont prodigué leur sang? Si nous le croyons ainsi, c'est gloire à nous d'y persévérer et folie de croire qu'on nous en puisse tirer par violence. Nous sortirons plustost de la vie et de nos maisons que de nostre profession, passerons

plustost par le feu que par là ; les simples femmelettes, les mères chrestiennes parmy nous aymeront mieux porter leurs enfans au supplice qu'à la messe, tant a de force la persuasion de piété et le zèle à toute bonne âme de son salut.

Si nous n'avions une ferme persuasion que nostre religion est d'en-haut, nous la quitterions bientost, veu les injures à quoy elle est exposée ; mais puisqu'on ne la nous peut oster, non pas mesmes en nous ostant la vie, il n'y a celuy de nous qui ne soit persuadé de la protection de Dieu. et que la cause de son Eglise est celle mesme de Christ, duquel nous faisons profession. Que ses promesses sont si fermement establies qu'il est impossible qu'il nous abandonne, et s'il nous chastie, nous sommes asseurez qu'il ne nous perdra pas pourtant. Nous ne sommes pas meilleurs que nos pères, n'y eux que les premiers chrestiens, ils ont souffert et nous souffrirons aussi, et avons du sang à perdre comme eux pour ceste querelle, et le perdrons avec joye pour garder ce dépost qui nous est commis, mais le mal est pour nos malveillans que nous ne pouvons plus mourir sans compagnie. Ne sert donc de rien d'y employer la violence, c'est froter des cailloux parmy la poudre à canon ; il en réussira ce que dit le prophète, *ce sera du brasier dans du bois, un flambeau entre des gerbes*, nul n'a jamais remué ce rocher qu'il n'en ait esté escerazé. L'expérience de tant de siècles est pour nous, et ce rempart de conscience est si ferme que nous l'opposerons à toutes calomnies, injures, machinations, asseurez qu'en le deffendant au péril de nos vies il y aura toujours de la honte pour les assaillans. Au nom de Dieu, Sire, qu'on n'en vienne pas là, plustost soit vostre autorité nostre avant-mur, l'observation exacte de vos édicts nostre défense ; nous n'en voulons point d'autres tant qu'il plaira à Vostre Majesté la nous continuer. Quel malheur serait-ce qu'on nous mît en ce destroict et qu'on nous tirast du sein les mains que nous n'estendons que pour vous supplier ! Quelle espreuve de nostre patience que vous nous eussiez abandonnez à la merci de ceux qui taschent à nous affoiblir pour nous pousser puis après.

Il est dangereux, Sire, de laisser prendre racine à la maxime de nos haineux : qu'il faut perdre les hérétiques ; tant qu'elle aura vigueur dans le cœur de vos sujets, vous ne serez point en repos ne nous en seurté ; ceux qui en font un levain de nos misères, qui preschent à vostre oreille qu'il faut une seignée, ne sçavent pas ou dissi-

mulent malicieusement que du sang injustement respandu il en sort des esprits qui mettent les peuples en fureur et servent d'huile aux embrasemens. Lors serons-nous forcez pour l'honneur de Jésus-Christ et pour l'amour de vous, Sire, de prendre courage et nous opposer à celui qui voulant ravir son empire à Christ, tache aussi à vous ravir le vostre. Nous n'avons en nostre confession de foi rien qui ne tende à l'honneur et grandeur du règne de Christ, rien qui ne tende à l'honneur et grandeur du vostre ; on nous accuse d'hérésie envers luy, de rébellion envers vous, qui ne eroira devoir sa vie à la défense de si juste cause ? Jusqu'ici l'amour de nostre patrie l'emporte par-dessus le courage, la patience contient le désespoir et retient le retour de tant d'injures dans le respect que nous devons à vos loix, nous desmentons noz douleurs en l'attente de vostre justice, et recuison beaucoup de soupisirs pour le bien de la paix avec nos concitoyens. Tout cela nous tourne à mespris, et tant s'en faut que les cœurs en soient amollis, ils s'endureissent en ce dessein de noyer nos âmes dans le pourpre de nos martyres.

Tesmoins en soyent tant d'infractions, contraventions, innexécutions de vos édicts où nous ne trouvons article qui soit demeuré en son entier. Ils portent sur le front la parole du prince, la foy publique, sont assaisonnez de la douceur de la paix, révérez entre les bons François comme tutélaires du repos, chéris comme le ciment de l'Estat. Nous espérions vivre à couvert sous leur asyle, et que le temps les affermiroit en vostre royaume, mais nos malvueillans, à qui rien n'est assez ferme, assez sacré, ont tellement gravonné ce ciment, esbranlé ceste fermeté, que la foy publique s'y trouve partout violée, et ne reste rien plus que vostre parole en son entier, Nous recourons à icelle comme à nostre ancre sacrée, et supplions très humblement Vostre Majesté nous supporter si les tours de vis que ces infracteurs donnent au pressoir de la croix expriment malgré nous ces plaintes toutes destrempées en larmes et noyées en douleurs. Il ne nous adviendra jamais de violer vos loix, bien instruits que ne le pouvons sans violer celles de Dieu ; mais ceux qui osent si souvent violer les vostres pour nous forcer à les heurter de nostre part, montrent de quel pied ils cheminent en vostre service et en quelle révérence ils ont vos volontez. Quant à nous, qui en avons des actes si authentiques, nous estimerons tousjours nos vies bien employées à les maintenir, et d'autant plus que nous y voyons les sentimens de

tous bous Français unanimement portez ; nostre longue patience nous servira de rempart contre la calomnie, et à la justice de notre cause nous esguiserons nos courages, non pour nuire à personne, mais pour arrester la nuisance qu'on nous prépare.

A tant d'outrages, nous n'avons jusqu'icy opposé que vostre auctorité, à tant de blâmes que nostre innocence, à tant de supercheries que la crainte de vous offencer. Si on nous poursuit avec injures, c'est nostre revanche de bouscher l'oreille ; si on nous jette de la fange de secouer le manteau ; on nous mesprise, nous prévenons par honneur ; on nous maudit, nous bénissons ; on nous déteste, nous recerchons ; on nous condamne, nous répartons doucement, et nous sommes tellement faicts à la patience qu'il n'y a offence qui ne nous trouve préparé à la supporter pour le bien de paix. Toutes nos vengeances sont formées en plainctes, et pour tout recours n'avons que vos édicts. Sire, c'est de vostre auctorité de les rendre impénétrables à l'orgueil, à l'impudence, à la calomnie ; elle seule peut empescher l'insolence de passer aux extrêmes, et nostre patience de passer en fureur. Encore sommes-nous hommes pour avoir quelque sentiment, et si nous n'estions chrestiens et vos très humbles subjects, davantage nous ne l'endurerions pas. Ils ne sont pas contens de flestrir nos honneurs, de ravir nos biens, d'attenter à nos vies, de nous priver de nos enfans, ils perdroyent volontiers nos âmes puisqu'ils les voüent à exécution au feu éternel et nous procurent vostre indignation. Pour l'honneur, les biens et la vie, passe ; cela se peut appeler patience si nous les perdons en gémissant ; mais qui d'entre eux n'estimera perfidie ou lascheté, si nous endurons le reste sans nous en ressentir. Ainsi, soit que nous laissions au jugement de Dieu ce qui touche nos âmes, pourrons-nous survivre à l'honneur de vos grâces, les ayant perduës par l'artifice de ces malicieux sans l'avoir mérité ? Toustefois, personne des nostres n'a creu jusqu'icy tout cela assez fort pour rompre l'obéissance que nous vous devons ; nous voicy encore malgré nos ennemis nets de ce reproche que nous ayons les premiers troublé le repos de nostre patrie. Nos ministres n'ont point ouvert la bouche à la sédition, nos gouverneurs n'ont point usé de représailles. Nul n'a faict des congrégations ou associations pour miner des desseings de sang ou de feu ; pour toute consolation ils nous renvoyent au bois de la croix, au fiel et au vinaigre de celui qui détrempe nos amertumes par les douceurs de ses promesses

ainsi avons-nous passé vingt bonnes années, attendant que Dieu touche le cœur de nos roys pour nous.

Mais quoy, Sire, nos plaintes ne viennent pas jusques à vous, et s'il y en parvient quelqu'une, elle a desjà perdu sa vigueur, desguisée, exténuée, et qui pis est transformée en reproches ou en crime; s'il nous avient de redoubler nos plainctes et faire ouyr nos gémissemens avec quelque vigueur, incontinent on nous menace de vous faire escrire vos responses à la pointe de l'espée et les nous faire prononcer par la bouche du canon. Nos très humbles remonstrances sont rébellions au jugement de nos adversaires, et nos justes, ains nécessaires desfences deviennent crimes de lèze-Majesté, les preuves de nostre fidélité sont converties en tesmoignages contre nous, et la sincérité de nos intentions en reproches; si nous sommes excédez, on informe contre nous, et nos aggresseurs sont receus à déposer. Si on nous outrage, soit de faict, soit de parole, nous ne sommes pas parties recevables; si on a sonné un toxain sur nous, nous aurons esmeu la sédition. Nos juges sont tousjours nos parties, il y a récompense à nous faire du mal, et vos finances y contribuent de notables sommes; s'il faut enfin nous rendre quelque apparence de justice, nos adversaires taillent la plume, et s'il faut quelque remède ils en fournissent les ingrédients plus amers cent fois que la douleur. Vos édicts ne sont plus qu'une tolérance (ainsi les appellent-ils), un piège pour nous prendre au despourveu. On y faict des bresches partout et nulle part sont-elles réparées; si on ne les oze rompre à la foys, on les affoiblit peu à peu, ce qu'on ne peut ouvertement refuser on le rend inutile par dilayemens et cave-on des mines soubz les fondemens de la paix pour les faire jouer en leur temps.

En maint endroit, on nous empesche l'exercice que vos édicts nous y ont permis. On ne nous veut laisser vivre en repos ne mourir en paix. Contre vos édicts, on assiège le chevet de nos malades, et à force de crier qu'ils sont damnés on ne leur permet de se retourner à Dieu, au moins en rendant le dernier soupir, et quoyque nos haineux n'ayent rien plus agréable que nos tombeaux, on lapide ceux qui nous enterrent, on déterre ceux qu'on avoit enterrez, et jette-on les corps aux voyries; on nous assigne pour cimetières des lieux infâmes, on invalide les testaments de dernière volonté, on destourne ailleurs les legs testamentaires. On enlève nos enfans pour les faire baptiser; s'ils sont pubères, pour les marier ou les employer contre

la conscience des pères, forçant la loy de nature comme celle des consciences, quand on nous contrainct aux choses répugnantes à nostre liberté chrestienne. Pour sapper l'Eglise par les fondemens, on nous oste tout moyen d'instruire nos enfans; on nous recule de tous honneurs, charges, dignitez et droicts de vos subjects; les fruiets que nous devons receveoir des chambres de l'édict jamais cueillis en saison, soit par les traverses qu'on nous donne, ou les fréquentes évocations ailleurs, ou pour l'impossibilité d'exécuter leurs arests quand ils sont obtenus. On brusle nos temples, on surprend nos seurtetz, on recule nostre noblesse de vostre maison, on donne leurs pensions à d'autres qui ne l'ont pas mieux mérité, on nous bannit des villes, on excite des séditions; bref, on nous persécute jusques au sang, et ne s'en faut plus que cela pour combler la mesure, et nous replongeant aux premiers malheurs vérifier sans passages de l'Ecriture que nous sommes vrayz chrestiens, puisque de mesme condition que les premiers.

Sire, tous ces torrens formeront enfin un déluge; nous le prévoyons et ne bastissons pourtant d'autre arche que vostre protection; l'impunité est la mère nourrice de ces infractions, mais il est à craindre qu'elle ne rencontre l'impatience, et par un infauste accouplement ne produisent un tel monstre que les siècles précédens ont veu. Lorsque l'autorité royale a paru dans l'observation de ses édicts, on a veu la prompte et miraculeuse guérison des esprits, mesme lorsque les playes estoient encore récentes, mais maintenant on voit clair que la maladie se glisse derechef dans les âmes à mesure qu'on relasche ceste autorité; on sent bien que les esprits s'aigrissent, que faute d'observer ces sages régimes de santé dans l'Estat, la playe est preste à s'ouvrir avec des symptômes sinon mortels, pour moins très dangereux. Ceux qui causent ce mauvais mesnage, Sire, pour des considérations estrangères et particulières ne pensent rien moins qu'à vous bien servir, et n'ont pas tant à dessein de nous nuire qu'à faire leur profit du malheur. Ce sont soleils de mars qui pourront esmouvoir mais non pas résoudre les mauvaises humeurs, et quand ils se seroyent imaginez de nous pouvoir ruiner, si est-ce que nostre ruine n'est pas leur but principal, ils estiment bien plus l'accessoire, à sçavoir la confusion et le désordre en l'Estat. Si, pour une bonne fois, Vostre Majesté retranchoit à ces brouillons l'espérance de voir vos édicts rompus, s'ils avoyent veu Vostre Majesté fermement réso-

luë à les faire observer, que vos officiers les premiers à les violer eussent senty la peine deuë aux infracteurs et qu'on eust osté le vent aux trompettes de sédition, il ne faut douter que finalement nous vivrions en paix et mettrions l'Estat hors des continuelles alarmes, l'estranger hors de prétention de nous affoiblir par là. Nous ne voudrions pas, Sire, mal penser de personne, mais il fandroit n'avoir pas veu les artifices qui ont terny le siècle passé de tant de troubles, noirey la France de tant d'infâmes cruantez, pour ne deviner maintenant que ceux qui nous veulent replonger dans ces flots ont quelque intelligence avec ceux qui trouvent de la douceur en nos aigreurs, leur repos en nos travaux, leur seurté parmy nos dangers. Pendant que l'alarme est chez nous ils gaignent temps et pays, nous ne leur demandons pas ce qu'ils nous ont usurpé, nous affermissons la prescription, une génération passe cependant, et l'oubly rend nostre droict suranné, nous n'y serons plus recevables. C'est pourquoy on intéresse vos subjects les uns contre les autres, afin qu'ayant de la besoigne chez vous, vous n'en cherchiez point ailleurs. Sire, c'est une maxime asseurée que ceux qui vous veulent voir en peine ne vous aiment pas, et vous y seriez, Sire, si vous preniez leur advis, qui est de rompre vos édicts de paix. Ils n'ont encore osé passer jusques-là que de le dire ouvertement. Ce conseil est trop visiblement pernicieux, et pour l'ozer il faut avoir bien du front. Mais quelle différence y a-il de desmembrer un édict pièce à pièce, l'enfraindre en détail ou de le rompre à la fois? Il ne s'en faut que d'une simple formalité, c'est que vous n'en avez point fait de déclaration, car au reste vos parlemens y ont tout aussi peu d'esgard. Or, si nous en sommes parvenus jusques-là, il est temps de penser à nous, nous y pensons aussi et recourons à vous. Si vous nous rebutez à ceste fois, il se faut tenir pour mandez, la partie est faite contre nous, nul n'en pourra plus douter, plus de seurté pour nous. Nous serons bientost la proye de mes hayneux qui prendront ces desnys pour abandon de nos biens et de nos vies à leur animosité. Ainsi faudra que la fidélité se courbe sous la malice, ou que vos édicts ne pouvant ployer davantage viennent à rompre, à la grande désolation de vos bons et mauvais subjects.

Nous en sommes bien près, si Dieu n'a pitié de nous, car nos hayneux n'ont plus de lieu pour la patience, tant qu'ils nous voyent exposer à leur mercy, sans édicts et sans place de seurté; ils croyent

que ces hicoques sont les nerfs de vos édicts, que sans elles ils auroient bientôt froissé les seaux et deselhiré ce parchemin. O que la rage auroit lors beau jeu (se leur semble), qu'on verroit bientôt la France despeuplée d'hérétiques; on ne craindroit plus les représailles, toute cruauté s'exhaleroit de ces cœurs zélés sans crainte de retour. Maudite persuasion qu'on mette nos vies à si bas prix, et qu'on ne puisse voir après tant d'expérience que ceux qui osent bien envisager pour cette querelle une mort honteuse au jugement du monde, en pourront bien affronter une honorable quand on les y forcera. Ces places, Sire, sont vôtres, et nous n'y avons rien que la seurté; elles ne sont pas tant pour nous que pour l'État. Trois jours après que nous les aurions renduës, ils nous forceroient à tenir la campagne et vendre nos vies aux prix des leurs, d'autant plus chèrement que nous combattrions pour la foy violée, pour la religion, pour la patrie. Ceux qui aiment le sang et la confusion voudroient bien voir ce mur abbatu, qu'ils rendent néanmoins nécessaire par leurs menaces ordinaires d'une Saint-Barthélemy. Nous essayons cela par nostre silence et passons; mais, Sire, c'est à vous à qui il importe que ces places demeurent en nostre garde, autant que l'observation de la paix est nécessaire à vostre Estat. Vous trouverez que ceux qui vous importunent de les oster ou ils sont estrangers d'affection, ou ils favorisent l'estranger si ce ne sont gueux qui n'ayent rien à perdre. Nul bon François vous conseillera de nous exposer à la merci de la cruauté, l'expérience ayant monsté que le feu prendroit bientôt aux prochaines maisons. Nous ne sommes plus gens à massacrer; il a pleu aux roys, vos prédécesseurs, et à vous, Sire, de nous octroyer des édicts, nous mourrons pour vous faire obeyr et les garder en leur entier. Jusques-là, serons-nous sans force, sans action que pour vostre service, et jetterons la première pierre sur celui des nostres qui en aura pour autre occasion. Nos ennemis se trompent, ils ne nous porteront pas si facilement hors de nostre devoir, quelques ruses, injustices ou violences qu'ils y employent; leur malice n'est assez déliée pour attirer sur nous le blasme du mal qu'ils veulent faire, elle est découverte, et nous supplions très humblement Vostre Majesté d'y regarder. Ils nous voudroient porter à l'impatience et de là aux extrêmes pour dire que nous avons commencé. Mais nous osons assurer vostre royalle bonté qu'elle nous sera desnuyée bien à clair et bien des fois avant que nous en venions

là. Nous ne donnerons jamais cest avantage à nos adversaires, à vos mauvais serviteurs, pour attirer sur nous ce blâme perpétuel, mais aussi supplions-nous très humblement Vostre Majesté vouloir tenir la main à la réparation de tant d'injustices, réprimer l'insolence, estouffer la malice, punir la désobéissance de ceux qui d'eux ou de nous troubleront vostre repos.

Pour le bien cognoistre, Sire, qu'on porte à Vostre Majesté les cahiers respondus durant vostre règne, elle verra tout clair la cause de nos gémissemens, et par les responces la base de nostre affermissement ; les fuittes de la justice à laquelle nous n'avons sçu atteindre ont laissé nos poursuites, et plusieurs ont mieux aymé périr sous la croix que recourir à ceux qui la leur ont aggravée. Mais non, Sire, que Vostre Majesté n'aye pas ce desplaisir de veoir tant d'injustices que vos officiers nous ont faictes, qu'il luy plaise seulement jeter les yeux sur ce qui se passe. Voicy le cinquiesme mois qui court depuis que l'Assemblée est, par ses députez, aux pieds de Vostre Majesté, suppliante, gémissante sous les plainctes qui l'affaissent de toutes parts. Par un bien petit eschantillon de cinq ou six articles, elle a faict veoir à Vostre Majesté que bientost vous l'auriez séparée, si tant soit peu elle recevoit des tesmoignages de vostre bonne volonté, jugeant par là si justice leur eust esté renduë du reste de vostre inclination favorable à les ouyr en leurs justes demandes. Trois diverses députations s'en sont retournées les mains vuides ; l'Assemblée n'a rien obtenu, non pas mesmes des choses où vostre autorité est la plus intéressée, comme est l'affaire de Clermont, de Lodève. Que peut-elle donc, pressée par les gémissemens d'un million d'âmes innocentes, que reytérer ses très humbles supplications, non pour importuner Vostre Majesté, mais pour vaincre, s'il est possible, la mauvaise volonté de ceux qui nous rendent de mauvais offices près d'elle en vos conseils et ailleurs ; que finalement nos soupirs et nos larmes toucheront ce cœur royal et vraiment juste et paternel, et que les saines et saintes intentions qu'il a pleu à Dieu y loger surmonteront enfin les artifices de nos malveillans, pour nous renvoyer en nos maisons rendre des sacrifices à Dieu, des actions de grâces à Vostre Majesté et des consolations à tant de pauvres familles qui les attendent par nous de vostre royale bonté.

Nous nous affermirons tousjours en la fidelle obeyssance que nous vous devons, nous glorifierons en la sincérité de nostre subjection

par-dessus nos accusateurs, et vous ferons voir que la fidélité qui vous est deuë est si intime à nos consciences, que nous ne croyons pas pouvoir blesser celle-là que celle-cy n'aye Dieu pour juge et vengeur sans qu'aucun nous en puisse descharger. Tant que vous lairrez à Jésus-Christ son empire dans vostre Estat, il establira par sa doctrine le vostre dans nos cœurs, et vérifierons contre ceux qui soubz vostre sacré nom en voudront arracher les lis, qu'ilz n'y pourront jamais esteindre les vives marques de la puissance royale ni empescher qu'elle ne soit plus précieuse que la vie. Soubz le nom de nos roys, on nous a bannis, outragez, spoliez, massacrez, nous n'avons eu rien diminué nostre amour ne fidélité, parce que nous les tenons de Dieu, non des hommes. On a pointé toute leur puissance contre nous, et nous n'avons enfin trouvé plus seure retraicte. Tant de fréquens édicts, qui estoyent comme le baulme de nos playes et qui nous ont si souvent mis à l'abbry de l'autorité royale nous ont appris que c'est comme une divinité tutélaire qui nous couvre des attentatz de nos adversaires. Divinité donc que nous révérons par-dessus toutes choses humaines, soubz laquelle nous respirons et toutesfois soupirons encore, à laquelle nous recourons maintenant, la voyant heureusement accompagnée de piété, et Justices, Dioscures de bon présage à vostre nativité, à vostre sacre, à vostre majorité. Nous les prenons pour garents contre tous les conseils qu'on vous pourroit donner contre nous, les implorons du profond de nos cœurs ès alarmes qu'on nous donne à tous coups, et dans le péril évident que les séditions excitées au premier sermon nous feront bientost le butin de l'aveugle populaire. Nous espérons que la clarté de ces deux astres dissipera tous ces sombres nuages, et que Vostre Majesté ayant recogneu la justice de nostre innocence dissipera tant de pernicieux conseils, et que nous, en vous servant, posséderons nos âmes en patience et nos consciences en la liberté que le sang de nos pères et vos édicts nous ont acquise, afin que nous portions de toute nostre force nos biens et nos vies à l'affermissement de vostre Estat, exaltation de vostre couronne, et nos vœux au ciel à ce que le throne de Vostre Majesté soit estably en justice et son sceptre en équité, que toutes vos entreprises soyent beureuses, vostre royaume paisible, vostre force invincible, vos actions admirées, vos vertus révérees, vos commandemens observez, et vostre règne comblé de félicité, de laquelle s'il plaist à Vostre Majesté, nous aurons nostre part comme vos autres

subjects, avec lesquels l'humanité, la patrie, le christianisme, mesmes droicts, mesmes loix, mesme roy, mesme maistre nous unissent si estroitement, que la considération des prétentions estrangères pour lesquelles nous sommes hays ne nous en séparera jamais.

L'IMPRIMEUR.

Ceste Harangue, escripte à la main, ayant esté trouvée prez le Louvre, lorsque MM. les députez de l'Assemblée y furent entrez, j'ay estimé que c'estoit celle qu'ilz devoient faire à Sa Majesté; mais ne sachant si elle aura esté prononcée, je vous la donne, Lecteur, sous le nom de Prosopopœe, car c'est à peu près ce qu'ilz ont peu dire.

BIBLIOGRAPHIE.

HISTOIRE DES ÉGLISES RÉFORMÉES DU PAYS DE GEX

Par THÉODORE CLAPARÈDE.

In-8° de viii-351 pages. — Genève, J. Cherbuliez, éditeur. 1856.

Nous devrions avoir déjà fait connaître à nos lecteurs cet excellent travail qui leur avait été annoncé dès longtemps et promis par M. le professeur Cellierier, alors qu'il n'était encore qu'en préparation (*Bull.*, I, 421). Nous ne saurions mieux en faire apprécier le mérite et mieux indiquer à chacun ce qu'il doit y chercher, qu'en présentant ici l'analyse substantielle de la table des matières et une liste des documents inédits que l'auteur y a joints :

I. *Depuis l'introduction de la Réforme jusqu'à l'établissement de l'édit de Nantes dans le pays de Gex.*

I. Le pays de Gex au temps de la Réformation. Situation religieuse et politique. Conquête de la contrée par les Bernois. Terres de Saint-Victor et du Chapitre. Les réformateurs dans le pays de Gex. Edit de Réformation. Synode de Lausanne. Démêlés entre les Eglises de Berne et de Ge-

nève. Organisation consistoriale. Gribaldi et Gentilis. Négociations des ducs de Savoie avec Berne. Mécontentement de la population bernoise. Préliminaires de Nyon. Traité de Lausanne. — II. Les protestants de Savoie sous Emmanuel-Philibert. Infractions au traité de Lausanne. Guerre entre Genève et le duc Charles-Emmanuel. Capitulation de Gex. Arrivée des Bernois. Atrocités commises par l'armée de Savoie. Interruption du culte. Les pasteurs réfugiés à Genève. Collectes en faveur des réfugiés. Occupation du pays de Gex par les Genevois. Nouvelle invasion des Savoyards. Administration genevoise. Fin des hostilités. Prétentions de Genève sur le pays de Gex. Le duc de Lesdiguières. Ingratitude de Henri IV. Traité de Lyon.

II. Depuis l'établissement de l'édit de Nantes dans le pays de Gex jusqu'à sa révocation.

I. Le pays de Gex cédé à la France. Réclamations de Genève. Promulgation de l'édit de Nantes. François de Sales. Rétablissement de la messe dans quelques localités. François de Sales à Paris. Ordonnances de 1602. Mission dans le pays de Gex. Rachat des biens d'Eglise. Empiètements des catholiques. Nouvelles concessions au clergé romain. Adjonction des Eglises de Gex à celles de Bourgogne. Synode de Gex. L'édit de Nantes mis en vigueur. Restitution des temples aux catholiques. Arrêt du 23 décembre 1612. Division entre les réformés. François de Sales et les biens ecclésiastiques de Genève. — II. Construction de nouveaux temples. Pasteurs genevois dans le pays de Gex. Relations avec l'Eglise de Genève. Prosélytisme romain. Indigence des réformés. Députation au roi. Réduction du nombre des ministres. Charité des pasteurs genevois. Ordonnances vexatoires. Les temples de Gex et de Versoix. Arrêt de 1637. Collectes pour les protestants étrangers. Fondations pieuses. Synodes tenus dans le bailliage. Colloque de Gex. — III. Jean d'Aranthon. Sourdes menées contre les protestants. Factum du clergé romain. Ordonnances de l'intendant Bouchu. Réclamations des réformés. Le pasteur Bernard en Suisse. Arrêt du 16 janvier 1602. Temples murés. Rigueurs de l'intendant. Bouchu à Genève. Fermeté des pasteurs. Mémoire justificatif des protestants. Rétablissement du culte. Inquiétudes des Genevois. Sollicitations à la cour. Arrêt du 23 août. L'avocat Loride. Démolition des temples. — IV. Consistoire extraordinaire de Sergy. Nouvelle circonscription des paroisses. Création du Conseil des Eglises. Mission royale. Dévouement des pasteurs. Violences contre les réformés. Polémique des missionnaires. Arrêts du 5 juin 1663. Décrets sur les sépultures. Lettre de J. d'Aranthon à Louis XIV. Les Jésuites. Situation des Eglises réformées de France. Le pasteur Ulrich

et le professeur Turretini. Affection des Eglises de Suisse pour celles du pays de Gex. Députation des cantons évangéliques à Louis XIV. Enquête opérée par les Bernois. Lettre du roi. Nouvelles menées contre les Eglises. Le colonel de Watteville à Fontainebleau. Insuccès des démarches des cantons évangéliques. — V. Décrets contre les pasteurs. Les ministres *substitués*. Pasteurs cités devant l'intendant. Emeute de Sergy. Procès et emprisonnement de deux ministres. Sentence prononcée par Bouchu. Pierre Mussard. Le pasteur Rey. Nouvelles vexations. Jean d'Aranthon dans le pays de Gex. Prosélytes reçus par les consistoires. L'évêque à Paris. Fermeté et constance des réformés; leur désir de se justifier auprès du roi. Synode de Sergy. Réorganisation des Consistoires. Observation de la discipline. Indigence des Eglises et des pasteurs. Deux nouveaux ministres. Sollicitations de Loride et de Ruvigny. Collectes à l'étranger. Temples de Sergy et de Fernex. — VI. Trêve momentanée. Le temple de Moins. Démolition des temples de Sergy et de Fernex. Rétablissement de la messe à Moins et à Russin. Première émigration des réformés. Irritation de Louis XIV contre Genève. Lettres au président Dupré. Révocation de l'Edit de Nantes. Nouvelles émigrations. Le pays de Gex dépeuplé. Concessions de Genève à Louis XIV. Nombre des émigrés. La *contrainte*. Nouveaux convertis et religionnaires. Mort de J. d'Aranthon.

III. *Depuis la révocation de l'édit de Nantes jusqu'au temps présent.*

I. L'évêque Rossillion de Bernex. Lettre de Rossillion à Louis XIV. Triomphe du catholicisme. Démêlés de Rossillion avec Genève. Inquiétudes des curés du pays de Gex. Traité de 1749. Maintien du culte catholique à Russin. Les réfugiés du bailliage à Genève et dans le pays de Vaud. Philippe de Choudens. Bourse des réfugiés du pays de Gex. — II. Colonie genevoise de Fernex. La ville de la tolérance. Fondation d'une Eglise réformée à Fernex. M. P. Viala. Construction d'un temple. Rétablissement du culte évangélique à Gex. Culte de Divonne. Chapelles de Versoix et de Vernier. Ecole de Pregny. Conclusion.

Pièces justificatives.

Lettre des hommes de Chalex à la Seigneurie de Genève. — Lettre de Henri IV aux Cantons évangéliques. — Lettres du duc de Bellegarde au Conseil de Genève. — Extrait des registres du Conseil de Genève, relatif aux droits de cette république sur les biens d'Eglise du pays de Gex. — Lettres du pasteur C. Rey à la Compagnie des Pasteurs de Genève, et de C. Rey au Consistoire de Lyon. — Lettre des Eglises réformées du pays de Gex aux Pasteurs de Zurich. — Deux lettres du pasteur S. Bernard au pas-

teur Ulrich. — Appréciation des succès de la mission royale dans le pays de Gex, d'après les documents protestants contemporains. — Lettres de différentes Eglises réformées de France aux Eglises du pays de Gex, — de Lyon, — de Caen, — de La Rochelle, — d'Angoulême, — de Nérac, — de Bergerac, — du Synode de Jarnac, — de l'Eglise de Poitiers, — de Metz, — de Calais, — de Nismes. — de Nantes, — de Poitiers, — de Châlon-sur-Saône, — de Bordeaux, — d'Anduze, — de Saumur, — de Privas, — de Castres, — de Bergerac, — du Synode de Beaune. — Lettres du professeur Fr. Turretini au pasteur Ulrich. — Deux lettres des Eglises réformées du pays de Gex au pasteur Ulrich. — Tableau des Députés envoyés par les Cantons évangéliques à Louis XIV en faveur des Eglises réformées du pays de Gex. — Rapport sur les démarches tentées par les Députés des Cantons. — Lettre des Cantons évangéliques à Louis XIV. — Deux lettres de Louis XIV aux Cantons évangéliques. — Sentence rendue contre les pasteurs Heliot et Rey, et contre le commissaire de Bons. — Lettres de divers Pasteurs ou Eglises de France aux pasteurs Heliot et Rey. — Lettre de Pierre Mussard aux mêmes et à César Rey. — Les Eglises de Paris, de Rouen, de Pont-de-Veyle, aux pasteurs Heliot et Rey. — Lettre des Eglises réformées du pays de Gex au pasteur Ulrich. — Requête du pasteur Rey au Conseil de Zurich. — Lettres patentes de l'établissement de la maison de la Propagation à Gex. — Lettre des Eglises réformées du pays de Gex aux pasteurs de Hesse. — Lettres de M. de Ruvigny aux Eglises du pays de Gex. — Ordre de Louis XIV au bailli de Gex de fixer l'emplacement des temples de Sergy et de Fernex. — Lettre des Directeurs des Eglises du pays de Gex à l'Avoyer de Berne. — Extraits du registre du Conseil des Eglises concernant les fonds pour l'entretien du saint-ministère placés dans le pays de Vaud. — Lettre du pasteur J. Sarasin au premier syndic Fabri. — Extrait des registres de la Compagnie des pasteurs de Genève au sujet de l'interdiction du culte réformé à Moins. — Tableau des membres du Conseil des Eglises. — Extrait du testament de Jean d'Aranthon. — Tableau des réfugiés du pays de Gex, admis à la bourgeoisie de Genève. — Décret relatif à la Bourse des réfugiés du pays de Gex. — Lettre de M. Corbière à l'évêque de Chambéry. — Rôle des pasteurs des Eglises réformées du pays de Gex. — Adresse des curés du pays de Gex à la duchesse d'Angoulême, à l'occasion du projet de réunion de ce pays à la République de Genève.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS.

CORRESPONDANCE.

OBSERVATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIVES A DES DOCUMENTS PUBLIÉS.—
AVIS DIVERS, ETC.

Les dragons du maréchal de Villars dans les Cévennes, en 1704.
— Anciens papiers de famille.

*A. M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme
français.*

Longagnès, commune de Saint-Etienne, Vallée française (Lozère).

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous envoyer la copie d'une pièce qui me paraît intéressante à plus d'un titre. D'abord parce que je crois que le *Bulletin* n'en a pas encore publié de ce genre, ensuite parce qu'elle offre matière à des rapprochements à établir avec ce qui a été dit de la dévastation des Cévennes, et qu'il semblerait en ressortir que cette sauvage conception n'avait pas été exécutée complètement partout. C'est une sauvegarde donnée au sieur Michel Peladan habitant aux Lunès, pour tous ses biens meubles et immeubles, par le maréchal de Villars. Les Lunès sont un hameau faisant aujourd'hui partie de la commune de Saint-Martin de Boubaux (Lozère).

LE MARÉCHAL DE VILLARS, général des armées du Roy, commandant dans la province du Languedoc.

Il est très expressément deffendu et soubz peine de punition à toutes les troupes qui sont soubz nostre commandement et à tous autres sens exception de faire aucun tort ni domage à la métairie, ni aux biens meubles, bestiaux, jardins et dépendances du sieur Michel Peladan, ayant pris le tout soubz la protection du roy en nostre sauvegarde particulière, à condition que sy ceux qui habitent la ditte métairie sont compris dans le nombre de ceux qui ont ordre de se refugier dans les villages désignés, ilz ne pourront s'en dispancer en vertu de la présente sauvegarde et qu'il ne sera porté dans la ditte

métairie que la subsistance journallement nécessaire à ceux qui l'habitent. Donné à Alez, le 3 septembre 1704.

Le maréchal DE VILLARS.

Par Monseigneur : GALLY.

J'ai relevé très exactement, ligne par ligne et en conservant scrupuleusement l'orthographe, ce document sur la copie primitive faite il y a une centaine d'années, autant que je puis en juger par l'écriture et l'état du papier. L'original lui-même n'existe plus. Le possesseur actuel de cette pièce, vieillard de 73 ans, arrière-petit-fils de ce Michel Peladan, m'a rapporté comme une tradition de sa famille qu'il était écrit, ou plutôt collé, sur une tablette de bois fixée à la porte d'entrée, afin de frapper immédiatement les regards de ceux qui auraient pu vouloir, sous prétexte de zèle catholique et royaliste, lui faire du mal. Le bois ayant été rongé par les vers, copie fut faite du contenu pour conserver le souvenir de cette particularité. Le possesseur actuel en avait souvent entendu parler dans sa jeunesse sans l'avoir jamais vue. Il la croyait perdue, lorsqu'en fouillant un jour après la mort de son père dans ses papiers de famille, il la retrouva. Ce qui valut cette faveur à Michel Peladan, ce fut qu'il alla à la messe avec toute sa maison. Mais si la sauvegarde put préserver sa propriété des insultes des troupes royales, elle n'empêcha pas que dans une même nuit, le feu ne fût mis à la fois à son grenier à foin et à une autre dépendance située du côté opposé. C'étaient les ennemis particuliers du propriétaire, jaloux peut-être de cette faveur ou empressés de le punir de son nicodémisme, qui avaient fait ce coup. Malgré les apparences, cette famille comme tant d'autres n'en resta pas moins solidement attachée à l'Eglise protestante. Le vieillard qui me donnait ces détails me montra encore l'appartement dans lequel, selon la tradition de la maison, les pasteurs qui se réunissaient en synodes, imposaient les mains aux proposants. Lorsque tout paraissait sûr, les ministres logeaient dans la maison; quand le voisinage des troupes commandait la prudence on portait un matelas dans une grotte située non loin de l'habitation, sur les bords de la rivière. Le pasteur y restait, gardé par un jeune homme armé d'un fusil et de deux pistolets chargés. Le père de celui qui me parlait avait souvent rempli cet office dans sa jeunesse. Je m'informai s'il n'existait pas d'autres papiers relatifs à la persécution ou même aux temps antérieurs, le grand-père de Michel Peladan, Pierre Peladan, notaire royal, seigneur de Pascalet, étant venu, au dix-septième siècle de Saint-Geniez se fixer aux Lunès, où il avait épousé Marie de Tourtoulon fille de noble Thomas de Tourtoulon, seigneur du Poujol, et la propriété de ce seigneur ayant toujours depuis appartenu à la même famille. On me répondit qu'autrefois il y avait dans la maison une grande quantité de vieux papiers et de

parchemins, mais qu'ils avaient été depuis longtemps détruits, étant très difficiles à déchiffrer et ne paraissant d'aucune valeur. La même réponse m'avait déjà été faite dans ma famille aux Longagnes, qui descend aussi en droite ligne de ce Michel Peladan mentionné dans la sauvegarde. Il s'y trouvait encore il y a seulement une vingtaine d'années une grande caisse remplie de vieux papiers, qui n'ayant été jugés bons à rien avaient servi à allumer le feu et avaient ainsi été complètement anéantis.

Il existait en outre beaucoup d'anciens livres religieux dans les deux maisons; ils ont disparu également à peu de chose près. Ce qui s'est conservé de plus considérable aux Lunés, c'est un exemplaire du « *Mystère d'iniquités* » de Du Plessis-Mornay. Aux Longagnes, j'ai retrouvé « le *Traité de l'Eucharistie de l'ancienne Eglise* » par Aubertin, l'un des pasteurs de Paris, dont la préface est datée du 6 mars 1633. Le titre étant arraché, je ne puis indiquer l'année de l'impression. Je cite à tout hasard ce dernier ouvrage, ne sachant s'il est rare ou non.

Je ne ferai plus qu'une observation : c'est que dans ces Cévennes qui ont tant souffert pour la cause de Dieu, toute cette admirable histoire religieuse, si rapprochée pourtant de nous est inconnue à la généralité des protestants actuels et ne vit plus que dans les souvenirs de quelques vieillards. L'on sait bien encore qu'il y a eu « des persécutions, » mais c'est tout. On n'en connaît ni l'époque, ni la nature, ni la portée. L'un des résultats les plus affligeants de cet état de choses c'est la perte irréparable des documents des siècles passés. Ces papiers poudreux, ces Bibles, ces psaumes, ces livres d'édification et de controverse que quatre générations sous la croix se sont transmis au péril de leur liberté, de leur fortune, de leur vie même, l'indifférence les laisse détruire par le temps si elle ne va pas jusqu'à en devancer les ravages. Que tous les amis de notre œuvre cherchent donc autour d'eux pour arracher à la destruction bien des trésors, aujourd'hui encore existants et qui en sont menacés.

Veuillez agréer, etc.

L. LIEBICH.

Une inscription de l'époque de la Révocation de l'Edit de Nantes à Niort.

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Le Busseau (Deux-Sèvres), 17 juin 1858.

L'article sur une inscription commémorative de la révocation de l'Edit de Nantes, inséré dans le *Bulletin* du mois d'août dernier (voir t. VI, p. 426), me suggère l'idée de vous communiquer une *autre* inscription de cette même époque, qui orne l'entrée principale de l'église Saint-André, à Niort.

Cette église est en reconstruction, et comme il est possible que l'inscription ne reparaisse pas dans le nouvel édifice, je la transcris ici :

POST EXTINGTAM HERESIM CALVINI ET LUTHERI, ANNO 1685,
EX ERARIO LUDOVICI MAGNI, FRANCORUM REGIS,
HANC ECCLESIAM AMPLIARI ET REEDIFICARE
CURAVIT JOSEPHUS JOULARD,
EQUES TORQUATUS, PRESES ET PROPRETOR CURIE MORTI,
MEDIANTEBIS DOMINIS SAULANT PICT.
ET JOSEPHO DE FOUCAULT, ISTIUS PROVINCE PREFECTO,
STUDIO J. GASTON, RECTORIS ISTIUS ECCLESIE,
J. ARNAULDET PATRONO, ET J. HERBAULT, MARG. FABRICÆ.

Cette inscription mensongère (car, Dieu merci, l'hérésie prétendue n'était pas encore éteinte) est dans le plus bel état de conservation possible, mais probablement elle va disparaître. J'ai pensé qu'elle était bonne à enregistrer.

Veuillez agréer, etc.

Dr P. PRÉVEL.

Enfants de nouveaux convertis enlevés, puis rendus à leur famille. — Refus de sépulture. (1740-43.)

On a lu cette curieuse *lettre de grâce* accordée en 1723 à une famille de nouveaux convertis qui avait commis le crime de manger un pâté de pigeons un jour maigre (voir ci-dessus p. 38). M. Sers, de Pierre-Séguade, à qui nous devions cette communication, y a joint quelques détails que voici :

« En 1737, nous écrit-il, deux des enfants de M. Azais étaient enlevés à leur famille, par lettres de cachet, pour être conduits, l'un à la maison des jésuites à Toulouse et l'autre au couvent de Sainte-Claire à Castres. C'est par l'intermédiaire du duc de Biron, qu'on put obtenir la rentrée de ses enfants dans leur famille.

« Je vous transmets les deux pièces constatant ces faits.

DE PAR LE ROY,

SA MAJESTÉ permet au sieur *Azais* fils, qui est en conséquence de ses ordres au collège des jésuites, à Toulouse, d'en sortir présentement pour aller demeurer chez un marchand à Montpellier. Fait à Fontainebleau, le xxx octobre 1740.

LOUIS.

Je déclare avoir reçu une copie du contenu ci-dessus.

A Toulouse, le 16 novembre 1740.

CHARRON, jésuite, principal de la maison
des pensionnaires.

PIEELYPEAUX.

DE PAR LE ROY,

SA MAJESTÉ, en révoquant l'ordre du 29 juin mil sept cents quarante-un, qui enjoignoit au sieur *Azais* fils de se retirer près le sieur abbé *De la Grave*, elle lui permet d'aller chez son père, ou partout ailleurs, lui accordant Sa Majesté pleine et entière liberté. Fait à Versailles, le 8 août 1743.

LOUIS.

PHELYPEAUX.

J'ai reçu coppie du présent ordre, ce 24 avril 1743.

DE GRAVES, *prêtre*.

« En ce même temps, M. Azais grand-père mourut. M. Azais fils, sur le refus de M. Corbière, curé du lieu, de le laisser ensevelir dans le cimetière communal, se vit obligé de le faire ensevelir dans un enclos proche sa maison. Nouvelle plainte du curé. D'après les ordres du comte de Saint-Florentin, du 7 mai, à M. de Bernage, intendant en la province du Languedoc, il est ordonné à M. Azais de démolir le mur de clôture de l'enclos où son père avait été déposé. M. le curé Corbière chargé de faire exécuter cet ordre s'en acquitta si bien, que la bière de M. Azais fut mise à jour, et qu'elle était sur le point de rouler dans le talus. Cependant Mademoiselle Marion, sœur de M. Azais, fut se jeter aux pieds de M. le curé et obtint de lui, non sans difficulté, la suspension des travaux. »

Questions et Réponses.

Encore l'Épître de Cayet à l'évêque de Bazas, et la chanson attribuée à Calvin par un document suédois.

(Voir t. VI, p. 18, 341, 342, 416, 418, et ci-dessus, p. 43.)

Nous la tenons enfin, cette introuvable Epître de Cayet, — grâce à un de nos correspondants les mieux renseignés et les plus obligeants (il nous l'a prouvé plus d'une fois), et qui a eu la main plus heureuse que nous. — C'est à grand-peine que nous étions parvenu à nous procurer un exemplaire de l'opuscule de Cayet, intitulé : *La condamnation de Calvin par lui-même*, etc., sur lequel nous avions fondé notre dernier espoir, pensant que ce devait être là le *Discours des astuces de Calvin* indiqué par Florimond de Ræmond. Or, nous y avons bien trouvé une Epître dédicatoire, mais à l'évêque du Mans, point à l'évêque de Bazas, et nous ne savions vraiment

plus de quel côté orienter nos recherches et celles de nos lecteurs, lorsque M. le pasteur Olivier Bourchemin, de Lezay, nous a appris qu'il avait rencontré la pièce en question dans un autre écrit de Cayet, intitulé : *Remonstrance chrestienne*, etc.

« En tête de ce petit volume, très mal imprimé, nous dit M. Bourchemin, il y a une dédicace au duc Henry de Montmorency, et c'est dans le corps de l'ouvrage, à la page 33, qu'est enfouie ladite Epître à *Monseigneur de B.* (Bazas), citée et exploitée par Ræmond et le père Garasse, Cayet l'appelle *Discours*, ce qui explique bien la désignation amplifiée de Florimond de Ræmond (*Discours des astuces de Calvin*), et l'on remarquera que notre auteur produit ce morceau comme n'étant pas sien, mais qu'il prend un soin tout particulier d'en garantir l'authenticité. »

Ce résultat, dont nous remercions M. Bourchemin, montre tout ce que les recherches de ce genre offrent de difficile et d'inattendu. Là aussi le vrai n'est pas toujours dans le vraisemblable, mais souvent à côté. Il ne fallait donc pas se borner aux deux ouvrages de Cayet qui, d'après les circonstances, avaient surtout attiré notre attention, ni s'arrêter aux épîtres dédicatoires. Aussi bien, pour faire notre revue complète et ne négliger aucune chance, nous avons voulu nous-même prendre communication de la *Remonstrance chrestienne*, qui se trouve inscrite dans l'ancien catalogue imprimé de la Bibliothèque impériale (D, 7680); mais il avait été impossible de mettre la main sur cet unique exemplaire.

Donnons d'abord l'extrait que nous en a envoyé M. Bourchemin; nous ferons ensuite les observations auxquelles il donne lieu :

REMONSTRANCE chrestienne et très utile à Messieurs Messieurs de la Noblesse françoise qui ne sont de l'Eglise catholique-romaine. Par PIERRE-VICTOR CAYET. A Paris, par Philippe du Pré, imprimeur et libroyre, etc. 1596. Avec privilège. (Petit in-8° de xii et 64 pages, avec erreurs de pagination.)

Extrait (pages 33 à 37).

«... Et afin de ne laisser rien à vous dire sur ce sujet, voyez de grâce, quelle est l'origine de leur discipline [des calvinistes], par le beau discours qui en a esté fait, il y a quelque temps, par homme qui scait ce qui en est, et ce pour obéir à un des doctes et sages prélats de ce temps, et aussi suffisant qu'il en fut jamais en ce royaume (1). Je sais que ce discours est véritable pour avoir esté, par moy-mesme qui escriis, vus les mémoires, et la majeure part des personnes y dé-

(1) L'évêque de Bazas était alors, et depuis 1572, Arnaud de Pontac, qui mourut en 1605.

nommées. Et y a encor des maisons de qualité que je say bien qui en pourroient rendre témoignage. Voylà le discours :

« *A Monseigneur révérendissime Monseigneur de B.*

« Monseigneur, puisqu'il vous plaist savoir quelle est cette discipline que les ministres allèguent tant, et par laquelle ils veulent dire selon leur sens, que l'Eglise a esté par eux réformée, je vous représenteray tout ce qui en est dès son origine, tant pour l'avoir vue dans leurs mémoires, qu'ils en gardent fort particulièrement entre eux, que pour en avoir été de part, dont Dieu m'a fait la grâce de m'estre retiré, et d'estre revenu en son Eglise, en laquelle Dieu vous a donné rang éminent d'évesque, estant doué des dons et grâces requises à une telle charge : et vous y employant d'un grand courage avec toute diligence. Voici donc le commencement.

« Calvin ayant esté en sa jeunesse délié à l'église par N. Chauvin, son père (car c'est ainsi qu'il s'appelle proprement, mais le terme Calvin a esté escorché du latin *Calvinus*), lorsqu'il estoit à Bourges s'appliquant au droit, il fut peu à peu desbauché de la doctrine catholique, par un nommé Melchior Volmar, Aleman, qui estoit luthérien. Cet homme d'un esprit haut et aspirant à la réputation d'un tel party, s'en allant de Bourges, va demeurer quelque temps à Angoulême, avec quelques enfans de maison. Et m'a-t-on assuré qu'il eut en charge les neveux de Monsieur de Meaux, qui pour lors estoit.

« Il goustâ les humeurs de ces pays-là, et de la Xaintonge et du Poitou, et les estimant faciles à persuader par raisons, d'autant qu'ils ayment le discours plus qu'autres provinces françoises, il se résolut du commencement d'y prendre pied et avantage.

« Pour cet effet il vint à Poitiers : et y trouvant quelques bons personnages, qui ne pensoient à rien moins que d'estre jamais différens de l'Eglise, peu à peu les pourmenant aux caves de Saint-Benoist, et vers Croutelles et autres lieux circonvoisins de Poitiers : finalement il se hazarde un jour entre autres dans le jardin de M. le lieutenant de Poitiers, qui pour lors estoit, de leur deschiffrer, comme il parloit, le sacrifice de la messe, rejettant dès lors ce qu'il en avoit appris de Luther, et le taxant d'ignorance ou de timidité, d'autant qu'il n'avoit passé assez avant. Car ledit Luther retient la messe, avec la

condition de sept points, au lieu qu'il la faloit du tout condamner ainsi qu'il disoit. Le discours demeura par-devers un nommé Vernou, enfant de Poitiers (qui depuis fut bruslé à Lyon avec quatre autres); dudit Vernou il fut communiqué à plusieurs, tellement que du temps de M. de Burie, lieutenant du roy au païs de Poitou et Xaintonge, plusieurs furent appréhendez sur cette messe à sept points. Mais pour lors Calvin ne peut pas faire ce qu'il prétendoit, ains ne gaigna que ledit Vernou, et un nommé le *Bon Homme*, qui estoit pour lors lecteur des Institutes à la Ministrerie qu'on appelle aux grandes escholes, et un tiers, qui pour s'estre puis après employé pour leur party, fut appelé le *Ramasseur*.

« Ces deux icy furent les premiers autheurs de toute la division du peuple françois, car Vernou ne fit guères rien qu'en sa ville de Poitiers, ce qui advint par un tel moyen.

« Calvin ne se trouvant sûr dans Poitiers, se retire avec promesse de leur mander de ses nouvelles : il passe en Allemagne et n'y arresta que peu, où il se fit disciple de Bucer, ains oyant que Farel avoit esmeu la ville de Genève publiquement, et qu'il y avoit plusieurs bons marchans françois qui tenoient la main audit Farel, estans persuadez d'embrasser ladite doctrine à cause de leur fréquentation des foires de Francfort en Allemagne, ledit Calvin fut prié de descendre vers ledit Farel : et combien qu'il en eust bien envie (présageant pour la proximité de Lyon, et esloignement du soleil de justice : ce grand parlement de Paris : ce qui en est venu par l'occasion desdits marchans) il fit semblant de s'en faire fort prier, tant qu'enfin il accepta la charge de prescher, ce n'estoit lors qu'en simple discours et sans aucun formulaire.

« Mais il s'avise au mesme instant de ses bonnes gens qu'il avoit laissés à Poitiers : le Ramasseur, le Bon Homme et Vernou. Ledit Bon Homme estoit lors allé vers le Loudunois ; tous trois s'assemblent pour aviser à leurs affaires, et se rendent par divers chemins vers Calvin à Genève. Lors lui les renvoye incontinent, les ayant trouvez pleins de bonne volonté; et comme il congnoissoit l'estat des universitez, de Poitiers pour y avoir esté, et de Toulouse, par le rapport du Bon Homme : il les ordonne, à savoir ledit Vernou pour gagner le plus qu'il pouvoit d'escoliers dans sa ville de Poitiers : dont il estoit natif.

« Et fit tant que le Bon Homme, qui avoit desjà quitté la Ministrerie

des Institutes (1), à Poitiers, s'en alla par son advis à Toulouse pour s'y fourrer en quelque façon dans l'Université : et de fait il y fut trop bien venu, tellement que comme c'estoit en ce temps-là un marreau coulis des deux universitez de Poitiers et de Toulouse, qu'on alloit de l'une à l'autre ordinairement, pour estre lors très bien pourveues de bons docteurs, lesdits Bon Homme et Vernou en desbauchoiert autant d'escoliers qu'il y en pouvoit venir.

« A quoi pour le regard de Poitiers donna un grand eschee l'astuce de Calvin envers feu M. le Sage son compatriote, docteur régent à Poitiers de grande autorité, par la faveur de M. le lieutenant de Poitou, qui pour lors estoit : par le conseil duquel se gouvernoit en tous ses affaires Madame la régente, mère du grand roy François, tellement que tout estoit licite à Poitiers (au lieu que Toulouse tenoit beaucoup de rigueur) jusques-là que dans Poitiers on enlevoit des religieuses de leur couvant, comme *impune*, non toutes fois sans recherche. J'ai cognu deux Ministres qui avoient esté en peine de ce temps là pour telles entreprises.

« Voylà comme Vernou et le Bon Homme s'escrimoient dans les villes, cependant que le Ramasseur battoit aux champs, allant par tout le pais de Poitou, Xaintonge et Angoumois, qui a esté comme le trepié de ces oracles nocturnes, pour venir puis après à occuper toute la France comme ils ont fait.

« La façon dont usoit le Ramasseur estoit telle qu'à l'issüe des grandes messes dans les villages, et quelquefois dans les villes, il se mettoit à chanter des chansons qu'il appeloit spirituelles : entremeslées de versets de pseumes latins ; car pour lors ils n'avoient pas encore les pseumes rimés. Je vous en réciteray de deux desdites chansons, pour voir leurs formes.

« L'une estoit :

O prestres, prestres, il vous faut marier :

Cæli enarrant gloriam Dei, etc., etc.

Ainsi continuoit par certaine rymerie fort sottè à descouvrir les vices qu'il pensoit estre en l'ordre des prestres. Ceux qu'il apercevoit y prendre goust, il les entretenoit à part de plus particuliers discours, et leur mettoit au cœur l'inimitié contre les prestres, et contre toute l'Eglise.

(1) Ces termes ont été expliqués par Florimond de Ræmond (voir *Bull.*, t. VI, p. 416 et 417) comme étant l'origine du nom de *ministre*.

« L'autre sorte de chansons estoit sur les cérémonies de l'ordre sacerdotal, comme la tonsure et semblables, taxant aussi par exprès leur façon de vivre : il disoit aussi pour exemple :

Letabundus :

O gras tondus, etc., etc.

« Ainsi prenant les hymnes de l'Eglise, il faisoit trouver de la contrariété et répugnance en la vie des prestres au prix de l'ordre, et exposoit toutes les saintes cérémonies de l'Eglise en risée par ceste rymasserie.

« Il ne tarda guères que quelques maistres d'eschole ne prissent envie de suivre ceste façon, pource que le peuple s'y amusoit, et y avoit du gain, luy aussi les instruisoit particulièrement de ce qu'ils avoient à faire. Bref, il ne cessoit d'aller et venir, retournant toujours deux fois l'an vers Calvin pour lui rendre conte de sa charge, comme aussi Vernou y alloit parfois. Le Bon Homme ainsi nommé pour sa vieillesse n'y alloit point, ains mourut dans peu d'années. Vernou, comme j'ay dit, fut luy einquiesme prins à Lyon, et après beaucoup de remises, furent tous les cinq bruslés, comme cela se voit en leur livre qu'ils appellent *des Martyrs* (1).

« Le Ramasseur mourut en quelcun de ses voyages, en un village d'Auvergne, nommé Craux. Ceste façon du Ramasseur dura plus de vingt ans, que dans Poitiers il n'en peut gagner sinon trois d'habitans, dont l'un estoit procureur. En la campagne il en attira force et de nobles et d'autres. Toute son instruction n'estoit que de discourir sans prendre texte, et sans aucun ordre. Il n'y avoit encore ni administration de baptesme, ni de eène, ni de mariage. Ils se contentoient lors seulement de déniaiser le monde : et ils disoient par exprès ces mots de leurs diverties qu'ils estoyent *déniaisés*. Et tout son temps n'y avoit que Lyon, Poitiers et la Rochelle, où il peust faire quelque corps, qui fut jusques à l'an 1554 environ.

« En ce temps mesme Paris commença de grouller de nuit, etc. »

On voit par ce long et intéressant fragment, qu'indépendamment même de l'objet particulier qui nous a fait remonter à la source de l'Épître de Cayet, il y avait véritable utilité pour nos études historiques à connaître le texte

(1) Le V^e livre de l'*Histoire des Martyrs*, de Crespin, contient en effet le récit de « cinq notables personnages exécutés à Chambéry, parlement de Savoye, en 1555 : Jean Vernou, Poitevin ; Antoine Laborié, de Quercy ; Jean Trigalet, de Languedoc ; Guyraud Tauran, de Quercy, et Bertrand Bataille, Gascon. »

même où ont puisé des écrivains hostiles, qui l'ont transmis partiellement et de seconde main aux écrivains protestants. Et cette utilité est d'autant plus grande qu'on ne trouve guère que là certains détails, aussi curieux que faciles à dénaturer, sur les premiers commencements de la réformation populaire.

Nous avons donc obtenu tous les éclaircissements désirables sur les questions accessoires que plusieurs passages de Garasse et de Florimond de Ræmond, avaient fait surgir. Nous savons maintenant ce que c'est que le fameux *discours* ou *épître* de Cayet à Monseigneur de Bazas. Nous voyons ce qu'il y disait de Calvin, du *Bon Homme*, du *Ramasseur*, etc. Mais avons-nous réussi, quant au point de départ de nos investigations? Avons-nous découvert le texte entier de la chanson attribuée à Calvin, que nous espérions trouver tout au long dans ladite épître? Non. Nous avons seulement appris quel en était le second vers, et comment procédait ce genre de satires rimées, dont notre auteur nous fournit aussi un deuxième spécimen.

Et nous avons constaté que Cayet n'attribue pas à Calvin la chanson aux moines (ou aux prêtres), comme le fait la vieille dissertation d'Upsal, qui nous en a signalé l'existence et qui a été la cause première de notre enquête à ce sujet.

Il nous faut donc maintenir la recherche de ces deux chansons calvinistes à notre ordre du jour. Persistons à « remuer le champ, deçà, delà, partout, si bien qu'au bout de l'an, il en rapporte davantage. » Il nous semble presque impossible que ces chansons populaires des premiers jours de la Réforme en France ne se soient pas conservées quelque part, et qu'avec de la patience et de l'activité nous ne finissions pas par les rencontrer. Rien de plus vivace que ces chansons, rien qui se répète davantage, de bouche en bouche, de cahier en cahier, de génération en génération... Dans tous les cas, nous aurons, chemin faisant, quelques autres bonnes fortunes, comme celle du curieux discours de Cayet, que nous sommes ainsi parvenus à découvrir incidemment, d'après les indications de Garasse et Florimond de Ræmond, et avec l'aide de M. Bourchemin.

La chanson anti-huguenote de « La Vache à Colas. »

Rien de plus vivace, disions-nous à l'instant, rien qui ait dû plus sûrement se transmettre de l'un à l'autre et se conserver jusqu'à nous, que les chansons ou satires populaires, notamment celles de l'époque de la Réformation. Il en est une cependant dont le titre est célèbre, proverbial même, et dont le texte semble avoir entièrement disparu, ce qui est d'autant plus surprenant que ladite chanson eut l'honneur d'être un beau jour interdite par la

police, et dut par conséquent jouir d'une publicité et d'une vitalité exceptionnelle. Toujours est-il qu'elle paraît avoir échappé jusqu'ici à toutes les recherches des érudits. Nous voulons parler de la chanson dite de *la Vache à Colas*, quelqu'un de nos amateurs aura-t-il la main assez heureuse pour dénicher quelque part ce *rara avis*?

Nous allons toujours dire ici ce que nous avons pu recueillir sur les circonstances relatives à *Colas* et à *sa vache*.

C'est l'inappréciable *Journal de L'Estoile* qui, seul peut-être de tous les écrits contemporains, nous donne à cet égard quelques renseignements.

« Le samedi 40 de ce mois (septembre 1605), on trompetta, dit-il, des deffenses par la ville de Paris, de plus chanter par les rues la chanson de Colas; et ce, sur peine de la hart, à cause des grandes querelles, scandale et inconvéniens qui en arrivoient tous les jours, jusques à des meurtres. Cette chanson avoit été bâtie contre les huguenots par un tas de faquins séditieux, sur le sujet d'une vache qu'on disoit être entrée dans un de leurs temples près Chartres ou Orléans, pendant qu'on y faisoit le prêche; et qu'ayant tué ladite vache, qui appartenoit à un pauvre homme, ils avoient après fait quêter pour la lui payer. Or, à Paris et par toutes les villes et villages de France on n'avoit la tête rompue que de cette chanson, laquelle grands et petits chantoient à l'envie l'un de l'autre en dépit des huguenots, devant la porte desquels, pour les agacer, cette sottie populace la chantoit ordinairement; et étoit déjà passé en proverbe, quand on vouloit désigner un huguenot, de dire : *C'est la vache à Colas*; d'où procédoit une infinité de querelles et batteries, ceux de la religion s'en formalisans fort et ferme, et estans aussi peu endurans que les autres, qui s'en fussent servis volontiers à faire une sédition, à l'instigation de quelques-uns de plus grande qualité qui les y pousoient sous mains, et faisans semblant d'éteindre le feu, l'allumoient. Cela fut cause des deffenses si étroites qu'on en fit, et aussi que le jour de devant il y en eut près les Cordeliers un qui la chantoit, qui en fut payé d'un coup d'épée par un de la religion, archer des gardes de M. de la Force, qui l'étendit mort sur le pavé. »

Vers la fin de 1612, sept ans après cette prohibition ainsi enregistrée par L'Estoile, on fit grand bruit à Paris de l'apparition d'une espèce de moine bourru, qu'on appelait le *Tasteur*, et dont parle Malherbe dans sa lettre à Peiresce, du 8 janvier 1613, comme du grand sujet des conversations du jour. C'était une de ces inventions de mauvais plaisant pour faire peur aux femmes. De là une de ces pièces volantes, rares et curieuses, que M. Edouard Fournier n'a pas manqué de recueillir dans ses *Variétés historiques et littéraires* (tome II, p. 37, dans la *Bibliothèque elzévirienne* de P. Jannet, Paris 1855, in-18.) Or, au début de cette pièce il est fait allusion de la

sorte à notre chanson : « On ne parle plus, y est-il dit, ni du Filou (type de « bandit à la mode, devenu après 1634 un des noms communs de l'espèce), « ni de Robinette (pasquil licencieux qui venait d'être censuré), ni du Char- « bonnier (autre historiette de ce temps-là), ni enfin de *La Vache à Colas*, « mais seulement du Tasteur, le capital ennemi du sexe féminin, ainsy qu'il « appert par un livre qu'on dit qu'il a composé *De garrulitate muliebri*, « sur la loquacité de la femme, qui est encore à la presse, attendant le pri- « vilège. » Sur quoi M. Fournier, qui en sait peut-être là-dessus comme à son ordinaire plus long qu'il n'en dit, explique dans une note que cette *Vache à Colas* rappelée ici parmi diverses choses qui avaient eu leur vogue, n'est autre que « l'histoire du paysan du faubourg de Bourgogne à Orléans, his- toire si fameuse durant les guerres de religions, et dont on avait fait, au commencement du dix-septième siècle, une chanson qui sentoit bien fort son huguenot. Le clergé, contre qui surtout elle étoit injurieuse, avoit fini par la faire brûler de la main du bourreau, et par faire ordonner qu'on eût à n'en plus parler, ce qui fut cause que, pendant plusieurs années, on la chanta de plus belle. »

A la manière dont *La Vache à Colas* est citée dans le *Discours sur l'apparition de l'effroyable Tasteur*, il est clair qu'en 1613 la vogue de cette chanson étoit un peu passée. Mais, à moins que M. Fournier, qui nous donne avec plus de précision que L'Estoile l'origine de l'homme à la vache, du « paysan du faubourg de Bourgogne à Orléans, » à moins que M. Fournier n'ait eu connaissance du texte que nous cherchons et que ce texte ne soit tout différent de ce qu'il paraît devoir être, il ne nous semble pas fondé à dire que la chanson de *La Vache à Colas* « sentoit bien fort son huguenot, » ni qu'elle étoit « surtout injurieuse contre le clergé, » ni enfin que ledit clergé « finit par la faire brûler de la main du bourreau » et la fit sup- primer. N'est-ce pas le contraire qui semble résulter, et de l'origine de la chanson, et des diverses circonstances que rapporte L'Estoile? Ne faut-il pas admettre plutôt qu'elle « sentoit bien fort son catholique, » et qu'elle a dû être brûlée et défendue par la police dans un intérêt d'ordre public? En un mot, n'est-ce pas une chanson *anti-huguenote*? — C'est ce que nous verrons bien, si elle vit encore et se retrouve dans quelque ancien re- cueil d'amateur.

Les archives de l'Eglise réformée de la Rochelle. — Que sont-elles devenues?

(Voir t. VI, p. 429.)

Pour résoudre, si nous pouvons y parvenir, la question très digne d'in-

tèrèt que nous avons posée au sujet des Archives de l'Eglise de La Rochelle, nous avons déjà quelques renseignements à produire.

On connaît l'*Histoire du Calvinisme, contenant sa naissance, son progrès, sa décadence et sa fin en France*, publiée à Paris en 1686, in-4^o, par M. Soulier, prêtre, l'un de ceux qui, avec le jésuite Meynier, l'avocat du roi Filleau, le conseiller de présidial Pierre Bernard, et le docteur en théologie Jacques Le Fèvre, se signalèrent, avant et après la révocation de l'Edit de Nantes, par leurs factums et leurs publications plus ou moins historiques contre les protestants. Cet ouvrage est précédé d'un Avertissement dans lequel l'auteur répond à ceux qui, comme Claude Bronsson, dans son *Etat des Réformés en France*, etc. (Cologne 1684), auraient exprimé du doute sur l'authenticité des manuscrits de la collection de Brienne, conservée à la Bibliothèque du roi, qu'il avait cités dans son précédent ouvrage (*Histoire des Edits de pacification*, etc. Paris, 1682, in-18). Il soutient que les pièces contenues dans cette célèbre collection, pour n'être que des copies non signées, n'en sont pas moins dignes de foi. Il fait remarquer qu'on rendait les originaux aux réformés avec la réponse à côté de chacune de leurs demandes, en sorte que les secrétaires d'Etat n'en pouvaient garder que des copies. « Que s'ils prétendent, ajoute-t-il, que M. de Loménie ait
« altéré ou supposé ces pièces, il leur est facile de nous convaincre, puis-
« que ceux de leur parti ont encore les originaux à leur disposition.
« L'Assemblée de Châtellerault, après avoir reçu l'Edit de Nantes, comme
« nous l'avons dit en son lieu, l'envoya dans les Archives de La Rochelle,
« avec toutes les autres pièces et les procès-verbaux qui concernaient le
« général du calvinisme. L'Assemblée de Saumur en usa de même en l'année
« 1601, et Du Plessis-Mornay fut chargé de ce soin. Les assemblées qui fu-
« rent tenues depuis, observèrent le même ordre. Nous trouvons même
« dans le procès-verbal de 1621, qu'il fut nommé des commissaires pour
« mettre tous ces titres en meilleur ordre, et en dresser un inventaire.

« Ces écrivains (dit encore obligeamment Soulier), qui sont en posses-
« sion de débiter tout ce qui leur vient dans la pensée sans aucune ré-
« flexion, diront peut-être que ces originaux furent pillés l'an 1628, lors de
« la prise de La Rochelle : mais il est facile de leur répondre que tous les
« historiens conviennent que les gens de guerre n'y commirent aucun dés-
« ordre, et qu'ils y entrèrent plutôt pour donner du pain aux habitants que
« pour leur causer aucun dommage. A quoi il faut ajouter que ces titres
« étaient encore entre les mains des Anciens du consistoire de La Ro-
« chelle en l'année 1669. Cela est justifié par le procès-verbal qui fut fait
« au mois de février de cette même année, à la requête du consistoire de
« Saumur (le syndic du clergé d'Angers appelé), pour raison d'une copie qui
« fut faite sur l'original du Synode national tenu à Saumur au mois de juin

« de l'an 1596, depuis produite dans l'instance qui était pendante au conseil
 « d'Etat, touchant le temple et l'Académie de Saumur, laquelle est demeurée
 « entre mes mains avec ce procès-verbal.

« Puis donc que ces messieurs ont les originaux entre les mains..... »

Ainsi, d'après les assertions de Soulier, les Archives du Consistoire de La Rochelle auraient encore été intactes en 1669, et aux mains des protestants. Jusqu'à quel point ces assertions sont-elles fondées? Est-il vrai que les Archives aient été respectées en 1628, après la prise de la ville? En tout cas, que seraient-elles devenues à dater de 1669? Étaient-elles encore à l'époque où écrivait Soulier, comme il le suppose, en la possession du Consistoire? Quelle destination auraient-elles reçu lorsque le temple fut condamné à être démoli et l'exercice interdit par l'arrêt du Parlement de Paris du 16 janvier 1683?

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.

LETTRES DIVERSES DE MARTIN LUTHER

A SPALATIN, JEAN LANGE, SYLVIVS EGRANUS, JODOCUS, VENCESLAS LINK,
 STAUPITZ, JÉRÔME DANGERSHEIM, A L'ÉLECTEUR DE SAXE, FRÉDÉRIC,
 AU DOCTEUR ECK, A L'EMPEREUR CHARLES V,
 AU DUC JEAN-FRÉDÉRIC DE SAXE, AU COMTE ALBRECHT DE MANSFELD,
 ETC., ETC.

Traduites en français, pour la première fois, par A. MONTZ.

1^{re} SÉRIE.

1517-1521.

Deux savants allemands, feu M. De Wette, et, après sa mort, M. Seidemann, ont publié, de 1825 à 1836, avec le soin le plus scrupuleux, toutes les lettres de Luther qu'ils ont pu découvrir. Leur collection comprend, en six gros volumes, au delà de deux mille six cents pièces, les unes en latin, les autres en allemand. Bon nombre de ces documents ont passé dans notre langue par les travaux de MM. Michelet (*Mémoires de Luther*), Merle d'Aubigné (*Histoire de la Réformation*), Rauscher (traduction de la *Vie de Luther*, par Ledderhose). Cependant, à côté de cette partie traduite, le recueil en question renferme une multitude de pages non moins intéressantes qui n'ont jamais, que nous sachions, été communiquées au public français.

On en jugera par les extraits suivants que M. A. Müntz, d'Ingwiller, a bien voulu traduire pour la première fois et mettre à notre disposition. La série que nous donnons aujourd'hui est tirée du premier volume du recueil de De Wette, celui des six qui avait été le plus exploité précédemment, peut-être parce qu'il est presque tout entier en latin.

Nous avons cru devoir sans hésiter admettre dans notre cadre ces remarquables fragments de la correspondance du père commun de la Réformation du XVI^e siècle. L'histoire des origines de notre protestantisme français est essentiellement liée à celle de la réforme allemande, et l'on sait qu'en France même, ceux qui se détachèrent les premiers de l'Eglise romaine portèrent pendant longtemps le nom de *Luthériens* ou *Luthérians* (Voir *Bull.*, II, 209, et III, 24, la curieuse délibération du parlement de Paris sur le Luthéranisme, en mars 1525). M. A. Müntz s'est attaché à relever les passages qui présentent à ce point de vue un intérêt spécial. On verra, par la lettre du 13 avril 1519, que dès cette époque Luther était informé de la marche de ses doctrines en France, en Italie, en Espagne, en Angleterre, et prêtait une attention particulière à ce qu'on écrivait de Paris sur l'accueil favorable que beaucoup de gens faisaient à ses livres.

**I. Lettres de Luther antérieures à son séjour à Wartbourg
(1517-1521).**

*A Spalatin, prédicateur de la cour de l'Electeur de Saxe,
à Torgau.*

Wittenberg, novembre 1517.

Je m'étais proposé, mon cher Spalatin, de ne jamais communiquer à personne les *Dialogues d'Erasmus*, parce qu'ils font rire le lecteur aux dépens de choses dont nous devrions gémir profondément devant Dieu : les vices et les misères de l'Eglise du Christ (1). Cependant, puisque tu me demandes cet écrit, je te le transmets avec prière de me le renvoyer quand tu l'auras lu....

A Spalatin.

Wittenberg, 15 février 1518.

. C'est pour glorifier la miséricorde de Dieu, et non pour nous enorgueillir de nos œuvres, que nous devons faire le bien....

(1) Luther avait, par la même raison, désapprouvé aussi le ton frivole des fameuses *Epistolæ virorum obscurorum*, attribuées à Ulrich de Hutten. (Lettres n^{os} 19 et 21, dans le recueil de De Wette.)

Tu me demandes quelle est la vertu des Indulgences; cette question est encore vivement controversée; cependant, je te dirai dès maintenant, à toi et à nos amis, que je ne vois plus dans les Indulgences qu'une déception des âmes. C'est pour combattre les erreurs accréditées à ce sujet, qu'entraîné par l'amour de la vérité, je me suis jeté dans un labyrinthe périlleux de disputes et que j'ai irrité contre moi des centaines de Minotaures et de Rhodomantotaures.

D'ailleurs, ce que mes adversaires eux-mêmes et toute l'Eglise sont obligés d'avouer, c'est qu'assister le prochain nécessairement est une œuvre supérieure à celle d'acheter des Indulgences. N'achète donc pas de celles-ci, aussi longtemps que tu trouveras des pauvres à qui tu puisses donner ce que tu destinais au marchand d'Indulgences. Si tu fais autrement, ce ne sera point ma faute. Je ne doute pas que ce ne soit mériter la colère de Dieu que d'acheter des Indulgences plutôt que de secourir les malheureux. Toutefois, s'il plaît à Dieu, tu verras ceci mieux développé quand j'aurai publié la défense de mes thèses. Je ne puis garder le silence en face de ces gens grossiers qui, dans tous leurs sermons, me dénoncent au peuple comme un hérétique et s'efforcent de déshonorer et de faire passer pour hérétique l'Université même de Wittenberg tout entière. J'ai beaucoup moins de peine à les réfuter qu'à me garder de les mépriser, et de pécher ainsi contre Christ. Ils sont tellement ignorants dans les choses humaines et divines que c'est une honte d'avoir à combattre contre eux: et cette ignorance même leur donne une audace incroyable, un front d'airain..... Cependant, il est une circonstance qui me cause un vif chagrin: ces mauvais disputeurs, et quantité de gens avec eux, se servent maintenant d'une arme nouvelle; ils répandent partout le bruit que toute cette affaire a été commencée à l'instigation de notre prince, par jalousie contre l'archevêque de Magdebourg (1).

(1) Ce qui avait fait prendre la plume à Luther, ce n'était pas non plus la prétendue rancune de ses supérieurs, irrités, dit-on, de n'avoir pas obtenu pour eux-mêmes la vente des indulgences. On a mal compris le mot *jalousie de moines*, *Invidia fratesche*), prononcé par Léon X quand, pour la première fois, lui parvint une accusation contre le théologien de Wittenberg. Le pape entendait par là que ceux qui attaquaient Luther en Allemagne étaient probablement jaloux de son mérite (*che Fra Martino fosse un bellissimo ingegno!*). D'ailleurs, ce n'était pas aux Augustins, comme on le dit communément, mais aux Franciscains, que les frères prêcheurs avaient succédé dans la vente des indulgences. — Luther, dans son commentaire du psaume CXVIII, v. 9, dit: « Lorsque je commençai à écrire « contre les indulgences, le prieur et le sous-prieur de mon couvent vinrent me « trouver tout effrayés, et me demandèrent en grâce de ne rien entreprendre qui « pût faire du tort à notre ordre et réjouir ses ennemis. Je leur répondis: Si « cette œuvre ne vient pas de Dieu, elle tombera d'elle-même; si, au contraire,

Examine ce qu'il faut faire à cet égard et si l'on doit en informer l'Électeur. Je suis extrêmement peiné qu'il soit soupçonné pour ce qui est de mon fait, et je frémis à l'idée d'être une cause de discorde entre des princes si puissants.....

A Jean Lange, prieur des Augustins à Erfurt.

Wittenberg, 21 mars 1518.

. Les prédicateurs d'Indulgences fulminent contre moi dans leurs chaires. Aux invectives, ils ajoutent les menaces. Ils promettent au peuple qu'avant quinze jours ou un mois je serai brûlé... Quant à notre prince, il aime beaucoup les études solides de théologie commencées dans notre Université, et il nous prend vivement sous sa protection, Carlstadt et moi, sans en avoir été prié. Il ne souffrira pas qu'on m'emmène à Rome; mes adversaires le savent, et cela les tourmente fort (1). Tu entendras parler, sans doute, des Propositions de Tetzl qui ont été enlevées ici à celui qui les apportait et brûlées sur la place publique (environ 800 exemplaires)... Ce sont nos étudiants qui ont fait le coup à l'insu du prince, du sénat, du recteur et de tous. J'en suis innocent, et je regrette le tort qu'on a fait à cet homme. Cependant, je le crains, c'est à moi qu'au dehors le fait sera imputé.

A Sylvius Egranus, curé de Zwickau.

Wittenberg, avril 1518.

. Tous deux nous sommes appelés hérétiques et nous avons des ennemis; mais, de même que notre Sauveur Jésus-Christ nous a supportés et nous supporte encore avec douceur malgré nos grands péchés, il nous convient de supporter aussi nos adversaires. Nous ne devons ni désespérer d'eux ni rien présumer de nous-mêmes, puisque nous sommes os de leurs os et chair de leur chair. Adieu.

« elle vient de Dieu, laissez-le faire. » (Voir Gieseler, *Kirchengeschichte*, t. III, partie I, p. 28 à 40.)

(1) Lettre de l'Électeur de Saxe à Erasme, du 14 mai 1519 : « Un grand nombre de gens instruits et respectables, dans notre pays et ailleurs, s'accordent à merveilleusement à faire l'éloge, tant de la vie et des mœurs que de la science du docteur Martin... Je ne veux pas que ceux qui sont dignes de récompense soient punis, et, avec l'aide du Dieu tout-puissant, j'éviterai que, par une faute, un innocent soit livré à ses ennemis impies, qui ne cherchent que leur intérêt. » (*Luth. Opera*, Iena, I, f. 212.)

A Jodocus, professeur de philosophie et de théologie à Erfurt, dont Luther avait été l'élève.

Erfurt, 9 mai 1518.

Salut dans le Seigneur ! J'ai été hier soir chez vous, mon vénérable maître, avec le désir de vous parler et de répondre de vive voix à la lettre que vous m'avez adressée naguère dans des sentiments d'attachement et de sollicitude qui sont au dessus de ce que je mérite. Mais votre domestique m'a dit que vous ne vous portiez pas assez bien pour me recevoir. Je me suis donc retiré, et je viens maintenant répondre par écrit à quelques-uns des points que vous avez touchés.

Je commence par vous remercier de l'affection que vous me témoignez, et je vous prie, par notre Seigneur Jésus, de ne jamais croire que je sois capable de vous attaquer d'un ton mordant et outrageant ; je suis peiné que vous ayez eu de telles pensées. Ce serait vous rendre le mal pour le bien.

. Mais ce que j'avoue en toute simplicité, c'est ceci : je regarde comme impossible une réformation de l'Eglise, à moins que la théologie des Canons et des Décrétales, toute la théologie scolastique, ainsi que l'enseignement actuel de la philosophie et de la logique, ne soient complètement changés et remplacés par d'autres études. Et cette conviction est en moi si forte que je demande chaque jour au Seigneur de hâter l'époque d'un enseignement plus pur de la Bible et des Pères. Vous dites que je ne suis pas logicien ; peut-être avez-vous raison ; mais pour défendre l'opinion que je viens d'émettre, je ne reculerais devant la logique de personne.

. Quant à mes thèses sur les Indulgences, je vous ai écrit, il y a quelque temps, que je suis fâché qu'elles aient été tant répandues. Cela ne s'était jamais vu, et je ne m'y attendais pas. Autrement je me serais exprimé plus clairement, ainsi que je l'ai fait plus tard dans mon traité en langue allemande (1).

Vous dites que ce traité allemand vous déplaît encore plus que les thèses. Mais, je vous en supplie, mon père en Dieu, ne vous déplaît-il

(1) *In sermone vulgari*. Nous avons traduit le mot *sermo* par *traité*, et non pas, comme on fait ordinairement, par *sermon*. Lorsqu'on voulait désigner ce que nous appelons aujourd'hui un sermon, l'on employait le mot technique *concio*. Il y a des livres entiers de Luther intitulés *sermo* (*predigt*), qui ne sont nullement des discours prononcés en chaire.

pas aussi que le pauvre peuple du Christ soit, depuis si longtemps, trompé par les Indulgences? Et ces dispenses sont-elles donc chose si nécessaire qu'on doive, pour elles, exposer les gens à périliter dans la foi et à croire, comme ils le font presque tous, que, par l'achat des Indulgences, ils obtiennent la grâce de Dieu?... (1) Je déclare que je voudrais voir supprimées, dans l'Eglise, toutes ces lettres d'Indulgences. Les Italiens n'en font pas plus de cas que d'un cheveu. Mais elles leur rapportent un gain immense, et c'est uniquement le gain qu'ils cherchent.

. Permettez, du reste, que votre élève vous fasse un aveu. C'est de vous le premier que j'ai appris qu'aux seules Ecritures canoniques est due la soumission pleine et entière de notre intelligence, comme l'enseigne saint Augustin et comme on le voit par saint Paul et par saint Jean. Aussi je ne me range à l'avis des scolastiques qu'autant que leur doctrine est confirmée par l'Ecriture ou par les Pères, et cette méthode, je suis décidé à ne m'en laisser détourner ni par votre autorité, si grande qu'elle soit à mes yeux, ni par celle d'autres personnes.

Voilà, cher maître, mes pensées exprimées à la hâte. Veuillez les accueillir favorablement. S'il vous convient que nous les discussions par lettres, rien ne me sera plus agréable. Je recevrai vos remarques dans des sentiments d'affection qui feront que, même très dures, elles me soient très douces. Epanchez-vous donc sans nulle crainte, dites-moi librement ce que vous avez sur le cœur. Je ne veux ni ne puis ressentir d'amertume pour vous; Dieu et ma conscience m'en sont témoins.

A Staupitz, ancien professeur de Luther, vicaire général des Augustins à Erfurt.

Wittenberg, 30 mai 1518.

Au milieu des conversations que vous aviez autrefois avec moi, révérend père, et par lesquelles le Seigneur Jésus-Christ daignait souvent me consoler d'une manière si merveilleuse, il fut un jour

(1) Malheureusement, on employait un seul et même mot (*ablass*) pour dire : lettre d'indulgence et pardon des péchés. Or, dans les choses religieuses, la confusion des termes amène presque inévitablement celle des idées, lorsque le penchant matérialiste et formaliste de l'homme y trouve son compte. Les paroles allemandes qui signifiaient : *J'ai une lettre d'indulgence*, disaient en même temps : *J'ai le pardon des péchés*.

(je m'en souviens) question du mot *pœnitentia*... Comme par une inspiration divine, vous me dites : « Il n'y a de vraie pénitence que celle qui commence par l'amour de la justice et de Dieu. Ce que d'autres regardent comme la fin et le résultat de la pénitence en est le commencement même et le principe. » Cette parole resta fixée dans mon cœur comme une flèche aiguë....

Plus tard, j'appris que le terme grec traduit dans la Bible latine par *pœnitentia* est le mot *metanoia* (*post-mentatio*), qui exprime qu'on reconnaît son péché et que l'on s'en souvient avec repentir. Ce sens s'accorde si bien avec la théologie de saint Paul que, selon moi, rien peut-être n'explique mieux la pensée de cet apôtre.

Enfin, je m'aperçus que *metanoia* peut se traduire aussi par *trans-mentatio*, et signifie par conséquent la transformation intérieure, la conversion des sentiments et de la volonté, ce qui est tout autre chose que ce que nous entendons vulgairement par *faire pénitence* (1)....

A Spalatin.

Wittenberg, 29 juin 1518.

Dans l'étude de l'Écriture sainte, il faut avant tout la lumière d'en haut et une foi simple. En ouvrant la Bible, nous devons mettre de côté tout attirail scolastique, comme Abraham, allant sur la montagne, laissa dans la plaine ses esclaves et ses troupeaux... Souvent, entre amis, nous nous sommes demandé à quoi nous a servi la longue et pénible étude de la scolastique, et toujours, d'un commun accord, nous avons regretté le grand mal qu'elle nous a fait.

A Venceslas Link, moine augustin de Nuremberg.

Wittenberg, 10 (ou 15) juillet 1518.

. . . . Notre vicaire, Jean Lange, vient de recevoir une lettre du comte Albrecht de Mansfeld, qui l'engage à ne pas me laisser sortir de Wittenberg, vu qu'il y a, dit-il, des gens apostés par quelque grand seigneur pour m'étrangler ou me baptiser à mort (2). Je prévoyais

(1) En effet, là où le Nouveau Testament parle de la conversion du cœur, d'un changement d'esprit et de volonté (*metanoia*), la traduction par *pœnitentiam agere* fait croire qu'il y est question d'une punition, d'exercices gênants ayant vertu expiatoire, ce qui constitue une pensée tout à fait étrangère à l'Évangile.

(2) Locution allemande, pour dire : *me noyer*.

depuis longtemps que ma doctrine, parce qu'elle est celle de l'Ecriture, scandaliserait les pharisiens, qui se croient saints, et paraîtrait une folie aux sages de ce monde. Mais je me regarde comme débiteur de Jésus-Christ, qui m'adresse peut-être à moi aussi cette parole : « Je lui montrerai combien il faut qu'il souffre pour mon nom..... » C'est sa volonté sainte qui m'a imposé la charge de prêcher sa Parole. Aussi, plus on me menace, plus je prends confiance... Je sais que la Parole du Christ est d'une nature telle que pour la porter dans le monde, il faut, avec les apôtres, renoncer à toutes choses et attendre la mort à toute heure. S'il n'en était pas ainsi, ce ne serait plus la Parole du Christ. C'est par le martyre qu'elle nous a été procurée, par le martyre qu'elle a été répandue, et c'est par le martyre qu'elle devra aussi être maintenue à l'avenir. Prie donc le Seigneur Jésus de conserver et d'augmenter cet esprit à son pauvre serviteur, malgré ses péchés.....

A Staupitz, devenu évêque de Salzbourg.

Wittenberg, 1^{er} septembre 1518.

Je remarque dans notre population un ardent désir d'entendre la Parole du Christ. Les jeunes gens même étudient l'Ecriture sainte avec un grand zèle. Tout le monde, dans notre Université, s'applique au grec pour comprendre le Nouveau Testament. Nous attendons aussi un professeur d'hébreu ; l'Electeur songe à nous en donner un.....

. Priez pour moi, de peur que je ne devienne léger et ne me confie trop en moi-même, au milieu des attaques dont je suis l'objet. Veuillez le Seigneur ne point imputer à mes adversaires ce qu'ils font ! Ils ont du zèle pour la religion, je leur rends ce témoignage, mais c'est un zèle sans connaissance. Dieu veuille les éclairer comme il nous en a fait la grâce (1).

A Spalatin.

Wittenberg, 2 septembre 1518.

Salut ! Tu m'écris, cher Spalatin, qu'il y a des gens qui s'efforcent de rendre notre prince odieux au ciel et à la terre. Qu'y a-t-il de sur-

(1) Quinze jours après cette lettre, quand Luther eut été appelé à Augsbourg par la cour de Rome, Staupitz lui écrivit : « Je ne vois pour toi, dans l'avenir,

prenant à cela? Je souhaite de tout mon cœur que ce ne soit pas à cause de moi. Ce que j'ai dit, je le répète : je ne veux pas que notre prince, qui est innocent de toute cette affaire, fasse quelque chose pour défendre mes thèses. Ecrive et agisse contre moi qui voudra. Si l'Electeur peut, sans inconvénient pour lui, empêcher qu'on ne me fasse prisonnier, c'est bien ; sinon, je prends tout le danger sur moi. Si l'on emploie la violence contre moi, du moins je ne ferai pas défaut à la vérité.....

. Je te recommande le plus que je peux notre savant et cher Philippe (1). Il a sa salle toujours remplie d'auditeurs. Quiconque ici s'occupe de théologie est gagné par lui à l'étude du grec.....

A Jérôme Dünkersheim, professeur de théologie à Leipzig.

Wittenberg, février 1519.

. C'est votre manière à vous et à Eek de plier les paroles de la Bible pour les accommoder à celles des Pères, comme si les Pères n'avaient pas désiré nous amener à l'Ecriture plutôt qu'à eux-mêmes! Quant à moi, je suis la méthode contraire ; à l'exemple de saint Augustin, et tout en respectant les docteurs, je cherche à remonter des ruisseaux à la source. C'est ce que saint Bernard aussi se félicitait d'avoir fait.....

A Jean Lange, vicaire des Augustins, à Erfurt.

Wittenberg, 13 avril 1519.

. Frobenius, de Bâle, m'informe que plusieurs de ses amis lui ont écrit de Paris que mes livres ont l'approbation de quantité de gens de cette ville, qu'ils sont lus par les théologiens de la Sorbonne, et qu'ils ont pénétré aussi dans le reste de la France, ainsi qu'en Italie, en Espagne, en Angleterre et dans le Brabant. Je me réjouis que la vérité, quoique exposée avec si peu de science et en style si barbare, trouve des partisans.....

« que la croix. Tu as peu de protecteurs (*patronos*), et plaise à Dieu qu'ils ne se cachent point par crainte des adversaires. J'aimerais que tu quittasses Wittenberg pour quelque temps, et que tu vinsses chez moi (à Salzbourg) ; nous vivrions et mourrions ensemble. (Gieseler, *ibid.*, III, p. 1, page 41.)

(1) On sait que Mélanchthon était d'ordinaire appelé *maître Philippe*, ou simplement *Philippe*.

A Spalatin.

(Sur la Disputation de Leipzig, à laquelle Luther avait été provoqué par le docteur Eck.)

Wittenberg, mai 1519.

. Quand donc Eck pourra-t-il prouver que les Eglises de Constantinople, d'Antioche, d'Alexandrie, etc., aient été soumises à celle de Rome, et lui aient demandé la confirmation de leurs évêques?... C'est nous autres Germains, qui, devenus maîtres de l'empire, avons étendu et fortifié l'autorité des pontifes romains autant que nous avons pu. Aussi, par un juste châtement, avons-nous assez souffert de leur tyrannie et de leur cupidité.....

Aux moines franciscains assemblés à Juterbock.

(Réponse à un écrit qu'ils avaient publié contre Luther.)

Wittenberg, 15 mai 1519.

. Quant à la question de l'autorité du pape, vous ignorez ce qui est de droit *divin* et de droit *humain*. De droit divin (comme saint Jérôme le prouve dans un grand nombre de passages), tous les apôtres sont égaux, tous les évêques sont égaux. Saint Jérôme ajoute même que le *presbyter* et le *episcopus* sont égaux de droit divin. Que ferez-vous à cela ? Brûlerez-vous saint Jérôme ? Lui aussi a-t-il « déchiré la robe sans couture ? » Lisez ce qu'il dit dans sa lettre à Evagre, dans ses commentaires sur les épîtres de saint Paul à Tite et aux Ephésiens, et vous verrez combien vous avez été légers et téméraires.....

A Spalatin.

(Luther rend compte de la fameuse Disputation de Leipzig.)

Wittenberg, 20 juillet 1519.

. La semaine suivante, Eck s'acharna sur la question de la primauté du pontife romain. Il mit en avant des passages de la Bible et des Pères. Tu verras dans quelques jours ce que je lui ai répondu. Se sentant vaincu, il se rejeta soudain, de toutes ses forces, sur le concile de Constance, qui a condamné l'article de Jean Huss relatif à l'origine humaine de la papauté. C'est alors qu'il aurait fallu le voir triompher sur son théâtre, jetant des flatteries à l'assemblée, me nommant Bohémien, hérétique et patron des Bohémiens. C'est un

déclamateur impudent ; il savait bien que ces appellations irriteraient contre moi ceux de Leipzig plus que le fond même de la discussion.

. Quand ces disputeurs scolastiques ouvrent la Bible et les Pères, ce n'est pas avec recueillement, pour s'instruire, mais pour y trouver de quoi faire la controverse.....

A Spalatin.

(Sur le même sujet.)

Wittenberg, 15 août 1519.

. Si je ne savais que c'est là une punition due à mes péchés, je m'indignerais de me voir obligé de consacrer ainsi tout mon temps à des questions stériles sur les Indulgences, sur la suprématie du siège de Rome, sur ses prérogatives, etc., toutes questions qui ne servent pas au salut, et qui me détournent de travaux beaucoup plus utiles à notre siècle (1).....

Eck a cherché à faire naître de la jalousie entre notre Philippe (Mélanchthon) et moi. Il l'a appelé *grammairien*. Mais je ne connais pas de théologien dont le jugement ait plus d'autorité pour moi que celui de ce petit Philippe. J'y attache plus de prix qu'à l'approbation de mille docteurs Eck. Et quoique j'aie à peu près les mêmes titres que ce docteur si fier, je ne rougis cependant pas d'abandonner mon opinion, quand elle est contredite par notre *grammairien*. Je l'ai fait souvent, et je le fais encore chaque jour, parce que je reconnais le don divin et béni que le Seigneur a mis dans ce vase chétif dédaigné par Eck. Ce n'est point Philippe que je célèbre, il est une créature de Dieu et rien par lui-même ; mais je vénère en lui la grâce que mon Dieu lui a faite (2).....

(1) On voit clairement par ce passage, comme par beaucoup d'autres, que la pensée qui préoccupait Luther n'était nullement de renverser la hiérarchie papale, mais de rendre aux âmes la nourriture de la doctrine évangélique. Il s'implémentait de ne pas avoir le temps d'écrire des livres d'édification.

« Je n'ai jamais eu en vue de me séparer du siège de Rome, dit-il dans une lettre à Spalatin, du 5 mars 1519 ; qu'on l'appelle, qu'il soit même le souverain de toute la terre, je ne dis rien contre. Que m'importe?... Ce que j'écris, « je l'écris pour défendre ma foi en Christ. Nous ne demandons à Rome que de « nous laisser enseigner purement la doctrine de l'Evangile. »

(2) L'affection entre Luther et Mélanchthon était réciproque. « Nous regrettons « ici notre père Martin, écrit Mélanchthon à Spalatin, le 11 juin 1521. O jour « heureux pour moi, quand je pourrai de nouveau le presser sur mon cœur ! »

A l'Electeur de Saxe, Frédéric le Sage.

(Sur le même sujet.)

Wittenberg, 18 août 1519.

. Si la primauté du pape était de droit divin, toute l'Eglise grecque, et tant de lumières de la chrétienté, même les Basile, les Grégoire de Naziance, les Athanase, les Chrysostome, etc., seraient damnés, car ils ont gouverné les Eglises sans être institués par le siège de Rome et sans prendre ses ordres....

A Constance, on a rendu des décisions contradictoires en statuant : 1^o que le pape est, de droit divin, le chef de toute l'Eglise, et 2^o que le concile est au-dessus du pape. Dans le second cas, c'est le concile et non le pontife qui jouit de la souveraineté réelle et qui tient véritablement la place de Jésus-Christ. Dans le premier, c'est-à-dire si le siège de Rome est le maître de toutes les Eglises, il l'est aussi du synode, qui ne fait que les représenter. C'est ce que le concile de Latran a établi en dernier lieu, contrairement aux décrets de Constance, et en abolissant le synode de Bâle. A quoi donc s'arrêter au milieu de ces conflits? Où est la vérité? Puis ils nous disent que tout cela est l'œuvre du Saint-Esprit, que tout cela est de droit divin, et nous appellent tantôt chrétiens, tantôt hérétiques, selon leur caprice!..... Un laïque qui se fonde sur l'Ecriture peut avoir raison contre le pape et le concile, quand ceux-ci se placent en dehors du livre de Dieu....

A Spalatin.

Wittenberg, 19 août 1519.

. Je remarque avec douleur qu'à la longue les cérémonies du culte trop multipliées rendent les esprits indifférents, arides et impropres aux sentiments de la vraie piété intérieure. Satisfaits d'avoir murmuré un grand nombre de paroles, et d'avoir ainsi passé quelques heures à l'église, les gens s'en retournent chez eux, croyant avoir gagné leur salut par ces pratiques matérielles, rarement pénétrés de l'Evangile, et plus rarement encore se connaissant eux-mêmes....

Une seule chose élève ou abaisse l'Eglise; c'est la connaissance ou l'ignorance de l'Ecriture sainte....

*A Pierre Lupin Radhémius et à André Carlstadt, professeur à
Wittenberg.*

Wittenberg, septembre 1519.

. Dans notre siècle, nous avons vu confirmer certains conciles, réprouver certains autres, la théologie livrée à de vaines disputes et toutes choses se confondre tellement qu'il ne nous est resté presque rien d'assuré. De plus, on a vu clair comme le jour qu'une multitude de décrétales sont en contradiction avec l'Evangile. La nécessité même nous a donc forcés à nous réfugier sur le rocher seul inébranlable de l'Ecriture divine et à y chercher notre salut.....

La vraie Eglise du Christ est de nature céleste ; elle n'est liée ni à la très puissante Rome, ni à la très sainte Jérusalem, ni à aucun autre lieu de la terre. Elle adore le Père en esprit et en vérité (1).....

A Staupitz.

Wittenberg, 3 octobre 1519.

. Vous avez vu les thèses hardies, mais très vraies, de notre Philippe. Il a répondu d'une façon qu'on peut appeler merveilleuse. Avec le secours du Christ, ce jeune homme vaudra, à lui seul, toute une phalange de docteurs Martins (2). Ce sera un ennemi redoutable de Satan et de la théologie scolastique. Il connaît à la fois les billevesées de nos adversaires et le rocher qui est Christ. Voilà pourquoi il sera puissant. Amen !

D'après les lettres que nous avons reçues de la France, Erasme a exprimé la crainte de me voir périr victime de ma droiture (3). L'évêque de Brandebourg, de son côté, doit avoir dit, en jetant un morceau de bois dans le feu, qu'il n'aura pas de repos qu'il ne m'ait vu brûler comme ce tison.

. J'ai été extrêmement triste aujourd'hui en pensant à vous ; je vous avais vu en rêve m'abandonnant et pleurant à chaudes larmes ; mais ensuite vous me faisiez un signe de la main et vous

(1) Dans les *Articles de Smalkalde*, rédigés en 1537, Luther dit : « L'Eglise « de Jésus-Christ, ce sont les âmes croyantes et saintes, les brebis qui suivent la « voix du bon Berger. »

(2) C'est-à-dire toute une phalange de docteurs Luthers.

(3) *Timeo Martinum perire probitate suâ.*

disiez : « Sois tranquille, je reviendrai. » Adieu, priez pour le pauvre frère Martin.

Au docteur Eck, professeur de théologie à Ingolstadt (l'adversaire passionné de Luther).

Wittenberg, novembre 1519.

. Avant la discussion publique que vous avez eue avec moi à Leipzig, des hommes de la plus grande autorité m'avaient dit : « Prenez garde, Luther, écoutez ceux qui parlent d'expérience. Cet homme n'est que feinte et artifice. » Je ne voulais pas les en croire, je n'en croyais pas même mes sens, quoiqu'une lettre d'Erasme et l'Apologie d'Ulrich Gazius vous eussent représenté sous les mêmes couleurs ; tant je m'obstinais à garder de vous une bonne opinion. Mais à présent vous vous êtes dévoilé à la face du monde comme le plus odieux dissimulateur... Ne savez-vous pas que Jésus-Christ ne détestait rien tant que l'hypocrisie, tandis qu'il accueillait avec bonté les pécheurs manifestes et les publicains qui se repentaient ? Et en effet, Lui, la Vérité même, que haïssait-il, si ce n'est les ennemis de la vérité, les hypocrites ?....

A Jean Lange, vicaire des Augustins, à Erfurt.

Wittenberg, 18 décembre 1519.

. Je regrette de ne pouvoir envoyer tous mes moines aux leçons théologiques sur saint Matthieu que Philippe fait à six heures du matin. Ce petit Grec (*Græculus*) me surpasse déjà en tout, même dans la théologie proprement dite (1).

Charles de Miltitz intrigue constamment, tantôt à Forgau, tantôt ailleurs, pour obtenir l'autorisation de m'emmener à Trèves ; mes adversaires craignent que ma perte ne soit différée ; les évêques écrivent au pape contre moi. Je ne sais encore ce qui arrivera : peut-être irai-je à Trèves avec un sauf-conduit....

A Spalatin.

Wittenberg, 14 janvier 1520.

Salut ! Je me réjouis extrêmement et je rends grâces à Dieu, cher

(1) On sait que Mélanchthon était laïque, et qu'il n'eut jamais d'autre titre que celui de *maître ès arts libéraux*.

Spalatin, de voir la cause de l'Evangile prospérer tellement, que déjà mes adversaires, désespérant en quelque sorte de vaincre la doctrine que je professe, s'attaquent à ma personne et à ma parenté (1). Ils m'en veulent, et, après tout, je ne demanderais pas mieux moi-même (*quantum in me est*) d'être délivré de la charge d'enseigner. Mais s'il faut rester dans ces fonctions, je ne comprends pas, cher Spalatin, comment vous autres puissiez me conseiller de faire mes cours de théologie sans blesser les pontifes. C'est impossible. L'Ecriture tonne contre l'abus des choses sacrées, et les pontifes ne souffriront pas qu'on enseigne dans ce sens... Remettons-nous humblement entre les mains de Dieu et prenons confiance. Que pourront faire mes ennemis? Me tuer? Mais me ressusciteront-ils pour me tuer une seconde fois? Me flétrir du nom d'hérétique? Mais le Christ fut mis au rang des séducteurs, des criminels, des hommes maudits. Si je considère sa Passion, je m'indigne (*mire uror*) que l'épreuve à laquelle je suis soumis, paraisse une très grande chose à tant de gens éminents; car, en vérité, elle n'est rien. Cela prouve que nous avons tout à fait perdu l'habitude des souffrances de la vie chrétienne.

A l'empereur Charles V.

Wittenberg, 15 janvier 1520.

Au sérénissime prince et seigneur Charles V, empereur des Romains, roi d'Espagne, etc., grâce et paix en notre Seigneur Jésus-Christ!

On peut s'étonner avec raison que j'ose adresser une lettre à Votre Sérénissime Majesté, très excellent empereur Charles. En effet, un homme de rien, de la plus infime origine, entreprend de faire des exhortations au roi des rois et au souverain des puissants de la terre. On s'en étonnera moins toutefois si, envisageant la grandeur de la cause qui est en jeu, l'on demeure convaincu qu'il s'agit de la vérité évangélique : de cette vérité qui émane du trône de la Majesté céleste, et ne peut, par conséquent, être jugée indigne de paraître devant un prince d'ici-bas. De plus, il sied aux souverains terrestres d'imiter le Maître divin dont ils sont les images, en regardant d'un œil bienveillant ce qui est humble, et en relevant le faible auquel on

(1) On avait fait imprimer que Luther était né en Bohême, de parents bohémiens.

fait injure. Je viens, pauvre et chétif, me jeter aux pieds de Votre Impériale Majesté, très indigne de votre attention par moi-même, mais défendant une cause qui en est très digne.

J'ai publié quelques écrits qui m'ont attiré l'inimitié d'un grand nombre de personnages puissants. Et cependant deux circonstances auraient dû me garantir de cette haine. La première, c'est que je n'ai occupé de moi le public que bien malgré moi, entraîné par mes adversaires et ne désirant rien plus vivement que de rester ignoré dans mon humble retraite. La seconde, c'est que, selon le témoignage de ma conscience et des hommes les plus respectables, je n'ai cherché qu'à faire prévaloir, sur des opinions superstitieuses et sur des traditions humaines, la pure vérité évangélique, pour l'amour de laquelle je souffre maintenant, depuis bientôt trois ans, des outrages et des dangers continuels. En vain, durant ce temps, je sollicite l'oubli, j'offre le silence, je propose des conditions de paix, je demande qu'on veuille bien m'éclairer si je suis dans l'erreur : on ne poursuit qu'un but, on ne s'attache qu'à me perdre et à opprimer l'Evangile.

Après toutes ces tentatives infructueuses, j'ai enfin résolu, à l'exemple de saint Athanase, d'invoquer Votre Majesté Impériale, dans l'espoir que peut-être le Seigneur daignera, par elle, venir en aide à sa cause. C'est pourquoi, très illustre Charles, je vous supplie à genoux : veuillez recevoir sous l'ombre de vos ailes, non pas ma personne, mais la cause même de la justice et de la vérité, pour la défense de laquelle notre Seigneur Jésus-Christ vous a confié le sceptre de tant de royaumes. Quant à ma personne, je vous prie de la protéger uniquement jusqu'à ce que, ayant rendu raison de ma foi, j'aie triomphé ou succombé dans l'examen que je sollicite. Je ne veux pas être défendu, si l'on parvient à me convaincre d'impiété ou d'hérésie. Je ne demande qu'une chose : que ma doctrine, vraie ou fausse, ne soit pas condamnée sans qu'on m'ait entendu et réfuté.

Ce sera un jour l'honneur de votre règne et la gloire la plus pure de votre époque de n'avoir pas souffert que l'impie foulât aux pieds et fit périr un plus juste que lui, ni que l'homme qui avait raison fût proscrit et persécuté. J'espère et je me confie en Votre Majesté sacrée, que je prie le Seigneur Jésus-Christ de fortifier et de nous conserver pour la gloire éternelle de son Evangile. Ainsi soit-il !

De Votre Sérénissime Majesté le dévoué serviteur,

MARTIN LUTHER.

A Spalatin.

Wittenberg, février 1520.

Salut ! Je t'envoie quelques feuilles de mon Commentaire sur les évangiles et les épîtres. Elles se ressentent des nombreuses occupations qui m'accablent. Ce travail aurait demandé à lui seul tout mon temps, et je regrette presque de l'avoir commencé.

Après avoir consulté mes amis, je trouve que, dans l'état actuel des esprits, je ne saurais en conscience me taire pendant qu'Eck remplit le monde de ses clameurs. C'est constamment par force que mes adversaires m'ont poussé à écrire contre eux. Après avoir tant de fois, et toujours inutilement, cherché le moyen de garder le silence sans nuire aux intérêts de la vérité, il faut que désormais je suive l'impulsion de Dieu et que j'abandonne ma barque aux vents et aux flots. Je ne peux faire qu'une chose : implorer la miséricorde de Dieu, car je prévois une tempête terrible, à moins qu'il ne fasse échouer les desseins perfides dont Satan me menace. Que veux-tu ? La Parole de Vérité n'a jamais pu avancer sans trouble, sans tumulte, sans danger. C'est une parole d'une majesté infinie, et quand elle agit, elle opère de grandes choses. Il faut, de nos jours, désespérer de conserver le repos et la paix, ou renier la Parole. C'est le combat du Seigneur, lequel n'est pas venu, il l'a dit lui-même, « apporter la paix » (1). Renonce donc à la pensée de voir le règne de Jésus-Christ s'étendre doucement et de manière que tout reste tranquille. N'a-t-il pas lui-même combattu jusqu'au sang, et, après lui, tous les martyrs ? Sans m'en douter, j'ai cru et enseigné jusqu'à présent la doctrine de Jean Huss ; Staupitz de même ; en un mot, nous sommes tous hussites sans le savoir. Saint Paul et saint Augustin sont véritablement hussites. Regarde où nous en sommes venus sans cependant être conduits par le docteur de Bohême ? Pour moi, saisi de stupeur, je ne sais que penser en voyant les jugements terribles de Dieu sur les hommes, en considérant qu'on a brûlé comme hérésie, il y a cent ans, la pure vérité évangélique, et qu'il n'est pas permis de le dire. Malheureux monde ! Adieu.

(1) L'Evangile, quand il est annoncé avec force, trouble le vieil homme, divise ceux qui l'entendent (les uns l'admettant, les autres le repoussant), et suscite les efforts de ses adversaires.

A Spalatin.

Wittenberg, 12 et 13 février 1520.

Salut ! Je t'envoie une lettre du frère Bucer (1). Ce jeune homme paraît être le seul de tout son ordre qui ait de la sincérité ; il fait naître les plus belles espérances ; à Heidelberg, il a écouté mes paroles avec avidité et m'a parlé à cœur ouvert. Je le crois digne d'amitié et de confiance.

. Quant à l'affaire de la veuve Landmann (2), il est vrai qu'elle n'a jamais eu ni tuteur, ni curateur, et qu'elle a donné sa maison à l'Eglise, par l'effet de sa seule volonté. J'en ai longuement parlé au prieur des chanoines, mais celui-ci est tellement noyé dans sa jurisprudence qu'il m'a répondu : « Ce qui a été donné à Dieu ne peut-être rendu, quand même le donateur serait réduit à mendier jusqu'à la fin de ses jours ou à mourir de faim. » Puis il m'a renvoyé à Jésus-Christ pour lui demander à lui-même de rendre cette maison. « Et pourquoi, ai-je répliqué, si vous pouvez accepter des dons à la place du Christ, ne pouvez-vous pas également les restituer en son nom ? » Mais il en revint toujours à dire que l'homme ne peut rendre ce qui a été donné à Dieu. L'Evangile ne pénètre pas dans ces têtes remplies d'absurdités. Le Seigneur ne nous montre-t-il pas, dans tous ses discours, comment il faut agir envers le prochain dans de pareilles circonstances, surtout quand il y a besoin pressant ?
Vale et ora pro me.

A Spalatin.

Wittenberg, 25 mars 1520.

. On m'a plusieurs fois engagé à dédier un de mes écrits au prince Jean (3), à son fils ou à son épouse ; mais, craignant que ces personnes ne cherchent en cela une vaine satisfaction d'amour-

(1) Martin Bucer (ou plutôt Butzer), natif de Schlestadt, en Alsace, jenne dominicain, plus tard réformateur très actif.

(2) Cette personne, après avoir fait donation de sa maison aux chanoines de Wittenberg, voulait révoquer cet acte, parce qu'elle était devenue pauvre. Les chanoines formèrent opposition. Le 25 décembre 1519, Luther avait déjà écrit à ce sujet à Spalatin : « Je t'avais attendu pour te parler, entre autres choses, des plaintes répétées de la veuve Landmann. Je crains que la voix de cette opprimée ne monte au ciel ; elle se lamente d'être réduite presque à demander l'aumône. » (Lettre au même, du 19 novembre 1519.)

(3) Frère et successeur de l'électeur de Saxe, Frédéric le Sage.

propre, et ne voulant pas que l'Ecriture sainte serve à honorer un autre nom que celui de Dieu, je ne me suis pas encore rendu à ces invitations. Dis-moi ce que tu en penses....

A Spalatin.

Wittenberg, 9 juillet 1520.

J'ai lu en silence, cher Spalatin, cette lettre de Rome. Quelle douleur de voir tant d'inintelligence et d'impiété au faite de l'Eglise !

. Prenne ma place qui voudra, brûle mes écrits qui voudra. Que puis-je offrir de plus, je te le demande ? Mais, je te le répète, aussi longtemps qu'on ne me permettra pas de cesser d'enseigner et de prêcher, je remplirai ces fonctions avec liberté. Je suis chargé d'assez de péchés pour ne pas vouloir y ajouter le péché irrémissible de trahir mon ministère, de garder, en y demeurant, un silence sacrilège, et de négliger le salut de tant de milliers d'âmes qui me sont confiées....

A Spalatin.

Wittenberg, 4 novembre 1520.

. J'ai renoncé, cher Spalatin, à l'espérance de voir les princes et les pontifes de ce siècle devenir les promoteurs de la Parole divine ; ils sont poussés plutôt à se liguier *contre* le Seigneur. Si je m'adresse encore à eux, c'est uniquement pour éviter qu'ils ne se chargent du péché de renier l'Evangile. J'ai de la compassion pour ceux qui, ayant reconnu la vérité, sont maintenant en danger de mentir à leur conscience et d'encourir la perdition éternelle. Prions le Seigneur de fortifier les timides.

C'est sans doute une chose dure que de se déclarer en dissentiment avec tous les évêques et princes ; mais il n'y a plus d'autre issue pour éviter la colère divine et l'enfer. Examine d'ailleurs si ceux que mon âpreté blesse si fort ne sont pas des gens livrés à des pensées mondaines et peu soucieux du triomphe de la Parole de Dieu. Si quelqu'un sentait la grandeur de la cause qui est en jeu, il ne faudrait pas s'étonner de le voir éclater ouvertement....

A Spalatin.

Wittenberg, 21 décembre 1520.

. Prions le Seigneur d'empêcher que notre jeune empe-

reur n'aille inaugurer son règne en versant mon sang ou celui d'un autre pour soutenir l'impiété. J'aimerais mieux (comme je l'ai souvent dit) périr de la main des romanistes seuls, afin que l'empereur ne fût pas enveloppé dans leur cause. Je pense aux malheurs qui poursuivirent Sigismond depuis qu'il eut consenti au supplice de Jean Huss..... Si cependant il faut qu'à mon tour je sois livré non-seulement aux prêtres, mais aussi aux puissances séculières, que la volonté de Dieu soit faite ! Amen.

A Spalatin.

16 janvier 1521.

. Tu vois ce que Hutten désire. Mais je ne voudrais pas que l'on combattit pour l'Evangile les armes à la main. (*Nollem vi et cæde pro Evangelio certari*). J'ai écrit à Hutten dans ce sens. C'est par la Parole que le monde a été vaincu, par la Parole que l'Eglise a été sauvée, par la Parole qu'elle sera relevée. L'Antechrist, qui a commencé, lui aussi, sans violence matérielle, sera terrassé de même, par la seule Parole.....

A Venceslas Link.

Wittenberg, 21 janvier 1521.

. J'ai été extrêmement surpris du conseil que tu me donnes de publier un écrit pour protester que je n'ai jamais attaqué l'autorité civile. Mes livres, sans exception, ne le prouvent-ils pas de la façon la plus évidente ? J'aurais beau me répéter à ce sujet, cela ne fermerait pas la bouche à tout le monde, puisque tant de gens (*plurimi*) observent la défense qu'on leur a faite de ne rien lire qui vienne de moi (1).

A Venceslas Link.

Wittenberg, fin de janvier,
ou commencement de février.

. Nous attendons chaque jour des nouvelles de Worms. Les papistes ne désirent pas que j'y vienne ; ils voudraient que je

(1) En 1528, trois ans après l'insurrection des paysans, le duc George de Saxe, resté catholique, dans une lettre adressée au landgrave de Hesse, imputait cette révolte au luthéranisme. Le landgrave lui répondit : « Vous dites que « l'insurrection provenait des luthériens. C'est ce que je nie. On ne pourra jamais « le prouver. Au contraire, on sait bien quelles ont été les causes de cette ré-
« volte. Je n'ai pas eu à punir du glaive un seul luthérien, mais uniquement

fusse condamné et mis à mort sans autre forme de procès. Spalatin écrit qu'Alexandre (le légat du pape à Worms) a osé dire : « Quand même, vous autres Allemands, parviendriez à vous soustraire à la domination du souverain pontife, nous ferions en sorte que vous périssiez par les guerres civiles. » J'ai toujours pensé qu'on a de tels sentiments à Rome. Vois comme le souverain pontife paît les brebis du Christ ! Adieu.

A Staupitz.

Wittenberg, 9 février 1521.

. Ce n'est pas le moment de se taire ; il faut crier sur les toits, puisque notre Seigneur Jésus-Christ est condamné, blasphémé, brûlé. Autant vous m'exhortez à baisser la tête, autant je vous exhorte vous-même à lever la vôtre plus haut. Vous êtes trop soumis et moi je suis trop altier (*nimia superbia*).

Cependant la situation est grave. Si, dans le passé, l'on a dû s'humilier et se taire, aujourd'hui que notre Sauveur, qui s'est donné pour nous, est blasphémé dans le monde, je vous en conjure, ne lutterons-nous point pour lui ? N'exposerons-nous point nos têtes ? Mon père, le danger que courent nos âmes est plus grand que bien des gens ne le croient. *Celui qui m'aura confessé devant les hommes, dit notre Seigneur, je le confesserai aussi devant mon Père céleste ; celui qui aura eu honte de moi, j'aurai aussi honte de lui.*

Que l'on m'appelle orgueilleux, avare, adultère, homicide, anti-papal, tout ce qu'on voudra, peu m'importe, pourvu qu'on ne puisse me reprocher un silence impie.....

A Spalatin.

Wittenberg, 27 février 1521.

. A Mersebourg et à Meissen, on brûle des charretées entières de mes livres. O aveuglement de ces saints hommes !... Erasme m'a écrit, il y a quelques jours, qu'il n'y a rien à espérer de l'empe-

« des malfaiteurs, qui n'étaient pas attachés aux doctrines de Luther. On n'a, du reste, qu'à lire les ouvrages de cet homme que vous accusez tant. Ce que vous appelez l'Evangile de Luther n'enseigne pas la guerre contre le pouvoir civil, mais la paix et l'obéissance. Aussi, parmi les populations qui avaient été instruites dans cet Evangile, la révolte prit-elle beaucoup moins de développement que dans les pays qui ne le connaissaient point. » (Gieseler, *Kirchengeschichte*, III, part. I, p. 217.)

reur Charles, assiégé qu'il est de sophistes et de papistes. Le Seigneur, le seul auteur de sa Parole, veut aussi en être le seul protecteur... Nos adversaires retardent le moment de faire éclater toute leur fureur ; ils craignent de provoquer quelque sédition bohémienne contre les prêtres. Moi, j'en serai innocent, puisque j'ai engagé la noblesse allemande à mettre des bornes aux abus des romanistes, non par le fer, mais par des décrets et des lois (ce qu'elle pourrait faire aisément). Assaillir la troupe débile du clergé (*imbellem vulgum cleri*), équivaldrait à une guerre contre des femmes ou des enfants...

Au duc Jean-Frédéric de Saxe.

(En lui dédiant un commentaire du *Magnificat*.)

Wittenberg, 10 mars 1521.

. La conduite d'un simple particulier ne fait ordinairement du bien ou du mal qu'à lui-même ou à un petit nombre de personnes. Mais les actions des puissants de la terre influent sur le sort de peuples entiers. C'est pourquoi l'Ecriture appelle les princes pieux des anges de Dieu, et les princes mauvais des lions, des dragons, des bêtes malfaisantes.

Le cœur de l'homme est, par sa nature, disposé à s'enorgueillir. Ce danger de l'orgueil et de la témérité est particulièrement grand pour ceux qui sont entourés de puissance, de richesse et d'honneurs. Aisément ils se laissent entraîner à oublier Dieu et à perdre de vue leurs devoirs envers leurs sujets. Aveuglés par une fausse sécurité parce qu'ils peuvent faire le mal impunément, ils risquent de devenir le jouet de leurs convoitises. Et qu'est-ce qu'un prince qui se laisse glisser sur cette pente ? De nom, c'est un seigneur ; de fait, il devient un monstre. Puis donc que les gouvernants n'ont pas à craindre d'être réprimés par les hommes, il est d'autant plus important qu'ils craignent Dieu, qu'ils connaissent sa Parole et qu'ils agissent consciencieusement.

Or, dans toute l'Ecriture, je ne vois rien de plus propre à rappeler ces vérités aux princes que le saint *Magnificat* de la bienheureuse Mère de Dieu. Dans les termes les plus touchants, elle y célèbre la grandeur de Dieu et les pensées qu'il a sur les puissants comme sur les faibles. Que d'autres prennent plaisir à entendre des femmes légères chanter des chansons profanes : un prince et seigneur doit

écouter cette chaste Vierge qui chante un cantique spirituel, pur et saint.....

A Venceslas Linck.

Wittenberg, 1^{er} avril 1521.

. Votre thomiste (1) m'accorde bien que l'amour doit précéder la haine du péché, mais il entend par là (au lieu de l'amour de la justice) *l'amour de soi-même* qui porte l'homme à haïr le péché, uniquement par crainte de l'enfer ! Ne voit-il donc pas, cet écrivain leur insensé, que c'est là un amour égoïste, mercenaire, et précisément ce que l'Ecriture combat ! Mais voilà comme ils sont, ces gens qui ne parlent que de contrition, de confession et de satisfaction. C'est de la source même du mal, de l'égoïsme, qu'ils font découler ce qu'ils appellent la vertu et la haine du péché !!! O thomistes, ô romanistes ! frappés d'un aveuglement déplorable !...

A l'Empereur Charles-Quint (2).

(Après la fameuse diète de Worms.)

Friedberg, 28 avril 1521.

Grâce et paix en Christ, notre Seigneur.

Sérénissime Empereur ! lorsque appelé à Worms par votre sauf-conduit public, je comparus en toute humilité devant Votre Majesté et devant les Etats de l'Empire, Votre Majesté me fit demander d'abord si je reconnaissais miens les écrits publiés sous mon nom, et si j'entendais désavouer ce qu'ils enseignent ou y persister. Je reconnus être l'auteur de ces écrits, à moins, ajoutai-je, qu'un ennemi n'eût introduit des altérations dans les exemplaires placés devant moi. Ensuite, je déclarai qu'ayant appuyé de passages clairs et formels de l'Ecriture sainte la doctrine exposée dans ces livres, je ne pouvais en conscience m'en dédire. En même temps, je priai Votre Majesté de ne point permettre que je fusse poussé de la sorte, mais d'ordonner que mes livres fussent examinés et qu'on démontrât par l'Evangile et par les prophètes les erreurs qu'on prétendait y trou-

(1) Ambroise Catharinus, de Nuremberg, qui avait publié un livre contre Luther.

(2) Le même jour, Luther adressa une lettre toute semblable aux *Electeurs, Princes et Etats de l'empire*.

ver. J'offris d'être le premier à fouler aux pieds et à brûler mes écrits, si cette preuve était fournie.

Après cela, on me somma de répondre catégoriquement si j'entendais, oui ou non, me rétracter. Je répondis de nouveau, avec respect, que ma conscience étant enchaînée par les passages de l'Écriture sainte cités dans mes livres, je ne pouvais aucunement me rétracter, à moins qu'on ne m'eût convaincu d'erreur. Plus tard, quelques électeurs et princes me demandèrent de soumettre mes livres au jugement de Votre Majesté et des États de l'Empire. J'y consentis sous la réserve que l'on me convaincrerait par l'Écriture sainte ou par d'autres raisons-évidentes. On me fit la même proposition quant à un concile universel, mais je répondis que ce serait également à condition qu'on n'y décidât rien qui fût contraire à l'Évangile. Ce fut là le pivot sur lequel roula toute la discussion.

En effet, Dieu qui scrute les cœurs, m'est témoin que je suis aussi disposé qu'il se peut à obéir à Votre Majesté, fût-ce au prix de mon sang et de mon honneur terrestre. Je n'excepte qu'une chose : la Parole de Dieu, qui est la vie de notre âme. Etant au-dessus de tout, cette Parole doit nécessairement rester libre et n'être soumise à quoi que ce soit, comme l'enseigne saint Paul. Il n'est point permis de mettre au-dessus d'elle des décisions d'hommes, quelque considérables qu'ils soient par leur puissance, leur nombre, leur science ou leur sainteté.

C'est pourquoi saint Paul dit (Gal. I, 8) : « *Si quelqu'un vous annonce un autre Évangile que celui que nous vous avons annoncé, quand ce serait nous-même ou un ange du ciel, qu'il soit anathème...* »

Au comte Albrecht de Mansfeld.

(Récit des conférences qu'on avait eues avec Luther à Worms, en dehors de l'assemblée de la Diète.)

Eisenach, 3 mai 1521.

. Je répondis que je n'avais jamais enseigné à désobéir aux gouvernements, qu'ils fussent bons ou mauvais. Ce n'est pas non plus, dis-je, au sujet de leur vie et de leur conduite que j'attaque le pape et les évêques, mais au sujet de leur doctrine erronée; car en cette matière l'obéissance n'est plus commandée. Puis, je citai un article condamné injustement à Constance, savoir : *que les élus sont*

la sainte Eglise universelle. Je soutins que cette proposition est même un article de foi. Quant au scandale qu'ils disaient résulter de mes enseignements, je répondis que la Parole de Dieu scandalise en tout temps les puissants, les sages de ce monde et les saints imaginaires, que Jésus-Christ est appelé un *signe auquel on contredira*, et que la charité n'exige pas de céder en ce qui est du domaine de l'Evangile et de la foi.

Comme ces conférences ne menaient à aucun résultat, l'archevêque de Trèves me fit encore venir chez lui en particulier avec un petit nombre de personnes choisies. On chercha à m'entreprendre de toutes manières. Mais je répondis que le Pape n'est pas juge infaillible dans ce qui regarde l'Ecriture sainte et la foi, que chaque chrétien doit examiner lui-même ce que Dieu a enseigné dans sa Parole, puisqu'il sera jugé un jour d'après cette Parole (1), et qu'il y va de son salut éternel. J'ajoutai que l'Evangile et la foi sont la propriété commune de tous les membres de l'Eglise, et je citai à l'appui les paroles de saint Paul (1 Corinth. XIV, 30) : *Revelatum assidenti si fuerit, prior taceat*. Comme ils ne pouvaient renverser mes preuves, nous nous séparâmes (2)...

(La suite au prochain cahier.)

LETTRE INÉDITE DE FRANÇOIS D'ANDELOT

A CATHERINE DE MÉDICIS.

1568.

M. Eug. Haag nous communique cette lettre inédite et importante du frère de l'amiral Coligny, d'après une copie du temps conservée aux manu-

(1) Saint Jean XII, 48 : *La parole que j'ai annoncée, c'est elle qui le jugera au dernier jour*.

(2) Voir, dans l'*Espérance* du 21 avril 1846, les paroles très remarquables par lesquelles le grand peintre *Albert Dürer*, alors à Anvers, exprima ses sympathies pour Luther après la diète de Worms. Il croyait que celui-ci, à son retour vers Wittenberg, était tombé entre les mains de ses ennemis, tandis que c'était son protecteur, l'électeur de Saxe, qui l'avait fait arrêter dans une forêt, afin de le mettre en sûreté au château de Wartbourg. « Ce vendredi avant la Pentecôte, » dit Albert Dürer, dans son portefeuille de voyage qui nous a été conservé, j'ai « appris à Anvers la nouvelle que le pieux docteur Martin Luther a été traître-
« ment arrêté sur la route, près d'Eisenach. Des cavaliers sont venus fondre
« sur lui et l'ont enlevé. Vit-il encore, ou l'ont-ils assassiné? Hélas! on ne peut
« le dire; mais si cet homme rempli de l'Esprit de Dieu a été mis à mort, c'a
« été, certes, uniquement parce qu'il a été fidèle à la vérité, etc. »

scrits de la bibliothèque de Berne (n° 441). Nous empruntons à l'introduction historique de la *France protestante* le tableau succinct des conjonctures au milieu desquelles cette lettre fut écrite.

La paix de Longjumeau venait d'être signée le 23 mars 1568 et de mettre fin à la seconde guerre civile... « Les protestants ne demandaient qu'à vivre en paix. Si jamais ils avaient pu nourrir l'espoir de faire triompher leur religion par la force des armes, l'expérience des deux dernières guerres ne devait plus leur laisser aucune illusion. Loin de faire des progrès, ils s'étaient considérablement affaiblis. Sans parler de ceux qui avaient péri sur le champ de bataille, dans les massacres et dans les supplices, combien d'autres par faiblesse ou par inconstance, n'avaient-ils pas renoncé à un culte qui les exposait à la misère, au déshonneur, aux tortures, à la mort ! Pour résister, pendant de longues années, aux dangers qui assiégeaient de toutes parts les religionnaires, il fallait une foi plus que vulgaire, et en tout temps il fut très restreint le nombre de ces âmes d'élite, qui n'hésitent pas à tout sacrifier à leurs convictions. Les protestants se sentaient donc en minorité ; et, comme les plus faibles, ils devaient désirer ardemment la franche exécution du dernier traité.

« Catherine cependant n'avait aucune intention de tenir ses promesses ; elle pensait être juste, selon l'expression de Tavannes, d'attraper ceux qui avaient failli la prendre à Meaux. Non-seulement elle ne licencia pas les troupes étrangères, comme elle s'y était engagée, mais elle encouragea dans sa désobéissance le duc de Nemours, qui refusait nettement d'observer la paix. « Les chaires, dit le P. Anquetil dans son *Esprit de la ligue*, retentissaient d'invectives contre les sectaires, de réflexions séditieuses sur la « paix, d'exhortations à la rompre. On avançait hardiment ces maximes abominables qu'il ne faut pas garder la foi aux hérétiques, et que c'est une action juste, pieuse, utile pour le salut, de les massacrer. » Echauffée par ces prédications fanatiques, la populace se ruait impunément sur les protestants. En trois mois, plus de mille furent égorgés à Amiens, à Auxerre, à Rouen, à Bourges et dans d'autres villes. Si, dans ces circonstances, les protestants ne se pressèrent pas de leur côté de rendre, conformément au traité de paix, les villes dont ils étaient les maîtres, qui oserait leur en faire un crime ? Ils s'y montrèrent moins disposés que jamais, lorsqu'ils apprirent que la reine mère avait obtenu de la cour de Rome la permission d'aliéner du temporel du clergé jusqu'à cent cinquante mille livres de rente, sous la clause expresse que cet argent serait uniquement consacré à l'extermination des hérétiques... »

D'Andelot s'était retiré dans ses terres de Bretagne à la conclusion de la paix. C'est de Tanlay qu'il écrivait la lettre suivante, le 13 juillet.

A la Reine mère.

Madame,

Je n'ennuyéray point vostre Majesté, en luy faisant le discours d'ung vilain et malheureux oultrage et assassinat qui a esté faict à ung gentillhomme des miens, que j'envoyay l'aultre jour à Auxerre; car elle verra comme le tout est passé, par la lettre que j'escrips au roy et l'entendra aussi de ce gentillhomme présent, porteur que j'envoye exprès devers vos Majestés, s'il vous plaist l'escouter. Mays oultre cela, Madame, je ne me puy garder de vous escrire encores ceste lettre oultre les propos que j'ay tenus puy naguères aux sieurs de Combault et de la Marque, ou par tous les aultres moyens que j'ay peu avoir de le faire entendre à vostre Majesté, le misérable et calamiteux estat de ce paouvre royaume et combien de sortes d'injustices et oppressions y règnent, qui doibt faire dresser les cheveux en la teste de tous ceulx qui en oyent parler. Car oultre que l'on ne peult doubter que Dieu ne laira point impuny tant de sang innocent espandu qui continue cryer vengeance devant luy, comme aussi font tant de forcemens de femmes et de filles, rançonnemens, oppressions et concussions, et pour dire tout, en ung mot, toutes sortes d'injustices. Mays oultre cela, l'on ne peult attendre qu'une bien prochaine désolation et ruyne de cest Estat; car quiconques aura leu aux Histoires saintes et profanes, ne me scauroyt nier que telles choses n'ont tousjours précédé les ruynes des empires et monarchies. Je sçay bien, Madame, qu'il y en aura qui se moqueront de moy, voyant ceste lettre, et qui diront que je contrefays le prophète ou le prescheur. Je ne suys ny l'ung ny l'aultre, puyisque Dieu ne m'a point appelé à ceste vocation. Mays je diray bien avec vérité qu'il n'y a homme en ce royaume, de quelque estat et qualité qu'il puisse estre, qui ayme mieulx le roy et son royaume que je fais et qui soit plus marry d'y veoir ces désordres que j'y veois, qui ne peu-

vent advenir à la fin qu'à une confusion. Je sçay bien que là-dessus on me mettra en avant le port d'armes que j'ay fait avec d'autres la veille Saint-Michel dernier, comme s'il y avoyt eu attentat en la personne de vos Majestés, et de ce qu'il vous appartient et de cest Estat, comme on l'a publié partout où l'on a peu et comme on le dict encores journellement. Mays pour n'entrer poinct en aultres justifications, je diray seulement que quant une telle meschanceté me seroit entrée dedans le cueur que, encores que je la puisse cacher aux hommes, je ne le-sçaurois faire à Dieu, auquel je n'en demande ny demanderay jamais pardon. Et devant les hommes, je les en sçauray bien satisfaire et rendre raison, quant il y en aura qui en voudroient estre esclaircis, encores que je pense qu'il n'en y ayt poinct ou bien peu qui ne sachent les occasions qui nous mouvoient lors de prendre les armes et comme nous y feusmes contraincts par nécessité, et s'il y en a eu qui ayent voulu faire les ignorans, ce qui se faict aujourd'huy partout ce royaume leur en a donné assez clair tesmoignage. Madame, je craindroys de vous ennuyer d'un trop long discours, s'il failloyt que je vous escrivisse tout ce que je désireroys vous dire, si j'avoys ce bien et honneur de parler à vostre Majesté. Mays, pour satisfaire à ma conscience et à mon devoir, il fault, oultre ce que je vous ay peu dire quant je parlé à vostre Majesté, que je vous escrive ce mot. C'est que l'on cognoist assez que tout ce qui se faict aujourd'huy n'est que pour tant provoquer et offencer ceulx de la religion que l'on leur fasse perdre patience, et de là prendre occasion de leur courir sus pour les exterminer. Mays je rementevray à vostre Majesté ce que je luy ay dict quelques foys, que les oppinions de la religion ne s'ostent ny par le feu ny par les armes, et que ceulx-là s'estiment bien heureux qui peuvent employer leurs vies pour servir à Dieu et à sa gloire. Et, oultre cela, qu'il n'est rien si naturel que de deffendre son honneur, sa vie et ses biens. Et comme le roy trouvera tousjours en ceulx de la religion une prompte et volontaire obéissance de tout ce qu'ils luy doibvent. Aussi, vous

supplieray-je, Madame, de vous garder du conseil de ceulx qui vous ont assez faict cognoistre qu'ils ne demandent que la ruïne de ce royaume et d'exécuter leurs passions et vengeances particulières à quelque prix que ce soit, et principalement aux despens du roy et de ce royaume. Et que, s'ils peuvent venir au bout de leurs desseings, la vostre y est si conjointe, qu'elle n'en peult pas mieulx attendre, comme quelques foys je vous ay ouy dire assez approchant de cella. Et pour fin de ceste lettre, je diray que Dieu, en plusieurs façons, depuis ung temps, nous a advertis et s'est faict cognoistre. Mays fraichement, à Auxerre, comme l'on me l'a dict aujourd'huy, par ce mesme jour que le gentilhomme que j'y avoyz envoyé feust ainsi paouvrement blessé, Madame, et puis revenant de se pourmener, mourut subitement, sans que auparavant il se trovast mal. Je ne veulx pas estre se présomptueux que de juger des faicts de Dieu; mais je veulx bien dire avec tesmoignage de sa Parolle que tous ceulx qui violent une foy publique en sont chastiés.

D'ANDELOT.

De Tanlay, le XIII juillet 1568.

Est-il besoin d'ajouter que ce langage, tout à la fois si chrétien et si politique, ne devait pas être écouté?... Dès le mois de septembre, Catherine rendait un édit qui abolissait celui de janvier et interdisait, sous peine de mort, l'exercice du culte réformé. Condé et Coligny, traqués en Bourgogne, étaient obligés de s'échapper précipitamment et de gagner La Rochelle. Le duc d'Anjou recevait le commandement d'une forte armée. La troisième guerre civile était commencée. Ainsi la cour l'avait-elle voulu...

L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE CONSTANTINOPLE

AU XVII^e SIÈCLE.

1628-1638.

Les renseignements qui suivent se rattachent aux notes que le *Bulletin* a déjà publiées à différentes reprises sur la chapelle de l'ambassade hollandaise à Constantinople. (Voir t. IV, p. 384, 432; t. VI, p. 415.)

Antoine Léger paraît avoir été le premier pasteur attaché à cette Eglise. Pierre Gilles nous apprend dans son *Histoire ecclésiastique des Eglises vau-
doises*, que vers la fin du XVI^e siècle, la petite communauté protestante de Constantinople s'était déjà adressée aux Eglises des Vallées pour en obtenir un pasteur, que deux pasteurs furent successivement désignés, mais que diverses circonstances mirent obstacle à leur départ. « Pareille recherche avoit esté faite és Vallées de la part des fidèles habitans à Constantinople, et ailleurs vers l'Orient, environ quarante-cinq ans auparavant. Estant les pasteurs d'icelles priez de leur envoyer au moins un pasteur propre pour tel voyage, et vocation, et usité en la langue italienne, à quoi on se disposa pour la gloire de Dieu, et fut proposé le sieur François Guérin, lequel selon son zèle ordinaire acquiesçoit à telle vocation; mais à cause de son âge desjà déclinant, on y désigna le sieur Félix Ughet duquel la vigueur de l'âge accompagnoit les autres dons, mais cette vocation fut retardée pour des grands empeschemens qui survinrent. » (*Ilist. eccl. des Vaud.*, p. 469.)

« En ce temps (1628), écrit le même auteur, le sieur Haga, ambassadeur à Constantinople pour Messieurs les Etats généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas demandoit instamment un pasteur, qui, avec les autres dons et capacitez, eust la cognoissance des langues nécessaires tant pour l'instruction de sa propre famille que des autres professans la religion réformée, Flamens, François, Italiens et autres conversans à Constantinople et és environs, et aussi pour communiquer avec les conducteurs des Eglises chrétiennes orientales, désireux de communication avec les vrais chrétiens réformez occidentaux, et en somme pour s'employer là à ce qui pourroit servir à l'avancement du règne de Dieu. Messieurs de l'Eglise de Genève, ayant esté priez d'en fournir un propre à tout cela, jettèrent les yeux sur le sieur Antoine Léger, qui, après avoir étudié longtemps à Genève et ailleurs, estoit peu auparavant retourné aux Vallées sa patrie, où il exerçoit le saint ministère, et prièrent instamment les pasteurs des Vallées de le congédier pour quelque temps, afin qu'il pust estre employé en ceste vocation jusques à ce qu'on en pust trouver quelque autre capable pour tel effect, qui eust aussi l'usage de la langue italienne nécessaire en ces lieux-là. Parquoy, après quelques difficultez proposées, spécialement pour le besoin qu'on avoit és Vallées du ministère dudit sieur Léger, on le congédia par manière de prest pour deux ans; mais la nécessité de l'œuvre du Seigneur l'y retint plusieurs années comme on verra cy-après. » (*Ibid.*, p. 468.)

Nous lisons encore dans le même ouvrage (p. 502) : « Au commencement de l'année 1630, arrivèrent aux pasteurs des Eglises réformées des Vallées, lettres du sieur Antoine Léger un de leurs collègues (mais alors exerçant son ministère chez Monsieur l'ambassadeur des Provinces-Unies des Pays-Bas à Constantinople) par lesquelles il les advenissoit de l'heureux succez de

son voyage, et de la conformité en croyance qu'il avoit recogneue estre entre les Eglises grecques et les réformées de l'Europe, mesmes és points controversés entre lesdites Eglises réformées et la moderne romaine, en tesmoignage de quoi il envoya la confession de foy desdites Eg'ises grecques et orientales dressée et soubsignée de la propre main du vénérable Cyrille, jadis patriarche d'Alexandrie d'Egypte, et alors de Constantinople, où ladite conformité est par lui clairement tesmoignée, desquelles nouvelles les fidèles des Vallées furent fort consolés. »

Le 12 août de cette même année 1630, Antoine Léger écrivait à André Rivet (1) :

« M. l'ambassadeur, selon son zèle pour le bien de l'Eglise, a approuvé l'avis, et pris résolution de faire en son logis traduire le Nouveau Testament et la confession de foy des Eglises des Pays-Bas par un interprète grec de nation. La version de la confession de foy a déjà esté baillée en mains à Monseigneur le patriarche Cyrille pour la revoir » (2).

Ainsi que nous venons de le voir, les vues chrétiennes orthodoxes du patriarche Cyrille, les tendances de rapprochement entre l'Eglise grecque et les Eglises protestantes qui semblaient se manifester alors, donnaient une assez grande importance à cette petite communauté réformée de Constantinople; aux devoirs ordinaires de sa charge, s'ajoutait pour le pasteur de cette Eglise, une œuvre de mission et de propagande. Aussi les Eglises protestantes d'Europe suivaient-elles avec intérêt les travaux d'Antoine Léger; il en est souvent question dans les lettres de Daillé, Rivet, Ferry, et dans celles de beaucoup d'autres pasteurs et théologiens pieux de l'époque.

Une lettre de l'ambassadeur Haga (3), qui se trouve au nombre des documents déjà cités aux Archives de La Haye, fournit quelques détails curieux sur ce mouvement religieux dans la métropole de l'Eglise grecque. Nous la reproduisons en entier :

(1) Dans les archives de l'Etat à La Haye se trouve une intéressante correspondance entre Antoine Léger et Jean Rivet; c'est là que nous avons puisé le passage cité.

(2) « C'est entre les mains d'Antoine Léger que le patriarche Cyrille, martyr de sainte mémoire, a fait dans Constantinople la belle confession de foy, que tous les doctes réformés regardent avec admiration et joye, et qui a travaillé, par ordre et aux dépens desdits seigneurs les Etats des Provinces-Unies, à la version et impression du Testament imprimé à Genève l'an 1635, en grec vulgaire et original. » (Jean Léger, *Hist. gén. des Egl. vaud.*, t. II, p. 69.)

(3) Haga fut le premier ambassadeur qui représenta les Etats généraux de Hollande à Constantinople; il y séjourna de 1612 à 1638; il conclut avec l'empire ottoman un traité d'alliance et de commerce, et rendit ainsi de grands services à ses con patriotes. De retour dans son pays, vers 1638, il reprit sa première carrière, qui avait été celle du barreau. Sa réputation de jurisconsulte était si bien établie, qu'en 1645 il fut nommé président de la haute cour de justice. Il mourut en 1654. Pour de plus amples renseignements, voir Wagenaar, *Histoire de la Hollande*.

A M. Rivet.

« De Péra-lès-Constantinople, ce 14 octobre 1684.

« Monsieur,

« Combien que je n'eusse point par ci-devant l'honneur de vostre cognoissance, néantmoins, n'ignorant pas dès plusieurs années ençà vos rares et très dignes qualités, j'ay eu vostre nom en grande vénération. M. Léger m'a très bien informé de tout ce que non-seulement l'Eglise de Dieu, mais aussy la République de ma patrie, doit attendre de vos saincts labours, et je ne vous scaurois escrire combien grand désir j'avoy de m'insinuer en vos bonnes grâces, et particulièrement de vous faire cognoistre l'affection que j'ay de vous rendre tout honneur et service. Cependant que pour cest effect, je préparoy mes lettres, je me suis trouvé prévenu par les vostres du 2^e d'aoust, qui m'ont esté d'autant plus agréables, qu'elles m'ont asseuré du lien que j'espère trouver en vostre bienveillance. Je vois par icelles la joye que tous les fidèles, et principalement la congrégation synodale, ont eue dutablissement de Monseigneur le révérendissime et orthodoxe patriarche Cyrille. Dieu lui fasse la grâce de pouvoir résister aux persécutions de ses ennemis, lesquels combien que peu en nombre, et sans adhérens de qualité, sont tels et tellement livrez en sens réprouvé et enflammez par des esprits jésuitiques, qu'ils ne se repentent point, et ne cessent de le tourmenter continuellement. Les métropolités, les gentilshommes et le peuple demeurent à sa dévotion, et tous les ministres de la Porte se monstrent aussy favorables audiet sieur patriarche Cyrille; mais le gouvernement de ceste cour est maintenant tel, que nul ne se peut asseurer de son estat présent. Les faveurs des ministres d'icelle coustent fort cher, et l'Eglise grecque, pour ces continuelles persécutions, est tellement opprimée, qu'elle ne pourra soustenir un nouvel assaut sans sa totale ruine, laquelle je crains grandement, si Dieu, qui seul en a le moyen, par sa miséricorde ne l'empesche. Le papat a cet avantage sur les Eglises orthodoxes, que possédant de très grands thrésors, il peut user libéralité et secourir là où la nécessité le requiert; mais entre les nostres (ce qui est à déplorer), ou la guerre, ou le luxe des princes ont tellement dévoré les biens ecclésiastiques, qu'à grand'peine peut-on entretenir un pasteur, outre les ordinaires. Si le zèle et les très bonnes intentions de ce bon patriarche eussent

esté secondées de quelque peu d'aide des princes et Estats orthodoxes, je croy qu'il y auroit déjà beaucoup d'ouvriers en la vigne du Seigneur. Si les papistes avoyent ici tels fondements, que ne feroit, quels thrésors n'espanderoyt la cour romaine, pour bastir sur iceux la superstition et les dogmes de leur fausse Eglise ! Nous voyons comment les roys et les princes papistes courent, comme à l'envie, avec leurs terribles offrandes aux idoles de Loret, en Italie; de Saint-Jacques, en Espagne; de Hal et Asprecol, en Flandres, et autres semblables lieux de leur aveugle dévotion. Les Juifs, dispersés par tout le monde, vivants sans royaume et sans police, voire en captivité, font avec très grande charité, partout où ils se trouvent, des collectes abondantes pour secourir leurs pauvres frères, de quelque nation qu'ils soyent, en Jérusalem, Jafet, et autres lieux de la Terre sainte. Les Turcs de toute nation, avec non moindre zèle, envoient d'an en an de très grands dons au sépulcre de leur prophète Mahomet, en Médine et Mecque. Tous ceux-là font honte à la froideur que montrent, et le peu d'affection qu'ont les nostres pour leurs frères, membres de la sainte Eglise, qui vivent sous les infidèles et ont besoin de leur charité. Je sçai que ces mêmes lamentations troubleront vostre âme pie, et pourtant je ne m'estenderai pas en plus long discours sur ce sujet, et la misère de nostre temps, laquelle vostre prudence cognoist aussy bien que moi.

« Quant à la personne de M. Léger, et la continuation de son ministère, lui de son costé n'a pas manqué ni de zèle ni de travail en ceste nouvelle et petite vigne du Seigneur, et je ne sçaurois voir aucune chose plus volontiers, que de le pouvoir retenir auprès de moy tout le temps que je devrai servir ici à la patrie; mais lui, m'ayant montré diverses lettres et très grandes instances qui lui ont été faites pour les Eglises de sa patrie, à ce qu'il retourne à leur service, à quoi avant son départ il s'est obligé, je ne voy pas comment le pouvoir retenir plus longtemps; avec grande peine et persuasions faictes tant par moi que par Monseigneur le patriarche, j'ay obtenu une petite surseance de son retour, qu'il délibéroit d'entreprendre en un navire anglois allant à Marseille, pour pouvoir pendant ce temps avertir et supplier les hauts et très puissants seigneurs Messieurs les Estats généraux des Provinces-Unies, de me pourvoir d'un autre ministre digne de succéder à une personne de telle qualité, ce qu'il faut faire ou de là ou de Genève, pour n'interrompre une œuvre si digne, et pour

n'esteindre en sa nouvelle naissance la lumière de la vérité de l'Evangile en ce saint Orient. Le moindre des papistes, qui sont ici en grand nombre, a montré signes de grande resjouissance, espérant que M. Léger deust partir, ne craignant rien plus que la communication qu'il a avec les principaux prélats entre les Grecs. Je vous supplie, Monsieur, qu'il vous plaise employer vos bons offices vers ceux qu'il sera nécessaire, à ce qu'avant le départ dudit sieur Léger, on pourvoye d'un successeur qui ait les qualités requises, et si on ne pouvoit trouver un qui possédât la langue italienne, suffiroit pour le présent la françoise et la flamande; quant à l'italienne, il la pourroit acquérir ici en peu de temps, estant seule en usage en mon logis. Je vous recommande aussy le soin que les salaires qui sont dus au sieur Léger lui soyent promptement payés, et qu'on donne ordre convenable pour les frais de son retour, selon les promesses qui lui en ont esté faites par M. de Brederode, agent de mesdits seigneurs, et pour ne vous ennuyer par plus longue lettre, je ne vous feray pas mention des affaires publiques.

« Mon neveu Henri Haga, jeune homme de très bonne nature, désire de servir à sa patrie et à Monseigneur le prince d'Orange. Je vous prie, Monsieur, arrivant par delà, de l'embrasser par votre faveur et le recommander à S. E., à Madame la princesse et à Monseigneur le jeune prince Guillaume. Je me rends garant envers Leurs Excellences de sa fidélité et très affectionné service, et vous aurai, Monsieur, une perpétuelle obligation, s'il vous plaist, parlant de mon neveu, assurer aussi LL. EE. de mon ardent désir et inclination à leur rendre service, sur quoi finissant la présente, je me recommande à vos grâces, demeurant,

« Monsieur,

« Vostre très humble et affectionné serviteur.

« C. HAGA. »

Antoine Léger quitta Constantinople vers la fin de 1686. « Au commencement de l'an 1637, écrit Pierre Gilles, les Eglises des Vallées eurent la consolation de l'arrivée du sieur Antoine Léger, ministre, de son voyage à Constantinople, auquel il avoit employé plus de huit années, exerçant sa charge de pasteur chez M. l'ambassadeur des Etats des Provinces-Unies dudit lieu. On remercia Dieu de son assistance continuelle envers lui, et par son moyen on eut assurée information de l'estat des Eglises chres-

tiennes orientales plus qu'on n'avoit eu auparavant.» (*Hist. ecclés.*, etc., p. 556.)

Avant de quitter Constantinople, Antoine Léger avoit été remplacé par un jeune pasteur nommé Sartoris, qui mourut peu de temps après son arrivée dans cette ville; son frère, qui l'y avoit accompagné, fit après sa mort, pendant quelque temps, les prières du matin et du soir, et les lectures publiques à la chapelle de l'ambassade, quoiqu'il ne pût pas prêcher. Il étoit de retour à Genève le 8 mai 1638; ce qui fait supposer que dans l'intervalle il avoit été remplacé. Nous avons remarqué parmi les papiers d'André Rivet une lettre des pasteurs et professeurs de Genève écrite le 24 septembre 1637, pour recommander pour la place de chapelain de l'ambassade des Etats généraux à Constantinople, devenue vacante par le décès du fils de M. Sartoris, un jeune pasteur nommé Oultremer. Il étoit né à Genève d'une famille italienne, y avoit fait ses études théologiques, et étoit depuis peu de temps revenu d'Angleterre. Cette lettre ajoute qu'il avoit toujours cultivé sa langue originelle, et qu'il avoit prêché dans les chapelles italiennes de Londres et de Genève.

Devint-il le successeur à Constantinople de Léger et de Sartoris? Rien ne nous l'a appris, car là se bornent nos renseignements; nous pensons qu'il seroit facile de les compléter, et de tracer un précis de l'histoire de la petite communauté réformée de Constantinople, au moyen des documents qui doivent se trouver dans les Archives de l'Eglise de Genève.

Avant de terminer ces quelques notes, nous dirons encore un mot sur Antoine Léger.

De retour dans les Vallées vaudoises, il donna les soins de son ministère à l'Eglise de Saint-Jean, près de La Tour. Mais les persécutions qui frappaient alors ces malheureuses Eglises ne le laissèrent pas longtemps tranquille; condamné au gibet, il fut obligé de s'enfuir à Genève vers 1643, où il devint pasteur et professeur en théologie.

Son neveu, Jean Léger, l'auteur de l'*Histoire générale des Eglises vaudoises*, a fait son épitaphe dans les lignes suivantes :

« Il est mort à Genève, pasteur italien et françois, et professeur en théologie et en langues orientales, dans l'odeur d'une si sainte vie, que la modestie m'empêche d'insérer ici les éloges qui lui furent donnés en l'épigramme, publiée par autorité publique à son décès, composée par M. Sartoris, pasteur excellent, et pour lors recteur magnifique, et l'anagramme françois que M. de Labadie fit sur son nom, où il trouva *ange net et pur*, et les beaux vers faits à sa louange; je diray seulement que l'un des plus vieux pasteurs de Genève m'a dit en bonne compagnie : *Si jamais nous canonisons quelqu'un pour sa sainteté, ce seroit M. Léger, votre oncle.* » (*Hist. gén. des Egl. vaud.*, t. II, p. 70.)

FR. WADDINGTON.

LETTRE INÉDITE DE PÉLISSON

A UN MEMBRE DU CONSISTOIRE DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE PARIS

SUR LA VOCATION

ADRESSÉE A DAILLÉ LE FILS, DU VIVANT DE SON PÈRE.

1658.

La lettre qu'on va lire se trouve, copiée de la main de Conrart, au tome XI, in-folio, page 4469, de ses manuscrits, conservés à la Bibliothèque de l' Arsenal. Elle nous est communiquée par M. Marcou.

Le célèbre Péllisson, qui, depuis... (mais alors il était huguenot), y traite avec une grande justesse de sentiments et avec le remarquable talent qui le distinguait, une question d'administration ecclésiastique fort importante. Les observations qu'il adressait au consistoire de Charenton, il y a justement deux cents ans, nous ont paru excellentes à reproduire pour l'usage des Eglises réformées du dix-neuvième siècle.

De M. de Pellisson, conseiller et secrétaire du roy, à M. Parignon, Ancien de l'Eglise réformée de Paris, du ... may 1658.

Monsieur,

J'ay su la peine que vous avez prise de venir à mon logis, sur la proposition qui a esté faite de M. Daillé fils pour cette Eglise. Je crois que la chose est encore en son entier, ne pouvant se conclure que par les avis des chefs de famille. C'est pourquoy je vous dirai ici le mien en grande simplicité de cœur et de paroles.

Je ne connois personne, sur qui on puisse jeter les yeux, plus capable d'édifier cette Eglise que celui qui est proposé, soit pour la piété et pour les mœurs, soit pour l'esprit, pour le savoir et pour les autres talents.

Je crois aussi qu'on ne sauroit trop donner aux longs et importants services de M. son père, à ses rares qualités et à son mérite si éminent, et en tant de choses différentes, que je n'en vois point qui osât se vanter de le surpasser en toute l'Europe.

Ainsi, mon avis est que nous devons tous souhaiter et appeler M. Daillé fils pour pasteur de cette Eglise.

Mais il me semble qu'en mesme temps on doit soigneusement prendre garde qu'à l'avenir cette vocation d'un fils, du vivant de son père, ne face aucune fâcheuse conséquence, et qu'il est bon d'aller, dès cette heure, au-devant par quelque bon règlement.

Pour en juger sans préoccupation, il faut, si je ne me trompe, se détacher de toute application particulière et se tirer mesme de toutes les circonstances du temps présent, supposant toujours qu'il peut venir tost ou tard un autre temps où nous aurons d'autres pasteurs, un autre consistoire, d'autres chefs de famille, d'autres prétendants.

Cela estant, il y a lieu de craindre que, si on n'y pourroit dès maintenant, ce qu'on fera pour M. Daillé fils ne donne sujet de demander la mesme chose pour des personnes qui n'auront pas le mesme mérite. En France, les exemples sont des loix pour ces sortes de choses. Pourquoy, dira-t-on, refuser à l'un ce que vous avez accordé à l'autre? Personne ne se fait tout à fait justice; personne ne se croit inférieur aux autres, ni ses enfans aux leurs.

On me respondra qu'on sera toujours en estat de refuser celui qui ne se trouvera pas digne de cet employ. Je le veux croire du consistoire et de l'Eglise d'aujourd'huy, quoyqu'en effet il n'y ait rien de plus difficile que de refuser le fils, quelquefois médiocre, d'un excellent homme, dont on est très satisfait, qu'on estime, qu'on chérit et qu'on honore, à qui les particuliers et le public ont mille obligations différentes. Mais qui sait si l'Eglise et le consistoire d'un autre temps auront la mesme vigueur et la mesme fermeté? Personne ne se doit répondre de ses propres forces en pareilles matières, moins encore une compagnie entière, qui n'est jamais la mesme et ne fait que changer incessamment.

Vous remarquerez, s'il vous plaist, encore sur ce sujet, une chose que j'estime considérable. La difficulté d'assembler les

chefs de famille en cette Eglise, nous réduit à une forme extraordinaire pour la vocation des pasteurs, qui est l'envoi des Anciens dans les maisons pour prendre et rapporter les avis. Cela estant, il est, sans comparaison, plus aisé d'abuser à l'avenir d'un exemple tel que celui-cy ; car si vous supposez jamais un pasteur qui se rende maistre du consistoire par des liaisons particulières avec ceux qui composeront cette compagnie, et si vous supposez aussi que la piété, la bonne foy et l'amour de l'Eglise ne soyent pas aussi entières en ce consistoire-là qu'elles le sont en celui d'aujourd'huy, il n'y aura rien de plus facile à un tel pasteur que d'introduire son fils quel qu'il puisse estre.

Je ne marquerai point les maux que peut apporter à toute la France, en général, la vocation d'une personne moins capable ou moins propre, en une Eglise aussi importante que celle-cy. Chacun les connoist assez.

J'ajouteray seulement trois raisons pour lesquelles la coutume d'appeler un fils, du vivant du père, quelque mérite que puissent avoir l'un et l'autre, me semble fort dangereuse.

Premièrement, comme le plus grand homme du monde est sujet à des passions humaines, il peut arriver aisément que le désir qu'un père aura d'introduire son fils, le rendra tousjours moins équitable à la vocation d'un estranger, quoyque plus avantageuse, et si ce désir est plus violent il le portera à traverser cette vocation par toute sorte de voyes. On peut juger combien cela seroit aisé à un pasteur qui préside à son tour dans le consistoire, où la vocation se présente et s'achève. Personne n'ignore quel avantage c'est, en ces matières, d'avoir à proposer les choses, à recueillir les avis, à suspendre et à remettre les délibérations.

En second lieu, le consistoire ayant une sorte de juridiction ecclésiastique pour la discipline et une autorité très considérable pour les élections des nouveaux pasteurs, surtout par la manière pratiquée en cette Eglise, ne peut-on pas appréhender justement, en cette compagnie comme en toutes les autres,

qu'une mesme famille, ayant deux voix tousjours unies, comme celle du père et celle du fils, ne se rende trop puissante ou pour la dispensation ordinaire de la justice ecclésiastique, ou, ce qui est plus important, dans les occasions extraordinaires et capitales de la vocation d'un nouveau pasteur.

Enfin, on n'est que trop informé de la jalousie des provinces pour cette Eglise, et de l'opinion, quoyque mal fondée, que ses pasteurs affectent je ne say quelle autorité au-dessus des autres. Je vous laisse à penser ce que diront ceux qui sont dans cette erreur, s'ils voyent ces mesmes charges se continuer plus d'une fois dans les familles de nos pasteurs, et je croy qu'il faut avoir un très grand égard à ne pas scandaliser nos frères, quand mesme ils seroyent infirmes.

Par toutes ces raisons, mon avis est qu'en recevant M. Daillé fils on prenne une résolution publique ou secrète, comme il sera jugé à propos, mais aux plus forts termes qu'il sera possible, qu'à l'avenir le fils ne pourra être proposé du vivant du père, pour quelque cause ou considération que ce soit.

On dira qu'il est bien dur de refuser celui qui a toutes les qualités nécessaires, seulement parce que son père sert et sert fort bien ; mais il n'y a point de loy qui n'ait quelque inconvénient. Il n'est question que de choisir le moindre. C'en est un, sans doute, qu'un particulier obtienne plus tard ou n'obtienne pas du tout ce qu'il mérite, et qu'on soit privé pour quelque temps ou pour toujours de l'utilité qu'on tireroit de son ministère ; mais c'est un inconvénient bien plus grand que cet employ puisse tomber bien souvent sur des personnes incapables de le soutenir, car il n'y a rien qui soit de plus grande conséquence pour l'Eglise. Après tout, quand on établira cette loy on ne fera rien dont il n'y ait mille exemples dans les polices humaines, partout où l'on a eu soin de rendre les premières dignitez électives et non pas héréditaires.

On dira encore qu'il faudroit commencer à pratiquer la loy par l'occasion qui se présente ; j'avoue ingénument que, par

les raisons déjà alléguées, je n'aurois point proposé M. Daillé fils ; mais estant proposé, n'y ayant nul règlement précédent qui l'empesche, estant très digne de cette place, les services de M. son père ne méritant rien moins qu'un refus de cette nature après une si longue et si laborieuse course, et l'Eglise se trouvant en un extremesme besoin d'un pasteur, mon sentiment est qu'il faut persister dans cette vocation, et qu'estant accompagnée d'un règlement tel que j'ay dit pour empescher les conséquences, elle ne peut estre que d'une grande utilité à cette Eglise et à la gloire de Dieu.

Je ne say pas s'il est nécessaire que mon sentiment particulier soit rapporté dans votre assemblée ; mais, en ce cas-là, je vous supplie très humblement, Monsieur, d'y vouloir lire cette lettre de peur que mon avis ne vous donnast trop de peine à rapporter, aussi long qu'il est, ou qu'il ne parust tout autre, estant dit en abrégé. Dieu m'est témoin que je ne l'ay formé sur aucune inclination ou aversion particulière. J'ay mesme douté si je ne m'abstiendrois pas d'opiner en une question si délicate, de peur de me faire remarquer par quelque singularité d'opinion ; mais, après y avoir bien songé, il m'a semblé que le devoir d'un chrestien ne permettoit pas ni qu'il supprimast son avis en cette occasion, ni qu'il le déguisast. Mon nom n'y peut rien ajouter, si je ne me trompe, et ainsi peut-estre seroit-il à propos de n'en point parler. Si vous jugez, néantmoins, qu'il y ait quelque nécessité ou quelque bienséance à me nommer, je consens à tout ce qu'il vous plaira.

Je suis, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

PELLISSON-FONTANIER.

On sait qu'Adrien Daillé, fils de Jean Daillé, était pasteur de la Rochelle, depuis 1653, lorsque, à la mort de Jean Mestrezat, il reçut du consistoire de l'Eglise de Paris la vocation qui fait l'objet de la lettre de Péliisson. Il vint prendre possession de la chaire de Charenton en juillet 1658. Réfugié à Zurich, lors de la révocation de l'Edit de Nantes, il y mourut en 1690.

PROTESTANTS FUGITIFS ARRÊTÉS ET POURSUIVIS

DEVANT LE PARLEMENT DE GRENOBLE.

1685-1687.

M. Justin Fraissinet, d'Aiguesvives (Gard), nous a transmis la première partie d'un relevé qu'il a dressé des condamnations prononcées, de 1685 à 1687, par le parlement de Grenoble contre des protestants fugitifs qui étaient arrêtés et poursuivis devant lui. C'est par le Dauphiné que la plupart des malheureux réformés du Midi se dirigeaient vers la terre d'exil. Ce document offre donc un intérêt tout particulier.

*Réformés fugitifs emprisonnés et jugés par le parlement de Grenoble,
1685, 1686 et 1687.*

ANNÉE 1685.

30 janvier. Antoine Vieux le Nulard, et Madeleine Vieux, mariés, sont condamnés, le premier, à l'amende honorable, et tous deux au bannissement.

5 octobre. Etienne Martel, praticien de Nîmes; Antoine Sage, garçon chirurgien d'Alais; Randon, ouvrier en soie de Nîmes, sont renvoyés chez eux des prisons de la Conciergerie, avec défense de sortir du royaume. — Jean Rey, de Nîmes, ministre de Vergèze (Vaunage), et sa femme Jeanne de Roger, sont impliqués dans un procès extraordinaire. — Clavière Malvesin, César et Pierre Archer, père et fils, sont renvoyés chez eux avec défense de sortir du royaume.

13 octobre. Henri Verchant, apothicaire de Montpellier, sa femme, sa fille, leur domestique, la femme d'un marchand de Lyon, la veuve d'un horloger de Lyon aussi, Jeanne Rioux, épouse Geneveys, de Saint-Paul-Trois-Châteaux, la fille d'un marchand drapier, de Lyon, sont renvoyés chez eux.

20 octobre. Chevalier et Bayle, d'Orange, et Pradier, cardeur de Nyons, sont renvoyés dans leurs foyers avec dépens comme les précédents.

27 novembre. La Cour de parlement fait procéder extraordinairement contre François du Lys, Antoine Faure, Moïse Pellat, Isabeau Pellat, Suzanne Pelat, David Izoard, Antoine Buys, David Chiou,

Jacob Luya, Alexandre de Bourdeaux, David Prin, Jacques Girard, David Baillan, Pierre Chevalier, David Courbe, Pierre Royer, Moïse Frechet, Moïse Jonquet, Jacques Boits, Louis Bonniol, Daniel Rolland, Jean Clément, Pierre Blanc, Pierre Roucheyers, Pierre Prin, Joseph Borrel, Jean-Baptiste Nicolas, Jean Vulson, Luerèce du Lys, Jeanne Gauthier, Philippe Gauthier, Jeanne Chabuel, Olympe Chabuel, Suzanne Péliissier, Marguerite Evesque, Marguerite Garcin, Anne de Durand de la Chastre, Judith Pellat.

29 novembre. Procès extraordinaire contre François Froment, Antoine Veyrane, de Branchastel (Vivaraïs), Eléonore Chevalier, Jeanne Reymond, Blaise Forel.

1^{er} décembre. Jean de Lavit, Jean Fontanier, Antoine Galibert, Anne et Jean Bonin, par ordre du parlement, seront reconduits sûrement et à leurs frais en Languedoc, ainsi que Ducros, avocat au présidial de Nîmes, sa femme, Isabeau Darvieu et son fils, Claudine-Isabeau Ducros, Antoine Despérandieu de Marignac, Simon Chabert, avocat aussi. — Chauvin, ministre d'Uzès a ordre de partir sur-le-champ pour l'étranger.

6 décembre. Noble Jean-Pierre de Mure et son valet Peyron, d'Annonay, sont envoyés sûrement chez eux, avec défenses, comme aux précédents, de sortir du royaume.

7 décembre. Jean Lhospital et Pierre Maillet, de Montauban, sont reconduits chez eux.

12 décembre. Eléonore Chevalier et Jeanne Reymond sont renvoyées chez elles, et leur guide Forel est passé par les verges. Jean Astier est renvoyé également dans sa maison, et on procède extraordinairement contre Gilète Valentin.

ANNÉE 1686.

11 janvier. La Cour de parlement procède extraordinairement contre David, Jean et Pierre Serre frères, Antoine-Charles, tous de Montauban; Michel Pommier de Caussade, Elie Maurin de Châtellerault, Jean de la Daye de Clausanne, en Agenois; Antoine Comand d'Orange, Jeanne Barbesau.

21 janvier. Procès extraordinaire contre Daniel et Louis Jayme, de Montauban.

31 janvier. Anne de Durand est mise dans un couvent ainsi que

Judith Pellat, qui a déjà abjuré. — Procès extraordinaire contre Boissy. — La veuve Brigaud est enfermée dans la cour Dauphine.

27 février. Procès extraordinaire contre Jacques Resplandin, François Marquis, Jacques Pellantier, Anne Rayne, Jean Cogordan, François Fautrier, Esprit Léotard, Jacques Brémont, Jean Vial.

13 mars. Procès extraordinaire intenté à François Bastide de Gallargues (Vaunage), tisserand. — Antoine Veyrane, François Froment sont reconduits à Beauchastel (Vivaraïs).

14 mars. Procès extraordinaire contre Jean et Isaac Morel frères.

16 mars. Procès extraordinaire contre Louis Tuny et Clément Fradin ; — Magdeleine Callot et Jeanne Jallas, sa fille ; Isabeau Repara et Justine Grand, sa fille ; — Jean Talin, marchand ; André Guers, batelier.

23 mars. Antoine Boissy, de Grimaudier, en Vivaraïs, est condamné à cinq ans de galères, pour avoir voulu fuir du royaume.

27 mars. Même peine contre Pierre Fay, du Vivaraïs. — Pierre de Vinay, avocat au baillage d'Annonay, est condamné à 300 livres d'amende et reconduit dans sa maison.

29 mars. Le procès extraordinaire est fait et sera pouruivi jusqu'à la torture contre François Arnoux et Catherine Bouvat, sa femme.

30 mars. Procès extraordinaire à Jean Barbusse de Cassagnolles. — Vachery, âgé de quinze ans, et Pinet, de trente, de Marnège, en Gévaudan, marchands de soie, avaient séjourné à Paris, le premier quatorze mois, l'autre sept. Partis de Lyon, où Pinet avait son commerce établi depuis plus de dix ans, il arrivèrent, après trois jours de marche, à Brangues, et en repartirent à la nuit. Les paysans leur coupant le passage, ils revinrent sur leurs pas. Arrivés sur un pont, où les habitants du Bouchage se disposoient à les arrêter, Vachery tira ses pistolets de poche, et blessa l'un d'eux. On riposta de deux coups de fusil. Vachery fut blessé à son tour, et les paysans, se ruant sur lui et son compagnon, les meurtrirent de coups. Pinet, persévérant obstinément dans sa religion, est condamné à dix ans de galères ; Vachery, qui s'était converti, à cinq ans, et leur guide Bargillac aussi à cinq ans.

2 avril. Moïse Salse, David Bignol et Jean Graniol sont impliqués dans un procès extraordinaire.

3 avril. Nicolas Mercier, d'Alençon, est reconduit chez lui.

6 avril. Procès extraordinaire à Bernardin Lievardel, docteur en médecine de Lyon; Ant. Laurent, médecin d'Annonay; Marg. Vinay, sa femme; Anne de Toulicu, Catherine Bosque, Louis Corte, Benoît Blandin, Jean Rivoire. — Isabeau Rouvière est enfermée pour trois mois dans la tour Dauphine.

LES EXPLOITS D'UN ÉLÈVE DES JÉSUITES,

NOUVEAU CONVERTI DEVENU CONVERTISSEUR,

RACONTÉS PAR LUI-MÊME.

SEPT LETTRES INÉDITES DU DUC DE LA FORCE,

SERVANT DE PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX MÉMOIRES D'UN DE SES VASSAUX,

JEAN MARTEILHE, GALÉRIEN PROTESTANT.

1699.

Parmi les documents inédits que nous avons publiés en plusieurs séries sur les persécutions dont le duc et la duchesse de Caumont La Force furent victimes après la révocation de l'Edit de Nantes, il s'en est rencontré plusieurs qui concernaient spécialement leur fils aîné, Henri-Jacques Nompar, dont le roi s'était emparé pour le faire élever avec ses frères au collège des Jésuites de la rue Saint-Jacques (*Bull.*, II, 65, 68). On a vu d'après les notes d'un religieux, le frère Léonard (p. 73), et l'historien Larrey (p. 75), comment cet élève du collège Louis-le-Grand profitait, quatorze ans plus tard, de l'éducation qu'il avait reçue. On a vu aussi comment, sur le bon témoignage de l'évêque de Périgueux, le roi le faisait féliciter par le marquis de Seignelay « de ce qui se passait dans ses terres sur le fait de la religion, *de sa conduite à l'égard de ses vassaux*, et du bien qu'il faisait pour les convertir sincèrement » (*Bull.*, III, 308). Nous avions aussi indiqué en note de quelle nature était l'œuvre qu'accomplissait ainsi le noble convertisseur, toujours escorté de quatre jésuites et de dragons, ajoutant que ses *campagnes* se trouvaient racontées dans un ouvrage dont nous ne connaissions alors que le titre, d'après une notice bibliographique sur la traduction anglaise (*Bull.*, II, 75).

Ce livre rare, que ne possède même pas la Bibliothèque impériale, et dont nous avons réussi naguère à nous procurer un exemplaire, ce sont les *Mémoires d'un protestant condamné aux galères de France, pour cause*

de religion, écrits par lui-même, etc., contenant le récit des souffrances de l'auteur depuis 1700 jusqu'en 1713, etc., publiés à Rotterdam, en 1737, par Daniel de Superville. Or, ce galérien protestant, c'est précisément un des vassaux du duc de La Force, nommé Jean Marteilhe, qui rapporte les faits dont il a été lui-même témoin et victime, étant âgé alors de seize ans. Nous allons transcrire quelques pages de son récit, auquel, par une remarquable coïncidence historique, nous sommes aujourd'hui en mesure de joindre, en guise d'illustration, la propre correspondance du duc lui-même avec le chancelier Pontchartrain, provenant de la collection de Clérambault, généalogiste des Ordres du Roi, au siècle dernier, et qui nous est communiquée par M. Paulin Richard. Quel commentaire vaudrait un pareil rapprochement ?

Extrait des Mémoires d'un protestant, etc.

« Je suis né à Bergerac, petite ville de la province du Périgord, en l'année 1684, de parents bourgeois et marchands, qui, par la grâce de Dieu, ont toujours vécu et constamment persisté jusqu'à la mort dans les sentiments de la véritable religion réformée; s'étant conduits de façon à ne s'attirer aucun reproche; élevant leurs enfants dans la crainte de Dieu, et les instruisant continuellement dans les principes de la vraie religion et dans l'éloignement des erreurs du papisme.

« Je n'ennuierai pas mon lecteur en rapportant ce qui m'est arrivé pendant mon enfance et jusqu'en l'année 1700, que la persécution m'arracha du sein de ma famille, me força de fuir hors de ma patrie, et de m'exposer, malgré la faiblesse de mon âge, aux périls d'une route de deux cents lieues, que je fis pour chercher un refuge dans les Provinces-Unies des Pays-Bas. Je raconterai seulement avec brièveté, et dans la pure vérité, ce qui m'est arrivé depuis ma douloureuse séparation d'avec mes parents, que je laissai livrés aux fureurs et aux vexations les plus cruelles.

« Avant d'en venir au détail de ma fuite hors de ma chère patrie, il est nécessaire de rapporter ce qui l'occasionna et alluma en 1700 le feu de la persécution la plus inhumaine dans la province où je naquis.

« Pendant la guerre qui fut terminée par la paix de Ryswick, les jésuites et la prêtraille, qui n'avaient pu avoir le plaisir de faire dragonner les réformés de France, par le besoin que le roi avait de ses troupes sur les frontières de son royaume, ne virent pas plus tôt la paix conclue, qu'ils voulurent se dédommager du repos qu'ils

avaient été contraints de nous donner pendant la guerre. Ces impitoyables et acharnés persécuteurs firent donc sentir toute leur rage dans les provinces de France où il y avait des réformés. Je me bornerai à faire le détail le mieux circonstancié qu'il me sera possible de ce qui se passa particulièrement dans celle du Périgord.

« En l'année 1699, le duc de La Force, qui témoignait, du moins extérieurement, n'être aucunement dans les sentiments de ses illustres ancêtres, par rapport à la religion réformée, sollicita, à l'instigation des jésuites, la permission d'aller dans ses terres du Périgord, qui sont grandes et considérables, *pour* (comme il s'exprimait) *convertir les huguenots*. Il flattait trop en cela les vues et les principes de la cour pour ne pas obtenir un si honorable et si digne emploi. Il partit en effet de Paris, accompagné de quatre jésuites, de quelques gardes et de ses domestiques. Arrivé à son château de la Force, distant d'une lieue de Bergerac, il commença, pour donner une idée de la douceur de sa mission et de l'esprit de ses conseillers, à exercer des cruautés inouïes contre ses vassaux de la religion réformée, envoyant chaque jour enlever les paysans de tout sexe et âge, et leur faisant souffrir, en sa présence et sans forme de procès, les tourments les plus affreux, portés contre quelques-uns jusqu'à la mort, pour les obliger, sans autre connaissance de cause que sa volonté, d'abjurer sur-le-champ leur religion. Il contraignit donc par des moyens aussi diaboliques tous ces pauvres malheureux à faire les serments les plus affreux de rester inviolablement attachés à la religion romaine. Pour témoigner sa joie et la satisfaction qu'il ressentait de ses heureux succès, et terminer son entreprise d'une façon qui fût digne du motif et des conseils qui le faisaient agir, il fit faire des réjouissances publiques au bourg de La Force, où est situé son château, et allumer un feu de joie d'une magnifique bibliothèque, composée de livres pieux de la religion réformée, que ses ancêtres avaient soigneusement recueillis. Il en usa de la même manière à Tonneins, en Guyenne, fort fâché sans doute que ses ordres eussent resserré son zèle dans les terres de sa domination. La ville de Bergerac, pour cette fois, fut exempte de la persécution, ainsi que plusieurs villes des environs ; mais ce repos n'était qu'une bonace, qui devait être suivie de la plus terrible tempête. Avant d'en venir au détail de ce que les réformés de cette province eurent à souffrir, le lecteur ne sera pas fâché que je le régale d'un fait assez divertissant,

arrivé au château de La Force, tandis que le duc s'y reposait de ses fatigues, et, pour fruit de son heureuse expédition, recevait l'encens et les éloges que lui venaient prodiguer les prêtres et les maires de ces cantons. Un avocat de Bergerac, nommé Grenier, qui avait beaucoup d'esprit, mais à la vérité un peu timbré, n'ayant pas même beaucoup de religion, quoiqu'il fût né réformé; cet avocat, dis-je, voulut aussi faire briller son esprit et se mettre sur les rangs des flatteurs, en haranguant le duc. Il lui en fit demander la permission, qui lui fut aisément accordée. Le duc, assis sur son siège de cérémonie, ayant à ses côtés ses quatre jésuites, admit à son audience Grenier, qui commença sa harangue en ces termes : « Monseigneur, « votre grand-père était un grand guerrier; votre père, un grand « dévot; et vous, Monseigneur, vous êtes un grand chasseur. » Le duc l'interrompit pour lui demander comment il savait qu'il était un grand chasseur, puisque en effet ce n'était pas là sa passion dominante. « J'en juge, répartit Grenier, par vos quatre limiers qui ne « vous quittent pas, » en lui montrant les quatre jésuites. Ces pères, en bons chrétiens, commençaient à demander qu'on punit Grenier de son insolence; mais on représenta au duc que Grenier était aliéné de son esprit, et le duc se contenta de le chasser de sa présence.

« Je reprends le fil de mon histoire, et vais expliquer ce qui donna lieu à ma fuite pour tâcher de sortir du royaume.

« Le duc de La Force, fier des belles conversions qu'il avait faites, en fut rendre compte à la cour. On peut juger si lui et ses jésuites exagérèrent l'effet que leur mission avait produit. Quoi qu'il en soit, le duc obtint de revenir en Périgord en l'année 1700, pour convertir par une dragonnade impitoyable les huguenots des villes royales de cette province. Il vint donc à Bergerac, où il établit son domicile, accompagné de ces quatre mêmes jésuites, et d'un régiment de dragons, dont la mission cruelle, chez le bourgeois où ils furent mis à discrétion, fit bien plus de nouveaux convertis que les exhortations des jésuites. Car en effet il n'y eut cruautés inouïes que ces missionnaires bottés n'exercassent pour contraindre les pauvres bourgeois d'aller à la messe et faire leur abjuration avec des serments horribles de ne jamais plus abandonner l'exercice de la religion romaine. Le duc avait un formulaire de ce serment, rempli d'imprécations contre la religion réformée, qu'il faisait signer et jurer de gré ou de force à ces pauvres bourgeois martyrisés. On mit chez mon

père à discrétion vingt-deux de ces exécrables dragons. Mais je ne sais par quelle politique le duc fit conduire mon père en prison à P.... On se saisit de deux de mes frères et de ma sœur qui n'étaient que des enfants, et on les mit dans un couvent. J'eus le bonheur de me sauver de la maison, si bien que ma pauvre mère se vit seule de la famille au milieu de ces vingt-deux scélérats, qui lui firent souffrir des tourments horribles. Et après avoir consumé et détruit tout ce qu'il y avait dans la maison, ne laissant que les quatre murailles, ils traînèrent ma désolée mère chez le duc, qui la contraignit, par les indignes traitements qu'il lui fit, accompagnés d'horribles menaces, de signer son formulaire. Cette pauvre femme, pleurant abondamment et protestant contre ce qu'on lui faisait faire, voulut encore que sa main accompagnât les lamentables protestations de sa bouche; car le duc lui ayant présenté le formulaire d'abjuration pour le signer, elle y écrivit son nom, au bas duquel elle ajouta les mots : *La Force me le fait faire*, faisant sans doute allusion au nom du duc. On la voulut contraindre d'effacer ces mots, mais elle n'en voulut constamment rien faire, et un des jésuites prit la peine de les effacer.

« Cependant je m'étais échappé de la maison (octobre 1700) avant que les dragons y entrassent; j'avais seize ans accomplis pour lors. Ce n'est pas un âge à avoir beaucoup d'expérience pour se tirer d'affaire, surtout d'un si mauvais pas. Comment échapper à la vigilance des dragons, dont la ville et les avenues étaient remplies pour empêcher qu'on ne s'enfuit. J'eus néanmoins le bonheur, par la grâce de Dieu, de sortir de nuit sans être aperçu, avec un de mes amis, et ayant marché toute la nuit dans le bois, nous nous trouvâmes le lendemain matin à M....., petite ville à quatre lieues de Bergerac. Là, nous résolûmes, quelques périls qu'il y eût, de poursuivre notre voyage jusqu'en Hollande, nous résignant à la volonté de Dieu, pour tous les périls qui se présentaient à notre esprit, et nous prîmes, en implorant la protection de Dieu, la ferme résolution de n'imiter pas la femme de Loth, en regardant en arrière, et que, quel que fût l'événement de notre périlleuse entreprise, nous resterions fermes et constants à confesser la véritable religion réformée, même au supplice des galères ou de la mort.... »

Laissons Jean Marteilie et son compagnon se rendre à Paris, et de là ga-

gner la forêt des Ardennes et Mézières, où ils seront arrêtés et subiront le sort qu'ils s'étaient promis de braver courageusement. Il s'agit de donner la parole au duc de La Force, pour qu'il nous expose à son tour la louable conduite qu'il commença à tenir dans son duché, pendant l'automne de l'année 1699, c'est-à-dire justement six mois après la mort de son père, arrivée le 19 avril précédent (*Bull.* III, 299, 307). Il avait, dès le mois de juin ou juillet, envoyé au roi un mémoire ou programme, au sujet duquel nous avons publié deux lettres du marquis de Seignelay à l'archevêque de Paris, trouvées par nous aux Archives de l'Empire (Reg. du secrétariat, année 1699, fol. 234, 242). Nous les reproduirons ici, avec la lettre précitée du même ministre au duc de La Force (*ibid.*, fol. 311), laquelle montre qu'à la date du 19 septembre, il avait déjà inauguré son système de *conversions sincères*, et en avait aussi informé le chancelier.

A M. l'Archevesque de Paris.

Versailles, le 3 aoust 1699.

Le Roy m'a ordonné de vous envoyer ce mémoire de M. le duc de La Force, sur lequel Sa Majesté sera bien aise d'avoir vostre avis.

Je suis, etc.

A M. l'Archevesque de Paris.

Versailles, le 11 aoust 1699.

J'ay rendu compte au Roy de ce que vous avez pris la peine de m'écrire concernant le mémoire de M. le duc de La Force, sur lequel Sa Majesté avoit demandé vostre avis. Elle entre dans vostre sentiment, et elle m'ordonne de vous dire d'écrire à M. l'évêque de Sarlat de la manière que vous jugerez à propos, pour l'engager à avoir dans l'occasion qui se présente la condescendance que demande M. le duc de La Force, pour la réconciliation de sa chapelle sans en tirer les corps de ses pères hérétiques. Je suis, etc.

A M. le duc de La Force.

Versailles, le 30 septembre 1699.

J'ay rendu compte au Roy de la lettre que vous avez écrite à M. le chancelier le 19 de ce mois. Sa Majesté a loué vostre zèle pour l'avancement de la religion en la conduite que vous tenez pour faire instruire les nouveaux catholiques de vos terres. Vous ne pouvez rien faire de plus agréable à Sa Majesté que de continuer dans cette bonne disposition. Je suis, etc.

I

A Monsieur de Pontchartrain, chancelier et garde des sceaux de France.

A La Force, 15^e octobre 1699.

Monsieur,

Les révérends pères jésuites commencèrent dimanche dernier à faire leur instruction dans l'une des chambres du château de La Force. La chapelle, comme j'ai eu l'honneur de vous le mander, n'étant pas encore en état, il s'y trouva environ trois ou quatre cents nouveaux convertis, mais, à la réserve de deux ou trois des principaux, il n'y avoit que des paysans, quoique j'eusse régulièrement fait avertir tout le monde, comme vous avez vu, Monsieur, par la lettre que j'ai écrite aux curés. Et voyant que les plus aisés des paroisses négligeoient de s'y trouver, je leur envoyai, lundi dernier, à chacun un billet pour leur dire de me venir parler : ils y sont venus presque tous; et lorsque je leur ai représenté que l'intention du roi étoit qu'ils s'instruisissent, et que S. M. vouloit qu'ils assistassent aux explications qui se font ici, j'en ai trouvé très peu de dociles, et quoique le nombre de ces principaux monte à plus de cent il ne s'y en est trouvé mardi que dix ou douze. Je ne compte point les paysans; car si cette centaine faisoit son devoir, il est certain que tous les autres suivroient leur exemple, et que les églises, qui sont présentement désertes, se trouveroient remplies. J'ai déjà eu l'honneur de vous dire, Monsieur, dans une de mes lettres, que le voisinage de Bergerac et de Sainte-Foy est d'un grand obstacle pour les conversions : je l'ai expérimenté dans cette dernière rencontre; car plusieurs, qui se disent bourgeois de Bergerac, et qui sont pourtant établis depuis longtemps dans le duché, quand on les presse de se faire instruire, vont y demeurer et se croient là, comme dans une ville de sûreté, à l'abri de toutes les instructions contre lesquelles ils sont fort en garde. Mardi même, en ayant envoyé chercher

sept ou huit devant que la conférence commençât, et leur ayant dit que le roi vouloit qu'ils y assistassent, il y en eut quelques-uns qui balancèrent sur ce qu'ils avoient à faire ; mais un d'entre eux, nommé Cleissac, sieur de Fongrave, qui demeure depuis douze ans dans le duché de La Force, prit la parole pour tous, en disant : « Nous sommes bourgeois de Bergerac, et quand le roi nous donnera ses ordres à Bergerac, nous verrons ce que nous aurons à faire. » Cette parole, dite d'un air de mutinerie, acheva de déterminer tous les autres. Il s'en alla et ils le suivirent, quoiqu'un père jésuite fit tout ce qu'il pût pour les faire entrer. La conférence commença ensuite, et, après une lecture de l'Ecriture sainte et une prière en françois, le père Dubois expliqua un point de controverse qui étoit celui de la perpétuité de l'Eglise, et demanda ensuite à tous les nouveaux catholiques, chacun en particulier, s'ils avoient quelques difficultés à proposer, et de ceux qui avouèrent être convaincus on en fit un état en forme de procès-verbal dont je vous envoie la copie (1). Faites-moi l'honneur, Monsieur, de me mander ce que je ferai de l'original. Je fis ensuite appeler par mon secrétaire tous ceux à qui j'avois écrit de s'y rendre, pour savoir ceux qui ne s'y étoient pas trouvés, et j'ai ordonné au juge d'ici d'aller chez ceux-là et de leur demander s'ils refusent d'aller aux conférences, la raison pourquoi, et de dresser un procès-verbal de leurs réponses, dont j'aurai l'honneur de vous envoyer copie par le premier ordinaire. Mais je vous supplie, Monsieur, de me faire savoir comment le roi veut que j'en use à l'égard de ceux qui refuseront absolument de s'y trouver, et encore à l'égard de ceux qui, ne se contentant pas de n'y pas venir, empêchent les autres de s'y rendre ou les raillent et leur disent des injures quand ils y ont été, les traitant de papistes et de renégats ; car il est certain que l'exemple de ceux-là, qui sont les principaux et les chefs, attirera toute la populace, et qu'aussi, s'ils ne

(1) Il sera publié *in extenso* dans le prochain cahier.

viennent pas, ceux même qui y assistent présentement discontinueront de le faire. J'avois déjà eu l'honneur de vous proposer, Monsieur, deux moyens pour cela : l'un que le roi leur imposât quelque amende pécuniaire qui allât toujours en augmentant, applicable au rétablissement des églises détruites; l'autre, que S. M. leur envoyât quelques cavaliers en garnison de ceux qui sont à Bergerac; car je puis vous assurer, Monsieur, qu'aussitôt qu'on aura réduit ces principaux, il ne restera plus ici de vestiges de l'hérésie. De plus, si le roi vouloit avoir la bonté de me donner dans chaque paroisse 2 ou 300 fr. de taille pour pouvoir soulager ceux qui sont bien leur devoir, et la rejeter sur ceux qui ne le sont point du tout, cela seroit d'une grande efficace et le roi n'y perdrait rien; car, comme ils sont presque tous ici de la religion, les syndics et les collecteurs se soulagent les uns et les autres par l'espérance de la représaille. J'attends sur tout cela les ordres du roi. Cependant, Monsieur, je continuerai trois fois la semaine à faire faire des instructions, y ferai venir ceux que je pourrai, ferai signer chaque point de controverse qu'on aura traité, à ceux qui assisteront et n'auront rien à dire contre, et, enfin, généralement tout ce que je croirai pouvoir contribuer à les fortifier dans la religion catholique, apostolique et romaine.

Je suis toujours très sincèrement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

Le Duc DE LA FORCE.

II

Au Même.

A La Force, ce 17^e octobre 1699.

Monsieur,

J'ai envoyé le juge d'ici, comme j'ai eu l'honneur de vous mander par le dernier ordinaire, chez les principaux des nouveaux convertis qui sont dans cette terre, pour savoir

d'eux s'ils refusent de venir aux instructions, et les raisons qui les y engagent, et je lui ai dit de dresser un procès-verbal de leurs réponses. Il est presque fini, et quand il le sera j'aurai l'honneur de vous en envoyer copie. Dans ce qui a déjà été fait, je remarque, par l'uniformité de leurs réponses, qu'il y a une espèce de cabale entre eux, et que d'autres missionnaires que ceux que j'ai ici les instruisent de ce qu'ils doivent dire : je tâche à les découvrir. On m'en a parlé de plusieurs, mais j'attends encore à en être mieux informé pour avoir l'honneur de vous le faire savoir. Dans les réponses de ces nouveaux convertis on remarque beaucoup d'entêtement, et plusieurs ont déclaré nettement qu'ils ne veulent point du tout venir aux instructions parce qu'ils sont persuadés de la bonté de la religion protestante et qu'ils ne croient point faire leur salut dans la religion catholique, apostolique et romaine. J'attends avec une impatience extrême, Monsieur, l'honneur de votre réponse pour savoir de quelle manière le roi veut que je me comporte à l'égard de ces opiniâtres, et le retardement porte certainement un très grand préjudice ; car, comme il faut plus de trois semaines pour avoir ici une réponse, ceux même que j'engage à venir s'en dispensent le plus qu'ils peuvent par le mauvais exemple des autres en voyant qu'on les laisse en repos, et il est certain que si deux ou trois des chefs avoient été punis on feroit ensuite des autres tout ce que l'on voudroit. Je ne saurois trop vous répéter ici, Monsieur, combien ces amphibies bourgeois de Bergerac et habitants de la terre de La Force portent de préjudice ; car quand on les presse de faire leur devoir dans un endroit ils s'en vont dans l'autre, où le fréquent commerce qu'ils ont avec les Hollandois les fortifie contre tout ce qu'on pourroit leur dire.

Pour tenir, Monsieur, la parole que j'ai eu l'honneur de donner au roi de ne point souffrir à mon service de nouveaux catholiques qui ne payassent d'exemple et ne fissent encore plus régulièrement leur devoir que les autres, j'ai destitué le sieur de La Nauve, qui étoit ici mon capitaine des chasses,

quoiqu'il fût pourtant depuis longtemps dans la maison, de père en fils, et que j'eusse très lieu d'être content pour tout le reste; mais plus j'en étois satisfait, plus j'ai été bien aise de faire connaître aux autres par cet exemple que le meilleur moyen de me plaire étoit d'être bon catholique.

Je suis très parfaitement, plus que personne du monde, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

Le Duc DE LA FORCE.

III

Au fils de M. le chancelier de Pontchartrain.

A La Force, ce 17^e octobre 1699.

Monsieur,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écire du 30 septembre. Je ne doute pas que vous n'avez vu celles que j'ai écrites à M. le chancelier, par lesquelles, en exécutant l'ordre que le roi m'a fait l'honneur de me donner en partant, je lui ai rendu compte de ce que j'ai fait au sujet des nouveaux convertis de mes terres et des difficultés que je trouvois à les faire venir aux instructions. En attendant sa réponse, je continuerai toujours comme j'ai commencé; mais comme je suis persuadé, Monsieur, qu'il est si fort accablé d'affaires présentement qu'il ne peut guère entrer dans le détail que j'ai l'honneur de lui faire deux fois la semaine, je vous supplie de me mander s'il faut que je m'adresse encore à M. le chancelier ou à vous, Monsieur, pour rendre compte au roi de ce qui se passe en ce pays.

Je suis très parfaitement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

Le Duc DE LA FORCE.

Nous intercalons ici, à sa date, l'autre lettre du marquis de Seignelay, tirée des Archives de l'Empire (*anno* 1699, fol. 350), et qui prouve que le zélé duc, non content de correspondre avec le chancelier et avec son fils, continuait à informer directement le collègue de Pontchartrain :

A M. le duc de La Force.

Versailles, le 23 octobre 1699.

J'ay rendu compte au Roy de ce que vous m'avez escrit concernant ce qui se passe dans vos terres sur le fait de la religion. Sa Majesté est très contente de votre conduite, de l'application que vous donnez à l'instruction de vos vassaux, et du bon exemple qu'ils reçoivent de vous, ce qui est plus capable qu'aucun autre moyen de les convertir sincèrement. Sa Majesté avoit déjà esté informée, par M. l'évesque de Périgueux, du bien que vous faites. Ce prélat s'en loue entièrement. Je suis, etc.

IV

A Monsieur de Pontchartrain, chancelier et garde des sceaux.

A La Force, ce 26^e octobre 1699.

Monsieur,

Les R. P. jésuites continuent leurs instructions dans la salle du château de La Force. Il y venoit, dans les commencemens, environ quatre cents personnes, dont, à la vérité, la plus grande partie étoient des paysans; et comme il y avoit peu de bourgeois qui s'assemblaient chez moi pour entendre ces bons pères, j'envoyai mon juge avec son greffier et des témoins pour demander s'ils y viendroient, et à ceux qui diroient que non, la raison pourquoi ils n'y vouloient pas venir. Comme j'ai déjà eu l'honneur de le mander à M. le chancelier, auquel j'ai écrit deux fois par semaine, les uns, mais en très petit nombre, ont déclaré qu'ils vouloient y venir; d'autres, qu'ils y viendroient quand ils pourroient, et n'y sont pourtant pas venus; d'autres, qu'ils n'y viendroient point, parce qu'ils vouloient mourir de la religion en laquelle ils ont été baptisés; d'autres, qu'ils ne croyoient pas faire leur salut dans la religion catholique, apostolique et romaine; et enfin, d'autres ont dit qu'à la vérité ils ont du bien et demeurent dans la terre de La Force, mais qu'ils sont bourgeois de Bergerac et que c'est à Bergerac qu'ils rendront compte au roi de leurs

intentions. Voilà, Monsieur, les réponses différentes qui ont été faites les deux premiers jours ; mais après que tous ces gens ont eu le temps de se voir de nuit et de jour, ils ont fait des réponses uniformes qui sont qu'ils ne veulent pas venir aux instructions parce qu'ils n'y veulent pas venir, et que tout ce que j'en fais n'est point conforme aux intentions du roi, que pour marque que Sa Majesté veut que ses sujets vivent en repos sans être exhortés de faire leur devoir de bons catholiques, c'est qu'à Sainte-Foy, à Bergerac, ni même dans les terres des autres seigneurs nos voisins, l'on ne dit rien aux nouveaux convertis. Depuis que ces bourgeois se sont ainsi fortifiés les uns les autres, il ne vient plus presque personne aux instructions ; de sorte que mardi et jeudi derniers, les R. P. jésuites n'eurent quasi que mes domestiques et quelques paysans, et il est très assuré que sans l'autorité du roi leur mission ne sera d'aucun fruit. Je continuerai toujours comme j'ai commencé, trois fois la semaine, à faire faire des instructions, n'y dût-il même avoir personne, jusqu'à ce que j'aurai reçu l'honneur de votre réponse, afin que si le roi ordonne qu'on les contraigne à s'y trouver, ils connoissent au moins qu'on n'emploie quelque voie de rigueur qu'après que toutes celles de douceur ont été épuisées.

Mgr l'évêque de Périgueux m'envoya hier et avant-hier deux prêtres pour savoir mon avis sur l'intention où il est d'envoyer des missionnaires dans plusieurs endroits d'ici autour, et je lui répondis, Monsieur, ce que j'ai l'honneur de vous écrire présentement, que j'étois persuadé que pas un des nouveaux convertis ne s'y trouveroit, à moins que ces missions ne fussent prévenues ou accompagnées des ordres du roi, que j'en jugeois par mon expérience, puisque moi-même étant à La Force je n'avois pas assez d'autorité pour y faire venir ceux du duché, et que ceux qui, par crainte ou considération, y étoient venus dans les commencemens, discontinuoient d'y venir après avoir eu le temps de se cabaler et en voyant que les réponses de ceux qui déclaroient vouloir

vivre et mourir dans leur religion n'étoient suivies de rien.

Comme il faut près d'un mois pour avoir réponse aux lettres que j'écris, par le grand tour qu'il faut qu'elles fassent, allant à Bordeaux, d'où un messager à pied les apporte, et que dans tout ceci le retardement est très préjudiciable pour les affaires de la religion, comme vous voyez, Monsieur, par ce que j'ai l'honneur de vous mander, je vous supplie, si vous avez quelque chose à me faire savoir, de faire adresser vos lettres à Barbezieux ; car, quoiqu'il y ait vingt lieues d'ici, j'aurai soin de les faire apporter en droiture.

Je suis très parfaitement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

Le Duc DE LA FORCE.

[*Post-Scriptum*]. J'oubliois de vous dire, Monsieur, que presque tous ceux qui refusent de se trouver aux instructions, sont les mêmes qui, lorsque je suis arrivé ici, comme j'ai eu l'honneur de le mander à M. votre père, s'excusoient de ne pas faire leur devoir de catholiques sur le manque d'instruction, et, quand on les a pris au mot, la cabale qu'ils ont faite les uns avec les autres les a empêchés d'y venir, quoiqu'on ait agi avec eux de la manière du monde la plus douce et la plus insinuante ; car, outre les instructions publiques, les pères leur avoient encore recommandé de les venir trouver en particulier, et, non contents de cela, avoient été eux-mêmes dans toutes les maisons devant que j'y eusse envoyé le juge ; mais les uns fermoient leurs portes à leur vue, les autres s'enfuyoient, d'autres les laissoient parler sans répondre, et d'autres, enfin, leur déclaroient nettement qu'ils ne vouloient point d'instruction.

Le Duc DE LA FORCE.

[Au haut de cette lettre, le ministre a écrit ces mots : *Ne point répondre.*]

V

Au Même.

A La Force, par Barbezieux, ce 1^{er} novembre 1699.

Monsieur,

Je viens de recevoir tout à la fois deux lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, l'une du 1^{er} de ce mois, l'autre du 15. Je vous suis infiniment obligé de la continuation de vos bontés à mon égard, et je chercherai toutes les occasions de les mériter.

Je n'ai point manqué, Monsieur, dans tout ce que j'ai fait jusques ici, d'agir de concert avec Mgr l'évêque de Périgueux. J'ai toujours eu deux ou trois fois la semaine de ses nouvelles et lui des miennes, et c'est par son avis que j'ai fait tout ce que j'ai eu l'honneur de vous mander; je continuerai toujours de même dans la suite.

Vous aurez vu, Monsieur, par les lettres que j'ai eu l'honneur de vous écrire, que j'ai cherché tous les moyens imaginables de ramener ceux de cette terre dans le bon chemin par les voies de douceur. Je les ai fait venir l'un après l'autre, leur ai parlé, les ai exhortés très fortement, et ordonné très doucement de se trouver aux instructions, de consulter les pères jésuites et de leur proposer leurs difficultés. Tout cela a eu quelque effet dans les commencemens, mais ensuite est devenu inutile, comme j'ai déjà eu l'honneur de vous le mander. J'ai relâché à des gens qui me devoient, à condition qu'ils feroient leur devoir; d'autres, qui avoient été exécutés, je leur ai fait rendre leurs meubles à la même considération, et, enfin, si mon esprit m'avoit suggéré quelques autres moyens de douceur, je vous assure, Monsieur, qu'en suivant mon caractère naturel, je les aurois employés. Mais vous ne sauriez croire combien la cabale de certains particuliers, plus à leur aise que les autres, fait de tort; elle agit bien plus fortement sur l'esprit du menu peuple que les préventions qu'ils avoient

contre notre religion. Les mêmes qui, lorsque je suis venu ici, demandoient des instructions, ne croyant pas que je les prisse au mot, sont ceux qui présentement détournent les autres ; et nos conférences vont tellement en diminuant, que, sans hyperbole, il n'y avoit, le dernier jour, qu'une seule personne de dehors, quoique dans les commencemens, par crainte ou par considération, il y en eût plus de quatre ou cinq cents.

Je vous envoie, Monsieur, une copie du procès-verbal que j'ai fait faire de concert avec M. l'abbé de Saint-Aulaire, grand-vicaire de Périgueux, qui étoit venu ici de la part de Mgr l'Evêque. L'original est sur du papier non marqué, et ne peut servir qu'à faire voir l'intention des nouveaux catholiques. Il n'y en a presque pas un qui ne tombe dans les contraventions aux ordonnances du roi ; car, ou ils sont mariés depuis 1685 clandestinement et par des prêtres passagers dont quelques-uns ont été condamnés aux galères, ou ils vivent en concubinage sur la foi d'un contrat, ou ils manquent d'envoyer leurs enfans aux catéchismes. Si on les fait assigner là-dessus, il n'y en a presque pas un qui, lorsqu'on l'interroge de quelle religion il est, ne tombe dans le crime de relaps et ne s'expose par là à des peines très rigoureuses qui ne feroient que fortifier les autres. On le voit par ce qui s'est passé nouvellement dans les villes de Bergerac et de Sainte-Foy, où deux femmes, nouvelles catholiques, ayant fait amende honorable, furent conduites chez elles par le peuple comme en triomphe. Je suis très persuadé, Monsieur, que si trois ou quatre des principaux étoient châtiés d'une manière plus douce et plus prompte par l'autorité du roi et sans forme de procédure, les effets seroient d'un bon exemple et ne feroient pas tant d'honneur dans le parti des nouveaux catholiques.

Vous ne sauriez croire, Monsieur, combien la réponse que me fit le nommé Cheissac, sieur de Fontgrave, en présence de plusieurs personnes (comme j'ai eu l'honneur de vous marquer dans ma lettre du 13 octobre), fait de tort aux confé-

rences qui se font ici. C'est depuis ce temps-là qu'elles ont commencé à diminuer et de venir à rien. M. de Bezons, intendant de la province, qui étoit hier ici, est persuadé que si le roi éloignoit, par une lettre de cachet, celui-là seulement qui a fait la réponse, les autres en deviendroient beaucoup plus dociles; et il est sans difficulté que l'on n'engagera jamais aucun de ces obstinés à faire son devoir que par le moyen de quelque châtiment tel qu'il plaira au roi.

En attendant l'honneur de votre réponse, je continuerai toujours, comme j'ai fait jusques ici, à faire faire les instructions.

Je suis, plus que personne du monde et très parfaitement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

Le Duc DE LA FORCE.

VI

Au Même.

A La Force, par Barbezieux, ce 21 novembre 1699.

Monsieur,

Notre mission commence à avoir des succès un peu plus favorables. Voyant que je ne pouvois presque rien gagner sur les bourgeois contre lesquels j'ai déjà eu l'honneur de vous écrire plusieurs fois, je me suis tourné du côté des paysans, et après les avoir fait instruire en public et en particulier chez eux, et ici, il en est venu un grand nombre me faire leur déclaration qu'ils avoient discontinué de faire leur devoir de catholiques, apostoliques et romains, mais qu'ils promettoient solennellement de le faire régulièrement dans la suite. Ils me firent cette déclaration jeudi 12 de ce mois, qui continua le vendredi et le samedi, qu'ils renouvelèrent tous publiquement, à genoux et à haute voix, le dimanche dans la chapelle, après avoir entendu la messe et la prédication, après laquelle plusieurs qui n'avoient pas encore fait la même déclaration la firent publiquement; d'autres encore la firent l'après-dîné.

après avoir entendu une seconde prédication ; j'en ai fait des procès-verbaux réguliers que ceux qui ont su écrire ont signés et que j'ai mis dans un grand registre, afin que ces nouvelles abjurations, faites de bon gré, ne se perdent pas comme les anciennes qui n'avoient été mises que sur des feuilles volantes. Je vous envoie, Monsieur, une copie des procès-verbaux, par lesquels vous verrez tout ce qui s'est passé (1).

J'allai, lundi dernier, à Périgueux, pour apprendre cette nouvelle à M. l'évêque et prendre des mesures avec lui ; nous sommes convenus, Monsieur, que, le 15 du mois prochain, il y aura ici une grande mission de quatre ou cinq jésuites, qui prêcheront trois fois par jour ; elle durera un mois tout entier. M. l'évêque ouvrira et fermera cette mission avec une grande cérémonie et exposition du saint sacrement. Je revins jeudi dernier de Périgueux, et je continue à recevoir des déclarations. Je donne pour cela tous les jours régulièrement audience à ceux qui se présentent, depuis neuf heures du matin jusques à midi, et depuis deux heures jusques à six. Je vous avouerai, Monsieur, que ces commencemens me font un très grand plaisir, mais ne m'ôtent pas pour cela les justes sujets de crainte que j'ai que, dès que je ne serai plus dans ce pays ici, les plus riches de ma terre dont je n'ai pu encore gagner que cinq ou six, et ceux qui se disent bourgeois de Bergerac et demeurent dans ma terre, dont je n'en ai pas encore eu un seul, ne fassent revenir les autres à leur premier libertinage, à moins qu'on ne les réduise tous à faire leur devoir. Un grand nombre de ceux qui sont revenus de bonne foi me déclarent tous les jours en particulier que, jusques ici, plusieurs les avoient détournés et veulent encore les détourner tous les jours en les menaçant de ne les point faire travailler, de les chasser de leurs métairies, de les surcharger de tailles, et de mille autres choses avec quoi on intimide les paysans. Des filles

(1) Ces procès-verbaux, qui montrent naïvement quelle était la sincérité de ces conversions, seront aussi publiés dans le prochain Cahier.

de vingt-cinq et vingt-six ans, que je voulois faire instruire, m'ont déclaré qu'elles ne l'osoient, quelque envie qu'elles en eussent, par la crainte de leurs pères et mères, qui alloient jusqu'à les menacer de les tuer à coup de couteaux; et la terreur qu'ils ont tous de ceux qui les détournent est si grande qu'on ne le peut croire, à moins que de le voir. Je continuerai toujours à faire de mon mieux pour seconder autant que je pourrai les intentions du roi.

Je suis très parfaitement, Monsieur, votre, etc.

DE CAUMONT,
Duc DE LA FORCE.

VII.

Au Même.

A La Force, par Barbezieux, ce 23 décembre 1699.

Monsieur,

Je ne saurois me lasser de vous rendre compte de ce qui se passe à La Force pour les conversions, et je me flatte que vous ne serez pas fâché d'apprendre que M. l'évêque de Périgueux, assisté de celui de Nantes, y fit, avant-hier, l'ouverture d'une nouvelle mission, pour confirmer dans la religion ceux qui se sont convertis; il porta le saint sacrement en procession depuis l'église jusqu'à l'ancien temple, qui est présentement la chapelle du château. Il y avoit bien près de 11,000 personnes qui assistèrent à cette solennité très dévotement et avec des marques d'une sincère conversion; les peuples m'avoient fait prier par les officiers de la justice de leur permettre de faire un feu de joie et d'autres réjouissances dans mon avant-cour; on brûla dans ce feu quantité de livres hérétiques que ces peuples y avoient apportés, et j'y en ajoutai un grand nombre que j'avois trouvés enfermés dans des tonnes scellées dans des caches de murailles, et dans des cabinets du château de La Force. La mission continua hier; elle durera un mois entier. Mgr l'évêque de Périgueux a confirmé

plus de 1,000 personnes ; il viendra à la fin de la mission pour donner la confirmation à ceux qui s'y prépareront pendant qu'elle durera ; les habitans de Bergerac et de Sainte-Foy sont fort consternés de voir un si heureux succès. Ils attirent chez eux, autant qu'ils peuvent, ceux de mon duché pour les détourner de faire leur devoir. Il y a des villages entiers qui s'y sont allés réfugier, ce qui cause qu'il y a bien encore 4 ou 500 personnes qui ne sont pas venues faire leur déclaration de vouloir vivre et mourir de la religion catholique, apostolique et romaine ; mais j'espère, Monsieur, qu'ils prendront, dans la suite, un meilleur party.

Je suis toujours très parfaitement, Monsieur, votre, etc.

Le Duc DE LA FORCE.

PROTESTATION DE L'ÉVÊQUE DE LA ROCHELLE

CONTRE L'ÉDIT DE LOUIS XVI ACCORDANT L'ÉTAT CIVIL AUX NON-CATHOLIQUES.

RÉQUISITOIRE DU PROCUREUR DU ROI

ET ARRÊT DU CONSEIL CONTRE LE MANDEMENT DUDIT ÉVÊQUE.

1788.

« Il s'était formé une nation nouvelle, à laquelle il fallait un droit nouveau. C'est ce qu'avaient reconnu à l'envi les dépositaires les plus divers de l'autorité monarchique.... Qu'avait-il été fait, cependant, pour changer le vieux régime de la France?..... L'esprit du temps inspirait-il des pensées de tolérance? le clergé, rappelant les édits de Louis XIV et de Louis XV contre les protestants, recommandait à Louis XVI de les appliquer dans toute leur rigueur, en imitation de ses deux orthodoxes ancêtres... »

(MIGNET, Notice sur M. Droz, 1852.)

Ce n'est pas seulement avant la promulgation de l'Edit de 1787, et lorsque le débat était ouvert sur la question de la tolérance civile, que le clergé catholique insista pour le maintien des lois de proscription. Même après que l'opinion eut reçu gain de cause, après que l'autorité royale eut décrété, et le parlement lui-même enregistré l'Edit réparateur, on va voir qu'il se trouva des prélats pour déverser le blâme sur cet acte solennel d'humanité et de sagesse, et pour prêcher ouvertement à leurs ouailles le mépris de la justice et la désobéissance aux lois.

L'édit tant sollicité, tant attendu, avait été donné à Versailles, au mois de novembre 1787; le parlement l'avait enregistré le 29 janvier 1788. C'est le 26 février que Monseigneur l'évêque de la Rochelle publia le mandement que nous allons reproduire d'après le dossier conservé à la Bibliothèque impériale. L'auteur de *l'Histoire des Eglises du Désert* paraît n'avoir pas connu les pièces qui constatent cette triste et tardive opposition d'un représentant du clergé, et la procédure qui s'ensuivit devant le Conseil. C'est une page d'histoire qui ne devra pas être omise désormais.

MANDEMENT DE M^{gr} L'ÉVÊQUE DE LA ROCHELLE.

FRANÇOIS-JOSEPH-EMMANUEL DE CRUSSOL d'UZÈS, par la miséricorde divine et la grâce du saint-siège apostolique, évêque de la Rochelle, conseiller du roi en tous ses conseils, etc.; Au clergé séculier et régulier de notre diocèse, salut et bénédiction en notre Seigneur.

Il vient de paroître, Nos très chers Frères, une loi en forme d'Edit, concernant les *non-catholiques*, par laquelle le roi accorde à tous ceux de ses sujets, ou étrangers domiciliés dans le royaume, qui ne font point profession de la religion catholique, une existence civile et légale. Par cette loi, ils sont tous admis au rang de citoyens; et pour constater leurs unions, la naissance de leurs enfants et leurs morts, la même loi établit des formes pareilles à celles usitées pour les catholiques, excepté que le magistrat civil est substitué à défaut et au refus du curé, pour faire les annonces, recevoir la déclaration de mariage, tenir les registres, présider aux sépultures, délivrer des actes, et remplir toutes les autres formalités.

Cette loi, qui semble confondre et associer toutes les religions et toutes les sectes, est une suite des nouveaux principes de politique humaine, qui sont aujourd'hui si communs, suivant lesquels la population et le commerce sont seuls la gloire et la prospérité des empires; cette loi sur laquelle nous ne saurions vous peindre notre douleur et notre peine, en voyant l'erreur prête à s'asseoir à côté de la vérité; cette loi, dis-je, permet à tous les non-catholiques de s'adresser également, pour tous les actes relatifs à leurs unions, naissances ou sépultures, ou au curé, ou au magistrat, et dans le cas qu'elle prévoit du refus du curé, enjoint au magistrat de remplir les formalités qui y sont prescrites.

C'est sur cette permission, accordée, d'une part, aux non-catholi-

ques, de s'adresser à leur choix, ou aux curés, ou aux magistrats ; et sur la liberté qui vous est laissée de l'autre, ou de les admettre ou de les refuser, que prévoyant votre incertitude, sachant combien il est important de suivre tous un même plan de conduite, fondé sur les mêmes principes, les circonstances particulières à notre diocèse exigeant une prompte résolution ; nous confiant dans votre disposition à écouter notre voix, nous avons cru pouvoir vous ouvrir sincèrement notre cœur, et vous représenter, Nos très chers Frères, et fidèles coopérateurs dans le saint ministère, qu'en qualité de ministres de la seule et véritable religion catholique, apostolique et romaine, nous pensons que vous ne devez point prêter votre ministère, si honorable en lui-même, indépendamment du titre et des fonctions d'officiers publics qu'on voudroit y associer, et en faire une espèce de privilège et de titre d'honneur, à l'exercice d'aucunes fonctions, envers les membres d'aucune secte et d'aucune religion différente de la religion catholique, apostolique et romaine. L'espérance de les attirer à l'Eglise, bien moins encore la rétribution attachée aux fonctions qui les concernent, ne sont point des motifs suffisans. Placés hors de l'Eglise, ils ne peuvent prétendre à aucuns des secours et services qu'en qualité de pasteurs, vous ne devez qu'aux vrais fidèles, excepté seulement ceux de l'instruction, quand ils voudront y participer, et de la charité chrétienne, s'ils sont dans le cas d'y avoir recours. Eh ! comment pourriez-vous déclarer, Nos très chers Frères, même au nom de la loi, légitime et indissoluble, une union contractée contre les règles et les ordonnances de l'Eglise ? Abandonnez donc ce ministère à ceux que la loi commet pour le remplir ; ne craignez point de déclarer à ceux qui se présenteront, que votre ministère est spécialement et même uniquement réservé aux fidèles ; que l'avantage temporel, qui leur est accordé, ne change rien aux loix de l'Eglise et aux fonctions de ses pasteurs, et qu'ils doivent se pourvoir par-devers l'autorité séculière : par là vous conserverez la dignité de votre ministère, et vous éviterez beaucoup d'inconvéniens et d'embarras sur l'interprétation du nouvel Edit, et de l'application des formes qui y sont prescrites.

Quant aux actes de baptême des enfans qui vous seront présentés, vous suivrez la forme que nous vous avons prescrite dans le préambule des Conférences de l'année 1783, qui consiste, conformément à la déclaration du roi du 12 mai 1782, à recevoir et inscrire la dé-

claration des parrains et marraines, en observant, dans le cas de mariages qui n'auroient pas été célébrés en face de l'Eglise, de n'affirmer, en votre nom, que le seul fait de l'administration du sacrement de baptême; et pour toutes les autres circonstances, de les rapporter à la déclaration des parties dans cette forme : *Tel jour a été baptisé par moi curé ou vicaire de cette paroisse, Jean ou Jeanne, que tel et telle parrain et marraine nous ont déclaré être fils ou fille de, etc.*

A ces causes, et pour établir l'uniformité de principes et de conduite dans tout notre diocèse, nous mandons et enjoignons à tous curés, vicaires, desservans, prêtres habitués dans les paroisses, et autres employés, dans toute l'étendue de notre diocèse, au saint ministère, séculiers ou réguliers, exempts ou non exempts, de n'exercer, à l'égard des non-catholiques, aucunes fonctions; de ne point publier en chaire, ni à la porte de l'Eglise, leurs bans; de ne leur délivrer aucuns certificats; de ne jamais se permettre de recevoir leurs déclarations de mariage; de ne point assister ni présider à leurs sépultures; de n'inscrire aucun de leurs actes sur leurs registres : enjoignant expressément pour tous ces cas et autres, de les renvoyer à l'autorité séculière.

Donné à la Rochelle, en notre Palais épiscopal, le 26 février 1788.

† FRANÇOIS-JOSEPH-EMMANUEL, Evêque de la Rochelle.

Par Monseigneur, LA RICHARDIÈRE, Chanoins-Secrétaire.

Motifs qui ont déterminé M. l'évêque de la Rochelle à donner son Mandement (1).

Les motifs de Monseigneur l'évêque de la Rochelle, en publiant son Mandement, sont :

1^o Que revêtu du caractère et de la dignité épiscopale, il a le droit de régler ce qui regarde la discipline ecclésiastique de son diocèse, et l'administration des sacremens ; de proposer à ses curés et autres ecclésiastiques exerçant le saint ministère, la conduite qu'ils doivent tenir dans les occasions difficiles, douteuses et embarrassantes ; qu'il doit même prévenir à cet égard leurs doutes et leurs difficultés, et que les fonctions qui leur sont attribuées par le nouvel Edit, sont

(1) Pièce jointe au Mandement.

incontestablement de ce nombre, puisque l'Édit même prévoit le cas de refus de leur part de s'y livrer ;

2^o Que la ville de la Rochelle ayant été longtemps le siège et le chef-lieu de l'hérésie, ayant encore dans son sein un grand nombre de personnes malheureusement engagées dans l'erreur, il doit mettre plus de vigilance qu'aucun autre pour arrêter leurs entreprises, soutenir la foi catholique, et défendre la religion ; que c'est précisément pour ces motifs que son siège a été érigé à l'époque de la rentrée de la ville sous l'obéissance de Louis XIII ; que c'est donc comme l'objet et le titre particulier de sa fondation qu'il doit remplir ; que son attention et ses sentimens à cet égard, depuis vingt ans qu'il occupe ce siège, ont toujours été connus, ainsi que sa conduite ferme et soutenue dans les principes de l'Evangile et dans l'esprit de la charité chrétienne ;

3^o Que dans la circonstance nouvelle de l'Édit, il a dû prendre les mesures convenables, non pour priver les non-catholiques des avantages qu'on auroit pu leur accorder, mais pour empêcher qu'ils ne troublent l'ordre et la discipline de l'Eglise ; qu'ils n'ébranlent les principes de la croyance, et que le peuple fidèle, qui déjà concevoit beaucoup d'inquiétude et une espèce d'indignation, de voir ses ministres exercer indifféremment leurs fonctions à l'égard des membres de toutes les religions, ne fût scandalisé, et n'en vint à conclure dans la suite, que toutes les religions sont indifférentes ; qu'il ne pouvoit même s'empêcher de déclarer sur-le-champ son avis, en étant requis par les curés, qui lui ont fait part des sollicitations des protestans, pour admettre leurs déclarations de mariages précédemment contractés, et remplir les formalités nouvellement établies pour ceux à contracter, et qui aussitôt après leur refus, se sont présentés aux magistrats, d'où il est résulté, dans le temps de carême, de nouvelles noces et festins, ce qui est absolument contraire à l'esprit de l'Eglise, qu'il n'a pu se contenter d'un avis secret, mais qu'étant important d'établir, d'une part, une conduite uniforme dans tout son diocèse ; de prévenir, de l'autre, les incertitudes et les embarras des curés les plus éloignés, dont plusieurs sont à plus de trente lieues de sa résidence, et d'éviter particulièrement toute diversité de principes et de conduite, qui n'auroit été capable que de rendre les uns odieux, et les autres susceptibles d'être accusés de faiblesse et de relâchement : il a dû, dans ces circonstances, et pour tous ces motifs, manifester

publiquement sa façon de penser, prendre sur lui le blâme qui en pourroit résulter, et donner, malgré la crainte de n'être pas généralement approuvé, l'exemple de la fermeté religieuse.

Le dispositif de son Mandement est, suivant ce qu'il a lieu de le présumer, conforme à l'opinion générale du clergé. Si dans le préambule, on trouve des expressions trop fortes, il s'excusera sur la nécessité de faire connoître et motiver sa solution, et sur l'impression particulière qu'a faite sur lui le nouvel Edit. Certainement il a fallu de grands motifs, pour le déterminer à élever sa voix, avant même que d'avoir pu consulter l'assemblée du clergé de la province, et l'assemblée générale du clergé, qui doivent se tenir prochainement; et il n'en a point d'autres que ceux de l'intérêt de la religion, dont il est dans son diocèse le chef et le ministre; eux seuls l'ont déterminé, joints cependant aux circonstances particulières et locales dans lesquelles il se trouve. Eh quoi! s'est-il dit à lui-même, lorsqu'on voit tous les grands corps de l'Etat montrer un zèle si noble, pour conserver les droits et les intérêts de la nation; lorsqu'ils s'exposent aux disgrâces, pour remplir les devoirs de leur charge; les chefs de la religion montreront-ils moins de zèle et de courage, pour des intérêts bien plus importants? Se contenteront-ils de gémir en secret; d'indiquer foiblement et presque sourdement aux ministres inférieurs, la conduite qu'ils doivent tenir? Se couvriront-ils sagement de la prudence humaine pour déguiser leur faiblesse? Craindront-ils le vain reproche de fanatisme, d'enthousiasme, de faux zèle, ou seulement d'imprudence? Non, sans doute; et avec le respect qu'ils doivent au souverain et aux magistrats, qui ont cru devoir admettre cette nouvelle loi, ils se feront un point de religion d'en modérer l'exécution, pour ce qui les regarde, dans les justes bornes qu'elle doit avoir, et qu'elle s'est imposée elle-même; sans l'approuver pour le reste, ni la contredire.

Les deux pièces qui précèdent se répandirent bientôt dans le public, et y causèrent une vive émotion. Les journaux du royaume et ceux de l'étranger les reproduisirent, entre autres la *Gazette de Leyde*, qui, dans son numéro du mardi 8 avril 1788, s'exprimait en ces termes : « Le mandement que M. l'évêque de La Rochelle a rendu au sujet de l'édit des non-catholiques est en date du 26 février. Comme il est aussi rare qu'extraordinaire par son contenu, l'on ne sera pas fâché de le connaître en entier. Le voici. »

La même *Gazette* ajoutait dans son numéro du vendredi 11 avril :

« Nous avons rapporté, dans notre avant-dernier supplément, que le procureur du roi au baillage de la Rochelle, y avait dénoncé le mandement, rendu par l'évêque de cette ville, au sujet de l'édit des non-catholiques. Cette dénonciation, qui mérite d'être connue, est de la teneur suivante » :

Aujourd'hui 6 mars 1788, au matin, nous officiers de la sénéchaussée de la ville et gouvernement de la Rochelle, étant, en la chambre du conseil, avant et au moment de la tenue de l'audience du siège présidial de ladite ville, les gens du roi sont entrés, et, M^e Charles-Jean-Marie Alquier, premier avocat du roi, portant la parole, out dit :

Messieurs,

Nous n'avons pu voir avec indifférence la publication d'un mandement de M. l'évêque de la Rochelle, qui contrarie de la manière la plus reprehensible l'exécution de l'Édit du roi, du mois de novembre 1787, concernant ceux qui ne font pas profession de la religion catholique, enregistré en la cour de parlement le 29 janvier suivant, et en la sénéchaussée de cette ville, le 13 février de la présente année 1788.

Cet ouvrage devait d'autant moins échapper à la vigilance et à la sévérité du ministère public, que son auteur, voulant établir, suivant son expression, *un même plan de conduite et d'uniformité de principes*, pour les ecclésiastiques du diocèse, il leur enjoint expressément la résistance la plus formelle aux dispositions de l'Édit, et cherche à faire prévaloir ainsi son autorité sur celle du roi même.

M. l'évêque de la Rochelle ne s'est pas contenté d'établir dans son mandement, des principes d'insubordination et de résistance aux loix de l'État ; il a osé, par l'abus le plus coupable de ses fonctions, calomnier les motifs et la piété du roi.

Vous serez sans doute scandalisés, ainsi que nous l'avons été, Messieurs, de cette phrase hardie et inconsidérée, qui se trouve dans le mandement, et que nous allons remettre sous les yeux de la cour : « Cette loi, dit l'auteur, qui semble confondre et associer toutes les religions et toutes les sectes, est une suite des nouveaux principes de politique humaine, qui sont aujourd'hui si communs ; suivant lesquels la population et le commerce font seuls la gloire et la prospérité des empires : cette loi, sur laquelle nous ne saurions

« vous peindre notre douleur, et notre peine, en voyant l'erreur « prête à s'asseoir à côté de la vérité. »

Ne penseroit-on pas, Messieurs, en nous entendant rapporter ces étranges expressions, que l'auteur s'élève contre un de ces ouvrages criminels et licencieux dans lesquels une fausse et funeste philosophie tend à dissoudre tous les liens qui attachent l'homme au culte de la Divinité : eroiroit-on que l'auteur parle d'une loi sage et bienfaisante? Retrouvez-vous ici le respect dû au roi, à la pureté de ses motifs? Reconnôitez-vous, nous ne dirons pas la charité chrétienne, la douceur évangélique, la décence et la modération d'un prélat, mais la fidélité d'un sujet? Comment M. l'évêque de la Rochelle, oubliant tous les devoirs que lui impose un titre éminent, s'est-il permis, par les assertions les plus téméraires, de répandre les soupçons les plus injurieux, sur les principes du gouvernement? Comment ose-t-il annoncer ses allarmes *sur l'association de la vraie religion avec toutes les sectes*, lorsque le roi déclare dans le préambule de son Edit, « qu'à « l'exemple de ses augustes prédécesseurs il favorisera toujours de tout « son pouvoir la profession commune de l'ancienne foi de ce royaume; « que, s'il n'est pas en son pouvoir d'empêcher qu'il n'y ait différentes « sectes dans ses Etats, il a pris les mesures les plus efficaces pour « prévenir de funestes associations, et que la religion catholique, « qu'il a le bonheur de professer, jouisse seule dans son royaume des « droits et des honneurs du culte public. »

C'est cependant en affectant de méconnoître ces promesses solennelles, aussi honorables pour le roi que consolantes pour l'Eglise, que M. l'évêque de la Rochelle porte atteinte au respect dû à la Majesté souveraine, en représentant le roi comme indifférent sur le culte et la foi de ses ancêtres, et s'abandonnant à *de nouveaux principes de politique humaine*, qu'on dit être regardés par le gouvernement comme *la seule base de la gloire et de la prospérité des empires!*

C'est ainsi qu'en affectant des craintes imaginaires ou suggérées par un zèle excessif, on allarme les consciences, et que l'on cherche à rendre tout rapprochement impossible, en annonçant dans un ouvrage, où l'exactitude et la modération devoient au moins se trouver, que *l'erreur est prête à s'asseoir à côté de la vérité!*

La disposition de l'art. IX de l'Edit, qui laisse au choix des non-catholiques de recourir aux curés et vicaires ou aux officiers de jus-

tice, pour la publication de leurs bans, et la déclaration de leurs mariages, et la prompte détermination qu'avoient prise les non-catholiques de s'adresser aux curés des paroisses de leurs domiciles, avoient fait concevoir les plus flatteuses espérances. Que ne pouvoit-on pas se promettre en effet des rapports fréquens qui alloient exister avec les ministres de l'Eglise et du zèle éclairé des pasteurs ? Mais telle est la résistance à la teneur de l'Edit, qu'enjoint M. l'évêque de la Rochelle, qu'il décide *que l'espérance d'attirer les non-catholiques à l'Eglise n'est pas même un motif suffisant pour leur prêter les secours du ministère, et remplir à leur égard aucune fonction.*

Ce n'est pas sans étonnement, Messieurs, que nous trouvons dans un ouvrage de discipline ecclésiastique une assertion aussi contraire à la charité évangélique qu'elle l'est à la sainte morale : Mais c'est ainsi que souvent l'on s'égare, quand on n'écoute que les emportemens du zèle : Le véritable esprit du christianisme, la voix de la charité, tout est méconnu, tout est oublié.

Mais nous n'avons pas seulement à reprocher à M. l'évêque de la Rochelle d'avoir manqué à la vénération qu'il doit au roi, et dont sa conduite devoit cependant offrir le modèle ; il n'a pas craint, en excédant les bornes de son pouvoir, de contredire le sens littéral de l'Edit, par cette phrase bien propre à attirer à son auteur l'animadversion de la justice : « Eh ! comment pourriez-vous déclarer, « Nos très chers Frères, même au nom de la loi, légitime, indissoluble, une union contractée contre les règles et les ordonnances de « l'Eglise ? »

C'est ainsi que l'auteur ne laisse plus de douter sur les sentimens qui lui ont inspiré son ouvrage : voilà l'esprit de contradiction ou plutôt l'esprit de révolte contre la loi du prince. C'est en abusant des droits du sanctuaire, c'est en profanant la mission apostolique, qu'un évêque, en discutant une loi qu'il ne doit que respecter, ose exciter dans son diocèse la résistance la plus criminelle à un Edit à jamais mémorable, dans lequel le roi dit expressément, qu'il ne veut plus priver une portion de ses sujets des droits que la nature réclame en leur faveur, et qu'il donne à cette portion de ses sujets une existence légale pour les affranchir de l'alternative inévitable dans laquelle ils étoient, ou de profaner les sacremens par des conversions simulées, ou de compromettre l'état de leurs enfants en contractant des mariages frappés de nullité par la législation de son royaume.

Méconnoître dans ces paroles du législateur la sagesse, la bienfaisance et la piété du roi, c'est un aveuglement; les combattre, c'est un attentat contre l'autorité royale.

Après avoir fait suspecter les dispositions et l'effet de l'Edit du roi, en inculpant de la manière la plus grave et la plus reprehensible les intentions du législateur; après avoir interdit au clergé du diocèse les empressements de la charité pastorale en faveur des non-catholiques; après avoir opposé l'esprit de rébellion à l'esprit de la loi, il ne restoit plus à M. l'évêque de la Rochelle que de s'armer de son autorité, pour défendre aux ecclésiastiques d'obtempérer à l'Edit du roi; et c'est par des défenses et une injonction expresse que se termine le mandement.

Si M. l'évêque de la Rochelle méconnoît la sagesse de la loi, qu'il ose attaquer; si ses principes particuliers s'élèvent contre les vues de bienfaisance manifestées dans un Edit, que le roi déclare n'accorder qu'après avoir consulté dans le plus mûr examen ce que sa justice et l'intérêt de son royaume exigeoient; ce prélat n'a jamais dû se permettre d'user du droit de représentation et de discipline, pour détourner les ecclésiastiques du diocèse de la déférence qu'ils doivent aux loix de l'Etat; pour exiger de leur soumission un refus, dont la sagesse du roi a prévu la possibilité, que sa bonté tolère, mais qui ne doit jamais dans des Etats être commandé par une autorité intermédiaire.

La discipline de l'Eglise et l'instruction des fidèles imposent aux évêques le devoir de publier des mandemens; mais ce devoir doit se circonscrire dans les limites de la police ecclésiastique.

Quand le zèle des prélats, dans ces cas très rares, s'étend jusqu'aux lois civiles, ce ne doit être, suivant l'esprit du christianisme, que pour en recommander l'exécution. Et, si jamais l'autorité royale pouvoit être méconnue, ce seroit dans le concours et le ministère des évêques, qu'on devroit retrouver les principes et les exemples propres à la consolider.

Telles sont, Messieurs, nos observations sur un ouvrage dans lequel on ne paroît avoir d'autre but que de s'élever contre les dispositions de l'Edit du mois de novembre dernier. Nous n'avons pas cru, dans une circonstance aussi importante, que notre ministère nous permit de garder le silence. C'est lorsqu'on ajoute à des erreurs graves et dangereuses le poids d'un grand exemple et d'une grande

autorité, que les magistrats doivent opposer la force des loix, et assurer par elles le bon ordre et la tranquillité publique. Dans ces circonstances et par ces considérations nous requérons pour le roi, « qu'il nous soit donné acte de la dénonciation et de la représentation, que nous faisons d'un imprimé intitulé : *Mandement de M. l'évêque de la Rochelle*, etc., comme attentatoire à l'autorité royale, contenant des pensées fausses, injurieuses, des expressions contraires au respect dû au roi, et comme propre à exciter une fermentation dangereuse dans la ville et dans la province ; et de ce que nous requérons également, qu'il soit de l'imprimé, que nous vous laissons, fait procès-verbal, pour être le tout envoyé à nos seigneurs du parlement. »

Les gens du roi ayant laissé sur le bureau leurs conclusions par écrit, signées Alquier, avocat du roi ; Regnaud, procureur du roi ; et Macault du Dorel, avocat du roi ;

Eux retirés ;

Vu le réquisitoire du procureur du roi, et imprimé joint à ses conclusions, etc., etc. ;

La matière mise en délibération, nous avons au procureur du roi donné acte de ses réquisitions et conclusions, ensemble de la remise du mandement y mentionné ; en conséquence, ordonné que l'imprimé intitulé : *Mandement*, etc., ci-dessus visé, sera et demeurera déposé à notre greffe après avoir été paraphé *ne varietur* par M. le lieutenant général et qu'expéditions en forme tant du présent procès-verbal que dudit imprimé, seront adressées à nos seigneurs du parlement.

Fait et arrêté en la chambre du conseil du palais royal de la sénéchaussée de la ville et gouvernement de la Rochelle, par nous, officiers d'icelle, les jours et lieux que dessus :

Signé : GRIFFON, GRISSOT DE PASSY, CARRÉ DE CANDÉ,
SEIGNETTE, MOYNE DU VIVIER, BOUTET, GILBERT DE
GOURVILLE, et D'ESPEROU.

La *Gazette de Leyde* faisait suivre ce document des réflexions que voici :

« Tandis qu'un évêque de France se fait gloire de se montrer aussi intolérant, de simples curés, animés d'un zèle plus éclairé, sont persuadés que l'espérance de réunir les protestans à l'Eglise est un motif suffisant pour leur prêter les secours de leur ministère. De ce nombre est le curé de Saint-André des Arts à Paris. Le jour de Pasques, son prône ne fut que l'éloge de la tolérance, et par conséquent celui du nouvel Edit. Il invita

« tous les non-catholiques de sa paroisse de venir le trouver toutes les fois
 « qu'ils auroient besoin de son ministère ou de ses secours; et il prit l'engagement de ne jamais exiger d'eux aucunes des rétributions que la loi lui
 « accorde. »

Il est encore bon de rappeler que cet édit de Louis XVI, ainsi repoussé par un évêque, tandis qu'il recevait d'ailleurs un accueil si empressé, contenait ce qui suit :

« La religion catholique jouira seule dans notre royaume des droits et des
 « honneurs du culte public, tandis que nos autres sujets non catholiques,
 « privés de toute influence sur l'ordre établi dans nos Etats, déclarés d'avance et à jamais incapables de faire corps dans notre royaume, *ne tiendront de la loi que ce que le droit naturel ne nous permet pas de leur refuser.....* »

ARRÊT DU CONSEIL

contre le Mandement de l'évêque de la Rochelle.

Le roi ayant été informé qu'on répandoit dans le public, un ouvrage ayant pour titre : *Mandement de M. l'évêque de la Rochelle du 26 février 1788*, ledit mandement imprimé à la Rochelle, en vertu du privilège général accordé audit sieur évêque de la Rochelle; S. M. auroit jugé à propos de le faire examiner en son conseil; et par le compte qui lui en a été rendu, elle auroit reconnu que ce qu'il contient dans son exposé n'est pas moins répréhensible que ce qui est contenu dans sa conclusion; que ledit sieur évêque de la Rochelle se permet, dans l'exposé, de défendre à ses coopérateurs dans le saint ministère *de se prêter à aucune fonction envers les membres d'aucune secte d'une religion différente de la religion catholique apostolique et romaine*, ce qui est très répréhensible; ainsi que ses réflexions, qui ne tendent qu'à dénaturer la pureté des intentions de Sa Majesté, pour le maintien de la religion catholique dans ses Etats;

Sa Majesté a reconnu encore que, dans la conclusion, il affecte de donner à ses coopérateurs avec la plus grande publicité un plan de conduite auquel il les soumet, par opposition aux vues de sagesse que Sa Majesté a manifestées par son Edit;

Que cet ouvrage, rendu public, par la voie de l'impression, sans nécessité, et composé sans précaution, ne peut avoir pour but que de répandre des craintes et d'alarmer les consciences timides et les esprits peu éclairés, en essayant de leur faire entendre que la vérité est attaquée et que la foi est en péril, dans une circonstance où Sa Majesté a eu le plus grand soin de manifester son zèle à les défendre et à les protéger ;

Comme le premier devoir du souverain, en qualité de protecteur de l'Eglise, est de prévenir soigneusement, dès le principe, tout ce qui peut en troubler la tranquillité ou diminuer le respect qui est dû à l'autorité royale, et afin que pareille chose ne puisse arriver à l'avenir ;

Sa Majesté, étant en son conseil, a ordonné et ordonne que ledit Mandement sera supprimé, comme contraire au respect dû au roi, tendant à alarmer les esprits et à troubler la tranquillité de l'Eglise et de l'Etat ; fait défenses audit sieur évêque de la Rochelle de publier ou distribuer de pareils écrits ;

Enjoint Sa Majesté à tous ceux qui ont des exemplaires dudit Mandement de les remettre incessamment au greffe du conseil, pour y être supprimés ; fait défense à tout imprimeur, libraire, colporteur et autres, de quelque état qu'ils soient, d'en vendre ou distribuer, à peine de punition exemplaire ;

Ordonne, au surplus, Sa Majesté, que tout ce qui s'en est ensuivi ou a pu s'ensuivre de la publicité dudit Mandement sera regardé comme non avenu ;

Et sera le présent arrêt lu, publié et affiché dans la ville de la Rochelle et autres lieux du diocèse, et partout ailleurs où besoin sera.

Fait au conseil du roi, Sa Majesté y séant, le 3 avril 1788.

Signé : LE BARON DE BRETEUIL.

NOTICES BIOGRAPHIQUES.

AUTOBIOGRAPHIE DE PIERRE DU MOULIN

D'APRÈS LE MANUSCRIT AUTOGRAPHE.

1564-1658.

Le journal hebdomadaire *Le Protestant* publia dans huit de ses numéros, de septembre 1831 à juillet 1832, huit extraits d'une *Vie inédite et autographe de Pierre Du Moulin*, que possédait alors dans sa riche collection M. le pasteur P.-H. Marron. C'est ce même manuscrit, d'une écriture très nette et de 64 pages petit in-4° (très bien conservé, sauf les deux premières pages un peu endommagées), qui a passé depuis entre les mains de M. L.-C. Luzac, de Leyde (*Voy. Bull.*, V, 489), et c'est grâce à son obligeante communication que nous allons publier ce précieux document dans toute son intégrité. Cette reproduction est d'autant plus utile, que le texte imprimé dans le *Protestant*, outre que ce ne sont que des fragments, est souvent fautif et accompagné de notes parfois erronées. Voici plusieurs exemples des singulières méprises que nous y remarquons. Du Moulin rapporte que « M. de Montigny, par ordre du consistoire, fut chargé de suivre Madame « (sœur du roi) en son voyage en Lorraine... » Il est clair qu'il s'agit ici de Lauberan de Montigny, pasteur de l'Eglise de Paris, bien connu (*Voyez Bull.*, I, 252, 388); la note le confond avec François de la Grange d'Arquien de Montigny, maréchal de France, à qui elle consacre douze lignes. — Plus loin, le manuscrit porte qu'avant d'être établi à Ablon, l'exercice du culte « se faisoit à Grigny, chez Monsieur des Bordes Mercier, à cinq lieues de « Paris... » (C'est le fils du célèbre hébraïsant, sieur des Bordes et de Grigny.) On a imprimé : « Chez M. des Bordes, mercier, etc. » — Plus loin encore, là où Du Moulin parle du synode national de Privas, en 1612, « où « M. Chamier fut esleu président, » on a imprimé « M. Chesnier. » Il est vrai que le manuscrit laisse lire volontiers ce nom; mais celui de Chamier, même mal écrit, ne devait-il pas être ici lu et imprimé correctement ?

Une lecture et une impression plus attentive de ce document étoit, on le voit, nécessaire, ainsi que sa reproduction intégrale. On aurait pu y joindre quantité de notes et rapprochements, fort curieux sans doute, mais qui eussent exigé un grand travail de recherches et pris un temps considérable. Quant aux éclaircissements sur les noms propres, la *France protestante*, parvenue aujourd'hui à la fin de la lettre R, sera d'un grand secours pour les lecteurs.

Il existe une Vie de Du Moulin. Elle est, dit Bayle, dans le volume que

le docteur Bats (en latin *Batesius*) publia à Londres, l'an 1681, sous le titre de *Filix selectorum aliquot virorum, qui doctrina, dignitate, aut pietate inclaruere.* (*Dict. hist.*, art. *Cayer*, note II, n° 30.)

LA VIE DE M. PIERRE DU MOULIN

*Ministre de l'Eglise réformée de Sedan et professeur en Théologie,
écrite par lui-même.*

L'an 1564, le 24 avril, Joacim Du Moulin, mon père, ministre de la Parole de Dieu, [épousa en] l'Eglise d'Orléans, demoiselle Françoisse [Gabet, veuve de] Jacques Du Plessis, ministre de l'Eglise de [], fille d'Innocent Gabet, juge pour le Roy, à Vienne, en Dauphiné; tué pour la religion, peu après le massacre de la Saint-Barthélemy, en l'an 1572, le 24 d'aoust. Il s'estoit retiré en sa maison de Chattonnay, proche de Vi[enne], où il fut pris par les gens de Monsieur de Maugir[], qui, feignant de le vouloir mener prisonnier à Vienne, le tuèrent par le chemin. Il a laissé un fils, nommé Jacques Gabet, qui a eu la même charge, duquel le fils, nommé aussi Jacques Gabet, a succédé à la même charge, lequel j'ay ven, en passant par Vienne, en allant au Synode national de Gap.

Toute cette famille a quitté la profession de l'Evangile, hormis une fille, nommée Claude, sœur de ma mère, dont est issu Jacques Perrin, sieur De La Treille, demeurant à Bourgoin, en Dauphiné, dont la famille faisoit encore profession de la vraie religion, quand revenant du même Synode je passay par Bourgoin.

Du mariage entre Joacim Du Moulin et Françoisse Gabet, sont issus quatre enfants, assavoir, Ester, Joacim, Pierre, et Eléazar. Ester est née le 10 de juin 1565, à Mony, où mon père estoit ministre, Joacim est né au même lieu, le 27 de février 1567.

[L'an 1568], les troisièmes troubles s'estans esmeus, le chasteau de Mony fut pris par Monsieur De Fosseuse. Mon père, qui estoit dans ce chasteau, trouva moyen de se sauver. Et

la persécution estant rude, après diverses courses et changemens de lieux, il vint à Bui, au Vexin, où il arriva le 23 septembre 1568. M. De Bui estoit frère aîné de Monsieur Du Plessis-Mornay. Estant encore de la religion, il receut mon père et ma mère en sa maison. Là, je nacquis le 16 octobre 1568, à neuf heures devant midi, et fus présenté au baptême par Monsieur De Bui, et baptisé par Monsieur Viault, dit Du Buisson.

L'an 1569, les persécutions croissantes, mon père, après avoir mis ma mère et ma sœur Ester, et mon frère Joacin à Saint-Just, près de Chambly, et m'avoir mis en nourrice chez la femme d'un garennier de Bui, se retira à Sedan, et envoya querir ma mère et ma sœur Ester, et mon frère Joacin ; mais je demeuray en nourrice audit lieu.

En cette même année, mourut Jeanne Douville, mère de mon père, veuve de mon grand-père, laquelle, en mourant, déshéritait mon père par testament, en haine de la religion.

L'an 1570, mon père fit un voyage [de Sedan] à Anvers, qui alors était tenue par ceux de la religion. Et y avait une grande et florissante Eglise.

Peu après, la paix s'estant faite, mon père fut appelé de Sedan à l'Eglise de Soissons, recueillie à Cœuvres, près de Soissons, chez M. d'Estrées qui alors estoit de la religion. Là, mon père rassembla sa famille.

Au 3^e jour de décembre, ma mère accoucha d'un troisième fils, dont M. Berger, avocat au parlement et depuis conseiller en la chambre de l'Edit, le présenta au baptême, et le nomma Eléazar.

L'an 1572, se tint un synode provincial à Luvigny, auquel se trouva Pierre de La Ramée, communément nommé Petrus Ramus, où il disputa fort contre la discipline de nos Eglises ; mais enfin il acquiesça. Peu après, il fut tué à Paris, au massacre de la Saint-Barthélemy.

Le 24 d'aoust, avoit lieu le massacre des fidèles par tout le

royaume de France. Mon père estoit à Cœuvres, et avoit la fièvre quarte, et estoit sans argent. Ma mère et tous leurs enfans estoient malades. M. d'Estrées changea de religion et chassa mon père de Cœuvres, au lieu de le secourir. En cette nécessité, il cacha ses enfans en la maison d'une femme nommée Ruffine, de contraire religion, mais qui nous aimoit.

La maison de cette femme estoit hors du village de Cœuvres, éloignée d'un quart de lieue. Là, vinrent les massacreurs qui avoient charge de nous tuer. Mais cette bonne femme nous jeta sur de la paille et nous couvrit d'un lict et d'une couverture, tellement que nous ne fumes point descouverts. Mon père et ma mère se sauvèrent à Muret, qui appartenoit au prince de Condé, à quatre lieues dudit village de Cœuvres. Là, ayant appris que M. de Bouillon, ayant quitté la cour, passoit près de là pour se retirer à Sedan, il le vint trouver à Brennes, et de là le suivit jusqu'à Sedan, menant avec soi ma mère et ma sœur Ester, et peu après nous fit venir tous à Sedan, où nous arrivâmes, par une extrême froidure, le 3^e jour de janvier 1573. Peu après nostre arrivée, ma mère, rompue de tant de courses et afflictions, mourut à Sedan, le 13 février 1573. C'estoit une femme vertueuse et courageuse, et craignant Dieu, qui a souffert beaucoup de maux pour la Parole de Dieu. J'avois alors quatre ans et quatre mois.

La mesme année, au 12 de juin, mon père, se voyant chargé de quatre enfans, avec fort peu de moyens, espousa demoiselle Guillemette d'Auvigny, de la maison d'Auserville, près Beaumont. Elle estoit veuve de Mercatet, ministre à Montataire et à Auserville. De ce mariage sont sortis plusieurs enfans. Le premier a esté une fille, nommée Marie, présentée au baptême par Monsieur de Saint-Just, et demoiselle Catherine Le Lieur, femme de monsieur Cappel, ministre à Sedan. Madite sœur a espousé en premières noces Monsieur Des Guyots, capitaine d'une compagnie au régiment de Picardie, tué au siège d'Amiens, sous le règne de Henri quatrième. En secondes noces, elle a espousé monsieur André Rivet, professeur de théologie

à Leyden, et ayant la conduite du jeune prince Henri de Nassau, prince d'Orange, qui l'a placé à Bréda, où il est mort. C'a esté un homme de grand savoir et piété, qui a laissé plusieurs œuvres pleins de grande doctrine. Ma sœur, sa veuve, s'est retirée à Delft, en Hollande, où elle est encore à présent, âgée de quatre-vingts ans.

Peu après sa naissance, en l'an 1575, mon père, avec Monsieur Cappel, me menèrent en la prairie de Forsy, où m'estant écarté d'eux, ils rentrèrent dans la ville sans penser à moy. Ainsy, je fus enfermé hors la ville. Il estoit un temps auquel les loups couroient et faisoient beaucoup de mal. Je me mis à courir par les champs tant qu'estant las, je me couchay en la prairie qui est entre le village de Wadlincourt et le petit Forsy, et y demeuray jusques à deux heures après minuit; la lune luisoit. Lors j'aperceus deux hommes de loin et courus à eux. Ils me demandèrent qui j'estois, et ayant appris que j'estois fils de Monsieur Du Moulin, ils furent ravis d'admiration; car l'un de ces deux hommes estoit prié de me trouver, et l'autre avoit la clef du batteau de Wadlincourt. Ils me prirent donc par la main et me mirent au batteau, et passé la rivière, et me menèrent chez mon père, qui estoit logé au fauxbourg du Mesnil, là où je trouvay toute la maison tout explorée. Car ils croyoient que les loups m'avoient mangé.

L'an 1576, il se fist une paix simulée pour renvoyer en Allemagne une armée de reîtres que Monsieur le prince de Condé avoit amenée.

Se tint un synode à Mony, où mon père fut donné pour pasteur à l'Eglise de Saint-Pierrelles, proche de Cœuvres et de Soissons. Mon père s'y transporta et y fist venir sa femme, laissant ses enfans à Sedan. Mais les troubles recommençant, mon père fut tost après contrainct de retourner à Sedan, où il arriva le 11^e de janvier 1577.

Ce fut lors la fondation du collège de Sedan. Monsieur Berchet fut esleu principal du collège.

L'an 1578, incontinent après Pasques, mon père retourna

en son Eglise de Saint-Pierrelles, accompagné de Monsieur Burlamachi, Italien. Peu après, il fist un tour à Sedan pour voir sa famille, et mit ses trois fils, Joacim, Pierre et Eléazar, en pension chez Monsieur Jean de Vesle, quatrième régent du collège. Il est demeuré paisible à Saint-Pierrelles jusqu'en l'année 1580, en laquelle M. le prince de Condé se saisit de La Fère, dont recommencèrent les troubles, qui rechassèrent mon père à Sedan. Peu après, il retourna à Saint-Pierrelles et nous mit en pension chez Monsieur Le Fort, second régent.

L'an 1583, Monsieur Du Geay, secrétaire des finances du roy de Navarre, ami intime de mon père, obtint à mon frère Joacim une place de collégiate au collège d'Orthès, dont ayant jouy l'espace d'un an, il se noya en la rivière du Gavre qui passe près d'Orthès. Cette année fut l'année des processions blanches.

Le 20 juin 1584, François de Valois, frère du roy, est mort à Chasteau-Thierry, dont sont nés les troubles de la Ligue, pour exclure Henri de Bourbon, roy de Navarre, de la succession de la couronne à cause de la religion.

Lors mon père fut contrainct de quitter son Eglise de Saint-Pierrelles et se retira à Sedan, et y mena sa femme et ses enfans qu'il avoit à Saint-Pierrelles; plusieurs autres ministres y arrivèrent en mesme tems, chassés par la persécution. Au mois de juillet, la chaleur estant grande, plusieurs ministres s'assemblèrent pour s'aller baigner. Mon père estoit de la troupe. Ils se baignèrent à cinq heures devant souper. N'y avoit aucun baigneur en la rivière, car ils se baignoient du costé de la rivière qui est opposé à la prairie de Forsi. La rivière est entre deux, et on ne voit aucun baigneur à cette heure-là. J'entray donc en la rivière, et taschant d'apprendre à nager, je perdus pied, et fus emporté par le courant de l'eau vers les moulins où j'eusse esté fracassé par les roues du moulin, ou noyé devant que d'y parvenir. Mon père exhortoit les autres ministres à me secourir, mais nul d'eux ne sachant nager, il croyoit que j'estois perdu et noyé sans remède. Mais, de l'autre costé de la

rivière, parut un homme qui, voyant de loin le péril où j'étois, se despoilla en diligence, et, estant bon nageur, m'atteignit, et me ramena par la main à mon père.

L'an 1586, le 4 janvier, Monsieur Cappel mourut à Sedan.

L'an 1588, Monsieur du Bouillon meurt à Genève le onze janvier.

Au commencement du mois de mars, nostre famille estant pressée d'une pauvreté extrême, et chargée de grand nombre d'enfans, mon père estant au lit et commençant à se relever d'une grande maladie, m'appela et me dit : « Mon fils, je me vois à telle nécessité que je ne puis plus te nourrir et entretenir. C'est pourquoy il faut que tu cherches moyen de gagner ta vie. Quant Dieu m'aura remis en pleine santé je fais estat de faire un voyage à Paris, où quelque argent m'est dû, lequel, si je puis recevoir, je le rapporteray en cette ville pour subvenir à ma famille. Je te mèneray à Paris ; là tu chercheras condition pour gagner ta vie. » Ces paroles me piquèrent au vif, et sortis de la chambre, et me retiray en un lieu secret, où je priay Dieu avec beaucoup de larmes. Et revins à mon père et luy dis : « Ne vous mettez point en peine, car je tiens pour chose assurée que Dieu ne m'abandonnera point. » Or, alors estoit rude la persécution, et le duc de Guise avoit espandu ses troupes autour de Sedan, tellement qu'on ne pouvoit sortir sans péril.

Mon père donc, estant guéri, monte à cheval, et me mène avec luy. J'estois à pied, et avois de mauvais souliers, durs, et faisoit un grand dégel. Nous sortimes de Sedan comme on fermoit les portes. et vismes à Forsi, à deux portées de mousquet de la ville, où Monsieur Du Bouillon avoit basti un fort pour couvrir la ville de ce côté-là. Nous nous couchâmes en ce fort, sur la paille. tous vestus, jusqu'à deux heures après minuiet. Mon père estoit à cheval, et je le suivais à pied ; la nuit estoit fort noire, dont avint que nous nous esgarâmes. Nous vinsmes à Fournoy. Et l'aube du jour paraissant, nous passâmes devant la porte de Donchry. Par beaucoup de diffi-

cultés, qui seroient longues à déduire, nous vinsmes enfin à Paris, où je ne m'arrestay pas longtemps. Mon père reçut huit cents escus, et me mit en pension chez Monsieur Goger, un des amendiers, avec le fils de Monsieur de Cressi-Rémond. Le jour des Baricades arriva peu après, où le peuple de Paris prit les armes et se barricada contre le roy, lequel fut contrainct de quitter Paris. Monsieur de Cressi-Rémond fut mené prisonnier aux Tuilleries. Monsieur de Guise, qui dominoit à Paris, fit pendre deux filles, qu'on nommoit les Suraut, qui estoient sœurs, pour la religion.

Mon père, ayant reçu cet argent-là, le presta quasi tout entier à Monsieur de Cressi-Rémond, et, avec une petite partie qu'il réserva, retourna à Sedan. Où, ayant appris l'emprisonnement de Monsieur Rémond, il remonta à cheval et vint à Paris, et trouva moyen d'accommoder cette affaire, et constitua sur Monsieur Rémond une rente de cent livres annuelles. Alors, tout Paris estoit en armes, et les portes estoient estroitement gardées, et faloit que mon père y passast. Il se déguisa et me fit marcher bien loin devant luy, m'ayant baillié ses papiers et ce qu'il avoit d'argent, parce qu'il craignoit d'estre fouillé. Je sortis par la porte Saint-Honoré. Mon père vint après et m'atteignit à une demi-lieue de Paris, où je luy rendis ses papiers et son argent. Là, il me dit un dernier adieu. Il me donna douze escus. S'estant séparé d'avec moy, je le suivois de l'œil tant que je pus, et me mis à genoux sur le grand chemin, priant Dieu pour sa conservation parmi les périls, et pour la prospérité de lui et de sa maison, car je faisois estat de ne le voir jamais. Et demanday à Dieu qu'il voulust m'estre mon père et mon conducteur, puisque je n'avois plus de père sur la terre.

Ainsy, je revins à Paris, où ne voyant plus de moyen de subsister, je pris résolution d'aller à Rouen, où le roy, chassé de Paris, s'estoit retiré, et de là passer en Angleterre. De Rouen, je m'en allai à Dieppe, et fis ce chemin à pied.

Arrivé à Dieppe sur la fin du mois d'aoust et m'y estant em-

barqué, j'arrivay à la Rie, en Angleterre, où je saluay Monsieur de Licques, ministre de Dieppe, qui s'estoit réfugié à la Rie avec une partie de son Eglise.

De la Rie, je vins à pied jusqu'à Graveline et m'y embarquay pour passer à Londres. Je m'embarquay à minuit, lorsque la marée commençoit à monter ; je m'estois endormi sur le bord du batteau, le vent emporta mon chapeau, et arrivay à Londres au matin ayant la teste nue. Je me mis en chambre garnie avec un bon personnage, nommé Monsieur De Bouilly.

Hantant les prédications, et cherchant de faire des amis, je m'accostay de Monsieur Du Mesnillet qui alors estoit à Londres et s'exerçoit en propositions, pour servir l'Eglise de Rouen. Par son conseil, je proposay deux fois au consistoire de l'Eglise française de Londres.

Alors, la grande armée espagnolle estoit sur les costes d'Angleterre, se promettant de la conquérir. Mais Dieu la dissipä.

J'estois au bout de mon argent et fus tellement pressé de pauvreté que je me réduisis à ne despendre (dépenser) qu'un sol par jour. Monsieur Castel, ministre de l'Eglise française de Londres, s'offrit à me faire assister par l'Eglise, mais je refusay.

Par le moyen de Monsieur Du Mesnillet Dieu m'adressa une honneste condition, chez un gentilhomme anglais nommé Constable, dont le père avoit la charge des munitions de la Tour de Londres, et se tenoit en une maison nommée les Mineries, près la porte.

Ce gentilhomme, combien qu'il fust papiste, comme il est paru depuis, ne laissoit pas de m'aimer et me vouloir du bien.

Au mesme temps que j'entray en ceste condition, je receus les tristes nouvelles de la cruelle mort de mon frère Eléazar, lequel, ayant quitté ses études, se mit ès troupes commandées par Monsieur de La Nouë Bras de fer. Estant entré en un village proche de Senlis, luy sixième, il fut assailly par les

ennemis. Après longue résistance faite à la porte de la maison où il estoit, enfin luy et ses gens, surmonstés par la multitude, furent tous tués et despouillés tout nuds, et jettés ensemble en une fosse cavée exprès pour les enterrer. Mon frère n'estoit pas encore mort, et quand on le prit pour le mettre avec les autres, il se mit à parler, demandant la vie, et promettant rançon. Mais ils ne laissèrent pas de le mettre avec les autres, et il fut enterré vif.

Alors, le roy Henri quatrième estoit à Dieppe, où il fut environné des ennemis, mais le roy les deffit à Arques, près de Dieppe; mais la reyne d'Angleterre Elisabeth envoya 4,000 Anglois, conduits par le comte d'Essex, pour secourir le roy. En cette armée d'Anglois estoit Monsieur Henri Constable, lequel je servois; estant arrivé en France, il se déclara estre papiste. Je demeuray à Londres sans condition; mais ledit sieur Constable, qui m'aimoit, parla de moy en bons termes à Madame la comtesse de Rutland, qui avoit son fils aux estudes à Cambrige, au collège nommé Benit-College, sous la conduite du docteur Gegen, maistre du collège. Cette comtesse me prit et me mit auprès de son fils. Cela me donna commodité de continuer mes estudes et d'estre auditeur des leçons du docteur Wictakers, homme de grand sçavoir.

Alors Monsieur de la Traye, ministre de l'Eglise de Paris, estoit à Londres, lequel, m'ayant ouy en proposition, m'appella et me demanda si je voulois servir l'Eglise de Paris. Je luy respondis qu'il n'y avoit nulle apparence de servir une Eglise qui n'estoit point et qui n'avoit le moyen de m'entretenir. Il me respondit qu'il avoit le moyen, parce qu'il estoit dispensateur de certains deniers que le général Portail luy avoit laissés en mourant, pour les dispenser pour le bien et soustien de l'Eglise de Paris, de laquelle il espéroit en bref le restablisement. J'acceptay cette condition, et Monsieur de la Faye me promit par an cinquante escus, qui estoit une somme suffisante pour vivre honnestement; car je ne payois pour ma table, à Cambrige, que trente sols par semaine. Alors.

je quittay le service du comte de Rutland, où je me desplaisois. En cette année, qui estoit 1591, Monsieur le vicomte de Turenne espousa Mademoiselle de Bouillon, princesse souveraine de Sedan, Jametz et Raucourt.

Au mesme tems, estant désireux de voir l'université de Leyden, en Hollande, où Franciscus Junius estoit nouvellement arrivé pour y estre professeur en théologie, je partis de Cambridge et vins à Londres, où alors estoit le duc de Wittamberg, lequel se préparoit pour passer la mer et retourner en son païs. Par le moyen de Monsieur de Beauvais la Nocle, ambassadeur pour le roy en Angleterre, j'obtins de ce duc qu'il me recevroit en son navire. Je m'embarquay au commencement de septembre 1592 pour passer en Zélande, mais nous fusmes accueillis d'une horrible tempeste dont nous fusmes battus toute la nuit ; pour descharger le navire, on jetta le canon en la mer, et plusieurs marchandises et le navire estant remplis d'eau et le gouvernail abandonné, nous fusmes à deux doigts de la mort ; j'y perdis mes hardes et mes livres.

Enfin, la tempeste s'appaisant, nous fusmes jettés à Ramemken, qui est un port en Zélande, au bord de la mer, tenu alors par les Anglois, près de Flessingue. Nous entrasmes à Flessingue et de là à Midelbourg, puis à Rotterdam et à Delft, et enfin à Leyden. Je passay aussi par la Haye, où je saluay Monsieur Buzenval, ambassadeur pour le roy à la Haye, qui me reçut fort humainement. J'y vis aussi Madame la princesse d'Orange, mère du comte Henri de Nassau, qui estoit âgé de sept ou huit ans.

Estant arrivé à Leyden, je fis un poëme latin intitulé *Votiva Tabella*, où je descrivois mon naufrage, lequel estant imprimé et veu de plusieurs me fit des amis.

Après un séjour de deux mois à Leyden, l'argent commençant à me manquer, Dieu m'adressa une condition au collège de Leyden, laquelle condition s'appelle la charge de correcteur. J'enseignois le grec, la musique et Horace, et estois fort aimé de la jeunesse, dont le principal du collège, nommé Stokins,

me prit en haine et suborna quatre grands escoliers, lesquels, comme je faisois mes leçons, entrèrent en classe, estant masqués, et me chargèrent de coups de plottes de neige avec grande insolence.

Ayant esté ainsi maltraité, je sors de la classe et m'adressay aux magistrats et modérateurs du collège, lesquels, ayant reconnu la justice de ma plainte, commandèrent audit principal de chastier ces escoliers qui m'avoient outragé et luy firent deffence de me troubler plus en l'exercice de ma charge. Mais de cela rien ne fut exécuté, ains c'estoient tous les jours nouvelles fâcheries, lesquelles me causèrent une fièvre tierce, laquelle croissant, je fus contraint de prendre quelques jours de relasche et me retiray à la Haye, vers Monsieur l'ambassadeur de Buzenval, pour me désennuyer. Par le bon traitement qu'il me fit durant huit jours, je recouvray ma santé et revins à Leyden pour exercer ma charge; mais, durant mon absence, les modérateurs voyant que je n'avois jamais de repos en cette charge me l'ostèrent, et m'ayant appelé me dirent qu'ils m'avoient deschargé, non pour aucune faute qu'ils reconnussent en moy, mais pour rendre la paix au collège, et pour témoigner qu'ils ne trouvoient en moy aucune faute, ils me donnèrent quarante escus pour le salaire de trois mois, qui estoit le double du salaire dont j'estois convenu.

Ainsi, je demeuray sans condition, mais Dieu me monstra qu'il avoit soin de moy; car deux mois après ma démission de cette charge, le professeur en philosophie, Escossois, nommé Ramsé, mourut. Cette profession estant vacante Dieu me mit au cœur de la demander. Je m'adressay à Monsieur de Buzenval, ambassadeur, lequel m'y encouragea par sa recommandation et de Madame la princesse d'Orange. J'obtins que je serois reçu à faire quelques esprenves; ès quelles ayant satisfait et eu l'approbation des curateurs de l'accadémie, je fus receu et estably professeur en philosophie en l'accadémie de Leyden. J'estois âgé de vingt-quatre ans. Nouvelles estant apportées à Stokims, qui m'avoit toujours persécuté, il

fut saisi d'une telle douleur qu'il mourut subitement d'une soudaine suffocation.

J'enseignois en public l'*Organe* d'Aristote, grec, et les Physiques, et les livres de *Cælo* et de *Generatione et Corruptione*, et les livres de l'Ame, et les Météores; mon auditoire estoit fort fréquenté.

Peu après ma réception en charge, ce grand personnage Joseph Scaliger arriva à Leyden, appelé par Messieurs les Estats de Hollande pour remplir la place de Justus Lipsius, qui avoit quitté le país et la religion. Je me mis en pension chez luy et y fus huit mois en mesme table.

J'ay demeuré en cette profession l'espace de cinq ans trois mois. Outre cette charge, je faisois, durant l'espace d'un an, des leçons grecques au collège de théologie. Je lisois Pindare, et, outre les gages de ma profession publique, je faisois des leçons particulières qui m'apportoient quelque profit. Monsieur Franciscus Junius, passant par Sedan, avoit presté à mon père 24 escus, lesquels je luy ay payés. Alors, j'escrivis à Monsieur de la Faye, qui m'avoit obligé à l'Eglise de Paris et m'envoyoit par an 50 escus, qu'il ne se mît plus en peine de m'envoyer de l'argent, parce que Dieu avoit, par d'autres voyes, pourveu à ma nécessité.

(Suite au prochain Cahier.)

MÉLANGES.

CHARLES IX A-T-IL TIRÉ SUR LES HUGUENOTS A LA SAINT-BARTHELEMY?

LA FENÊTRE D'OU IL AURAIT TIRÉ EXISTAIT-ELLE EN 1572?

Nous trouvons dans la *Correspondance littéraire*, livraison du mois d'août, l'article suivant de son rédacteur en chef, M. Ludovic Lalanne, qui nous fournit ainsi l'occasion de revenir sur une question d'histoire dont le *Bulletin* s'est déjà occupé (t. IV, p. 332, et V, 118), et qui méritait d'être une bonne fois vidée :

Au nombre des faits consacrés depuis longtemps par la croyance populaire et contre lesquels s'est inscrit en faux M. Ed. Fournier, dans son très curieux volume *L'Esprit de l'histoire*, il en est un adopté jusqu'ici par les écrivains catholiques ou protestants, et qu'après une discussion de quelques pages le savant auteur déclare rejeter complètement. Nous voulons parler d'une particularité rapportée à propos de la Saint-Barthélemy par Brantôme, suivant lequel Charles IX aurait arquébusé lui-même les huguenots.

Les assertions de M. Fournier ont déjà soulevé de très vives objections dans le *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français* (1). Mais ses contradicteurs ayant laissé de côté un texte assez important, nous demandons à nos lecteurs la permission de traiter de nouveau la question.

Brantôme a été allégué jusqu'ici et à tort, ainsi que nous le verrons tout à l'heure, comme le seul contemporain qui ait mentionné le fait dont nous nous occupons ; la discussion a donc dû porter uniquement sur son récit. Commençons par le rappeler :

Dans sa *Vie de Charles IX* il s'exprime ainsi : « Le roy fut plus ardent que tous (au massacre) ; lorsque le jeu se jouoit et qu'il fut jour et qu'il mit la tête à la fenêtre de sa chambre, et qu'il voyoit aucuns dans le faubourg de Saint-Germain qui se remuoient et se sauuoient, il prit un grand harquebus de chasse qu'il avoit, il en tira tout plain de coups à eux, mais en vain, car l'harquebus ne tiroit si loing (2). Incessamment crioit : « Tuez ! tuez ! »

Voltaire, après avoir cité ce passage, dans les notes du chant II de la *Henriade*, ajoute : « Plusieurs personnes ont entendu raconter à M. le maréchal Tessé que, dans son enfance, il avait vu un vieux gentilhomme, âgé de plus de cent ans, qui avait été fort jeune dans les gardes de Charles IX. Il interrogea le vieillard sur la Saint-Barthélemy et lui demanda s'il était vrai que le roi eût tiré sur les huguenots. « C'était moi, Monsieur, répondit le vieillard, qui chargeais son arquebuse. » Malgré son importance, nous n'insistons pas sur cette anecdote, à laquelle ne s'oppose nullement la rigueur des dates. Le maréchal de Tessé étant né en 1650 a très bien pu causer, à sept ou huit ans, avec un vieillard plus que centenaire qui aurait eu une quinzaine d'années en 1572.

Pour réfuter un fait historique admis depuis longtemps, il est de toute nécessité, à ce qu'il nous semble, de s'appuyer, soit sur des témoignages

(1) Voyez le numéro de novembre-décembre de l'année de 1856, p. 332 et suiv.

(2) M. Méry, qui, dans un feuilleton du journal *le Pays* (4 novembre 1856), a prêté main-forte à M. Fournier, s'est servi dans la discussion d'arguments dont celui-ci l'aurait bien dispensé. Le spirituel romancier s'est évertué à prouver que l'arquebuse, qu'il prétend inventée seulement en 1550, ne pouvait porter d'une rive à l'autre de la Seine, et il se demande comment Charles IX pouvait « tuer les » calvinistes sans blesser leurs fidèles voisins. » On voit qu'il n'a pas même lu le texte de Brantôme.

positifs, et, s'il se peut, contemporains, soit sur l'in vraisemblance du fait lui-même. Or, ici on ne peut invoquer rien de semblable. Pas un écrivain, pas un document du temps ne vient infirmer le récit de Brantôme. Et quant à la question d'in vraisemblance, nous ne pensons pas qu'on puisse s'y arrêter un seul instant. Le prince qui proclamait que contre les rebelles « c'estoit cruauté d'estre humain et humanité d'estre cruel, » qui a ordonné la Saint-Barthélemy, ce prince ne serait guère moins odieux pour n'avoir point pris une part personnelle au plus effroyable massacre dont nos annales aient gardé le souvenir. La discussion s'est donc portée d'un autre côté. Charles IX a tiré de la fenêtre de sa chambre, suivant Brantôme; toute la question pour M. Fournier s'est réduite à ce point : Où était cette fenêtre? Comme la plus grande incertitude règne à cet égard, que la tradition populaire, les écrivains du dernier siècle, et un décret de la Commune (1793) l'ont placée tantôt au Petit-Bourbon, tantôt dans un endroit du Louvre qui, suivant l'auteur, ne fut bâti que sous Henri IV (1), il en résulte pour lui que le récit de Brantôme est mensonger; car, dit-il, « un fait qui laisse ainsi dans le doute sur le lieu où il s'est passé est loin d'être avéré. »

C'est là une conclusion qui a lieu de surprendre de la part d'un critique comme M. Fournier. En raisonnant ainsi, on irait loin en histoire. Et pour ne prendre qu'un seul exemple entre mille, de ce qu'aujourd'hui on n'est point d'accord sur la situation d'Alesia, il faudrait en conclure, d'après sa théorie, que le siège de cette ville par César est une fable?

Qu'on nous permette enfin d'ajouter que Brantôme connaissait le Louvre de Charles IX au moins aussi bien que les érudits de nos jours, et que ce n'est point sa faute si, après lui, on s'est trompé plus ou moins grossièrement sur l'emplacement d'un lieu qu'il avait désigné d'une manière suffisamment claire pour ses contemporains. La discussion de M. Fournier ne prouve donc absolument rien contre le récit du chroniqueur.

Il est pourtant une objection que nous devons prévenir, bien qu'elle n'ait pas encore été faite. Les œuvres de Brantôme n'ont paru que cinquante-un ans après sa mort, en 1665, c'est-à-dire à une époque où il ne devait plus rester un seul témoin oculaire de la Saint-Barthélemy. On expliquerait ainsi pourquoi l'anecdote qu'il aurait mise le premier en circulation n'aurait point trouvé de contradicteurs; et comme d'ailleurs l'écrivain est assez sujet à caution, on pourrait à la rigueur rejeter son témoignage. Cette objection serait en effet fort grave s'il n'existait pas un passage d'un autre historien, que l'on a oublié jusqu'ici en cette occurrence, d'un historien qui lui aussi était contemporain du massacre et qui, comme il le dit en maints passages, a recueilli de la bouche d'Henri IV de nombreuses particularités sur cette

(1) Voyez pourtant ce qu'en dit M. A. Bernard, dans le numéro cité plus haut du *Bulletin*.

sanglante journée. Voici ce qu'on lit dans l'*Histoire universelle* de d'Aubigné, dont la première édition parut en 1618.

L'auteur raconte d'abord que Charles IX, « par impatience avoit fait tirer par quelques-uns quelques arquebusades » à une troupe de protestants placée en dehors de l'enceinte de Paris, près de la porte de Nesle; puis deux pages plus loin, en rapportant les lettres adressées par le roi « par toutes les provinces pour se nettoyer de l'horreur du fait, le rejetant sur la maison de Guise, » il ajoute : « Ces lettres furent envoyées, non-seulement dans le royaume, mais en Angleterre, en Allemagne et aux cantons des Suisses, signées de la mesme main de laquelle ce prince giboyoit de la fenestre du Louvre aux corps passans (1). » Dans les *Tragiques* (édit. Jannet, p. 440), il dit encore :

Ce roy, non juste roy, mais juste barquebusier,
Giboyoit aux passans, trop tardifs à noyer,
Vantant ses coups heureux, etc.

Charles IX tiroit avec une arquebuse de *chasse*, dit Brantôme; il *giboyoit* aux passants, dit d'Aubigné. N'y a-t-il point là une conformité frappante entre les deux récits? Et notez bien que la mention du fait ne vient qu'indirectement sous la plume du dernier écrivain et comme une allusion à une particularité connue de tout le monde, et qui, racontée dans un livre, ne devait soulever aucune contradiction. Pas un contemporain ne l'a démenti.

Découvrira-t-on un jour quelque document qui viendra convaincre de mensonge Brantôme et d'Aubigné? Nous n'en savons rien; mais tout ce que nous pouvons dire aujourd'hui, c'est que jusqu'à présent leur témoignage ne nous paraît point pouvoir être révoqué en doute.

LUD. LALANNE.

Nous aurons quelques textes à ajouter à ceux qui viennent d'être produits, et à l'appui de l'opinion dans laquelle MM. Bernard, Berty et Lalanne se trouvent tous trois d'accord. Pour le moment, nous nous contenterons de joindre ici un extrait de la première livraison d'un grand ouvrage intitulé : *La Renaissance monumentale en France*, où M. Ad. Berty, traçant pour la première fois l'histoire vraie de la grande et de la petite galerie du Louvre, a traité de nouveau la question de la fenêtre de Charles IX, avec quelques détails qui n'ont pas figuré dans ses lettres précédemment publiées par ce *Bulletin* :

« Nous ne pensons pas pouvoir terminer cette notice sans toucher à une question aussi populaire que vivement controversée; nos lecteurs ont déjà compris que nous voulons parler du balcon dit de Charles IX, et de l'épi-

(1) Voyez fol. 548, 550, année 1572, édit. de 1626.

sode de la Saint-Barthélemy, dont il passe pour avoir été le théâtre. Nous ne ferons, au reste, qu'effleurer la question historique, laquelle nous touche peu ; mais nous espérons résoudre, une fois pour toutes, la question archéologique qui s'y rattache et qui est restée trop longtemps obscure.

« Brantôme, qui vécut dans l'intimité de Charles IX, à propos de la Saint-Barthélemy, et assurément sans y attacher l'idée d'un blâme, fait le récit suivant : « Et (Charles IX) y fut plus ardent que tous, si que lorsque « le jeu se jouoit (le massacre), et qu'il fut jour et qu'il mit la teste à la « fenestre de sa chambre, et qu'il voyoit aucuns dans les fauxbourgs de « Sainet-Germain, qui se remuoient et se sauvoient, il prit un grand har- « quebus de chasse qu'il avoit, et en tira tout plain de coups à eux, mais « en vain, car l'harquebus ne tiroit si loing. Incessamment cryoit : « Tuez ! « tuez ! » La narration du catholique Brantôme est confirmée par celle du protestant Simon Goulart, qui s'exprime ainsi : « Et ne tarda guères qu'ils « (les protestants) virent sur la rivière et venir droiet à ceux qui estoyent « encores ès fauxbourg, jusqu'à deux cens soldats armez de la garde du « Roy, qui estoit aux fenestres de sa chambre, et pouvoit estre alors envi- « ron sept heures du dimanche matin. Encores dit-on que le Roy, prenant « une harquebuse de chasse entre ses mains, en despitant Dieu, dit : Ti- « rons, mort-Dieu, ils s'enfuyent » (*Mémoire de l'estat de France sous Charles IX*, 1578, tom. I). D'Aubigné, aussi protestant, parlant de lettres signées par Charles IX, fait remarquer qu'elles l'avaient été « de la mesme « main, de laquelle ce prince giboit de la fenestre du Louvre, aux pau- « vres passans » (*Histoire universelle*, tom. II, liv. I, p. 21 de l'édition de 1618); et, dans ses *Tragiques*, revenant à cette idée, s'écrit :

Ce roy, non juste roy, mais juste arquebusier,
Giboyoit aux passans trop tardifs à noyer,
Vantant ses coups heureux.....

Enfin, on lit dans les notes du chant II de la *Henriade* : « Plusieurs per- « sonnes ont entendu conter à M. le maréchal de Tessé que, dans son en- « fance, il avait vu un gentilhomme âgé de plus de cent ans, qui avait été « fort jeune dans la garde de Charles IX. Il l'interrogea sur la Saint- « Barthélemy, et lui demanda s'il était vrai que le roi eût tiré sur les hu- « guenots : C'était moi, Monsieur, répondit le vieillard, qui chargeais son « arquebuse. » Telles sont les preuves affirmatives du fait, auquel a cru Bossuet lui-même, et dont on n'a point douté pendant un long temps. Depuis, on a jugé à propos de s'inscrire en faux contre le triple témoignage de Brantôme, de Goulart et de d'Aubigné ; nous nous sommes inutilement efforcé de trouver la moindre allégation tendant réellement à l'infirmer. On a dit que les historiens protestants n'avaient point relaté l'événement, ce qui

est matériellement faux, comme nous venons de le constater; on a ajouté que Brantôme était un gascon: on a raillé une ineptie des *Révolutions de Paris* de Prudhomme, tourné en ridicule un mouvement oratoire de Mirabeau, etc. Sont-ce donc là des arguments qui méritent qu'on s'y arrête? De tous ceux qu'on a mis en avant, un seul produit quelque impression au premier abord: La fenêtre, a-t-on dit, n'était point bâtie en 1572. Peut-être, avant de trancher si intrépidement la question, aurait-il été indispensable de l'approfondir quelque peu, et d'avoir, par des études spéciales, acquis le droit d'en juger. Quoi qu'il en soit, il ne reste rien de l'assertion, quand on la soumet à une critique sérieuse. Et lors même qu'on ne parviendrait point à en rendre évidente la fausseté, ceux qui nient le fait reproché à Charles IX ne pourraient nullement en arguer, 4^o parce que nous avons les moyens de faire voir que, au lieu même où est l'extrémité de la petite galerie, il y avait, antérieurement à sa création, une construction encore plus commode pour tirer sur des gens traversant la Seine, car elle avait été faite dans un but analogue, bien avant les guerres de religion; 2^o parce que Brantôme et Goulart disent que le Roi tira par *la fenêtre de sa chambre*. Or, la chambre du roi, à cette époque, était dans le pavillon de l'angle sud-ouest du Louvre, lequel fut achevé en 1556. Il y a tout lieu de croire que c'est effectivement de sa chambre, et non de la galerie, que Charles IX a tiré: les deux anciennes versions concordent entre elles.

« Nous avons établi, par des documents irréfutables, que la grande galerie et la petite, qui en dépend, avaient été commencées en 1566, et abandonnées, au plus tard, vers le commencement de 1572. A cette époque, la petite galerie se prolongeait-elle jusqu'à l'affleurement de la grande, ou, ainsi qu'on s'est plu à le supposer, ne consistait-elle encore que dans les travées centrales, les trois plus voisines de la rivière n'ayant été élevées que du temps de Henri IV? Il y a une preuve que la petite galerie, à l'époque de la Saint-Barthélemy, avait la même longueur que de nos jours. C'est le plan de Du Cerceau, paru en 1576, fait au moins en 1575, et qui représente les bâtiments du Louvre dans l'état d'inachèvement où ils se trouvaient alors. En effet, sur ce plan, la petite galerie est figurée comme atteignant et dépassant même l'alignement de la salle des antiques, absolument comme aujourd'hui, et la baie du balcon avec ses doubles pilastres est indiquée de la manière la plus nette. Ainsi, il est matériellement certain que la baie existait déjà en 1575; mais puisque les travaux des galeries furent interrompus à la fin de 1574, elle existait donc déjà à cette dernière date. »

MÉMOIRE INÉDIT D'HENRI DE MIRMAND

GRAND-PÈRE D'HENRIETTE DE CABROL DE TRAVANET, FEMME DE JOSUÉ
CHAMBRIER, TRÉSORIER GÉNÉRAL DE NEUCHÂTEL.

1687.

(Suite et fin.)

Après la mort de ma plus jeune fille, ma mère et moi restâmes seuls à Zurich, car la saison ne nous permettoit pas de rappeler ma fille auprès de nous, ni de l'aller joindre. Je ne jouis pas longtemps de la consolation d'être avec une si bonne mère, Dieu l'ayant retirée du monde le 4 mai 1690; et quand depuis ce temps-là j'ai pensé à la manière dont j'en userois avec elle, si j'avois encore le même avantage, j'ai trouvé que j'avois bien des reproches à me faire à cette occasion, et j'ai senti qu'un des plus grands plaisirs qu'on pouvoit avoir au monde, étoit de s'acquitter de ce qu'on doit à ses supérieurs.

Après la mort de ma mère, je me rendis à Lausanne auprès de ma fille; et comme elle paroissoit avoir du penchant à une maladie de poitrine, on trouva bon qu'elle allât changer d'air à Vevey, dont, par ordre du fameux M. Doncan, elle prit le lait d'ânesse. Nous en partîmes dans l'automne pour retourner à Zurich, où nous arrivâmes heureusement, après avoir fait un assez long séjour à Berne. Nous partîmes pour le Brandebourg dans l'automne de 1691 pour nous rendre auprès de ma sœur de Baudau, dont la société pouvoit être très utile à ma fille. Mais peu de temps après notre arrivée à Berlin, je reçus une lettre de M. Reboulet, pasteur de l'Eglise française de Zurich. Il m'écrivait, le 25 décembre 1691, de la part de cette Eglise, sur la résolution que LL. EE. avoient prise de faire sortir les réfugiés de leurs Etats, dont voici la copie :

« J'ai recours à votre aide, mon très cher Monsieur; elle m'est plus
« nécessaire aujourd'hui que jamais; vous avez exposé votre vie pour
« nos réfugiés dans les divers voyages que vous avez faits en Suisse,
« en Allemagne et en Hollande; mais jamais, à mon sens, il n'a été
« plus nécessaire que vous vous employassiez pour eux qu'aujourd'hui.
« Voici le fait dont il s'agit. Mercredi dernier, je fus averti que je
« devois recevoir un ordre de mes seigneurs par M. le secrétaire
« Holzhall. Le jeudi j'allai chez S. E. Monseigneur le bourgmestre

« qui est en charge. Je le priai de me dire de quoi il s'agissoit. Il me
« dit, avec son honnêteté ordinaire, que nos seigneurs avoient trouvé
« à propos de me faire avertir par M. Holzhall que les Français qui
« sont ici, eussent à se préparer pour partir au printemps prochain,
« puisqu'il se présentoit une commodité assez favorable. Je répondis
« à S. E. que nous étions bien obligés à nos seigneurs de la grâce
« qu'ils nous faisoient de nous avertir quelques mois avant que nous
« dussions partir. Et j'ajoutai que nombre de Français avoient résolu
« de s'en aller, dès que le bon temps seroit venu. S. E. me dit qu'on
« n'avoit point entendu que les personnes âgées ou malades partis-
« sent. Enfin, après un assez long discours, je pris congé de S. E.,
« et m'en allai chez M. Holzhall avec M. Bousenquet, que je trouvai
« par hasard dans la rue. M. Holzhall me dit d'abord fort honnête-
« ment qu'il avoit voulu me venir trouver le même jour, pour me dire
« que nos souverains l'avoient chargé de me dire de leur part que les
« Français eussent à se disposer pour partir au printemps; et que
« comme j'étois leur pasteur, je pourrois leur donner cette nouvelle
« mieux que tout autre. Je dis à M. Holzhall à peu près ce que j'avois
« dit à S. E.; et comme j'ajoutai que je ne manquerois pas d'avertir
« nos frères que ceux qui seroient en état de s'aller établir, se dispo-
« sassent à partir, il repartit qu'il ne falloit pas user de ce mot: ceux
« qui sont en état; mais qu'il falloit qu'ils s'allassent établir au prin-
« temps prochain. M. Bousenquet lui demanda si cet ordre le concer-
« noit, lui qui vit de son industrie ou de ses rentes. Il répondit qu'il
« ne doutoit pas que nos seigneurs ne distinguassent les personnes;
« mais qu'il n'avoit rien à dire en particulier à personne, seulement
« en général, et qu'il n'étoit pas nécessaire que je lusse aucun écrit
« au temple; que le commerce que j'ai avec les Français leur en ap-
« prendroit assez. Voilà de quoi il s'agit, mon cher Monsieur l'ordre
« est général. On excepte les invalides; on distinguera les personnes,
« suivant le sentiment de M. Holzhall; mais je ne connais guère de
« monde qui pense qu'ils seront de la réserve. Nous ne voyons point
« de gens qui s'assurent sur leur mérite; tous se regardent donc
« comme compris dans le nombre de ceux qui doivent partir. Je suis
« de ce nombre, ne voyant rien en moi qui me fasse juger que nos
« seigneurs veuillent continuer leurs bontés à mon égard; mais moi
« ou mes semblables ne sommes pas les seuls à plaindre. Le grand
« point, c'est que les autres villes de Suisse suivront l'exemple du pre-

« mien canton , selon toutes les apparences , et voilà une infinité de
« pauvres gens réduits à un misérable état. J'ai bien pensé qu'il fau-
« droit faire de très humbles remontrances au Sénat pour tout le corps ;
« mais je suis partie, Monsieur, et mon intérêt me ferme la bouche.
« Messieurs, nos amis sont en l'état où je me trouve , et tous ensemble
« nous ne nous flattons point d'y réussir. Les plus sages pensent au dé-
« part. Je me mets avec eux ; et me trouvant sans argent et presque sans
« amis , je serois fort embarrassé si je n'étois soutenu de la persua-
« sion où je suis que Dieu ne m'abandonnera point. Mes affaires par-
« tieulières ne sont donc rien ; mais , que deviendront les brebis qui
« me sont confiées ? Je vous conjure , mon cher Monsieur , ne leur re-
« fusez pas votre secours en ce temps-ci. Revenez sans délai , puis-
« qu'elles ont besoin de vous. Vous nous êtes utile ici. Personne ne
« peut mieux que vous , courir à Berne , pour empêcher qu'un ordre
« semblable à celui dont je vous ai parlé n'y mette nos frères dans
« les peines que vous pouvez penser. Vous irez aussi à Bâle , à Schaf-
« house , à Coire . partout où l'on vous priera d'aller. Nous avons
« éprouvé depuis longtemps de quel usage sont vos soins. Vous avez
« veillé jour et nuit sur les troupeaux affligés ; vous ne vous êtes ja-
« mais lassé , et toujours la veuve , l'orphelin , le sage et le stupide ,
« tout a eu sujet de vous remercier de quelque bien. Revenez donc ,
« mon cher Monsieur , pour le moins si les neiges vous permet-
« tent d'agir , et si vous pouvez vous mettre en chemin , sans ex-
« poser votre vie. Mais peut-être que les affaires de S. A. Electorale
« vous arrêtent , et que la prière que je vous fais , ne sera pas
« d'assez de poids pour vous obliger de prier ce grand prince de vous
« prier de revenir. Si cela est , Monsieur , nous prendrons la liberté
« d'écrire à S. E. M. Dankehnan , son grand ministre , et cela en corps ;
« et nous sommes sûrs que ce charitable seigneur vous dira lui-même
« qu'il approuve que vous reveniez ici. Quel regret , si à faute de venir
« ici incessamment , vous entendez que cinq ou six pasteurs se trou-
« vent sans exercice , et que nos pauvres frères se soient mis en che-
« min pour aller je ne sais où... Comme nous avons à faire avec le
« magistrat le plus charitable du monde , nous obtiendrons par votre
« bouche ce que nous demanderons , puisque vous seul le pouvez de-
« mander sans intérêt. J'attends de vos nouvelles avec une grande
« impatience. Mais n'oubliez pas d'écrire à M. le marquis de Ruvigni
« ou à quelque autre personne d'autorité pour savoir en quel temps

« nos frères pourroient partir pour l'Irlande. Il faut que nous sachions
 « en quel état y sont les affaires, et si S. M. aura donné des ordres
 « pour l'entretien des laboureurs, etc. Pour moi, n'ayant absolument
 « que quelques papiers et point de bien, je ne saurois partir pour l'Ir-
 « lande ni pour la Hollande, que pour y mourir de faim, ou pour y
 « mendier. Je regarde le dernier comme indigne d'un homme qui se
 « porte bien et qui est jeune. Je ne me flatte point de trouver de l'em-
 « ploi, quelque part que j'aille, parce qu'il y a des pasteurs sur les
 « lieux où il y a des emplois à espérer. Ma résolution est d'aller en
 « Saxe ou en Suède, ou en Danemark. Informez-vous, je vous prie,
 « si je pourrois m'arrêter à Dresde pour y gagner ma vie, en faisant
 « ce que fait ici M. Bousenquet. Je sais bien que ce sera tomber dans
 « une extrémité bien étrange; mais, Monsieur, encore vaut-il mieux
 « s'employer de la sorte que de mendier. Je ne puis point me flatter de
 « trouver un exemple semblable à celui que j'ai eu ici plus de six ans;
 « et je n'ai ni assez d'amis ni assez d'adresse pour obtenir une pen-
 « sion. Il faut se résoudre à porter les armes, ou à ce que je vous ai
 « proposé. Mais ma sœur ne pourroit point me suivre à la guerre.
 « Voilà l'état où je me trouve. Je puis être moins à plaindre que beau-
 « coup d'autres. Adieu, Monsieur, revenez incessamment, je vous en
 « conjure. Vous voyez les raisons que nous avons de vous prier de
 « revenir : le temps nous presse.

« REBOULET. »

Quoique cette lettre donne une idée trop avantageuse de moi, je n'ai pas laissé de la mettre ici, parce que vous regarderez les sentiments que le public m'y témoigne, comme un effet de la bénédiction de Dieu sur moi, dont vous devez le bénir, et que d'ailleurs je considère ce qui m'y est attribué, non pas comme la description de ce que je faisois, mais comme le tableau de ce que nous devons faire dans notre exil, où tant de motifs nous engagent à ne nous occuper que de ce qui regarde la gloire de Dieu et son service. Je n'ai jamais lu cette lettre, sans en être touché! Je souhaite qu'elle fasse le même effet sur vous. Après qu'elle m'eut été rendue à Berlin, je considérai qu'il n'y avoit nulle espérance que les représentations qu'un particulier comme moi seroit à LL. EE. de Zurich fussent capables de leur faire changer de délibérations qu'elles avoient prises. Mais, voyant d'un autre côté que notre peuple étoit prévenu de l'espérance d'un heureux succès de mes soins, je crus qu'il y auroit de la dureté de les

lui refuser, quand même ils devroient lui être inutiles; de sorte que je pris la résolution de retourner à Zurich, après avoir eu l'approbation de S. S. E., qu'elle m'accorda volontiers.

Je me mis donc en chemin au plus fort de l'hiver, tout seul, sans valet, sans entendre la langue allemande. J'arrivai pourtant, grâce à Dieu, fort heureusement à Zurich dans le mois de février 1692, et comme je connoissois depuis longtemps le bon cœur de l'illustre bourgmaitre Escher, je me rendis au plus tôt chez lui pour l'informer du sujet de mon voyage, et pour recevoir ses instructions sur les démarches que j'avois à faire pour réussir dans mon dessein. Ce charitable seigneur ne pouvoit se lasser de me témoigner l'extrême déplaisir qu'il avoit de ce que les plaintes des habitants du pays fondées sur la cherté des vivres, avoient obligé LL. EE. de prendre une délibération aussi surprenante, que celle de faire sortir les réfugiés de leur canton. Il me dit, après cela, de quelle manière je devois me conduire pour tâcher de faire révoquer cette délibération. Je suivis ses avis. L'affaire fut ensuite remise sur le bureau, et j'eus le plaisir de voir la délibération révoquée. L'on étoit alors rempli de l'espérance d'établir en Irlande les réfugiés qui étoient alors en Suisse, et ceux qui viendroient encore de France. Cette espérance étoit fondée sur les avantages que le roi d'Angleterre et les seigneurs irlandois accorderoient à ceux qui s'établiroient en ce pays-là, dont on parloit comme de celui de Canaan. Et en effet, rien n'auroit mieux convenu aux réfugiés que cette retraite; et rien n'auroit été plus avantageux à l'Angleterre que cet établissement, si on eût pu en venir à bout, comme on l'avoit espéré. Milord Gallovay y travailloit à Londres, d'où il me fit savoir par sa lettre du 15 décembre 1691, les dispositions favorables qu'il y trouvoit pour le succès de cette entreprise, à laquelle milord Syrnéi fut chargé de travailler de la part du roi. Les choses en étoient dans ces termes, lorsque les seigneurs de Zurich révoquèrent leur délibération. Mais cette révocation n'empêchoit pas que notre peuple ne pût être exposé dans la suite au même état où il s'étoit trouvé. Cela nous fit sentir la nécessité de presser l'affaire d'Irlande. Ce que je promis de faire autant qu'il me seroit possible. Je partis donc de Zurich dans le mois de mars 1692, pour aller joindre la famille à Vézél, car elle devoit s'y rendre de Berlin. Elle s'y rendit en effet au mois d'avril. Ce fut là que j'appris la mort de François de Mirmand, mon frère, arrivée ce même mois à Charleville, où il étoit en quar-

lier avec sa compagnie de cavalerie. Et comme j'appris peu de temps après que le roi d'Angleterre étoit arrivé en Hollande pour entrer en campagne, je l'allai trouver à Bréda pour l'informer de l'état des choses en Suisse à l'égard de nos réfugiés, puisqu'il avoit la bonté de penser de les établir en Irlande, suivant la lettre de milord Gallovay, dont j'ai parlé ci-dessus. Ce prince, que je vis dans cette occasion pour la première fois, et que j'eus l'honneur d'entretenir fort longtemps en particulier sur diverses affaires, me témoigna qu'il avoit fort à cœur l'établissement d'Irlande, et voulut m'obliger de partir incessamment pour Londres, afin d'y travailler. Comme je ne trouvois pas que mon voyage y fût nécessaire, je fis là-dessus des représentations au roi, qu'il goûta; de sorte que j'évitai cette course, et ce fut avec d'autant plus de satisfaction que le temps ne me paroissoit nullement propre pour l'établissement d'Irlande, qui ne pouvoit pas se faire sans une grande dépense, où je erois que le roi ne pouvoit pas s'engager pendant qu'il seroit obligé de soutenir celle de la guerre qu'il avoit sur les bras. Mais quoique je fusse dans cette pensée, il falloit bien faire quelque démarche qui fit voir à MM. les Cantons qu'il ne tenoit pas à mes soins, qu'ils ne fussent déchargés de nos réfugiés. Avant que me séparer du roi, il me marqua une voie pour lui donner de mes nouvelles quand je le trouverois à propos. Après quoi, je me retirai fort satisfait de la manière aisée et même familière dont ce prince s'étoit entretenu avec moi, ce qui m'avoit donné occasion de m'acquitter de diverses commissions épineuses. Je retournai donc à Vézél, où je fus exposé à diverses sollicitations qui venoient de Suisse, pour m'obliger d'aller à Londres travailler à l'établissement d'Irlande. Car quoique je me fusse assez expliqué sur le dessein que j'avois de n'aller point en ce pays-là, on espéroit que j'aurois assez de charité pour aller à Londres employer mes soins pour le public, d'autant mieux que le roi m'avoit déjà proposé à Bréda de faire ce voyage, et que milord Gallovay demandoit qu'on lui envoyât quelqu'un pour l'aider à pousser cette affaire. J'avois bien des raisons pour me détourner de ce voyage, et surtout la mauvaise opinion que j'avois du succès de ce projet fondée sur ce que j'en ai dit ci-dessus. Il fallut pourtant m'y déterminer, après avoir reçu une lettre de M. le marquis d'Arzelliers, qui étoit pour lors à Berne, du 15 novembre 1692. En voici le plus essentiel : « Tous nos « pauvres réfugiés, dit-il, en parlant de ce voyage, vous en prient par ma

« bouche. En voici la raison convaincante. Il y a environ quatre mois
« que la chambre des réfugiés voulut savoir quelles démarches nous
« faisons pour les affaires d'Irlande. Je fus avec M. Coder père, à la
« chambre, où je leur lus l'entretien que vous aviez eu sur ce
« sujet avec S. M. ; M. Teissier m'avoit envoyé ; ce qui les satisfit,
« parce que vous êtes connu, estimé très particulièrement en Suisse ;
« et si Dieu ne veut pas bénir ce dessein pour le printemps, nous se-
« rons entièrement disculpés envers ces seigneurs, si vous avez été
« en Angleterre, parce que, comme je vous ai dit, ils sont persuadés
« que vous aurez fait ce que vous aurez pu. Aussi ils continueront leur
« charité, voyant qu'il n'y va point de notre négligence, et que nous
« faisons ce que nous pouvons pour les décharger ; au lieu, Monsieur,
« que si vous n'y allez point, après surtout ce que je leur ai lu de
« votre entretien avec S. M. ; si vous n'y allez pas, dis-je, ils croiront
« que c'est un jeu joué que tout cela, et prendront de fâcheuses ré-
« solutions contre nos réfugiés, par où je prévois une grande calamité,
« et un rotour en France pour bien des gens. D'ailleurs, Monsieur,
« vous serez de très grande utilité à de Ruvigni, qui sera peut-être
« obligé d'aller en Irlande. Je vous conjure donc de vous disposer à
« faire ce voyage. Je sais bien qu'il y a quelque dépense à faire ; mais
« je suis persuadé que S. M., qui vous a ordonné d'aller à Londres,
« vous récompensera : en tout cas, Dieu ne manquera pas de le faire.
« Partez donc, mon cher Monsieur et ami ; je vous en conjure au nom
« de tant de pauvres que vous aiderez à tirer de la misère et de la
« tentation où ils sont. »

Il fallut céder à l'instante prière que me firent nos réfugiés par la bouche de M. d'Arzelliers de reprendre courage. Je partis donc de Vézél, et je me rendis à Londres ; mais ce ne fut pas sans avoir appréhendé de tomber entre les mains des Français en passant la mer, et sans avoir bien considéré quelles pouvoient en être les suites. Je me mis, grâce à Dieu, au-dessus de tout cela, par cette considération que mon devoir m'engageoit à faire tout ce qui dépendoit de moi pour n'exposer pas mes frères à la désolation d'être obligés à quitter la Suisse sans savoir où aller, et peut-être en danger de mourir de faim sur un chemin. Après mon arrivée à Londres, milord Gallovey et moi eûmes une audience particulière du roi sur le sujet de mon voyage. Ce prince nous témoigna d'avoir toujours fort à cœur l'établissement des réfugiés en Irlande, et nous donna pour travailler à

cette affaire quatre commissaires qui étoient milord Rochester, milord Godelfin, milord Benelagh, milord Koniagtbic. Ces seigneurs firent diverses assemblées, où milord Gallovay et moi fûmes appelés ; et comme j'étois toujours dans la prévention que cette affaire échoueroit faute d'argent, je témoignai plusieurs fois à cette assemblée quelle étoit ma crainte ; à quoi j'ajoutai qu'il étoit de la dernière importance de ne commencer point cette affaire si la conjoncture n'étoit point propre pour la conduire à une heureuse fin, et qu'il valoit incomparablement mieux n'y toucher point que ne la faire qu'à demi. Milord Godelfin, qui étoit grand trésorier, m'imposa silence en m'assurant que l'argent ne manqueroit point ; mais je ne revins point de ma crainte. Cependant il falloit agir conformément aux idées des seigneurs commissaires, dresser des mémoires sur l'établissement dont il s'agissoit, et faire tout, comme si j'eusse été aussi fortement persuadé d'un heureux succès que je doutois du contraire, ainsi que je m'en expliquois à milord Gallovay. Enfin, il fut résolu que ce seigneur s'en irait en Irlande, afin d'y prendre les mesures nécessaires pour y recevoir les réfugiés qu'on y établiroit à Dublin, à qui l'on remettroit l'argent qui seroit employé pour leur établissement, auquel on destinoit 20,000 pièces pour le commencement, et que j'irois à La Haye solliciter LL. HH. PP. d'accorder une somme d'argent pour les frais du voyage.

Je partis donc de Londres dans le mois de mars 1693, peu de jours après le départ de milord Gallovay pour l'Irlande, et je me rendis à La Haye, chargé d'une lettre du roi pour MM. des États. Après que j'eus sollicité cette affaire tout le mois d'avril, ils prirent la résolution, dans le mois de mai, de donner 50,000 francs pour le voyage de nos réfugiés. Cette charité, quelque grande qu'elle fût, ne me tiroit point d'inquiétude ; car je craignois toujours que notre affaire n'échouât, ce qui m'obligeoit d'écrire en Suisse que je n'étois nullement d'avis que personne en partit jusqu'à ce qu'on fût assuré que notre peuple trouveroit en Irlande ce qu'il y alloit chercher. C'est ce qui paraît par une lettre que M. d'Arzelliens m'écrivit, du 28 mars 1693, où il se plaint que j'écrivois en Suisse d'une manière fort propre à décourager notre peuple d'aller en Irlande. A quoi je répondis que je me voulois mettre à couvert de toutes sortes de reproches de la part de nos réfugiés, en faisant connaître que je n'approuverois jamais qu'ils quittassent la Suisse, jusqu'à ce que les choses fussent sur un

piéd à ne point craindre de tristes suites de leur départ de ce pays-là. C'est le témoignage que me rend M. Reboulet, pasteur de l'Eglise française de Zurich dans sa lettre du 19 mai 1693, en ces termes : « J'ai dit plusieurs fois que vous aviez toujours assuré que vous ne feriez partir personne que quand vous verriez qu'il n'y auroit pas à craindre pour nos gens de tomber dans une seconde espèce de mi-sère. »

Cependant, une lettre de milord Gallovay, du 8 avril, qui me fut envoyée hier par M. le marquis d'Arzilliers a mis tout notre monde en rumeur. Milord marque, et la suite me fit voir que j'avois eu raison de prendre ces précautions, quoiqu'elles ne m'aient pas garanti du blâme de personnes qui n'étoient pas informées de ma conduite; car milord Gallovay m'écrivit à La Haye, par ses lettres du 6 et 17 juin 1693, qu'il ne falloit plus compter sur l'argent que milord Godot lui avoit promis de remettre au comité de Dublin; de sorte que par ce moyen je vis cette affaire dans l'état que j'avois appréhendé. Le déplaisir que j'en reçus fut d'autant plus grand qu'il y avoit déjà du monde qui, malgré toutes mes précautions, s'étoient mis en chemin pour se rendre en Irlande, et qui m'alloient tomber sur les bras en Hollande, où j'étais pour lors. Dans ce contre-temps, le roi eut la bonté d'écrire en Suisse, pour y faire arrêter les réfugiés qui n'en étoient pas partis, et il leur envoya de l'argent pour les aider à subsister. De mon côté, je me trouvois, par l'arrivée en Hollande de ceux qui étoient partis de Suisse, dans un des plus grands embarras où j'aie été de ma vie. J'en plaçai d'un côté et d'autre, autant qu'il me fut possible. Après quoi je me retirai à Vézél. Il passa en Angleterre un bon nombre de ces pauvres gens, après avoir été retenus plusieurs mois par les vents contraires en Hollande, où ils furent entretenus de l'argent que LL. HH. PP. avoient destiné pour leur voyage. Dans la Suisse, le roi agit auprès de MM. les Cantons pour les obliger de garder encore les réfugiés. Milord de Gallovay s'employa fortement à cela au commencement de l'année 1694, lorsqu'il passa en Suisse en allant en Piémont commander les troupes de S. M.

Cependant j'étois avec la famille à Vézél, où j'appris la mort de M. d'Audiffret mon beau-père, ce qui me détermina à faire un voyage à Genève, pour y conférer avec M. Paulhan sur les affaires domestiques. J'avois mis, dès l'année précédente, ma famille chez Mademoiselle Gobert à Rotterdam, qui étoit une personne admirable

pour l'éducation des jeunes demoiselles. Ainsi je n'avois nulle peine à laisser ma famille entre ses mains, pendant mon voyage de Genève. Je l'entrepris dans le mois de mai 1694. Je n'en retirai presque aucun avantage; et je fus de retour à Vézél au commencement de janvier 1695. Peu de temps après mon arrivée, j'allai chercher ma fille en Hollande. Je la ramenai à Vézél; et ayant appris l'année suivante que M. d'Albenet, mon bon et ancien ami, devoit se rendre de même à Genève, je crus qu'il étoit à propos que j'allasse conférer avec lui touchant la succession de mon beau-père, dont on me faisoit espérer que je tirerois quelque parti. Je fis donc ce voyage où j'eus occasion de reconnaître la bonne volonté de cet ami, qui retourna à Nîmes dans le dessein de continuer à m'y rendre ses bons offices. Mais il n'eut pas la satisfaction d'y réussir; car, depuis l'année de la mort de mon beau-père, on ne m'a pas envoyé un sol de France. Après le départ de M. d'Albenet, de Genève, j'y fis peu de séjour. J'y étois arrivé au commencement d'avril 1696, et j'en partis environ à la fin du mois de mai, pour retourner à Vézél, et j'eus la satisfaction, en passant et repassant à Zurich d'obtenir de LL. EE. quelques nouvelles grâces pour nos réfugiés. J'arrivai, grâce à Dieu, heureusement à Vézél au mois de juillet. J'eus le plaisir d'y voir milord Gallovay, au commencement de l'année suivante 1697, en venant de Piémont et en allant en Angleterre. Je le logeai chez moi.....

Il partit de Vézél environ la mi-janvier, et je ne l'ai plus vu depuis ce temps-là pendant le cours de cette année 1697. Je pris la résolution, après avoir reçu bien des lettres de Madame la marquise de Mirère sur le triste état où elle se trouvoit à Nimègue, de me rendre en cette ville-là, d'y solliciter en sa faveur une pension des Etats de Gueldres, qui y étoient assemblés en ce temps, et qui eurent la charité de la lui accorder dans le mois de septembre de la même année. Lorsque la paix de Ryswick étoit sur le point d'être conclue, je me rendis à Loo, auprès du roi d'Angleterre pour le supplier de donner à M. de Restou-
raud, mon ancien ami, la charge de conseiller au parlement d'Orange, que M. de Guairan y laissoit vacante. Je pris cette liberté sur ce que ce prince avoit eu la bonté de me demander quelque temps auparavant, si je souhoitois qu'il fit quelque chose en ma faveur. A quoi j'avois répondu que je ne lui demandois autre chose que l'honneur de sa protection et de sa bienveillance. Je crus qu'il ne trouveroit pas mauvais que je lui fisse cette demande, pour une affaire qui me tenoit

fort à cœur non-seulement par rapport à M. de Retouraud, mais encore par rapport à ma chère amie, Madame de Garaivon (?) qui prenoit un grand intérêt à cette affaire. Le roi eut la bonté de m'accorder ma demande, ce qui fut pourtant inutile à mon ami, par les difficultés qu'y apporta la cour de France. Cette affaire m'ayant donné occasion de le voir à Loo, il me témoigna dans une audience particulière qu'il m'avoit donnée, le déplaisir extrême qu'il avoit d'être obligé de faire la paix, sans pouvoir procurer aux réfugiés les avantages qu'il auroit souhaités. Cela fut dit d'une manière si touchante que j'en eus le cœur serré; en sorte que je ne pouvois lui parler qu'à bâtons rompus, et que je me retirai pénétré des bonnes intentions de ce prince et de la reconnoissance que nous lui devons.

Après mon retour à Vézél, MM. les colonels des régiments français qui avoient servi en Piémont m'écrivirent de La Haye, que ces régiments ayant été cassés, il y avoit 185 officiers sur le pavé, pour lesquels ils me demandoient mes sollicitations auprès de LL. HH. PP., et que, pour cet effet, ils me prioient de me rendre à La Haye pour travailler à cette affaire. Cette proposition me parut si extraordinaire que je répondis à ces messieurs qu'il faudroit que la tête me tournât pour entreprendre une affaire de cette nature, non-seulement parce que les officiers dont il s'agissoit, étoient au service de l'Angleterre qui devoit prendre soin de les entretenir, mais encore parce qu'il ne convenoit pas à moi qui demeurois à Vézél, de me charger auprès de LL. HH. PP., d'une affaire qui ne me regardoit pas, et où je n'avois d'autre part que l'intérêt de la charité qui m'étoit commun avec un grand nombre de réfugiés qui étoient en Hollande.

Quelque temps après, je fis un voyage en ce pays-là, où je menai chez la charitable Mademoiselle de Danjeau Mademoiselle de Blatière (?) qui avoit été quelque temps dans ma maison à Vézél. Lorsque je fus arrivé à La Haye, MM. les colonels dont j'ai déjà parlé, revinrent à la charge; ils se fortifièrent de M. de l'Étang, et tous ensemble m'obligèrent, bon gré, malgré que j'en eusse, de me charger de l'affaire de nos pauvres officiers qui se trouvoient réduits à une telle extrémité que plusieurs d'entre eux passaient le jour avec un pain de deux liards qu'ils alloient grignoter dans le bois de La Haye. J'écrivis donc un billet à M. le grand pensionnaire Hensius de qui j'étois connu depuis quelques années, pour lui demander une heure pour l'entretenir sur un sujet si triste. Je me rendis chez lui à

six heures du soir qu'il m'avoit marqué. Je lui dis qu'il n'y avoit aucune raison dans la proposition que j'étois chargé de lui faire, mais que je ne pouvois pas me dispenser de lui faire connoître le pitoyable état où se trouvoient ces officiers sous ses yeux, et que si je ne pouvois pas espérer qu'il goûtât la pensée de demander pour eux du pain à LL. H. P. comme on en avoit le dessein, j'espérois au moins qu'il me donneroit ses avis charitables en faveur de personnes dignes de compassion. Ce bon seigneur me parut en effet touché de leur état, et me témoigna qu'il vouloit bien me rendre ces bons offices. Il me conseilla de dresser une requête pour eux, et de la remettre au président qui étoit en semaine; cela fut promptement exécuté; et comme j'avois parlé dans ma requête du nombre des officiers en général, sans spécifier qu'elles étoient leurs charges, on répondit que LL. H. P. souhaitoient d'être éclaircies là-dessus. Cette demande me remplit de joie, car je m'attendois qu'on me répondroit que ces officiers n'ayant point servi l'Etat on ne pouvoit pas s'en charger, et qu'ils devoient s'adresser au roi d'Angleterre, puisqu'ils avoient été à son service. Mais, voyant qu'on vouloit entrer en matière, je conçus une bonne espérance des suites de notre requête. Cela me fit d'autant plus de plaisir, qu'ayant fait connaître à ce prince le triste état de nos officiers, M. Bethvayt (?), son secrétaire, m'écrivit, le 14 janvier 1698, d'une manière à me faire comprendre qu'il n'y avoit rien à faire pour eux du côté de l'Angleterre. Après que j'eus donné les éclaircissements que LL. H. P. avoient demandés, elles résolurent qu'on me remettrait 2,000 florins pour remédier aux plus pressants besoins de nos officiers. Je priai M. le grand pensionnaire de trouver bon que son secrétaire reçût cet argent, et qu'il en fit la distribution conformément au mémoire que je lui en donneroie, après avoir réglé avec MM. les colonels la manière dont seroit faite cette distribution. La chose fut ainsi exécutée; et après que cette somme eût été employée, LL. H. P. en accordèrent une autre; après cela une nouvelle, jusqu'à ce qu'elles firent un fond de 20,000 écus de pension annuelle pour ces officiers, ce qui est, à mon avis, une des plus belles actions de MM. les Etats, et qui me donne le plus de sujet d'espérer que Dieu continuera de répandre ses bénédictions sur eux.

Après avoir fait quelque séjour à La Haye, je retournai à Vézél, où ma fille se maria avec M. de Fravanet (mars 1698); et comme je crus pouvoir retirer quelque avantage de faire un voyage à Genève,

je m'y rendis dans le mois de septembre ; mais tout le fruit de mon voyage se réduisit à recouvrer de France quelques-uns de mes meubles ; et après avoir appris que ma fille étoit enceinte et qu'elle souhaitait que je fusse auprès d'elle dans le temps de ses couches , je m'en retournai à Vézél, où j'arrivai environ à la Saint-Jean 1699, et le 11^e d'août suivant, ma fille vous mit au monde ; six semaines après nous allâmes tous, joindre votre père à Magdebourg où on vous porta dans votre berceau, et après y avoir fait quelque séjour, je me rendis à Berlin. J'y trouvai un assez grand nombre de jeunes réfugiés de bonne maison, propres pour entrer dans le service, qui s'y étoient rendus dans l'espérance qu'ils seroient placés. Cependant ils étoient sur le pavé, fort en peine d'avoir de quoi subsister. J'eus pitié de leur état, et voyant que M. de Berfus, qui étoit le maître des affaires depuis la chute de M. Dankelman, ne leur étoit pas favorable, j'allai trouver M. le comte de Vartemberg, qui étoit le favori de S. S. E., pour lui en faire mes plaintes. J'y joignis les représentations que je crus nécessaires. Et je demandai que ces jeunes gens fussent placés. J'alléguai l'exemple de LL. H. P., qui pour entretenir des officiers cassés, avoient fait depuis peu un fonds de 20,000 écus, dont j'ai parlé ci-dessus, au lieu que la dépense qu'il y avoit à faire pour ces jeunes gens, n'étoit rien en comparaison de celle-là. Les suites de mes représentations furent que M. le comte de Vartemberg fut touché de l'état de ces jeunes gens, et trouva que l'honneur du roi étoit engagé à les placer ; il résolut d'en parler à ce prince, qui, après avoir été informé de leur état, souhaite de les voir. Ils parurent devant lui. Après quoi on les distribua dans deux régiments, les uns en qualité de bas-officiers, les autres comme cadets. Cela fut fait au commencement de l'année 1700.

Dans cette même année, j'eus occasion de faire un voyage en Hollande, qui me donna lieu d'y épouser Mademoiselle Anne-Françoise de Thioust de La Luserne, de Caen en Normandie. Je trouvois en cette dame le mérite, la naissance, du bien considérablement, et un âge assez avancé, quatre choses que je n'aurois peut-être trouvées toutes ensemble qu'en cette seule personne..... Au mois de mai 1701 nous partîmes de Rotterdam, pour nous rendre en Brandebourg que nous avions choisi pour notre séjour. Nous emmenâmes avec nous Mademoiselle de Perrière, ma parente, qui étoit venue de Genève nous joindre en Hollande, pour profiter, dans le mauvais état de ses

affaires , de l'offre que je lui avois faite de la maison que j'allois dresser, où elle seroit agréablement auprès de ma femme. Nous ne nous arrêtàmes que peu de jours à Berliu, et nous nous rendîmes à Prenzlów où étoit ma sœur de Baudan avec son mari et toute sa famille. Comme je voyois que mon séjour à Berliu ne pouvoit pas être de même usage à nos réfugiés, qu'il auroit été avant la disgrâce de M. de Dankelman qui avoit pour moi une bonté et une obligeance toute particulière, en sorte qu'il étoit vrai de dire, comme on l'avoit remarqué, qu'il ne m'avoit jamais rien refusé, je formai le dessein de demeurer à Prenzlów, où je pourrois vivre plus tranquillement qu'à Berlin, et où on trouveroit bien des commodités pour la vie à grand marché. Ma femme prit goût à la bonne compagnie qu'il y avoit..... J'y achetai une maison..... Ma femme vouloit se servir de son bien pour sa commodité et pour son bon plaisir, aussi bien que pour secourir les pauvres ; elle fut bien aise d'avoir un carrosse..... J'eus la complaisance de m'accommoder à son inclination, ce qui faisoit que la maison étoit toujours remplie de monde..... Nous avions nombre de domestiques. De sorte qu'il me sembloit que c'étoit un songe d'avoir perdu mon bien en France, et de n'être à charge à personne dans un pays étranger, d'y pouvoir secourir mes frères, vous laisser du bien pour passer fort commodément le reste de vos jours....., ce qui doit me donner occasion de louer Dieu tout le reste de ma vie.

Après notre établissement en cette ville-là, Dieu retira du monde Madame de Comte Gabrielle de Mirmand, ma sœur, qui mourut à Delft-en-Gallande, le 2 janvier 1702 ; et le 18 février 1704, votre père Charles de Cabrol mourut à Magdebourg, où ma femme et moi passâmes le mois suivant, pour nous rendre aux bains d'Aix-la-Chapelle. Ce voyage nous donna occasion de revoir nos bons amis de Hollande, et surtout M. et Madame Basnage. Nous passâmes deux mois à Rotterdam. Nous revînmes à Prenzlów, dans notre domicile, au commencement de l'année 1705..... Dans la suite, M. le baron de Baufain rechercha en mariage votre mère, qui consentit à sa recherche ; en sorte qu'ils vinrent se marier à Prenzlów (septembre 1707). M. de Baufain tomba malade à l'extrémité deux mois après son mariage, qui mit toute la famille dans une grande allarme..... Ma femme fut attaquée d'une péripneumonie dont elle mourut le 31 mai 1708, après une maladie de quelques jours. J'eus la consolation de lui entendre dire, pendant le cours de sa maladie, que la

princesse royale ne sauroit être mieux servie qu'elle ne l'étoit. Cette perte acablante, que j'ai occasion de sentir tous les jours de ma vie, me donna lieu de faire de sérieuses réflexions sur mon état. Je considérois que, la mort étant venue si près de moi, je devois m'attendre qu'au premier jour, elle viendrait jusqu'à moi, qu'ainsi je devois me regarder comme un homme qui n'avoit plus rien à faire au monde qu'à me préparer d'en sortir. Dans cette vue, je me déterminai à passer le reste de mes jours dans la retraite, de ne m'occuper que de ce qui convient à une personne qui ne veut penser qu'à l'éternité. En effet, lorsque M. et Madame de Baufain, qui étoient allés à Berlin dans le mois de mars, arrivèrent à Prenzlau, trois ou quatre jours après la mort de ma femme, et qu'ils me demandèrent où est-ce que je voulois demeurer, parce qu'ils y demeureroient aussi, je leur dis qu'ils n'avoient qu'à choisir ce qui leur conviendrait le mieux, ou Berlin ou Prenzlau, mais qu'en quelque endroit que ce fût, je voulois mener une vie retirée, ne donner à manger à personne, ne manger chez qui que ce fût, et n'avoir de commerce avec le monde qu'autant que j'aurois occasion de faire du bien. Sur ce pied-là, n'ayant pas besoin de chevaux de carrosse, j'en fis présent à Madame Baufain. Je supprimai mon ménage, et je me réduisis à un seul domestique. J'éprouvai, dans cette triste conjoncture, les effets du secours de Dieu : car il me fit sentir qu'il me tiendrait lieu de toutes choses et que je trouverois en lui une source abondante de consolations. Je me regardai comme ne devant plus m'occuper que de lui, et ne cherchai de plaisir qu'en lui et par rapport à lui.

Depuis ce temps-là, j'ai tâché de régler ma vie sur le plan que je m'étois fait. Je l'ai suivi dans le séjour que j'ai été obligé de faire à Hall en 1709 et 1711, dans le temps que la peste étoit à Prenzlau. J'y avois vendu ma maison, en 1709, à M. de Floit (?). Mais j'y avois laissé M. et Madame Baufain, la famille de M. et de Madame de Baudan avec plusieurs personnes qui m'étoient fort chères, à qui j'eus le bonheur d'être utile à Berlin, pendant tout le temps que la ville de Prenzlau fut affligée de la contagion. La colonie française étoit composée d'environ 900 personnes, dont une grande partie se trouva réduite dans une extrême misère par la cessation du travail et du commerce. Je tâchai de remédier à cette misère autant qu'il me fut possible, en leur envoyant du secours que je leur procurois de tous côtés, et lorsque après que ce terrible fléau eut cessé et que je partis

de Berlin au commencement de mai 1711, j'eus la satisfaction d'envoyer au commissaire de Prenzlau 300 écus, qui me restoit encore, pour assister cette pauvre colonie, que M. et Madame Baufain avoient quittée depuis le mois d'octobre 1710, en vertu de la permission que j'avois obtenue du roi qu'ils se retireroient à Neuchâtel. Lorsque je vis que mes soins n'étoient plus nécessaires à Berlin, je me déterminai de retourner à Hall, pour tâcher de retirer M. de Ners, qui est un gentilhomme de mérite, de l'oppression qu'il y souffroit en ses biens, et dont il ne pouvoit venir demander raison, parce qu'il étoit en Angleterre, chargé de l'éducation d'un jeune seigneur, qu'il n'avoit pu quitter, sans craindre de ne trouver plus dans la suite à se placer, du moins sans avoir reçu un préjudice considérable. Je crus qu'étant d'un même pays, et ayant quelque liaison avec lui, je devois tâcher de le lui éviter. Ce qui m'obligea d'aller à Hall. Mais en y allant, j'eus la satisfaction de voir, à Cathbu, M. Dankelman, que je n'avois pas vu depuis environ dix-sept ans, et qui m'avoit prié par une de ses lettres de lui aller faire une visite. J'eus le plaisir de le trouver dans les mêmes sentiments d'amitié qu'il m'avoit toujours témoigné ; et je le quittai, plus rempli d'estime et de respect pour lui et pour Madame son illustre épouse que je n'avois jamais été.

Je me rendis donc à Hall au commencement de mai 1711 ; et pendant le long séjour que je fus obligé d'y faire, je terminai le procès de M. de Ners par un accommodement. Ce fut cette année-là que nous eûmes l'extrême déplaisir de perdre Gabrielle de Baudan, ma nièce, à l'âge de vingt-deux ans. Elle étoit fille de Louis de Baudan et de Suzanne de Mirmand. Elle étoit mariée avec M. Douzane, capitaine de cavalerie. Elle avoit mille bonnes qualités qui la firent regretter généralement de tout le monde. L'année suivante (1712), des raisons pressantes m'obligèrent d'entreprendre le voyage de Neuchâtel, où M. de Baufain s'étoit rendu en famille l'année précédente, dans la pensée d'y faire très peu de séjour et de retourner à Orange, après la paix, comme tout le monde s'y attendoit en ce temps-là. Ce qui faisoit que je comptois qu'après avoir passé quelques mois à Neuchâtel, M. de Baufain et sa famille en partiroient pour Orange et que je retournerois dans le Brandebourg, que je regardois comme ma nouvelle patrie. Mais la conclusion de la paix ayant fait perdre toute espérance de retourner à Orange, M. de Baufain et sa famille restèrent à Neuchâtel, ce qui fut cause que j'y restai aussi. L'année après

mon arrivée à Neuchâtel (1713), nous eûmes le déplaisir d'y apprendre la mort du roi de Prusse, et comme cette mort apporta quelque changement aux pensions que ce prince donnoit aux réfugiés, je fus sollicité de retourner à Berlin, pour employer mes soins auprès du nouveau roi, pour tâcher de remédier à ce changement, qui d'abord fut considérable, mais qui l'a été beaucoup moins dans la suite, par un effet de la bonté du roi. Je ne jugeai pourtant pas à propos de m'engager dans ce voyage, et je me contentai de faire mes représentations à la cour par écrit. Je continuai donc mon séjour avec la famille à Neuchâtel, d'où j'eus occasion de faire un voyage à Berne l'année suivante, 1714, qui me donna lieu d'éprouver la commisération de LL. EE. envers les réfugiés. Ce qui m'engagea de faire ce voyage, ce fut l'extrémité où se trouva pour lors M. d'Azimon, pasteur de l'Eglise française d'Erlan, qui m'écrivit que la pension qu'il recevoit du prince de Bareth venoit d'être supprimée par sa mort, ce qui le mettoit dans l'impuissance de subsister à Erlan, avec la petite pension qu'il y avoit, de sorte qu'il se trouveroit obligé de quitter son Eglise, et d'aller chercher du pain ailleurs, si je ne trouvois quelques moyens de remédier à son état. Comme M. d'Azimon est un homme de mérite et d'une grande édification à son Eglise, je crus que, pour éviter le préjudice qu'elle recevoit de sa perte, et pour éviter à ce bon ministre le déplaisir d'aller chercher une Eglise dans un âge fort avancé, je devois travailler auprès de LL. EE. de Berne, où il étoit connu, afin qu'à sa considération et à celle d'une Eglise aussi nombreuse que celle d'Erlan, on lui accordât une gratification qui le mit en état d'y subsister. La suite de cela fut que LL. EE. m'accordèrent sur-le-champ une gratification pour M. d'Azimon, et que, peu de temps après, les louables cantons évangéliques lui firent une pension, qui l'a mis en état de continuer son ministère à Erlan, à la grande consolation de son troupeau.

Dans l'année suivante (1715) j'eus le regret de voir que M. Bézuc (?), gentilhomme de mes parens, qui avoit abandonné, par un principe de religion, une compagnie en France, et qui étoit allé en Angleterre sous le règne de la feue reine, pour tâcher d'y obtenir une pension, n'en pouvoit venir à bout et se trouvoit sur le pavé. On conçut après la mort de la reine quelque espérance de le tirer de cet état; mais elle fut presque entièrement perdue lorsqu'on vit, sous le nouveau règne, que les pensions d'Irlande étoient destinées pour dédommager

les officiers du pays de ce qu'ils avoient souffert sous le règne précédent; à quoi même ces pensions ne suffisoient pas; de sorte qu'il n'y avoit pas lieu d'espérer qu'on en pût obtenir une pour M. de Bézuc, qui étoit un officier sorti nouvellement de France. Dans cette extrémité, il me vint dans l'esprit d'écrire au roi d'Angleterre, et de lui demander une pension pour mon parent, comme si elle avoit été pour moi-même. Ce qui donna lieu à cette pensée, c'est qu'ayant eu l'honneur, dix-sept ans auparavant, de voir le roi à Hanovre et d'y recevoir des marques de sa bonté, je pouvois espérer qu'il ne trouveroit pas mauvais que je lui fisse cette demande. Je me déterminai donc à prendre cette liberté, quelque irrégularité qu'il parût y avoir dans cette conduite. Dieu répandit sa bénédiction sur mon entreprise, et en sorte que le roi m'accorda ce que je lui demandois par ma lettre : il donna ordre à milord Saunderson d'accommoder M. de Bézuc; ce qui donna la liberté au commissaire qui distribuoit les pensions de lui en assigner une préférentiellement aux officiers de la nation, à qui elles étoient destinées; et par ce moyen M. Verfeuil et moi fûmes délivrés de l'inquiétude où nous étions à son occasion.

En 1716, quelques mois après la mort du roi de France, je formai le projet d'aller aux eaux de Vals (?), à cause de quelque menace de gravelle que j'avois eue. Je m'adressai à M. le marquis de Beringhen, premier écuyer du roi et cousin germain de feu ma femme, pour me procurer un passe-port qui me donnât la liberté de faire ce voyage. Il m'en envoya un du roy même, de la manière du monde la plus obligeante, avec des lettres de recommandation pour M. de Roquelaure et pour M. de Basville, et se rendit caution, auprès de M. le régent, de ma bonne conduite. Il joignit à cela de fortes exhortations d'y apporter beaucoup de circonspection, parce que je devois faire mon compte d'être fort observé en Languedoc. Je partis donc de Neuchâtel sur la fin de mai 1716; mais ayant appris à Genève qu'il y avoit dans les Cévennes quelque attroupement de Camisards, auquel on pourroit bien me soupçonner d'avoir quelque part; et faisant d'ailleurs réflexion sur les exhortations de M. Lepremier (?), j'appréhendai que les visites que je recevrois de mes amis ne fussent regardées comme des assemblées de religion. Je pris le parti de renoncer à mon voyage et de faire venir les eaux de Vaz à Genève, où je regus une lettre de M. de Basville, par laquelle il me témoignoit qu'il seroit bien aise de me voir à Montpellier, et que je pouvois compter qu'il

m'y rendroit des services. Je jugeai bien que ce que M. Lepremier lui avoit écrit sur mon sujet m'attiroit cette honnêteté, ce qui m'engage à une nouvelle obligation envers ce seigneur, voyant qu'on en usoit si bien à mon égard; et sachant d'ailleurs qu'il étoit aimé et estimé de M. le régent, et qu'on ne pouvoit pas être mieux qu'il étoit auprès de lui, je crus que je devois me prévaloir de la bonté qu'il me témoignoit, et le prier de rendre lui-même à ce prince les lettres que divers souverains protestants m'avoient accordées, pour tâcher d'en obtenir un ordre, afin que M. de Baufain pût entrer en possession des biens que j'avois en France. J'envoyai donc ces lettres à M. Lepremier, au lieu de les faire rendre par le ministre de quelque prince, comme je l'avois résolu. J'éprouvai dans cette occasion la continuation de la bonté de ce seigneur, car il prit cette affaire à cœur, comme il paraît par la lettre qu'il m'écrivit le 7 juin 1716. Mais sa bonne volonté fut inutile, par les difficultés qu'il rencontra dans une affaire où il s'agissoit de renverser les déclarations du feu roi; de sorte qu'il ne m'en est revenu d'autre avantage que celui-ci : de n'avoir rien négligé pour l'avantage de ma famille, et d'avoir reçu dans cette occasion des marques de la bonté qu'ont pour moi les puissances protestantes et diverses personnes de considération qui se sont intéressées dans cette affaire.

Ayant donc renoncé à mon voyage de France, je retournai de Genève à Neuchâtel, la même année 1716. Mais comme les affaires que M. de Baufain avoit à Genève l'avoient obligé de choisir Morges pour le lieu de son séjour, parce que lui ni sa femme ne s'accommodoient pas de celui de Genève, je pris le parti de venir joindre la famille à Morges; mais ce ne fut qu'avec un extrême regret, car le séjour que j'y avois fait m'avoit donné occasion de connaître les avantages dont on peut jouir en cette ville-là, tant par rapport à la société des honnêtes gens, qui sont en grand nombre, que pour ce qui regarde la piété, qui y trouve de grands services par les excellentes prédications qu'on y entend, par le culte public qu'on y pratique, et par les bons exemples qu'on y a devant les yeux, surtout de la part des pasteurs, qui s'acquittent des fonctions de leurs charges avec beaucoup d'exactitude, principalement pour ce qui regarde l'instruction de la jeunesse, dont on ne sauroit prendre plus de soin qu'on en prend en cette ville-là. Toutes ces considérations m'obligeoient à y demeurer avec plaisir et à souhaiter d'y passer le reste de mes jours.

Il fallut pourtant suivre la famille à Morges. Nous eûmes la douleur d'y voir mourir M. de Baufain, qui y fut, à beaucoup de raison, généralement regretté de tout le monde, car il avoit d'excellentes qualités. Le magistrat de cette ville-là fit connaître l'estime et la considération qu'il avoit pour lui, en faisant mettre son corps dans le temple et en faisant tous les frais de son enterrement, où il assistoit en grand deuil. Cela fut accompagné de toutes les marques d'une affection cordiale. Ce qui fait également honneur à la bonté du magistrat et au mérite de M. de Baufain.

Dans cette même année 1717, j'eus le regret de perdre ma sœur de Baudan, qui mourut à Berlin le 30 juin, après avoir gardé pendant plusieurs années une maladie de langueur, où elle avoit témoigné beaucoup de piété. Comme nous étions restés les derniers d'une famille qui étoit composée de cinq enfants, nous avions vécu dans une grande liaison et une étroite amitié, qui m'auroit fait trouver beaucoup de consolation de la voir dans son lit de mort, comme elle le souhaitoit. Cette raison étoit entrée pour beaucoup dans le consentement que j'aurois peut-être donné de nous en retourner à Berlin, suivant le désir de Baufain, si l'état de ma santé, qui commença d'être altéré d'abord après la mort de M. de Baufain, ne m'eût empêché d'entreprendre ce voyage. Nous avons donc resté à Morges, où je travaille à me préparer pour l'éternité, qui est la seule chose qui me reste à faire, et je tâche en même temps, ma chère fille, à vous inspirer des sentiments qui rendent votre vie heureuse, en vous faisant bien sentir la nécessité qu'il y a à chercher notre bonheur uniquement en Dieu, et dans l'assurance de notre paix avec lui. Quand une fois on a pris ce parti, on est heureux dans tous les états où il plaît à Dieu de nous mettre. J'en ai fait une heureuse expérience, et j'ai toujours ressenti les effets de sa bonté d'une manière toute particulière. J'ai renoncé pour sa gloire à ma patrie; et il m'a fait la grâce de trouver une patrie parmi les étrangers, de qui j'ai reçu mille marques d'amitié. J'ai renoncé à mes biens, et il m'a fait subsister avec ma famille pendant les premières années de mon exil, sans biens et sans être à charge à personne. Et lorsque dans la suite j'ai retiré quelques débris du naufrage, ce n'a été qu'environ 18,000 francs, dont j'ai donné 12,000 francs à votre mère, en la mariant; et avec ce fonds modique, j'ai subsisté sans avoir voulu profiter de la pension qui m'avoit été accordée en Brandebourg. Le bonheur que j'ai eu de

retirer un revenu considérable de l'argent que j'avois placé en Angleterre m'a mis en état, non-seulement de pouvoir subsister sans pension, mais encore de ne rien épargner pour l'éducation de votre mère, dont j'ai pris le même soin que si nous avions été en France. C'est un avantage dont j'ai bien sujet de louer Dieu; de même, de ce que n'ayant rien à demander pour moi, j'ai été par ce moyen dans une plus grande liberté de demander des grâces pour mes prochains dans les divers endroits de notre dispersion où l'on m'en avoit accordé pour moi. Je compte aussi pour un grand avantage la santé qu'il a plu à Dieu de me conférer presque toujours depuis trente-quatre ans que je suis hors de France, et principalement pendant les quinze premières années de mon exil, où, pour m'acquitter des devoirs de la charité, j'étois souvent en voyage, sans compagnie, sans valet, et sans entendre la langue des pays où je voyageois, et sans qu'il me soit jamais arrivé aucun malheur dans tous mes voyages, tant par mer que par terre; et si je suis attaqué dans ma vieillesse (car j'ai soixante-huit ans) d'une maladie qui m'expose à souffrir de grandes douleurs, la gravelle, Dieu me fait la grâce de me soutenir dans mes souffrances, en sorte que je le glorifie par ma patience et par ma soumission à sa volonté. J'ai encore sujet de le louer de ce qu'il a répandu sa bénédiction sur les soins que j'ai pris pour mes prochains en divers endroits; et si en m'acquittant de ce devoir il m'en a coûté quelque chose, c'est un nouveau sujet de le louer de ce qu'il m'en a donné le moyen; et peut-être même cela contribue-t-il aux bénédictions dont il vous favorise à tous égards. Faites attention sur tout cela, ma chère fille, afin de vous affermir dans cette pensée, que Dieu fait ressentir les effets de sa protection à ceux qui se confient en lui. Bénissez-le avec moi des grâces que j'en ai reçues, puisqu'elles reviennent à votre avantage, et y employons avec ardeur à sa gloire ce que nous avons reçu de sa bonté, afin qu'ainsi nous ayons la consolation de répondre en quelque manière à ses bienfaits, en attendant d'être mis l'un et l'autre en possession du bonheur éternel que nous attendons de sa grande miséricorde en N. S. J.-C.

Erratum. — Pages 45 à 58, lire partout *Mirmand* au lieu de *Mirmaud*.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS.

CORRESPONDANCE.

OBSERVATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIVES A DES DOCUMENTS PUBLIÉS.—
AVIS DIVERS, ETC.

Sept volumes de manuscrits relatifs à l'histoire du protestantisme français conservés dans la bibliothèque du collège de Saint-John, à l'Université de Cambridge.

La grande majorité de nos lecteurs ne connaissent sans doute pas l'excellente feuille hebdomadaire qui se publie à Londres, sous le titre de : *NOTES AND QUERIES, a medium of intercommunication for literary men, artists, antiquaries, genealogists, etc.*, avec cette épigraphe : « *When found, make a note of.* » Ce sont, on le voit, les *Petites affiches* de la littérature et de l'art, c'est un canal, un centre éminemment utile d'information intellectuelle.

Notre ami M. Gustave Masson nous signale, dans le numéro du 24 juillet dernier, une note à notre adresse, que nous reproduisons ici textuellement en remerciant M. J.-E.-B. Mayor, du collège de Saint-John (Cambridge), de l'intérêt qu'il y témoigne pour les travaux de notre Société.

Extrait des NOTES AND QUERIES.

Materials for the History of French Protestantism. — A recent volume of the *Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme français* contains the account of a journey through Holland, undertaken by an agent of the Society for the purpose of discovering manuscripts or rare books relating to French refugees who settled in that home of civil and religious freedom. The *Bulletin* itself, and M. Haag's biographical dictionary, *La France protestante*, abundantly prove that the Society does not shrink from labour, and deserves more general support than it has yet met with in this country. In the hope of eliciting other references to unexplored sources, I send an extract from Mr. Cowie's *Catalogue of MSS. and Scarce Books in the Library of St. John's Coll., Cambridge* (4to., Cambr. Ant. Soc., 1842) : —

« T. 1-7. *Mémoires et Actes touchant ceux de la religion prétendue réformée en France*. Ms. folio, paper.

« This volume, and all the following were given to the College by William Grove, B. D., formerly Fellow of the College, in 1762.

« The present volumes are a collection of all kinds of papers relating to the French Protestants, both in the way of laws against them, etc., and their own internal arrangements. »

J. E. B. MAYOR.

St John's College, Cambridge.

On voit qu'il s'agit d'une indication du catalogue de la bibliothèque du collège de Saint-John à Cambridge, où se trouvent sept volumes in-folio de pièces manuscrites relatives aux affaires de la religion réformée en France. Il faudrait savoir à quelles époques, antérieures à 1762, se rapportent ces documents, et de quelle importance ils peuvent être. — Avis à nos correspondants et amis.

L'épée de connétable offerte au duc de Rohan, et refusée par lui, en 1623.

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Le Vigan (Gard), 4 août 1858.

Le *Bulletin* a publié deux belles lettres du duc de Rohan, l'une au roi, l'autre au prince de Condé (t. VI, p. 53 et 362). J'ai trouvé dans des papiers de famille une note rapportant un fait non moins honorable pour la mémoire de cet illustre chef des réformés. Mon grand-père maternel, Guillaume de Gignoux, dont la famille s'était réfugiée en Hollande pour cause de religion, possédait une propriété à Aubert, petit village près de Nîmes, où s'est passée la scène racontée dans cette note. C'est ce qui explique, je suppose, comment elle a été conservée dans les papiers de ma famille. Son seul aspect dénote une origine assez ancienne. En voici la copie fidèle, avec un intitulé qui se trouve à la fin du morceau :

M. le duc de Rohan et l'épée de connétable de France proposée par le roi Louis XIII dans la maison du Gros-Richard.

L'année 1623. — Sa Majesté Louis le Juste, XIII du nom, estant à Montpellier, fait sçavoir à M. le duc de Rohan, s'il vouloit faire un abouchement, qu'il choisit le lieu. M. le duc estoit à Nîmes, et le lieu fut assigné à Aubart, petit village découvert d'arbres, qu'on s'aboucheroit dans la maison du Gros-Richard, et qu'on ne viendrait

que huit personnes de chaque côté, dont il vint de la part du roy, M. le duc de Longueville, prince de Neuchâtel, M. le duc de Montmorancy, M. de Bassompierre et cinq autres personnages bien relevés, et de la part de M. le duc de Rohan, M. de la *Ferrallée* (?), M. de Saint-André de Montbrun, M. de Villefranche et Saint-Blancard, son frère ; M. de la Cassagues, M. de Pouville, son écuyer M. de la Beaume ; *Saint-Oedan* (?), et M. Saurin, capitaine de ses gardes. Ils se trouvèrent à point nommé au lieu d'Aubart, dans la salle du Gros-Richard, où étant il y eut des grands embrassements entre M. le duc de Longueville et M. le duc de Rohan, s'appelant l'un et l'autre mon cousin, et se regardèrent l'un l'autre ; on dit que M. de Longueville devoit parler le premier touchant la volonté du roy, ce qui fut, et la première parole fut : « Le roy nous envoie ici pour vous annoncer les « bonnes volontés qu'il a pour vous, et pour vous donner la charge « de connétable de France, qui est une charge éminente. Vous devez « considérer que Madame la duchesse de Rohan avec vos enfants « sont arrêtés et votre frère exilé en Angleterre, votre sœur, Made- « moiselle Anne de Rohan et le père (?) au Poitou, et vous êtes ici « avec trois ou quatre cardeurs (?) réduit au pain et à l'eau ; mais, « croyez-nous, acceptez l'épée de connétable qu'il vous offre ; nous « vous obéirons tous ; mais, pour les dernières paroles, je vous dé- « clare que la volonté du roy est que vous changiez de religion, et « attendez-vous qu'il vous aime, et nous aussi, qui vous procurons « cet avantage et le repos de votre maison. » Sous ces mots, le duc de Longueville finit sa proposition. M. le duc de Rohan lui dit : « Avez-vous tout dit, Monsieur ? M. de Rohan refuse l'épée de conné- « table de France. »

J'ai pensé que ce document méritait d'être recueilli par le *Bulletin*.

Veuillez agréer, etc.

ALFRED BIANQUIS.

**Une Bible française du XVI^e siècle en Allemagne, au commen-
cement du XVII^e.**

Barr (Bas-Rhin), 30 août 1858.

J'ai sous la main une Bible française imprimée chez Jean Durant en 1583. Sans être précisément une rareté bibliographique, le volume n'en présente pas moins un intérêt tout particulier par les singulières destinées qu'il sem-

ble avoir eues. La Bible dans les familles protestantes n'est-elle pas la confidente des pensées les plus intimes, la compagne fidèle à travers toutes les tribulations de la vie? On la lit aux jours de bonheur, on la lit aux jours de détresse, et toutes les mille voix de notre cœur y trouvent un écho sympathique. Quelles émouvantes révélations ne pourrions-nous pas entendre, si tel de ces vieux volumes, feuilletés dans les guerres de religion, dans le désert, dans le refuge, témoins muets des prières et des larmes de nos pères dans la foi, pouvait nous redire ce qu'il a vu, ce qu'il a entendu?

Or, c'est un récit de ce genre que la Bible en question va nous donner, récit trop court pour notre curiosité, mais qui vient à deux siècles de distance nous parler d'un martyr inconnu. Je ne parle pas des innombrables passages soulignés, qui sont comme la trace des préoccupations du lecteur. Le récit est plus clair, plus explicite; le livre des Psaumes nous présente une vingtaine de notes marginales écrites à la plume. Toutes mutilées qu'elles sont par l'incurie du relieur, elles peuvent encore en partie être déchiffrées, et peut-être vaut-il la peine d'en prendre connaissance. Nous laissons aux souvenirs classiques des lecteurs le soin de relever les fautes de grammaire; nous négligeons les deux ou trois notes exégétiques qui n'ont du reste aucune valeur, et nous donnons sans commentaire les notes historiques que voici :

Psaume LXXIV. Anno 1614, cum Virceus ad Decanum scripserat (*sic*) et Commissarii ad Rittum re[[]ationem fecissent.

Ps. CXXXIX. 9 oct. 1616, hora tertia matutina, cum insidias officii faceret Decanus M. ab Oppa.

Ps. CXXXII. Anno 1617, 7 maii, cum præfectus in Blanckenburgk, Joannes Sigman, vi fuerat ingressus bona mea in Wiseroda ex jussu et mandato Christiani Episcopi Halberstadensis.

Ps. XXXIII..... Dec. 1617, cum die [præ]cedente dete[g]ebantur men[d]acia et nefa[ri]a consilia Andreæ Rip.....

Ps. XLIII. 13 januar. (1617?), cum Andreas Rippe innocentissimum patrum Jo..... spoliabat 50... Rosenobellis.

Ps. XLVI. Anno 1618, cum, 12 april, consiliarii Blanckenburgenses mihi interdicerent, ne ultra 20 vaccas haberem in prædio Wandefort, et intra...

Ps. LI. 15 april., anno 1618. Hora secunda matutina cum Virgilius Hofer, capitaneus in Blanckenburg, Rothardus Hoffman secretarius mihi vaccas et boves auferre conabantur in.....

Ps. LXXI. 29 maii, anno 1619, cum natus esset filius.

Ps. XIV. 28 aug., anno 1619, cum Virgilius Hofer me persequeretur.....

Ps. LII. 30 januar., anno 1620, cum Andreas Rippe secretarius et consortes innocentibus afferebant (*sic*) ex odio et malitia, carceribusque includebant; et 8 junii idem intendebant.

Ps. XLVII. Anno 1620..... cum mihi transmittetur citatio Blanckenburgensum cum libello..... 26 nov.; cum Exceptiones conscriberem.

Ps. XXXVI. Octob., anno 1621, cum..... Christianus 3,000 militum in Episcopatum ducebat.

Ps. CIX. 8 aug., anno 1622, cum recognitionem insinuatæ citationis subsidiariæ..... remittebam Blauckenburgensibus.

Ps. CXL. 4 junii, anno 1623, cum pridie redissem ex carcere Gruningiano.

Ps. XI..... Julii, anno 1623, cum redirem ex civitate Mag[de]burgensi in [H]albst. (Halberstadt?) ex persecutione..... Christiani Episcopi.

Le reste des notes est tellement mutilé qu'elles ne présentent plus de sens complet. Mais celles que nous venons de lire suffisent pour nous initier aux tribulations de l'ancien possesseur de la Bible. Quel a-t-il été? Comment, au moment où éclatait la guerre de Trente ans, se trouvait-il au centre de l'Allemagne? Aucun indice dans la Bible ne nous donne une réponse à cette question; c'est une voix sans nom, mais qui a droit, ce semble, à notre sympathie et à notre respect.

ED. ENSFELDER.

Questions et Réponses.

Quel est l'auteur du «*Traité des anciennes cérémonies*, » etc., publié à Amsterdam en 1646?

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Montpellier, 14 juillet 1858.

Je désirerais avoir des renseignements sur un livre imprimé à Amsterdam en 1646, et intitulé : *Traité des anciennes cérémonies*. J'ai entre les mains un manuscrit qui était destiné à fournir pour la France une autre édition de cet ouvrage; mais la première page, devant donner tout au long le titre, ainsi que les onze premières pages de la préface, manquent, en sorte que je ne puis donner que ce titre qui se retrouve dans le corps de l'ouvrage : *Traité des anciennes cérémonies*. L'écriture est de la dernière moitié du dix-septième siècle; il y a trente-neuf pages pour la préface, et cent quarante-cinq pour le reste du *Traité*.

Voici ce que je lis dans la préface à la page 12 : « Il fut premièrement « imprimé à Amsterdam en l'année 1646, où il s'est presque tout distribué « à la réserve de peu d'exemplaires, lesquels furent envoyez par deçà, où « ils ont esté incontinent dispersez en telle sorte qu'ils n'y ont comme « point paru; mais m'en estant tombé un entre les mains, je n'ay pu souffrir que nous en fussions privez; et j'ay fait en sorte que cette nouvelle « édition vous est présentée, de laquelle, cher lecteur, vous n'avez pas « sujet de vous plaindre puisque..... la première : j'en ay retranché quantité d'expressions un peu rudes, lesquelles en divers lieux rendoient le

« sens obscur sans que, toutesfois, j'y aye rien changé ou altéré de l'original, sinon que pour une plus grande instruction et édification du lecteur j'y ay ajousté en l'article du Purgatoire (*sic*) un passage de saint Justin Martir et un autre de saint Irénée pour faire voir, etc., etc. »

Ce traité indique chronologiquement l'introduction dans l'Eglise des diverses cérémonies et dogmes nouveaux qui ont tant altéré la simplicité de la foi chrétienne, en faisant connaître les hommes qui, jusqu'alors, à travers les siècles d'obscurité, avaient été les fidèles témoins de la vérité.

Je recherche donc : 1^o le titre complet de l'ouvrage publié en 1646 à Amsterdam, ainsi que le nom de l'auteur; 2^o le nom de l'auteur de la seconde édition et la date de celle-ci, si toutefois elle a affectivement paru.

Veuillez agréer, etc.

P. CAZALIS DE FONDOUCE.

Nous sommes à même de répondre immédiatement aux questions posées dans cette lettre. Voici d'abord le titre complet de l'ouvrage dont il s'agit : *Traité des anciennes cérémonies, ou Histoire contenant leur naissance et accroissement, leur entrée en l'Eglise, et par quels degrés elles ont passé jusques à la superstition.* Suit le texte des versets 7, 8, 9 du chapitre VII de l'évangile de saint Marc : « Mais en vain m'honorent-ils, dit Jésus-Christ, enseignant des doctrines qui ne sont que commandemens d'hommes, etc. »

L'édition de 1662, sans nom de lieu, que nous avons sous les yeux, s'ouvre par une dédicace au roi d'Angleterre Charles II, « défenseur de la foi. » Elle est signée du nom de JONAS PORRÉE, qui passe pour auteur de l'ouvrage, et qui pourtant s'exprime en ces termes : « Sire, voicy un petit « Traité, lequel ayant esté dès sa naissance présenté à ce grand Roy et « glorieux Martyr, père de V. M., j'ose encor à présent... offrir à vos « royales mains... J'avoue, Sire, que dès que j'eus vu cet ouvrage, j'eus « pour lui une telle amitié que je formai le dessein d'en solliciter une seconde édition, afin que plus de personnes en pussent profiter et y trouver avec moi la mesme satisfaction que j'y avois rencontrée; et quoique « son auteur, pour lequel j'ay beaucoup d'estime, me soit jusques à présent une personne inconnue, quelques raisons qu'il pust avoir eues par « devers luy l'ayant empesché de déclarer son nom, j'ai cru que je ne luy « rendrois pas un mauvais office si, sans toucher à ce qui est du sien, j'apportois à sa production quelques illustrations tirées de mes propres « observations. Ce qu'ayant entrepris, je me suis, je ne sais comment, engagé à la préface que j'ay mise au commencement et à l'appendice que « j'ay ajousté à la fin de ce mesme Traité. L'un et l'autre sont devenus plus « amples que je ne m'estois proposé... » L'auteur dit ensuite au roi Charles II, que ce qui l'a enhardi à lui faire le présent hommage, c'est l'extrême

bienveillance avec laquelle Sa Majesté a traité naguère son frère aîné en lui faisant la grâce de le mettre au rang de ses médecins ordinaires. Puis il exprime son admiration pour le bel ordre ecclésiastique de l'Eglise anglicane et pour l'excellence du gouvernement épiscopal.

La préface est de quatorze feuillets non paginés. Au second feuillet se trouve le passage cité par notre correspondant, avec ces deux seules différences que nous allons signaler ici : « *Il y a quinze ans* qu'il fut premièrement imprimé à Amsterdam, où il s'est presque tout distribué, etc... *Néanmoins un d'iceux* étant par rencontre tombé *ès mains d'une* personne qui n'a pu souffrir que nous en fussions privés, a fait ensorte par son encouragement que cette nouvelle édition t'est présentée; de laquelle, cher lecteur, tu n'auras pas sujet de te plaindre, vu qu'ayant pris la peine de revoir la première, il en a retranché quantité d'expressions un peu rudes, etc, etc. » Il ajoute que l'auteur du *Traité* s'étant arrêté à la date de l'an 4470, le nouvel éditeur a dû y joindre plusieurs réflexions dignes de remarque sur divers événements considérables arrivés depuis, notamment sur ce grand et admirable ouvrage de la Réformation; qu'il donne donc un raccourci de l'histoire de l'Eglise, et fait voir quels ont été depuis plus de huit cents ans les témoins fidèles de la vérité, et cela afin de fermer la bouche à ceux qui nous demandent, sans nous connaître : *Où estoit vostre religion avant Calvin?*

Après un sommaire de cinq pages vient le *Traité* en cent dix-huit pages. A la fin se trouve un sonnet : « Pour le roy de la Grande-Bretagne, Charles II, défenseur de la foy; » signé, comme la préface, du nom de Jonas Porée.

Une autre édition que nous possédons est sans lieu ni date, et contient un texte identique de la dédicace à Charles II et de la préface. Entre cette dédicace et cette préface se trouve une dédicace, antérieure sans doute à l'autre et adressée à Charles I^{er}. Le sonnet final est supprimé; il n'y a point d'autres différences essentielles.

JONAS PORÉE a un article dans la dernière livraison de la *France protestante* qui vient de paraître. Nous y apprenons que le *Traité des anciennes cérémonies* a été réimprimé plusieurs fois, entre autres par J.-F. Bernard, à Amsterdam, en 1717, in-12, sous le titre de « *Histoire des Cérémonies et des Superstitions qui se sont introduites dans l'Eglise.* »

La chanson de « La Vache à Colas. »

(Voir ci-dessus, p. 91.)

On nous fait remarquer que, d'après le Bulletin des Comités établis par le ministre de l'instruction publique, M. Monmerqué avait, dès le 9 mai

1853, signalé à la section de philologie le passage du *Journal de l'Estoile*, que nous avons cité au sujet de la chanson de *la Vache à Colas*.

D'un autre côté, la *Correspondance littéraire*, en citant cette même source dans son numéro du 5 novembre 1856, a aussi demandé où l'on pourrait trouver le texte de ladite chanson.

Il ne paraît pas que les recherches ainsi provoquées aient amené aucun résultat. Raison de plus pour chercher encore et sans se lasser. Tout se retrouve à la longue, et, ainsi que nous l'avons dit, s'il est une pièce historique qui nous semble devoir infailliblement surgir tôt ou tard des oubliettes où elle est ensevelie, c'est sans contredit *la Vache à Colas*.

En attendant, nous recevons d'un connaisseur en fait de chansons populaires la lettre suivante, qui nous apporte déjà d'utiles informations :

*A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme
français.*

Paris, 2 octobre 1858.

Dans le *Bulletin* de juillet et août dernier, page 91, vous rappelez la mention faite par l'Estoile, à la date du 10 septembre 1605, des défenses de chanter *la Vache à Colas*, et vous posez diverses questions relatives à cette chanson alors si fameuse, qui a fourni un proverbe à la langue, mais dont le véritable caractère et l'existence même paraissent aujourd'hui devenir un problème.

Je viens répondre à ces questions de mon mieux. Oui, la chanson de *la Vache à Colas* existe, et c'est bien décidément une chanson antihuguenote, comme le dit l'Estoile; mais elle avait provoqué, de la part des protestants, une chanson en réponse. Puis, comme il arrive en pareil cas, sur la même donnée et sur le même air avaient paru des suites, des imitations dans l'un et l'autre sens. En un mot, *la Vache à Colas* désigna tout un petit cycle populaire où les deux partis déposèrent leurs rancunes.

C'est ce qui ressortira des titres suivants que nous avons relevés sur un petit volume vendu par le libraire Téchenet en 1837, et qui, dans le catalogue imprimé où ce volume porte le n° 108, ne se trouvent qu'incomplètement indiqués, au milieu d'autres livrets renfermant, pour la plupart, des chansons protestantes, publiés à Amsterdam et à Middlebourg, de 1695 à 1702 :

1° « *Chanson fausse faite par un certain calomniateur touchant la Vache à Colas, laquelle il dit avoir esté massacrée par les huguenots dans leur presche, sur le chant : Si vous n'êtes plus grand prestre. »*

Un ministre en une estable, etc.

2° « *Responce à la précédente.*

3° « *Le Légat de la Vache à Colas de Sedège (sic).*

4° « *Complainte du pauvre Colas, touchant l'ingratitude de sa vache, etc.* »

J'ai parcouru ces chansons, et je les ai trouvées fort plates. Leur succès, comme celui de tant d'autres pièces du même genre, s'explique par la passion du moment, par ce besoin, qu'éprouvent les partis d'adopter, à un instant donné, un moyen de manifestation à l'usage des masses. Ce n'est pas une œuvre littéraire, c'est un mot d'ordre et un cri de ralliement.

Quoi qu'il en soit, on peut s'expliquer maintenant les témoignages contradictoires qui représentent la chanson de *la Vache à Colas* tantôt comme antihuguenote, tantôt comme anticatholique. Du reste, puisque vous vous proposez de recueillir toutes les circonstances relatives à *Colas* et à *sa vache*, je vous signalerai une anecdote empruntée à Laplace, et qui semble avoir fourni à M. Edonard Fournier les principaux éléments de la note insérée par lui au tome II de ses *Variétés historiques et littéraires*. Voici cette anecdote, telle que la donne le compilateur des *Pièces intéressantes et peu connues* :

« Il se fit, vers la fin du règne de Henri IV, une chanson très satirique sur le clergé de France : c'était *la Vache à Colas*, qui fut brûlée par le bourreau, avec défense expresse d'en faire aucune mention : ce qui n'a servi qu'à la répandre encore davantage. Le roi étant un jour au Louvre, environné de ses courtisans, le duc de La Force, alors capitaine des gardes, arrivant précipitamment dans la salle, s'approchait du roi, lorsque le comte de Grammont, son ennemi capital, dit, d'un air moqueur :

*Voici venir La Force,
Qui vient à grande force
Voir la Vache à Colas...*

« Le roi, que cette raillerie faisait rire, l'ayant fait répéter à Grammont, qui passait à la cour pour l'un des chefs de la grande confrérie, La Force répliqua sur-le-champ en achevant le couplet de la manière suivante :

*Les cornes de la vache
Serviront de panache
À Grammont que voilà...*

« Sur quoi, Sa Majesté le Roi s'écria : « Ventre-Saint-Gris ! mon cher « Grammont, te voilà bien payé ! » Et cette apostrophe piqua, dit-on, tellement ce dernier, qu'il quitta brusquement la cour et n'y retourna jamais. »

Je souhaite que ces quelques indications intéressent vos lecteurs et ai-

dent à retrouver enfin le texte authentique de la chanson originale de *la f'ache à Colas*.

Agrérez, etc.

E.-J.-B. R.....

A quel auteur contemporain Elie Benoît fait-il allusion dans un passage de la Préface générale de son Histoire de l'Edit de Nantes?

On trouvera plus loin (voir aux *Documents*) une pièce très intéressante, qui est une demande de renseignements de toute sorte, rédigée par un protestant de la fin du dix-septième siècle, lequel se proposait d'écrire une histoire de l'Eglise réformée de France sous les règnes de Henri IV, Louis XIII et Louis XIV. Nous demandons que l'on veuille bien rechercher avec nous la provenance et la date exacte de ce Mémoire, et nous indiquons quelques-unes des observations qui peuvent diriger dans cette recherche. La première pensée se porte naturellement sur Elie Benoît, dont l'ouvrage est le monument le plus important que nous ayons dans ce genre. Par sa date et son contenu, il semble remplir assez bien le programme du Mémoire anonyme. Est-ce Benoît ou quelque autre de ses contemporains, compétents en cette matière, tels que Gaultier, Abraham Tessereau, Claude Brousson, Charles Ancillon, qui aurait voulu faire cette enquête historique préalablement à l'exécution d'un grand travail sur les destinées du protestantisme français au dix-septième siècle?

- Comme nous relisons les divers avis préliminaires de l'Histoire de Benoît pour voir si nous n'y rencontrerions pas quelque lumière, nous avons remarqué dans la *Préface générale*, en tête du tome 1^{er}, le passage suivant :

« J'eus lieu d'espérer, il y a quelques années, que je verrois mes souhaits
« accomplis, quand j'appris qu'un homme, dont le nom est célèbre dans
« toute l'Europe, et de qui les écrits ont fait admirer, même à ses adver-
« saires, sa pénétration, son exactitude, sa bonne foi et sa solidité, se char-
« geoit de ce grand Ouvrage. Mais quelques raisons luy ayant fait changer
« d'avis, j'ay été obligé de prendre sa place et de m'exposer à réussir mal
« dans une entreprise trop au-dessus de moy, sans contredit, puisqu'elle
« auroit été digne d'un si habile homme..... La crainte de voir abandonner
« le dessein d'une Histoire si nécessaire, a été plus forte que toutes les
« considérations qui auroient pu me détourner de l'entreprendre; et j'ay
« cru plus utile pour le public de luy donner un Ouvrage tel que je suis ca-
« pable de le produire, que de le laisser mal informé d'une aussi pitoyable
« révolution que celle qui est arrivée aux affaires des Réformés. Ce qui m'a
« le plus confirmé dans ce sentiment, est que d'autres personnes ayant tra-
« vaillé sur le même sujet, peu de temps avant que je m'y sois appliqué,

« j'ay trouvé dans leurs écrits trop d'apologie et trop peu d'histoire, quoi-
« que j'y remarquasse beaucoup de solidité..... »

Pour nous borner aujourd'hui à l'examen de ce passage, nous demandons quel est le personnage, contemporain de Benoît, auquel il fait allusion et dont il parle en termes de si grande considération ? Qui donc avait formé le projet d'écrire une histoire semblable à celle que Benoît a heureusement entreprise, lorsque ce projet eut été abandonné, par des raisons qui ne sont pas données ? C'est, dit-il, un homme dont le nom était, en 1693, célèbre dans toute l'Europe, et dont les écrits faisaient admirer les éminentes qualités..... Mais encore quel est-il ? Quel est le mot de cette énigme ?

Qu'est-ce que la « Boîte à Perrette, » appliquée à l'Eglise réformée ?

Le Dictionnaire de l'Académie française, dernière édition, définit ainsi la *Boîte à Perrette* : « Caisse secrète d'une association non avouée qui « recueille des dons volontaires de ses affidés, et fait du produit un emploi « mystérieux et caché. »

C'est aussi la définition que donne l'*Encyclopédie catholique*, publiée par l'abbé Glaire et le vicomte Walsh, « avec le concours d'un comité d'orthodoxie. » (Paris, 1844, in-4°.)

Le Dictionnaire de l'Académie française ajoute, comme exemples, ces deux phrases : « On ne sait d'où lui vient cet argent ; il faut qu'il l'ait eu de la « *boîte à Perrette*. — Cette femme reçoit une petite pension de la *boîte à « Perrette*. »

On trouve cette même locution proverbiale appliquée aux protestants chez divers auteurs du XVII^e siècle. Or, nous ne voyons rien dans la définition et les exemples ci-dessus qui en explique l'emploi dans ce cas spécial. Est-il vrai, comme on nous le dit, que *Perrette* aurait désigné particulièrement l'*Eglise réformée* ? Peut-on citer quelques textes à l'appui de cette opinion ? Peut-on éclaircir historiquement l'origine et préciser les diverses significations de la *boîte à Perrette* ?

Les Archives de l'Eglise réformée de La Rochelle. — Que sont-elles devenues ? — Eclaircissements.

(Votr t. VI, p. 419, et ci-dessus, p. 93.)

Voici d'abord un extrait des procès-verbaux de l'assemblée générale des Eglises réformées, tenant à Chastellerault en 1598, et qui constate d'une manière positive les mesures que cette assemblée avait prises pour la concentration et la garde, au Trésor de La Rochelle, de toutes les pièces con-

cernant lesdites Eglises. Ce document confirme pleinement ce que nous avaient déjà appris à ce sujet la délibération de l'assemblée de Saumur de 1611, et les articles synodaux précédemment rapportés (t. VI, p. 419).

« Du 9 juin 1598. — L'assemblée a ordonné que pour garder plus sûrement les pièces qui concernent les Eglises réformées de ce royaume, elles seront envoyées avec inventaire à La Rochelle, en dépôt, à MM. les Maire et Eschevins, qui sont priés de les mettre en leur Trésor pour les représenter, toutes et quantes fois qu'ils en seront requis par l'assemblée, au Conseil général desdites Eglises. Et le sieur [Rochelle] Du Coudray, leur député, est prié de les y faire porter et en tirer récépissé, et l'envoyer en cette Compagnie, lequel s'est chargé desdites pièces, selon l'inventaire... »

Nous avons maintenant à produire les éclaircissements qui nous sont arrivés de deux côtés différents sur la question de savoir en quoi consistaient les archives de La Rochelle, et quelle paraît avoir été leur destinée jusqu'à une certaine époque.

M. l'abbé Chollet, curé-doyen d'Aigrefeuille (Charente-Inférieure), qui travaille depuis près de quinze ans à une nouvelle histoire de la ville de La Rochelle, était venu compléter ses recherches à Paris en 1854, notamment sur le point qui nous occupe. Dans la note suivante, qu'il rédigea pour notre ami M. Henri Bordier, et que celui-ci a bien voulu nous communiquer, M. l'abbé Chollet a résumé les renseignements qu'il avait recueillis (1) :

En 1715, au sieur Elic-Pierre Barreau, avocat au Parlement, procureur du roi au Bureau des finances de la Généralité de La Rochelle, vint à Paris faire des recherches dans l'intérêt du domaine du roi.

Le 15 août 1715, il se fit donner expédition en bonne forme, signée *Noblet*, des pièces qu'il avait vues et consultées, et principalement d'un « procès-verbal enfermé dans une armoire située dans le passage en allant de la grande chambre à la chambre du greffe. »

De ce procès-verbal il résulte que tout le *Trésor des Chartes* de La Rochelle fut emporté à Paris en huit gros ballots.

Les détails les plus précis et même les plus minutieux sont fournis par le procès-verbal.

6 mars 1630. Arrêt de la Chambre des comptes.

12 janvier 1631. Lettres patentes de Louis XIII.

(1) Nous avons déjà cité, t. III, p. 503, ce que M. Bordier a lui-même dit des Archives de La Rochelle, dans son livre intitulé : *Les Archives de la France*. (Voir aussi t. II, p. 9.)

22 septembre 1631. Départ du commissaire Charles Bailly.

6 octobre 1631. Arrivée à La Rochelle, à l'hôtel des Trois-Marchands.

24 octobre 1631. Départ pour Paris, après avoir fait charger en huit gros ballots toutes les pièces, et le tout confié au voiturier Genot et à la garde de Sévin, archier de la maréchaussée.

Le lundi 10 novembre, M. Charles Bailly, après avoir reconnu les sceaux sains et entiers, intègre ce dépôt à la Cour des comptes.

Les 13, 14, 17, 18, 19 octobre, et jusqu'au jeudi 11 décembre, on en poursuit le recolement.

Parmi les pièces mentionnées et qui se trouvaient en 1715 dans le greffe de la Chambre des comptes, à costé gauche, dans une grande armoire, se trouvaient :

1^o Les registres des conseils tenus dans l'Hôtel de Ville de La Rochelle depuis l'année 1321 jusques et y compris l'année 1626, en 22 liasses. En marge de l'inventaire, il est écrit : *Dont le sieur Gobelín, greffier, s'est chargé.* Ailleurs on voit que Gobelin, secrétaire du roi, greffier en cette commission, était représenté par Gabriel Leclere, commis au greffe.

2^o Trois registres sur ais de bois.

Le premier desquels est un vieux inventaire des titres et papiers de la commune fait en 1478. — 114 feuillets de parchemins écrits.

Le deuxième contient les *privileges* en latin. — 57 feuillets de parchemin.

Le troisième est des redevances et droits dus à la ville. — 106 feuillets de parchemin, commençant : *S'ensuit l'ordonnance immuable*; cotés 28; mis séparément.

3^o Deux registres anciens : l'un couvert de veau noir commençant en 1454, contenant 428 feuillets de parchemin; l'autre couvert de veau rouge commençant en 1512, sur le fait de la justice, contenant 210 feuillets.

4^o Trois registres anciens, en l'un desquels sont des copies de privilèges; l'autre de toutes les personnes qui sont jurés de commune; l'autre est le livre de la garde de la ville et inventaire de l'artillerie; cotés 26.

5^o Gros registre de veau noir, allant jusqu'à 1594 et 1600. (254 feuilles.) — Ce registre a servi au recolement des titres.

6^e 68 liasses d'acquits provenant des comptes rendus par les trésoriers de l'Hôtel de Ville depuis l'an 1499 jusqu'à 1623.

Il est écrit à la marge de l'inventaire : Le sieur Robichon, garde des livres, s'est chargé de ces acquits et a mis son reçu et sa signature.

Plusieurs autres pièces et manuscrits de moindre importance sont énumérés dans cette *expédition* du 15 août 1715.

Vint l'incendie de la Cour des comptes en 1737.

Les titres de La Rochelle ont-ils péri dans l'incendie ?

Le procès-verbal dressé par M. le premier président de Nicolai (*Archives imp.*, K. 852) constate qu'on a travaillé activement et pendant plusieurs heures au sauvetage des livres et registres. Ils ont pu être sauvés.

Les plumitifs de la Cour des Comptes (*Archives imp.*, P. 2795 et P. 2796) racontent qu'on transporta les débris de l'incendie d'abord dans le jardin des sieurs abbé Gedouin et Arouet (le père de Voltaire), et dans la chapelle Saint-Michel, c'est-à-dire au plus près ; plus tard, on transporta le tout aux Grands-Augustins, où la Chambre tenait ses séances pendant les travaux de restauration des bâtiments incendiés.

Que sont devenus, après 1740, les débris sauvés de l'incendie de 1737 ?... C'est ce qu'il reste encore à savoir.

Il n'est pas facile d'obtenir des informations précises pour répondre à la question que fait en dernier lieu M. l'abbé Chollet. Cependant, d'après ce qui nous a été dit, il paraîtrait que les débris arrachés à l'incendie de 1737 avaient été transportés aux Barnabites, église située vis-à-vis de la grande cour du Palais de Justice, dite cour du Mai, et où seraient restés tous les papiers qui, à l'époque de la révolution française, n'avaient pas été versés aux archives nationales. Ceux de l'ancienne Chambre des comptes y auraient été conservés jusqu'à l'époque de leur translation au palais du quai d'Orsay. On nous dit aussi que, vers 1780, la Chambre des comptes vendit une grande quantité de papiers jugés inutiles, qui auraient été achetés par Beaumarchais. La Bibliothèque royale en aurait aussi acheté environ 460,000 livres pesant.

Une autre communication, qui nous a été faite par M. le pasteur E. Castel, est un résumé des mêmes renseignements que contient la note de M. l'abbé Chollet, puisés à la même source, c'est-à-dire à la mairie de La Rochelle. La voici :

« 1630, 6 mars. — Arrêt de la Chambre des comptes, qui ordonne la translation à Paris des titres de La Rochelle.

« 1634, 12 janvier. — Lettres patentes à ce sujet.

« 1634, 22 septembre. — Départ de Paris de M. Charles Bailly, commissaire nommé par la Chambre des comptes pour remplir cette mission.

« 1634, 6 octobre. — Arrivée du commissaire à La Rochelle.

Extrait du procès-verbal.

« Les papiers trouvés à l'Intendance, à la tour de Moureilles et à l'Hôtel de ville furent mis en huit grands ballots pour être menés et conduits à Paris, en la Chambre des comptes, et être là inventoriés; lesquels ballots furent scellés du sceau du commissaire et envoyés, sous la conduite de Pierre Genot, voiturier, à la garde de Sévin, archier de la maréchaussée. »

« 1634, 10 décembre. — Les ballots ayant été représentés à Paris au sieur commissaire, il les fit porter en la Chambre des comptes après les avoir reconnus sains et entiers.

« 1715, 8 août. — Une expédition en bonne forme et signée *Noblet* fut délivrée au sieur Elie-Pierre Barreau, avocat au Parlement, écuyer, conseiller et procureur du roi au Bureau des finances de la Généralité de La Rochelle. »

M. le pasteur Castel nous adresse aussi une note indiquant divers documents qui se trouvent aux archives de la mairie de La Rochelle, tous se rapportant aux affaires des Réformés de la Généralité de 1685 à 1789, et ne fournissant par conséquent aucune nouvelle information sur le sort des archives de l'époque antérieure.

Quelques vers sur la cour de Charles IX. — Le « Réveille-Matin des François... »

(Voir t. VI, p. 418.)

M. F. Waddington nous écrit que les quinze vers dont on recherchait l'origine se trouvent parmi les pièces préliminaires du livre intitulé : *Le Réveille-matin des François et de leurs voisins, composé par Eusèbe Philadelphie, cosmopolite, en forme de dialogues. A Edimbourg* (Bâle), de l'imprimerie de Jacques James. Avec permission. 1574. (In-42 en deux parties de 159 et 192 pages.)

On sait que cet ouvrage, devenu rare, est, avec le célèbre pamphlet *De furoribus gallicis*, etc., publié par François Hotman, sous le pseudonyme d'*Ernestus Paramundus* (Edimbourg (Bâle), 1573, in-42), et avec *le Tocsin*

contre les massacreurs (Reims, 1573; in-8° de 251 pages), un de ces petits livres écrits après la Saint-Barthélemy pour mettre dans tout son jour la politique de la cour de France à l'égard des protestants et l'infamie de leurs bourreaux, en même temps que pour relever les victimes et les tenir en éveil. Il avait d'abord paru sous le titre de *Dialogue auquel sont traitées plusieurs choses advenues aux Luthériens et Huguenots de la France*, etc. Basle, 1573, petit in-8° de 464 pages. (On lit au dernier feuillet : « Achevé d'imprimer le 42^e jour du 6^e mois d'après la journée de la Trahison. »)

Le *Réveille-Matin* a été attribué à Théodore de Bèze, à Nicolas Barnaud, à Hugues Doneau, à François Hotman. Nous ferons remarquer qu'à la page 416 du second Dialogue, il est parlé « des *Recherches de la France* du docte Pasquier et de la *Franco-Gaule* du grand Hotman. » Nous croyons d'après cela que l'auteur est plutôt Hugues Doneau, ainsi que le déclare d'ailleurs son collègue Cujas.

On trouve en tête : 1^o une Dédicace à la reine Elisabeth d'Angleterre, datée du 20 novembre 1573; 2^o une épître traduite en français du livre latin dédié aux Estats, princes, seigneurs, barons, gentilshommes et peuples polonois; 3^o double d'une lettre missive écrite au duc de Guise, etc.; 4^o Dialogisme sur l'effigie de la Paix; 5^o Vers au Chasseur déloyal (Charles IX); 6^o trois Quatrains aux vrais gentilshommes français. Après quoi vient l'Argument du premier dialogue.

C'est dans le Dialogisme sur l'effigie de la Paix, ou Dialogue satirique en vers entre *le Polonois* et *la Paix valoise*, que se rencontrent les quinze vers dont on demandait l'origine. Ils terminent le morceau, et sont placés dans la bouche de la Paix valoise, qui a d'abord tracé son propre portrait. Le Polonois lui ayant exprimé sa surprise de voir qu'elle porte le nom de Paix, tandis qu'elle tient un poignard à demi caché et foule sous ses pieds la piété et la justice, ces deux symboles de la royauté; elle répond avec une ironie sinistre :

Suis-je pas Paix, qui en paix éternelle,
En couche tel qui jamais ne s'éveille ?
Plus ne font guerre et plus n'ont d'ennemis
Ceux qui sous moy reposent endormis
Et sur la foy que Charles a jurée !

.
Ce poignard est pour faire un beau coup de ma main :

Sous l'amitié de noces confirmée,
Surprendre au lit la force désarmée,

Meslant le sang des nobles massacrés
Parmi le vin des convives sacrés.....

Puis comme elle se présage à elle-même une fin sanglante, soit « qu'un Dieu vengeur lui froisse la teste, » soit qu'elle « s'occise de ce mesme acier, » tourné du même coup contre « mère et enfans, et du tyran l'engeance, » le Polonais cherche à la détourner de ce désespoir extrême et à la consoler par la pensée qu'elle peut se changer en mieux et devenir un jour Paix véritable. C'est alors qu'elle lui répond, comme on l'a vu (t. VI, p. 418), par cette tirade :

Ne le erois pas que jamais je sois sûre, etc.

Les vers qui suivent, *au Chasseur déloyal*, sont au nombre de dix-neuf. C'est une imprécation contre Charles IX qui ne manque pas d'une certaine énergie. Le poète déclare ce roi félon au ban des peuples civilisés, soit chrétiens, soit même mahométans, et lui fermant même le Purgatoire, et jusqu'à l'Enfer, où « les diables craindraient le recevoir, » il s'écrie :

Tu eusses doneques bien à tes sujets pourvu,
Si mort-né le soleil jamais tu n'eusses vu;
Mais qu'on t'eust droit porté dedans la fosse noire,
Et qu'aux limbes papaux tu te fusses tenu.

**Est-il vrai que Calvin, avant de poursuivre Servet à Genève,
l'ait dénoncé à l'archevêque de Lyon?**

Le supplice de Michel Servet pèse sur la mémoire de Calvin. Mais est-il donc vrai, nous écrit M. le docteur Ch. Coquerel, que le réformateur, avant de le poursuivre lui-même et de le faire condamner à Genève, se serait porté son dénonciateur auprès de l'archevêque de Lyon? C'est pourtant ce que rapporte M. le professeur Milne Edwards, dans le remarquable ouvrage qu'il vient de publier cette année même : *Leçons sur la physiologie et l'anatomie comparée de l'homme et des animaux faites à la Faculté des sciences de Paris*. 4858. in-8°. Existe-t-il des documents qui établissent que Calvin se serait en effet chargé de ce rôle odieux?

Voici ce qu'on lit dans la notice consacrée par le savant professeur à Michel Servet (tome III, p. 45 et suiv.) :

« En 1553, il (Servet) se trouva à Vienne, en Dauphiné, et y publia, sous le voile de l'anonyme, le livre de controverse qui servit de base aux accusations de Calvin, et qui valut à son auteur une juste célébrité parmi les physiologistes. Calvin, qui était fortement attaqué dans cet écrit, dont

il connaissait l'auteur, *dénonça Servet à l'archevêque de Lyon*. Arrêté par l'ordre de ce prélat, Servet parvint à s'évader et se dirigea sur Genève, ne s'imaginant pas que Calvin, qui venait de réclamer de François I^{er} la tolérance pour ses coreligionnaires, emploierait lui-même la violence pour assurer le triomphe de ses idées. Mais Calvin, ayant découvert sa retraite, le fit arrêter et fit prononcer contre ce malheureux une sentence barbare. A son instigation, Servet fut brûlé vif à Genève, et l'ouvrage qui servait de prétexte à cette sentence fut jeté dans le bûcher par la main du bourreau. L'exemplaire de ce livre que la Bibliothèque impériale de Paris possède, porte encore les traces des flammes au milieu desquelles, pour la honte éternelle de Calvin, Michel Servet termina ses jours, le 26 octobre 1553. — Il paraît qu'il n'existe aujourd'hui que deux exemplaires de cette édition de l'ouvrage de Servet : l'un à la Bibliothèque impériale de Paris, l'autre à la Bibliothèque impériale de Vienne, en Autriche ; mais vers la fin du siècle dernier (en 1791) on en fit, à Nuremberg, une réimpression page pour page et sous la même date. En voici le titre :

« Christianismi restitutio. Totius ecclesiæ apostolicæ ad sua limina vocatio in integrum restituta cognitione Dei, fidei Christi, justificationis nostræ, regenerationis baptismi et cœnæ Domini manducationis. Restituto denique nobis regno cælesti, Babylonis impiæ captivitate soluta et Antichristo cum suis penitus destructo. 1 vol. in-8°. »

Quant à la part qu'il faut accorder à Servet dans la découverte de la circulation du sang, voici ce qu'en dit M. Milne-Edwards :

« En 1553, un contemporain de Vésale, Michel Servet, qui avait étudié la médecine à Paris, mais qui s'occupait de controverses religieuses plus que de science, et qui périt misérablement sur le bûcher, victime de la *farouche intolérance du réformateur genevois Calvin*, émit, au milieu d'une foule d'idées bizarres et fausses sur la formation de l'âme, une idée vraie et importante sur les mouvements du sang. Il devina que ce fluide va du ventricule droit au ventricule gauche, en passant à travers les poumons, et que c'est dans les poumons, non dans le cœur, que, par son mélange avec l'air, il change de nature.

« Je dis que Michel Servet devina ces choses ; car, en lisant son ouvrage, je ne saurais croire qu'il les ait constatées. En effet, il n'en fournit aucune preuve ; ses écrits portent le cachet d'un esprit spéculatif et aventureux ; il n'était pas observateur, et, pour les besoins de son argumentation, il entoure d'une foule d'assertions extravagantes l'énoncé d'une vérité inaperçue jusqu'alors. Ainsi, après avoir expliqué comment le sang passe du côté droit dans le côté gauche du cœur par la voie détournée des vaisseaux pulmonaires, il explique du même ton de confiance comment l'esprit vital ainsi élaboré se transforme en esprit animal dans les petites artères du *plexus*

choroïde ; il admet comme un fait avéré que les nerfs sont la continuation des artères et forment un troisième ordre de vaisseaux ; enfin il décrit avec la même précision apparente les voies par lesquelles l'air arrive du nez jusque dans les ventricules du cerveau, et *le démon y pénètre pour y assiéger l'âme*.

« Le temps a relégué dans un juste oubli la plupart de ces idées physiologiques ; mais l'opinion émise ici pour la première fois au sujet du transvasement du sang des veines dans les artères par l'intermédiaire du poumon est devenue plus tard une vérité démontrée, et sera toujours pour le pauvre Servet un titre de gloire.

« Mais la découverte du phénomène auquel on donne de nos jours le nom de *circulation pulmonaire* ne pouvait exercer aucune influence sur la marche des idées physiologiques, car elle resta longtemps ignorée de tous ceux qui cultivaient les sciences. En effet, l'ouvrage dans lequel Michel Servet en parle est un livre de théologie relatif à la réforme du christianisme, que l'on jeta dans le bûcher où Calvin faisait brûler son infortuné rival ; peu d'exemplaires échappèrent aux flammes ; et ils ne devinrent l'objet de quelque attention qu'un siècle plus tard, lorsque les contemporains envieux de l'illustre Harvey, après avoir nié obstinément les vérités mises en lumière par ce grand expérimentateur, s'efforcèrent de prouver que son seul mérite était celui de propagateur des connaissances acquises par ses devanciers, ou, pour me servir des expressions mêmes de l'un de ses détracteurs, d'avoir fait circuler la découverte de la circulation. »

François de Salles a-t-il réellement essayé de séduire Théodore de Bèze par l'offre d'une pension de la part du pape ?

Par une coïncidence singulière, on nous pose, de deux côtés très différents, la question suivante :

« A-t-on des détails authentiques sur la visite que saint François de Sales aurait faite à Théodore de Bèze, à Genève, vers l'an 1600, pour le séduire moyennant l'offre d'une rente annuelle assez considérable ? »

« François de Salles, dit son biographe Marsollier (*OEuvres compl. de Fr. de Salles*, édit. Périsse, 1855, t. I, p. 84), assuré des bonnes dispositions de Bèze à son égard, résolut de s'en prévaloir, et lui dit qu'il avoit sur lui des brefs, et qu'il en avoit reçu encore depuis peu un qu'il avoit apporté pour le lui faire voir, par lequel Sa Sainteté lui offroit une retraite honorable partout où il lui plairoit, une pension de 4,000 écus d'or, le paiement de ses meubles et de ses livres suivant son estimation, enfin toutes les sûretés qu'il jugeroit à propos de prendre... » « Lorsque Bèze

entendit ces odieuses paroles, ajoute un autre historien, une majesté sévère remplaça sur son visage la bienveillante cordialité avec laquelle il parloit d'abord; il montra à son interlocuteur sa bibliothèque vide de livres, car elle avait naguère été vendue pour subvenir à l'entretien de plusieurs réfugiés français; puis le reconduisant vers la porte : *Vade retro, Satana*, lui dit-il en le congédiant. »

Nous nous bornons aujourd'hui à reproduire la question qui nous est posée au sujet de cet épisode, en la renvoyant spécialement à l'examen de M. J.-G. Baum, qui a déjà publié les deux premiers tomes de sa *Vie de Bèze*, et de M. J. Gaberel, l'historien de l'Eglise de Genève.

Du lieu de naissance de Wallerand-Poullain.

(Voir ci-dessus, p. 12.)

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Francfort-sur-Mein, 1^{er} octobre 1838.

Je viens répondre à la question qui m'est adressée au sujet de Wallerand Poullain.

Plusieurs pièces officielles imprimées et manuscrites sont signées Valerandus Pollanus, *Flandrus*. Ainsi sa réponse à Westphal : « Antidotus Valerandi Pollani, *Flandri*, adversus, etc. » Ainsi encore sa pétition au sénat pour obtenir la liberté de culte à Francfort en 1554. La réponse du sénat est également adressée au Dr Valerandus Pollanus, *Flandrus*. Ces deux derniers documents ont été réimprimés dans ma notice sur l'Histoire de notre Eglise, pages 6 à 8. Mais il y a plus. Un écrit contemporain, publié par le ministère luthérien, et imprimé pour la première fois en 1563, atteste que, d'après le témoignage de Poullain lui-même, il était gentilhomme et originaire de Lille en Flandre. Voici ce passage qu'on lit dans la *Frankfurter Predicanten Gegenbericht*, § I : « Im Jahr nach unsers Herrn und Heilands Jesu « Christi Geburt 1554... ist hieher komen ein Welscher Predicant, mit namen « Valerandus Pollanus, seins Herkomens (als wir hernach von im selbs « Bericht worden) ein Edelman, aus der Stad Ryssel, in Flandern gelegen. » Depuis lors, cette désignation est reproduite très souvent dans les interminables débats qui ont eu lieu pendant plus de deux siècles au sujet de l'autorisation de notre culte et dont j'ai essayé de retracer l'histoire. Je remarquerai encore en passant que le nom de Poullain doit s'écrire avec deux *ll*; sa signature se retrouve plusieurs fois dans les registres de notre diaconie qui, à cette époque, étaient inspectés tous les trois mois par le presbytère.

Veuillez agréer, etc.

CH. SCHROEDER.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.

LETTRES DIVERSES DE MARTIN LUTHER

A SPALATIN, AUX HABITANTS DE WITTENBERG, A J. LANGE, A NICOLAS AMSDORF, A J. HESS, A GASPARD GUTTEL, A J. CROTUS, AUX CHRÉTIENS ÉVANGÉLIQUES DE LA LIVONIE, AU CHAPITRE DES AUGUSTINS A WITTENBERG, AU DUC DE SAVOIE, A LA PAROISSE D'ESSLINGEN, A FRÉDÉRIC DE SAXE ET AU DUC JEAN, A URBAIN RÉGIUS, A J. RUHEL, A L'ARCHEVÊQUE DE MAYENCE, A JEAN AGRICOLA, INSTITUTEUR A EISLEREN; AUX CHRÉTIENS ÉVANGÉLIQUES DE PENSA (BOHÈME), A J. DRACON, A LÉONARD KAISER, A MICHEL STIEFEL, AUX CHRÉTIENS ÉVANGÉLIQUES D'ERFURT, A GUILL. PRAVEST, AU POÈTE EOBANUS HESSE, A ÉTIENNE ZWELS, A BALTHASAR THURING, A VENCESLAS LINK, AU MARGRAVE GEORGE DE BRANDEBOURG, A MARTIN GLÄSER, A JUSTUS JONAS, A CONRAD CORDATUS, A L'ABBÉ FRÉD. DE NUREMBERG, A PHIL. MÉLANCHTHON, A JEAN BRENTZ, ETC., ETC.

Traduites en français, pour la première fois, par M. A. MUNTZ.

2^e SÉRIE.

1521-1530.

Lettres écrites par Luther, depuis son arrivée au château de Wartbourg (1521), jusqu'à la fin de la Diète d'Augsbourg (1530).

A Spalatin, prédicateur de la cour de l'Electeur de Saxe.

Wartbourg, 9 septembre 1521.

. Erasme est toujours préoccupé, en écrivant, du désir de se maintenir en faveur. Il veut rester en paix avec tout le monde; il redoute la croix. Mais ces ménagements et ces compliments n'entament point le règne de Béhémoth; cela n'amende personne..... Lorsqu'on avertit les papes avec douceur, ils croient qu'on les flatte, et, comme s'ils avaient le droit d'incorrigibilité, ils persévèrent dans la mauvaise voie, contents de se voir redoutés, puisque personne n'ose les reprendre. Mais Jérémie nous crie de sa voix grave et terrible : *Maudit soit celui qui fait infidèlement l'œuvre du Seigneur !* Je crains bien que moi aussi (ma conscience me le reproche) je n'aie à Worms, cédant à tes conseils et à ceux d'autres amis, trop comprimé mon esprit. J'aurais dû parler à ces idoles comme Elie, et certes ils en-

tendraient un autre langage, si je me trouvais encore une fois de vant eux.

. Je me réjouis d'apprendre que l'Université de Wittenberg prospère, et surtout qu'elle prospère pendant mon absence. Que les impies voient par là qu'il n'est pas besoin de moi; qu'ils frémissent et que leur espoir tombe! Christ veuille accomplir ce qu'il a commencé!

J'aimerais beaucoup que Philippe (Mélanchthon), les dimanches après-midi, expliquât au peuple le Nouveau Testament en langue allemande; cela vaudrait infiniment mieux que les réunions pour boire et pour jouer, qui ont lieu pendant ces heures. Il faut au peuple, avant tout, la Parole de Dieu....

Aux habitants de Wittenberg.

Wartbourg, fin d'octobre 1521.

. Saint Augustin, dans le prologue de son livre III^e sur la Trinité, s'exprime ainsi : « Je veux que mes livres soient lus, comme « je lis moi-même les livres des autres, c'est-à-dire avec liberté et « indépendance d'esprit. » Et dans sa lettre vi^{ne}, à saint Jérôme : « Je ne pense point que tu prétendes mettre tes livres sur la même « ligne que ceux des prophètes ou des apôtres; car la Bible seule est « infallible. Tous les autres écrits je les lis sans croire que leur doctrine soit vraie par cela seul que leurs auteurs le pensent; il faut « qu'ils le prouvent par des raisons claires ou par la Bible. » Saint Jérôme dit également : « Ce qui n'est point fondé sur l'Ecriture « sainte, on peut aussi bien le rejeter que l'admettre; » et saint Hilaire : « Le meilleur interprète est celui qui, au lieu de transporter « ses opinions dans la Bible, les y puise, au contraire. » Vous voyez par là que les Pères eux-mêmes ne voulaient point nous imposer leur autorité.....

. Ne vous laissez pas non plus troubler par le cri des souteneurs du pape, qui répètent sans cesse que l'Ecriture sainte est obscure; elle renferme assez de parties entièrement claires, dix fois plus claires que ne le sont les livres des scolastiques; du reste, la doctrine des passages plus difficiles à comprendre est la même que celle des passages dont la clarté brille comme le soleil. Tenez-vous-en donc à cette salutaire lumière.....

A Jean Lange, supérieur des Augustins d'Erfurt.

Wartbourg, 18 décembre 1521.

Je resterai dans ma retraite jusqu'à Pâques. Je compose un sermonaire et je pense donner bientôt le Nouveau Testament en allemand. Les nôtres me demandent ce dernier travail. J'apprends que vous vous en occupez aussi ; continuez. Plût à Dieu que chaque ville eût son interprète du Nouveau Testament, et que ce livre fût seul dans les mains, sous les yeux et dans le cœur de tous les hommes (1).

A Nicolas Amsdorf, chanoine de Wittenberg.

Wartbourg, 13 janvier 1522.

. Je suis occupé à la version de la Bible, mais je m'aperçois que j'ai entrepris là une tâche au-dessus de mes forces. Je vois maintenant ce que c'est que de traduire l'Ecriture sainte, et pourquoi personne n'a encore fait ce travail, en osant y mettre son nom. Je ne pourrai venir à bout de l'Ancien Testament sans votre secours. Si je pouvais trouver chez quelqu'un d'entre vous une chambre secrète, je viendrais bientôt, et alors, caché à Wittenberg, je traduirais avec vous toute la Bible, depuis les premières paroles jusqu'aux dernières, et nous aurions enfin une version allemande digne d'être offerte aux chrétiens. J'espère que nous donnerons à notre Germanie mieux que ce qu'elle possède en latin. C'est une grande œuvre à laquelle nous devons tous travailler, une œuvre commune, qui a pour but le salut de tous. Réponds si la chose est faisable.....

A Jean Hess, chanoine de Breslau.

Wittenberg, 25 mars 1522.

. C'est pour essayer d'arrêter ces désordres que je suis re-

(1) Cochléus, auteur catholique contemporain, très hostile à Luther, raconte en ces termes l'accueil que reçut le travail de ce dernier : « Les imprimeurs multiplièrent prodigieusement les exemplaires du Nouveau Testament traduit par Luther. Ce fut au point que même des cordonniers, des femmes, et toute espèce de simples particuliers qui savaient lire l'allemand, lisaient et relisaient avidement (*avidissime*) le Nouveau Testament, comme étant la seule source de toute vérité, et finissaient par en graver le contenu dans leur mémoire ; ils portaient ce livre avec eux sur leur sein..... Luther avait persuadé à ses disciples de n'ajouter foi à rien qui ne fût tiré de l'Ecriture sainte. » (*Vita Lutheri*, ad annum 1522)

venu à Wittenberg, proscrit par le pape et par l'empereur, mais sous la protection de Dieu (1).

Je loue le zèle de votre prince (2) pour la cause de l'Evangile ; mais qu'il se garde bien d'oublier la foi et la charité pour s'occuper exclusivement de la communion sous les deux espèces. C'est une pente où je vois glisser un grand nombre des nôtres. La communion sous les deux espèces est un acte de chrétien, sans doute, mais elle ne constitue pas le chrétien. C'est la foi et la charité qui font le chrétien, même indépendamment de la communion sous les deux espèces. Or, nous en avons qui s'imaginent être chrétiens par cela seul qu'ils ont ainsi communie ! Le pape a forfait à l'Evangile en retranchant l'usage de la coupe, cela est certain ; mais nous aussi nous faisons mal, si, tout en célébrant la sainte Cène selon l'institution de Jésus-Christ, nous négligeons la foi et la charité. Vous verrez ceci mieux développé dans un petit livre que je publie. Adieu, cher Hess.

A Gaspard Guttel, supérieur des Augustins d'Eisleben.

Wittenberg, 30 mars 1522.

. . . . J'ai offensé Carlstadt en abolissant les innovations qu'il avait introduites en mon absence. Je n'ai point condamné la doctrine qu'il a prêchée ; mais je vois avec déplaisir que, négligeant ce qui fait l'essence de l'Evangile, la foi et la charité, il ne s'est occupé que des formes et des usages extérieurs du culte. Grâce à son inepte méthode, le peuple en venait à penser que, pour être chrétien, il suffisait de communier sous les deux espèces, de faire gras, de renoncer à la confession auriculaire et de briser des images ! Il faut d'abord affranchir les consciences des liens qui ne sont pas selon Christ (3). Alors les usages qui ne s'accordent pas avec l'esprit évangélique, tomberont peu à peu d'eux-mêmes....

(1) Vivement affligé à la nouvelle des désordres que les iconoclastes causaient à Wittenberg, Luther retourna dans cette ville, malgré la défense expresse que l'électeur lui avait faite de quitter la Wartbourg et malgré le danger qu'il courait en route, à cause de son état de proscrit. Il avait à faire plus de soixante lieues à travers des pays dont les princes lui étaient hostiles. Pendant le voyage, il écrivit à l'électeur une lettre pleine de foi, qu'on trouve dans Michelet, dans Merle d'Anbigné et dans Ledderhose (5 mars 1522).

(2) Sans doute le prince-évêque de Breslau.

(3) En 1524, Mélanchthon écrivit au cardinal-légat Campeggio : « On se trompe « si l'on pense que Luther n'a en vue que d'abolir des cérémonies. Ce n'est point « pour changer les formes extérieures du culte qu'il combat. Une question plus « hante l'occupe. Il enseigne la différence entre la justice devant les hommes et « la justice devant Dieu. » (*Gieseler*, III, part. 1, p. 120).

A Spalatin.

Wittenberg, 14 avril 1522.

Grâce et paix dans le Seigneur. Je t'envoie ci-joint ce qu'a apporté des Pays-Bas un supérieur des Augustins d'Anvers, nommé Jacques, qui a échappé par un miracle de Dieu, et qui maintenant se trouve chez nous. Je pense que tu as reçu le Nouveau Testament jusqu'à la dernière feuille de saint Jean, et qu'Amsdorf t'a répondu sur la question des bonnes œuvres. Un seul mot suffit : *Un mauvais arbre ne peut porter de bons fruits*. Pas plus que les fruits ne produisent l'arbre, les œuvres extérieures ne produisent l'état de l'âme qu'on appelle la justice. Il faut que l'homme soit d'abord devenu bon dans son intérieur, alors seulement il pourra faire des œuvres vraiment bonnes; de même que, pour avoir de bons fruits, il faut auparavant un arbre de bonne espèce. Les œuvres vraiment bonnes procèdent de la transformation intérieure, comme les fruits procèdent de l'arbre; elles sont l'effet, non pas la cause (1).

A Gabriel Zwilling, pasteur à Altenbourg.

Wittenberg, 8 mai 1522.

. Ne te vante pas d'être prêt à beaucoup faire et à beaucoup souffrir pour la Parole de Dieu. C'est là le langage de la présomption spirituelle. *Que celui qui est debout prenne garde de tomber*. Tu n'as pas encore persévéré jusqu'à la mort. Cela est facile à dire, mais pas aussi facile à faire. Rappelle-toi le prieur d'Anvers et beaucoup d'autres qui sont tombés. Il y en a peu qui restent fermes à la vue des tourments et du supplice. Marche donc dans la crainte et dans la défiance de toi-même, et prie le Seigneur afin que ce ne soit pas toi qui agisses, mais que lui-même daigne agir en toi.....

Aux chrétiens évangéliques d'Erfurt.

Wittenberg, 10 juillet 1522.

Il y a des gens légers qui s'imaginent que ce serait servir la cause de l'Evangile que de prendre l'épée, et qui croient faire merveille en

(1) Quand Luther dit, avec saint Paul, que nous sommes justifiés par la foi, il entend toujours par le mot *foi* une adhésion non-seulement de l'intelligence, mais aussi du cœur et de la volonté, par conséquent un changement de l'être moral. *Dieu purifie leurs cœurs par la foi* (Actes des apôtres XV, 9).

injuriant ou en molestant des prêtres et des moines. Ils ne savent pas ceux-là que nous n'avons pas à combattre contre la chair et le sang, mais contre la malice du prince de l'erreur. Satan est esprit, et ce n'est point par le fer qu'on le combat. Il faut lui enlever les cœurs par la parole de vérité. C'est là notre épée, cette épée par laquelle les amis de Christ vaincront Béhémoth. Rappelez-vous qu'il est dit que Christ triomphe de son adversaire par le glaive de la bouche.

A Spalatin.

Wittenberg, 23 janvier 1523.

Grâce et paix. Jean Serranus (son vrai nom est François Lambert) (1) se trouve de retour ici. C'est un ancien prédicateur général des Franciscains, au milieu desquels il a vécu, comme membre de leur ordre, pendant vingt ans. Il est d'une famille illustre. La persécution l'a poussé dans l'exil dénué de tout. Sa sincérité et ses bonnes mœurs sont hors de doute. Nous avons parmi nous des gens qui l'ont connu en France et à Bâle. Tripolitanus et Pellican lui ont aussi donné un témoignage très favorable (2). Quoique nous ne manquions pas de bons professeurs, nous l'accueillerons, s'il est apte à l'enseignement. Il me plaît de toute façon et me paraît digne d'être aidé par nous dans son exil. Mais tu sais que j'ai moi-même besoin de secours. Prie donc l'Electeur de lui prêter, pour l'amour de Christ, vingt ou trente florins, qu'il devra rendre, en attendant qu'il ait trouvé de l'emploi.

Je présume qu'il ne restera pas longtemps ici, car il ne tardera point à s'apercevoir de l'infériorité de ses connaissances (3). Cependant, ayons égard à sa position d'exilé. Adieu.

A Spalatin.

Wittenberg, 25 février 1523.

Grâce et paix. Je te renvoie, cher Spalatin, la lettre de la femme Melber. Tu ne me dis pas ce que tu as obtenu de l'Electeur pour sire

(1) *François Lambert*, d'Avignon, mort en 1530. Voir son article dans le Dictionnaire de Bayle, et *Bulletin*, I, 437. Au mois de mars 1523, il publia à Wittenberg un traité sur l'ordre des Franciscains, précédé d'une courte préface de Luther.

(2) A sa première arrivée à Wittenberg, Lambert y avait été accueilli avec quelque défiance.

(3) Lambert espérait trouver à Wittenberg des leçons à donner.

François Lambert. Ce qui est certain, c'est qu'il est en exil et homme de bien. Il nous est difficile de suffire seuls aux frais de sa subsistance, et pourtant il nous serait plus pénible encore de l'abandonner. Sans aucun doute, il est un des pauvres en qui nous devons voir le Christ lui-même, pauvre et dénué. Si tu n'obtiens rien, le Christ n'abandonnera pas pour cela les siens. Je ne demande pas de pension pour lui, mais seulement encore une dizaine de florins à peu près....

A Spalatin.

Wittenberg, 1523 (probablement au mois de mai).

Grâce et paix. Le chevalier français, porteur de ces lignes (1), désire voir la cour et la personne de l'Electeur. C'est, à n'en pas douter, un excellent homme, instruit et pieux, plein d'une ardeur admirable pour l'Evangile. L'amour de la vérité lui a fait quitter la France et l'a déterminé à venir ici, où il compte s'arrêter quelque temps. Je sais qu'il ne pourra pas avoir d'entretien particulier (2); cependant, si vous le recevez avec affabilité, vous ne ferez que votre devoir. J'ai entendu et lu hier le récit véridique de la fin lamentable de François de Sickingen. Les jugements de Dieu sont justes, mais ils remplissent l'âme d'étonnement (3). Adieu.

A Jean Crotus.

Wittenberg, juillet 1523.

. A Bruxelles, deux frères Augustins ont été brûlés et un troisième, après avoir été dégradé, a été mené captif je ne sais dans quelle Assyrie ou quelle Babylonie. Un grand nombre d'autres, enfermés dans les cachots, s'attendent au même sort (4). Les agents des évêques sévissent avec une fureur incroyable contre le Christ. D'autres, nonobstant l'édit impérial qui renvoie l'examen de notre affaire au prochain concile, lancent contre nous des calomnies et des blas-

(1) Anemond de Coet, gentilhomme français, qui avait embrassé les doctrines de la Réforme.

(2) *Scio colloquium ei non fore.*

(3) *Deus justus, sed mirabilis iudex.*

(4) Six ans plus tard, les *Ordonnances de Bruxelles* (14 octobre 1529) prescrivirent que les hérétiques relaps fussent « exécutés par le feu, et les autres, à « savoir, les hommes par l'épée, et les femmes par la fosse. » Les dénonciateurs obtenaient la moitié des biens, jusqu'à concurrence de « cent livres de gros, « monnoye de Flandres. » (*Gieseler*, III, part. I, p. 555.)

phèmes. Nous nous sommes tenus jusqu'à présent assez tranquilles; mais, s'ils continuaient de la sorte, nous finirions par renoncer, nous aussi, à suivre l'édit de l'empereur. Nous ne brûlerions pas les gens (comme ils font), nous ne mettrions personne en prison, nous n'emploierions pas de violence (car ce ne serait pas agir en chrétiens); mais nous défendrions de bouche et par écrit la gloire de la Parole de Dieu, et nous attaquerions plus énergiquement les monstruosité des papistes.....

Aux chrétiens évangéliques de la Livonie.

Wittenberg, août 1523.

. L'Evangile vous a enseigné que c'est la foi en Jésus-Christ, le Sauveur et l'évêque de nos âmes, qui nous rend participants du sacrifice qu'il a accompli pour nous. Ce n'est point par des pratiques extérieures, par tel et tel acte de culte, que nous nous approprions les mérites de Christ, qui a versé son sang pour nous, mais par la foi, comme dit saint Paul (Rom. III, 28) : *L'homme est justifié par la foi, sans les œuvres de la loi*. Cette foi en Christ, notre propitiateur, nous donne la paix et remplit notre cœur de joie, de reconnaissance, d'amour pour Dieu qui nous a donné son Fils.

. L'Evangile vous a enseigné aussi l'amour pour le prochain. De même que Christ nous a aimés, nous devons aimer les autres hommes et nous dévouer pour eux. C'est là le second article principal.

. Ne vous laissez détourner de cette doctrine par aucun vent, qu'il souffle de Rome ou de Jérusalem. L'essence du christianisme, c'est la foi en Christ et l'amour du prochain.....

A Spalatin.

Wittenberg, 14 août 1523.

Grâce et paix. François Lambert a résolu de quitter ce pays et de se rendre à Zurich, où il pourra, espère-t-il, trouver mieux sa subsistance et s'employer plus utilement, à cause du voisinage de la France. Il s'aperçoit qu'il y a ici trop d'autres professeurs pour qu'on recherche ses leçons. Tu feras bien de parler pour lui à notre prince et de tâcher d'obtenir pour lui un secours un peu considérable, car il a aussi contracté des dettes. C'est peut-être pour la dernière fois qu'il

s'adresse à la libéralité de l'Electeur. Il contribuera à faire à celui-ci une bonne réputation à l'étranger. Adieu. Prie pour moi.

Au chapitre des Augustins de Wittenberg.

Wittenberg, 19 avril 1523.

. Quant à la messe (1), les Paroles du Christ, ainsi que l'exemple des apôtres et de toute la primitive Eglise, démontrent qu'elle n'est ni un sacrifice ni une œuvre expiatoire. Il n'y a qu'un seul et unique sacrifice accompli pour l'expiation des péchés : c'est Christ, lequel s'est offert *une seule fois* (2), sacrifice au mérite duquel nous participons, non point en vertu de l'œuvre de la messe, mais par la foi provenant de la Parole de Dieu. Prétendre qu'il soit nécessaire d'ajouter au sacrifice du Calvaire celui de la messe, comme si le premier avait été insuffisant, c'est un blasphème. La mort expiatoire du Christ, sacrifice parfait, est rendue efficace en nous par la foi, et quant à la célébration de la messe, elle doit, sans doute, contribuer à fortifier en nous cette foi, mais elle n'est en elle-même ni un sacrifice ni une œuvre satisfactorie.

A Charles, duc de Savoie (3).

Wittenberg, 7 septembre 1523.

Grâce et paix en notre Seigneur Jésus-Christ. Amen.

Je commence, très illustre prince, par vous demander pardon d'oser, moi, homme si infime, écrire à Votre Altesse sans en avoir reçu l'ordre ni sans y avoir été invité. Ce qui me met la plume à la main, c'est la joie que j'éprouve toutes les fois que j'apprends que le glorieux Evangile de Christ brille ou commence à briller quelque part. Que ce soit là mon excuse. La renommée nous a appris (et ce bruit a été confirmé par Aneimond de Coet, chevalier français (4), animé

(1) Dans les premiers temps de la Réformation, le mot *messe* était conservé par les luthériens, mais ils le prenaient dans le sens de communion, *célébration de la sainte cène*.

(2) Hébreux, ch. IX et X.

(3) Plusieurs passages de cette lettre se trouvent déjà dans le livre de M. Merle d'Aubigné (III, p. 574 et suiv.). Nous la donnons ici en entier, sauf quelques développements théologiques. On ne sait pas si le chevalier de Coet, à qui Luther la remit, a pu la faire parvenir entre les mains du duc de Savoie. — L'original latin, que M. Merle croyait perdu, existe. Il a été publié, en 1856, par M. Seidemann, dans le volume VI de la *Correspondance de Luther*.

(4) *Annemundus Coctus, eques auratus gallus, incredibiliter fervens in gloriam Evangelii*.

d'une ardeur surprenante pour la gloire de l'Evangile) que le duc de Savoie est rempli de zèle pour la vraie piété, chose très rare parmi les princes. Cela me donne la hardiesse de vous féliciter de la grâce que Dieu vous a faite et de vous encourager à persévérer dans cette voie, d'autant plus que votre exemple pourra contribuer à gagner beaucoup d'autres âmes à Christ. Je vais, en conséquence, énumérer quelques points de notre doctrine, afin que vous puissiez répondre à ceux qui diront du mal de nous, et qui chercheront, par la ruse de Satan, à tromper votre bonne foi.

En premier lieu, nous trouvons dans l'Evangile et nous enseignons que nous obtenons le salut, non par nos œuvres, mais par la foi en Christ, qui a répandu son sang pour nous, qui ôte les péchés et qui nous délivre de l'empire de la mort, selon la parole de saint Paul : *Nous tenons que l'homme est justifié par la foi, sans les œuvres de la loi* (Rom. III). Cette foi est un don de Dieu ; elle est créée dans nos cœurs par le Saint-Esprit, et non par nos propres actes ; elle est une puissance de vie qui transforme tout l'homme et qui nous est communiquée par le moyen de la Parole de Dieu.

Il suit de là que tout ce que les pontifes, les écoles et les monastères ont enseigné jusqu'à présent sur les prétendues œuvres satisfactrices est sacrilège et doit être énergiquement repoussé. Car, si nous pouvions effacer nos péchés par nos œuvres, pourquoi Jésus-Christ serait-il mort ? Toutes ces œuvres, recommandées jusqu'à présent dans les couvents et dans les églises, péchaient donc par la base, puisqu'on était exhorté à les faire, non pas avec simplicité de cœur, mais dans le but d'acheter par là ce qui s'obtient uniquement par la foi au sang de Christ, à savoir le pardon de Dieu et la vie éternelle.

Le second article de notre doctrine est qu'après avoir été, par la foi, justifiés et incorporés dans la communion de Christ, de sorte que tous nos péchés nous ont été pardonnés, il nous incombe de faire le bien et de vivre saintement, non plus dans la pensée antiévangélique de pouvoir racheter par là nos péchés, mais comme manifestation des sentiments nouveaux qui sont en nous. L'arbre ne devient pas bon par ses fruits, mais il faut qu'il soit bon auparavant déjà, afin de pouvoir porter de bons fruits. Ceux-ci sont la manifestation de la nature de l'arbre. De même, le chrétien montre par ses bonnes œuvres l'efficacité de la foi qui l'anime. Du reste, nous entendons par bonnes œuvres celles qui sont utiles au prochain. Nous devons les faire par

amour pour lui et non par amour de nous-mêmes, car la recherche de notre propre intérêt est le contre-pied de la charité (1).

En chargeant les chrétiens de commandements d'invention humaine, et en leur enseignant que de l'observation de ces ordonnances dépend leur salut ou leur damnation, les papes, les conciles, etc., ont obscurci l'idée qu'on doit avoir de Christ, de son Evangile, de la foi, de la charité, des véritables bonnes œuvres et de la liberté chrétienne; en un mot, ils nous ont poussés dans une voie au bout de laquelle n'est point la palme céleste. Il n'y a, par conséquent, nul motif de tenir compte de l'excommunication par laquelle les pontifes ont cherché jusqu'à présent à maintenir ces lois tyranniques qu'ils ont imposées aux consciences contrairement à l'Evangile.

Mais le pape ne s'est pas contenté d'établir, dans le domaine religieux, des commandements par usurpation. Il est allé (ô témérité de l'Antichrist) jusqu'à toucher d'une main sacrilège au testament du Fils de Dieu. N'a-t-il pas enlevé à toute la chrétienté l'usage de l'eucharistie sous les deux espèces, quoique Jésus-Christ ait dit expressément : *Buvez-en tous ?* Il faut cesser de lui obéir en cela. Il faut rétablir avec pleine confiance (dussent les portes de l'enfer et même les anges du ciel s'y opposer) le saint Sacrement, tel que la Majesté divine l'a institué. Et la messe, qui est la parole de promesse de l'Evangile, jointe aux signes du corps et du sang de Christ, la messe, qui est instituée pour nourrir la foi, les prêtres n'en ont-ils pas fait une œuvre expiatoire et un sacrifice, mettant toujours leurs œuvres à la place de la foi ? Ne prétendent-ils pas offrir Christ des milliers de fois chaque jour, tandis que l'Ecriture nous enseigne si clairement qu'il s'est offert une seule fois et que son sacrifice ne se renouvelle pas ? (2)

Ce sont les doctrines du pur Evangile, dégagé des additions des Conciles, des scolastiques et des Pères, que nous vous exhortons à contribuer à faire connaître de plus en plus. La puissance du glaive ne doit point intervenir dans cette propagation. Il n'en résulterait d'ailleurs rien de bon. Votre Altesse devra se borner à accorder sa

(1) Pour comprendre la doctrine de Luther sur ces matières, il faut toujours se rappeler qu'il entendait par la *foi* non pas un système, mais un principe de vie nouvelle dans l'âme, une puissance *moralisante*, et qu'il voulait qu'on fit le bien, non dans le but de s'acheter par là une place au ciel, mais par amour désintéressé pour Dieu et le prochain.

(2) Hébreux IX et X.

protection aux prédicateurs évangéliques et à en appeler un plus grand nombre (1). C'est ainsi que Christ renversera l'Antichrist par le souffle de sa bouche. D'après Daniel, celui qui s'est élevé par la puissance de Satan, au moyen de l'imposture, devra être abattu sans coopération du bras de la chair. Satan ne vaincra pas Satan. C'est le doigt de Dieu qui expulsera les démons.

Soyez donc courageux, prince et héros illustre ! Ranimez l'étincelle qui a commencé à briller en vous et contribuez à ce que de la maison de Savoie, à l'instar de la maison de Joseph, sorte un feu devant lequel la France entière soit comme du chaume, afin que tout ce grand pays soit embrasé d'un saint amour pour Christ. Alors la France, qu'on appelait jusqu'à présent le royaume très chrétien d'une manière impie, pour prix du sang qu'elle a versé au service de l'Antichrist, pourrait porter ce titre avec vérité, puisqu'elle serait fidèle à l'Evangile. Amen ! Veuillez notre Seigneur Jésus-Christ remplir de son Esprit votre cœur et celui de vos sujets, afin que tous vous fassiez ce qui importe à la gloire de sa sainte Parole ! Amen.

A la paroisse d'Esslingen.

Wittenberg, 11 octobre 1523.

. Oui, j'ai dit que c'est une bonne chose que de se confesser ; je ne défends pas non plus de faire maigre à certains jours ; seulement je veux qu'on ne se croie pas astreint à ces pratiques par une loi générale, comme si quiconque les omet se rendait coupable d'un péché mortel. Tout cela doit rester facultatif (selon les besoins individuels d'un chacun). Allez donc à confesse et faites maigre, si vous trouvez ces exercices salutaires à votre avancement spirituel ; mais il ne faut y voir ni des œuvres commandées à tous les chrétiens ni des œuvres satisfaisantes. S'imaginer qu'on puisse, par là, expier un péché, c'est ne point connaître l'Evangile..... La seule chose essentielle, c'est la foi et l'amour du prochain.....

A Spalatin.

Wittenberg, 14 janvier 1524.

. Un envoyé de Ferdinand (archiduc d'Autriche) a été chez

(1) *Tantum ut tuti sint et vocentur qui sincere evangelizent.*

moi pour voir quel homme je suis et ce que je fais. A la cour de son maître, me disait-il, on a répandu le bruit que je marche dans les rues portant des armes et entouré d'une troupe nombreuse, que je vis avec de mauvaises femmes, que je passe mon temps à jouer aux dés dans les cabarets, et ainsi de suite. Tu vois ce qu'on a fait de moi dans cette cour. Mais je suis accoutumé à ces sortes de mensonges. Sois fort dans le Seigneur et prie pour moi.

A Frédéric, Electeur de Saxe, et à son frère le duc Jean.

(Sur la conduite à tenir par ces princes à l'égard de Thomas Münzer et autres, qui attaquaient, en Saxe, les doctrines de Luther.)

Wittenberg, 21 août 1524.

. Laissez, chers seigneurs, un libre cours à la parole. Permettez à nos adversaires de prêcher ce qu'ils savent et contre qui ils veulent. Il faut que la Parole de Dieu ait à lutter dans ce monde, et que les vrais croyants s'exercent à la défendre par la seule puissance qui lui est inhérente. Laissez les esprits s'entre-heurter..... Mais si quelques-uns, soit du parti opposé, soit du nôtre, non contents d'user de cette liberté de prédication, allaient recourir aussi à la force matérielle, alors ce serait votre devoir d'y mettre ordre et de dire aux perturbateurs, amis ou ennemis : « Nous vous permettons de combattre par la parole, afin que la vraie doctrine subisse l'épreuve; mais trêve de violence, ou quittez le pays. » Il s'agit d'une lutte spirituelle. Daniel dit (VIII, 25) que l'Antichrist sera renversé sans le secours des bras; et Esaïe (XI, 4) que le Christ triomphera par sa bouche et par le souffle de ses lèvres.....

. Ceux-là ne sont pas chrétiens qui en religion veulent, outre la parole, employer le bras de la chair (1).....

A Urbain Régius, prêtre à Augsbourg.

Wittenberg, en 1524.

Cher ami Urbain, je vous prie de lire attentivement le traité que je vous envoie, afin que, cessant de recourir aux saints décédés, vous

(1) Une année auparavant, Luther avait dit, dans son traité *sur le pouvoir civil* (*Von Weltlicher Gewalt*) : « Le prince qui opprime une croyance religieuse (même erronée), devient responsable de tous les actes de mensonge et d'hypocrisie que ses persécutions amènent. L'erreur qu'il veut détruire est un mal moins grave que l'hyperisie produite par ses violences. » — *Les armes de notre guerre ne sont point charnelles* (2 Cor. X, 4).

vous tourniez entièrement, dans vos prières, vers Christ notre unique Médiateur, notre unique consolation, notre unique salut : « *Car il n'y a pas d'autre nom qui ait été donné aux hommes par lequel nous devons être sauvés.* » (Actes des apôtres IV, 12.) Ni Marie, ni Jean, ni Pierre, ni François, ni Benoît, ne sont nos rédempteurs. C'est Christ seul. Tenez-vous ferme sur ce rocher, qui est la pierre angulaire et le fondement de notre félicité éternelle : « *Nul ne peut poser d'autre fondement que celui qui a été posé, à savoir Jésus-Christ* » (1 Cor. III, 11). Je vous en conjure, attachez-vous au certain et non pas à l'incertain....

A Spalatin.

Wittenberg, 13 janvier 1525.

. Mes amis m'écrivent de Bâle que les imprimeurs de Carlstadt y ont été punis de la prison, et que peu s'en fallait que ses livres n'y fussent brûlés. On ajoute qu'il a été lui-même à Bâle, mais en secret. OEcolampade et Pellican déclarent adhérer à son opinion. Anemond (1) a été poussé par eux si vivement qu'il me menace d'écrire contre moi, si je n'abandonne ma doctrine. Reconnaiss là l'œuvre prodigieuse de Satan. Je ne crois pas que ce soient les arguments de Carlstadt qui les déterminent. C'est leur propre sens. Ce qu'ils pensaient déjà auparavant, ils osent maintenant le dire plus librement, ayant trouvé un chef pour leur opinion. Christ veuille me garder, ainsi que tous les siens ! Les arguments de Carlstadt, loin de me persuader, font sur moi une impression toute contraire. Je n'ai jamais non plus adopté cette erreur de mon propre mouvement, quoique je fusse fortement tenté. Il est certain que notre doctrine est vraie, dût tout le monde et dussé-je moi-même l'abandonner. Adieu. Prie pour moi.

A Jean-Frédéric, duc de Saxe.

(Après la mort de l'Electeur, son oncle.)

Wittenberg, 15 mai 1525.

. Les malheurs viennent nous frapper coup sur coup. Après avoir perdu la paix et la tranquillité (2), notre pauvre pays se

(1) Anemond de Coet, dont il a été question plus haut.

(2) Par l'insurrection des paysans.

voit privé du chef dont il aurait tant besoin..... Au milieu de ces tristes événements, notre unique consolation est la Parole de Dieu, qui nous ordonne de nous confier en lui, d'espérer en lui, de nous adresser à lui dans toutes les tribulations, comme des enfants s'adressent à leur père. *Invoque-moi au jour de la détresse*, nous dit-il, *je te délivrerai et tu me béniras..... Je suis avec lui dans l'angoisse, je le sauverai*. C'est par de telles promesses que le Seigneur veut ranimer nos cœurs affligés.

. Il me semble que Dieu a retiré à lui si subitement notre bon prince (comme il fit autrefois pour le roi Josias), afin de lui épargner le spectacle des maux qui ont commencé à fondre sur le monde. Toujours il aimait la paix, la conciliation, et il méritait bien son nom de Friederich (1). On doit souhaiter à de pareilles âmes de n'avoir pas à consumer leurs derniers jours au milieu de désordres et de révoltes semblables à ce que nous voyons maintenant; mais nos cœurs n'en souffrent pas moins de la perte qu'avec le pays tout entier nous avons éprouvée, et nous prions Dieu d'adoucir cette amertume par sa grâce et par sa Parole. Amen.

A Jean Rûhel, docteur en droit, époux d'une sœur de Luther.

Wittenberg, le 23 mai 1525.

. C'est une chose lamentable qu'on traite si horriblement ces pauvres gens (2). Mais comment faire? Dieu veut qu'il se répande une terreur. Autrement, Satan ferait bien pis. De deux malheurs plutôt le moindre que le plus grand. *Qui prend l'épée, périra par l'épée*; c'est le jugement de Dieu. Il est utile que l'esprit qui animait les chefs de la révolte se soit si pleinement dévoilé: cela détournera les paysans, à l'avenir, il faut l'espérer, de suivre de pareils appels et de courir ainsi à leur perte.

L'Electeur est décédé le jour même où je vous ai quitté (5 mai), entre cinq et six heures. Sa mort a été douce et paisible, la mort d'un chrétien. Il a conservé, jusqu'à la fin, toutes ses facultés. Il a reçu la communion sous les deux espèces et il a été inhumé solennellement. Il n'y a eu ni extrême-onction ni messe. On a trouvé plusieurs pierres dans son corps. L'insurrection ne lui était encore qu'imparfaitement

(1) *Friederich* veut dire pacifique.

(2) Les paysans révoltés furent, en grand nombre, massacrés dans les combats.

connue. Il avait écrit à son frère, le duc Jean, de tenter toutes les voies de la douceur avant de souffrir qu'on en vînt aux mains....

A Nicolas Amsdorf, pasteur.

Wittenberg, 21 juin 1525.

. . . . Ce qu'on t'a dit est vrai : je me suis marié à Catherine de Bore ; je l'ai fait très promptement pour m'épargner l'ennui des objections et des clameurs qui m'auraient assailli, si l'on avait su mon projet longtemps d'avance (1). J'espère vivre encore quelques années, et je n'ai pas voulu refuser à mon père, qui m'en a sollicité, l'espérance d'avoir par moi de la postérité ; en même temps, j'ai voulu confirmer, par un exemple, ce que j'enseigne sur le mariage des prêtres, puisque je vois tant de gens hésiter dans un article qui est pourtant si clair d'après l'Évangile. Dieu l'a ainsi voulu, Dieu l'a ainsi fait. Je ne brûle point d'amour, mais je suis plein d'affection (*diligo*) pour ma femme. Le 24 de ce mois, je donnerai le repas accoutumé ; mon père et ma mère y assisteront ; j'espère qu'il te sera possible d'y venir aussi ; je t'invite formellement....

A Albert, archevêque de Mayence, prince-électeur.

Wittenberg, 21 juillet 1525.

. . . . Votre Altesse veuille considérer que cette rébellion des paysans a été apaisée, non par la puissance des hommes, mais par la grâce de Dieu, qui a eu pitié de nous, et que, par conséquent, vous devez traiter les pauvres gens avec clémence (comme il convient à toute autorité, mais particulièrement à l'autorité ecclésiastique). Il faut se montrer reconnaissant envers Dieu, et faire voir qu'on n'aime pas à se venger.

Malheureusement il y en a beaucoup qui traitent les paysans d'une

(1) Les reproches ne manquèrent pas à Luther pour cela. Aussi, treize ans plus tard (31 août 1538), en déconseillant à un pasteur de ses amis de se remarier, lui écrivit-il : « Un second mariage l'attirerait beaucoup de blâme et ferait du tort à notre cause. Pour moi, si je perdais ma Catherine, quand même on m'offrirait ensuite une reine, et que je fusse encore jeune, j'aimerais mieux mourir que de me marier une seconde fois, tant j'ai éprouvé, à cet égard, la malice du monde. »

Quelques dates suffiront pour répondre aux calomnies si souvent répétées à ce sujet. Luther n'avait jamais vu Catherine de Bore avant la sortie de cette demoiselle du couvent de Nünptschen (près de Grimma), en 1523. Il se maria le 13 juin 1525 ; son premier enfant naquit le 7 juin 1526. — Voir, dans le Dictionnaire de Bayle, l'article *Bore*, qui est très exact.

manière si cruelle et si contraire à la reconnaissance qu'ils doivent à Dieu, qu'on dirait qu'ils cherchent, de gaieté de cœur, à attirer de nouveau sur eux la colère de Dieu et du peuple, et à provoquer une seconde révolte plus terrible encore que la première. Si Dieu le veut, il lui sera facile de faire périr sans miséricorde ceux qui n'auront pas été eux-mêmes miséricordieux.

Il ne fait pas bon pour un seigneur d'être détesté de ses sujets. Il a fallu, sans doute, montrer de l'énergie en face de la rébellion opiniâtre et armée; mais maintenant que ces gens ont été vaincus, il faut agir autrement envers eux, et, à côté de la peine, mettre la clémence. La modération est bonne en toutes choses; *la miséricorde s'élève au-dessus de la rigueur du jugement*, dit saint Jacques.

J'espère que Votre Altesse saura se conduire chrétiennement. Adieu.

A Jean Agricola, instituteur à Eisleben.

Wittenberg, 18 février 1526.

. La reine Elisabeth de Danemark est morte; son époux lui-même me l'a écrit. C'était une femme vraiment reine. Elle a montré une foi très vive, et elle a reçu la sainte Cène selon l'institution véritable du Christ.

Quoique fortement exhortée par les grands (*proceres*) à retourner à la doctrine du pape, elle ne s'est point laissé ébranler.....

A Jean, Electeur de Saxe.

Wittenberg, 14 avril 1536.

. Dieu nous a envoyé aussi deux religieux de la France, l'un et l'autre pères-gardiens. Ils sont venus ici par amour pour la Parole de Dieu. En route, ils ont été dévalisés. Le pasteur (1) et moi nous avons provisoirement pourvu à leurs besoins, espérant que Votre Altesse leur accordera bien quelques florins. Si vous refusiez, nous serions obligés de les congédier après avoir donné ce que nous pouvons, car nous sommes pauvres nous-mêmes. Dieu nous envoie beaucoup de personnes nécessiteuses. Cependant nous ne sommes pas encore ruinés.....

(1) Probablement Pomeranus (Bogenhagen), pasteur en titre de Wittenberg.

Aux chrétiens évangéliques de Pensa (en Bohême), qui souffraient persécution.

Wittenberg, probablement vers 1526.

. Soyez donc courageux, frères bien-aimés, ne vous laissez point effrayer par vos adversaires, rappelez-vous que la vie du chrétien est une vie de luttés et d'épreuves. Combattez, non pas, bien entendu, avec des épées et des lances (comme ont fait naguère tant de faux chrétiens, dont près de cent mille ont péri), mais comme l'enseigne saint Paul (Ephés. VI, 13-17) : *Prenez toutes les armes de Dieu, afin que vous puissiez résister dans le mauvais jour, et qu'ayant tout surmonté, vous demeuriez fermes. Soyez donc fermes, ayant la vérité pour ceinture de vos reins, et étant revêtus de la cuirasse de la justice; ayant pour chaussure les dispositions que donne l'Evangile de paix; prenant, par-dessus tout cela, le bouclier de la foi, par le moyen duquel vous puissiez éteindre tous les traits enflammés du malin. Prenez aussi le casque du salut et l'épée de l'Esprit, qui est la Parole de Dieu.*

C'est ainsi que vous vous exercerez à la patience qui est nécessaire en toutes choses, à la douceur, à la charité envers tout le monde; car c'est là la volonté de Dieu, dit saint Pierre, que, par votre vie irréprochable, vous fermiez la bouche aux hommes ignorants et aveuglés. Ne vous vengez point, dit saint Paul, mes bien-aimés, car la vengeance appartient à Dieu. Si ton ennemi a faim, donne-lui à manger; s'il a soif, donne-lui à boire; en faisant cela, tu lui amasseras des charbons de feu sur la tête. Ne te laisse point surmonter par le mal, mais surmonte le mal par le bien. C'est de telle sorte, chers frères, que, selon l'enseignement de notre Seigneur Jésus-Christ et de ses apôtres, nous devons combattre et vaincre nos ennemis, c'est-à-dire par la patience et la bonne conduite. Nous ne savons pas lesquels d'entre eux se tourneront encore vers la vérité.

Gardez-vous donc, mes bien-aimés, de devenir, par votre légèreté, une cause d'ignominie pour la Parole de Dieu. Chers frères, dit saint Pierre (1 Pierre II, 11, 12, 16, 17), je vous exhorte, comme des étrangers et des voyageurs, de vous abstenir des convoitises charnelles qui font la guerre à l'âme; ayant une conduite honnête parmi les gentils, afin que ceux qui maintenant parlent mal de vous, comme si vous étiez des malfai-

teurs, glorifient Dieu au jour de la manifestation à cause de vos bonnes œuvres qu'ils auront vues..... Conduisez-vous comme des gens libres, non pas en faisant servir votre liberté de prétexte pour mal faire, mais comme des serviteurs de Dieu. Rendez l'honneur à tout le monde ; aimez tous vos frères, craignez Dieu, honorez le roi.....

Vous me priez de vous envoyer un ministre évangélique. Je n'ai pas encore pu le faire, vos lettres m'étant parvenues très tard. Je souhaiterais vivement voir parmi vous un pasteur fidèle qui vous nourrit du pain de la parole chrétienne, afin que, par l'Evangile, *qui est la puissance de Dieu à salut* (Rom. I, 16), vous fussiez régénérés en vie éternelle. Amen.

Saluez vos épouses, mes chères sœurs en Christ. Que la paix de Dieu vous garde ! Ne me laissez pas manquer de vos nouvelles.

A Jean Dracon, pasteur à Waltershausen.

Wittenberg, 2 février 1527.

Grâce et paix en Christ. Je t'engage vivement, cher Dracon, à ne point te laisser abattre par les peines que tu endures ; ne quitte point ta paroisse, mais surmonte le mal par le bien, comme saint Paul nous l'enseigne.

. Prétends-tu seul rester sans persécution, seul être rose sans épines, enfant de Dieu sans attaques de Satan ?..... Le Seigneur te soutiendra, n'en doute point. J'écris à notre pieux prince et je te prie de lui pardonner s'il a eu des torts envers toi. Nous manquons les uns envers les autres, mais il faut nous avouer nos torts et nous les pardonner réciproquement.....

A Jean, Electeur de Saxe.

(Luther encourage ce prince à convertir le bâtiment de l'ancien couvent des Capucins à Wittenberg en hôpital pour les pauvres.)

Wittenberg, 6 mai 1527.

. Vous savez que même les Juifs et les païens honoraient les lieux de sépulture. Or, les tombeaux de princes qui se trouvent dans ce couvent (1) ne peuvent être mieux honorés qu'en consacrant

(1) Il paraît que ce couvent renfermait des caveaux où avaient été inhumés des princes.

l'édifice qui les renferme au service des pauvres; car dans la personne de ceux-ci l'on sert le Christ lui-même. Nous vous prions, en conséquence, d'offrir ce monastère avec ses dépendances à notre Seigneur Jésus-Christ pour être un asile pour ses membres pauvres et souffrants; car il dit : *Ce que vous aurez fait aux moindres de mes frères, vous me l'aurez fait à moi-même.* Veuillez aussi enjoindre au Conseil de ville de bien approprier le bâtiment à sa nouvelle destination et sans lésinerie. Dieu vous garde ! Amen.

A Léonard Kuiser

(Qui avait été emprisonné par l'évêque de Passau, à cause de son attachement à la Réforme, et qui fut plus tard (le 16 août 1527) brûlé, pour la même cause, à Scherding).

Wittenberg, le 20 mai 1527.

. Nous sommes affligés de ton sort, cher Léonard, et nous demandons à Dieu qu'il lui plaise de te délivrer (si c'est sa sainte volonté), non pas à cause de toi, mais à cause de ceux à qui tu pourrais encore être utile en Christ. Si, cependant, le Père céleste en décide autrement, supporte l'infirmité de la chair avec courage et constance, par la vertu de Christ qui est avec toi dans ta prison et qui sera avec toi dans toute tribulation, comme il l'a promis quand il a dit : *Je suis avec lui dans la détresse.* Implore-le avec pleine confiance, et, au milieu de ces fureurs de Satan, fortifie-toi par les psaumes de consolation, afin que tu restes courageux dans le Seigneur, et que tu parles sans crainte devant ces dents de Béhémoth. Tu le sais, Christ est présent et puissant en tout lieu. Toutes choses sont placées sous ses pieds. Il sait secourir ceux qui sont dans l'épreuve, ayant lui-même été éprouvé en toutes manières.

Ainsi, très cher frère, sois fort dans le Seigneur et dans la puissance de sa vertu, afin que, remis en liberté ou non, tu reconnaisse, supportes, aimes et bénisses de bon cœur la volonté paternelle de Dieu envers toi. Qu'à cet effet, le Père de notre Seigneur Jésus-Christ, le Père des miséricordes, le Dieu de toute consolation, veuille agir dans ton âme, à la gloire de son Evangile, selon les richesses de sa grâce ! Amen.

Adieu. Prie aussi pour nous.

A Michel Stiefel, pasteur.

Wittenberg, 22 octobre 1527.

Grâce et paix. J'ai reçu, cher Michel, la relation de la mort de Léonard Kaiser, et de plus, par mon cousin, ce qu'il avait écrit de sa main. Je publierai le tout dans quelques jours, avec l'aide de Christ. Prie pour moi, afin que le Seigneur daigne me soutenir. Je me sens tourmenté par l'ange de Satan. Oh ! que suis-je , en comparaison de notre Léonard ! Un pauvre *parleur*, à côté d'un si puissant *ouvrier* (*operator*). Plût à Dieu que je fusse digne de recevoir seulement la moitié de sa force spirituelle pour vaincre Satan et mourir d'une mort bienheureuse ! Béni soit Dieu qui, au milieu de tant de sujets d'affliction, nous a accordé ce glorieux spectacle des effets de sa grâce, à nous indignes ! Il nous a montré par là qu'il ne nous a pas entièrement abandonnés. Prie pour que nous soyons rendus capables d'imiter notre Kaiser. Il a bien été ce que disait son nom. Il a été empereur (1), car il a vaincu celui que n'égale aucune puissance terrestre. Il a aussi été prêtre, pontife et pape, car il s'est offert en sacrifice à Dieu, sacrifice vivant, saint et agréable. Son prénom ne lui convenait pas moins. Comme un lion, il était fort et intrépide (2). Ce prénom restera à sa famille.

Mon fils Jean, qui commence à parler, salue votre épouse, à laquelle ma Catherine et moi nous souhaitons de vivre heureuse en Christ, avec ses enfants. Pomeranus vous aime beaucoup et vous salue. Adieu, en Christ.

Aux chrétiens évangéliques de la ville d'Erfurt.

Wittenberg, novembre 1527.

Grâce et paix en Christ ! L'un de vos pasteurs, sire Juste Ménius, m'a envoyé un petit livre et m'a demandé si je le trouve digne d'être publié. Or, je n'ai jamais songé à m'élever au-dessus d'autres pasteurs ni à m'arroger, à leur égard, un droit de juge, ni à rétablir ainsi une nouvelle espèce de papauté. Dieu m'en garde ! C'est Christ qui est le seul Maître et régulateur des ministres de la Parole. Toute-

(1) *Kaiser* signifie empereur.

(2) *Leonhard* signifie fort comme un lion.

fois, c'est mon devoir de chrétien de dire mon avis, lorsqu'on me le demande, afin de tourner les âmes vers les bonnes doctrines et de les détourner des mauvaises, dans la mesure des lumières que Dieu m'accorde. En conséquence, je rends, pour ma part, ce témoignage à votre pasteur que son livre est fondé sur l'Écriture sainte et renferme une exposition pure de la doctrine chrétienne.....

A Guillaume Pravest, pasteur à Kiel, en Holstein.

Wittenberg, 14 mars 1528.

. Je ne condamne, en fait de cérémonies, que celles qui sont contraires à l'Évangile..... Je ne puis souffrir les gens qui abolissent des usages religieux dans lesquels il n'y a point de mal, et qui prohibent ce qui devrait rester facultatif. C'est de nouveau établir des lois et enchaîner les consciences dans des articles où devrait régner la liberté. En lisant mes livres, vous verrez que je n'approuve point ces brouillons qui détruisent sans motif ce qui peut être conservé sans péché. Je suis innocent de leur fureur et de leurs désordres. Ici, à Wittenberg, on est tout à fait tranquille; notre temple offre le même aspect qu'autrefois, à l'exception de ce que Carlstadt en a fait enlever avant mon retour; je tolère qu'il y ait des images (1).....

Au poète Eobanus Hesse.

Wittenberg, avril ou mai 1528.

. Nous devons pleurer la perte de notre excellent Dürer (2); cependant vous avez eu raison de le féliciter, dans votre poème, d'avoir été retiré, après une si bonne préparation et par une mort si chrétienne, du milieu de nos tempêtes, qui paraissent devoir être suivies d'un avenir plus agité encore. Il était digne de ne voir que des jours heureux; c'est pourquoi Christ lui a épargné le spectacle des maux qui nous attendent peut-être.....

(1) Dans le nord de l'Allemagne, le respect pour les images n'avait point pris le caractère superstitieux qu'on remarquait dans les pays méridionaux de l'Europe.

(2) Albert Dürer, le grand peintre, mort à Nuremberg en 1528.

A Etienne Zwels

(Emprisonné dans le pays de Gueldre, à cause de son attachement aux doctrines de Luther).

Wittenberg, 26 mai 1528.

Grâce et paix en Jésus-Christ, notre Sauveur et consolateur ! J'ai lu, très cher frère Etienne, vos propositions qui ont été foulées aux pieds par ces pourceaux de Cologne, indignes de voir ces perles. Je vous félicite d'avoir reçu de Christ tant de lumières et tant de bons sentiments et d'avoir été rendu digne par lui de souffrir l'injure et la prison pour des doctrines pareilles. Pensez à Celui qui a dit : *Bien-heureux vous serez si les hommes disent du mal de vous et rejettent votre nom à cause du Fils de l'homme.*

Je ne puis aujourd'hui, cher frère, vous écrire que ce peu de mots. Le temps me manque. Je compatis de tout mon cœur aux peines que vous endurez ; toutefois, si vous devez souffrir, je me réjouis que ce soit pour une cause si juste et si sainte. Soyez courageux et ferme dans la foi, méprisez la fureur de Satan. Christ sera plus fort dans vous que l'ennemi dans eux. Nous supplierons le Père de toute miséricorde de faire triompher en vous son Fils, de même qu'il vous a donné de souffrir pour lui. Amen. Que Christ soit avec vous ! qu'il supporte, triomphe, règne avec vous et nous rende tous semblables à son image ! Amen.

A Rolthazar Thüring, pasteur à Cobourg.

Wittenberg, 16 juillet 1528.

. Dieu veuille abaisser ses regards sur nous et donner à nos prédicateurs plus de modération !..... Conservez des anciens usages du culte tout ce que vous en pourrez laisser subsister sans manquer à l'Evangile. Comment nous justifier devant Dieu, si nous provoquons des divisions dans les paroisses pour des choses non nécessaires?..... En un mot, je vous prie d'être sobre d'innovations en ce qui concerne les rites.

Tout changement de cette nature fait du mal au peuple ignorant. Il faut tolérer les anciennes coutumes tant qu'on le peut sans péché.....

A l'Electeur de Saxe

(Sur la conduite à tenir à la Diète de Spire.)

Wittenberg, vers le 15 avril 1529.

. Vous le savez, longtemps avant que je ne vinsse élever la voix, les abus de l'ordre ecclésiastique étaient manifestes aux yeux des laïques en Allemagne ; l'établissement clérical y était généralement haï et méprisé ; les esprits se précipitaient avec colère vers un changement. Cependant les prêtres s'obstinaient à défendre tous les abus, même les plus révoltants. Par là, un bouleversement affreux (dans le genre de celui rêvé par Münzer) devenait imminent, bouleversement à la suite duquel peut-être la religion chrétienne aurait péri parmi nous, et aurait été remplacée par l'épicurisme. Ce danger a été écarté par l'intervention de la doctrine pure de l'Évangile, qui a été relevée à temps.....

A Venceslas Link, pasteur à Nuremberg.

Wittenberg, 20 juin 1529.

. Tu te plains que je n'aie pas encore répondu à tes questions. Mais ne t'en étonne pas. Je suis accablé chaque jour de tant de lettres, de consultations, de procès, de pétitions, etc., que tables, pupitres, armoires, tout enfin dans ma chambre en est couvert. Le fardeau tout entier des affaires ecclésiastiques et civiles pèse sur moi. Vous autres, à Nuremberg, vous êtes dans un vrai paradis, vos magistrats expédient eux-mêmes le travail qui les concerne. Ici, il n'en est pas de même ; nous sommes tourmentés jusque par les affaires de la cour, qui, cependant, regardent fort peu la religion (1).

Au margrave George de Brandebourg.

Wittenberg, 18 juillet 1529.

Grâce et paix en Christ. Sérénissime prince ! je vous ai laissé longtemps sans réponse. C'a été malgré moi, faute de messenger. Veuillez donc m'excuser. Maintenant que j'ai trouvé une occasion sûre, je ne

(1) Dans une lettre à Justus Ménius (27 août 1540), Luther dit : « Excuse ma « brièveté : je n'ai pas moins de dix lettres à écrire ce soir. » Deux seulement nous ont été conservées de cette date.

veux pas tarder davantage à vous faire savoir mon opinion, qui est aussi celle de Philippe Mélanchthon.

En premier lieu, nous sommes d'avis qu'on laisse les couvents et les abbayes s'éteindre peu à peu, sans imposer d'innovations aux religieux qui veulent y rester. Si l'on essayait de remettre ces établissements sur l'ancien pied, d'après leur destination primitive, il n'en résulterait rien de bon.

Secondement, nous conseillons à Votre Altesse d'organiser dans ses Etats une ou deux Universités pour l'enseignement de l'Ecriture sainte, du droit et des autres sciences et arts. On y emploierait une partie des revenus des couvents et des autres fondations ecclésiastiques.

Troisièmement, il est à désirer que toutes les villes et bourgades soient pourvues de bonnes écoles élémentaires. Les sujets les plus capables de ces écoles seraient admis à continuer leurs études à l'Université. Dans les cas où les fonds municipaux, ainsi que les cotisations des habitants, seraient insuffisants pour la création de bourses à cet effet (*stipendia*), l'on pourrait encore recourir aux revenus des couvents et des abbayes (1).....

A Martin Glaser, pasteur.

Wittenberg, 10 août 1529.

Grâce et paix en Christ. Depuis longtemps déjà je m'étais informé, cher Martin, dans quel pays et dans quel lieu tu te trouves; mais, avant l'arrivée de ta lettre, je n'avais pu le savoir. Je me réjouis avec toi que le Seigneur t'ait béni en te donnant une femme et des enfants. Mais ce dont je lui rends grâces tout particulièrement, c'est qu'au milieu de tant de sectes, il t'a conservé pur de toute infection de l'esprit et ferme dans la saine doctrine de Christ. C'est là une bien grande grâce de Dieu. Montre-toi reconnaissant en travaillant avec constance dans le ministère que tu as accepté, et garde-toi de te laisser rebuter par le grand nombre de sectes ou par l'ingratitude des hommes auxquels tu as affaire.....

(1) Dans un mémoire adressé à l'électeur de Saxe en 1532, Luther dit pareillement : « Les biens ecclésiastiques devront être employés, avant tout, à pourvoir « convenablement les pasteurs et autres serviteurs des Eglises, les écoles, les « hôpitaux, les caisses paroissiales et les étudiants pauvres. » Voir aussi, dans le livre de M. Michelet, les conseils que Luther donna, en 1523, sur la conduite à tenir à l'égard des couvents (t. II, p. 143 et suiv.).

A Justus Jonas, chanoine d'Erfurt.

Wittenberg, 17 août 1529.

. Dimanche dernier, le Seigneur a retiré à notre Philippe (1) son fils Georges. Nous avons beaucoup de peine à consoler cet ami au cœur si tendre et si sensible. C'est une chose merveilleuse de voir à quel point cette mort l'affecte : il n'avait jamais subi pareille épreuve. Ecris-lui, cher Jonas, et prie le Seigneur de le fortifier. Tu sais combien sa santé est chose précieuse. Nous sommes tous, avec lui, malades de cœur et affligés.....

A Conrad Cordatus, pasteur à Zwickau.

Wittenberg, 20 octobre 1529.

Grâce et paix en Christ. J'apprends, cher Cordatus, que cela va de mieux en mieux à Zwickau. J'en suis heureux en Christ. Continue à surmonter le mal par le bien. Ils sont durs, il est vrai, les gens à qui tu as affaire ; mais si tu l'étais également envers eux, ils deviendraient encore pires. Tu sais le proverbe : *Dur contre dur ne fait pas de bonne farine*. Puisse notre patience leur faire sentir leur tort et leur inspirer un repentir salutaire !.....

A Nicolas Amsdorf.

Wittenberg, 27 octobre 1529.

. Tu me demandes si l'Electeur peut, en sûreté de conscience, s'unir à des impies et à des adversaires de la Parole de Dieu (2). Nous croyons que oui, parce qu'il s'agit ici d'une défense commune. Ce serait différent s'il était question de commencer une guerre offensive. Mais si la maison de l'impie est en feu, tu dois y courir pour la sauver ; si ton ennemi a faim, tu dois lui donner à manger ; s'il se trouve en détresse, tu dois le secourir.....

(1) Philippe Mélanchthon.

(2) Il s'agissait de savoir si l'Electeur de Saxe irait secourir les princes catholiques du midi de l'Allemagne contre les Turcs.

A Jean, Electeur de Saxe.

(Lu her désapprouve la pensée de former une ligue défensive contre l'empereur.)

Wittenberg, 18 novembre 1529.

. Nous aimerions mieux mourir dix fois que d'avoir sur la conscience du sang versé par les nôtres pour défendre l'Evangile contre l'empereur. Nous sommes ceux qui devons souffrir et ne point nous venger nous-mêmes.

Que si Votre Altesse demeure, par là, continuellement exposée à des dangers, il n'importe. Notre Seigneur Jésus-Christ est assez puissant pour vous protéger et pour faire échouer les sinistres projets des princes impies qui menacent de vous attaquer. Si nous voulons être chrétiens, nous ne pouvons prétendre, sur cette terre, à une vie plus commode que ne fut celle de notre Seigneur et de ses saints. Il faut que la croix de Christ soit portée. Or, le monde ne la porte pas ; au contraire, il cherche des épaules où la placer. C'est donc à nous autres, chrétiens, à la porter. Vous en avez porté votre part jusqu'à présent, au milieu de beaucoup de tribulations, de haines et d'embûches. Cependant le Père céleste vous a toujours merveilleusement gardé ! Il a confondu les desseins de nos adversaires, au point que nous sommes forcés d'avouer que la Providence nous a secourus au delà de notre compréhension.

J'exhorte donc Votre Altesse à ne point se laisser ébranler par les conjonctures actuelles. Nos prières, nous l'espérons, rendront vaine la fureur de nos ennemis. Mais que nos mains restent pures de sang. Si l'empereur vous sommait de me livrer à lui, moi et les autres, nous comparaitrions, avec l'aide de Dieu, sans mettre V. A. en danger pour nous. C'est ce que j'ai souvent déclaré à feu votre frère, le pieux duc Frédéric.

Votre Altesse ne doit pas me protéger par les armes si je suis attaqué à cause de mes doctrines. Il faut que chacun supporte le péril que sa foi peut lui attirer. Cependant, nous espérons que les choses n'iront pas comme nos ennemis le pensent. Christ, notre Seigneur et consolateur, veuille vous fortifier abondamment ! Amen.

A Jean, Electeur de Saxe.

(Sur la question de savoir si l'Evangile permet aux princes protestants de l'Allemagne de repousser la force par la force, en cas d'attaque de la part de l'empereur.)

Wittenberg, 6 mars 1539.

. L'empereur resterait notre empereur tout en péchant contre les commandements de Dieu, voire même s'il était païen (1). Il faut reconnaître en lui notre supérieur, quoiqu'il agisse mal; et nous n'avons pas le droit de lui opposer les armes, à moins qu'il n'ait été légalement privé de sa dignité par les Etats de l'empire.

. Comment donc faire, s'il s'avance contre nous pour opprimer notre religion? (2) Voici : vous devrez le laisser entrer librement dans votre pays et recommander toutes choses à Dieu. Personne, du reste, n'aura à réclamer votre protection contre les actes de l'empereur. Ce sera l'affaire personnelle d'un chacun de rester fidèle à sa foi, au péril même de la vie.

Mais si Charles allait encore plus loin et ordonnait aux princes évangéliques d'emprisonner, de tuer ou de chasser eux-mêmes leurs sujets pour cause de religion, alors la question changerait. Les princes, sachant que ce serait offenser Dieu, devraient hardiment refuser l'obéissance sur ce point. Car leur propre conscience serait ici en jeu. Ils ne pourraient participer à la perpétration du crime, sans se rendre eux-mêmes coupables et sans pécher contre le précepte qu'il faut obéir à Dieu plus qu'aux hommes. En un mot, laisser agir l'empereur sous sa responsabilité à lui, parce qu'il est l'empereur, mais, en même temps, refuser de lui servir de bourreaux contre l'Evangile : telle devra être la ligne de conduite des princes.

(1) Saint Thomas d'Aquin, tout au contraire, faisait dépendre le devoir de la soumission, pour les sujets chrétiens, de l'orthodoxie de leurs gouvernements. *Summa theologiæ, secunda secundæ*, Quæst., XII, art. 2. A l'objection tirée de la conduite de la primitive Eglise, il répond que l'Eglise, alors, n'était pas encore assez puissante pour maîtriser *terrenos principes, et ideo toleravit fideles Juliano Apostatæ obedire!*

(2) Ailleurs (Thèses de 1539), Luther suppose le cas où le pape lui-même viendrait en Allemagne à la tête de ses soldats pour prendre part à la croisade contre les protestants. Ce passage a donné lieu à une traduction erronée, qui se retrouve dans presque tous les livres de controverse catholique. Au lieu de : *Si le pape envahit un pays à cause de l'Evangile (wenn der Pabst das Evangelium überzeucht)*, on traduit : *Puisque le pape est convaincu par l'Evangile*. Dans la phrase en question, cette erreur est très grave, puisqu'il s'agit du droit d'employer les armes contre le pape dans tel ou tel cas.

A l'abbé Friederich de Nuremberg.

(Pendant la Diète d'Augsbourg.)

Cobourg, 1^{er} juillet 1530.

. C'est là certes une des plaies les plus lamentables de l'humanité, qu'on accorde si peu d'attention à l'Ecriture sainte ; on la néglige comme si elle était complètement inutile.

Et ceux qui lui font honneur de la lire une fois s'imaginent que cela suffit et qu'ils savent du premier coup tout ce qu'elle renferme. Il n'y a pas de livre dont on croie être quitte aussi promptement que de l'Ecriture sainte. Et pourtant ce ne sont pas des paroles de lecture seulement (comme la plupart se le figurent), mais des paroles de vie, que Dieu nous a données, non pour être un objet de vaine curiosité, ou pour servir de matière à des subtilités scolastiques, mais pour que nous y conformions notre vie et nos actions. Mais nos avertissements, hélas ! sont vains. On n'en tient pas compte. Que Christ, notre Seigneur, nous soit en aide par son Esprit pour nous faire sérieusement aimer et respecter sa sainte Parole ! Amen.

A Albert, archevêque de Mayence, prince-électeur de l'empire.

(Pendant la Diète d'Augsbourg.)

Cobourg, 6 juillet 1530.

. Je ne me fais pas illusion : nos adversaires, probablement, n'adopteront pas la doctrine que nous avons proclamée ; ils n'entreprendront pas non plus de la réfuter. Leur affaire craint la lumière, et d'ailleurs ils sont remplis de haine et de fureur contre nous, tellement qu'ils aimeraient mieux se jeter dans le gouffre de l'enfer ouvert devant eux que de nous céder et de reconnaître qu'ils ont tort. Nous n'y pouvons rien, nous sommes innocents de la perte de leurs âmes. Cependant il me vient une pensée, et c'est pour vous la communiquer que je vous écris. Notre partie adverse ne peut réfuter notre doctrine ; nous avons prouvé clairement que nous n'avons mérité ni cette outrageuse condamnation, ni cette persécution que nous avons subies jusqu'à présent. N'y aurait-il donc pas moyen d'obtenir au moins que l'on observât la paix et que l'on cessât de mettre à mort des innocents pour une doctrine qu'on ne peut pas réfuter ? Pour nous, nous ne contrainsons personne à se déclarer pour la vé-

rité (nous savons que Dieu ne le veut pas) ; eux, au contraire, ordonnent , sous les peines corporelles les plus sévères , de professer des erreurs qu'eux-mêmes sont obligés de regarder comme telles. Serait-il impossible d'obtenir qu'ils promissent au moins de cesser ces horribles violences ?.....

A Justus Jonas.

(Pendant la Diète d'Augsbourg.)

Cobourg, 9 juillet 1530.

. Je me console en pensant que nous avons toujours recherché la paix, que nous l'avons poursuivie, comme dit le Psaume, tandis qu'eux n'ont désiré que guerre, meurtre, extermination : c'est un témoignage certain que nous, les pacifiques, nous sommes les enfants de Dieu. Que si nous obtenons la paix au politique, l'année aura été bonne. Nous aurons vaincu Satan. C'est là ce que je pense de cette diète.

A Mélanchthon.

(Pendant la Diète d'Augsbourg.)

Cobourg, le 20 juillet 1530.

. Tu me dis que nos adversaires, pour montrer leur habileté, font grand bruit des contradictions qu'ils prétendent trouver dans mes livres. Comment ces ânes pourraient-ils en juger ! Ils ne comprennent pas le sens de nos propositions, qu'ils opposent l'une à l'autre. Comment, en effet, notre doctrine pourrait-elle paraître aux yeux des impies autre chose qu'une véritable contradiction, puisque à la fois elle condamne et exige les œuvres, attaque et tolère les rites du eufte, enseigne d'obéir et de désobéir à l'autorité civile, affirme et nie le péché ? (1) Mais pourquoi porter de l'eau à la rivière ?.....

A Mélanchthon.

(Pendant la Diète d'Augsbourg.)

Cobourg, le 21 juillet 1530.

. L'ordre ecclésiastique et l'ordre civil que Satan a si mer-

(1) Quant aux bonnes œuvres, Luther différait de ses adversaires sur la question de savoir : 1) *dans quel esprit* on doit les faire (non pour être pardonné, disait-il, mais *parce qu'on* a été pardonné, c'est-à-dire par reconnaissance, par

veilleusement mêlés par la papauté doivent être tout à fait distincts : il nous faut veiller bien attentivement à ce qu'ils ne soient confondus de nouveau. Consentir à ces usurpations réciproques serait se rendre complice d'un véritable vol, puisque l'autorité divine dit expressément que ces deux ordres de choses doivent être maintenus séparés. *Vos autem non sic*, dit le Seigneur.....

A Jean Agricola, l'un des théologiens protestants qui se trouvaient à Augsbourg, près de l'Electeur de Saxe.

(Pendant la Diète d'Augsbourg.)

Cobourg, 27 juillet 1530.

Grâce et paix dans le Seigneur ! Nos adversaires ne font plus que nous injurier et qu'exciter l'empereur contre nous. C'est un signe qu'ils sentent la faiblesse de leur cause. En effet, c'est là le vieil artifice de Satan, de tourner les esprits vers un autre objet lorsqu'il a été vaincu par la vérité. Ainsi faisait son organe, le docteur Eck, en disputant contre Carlstadt à Leipzig, et souvent ailleurs. A nous, par contre, le devoir de ramener constamment à la question de la vérité et de ne point souffrir que le malin esprit nous en détourne.....

A Jean Brenz, pasteur à Halle, en Souabe.

(Pendant la Diète d'Augsbourg.)

Cobourg, 26 août 1530.

. Ce que j'aime surtout en toi, cher Brenz, c'est la grâce que Dieu t'accorde d'exposer si fidèlement et si purement, dans tous tes écrits, l'article de la justification par la foi. C'est là, en effet, la pierre angulaire qui soutient l'Eglise de Christ, et sans laquelle la vraie Eglise ne peut subsister. Des multitudes d'adversaires attaquent et calomnient cette doctrine ; d'autres l'obscurcissent et l'altèrent. En cela, rien d'étonnant ; car c'est le talon qui écrase la tête de l'antique serpent. Satan ne peut donc faire autrement que de chercher à la ruiner

amour pour le Bienfaiteur céleste) ; — 2) quelles sont les *vraies* bonnes œuvres. Il ne comprenait pas sous cette dénomination les observances purement cérémonielles, la vie monastique, les pèlerinages, etc., mais seulement les œuvres commandées par Jésus-Christ et les apôtres.

Quant aux rites du culte, Luther voulait que ce fût une chose libre, non prescrite uniformément sous peine de péché ; et quant à l'autorité civile, il enseignait qu'on lui doit obéissance, mais seulement dans ce qui n'est pas contraire à la foi religieuse.

d'une façon ou d'une autre. Cependant il ne parviendra pas à la vaincre; mais c'est lui qui sera vaincu, car il lui a été dit : *Ipsum conteret caput tuum*; et non pas : *Tu calcaneum vel caput ejus conteres*. Que la grâce de notre Seigneur Jésus-Christ soit avec toi !

(Suite au prochain Cahier.)

LETTRE INÉDITE DE HENRI IV A ÉLISABETH,

REINE D'ANGLETERRE.

LETTRES D'ÉLISABETH A HENRI IV,

SUR SON ABJURATION.

1593-1594.

La lettre suivante, que nous ne voyons pas figurer dans le *Recueil des lettres missives* publié par M. Berger de Xivrey, se trouve au British Museum (fonds Cotton. *Caligula* F. IX. In-fol.). Le volume qui la contient est un de ceux qui ont été fortement endommagés par le feu; cependant M. G. Masson, qui nous la communique, l'a transcrite assez complètement sur l'original, qui est autographe. Les lacunes et mots rétablis sont entre crochets.

Cette lettre, qui est datée de Blois, *ce dernier de may*, sans année, vient dans le volume après une lettre du duc de Bouillon à lord Burghley, datée d'octobre 1593. Il est donc assez vraisemblable qu'elle est du dernier jour de mai suivant. Ce qui ajoute beaucoup à cette vraisemblance, c'est que Henri IV écrit à Elisabeth comme pour regagner ses bonnes grâces, en se justifiant auprès d'elle d'un acte dont elle aurait reçu un grand déplaisir, lequel acte paraît bien n'être autre que l'abjuration consommée à Saint-Denis le 25 juillet 1593.

Henri IV à la reine d'Angleterre.

Madame ma bonne seur, j'ay seu vos plaintes pa[r] Edmont, et par vos lettres, que j'ay voulu néanmoins pran[dre] an bonne part, comme je feray toujours ce quy viendra de la vostre [.....], le respect que je vous porte, et la souvenance quy me sera éterne[lle]mant devant les yeux des playsyrs que j'ay receus de vous. May[s] j'espère que le tams vous justy-

fyera ma foy, puisque mes ray[sons] et mes actyons ne l'ont peu fayre. Madame, comme vous avez [...] vos gens et vos moyens pour l'avancement de la cause commune, j'y [ay] aussy exposé ma vye, et répandu mon sang lybéralement; et sy j'an ay recouvert ma couronne, favorysé de la syngullyère grâce de Dieu, quy y a plus opéré que les hommes, vous y avez aussy acq[uis] et oblygé un amy quy affectionnera et favorysera tant qu'yl [vivra] vostre byen comme le syen propre, sans les autres commodytés que n[ous avons] tyrées de vos armes, dont sy vous m'accusez que je me soys dép[arty], ne pouvez toute-foys dyre que je l'ay fait à vostre desceu, et sans avoy[r] vous. Car non-seulement je vous en ay avertye à tams pour av[iser] de mesme, mays aussy je vous ay ouvert et assuré le chemyn pour y [.....] sy vous y voulez antandre, de sorte que sy vous le méprysez, vous [serez celle] quy se départyra de moy, et non moy celuy quy vous aura abandonnée [.....] n'auray fet autre chose que suyvre la fortune et nécessyté publique de [mon] royaume, de laquelle je ne pouvoys me séparer sans trop offancer Dieu et [...], vous assurant que, sy j'eusse peu prolonger davantage et arrester [...] de l'accord conclu par mes députés, je l'eusse fet volontyers pour vous [.....]; mays cela n'estoyt plus en ma puyssance quand ce porteur est arryvé [.....]. Il est questyon mayntenant d'avyser ce que je puy sere pour favoryser [vostre] repos et contantement, de quoy quand je seray averty, je vous pryé de croire [que] j'auray tel soyn que le méryte l'affectyon que je vous porte, et l'intérest que j'ay à vostre conservatyon, dont j'ay voulu vous assurer par ledyt Edmont, et partant le randre porteur de la présente, à laquelle je n'ajouteray que les recommandations très affectyonnées de vostre humble frère et servy-teur.

HENRY.

Ce dernyer de may, à Bloys.

Cette lettre a, on le voit, une véritable importance. Afin que l'on puisse encore mieux apprécier si elle se rapporte à la date et à la circonstance

que nous avons indiquées, nous reproduisons ici deux lettres d'Elisabeth à Henri IV, « écrites de la main de la reine, et composées par elle, en « l'année 1593, sur la nouvelle qui luy fut apportée que le roy changeoit de « religion. » Ces deux lettres sont conservées en copies avec cette mention, aux archives du conseil d'Etat de Genève, Portefeuille historique, dossier n° 2183. La première se trouve aussi en copie au British Museum (fonds Cotton. *Titus*, c. 7,461), avec la date du 12 novembre 1593, et à la Bibliothèque impériale de Paris (fonds Dupuy, t. 421, et Cinq Cents Colbert, t. 46). Nous les avons publiées pour la première dans l'opuscule intitulé : *Henri IV et le ministre Daniel Chamier*, etc. Paris, 1854. In-8°, pages 94 et 95. Bien qu'elles ne soient pas datées, il est évident que l'une est antérieure à l'abjuration, et l'autre postérieure. Peut-être est-ce à cette dernière que répond tardivement Henri IV par la lettre ci-dessus.

Au roy de France.

Très cher frère, si ainsy vous puis nommer,

Le naturel de tous humains porte imprimé ceste impression que quand devant nos yeux nous voyons l'horrible spectacle d'un prest à noyer, nous hastons quelque présent remède pour obvier tel malheur, et si la main n'y sert, nous y adjoustons quelque meilleur moyen : ce qui me pousse pour ne me mettre hors du rang de charitable, vous présenter ce gentilhomme par qui vous entendrés bien au long le discours de mes pensées (1). Que si elles ne sont si sages pour en instruire, si ne laissent-elles tousjours de veiller vostre salut et honneur; et prendrés de bonne part que moy, qui jamais feus née pour simuler, vous use de telle sincérité que mon âme vous a tousjours vouée. Je me trouve en argument d'où je ne veoy l'abisme, et tremble à vous veoir plongé en une mer où l'ancre, à grand peine, reliendra la facheure. Et combien que tout bonheur nous advient par la grâce divine, si est ce que Dieu nous preste les instrumentz d'où nous pourchassons ou nostre ruine ou en acquérons nos ruines. C'est donc la mode d'en user que nous portraiet nostre fortune. Si nous en abusons, voilà tout gasté. Mais si nous l'accomodons à nostre mieux, toute bonne issue en adviendra. Je vous ay veu abandonner l'occasion quand elle se présenta à vous, voire publiquement près de vostre plus grande ville. La famine vous représenta la veüe de sa décadence

(1) A la marge, on a écrit : « C'estoit Mons^r Wilkes, envoyé au Roy, à Melun. » Elisabeth avait en effet député vers Henri IV sir Thomas Wylkes.

quand il vous pleut la livrer (1) des grands nombres pour plus les afranchir. Prenés garde de ne faire plus telz traitetz. Si autres ne se feussent plus souvenus de vous que vous de vous-mesmes, vous n'eussiez à ceste heure eu besoin d'aide. Je m'estonne que moy que semblés si peu estimer que n'en demander un seul advis en ce que plus urgently vous presse, vous offre mes meilleurs conseils après le faire. Je confesse que faites prudemment de demander plus tost mes forces que discours, vous appuiant plus sur les bras de mes subjectz que sur la teste de leur souveraine. Mais combien que mesprisée, je ne faillirai nonobstant de vous représenter le visage de vostre Estat telque me semble et selon telz linéaments que je me figure le corps. Et pour n'estre de pucelle bon peintre, je veux que la langue de ce porteur le vous tire. Et selon telles figures il vous représentera mes conceptions pour vostre conservation. Ah! que je feusse assés habile appui! je me penserois heureusement née contre toutes vos troupes de docteurs. Je prie à Dieu qu'aussy bonne fin vous arrive comme n'en eussiez eu de besoin, si en temps eussies presté l'oreille à un conseil jamais trahissant mais tousjours fidelle. Pour ce que le temps presse pour cognoistre vostre résolution à chasque article que ce porteur dira et sans laquelle je suis à la fin de mon ouvrage, n'usés trop de délaiiz comme desjà j'en ay senti ma part, de peur qu'ils ne vous nuisent plus qu'à moy. Tenés moy pour telle qui sens autant de tourment pour vostre mal que pourriés souhaiter, et vous souhaite un hâvre assuré et libre de mauvais ventz, desquelz Dieu par sa sainte main vous garde. Donnés, je vous prie, ferme confiance à ce porteur et ne retardés de vos nouvelles.

Vostre seur, si ainsy doibz, — non bastarde, qui jamais ne veulx.

ELIZABETH R.

Au roy de France.

Ah! quelles douleurs! et quels regrets et quels gémisséments j'ay sentys en mon âme par le son de telles nouvelles que Morlas m'a contées! Mon Dieu! est-il possible qu'aucun mondain respect deubt effacer la terreur que la crainte divine menace! Pouvons-nous, par raison mesme, attendre bonne sequelle (bonnes suites) d'aete si ini-que? Celui qui vous a maintenu et conservé par sa main, pouvés-vous

(1) Sans doute pour *délivrer*.

imaginer qu'il vous permit aller seul au plus grand besoin? Or, est-il dangereux de mal faire pour en faire du bien. Encores espéré-je que plus saine inspiration vous adviendra. Cependant je ne cesserai de vous mettre au premier rang de mes dévotions, à ce que les mains d'Esau ne gasteront les bénédictions de Jacob. Et où vous me promettés toute amitié et fidélité, je confesse l'avoir chèrement mérité, et ne m'en repentirai, pourveu que ne changiés de Père (autrement ne vous serai-je que sœur bastarde de par le Père), car j'aimerai toujours mieux le naturel que l'adopt; comme Dieu le mieux cognoit, qui vous guide au droit chemin et meilleur sentier.

Vostre très assurée sœur, si ce soit à la vieille mode : avec la nouvelle je n'ai que faire.

ELIZABETH R.

Il n'est pas besoin d'insister sur le sérieux et piquant intérêt que présentent ces deux lettres, la première surtout.

BREF DE NOTRE SAINT PÈRE LE PAPE URBAIN VIII

AU ROY DE FRANCE LOUIS LE JUSTE,

SUR LA PRISE DE LA ROCHELLE.

Publié à Paris, avec permission, chez Edme Martin, rue Saint-Jacques,
au *Soleil d'or*,

Avec la traduction en françois.

1628.

La Saint-Barthélemy (voir t. I, p. 240, et t. II, p. 437), la prise de La Rochelle, la Révocation de l'Edit de Nantes, ont été de grands sujets de réjouissance pour le Saint-Siège. Voici un bref du saint-père à Louis XIII, surnommé *le Juste* (sans doute par antiphrase, ou par allusion à son talent de juste arquebusier, comme l'ont dit ironiquement les contemporains), — bref destiné à « solenniser par une sainte joie » la chute de La Rochelle, soumise enfin « au roy et..... à saint Pierre. » Grâces y sont rendues au Dieu tout-puissant, car « personne ne doute que Louis le Juste n'achève bientôt « de détruire tout le reste de ces hérétiques qui désolent en France la vigne « du Seigneur..... »

Nous publions ce document d'après une copie de la plaquette même du temps, qui nous est communiquée par M. le comte J. de Clervaux, de Saintes.

URBAIN PP. VIII.

Nostre très cher fils en Jésus-Christ, salut et bénédiction apostolique. La voix de salut et de réjouissance se trouve dans les tabernacles des justes. Que les pêcheurs le voyent avec désespoir, et que la synagogue de Sathan frémissse de rage. Le roy très chrestien combat pour la religion, et le Dieu des armées combat pour le roy. Nous en solennisons le triomphe par une sainte joye dans cette commune patrie de toute la terre, et nous réjouissons avec Vostre Majesté pour une victoire si signalée, dont les trophées luy sont érigez dans le ciel, et dont la postérité ne lessera jamais de célébrer la gloire. Enfin, nostre siècle a veu sousmettre au roy et à saint Pierre cette puissante Rochelle, non moins inexpugnable par son opiniastreté et sa perfidie, que par les forces de l'art et de la nature. Et personne n'est si dépourveu de jugement, que d'attribuer plutost à vostre bonheur qu'à vostre vertu une palme si glorieuse. Vous avez fait veoir à toute l'Europe, par la suite d'un si long siège, qu'elle ne doit pas moins estimer souz vostre règne la constance et la fermeté des François, que leur diligence et leur courage. Et cette armée victorieuse, par le mespris des périls et par son extrême patience dans les incommoditez de la guerre, consacre sa vie à vostre service, et vous présage le

URBANUS PP. VIII.

Charissime in Christo fili noster, salutem et apostolicam benedictionem. Vox exultationis et salutis in tabernaculis justorum, videat peccator et irascatur, et synagoga Satanæ contabescat. Militat rex christianissimus pro religione, militat Deus exercituum pro rege. Nos certe in hac orbis patria sacro gaudio triumphamus, gratulamur majestati tuæ victoriam, cujus tropæa constituuntur in cælo, cujus gloriam generatio ventura nunquam conticescet. Rupellam arcem non minus obstinatione perfidiæ, quam naturæ munitis inexpugnabilem, vidit tandem hæc ætas Regi et B. Petro subditam. Neque sane quisquam adeo desipit, ut tam gloriosam palmam acceptam referat felicitati potius quam virtuti. Diuturna tot mensium obsidione docuisti Europam gallicis legionibus te regnante deberi non minorem constantiæ laudem quam celeritatis. Tibi autem periculorum contemptu et incommodorum patientia clare victor exercitus vitam devovet, et perfectum profligatæ hæresis triumphum auguratur. Sonuerunt et turbatæ sunt aquæ

triomphe entier de l'hérésie. Les eaux de l'Océan combattant pour les assiégés rebelles ont fait du bruit, et se sont esmues; ils préféroient la mort à l'obéissance. Leur perfidie a secrettement attaqué votre armée, et l'Enfer, faisant tous ses efforts, a ouvert sa gueule pour vomir des crimes et des périls sans nombre, afin qu'un si puissant boulevard ne fust point arraché à l'hérésie. Le Seigneur s'est tenu à votre dextre; et non-seulement vous avez surmonté vos ennemis, mais vous avez esté assez fort pour donner mesme un frein à la mer, qui les assistoit. Rendons tous grâces au Dieu tout-puissant, qui vous a délivré des contradictions d'un peuple sans foy. Et comme vous savez avec quel soin il faut conserver les fruits des victoires, afin qu'ils ne flétrissent point, personne ne doute que vous n'acheviez bientôt de détruire tout le reste de ces hérétiques, qui désolent dans la France la vigne du Seigneur. L'Eglise souhaite ardemment que ce diadème d'une parfaite beauté soit adjonsté aux armes de salut dont le Dieu des combats semble luy-mesme préserver le chef de Vostre Majesté. Et nous espérons que la France étant entièrement paisible, l'esclat du triomphant Louys reluira jusqués dans Sion la captive, qui a continuellement devant les yeux les trophées des François, et regarde avec admiration les esclairs de votre espée victorieuse. Le grand Dieu qui prend plaisir d'accomplir la volonté de ceux qui le craignent, venille seconder nos vœux et ceux de l'Eglise catholique. Et cependant nostre nonce, lequel a esté spectateur dans

Oceani militantis obsessis perduellibus, mors deditione potior videbatur, ad ipsa Majestatis tuæ castra cuniculos egit perfidia. Omnino dilatavit os suum Infernus evomens scelerum et periculorum turmas, ne tam opulentum propugnaculum impietati eriperetur. Stetit Dominus à dextris tuis, non modo devicisti hostium copias, sed ipsi etiam auxiliari Oceano potuisti frænum injicere. Gratias agamus omnes Omnipotenti, qui eripuit te de contradictionibus populi non credentis. Ceterum cum scias qua cura custodiendi sint victoriarum fructus ne macrescant, nemo est qui ambigat a te reliquias omnes hæreticorum in gallica vinea stabulantium propediem profligatum iri. Diadema hoc perfecti decoris imponi cupit Ecclesia illi galeæ salutis, qua armatum Majestatis tuæ caput ipse protegere videtur Dominus potens in prælio. Speramus enim fore ut Gallia omni pacata illucescant coruscationes Ludovici triumphatoris captivæ filiæ Sion francica tropæa commemoranti et intervënti splendorem fulgorantis hastæ tuæ. Vota nostra atque catholicæ Ecclesiæ secundet Deus, qui voluntatem timentium se faciet. Interea Nuntius

vos armées de vostre gloire royale, tesmoignera amplement nostre extrême joye à Vostre Majesté, à laquelle nous donnons, de tout nostre cœur, la bénédiction apostolique. Donné à Rome, à Saincte-Marie Majeure, sous l'anneau du Pescheur, le 28^e jour de novembre 1628, et de nostre pontificat le sixiesme.

noster, qui regalis gloriæ spectator in castris adfuit, luculentus erit pontificæ gratulationis interpres Majestati tuæ, cui apostolicam benedictionem amantissime impertimur. Datum Romæ, sub annulo Piscatoris, die vigesimo octavo novembris, anno 1628, Pontificatus sexto.

PROCÉDURES FRAUDULEUSES

CONTRE L'ÉGLISE DE LA ROCHELLE.

ARRÊT DÉFINITIF DU PARLEMENT DE PARIS,

CONDAMNANT LE TEMPLE DE CETTE VILLE A ÊTRE DÉMOLI.

1685.

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

La Rochelle, octobre 1857.

J'ai l'honneur de vous envoyer un exemplaire de l'arrêt du parlement de Paris, du 18 janvier 1685, « portant condamnation de la démolition du temple de la ville de La Rochelle, et jugement des ministres relaps, et autres y dénommés, » qui me paraît mériter de trouver place dans le *Bulletin* de la Société.

Le père Arcère, dans son *Histoire de La Rochelle*, publiée en 1747, se borne à mentionner la démolition du temple et la condamnation des ministres, comme ayant eu lieu au mois de mars 1685, peu avant la révocation de l'Edit de Nantes, que ces déplorables persécutions pouvaient faire pres-sentir; mais il ne cite point *in extenso* l'arrêt ci-joint, dont le texte se trouve assez rarement et est peu connu.

Elie Benoît, qui raconte les mêmes faits dans la III^e partie (p. 573) de son *Histoire de l'Edit de Nantes*, les rapporte, sans reproduire l'arrêt, d'après la petite *Histoire des Réformés de La Rochelle* publiée en 1689 par Abraham Tessereau.

Le nom du pasteur Tandebars figure dans cet arrêt. Il existe encore à

La Rochelle deux seules personnes de la famille de ce pasteur, et elles ont religieusement conservé la foi de leur bisaïeul; mais ce nom honorable est sur le point de s'éteindre.

Veuillez agréer, etc.

TH. VIVIER,

Chef d'escadron d'artillerie, en retraite

Voici, d'après Elie Benoît, le résumé des circonstances dans lesquelles intervint l'arrêté que nous communiqua M. Th. Vivier, et que nous donnons textuellement ci-après :

« On se servit d'une femme débauchée, notée même en justice pour quelque friponnerie, pour trouver quelqu'un de qui on pût abuser contre l'intérêt de l'Eglise de La Rochelle. Cette femme, nommée Bonneau, trouva une Marie Gautier, sa parente, qui étoit de Mauzé, et à qui les violences de Marillac avoient fait quitter la religion réformée. Elle lui persuada que si elle vouloit abjurer encore une fois, elle lui feroit gagner de l'argent; et, dans cette espérance, elle la mena au supérieur des prêtres de l'Oratoire, qui, étant averti de la chose, fit semblant de se souvenir qu'il avoit vu le nom de Marie Gautier dans le catalogue des *convertis* de Mauzé, et quoique cette fille se défendit fortement d'être celle dont il parloit, il refusa de lui faire faire abjuration, si elle ne lui faisoit connaître premièrement qu'elle étoit de la R. P. R. Il ne fut pas difficile sur les preuves qu'il en demanda. Il se contenta qu'elle entrât dans le temple de La Rochelle, et que quelques personnes apostées la vissent de loin entrer et sortir. Elle fit ce qu'on lui disoit; et le Consistoire, comptant sur la protestation qu'il avoit faite en justice et sur les précautions qu'il avoit prises d'abord contre les pièges qu'on pouvoit lui tendre, ne s'aperçut point de cette malice. Après que cette fille fut retournée chez ce prêtre, il fit ouïr sa déposition par plusieurs personnes qui dépendoient de lui, afin qu'il demeurât bien certain qu'elle avoit été au prêche. Ensuite, il lui fit avouer qu'elle avoit abjuré la religion réformée dès l'année 1684, et tout cela ayant été communiqué à Bomier, on en forma la plainte qui fut présentée, sous le nom du procureur du roi, contre les ministres de La Rochelle. On y joignit aussi l'accusation d'avoir souffert dans leur temple les enfants de quelque nouveau *converti*. Mais cette honteuse fourbe, dont toutes les circonstances résultaient des informations, fut le principal prétexte de décréter contre eux et de leur faire leur procès. Bomier et ses complices, qui n'avoient joué cette comédie que pour se donner un prétexte de détruire l'Eglise de La Rochelle, ne voulurent pas perdre le fruit de leur lâche supercherie, et la sentence qui fut rendue sur les informations, condamna les Ministres et l'Eglise à toutes les peines de la Déclaration.

« Mais le parlement de Paris ne voulut pas se salir de l'approbation de

cette fraude, et Daurat, rapporteur du procès, dit ouvertement à l'évêque qui le sollicitoit, « qu'il n'étoit pas aussi aisé de condamner des innocens » que de faire abattre des murailles, et qu'en tout autre cas le parlement « auroit fait faire le procès à Bomier et aux prêtres qui avoient formé ce « lâche complot. » Il n'y avoit pas d'apparence d'ordonner que le temple fût démoli, si on déclaroit les ministres innocens; de sorte qu'il fallut avoir recours à de nouveaux artifices pour faire valoir contre le temple une méchanceté dont on n'osoit se servir contre les Ministres. On fit donc assigner le consistoire, pour avoir une partie au procès qui ne fût point sujette aux peines, et qui néanmoins pût donner lieu à la condamnation de l'église. Après quoi, par une lettre de cachet, le roi ordonna au parlement de distraire la cause des Ministres de celle de l'église, de surseoir le jugement à leur égard, et de continuer la procédure contre le temple : et pour détacher ces deux affaires plus parfaitement, il fit, le 2 de janvier 1685, transférer les ministres de la Conciergerie à la Bastille, afin qu'étant par là devenus prisonniers d'Etat, le parlement n'eût rien à dire sur leurs actions. Mais le 18 du même mois, le parlement rendit contre l'église un arrêt dont la cour lui avoit dicté la substance, et il ordonna que le temple fût démoli. Ainsi, quoiqu'on n'eût osé condamner les ministres de qui l'innocence étoit reconnue, on ne laissa pas de condamner une grosse assemblée qui ne pouvoit être moins innocente que les ministres. Après qu'on les eût transférés à la Bastille, on les y laissa languir longtemps, sans qu'ils pussent deviner ce qu'on vouloit faire d'eux; mais enfin on les mit en liberté par une lettre de cachet adressée au gouverneur de cette place. Ils obtinrent ensuite la permission de se pourvoir contre la sentence des juges de La Rochelle. La surséance fut levée. Guibert, l'un d'entre eux qui avoit une affaire en son nom, se rendit prisonnier pour la forme. Ils furent ouïs sur la sellette, et enfin, pour toute peine, admonestés à la chambre, et condamnés chacun à quatre livres d'amende. On peut reconnaître, à une peine si légère, que la contravention ne méritoit pas que le temple fût démoli pour la réparer, puisqu'on traitoit si doucement ceux qui étoient présumés l'avoir commise; mais, de peur qu'ils ne crussent qu'on les avoit épargnés en faveur de leur innocence, le président les avertit qu'ils étoient redevables de cette modération à la clémence du roi. De sorte qu'on prétendoit qu'ils reçussent comme un bienfait si l'on avoit excepté leurs personnes de l'injustice faite à toute leur Eglise. Cependant l'arrêt fut exécuté à La Rochelle, et on y commit les excès accoutumés en de semblables occasions.

« Je ne puis taire ce qui fut pratiqué à l'égard de la cloche qui avoit été posée sur le temple. Elle fut le sujet d'une comédie fort singulière. Elle fut fouettée, comme pour la punir d'avoir servi des hérétiques. Elle fut enterrée et déterrée, pour représenter qu'elle devoit renaître en passant au service

des catholiques. Pour jouer mieux la farce de cette renaissance, il y eut une personne de qualité qui y fit les fonctions de *sage-femme*, et une autre qu'on donna pour *nourrice* à cet enfant nouveau-né. On l'interrogea. On la fit parler. On lui fit promettre qu'elle ne retourneroit plus au prêche. Elle fit amende honorable. Elle fut réconciliée, baptisée, et donnée à la paroisse qui porte le nom de Saint-Barthélemi. Mais ce qu'il y eut de plus beau, c'est que lorsque le gouverneur qui l'avoit vendue à cette paroisse, en demanda le paiement, on lui répondit qu'elle avoit été *huguenote*, qu'elle étoit *nouvelle convertie*, qu'elle devoit donc jouir du délai de trois ans pour payer ses dettes, et qu'on ne payeroit point que le terme ne fût expiré. On peut remarquer en cela tout le caractère de la piété catholique. Après avoir autorisé les plus noires méchancetés, par l'oppression d'un peuple innocent, elle couronnoit cet ouvrage par la profanation des cérémonies memes qu'elle estime saintes, et elle apprenoit aux oppresseurs à faire de leurs propres crimes un sujet de plaisanterie. »

ARREST DE LA COUR DE PARLEMENT

Portant condamnation de la démolition du temple de la ville de la Rochelle, et jugement des ministres, relaps et autres y dénommez.

EXTRAIT DES REGISTRES DE LA COUR DE PARLEMENT.

Veu par la cour le procez criminel fait en la sénéchaussée de la Rochelle, à la requeste du substitut du procureur général du roy audit siège, demandeur en crime de relaps et contravention aux édits et déclarations du roy et arrests de son conseil d'Estat, contre Marie Gautier, du bourg de Mauzé, Jacques Tandebaras, Daniel-Henry de Laisement, Théodore le Blanc, ministre de la religion prétendue réformée de la ville de la Rochelle, Jacques Guibert, aussi ministre, Bertrand Brisson, chapellier, Jean de la Serre, archer de la marine, et Jeanne Collardeau, sa femme, habitans de ladite ville, deffendeurs, et arrestez prisonniers és prisons de la conciergerie du palais; lesdits Tandebaras, de Laisement et le Blanc, ministres, et lesdits de la Serre, Collardeau sa femme, et Brisson, apellans de la sentence contre eux rendue le douze septembre dernier, par laquelle ladite Gautier est déclarée deuement atteinte et convaincue du crime de relaps, et pour réparation, condamnée de faire amende honorable devant la principale entrée de l'église cathédrale de ladite ville de la Rochelle, où elle seroit conduite par l'exécuteur de la haute justice, nue en che-

mise, la corde au col, tenant en ses mains une torche ardente du poids de deux livres, et là, estant à genoux, dire et déclarer qu'après avoir fait profession de la religion catholique, apostolique et romaine, elle a, au mépris d'icelle, témérairement et scandaleusement retourné aux exercices de ceux de la religion prétendue réformée, dans leur temple, scitué en ladite ville de la Rochelle, dont elle se repent, et en demande pardon à Dieu, au roy et à la justice, et ce fait, icelle bannie à perpétuité hors du royaume, à elle enjoint de garder son ban, à peine de la vie, et en outre, icelle condamnée en dix livres d'amende envers le roy, comme aussi lesdits Tandebaras, de Laisement et le Blanc, pareillement déclarez atteints et convaincus d'avoir contrevenu à l'arrest du conseil d'Estat du vingt-neuf juin mil six cens quatre-vingt-deux, aux déclarations du roy du mois de mars mil six cens quatre-vingt-trois et dix-sept du mois de juin audit an, pour avoir reçu dans leur temple tant ladite Marie Gautier, relaps, que Renée de la Serre, et pour réparation, pareillement condamnez de faire amende honorable devant ladite principale entrée de ladite église cathédrale, où ils seroient conduits par ledit exécuteur, nuds en chemise, la corde au col, tenans en leurs mains une torche ardente du poids de deux livres, et là, estans à genoux, dire et déclarer qu'au mépris dudit arrest et déclaration du roy, ils ont reçu dans leur temple és exercices ladite Gautier, dont ils se repentent, et en demandent pardon à Dieu, au roy et à la justice; ce fait, bannis à perpétuité hors le royaume, à eux enjoint de garder leur ban, sur peine de la vie, leurs biens scituez en pays de confiscation acquis et confisquez, et iceuxdits Tandebaras, de Laisement et le Blanc condamnez en trois mille livres d'amende envers le roy et en six cens livres d'aumônes applicables, savoir : trois cens livres à l'hôpital général de ladite ville, celui de Saint-Barthélemy, et aux religieuses hospitalières d'icelle, et les autres trois cens livres aux trois convents de l'ordre de Saint-François de ladite ville, lesquelles amendes et aumônes seront prises préalablement tant sur leurs biens confisqués, si aucuns ils ont, que sur les autres biens non sujets à confiscation, au payement desquelles amendes et aumônes ils seront contraints solidairement; et au regard dudit Guibert, les deffauts contre luy obtenus auroient été déclarez bien obtenus, suivant l'ordonnance, et pour le profit d'iceux, pareillement déclaré atteint et convaincu d'avoir contrevenu ausdits arrests et déclarations, en recevant dans ledit temple, tant ladite Gautier

que ladite de la Serre, et pour réparation, condamné pareillement de faire l'amende honorable devant la principale porte de l'église cathédrale, où il seroit conduit par l'exécuteur, nud en chemise, la corde au col, tenant en ses mains une torche ardente du poids de deux livres, et là, étant à genoux, dire et déclarer qu'au mépris dudit arrest et déclaration du roy, il a reçu dans ledit temple lesdites Gautier et de la Serre, dont il se repent, en demande pardon à Dieu, au roy et à la justice; ce fait, banny à perpétuité du royaume, à luy enjoint de garder son ban, à peine de la vie, et en outre, ses biens scituez au pays de confiscation acquis et confisquez à qui il appartiendra, condamné en mille livres d'amende envers le roy et en deux cens livres d'aumônes, applicables moitié ausdits hôpitaux, et l'autre moitié ausdits convents, au payement desquelles sommes il sera aussi solidairement contraint avec lesdits Tandebaras, de Laisement, et le Blanc, et ordonné que ladite sentence à son égard seroit écrite sur un tableau qui seroit attaché par l'exécuteur à un poteau dressé à la place publique de ladite ville, et conformément ausdits arrests et déclarations du roy, ordonné que le temple de ladite ville de la Rochelle de ceux de ladite religion prétendue réformée, où lesdites Gautier et de la Serre ont esté reçues, seroit démoly par ceux de ladite religion dans un mois pour tout délai, sinon le temps passé, ordonné qu'il seroit procédé à la démolition dudit temple à leurs fraits, et les matériaux en provenans vendus pour être employez au payement des ouvriers qui auront fait ladite démolition; ledit Brisson pareillement déclaré atteint et convaincu d'avoir séduit ladite Gautier nouvellement convertie, et l'avoir excitée à retourner au temple de ceux de ladite religion prétendue réformée de ladite ville, et pour réparation, banny de la province; à luy enjoint de garder son ban, sur peine de la hart, et en outre condamné en dix livres d'amende envers le roy, et en six livres d'aumônes applicables au pain des pauvres prisonniers, comme aussi au regard dudit la Serre et de ladite Collardeau, sa femme, ledit la Serre pareillement déclaré atteint et convaincu d'avoir oublié le soin paternel qu'il devoit prendre de ladite Renée de la Serre, sa fille, en souffrant qu'elle eust esté conduite dans le temple de ceux de la religion prétendue réformée de ladite ville, par ladite Collardeau, sa femme, et pour réparation, condamné en dix livres d'amende envers le roy, et au bannissement pour neuf ans de la sénéchaussée et siège présidial de ladite ville; à luy enjoint de garder

son ban, sur peine de la hart, et ordonné que ladite Collardeau seroit mandée en la chambre pour y être blâmée d'avoir conduit ladite la Serre, sa fille, audit temple, au mépris de la déclaration du roy du premier février mil six cens soixante-neuf, arrests et réglemens donnez en conséquence; condamnée en outre en trois livres d'amende envers le roy et en trente sols d'aumônes envers les pauvres prisonniers, et ordonné que ladite la Serre fille seroit mise pour trois mois dans le convent des Filles religieuses de la Providence de ladite ville, pour y être instruite et élevée à la religion catholique, apostolique et romaine, au désir desdites déclarations du roy et des arrests de son conseil, à la prononciation de laquelle sentence ladite Gautier auroit déclaré qu'elle y acquiesçoit, et n'en vouloit appeller; arrest du quatorze décembre dernier, par lequel la cour, avant faire droit sur ledit procez, auroit ordonné que les anciens du Consistoire de la religion prétendue réformée de la Rochelle seroient adjournez à comparoir en personne par-devant le lieutenant général de la Rochelle, ou premier conseiller dudit siège autre que celuy dont estoit appel, pour estre ouys et interrogez sur aucuns faits résultans du procez, pour ce fait rapporté et le tout communiqué au procureur général du roy, et veu estre ordonné ce que de raison; interrogatoires faits à Pierre Moreau et Georges Papin, deux des anciens du Consistoire de ceux de la religion prétendue réformée de ladite ville de la Rochelle, le trente dudit mois de décembre par-devant M. Tuffet, doyen des conseillers dudit siège, pour l'absence de ceux qui le précédoient en vertu dudit arrest du quatorze dudit mois, requeste desdits Tandebaras, de Laisement et le Blanc, du vingt-huitième novembre dernier, à ce qu'il pleust à la cour leur permettre de produire, par production nouvelle, les trois pièces attachées à ladite requeste, et en conséquence mettre l'appelation et ce dont estoit appelé au néant; émendant, les envoyer absous et dechargez des accusations mentionnées au procez avec réparation, dépens, dommages et intérêts, pour continuer leurs fonctions dans le temple de la Rochelle, sauf au procureur général, pour l'intérêt public, à prendre telles autres conclusions qu'il jugeroit à propos contre les auteurs et fauteurs du complot contre eux fait, lesdites trois pièces attachées à ladite requeste, signée Bigot, sur laquelle la cour auroit ordonné qu'icelle, avec lesdites pièces, seroient communiquées au procureur général du roy, à luy signifiées ledit jour vingt-huitième novembre dernier, lettres du roy, signé : LOUIS, et plus

bas, PHELIPEAUX, adressante à la cour, par laquelle ledit seigneur roy luy ordonne de procéder au jugement du procez tant de ladite Gautier, desdits Brisson, de la Serre et Collardeau, que des anciens du Consistoire de la Rochelle, pour ce qui peut regarder la démolition du temple, et de surseoir à celuy desdits Tandebaras, de Laisement, le Blanc et Guibert; conclusions du procureur général du roy, ouys et interrogez en ladite cour lesdits Gautier, Brisson, la Serre et Collardeau sur la cause d'appel et cas à eux imposez, tout considéré, dit a esté que ladite cour, à l'égard de ladite Gautier, et de la démolition du temple de la religion prétendue réformée à la Rochelle, ordonne que la sentence sortira effet; et faisant droit sur l'appel interjetté par lesdits Brisson, la Serre et Collardeau, a mis et met les appellations et sentence au néant, émandant, après que ledit Brisson pour ce mandé en la chambre de la Tournelle, a esté admonesté, condamné à aumôner la somme de quatre livres au pain des prisonniers de la conciergerie du palais, à prendre sur ses biens; envoyé lesdites la Serre et Collardeau de l'accusation contre eux interjettée; ordonne que les prisons leur seront ouvertes, et a envoyé l'exécution du présent arrest par-devant le lieutenant général de la Rochelle, à celle fin sera ladite Gautier transportée és prisons dudit lieu.

Fait en parlement le dix-huit janvier mil six cens quatre-vingt-cinq, et prononcé ausdits Brisson, la Serre et Collardeau lesdits jours et an.
Collationné. Signé : DE LA BAUNE.

A LA ROCHELLE

Chez LOUIS DE COQUEREL, imprimeur et marchand libraire,
à la petite Rue. 1685.

APPEL D'UN HISTORIEN DU XVII^e SIÈCLE

DEMANDANT DES MATÉRIAUX POUR UNE HISTOIRE DES PROTESTANTS DE FRANCE,
SOUS LES RÈGNES DE HENRI IV, LOUIS XIII ET LOUIS XIV.

1690? 1700?

M. le professeur Michel Nicolas nous communique le Mémoire suivant, copié sur l'original contenu dans un recueil de pièces appartenant à la bibliothèque de la Faculté de théologie protestante de Montauban, et qui lui

vient de la bibliothèque que le pasteur Rabaut lui a léguée en partage avec le Consistoire réformé de Paris. Cette pièce fort intéressante, et dont il y a lieu de rechercher l'origine, est de format in-4^o et d'impression serrée. Nous en respectons l'orthographe, qui est celle des écrits imprimés en Hollande vers la fin du XVII^e siècle.

De qui a pu émaner cette sorte de circulaire ? D'où est-elle venue ? A quel moment a-t-elle été distribuée ? Telles sont les questions que l'on se pose en la lisant, et qui auraient sans doute été résolues par la dernière ligne, si cette ligne, destinée à recevoir l'indication d'un nom de personne et de lieu, n'était demeurée en blanc dans l'exemplaire conservé à Montauban. Peut-être s'en trouvera-t-il quelque autre exemplaire dont cette même ligne remplie à la main nous fera connaître la source. En attendant cette heureuse rencontre, nous appelons l'attention de nos lecteurs sur les quelques indices intrinsèques que fournit le texte même du document.

On remarquera que l'auteur, dans sa demande de communication, embrasse les trois règnes de Henri IV, Louis XIII et Louis XIV, c'est-à-dire de 1590 à une époque postérieure de plusieurs années sans doute à 1685, date de la révocation de l'Edit de Nantes. Il écrit du vivant de Louis XIV, dont il parle comme du roi régnant ; il s'adresse aux victimes de la Révocation, soit à celles qui sont demeurées en France, soit à celles qui ont cherché un refuge à l'étranger ; et il est plus que probable qu'il est lui-même un de ces réfugiés. Le cadre qu'il présente à remplir est des plus complets ; il indique tous les points de vue de l'histoire qu'il a l'intention de composer ultérieurement, et sur laquelle il appelle la plus sérieuse attention des correspondants et des auxiliaires dont il invoque le secours. Son dessein est, dit-il, de ceux auxquels « toute bonne âme se doit faire un plaisir et un honneur de contribuer. »

A-t-il été répondu à cet appel ? A-t-il été donné suite à ce projet d'histoire ? Deux historiens ont spécialement traité le sujet dont il s'agit : Elie Benoît, dans son *Histoire de l'Edit de Nantes*, imprimée à Delft de 1693 à 1695, en trois tomes in-4^o (reliés d'ordinaire en 5 vol.) ; et François de Gaultier, dans son *Histoire apologétique ou Défense des libertés des Eglises réformées de France*, publiée à Amsterdam en 1688. 2 vol. in-8^o. Enfin, trois autres écrivains se sont occupés de certaines parties de la même histoire, et ont pu former le dessein d'en composer une plus générale ; ce sont : Claude Brousson, Abraham Tessereau, Charles Ancillon. Peut-on attribuer à l'un ou à l'autre de ces auteurs le Mémoire qu'on va lire, ou est-il d'une sixième main restée inconnue ? C'est ce que nous invitons le lecteur à rechercher.

MÉMOIRE.

Tous les protestans, de quelque qualité qu'ils soient et en quelque lieu qu'ils se trouvent, et surtout les pasteurs et gens de lettres, qui ont du zèle pour leur religion et qui désirent conserver à la postérité la connaissance de leurs affaires présentes, sont exhortés et priés instamment, si l'écrit qui suit tombe entre leurs mains, de donner sur ce qu'il contient tous les avis, mémoires, actes, instructions, etc., qu'ils pourront fournir eux-mêmes ou qu'ils pourront tirer des personnes de leur connaissance.

On demande des avis et des mémoires, en général, touchant tout ce qui s'est passé en France sous trois règnes, environ depuis l'an 1590 jusqu'à présent, touchant la religion réformée et la liberté de son exercice. Ce que l'on demande touchant le règne de Henri IV se réduit à quatre articles généraux :

1^o Le premier contient les acheminemens à l'Edit, l'estat du royaume et des partis qui le divisoient, les inclinations et les dispositions des chefs et des peuples, les assemblées, les résolutions qui y furent prises, les députations des commissaires de part et d'autre, les instructions, les lettres reçues ou écrites dedans et dehors, articles convenus ou débattus, cahiers, requestes, écrits, factums, projets, consentemens ou oppositions, ratifications ou désaveux, décisions sur les disputes des commissaires, et, en un mot, toutes les pièces ou mémoires qui peuvent appartenir aux négociations préparatoires à l'Edit de Nantes.

2^o Le second contient les oppositions publiques ou les traverses secrètes du clergé pour empêcher la conclusion de cette affaire ou pour la tourner à son profit, la part secrète de la cour de Rome à cette intrigue, les plaintes du pape, et tout ce qui peut découvrir les artifices et les intentions des ecclésiastiques.

3^o Le troisième contient tout ce qui regarde l'exécution de l'Edit, les difficultez de la vérification aux parlemens, les plaintes réciproques sur ce sujet, le nombre et la qualité des Eglises qui s'établirent ou se rétablirent dans chaque province, la forme des établissemens; les droits ou de baillage, ou de possession, ou de justice et de fief; les facilités ou difficultez qui se rencontrèrent en divers lieux; les

fondations des académies, collèges, petites écoles, etc., et les circonstances de l'exécution.

4^o Le quatrième contient le fruit de la publication et de l'exécution de l'Edit, savoir : la réunion et la paix entre les partis, les ménagemens et mesures prises pour gagner la confiance des protestans, les assemblées, les synodes nationaux où les affaires générales de la religion furent traitées, les commissaires qui y furent introduits, leurs charges et instructions, et tout ce qui regarde l'état des Eglises ou des particuliers jusqu'à la mort du roi Henri IV.

Comme les seigneurs qui avoient embrassé la Réformation étoient considérez comme les chefs et la force du parti, on prie ceux qui le peuvent de communiquer toutes les particularitez qui regardent la personne de ces seigneurs, leurs inclinations, leur puissance, leurs intrigues dedans et dehors, leurs affaires particulières, leurs alliances entre eux, et tout ce qui peut se recueillir des mémoires de leurs maisons ou de la connaissance que les descendans de leurs domestiques et serviteurs en ont conservée.

Ce que l'on demande touchant le règne de Louis XIII se réduit aussi à quatre articles généraux :

1^o Le premier regarde ce qui s'est fait en confirmation de l'Edit : les assemblées, sollicitations et cahiers des réformez; les ordres de la cour, les nouveaux commissaires envoyez dans les provinces, les nouvelles jussions envoyées aux parlemens, les modifications de l'Edit levées, les nouveaux établissemens d'Eglises, d'écoles, de cimetières et choses semblables.

2^o Le second regarde les infractions de l'Edit arrivées sous ce règne, les intrigues du clergé, ses demandes, ses harangues, la conduite des juges en dernier ressort ou subalternes, les procès, les plaidoiers des avocats généraux ou particuliers, les arrêts, les sentences, les plaintes des protestans, leurs cahiers et griefs, leurs requêtes, leurs députations, le retranchement de leurs pensions, leur exclusion des affaires, etc.

3^o Le troisième regarde les brouilleries et guerres qui ont eu liaison aux affaires de l'Edit, ce qui est arrivé à cause ou durant ces guerres, la division des protestans, les artifices pour la produire ou pour la nourrir; ce qui s'est passé de mémorable dans les provinces, dans les villes, dans les consistoires, dans les familles; les histoires et les re-

lations des sièges, le succès des guerres, affaires du Béarn; les particularitez des amnisties, et généralement tout ce qui peut donner des lumières sur les événemens liés aux affaires de religion.

4^o Le quatrième regarde ce qui a été entrepris, médité ou exécuté contre les réformez, et les atteintes portées à leur état par chacun de ceux qui ont eu part successivement au ministère ou à la faveur; ce qui embrasse leurs projets et leurs desseins; la liaison des affaires de France avec les affaires étrangères; les affaires de Montauban, Montpellier, La Rochelle, Sedan, etc.; l'abaissement des chefs ou leur réduction à l'Eglise romaine, leurs manifestes ou apologies, la réduction des villes de sûreté, la diminution de leurs privilèges, les projets de réunion, les conférences ou disputes, etc.

On demande, sur toutes ces choses et autres qui seront jugées avoir de la relation aux affaires de la religion et de l'Edit, tout ce qui pourra estre fourni de mémoires, actes, pièces, titres, instructions, avis, traditions même avérées et circonstanciées de particularitez remarquables, et dont la certitude soit bien démontrée par le nom des personnes qui les ont conservées et la description de leur qualité et emploi.

Ce qui est arrivé sous le règne présent est d'une plus grande étendue. On le réduit à deux périodes principaux. Le premier va depuis la mort de Louis XIII jusqu'à la première mission des dragons, en 1685; le second depuis cette mission jusqu'à présent. Le premier embrasse 36 articles généraux.

1^o Le premier concerne l'état général où se trouvèrent toutes les Eglises du royaume à la mort de Louis XIII; à quoy se rapporte leur nombre, leurs libertez et privilèges dont elles jouissoient sans contestation, la liaison de leur repos avec celui du public, la comparaison du présent et du passé, le rapport des affaires de l'Edit avec celles de l'Estat, tant dedans que dehors le royaume, la force et les intentions des réformez; le crédit, le nombre et la qualité des seigneurs de leur parti, etc.

2^o Le second concerne la confirmation des Edits, soit pendant la régence, soit depuis la majorité; l'approbation donnée à la conduite des réformez; les belles paroles, les assurances, les flatteries dont on usa pour les attacher aux intérêts de la cour, etc.

3^o Le troisième concerne la fidélité des réformez, les marques

utiles qu'ils en ont données en divers temps, pendant les guerres civiles ou étrangères, même celle de 1672; dans les besoins des finances; leur manière d'agir dans les provinces et dans les principales villes; leurs services publics ou particuliers soit dans les armes, soit dans les négociations; leur éloignement de toutes les conspirations, et de tous les crimes abominables où tant de gens ont trempé; les exemples de leur conduite en tout cela et les preuves de leur justification, etc.

4^o Le quatrième concerne en particulier la fidélité et le zèle des pasteurs; les témoignages de leur vénération pour le roi, extraits des louanges couchées dans leurs sermons, de leurs prières publiques, de leurs écrits, même lorsque ses armes furent tournées contre ceux de leur religion, en 1672, et depuis que le dessein de détruire la Réformation parut à découvert, etc.

5^o Le cinquième concerne les attaques du clergé par des moïens éclatans, comme les assemblées générales, les harangues de leurs députés, leurs mémoires et griefs, les sollicitations de leurs agens, etc., ou par des moïens cachés, comme négociations secrètes et traittés au dommage des protestans, affaires suscitées aux Eglises, aux pasteurs, aux particuliers, immédiatement par le clergé sous divers prétextes, etc.

6^o Le sixième concerne les divers projets et tentatives de la ruine des réformez par la séduction des personnes qualifiées, par l'oppression de ceux qui ont été fermes, le temps, la manière de les séduire ou de les abattre; item la corruption des pasteurs, ou amenez à l'Eglise romaine ou gagnez et pensionnaires de la cour; les propositions de réunion, leur effet dans les provinces, la division semée ou entretenue entre eux; la correspondance défendue et empêchée entre les provinces, etc.

7^o Le septième concerne les affaires suscitées aux Eglises touchant leurs droits, la diversité des chicanes sur leurs titres de baillage, de possession, de haute justice ou de fief; les commissaires ordonnez dans les provinces, la forme de leurs commissions, les restrictions de leurs pouvoirs, les ruses des intendans pour abuser de la bonne foi des commissaires protestans, la forme des procédures et jugemens, les partages, les renvois au conseil, les longueurs apportées à la conclusion, les maximes receues en cette nouvelle jurisprudence, les parties secrètes ou déclarées receues contre les réformez, les

moïens et raisons des agresseurs ou demandeurs, les jugemens interlocutoires, les accessions des lieux, procès-verbaux, arrêts rendus pour la conservation, démolition ou translation des lieux d'exercice, les jugemens désultoirs tantost des Eglises d'une province, tantost de celles d'une autre, l'exécution des arrêts et leurs exécuteurs, soit protestans et leurs motifs dans cette soumission volontaire, soit autres commis par les intendans, etc.

8^o Le huitième concerne la manière de se défendre, les titres des protestans, leurs raisons, les commentaires, chicanes et exceptions de leurs parties, et la manière d'y répondre, la diversité d'avis sur les procédures qu'ils devoient tenir, le peu d'uniformité dans leurs défenses, la diversité des cas où se trouvoient les Eglises, les pièces perdues ou par bonne foi et par négligence, ou par révolte et désertion des membres du Consistoire, ou par d'autres accidens; les droits perdus par la translation de l'exercice d'un lieu en l'autre, ou par interruption d'exercice, etc.

9^o Le neuvième concerne les exercices mêmes et la profession de la religion, les controverses, les disputes et conférences autorisées en public et en particulier, ou par rencontre; les temps, le lieu, l'occasion, la matière de ces conférences; les personnes qui les ont ouïes, leurs noms, qualitez, caractères; les grands ou juges qui y ont assisté, leurs succez, les basses qualitez des missionnaires, leurs chicanes, leurs fraudes, leurs sophismes, leur impudence, etc., termes injurieux défendus dans les sermons, chicanes et vexations sur ce sujet, calomnies, procès, tumultes, voisinage des églises et des temples, affaires survenues à cette occasion, cessation d'exercices ordonnée pendant les processions, la présence de la cour, la visite des diocèses par les évêques, etc.; affaires touchant les bancs, les chaires, les places; troubles émeus pendant les prédications, et les circonstances des temps, des lieux, des suites ou effets; irrévérrences ou interruptions, procès; présence d'espions, prestres, moines, juges et autres, etc.

10^o Le dixième concerne le chant des pseumes, la défense de les chanter dans les lieux publics, sur les chemins des lieux d'exercice, dans les boutiques, dans les maisons, de s'en servir pour enseigner la musique; écrits et discours sur ce sujet, affaires suscitées, réponses des accusez, etc.

11^o L'onzième concerne les académies, collèges, écoles, profes-

seurs, régens, maîtres et maîtresses d'école; les titres de leurs établissemens, les moïens de les attaquer et de les défendre; lieux où les académies et écoles étoient permises, choses que l'on y pouvoit enseigner, droit de pensionnaires, droit d'écrivains jurez dans les grandes villes et choses pareilles.

12^o Le douzième concerne les affaires pécunières des Eglises, et l'administration des deniers servant aux affaires communes; les fonds d'où ils étoient pris, le droit de recevoir des donations ou des legs testamentaires, de posséder des rentes ou des immeubles, de lever des deniers par impositions ou par contributions volontaires; gages des pasteurs, chantres, régens, maîtres d'école, proposans, écoliers; contribution des Eglises plus fortes à la subsistance des plus faibles, frais des synodes et colloques, des députez au conseil et aux parlemens, et tous les empêchemens, procès et affaires qu'on a vus procéder de cette matière.

13^o Le treizième concerne les affaires pécuniaires des pauvres, les donations, fondations, legs testamentaires, rentes, fonds immeubles, collectes ordinaires ou extraordinaires; troubles suscités sur ce sujet en faveur des hôpitaux, arrests qui privent les réformez de cette sorte de biens, contrainte d'en représenter les titres, d'en bailler déclaration, de les céder aux hôpitaux; peines des contrevenans, etc.

14^o Le quatorzième concerne les malades, leur admission ou traitement dans les hôpitaux, les permissions ou défenses de les assister, ou en particulier, ou dans ces maisons publiques; défenses aux Consistoires d'avoir des maisons pour eux, aux particuliers de les recevoir et assister; l'admission des pasteurs à les visiter et les consoler, les gesnes et précautions ordonnées dans les prières et exhortations. procès, chicanes, violences, cruautéz commises sur ce sujet; les visites des malades par les prestres et moines, les divers réglemens qui limitent leurs libertez ou qui les autorisent, leurs fraudes et entreprises auprès des malades, etc.

15^o Le quinzième concerne les prisonniers, soit en civil, soit en matière criminelle; le traitement qui leur a été fait dans les prisons, la part qu'ils ont eue aux aumônes, la liberté de les voir et consoler malades ou condamnez, les ruses, violences, barbaries des prestres et moines sous prétexte de les convertir, refus de les assister au supplice, inhumanitez exercées sur le corps des suppliciez, etc.

16^o Le seizième concerne les sépultures, les cimetières, leurs établissemens, leur communauté avec ceux de l'Eglise romaine, leur éloignement à la campagne, les convois, l'heure, le nombre, la pompe, le refus des domestiques, fermiers et autres de veiller ou d'ensevelir les corps, de faire des fosses, de transporter les morts, de prêter les charettes, chevaux, instrumens nécessaires à cette fin; les empêchemens suscitez, les séditions arrivées à l'occasion des sépultures; exhumations ordonnées sous divers prétextes, indignitez exercées sur les corps, etc.

17^o Le dix-septième concerne les juges devant qui les affaires de religion étoient portées, les commissaires du conseil, les parlemens, leur zèle contre la Réformation, le nom, les qualitez et inclinations des présidens, conseillers, procureurs et avocats généraux, gouverneurs, intendans, baillifs, sénéchaux, etc., qui se sont signalez contre la religion; le renvoi de toutes les plaintes des réformez aux ordinaires ou aux parlemens, et tout ce qui regarde cette sorte d'affaires, etc.

18^o Le dix-huitième concerne les chambres my-parties et de l'Edit, leur établissement, leur autorité, leur compétence, leurs combats pour la cause commune, leurs actions les plus remarquables; les personnes qui y ont été les plus illustres, leur caractère au naturel, sans les flatter ni diminuer leur louange; les motifs de casser ces chambres, leur suppression ou réunion, observations, écrits et requestes sur ce sujet; traitement fait aux conseillers et autres officiers réunis dans les parlemens où ils ont été incorporez, etc.

19^o Le dix-neuvième concerne les procès ou civils, ou criminels, où l'on a fait entrer la cause de religion pour prévaloir contre la partie protestante; violation des privilèges de l'Edit, des adjoints, des compétences, des évocations, des renvois, attributions de juridiction et choses semblables.

20^o Le vingtième concerne l'exclusion des charges soit de la maison du roi et des princes, soit dans les armes, dans la justice ordinaire, élections, greniers à sel, etc., maîtres des requestes promus, et jamais créés; privation des conseillers des parlemens et autres de certains degrés d'honneur, limitation de leurs places, interdiction d'estre rapporteurs ou juges de certaines affaires, exclusion de la mairie, échevinat, consulat, charges municipales, charges de procureurs, greffiers, tabellions, notaires, premiers clercs, etc.; moïens,

prétextes, forme de ces exclusions, selon les divers temps; exclusion des professions et arts libéraux, des fermes, traittez et commissions dans les finances, des arts et métiers, sous prétexte de statuts, usage, inégalité de nombre, lettres de maîtrise et de grâce, privilèges des maisons des princes, même à l'égard des marchands et artisans étrangers; privation du droit d'estre pris pour jurez et gardes des métiers, experts, arbitres, etc.; arrests, édits, jugemens, sentences, remarques, plaintes, requestes, etc., sur ce sujet.

21^e Le vingt-et unième concerne les exemptions générales des protestans touchant le bâtiment ou réparation des églises, presbytères, granges, cloches, confrairies, pain bénit, cierges, ornemens sacerdotaux, ordre de tendre devant les maisons, célébration des jours de festes, travail à huis-clos, non vu ni entendu de la rue; observation du carême et jours maigres, ouverture des boucheries, mariages entre parens, etc.; procès, chicanes et illusions sur cette nature d'affaires.

22^e Le vingt-deuxième concerne l'égalité des charges entre les sujets à l'égard des tailles, taxes, logemens des gens de guerre, licence donnée aux soldats, sergens, huissiers, archers; taxes d'office, jalousie des catholiques, etc.; dettes de communautéz, décharges des prétendus convertis, etc.

23^e Le vingt-troisième concerne les droits naturels des pères, mères, tuteurs, éducateurs, etc., sur les enfans; réglemens sur l'induction à changer de religion, âge limité pour en laisser le choix libre, sa réduction de quatorze ou douze à sept ans; enlèvemens, procès, injustices, connivence des juges, illusions des arrests du conseil, etc.

24^e Le vingt-quatrième concerne les droits civils des hommes, la libre disposition de leurs biens, les cas d'exhérédation, aliénation, donation, testament, contrat, pensions adjudgées aux enfans à leur choix, etc.

25^e Le vingt-cinquième concerne les domestiques, serviteurs, cleres, précepteurs, commis, apprentifs des protestans, et toutes les choses arrivées sur ce sujet pour ou contre les libertez de l'édit; défenses aux catholiques de servir les réformez, aux réformez de les attirer à leur religion; intrigues des curez et confesseurs, etc.

26^e Le vingt-sixième concerne les affaires de Poitou sous l'intendant Marillac, les excès commis par les archers et par les troupes,

la consternation et conversion forcée du peuple, affaires pareilles de Saintonge et d'Aunis; troubles de Cévennes, Bas-Languedoc, Vivarets, Dauphiné; origine, causes, motifs, suites de ces mouvemens, et toutes les particularitez remarquables de ces affaires, tant du côté des protestans que de leurs ennemis, et le caractère des persécutés et persécuteurs.

27^e Le vingt-septième concerne en général les cas appellez nouveaux et prétendus non réglés par l'Edit, leurs espèces, les moïens de les établir, les injustices procédées de cette chicane, les observations et remarques sur ce sujet.

28^e Le vingt-huitième concerne en particulier les relaps, l'origine de cette recherche, la qualité de ceux qu'on a fait passer pour tels, les peines ordonnées contre eux en divers temps, les procès suscitez sur ce sujet, la peine étendue sur les pasteurs et les Eglises, ceux que les déclarations appellent blasphémateurs des mystères de la religion catholique, progrès et effets de ces chicanes, etc.

29^e Le vingt-neuvième concerne la conversion des anciens catholiques, les temps qu'on l'a permise ou dissimulée; empêchemens et traverses, limitation du temps des abjurations ou mariages, le délai de faire profession ordonnée aux serviteurs catholiques des protestans, défenses aux catholiques d'embrasser la religion, et aux pasteurs et Consistoires de les admettre; peines en cas de contravention, nombre, places, élection de ceux qui devoient assister aux prédications; suites et effets de ces chicanes, défenses de recevoir à conversion les Juifs, Mahométans, etc.; les moines que les déclarations appellent apostats, les bâtards et enfans trouvez, etc.

30^e Le trentième concerne ce qui est arrivé à la noblesse à cause de la religion, promesses, menaces, affaires, terreurs touchant la dégradation, refus de récompenses méritées; suspension ou privation de droits de patronage, présentation aux bénéfices, sépultures dans les églises ou dans les chapelles, titres dedans et dehors, et autres droits honorifiques et seigneuriaux; contrainte de communiquer leurs titres, peines des contrevenans.

31^e Le trente et unième concerne la lettre pastorale et les méthodes du clergé, la forme de la signification faite aux Consistoires, les cérémonies et discours réciproques, la diversité des réponses, les affaires faites aux protestans qui montrèrent trop de zèle au gré des intendans, les écrits sur ce sujet, les bruits qu'on fit courir des

conférences qui devoient estre proposées, les pasteurs soupçonnez.

32^e Le trente-deuxième concerne les pasteurs et toutes les affaires qui leur ont été suscitées, sur le lieu de leur demeure, leurs robes, leurs exemptions de tailles, logemens de gens de guerre, etc.; les annexes, leurs pensionnaires, leurs sermons, leurs livres, leurs avis dans les synodes; l'assistance et la consolation des malades, des affligés, des personnes chancelantes dans la religion; le nom de pasteurs, etc.; la qualité de leurs auditeurs prétendus relaps ou catholiques convertis, les peines de leurs prétendus crimes, les exemples du traitement qu'on leur a fait, leurs emprisonnemens, translations, condamnations, amendes honorables, bannissemens, supplices, limitation du temps qu'ils devoient servir chaque église; la distance où ils devoient se retirer, etc.; leur bannissement à trois ou six lieues de tout exercice interdit, artifices pour les obliger à une retraite volontaire, passe-ports, limitations et restrictions, ordres secrets pour rendre les passe-ports inutiles, etc.

33^e Le trente-troisième concerne les Consistoires, leurs députations en coprs, leurs juridictions, leurs censures contre les scandaleux, leurs livres et papiers consistoriaux, comptes, secrets, correspondances, liberté de s'assembler, lieux et temps des assemblées, commissaires introduits, contrainte de communiquer tous leurs mémoires et papiers, suppositions qu'ils en recélaient une partie, etc.

34^e Le trente-quatrième concerne les colloques ou synodes permis ou refusez; conditions pour les tenir, ordres envoiez par la bouche des commissaires, religion et nombre des commissaires, nature d'affaires permises dans ces assemblées, synodes nationaux offerts ou refusez, désirez ou craints, appels d'une province à l'autre dans les intervalles, etc.

35^e Le trente-cinquième concerne la subite condamnation des lieux d'exercice dans les dernières années, sous les prétextes des cas nouveaux, les procédures, les informations, la qualité des juges et des témoins, des faits et des preuves; les jugemens rigoureux, les ordres changez pour la condamnation des pasteurs, la conduite des juges équitables en pareils cas, etc.

36^e Le trente-sixième concerne les expédiens des protestants pour parer ces coups, la diversité de leurs vues et de leurs avis; leurs résolutions soit timides, soit courageuses, sur la continuation ou dis-

continuation de leurs exercices, leurs défenses, notes et observations sur les déclarations, etc.

Le second période se réduit à seize articles généraux :

1^o Le premier comprend les actes de l'assemblée générale du clergé (1685), ce qui s'est fait à son occasion, les projets, les résolutions, les intrigues de la cour de Rome et des agens, etc.

2^o Le second comprend la première expédition des troupes, le lieu et le temps où elles commencèrent à marcher, les prétextes, la manière, le succès, la consternation, la résistance ou complaisance des peuples, etc..

3^o Le troisième comprend le progrès des troupes de province en province et de ville en ville, les assemblées préparatoires faites par les intendants ou autres, leurs discours, leurs ruses, l'entrée des dragons et autres soldats, leurs manières de vivre, leurs ravages, leurs excès, insolences, cruauté envers l'un et l'autre sexe le plus en détail qu'il se pourra. Le caractère différent des persécuteurs, évêques, intendants, gouverneurs de provinces ou de places, officiers de troupes, juges, geôliers, exécuteurs des ordres de la cour ou des jugemens inférieurs, quels qu'ils soient, leurs mœurs, conduite, maximes, etc.

4^o Le quatrième comprend le renvoi dans leurs païs de tous ceux qui se retiroient à Paris, les peines des contrevenans, la révocation de l'Edit, la démolition de ce qui restait de temples, les accidens, craintes, embarras causés par cette révocation imprévue, etc.

5^o Le cinquième comprend les chutes de la plupart, leurs circonstances, leurs causes, soit la terreur, soit la souffrance, soit la séduction; les formulaires d'abjuration adoucis ou sévères, termes généraux reçeus, etc.

6^o Le sixième comprend les exemples de constance, le traitement fait à ceux qui ont été fermes, leurs prisons, translation, combats, disputes, violences exercées contre eux, accidens du corps et de l'esprit; livres faits pour eux, ou donnez à lire, leurs consolations, leurs exercices, leurs lettres, et en un mot toutes les circonstances et dépendances de leur détention.

7^o Le septième comprend la retraite des pasteurs, les singularitez du traitement que chacun a reçu bon ou mauvais au conseil, à Paris, sur les chemins, chez les intendants ou autres arbitres de leur

sortie, dans les ports de mer ou places frontières, les affronts ou injustices qu'ils ont eus à souffrir en leurs livres, meubles, biens, femmes, enfans, en leur propre personne; l'emprisonnement de quelques-uns, leurs tourmens, etc.

8^o Le huitième comprend la chute de quelques pasteurs, leur caractère personnel, l'occasion de leur faute, l'effet qu'elle a produit, ses circonstances, ses suites, la manière dont ils ont été vus par les anciens et par les nouveaux catholiques; ceux qui se sont relevés, leurs motifs, leur retraite, les réparations de leur faute, les effets de leur exemple, etc.

9^o Le neuvième comprend les tentatives faites pour sortir du royaume; ceux qui ont été arrêtés, la manière dont ils ont été découverts, les trahisons des guides, les dangers et accidens des voyages, l'inhumanité des païsans et des corps de garde; le traitement fait aux personnes arrêtées, leurs prisons, leur procès, leur condamnation, leur courage ou leur faiblesse; leurs consolations, les secours qu'ils ont reçus, la délivrance de quelques-uns, sa manière et ses conditions, l'exécution du jugement des autres, l'adoucissement de la peine des autres, etc.

10^o Le dixième comprend la retraite de ceux qui n'ont point été découverts; les moyens de tromper ou de forcer les gardes, les déguisements, les hasards et accidens de leurs entreprises, etc.

11^o L'onzième comprend la repentance de plusieurs qui étoient tombés, les marques qu'ils en ont données, leurs confessions dans leurs maladies, les circonstances de la mort arrivée à quelques-uns, les indignitez faites à leurs corps, l'horreur conceue de ces traitemens, etc.

12^o Le douzième comprend les assemblées faites en divers lieux, le nombre des personnes, leur qualité, le temps, les lieux, les exercices qui s'y faisoient, ceux qui y ont presché ou présidé, la dissipation de celles qui ont été découvertes, le massacre ou le supplice de ceux qui s'y trouvoient, l'exécution de ceux qu'on en estimoit les auteurs, les circonstances de leur mort, leurs actions, leurs paroles, les artifices pour empêcher les assistans d'en profiter, etc.

13^o Le treizième comprend l'accueil fait aux réfugiés chez les étrangers, leur nombre dans chaque lieu, les nouvelles Eglises fondées, la qualité des réfugiés, officiers d'épée ou de robe, gentils-hommes, gens de lettres, bourgeois, artisans, laboureurs, soldats, colonies nouvelles, etc.

14^e Le quatorzième comprend le traitement que l'on fait en France à ceux qui y sont encore, l'inégalité des mesures que l'on prend avec eux selon les lieux, soit qu'ils aient fait acte de réunion ou non ; les moïens de faire confesser, communier et aller à la messe ; les rigueurs pratiquées contre ceux qu'on appelle opiniâtres, les prisons et cloîtres où on les renferme, les défiances que l'on a des autres, les prétextes de les inquiéter, les enlèvemens des enfans, la saisie des biens des absens, ou prisonniers, ou suspects, la manière de les régir, les maisons où l'on élève les jeunes gens, le traitement fait à ceux de la famille de qui une partie est absente, les galères où l'on envoie les gens arrestez en fuyant, les translations d'autres en Amérique, etc.

15^e Le quinzième comprend le retour de quelques-uns, leurs motifs, leur nombre, leur qualité, leur caractère, l'accueil qu'ils ont reçu, les artifices pour les rappeler, les intrigues des agens ordinaires ou gens envoïez exprès de France pour les induire à revenir, etc.

16^e Le seizième comprend une observation générale pour les trois règnes, touchant les députez généraux, qui ont eu charge des affaires de religion depuis l'Edit ; leurs services, leur nom, leur mérite, l'étendue de leur emploi, leur autorité dans les divers degrés où elle a passé jusqu'à la révocation de l'Edit, etc.

Tous ceux qui auront connoissance du présent mémoire sont instamment priez d'y répondre sérieusement et de ne pas regarder les choses sur lesquelles on leur demande secours, comme trop légères pour y apporter beaucoup d'application, mais comme servant à un dessein auquel toute bonne âme se doit faire un plaisir et un honneur de contribuer.

On les prie de donner sur tout ce qui est exprimé ici, et même sur les choses qui pourroient avoir été oubliées et qui regardent la matière, toutes les lumières qui dépendent d'eux.

Tous ceux qui ont des édits, déclarations, arrests, jugemens, sentences, ordonnances, exploits, libellez, procès, informations, factums, écrits, procurations, instructions, actes, relations, lettres, synodes, livres consistoriaux, notes et observations, placets, requestes, griefs, lettres du cachet, ordres d'intendans, procès-verbaux, etc., sont priez de les communiquer, et ceux qui savent où il y en a, sont priez ou de les tirer de ceux qui les ont, ou de les indiquer.

Ceux qui savent les choses pour y avoir été présents, ou pour y avoir été intéressés, sont priés d'en dresser les mémoires eux-mêmes, pour les envoyer.

Ceux qui ont connaissance des livres vieux et nouveaux traitans des choses de l'Edit, ou écrits pour ou contre les affaires présentes, soit en apologie, soit en controverse, ou pour confirmer les nouveaux convertis, ou pour les rappeler à la repentance, soit historique, soit dogmatique, etc., sont priés de les communiquer, ou de marquer leur édition, leur auteur, le país où ils ont paru, et le lieu où on les trouve.

On prie de joindre à ces mémoires toutes les particularitez qu'on pourra recueillir touchant les affaires de la principauté d'Orange et des vallées du Piémont, dans l'espace de temps marqué cy-dessus, et surtout dans les dernières années, etc.

On prie ceux qui donneront des mémoires de marquer exactement, dans tous les faits, l'année, le mois, le jour, et toutes les circonstances qui le pourront certifier, afin que l'on puisse garder l'ordre des matières.

On les prie de communiquer aussi bien ce qui serait reprochable aux réformez, s'ils savent quelque chose de tel, que ce qui leur serait avantageux, sur tout ce qui est marqué cy-dessus : conjuration, infidélité, entreprises, comme les circonstances de l'affaire, prise, procès et exécution de Marcilly, et toutes choses de même nature, afin de ne point laisser de prise à ceux qui s'offenseroient de ces réticences, etc.

On les prie aussi de ne pas croire de s'estre acquittés à plein de la prière qu'on leur fait en envoyant ce qu'ils ont ou ce qu'ils savent, mais de se souvenir d'envoyer ce qu'ils pourront savoir ou découvrir cy-après.

Ceux qui sont dans des lieux d'où ils ne peuvent envoyer directement les avis et mémoires qu'il leur plaira de donner, auront le soin de les adresser à quelque personne zélée et intelligente, dans quelque une des principales villes du país où il se trouve.

Ceux à qui ce mémoire parviendra sont priés, s'ils sont en grand nombre, de commettre quelqu'un d'entre eux, zélé, diligent, et habile pour recueillir les mémoires des autres. Les Consistoires et conducteurs sont adjurez d'y travailler avec diligence, et d'y employer la recommandation du vénérable magistrat où il sera besoin.

Ceux qui auront des mémoires, papiers ou livres dont ils ne pourront ou ne voudront pas communiquer les originaux, sont priés d'en donner au moins des copies exactes, correctes, et attestées par des personnes connues, ou de faire savoir quelles sûretés ils demandent pour communiquer les originaux.

Ceux qui pourront tirer quelques lumières des ministres, des princes protestans, sont priés de s'y employer avec tout le zèle que la chose mérite.

Ceux qui auront quelques frais à faire pour la communication de leurs mémoires, le feront savoir, afin qu'il soit pourvu à les indemniser.

Ceux qui voudront envoyer des paquets, les adresseront.

LES EXPLOITS D'UN ÉLÈVE DES JÉSUITES,

NOUVEAU CONVERTI DEVENU CONVERTISSEUR,

RACONTÉS PAR LUI-MÊME.

PROCÈS-VERBAUX INÉDITS DE LA MISSION

EXÉCUTÉE SUR SES TERRES PAR LE DUC DE LA FORCE.

1699.

Voici les procès-verbaux adressés à M. le chancelier de Pontchartrain par le duc de La Force, et dont nous avons annoncé la reproduction textuelle, pages 143 et 145. On remarquera les réponses qui y sont consignées.

I. *Procès-verbal du 13 octobre 1699.*

(Voir ci-dessus, pages 144 et 145.)

Le 13^e jour du mois d'octobre 1699, M. le duc de La Force ayant convoqué les principaux habitants dépendants de son duché dans la salle de son château de La Force, pour y être instruits dans la religion catholique, apostolique et romaine, le père Dubois, jésuite, ayant supposé, pour première instruction, que hors la véritable Eglise il n'y a point de salut, a, par des arguments convaincants,

démontré que les protestants ou prétendus réformés sont hors de la véritable Eglise, après quoi il a conclu qu'ils étoient hors la voie du salut; et ayant fini de parler, s'est adressé à chacun des nouveaux convertis en particulier, leur demandant s'il leur restoit quelque doute sur ce qu'il venoit de dire. Ceux qui suivent ont répondu que non, qu'ils acquiessoient à ce qu'il venoit de dire, et qu'ils reconnoissoient de bonne foi que les prétendus réformés sont hors de la véritable Eglise.

MM.

Antoine Bonnet.

Pierre Delpech.

Jean Desplat.

Jacques de Besse.

Guillen Lagrange.

Pierre Mondou.

Jean Gautier.

Pierre Lajaunie.

Jean Barbau.

Jean Coulau.

Pierre Dupuy.

Le sieur Lavis.

Le sieur Gast, chirurgien.

Jeanne Trancat.

Jeanne de La Jugie.

Marthe Gautier.

Marie Grouillard.

Marie Coulau.

Marie Bouche, veuve de La Bastide, et sa fille.

Marie Oust.

Pierre Bordes, boulanger.

Jacques Delpuech.

Jacques Foucau.

La damoiselle Espinasse.

Fait en présence de Mgr le duc de La Force, M. Louis Lacase, prêtre, curé de Roquepine; M^e Louis de Barraud, sieur Desgranges, juge de Gardonne; M^e Jacques Cadaillon, avocat en la cour; M^e Jean de Lespinasse, avocat, juge de La Force; M^e Jean de Lespinasse, procureur d'office de La Force; M. Jean-Gaspard Arnoull, prêtre, curé de Gardonne; M. Durand Crozat, prêtre, vicaire d'Ayraud, et Abraham Demontis, sieur de La Joubertrie, intendant des maisons et affaires de mondit seigneur duc, témoins, qui ont signé les jour et an susdit.

II. *Procès-verbaux du 13 au 19 octobre 1699.*

(Voir ci-dessus, page 147.)

Aujourd'hui 13^e du mois d'octobre 1699, nous Jean de Lespinasse, avocat en la cour de parlement de Bordeaux et juge du duché et pairie de La Force, par ordre de Mgr le duc de La Force, pair de France, en compagnie de notre greffier, nous nous sommes transporté en la

maison de maître Jacques Dejean , ci-devant lieutenant du présent duché, lequel nous n'avons point trouvé dans sadite maison , mais seulement damoiselle Jouassine Pellet, sa femme , à laquelle nous avons demandé si elle ne veut pas venir aux instructions qui se font régulièrement dans le château de mondit seigneur, le dimanche, mardi et jeudi de chaque semaine, par les révérends pères jésuites, laquelle nous a fait réponse qu'elle n'a pas encore pensé à ce qu'elle veut faire ni dire, et n'a signé pour ne savoir écrire de ce enquis. Et ayant ensuite demandé à Jacques Dejean, fils dudit sieur Jean et de ladite damoiselle Pellet, et aussi à Marie Dejean leur fille, sœur dudit Jacques, s'ils veulent aller aux instructions ci-dessus expliquées, ils nous ont quitté sans vouloir faire aucune réponse ni signer. Fait en présence de Abraham Demontis, sieur de La Joubertrie et intendant de la maison et affaires de mondit seigneur, et de Claude Gosset, clerc, qui ont signé.

Et étant ensuite allé en la maison de sieur Samuel Lavis, habitant dudit présent bourg, dans laquelle l'ayant trouvé, nous lui avons demandé s'il veut continuer de venir auxdites instructions, lequel a fait réponse qu'il y viendra tout autant qu'il le pourra faire. Et ayant ensuite demandé à damoiselle Suzanne Teissier, sa femme, si elle ne veut pas aussi assister aux susdites instructions, icelle nous a fait réponse qu'elle ne se trouve point en état, n'étant accouchée que depuis une quinzaine de jours, dont elle est fort incommodée, comme il nous a apparu, mais que dès lors qu'elle se portera bien elle y viendra. Et a ledit sieur Lavis signé, et non ladite Teissier, pour ne savoir écrire, de ce enquis en présence desdits sieurs Demontis et Gosset, qui ont signé avec nous.

Et nous étant de plus transporté en la maison de Jean Gast, M^{re} chirurgien, nous lui avons aussi demandé s'il ne veut pas continuer d'assister aux susdites instructions, lequel a fait réponse qu'il veut volontiers continuer tout autant qu'il lui sera possible. Et ayant demandé à damoiselle Dupuy, sa femme, si elle ne veut pas venir aussi assister aux susdites instructions, icelle nous a fait réponse qu'elle y veut aussi venir, et pareille réponse nous a fait aussi Anne Gast, leur fille. Et ledit Gast a signé, et non la damoiselle Dupuy ni la damoiselle Anne Gast, leur fille, pour ne savoir écrire, de ce enquis en présence desdits sieur Demontis et Gosset, qui ont aussi signé.

Et nous étant ensuite transporté en la maison de M^e Jean Suin, habitant du présent bourg, nous lui avons aussi demandé s'il ne veut pas venir aussi aux susdites instructions, lequel a fait réponse qu'il y viendra tout autant que ses affaires le lui pourront permettre; et nous a dit que sa femme et son fils aîné sont absents de la présente maison et ne sait où ils sont, et ses autres enfants sont à l'école en la ville de Bragerac, par ordre de Mgr l'intendant, et a signé en présence desdits sieurs Demontis et Gosset.

Et nous étant transporté en la maison de Jean Duverger, hôte, nous n'y avons trouvé que Anne Trimoulhe, sa femme, et Jean Duverger leur fils, et Anne Duverger, leur fille, qui nous ont dit ledit Duverger, leur père, être absent; auxquels ayant demandé s'ils ne veulent pas venir aux susdites instructions, ils nous auroient fait réponse qu'ils ne veulent rien promettre, et n'ont signé pour ne savoir écrire, de ce enquis en présence desdits sieurs Demontis et Gosset, et de Daniel Casenave, chirurgien, qui ont signé.

Et nous étant aussi transporté en la maison de Pierre, Jeanne, Suzanne, Jean et Isabeau Dupuy, enfants de feu M^e Hélie Dupuy, vivant huissier, habitants dudit présent bourg, nous n'y avons trouvé que ladite Jeanne, qui nous a dit son frère et sœurs être présentement absents de la présente maison; et ayant demandé à ladite Jeanne si elle ne veut pas venir aux susdites instructions, elle nous a fait réponse qu'elle y viendra tout autant qu'elle pourra, et n'a signé pour ne savoir écrire, de ce enquis en présence desdits sieurs Demontis et Gosset.

Et nous étant pareillement transporté en la maison de Marie de Lespinasse, veuve de feu M^e Hélie Gast, vivant chirurgien, à laquelle nous aurions demandé si elle ne veut pas venir aux susdites instructions, laquelle nous a dit qu'elle n'y veut point aller; et lui ayant demandé la raison pourquoi elle refuse, a dit qu'elle croit ne le pouvoir pas faire, et a déclaré ne savoir signer, de ce enquis en présence desdits sieurs Demontis et Gosset.

Et nous étant transporté en la maison de damoiselle Isabeau Ledrier, veuve de feu M^e Pierre Vitrac, laquelle y ayant trouvée, nous auroit dit que Isaac, Marie et autre Marie Vitrac, ses enfants, sont présentement absents de la présente maison; et lui ayant demandé si elle ne veut pas venir aux susdites instructions, elle nous auroit fait réponse qu'elle se déterminera au plus tôt sur la réponse qu'elle doit

faire. Et a dit ne pouvoir signer, à cause de la faiblesse de sa vue, en présence desdits sieurs Demontis et Gosset.

Et advenant le lendemain, 14^e dudit mois et an, nous jugé susdit, en continuant d'exécuter les susdits ordres, nous nous sommes transporté, en la compagnie de notre dit greffier, au bourg de Prignonrieux, et en la maison de Marie Crouquau, veuve de feu Simon Lexpleyte, où étant, nous lui avons demandé si elle ne veut pas venir aux instructions qui se font par les révérends pères jésuites le dimanche, mardi et jeudi de chaque semaine, dans le château du duché de La Force, laquelle a fait réponse qu'elle y viendra lorsqu'elle se portera mieux; et n'a signé pour ne savoir écrire, en présence de Abraham Demontis, sieur de La Joubertrie, intendant de mondit seigneur le duc de La Force, et de Claude Gosset, clerc, qui ont signé.

Et nous étant transporté au village de Lansade, en ladite paroisse, en la maison de Hélié Senault, sieur Du Bos-Redon, où étant nous lui aurions demandé s'il ne veut pas venir assister aux susdites instructions qui se font audit château de La Force les jours ci-dessus nommés, icelui nous a fait réponse qu'il n'y veut point venir; et lui ayant demandé pourquoi il n'y veut point venir, icelui nous a répondu qu'il ne croit point pouvoir faire son salut dans la religion catholique, apostolique et romaine. En présence dudit sieur Demontis et dudit Gosset, qui ont signé avec ledit sieur Senault.

Et nous étant ensuite transporté en la maison de damoiselle Marie Gineste, veuve de feu M^e Jean Taver, avocat, à laquelle ayant demandé si elle veut venir aux susdites instructions, icelle nous a fait réponse qu'elle a une fièvre tierce qui ne lui permet pas d'y venir, et que, lorsqu'elle sera guérie, elle verra quelle inspiration elle aura; et sieur Alain Taver, son fils, que nous avons trouvé en ladite présente maison, Pierre et Jean Taver, ses frères, étant absents, qui nous a dit qu'il est fort incommodé, comme il nous a apparu, ce qui cause qu'il n'y peut venir. Et la damoiselle a déclaré ne pouvoir signer, à cause de la faiblesse de sa vue. Fait en présence desdits sieurs Demontis et Gosset, qui ont signé avec ledit sieur Alain Taver.

Et nous étant transporté au lieu des Nebous, en ladite paroisse de Prignonrieux, et maison du sieur Isaac Deville, auquel ayant demandé s'il veut venir aux susdites instructions, lequel nous a fait réponse

qu'il a l'ouïe fort dure, qu'il lui seroit impossible de pounvoir entendre les susdites instructions, et qu'il se donnera pourtant l'honneur de voir au plus tôt Mgr le duc. Et damoiselle Marguerite Gelieu, femme dudit sieur Deville, nous a dit qu'elle est paralytique de la moitié du corps, ce qui l'empêche d'y venir. Et Catherine Deville, leur fille, a fait réponse qu'elle n'y veut point venir. Et l'ayant interrogée pourquoi elle n'y veut point venir, que c'est parce qu'elle ne croit pas de faire son salut dans la religion catholique, apostolique et romaine. En présence desdits sieurs Demontis et Gosset; et a ledit Deville signé avec ladite Gelieu, sa femme, et non leur dite fille, pour ne savoir écrire, de ce enquire.

Et nous étant transporté au lieu du Guel, paroisse dudit Prignonieux, et maison des sieurs Armand et Samuel de Rivasson frères, nous leur aurions demandé s'ils ne veulent pas venir aux susdites instructions, lesquels nous ont répondu qu'ils n'y veulent point venir; laquelle même réponse nous a fait damoiselle Susanne Delpeuch, femme dudit sieur Armand; et les ayant interrogé la raison pourquoi ils n'y veulent pas venir, ils nous ont tous trois répondu qu'ils ne trouvent pas leur salut dans la religion catholique, apostolique et romaine, en présence desdits sieurs Demontis et Gosset, qui ont signé avec lesdits sieurs de Rivasson, et non ladite Delpeuch, pour ne savoir écrire, de ce enquire.

Et nous étant de plus transporté au lieu de Pessiaud, et maison de noble Hélie de Cassieux, sieur dudit lieu, nous lui aurions demandé s'il ne veut pas venir aux susdites instructions qui se font audit château de La Force, les jours ci-dessus nommés, lequel nous auroit fait réponse qu'il n'y peut pas aller; et laquelle même réponse damoiselle Esther de Morin, femme dudit sieur de Cassieux, nous a faite; et leur ayant demandé pourquoi, ils ne nous ont voulu faire aucune réponse; en présence dudit sieur Demontis et dudit Gosset, qui ont signé avec ledit sieur de Cassieux et ladite damoiselle de Morin, et nous ont de plus déclaré que noble Marc-Antoine de Cassieux, leur fils, n'est point en la présente maison.

Et nous étant transporté au lieu de Poumarède, en ladite paroisse de Prigondrieu, et maison de damoiselle Judith Poumeau, veuve de feu M^e Pierre Pineau, à laquelle ayant demandé si elle ne veut pas venir aux susdites instructions qui se font dans ledit château de La Force, icelle nous a fait réponse qu'elle n'y peut pas venir à cause de

sou âge, qui est d'environ quatre-vingts. Et ayant fait la même demande à damoiselle Anne Pineau, veuve de feu sieur Armand Pineau, si elle ne veut pas venir aux susdites instructions, icelle nous a fait réponse qu'elle y viendra si elle peut, en présence dudit sieur Demontis et dudit Gosset, qui ont signé, et non ladite damoiselle Judith Poumeau, pour ne pouvoir, à cause de la faiblesse de sa vue, ni ladite Pineau, pour ne savoir écrire, de ce enquis.

Et advenant le 16^e du susdit mois et an, nous, juge susdit, en compagnie de notre dit greffier, nous étant transporté au bourg d'Eyraud, susdit duché de La Force, maison et domicile de Théophile Mathieu, maître chirurgien, auquel parlant nous lui avons demandé s'il ne veut pas continuer d'assister aux instructions qui se font régulièrement dans le château du duché de La Force, par les révérends pères jésuites, le dimanche, mardi et jeudi de chaque semaine, lequel n'a voulu faire autre réponse, si ce n'est qu'il se donnera l'honneur de voir Mgr le duc du présent duché; et ayant demandé à Marie Rochadet, femme dudit Mathieu, si elle veut venir aussi aux susdites instructions, laquelle a fait réponse qu'elle y viendra quand elle pourra. Et a ledit Mathieu ne vouloir signer, et ladite Rochadet a dit ne savoir signer, de ce enquis. Fait en présence de Pierre Mirac, sieur de La Nauze, et de Claude Gosset, clerc, qui ont signé.

Et nous étant transporté en la maison et domicile de M^e Pierre Martinet, ci-devant notaire et procureur dudit présent duché, nous n'y avons trouvé que Marie Popouls, sa femme, qui nous a dit ledit Martinet être allé du côté du Landes, en la présente paroisse, et que Jean et Marie Martinet, ses enfants, ne sont point aussi au présent lieu; et ayant demandé à ladite Papouls si elle veut venir aux susdites instructions, icelle nous a fait réponse qu'elle ne sait pas si elle y pourra venir. Fait en présence desdits La Nauze et Gosset.

Et nous étant transporté dans la maison de Thomas Dunogier, clerc, habitant dudit bourg d'Eyraud, nous lui aurions aussi demandé s'il ne veut pas venir aux susdites instructions, lequel a fait réponse qu'il y veut venir toutes les fois qu'il pourra, et n'a voulu signer; en présence desdits La Nauze et Gosset.

Et nous étant transporté au lieu de Masdurant, en ladite paroisse d'Eyraud, maison et domicile de damoiselle Anne Gast, veuve de feu sieur Jean de Raymond, à laquelle parlant nous lui avons demandé si

elle ne veut pas venir aux susdites instructions, laquelle a fait réponse que, pour obéir aux ordres de Mgr le duc, elle y viendra le plus souvent qu'elle pourra. Et laquelle même réponse a fait Pierre Raymond, clerc, son fils, et ont déclaré ne vouloir signer, en présence desdits sieurs La Nauze et Gosset.

Et nous étant transporté au lieu de Peyroche, en ladite paroisse d'Eyraud, maison et domicile de Pierre Fourcade, M^e chirurgien, nous n'y avons trouvé que Marqueze Loubradou, sa femme, qui nous a dit ledit Fourcade être allé voir un malade du côté du Tertre, ne sait où ça est; que aussi Charlotte Fourcade, sa fille, n'y est point, icelle étant allée en quelque part, et ne sait où. Et lui ayant demandé si elle ne veut pas venir aux susdites instructions, icelle nous a voulu faire aucune réponse, et n'a signé pour ne savoir, en présence desdits sieurs La Nauze et Gosset.

Et nous étant transporté au lieu du bourg de Bren, maison et domicile de Pierre Gast, sieur de La Nauve, auquel parlant nous lui aurions demandé s'il ne veut pas venir aux susdites instructions, lequel a fait réponse qu'il n'y veut point venir. Et ayant aussi demandé à damoiselle Anne Gast, mère dudit sieur, si elle n'y veut pas aussi venir, laquelle a fait réponse que la crainte qu'elle a d'offenser Dieu l'empêche d'y vouloir venir. Et a ladite dame signé, et non ledit sieur de La Nauve, pour ne l'avoir voulu faire; en présence desdits sieurs La Nauze et Gosset, qui ont signé.

Et nous étant transporté en la maison de damoiselles Marie et Anne Dupuy, filles de feu Elisée Dupuy, sieur de La Mothe, nous leur avons demandé si elles ne veulent pas venir aux susdites instructions; lesquelles, d'un commun accord, ont dit n'y vouloir venir, à cause qu'elles ont été élevées dans une religion qu'elles ne veulent pas abandonner; et nous ont de plus déclaré que Suzon Dupuy, leur sœur, est absente de la présente maison depuis trois jours en ça, et n'ont signé pour ne savoir écrire, de ce enquis. Fait en présence des sieurs La Nauze et Gosset, qui ont signé.

Et nous étant transporté en la maison de M^e Isaac Gast, ci-devant procureur d'office du présent duché, située au susdit lieu du bourg de Bren, nous n'y aurions trouvé que damoiselle Charlotte Gast, sa fille aînée, laquelle nous auroit dit ledit sieur son père être absent, et aussi Marguerite et Anne Gast, ses sœurs; et ayant demandé à ladite damoiselle Charlotte si elle ne veut pas venir aux susdites instrue-

tions, icelle a fait réponse que non ; et l'ayant interrogée pourquoi , elle a dit qu'elle a ses raisons. Et n'a signé pour ne savoir écrire, de ce enquis en présence desdits sieurs de La Nauze et Gosset, qui ont signé.

Et advenant le 17^e du susdit mois et an, nous, juge susdit, en continuant d'exécuter les susdits ordres de Mgr du présent duché de La Force, nous nous serions derechef transporté en ladite paroisse d'Eyraud, et lieu appelé de la Marchande, maison et domicile de Jacques Miquel, maréchal, en compagnie de notre dit greffier ; où étant et parlant à lui, nous lui aurions demandé s'il ne veut pas venir aux instructions qui se font régulièrement par les révérends pères jésuites, dans le château du présent duché, le dimanche, mardi et jeudi de chaque semaine, lequel a fait réponse qu'il y veut venir, et semblable réponse a fait Isabeau Babi, sa belle-sœur ; et a ledit Miquel signé, et non ladite Babi, pour ne savoir écrire, de ce enquis. Fait en présence de noble Etienne de Laval, écuyer, sieur du Faure, et écuyer de mondit seigneur, et de Claude Gosset, clerc, qui ont aussi signé avec nous et notre dit greffier.

Et nous étant transporté en ladite paroisse d'Eyraud, maison et domicile de Pierre Ortion, clerc, auquel parlant nous lui aurions demandé s'il ne veut pas venir aux susdites instructions, qui se font au susdit château, les jours ci-dessus nommés, lequel a fait réponse qu'il y veut venir ; et nous a de plus déclaré que Marguerite Ortion, sa sœur, n'est pas au présent lieu. Et a signé en présence dudit sieur de Laval et dudit Gosset, qui ont aussi signé avec nous et notre dit greffier.

Et nous étant transporté en la maison de Marie Guilhen, veuve de feu Etienne Chassaing, M^e chirurgien, habitante du susdit village des Masseries, à laquelle parlant nous lui aurions demandé si elle veut venir aux susdites instructions, laquelle a fait réponse qu'elle y veut venir ; et nous a déclaré que Jean Chassaing, garçon chirurgien, son fils, et Anne Chassaing, sa fille, ne sont pas au présent lieu, étant allés en la ville de Sainte-Foy. Et n'a signé, pour ne savoir écrire, de ce enquis, en présence dudit sieur de Laval et dudit Gosset, qui ont signé avec nous et notre greffier.

Et pour une seconde fois nous étant transporté au susdit lieu du bourg de Bren, en ladite paroisse d'Eyraud, maison et domicile du

sieur Pierre Arpheille, nous n'y aurions trouvé que damoiselle Judith Brejon, sa femme, laquelle nous a dit le sieur son mari être en la ville de Bergerac; et lui ayant demandé si elle ne veut pas venir aux susdites instructions, laquelle nous a fait réponse qu'elle y viendra tout autant qu'il lui sera possible; et a dit qu'elle croit que ledit sieur son mari y viendra demain. Et n'a signé, pour ne savoir écrire, de ce enquis, en présence dudit sieur de Laval et dudit Gosset.

Et nous étant transporté en la maison de damoiselle Jaquelle Sallèse, veuve de feu Pierre Brejon, vivant ministre, nous ne l'y aurions point trouvée, mais seulement damoiselle Marie Brejon, sa fille, laquelle nous a dit sadite mère être allée puis quatre jours en ça voir un sien frère au lieu de Gabaudun; et ayant demandé à ladite damoiselle Brejon si elle ne veut pas venir aux susdites instructions, icelle nous a fait réponse qu'elle y viendra tant qu'elle pourra, et a signé. Fait en présence dudit sieur de Laval et dudit Gosset, qui ont signé avec nous.

Et nous étant pour une seconde fois transporté dans la paroisse de La Force et au village de Gonneau, maison et domicile de Simon Es-gonneau, seieur, auquel parlant nous lui avons demandé s'il ne veut pas venir aux susdites instructions, lequel a fait réponse que lorsqu'il se portera bien il se donnera l'honneur de venir voir Mgr pour lui dire son sentiment. Et a signé en présence dudit sieur de Laval et dudit Gosset, qui ont signé avec nous.

Et nous étant transporté au village del Mas, maison et domicile du sieur Elic Delprat, auquel parlant nous lui avons demandé s'il veut venir aux susdites instructions, lequel a fait réponse qu'il y viendra demain et les autres jours, et tout autant qu'il lui sera possible; et ayant demandé à damoiselle Isabeau Albert, sa femme, elle ne nous a voulu faire aucune réponse, nonobstant les injonctions que nous lui avons faites. Et a ledit sieur Delprat signé, et non ladite Albert, pour ne savoir écrire, de ce enquis, en présence dudit sieur de Laval et dudit Gosset, qui ont aussi signé avec nous et notre dit greffier.

Et nous étant transporté au village de Jacob, en ladite paroisse de La Force, maison et domicile de M^e François Delpuech, ci-devant notaire et procureur du présent duché, où étant et parlant à lui nous lui avons demandé s'il veut continuer de venir aux susdites instructions, lequel a fait réponse qu'il veut continuer; et ayant demandé à damoiselle Isabeau Hugon, femme dudit Delpuech, et Anne Del-

peuch, sa fille, si elles veulent aussi venir aux susdites instructions, elles nous ont dit que non ; et leur ayant demandé la raison pourquoi, elles *n'ont voulu faire aucune réponse*. Et a ledit Delpauch signé et non ladite Hugon ni ladite Delpauch, pour ne savoir écrire ; de ce enquis, en présence dudit sieur de Laval et dudit Gosset, qui ont aussi signé avec nous et notre dit greffier.

Et nous étant derechef transporté dans le bourg de La Force, maison et domicile de M^e Jacques Dejean, ci-devant lieutenant du présent duché, auquel parlant nous lui avons demandé s'il veut venir aux susdites instructions, lequel n'a voulu faire aucune réponse. Et lui ayant enjoint de ce faire, lui déclarant que son silence sera pris pour un refus, icelui *a persisté de ne vouloir rien répondre*. Et ayant demandé à damoiselle Jouassine Pellet, sa femme, si elle veut aussi venir aux susdites instructions, icelle nous a dit *n'avoir aucune réponse à faire*. Et lui ayant aussi enjoint de nous déclarer précisément si elle veut venir, oui ou non, aux susdites instructions, lui déclarant que son silence sera pris pour refus, icelle *n'a voulu encore rien répondre*. Et n'a voulu ledit sieur Dejean signer ; et ladite Pellet a déclaré ne savoir, de ce enquis. Fait en présence dudit sieur de Laval et dudit Gosset, qui ont signé avec nous et notre dit greffier.

Et nous étant transporté en la maison de sieur Jean Laporte, homme d'armes habitant du présent bourg, auquel parlant nous lui avons demandé s'il veut venir aux susdites instructions, lequel a fait réponse qu'*il y viendra demain et continuera* ; et lui ayant demandé où est Marie Montaud, sa mère, et autre Marie Montaud, sa tante, veuve de feu Jean Monnet, icelui nous a dit être présentement absentes de la présente maison. Et a signé en présence dudit sieur de Laval et dudit Gosset, qui ont aussi signé avec nous et notre dit greffier.

Et nous étant transporté en la maison de M^e Pierre Marchand, ci-devant notaire et procureur, située au présent bourg, nous ne l'y avons pas trouvé, mais seulement damoiselle Anne Delpauch, sa femme, laquelle nous a dit son mari être absent du présent lieu depuis ce matin, icelui s'en étant allé pour acheter du vin du côté de La Veyssière ; et lui ayant demandé si elle ne veut pas venir aux susdites instructions, elle nous a dit *n'y vouloir pas venir* ; et l'ayant interrogée pourquoi, icelle nous a fait réponse qu'*elle croit de ne pas bien faire*. Et ayant demandé à Madeleine Marchant si elle veut aussi

venir aux susdites instructions, icelle nous a fait réponse *n'y vouloir pas venir, parce qu'elle ne croit pas y pouvoir faire son salut*. Et n'ont signé pour ne savoir écrire, de ce enquis en présence dudit sieur de Laval et dudit Gosset, qui ont signé avec nous et notre dit greffier.

Et advenant le 18^e du susdit mois et an, nous juge susdit nous étant derechef transporté audit bourg de La Force et maison de Marie Bouchet, veuve de feu Jean Souget, Me chirurgien, à laquelle parlant nous lui aurions demandé si elle ne veut pas continuer de venir aux susdites instructions, laquelle a fait réponse *qu'elle veut continuer*. Et a signé en présence de noble Etienne de Laval, écuyer, sieur du Faure, et écuyer de mondit seigneur, et de Claude Gosset, qui ont aussi signé avec nous et notre dit greffier.

Et nous étant transporté en la maison de Daniel Casenave, Me chirurgien, auquel parlant nous lui avons demandé s'il veut continuer de venir aux susdites instructions, lequel a fait réponse *vouloir continuer*. Et a signé en présence dudit sieur de Laval et dudit Gosset, clere, qui ont aussi signé avec nous et notre dit greffier.

Et nous étant transporté au village de Coste, en ladite paroisse de La Force, maison et domicile de damoiselle Anne Delpuech, veuve de feu sieur Jean Dupuy, où étant nous n'y aurions trouvé que Anne Dupuy, sa fille, qui nous a dit sadite mère être allée du côté de Sirboulet, et que Jean-Hélie et Pierre Dupuy, ses frères, sont au Lesches, en la juridiction de Mussidan; et lui ayant demandé si elle veut venir aux susdites instructions, icelle nous a fait réponse *qu'elle y veut venir*. Et n'a signé pour ne savoir écrire, de ce enquis en présence desdits sieur de Laval et Gosset, qui ont signé avec nous et notre dit greffier.

Et advenant le 19^e du susdit mois et an, nous juge susdit nous étant transporté pour une seconde fois en la paroisse de Prignonrieux, susdit duché de La Force, et au lieu appelé Contancie, maison et domicile du sieur Pierre Rayneau, où étant nous n'y aurions trouvé que damoiselle sa femme, laquelle n'auroit voulu dire son nom; et lui ayant demandé si elle ne veut venir aux instructions qui se font régulièrement le dimanche, mardi et jeudi de chaque semaine, dans le château de mondit seigneur duc de La Force, du présent duché, icelle nous a fait réponse *qu'elle n'y veut point venir*; et lui ayant

demandé la raison pourquoi, *elle ne nous a voulu rien répondre* ; et lui ayant de plus demandé où étoit ledit sieur Raynaud, son mari, icelle nous a répondu qu'il est allé depuis ce matin en la ville de Bergerac. Et n'a signé pour ne savoir écrire, de ce enquis en présence dudit sieur de Laval et dudit Gosset, clerc, qui ont signé avec nous et notre dit greffier,

Et nous étant transporté au lieu de Concombre, en ladite paroisse de Prignonieux, maison et domicile de sieur François de Lespinasse, auquel parlant nous lui aurions demandé s'il ne veut pas venir aux susdites instructions, lequel a fait réponse qu'il n'y veut point venir ; et l'ayant interrogé pourquoi, icelui n'a voulu répondre autre chose, si ce n'est *qu'il n'y veut pas venir* ; et lui ayant demandé où étoit damoiselle Marie Vidal, sa femme, icelui nous a dit qu'elle est en la ville de Bragerac. Et n'a voulu signer, bien que nous lui ayons enjoint de ce faire, en présence dudit sieur de Laval et dudit Gosset, clerc, qui ont signé avec nous et notre dit greffier.

Et nous étant transporté au lieu de Simondie, en ladite paroisse de Prignonieux, maison et domicile de sieur Jean Sorbier, où nous n'y avons trouvé que sieur Jacques et damoiselle Marguerite Sorbier, ses enfants, lesquels nous auroient dit ledit sieur Sorbier, leur père, être allé depuis ce matin en la ville de Bragerac, et damoiselle leur mère être allée du côté de Lansade, en ladite présente paroisse ; et ayant demandé audit sieur et à ladite damoiselle s'ils ne veulent point venir aux susdites instructions, lesquels d'une commune voix et accord ont dit *n'y vouloir venir, à cause qu'ils ne croient pas y pouvoir faire leur salut*. Et a ledit sieur Sorbier signé, et non ladite damoiselle sa sœur, pour ne savoir écrire. Fait en présence dudit sieur de Laval et dudit Gosset, qui ont signé avec nous et notre dit greffier.

Et nous étant transporté au village de Peymilou, en ladite paroisse de Prignonieux, maison et domicile de Hélié Lajugie, M^e chirurgien, auquel parlant nous lui aurions demandé s'il veut venir aux susdites instructions, lequel a fait réponse *y vouloir venir tout autant qu'il lui sera possible*. Et a signé en présence dudit sieur de Laval et dudit Gosset, qui ont aussi signé avec nous et notre dit greffier.

Et nous étant transporté au même lieu, en la maison de Isaac Chancougne, M^e chirurgien, nous n'y avons trouvé que sa femme, laquelle n'a voulu dire son nom ; et lui ayant demandé si elle veut venir aux susdites instructions, *laquelle a fait réponse que non* ; et

interrogée pourquoi, a dit *qu'elle croit ne pouvoir pas faire son salut dans la religion catholique, apostolique et romaine*. Et lui ayant demandé où est son dit mari, elle a dit qu'il est allé en la ville de Bergerac depuis ce matin. Et n'a signé pour ne savoir écrire, de ce enquis, en présence dudit sieur de Laval et dudit Gosset, qui ont signé avec nous et notre dit greffier.

Et nous étant transporté en la paroisse de Lunas, au susdit duché de La Force et lieu appelé de Chadourne, maison et domicile de M^e Barthélemy Grimard, ci-devant notaire du présent duché, où nous ne l'aurions point trouvé, mais seulement Marie de Lespinasse, sa femme, qui nous a dit qu'icelui s'en seroit allé depuis ce matin ne sait où; et ne sait point aussi où sont Jean Grimard, son fils, ni aussi Marie et autre Marie, et encore autre Marie Grimard, ses filles, qui s'en sont allées après diné, et ne sait aussi où elles sont; et lui ayant demandé si elle ne veut point venir aux susdites instructions, icelle nous a fait réponse qu'elle a été si fort malade, et qu'elle est, à cause de ce, si faible, *qu'elle n'y sauroit venir*. Interrogée si lorsqu'elle se portera mieux elle y viendra, à quoi elle nous a fait réponse *qu'elle ne sait pas ce que Dieu lui inspirera, et n'a voulu faire autre réponse*. Et n'a signé pour ne savoir, de ce enquis; présent M. le curé de la présente paroisse et lesdits sieur de Laval et Gosset, qui ont signé avec nous et notre dit greffier.

Et nous étant transporté dans la paroisse de Saint-George, susdit duché de La Force, au lieu appelé de Laubanie, en la maison de Pierre Bonnet, clerc, où étant et parlant à lui nous lui avons demandé s'il ne veut pas venir aux susdites instructions, qui se font dans ledit château de La Force, les jours des autres parts nommés, lequel a fait réponse y vouloir venir; et laquelle même réponse a fait Catherine Bonnet, sa sœur, et Marie Gautier, femme de Elie Bonnet, qui nous a dit icelui Bonnet, son mari, être absent; et nous a dit *qu'elle est si fort malade*, comme il nous a apparu, *qui l'empêche y pouvoir venir*, mais que *si elle se porte mieux elle y viendra*. Et a ledit Bonnet signé, et non ladite Bonnet et Gautier, pour ne savoir, de ce enquis en présence dudit de Laval et dudit Gosset, clerc, qui ont aussi signé avec nous et notre dit greffier.

Et nous étant encore transporté en la paroisse de Prigonriens, au lieu de Sirboulet, maison et domicile de damoiselle Jeanne Bruzel, veuve de feu M^e Elie Delpuech, où étant et parlant à elle nous lui

aurions demandé si elle veut continuer de venir aux susdites instructions, qui se font au susdit château, les jours ci-dessus nommés, icelle a fait réponse qu'*elle continuera tout autant qu'elle pourra*. Et ayant demandé à M^e Jean Delpauch, fils de ladite Bruzel, s'il ne veut pas aussi venir aux susdites instructions, icelui nous a dit qu'*il n'y veut pas venir*; et lui ayant demandé la raison pourquoi, icelui a *persisté à dire qu'il n'y veut pas venir*. Et ayant demandé à Anne Delpauch si elle ne veut pas aussi venir aux susdites instructions, icelle a fait réponse qu'*elle n'y veut pas venir*; et lui ayant demandé la raison pourquoi, icelle a persisté à dire qu'*elle n'y veut pas venir*. Et n'a signé ni ladite Bruzel, pour ne savoir écrire, de ce enquis; et a ledit Delpauch déclaré ne vouloir signer; et nous ont dit, tant ladite Bruzel que ledit Delpauch, Pierre Delpauch, leur frère, être allé à Gnaumaret, en la juridiction de Montaud, le tout en présence dudit sieur de Laval et dudit Gosset, clerc, qui ont signé avec nous et notre dit greffier.

Et de ladite maison nous sommes transporté en la maison de M^e Elie Delpauch, procureur en la cour du présent duché, auquel parlant lui avons demandé s'il veut continuer de venir aux susdites instructions, lequel a dit vouloir continuer; et ayant demandé à Jeanne et Marthe Delpauch, ses sœurs, si elles y veulent aussi venir, elles nous ont dit y vouloir venir; et nous ont tous trois dit que Jacques Delpauch, leur frère, est allé au bourg d'Issat, en la juridiction de Montréal. Et a ledit Delpauch signé, et non sesdites sœurs, pour ne savoir écrire, de ce enquis en présence dudit sieur de Laval et dudit Gosset, clerc, qui ont aussi signé avec nous et notre dit greffier. Ainsi signé : Laval, De Lespinasse, juge, Gosset, etc., Delpauch et Lassaigue, greffier.

III. Procès-verbaux du 12 au 22 novembre 1699.

(Voir ci-dessus, pages 154 et 155.)

Le 12^e jour de novembre 1699, au château de La Force, à trois heures après midi, en présence de Mgr le duc de La Force et des révérends Pères de Janvelle et Birot, de la Compagnie de Jésus, et des autres témoins ci-dessous nommés, ont comparu :

1. Jeanne Cramas, femme d'Elie Lacoste, de la paroisse de La Force, village de la Lande;

2. Marie Delbaux, femme de Pierre Gody, village des Phélix, susdite paroisse;
3. Anne Laville, veuve de Jean Gody, susdit village, susdite par.;
4. Thomas Coulombes, susdit village, susdite paroisse;
5. Pierre Delpeuch, village de Jacob, susdite paroisse;
6. Jean Couleau, dit Janguet, village de la Lande, susdite paroisse;
7. Pierre Meize, dit Bistot, village de Picou, susdite paroisse;
8. Guilhen Lagrange, recouvreur, village de Recurt, susdite par.;
9. Jean Mouraud, village de Silhet, susdite paroisse;
10. Daniel Grolière, village de Recurt, susdite paroisse;
11. Jean Marteau, village de Girod, susdite paroisse;
12. Anne Hélix, village de Gironnet, susdite paroisse;
13. Marie Coulaud, village de la Lande, susdite paroisse;
14. Jean Salau, village de Picou, susdite paroisse;
15. Elie Brugières, tisserant, village de Marsal, susdite paroisse;
16. Jean Rebeyrol, village de Priou, susdite paroisse;
17. Elie Delpeuch, premier-né, village de Bitarel, susdite paroisse;
18. Jacques Vincenot, village de Picou, susdite paroisse;
19. Elie Lacoste, fils de feu François, village de la Lande, susd. par.;
20. Pierre Bonnet, fils de feu Charles, village de Chadau, susd. par.;
21. Elie Lacoste, l'aîné, village de la Lande, susdite paroisse;
22. Jeanne Gautier, veuve d'Etienne Villatte, village de la Lande, susdite paroisse;
23. Marthe Clauchoux, femme de Jacques Besse, village de Recurt, susdite paroisse;
24. Marie Rebeyrol, village de Gironnet, susdite paroisse;
25. Anne Bagengette, femme de Jean Bonnet, village de Marsal, susdite paroisse;
26. Jean Blondy-Faure, village de Recurt, susdite paroisse;
27. Jean Gautier, village de Picou, susdite paroisse;
28. Jean Mallet, village de Gravette, susdite paroisse;
29. Jean Rey, village des Alains, susdite paroisse;
30. Jean Gautier, village de Gironnet, susdite paroisse;
31. Jacques Borie, receveur de Mgr le duc de La Force;
32. Isaac Guilhen, dit Fois, village de Gironnet, susdite paroisse;
33. Susanne Charpentier, femme de Jacques Borie;

Tous lesquels, de bonne volonté et plein gré, ont déclaré avoir discontinué de faire leur devoir de catholiques, apostoliques et ro-

main, et ont promis solennellement de faire ledit devoir de catholiques, apostoliques et romains régulièrement dans la suite. Ainsi signé : De Caumont, duc de La Force; de Janvelle, de la Compagnie de Jésus; Birot, de la Compagnie de Jésus; Guibert, curé de La Force; Liot, Lanauze, Laforest, Borie, et Susanne Charpentier.

Le 13^e jour de novembre 1699, à onze heures du matin, au château et duché de La Force, en Périgord, en présence de Mgr le duc de La Force, du révérend père Birot, de la Compagnie de Jésus, et des autres soussignés, ont comparu :

Jean Gast, maître chirurgien, demeurant au bourg de La Force;
Jean Delmas, du village des Alains, paroisse de La Force;
Jean Diodé, recouvreur, même village, même paroisse;
Elie Rey, meunier, du bourg de Bren, paroisse d'Eyraud;

Tous lesquels, de leur bonne volonté et plein gré, ont déclaré avoir discontinué de faire leur devoir de catholiques, apostoliques et romains, et ont promis solennellement de faire ledit devoir de catholiques, apostoliques et romains régulièrement dans la suite. Ainsi signé : De Caumont, duc de La Force; Birot, de la Compagnie de Jésus; Demontis, Liot, Laforest et Gast.

Ledit jour 13^e de novembre 1699, à une heure après midi, au château et duché de La Force, en Périgord, en présence de Mgr le duc de La Force, du révérend père Birot, de la Compagnie de Jésus, et des autres soussignés, ont comparu :

1. Etienne Chazot, batelier, du village de Riandolle;
2. Jean Desplat, du village de Silhet;
3. Jean Lespinasse, batelier, du village de Riandolle;
4. Jean Mouret, de la paroisse d'Eyraud;
5. Marie Hélix, du village de Gironnet;
6. Jean Laporte, du bourg de La Force;
7. Thomas Reynot, du village de Silhet;
8. Jean Delpeyrac, du village de Recurt;
9. Abraham Espagnol, du village de Silhet;
10. Pierre Mazet, de la paroisse d'Eyraud;
11. Jeanne Mazet, même paroisse;
12. Hélie Mazet, même paroisse;
13. Pierre Bernou, du village de la Biarnaise;

14. Jean Couillou, même village ;
15. Jacques Delfour, de la paroisse d'Eyraud ;
16. Jean Simonnet, même paroisse ;
17. Simon Lavigne, même paroisse ;
18. Etienne Vigier, même paroisse ;
19. Jean Berger, même paroisse ;
20. Isaac Verprat, de la paroisse de La Force ;
21. Pierre Delabat, paroisse d'Eyraud ;
22. Jean Berger, l'ainé, même paroisse ;
23. Hélié Seyrat, même paroisse ;
24. Jean Peytavy, même paroisse ;

Tous lesquels, de leur bonne volonté et plein gré, ont déclaré avoir discontinué de faire leur devoir de catholiques, apostoliques et romains, et ont promis solennellement de faire leur devoir de catholiques, apostoliques et romains régulièrement dans la suite. Ainsi signé : De Caumont, duc de La Force ; Birot et Janvelle, de la Compagnie de Jésus ; Guibert, curé de La Force ; Mouraigné, curé d'Eyraud ; Arnoulh, curé de Gardonne ; Cadaillon, Liot, Laporte, et Pierre Mazet.

Ledit jour 13^e novembre 1699, à trois heures après midi, au château et duché de La Force, en Périgord, en présence de Mgr le duc de La Force, du R. P. Birot, de la Compagnie de Jésus, et des autres soussignés, ont comparu :

Thony Borde, paroisse d'Eyraud ;	Anne Gros, par. de La Force ;
Pierre Blondy, »	Pierre Imbert, par. d'Eyraud ;
Jean Lajugie, »	Etienne Ouvrard, »
François Petasson, »	Jean Badet, par. de Prigonrieux ;
Jean Loubia, »	Pierre Mauren, par. d'Eyraud ;
Hélié Foucaud, »	Joseph Fourcade, »
Jean Villatte, »	Jean Vallet, »
Pierre Salau, »	Jean Vincens, »
Isaac Guilhen, »	François Orton, »
Jean Baraud, »	Jacques Aubrit, »
Jean Faye, »	Simon Desplat, »
Jean Guilhen, »	Etienne Bonny, »
Mathieu Pernet, »	Jean Salau, »
Pierre Loubiat, »	Pierre Luneau, »

Pierre Fourcade, dit		Jean Desplat,
Mouraud,	»	Pierré Vedes,
Jean Perrot,	»	François Guilhen,
Jacques Anguis,	»	Jean Croux, granger de mondit
Jean Peitavy,	»	seigneur duc de La Force;

Tous lesquels, de leur bonne volonté et plein gré, ont déclaré avoir discontinué de faire leur devoir de catholiques, apostoliques et romains, et ont promis solennellement de faire leur devoir de catholiques, apostoliques et romains régulièrement dans la suite. Ainsi signé : De Caumont, duc de La Force; Birot et Janvelle, de la Compagnie de Jésus; Guibert, Mouraigne, Arnoulh, prêtres et curés; La Nauze, Liot et Guilhen.

Le 15^e jour de novembre 1699, au château et duché de La Force, en Périgord, en présence des soussignés Mgr le duc de La Force et des R. P. Janvelle et Birot, de la Compagnie de Jésus, ont comparu :

Elie Peyrignier, jardinier de mondit seigneur le duc de La Force;

Jacques Peyrignier, fils dudit Elie, qui a signé ci-dessous;

André Peyrignier, aussi fils dudit Elie, qui a aussi signé;

Jacques Pinot, de la paroisse d'Eyraud;

Jean Poujade, autre jardinier de mondit seigneur;

Pierre Bordes, boulanger de mondit seigneur;

Tous lesquels, de leur bonne volonté et plein gré, ont déclaré avoir discontinué de faire leur devoir de catholiques, apostoliques et romains, et ont promis solennellement de faire le devoir de catholiques, apostoliques et romains régulièrement dans la suite. Ainsi signé : De Caumont, duc de La Force; Janvelle et Birot, de la Compagnie de Jésus; Demontis, Liot, Jacques Peyrignier et André Peyrignier.

Le 14^e jour de novembre 1699, au château et duché de La Force, en Périgord, en présence de Mgr le duc de La Force et des R. P. de Janvelle et Birot, de la Compagnie de Jésus, et des soussignés, ont comparu :

Marie Bouchet, veuve de feu Jean Songet, chirurgien du bourg de La Force;

Pierre Villemonteix, du village de Madurand d'Eyraud;

Salomon Nicolas, paroisse d'Eyraud;

Pierre Fourcade, village de Madurand, paroisse d'Eyraud;

Jean Garie, du village des Barrauds, paroisse d'Eyraud;
 Marie Amblard, du village de la Lande, paroisse de La Force;
 Maître François Delpeuch, notaire du village de Jacob, paroisse de La Force, soussigné;
 Pierre Lavau, du village de Madurand, paroisse d'Eyraud;
 Jean Brin, du village de Madurand, paroisse d'Eyraud;
 Marthe Boé, de la paroisse de La Force;
 Jeanne Reynaud, de la paroisse de La Force;
 Marie Chabrier, du village de Marsal, paroisse de La Force;
 Jean Bonnet, dit la Rose, village de Madurand, paroisse de La Force;

Marie Dupuy, femme de maître Jean Gast, chirurgien de La Force;
 Tous lesquels, de leur bonne volonté et plein gré, ont déclaré avoir discontinué de faire leur devoir de catholiques, apostoliques et romains, et ont promis solennellement de faire leur devoir de catholiques, apostoliques et romains régulièrement dans la suite. Ainsi signé : De Caumont, duc de La Force; de Janvelle et Birot, de la Compagnie de Jésus; Mouraigne, curé d'Eyraud, et Delpeuch.

Le 15^e jour du mois de novembre 1699, en la chapelle du château et duché de La Force, en présence de Mgr le duc de La Force et des R. P. de Janvelle et Birot, de la Compagnie de Jésus, et des autres témoins soussignés, toutes les personnes dont les noms sont contenus dans la 1^{re}, 2^e, 3^e, 4^e et 5^e page du présent registre, après avoir assisté à la sainte messe et ouï la prédication, ont réitéré à haute voix et à genoux les mêmes protestations ci-devant faites de vivre et mourir dans la religion catholique, apostolique et romaine. Ainsi signé : De Caumont, duc de La Force; Birot, de la Compagnie de Jésus; de Lespinasse, juge de La Force; Mouraigne, prêtre et curé d'Eyraud; De Lespinasse et Dangrezat.

Le 15^e jour de novembre 1699, en la chapelle du duché du château de La Force, en Périgord, en présence de Mgr le duc de La Force et des R. P. de Janvelle et Birot, de la Compagnie de Jésus, et des autres témoins soussignés, ont comparu :

Pierre Lajaunie, dit Chambaret, du bourg de La Force;
 Pierre Simonnet, dit Frizon, de Madurand;
 Jean de Laurier, dit Jaumet;

Jean Goullard, des Masseries;
 Jean Mespeyrot, de Madurand;
 Jean Amblard, dit Dauriac, de la Lande;
 Jean Chieze, des Tullens;
 Autre Jean Chieze, des Tullens;
 Jacques Chignet, de Madurand;
 Jean Lavau, des Vignaux;
 Marie Brugiere, de Marsal;
 Pierre Vedes, meunier, de Madurand;
 Isaac Delpeuch, de Bitarel;
 Henry Preignan, de La Force;
 Marie Lagrange, de Marsal;
 Anne Baratel, de la Lande;
 Judith Nicolas, femme de Jean Rebeyrol, de Picou;
 Jean Bagengette, d'Eyraud;
 Charles Gody, du bourg de Bren;
 Pierre Devaux, laboureur, des Gaillardoux;
 Jean de Lescure-Peyrat, de la Nause;
 Mathieu Prioreau, de la Lande;
 Isabeau Escarmant, veuve à feu Camredon;
 Alexandre Lâvau, tailleur, de Madurand;
 Jean Pauly, tailleur, de Porneuf;
 Jacques Bandu, des Tullens;
 Pierre Deffreix, laboureur, de Madurand;
 Jaques Lajaunie, du bourg de La Force;
 Pierre Tocheport, du village des Gaillardoux;
 Elie Laville, des Barrauds;
 Jean Laville, des Barrauds;
 Pierre Prugnie, des Barrauds;
 Jean Prugnie, des Barrauds;
 Jacques Amblard, de Marsal;
 Pierre Delpech, de Bitarel;
 Pierre Barrière, des Barrauds;
 Jean Massiot, de Madurand;
 Pierre Barraud, tailleur, de Moulat;
 Jeanne Labonne, de Lavergne;
 François Dubois, meunier, de la Marchande;
 Marguerite Bazergue, femme de la Rose, de Silhet;

Anne Fournier, de Silhet ;
 Jeanne Bois, des Ferons ;
 Pierre Rebeyrol, de Recurt ;
 Marguerite Rey, fiancée à feu Fronton ;
 Madeleine Ducoux, de la Beille, fiancée de Loubia jeune ;
 Jeanne de Lescure-Peyrat, fille de Jenu, de la Nauze ;
 Anne Escure-Peyrat, de la Nause ;

Tous lesquels, de leur bonne volonté et plein gré, après avoir assisté à la sainte messe et entendu la prédication, ont déclaré avoir discontinué de faire leur devoir de catholiques, apostoliques et romains, et ont promis solennellement, publiquement et à genoux, de faire régulièrement leur dit devoir de catholiques, apostoliques et romains dans la suite, et de vivre et mourir dans ladite religion. Ainsi signé : De Caumont, duc de La Force ; de Lespinasse, juge ; Mouraigue, curé d'Eyraud ; de Lespinasse, procureur d'office, et Dangrezat et Birot, de la Compagnie de Jésus.

Le 15^e jour de novembre 1699, en la chapelle du château du duché de La Force, en Périgord, à quatre heures après midi, en présence de Mgr le duc de La Force et des R. P. Janvelle et Birot, et des autres témoins soussignés, ont comparu :

Elie de Vandecosse, paroisse de La Force ;
 Pierre Salaud, paroisse de La Force ;
 Jaques Lagorse, tailleur, paroisse d'Eyraud ;
 Hélié Delpeuch, procureur, de la paroisse de Prignonrieux ;
 Judith Vernojoul, paroisse de La Force ;
 Marie Graulière, paroisse de La Force ;
 Jeanne et Marthe Delpeuch, sœurs, de la paroisse de Prignonrieux ;
 Marie Delpeuch, femme du sieur Degranges ;
 François Delpeyrat ;
 Jeanne Delmas, paroisse de La Force ;
 Jean Fretillière, paroisse d'Eyraud ;
 Marthe Roux, paroisse de Prignonrieux ;
 Zacharie Brugièrre, paroisse de La Force ;
 Isabeau Songet, fille de feu Jean Songet, chirurgien ;
 Pierre Reynaud, paroisse de La Force ;
 Pierre Bousqueyrol, paroisse d'Eyraud ;
 Tous lesquels, de leur bonne volonté et plein gré, ont déclaré avoir

discontinué de faire leur devoir de catholiques, apostoliques et romains, et ont promis solennellement et publiquement de faire régulièrement leur dit devoir dans la suite, et de vivre et mourir dans la dite religion catholique, apostolique et romaine. Ainsi signé : De Caumont, duc de La Force; de Lespinasse; Mouraigue, curé d'Eyraud; Masson, curé de Lunas; et Janvelle et Birot, de la Compagnie de Jésus; Marie Delpeuch et Bousqueyrol.

Le 19^e jour de novembre 1699, au château et duché de La Force, en Périgord, en présence de Mgr le duc de La Force, du R. P. de Janvelle, de la Compagnie de Jésus, et des autres témoins ci-dessous nommés, à cinq heures du soir, ont comparu Marguerite Escat, fille à feu Pierre Escat, de Madurand; Marie Coulaud, fille de Jacques Cadiau, de Silhet, lesquelles, de leur bonne volonté et plein gré, ont déclaré avoir discontinué de faire leur devoir de catholiques, apostoliques et romains, depuis leur conversion, et ont promis solennellement de faire leur dit devoir régulièrement et de vivre et mourir dans la religion catholique, apostolique et romaine. Ainsi signé : De Caumont, duc de La Force, P. Janvelle et Borie.

Le 20^e novembre 1699, au château et duché de La Force, en Périgord, en présence de Mgr le duc de La Force, du R. P. de Janvelle, de la Compagnie de Jésus, et des autres témoins ci-dessous nommés, à onze heures du matin, ont comparu :

Pierre Castanet, clerc, du village de Giral;

Jean de la Jugie, dit brave Jean, garde-forests;

Pierre Esturgon, arpenteur, du village de Soussignat;

Jacques Lavaud, tisserant, du village de Peylavaud;

Jean Lavaud, clerc, du village de Tancone;

Jacques Delpech, praticien, du village de Sirboulet;

Jean Delajugie, dit Malherbe, de Tancone;

Henri Barraudon, de Peyrel;

Lesquels, de leur bonne volonté et plein gré, ont déclaré avoir discontinué de faire leur devoir de catholiques, apostoliques et romains, depuis leur conversion, et ont promis solennellement de faire leur dit devoir régulièrement et de vivre et mourir dans la religion catholique, apostolique et romaine. Ainsi signé : De Caumont, duc de

La Force; de Janvelle, de Rivières, Massat, curé de Prigonrieux; Borie, Cartaud, Esturgon, Delpech et Lavau.

Le 20^e novembre 1699, au château et duché de La Force, en Périgord, en présence de Mgr le duc de La Force, du R. P. Janvelle, de la Compagnie de Jésus, et des autres témoins ci-dessous nommés, à trois heures du soir, ont comparu :

François Esturgon, de Peyrel;

Anné Barraudon, de Sirboulet;

Jean Léonardon-Faure, des Jugues;

Jean Briant, des Jugues;

Jean Léonardon, dit Pantu, des Jugues;

Lesquels, de leur bonne volonté et plein gré, ont déclaré avoir discontinué de faire leur devoir de catholiques, apostoliques et romains depuis leur conversion, et ont promis solennellement de faire leur dit devoir régulièrement et de vivre et mourir dans la religion catholique, apostolique et romaine. Ainsi signé : De Caumont, duc de La Force, de Janvelle, de Birot, et Borie.

Le 20^e jour de novembre 1699, à sept heures du soir, au château et duché de La Force, en Périgord, en présence de Mgr le duc de La Force, des R. P. Janvelle et Birot, de la Compagnie de Jésus; de MM. les curés de Roquepine et de Faurillies, diocèse de Sarlat, a comparu Jean Bouyssany, clerc, du village de Marville, paroisse de Prigonrieux, âgé de 40 ans ou environ, lequel, de son bon gré et pleine volonté, a déclaré avoir discontinué de faire son devoir de catholique, apostolique et romain, et a promis volontairement de faire son devoir dans l'avenir et de vivre et mourir dans ladite religion catholique, apostolique et romaine. Et a signé ainsi : De Caumont, duc de La Force; de Janvelle et Birot, de la Compagnie de Jésus; Lacaze et Hélian, curés susdits, et Bouyssany.

Le 21^e jour de novembre 1699, au château et duché de La Force, en Périgord, en présence de Mgr le duc de La Force, du R. P. Janvelle, de la Compagnie de Jésus, et des autres témoins ci-dessous nommés, à dix heures du matin, ont comparu :

Jean Lapeyre, laboureur, du village de Marville, paroisse de Prigonrieux;

Anne Gautier, fille de Jean Gautier, dit Becade, des Jugues;
 Daniel Bordier, de Peymilou;
 Pierre Grenier, tonnelier, de Peymilou;
 Isaac Chastellet, de Simondie;
 Pierre Caussade, de Peymilou, vigneron du sieur de la Borie;
 Isabeau Gadras, de la paroisse de Prignonrieux, femme de Jean Cardinal;

Marie Abria, paroisse de Prignonrieux;

Abraham Lapeyre, de Lizardie;

Tous lesquels, de leur plein gré et de leur bonne volonté, ont déclaré avoir discontinué de faire leur devoir de catholiques, apostoliques et romains, et promis solennellement de faire leur dit devoir régulièrement de catholiques, apostoliques et romains dans la suite. Ainsi signé : De Caumont, duc de La Force; Janvelle et Birot, de la Compagnie de Jésus; Massat, curé de Prignonrieux; Liot et Borie.

Le susdit jour 21 novembre 1699, audit château de La Force, en présence de Mgr le duc de La Force, du R. P. Janvelle, de la Compagnie de Jésus, et des autres témoins ci-dessous nommés, à cinq heures du soir, ont comparu :

Pierre Driou, village de Coutancie, paroisse de Prignonrieux;

Pierre Raynaud père, village de Coutancie, paroisse de Prignonrieux;

Jean Vezy, village de Coutancie, paroisse de Prignonrieux;

Barthélemy Bordy, tonnelier;

Pierre Lapeyre, de Prignonrieux;

Thomas Bouyssany, de Peymilou;

Etienne Laffitte, de Simondie;

Jacques Fayet, dit Duron, de Coutancie;

Pierre Hélicau, de Coutancie;

Jean Terible, dit Tireverdy, de Lizardie;

Tous lesquels, de leur plein gré et de leur bonne volonté, ont déclaré avoir discontinué de faire leur devoir de catholiques, apostoliques et romains, et ont promis solennellement de faire leur dit devoir de catholiques, apostoliques et romains régulièrement dans la suite. Ainsi signé : De Caumont, duc de La Force; Janvelle et Birot, de la Compagnie de Jésus; Massat, curé de Prignonrieux; Liot, Borie.

Le 22^e novembre 1699, au château et duché de La Force, en Pé-

rigord , en présence de Mgr le duc de La Force, des R. P. de Janvelle et Birot, de la Compagnie de Jésus, et d'autres témoins ci-dessous nommés, à neuf heures du matin, ont comparu :

Pierre Albaret, tailleur, du village de Sallade ;

Jean Albaret, aussi tailleur, fils dudit Pierre ;

Jean Lafon, tailleur, de Bouyguette ;

Antoine Reynal, dit Dardiesse, de Soussignat ;

Jean Brugne, d'Aubert ;

Jean Picaud, de Sallade ;

Jean Aon, dit Cardinal, de Marville ;

Catherine Daulange, de Sirboulet, femme de François Esturgon ;

Jean Lacoste, dit Cassy, de Soussignat ;

Pierre Lacoste, fils dudit Cassy ;

Pierre Lafon, de Peymilou, et gendre de Lafon, dudit Peymilou ;

Anne Laffitte, de Lalande, fiancée de Montaud ;

Jean Barraudon, dit Pedelou ;

Jean Brugne, du village de la Rausie ;

Pierre Reynal fils, dit Chinchaine, de Soussignat ;

Jean Briand, métayer, de Russel ;

Pierre Sallien, de la paroisse de Prignonrieux ;

Anne Mounié, femme de Prioreau, de Picou ;

Catherine Esturgon, de Peyrel ;

Anne Rouger, de Madurand ;

Hélie Lalande, chirurgien ;

André Longraud, de Jacob ;

Tous lesquels, de leur plein gré et bonne volonté, ont déclaré avoir discontinué de faire leur devoir de catholiques, apostoliques et romains, et ont promis solennellement de faire leur dit devoir de catholiques à l'avenir, et de vivre et mourir dans la religion catholique, apostolique et romaine. Ainsi signé : De Caumont, duc de La Force ; Massat, curé de Prignonrieux ; H. Lalande, Borie et Liot.

Je soussigné Isaac Vitrac, en présence de Mgr le duc de La Force, de MM. les curés de Lunas et de Prignonrieux, et du P. Birot, jésuite, déclare demander pardon à Dieu d'avoir discontinué de faire le devoir de catholique, apostolique et romain, depuis mon abjuration, et je promets solennellement, de mon bon gré et pleine volonté, de faire régulièrement mondit devoir, et de vivre et de mourir dans la reli-

gion catholique, apostolique et romaine. En foi de quoi je, Isaac Vitrac, ai signé le présent acte au château et duché de La Force, en Périgord, ce jour de dimanche, 22^e novembre 1699, à deux heures après midi. Ainsi signé : De Caumont, duc de La Force; de Vitrac; Massat, curé de Prigonrieux; Birot, de la Compagnie de Jésus; Masson, curé de Lunas.

Ledit jour 22^e novembre 1699, en présence de Mgr le duc et des soussignés ont comparu :

Pierre Surestat, laboureur, village des Regues, paroisse de Prigonrieux;

Jean Baulaygne, village de Sabatie, même paroisse;

Marie, fermier, du bourg de Prigonrieux;

Jean Chancougne, même paroisse;

Jacques Esturgon, même paroisse;

Anne Auger, veuve de feu Imbert jeune;

Jean Gautier, dit Becade, des Jugues;

Tous lesquels, de leur bonne volonté et plein gré, ont déclaré avoir discontinué de faire leur devoir de catholiques, apostoliques et romains, et ont promis solennellement de faire leur dit devoir de catholiques à l'avenir, et de vivre et de mourir dans la religion catholique, apostolique et romaine. Ainsi signé : De Caumont, duc de La Force; Birot, de la Compagnie de Jésus; Liot, Massat, curé de Prigonrieux, et Borie.

QUELQUES PRISONNIÈRES POUR CAUSE DE RELIGION

DÉTENUES A BORDEAUX, EN

1705.

Grâce au régime du bon plaisir et au zèle des agents chargés de consommer en détail la révocation de l'Edit de Nantes, il fallait assez peu de chose, souvent moins que rien, pour faire jeter en prison les protestants qui n'abjuraient pas assez vite. — Une fois en prison, il ne suffisait pas d'abjurer pour être libéré, ni même d'être libéré pour être effectivement rendu à la liberté. Témoin les malheureuses femmes qui adressèrent, au commencement de l'année 1705, la supplique suivante au ministre secrétaire d'Etat; La Vrillière :

A Monsieur le marquis de la Vrillière, conseiller secrétaire d'Etat.

Monseigneur,

Remontrent très humblement à Votre Grandeur huit prisonnières qui sont dans les prisons de l'hôtel de ville de Bordeaux, que sur des soupçons qu'elles vouloient s'absenter du royaume, donnez par leurs ennemis secrets, sans aucune vraisemblance ny aucun dessein de leur part, il y a dix-huit années qu'elles sont resserrées dans un endroit fort étroit, qui a causé depuis peu la mort d'une autre qui y étoit (par le défaut de secours qui luy a manqué), et la maladie de celles qui restent, qui, joint à l'âge fort avancé où elles sont, les mettent hors d'état de supporter davantage ce rude état. Il y en a même deux de ce nombre qui sont deux sœurs appellées Gentillotte, âgées l'une de quatre-vingt-deux ans, et l'autre de quatre-vingts, absolument tombées en démence, et privées de toute connaissance et usage de leurs sens; les autres sont dans un âge aussy fort avancé et accablées d'infirmités et de maladies continuelles! Et c'est ce qui fit que M. de la Bourdonnaye, intendant en Guyenne, après avoir été plainement instruit par luy-même de ce que dessus, et après avoir veu, à différentes fois, l'extrême accablement des unes et la défaillance d'esprit des autres, promit de vous en écrire, Monseigneur. Et comme leurs maux redoublent par le redoublement de leurs maladies, elles ont recours à Votre Grandeur pour qu'il luy plaise d'ordonner que les prisons leurs seront ouvertes pour pouvoir rétablir leur santé, sans quoy, il est très certain que, menaçant une prochaine ruine, elles ne différeront pas longtemps de succomber sous le poids de leurs peines, sous les offres qu'elles font de donner caution de ne point désespérer du royaume, et où Sa Grandeur feroit quelque difficulté pour toutes, en tout cas, ordonnez que les prisons seront ouvertes aux deux Gentillottes, imbécilles depuis plus de dix années, et incapables de faire aucun discernement du bien avec le mal, pour étre remises entre les mains de leurs parents. Elles continueront leurs vœux et leurs prières pour la santé et la prospérité de Votre Grandeur.

SUSANNE DE MARTIN, JEANNE BARBE, MADELINE FOURE,
CHARLETON, CLODE ARNAUT, JEANNE LEMAIJE.

Le ministre ayant communiqué cette pièce à l'intendant, M. de La Bourdonnaye, reçut de lui cette dépêche :

A Monsieur le marquis de la Vrillière, conseiller secrétaire d'Etat.

Monsieur,

J'avois eu l'honneur cy-devant de vous parler des nouvelles converties, dont j'ay l'honneur de vous renvoyer le placet, qui sont depuis très longtemps dans les prisons de l'hostel de ville de Bordeaux. Vous me mandâtes que puisqu'elles estoient toujours dans leur obstination, il n'estoit pas à propos de leur donner la liberté. Je croirois, Monsieur, qu'à l'égard des deux sœurs nommées Gentillotte, dont la plus jeune a quatre-vingts ans, et qui sont presque imbécilles, il seroit à propos de les remettre à leurs parents, et celles des autres qui donneront de bonnes cautions de ne point sortir du royaume, et qui prometttront de se faire instruire.

Je suis, avec tout le respect que je dois, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

DE LA BOURDONNAYE.

A Bordeaux, ce 23 may 1705.

Sur cette lettre, le ministre avoit écrit : *Attendre pour les plus jeunes ; sortir les deux autres.*

Néanmoins, nous voyons quelque temps après, les mêmes prisonnières, avec cinq autres compagnes de captivité, détenues depuis 18 ans dans les prisons de l'hôtel de ville de Bordeaux, se plaindre, par un placet à Monseigneur le marquis de La Vrillière, conseiller secrétaire d'Etat, de ce qu'ayant été « décrouées par l'ordre de M. de La Bourdonnaye, le geôlier « a refusé de leur ouvrir les portes, par prétexte des droits de gîte et de « geôle depuis tout le temps de leur détention, qu'il fait monter à la somme « de 1,400 livres pour chacune, ce qui rendroit leur détention éternelle. Car « elles sont sans bien, ayant eu beaucoup de peine à avoir du pain. » Elles protestent qu'elles « ne se serviront de leur liberté que pour respirer leur « air natal, et qu'étant délivrées de cette prison et de ce geôlier, elles « fairont, sans aucune distraction d'esprit, des vœux et des prières ardentes « pour la santé et prospérité continuelles de Sa Grandeur. »

La liste et la note officielle jointes à leur placet nous apprennent que quatre des suppliantes, dont une de Tonneins, une de Montendre et une autre de Saint-Etienne, en Saintonge, avoient été condamnées à la prison par M. de Saint-Ruth, les unes pour avoir voulu sortir du royaume, les

autres pour avoir assisté à la mort de leur père ou mari, n'ayant pas voulu se convertir. Voici l'article des Gentillottes :

« Elisabeth Gentillotte, veuve ; Marie Gentillotte, sa sœur, fille ; Jeanne « Barbe, fille, les trois de Duras, arrêtées par ordre de Monsieur l'intendant, « pour avoir assisté à une assemblée. Elles ont changé. »

Ainsi l'on voit qu'elles avaient fait abjuration.

Et à la marge, on lit :

« Elles ont été condamnées, par arrêt du parlement de Bordeaux, à faire « amende honorable, à être rasées et enfermées, ce qui a été exécuté. »

Le 24 juillet 1705, M. de La Vrillière interpelle M. de La Bourdonnaye sur le contenu du placet des dites Gentillottes. La réponse de cet intendant, en date du 8 août, mérite d'être citée :

« Il est vray, dit-il, que lorsque je voulus les faire mettre en liberté, en exécution de vos ordres, le geôlier leur demanda leur gîte et geôlage, qui montoit à une somme considérable. Mais ayant connu qu'elles n'avoient pas de bien, ils convinrent d'une très légère somme que ces filles vouloient payer.

« L'on me donna avis, dans ce temps-là, qu'elles avoient originairement esté condamnées par feu M. de Bezons, à estre razées et enfermées le reste de leur vie dans la manufacture de Bordeaux, pour avoir assisté à une assemblée de nouveaux convertis, et qu'elles avoient trouvé le moyen de se faire mettre dans la prison de l'hôtel de ville, où l'on ignoroit le sujet de leur détention, etc..... Je suis, etc.

« DE LA BOURDONNAYE. »

« A Bordeaux, ce 8 août 1705.

Encore faut-il dire ici quelles précautions M. l'intendant avait prises à l'égard de ces pauvres demoiselles imbéciles, en les remettant à un parent catholique.

Voici la copie d'une soumission faite devant M. de La Bourdonnaye, par un parent catholique des deux Gentillottes :

« Je, soussigné, promets, autant qu'il dépendra de moy, d'exciter les demoiselles Gentillottes de se convertir à la religion catholique, apostolique et romaine, et abjurer l'hérésie de Calvin ; et au cas où elles n'abjureroient et mourroient dans l'hérésie, j'éviteray aussy, autant qu'il dépendra de moy, le scandale dans leurs funérailles. Faisant élection de domicile dans ma maison, à Bordeaux, le 4^e juillet 1705.

Signé : VILLOTTE. »

(Arch. imp. Tr. 287.)

MÉMOIRE D'UN ECCLÉSIASTIQUE DE PARIS

PROPOSANT D'UTILISER PARMI LES PROTESTANTS DU DÉSERT LES SERVICES D'UN
FAUX FRÈRE PLEIN DE ZÈLE POUR LE BIEN DE LA RELIGION ET DE L'ÉTAT.

1750 (?).

Nous n'avons aucune donnée sur la date de la pièce qui suit et dont nous devons la communication à M. J.-P. Hugues, qui en a pris copie aux Archives de l'ancienne intendance du Languedoc. Mais comme il y est fait mention d'un acte de l'année 1749, et qu'elle doit être de très peu postérieure, nous la rapportons à l'année 1750.

Un ecclésiastique de Paris est, comme il le dit lui-même à la fin, l'auteur de ce Mémoire, où l'on propose à qui de droit de solder et d'employer parmi les protestants les services d'un faux frère, en gardant le secret sur son abjuration. C'est « pour le bien de la religion et de l'Etat. »

MÉMOIRE.

Le sieur Soulier, connu présentement sous le nom de *Puechmille*, et dans les Cévennes sous celui de *La Fage*, âgé de 25 à 26 ans, est né à Anduze, de parents protestants, dont les aïeux avoient exercé le ministère. Ils le destinèrent à cette œuvre dès ses premières années, et n'oublièrent rien, en conséquence, pour lui donner une éducation convenable. Ils l'envoyèrent à Montpellier, où il fit ses humanités et sa philosophie chez les R. P. jésuites. Les exercices catholiques qu'il fut obligé d'y suivre lui inspirèrent dès lors quelques doutes sur la vérité de la religion prétendue réformée.

Au sortir de sa philosophie, ses parents l'envoyèrent à Lausanne, pour étudier la théologie. Il est resté cinq ans, pendant lesquels il s'est distingué parini ses condisciples non-seulement par son amour pour l'étude et par ses mœurs, mais encore par son intelligence et sa sagacité dans les matières théologiques. Avec les dispositions et le désir de connaître la vérité, ses doutes s'accrurent de plus en plus, et lui attirèrent souvent, de la part de ses professeurs, de vives réprimandes, par les objections fortes qu'il leur faisoit sur les questions de controverse. Après ses études de théologie, et s'être mis en liaison avec les plus habiles gens de Genève et de Lausanne, il revint dans les Cévennes, où il fut reçu tout de suite proposant, c'est-à-dire aspi-

rant au ministère. Sa réception est en bonne forme, ainsi que les certificats des anciens et autres chefs des Eglises protestantes des Cévennes; il prêcha avec succès, et se fit suivre d'une foule considérable dans le désert. Ses talents et sa réputation lui attirèrent la confiance de presque tous les hérétiques de ces cantons, et le firent initier dans les consistoires, les synodes et les mystères les plus secrets de la secte. Il avoit déjà amené ceux qui l'entendoient, et même des principaux, au point de ne plus déclamer contre l'Eglise romaine, et de leur faire entendre que dans cette Eglise il n'y avoit point cette idolâtrie que des ministres mal instruits ou de mauvaise foi lui imputoient.

Il jouissoit déjà de tous les avantages que procurent parmi les protestants le ministère, quoiqu'il n'en fût pas encore revêtu. Ce fut alors que ses parents prirent la résolution de l'envoyer à Genève pour y recevoir le ministère. Plus instruit que jamais de la vérité de la religion romaine et de la fausseté de la sienne, au lieu d'aller à Genève il passa par Avignon, fit part de son dessein à Mgr l'archevêque de cette ville, qui l'envoya, avec des lettres de recommandation, à Mgr l'archevêque de Vienne. Le prélat venoit de partir pour l'assemblée générale du clergé, où il est député. M. de Puechmille s'adressa à M. l'abbé de Prunières, grand vicaire de Vienne, qui le reçut à bras ouverts. Après des examens et des conférences qui ont duré plus de deux mois, il fit publiquement son abjuration à Vienne, entre les mains du P. Moyrond, assistant des Carmes, commis pour cet effet, en présence de M. l'abbé de Prunières et des personnes les plus considérables de la ville. Il en a l'acte authentique, daté du 20 décembre 1749.

Ce jeune homme est parti de Vienne pour rendre compte à Mgr l'archevêque d'Avignon de ce qu'il venoit de faire; d'où il est allé à Marseille, avec une lettre de recommandation de ce prélat pour le sieur Maire, jésuite, attaché à Mgr l'évêque de Marseille. Il y est logé à l'hôtel de Malte, où il attend quelques secours de ses parents, s'ils ne sont point informés de son changement, et ce que la Providence voudra ordonner de lui. Mgr l'archevêque de Vienne lui a fait dire qu'il travailleroit efficacement pour lui à Paris.

La personne qui a fait ce mémoire est un ecclésiastique de Paris, assez versé dans les matières théologiques, et qui, pendant trois jours qu'il a passés avec M. de Puechmille, lui a trouvé de la science, de

l'esprit, de la candeur, et beaucoup de zèle au bien de la religion et de l'Etat. Il est inutile de faire connaître aux personnes en place de quelle utilité pourroit être ce jeune homme ; ils le sentiront mieux qu'un particulier. Mais deux choses sont absolument nécessaires pour y parvenir : 1^o Un grand secret sur son changement , afin qu'en retournant chez ses frères errants il puisse ramener beaucoup des principaux, qu'il sait être déjà ébranlés sur bien des points ; 2^o mettre ce jeune homme en état de subsister sans les secours de ses parents, qui, s'il dépend d'eux, le feront revenir dans les Cévennes ou ne lui donneront de l'argent que pour retourner à Genève. Il a, dans cette dernière ville, un oncle fort riche et sans enfants, dont il est chéri ; mais il renonce volontiers à ces espérances et à celles qu'il a de droit sur les biens de ses père et mère.

C'est aux personnes qui ont du zèle et du crédit à faire fructifier une circonstance si favorable, que la Providence leur fournit.

MÉLANGES.

JEAN-LAPORTE LOUVEAU

ET LA RÉFORMATION EN BRETAGNE AU XVI^e SIÈCLE.

Nous empruntons l'article qu'on va lire à la *Biographie bretonne*. Nous en avons extrait tout ce qui était de nature à intéresser nos lecteurs, et n'avons omis qu'une discussion plus curieuse qu'importante, au sujet d'un opuscule attribué au pasteur de la Roche-Bernard. Dans cette Vie de Louveau, comme dans tous ses autres écrits, le savant biographe, M. P. Levot, fait preuve à la fois d'érudition et d'impartialité. On voit qu'il n'a d'autre préoccupation que celle de la vérité historique. Il la cherche partout avec ardeur, et quand il croit l'avoir trouvée, rien ne l'empêche de la dire. Cette disposition d'esprit, qui devrait être celle de tous les historiens, n'est pas si commune qu'on puisse se dispenser de citer avec distinction les écrivains qui, comme M. Levot, en donnent l'exemple.

« Louveau (Jean-Laporte), ministre calviniste, né dans le XVI^e siècle, à Beaugency ou à Orléans, mort en 1608, fut un des premiers apôtres de la religion réformée en Bretagne, et plus que tout autre

il y contribua à ses progrès. Envoyé dans cette province en 1559, par l'Eglise calviniste de cette ville, il ne commença pourtant son apostolat que deux ans après, à la suite d'un voyage qu'il fit en Allemagne avec Mallot, ministre comme lui, et attaché depuis, en cette qualité, à la personne de l'amiral de Coligny. Au retour de ce voyage, entrepris pour s'éclairer sur quelques points de doctrine qui divisaient ses coreligionnaires, Louveau apprit que les calvinistes d'Orléans se réunissaient dans des prêches secrets. S'étant joint à eux, il fut nommé Ancien ; mais il n'en exerça pas longtemps les fonctions. Soupçonné d'avoir trempé dans la conjuration d'Amboise (mars 1560), il fut contraint de se réfugier à Lyon, puis à Valence, où la religion réformée était professée publiquement.

« Il ne tarda pourtant pas à revenir à Beaugency ; et, comme à son titre d'Ancien il joignait celui d'avocat, on jeta les yeux sur lui pour le charger de porter aux états généraux de Melun le cahier des plaintes et remontrances que les protestants voulaient présenter à cette assemblée. Quelques personnes du clergé catholique, informées de sa mission, en donnèrent avis à la cour, qui dépêcha le prévôt de l'hôtel pour le saisir et le conduire à Orléans, où s'instruisait le procès du prince de Condé. Mais, prévenu à temps, il se sauva à Paris et accepta la charge d'Ancien qu'on lui proposa dans le Consistoire de cette ville. Comme à cette époque on demandait de tous côtés des pasteurs pour les Eglises naissantes, on le prépara au ministère : désigné d'abord pour l'Eglise de Ploërmel, il accepta, sur le refus d'un de ses confrères, la direction de celle de la Roche-Bernard, où il fut accueilli à son arrivée, vers la fin du mois de juin 1561, par de grandes démonstrations de joie de la part de son troupeau. A quelques jours de là, il débuta par un acte qui témoigne de son caractère résolu, en prêchant publiquement dans la chapelle de Notre-Dame, où les calvinistes furent appelés à son de cloche. Fort de l'appui de d'Andelot, il se permit impunément cette hardiesse, que n'avait encore eue aucun de ses collègues, réduits jusque-là à prêcher secrètement.

« D'un caractère ardent, il ne négligea aucune occasion de propager les nouvelles croyances, et exerça une grande influence sur les décisions qui furent prises en septembre et décembre 1562 par les synodes de Châteaubriant et de Rennes. Ne tenant aucun compte de l'édit du mois de janvier précédent, qui avait prescrit aux calvi-

nistes de restituer les églises catholiques dont ils s'étaient emparés, Louveau, peu de jours après la réception de l'édit, célébra dans celle de Saint-Yves le mariage de deux de ses coreligionnaires. La curiosité y attira une si grande foule de catholiques et de protestants, qu'elle ne put bientôt plus les contenir, ce qui détermina Louveau à conduire les fiancés à l'église Notre-Dame, la plus grande de la ville. La foule l'y suivit. A la vue d'un si grand concours d'auditeurs, le fougueux prédicateur monta hardiment dans la chaire et y fit un long discours. Toutefois, pendant qu'il parlait, soit terreur panique, soit que tous les assistants ne goûtassent pas sa doctrine, plus de cinq cents personnes se levèrent précipitamment et voulurent sortir. Loin de se déconcerter, Louveau continua résolument son discours, que le peuple, subjugué par sa fermeté, écouta jusqu'à la fin. Le clergé catholique, irrité de cette usurpation, fit abattre la chaire, pour cause de profanation. Les coreligionnaires de Louveau, animés par son exemple, s'enhardirent, et les localités voisines furent bientôt pourvues de pasteurs, presque tous institués par le ministre de la Roche-Bernard, qui désormais fut considéré comme le chef du mouvement religieux qui agitait alors la Bretagne.

« Pen de temps après, le duc d'Etampes, qui avait reçu de la cour des ordres défendant aux protestants de se rassembler, écrivit aux ministres et aux principaux chefs pour les exhorter à céder aux circonstances et à obéir. Les calvinistes, alarmés, tinrent plusieurs conseils et chargèrent Louveau de présenter des remontrances au duc d'Etampes. « La défense qu'on venoit de faire, dit-il dans le « Mémoire qu'il composa à cette occasion, étoit contraire à l'édit de « janvier, qui permettoit aux protestants de se réunir pour faire le « prêche; en empêchant les baptêmes et les mariages, elle portait « un préjudice notable aux réformés, et ne pouvoit manquer d'attirer « le courroux du ciel...; *ils ne pouvoient, en conscience, consentir ni* « *approuver les cérémonies ajoutées et diminuées aux sacrements par* « *l'Eglise romaine.* » Louveau suppliait ensuite le duc d'Etampes de permettre aux calvinistes de continuer leurs assemblées, et l'en conjurait au nom de d'Andelot, *qui*, ajoutait-il, *les invitoit journellement à continuer un si saint ministère.* Il ne fut répondu à ce Mémoire que par des défenses encore plus rigoureuses que les précédentes, notamment par l'injonction aux ministres (14 août 1562) de sortir de Bretagne dans le délai de quinze jours, sous peine d'être pendus.

Poursuivis, hors d'état d'être secourus par leurs coreligionnaires qui avaient été désarmés, ils se réfugièrent à Blain, où le vicomte de Rohan leur offrit un asile. Ils y furent bientôt en assez grand nombre pour former, le mois suivant, un nouveau synode où il fut prescrit aux ministres de ne point abandonner leurs troupeaux et de résister, par tous les moyens possibles, à l'édit du 14 août. Louveau, que l'on savait homme d'action, fut chargé de conduire à Orléans les troupes que le vicomte de Rohan rassemblait pour envoyer au prince de Condé. La paix qui se fit au moment où il allait se mettre en marche, l'empêcha seule de se rendre à Orléans.

« Résolu à braver tous les dangers, il voulut aller à Nantes, où aucun de ses colligues n'osait se présenter, tant était animée la persécution exercée contre leurs sectaires. Il s'y rendait avec le ministre du Croisic, le seul qui eût consenti à l'accompagner, quand, passant à Pont-Château, où se trouvait l'évêque de Nantes, il fut reconnu et dénoncé à ce prélat, qui mit aussitôt des cavaliers à sa poursuite pour se saisir de sa personne et lui faire subir la rigueur du dernier édit. Bien qu'il fût parvenu à trouver un asile sûr chez d'Andelot, au château de la Bretesche, Louveau, n'écoulant que son zèle, quitta cette retraite et vint à la Roche-Bernard dans le but de prévenir les malheurs que lui faisaient craindre les opinions singulières de quelques-uns de ses coreligionnaires; mais lui-même était débordé, et sa voix jusqu'alors si influente, fut méconnue. Sa vie courut même des dangers assez sérieux pour qu'il fût obligé de chercher un nouvel asile à la Bretesche, et de ne point paraître au synode qui se tint à la Roche-Bernard, le 23 février 1563. L'irritation soulevée contre lui provenait de son opposition à des doctrines nouvelles qu'il jugeait propres à amener un schisme parmi les protestants. Le synode se rangea de son parti et le maintint dans ses fonctions, d'où ses adversaires voulaient l'exclure. Il fut même député au synode national de Lyon (août 1563); mais le gouvernement de l'Eglise de la Roche-Bernard était convoité par beaucoup de ses collègues qui lui suscitèrent de nouvelles persécutions.

« En butte tout à la fois à l'animosité des catholiques et à celle des protestants, Louveau eût infailliblement succombé si d'Andelot, et après lui le vicomte de Rohan, ne l'eussent recueilli quand il lui fallut se soustraire au danger. Il était encore à la Roche-Bernard, quand y arriva la nouvelle de la Saint-Barthélemy. Sentant que les

ministres étaient encore plus menacés que les simples protestants, il réunit toutes ses ressources et les consacra à l'achat d'un petit navire, sur lequel il s'embarqua, à la fin d'octobre 1572, afin de passer en Angleterre avec sa femme et quinze de ses amis. Ballotté par une tempête qui l'empêcha, pendant dix jours, de doubler la pointe du Conquet, il fut enfin jeté dans un petit havre des environs, arrêté, ainsi que ses compagnons, par les gentilshommes et les paysans des environs, et conduit dans la prison de Saint-Renan. Une demoiselle calviniste favorisa leur évasion nocturne, et les fit conduire à Morlaix, d'où ils purent gagner l'Angleterre.

« Louveau en revint quatre ans plus tard, à la sollicitation de plusieurs seigneurs protestants, et, bien que les ministres de Normandie l'eussent fait prier, par le Consistoire de Londres, de les aider à rétablir les Eglises de leur province, il préféra retourner à la Roche-Bernard, où il arriva le jour de Pâques 1576. Deux mois après, un nouvel édit de pacification ayant autorisé le libre exercice de la religion réformée, Louveau, qui n'en avait pas attendu la publication pour prêcher publiquement, donna carrière à son zèle trop longtemps contenu ; et quand les dispositions manifestées au commencement de 1577 par les états de Blois jetèrent l'alarme parmi les protestants, dont beaucoup prirent la fuite, il resta avec son troupeau et eut même la hardiesse de continuer ses prédications. Toutefois, ses biens furent saisis, et lui-même allait être jeté en prison, si l'édit de Poitiers n'avait arrêté les poursuites dont il était l'objet.

« L'édit du mois de janvier 1585 ayant provoqué la guerre civile dans la Bretagne, qui en avait été préservée jusque-là, il se réfugia à la Rochelle. Cette ville lui ayant accordé l'église Sainte-Marguerite pour y faire ses prédications, l'Eglise bretonne, dont il devint ainsi le chef, prit une certaine consistance sous sa direction. Elle fut toujours distincte des autres Eglises de la Rochelle, et son pasteur, élu par les Bretons pour assister au conseil de la ville, s'y fit entendre plusieurs fois. Louveau ne la gouverna pourtant pas longtemps ; car, en 1587, il fut nommé pasteur de Fontenay, où il refit son *Histoire du protestantisme en Bretagne*, histoire que les ligueurs avaient brûlée, en même temps que sa bibliothèque, à la Roche-Bernard, et qu'il continua plus tard, jusqu'en 1608. Restée manuscrite, elle a servi de base principale à l'ouvrage composé par Philippe Le Noir, sieur de Crevain : *Histoire ecclésiastique de Bretagne, depuis la Réformation*

jusqu'à l'Edit de Nantes, publiée en 1851, par M. B. Vaurigaud, d'après le manuscrit conservé à Rennes.

« Louveau ne revint en Bretagne qu'après l'Edit de Nantes. Depuis cette époque jusqu'à sa mort, qui dut avoir lieu en 1608, au plus tôt, puisqu'il travaillait à son histoire, il professa librement la religion réformée, qui dut à son zèle un grand nombre de prosélytes. C'était un homme laborieux, éclairé, d'un caractère ferme et entreprenant, que le péril stimulait au lieu d'abattre. »

Le travail de M. Levot nous a conduit à étudier ce grand mouvement religieux du XVI^e siècle en Bretagne, dans un récit plus étendu et plus complet, et nous avons eu recours à *l'Histoire* précitée de Philippe Le Noir.

Philippe Le Noir, fils de Guy Le Noir, sieur de Crevain, pasteur à la Roche-Bernard, neveu d'André Le Noir, sieur de Beauchamp, pasteur à Blain, fut lui-même pasteur de cette dernière Eglise durant trente-quatre ans (1651-1685). Chargé par les Eglises bretonnes, en 1664, de compulsier leurs archives, il s'occupa dès cette époque à recueillir les matériaux et à rédiger des notes pour son *Histoire des Eglises réformées de Bretagne*, qu'il commença d'écrire en 1683, s'aidant surtout des Mémoires de Louveau; mais qu'il ne put malheureusement conduire que jusqu'à l'année 1598. — Au jugement de dom Taillandier, *c'est un homme de bonne foi, qui raconte sans passion et qui expose les faits tels qu'il les trouve consignés dans les Mémoires qu'il suit.*

C'est avec une vive émotion que nous avons parcouru ces annales si riches de faits et qui nous retracent avec une brièveté et une modestie si touchantes les travaux et les souffrances des premiers apôtres de la Réforme en Bretagne. On voit que si elle y pénétra plus tard que dans d'autres provinces, elle y fit pourtant de notables progrès.

Les doctrines de la Réforme s'introduisirent en Bretagne sous les auspices et par le zèle de Dandelot, frère de l'amiral Coligny, de l'illustre maison de Châtillon. En 1558, il vint en Bretagne, où il possédait de grands biens du chef de sa femme, Claude de Rieux, qui lui avait apporté en dot le riche comté de Laval. Il se fit accompagner dans ce voyage par Jean Fleury, l'un des pasteurs de l'Eglise de Paris, et par Loiseleur de Villiers. Ces deux ministres prêchèrent publiquement à Nantes, la Roche-Bernard, le Croisic, Vitré, etc., et firent partout de nombreux prosélytes. — De son côté, la maison de Rohan, qui avait embrassé la Réforme, seconda ses progrès en Bretagne en établissant l'exercice du ministère évangélique à Blain et à Pontivy. D'autres familles influentes adoptèrent à leur tour les croyances protestantes et servirent à les propager. Le Noir cite en particulier les maisons du Bordage, du Ponthus, de la Moussaye, de Vieillevigne, de la

Roche-Giffard, de Careil, de Terebant, de la Vieilleville, de Quintin, de la Morinaye, de Martimont, de Montmartin, etc. Il rapporte que des cérémonies du culte réformé furent célébrées, en 1562, au manoir de Buron, appartenant au sieur de Sévigné, et que, vers la même époque, un Châteaubriant de Beaufort (ancêtre du vicomte de Châteaubriand) appela le ministre Mahot en son château de Plessix-Bertrand, dans le voisinage de Saint-Malo, « pour y former une Eglise domestique et y recueillir ceux de là autour que Dieu avoit amenés à sa connaissance » (p. 136). Dans ces temps malheureux, où les Eglises naissantes avaient tant à souffrir des violences de la persécution et de la guerre civile, Blain et Vitré furent à la fois le foyer actif et l'asile protecteur des idées nouvelles. Outre les pasteurs ordinaires en exercice à Vitré, la puissante maison de Laval entretenait dans cette résidence seigneuriale un chapelain qui prenait soin de l'Eglise dans les moments de trouble où les autres ministres étaient bannis.

A cette époque où l'agitation était partout et où rien ne semblait fixé en religion comme en politique, il y avait dans les esprits, dans les discours, et même dans les livres, une liberté qui nous étonne aujourd'hui. On examinait sans s'effrayer des conséquences, et on ne se laissait pas persuader aussi facilement que de nos jours, qu'en certaines matières on ne devait pas se permettre de se former une opinion et de la professer. L'indifférence n'abandonnait pas au clergé le monopole de la vérité. On discutait sur les doctrines religieuses et on prenait l'habitude d'en appeler des décisions de l'Eglise à l'autorité de la Parole de Dieu. Cette disposition était favorable à la Réforme. Aussi se vit-elle d'abord accueillie avec sympathie par ceux auxquels la position sociale et l'instruction donnaient plus d'indépendance d'esprit. Nous avons indiqué plus haut quelques-unes des maisons seigneuriales qui avaient renoncé à l'ancien culte. Le livre qui sert de base à nos recherches, montre aussi qu'en Bretagne, comme ailleurs, ce que Rome appelle l'hérésie avait pénétré dans les cours de justice, peut-être par la célèbre école de droit d'Orléans, où Calvin avait étudié et s'était éclairé. Au nombre des conseillers au parlement qui firent profession du protestantisme évangélique, notre auteur mentionne spécialement Jean de Martinen et Antoine Fumée, et il ajoute : « On en pourroit alléguer du nom de Brie, d'Artois et de Montboucher, de la Coquerie et d'autres qui subirent le joug de la vérité; car j'ai ouï dire qu'on a vu dans l'Eglise de Rennes douze robes rouges marcher à la tête du peuple pour faire la cène » (p. 222).

Et ce n'est pas seulement dans les rangs de la noblesse et de la magistrature bretonne que la Réforme trouvait des partisans : elle en avait de nombreux dans la classe du peuple qui s'attache bientôt à l'Evangile quand les préjugés ne l'empêchent pas de chercher à le connaître; et dans ces temps de crise religieuse où l'autorité était fortement ébranlée, chacun était

sollicité à prendre parti. On peut juger de l'importance numérique de certaines Eglises par les faits suivants. Philippe Le Noir, qui avait compulsé les registres de l'Eglise de Nantes, constate dans sa Chronique qu'on y compte quatre cents baptêmes depuis 1560 jusqu'à 1572 ; et en indiquant que les réunions de culte se tenaient tantôt dans la ville, tantôt dans les lieux environnants, il remarque qu'en l'année 1561 il y eut à la Furetière et au Pressoir des assemblées de sept cents et de mille personnes. Dans d'autres Eglises les assemblées n'étaient pas moins considérables. Il fallut la grande Halle pour contenir celles de Vitré. A Blain, en 1562, la cène fut célébrée par huit cents fidèles. A Rennes, on se réunissait dans la ville ou dans des lieux voisins, selon la liberté qu'on en avait, et les difficultés vaincues ou bravées attestent le zèle et la constance des prosélytes (1). On sait enfin que dans les quarante dernières années du XVI^e siècle, les Eglises réformées de Bretagne envoyèrent des représentants aux synodes nationaux ; qu'un synode de cet ordre s'assembla à Vitré en 1583, et que dix-neuf synodes provinciaux se tinrent successivement à Châteaubriant, Rennes, Ploërmel, Vitré, Roche-Bernard, Pontivy, Blain, Josselin, etc.

A cette époque les Eglises étaient divisées en quatre classes, pour la convocation de leurs colloques. Nous avons gardé cet ordre dans le tableau suivant, où nous avons mis en regard des Eglises le nom des pasteurs en exercice, avec les dates marquées par l'historien qui nous a servi de guide. Si ces dates ne fixent pas exactement leur entrée en charge dans l'Eglise, elles indiquent au moins qu'ils y exerçaient alors le saint ministère :

Églises.	Pasteurs.
1. NANTES	{ 1558, Fleury et Loiseleur de Villiers. — 1560, Bachelar de Cabane. — 1562, Philippe de Saint-Hilaire, sieur de Bougonnière. — 1569, Oyseau de Trévecar.
BLAIN	1562-1588, Silo Le Cercler, sieur de Chambrisé.
CHATEAUBRIANT	{ 1561, Lesnet. — 1562, Bachelar. — 1563, Oyseau de la Teillaye. — 1577, Chartier.
NORT et CASSON	1563-1570, Godefroy Guenet.
VIELLEVIGNE	{ 1565, Saint-Hilaire de Bougonnière. — 1577, Oyseau de la Teillaye. — 1584, Thieffry.
FROSSAY	1563, Boullanger. — 1567, Arthur de Cussé.
2. RENNES	{ 1558-1587, Legendre du Fossé (Breton). — 1559-1598, L'Houmeau du Gravier.

(1) Philippe Le Noir, p. 73, 75, 157-161, 257, 331. — Taillandier, *Histoire de Bretagne*, vol. II, p. 291, 292. — Dom Morice, *Preuv. histor.*, t. III, p. 1286.

VITRÉ	1560, Dubois-Lebaleur. — 1561, Mondonnay de Coulaines. — 1562, Dureil. — 1563, Pasquier. — 1571-1581, Berni. — 1576, Merlin, chapelain de la maison de Laval. — 1584, Noël Perruquet, sieur de la Mulonnière. — 1590, Du chemin du Buisson. — 1594, Parent, sieur du Préau.
SION	1562-1593, Guineau.
ERCÉ	1563-1581, Jacques de Roullée (Breton).
ÎLE GRAVELLE	1583, Cherpont.
DINAN et SAINT-MALO	1569-1583, Mahot.
COMBOURG	1565-1570, Presleux.
3. ROCHE-BERNARD	1561-1596, Louveau, sieur de Laporte.
GUÉRANDE	1564, Le Coq. — 1565, Boisseul.
LE CROISIC	1562, François Baron de la Perdrilaye (Breton). — 1569, Boisseul. — 1581, Noël Perruquet. — 1583, Bihan.
PIRIAC	1563-1581, Noël Perruquet.
VANNES	1562-1572, Philippe Bergeay.
HENNEBON	1566-1573, François Baron.
4. MORLAIX	1572, Rolland. — 1579, Dominique du Gric.
PONT	1568, Claude Chartier.
PONTIVY	1562-1578, La Favède.
JOSSSELIN et PLOERMEL	1561-1580, Aubery. — 1580, Chartier.

Dans ces temps orageux, l'exercice du ministère évangélique était plein de périls et fréquemment interrompu par la persécution. La paix n'était trop souvent qu'une trêve de courte durée; car sous un pouvoir arbitraire, malveillant et faible, les Eglises, protégées ou opprimées selon le revirement des influences, n'avaient qu'un état précaire, toujours à la merci des mauvaises passions; et c'est au moment même où elles montraient plus de vie et de force d'expansion que des mesures de rigueur venaient les frapper. Alors les fidèles étaient expulsés ou contraints de s'exiler eux-mêmes; ceux qu'on avait arrêtés étaient tenus dans une dure captivité ou même envoyés aux galères; et les pasteurs, qui étaient surtout l'objet de ces poursuites, allaient chercher un refuge dans des provinces plus calmes, dans les murs de La Rochelle, et jusqu'en Angleterre, ne perdant jamais de vue leur œuvre, et revenant la reprendre aussitôt qu'il y avait possibilité.

Sur la fin du règne de Henri III, le parti des Guises, qui avait fait exécuter les massacres de Vassy et de la Saint-Barthélemy, et qui exploitait

le fanatisme au profit de son ambition, forma la ligue catholique et dicta le sanglant Edit de Nemours (juillet 1585), qui ordonnait, sous peine de mort, aux protestants de rentrer dans le sein de l'Eglise romaine, leur accordant pour tout délai le terme de six mois, qui fut bientôt réduit à quinze jours. Cet édit devint le signal d'une persécution dont les Eglises réformées de Bretagne eurent cruellement à souffrir sous la domination du duc de Mercœur, chef de la Ligue dans cette province. — C'est dans la Chronique de Philippe Le Noir qu'il faut lire le récit de ces désolations, emprunté à Louveau qui était venu faire une tournée pastorale et avait eu le cœur navré du spectacle de tant de ruines.

Lorsque l'Edit de Nantes vint rendre aux réformés la liberté de culte, leurs Eglises se rétablirent peu à peu en Bretagne. Malheureusement c'est juste à l'année 1598 que s'arrête le manuscrit du pasteur de Blain. Il se proposait de conduire sa narration jusqu'en 1684 ; mais la révocation de l'Edit de Nantes, qui eut lieu l'année suivante, l'ayant forcé à sortir de France, il laissa son œuvre inachevée. — En exprimant un vif sentiment de regret au sujet de cette interruption, l'éditeur de ces *Mémoires* nous fait espérer une continuation de l'*Histoire des Eglises réformées de Bretagne*, depuis l'Edit de Nantes. Nul n'est mieux qualifié et mieux placé que lui pour exécuter ce projet. Nous savons qu'il a déjà fait bien des recherches dans ce but ; puisse-t-il être bientôt en état de publier le fruit de son travail, que nous attendons avec une légitime impatience.

La suite de cette histoire nous présentera le même retour de succès et de revers ; mais les succès sont dus à la libre prédication de l'Evangile, et les revers ne peuvent être attribués qu'à la violence des persécuteurs qui, pendant deux siècles, ne cessèrent de condamner à l'exil, aux cachots, aux tortures et à la mort les fidèles confesseurs de la vérité. — Et n'est-ce pas aujourd'hui un motif de reprendre avec courage l'œuvre de l'évangélisation, et d'attendre de la justice de Dieu un meilleur avenir. — « Fils de l'homme, ces os desséchés pourront-ils revivre ? » — « Seigneur Eternel, tu le sais, » répondait le prophète avec tristesse. Mais c'est au moment même où l'attente d'Israël semblait perdue, que Dieu vient la ranimer par cette promesse consolante : « Mon peuple, voici, je vais ouvrir vos sépulcres, je remettrai mon Esprit en vous, et vous revivrez, et je vous ferai rentrer dans la terre d'Israël » (Ezéch. XXXVII, 4-14). — Terre de Bretagne, où l'Evangile a eu ses martyrs, Dieu veuille susciter au milieu de toi de nouveaux confesseurs de la vérité, plus heureux et non moins fidèles !

TH. CHABAL.

Brest, 30 septembre 1838.

L'ÉGLISE DE SERGY, AU PAYS DE GEX.

SYNODE PROVINCIAL DE BOURGOGNE, EN 1663.

On a vu dans l'article de M. Crottet (*Bull.*, I, 299), consacré aux préludes de la révocation de l'Édit de Nantes, dans le pays de Gex, et dans l'histoire des Eglises réformées de ce pays, par M. Th. Claparède (ci-dessus, p. 79), que l'arrêt du 24 août 1662, qui condamna les temples du bailliage de Gex, au nombre de vingt-cinq, en laissa debout deux seulement, ceux de Sergy et de Fernex.

L'Eglise de Sergy, plus encore que celle de Fernex, fut, à partir de ce moment, la petite citadelle du protestantisme sur cette langue de terre limitrophe du canton de Genève. Il s'y tint plusieurs assemblées, entre autres un synode provincial, en 1663, au sujet duquel M. J. Pictet de Sergy a bien voulu nous transmettre la note suivante extraite d'un ancien manuscrit, et contenant les noms de plusieurs pasteurs de cette époque, note dont M. Pictet doit la communication à M. Paul Lullin, ancien conseiller d'Etat, et qui provient des registres de la Compagnie des pasteurs de Genève.

1665, 22 août. — Hier, MM. Mestrezat, le professeur Pictet, Turretin, Tronchin, Sartoris, Calandrin, Cropet, Gallatin, Favre, Gaudy et Sarasin donnèrent à souper aux ministres du synode de Bourgogne, tenu à Sergy, au pays de Gex, qui furent :

MM. *Choudan*, pasteur au Pont de Veyle.

Euchar, pasteur à Mâcon.

Galand, cy-devant pasteur à Paris, retiré à Genève à cause de la persécution.

Eliot, pasteur au pays de Gex.

Rey, pasteur au pays de Gex.

Belot, pasteur à Cluny.

Jordan, pasteur à Arnelduc (Arnay-le-Duc).

Bolnat, pasteur à Vence.

Bourri, cy-devant pasteur en Bourgogne.

Pinault, pasteur à Conche.

Desmaiseaux, pasteur en Auvergne, qui a deux ou trois Eglises éloignées les unes des autres de trente lieues.

Perrault, pasteur à Pau.

Dunoyer, pasteur à Bussy.

Riboudeau, pasteur à Beaulne.

Gravier, pasteur à Châtillon.

Le pasteur de Lyon ne voulut pas assister au souper.

1666, 24 *septembre*. — Messieurs du conseil ont reçu une lettre du roi de France, qui leur demande justice des violences qu'il dit avoir été commises à ce dernier synode de Sergy, au pays de Gex, où il y eut quelques paroles rudes et quelques batailles entre des papistes et des habitans de Genève, qui y étoient allés et où quelques-uns de ceux-ci se trouvèrent impliqués. (Sergy est le dernier village du pays de Gex, où le temple protestant a subsisté le plus longtems.)

NOTICES BIOGRAPHIQUES.

AUTOBIOGRAPHIE DE PIERRE DU MOULIN

D'APRÈS LE MANUSCRIT AUTOGRAPHE.

1561-1658.

(Suite.)

Durant mon séjour à Leyden, Monsieur de Buzenval, ambassadeur à la Haye me tesmoignoit toute sorte d'amitié et m'obligeoit à passer chez luy une partie des vacations et me menoit avec soy aux armées. Je fis avec luy deux voyages, l'un en Gueldres, où je fus en l'armée du prince Maurice. Là, je fus pendant l'espace de quatorze jours sans coucher en un lit. J'y admirois la vigilance et conduite admirable dudit prince. Le mesme ambassadeur me mena l'année suivante en Frise, jusqu'à Embden, où nous vismes la synagogue des Juifs. En ce mesme voyage, nous vismes la prise de Groningue par le susdit prince, et j'eus le plaisir de voir les moines faisant leur paquet pour sortir de la ville, et de voir un tas d'images brulantes en la grande place du Marché.

En l'an 1593, ma sœur Marie, susmentionnée, espousa à Sedan le capitaine Des Guyotz, homme sage et vaillant et craignant Dieu.

Le 18 juin 1595, Estienne Bochart, sieur du Mesnillet, ministre à Rouen, espousa ma sœur Ester du Moulin à Caen, qui estoit veuve de Monsieur Georges Guillebert.

En l'an 1595, mon père arriva à Orléans, sur le point que les chefs de famille estoient assemblés pour aviser aux moyens de redresser leur Eglise. Ils prièrent mon père de leur donner une prédication, après laquelle ils le prièrent de demeurer avec eux pour redresser leur Eglise, et le prièrent de considérer qu'Orléans estoit le lieu de sa naissance. Tellement, qu'il s'engagea avec eux, pourveu qu'ils en obtinssent la permission et consentement du Synode de la province de l'Isle-de-France. Cette permission luy estant octroyée, il demeura pasteur de l'Eglise d'Orléans, qui avoit son exercice à Jargeau, et y fit venir sa famille, laquelle arriva le premier d'octobre 1595. M. Le Faur, gentilhomme de la maison de Pibrac, homme vertueux et de la religion, estoit gouverneur de Jargeau.

En l'année 1596, au commencement du mois d'aoust, il me prit envie de voir mon père, lequel je n'avois point vu depuis neuf ans. Je demanday à Messieurs les curateurs de l'Académie permission de faire un voyage en France; je m'embarquay à Flessingue. Le vent nous estant contraire, nous relaschâmes à Douet, où nous fusmes contrains de demeurer cinq jours. Ayans un quart de vent, nous poursuivîmes nostre route et avec peine arrivâmes à Dieppe le 7 aoust. Et de Dieppe je vins à Rouën, où Monsieur du Mesnillet, mari de ma sœur Ester, estoit ministre; l'estroite amitié que j'avois contractée avec luy à Londres, a esté une des causes qui l'ont mené à rechercher mon alliance.

De Rouen je vins à Paris, où la peste estoit forte, et eus de la peine à trouver logis. Passant sous le Petit-Chastelet, je passay tout proche d'un corps mort qui venoit de tomber de la peste sur le quarré. Je fis donc le moins de séjour à Paris qu'il me fut possible, et vins à Orléans, et de là à Jargeau, et vis mon père, lequel me méconnut, et parlay à luy environ

un quart d'heure sans me donner à connoître ; mais ma belle-mère me reconnut.

Après un séjour de vingt-cinq jours chez mon père, je vins à Paris, où la peste estoit fort diminuée. Là je vis Monsieur de Montigny, pasteur de l'Eglise de Paris, lequel, avec quelques anciens, me ramenteurent l'obligation que j'avois à l'Eglise de Paris, et m'exortèrent à demeurer avec eux, et y servir au saint ministère. Mais je ne m'y sentoix pas assez préparé, ne m'estant pas exercé en propositions, et avois promis aux curateurs de l'Académie de Leyden de retourner à l'exercice de ma profession : je m'excusay donc et leur promis, quand je serois de retour à Leyden, de leur escrire mes intentions.

De Paris je vins à Rouen, où je vis Monsieur des Guyotz et ma sœur, sa femme, et me logeay chez ma sœur du Mesnillet. De là je vins à Dieppe, où je m'embarquay, et arrivay heureusement à Mildebourg. De là je vins à La Haye pour voir Monsieur de Buzenval, qui estoit en ce païs-là mon principal appuy et consolation. Me voyant, il me dit plusieurs choses pour me destourner d'embrasser le ministère. Il me représentoit la pauvreté annexée à cette condition, le travail continuel, les dangers, l'inimitié du clergé romain, surtout à Paris, qui est un haut théâtre, où j'avois beaucoup de besongne taillée, et pour m'en divertir, il me procureroit une condition avantageuse, qui estoit de me mettre avec celui que le roy envoyoit à la Porte, pour y estre ambassadeur près du Grand Seigneur, afin de luy tenir compagnie, et de se servir de moy pour communiquer avec les Grecs, et m'employer aux voyages qu'il faudroit faire de la cour du Grand Seigneur. Je confesse que j'enclinois à ce conseil, en quoy Dieu estoit offensé et mon esprit estoit diversement agité ; mais le roy, ayant changé de volonté et choisi un autre ambassadeur, je reconnus que Dieu ne vouloit pas que je m'employasse à une autre vocation qu'à celle à laquelle je m'estois consacré, et m'affermis en cette résolution.

Alors je receus la nouvelle de la mort de Monsieur des

Guyotz, tué au siège d'Amiens, laissant sa femme enceinte ; cette mort avint le 30 juillet 1597.

Je me résolus donc de quitter la Hollande ; lors je mis en lumière ma *Logique*, qui a esté imprimée treize fois. Je fis aussi un poëme intitulé *Batavia*, que je dédiay aux curateurs de l'Université.

Sortant de Leyden, je m'en allay à La Haye, où Monsieur de Buzenval me donna un conseil qui me pensa perdre. Je luy dis que j'avois un grand désir de passer par Anvers, et Bruxelles, et de voir le païs de l'archiduc ; mais que j'y voyois de la difficulté pour ce que la guerre estoit fort rude, et que je n'avois point de passe-port de l'archiduc, lequel me cousteroit beaucoup, et qui seroit long à attendre ; Monsieur de Buzenval me respondit qu'il me donneroit un bon moyen de passer à Amiens sans passe-port : c'est qu'il connoissoit un marchand de Rotterdam, nommé Vanderneec, ami intime du gouverneur d'Anvers, nommé Alfonso Messia. Le frère de ce gouverneur ayant esté pris par le prince Maurice, en un combat donné à Turnehout, et emmené prisonnier à La Haye, ce marchand paya pour luy sa rançon et le renvoya à son frère. En considération de ce bienfait, les lettres de ce marchand au gouverneur d'Anvers servoient de passe-port. Cela m'estant confirmé par plusieurs, je m'en allay à ce marchand et lui baillay les lettres que Monsieur de Buzenval luy escrivoit en ma faveur. Ledit marchand me donna incontinent lettres recommandatoires au gouverneur d'Anvers. M'y fiant, je m'embarquay à Rotterdam. Ainsi je quitté le païs de Hollande, où Dieu m'avoit tant de fois fait sentir son secours et son assistance. Après y avoir demeuré six ans entiers, j'avois esté quatre ans en Angleterre ; tellement que tout le temps de ma demeure en païs étrangers a esté de dix ans, en tout lequel temps Dieu m'a fait la grâce de n'estre point malade de maladie qui m'ait tenu au lit plus de trois jours.

Nous désancrasmes de Rotterdam, et arrivasmes devant le fort de l'isle appartenant aux Hollandois, et de là passasmes à

Ordam, où nous ancrasmes ; là il y avoit garnison espagnole, où il faloit monstrier nos passe-ports. Nous vismes sortir une barque qui venoit pour recevoir nos passe-ports. Mais un peu devant que d'ancrer devant Ordam , il passa près de nous un navire venant d'Anvers, dont les matelots avertirent les nostres que les soldats de la citadelle d'Anvers s'estoient mutinés contre le gouverneur et l'avoient constitué prisonnier. Dont j'appris que mes lettres du sieur Vanderneec audit gouverneur m'estoient inutiles ; ce qui me mit dans une fort grande angoisse : et nostre pilote, voyant que je n'avois point de passe-port, me dit que j'estois en pauvre estat, et que les Espagnols du fort d'Ordam me prendroient, et, me tenant prisonnier, me feroient mille tourments, surtout quand ils auroient appris qui j'estois et quelle estoit ma condition. Comme j'estois en cette détresse, voici arriver un autre navire venant de Zélande, sur lequel je reconnus un de mes amis, frère de Monsieur Aurélius, ministre de l'Eglise françoise de Londres, auquel je fis entendre la peine où j'estois. Iceluy fit entendre cela à ceux de son navire, entre lesquels il y avoit un Allemand, qui avoit passe-port pour luy et son valet, lequel estant tombé malade, il l'avoit laissé en Zélande, et me dit que si je voulois entrer en son navire je pourrois passer pour son valet. Cela se fit, et arrivay en seureté à Anvers le 3 de septembre 1598, admirant la providence de Dieu et son soin paternel en ma conservation. Je séjournay quatre jours à Anvers, où je trouvay moyen d'entrer en la citadelle et de voir la beauté de la ville. Au cinquième jour, je me mis au bateau de Bruxelles, qui alla toute la nuit ; de Bruxelles je vins à Gand, à Audenarde, à Courtray, à L'Isle, à Arras, à Amiens, à Rouen.

Combien que j'eusse une place au coche, où aussi j'avois mes hardes, néantmoins je fis la pluspart du chemin à pied, depuis Bruxelles jusques à Arras, pour me délivrer de la persécution d'un Espagnol qui étoit dans le coche, qui mesdisoit horriblement de ma religion, et ne pouvois sans péril luy contredire. J'estois travaillé d'une douleur de reins et estois me-

né de la pierre ; le grand travail que je pris en allant à pied me fut un souverain remède ; car, après ce travail , je jettay force sable par l'espace de six semaines, dont mes reins furent deschargés, et depuis je ne m'en suis point senti.

Entre Arras et Amiens, en un petit village nommé la Braserie, un chartier yvre entra en la chambre où j'estois couché sur la paille tout habillé. Il avoit en sa main un grand couteau, et me voulut tuer ; mais Dieu m'en préserva.

Je me reposay quelques jours à Rouen , chez mon frère et ma sœur du Mesnillet, et de là vins à Paris, où je ne me donnay à connoistre à personne ; et arrivé à Jargeau , chez mon père sur la fin de septembre, et demeuray avec luy trois mois et quelques jours.

Au mois de décembre, peu de jours devant Noël, mon père me mena à Gien, où se tint un colloque, où je fus ouy en proposition et examiné, et receus l'imposition des mains par Monsieur Mélit, ministre de Chastillon-sur-Loire ; là estoit Monsieur Lenoir, aussi ministre audit lieu de Chastillon, et les sieurs Fontaine et Pinet, ministres de Gien.

De Gien je revins à Jargeau ; et estant question de m'en aller à Paris , je priay mon père de trouver moyen que je fisse ailleurs mon apprentissage qu'en l'Eglise de Paris. Avint tout à propos que Monsieur de la Nouë, ministre de Blois, fut appelé à Saumur, ce qui fut cause que l'Eglise de Blois me pria de la servir en attendant qu'elle fût pourveue d'ailleurs.

L'an 1599, au commencement de l'an, je me rendis à Blois et y demeuray deux mois. Je preschois en la maison de Monsieur Desoignis, sous une porte, entre deux chambres, ce qui estoit fort incommode ; car il n'y avoit point encore de temple à Blois pour ceux de nostre religion.

Cependant l'Eglise de Paris me pressoit. En ce mesme temps, Madame, sœur du Roy, espousa le duc de Bar, fils du duc de Lorraine. J'arrivay à Paris le dernier de février 1599, lorsque maditte dame se préparoit pour aller en Lorraine avec son mari. Je fis ma première prédication en l'hostel de Ma-

dame, sœur du roy, lequel depuis a esté appellé l'hostel de Soissons. Le lendemain je preschay dans le Louvre, devant maditte dame, où je mariay un More avec une Moresse. Il y avoit un grand abord de peuple. Si maditte dame eust demandé au roy un lieu dans la ville ou au faubourg pour faire nostre exercice ordinaire, Sa Majesté luy eust volontiers accordé, pource que nos assemblées au Louvre l'incommodoient ; mais elle ne s'avisa pas de faire cette requeste au roy, et nul ne la pria d'y penser, qui fut une grande faute ; car, Madame estant partie de Paris, on mit nostre exercice à Grigny, qui est à cinq lieues de Paris. En ce tems mourut Monsieur de Buzenval.

Monsieur de Montigny, par ordre du Consistoire, fut chargé de suivre Madame en son voyage de Lorraine. Mais si tost que je fus arrivé, Monsieur de Montigny se fit descharger de ce fascheux voyage, et si tost que je fus arrivé à Paris, il fut ordonné que je ferois ce voyage. Je la suivis jusqu'en Lorraine, et fis la prière dans l'évesché de Meaux, et dans celuy de Châlons, et dans l'abbaye de Jouairre.

Maditte dame coucha une nuit à Vitry-le-François, où je fus logé par fourrier chez une demoiselle de la religion nommée Marie Colignon, fille de Monsieur de Chailitte, gentilhomme qualifié ; elle estoit veuve de Samuel Le Pois, ministre de Bandonvillers, de laquelle ayant reconneu la sagesse et piété, et le lieu dont elle estoit issue, je me proposay de la demander à femme. Il falut le lendemain suivre Madame, laquelle s'arresta à Bar-le-Duc. De Bar, j'escrivis à la susdite demoiselle et luy déclaray mes intentions. Elle me respondit qu'elle demandoit du tems pour y penser, et pour faire ses enquestes nécessaires et demander conseil à ses parens et amis.

Ayant achevé mon quartier près Madame, je vins à Vitry pour achever cette affaire, laquelle j'avancay, en sorte qu'il ne me restoit plus que d'avoir le consentement de mon père, qui estoit à Jargeau, à soixante-quinze lieues de là. Advint à mon

père une affaire qui l'obligea de faire un voyage à Sedan. Il partit de Jargeau et passa par Châlons , qui n'est qu'à sept lieues de Vitry. De quoy estant averti, je partis incontinent de Vitry, et le rencontray, et allasmes ensemble à Sedan, où je fis la prédication dans le temple des papistes ; peu de jours après, nous allasmes à Jametz, et de là à Verdun, et de Verdun à Saint-Emanhou (*sic*), et de là à Vitry, où l'affaire fut terminée; les fiançailles se firent à Ronnay, au logis de Mademoiselle de Brun, tante de la fiancée. Le mariage fut bény à Vitry-le-Bruslé, lieu de l'exercice ordinaire, par M. Roland, ministre. Ma belle-mère vint de Jargeau, et ma sœur du Mesnillet vint de Rouen pour se trouver à nostre mariage.

Peu après je partis de Vitry pour retourner à Paris. A sept ou huit lieues de Vitry, il y avoit un pont sur la rivière de Marne, qu'une troupe de bœufs avoit rompu, quelques jours auparavant, en passant par-dessus. Il falloit passer par là ou traverser la rivière à nage. Je fus en doute si je devois retourner à Vitry ; mais enfin je me résolus de faire entrer mon cheval dans la rivière. Estant au milieu de la rivière, mon cheval perdit pied et fus en péril. Néanmoins enfin je passay la rivière et vins à Paris. Alors l'exercice ordinaire se faisoit à Grigny, chez Monsieur des Bordes-Mercier, à cinq lieues de Paris.

Chaque année, au printemps, je faisois un voyage en Lorraine pour servir mon quartier chez Madame, sœur du roy, et, le quartier achevé, je retournois à mon Eglise.

L'an 1601, le lieu de l'exercice fut approché d'une lieue et mis à Ablon, à quatre lieues de Paris.

Cette mesme année, un lundi 24 d'avril, entre cinq et six heures du soir, nasquit mon fils aîné Pierre, baptisé à Ablon. Monsieur Arnault, intendant des finances, fut parrain, et Madame de Bafour, fille de Monsieur de Chetainvillle, marraine.

L'an 1603 je fis, selon ma coutume, un voyage en Lorraine vers Madame, sœur du roy, laquelle je suivis aux bains

de Plombières. J'eus la curiosité de voir Sainte-Marie-aux-Mines, et de descendre dans les mines d'argent, fort profondes, et donnay jusqu'à Strasbourg; je passay à pied le pont, qui a treize cens pas de longueur de mes pas. Je vis aussi l'arsenal, qui est fort beau; on me fit gouter du vin de cent trente ans; on me monstra ès greniers publics du blé qu'on disoit estre tombé du ciel. Je vis aussi l'horloge.

Le 24 de septembre nasquit ma fille Ester; ce jour-là j'estois en Moulius, en Bourbonnois, allant au synode national, à Gap, en Dauphiné, où j'estois député.

L'an 1603, au mois d'aoust, je fus député pour me trouver en l'assemblée politique générale à Chastellerault, où se trouva Monsieur le duc de Sulli, envoyé par Sa Majesté; cette assemblée ne dura que quinze jours. J'insistay fort envers l'assemblée que la demande de l'approchement de l'Eglise de Paris ne fust point mise au cahier des demandes qu'on dresseoit en l'assemblée pour les bailler aux députés généraux: mais que M. le duc de Sully, qui alors estoit en grand crédit, fust nostre député pour cet article. L'assemblée eut beaucoup de peine à obtenir de luy qu'il se chargeast de cette demande; mais enfin il s'en chargea, et cela réussit; car à Noël de la mesme année, il fit cette demande au roy, qui luy accorda sa demande, laquelle ne fut exécutée que l'année suivante, et nostre exercice, par la volonté du roy, fut mis à Charenton-Saint-Maurice, à une demie lieue de Paris, où il est encore maintenant.

L'an susdit 1603, le mardi 25 d'octobre, peu après mon retour de Chastellerault, nasquit mon fils Louis, au faubourg Saint-Germain, rue des Marestz, entre six et sept heures du soir, baptisé chez moy, par moy-mesme, présenté au baptesme par Monsieur de Monceaux et Mademoiselle L'Hoste.

L'an 1608, le 2 septembre, entre six et sept heures du soir, mon fils Cyrus est né, présenté au baptesme par Monsieur de Béthune, colonel d'un régiment de Hollande, et par Mademoiselle Anne de Rohan.

L'an 1609, le 22 février, est décédée ma belle-mère, Guillemette d'Aurigny, à Orléans.

L'an 1610, le 14 avril ma femme est accouchée d'un enfant mort, qui est demeuré mort en son ventre depuis le 22 décembre jusques au 14 avril.

Le 10 may 1610, à quatre heures après midi, le roi Henri IV a esté tué à Paris par Ravallac, en son carrosse, près du cimetière Saint-Innocent.

L'an 1612, le 24 may, le synode national se tint à Privas, en Vivarets, où Monsieur Chamier fut esleu président, et moy adjoint.

En retournant de Privas, je passay par Vienne en Dauphiné, où je vis Monsieur le juge Gabet.

Moy, avec cinq autres ministres, eusmes la curiosité de voir Genève, où nous fusmes receus avec beaucoup d'honneur; messeigneurs les syndics nous festoyèrent en l'hostel de ville, et le corps ecclésiastique au collège. Après six jours de séjour nous partismes; nostre hoste ne voulut rien prendre de nous, disant que Messieurs les syndics luy avoient deffendu. Nous passasmes par Collonges, à trois lieues de Genève, et nous destournasmes pour voir le sault du Rosne.

L'an 1614, le 27 d'aoust, j'imposé les mains à Monsieur Mestrezat publiquement à Charenton.

L'an 1615, au mois de février, Monsieur de Mayerne, premier médecin de Jacques, roy de la Grande-Bretagne, arriva à Paris, et me fit entendre le désir que Sa Majesté avoit de me voir. Desjà il m'avoit envoyé deux mille livres, pour un livre que j'avois fait, en deffense de la confession de foy que ledit roy avoit publiée. Je me résolus de faire ce voyage; mais nostre Consistoire s'y opposa; car on luy avoit persuadé que si j'y allois, je ne reviendrois plus. Mais je leur ostay cette persuasion, par la promesse et serment que je fis en public à Charenton de retourner en bref. Ainsi je partis de Paris avec Monsieur de Mayerne au commencement de mars 1615. Je vis ma sœur du Mesnillet à Rouen, laquelle estoit veuve; Mon-

sieur du Mesnillet estant décédé peu auparavant ; j'avois avec moi mon jeune frère, Jean du Moulin.

Ce roy me fit beaucoup d'accueil ; ordinairement je me tenois derrière sa chaise en ses repas.

Deux mois auparavant , les Estats s'estoient tenus à Paris, où Monsieur le cardinal du Perron avoit fait une harangue, laquelle il avoit fait imprimer, en laquelle il prouvoit que le pape peut déposer les roys , et où le roy Jacques estoit mal traité. Sa Majesté me commanda d'y faire responce ; ce que je fis : je lui présenté ma responce, laquelle est imprimée sous son nom. Il me fist prescher devant luy en françois à Grenouish, en la chapelle royale. Il voulut aussi que je prisse le degré de docteur à Cambrige.

Là se fist une dispute publique, en laquelle le roy mesme proposa des arguemens. Je fus trois mois en ce voyage, et pris congé du roy à la Saint-Jean ; car il s'en alloit en son progrès. Il donna à mon frère une chaîne d'or de deux cens escus, et à moy une prébende à Cantorbérie, avec une belle maison. Depuis il me donna encore une commanderie, qu'ils appellent rectorat, au pays de Galles.

Les chanoines du chapitre de Cantorbérie, en ma réception, me voulurent obliger par serment à m'assujettir aux loix et coustumes d'Angleterre ; ce que je ne voulus faire qu'à condition de ne rien faire qui préjudiciast à l'obéissance que je dois à mon roy et à l'ordre ecclésiastique receu en nos Eglises de France : ce qui me fut accordé.

Je m'embarquay donc, et arrivay à Bologne, où Monsieur de Campagnolles estoit gouverneur pour M. le duc d'Espéron ; or, c'estoit le tems auquel les princes de France commençoient à se souslever contre la reyne régente. Cela fut cause que je fus soupçonné d'estre passé en Angleterre pour pratiquer secours pour les princes, et Monsieur de Campagnolles eut charge de m'arrester. Sitost donc que je fus arrivé à Bologne, Monsieur de Campagnolles m'arresta à l'hostellerie du Char, où j'avois pris logis, se saisit de mes hardes et livres, me mit

en la garde de deux soldats et fit fouiller et examiner mes papiers : mon frère estoit avec moy.

Mais au bout de deux jours il nous relascha, nous priant de ne parler à personne du tort qu'on nous avoit fait. Je vins coucher à la maison de Mademoiselle d'Ecufan, qui est à trois lieues de Bologne.

Le lendemain nous arrivâmes à Abbeville, et de là à Compiègne, Beauvais, Senlis, et finalement à Paris.

Estant à Paris, je prenois quelque fois la poste pour aller voir mon père à Orléans ; l'Eglise d'Orléans avoit son exercice à Bionne.

Depuis ce tems j'ay esté fort traversé de disputes à Paris contre les adversaires. Le P. Arnoux, jésuite, nous envoya un cartel de deffi, par lequel il nous provoquoit à comparoistre devant la reyne, pour rendre raison de nostre religion. J'eus charge de mes collègues de faire une responce, en laquelle je représentay que j'avois esté au collège de la Flesche, ou en une salle qu'on appelle la Salle des Pères, j'avois veu un tableau, auquel sont peints les martyrs jésuites, entre lesquels il y a des jésuites qui ont conspiré contre la vie des roys, et ont esté punis par justice. Disois que nous exhortions nos peuples à fidélité et obéissance au roy, et représentois les périls et combats que ceux de nostre religion avoient soutenus pour la defence du roy Henri IV ; desquels périls et travaux recevoient aujourd'huy les salaires ceux qui ont esté ennemis du roy. A cela estoient joints quelques articles justificatifs de nostre religion. Les jésuites ne poursuivirent point leur deffi ; mais ils trouvèrent moyen de nous faire un procès criminel, pour avoir appelé ceux de la religion *nos peuples*, comme si nous prétendions qu'ils sont nos sujets.

(La suite au prochain cahier.)

BIBLIOGRAPHIE.

LA RÉFORME ET LES GUERRES DE RELIGION EN DAUPHINÉ

DE 1560 A L'ÉDIT DE NANTES (1598),

Par J.-D. LONG. Paris, F. Didot, 1856. In-8°.

M. Long, qui a publié, il y a quelques années, un mémoire couronné par l'Institut, sous le titre d'*Antiquités des Voconces*, s'est occupé cette fois, pour les populations dauphinoises, d'une époque sur laquelle l'attention paraît de nos jours se porter avec une vivacité croissante. Tandis que la *Société de l'histoire du Protestantisme français* donne des mémoires et des documents sur les apôtres de la Réforme et sur les événements principaux des luttes religieuses du XVI^e siècle, que M. Jules Bonnet fait paraître les *Lettres françaises de Calvin*, que divers érudits exhument des journaux écrits par des plumes catholiques ou protestantes, que M. Ern. Mourin étudie la *Réforme et la Ligue en Anjou* (1), M. Long fait part au public de ses recherches sur les luttes religieuses dans le Dauphiné. Cette province a vu s'accomplir sur son territoire une partie des faits qui ont fini par amener dans notre pays le triomphe de la liberté de conscience. Quand on parcourt ses monts rocheux et ses vallées sillonnées de torrents, on rencontre presque à chaque pas des ruines qui attestent le déchainement des passions religieuses et politiques. Des châteaux démantelés ont laissé sur la crête des montagnes les pans mutilés de leurs vieilles murailles; ici, sur le ruisseau de Val-Croissant, se montre le pont d'*Oreille*; là, sur la Gervanne, est le pont de Blacons. Die, Livron, Crest, Montélimar, Romans, la Mure, ont soutenu des sièges mémorables, ou vu se succéder dans leur enceinte les armées de la Réforme, celles du roi de France et celles de la Ligue. Des vengeance barbares, d'admirables traits d'héroïsme, des drames singuliers ont signalé une foule de lieux qu'il serait trop long de nommer.

Trois hommes éminents, avec des génies et des destinées diverses, François de Beaumont, baron des Adrets, Charles Du Puy de Montbrun, François De Bonne de Lesdiguières, ou plutôt des Diguières, eurent tour à tour, en Dauphiné, la direction des affaires militaires du protestantisme. Le farouche baron des Adrets, après quelques combats heureux en faveur de la cause, discrédité parmi ses coreligionnaires, par sa froide cruauté et par les exécutions de Montbrison et de Pierrelatte, arrêté même en 1563, passe dans les rangs du parti catholique, cherche à *défaire* les huguenots, qu'il se vantait d'avoir *faits*, cesse d'être favorisé de la fortune, et meurt presque oublié

(1) Voir *Bulletin*, t. V, p. 469.

dans son château de la Frette, le 2 février 1586. Il excusait ses actes de barbarie par cette distinction : « Nul ne fait cruauté en la rendant ; les premières s'appellent cruautés, les secondes justice. » — Montbrun, qui succède à Des Adrets, homme d'action comme lui, mais moins prodigue du sang humain et avec l'avantage d'une conviction sincère, conduit plusieurs fois les protestants à la victoire, soutient l'héroïque résistance de Livron, défait les Suisses au pont d'Oreille, et se laisse battre et prendre à Blacons par De Gordes, lieutenant général en Dauphiné ; le parlement de Grenoble le condamne à mort, comme criminel de lèse-majesté, et il a la tête tranchée de trois coups d'épée, le 13 août 1573. Le brave Lanoue l'a surnommé *le Vaillant*. — Lesdiguières, qui vient après, et qui doit devenir en quelque sorte *le roi du Dauphiné*, a grand-peine d'abord à se faire accepter comme chef des réformés ; l'aristocratie protestante, qui formait le noyau du parti, lui reprochait de n'être que d'une noblesse de second ordre et d'avoir été juriconsulte ; les *désunis* l'appelaient en dérision *monsieur l'avocat*. Cependant il parvient à triompher. Pendant plus de vingt ans, il soutient avec vigueur et avec succès la guerre contre les catholiques et contre les ligueurs, est créé par Henri IV duc et pair, en 1607, et maréchal de France, en 1608 ; il se convertit au catholicisme, devient connétable, en 1622, et meurt en 1626. Il avait alors 86 ans. Il existe de lui un grand nombre de portraits contemporains ; on y retrouve en partie les traits de Henri IV, avec une certaine expression de finesse méchante que la figure du maître ne présente pas.

L'ouvrage de M. Long renferme de nombreux et utiles renseignements sur la période qui s'étend du règne de François II à la publication de l'Edit de Nantes, des notices biographiques des personnages illustres du Dauphiné, au XVI^e siècle, hommes d'Etat, gens de guerre, littérateurs, et un certain nombre de pièces justificatives. L'auteur est un homme laborieux et instruit, auquel on doit savoir gré d'avoir classé et réuni en un corps régulier des faits qui, isolés, perdaient une partie de leur intérêt, et qui a bien mérité de la science en abordant avec zèle un des côtés de la question historique, qui, comme nous l'avons dit, occupe aujourd'hui les esprits. Il a eu à sa disposition des documents locaux, et entre autres les mémoires des frères Gay, qui donnent à son livre une valeur toute particulière. Il possède un esprit d'impartialité qui lui a permis d'apprécier avec justice la plupart des hommes et des événements dont il a eu à parler.

La part faite de l'éloge, voyons ce qui nous semble à reprendre dans l'ouvrage de M. Long. Cet ouvrage a le tort, à notre avis, de manquer de principes positifs, de méthode, de sentiment littéraire et de critique. L'impartialité y touche de trop près à l'indifférence, de sorte que les considérations sont banales, et que le récit se traîne sans vie et sans couleur.

L'auteur a essayé une classification en trois périodes de l'histoire de la Réforme en Dauphiné : un an d'excès sous le baron des Adrets ; treize ans d'entreprises audacieuses sous Montbrun ; vingt-deux ans, sous Lesdiguières, de luttes qui amènent le triomphe de la Réforme et de la royauté. Mais cette classification est insuffisante. Les faits, accumulés sans ordre, restent dépourvus d'enchaînement ; l'intérêt s'éparpille et l'esprit a peine à saisir un ensemble qui le fixe, et à suivre le fil du récit.

En descendant au détail et à la forme, on ne peut s'empêcher de reconnaître chez M. Long une regrettable inexpérience d'écrivain. Les personnages, les lieux apparaissent tout à coup sans préparation, et les explications nécessaires à l'intelligence du récit n'arrivent souvent qu'à propos d'événements postérieurs, où elles sont moins utiles. Les portraits sont médiocrement touchés. L'entrée en matière est maladroite ; le livre commence par des réflexions sans portée, souvent contradictoires, et l'on y voudrait trouver des renseignements plus abondants sur ce point si curieux, le développement de la Réforme et la formation du parti protestant dans le Dauphiné. L'auteur abuse des rapprochements des faits du XVI^e siècle avec ceux de la révolution de 1789. Son style est faible, son récit manque de suite et de rapidité. Que dire de ces réflexions : « On serait tenté de croire « que la guerre extérieure est un mal nécessaire à la tranquillité des peuples. « Les grandes guerres de l'empire ont peut-être retardé l'explosion de 48 « (p. 42) ; — Nous avons vu Calvin écrire à Du Poët, et Bèze assister à la « bataille de Dreux ; ces deux pères de la Réforme prenaient un vif intérêt « à nos guerres de religion » (p. 62) ?

Quant à la critique, elle est insuffisante. Je ne citerai à cet égard qu'un exemple. L'abbé D'Artigny a publié au XVIII^e siècle, sur la communication d'un jésuite, deux lettres d'un caractère odieux, d'un esprit intéressé et cruel, adressées par Calvin à M. Du Poët, un des seigneurs protestants les plus considérables du Dauphiné, qui devint successivement chambellan du roi de Navarre, conseiller d'État, gouverneur de Montélimar, lieutenant-général au marquisat de Saluces. Ces lettres, l'une de 1547 (ou 57), l'autre de 1564, ont été répétées par plusieurs écrivains et citées par Voltaire, dans son *Essai sur les mœurs*. M. Long les publie de nouveau comme authentiques, sans les avoir vues. « Elles sont aujourd'hui, dit-il, écrites « de la main de Calvin, chez M. le comte D'Alissac, héritier de Mademoiselle « Du Poët. Nous tenons leur copie d'une main sûre. » (P. 46.)

Or, les textes conservés dans la famille Du Poët, et qui ont servi au jésuite de l'abbé D'Artigny et au copiste de M. Long, ne sont pas de la main de Calvin (1). M. Jules Bonnet, le laborieux éditeur de la corres-

(1) Voir à ce sujet ce *Bulletin*, t. IV, p. 7, et l'article *Du Poët* dans la *France protestante*.

pondance de Calvin, déclare formellement qu'ils ne sont ni de la main de Calvin, ni de celle d'aucune des personnes qu'on sait avoir écrit sous la dictée du réformateur. A cette raison matérielle de douter de leur authenticité, s'en joignent d'autres qui obligent à la nier.

M. Long a entrevu une de ces raisons. Il fait remarquer que l'adresse de l'une des lettres est : *A Monsieur Du Poët, général de la Réforme en Dauphiné*, et que du Poët ne pouvait porter ce titre en 1547 (ou 1537), date de la pièce, et il se contente d'alléguer, pour réponse, que la famille respectable de Du Poët ne se serait pas livrée à une imposture pour insulter à la mémoire de Calvin. Je ne puis entrer ici dans de longs détails. Mais d'une part, sans avoir besoin d'accuser la bonne foi des Du Poët, on peut sans grande difficulté rejeter la fraude sur des étrangers. D'ailleurs, l'impossibilité que signale M. Long lui-même ne lui a-t-elle donc pas paru péremptoire ? La suscription de la lettre de 1551 ne dénote-t-elle pas la fausseté de cette pièce ? M. Du Poët, qu'on y désigne comme chambellan du roi de Navarre et gouverneur de Montélimar, n'a occupé ces dignités que vingt ans après. Quant au style et à l'orthographe, ils serviraient au besoin de réfutation suffisante contre chacune des deux lettres. Peut-on admettre d'ailleurs que Calvin ait été, je ne dis pas assez intolérant (c'est la question), mais assez idiot, assez inepte, pour écrire (écrire, vous entendez) les choses que contiennent les lettres prétendues ? Je ne le pense pas, et je regrette que M. Long, par une légèreté fâcheuse, ait contribué, pour sa part, à maintenir une imputation calomnieuse qu'un examen tant soit peu attentif lui aurait fait écarter, qu'une plus grande impartialité lui aurait fait combattre.

F. BOURQUELOT.

Tome VIII et avant-dernier de la FRANCE PROTESTANTE de MM. Haag.

(1^{re} PARTIE.)

Ce volume, qui porte bien près du terme le grand travail de MM. Haag, contient un grand nombre d'articles importants, parmi lesquels nous signalerons :

Claude DE NARBONNE, un de ces fameux vicomtes qui ont joué un rôle si important dans les guerres civiles ; — NARDIN, un des pasteurs piétistes les plus influents du XVIII^e siècle ; — Philippe NAUDÉ, à la fois mathématicien et théologien d'une orthodoxie rigide ; Elie NÉAU, victime d'une des innombrables iniquités du gouvernement de Louis XIV ; la famille NETTANCOURT, illustre dans les armes ; — celle de NORMANDIE, établie à Genève au temps de Calvin ; — Odet DE NORT, le pasteur trop peu connu de l'Eglise de La Rochelle, à l'époque du siège que cette ville héroïque soutint le lendemain de la

Saint-Barthélemy; — OBERKAMPF, OBERLIN, dont les noms seuls rappellent les services; — OLIVÉTAN, le premier traducteur de la Bible protestante en français; — la famille OLIVIER, qui a donné à la France deux évêques favorables à la Réforme et un chancelier que l'ambition, unie à une déplorable faiblesse, rejeta dans les bras de Rome; — le célèbre OUDIN, à qui on doit une des meilleures histoires littéraires de l'Eglise; — Claude PAJON, qui a donné son nom à une secte dont Isaac PAPIN formula les doctrines d'une manière plus précise; — Bernard PALISSY, Ambroise PARÉ, Denis PAPIN, trois des noms les plus illustres du protestantisme français; — PANDIN DES JARRIGES, chancelier du roi de Prusse; — la nombreuse famille de PASSAVANT, qui de Bâle, où elle s'était réfugiée, s'est répandue dans toute l'Europe, et occupe partout un rang distingué; — Isabeau PAULET, cause innocente de l'interdiction du grand temple de Montpellier, et dont l'histoire est éclaircie par des pièces jusqu'ici inédites; — PELET-SALGAS, le gentilhomme galérien; — Paul PÉLISSON, l'administrateur de la caisse des conversions; PERROT D'ABLANCOURT, l'auteur de tant de traductions qu'on appela les *belles infidèles*; — PÉRUSSEL, le ministre de Condé; — les PETIT, également célèbres dans les lettres et dans les armes; — PETITOT, l'habile peintre en émail; — le fabuliste PFEFFEL; — l'historien PHILIPPSON, plus connu sous le nom de *Sleidan*; — les graveurs PICART; — Jacques PINETON DE CHAMBRUN, l'illustre confesseur de l'Eglise d'Orange; — les PITHOU, à l'occasion desquels est racontée l'histoire de la Réforme à Troyes; — le philosophe PLOUQUET; — POLIER DE BOTENS, le collaborateur de la grande Encyclopédie, et sa fille, célèbre romancière sous le nom de *Madame de Montolieu*; — les familles de POLIGNAC et de PONS, dont plusieurs membres ont joué un grand rôle dans les affaires de l'Eglise; — POLTROT DE MÉNÉ, l'assassin du duc de Guise, etc., etc.

Voici la liste complète des noms de cette livraison :

- | | |
|--|---|
| Nagel (Burcard), abbé de Münster, converti au protestantisme. | Nérac, dit Mazamet, capitaine huguenot. |
| Narbonne-Caylus (Claude), un des vicomtes du Quercy, et ses descendants. | Nettancourt, illustre famille de la Champagne. |
| Nardin (Jean-Fréd.), prédicant renommé. | Netz (Philippe de), auditeur en la chambre des comptes. |
| Nasser (Barthélemy), professeur de théologie et pasteur. | Nen (Jacques de), confesseur. |
| Natalis (Famille de). | Nevelet (Pierre), avocat au parlement de Paris. |
| Naudé (Philippe), mathématicien. | — (Isaac), fabuliste. |
| — (Philippe), membre de l'Académie de Berlin. | Neyron (Pierre-Joseph), doct. en droit. |
| — (Roger-David), pasteur à Berlin. | Nicolas (Abel), réfugié en Angleterre, et ses descendants. |
| Naudin (Pierre), apothicaire à Paris, et ses descendants. | — (Antoine), pasteur à Winterthur. |
| Navières (Charles de), poète. | Nicolle, pasteur à Courcelles-Chaussy. |
| Néau (Elie), galérien protestant. | Nielle (Charles de), pasteur à Utrecht. |
| Neel (Guillaume), martyr. | Nigrin (Georges-Adam), surintendant ecclésiastique à Montbéliard. |
| Nenter (Georges-Philipp.), prof. de médec. | Nissoles (Famille). |

- Nivet (Saintin), martyr.
 Noblet (Jacques), confesseur.
 Noël (Jean), dominicain partisan de la Réforme.
 Nogaret (Henri de), duc de Candale, prosélyte.
 Nogentel (Isaac de), pasteur à Nogentel.
 Noguier (David), pasteur à Bernis.
 — (Jacques), pasteur à St-Chartes.
 Normand, vaillant capitaine huguenot.
 Normandie (Laurent de), lieutenant du roi à Noyon, et ses descendants.
 Nort (Odet de), pasteur à La Rochelle.
 Notter (Jean-Georges), pasteur à Spire.
 Nuding (Georges), pasteur à Wissembourg.
 Nui (Jean), bourgeois d'Arnai-le-Duc.
 Oberkampf (Christophe-Philippe), manufacturier célèbre, et ses descendants.
 Oberlin (Jérémie-Jacques), antiquaire et philologue.
 — (Jean-Frédéric), le célèbre pasteur du Ban-de-la-Roche.
 Obrecht (Famille).
 Odet (Isaac-François), sieur du Fouilloux, et ses descendants.
 Odier (Famille).
 — (Antoine), censeur de la banque de France.
 — (Louis), docteur en médecine, correspondant de l'Institut.
 Ougier (Robert), martyr.
 Oiseau (François), ministre de l'Eglise de Nantes.
 Oisel (Jacques), manufactur. réfugié.
 — (Jacques), docteur en droit.
 — (Philippe), théologien.
 Olhagaray (Pierre), ministre et histor.
 Olivétan (Pierre-Robert), traducteur de la Bible.
 Olivier (Jean), évêque d'Angers, favorable à la Réforme.
 — (Antoine), évêque de Lambéz, converti au protestantisme.
 — (Jacques), chancelier de France.
 — (Jordain), ministre de Pau.
 — Desmont (Jacques), pasteur à Nîmes.
 Ollier (Pierre), pasteur à Montauban.
 Olry (Jean), avocat au parlement de Metz, transporté en Amérique.
 Oufroy (Richard), confesseur.
 Oraison (André d'), évêque de Riez, converti au protestantisme.
 Orfenille (Famille).
 Origny (Pierre d'), poète.
 Orville (Jean d'), et ses descendants.
 — (Pierre), poète latin.
 — (Jacques-Philippe), philologue.
 Osterried (Jean-Daniel), doct. en droit.
 Otto (Louis-Guillaume), diplomate.
 Oudin (Casimir), critique et historien.
 — (César), interprète du roi, et ses descendants.
 Ougier (Benjamin), archiviste de la principauté d'Orange.
 Ouvrier (Pierre), moine franciscain converti au protestantisme.
 — (Jean-Gottlieb), past. en Silésie.
 — (Charles-Sigismond), instituteur.
 — (Louis-Benjamin), professeur de théologie à Giessen.
 Ozanne (Claude d'), commissaire des guerres, et ses descendants.
 Pacard (Georges), pasteur à La Rochefoucauld.
 — (Abraham), libraire à Paris.
 Pagès (Famille).
 Pain (N.), ministre à Fontenay.
 Pajon (Jean), avocat au parlement.
 — (Daniel), docteur en médecine.
 — (Louis-Esate), ministre à Berlin.
 — (Claude), célèbre théologien, ministre à Orléans.
 Palaret (Elie), pasteur et savant philologue.
 — (Jean), maître de langue franç.
 Palissy (Bernard), célèbre potier.
 Palmantier, victime des dragonnades.
 Pandin (Famille).
 — de Beauregard.
 — de Narcillac.
 — de Lussaudière.
 — du Chail.
 — des Jarriges.
 Panier (Paris), avocat au parlement de Dole, martyr.
 Panissault (Jean de), capitaine huguen.
 Pantin (N.), orfèvre de Rouen.
 Pape (Gaspard), sieur de Saint-Auban, chef hug. dans le Dauphiné.
 — (Jacques), gouvern. du Comtat, et ses descendants.
 Papillon (Antoine), propagateur de la Réforme à Lyon.
 Papin (Anne), victime des persécutions.
 — (Denis), savant physicien.
 — (Isaac), ministre apostat.
 — (Nicolas), docteur en médecine.
 Pappus (Jean), professeur d'hébreu et pasteur à Strasbourg.
 Papus, pasteur du Désert, martyr.
 Pardaillan (Fr.-Jean-Charles de), conseiller privé et gouverneur de l'Armagnac.
 Pardieu (François de), capitaine huguen.
 — (Centurion), député à l'assemblée de Châtellerault.
 Paré (Ambroise), chirurgien célèbre.
 Parent (Antoine), conseiller au présidial de Senlis.
 Parenteau (Philippe de), confesseur.
 Parisot (Jean), capitaine huguenot.
 Parmentier (Jacques), peintre.
 Parpaille (Perrinet), président du parlement d'Orange.
 Parrot (Christophe-Frédéric), prof. de mathématiques à Erlangen.

- (Georges-Frédéric), professeur de physique à Dorpat.
- (Frédéric), professeur de médecine à Dorpat.
- (Jean-Léonard), directeur de la chambre à Erlangen.
- Pas-Feuquières (François de), gouverneur de l'île-Bouchard.
- (Manassé de), habile capitaine et diplomate.
- (Jean de), ingénieur militaire.
- Pascal (Armand), général en la cour des aides de Montpellier, et ses descendants.
- Pasquet, capitaine huguenot.
- Passavant (Famille).
 - (Jean-David), peintre.
 - (Claude), médecin.
 - (François), jurisconsulte.
 - (Théophile), théologien.
 - (Nicolas), prof. de droit à Bâle.
- Pastor (Daniel), ministre à Pragelas.
- Pastre (Samuel), écrivain mystique.
- Patras, capitaine huguenot.
- Paul (Louis), confesseur.
- Paulet (Guillaume), ministre apostat, et sa fille Isabeau.
- Paulhan (Pierre), ministre apostat.
- Paumier (Pierre), ministre apostat.
- Paur (Jean-Jacques), pasteur à Etobon.
- Pauvant (Jacques), martyr.
- Pavée (François), chef huguenot dans le Languedoc, et ses descendants.
- Pechels de la Buissonade, confesseur.
- Pedelabat (Jean), apostat.
- Pégorier (César), pasteur à Londres.
- Peigre, capitaine huguenot.
- Péju (Elie), pasteur à Argenton.
- Pelet, famille languedocienne.
 - -La Carrière.
 - -Salgas.
 - (Jean), dit de la Lozère, pair de France.
- Péllisson, famille de robe.
 - (Pierre), controversiste.
 - (Paul), célèbre apostat, administrateur de la caisse des conversions.
 - (Jacob-Philippe), premier médecin de la colonie de Berlin.
- Pelletier (Gaspard), doct. en médecine.
- Pelloutier (Simon), bibliothécaire de l'Acad. des sciences de Berlin.
- Peloquin (Etienne), martyr.
 - (Denis), martyr.
- Penavaire, capitaine huguenot.
 - (Pierre), prof. de grec au collège français de Berlin.
- Penot (Bernard-Georges), médecin et chimiste.
- Pérachon (Pierre), orfèvre de Lyon.
 - (Marc), trésorier gén. de France.
 - (Marc), avocat, apostat.
 - (Marc), conseiller en la chambre de l'édit de Grenoble, etc.
- Pérard (Jacques de), prédicateur de la cour de Prusse.
- Perdriau (Jacques), réfugié à Genève, et ses descendants.
 - (Jean), pasteur à Genève.
- Perdrier (Jean), sieur de Mézières, capitaine huguenot.
- Perdrix (Jean-Georges), conseiller du prince de Montbéliard.
- Pérez (Antoine), professeur des langues orientales à Puy-Laurens.
- Péris (Pierre), ministre apostat.
- Périssol (Samson de), président au parlement de Grenoble.
 - (Lanrent de), apostat.
- Perrault (Pierre de), réfugié à Genève, et ses descendants.
 - (François de), pasteur à Mâcon.
 - -Montrevost, etc.
- Perrin (Jean-Paul), pasteur et historien.
- Perrinet, famille du Dauphiné.
 - (Alexandre), député général des Eglises.
 - (Gaspard), commissaire de l'Edit.
 - (Guillaume), procureur fiscal des ducs de Nevers, et ses descend.
- Perrodet (Samuel), past. à Diedendorf.
- Perrot (Charles), prof. de théologie à Genève, et ses descendants.
 - (Denis), victime de la Saint-Barthélemy.
 - (Paul), poète.
- Picot de la Meintaye, famille réfugiée en Allemagne.
- Picot, famille réfugiée à Genève.
 - (Pierre), ministre à Genève.
 - (Jean), prof. d'histoire et de statistique.
- Pidoux (Pierre), capitaine huguenot.
- Piélat (Barthélemy), ministre à Meaux.
- Pierpont (John), poète.
- Pierre, curé converti.
- Pierre-Brune (N. de), commandant à Clairac.
- Pierre-Buffière (Famille de).
 - -Châteaunenf.
 - -Chambret.
- Pierres, famille de l'Anjou.
 - (Jean), lieutenant général en la sénéchaussée de La Rochelle.
- Piètre (Simon), médecin.
- Pieyre (Alexandre), poète dramatique.
- Piloty (Jean), capitaine huguenot, et ses descendants.
- Pinault (Jean), pasteur à Genève.
 - (Melchisédec), minist. à Conches.
- Pineau (Pierre), ministre à Tours, etc.
- Pineton (Jacques), pasteur à Nîmes.
 - (Pierre), médecin du roi, et ses descendants.
 - (Jacques), pasteur à Orange, confesseur.
- Piozet (Pierre), ministre au Mans.
- Piscassary (Sara de), de La Rochelle.
- Pisseleu (Anne de), duchesse d'Etampes.

- Pithou (Pierre), savant jurisconsulte. — (Antoine-Guillaume de), major au service de Hollande.
 — (Nicolas), auteur d'une histoire de l'Eglise de Troyes. — (Louis-Jacques de), général major, etc.
 — (Pierre), le Varron de la France, apostat. — (Charles), pasteur à Berlin.
 — (François), apostat. — (Pierre), ministre apostat.
 — (Ambroise), victime des persécutions.
 Pithois (Claude), professeur de philosophie à Sedan.
 Plaix (César de), avocat au parlement de Paris, et ses descendants.
 Plantavit (Jean), pasteur à Béziers, apostat.
 Plantier (Jacques), controversiste.
 Pleurs (Jean de), dit d'Espoir, fondateur de l'Eglise d'Angers.
 Plouquet (Godefroi), professeur de philosophie à Tubingue.
 — (Guillaume-Godefroi), médecin renommé.
 Pluquet (Nicolas), martyr.
 Pochelon (Bernard), directeur de la manufacture de glaces de Neustadt.
 Poinot (N.), ministre à Monséur.
 Poirer (Pierre), théologien mystique.
 Poitevin (Isaac), conseiller à la cour des comptes de Montpellier.
 — (Jacques), physicien et astronome.
 Poix (Jean de), capitaine huguenot.
 Polier, famille du Rouergue réfugiée à Lansanne.
 — (Jean), secrétaire d'ambassade.
 — (François), traducteur.
 — (Nicolas), sieur d'Ablancourt, traducteur célèbre.
 Perrinquet (Noël), ministre à Vitry.
 Persode (N. de), major de la ville de Verdun.
 — (Charles de), avocat au parlement de Paris.
 Pérussel (François), ministre du prince de Condé.
 Peschier (Jacques), pasteur à Genève.
 — (Adolphe), professeur de littérature française.
 — (Charles-Gaspard), médecin homœopathe.
 Petit, famille de Paris.
 — (François), pasteur à St-Ambroix.
 — (Samuel), savant orientaliste.
 — (Anne Marguerite de), connue sous le nom de M^{me} Du Noyer, victime des persécutions.
 — (Etienne de), ministre à St-Romed-Tarn, et ses descendants.
 — (Antoine-Frédéric-Théophile de), général major en Hollande.
 — (Charles), pasteur à Berlin.
 Petitot (Jean), peintre en émail.
 Peyrardé (Jean de), poète latin.
 Peyrol (Daniel), past. et prof. à Nîmes.
 — (Jacques), pasteur à Nîmes, puis à Genève.
 Peyrot (Pierre), pasteur du Désert.
 Peyrusse (Antoine de), capit. huguenot.
 Pezé (Pierre), dernier pasteur au Mans.
 Pfeffel (Jean-Conrad), jurisconsulte.
 — (Christian-Frédéric), publiciste.
 — (Théophile-Conrad), poète et littérateur.
 Pfeffinger (Daniel), professeur de théologie à Strasbourg.
 — (Jean-Frédéric), prof. de mathématiques à Lunébourg.
 Philbert (Claude), banquier lyonnais.
 — (Gédéon), vict. des persécutions.
 Philipot (Jacques), ministre à Clairac.
 Philippi (Jean), président de la cour des aides de Montpellier.
 — (Guillaume), procureur du roi à la cour des aides.
 — (Pierre), pasteur à Strasbourg.
 Philipponneau (Henri), prof. à l'Académie de Saumur.
 Philippson (Jean), ou Sleidan, historien célèbre.
 Philot (Jean), administrateur du comté de la Petite-Pierre.
 Piballeau (Marin), capitaine huguenot.
 Picart (Etienne), graveur du roi.
 — (Bernard), graveur et dessinateur.
 Picherel (Pierre), prieur d'Essonne, partisan de la Réforme.
 — -de Bottens.
 — -de Bretigny.
 Polignac (Famille de).
 — -des Fontaines.
 — -Saint-Germain.
 — (Claude-Armand de), capitaine huguenot.
 Poligny (Jacques de), capit. huguenot.
 Poltrot (Jean), assassin du duc de Guise.
 Ponat (André), conseiller au parlement de Grenoble.
 Pons, famille illustre de la Saintonge.
 — -Marennes.
 — -Mirambeau.
 — -La Caze.
 — -Plassac.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS.

CORRESPONDANCE.

OBSERVATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIVES A DES DOCUMENTS PUBLIÉS.—
AVIS DIVERS, ETC.

Troisième Jubilé séculaire du Synode national constituant des Eglises réformées de France.

« Cette année est le Jubilé : elle vous
sera sainte. » (Lévitique, XXV. 12.)

L'Histoire ecclésiastique des Eglises réformées du Royaume de France (Anvers (Genève), 1580, t. I, p. 172), nous apprend que « l'an 1559, le vingt-sixième de may, s'assemblèrent à « Paris les députés de toutes les Eglises établies jusqu'alors « en France, et là, d'un commun accord, fut écrite la Confes- « sion de foy, ensemble fut dressée la Discipline ecclésiastique, « au plus près de l'institution des Apôtres, et selon que la circon- « stance des temps portoit alors : chose vraiment conduite par « l'Esprit de Dieu pour maintenir l'union, qui a toujours persé- « véré depuis. L'occasion de ceste assemblée fut que, sur la fin « de l'année précédente, 1558, estant Antoine de Chandieu, en- « voyé par l'Eglise de Paris à l'Eglise de Poitiers pour quelque « affaire, le temps portoit lors que la sainte Cène fust célébrée « en ceste Eglise-là, ce qui se fit en très grande assemblée, « non-seulement de peuple, mais aussi de ministres circon- « voisins, qui s'y trouvèrent; et après, les ministres estans as- « semblés communiquèrent par ensemble, tant de la doctrine « que de l'ordre et discipline entre eux observée, et par les « choses qu'ils traittoient commencèrent à appréhender quel « bien ce seroit s'il plaisoit à Dieu que toutes les Eglises de « France dressassent d'un commun accord une Confession de

« foy et une Discipline ecclésiastique... Partant ceste petite
 « assemblée donna lors charge audict de Chaudieu d'en com-
 « muniquer à l'Eglise de Paris. Après infinies incommodités
 « surmontées, estans les Eglises adverties par lettres de ce
 « qui estoit mis en avant touchant le Synode national, pour
 « avoir leur avis, fut conclu que ledit Synode seroit tenu à
 « Paris pour le commencement, non pour attribuer quelque
 « prééminence ou dignité à ceste Eglise, mais pour estre lors
 « la ville plus commode pour recevoir secrettement beaucoup
 « de Ministres et Anciens. Ainsi le Synode se tint à Paris, et
 « y furent dressées tant la Confession de foy que la Disci-
 « pline ecclésiastique, comme nous avons dit. S'ensuit la Con-
 « fession de foy (et la Discipline ecclésiastique, à la fin de la-
 quelle on lit : Ainsi signé en l'original, *François DE MOREL*,
 esleu pour présider au Synode au nom de tous. Fait à Paris,
 le xxviii de may MD.LIX, du règne du Roy Henry, l'an
 xiii.) »

Le mois de mai 1859 est donc l'époque du troisième Jubilé sécu-
 laire de la constitution synodale de l'Eglise réformée de France (1).

D'après une proposition adoptée par la Conférence pastorale de
 Paris, au mois d'avril dernier, une commission de sept membres a
 été chargée d'entrer en rapport avec les Eglises et de les inviter à
 célébrer, le dimanche 29 mai 1859, un service commémoratif du pre-
 mier Synode national auquel remonte leur organisation commune.

Cette commission s'est mise en devoir de remplir son mandat. Elle
 a adressé une circulaire aux Eglises, et a déjà reçu un certain nom-
 bre de réponses très satisfaisantes. Elle a confié à plusieurs de ses
 membres le soin de préparer une publication populaire sur les ori-
 gines et la première période de la Réformation française. Elle s'est
 également occupée, suivant le vœu exprimé par la Conférence, de la
 gravure d'une médaille commémorative, qui, nous pouvons l'annon-

(1) Les Eglises de la Confession d'Augsbourg ont célébré en 1817 le Jubilé de
 la Réformation, auquel ont participé les Eglises réformées. Diverses publica-
 tions furent faites en cette circonstance. A l'occasion des *Jubilés d'indulgences*
 de l'Eglise romaine, Charles Ducloux a publié, en 1627, son livre intitulé :
Du Jubilé des Eglises réformées avec le Jubilé de l'Eglise romaine, réédité à Pa-
 ris en 1826; et J. Renoult, ministre à Londres, ci-devant cordelier, a fait im-
 primer, en 1787, deux sermons sur *Le vray et le faux Jubilé*.

cer dès à présent, sera digne de la circonstance solennelle dont elle doit consacrer le souvenir.

M. le pasteur Louis Vernes, de Batignolles (Seine), a été délégué par la commission pour recevoir les avis et communications de documents historiques que l'on aurait à lui transmettre.

**Quelques registres d'état civil de l'Eglise réformée
de Châtillon-sur-Loire (1608-1699).**

*A. M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme
français.*

Châtillon-sur-Loire (Loiret).

Monsieur,

Depuis longtemps j'avais le désir de faire à Châtillon-sur-Loire des recherches relatives à l'ancienne Eglise réformée de cet endroit, qui a été illustré par le grand Gaspard de Coligny. Ce désir s'était accru encore lorsque M. Huet, l'un des pasteurs de l'Eglise wallonne de Rotterdam, me pria de m'informer si, dans les archives de la ville de Châtillon ou ailleurs, je pourrais me procurer quelques détails sur un de ses aïeux, nommé Lenfant. Exerçant le ministère de l'Evangile à Châtillon à l'époque de la fameuse révocation, il s'expatria et se réfugia en Allemagne; mais lors de l'invasion des troupes de Louis XIV dans le Palatinat où il s'était retiré, il se rendit dans les Provinces-Unies. M. le pasteur Huet est en possession d'un parchemin sur lequel se trouve le permis royal qu'obtint Lenfant de sortir de France.

A mon grand regret, je n'ai pas pu procurer à mon collègue de Rotterdam les détails qu'il me demandait. Mais en faisant des recherches dans les bureaux de la mairie de Châtillon, j'ai trouvé quelques registres de baptêmes, de mariages et de décès de l'ancienne Eglise réformée. Elle était desservie en 1608 par le pasteur Jurieu. En 1616, celui de Fontainebleau, nommé Gaschier y bénit le mariage d'un de ses paroissiens avec une Châtillonnaise. En 1631 et en 1637 Philippe Durzy exerçait son ministère à Châtillon. Le pasteur d'Argenton y fut en visite en 1633, et ce pasteur nommé Perrot, y célébra un baptême. Il s'était rendu dans l'Orléanais pour assister au synode, en qualité de député. — En 1673 un baptême fut administré à Châtillon par Jurieu, pasteur à Vitry-le-Français. — L'année suivante un nommé Joupitre, pasteur à Giers, y remplit aussi des fonctions pastorales.

En 1675, Comperat et Lenfant étaient à la tête de l'Eglise. J'ai trouvé dans les archives le nom de Richard Brazi, principal du collège de Châtillon, pasteur à Jargeau; celui de Horrit, pasteur à Jargeau; celui de Crom-

melin. Je cite ce dernier nom, parce que dans le royaume des Pays-Bas il y a encore des personnes portant ce nom et dont les aïeux sont peut-être sortis de Châtillon-sur-Loing (1). Dans le registre de 1699 de l'Eglise romaine, j'ai trouvé encore deux actes d'abjuration.

Voici la copie d'un acte de mariage que j'ai trouvé en compulsant les vieux registres, et qui m'a vivement intéressé :

« Le dimanche neufviesme jour d'aoust 1643 a été béni et solennisé le mariage de Messire Thomas Amilton, comte de Hadinton, seigneur de Benin et de Bires (ou Bises), etc., et de Mademoiselle Henriette de Coligny. » (Suit la copie de l'attestation envoyée d'Edimbourg par MM. les pasteurs et anciens de l'Eglise dudit lieu.)

« *Gratia vobis et pax a Deo Patre et D. J.-C.*

« Nos, pastores et seniores Ecclesiæ Edimburgenæ a parte septentrionali, omnibus quorum interest, præsertim vero Ecclesiæ Castellionæ in Gallia, notum facimus, virum generosissimum et nobilissimum Thomam Hamiltonum, Hadintoniæ Comitem, filium Thomæ Hamiltoni et Catharinæ Areskinæ, Hadintoniæ Comitissæ, jam in Galliam abeuntem ad nuptias contrahendas et solenni ritu celebrandas cum lectissima et nobilissima virgine Henrietta de Colligny, Gasparis de Colligny, comitis Castellionæ, Franciæ Marescalli, et Anna de Polignac Comitissæ Castellionæ filia, non tantum nullis matrimonii vinculis ligatum, nec ulli alii matrimonii fidem fecisse, ut hac ex parte nihil nobis innotuerit quod ejus institutum et inceptum prohibeat aut impedire queat, sed insuper etiam lubenter merito testamur nobilissimum hunc comitem a prima infantia, sapientia et cura nobilissimorum Hadintoniæ comitum, avi et parentis beatæ memoriæ ita educatum et in bonis moribus ac vera pietate enutritum, ut religione, probitate et humanitate piis ac probis omnibus abunde satisfecerit et porro satisfacturum voveamus et speremus. Eum itaque non tantum piis et probis omnibus serio commendatum volumus, sed summo opere apud Deum optimum maximum precibus contendimus, ut virum nobilissimum et optimum cum optatissima conjuge salvum et incolumem ad nos reducat et omni bonorum genere cumulet. Datum Edimburgi postridie nonas Junii anno salutis 1643.

« Subsignarunt Domini.

« Jo. ADAMSONUS, Verbi min.; Alex. HENDERSON, pastor;

« Patricius HENRISONUS, scribe senatus ecclesiastici; Jo.

« DUNLOPUS, senior; Jo. HAMILTON, senior; Tho. PA-

« TERSON, senior. »

Cette Henriette de Coligny était la fille de Gaspard, fils de François, un

(1) Voir à ce sujet l'art. *Crommelin*, dans la *France protestante*, t. IV, p. 122.

des frères du célèbre amiral de Charles IX. Son père, dont l'intrépidité sur le champ de bataille était le caractère distinctif, mourut trois ans après le mariage de sa fille dans son château de Châtillon, et l'année que sa fille Henriette se maria avec un zélé protestant, son fils Gaspard abjura le protestantisme. Celui-ci reçut devant Charenton une blessure dont il mourut le 9 février 1649. C'est en lui que s'éteignit la postérité masculine de l'illustre famille de Coligny.

Veuillez agréer, etc.

B. CROLL.

**Un registre d'actes de baptêmes et mariages célébrés au Désert.
Le ministre martyr Teissier, dit Lafage (1752-1755.)**

M. Alfred Bianquis, du Vigan (Gard), nous a adressé la note suivante :

Je possède un petit volume in-42, écrit à la main et relié, intitulé : *Continuation du Registre des Bâtemes et Mariages célébrés au désert, de l'Eglise protestante de Saint-Hippolyte au diocèse d'Alais.*

Ce volume contient environ trois cents actes de baptêmes ou mariages signés par les pasteurs; le premier est du 29 octobre 1752 et le dernier du 28 décembre 1755. Voici les noms des pasteurs dont la signature est apposée au bas de ces Actes : J. Gal, Paul Dalgue, Henri Grail, Jean Journet, Boyer, Ducros, Paul Marazel, David Nesson. — L'examen de ce volume m'a démontré que ces pasteurs n'ont pas tous desservi successivement l'Eglise de Saint-Hippolyte, car leurs noms sont entremêlés, de sorte qu'après plusieurs actes signés J. Gal, on en trouve qui portent le nom de Paul Dalgue, puis de J. Gal, Grail, Jean Journet, Paul Dalgue, encore J. Gal, Jean Journet, etc. Probablement ces ministres venaient à tour de rôle visiter les fidèles de Saint-Hippolyte. Il se passe quelquefois trois ou quatre mois sans actes, puis le même jour sont enregistrés sept ou huit baptêmes et quatre ou cinq mariages. Les actes signés comprennent 441 pages de mon volume. La plupart sont écrits de la main du signataire, quelques-uns semblent au contraire rédigés par un autre que le pasteur. Au bas de plusieurs on trouve écrits ces mots d'une plume étrangère : *remis l'extrait*, ou simplement *remis*. — Après ces Actes il y a encore trente pages écrites qui renferment d'autres actes de mariages et de baptêmes, tous écrits de la même main et rangés sans ordre de dates. Les noms des pasteurs qui ont présidé la cérémonie sont indiqués, et l'on retrouve les mêmes que les précédents; il y a de plus celui de Gavanon pour quelques actes qui se rapportent aux années 1747 et 1748. Dans ces dernières pages on remarque des indications de baptêmes ou mariages enregistrés dans les pages précédentes. On lit aussi quelquefois des notes comme celles-ci : *Rafinesque de*

Croix demande deux extraits, celui de la Bé. de s. M. décembre 1756 et du B^e 13 juillet 1757. — Je ne sai quand ni qui a béni le mariage de Jérémie Laussel, charron.

Est-ce une personne chargée de compléter ce registre qui a écrit ces différentes notes ? Je l'ignore. Elles ne portent aucune signature.

Enfin à la dernière page de ce volume se trouve la mention d'un fait bien connu sans doute, mais qui a été naïvement tracée sur ce livre sans doute à l'époque même où il s'est passé. Cette considération m'engage à vous en envoyer la copie. L'orthographe étant assez défectueuse, je l'ai un peu rectifiée :

Le 4 aoust 1754, un détachement de la compagnie de Mounoublet, qui et du régiment de Normandie. On a pris M. Taissier, sous le nom de Lafage, qui est ministre du saint Evangile de Jésus-Christ. On l'a pris à Noseis, proche Mounoublet. Il a couché. De là on l'a conduit à Alais avec des femmes et des hommes, qui ont été pris tout comme lui. — Le 12 aoust 1754, ils l'ont fait partir d'Alais avec une quantité de troupes. — Le 17 aoust 1754, un samedi, à six heures du soir, on a fait mourir M. Taissier, sous le nom de Lafage. Il est mort véridable ministre ; il a signé l'Evangile de son sang.

Secours accordés par un décret de l'Assemblée nationale, en 1791, à un pensionnaire du roi pour cause de conversion à la foi catholique.

Nous avons publié (t. II, p. 367) une *Ordonnance de Comptant*, communiquée par M. Ch. Rahlenbeck, qui nous montrait Louis XVI accordant encore en 1783, sur son trésor royal, des subsides pour les missionnaires travaillant dans le Bas-Poitou à la conversion des protestants. Voici un document non moins authentique qui nous fait voir une pauvre convertie, pensionnée en cette qualité par le roi jusqu'en 1790, puis recevant au même titre un secours de l'Assemblée nationale en 1791.

« En parcourant, nous écrit M. le Dr Prevel, la Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale, avec la mention des sanctions et acceptations données par le Roi au mois de mars 1791 (collection imprimée à Paris chez Baudoïn, imprimeur de l'Assemblée nationale, rue Saint-Honoré, cour et ancienne maison des Capucins, n° 426, et rue du Foin-Saint-Jacques, n° 31), j'ai rencontré, page 243-291, la pièce officielle suivante :

SECOND ETAT

des ci-devant pensionnaires de l'âge de soixante-dix ans et au-dessus, auxquels il est accordé des secours par le décret du 24 mars 1791.

PLANSTRUM (Christine-Marguerite), née le 1713.

Pension de 300 livres net, accordée à titre de subsistance et *en considération de sa conversion à la foi catholique*; secours de pareille somme (art. 10, tit. 3), ci. 300 liv.

Et plus bas :

Sanctionné le 6 avril 1791.

« Ainsi, le 6 avril 1791 on pensionnait encore des malheureux que le besoin avait amenés à faire une renonciation de leurs croyances. »

Brevet de rémission, grâce et pardon, au galérien
Jean Raymond (1767).

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Aix, juillet 1837.

Je vous adresse sous ce pli la copie d'une pièce assez curieuse que j'ai trouvée, il y a déjà quelque temps, dans les papiers de la famille Raymond de Faugères, descendante directe de Jean Raymond dont il est question dans cette pièce. Je crois me rappeler qu'il a été parlé dans un des numéros du *Bulletin* de ce Jean Raymond, interné à Marseille, pour crime de réunion religieuse. Le brevet de permission ci-joint confirme ce fait.

La pièce originale est un parchemin, parfaitement conservé, renfermé dans une boîte en fer-blanc carrée, la même qu'apporta des prisons le dit Jean Raymond, qui vint mourir, m'a-t-on assuré, à Faugères.

J'ai entre les mains l'original d'un Etat général des arrondissements de la province de Languedoc, contenant toutes les communautés dans lesquelles il y a de nouveaux convertis. Cette pièce est très curieuse. Elle contient près de 700 noms de villes et villages où il y avait des protestants. Elle date, je crois, du commencement du règne de Louis XV.

J'ai encore à ma disposition une Ordonnance de Louis XV, de 1728, portant que dans toutes les communautés de la province de Languedoc, tous les nouveaux convertis demeureront responsables de toutes les assemblées qui se tiendront sur le territoire des communautés.

Veuillez agréer, etc.

ABRIC.

Brevet de permission pour Jean Raymond.

« Aujourd'hui, 10 février 1767, le Roi étant à Versailles, Jean Raymond du lieu de Faugères, diocèse de Béziers en Languedoc, a fait représenter à Sa Majesté qu'ayant eu le malheur de se laisser entraîner à une assemblée de religionnaires tenue le 11 août 1754, il a été condamné aux galères perpétuelles avec confiscation de ses biens, par jugement du sieur intendant de Languedoc du 9 octobre de la même année. Que depuis ce temps il languit dans les chaînes, et qu'il ose espérer que Sa Majesté touchée de la durée de sa punition, voudra bien regarder sa faute comme suffisamment expiée, et lui accorder son pardon. A quoi ayant égard, et désirant préférer miséricorde à justice, Sa Majesté a acquitté, remis et pardonné au dit Jean Raymond le fait et cas tel qu'il est ci-dessus exposé, avec toutes peines et amendes corporelles et civiles qu'il peut avoir encourues pour raison de ce envers Sa Majesté et justice. En conséquence l'a Sa Majesté rétabli et restitué en sa bonne renommée, et dans la possession de tous ses biens et droits civils; voulant que toutes les procédures qui ont été ou pourraient être faites ci-après contre lui par raison de ce, ensemble ledit jugement du 9 octobre 1754 sur ce qui le concerne, demeurent nuls et comme non avenus, imposant silence perpétuel à toutes sortes de personnes. Mande Sa Majesté audit sieur intendant de Languedoc, d'entériner le présent brevet de grâce, pardon et rémission, et du contenu en icelui faire jouir ledit Jean Raymond pleinement et paisiblement. Et pour témoignage de sa volonté, Sa Majesté a signé de sa main ledit présent brevet, et icelui fait contre-signer par moi ministre et secrétaire d'Etat, et de ses commandements et finances.

LOUIS.

PHÉLYPEAUX.

On a vu Jean Raymond figurer dans la liste des galériens dressée par M. Haag (*Bull.*, VI, 82). Ch. Coquerel cite une lettre écrite par lui, de l'hôpital de Toulon, à Paul Rabaut, en juin 1760 (*Hist. des Egl. du Désert*, I, 440).

Questions et Réponses.

Les archives de l'Eglise réformée de la Rochelle. — Que sont-elles devenues? — Eclaircissements.

(Voir t. VI, p. 419, et ci-dessus, p. 93 et 219.)

Abraham Tessereau, Rochelois, secrétaire du roi et auteur de l'*Histoire chronologique de la Grande Chancellerie de France* (Caen, 1676, in-fol.), a publié en 1689, à Amsterdam, une petite *Histoire des Réformés de La Rochelle et du pays d'Aunis, depuis l'année 1660 jusqu'à l'année 1685, en laquelle l'Edit de Nantes a été révoqué* (petit in-8° de 325 pag.). Cet ouvrage, assez rare, se termine par un Avis et Mémoire que nous reproduisons.

Avis et Mémoires touchant les papiers qui étoient gardés dans les archives du Consistoire de La Rochelle.

Le roi Louis XIII étant entré à La Rochelle le 1^{er} de novembre 1628, il y eut ordre de Sa Majesté, quelques jours après, d'en représenter tous les papiers. Ceux de la maison de ville furent pris pour être portés à la chambre des comptes, à Paris, où ils sont encore. Les autres, qui regardoient le général des Eglises réformées ou qui appartenoient en propre à celle de La Rochelle, furent aussi enlevés, sous prétexte de cet ordre, jusques à ses registres de baptêmes et de mariages, qui ne lui furent restitués qu'en 1630, en vertu d'un nouvel ordre du roi, intervenu sur la requête qui lui en avoit été présentée à cette fin par M. de Clermont, député général. Plusieurs pièces considérables étoient demeurées entre les mains de divers particuliers. Ils les remirent depuis au Consistoire, et il en prit occasion de rétablir ses archives le mieux qu'il put. Il y a plus de vingt ans qu'un des ministres, et un gentilhomme, Ancien du même Consistoire, eurent le soin de les mettre en ordre et d'en faire un inventaire. Voici un mémoire de quelques-unes : on l'envoie à ceux qui ont intérêt qu'on les leur conserve, afin qu'ils les cherchent et qu'ils avertissent de ce qu'ils auront pu recouvrer.

1. Deux gros regîtres contenant tous les *Synodes notionaux de France*, depuis le premier, tenu à Paris l'an 1559, jusqu'au dernier, tenu à Londun en 1659 et 1660.

2. Deux autres registres contenant les *Synodes provinciaux de Saintonge et Aunis*, tenus depuis l'an 1561 jusqu'en 1683.
3. Deux autres registres contenant les *Actes des Colloques d'Aunis* dans les mêmes années.
4. Divers états portant les *Régalements des deniers accordés par Sa Majesté* pour l'entretien des pasteurs des Eglises de Saintonge, Aunis, etc.
5. Un registre contenant les distributions faites aux *Réfugiés de France* en la ville de La Rochelle et les assistances aux blessés pendant le siège, avec les noms des uns et des autres, dans les années 1572 et 1573.
6. Un autre registre contenant les actes des *Assemblées mixtes* des trois Provinces et les *serments d'Union* signés de tous les députés, seigneurs et autres.
7. Un original en parchemin contenant, dans une feuille étendue, la Confession de foi des Eglises réformées de France, approuvée au synode national tenu à La Rochelle l'an 1571, signée dans une colonne par *Théodore de Bèze*, modérateur de l'assemblée, et par tous les députés; et dans l'autre, qui est la première, par JEANNE, reine de Navarre; HENRI, prince de Navarre, son fils; HENRI DE BOURBON, prince de Condé; LOUIS DE NASSAU, frère de Guillaume, prince d'Orange; par CUATILLOS, amiral de France, et par d'autres seigneurs.
8. Une grosse liasse contenant divers contrats de rentes constituées par cette Reine, le Prince son fils, le prince de Condé et l'amiral de Coligny, pour l'entretien des professeurs du collège de La Rochelle.
9. L'original de la capitulation de La Rochelle, faite au château de la Saussaye, le 29 octobre 1628, signée LOUIS, DE MARILLAC, et des députés.
10. Acte de prise de possession de l'emplacement du Temple de la ville neuve et de la place du cimetière, en présence du sieur de la Tuillerie et par ordre du roi, en 1630.
11. Contrats de l'acquisition faite par le sieur Philippe Vincent, de M. le duc de Saint-Simon, des deux grandes places qui étoient aux côtés du Temple, avec le transport que le sieur Vincent en a fait au Consistoire.
12. Acte de prise de possession du cimetière du Perrot, en présence

de M. de Villemontée, intendant. Les autres pièces concernant le même cimetière.

13. Un gros paquet contenant diverses lettres écrites à l'Eglise réformée de La Rochelle par ELISABETH, *reine d'Angleterre*, HENRI, roi de Navarre, le prince MATHIEU, et autres princes et seigneurs de la Religion.
14. Une autre liasse de lettres adressées au sieur Vincent, sur laquelle étoit écrit de sa main et de lui signé : *Je mets aux archives les lettres de cette liasse, parce qu'elles regardent les affaires de l'Eglise*. Elles sont, selon leur date, de M. d'Argenson, de M. de Villemontée, intendants; du cardinal de Mazarin, de M. Séguier, chancelier de France, et de M. de la Vrillière, secrétaire d'Etat.
15. Autres lettres écrites au Consistoire même par les gouverneurs de la province, M. le commandeur de la Porte, grand prieur des France, M. le maréchal de Clèrembaut, M. le maréchal duc de Navailles.
16. Un sac contenant plusieurs arrêts en original et scellés, accordés par le roi à présent régnant, en faveur de ceux de la Religion réformée, et, en particulier, pour La Rochelle.
17. Un autre grand sac contenant les originaux des pièces qui justifient le droit que les réformés ont de faire l'exercice de leur religion à La Rochelle, la sentence des commissaires du mois de décembre 1663, et tout ce qui a été écrit et produit pour la défense de ce droit.

On prie ceux qui sont en état de faire ce qu'on leur demande de chercher toutes les pièces qui ont été marquées cy-dessus, et les autres, dont l'on ne se peut pas souvenir, de les rassembler, de les mettre en lieu de sûreté et d'en donner avis.

On voit par cette note de Tassereau, que ce n'est pas d'hier que date la dispersion, ou plutôt la disparition des papiers de l'Eglise de La Rochelle, puisque déjà on en faisait la recherche avant 1688.

Nous avons publié (t. III, p. 423) une analyse de six cahiers ou registres contenant les minutes ou mandements de Jeanne d'Albret et de son fils Henri, de 1567 à 1579, et spécialement d'un septième cahier intitulé : *Registre des ordonnances et délibérations du Conseil établi près la reine de Navarre, à La Rochelle, 1569-1570*. Ces documents isolés, qui sont aujourd'hui conservés aux Archives impériales, n'auraient-ils pas fait partie jadis du Trésor des Chartes de La Rochelle?

La chanson de « La Vache à Colas. »

(Voir ci-dessus, pages 91 et 217.)

La *Vache à Colas* n'est pas encore retrouvée, à ce qu'il paraît. Mais en l'attendant, nous donnons place aux renseignements qui s'y rapportent de près ou de loin.

Voici ce qu'on lit dans le *Dictionnaire des Proverbes français*, publié par De la Mésangère (Paris 1823, in-8°, Treuttel et Wurtz, 3^e édition.)

« *Vache à Colas*. C'était le nom d'une chanson très satirique sur le clergé de France, qui fut faite vers la fin du règne de Henri IV, et brûlée par le bourreau, avec défense expresse d'en faire aucune mention. Comme cette chanson était attribuée aux huguenots, quand on soupçonnait quelqu'un d'hérésie, on disait vulgairement : *Cet homme sent la vache à Colas*. — Dans beaucoup de villes de France, on dit encore des personnes qui travaillent le dimanche, qu'elles sont *de la vache à Colas*. Les travaux à l'aiguille, que les femmes catholiques zélées s'interdisent le dimanche, sont permis dans la religion protestante... »

On voit que La Mésangère n'a pas connu le passage de *L'Estoile* et qu'il a tiré ses informations de quelque auteur qui ne connaissait lui-même que la chanson *anticatholique*, c'est-à-dire la contre-partie huguenote de la chanson faite d'abord par les antihuguenots, ainsi que l'a expliqué notre correspondant M. E.-J.-B. R. (ci-dessus p. 218). Il en résulte une explication qui ne nous semble pas très exacte de l'origine de cette locution familière : « *Il sent la vache à Colas*, » pour désigner un huguenot. Est-ce bien parce que les huguenots ripostèrent à la chanson faite d'abord contre eux qu'on les affubla de ce sobriquet? N'est-ce pas plutôt en conséquence directe et par application naturelle de la chanson antihuguenote, qui est la première en date?

L'auteur du *Dictionnaire des Proverbes français* ne nous paraît guère plus heureux dans l'assertion qui termine notre extrait. Où a-t-il pris que les femmes catholiques zélées s'interdisent le dimanche les travaux à l'aiguille, tandis que les mêmes travaux sont *permis* dans la religion protestante? Et s'il est vrai que dans beaucoup de villes de France on se serve encore de la locution qui nous occupe, est-ce à l'égard des personnes qui travaillent le dimanche?

Quoi qu'il en soit, cette locution était presque entièrement oubliée à Paris, lorsqu'elle s'est trouvée mise en situation d'une manière assez piquante dans le chef-d'œuvre des opéras-comiques, *le Pré-aux-Clercs*, représenté pour la première fois le 15 décembre 1832. Tout le monde connaît ce bout

de dialogue entre Nicette, la jeune et naïve aubergiste, et le gentilhomme béarnais Mergy (acte I, scène 3):

Nicette. Je vais vous servir... Mais à propos, vous êtes peut-être de la vache à Colas?

Mergy. De la vache à Colas?

Nicette. Oui; au pays d'où vous venez, on n'est pas grand ami de notre saint père le pape...

Mergy. Ah!... huguenot, vous voulez dire?

Nicette. Sans doute.

Mergy. Oui, oui, mon enfant, vous l'avez deviné!...

Nicette. Oh! voyez-vous, il ne faut pas que cela vous fâche; cela m'est égal, à moi : je voulais seulement savoir si je puis vous servir un poulet, quoique nous soyons à vendredi...

Puis, à la scène suivante, arrive l'escouade des cheval-légers qui, indignés, comme de juste, à la vue de Mergy découpant son poulet, entonnent le chœur :

D'un poulet il se régale
Un vendredi! — Quel scandale!
Il est de la vache à Colas.

Et voilà comment cette locution oubliée de la vache à Colas, utilisée par le librettiste Planard, a été de nos jours remise en mémoire et fait chaque année son tour du monde avec la délicieuse musique d'Hérold.

Nous avons voulu voir si l'anecdote que nous a signalée M. E.-J.-B. R. avait été rapportée par le maréchal de La Force dans ses Mémoires, que M. le marquis de La Grange a publiés en 1843. Nous l'y avons trouvée en effet, et contée d'une façon qui diffère de celle du compilateur Laplace. La version de ce dernier place l'aventure sous le règne de Henri IV et l'assaisonne d'un mot piquant du Béarnais, tandis que d'après le maréchal de La Force elle advint en 1615 dans l'antichambre de Louis XIII, dont elle ne paraît pas avoir déridé la chagrine majesté.

« Au mois de janvier (1615), le sieur de La Force se trouvant à la cour, arriva la querelle du marquis de La Force et du comte de Grammont, laquelle se passa de cette sorte :

« Le marquis de La Force étoit de quartier auprès du roi, comme capitaine des gardes; un jour qu'il accompagnoit Sa Majesté dans la forêt de Saint-Germain, voilà que tout à coup un taureau furieux court par un sentier droit à la personne du roi; La Force se jette aussitôt entre Sa Majesté et le taureau, lequel il fait tomber roide

mort d'un coup d'épée. Le roi se divertissoit fort à faire battre des taureaux contre des dogues d'Angleterre; il avoit même un homme exprès pour en faire venir des pays étrangers et les dresser à ce genre de combat; un de ces animaux, échappé du lieu où il étoit renfermé, avoit mis en péril la vie du roi. On loua extraordinairement l'action du marquis de La Force, et tous ceux qui étoient présents en parlèrent beaucoup le soir, au retour de la chasse.

« Ayant entendu ce récit, le comte de Grammont, impatienté des louanges qu'on donnoit au marquis de La Force, qu'il n'aimoit pas, jaloux du mérite qu'on lui attribuoit, et railleur de son naturel, comme tous ceux de sa maison, se plut à tourner la chose en ridicule, et même fit, sur un air alors en vogue, le couplet suivant :

Le marquis de La Force
A tué par sa force
La grand vache à Colas.
La, la, deri dera.

Il vouloit dire par là qu'on faisoit grand bruit de peu de chose, et se moquoit en même temps de ceux de la Religion, que les catholiques désignoient sous le nom de *vache à Colas*, ce qui étoit regardé comme une injure.

« Cette boutade fut racontée le jour même au marquis de La Force, qui, trouvant le sieur de Grammont dans l'antichambre du roi, lui dit : *Je viens d'apprendre que vous étiez poète; eh bien! moi, je le suis aussi. Vous avez fait ce couplet :*

Le marquis de La Force, etc.

moi, j'ai composé celui-ci sur le même air :

Des cornes de la Vache
Je fais faire un panache
Pour Grammont que voilà.
La, la, deri dera.

Et puis le marquis de La Force lui faisoit les cornes avec ses doigts, et finit par lui relever le bout du nez. D'abord Grammont ne dit que : *Pourpoint bas!* qui étoit le terme dont on se servoit quand on vouloit se battre. Cette querelle, se passant si proche du roi, fut aussitôt rapportée à Sa Majesté, qui envoya à chacun d'eux un exempt des gardes du corps, avec ordre de les garder en leur maison jusqu'à ce que cette affaire fût accommodée. »

La précaution fut inutile, car les deux adversaires s'étaient échappés; le duel eut lieu au Pré-aux-Clères, et le marquis de La Force ayant blessé le comte de Grammont, le força de rendre les armes et de demander la vie. La reine dut ensuite travailler à une réconciliation plus apparente que réelle (1).

**La chanson citée par Cayet : « Lætabundus, ô gras tondus... » —
Un vieux recueil de chansons du XVI^e siècle à rechercher.**

(Voir ci-dessus, p. 83-90. Cfr. p. 13, et t. VI, p. 18, 341, 416, 418.)

On a vu que Cayet, dans son Epître à l'Evêque de Bazas, retrouvée par M. Bourchemin, cite deux des chansons satiriques des premiers jours de la Réformation. La première est celle que la vieille Dissertation d'Upsal attribuait à Calvin lui-même, et qui commence par ces deux vers :

O prestres, prestres,
Ou bien,
O moines, moines, il vous faut marier :
Cæli enarrant gloriam Dei.....

L'autre, « prenant un hymne de l'Eglise romaine pour taxer, comme le dit Cayet, la tonsure et façon de vivre de l'ordre sacerdotal, » débutait ainsi :

Lætabundus;
O gras tondus.....

Or, nous trouvons dans le recueil des *Chants historiques français* (XVI^e siècle), publiés par M. Leroux de Lincy (Paris, Charpentier, 1843), la chanson que voici, intitulée :

Prophétie des abus des prestres, moines et rases,

Sur le chant de : Lætabundus.

1. O gras tondus,
Mal avez esté secourus :
Longtemps y a.
Vos grans abus,
On le verra.
2. Vostre autel est ruiné,
Vostre règne est bien mine,
Il tombera.

(1) Cet extrait des Mémoires du maréchal de La Force était déjà imprimé, lorsque nous recevons tardivement de Genève une lettre d'un correspondant qui nous signale le passage en question.

Papistes, pharisiens,
Vostre Antéchrist et les siens
Trébuchera.

3. Tout sorbonique pion,
Son beau liripipion
Desposera.
Rien n'y vaudront les ergotz,
Rien n'y feront les fagotz,
Christ régnera.

4. Vostre orgueil sera puny,
Et la beste de son nid
Desjouchera.
Evangile que haïssez,
Quand aurez fait plus qu'assez,
Demourera.

5. Vous l'avez longtemps banny;
Mais puisqu'il est reveny,
Vostre joly pain béniet
Se moysira.
Messieurs les Coquibus,
Que dira-t-on des abus
Dont amassez du quibus?
On en rira.

6. Savez-vous qu'on vous fera?
On vous deschassera,
Et Dieu à la fin vous punira;
En Jésus on croyra,
Son règne florira,
Et vostre Antéchrist confus sera.

M. Leroux de Lincy nous apprend qu'il a tiré cette chanson d'un volume in-8° publié, en 1844, à Heidelberg, par Ferdinand Wolf, sous ce titre : *Ueber die Lais, Sequenzen und Leiche : Ein Beitrag zur Geschichte der Rhythmischen Formen, und Singweisen der Volkslieder und der Volksmaessigen Kirchen und Kuntslieder im Mittelalter*. L'auteur de cet ouvrage, que nous n'avons pas à notre disposition, indique comme source un vieux recueil, qui doit être rarissime et est intitulé : *Chansons démonstrantes les erreurs et abus du temps présent*. (Sine loco. 1542. 8 ff.)

La chanson ci-dessus serait donc, d'après la date de ce recueil, de l'année 1542, si ce n'est même antérieure. Mais est-ce bien celle dont parle Cayet? C'est chose possible, car le sujet est analogue, et le début tout semblable : *O gras tondus...* Reste à savoir si le *Lxtabundus* faisait corps avec la chanson et en était le premier vers, comme le donnerait à entendre la citation de Cayet, ou si c'était seulement l'indication de l'air sur lequel elle se chantait, ainsi qu'on le trouve à ce qu'il paraît, dans le recueil précité de 1542.

Peut-être la chanson « *O prestres, ô prestres,* » se rencontre-t-elle aussi dans ce volume. Il faudrait, pour s'en assurer, le découvrir lui-même, et nous n'avons pas en jusqu'ici ce bonheur. Avis à ceux de nos zélés lecteurs qui voudraient bien en rechercher un exemplaire dans les bibliothèques de France ou de l'étranger.

François de Salles a-t-il réellement essayé de séduire Théodore de Bèze par l'offre d'une pension de la part du Pape?

(Voir ci-dessus, p. 227.)

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Lemé, par Sains (Aisne), 15 nov. 1858.

Monsieur,

En réponse à la question, concernant François de Salles et Théodore de Bèze, renfermée dans le dernier *Bulletin* (page 227), j'ai l'honneur de vous informer que je possède, et que je mets à votre disposition, un ouvrage qui paraît donner à cet égard, toute la lumière désirable. Cet ouvrage est intitulé :

La vie de l'illustre François de Sales, de très heureuse et glorieuse mémoire, Evêque et Prince de Genève et Instituteur de l'Ordre des Dames de la Visitation : Par le R. P. Louys de la Rivière, de l'ordre des Minimes. Troisième édition. Revuë et augmentée par le même auteur, A Lyon, chez Claude Rigard et Claude Obert, en la rue Mercière, à la Fortune : M. DCXXVII. Avec approbation et privilège du Roy. 4 vol. petit in-8°, avec une Oraison dédicatoire à la très auguste et très sainte majesté de la glorieuse vierge Marie, mère de Dieu, de 42 pages. L'ouvrage en a 748, plus la table et les approbations, etc.

Au chapitre XVI du livre II, de la page 478 à la page 497, les démarches de François de Salles sont rapportées en détail. Clément VIII, sous la date du 4^{er} octobre 1596, lui adresse un bref par le R. P. Esprit, religieux capucin. Le même pape, sous la date du 29 mai 1597, lui adresse un autre bref, pour le même objet. Louis de la Rivière affirme qu'il a *leu et tenu de ses propres mains* ces deux brefs, *expédiés en parchemin, avec le seau en cire rouge, selon le stile de la cour de Rome*. Ce que François de Salles a déployé de hardiesse et de ruse dans cette affaire est inimaginable. Il était, dit notre auteur, *âgé environ de vingt-huit ans*, et Th. de Bèze *quasi septuagénaire* (page 493 et 494). « Le zélé François répliqua selon qu'il « falloit, et lui dict : Monsieur, souvent l'appréhension de tomber en nécessité, détourne plusieurs de suivre les instincts d'en haut ; mais à cela ne

« tienne que vous ne coopériez aux sacrées inspirations. Car pourvu seule-
 « ment que vous veuillez vous ranger du party catholique, je me promets
 « de vous faire donner quatre mille escus de pension, et le double de la va-
 « leur de vos meubles, avec telle assurance que vous aurez subject d'estre
 « content..... »

On ne saurait donc avoir le plus léger doute sur la réalité du fait mis en question par vos correspondants. On n'a qu'à lire les chap. XVI à XIX du livre II de la *Vie de l'illustrissime François de Sales*, par le R. P. Louys de la Rivière, ainsi que les pages 526 et 527, pour se former une pleine et entière conviction du sujet.

Au reste, dans cette affaire, François de Salles était semblable à lui-même, melleux et audacieux, tel enfin que le montrent ses expéditions dans les environs de Genève, où, mettant tout en œuvre et justifiant les moyens par la fin, il recatholicisa plus de six mille calvinistes.

Veuillez agréer, etc.

P. PETIT.

DU LIEN DE NAISSANCE DE WALLERAND-POULAIN.

(Voir ci-dessus, p. 12 et 228.)

En partant de l'hypothèse que Wallerand Poulain est né à Lille, j'arrive à la conclusion qu'il pourrait bien être... Bourguignon.

M. Schröder dans sa lettre du 1^{er} octobre (ci-dessus, page 228) nous fait savoir que Wallerand prend le titre de Flandrus; cette qualification assez vague est précisée par une citation du *Frankfurter Predicanten-Gegenbericht*, où l'on voit que le réformateur était homme notable, *originaire* (ce qui ne veut pas toujours dire *natif*) de Lille en Flandre (*aus der Stadt Ryssel*); de là il résulte que des recherches faites à Lille nous donneraient des indications positives sur l'origine de Wallerand, à moins que les documents n'aient été détruits. Par bonheur les archives municipales possèdent des *registres bourgeoisiaux* remontant à la plus haute antiquité et dans un bon état de conservation. Le nom de Poulain (une seule l) s'y trouve une seule fois : Registres de Réception des Bourgeois de Lille, tom. III, fol. 103, recto.

« C'est puis la toussain 1527.

« M^e Jaques Poulain, fils de feu Nicollas, natif de Bourgoingne, à présent
 « demourant en ceste ville, marié, ayant V enfans, nommés : Wallerand,
 « Jennin, Jacquet, Jennin et Margotine, par achat le VIII^e de novembre
 « de. LX s. »

De cette note on peut déduire qu'un notable Bourguignon nommé maître Jacques Poulain vint s'établir à Lille en 1527 et qu'il y acheta la bourgeoisie

pour lui et ses enfants au prix de soixante sols. L'aîné de ses enfants, âgé de 5 ans au moins, portait le prénom de Wallerand. Ce prénom n'était pas usité à Lille, et le nom de Poulain, ne figure pas une seconde fois sur les registres aux réceptions de bourgeois; d'autre part, en passant du français au latin, Poulain devenait naturellement *Pollanus*. Donc Wallerand Poulain, bourgeois de Lille en Flandre, prédicateur de la Réforme, pourrait bien être né en Fougogne.

Si nous connaissions la vie de M^e Jacques Poulain, nous saurions pour sûr où et quand sont nés ses enfants. Mais jusqu'à la production de nouveaux documents l'Eglise de Lille ne peut se glorifier, avec une pleine certitude, d'avoir donné le jour à celui qui se glorifiait pourtant de lui appartenir par le droit de bourgeoisie, par le souvenir de l'enfance et peut-être par cette nouvelle naissance que donne le baptême chrétien.

Cit.-L. F., p.

Lille, 20 novembre 1858.

Renseignements demandés sur un livre dont on ne possède pas le titre.

Un de nos correspondants nous écrit :

« La manière dont on a répondu dans le *Bulletin*, nos 7 à 9, page 243, à cette question : Quel est l'auteur du *Traité des anciennes cérémonies*, etc., m'engage à demander, par la voie du *Bulletin*, quelques renseignements sur un vieux livre qui me paraît important. Je ne possède de cet ouvrage que les pages 463 à 784, du format in-4°, superbe édition.

« Ces fragments portent au haut des pages : Livre III. *Du Sacrifice prétendu en la Messe*. Ce livre III a 21 chapitres, et le 21^e est intitulé : *Quel a été le progrès du mérite depuis S. Bernard jusques à nous, et quelles oppositions à icelui, jusques à la pleine renaissance de l'Evangile?*

« Le livre III commence à la page 713; il est intitulé : *Livre quatrième, auquel la Sainte Cene du Seigneur est considérée comme sacrement, et conséquemment la Messe; et est traité de la Transsubstantiation.*

« Je désirerais savoir à quel ouvrage ces fragments appartiennent? quel en est l'auteur? où il fut imprimé? etc. »

DOCUMENTS INEDITS ET ORIGINAUX.

LES « LUTERRENS » ET LA RÉFORME À LILLE, AU XVI^e SIÈCLE.

NOTES INÉDITES TIRÉES DES ARCHIVES DE CETTE VILLE.

1525-1592.

M. le baron de la Fons de Mélicocq a bien voulu nous communiquer les extraits suivants, qu'il a relevés aux archives de l'hôtel de ville de Lille.

Courtoisie à un messager, qui vient annoncer la défaite de xxv m. (vingt-cinq mille) gens campestres qu'on appelloit Luterrens.

1525, 26 mai. On donne ung karolus d'or, de xliiii s. à ung messagier piéton, qui avoit apporté lettres de la régente, contenant que le duc de Loraine et ses aliez avoient rüé suz et desconfit xxv m. *gens campestres, qu'on appelloit Luterrens ou Evangélistes*, estant en armes et puissance au pays de Loraine (fol. xlixx xvii v°).

L'officialité de Tournai défend que les amendes honorables imposées à quelques luthériens par *le magistrat* de Lille, aient lieu dans les églises par lui désignées :

1527. A M^e Guillaume Hangouart, conseiller pencionnaire de la ville, pour avoir esté par deux journées à Tournay avecq Monsieur le *prévost* de Lille, pour proposer les excuses de M^e Michielacquet, doyen de chrétien-neté, de ce qu'il avoit mis à exécution certaine commission à luy envoyée des vicaires et vicariat dud. Tournay, ensamble de Monsieur Feable, soy portant subdélégué de Monsieur le doyen de Louvain, subdélégué du saint-siège apostolique, pour congnoistre des folles oppinions hérétiques, que pluseurs, suivans les perverses hérésies de Martin Luter, soustiennent, contenant lad. commission commandement aud. Tacquet *de faire cesser l'ofce divin ès églises de Saint-Maurice et Saint-Etienne, au cas qu'aucuns condempnez par eschevins, pour avoir prophéré et tenu aucunes desd. opinions, feissent leurs escondis esd. églises; ensamble, pour avoir requis ausd. officiers de Tournay, en le advenir, eulx désister de expédier pareilles commissions*, à lx s. par jour, vi l. (fol. lxxviii v°).

26 juillet. A Monsieur le Feable, subdéléghié inquisiteur de la foy au diocèse de Tournay par nous le doyen de Saint-Pierre de Louvain, vi los de vin, de xlii s. (fol. iiiixxv v°).

27 juillet. A M^e Guillaume le Blanc, conseiller et M^e des comptes de

l'empereur à Lille, ix los de vin, après qu'il se olt travaillié de appointier le différend d'entre les court de Tournay, veullans et prétendans empeschier de *faire aucuns escondis es églises paroissiaux de ceste ville, en quoy deux Luterrens avoient esté condemnez par lesd. eschevins*, lxiii s. (fol. iiiixx vi^{re}).

3 novembre. On offre iii los de vin à frère Jan de Frelin, subdélégué inquisiteur de la foy en ceste ville par le doyen de Louvain, inquisiteur général de l'empereur, après qu'il olt communicqué avecq eschevins, touchant aucuns Luterrens prisonniers. Ils coûtent xxii s. vi d. (*ibid.* v^o).

Le messager se rend dans les villes voisines, pour savoir quelles punitions on y inflige aux Luthériens :

1527. A Piere d'Audenarde, messagier, pour avoir porter lettres d'eschevins ès villes de Tournay, Vallenciennes et Mons en Haynau, adfin de sçavoir les pugnitions que l'on avoit illecq faites des personnes, *ayant semé parolles luterrennes*, où il vacqua iiii jours, à xxiii s. par jour, iiii l. xvi s. (fol. viiix ix v^o).

Placart obtenu de l'Empereur contre les Luthériens.

Au même, pour avoir, par ordonnances d'eschevins, porté lettres à N. T. R. S. à Gand, adfin de obtenir placart pour pugnir les Luthériens en la ville, lequel il rapporta, et vacqua onze jours aud. prix, xiii l. iiii s. (fol. viiix x v^o).

Par ordre des eschevins, Anthoine Scote, clercq d'office de la ville *translate* de thiois en franchois le mandement de l'Empereur touchant les Luterrens (fol. viiix xvi v^o).

Courtoisie aux messagers qui annoncent le massacre de la Saint-Barthélemy.

1572. A Guislain de Roullen, serviteur au sieur du Brucq, qu'accordé lui at esté, *pour son vin, d'avoir, en diligence, adverty eschevins et conseil de ceste ville des bonnes nouvelles de la deffaite de grand nombre de huguenotz advenu en la ville de Paris, pays de France*, la somme de iiii l. (fol. iic lx v^o).

A Laurent le Broucq, messager, qu'accordé luy at esté pour l'advertence par luy faite, en diligence, *des bonnes nouvelles de France et deffaite des huguenotz*, lxiii s. (fol. iic lxi v^o).

Courtoisie à un chanoine de Saint-Pierre, qui avait dédié au magistrat un ouvrage contre les hérétiques.

1592. A Monsieur M^r Jehan Capet, prêtre chanoine de l'église Saint-

Pierre, en ceste ville, et licentié en la sainte théologie, pour une pieche de vin à luy présentée par messire de la loy de ladite ville, pour, en partie, le récompenser des paines et travailz par lui prins *à la composition d'une libbre, par luy dédié à mesdits seigneurs, intitulé : « De heresi et modo coerendi (sic) hereticos, » et par luy présenté à mesdits seigneurs*, la somme de iic. l. (fol. iic xxiii r^o).

4594. Pour quatre lotz de vin de Beaulne, à i s. le lot, présentez par mesdits seigneurs, le xi^e jour de juing xve iiiixx quatorze à Monsieur Cappet, docteur en théologie et chanoine de Saint-Pierre, en Lille, x l. (fol. ciiiixx vi v^o).

Sorcières brûlées après avoir été rasées et tonsurées.

4586. A Pierre le Batteur, M^e des hauttes œuvres de ceste dicte ville, pour avoir, le ix^e jour d'octobre xve iiiixx six, par ordonnance d'eschevins, mis *à la question extraordinaire du collet* Annette Thibaude, suspectée d'estre sorcière, et faict aultres debvoirs extraordinaires, *tant pour la rasure que tonsure, que, pour luy faire avoir, durant la dicte question, des habits nouveaux* viii l. (fol. iic iiiixx v^o).

A M^e Jehan Vandame, chirurgien, pour avoir visité Annette Thibault, suspectée d'estre sorcière, *en son dos, pour sçavoir si la marque qu'elle y avoit estoit marque* de quelque ville, et de ce en faict rapport, xx s. (fol. iic iiiixx xxii v^o).

A Nicollas Legillon, chirurgien, pour, par charge desdits seigneurs *du maglstrat* de ceste dicte ville, *avoir razé certaine femme, suspectée de sorlilège*, vi l. (fol. iic vii r^o).

4589. A Regnault Beltrémieu, pour avoir, *par trois diverses fois, mis à la questlon extraordinaire du collet*, Margnotine Sottrel, depuis exécutée par le feu, à chacune fois iiii l., sont xii l. (fol. iic lxx r^o et v^o).

En cheppi r des prisons de ceste ville, si comme, pour avoir traictie *de chyn leaux et aultres délicates viandes*, Margnotine Sottrel, exécutée par le feu, par l'espace de xiiii jours, à l'advenant de xxxv par jour, sont xxi l.

Pour le disner d'icelle Margnotine avecq les cordelliers l'ayant administrée, c s. (fol. iic lxxiii v^o).

A M^e Nicolas Legillon, chirurgien, *pour avoir esté en prisons de ceste dicte ville, barbier et faict tomber le poil de Margnotine Sottrel, prisonnière*, vi l. (*ibid.* v^o).

Ce manuscrit n^o 7059, bibl. imp. (Mélanges de matière d'histoire et de jurisprudence) contient, fol. 720, un arrêt contre un sorcier appelant de celui qui le condamnait à être tondu sur toutes les parties de son corps.

LETTRES DIVERSES DE MARTIN LUTHER

A LOUIS SENFEL, A ROBERT BARNES, A JEAN RUGENHAGEN (POMERANUS),
A GEORGES HELD, AUX PASTEURS DE NUREMBERG, A JEAN LUTHER (SON FILS),
A NIC. AMSDORF, A DOROTHÉE JOERGER, A TOUS LES GENS DE BIEN, A MAT-
THIAS....., A MÉLANCHTHON, A JUSTUS JONAS, A GÉRÉON SEILER, A NIC.
GERBEL, A GASPARD MÜLLER, A L'ÉLECTEUR JEAN-FRÉDÉRIC, AVEC LES
ARTICLES DE SMALKALDE.

Traduites en français, pour la première fois, par M. A. MUNTZ.

3^e SÉRIE.

**Depuis la fin de la Diète d'Augsbourg jusqu'à la rédaction des
articles de Smalkalde (1530-1537.)**

A Louis Senfel, musicien de la cour des ducs de Bavière.

Cobourg, 4 octobre 1530.

Grâce et paix en Christ. Bien que mon nom soit, à votre cour, un nom odieux, tellement que j'appréhende, cher Louis, que ma lettre ne parvienne peut-être pas même entre vos mains, ma crainte à cet égard a cédé à l'amour de l'art musical, que, par une faveur divine, vous cultivez avec tant de bonheur. Cet amour de la musique me fait espérer aussi que ma lettre ne vous attirera pas de désagrément. En effet, quel reproche pourrait-on faire à un artiste d'être loné, fût-ce par un Turc, si ce Turc aime le même art ?

J'approuve grandement vos ducs de Bavière, quelque peu favorables qu'ils me soient, d'honorer et de protéger la musique comme ils font. On ne peut douter que, dans les âmes sensibles à l'harmonie, il n'y ait plusieurs germes de bonnes qualités, tandis qu'un homme indifférent à l'art des sons me fait l'effet d'une bûche ou d'une pierre. Nous savons que les démons ne peuvent souffrir la musique. Aussi, ne crains-je pas de le dire : après la théologie, il n'est aucun art qu'on puisse comparer à la musique ; seule, avec la théologie, elle a le pouvoir de rendre à l'esprit le calme et la sérénité, et de mettre en fuite le démon, qui cherche à nous plonger dans la tristesse et l'inquiétude. C'est pourquoi les prophètes, unissant étroitement la théologie et la musique, ont donné à leurs sentiments religieux non pas une forme géométrique, ou arithmétique, ou

astronomique, mais une forme musicale. C'est par des psaumes et des chants qu'ils ont exprimé la vérité divine. Mais pourquoi entreprendre de louer, ou plutôt de profaner, une si grande chose sur ce bout de papier? Je me laisse entraîner par mon amour pour un art qui m'a souvent calmé au milieu des troubles de l'âme.

J'arrive à l'objet de ma lettre. Si vous avez l'antiphonie *In pace in id ipsum*, je vous prie de bien vouloir en faire faire une copie pour me l'envoyer. Dès ma jeunesse, j'aimais beaucoup ce cantique, et, maintenant que j'en comprends les paroles, je l'aime encore davantage. Je ne l'ai jamais vu mis en musique pour plusieurs voix; mais je présume que vous le possédez ainsi composé. J'espère que la fin de ma vie approche. Le monde me hait et ne peut me supporter; moi, de mon côté, je prends en dégoût et je déteste le monde. Veuillez donc le bon et fidèle Berger céleste, retirer mon âme à lui! Je commence à chanter le cantique en question, et j'aimerais beaucoup l'entendre exécuter à plusieurs voix. Pour le cas où vous ne l'auriez en aucune manière, je vous en envoie ci-joints les paroles et l'air à l'unisson. Que je vive ou que je meure, vous pourrez le mettre en symphonie, si vous voulez. Que le Seigneur Jésus soit avec vous à jamais! Amen. Pardon de ma hardiesse et de ma loquacité. Saluez respectueusement, de ma part, tout votre chœur de musique.

A Robert Barnes (1), envoyé du roi d'Angleterre Henri VIII.

(Réponse à la question : Si le roi pouvait, en conscience, répudier sa femme, Catherine d'Aragon.)

Wittenberg, 5 septembre 1531.

. Comme je vous l'ai dit, j'approuve la consultation des docteurs de Louvain; le roi, pour agir en sûreté de conscience, devra la suivre. Il ne lui est point permis de répudier la veuve de son frère et de dénoncer comme incestueuses l'union qu'il a formée et la fille qui en est née.

Admettons même qu'il ait péché en se mariant, et que la dispense du pape à cet égard ait été nulle (ce que je n'examine point en ce

(1) Antoine-Robert Barnes, ecclésiastique anglais, vint à Wittenberg en 1531 et en 1535. Il fut brûlé dans sa patrie, le 30 juillet 1540, avec deux autres pasteurs, comme partisan des doctrines de Luther.

moment), la répudiation de sa femme n'en serait pas moins un péché beaucoup plus grand encore.....

A Jean Bugenhagen (Pomeranus), pasteur à Wittenberg.

(Lettre destinée à servir de préface à un livre de Bugenhagen.)

Wittenberg, 1532.

Grâce et paix en Jésus-Christ notre Seigneur, qui s'est fait le serviteur non-seulement d'Israël, mais du monde entier, par conséquent aussi de nous, pauvres pécheurs, par son ineffable amour!

Je me suis vivement réjoui, très cher ami, en apprenant votre projet de publier les ouvrages de saint Athanase, parmi lesquels j'ai toujours relu, avec un plaisir particulier, le récit des conférences entre cet illustre père et Arius. Je me suis rappelé avec quelle ferveur, dans la première année de ma vie monacale, j'ai étudié cette relation, que mon supérieur m'avait remise copiée de sa propre main. C'était un excellent homme, qui, je n'en doute pas un instant, portait, sous le froc que nous condamnons, le cœur d'un vrai chrétien.

. C'est notre Seigneur Jésus-Christ qui vous a inspiré le désir de contribuer, pour votre part, à maintenir dans sa pureté le dogme de la Trinité, pour la défense duquel Athanase n'hésita point à déchaîner contre soi tout ce qu'il y a de démons dans l'enfer et sur la terre. Votre publication, d'ailleurs, ne vient que trop à propos; car, de nos jours, il y a bien des sceptiques et des épicuriens qui osent se railler de ce qui nous est révélé concernant le mystère de la sainte Trinité: et ce ne sont pas uniquement des lettrés ou rhéteurs de l'Italie, mais aussi des vipères italo-germaniques.

A tous ces incrédules, disciples d'Epicure, ou de Lucien, ou de Pyrrhon, nous opposons la parole de Celui qui a dit à notre Seigneur Jésus-Christ: *Tu es mon Fils, assieds-toi à ma droite*, et nous attendons avec confiance quels triomphes ces Titans vont remporter dans leur lutte contre Dieu. Ce n'est point une guerre nouvelle. Notre Seigneur Jésus-Christ a vaincu bien d'autres adversaires. Il les vaincra tous, en sorte qu'ils seront comme des arbres déracinés. Amen.

A Georges Held.

(Religieux qui flottait entre la doctrine romaine et celle des protestants.)

Wittenberg, 28 mars 1533.

Grâce et paix en Jésus-Christ! Notre excellent Haussmann m'a parlé, cher frère, de la sincère piété qui vous anime, quoique cette piété soit encore faible et trop dominée par l'idée que vous vous faites de l'autorité du pape et des conciles. Je ne m'étonne point de ces sentiments; car moi-même, religieux de l'ordre de Saint-Augustin pendant près de vingt ans, j'étais, par la longue habitude, tellement enfoncé ou plutôt noyé dans cette opinion, que, si Dieu ne m'en eût arraché, pour ainsi dire, violemment, de simples paroles n'auraient jamais suffi à m'en tirer. Même quand je fus pleinement persuadé, il m'en coûta encore de rudes combats pour oser mettre en pratique mes nouvelles convictions et quitter la vie monastique. A plus forte raison doit-il en être ainsi de vous, qui avez vieilli dans cet état, et qui n'êtes pas, comme moi, forcé, par vos fonctions mêmes, à étudier et à exposer chaque jour la Parole de Dieu.

Cependant, gardez-vous de désespérer. Priez du fond du cœur le Seigneur Jésus de vous faire comprendre qu'il est plus grand que Moïse, que le pape, que le monde entier, que notre conscience même. Or, s'il faut éconter Moïse et notre conscience, combien plus faut-il écouter Celui qui est notre Seigneur et Maître à tous et qui a dit : *C'est en vain qu'ils m'honorent, obéissant à des commandements humains!* Qu'est-ce que tous les papes et tous les conciles, comparés au Christ? Une goutte d'eau comparée au soleil. Avec le temps, vous obtiendrez cette conviction par la prière. Je vous en parle par expérience, ayant éprouvé moi-même combien on a de peine à s'affranchir d'idées dans lesquelles on a été nourri! C'est pourquoi priez assidûment. Le Seigneur veuille être avec vous et vous fortifier de jour en jour! Amen.

Aux pasteurs de Nuremberg.

(Qui s'étaient divisés sur certaines formules à employer dans le culte public.)

Wittenberg, 20 juillet 1533.

Grâce et paix en Christ! Très chers frères! si jamais j'ai demandé

à notre Seigneur de m'inspirer des paroles propres à convaincre, c'est surtout dans ce moment où je vous écris. Oh! qu'il veuille rendre mes exhortations efficaces dans vos cœurs par la vertu du Saint-Esprit! Je ne saurais exprimer la douleur dont je fus saisi en apprenant que la discorde a éclaté parmi vous, qui êtes placés dans un poste si éminent pour y être des messagers de paix et de salut. Ne pensez-vous donc point au scandale que vos querelles causeront inévitablement et dans votre Eglise et dans d'autres? aux avantages qu'en tireront contre nous nos adversaires, les papistes, les sacramentaires et les anabaptistes? aux jubilations qu'ils vont faire entendre? C'est un gâteau que vous jetez à Cerbère. Ah! ne cherchez point à le dissimuler, il y a au fond de votre animosité, je le sens bien, d'anciennes offenses que vous ne vous étiez pas bien pardonnées; autrement, vous ne vous seriez pas tant échauffés les uns contre les autres, à cette dernière occasion. Mais, je vous le demande, est-ce donc en gardant nos ressentiments que nous faisons preuve de cette charité de l'Evangile qui oublie « même la multitude des péchés » du prochain? N'aurons-nous pas nous-mêmes quelque peu de cet esprit de support et de pardon que nous prêchons? Ne porterons-nous pas les fardeaux les uns des autres? Ne céderons-nous rien de nos prétentions pour éviter de scandaliser les faibles, et appellerons-nous ainsi sur nos têtes la colère de Dieu, nous qui proclamons sa grâce?...

Si vous ne vous êtes pas encore accordés (et Dieu veuille que le contraire ait eu lieu!), je vous conseillerai de laisser reposer, au moins pour quelque temps, ces questions, dont ne dépend point le salut de l'Eglise. Ecartez-les au moins pour le moment, car vous n'êtes pas encore assez calmes pour les régler. Ce serait remuer des braises ardentes....

Immolez, je vous en conjure au nom de Christ et de tout ce qui nous est commun par lui, immolez les suggestions de l'amour-propre à la paix et à la charité. Représentez-vous Jésus-Christ apparaissant au milieu de vos disputes. Ses regards ne vous diraient-ils pas : « O mes frères bien-aimés, que j'ai rachetés par mon sang, que j'ai régénérés par ma Parole! ne savez-vous plus que la marque de mes disciples est qu'ils s'aiment les uns les autres? Cessez ces contestations amères. Ce n'est point tel rite plutôt que tel autre qui importe à mon Eglise; ce qui lui importe, c'est que vous viviez

« ensemble selon la charité. En vous offensant réciproquement, c'est
 « mon corps que vous blessez et flagellez. Gardez-vous de contrister
 « le Saint-Esprit, par lequel vous avez été scellés pour le jour du
 « salut; de troubler la joie des anges du ciel, de scandaliser vos
 « frères, de devenir un objet de risée pour mes ennemis et les vôtres.
 « Craignez de préparer des joies et des triomphes à Satan. Est-il pos-
 « sible que vos récriminations vous tiennent plus au cœur que le dé-
 « sir d'être mes disciples? Et quelque mot trop vif que peut vous avoir
 « dit un frère, quelque légère injustice que vous pouvez avoir en-
 « durée, font-ils plus d'impression sur vous que le souvenir de votre
 « Sauveur, qui a donné pour vous son sang? » Voilà ce que vous di-
 raient, d'une manière mille fois plus pénétrante, les regards de
 Christ. Et sa bouche, que vous dirait-elle? *« Que la paix soit avec
 vous. »* C'est là la parole qu'il vous adresserait. Il vous montrerait les
 plaies qu'il a reçues pour vous procurer le salut, et vous ne pourriez
 plus que vous aimer.

Je vous écrirais davantage, si je ne préférerais vous parler de vive
 voix.... L'homme est sujet à s'irriter, mais ne pas vouloir se ré-
 concilier, c'est faire l'œuvre de Satan. Soyons indulgents les uns
 envers les autres, pour que nous puissions dire avec sincérité : *Par-*
donne-nous nos offenses, comme nous pardonnons à ceux qui nous ont
offensés.

Veuille le Seigneur Jésus lui-même, qui est la paix et la miséri-
 corde, habiter dans vos cœurs! Qu'il veuille vous inspirer une sainte
 émulation à vous montrer animés de son esprit et à consumer tous
 vos ressentiments par le feu de la charité! Amen.

Votre frère et serviteur, MARTIN LUTHER.

A son fils, Jean Luther (1).

Wittenberg, 1533.

J'ai reconnu dans Erasme un ennemi de toutes les religions, et
 particulièrement un ennemi de Christ, une copie parfaite d'Epicure
 et de Lucien (2). Moi, Martin Luther, je t'écris cela de ma propre

(1) Les paroles qui suivent sont plutôt une déclaration faite dans la prévision
 de la mort, un *Memento*, qu'une lettre proprement dite. Le fils de Luther était
 alors un enfant de sept ans.

(2) Ne dirait-on pas que, sous Erasme, Luther présentait Voltaire?

main, très cher fils Jean, et par toi à tous les miens et à la sainte Eglise de Christ.

Sensibus hæc imis, res est una parva, reponas (1).

A Nicolas Amsdorf, pasteur.

(Lettre livrée par Luther à la publicité.)

Wittenberg, février 1534.

. En examinant de près les écrits d'Erasme, on y remarque, à ne pouvoir s'y tromper, un esprit hostile à la révélation chrétienne. Le catéchisme même qu'il a publié récemment est tout à fait arrangé de manière à jeter dès l'abord des doutes et des incertitudes dans l'âme des enfants. C'est ainsi que le serpent tenta Eve, en lui rendant suspect le précepte de Dieu touchant l'arbre de la science du bien et du mal.... Déjà, dans sa lettre *sur la philosophie chrétienne*, insérée dans son édition du Nouveau Testament. Erasme, en traitant la question : Pourquoi Jésus-Christ est-il descendu du ciel? s'était borné à répondre que ce fut pour enseigner et pratiquer une morale plus parfaite que celle des sages antérieurs, *sans dire un mot de la rédemption*. Ce fut là le premier endroit de ses écrits qui me détourna de lui (2)....

. En parlant de la personne de notre Seigneur, il s'enveloppe des ambiguïtés et des réticences des disciples d'Arius, de sorte qu'on peut lui appliquer ce que saint Jérôme disait des ariens de son époque : « Les prêtres emploient des expressions qu'ils prennent dans « un sens différent de celui qu'y attachent les fidèles. » Il ne néglige aucune occasion de faire naître indirectement des doutes sur le dogme de la Trinité, tout en répétant qu'il faut croire ce saint mystère.... Quand nous l'attaquons, il se retranche derrière les interprétations dont ses paroles sont susceptibles, et nous reproche, avec toute la véhémence de sa rhétorique, de lui imputer calomnieusement des pensées qui sont pourtant celles qu'il voulait donner à entendre....

(1) « Grave ces paroles au plus profond de ton âme; ce n'est point une chose de peu d'importance. »

(2) Dans le cours de sa lettre, qui est de treize pages, Luther cite un grand nombre de passages d'Erasme, dont il appuie son jugement sur les tendances de ce « roi de l'équivoque, » comme il l'appelle. C'est de l'Italie, dit-il, qu'Erasme a rapporté son incrédulité. *In Italia et Roma suas Lamias et Megeras suxit, ita ut sit nunc nulla medela sanabilis.*

Avec cela, il recherche misérablement la faveur des princes et des prélats, et craint toujours de n'avoir pas encore assez fait contre moi pour se laver de l'accusation d'avoir été luthérien. Mais je lui rends volontiers le témoignage qu'il n'y a rien de commun entre nous....

Que notre Seigneur Jésus-Christ, dont l'Écriture me démontre la divinité (malgré les insinuations perfides d'Érasme), et dont j'ai si souvent éprouvé le secours tout-puissant, nous garde jusqu'à la vie éternelle! C'est lui qui est notre Seigneur et notre Dieu; à lui seul, ainsi qu'au Père et au Saint-Esprit, soit la gloire au siècle des siècles! Amen.

*A la veuve Dorothée Jarger, de Tölleth, près de Linz,
en Autriche.*

(Cette dame avait mis à la disposition de Luther une somme de 500 florins pour venir en aide à des étudiants pauvres.)

Wittenberg, 27 avril 1534.

Grâce et paix en Christ. Honorée dame! je vous fais savoir que, grâces à Dieu, votre don a été bien employé et a servi à secourir un grand nombre d'élèves indigents. Par cette aumône, vous avez témoigné à Dieu votre reconnaissance de la grâce qu'il vous a faite en son bien-aimé Fils Jésus-Christ. Qu'il veuille fortifier votre foi et accomplir son œuvre commencée en vous! Amen.

Je ne savais pas moi-même qu'il y eût, dans notre ville, tant de jeunes gens pieux et capables, ne vivant que de pain et d'eau, et souffrant le froid en hiver pour étudier l'Écriture sainte. Votre bienfait leur a été d'un grand secours. J'en ai dépensé déjà au delà de la moitié, et je me suis fait donner des reçus, afin que vous puissiez vous convaincre que c'est à des jeunes gens honnêtes que votre libéralité a profité. Ils vous remercient tous de grand cœur. Christ soit avec vous et avec toute votre famille! Amen.

A tous les gens de bien.

(Lettre de recommandation donnée à un prêtre éthiopien.)

Wittenberg, 7 juillet 1534.

Nous avons eu occasion de converser familièrement avec le sieur Michel, diacre éthiopien, qui est venu en Allemagne, et nous avons

remarqué qu'il est parfaitement d'accord avec le symbole et la doctrine trinitaire de l'Eglise occidentale. Nous le recommandons sincèrement. Quoique les Eglises orientales diffèrent de nous dans quelques cérémonies, cette circonstance, dit-il avec raison, ne rompt pas l'unité de l'Eglise, car le royaume de Dieu consiste dans la justice spirituelle du cœur, dans la crainte de Dieu et dans la confiance en Christ. Nous avons aussi appris, par le sieur Michel, que la manière des Orientaux de célébrer la sainte Cène s'accorde avec la nôtre. Nous souhaitons que toutes les nations reconnaissent et glorifient Christ, et lui obéissent par une vraie foi en sa miséricorde et par l'amour du prochain. Nous prions, en conséquence, les gens de bien de témoigner de la charité chrétienne aussi à l'étranger à qui nous remettons ces lignes.

A Matthias (Le nom de famille manque.)

Wittenberg, 6 octobre 1534.

Grâce et paix en Christ! Cher ami, votre frère m'a parlé de la tristesse qui souvent vous accable, et m'a prié de vous écrire quelques lignes à ce sujet. Je le fais bien volontiers, car Dieu a dit par saint Paul : *Consolez ceux qui sont affligés*; et ailleurs : *Né soyez pas tristes, mais servez-moi avec joie et allégresse*. Réjoignez-vous donc en votre Seigneur et Sauveur Jésus-Christ, qui vous veut tant de bien et qui porte tous vos fardeaux. Prenez confiance en lui, donnez-lui votre cœur; c'est là ce qu'il aime et ce qu'il vous demande. Déchargez-vous sur lui de vos soucis, et, quand la tristesse vous gagne, dites : « Allons, je vais chanter à notre Seigneur Jésus-Christ un cantique. » Mettez-vous incontinent à votre clavecin, faites-en résonner les touches avec force, et chantez (*Te Deum laudamus* ou *Lenedictus*, etc.) jusqu'à ce que les idées tristes s'évanouissent. Si le diable revient, défendez-vous courageusement et dites : « Arrière! Je dois chanter à notre Seigneur Jésus-Christ! »

C'est ainsi qu'il faut apprendre à résister. Ne laissez pas les pensées mélancoliques vous envahir, mais donnez sur le museau à Satan. Faites comme ce mari qui, toutes les fois que sa femme commençait à le tourmenter par sa mauvaise humeur, se mettait à faire de la musique, et qui finit ainsi par avoir la paix. Vous, de même, faites retentir les accords de votre bel instrument et chantez, soit

seul, soit avec des amis. Si vous pouviez croire fermement que ces pensées sombres viennent du démon, vous auriez déjà gagné la partie; mais, puisque vous êtes encore faible dans la foi, écoutez les conseils de notre expérience, et tenez-nous par la main jusqu'à ce que vous n'ayez plus besoin de notre aide. Adieu. Que le Seigneur vous relève cher ami, et vous fortifie, en vous mettant au cœur une foi inébranlable. Soyez convaincu qu'il n'aime point votre tristesse et qu'il veut que vous ayez bon courage. C'est là ce qu'il m'ordonne de vous dire selon sa Parole. Amen.

A Mélanchthon

(Au sujet des conférences avec les zwingliens sur la présence réelle dans l'Eucharistie.)

Wittenberg, 17 décembre 1534.

. . . . Dieu m'est témoin que je payerais volontiers de ma vie la cessation de cette discorde. Mais que faire? Peut-être est-ce de bonne foi qu'ils persistent dans leur interprétation; c'est pourquoi supportons-les. S'ils sont sincères, Christ, le Seigneur, les sauvera. Mais, d'un autre côté, moi aussi je suis certainement de bonne foi dans ma doctrine, à moins que je ne me connaisse pas moi-même : c'est pourquoi ils doivent me supporter à leur tour, s'ils ne peuvent se mettre d'accord avec moi (1).....

A Justus Jonas, pasteur.

Wittenberg, 1^{er} septembre 1535.

Grâce et paix en Christ! Je ne sais rien de la réponse au roi (2), cher Jonas. Comme le roi n'a pas écrit lui-même, il me semble que le plus naturel eût été de ne pas lui écrire non plus. Mais notre cour est très sage (3), elle s'applaudit de tout faire seule. Nous, de notre côté, nous sommes contents de n'être que spectateurs. Un jour, ceux qui dirigent tout maintenant seraient bien aises d'avoir été à notre

(1) Il est à regretter que Luther ne se soit pas toujours exprimé avec autant de charité qu'il le fait ici, sur ceux qui diffèrent de lui dans la question de la sainte Cène. Voir aussi sa lettre du 27 novembre 1535, à Nicolas Gerbel. Des deux côtés, la controverse rendait les esprits injustes et les entraînait à des violences de langage.

(2) François 1^{er}.

(3) Ironique.

place. Il y a lieu de nous féliciter de nous voir ainsi dédaignés par la cour et exclus de ses conseils. Je pense que Dieu veut nous préserver par là d'être mêlés à des tempêtes dont nous aurons un jour à gémir. Tout se fait à notre insu, et, ce que Démosthène souhaitait pour ses vieux jours, nous l'avons dès à présent : on ne nous embarrasse point d'affaires politiques. Puisse Dieu nous en faire toujours la grâce ! Amen.

On commence si généralement à se méfier des envoyés français, que moi-même je cesse de souhaiter que Philippe parte avec eux (1). On craint que les envoyés véritables n'aient été assassinés en route, et que ceux qui se sont présentés ici ne soient des individus subornés par les papistes et mis en possession des lettres des autres, afin d'attirer Philippe hors de notre pays (2). Tu connais ces instruments malfaisants du diable, l'évêque de Mayenne, l'évêque de Liège et d'autres. Cela me rend inquiet pour Philippe. Je lui en ai écrit sérieusement. Le monde est l'allié du diable et le diable est l'allié du monde. Je soupçonne vivement l'archevêque de Mayence. N'a-t-il pas foulé aux pieds le Commentaire de Philippe sur l'épître aux Romains qui lui était dédié, en vociférant des paroles de haine et de menace : *C'en est fait de lui* (3), etc.? Au lieu d'arriver à la repentance et à la connaissance de soi-même, il devient de jour en jour plus mauvais, grinçant peut-être des dents (comme le diable) de ce que Dieu ne lui accorde pas ce que sa fureur désire. Mais en voilà assez.

(1) Jusque-là, Luther avait vivement insisté auprès de l'Electeur, pour qu'il consentit au voyage de Mélanchthon à Paris. (Voyez la lettre de Luther du 17 août 1535, insérée dans le *Bulletin*, année 1853, p. 244.) L'Electeur refusa par plusieurs motifs, entre autres, parce qu'il craignait que Mélanchthon ne fût pas toujours preuve de la fermeté nécessaire. Voici ce qu'il écrivit à ce sujet à son chancelier Brück : « Nous appréhenderions que Philippe, s'il allait en France, ne se laissât entraîner, par son grand désir d'obtenir quelques concessions du roi, à en faire, de son côté, que ni Luther ni les autres théologiens ne pourraient aprouver. — D'ailleurs, il y a peu d'espoir que les hauts dignitaires qui en France désirent s'entretenir avec Mélanchthon prennent réellement à cœur les intérêts de l'Evangile. Ils ont remarqué dans Philippe une certaine facilité à céder, et probablement ils chercheraient à le faire tomber dans des pièges, pour pouvoir l'accuser ensuite d'avoir varié. Même ceux qui sont sincères parmi eux, paraissent animés de l'esprit d'Erasme plutôt que de celui de l'Evangile. » (*Gieselér, Kirchengeschichte, Réforme en France*, note 9.)

(2) C'étaient de faux bruits.

(3) *Er hat Sanct Veltens am Halse*. — Ce mot rappelle celui du duc Georges à la Disputation de Leipzig : *Das walte die Sucht* (Que la peste!), qu'on a traduit à tort comme si c'était autre chose qu'une imprécation.

A Géréon Seiler, docteur en médecine, à Augsbourg.

Wittenberg, 5 octobre 1535.

. Le projet d'un voyage de Philippe en France a été abandonné. Nous avons aussi appris depuis, de différents côtés, et de la part d'hommes sûrs, que le roi (*Gallus*) agit avec perfidie. J'éprouve une profonde pitié pour ces habitants de la France qui ont tant à souffrir, et plutôt à Dieu que je pusse, comme on m'en a prié, contribuer à leur faire obtenir un asile, au cas où ils parviendraient à s'échapper de leur pays! Christ veuille avoir compassion d'eux et les délivrer, en visitant tous ces ouvriers d'iniquité. Amen. Salut dans le Seigneur!

A Nicolas Gerbel, jurisconsulte à Strasbourg, ami dévoué de Luther.

Wittenberg, 27 novembre 1535.

Grâce et paix en Christ. Je vous remercie, cher ami, de votre si excellente lettre. Je vois avec infiniment de joie le zèle sincère que vous déployez pour arriver à l'union de nos Eglises, cette union que je désire de toute mon âme. En effet, parvenu au terme de ma carrière, épuisé par tant de travaux et d'épreuves, accablé par l'âge même, que pourrait-il m'arriver de plus heureux que de voir encore s'établir la concorde entre les Eglises (1) avant ma fin? Certes, il n'est pas besoin que vous me sollicitiez si vivement. Je vous autorise à promettre de ma part aux vôtres tout ce que vous voudriez que l'on promît en votre nom.....

A Gaspard Müller, chancelier de Mansfeld.

Wittenberg, 19 janvier 1536.

. Le pape s'est conduit dans cette affaire (2) comme un pape; il a donné des bulles contradictoires, et joué un jeu tel qu'il n'a que ce qu'il mérite en se voyant expulsé de l'Angleterre, quoique

(1) C'est-à-dire entre les Eglises dites luthériennes et celles du midi de l'Allemagne et de la Suisse, qui se rattachaient plus ou moins aux idées de Zwingle.

(2) Dans l'affaire du divorce d'Henri VIII.

ce ne soit pas comme adversaire de l'Évangile. En pensant à sa manière d'agir vis-à-vis du roi, je suis presque tenté d'excuser ce dernier; cependant je ne saurais approuver la chose.

A Jean-Frédéric, électeur de Saxe.

Wittenberg, 3 janvier 1537.

Grâce et paix en Christ. Sérénissime prince! Conformément à vos ordres, j'ai dressé une exposition de nos principes (1), et je l'ai soumise à l'examen du pasteur Nicolas Amsdorf, de maître Eisleben et de maître Spalatin. Il m'a fallu plusieurs jours pour en discuter tous les articles avec ces amis, vu la faiblesse de ma santé. Ils les ont approuvés et signés de leur main, et, en conséquence, je vous les envoie par mon cher frère et ami maître Georges Spalatin. Je sais qu'il y a des gens qui nous accusent, nous autres pasteurs, de mettre en danger nos princes et leurs sujets, par notre obstination à résister aux demandes de l'empereur; mais, si nos déclarations allaient attirer des périls à quelqu'un, nous préférons infiniment en assumer seuls toute la responsabilité. C'est à vous à décider ce que vous ferez ou ne ferez pas à cet égard. Libre à chacun de prendre fait et cause pour nos articles ou non. Que Dieu vous ait en sa garde!

[Suivent les articles, dits de Smalkalde.]

I. *Sur la Divine Majesté.* — Nous professons la foi en Dieu, Père, Fils et Saint-Esprit, d'accord avec le symbole des apôtres et avec celui de saint Athanase. Nulle différence n'existe à ce sujet entre l'enseignement de Rome et le nôtre.

II. *Article fondamental sur l'œuvre de notre rédemption.* — Concernant la rédemption, l'article premier et fondamental est celui-ci :

« Jésus-Christ, notre Seigneur et Dieu, est mort pour nos offenses et a été ressuscité pour notre justification (Rom. IV, 24); Lui seul est l'Agneau de Dieu, qui ôte les péchés du monde (saint Jean I, 29); Dieu a mis sur lui

(1) Ce fut dans la prévision d'un concile qui avait été annoncé par le pape comme devant s'assembler au mois de mai 1537, à Mantoue, mais qui ne se réunit que huit ans plus tard, à Trente.

tous nos péchés (Esaïe, LIII, 6); tous les hommes sont pécheurs et ne peuvent obtenir la justification que par la grâce de Dieu, par la rédemption de Jésus-Christ mort sur la croix (Rom. III, 23 et suiv.); nous ne devenons participants de cette justification que par la foi; nulle œuvre, nul acte, nul mérite ne saurait nous la procurer; la foi seule nous en donne la possession et nous met en état de grâce; c'est pourquoi saint Paul dit (Rom. III, 28) : *Nous professons que l'homme est justifié, sans œuvres de la loi, par la foi*, et (Rom. III, 28) : *En sorte qu'on reconnaisse que Dieu est juste et qu'il justifie celui qui a la foi en Jésus*.

De cet article on ne peut rien céder, dût ciel et terre crouler. Car il n'y a de salut dans aucun autre, et il n'y a sous le ciel aucun autre nom qui ait été donné aux hommes par lequel nous devons être sauvés (Actes IV, 2); c'est par ses meurtrissures que nous sommes guéris (Esaïe LIII, 5).

C'est sur ce rocher qu'est fondé tout ce que nous croyons; cessant de nous y tenir fermes, nous serions perdus : le diable et le monde auraient la victoire sur nous.

III. *De la messe*. — Avec cet article fondamental que nous venons d'énoncer se trouve en opposition flagrante la doctrine de nos adversaires sur la messe. Ils enseignent que le prêtre (soit pieux, soit impie) a le pouvoir de racheter, par la célébration de la messe, les péchés des hommes. Nous répondons que c'est uniquement l'Agneau de Dieu, immolé pour nous, qui a racheté nos péchés. Jamais, non jamais, Dieu veuille m'en faire la grâce ! je n'accorderai qu'un prêtre opère, par la messe, ce que notre Seigneur et Sauveur a seul opéré par sa passion et par sa mort.

[Suit une dissertation de Luther sur les erreurs et les abus qui se rattachent plus ou moins directement à l'idée fautive qu'il vient de signaler : Messes pour les âmes que l'on croit au purgatoire, pèlerinages, culte des reliques, vente d'indulgences, etc. « Ce ne sont, dit-il, ni nos cérémonies, ni notre argent, ni le pouvoir « papal qui nous rendent participants du pardon acquis par Christ, mais Dieu « accorde ce pardon gratuitement. Nous l'obtenons par la foi, et cette foi nous « arrive par la lumière de la Parole de Dieu. »]

IV. *Du culte des saints*. — Nous ne devons ni mettre notre confiance dans les saints ni leur rendre un culte. Cela aussi serait contraire à la foi en Jésus-Christ, qui est notre seul Médiateur, et chez qui nous trouvons, mille fois mieux que chez les saints tout ce que nos adversaires s'imaginent trouver auprès de ceux-ci. Quoique peut-être les saints prient pour nous au ciel, il ne s'ensuit nullement que nous devions les adorer (1), leur

(1) Au moyen âge, on disait : *Adorare sanctos, adorare reliquias sanctorum, adorare imagines*, tout comme on disait : *Adorare Deum*.

offrir des sacrifices, fonder en leur honneur des jeûnes, des messes, fonder des dévotions, des Eglises, des autels, ni les invoquer comme nos sauveurs, l'un dans telle nécessité, l'autre dans telle autre. C'est détourner sur la créature l'hommage qui n'appartient qu'à Dieu seul.

V. *Des abbayes et des couvents.* — Les abbayes et les couvents ayant été fondés dans la bonne intention d'y former des hommes instruits et des femmes bien élevées, ils devraient être réorganisés à cette fin. Sinon, mieux vaudrait les abandonner ou les démolir que de perpétuer, par leur maintien dans l'état actuel, cette erreur que les observances monastiques, établies arbitrairement par des hommes, rachètent les péchés et sont plus agréables à Dieu que l'accomplissement des devoirs chrétiens dans les conditions ordinaires de la vie.

VI. *De la papauté.* — De droit divin, c'est-à-dire selon la Parole de Dieu, le pape, loin d'être le chef absolu de toute la chrétienté, n'est qu'évêque ou pasteur de Rome. Tel il a été dans les premiers temps; aussi une multitude d'Eglises ne lui ont-elles jamais reconnu d'autorité sur elles.....

(Suivent de longues et véhémentes incriminations contre le siège de Rome.)

VII. *Du péché.* — Nous enseignons, conformément à la parole de saint Paul (Rom. V, 15), que *le péché est venu d'Adam, par la désobéissance duquel tous les hommes sont devenus pécheurs et sont tombés sous la puissance de la mort et du diable.* C'est là ce que l'on appelle le péché originel ou primitif.

De cette source découlent ensuite les différents péchés énumérés dans l'Ecriture sainte : manque de foi en Dieu, idolâtrie, impiété, témérité, désespoir, manque de vénération pour Dieu et pour sa Parole, répugnance pour la prière, mensonge, désobéissance aux parents, meurtre, impureté, vol, tromperie, etc.

Le péché originel est une altération si profonde de notre nature que la raison ne peut pas la comprendre. C'est un dogme révélé par l'Ecriture sainte (Psaume LI, 7; Rom. V, 12; Exode XXXIII, 3; Genèse III, 6). En conséquence, nous rejetons, comme des erreurs, les propositions scolastiques suivantes :

« Après sa chute, l'homme a conservé entières et pures les forces naturelles qui avaient été données primitivement à Adam. Il a conservé intacte la droiture de sa raison et de sa volonté. Il a le libre arbitre de faire ou de ne pas faire tout ce qui est bien (1); il peut, par ses forces

(1) La confession d'Augsbourg réduit à l'accomplissement d'actes extérieurs ce qui nous reste de libre arbitre (c'est-à-dire de puissance de détermination pour le bien, abstraction faite de la grâce divine).

« naturelles, accomplir tout ce que Dieu a commandé, par conséquent aussi
« aimer Dieu par-dessus tout et son prochain comme soi-même.

« En allant communier, il n'est pas nécessaire d'avoir de bonnes résolu-
« tions; il suffit qu'on n'en ait pas de mauvaises, tant la nature est bonne
« et tant le sacrement a de puissance. Pour qu'une œuvre soit bonne (1), il
« n'est pas besoin de la grâce du Saint-Esprit. »

Ces propositions et d'autres semblables ont été avancées par des hommes
qui ne connaissaient ni la nature du péché ni la nature de l'œuvre de notre
Seigneur Jésus-Christ. Ce sont des doctrines profanes et païennes.

VIII. *De la loi de Dieu.* — Nous croyons que Dieu a donné sa loi primi-
tivement pour détourner du péché, soit par la crainte des châtements, soit par
l'attrait des bienfaits promis. Mais, par suite de la perversion des hommes,
ce but n'a pas été atteint. De sorte que l'action principale de la loi consiste
maintenant en ceci : elle révèle à l'homme le péché originel avec ses fruits
amers et lui montre, par l'examen de cette loi divine, comparée à son état
pécheur, combien sa nature est déchue et corrompue. Cette découverte
l'humilie, l'effraye et le pousse, par les terreurs de la conscience, à implorer
Dieu pour obtenir un remède.

IX. *De la pénitence (ou plutôt repentance).* — Le Nouveau Testament,
comme l'Ancien, nous présente la loi pour nous porter à la repentance. *La*
colère de Dieu se révèle du ciel sur tous les hommes ; tous sont coup-
ables devant Dieu ; nul n'est juste devant lui, dit saint Paul (Rom. I et III),
et Jésus-Christ lui-même dit : *Le Saint-Esprit châtierra le monde à cause*
du péché (1 Jean XVI, 8). Ces paroles, et tant d'autres semblables, sont
des coups de foudre par lesquels Dieu jette bas à la fois les pécheurs ma-
nifestes et les saints imaginaires ; elles font naître dans l'âme, non plus ce
qu'on appelle une contrition active, mais une contrition passive, la vraie
douleur, le sentiment profond de notre mort spirituelle. C'est le commen-
cement de la véritable repentance. Nous entendons alors retentir la parole
de Dieu, qui nous condamne et qui fait pénétrer dans notre âme la certitude
qu'il faut absolument que nous changions, qui que nous soyons, et que, de-
vant la sainteté divine, nous ne sommes, avec tous nos prétendus mérites,
que de pauvres pécheurs.

Mais à cette action accablante de la loi vient s'annir, dans l'économie de la
nouvelle alliance, l'appel de la grâce. Après avoir dit : *Repentez-vous* (2),

(1) C'est-à-dire accomplie avec la pureté de sentiment et d'intention que Dieu
demande.

(2) En grec, *μετανοείτε*, c'est-à-dire, repentez-vous, changez de sentiment,
convertissez-vous, ce qui donne, nous l'avons déjà fait remarquer, un bien autre
sens que la traduction usitée : *faites pénitence*.

Jésus-Christ ajoute : *Et croyez à l'Evangile* (à la bonne Nouvelle), c'est-à-dire repentez-vous et acceptez dans vos cœurs le pardon que je vous apporte. Auparavant déjà, saint Jean-Baptiste avait prêché la repentance, afin que les consciences réveillées fussent rendues capables de recevoir la grâce (1). C'est aussi dans ce sens que Jésus-Christ dit (saint Luc XXIV, 47) qu'il faut *prêcher en son nom la repentance et le pardon des péchés*.

Séparée de l'Evangile, l'action de la loi pousserait au désespoir, comme nous le voyons par l'exemple de Saül et de Judas. C'est pourquoi saint Paul dit que le péché tue par la loi (Rom. VII, 23). L'Evangile, au contraire, nous retire de l'abîme de tristesse, nous relève et nous console.

Après avoir ainsi vu quelle est la repentance véritable, examinons aussi la fausse pénitence que nous trouvons dans le système de nos adversaires.

Ignorant la vraie nature du mal moral, on ne pouvait en enseigner la vraie guérison. Les mauvais sentiments de l'âme et les convoitises n'étaient point regardés comme péchés; on ne donnait ce nom qu'aux mauvaises résolutions, aux mauvaises paroles et aux mauvaises actions qui auraient pu être évitées par les seules forces du libre arbitre. Il y avait même des hommes, surtout dans l'état monastique, qui se croyaient sans péché, et qui vendaient aux autres le prétendu superflu de leurs bonnes œuvres. O aveuglement!...

On divisait la pénitence en trois parties : contrition, confession et satisfaction, et l'on appelait cela l'expiation des péchés. Au lieu de parler aux pénitents de la foi au Fils de Dieu, qui nous offre le pardon, acquis par sa mort, on leur donnait pour consolation le prétendu mérite de leurs propres œuvres. Encore, dans ce système, le pénitent ne pouvait-il jamais savoir s'il avait fait assez d'actes de contrition, de confession et de satisfaction, pour être véritablement libéré, puisque ces actes devaient se rapporter à chacun de ses péchés, pris un à un, et que personne ne pouvait se rappeler avec exactitude le nombre et les circonstances de tous ses manquements.

En outre, l'idée que l'on avait du mal moral étant très superficielle, la douleur que l'on en ressentait devait l'être aussi. Bien souvent la bouche prononçait la formule de la confession, tandis que le cœur n'éprouvait pas la moindre tristesse réelle en pensant au péché commis (2).

La vraie repentance et conversion du pécheur est tout autre. Elle va au fond de l'âme; elle s'attaque à tout l'état moral de l'homme, et non pas seulement à tel ou tel acte particulier. Puis, elle se poursuit à travers toute la vie, elle combat le péché inhérent à notre nature déchuë, et cela non par les propres forces de l'homme, mais par le don de l'Esprit-Saint qui accom

(1) Comme la terre est ouverte par le soc de la charrue, et rendue par là capable de recevoir la semence salutaire.

(2) Dans l'original, la critique que Luther fait de ce système est plus détaillée encore que dans notre traduction.

pagne la foi en Christ. Cet Esprit divin expulse, de jour en jour, ce qui reste encore de mauvais: par un travail incessant, il redresse, purifie et sanctifie le chrétien. C'est là la doctrine révélée par l'Evangile. Les hommes inconvertis ne la connaissent point; dans leur aveuglement, ils l'appellent hérésie.

X. *De l'Evangile* (1). — Dieu, qui est plein de bonté envers nous, ne se borne pas à une manière unique de nous faire offrir le pardon des péchés. Cela a lieu : 1^o par la prédication publique, qui est le ministère évangélique proprement dit; 2^o par le baptême; 3^o par le sacrement de l'autel (sainte Cène); 4^o par le pouvoir des clefs et par la conversation et consolation mutuelle entre frères. Saint Matthieu XXVIII, 20 : *Là où deux ou trois personnes sont assemblées en mon nom, j'y suis au milieu d'elles.*

XI. *Du Baptême*. — Le baptême n'est autre chose que la Parole de Dieu jointe à l'aspersion d'eau. *Lavacrum in Verbo*, selon l'expression de saint Paul (Eph. V, 6). *Accedat Verbum ad elementum et fit Sacramentum*, dit saint Augustin. Nous ne nous laissons imposer ni les termes de saint Thomas d'Aquin, qui dit que Dieu a mis dans l'eau une vertu spirituelle qui lave le péché par l'eau; ni ceux de Duns Scot, qui enseigne que le péché est lavé par l'assistance de la volonté divine et non par la parole jointe à l'eau. — On doit baptiser les enfants, car eux aussi ont part à la rédemption opérée par Jésus-Christ. L'Eglise leur doit le baptême.

XII. *Du Sacrement de l'autel ou de la sainte Cène*. — Quant au Sacrement de l'autel, nous enseignons que le pain et le vin, dans l'Eucharistie, sont le vrai corps et sang de notre Seigneur Jésus-Christ, et que ce corps et ce sang sont reçus, non-seulement par les communicants pieux, mais aussi par les impies. Nous enseignons, de plus, qu'on doit donner la sainte Cène sous les deux espèces. Vainement on nous oppose les subtilités des docteurs du concile de Constance et d'autres sophistes qui ont cherché à établir qu'on reçoit sous une espèce autant que sous les deux; nous avons pour nous l'ordre formel de Jésus-Christ, cela nous suffit. Mais que dire de ceux qui non-seulement refusent de donner la sainte Cène sous les deux espèces, mais interdisent même, comme hérétique, l'usage de le faire, cherchent à exterminer ceux qui se conforment aux paroles de Jésus-Christ, et se mettent ainsi au-dessus de notre Seigneur et Dieu? Ne sont-ce pas des hommes sacrilèges?

(1) C'est-à-dire, de la bonne nouvelle du pardon de Dieu. Luther, dans cet article, ne parle que de ce qui nous est présenté oralement. Il ne mentionne point l'effet que peut produire la lecture.

Pour ce qui est de la question de la transsubstantiation, nous n'admettons nullement la doctrine des sophistes qui prétendent que, dans l'Eucharistie, le pain et le vin cessent d'exister, et qu'il n'en reste que la forme et la couleur. Saint Paul dit : *Le pain que nous rompons..... Toutes les fois que vous mangerez de ce pain..... Que l'homme s'éprouve soi-même et qu'ainsi il mange de ce pain* (1 Cor. X et XI). On voit clairement, par ces paroles, que le pain ne s'évanouit point par la consécration.

XIII. *Des Clefs.* — Le ministère des clefs, donné par Jésus-Christ à l'Eglise, consiste à lier et à délier (1), non-seulement les péchés grossiers et évidents, mais aussi les péchés subtils et cachés à nous-mêmes, que Dieu seul connaît. Psaume XIX, 13 : *Qui est-ce qui connaît ses fautes commises par erreur? Pardonne-moi mes péchés que j'ignore.* Nous sommes incapables de discerner nous-mêmes avec exactitude le nombre et la gravité de nos manquements ; Dieu seul le peut. C'est pourquoi David dit, Ps. CXLIII, v. 2 : *N'entre point en jugement avec ton serviteur, car nul homme vivant n'est juste devant toi ;* et saint Paul, 1 Cor. IV, v. 4 : *Je ne me sens coupable de rien, toutefois pour cela je ne suis point justifié ; mais Celui qui me juge, c'est le Seigneur.*

XIV. *De la Confession.* — L'exercice du ministère qui lie ou délie étant un moyen d'instruire et de consoler, établi dans l'Evangile par Jésus-Christ, on doit, surtout en vue des consciences timorées et des jeunes gens ignorants et grossiers, se garder de supprimer la confession et l'absolution.

Toutefois, chaque pénitent doit être laissé libre dans la déclaration de ses fautes ; il suffira qu'il dise (ce qui sera malheureusement vrai aussi longtemps que nous vivrons dans cette chair) : *Je suis un pauvre pécheur.*

C'est par sa Parole que Dieu communique avec l'âme humaine : maintenons donc la parole d'absolution dont il nous a chargés. C'est par ce moyen qu'il veut consoler les âmes repentantes..... Ce qu'on appelle révélation directe, en dehors de la Parole de Dieu, est illusion et mène à l'hérésie. C'est en s'écartant de l'Ecriture sainte, et en se vantant de pareilles révélations directes, que se formèrent le papisme, le mahométisme et les sectes mystiques. Il faut s'en tenir à la Parole que Dieu a donnée.

XV. *De l'excommunication.* — Ce que nos adversaires appellent l'ex-

(1). Dans une lettre adressée, le 18 avril 1533, aux autorités de Nuremberg, Luther et Mélanchthon déclarent que toute prédication de l'Evangile est, au fond, une absolution, parce qu'elle annonce au pécheur que, s'il se convertit, Dieu lui pardonne. De même, dans son traité *De instituendis ministris Ecclesiæ* (1523), Luther avait dit : « Nous tous qui sommes chrétiens, nous avons le pouvoir des clefs. Lier et délier n'est autre chose que prêcher et appliquer l'Evangile. »

communication *majeure* est, au fond, une peine toute séculière; elle ne regarde point les ministres de l'Evangile. L'excommunication dite *mineure*, au contraire, qui est la vraie excommunication chrétienne, et qui consiste à écarter des sacrements les pécheurs manifestes et opiniâtres aussi longtemps qu'ils refusent de s'amender et d'éviter le péché, doit être maintenue. Toutefois, les pasteurs ne doivent mêler aucune peine civile à cette punition, qui est de nature toute spirituelle.

XVI. *De l'appel au ministère et de l'ordination.* — Si les évêques s'appliquaient à être de vrais évêques, ayant à cœur les intérêts spirituels des paroisses, on pourrait, pour l'amour de l'union, leur laisser (non pas toutefois comme une chose indispensable) l'ordination et la confirmation de nos pasteurs. Mais comme, au lieu de se conduire en évêques, ils sont, en réalité, des princes et des seigneurs séculiers, qui ne prêchent pas, n'enseignent pas, ne baptisent pas, ne donnent pas la sainte Cène, ne font rien de ce qui est de leur office, et qu'au contraire ils oppriment et persécutent ceux qui sont de vrais ministres de l'Evangile, les communautés ne peuvent point, par la faute de pareils évêques, rester privées de l'enseignement de la Parole de Dieu et de l'administration des sacrements en conformité avec cette Parole. C'est pourquoi, imitant les exemples de l'antiquité chrétienne, nous instituons nous-mêmes des hommes capables de remplir la charge de pasteurs. Les évêques opposés à l'Evangile ne sont nullement fondés à nous en faire un reproche. — Leurs propres lois, d'ailleurs, établissent que ce qu'ils appellent hérésie n'est point un obstacle à la validité d'une ordination.

XVII. *Du célibat obligatoire.* — Le mariage doit rester facultatif, comme Dieu l'a expressément déclaré. 4 Tim. I, 3 (1).

XVIII. *De l'Eglise.* — Nos adversaires parlent comme s'ils étaient, eux, l'Eglise. Nous ne leur accordons nullement cette prétention, et nous nous soucions fort peu de ce qu'ils ordonnent ou défendent en s'arrogeant ce titre. Grâce à Dieu, les enfants de sept ans déjà apprennent aujourd'hui, dans les écoles, que l'Eglise de Jésus-Christ ce sont les âmes croyantes et saintes, les brebis qui suivent la voix du bon Berger. La sainteté de cette Eglise ne consiste pas dans des cérémonies introduites arbitrairement, en dehors de tout commandement divin, mais dans le respect de la Parole de Dieu et dans la vraie foi.

XIX. *De la justification et des bonnes œuvres.* — Je ne saurais rien changer à ce que j'ai enseigné jusqu'à présent sur cette matière. Par la foi,

(1) Voir, pour les développements, la Confession d'Augsbourg.

comme le dit saint Pierre (1), nous obtenons un cœur nouveau, un cœur purifié, et Dieu, pour l'amour de Jésus-Christ, notre Médiateur, veut bien recevoir comme justes et saints ceux qui sont remplis de cette foi (2). Le renouvellement intérieur qui accompagne la foi produit ensuite les bonnes œuvres, et ce qui reste encore de défectueux en celles-ci, Dieu consent, pour l'amour de Jésus-Christ, à ne le point punir comme péché. C'est la grâce et la miséricorde de Dieu qui opère en nous tout ce qui est bon. C'est pourquoi saint Paul dit (1 Cor. I, 31) : *Que celui qui se glorifie se glorifie dans le Seigneur*; c'est-à-dire se glorifie de la grâce de Dieu. Nous déclarons aussi que, si les bonnes œuvres ne suivent pas, cela prouve que la foi n'est qu'apparente et non réelle (3).

XX. *Des vœux monastiques.* — Les vœux monastiques doivent être abolis, car ils sont contraires à l'article de l'obtention du pardon par la foi en Christ. Ils reposent sur l'idée fausse que la vie de couvent est plus agréable à Dieu que la vie dans le monde, et que les œuvres monastiques méritent le ciel à celui qui les pratique, voire même à d'autres personnes. C'est renier le Christ.

XXI. *Des prescriptions appelées commandements de l'Eglise.* — Nous rejetons aussi, comme contraire à l'Evangile, la doctrine d'après laquelle certaines pratiques religieuses commandées, non par Dieu, mais seulement par des hommes, seraient obligatoires pour la conscience et ne pourraient être omises sans péché mortel.

Tels sont les articles dans la profession desquels je veux, par l'aide

(1) Dieu ayant purifié leurs cœurs par la foi (Actes XV, 9).

(2) Rom. V, 1 et 2. *Etant donc justifiés par la foi, nous avons la paix avec Dieu, par notre Seigneur Jésus-Christ, qui nous a aussi fait avoir accès, par la foi, à cette grâce dans laquelle nous demeurons fermes.* — On ne peut assez le répéter, pour éviter les malentendus : la foi justificante, dans le langage de saint Paul et de Luther, n'est pas seulement l'adhésion de notre intelligence aux dogmes chrétiens ; elle est aussi l'adhésion de notre cœur, de notre volonté, de tout notre être moral à la grâce qui nous est offerte par Jésus-Christ. *Je ne sépare point la foi justificante*, dit Luther, *de l'amour pour le Christ.* (Lettre du 2 février 1519, à Sylvius Egranus.)

(3) Texte allemand : « *Sagen auch weiter, dass, wenn gute Werke nicht folgen, der Glaube falsch und nicht recht ist.* »

Partout Luther établit entre la foi vivante au salut par Christ et l'amélioration morale, le rapport qui existe entre la cause et l'effet. *Hinc sequitur necessaria esse opera bona tanquam fidei vere et efficaciter viventis.* (Lettres de Luther, VI, p. 420.) Les vrais chrétiens, dit-il avec raison, font de bonnes œuvres, non comme des mercenaires, pour acheter par là le ciel, mais par amour, par reconnaissance, parce que le Christ s'est donné pour eux. Comment, dit-il, pourrait-on avoir le cœur rempli du sentiment de ce que le Sauveur est pour nous sans l'aimer ? Et comment pourrait-on l'aimer réellement sans désirer accomplir sa volonté ?

de Dieu, vivre et mourir. Je ne puis rien en céder. Si quelqu'un veut le faire, que ce soit aux risques et périls de sa conscience.

MARTIN LUTHER (4).

UNE COMMISSION DE GUILLAUME DE MONTMORENCY

SEIGNEUR DE THORÉ, GOUVERNANT SOUS HENRI III

POUR LES RÉFORMÉS EN LANGUEDOC

1577.

La pièce qu'on va lire se rapporte aux troubles sanglants qu'enfantèrent les Etats généraux tenus à Blois, où Henri III, subissant malgré lui la pression des Guises, cessant d'être roi de France pour devenir celui d'un parti, et d'un parti qui le trahissait, eut, dans sa politique cauteleuse et incertaine, devoir se proclamer chef de la Ligue et promettre, au mépris de la foi jurée, de ne souffrir dans son royaume l'exercice d'aucune autre religion que la catholique. Le maréchal Henri de Montmorency, seigneur de Damville, du parti des politiques, après avoir depuis longtemps, sous l'autorité du premier prince du sang, le roi de Navarre, et de son lieutenant le prince de Condé, combattu pour le maintien des édits de pacification et l'abaissement des princes de Lorraine, que tout bon Français sans distinction de culte craignait de voir arriver au trône, s'était enfin laissé gagner par les persuasions du maréchal de Bellegarde son ami, les représentations de la duchesse de Bonillon sa femme, et surtout par les séduisantes promesses d'une cour qui savait, quand il le fallait, acheter à haut prix. Tournant inopinément ses armes contre les réformés, il cherchait à neutraliser leurs forces dans le Languedoc, leur principal boulevard. Cependant le roi de Navarre qui, doutant du maréchal, avait comme pressenti sa défection, s'était empressé de prendre ses mesures et d'envoyer deux vaillants capitaines pour veiller à la conservation du Languedoc. Lanoue et Turenne, après s'être hâtés de fortifier les places qui leur paraissaient le plus en danger, avaient trouvé à propos, « afin, dit Mézeray, de ne pas rompre avec les ca-

(4) Ces articles, signés à Wittenberg en janvier 1537, par Luther, Amsdorf, Eisleben et Spalatin, le furent également à Smalkalde, au mois suivant, par trente-deux autres théologiens et pasteurs, assemblés dans cette dernière ville pour délibérer sur la conduite à tenir vis-à-vis du concile qui était annoncé. Plus tard, ils furent admis, sous le nom d'*Articles de Smalkalde*, au nombre des livres symboliques ou officiels de l'Eglise évangélique luthérienne. — Malgré leur importance, nous n'en avons pu trouver de traduction française. Dans la nôtre, nous avons omis quelques passages de controverse irritante qui ne changent rien à l'ensemble.

tholiques qui restaient dans le parti, » de donner le commandement général de la province au plus jeune des Montmorencys, à Guillaume, seigneur de Thoré, qui, plus noble que son frère, avait su résister aux appâts de la corruption espagnole. Thore s'était enfermé dans Nîmes, que Bellegarde avait assiégée après en avoir dévasté les environs, tandis que Damville était allé faire le blocus de Montpellier. C'est dans ce moment critique que Thore adresse un pressant appel aux Cévenols, leur ordonnant de prendre les armes pour arrêter les horribles excès de brigandage commis par des bandes indisciplinées et fanatiques, « qui exerçoient tant d'amères cruautés et inhumanités qu'il sembloit qu'elles eussent conspiré d'exterminer entièrement toutes les Eglises, en abolir la mémoire et rendre les pays désertiz et inhabités. »

L'appel de Thoré fut-il entendu?

Je lis dans la thèse de M. Broussous, actuellement pasteur à Saint-Privat de Vallangue (Lozère), intitulée : *Introduction de la Réformation dans les Cévennes*, qu'après la défection de Damville, le capitaine Bannières alla dans les Cévennes pour y faire armer les réformés, qu'il y leva des troupes et y fortifia plusieurs châteaux. M. Broussous renvoie, pour ces détails, à l'*Histoire générale du Languedoc*, tom. V, page 356. J'ai, par hasard, entre les mains un petit rôle sans date où je vois en tête : « C'est le livre pour lever la monition du capitaine Bancière; » ce rôle renferme 94 noms, *id est*, tous ou presque tous les noms des anciens chefs de famille de la petite commune de Cassagnas, qui fait aujourd'hui partie de la consistoriale de Barre (Lozère). Je trouve à la fin du rôle que la « somme universelle » imposée sur les réformés de Cassagnas, s'élevait à la modique somme de 18 livres.

Il paraît donc qu'il y eut une prise d'armes dans nos montagnes par ordre de Thoré. Cette prise fut-elle générale ou restreinte à certaines paroisses? Je ne puis résoudre la question, faute de documents.

Les paroisses des Points, du Collet, de Saint-Irezol, de Saint-Hilaire, de Saint-Michel, de la Melouse et de Saint-Martin de Boubaux, placées par Thoré sous le commandement d'Antoine Privat, formaient une fraction de la partie sud-est des hautes Cévennes. Presque entièrement protestantes, elles sont aujourd'hui renfermées dans les deux consistoriales de Vialas et de Saint-Germain de Colberte, à l'exception de la Melouse qui se rattache à Alais. Le château de Portes, non loin de Saint-Ambroix, était le chef-lieu d'un marquisat. Les paroisses que je viens de citer en dépendaient ainsi que Saint-André de Lancize et Saint-Germain de Colberte, qui font partie de la consistoriale de ce dernier lieu.

L. FARELLE.

COMMISSION.

GUILHAUME DE MONTMORENCY, SEIGNEUR DE THORÉ, conseiller au conseil privé du Roy, cappitaine de cinquante hommes d'armes de ses ordonnances et collonnel de la cavallerie des gardes du Piedmont, commandant généralement pour la tuition et deffense des subjetz de Sa Majesté faizant profession de la Religion refformée au pays et gouvernement de Languedoc, soubz l'autorité du roy de Navarre et de Monseigneur le prince de Condé,

A Anthoine Privat, viguier de Portes, salut :

Pour ce que les ennemis des Esglises refformées sont assemblés de l'autre parti pour assaillir toutes les villes livrées à l'obéissance de ce parti-ey, bas païs de Languedoc, Cévénes, Gévaudan et Viviers, jette pluzieurs armées qui font le déguast des fruitz par bruslemens, violans femmes et filhes, tuant et massacrant cruellement tous ceux qu'ils trouvent, tant à la campanhe que aux lieux qu'ilz prenent, sans distinction d'age ny de sexe, pillent et ravagent tout ce qu'ilz peuvent, mettent le feu par tous villages et maisons champestres où ilz passent, et exerceent tant d'amères cruautés et inhumanités qu'il semble qu'ilz aient conspiré d'esterminer entièrement toutes lesdites Esglises, en abolir la mémoire, et randre lesdits pays désertz et inhabités; nous avons advisé de ramasser et assembler les forces et armes des gens de guerre de cedit parti, pour les opposer à la tête desdits ennemis, mais de fere armer et ranger par bandes et compagnies tous les asistans aptes et capables à porter armes, de toutes les villes, lieux et communaultés desdits païs, pour empescher les cruelz desseingz et entreprinzes desdits ennemis :

A ceste cause, deument informé de vostre vertu, vaillance et expérience sur la sat et commandement des armées, vous avons créé, ordonné, créons et ordonnons, par ces prezantes, chef et cappitaine de tous les hommes aptes et capables à porter armes des paroisses des Pointz, le Collet, Saint-Ireza, Saint-Yllaire, Saint-Michel, la Melouse et Saint-Martin de Babaulz, lesquels vous desnombrez et enroollerez soubz vostre charge, les disposant et ordonnant par escadres, comme il est coustume fere en toutes bandes et compagnies de gens de guerre, pour estre par vous employés à la conservation et

deffensé desdits païs, par tous les lieux et endroitz où bezoing sera, selon que par vous ou autres aiant de ce charge et comission, il vous leur sera mandé et ordonné en nostre absence, astraignant les habitans qui ne sont armés de se pourvoir d'armes le plus promptement et dilligemment que fere se pourra, chacung suivant son pouvoir, moïens et facultés, et selon les armes qu'il pourra plus suivre, pratiquer et manier; et où il s'en trouveroient quelques povres aptes aux armes, n'aïans moïen de s'en pourvoir, astreignez les plus aïzés quy ne sont capables de les porter, à cause de leur vieillesse ou autres indispositions de leurs personnes, de fournir et bailler auxdits povres les armes auxquelles vous cognoistrez et jugerez qu'ilz seront plus aptes et capables, et principalement d'harquebuses: que sy lesdits habitans n'aïans les armes qu'ilz seront par nous chargés de porter ou fournir auxdits povres négligent de s'en pourvoir dans le temps qui par vous leur sera préfix, nous vous mandons et ordonnons d'en prendre ou fere prendre à achepter à leurs depens la part où vous les astreindrez, et les fere païer à pris rezonable à ceux qui ne s'en sont pourvez ou ne les auront baillées ausdits povres dans ledit tems préfix, à quoy nous voulons et ordonnons estre par vous astraintz par prises de leurs biens, gast et garnison de soldatz, et autres voies civiles et millitaires que bezoing sera, et de ce fere vous avons donné pouvoir et comission. Mandons et commandons à tous consulz, magistratz, officierz et subjetz de cedit parti, et autres qu'il appartiendra, à vous ce faizant, obéyr et prester tout l'ayde, faveur et assistance dont vous aurez bezoing, à peine de désobéissance.

Donné à Nymes, le septième jour du mois de juillet mil cinq cens soixante-dix-sept.

DE MONTMORENCY.

Par mondit seigneur en son conseil: *Gentil*.

Ce présent extrait a esté tiré de l'original exhibé et retiré par le sieur Anthoine Privat, lieutenant de viguier au marquisat de Portes.

Ce septembre 1636.

GIBERT.

DEUX LETTRES DE THÉODORE DE BÈZE À M. CASTEL

PASTEUR DE L'ÉGLISE FRANÇAISE DE LONDRES.

1596.

M. F. de Witt nous a communiqué les deux lettres suivantes, transcrites par lui sur les copies conservées au British Museum. Nous les croyons inédites.

I. A Monsieur Castel, pasteur de l'Eglise françoise de Londres.

(From the Ms. num. 4120, Bibl. Birchin.)

Très cher et honoré frère, la présente que je vous escriis, ayant rencontré ceste occasion, ne fera que vous advertir que, grâces à Dieu, je suis encores attendant ce que plusieurs ont [pensé m']estre desjà advenu, à sçavoir que je puisse arriver au port tant désiré, estant surtout depuis environ deux mois réduit à la maison sans pouvoir satisfaire au devoir de ma charge. Continuez donc, s'il vous plaist, et tous mes très honorés frères de par delà, de vous souvenir de moy en vos saintes prières. J'adjousteray à ce que dessus, que je vous prie d'avoir pour recommandé à bon escient un affaire, duquel vous escrit un de mes meilleurs amis de par deçà avec la présente, en attendant qu'ayez de mes nouvelles plus amples à la première commodité, aydant le Seigneur, lequel je supplie vous conserver toujours avec continuation de ses plus grandes grâces sur vous et sur toute la sainte compaignie de par delà.

De Genève, ce 10^{me} de Juliet (de nostre ancien calcul) 1596.

Vostre très humble serviteur et frère au Seigneur,

TH. DE BÈZE.

[*En post-scriptum.*]

N'oubliez, s'il vous plaist mes recommandations expresses à Monsieur vostre compaignon en l'œuvre du Seigneur, s'il est encores avec vous, et spécialement à Monsieur Bacon ; et si vous escrivez en Ecosse, je sçay que ferez plaisir à Monsieur Jonston de luy faire entendre mon estat, avec mes recommandations, pource que je sçay qu'il est en peine.

II. *A Monsieur Castel, pasteur de l'Eglise françoise
de Londres.*

(From the Ms. 4122, Bibl. Birehín.)

Très cher et honoré frère, il y a bien longtemps que je n'ay receu de vos nouvelles, ni vous des miennes, pour estre tant esloignez les uns des autres. Voilà pourquoy j'ay tant plus esté joyeux d'avoir trouvé ceste occasion de vous faire entendre nostre estat par ce bon personage qui nous a visitez à son retour d'Italie, qui m'a promis de vous rendre seurement les présentes. Cependant ce nous a esté une nouvelle pleine de joye d'avoir entendu, par le retour de nos marchands, ce miracle tant évident, par lequel nostre bon Dieu et père, régnañt ainsi sur les eaux que sur la terre, a conservé nostre très cher et honoré frère, Monsieur de la Fontaine, auquel je n'escris point expressément pour ce coup, pour ne sçavoir s'il est encores avec vous, ou s'il est retourné à ceux qui l'ont si instamment redemandé, comme j'ay entendu. Quoy qu'il soit et où qu'il soit, loué soit nostre bon Dieu et père de ceste délivrance, comme nous luy en avons rendu grâces spéciales avec prières, qu'il luy plaise le conserver et bénir de plus en plus.

Au reste, quant à nous en général, ce grand Dieu vivant nous a soustenus jusques icy et soustient encores au mesme estat, c'est-à-dire tel qui peut penser ce petit lieu, après tant de si rudes traverses, jouissant encore de nos treuves continues jusqu'au commencement de l'an prochain, en attendant l'issue qu'il plaira à nostre Dieu de donner à ceste assemblée de Rouen, ou sur la guerre entre le roy de France et le prince nostre voysin, ou sur quelque paix raisonnable, en laquelle nous soyons compris, et, dit-on, nous donne tousjours quelque espérance. Dieu veuille, par sa grâce sainte, ratifier par quelque bon effect, tant en nostre esgard particulier qu'en la généralité de nos povres frères qui sont attendants comme nous.

Et pource que je ne doute point que n'ayez esté bien advertis de tout ce qui s'est manié au synode de Saumur, et pareillement à l'assemblée de Loudun, qui a tant duré, et qui est maintenant transférée à Vandosme, je ne vous en escrieray rien. Mais bien ne vous tairay-je qu'ainsy d'une part nous bénissons très grandement le Seigneur de ce qu'il luy a pleu y présider vrayment et avec très grande efficace d'une sainte union, aussi d'autre cependant avons-nous trouvé merveilleusement estrange, l'audace ou plustost impudence de quelques-uns qui ont bien osé ouvrir la bouche pour introduire des changemens et nouveautés dont autre chose ne scauroit naistre qu'une trop estrange confusion, et finalement une horrible désolation, chose que nous n'eussions jamais attendue surtout de quelques-uns qui s'en sont meslés. Nostre bon Dieu et père veuille retenir et empescher tant ces esprits présomptueux et légers, et surtout ces bons zélateurs de paix, voulans accorder les ténèbres avec la lumière, et si aveuglez par le juste jugement de Dieu, qu'ils osent mettre en dispute si la compagnie, de laquelle l'Antichrist est le chef est la vraye église ou non, et par conséquence si nous sommes schismatiques ou hérétiques, nous estans séparez. Le Seigneur, dis-je, face cognoistre tels esprits pour tels qu'ils sont, et les desclare tels qu'ils méritent. Nostre compagnie en gémit à escient. Dieu veuille que le fruit que nous espérons en apparaisse comme aussi nous en avons bonne espérance, et que Dieu ne permettra que, ce que toute la force ni cautelle n'a peu faire par dehors pour la ruine de sa maison, advienne par ceux de dedans.

Quant à mon estat particulier, depuis environ un an, combien que je ne sois assailly ni de fièvre, ni de ces maladies qui accompagnent ordinairement la vieillesse, le Seigneur en cela, comme il sçait mes infirmités, me supportant par une clémence plus que paternelle en cest âge de 78 ans, et mesme quelquefois, encores que ce soit rarement, il luy plaist accompagner de quelque force la volonté qu'il m'a donnée de n'estre

du tout inutile à son Eglise. Si est-ce que surtout depuis une foiblesse qui me surprint en la chaire, je me sens si débilité que, ne m'osant hasarder, je me tiens clos et couvert en la maison la pluspart du temps, et quelquefois au liet, ne pensant à rien plus qu'à cest heureux despart et tant désirable; vous priant avec nos très chers et honorés frères de par delà de vous souvenir de moy en vos prières, à ce que, après avoir navigué sans faire naufrage environ 78 ans, et estant arrivé à cest âge, je ne vienne à eschouer au port, comme j'espère que mon Dieu et seul pilote m'en fera la grâce, lequel je supplie, Monsieur et très honoré frère, qu'il luy plaise vous conserver et tenir de plus en plus tous deux, si vous estes encores ensemble, en ceste heureuse édification de son Eglise, qu'il vous a commise, avec accroissement de toutes ses plus grandes grâces.

De Genève, ce premier de novembre 1596.

Vostre très entier et humble frère en l'œuvre du Seigneur,

TH. DE BÈZE.

[*En post-scriptum.*]

Parmi ceste foiblesse le Seigneur m'a faict la grâce de mettre la dernière main à mes annotations sur le Nouveau Testament, qui sont maintenant sous presse.

DESCOUVORTE ADMIRABLE D'UN HORRIBLE ATTEKTAT

CALOMNIEUSEMENT IMPUTÉ A CEUX DE LA ROCHELLE

Dépeint par une lettre du sieur de Montmartin au sieur de La Maison-Neufve Montournois, son amy.

1624.

Monsieur, la longue expérience que vostre aage et vostre mérite vous ont acquise dans le monde, me conviant à prendre souvent vos bons advis pour la conduite de ma charge, m'obligent aussi à vous donner cognoissance de ce qui s'y rencontre de plus notable. Nous

vous devons ces respects, et moy une recognoissance particulière. Vous estes de nos plus vieux pilotes; mais quoy que diverses terres et nombre infiny d'affaires ayant continuellement occupez vos yeux, je m'asseure que rien de si remarquable que ce que je me propose de vous estaler maintenant n'est point encore parvenu à vostre veue : une descouverte de mille périlleux escueils, où l'on taschoit d'attirer nostre pauvre nef si souvent agitée. C'est d'une imposture et supposition estrange, attitrée de tesmoins apostez, qui, à la suggestion d'un nommé Guillot, Lyonnais, avoit fait prendre prisonnier un certain Du Bois, du Pouzin, de la religion, député pour les remonstrances de quelques griefs à nous assez ordinaires, l'accusant de crime de lèze-majesté au premier chef, dont l'information, l'audition et confrontation deuement faites, durant le temps d'une assez longue prison, resta un tesmoin seul et bien mal constant, qui rapportoit avoir ouy de la bouche dudit Du Bois, que le roy se pourroit bien repentir de tenir si peu la foy promise en son dernier traité de paix. Sur quoy, et cela mesme douteux, ses juges (comme ils doivent estre chatouilleux de ce qui touche la sacrée personne de nostre roy) condamnent le dit Du Bois à cent cinquante francs d'amende, le bannissans du ressort de Paris pour trois ans, l'enjoignans de se desfaire d'un sien office; après quoy est retenu encore un mois ès prisons, pour plus de lieu à nouvelles charges. Aussi qu'aucune instance ne se faisoit en sa faveur, veu le poids de ce dont il estoit accusé, quoy qu'il y parust de la lésion manifeste. Enfin libéré, acquité à justice, sort; mais arrive que deux heures après que ce mesme premier dénonciateur met en main au père Seguiran une lettre trouvée, à ce qu'il affermail, dans la paille du liet du dit Du Bois, à luy adressée, escrite et signée d'un nom supposé, de La Roche, habitant feint de la ville de La Rochelle, et comme au nom de tout son corps, dont la teneur espouvantable portoit à des coups damnez et horribles contre la vie de nostre roy. Le père Seguiran (sans peser la conséquence de l'effroy qu'elle pouvoit donner) la porte de ce pas au roy, et S. M. la commet à ceux à qui elle estoit acquise en sa justice. Or, comme le but de celui qui animoit ce dénonciateur estoit non pas de viser simplement à la ruine du dit Du Bois, mais d'envelopper dans ce crime diabolique ceux de La Rochelle, cherchant d'entasser mesme dans la haine générale (qui doit estre commune à tous bons Français contre les sacrilèges et paricides si détestables) tous ceux de nostre profes-

sion, espérant d'exciter par justes supplices ou par massacres du milieu du peuple, ou par l'indignation de nostre prince, en guerre générale, nouveaux troubles et puissantes breches pour l'ennemy commun de cet Estat. Ainsi l'édit inventeur employe des sujets en sa lettre propres de nous enlasser tous aux filets d'une perdition inévitable, comme très bien nous l'aurions déméritée si ces suppositions eussent pu passer pour véritez. Recommande en termes exprès de son discours : entre autres choses, audit Du Bois, la résolution de porter son coup au sacré sein de nostre roy, et de là passer à la personne de Monsieur, par l'adresse et l'enchantement d'un très insigne magicien, qu'il feint luy avoir esté adressé pour le transmuier en paille après son exécution. Et pour luy donner un coup d'esperon à plus prompt expédition, luy remonstre que Mansfeld s'ennuie d'attendre que Mons^r de Soubise perd le point de ses surprises ; qu'il aura bonne retraite chez Mons^r le connestable, et que la somme de six mille escus à luy accordée par ceux de La Rochelle est toute comptée. Voyez si ce projet vouloit rien laisser au bagage qu'il ne fist monstre de tout ce qu'il se représentoit avantageux à sa haine et à nostre désastre.

Mais plus ce fait est malheureux, plus il esmeut le sang du juge, l'ame de convictions nécessaires dans le voile de ces intrigues et circuits si esloignez. Dès l'abord, ce bon juge est conduit heureusement à la rencontre dudit Du Bois, pour la seconde capture, et sur l'examen espineux de ceste lettre arrive par mille circonstances remarquables à soupçonner et descouvrir la fausseté de ceste menée ; chaque sucez de son travail mériteroit une description entière. Promptement il court tous les eserivains, copistes et cleres, descouvre d'un clere d'un advocat lyonnais le mesme caractère de ladite lettre, visite toutes les boutiques des graveurs, trouve qui avoit buriné son cachet, voit les papetiers, confronte son papier, et trouve d'un maistre que le dit clere avoit acheté la même feuille escrite ; se saisit du clere, du graveur et de l'accusateur ; les met aux fers, use de vigilance et circonspection extraordinaires, tire par confession dudit accusateur qu'il se condamne et crie miséricorde, avoue et déclare un certain député du clergé de Bayes-sur-Bayes, qu'il dit l'avoir suborné pour ce fait, à prix de six cents escus. Les moyens et expédients de ces descouvertes rendent le juge recommandable à la postérité et bien méritant de tout le public, qui attend de sa bonne jus-

tice, sous l'autorité et commandement exprès de nostre roy, la punition exemplaire de ces artistes maudits. Voyez, Monsieur, combien nous avons de justes sujets d'eslever promptement nos mains pures à Dieu, par actions de grâces infinies de sa sainte protection et sauvegarde, et pour l'expresse conservation de nostre roy. Par quel sujet plus plausible contre nos intentions, que nous avons fondées en sincérité pour y rechercher par nouvelles fidélitez et obéyssances la vraie protection que nous réclavons de son sceptre. De là S. M. sera désormais conviée à un examen particulier qui avère distinctement ce qui se publie sur nous si légèrement, et remarquant de quel esprit sont portez nos ennemis, reconnoistra s'il luy plaist, que se tournant et s'attachant à leurs désirs contre ses sujets, elle détruit par ses armes ce qui luy peut estre si utilement acquis par sa protection; tourne le dos à l'ennemi commun qui pourroit estre affronté de nous aussi courageusement qu'il en est hay naturellement; et Dieu permettra encores que nostre roy nous reconnoissant zéléz à son seul sceptre, trouvera en sa justice comme juste nous devoir donner l'accomplissement et l'exécution entière des choses qu'il luy a pleu nous promettre en sa paix, lesquelles mesmes par nos déportemens nous osons dire mériter en sa clémence, afin que ces inexécutions qui sont sur nous si remarquables, ne soyent à l'advenir des taches qui ne se pouvans enlever qu'avec la pièce, ne ternissent le lustre de cette solide fidélité qui fonde et maintient les dominations, aussi bien que les ordinaires commerces parmi les hommes. Aussi bien ne servent ces tristes forts et garnisons que d'amorcees à ceux qui posent des conclusions sinistres es intentions de S. M. Mais, pour revenir à nostre histoire, vous sçavez que ce transfuge tâche à monter jusques à la source de ceste instigation, aspirant à la tranquillité publique. Toutefois j'apprehende fort que nous ne puissions qu'aux ruisseaux. Néanmoins, si nous ne descouvrons le bras, nous avons au moins retenu les pierres de son pernicieux dessein, et comme par la sainte bénédiction de nostre Dieu, la calomnie mesme n'a peu encores attacher ses dents vipérines sur nous, depuis que les cousteaux ont porté leurs coups es bouche et sacrez reins des sainets du Seigneur. Nous sçaurons toujours ce qui est deu à la manteline de Saül mesmes, tous ceux de nostre profession estant instruits d'obéir à nos roys par naissance et par conscience. Aussi sommes nous seuls en leurs Estats qui leur faisons serment de fidélité exclusivement à tous autres. Certes, vous

qui savez de toutes nos histoires et de vous-mêmes quels ont esté les feux dont mille tisons sont encore fumans, m'avez souvent représenté que dans la chaleur de tant de supplices innocemment allumez contre nous, il ne s'est jamais trouvé aucune estincelle d'attentat ni rien qui nous aye attisez les courages à la recherche d'aucune domination estrangère, ne pouvant jamais nous distraire du sceptre de nostre naissance. Ce qui nous rend si jaloux de nos réputations et nous porte à réclamer en ce fait ouvertement justice pour le bien public et nostre particulière conservation. Laquelle nous estant souvent assurée par les principaux ministres de l'Estat, de l'observation de nos Edicts, j'ose souvent, sous leur créance, vous confirmer les apparences et les bonnes paroles qu'il plaist à S. M. nous donner de la continuation de la paix, seul accroissement de cet Estat et de nos félicités, qui nous fait espérer de nous voir encore utiles à transporter les desseins généreux de nostre roy plus loing que ses limites ordinaires, bornées de l'Espagnol de trop près. Cependant, attendant de vos nouvelles, je prieray Dieu pour vostre postérité et de vos braves enfants, comme celuy qui est de vous et de tous les vostres,

Monsieur,

Vostre plus humble et très affectionné serviteur et allié,

MONTMARTIN, député général.

De Paris, ce 15 février 1624.

La plaquette que nous venons de reproduire nous avait été communiquée par M. B. Vaurigaud. Nous avons depuis rencontré dans un catalogue l'indication suivante d'une autre plaquette qui ne nous est pas connue :

Arrêt de mort exécuté en la personne de Jean Guillot, Lyonnais, architecte, duement convaincu de l'horrible calomnie par luy imposée à ceux de La Rochelle ; en suite de l'admirable découverte de tout ce funeste dessein contre ceux de la religion. (Paris, Saugrain. 1624. in-8o.)

RÉSULTAT D'UN SYNODE PROVINCIAL DE L'ILE-DE-FRANCE

TENU A CHARENTON

TOUCHANT LE DIFFÉREND DE MM. DU MOULIN ET AMYRAUT, ETC.

1637.

C'est de M. L. Laverdet que nous tenons la pièce suivante, provenant de la vente faite il y a quelques années des nombreux papiers de la succession du célèbre pasteur de Metz Paul Ferry. (V. *Bullet.*, I, 459, 325.) — Voir et conférer avec cette note Aymon, t. II, p. 574-576, et 604-619.

Résultat du synode provincial tenu à Charenton, touchant le différend de MM. Du Moulin et Amyraut, etc.

(Mars et avril 1637.)

Le synode des Eglises de l'Isle de France, Picardie, Champagne et Pays Chartrain, ayant seen le désir de M. Du Moulin que ses lettres amples fussent lues en l'assemblée, et que pour son livre, des commissaires fussent nommés, qui fissent rapport de ses raisons, et premièrement avoir nommé pour le rapport du livre de M. Du Moulin MM. Drelincourt et de Fouquemberge, pasteurs, et pour le rapport de ceux de MM. Amyraut et Testard, MM. Daillé et Le Sueur, pasteurs.

Lecture faite des lettres amples de part et d'autre, auxquelles furent jointes celles de M. Vignier, fut ouï le rapport des commissaires, lesquels, en approfondissant chaque point, tombèrent d'accord d'un article qui concilioit les deux parties en ce point-là, et chasque point se traitant séparément, la compagnie donnoit sur iceluy ses avis, après le rapport des commissaires, et d'un consentement entier, tant des commissaires que de l'assemblée, voire sans contradiction d'aucun, fut recueilli le résultat selon les poincts qui avoient esté débattus.

1. Encore que Dieu agrée que nul ne périsse, mais que tous hommes viennent à repentance, il ne les a pas tous prédestinés à vie éternelle, mais seulement ceux qu'il luy a pleu, à sçavoir ceux que l'Apostre appelle vaisseaux de miséricorde que Dieu a préparés à gloire.

2. Dieu, comme législateur, convie indifféremment les hommes à se repentir, et promet sérieusement de faire miséricorde à tous ceux

qui se convertiront à luy; mais, estant libre dispensateur de ses biens, il n'agit en la qualité de père (par laquelle il communique la grâce qui convertit les pécheurs à sçavoir son esprit d'adoption) qu'envers ses élèves tant seulement.

3. Ceste grâce qui convertit ne se communique que par la Parole de Dieu; car c'est la Parole de l'Eternel qui restaure l'âme et convertit le cœur, et est la semence incorruptible de nostre régénération; d'où résulte que par la seule contemplation des œuvres de la création du monde et de la providence de Dieu nul n'est jamais parvenu à salut; et néanmoins ces œuvres suffisoient à ce que les hommes cherchassent Dieu et le trouvassent miséricordieux, s'ils eussent apporté les dispositions intérieures qu'ils devoient, ce que n'ayant fait, mais ayant détenu la vérité en injustice, ils sont du tout inexcusables.

4. Le manquement ou plustost la contrariété à ces dispositions intérieures est une impuissance de se convertir à Dieu, laquelle, soit qu'on l'appelle naturelle, pour ce que nous l'avons tous de nostre naissance par la corruption originelle, soit qu'on l'appelle morale, pour ce qu'elle est volontaire, ne peut estre surmontée que par la vertu toute-puissante de l'esprit de Christ vivifiant et régénérant.

5. La conversion de l'homme se fait par une efficace de grâce insurmontable, sans l'intervention d'aucunes forces de la volonté, par une très puissante illumination de l'entendement, soit qu'on die que Dieu, outre l'illumination de l'entendement, employe une spéciale opération en la volonté qui l'a déterminée.

6. Toutes les sermons et invitations faites aux hommes à repentance ont été fondées sur le mérite de Jésus-Christ le médiateur, lequel est le mesme hier et aujourd'huy, et éternellement, et lequel est mort suffisamment pour tous (en tant qu'il n'y a que le manquement de repentance et de foy qui prive les hommes du bénéfice de sa mort), et efficacement pour les seuls élèves.

7. Il n'est pas besoin d'examiner quelle mesure de connaissance des mystères de la rédemption Dieu donnoit en l'Ancien Testament; il suffit que Dieu y révéloit assez sa miséricorde à ce qu'on fût justifié par foy, et que sous le Nouveau Testament la mesure de la révélation est telle que nul adulte ne peut estre sauvé sans la distincte connaissance de Jésus-Christ mort pour nos péchés.

8. La volonté de Dieu est ferme et immuable, soit qu'on la consi-

dère ès décrets de l'élection et réprobation, soit qu'on la considère en la déclaration qu'il a faite de recevoir à merci tout homme s'il se repent.

9. Vu qu'il ne s'est jamais trouvé et ne se trouvera aucun homme vivant qui par ses forces naturelles accomplisse la loi que Dieu donna jadis à son peuple par le ministère de Moïse, il n'est pas nécessaire de disputer touchant la nature de la béatitude de ceux qui eussent accompli ceste loi; il suffit de poser que celui qui eust rendu une parfaite obéissance à la loi eust reçu à jamais une vie bien heureuse, en vertu de ces paroles : *Fay ces choses, et tu vivras.* Ensuite de cecy, le synode jugeant que le différend n'estoit pas de la substance de la doctrine, mais de la méthode et tradition et des expressions, ou de choses peu importantes, et suivant l'exemple de prudence et de charité du synode de Dordrecht, où ceux qui avoient ceste diversité de sentimens s'estoient entre-supportés et avoient signé mesmes canons, et imposé silence à tous ceux des Eglises de ceste province qui voudroient esmouvoir du débat sur ces matières, enjoignant à chacun d'user de la méthode et de la tradition qu'il jugera plus convenable non pas contre ses frères, pour altérer la paix de l'Eglise, mais contre les adversaires communs, pour la défense de la vérité, demeurans tous unis, pour la substance de la doctrine, aux décisions du synode de Dordrecht contre les Arminiens, comme les tenans tous estre conformes à la Parole de Dieu.

Et par mesme moyen a ordonné qu'il seroit escrit à M. Du Moulin pour l'exhorter à donner lieu, par esprit de paix et de charité, aux conciliations et éclaircissements qui se présenteroient.

Et quant à M. Amyraut, qu'il luy seroit escrit que la compagnie, en le reconnoissant pour orthodoxe, le prioit que, quand il aura à escrire, il ne se contente pas que ses intentions soyent saines, mais que aussy il prenne garde que ses expressions ne donnent point d'achoppement, et que s'il avoit à remettre sous la presse son livre de la *Prédestination*, il en ostast les termes de prédestination universelle et conditionnelle de Christ mort également pour tous, et de la donation du salut sans connoissance expresse de Jésus-Christ, s'il ne distinguoit le temps de l'Ancien Testament d'avec celui du Nouveau.

Quant à MM. Vignier et Garnier, qu'il leur seroit escrit que la compagnie approuvoit leur conduite; et quant à M. Testard, qu'elle admettoit ses éclaircissements, l'exhortant, ainsy que M. Amyraut,

à prendre garde à l'advenir que ses expressions ne donnent aucun achoppement.

LE COTÉ POLITIQUE DU SYNODE NATIONAL D'ALENÇON.

NOTE ADRESSÉE A PAUL FERRY PAR UN DE SES CORRESPONDANTS.

1637.

Nous devons encore à l'obligeance de M. L. Laverdet communication de la note qu'on va lire. Elle provient de la même source. C'est un compte rendu anonyme du synode national d'Alençon, sous forme de lettre portant cette suscription : *A Monsieur de Moncourt, pour la délivrer, s'il lui plaist, à Monsieur Paul Ferry, son beau-frère, Monsieur F. f. m. d. S. E. à Metz.* On peut conférer cette note avec Aymon, t. II, p. 534-543, et Benoit, t. II, p. 569-573.

Sommaire des articles proposés au synode d'Alençon par M. de Saint-Marc, député, et la réponse faite à iceux. (May 1637.)

M. de Saint-Marc, conseiller du roy en ses conseils d'Estat, et député pour assister de sa part à l'assemblée générale du synode national, ayant dès l'ouverture d'iceluy et à la première séance exhibé sa commission des lettres patentes de S. M., après la lecture d'icelles, leur fit entendre dans une harangue : 1^o l'obéissance qu'ils estoient sujets de rendre au roy ; 2^o les assurances de la continuation de l'affection que S. M. avoit pour l'entretien de la liberté qu'il leur avoit promise par ses édicts et les maintenir et asseurer dans leur exercice, de quoy il leur donnoit un argument suffisant dans la permission de la tenue de ce synode dans le temps de guerre pendant lequel sa puissance admirable les protégeroit, s'ils demeuroient toujours dans les termes du devoir de fidèles sujets.

Après quoy ledit sieur commissaire leur proposa ce que par ses mémoires il avoit esté chargé de faire entendre à leur compagnie, savoir :

1^o Toute intelligence domestique et étrangère leur estoit défendue par ordre de S. M., et de ne plus recevoir ni ouvrir les lettres dans leurs assemblées, qui leur seroient envoyées par des étrangers, qu'après les avoir exhibées au commissaire et député de S. M. et obtenu la permission d'iceux de les lire.

2^o Que S. M. interdisoit pareillement à leur compagnie tout conseil et toute communication en laquelle se feroient des délibérations politiques ou mesme ecclésiastiques qui regarderoient les provinces du commun, ou de communiquer mesme pour affaires ecclésiastiques et pour l'indiction d'un jeusne d'une province avec l'autre voisine.

3^o Que quand mesme il leur sembleroit que S. M. fit ou ordonnât chose qui fût au préjudice de leur liberté, n'en sachant point les motifs, qu'ils n'aient à imputer cela à aucun mauvais dessein contre la religion dans laquelle la volonté de S. M. étoit de les maintenir, ains à exhorter les peuples à l'obéissance qui luy est due, et à n'user dans leurs presches pour ce faire des mots de *fléaux*, *martyres* et *persécutions d'Eglises*.

4^o De n'user, lorsqu'ils parleront du pape, du nom d'*Antéchrist*, ni lorsqu'ils parleront des sacremens de l'Eglise romaine d'aucun mot offensif ni de celui d'idolâtrie.

5^o De n'user d'injures ni d'iniques procédures contre les ministres qui auroient quitté leur religion.

6^o Qu'afin qu'il ne se trouve rien, pas mesme par escrit, qui puisse troubler le repos public, qu'il ne soit vendu aucun livre touchant leur religion, imprimé dedans ou dehors le royaume, qui n'ait été examiné des ministres, autrement seront saisis et confisqués.

7^o Défend Sa Majesté de plus refuser de bénir les mariages que les magistrats auroient permis, ni contredire aux arrêts d'iceluy pour la dissolution d'iceux.

8^o Défend de prescher ès annexes, ains seulement ès lieux de la résidence des pasteurs.

9^o Défend S. M. aux ministres de plus prendre pour payment de leurs gages ou entretiens des académies, des deniers des boettes des pauvres ou de legs pieux, ou le quint desdits deniers, n'estimant pas raisonnable que les deniers donnés ou destinés pour les pauvres soient divertis et employés à autre usage, et n'estant nullement à présumer que personne voulût, par une extrême ingratitude (tout ceey sont les propres mots de M. le commissaire), refuser de contribuer à l'entretenement de son pasteur, et mesme pour y obvier, que S. M. permettra (interprétant le 44^e article des particuliers de l'Edit de Nantes) qu'à premiers jours de chaque année soit faite une assemblée des principaux scholars de chaque Eglise pour les cotiser et faire rôle des contribuables, lequel sera autorisé par un juge royal, et ce

fait, un chacun contraint de payer la cote pour le gage des pasteurs, entretien des temples et académies, frais de voyages et autres, et le tout exécuté nonobstant opposition, comme pour deniers du roy, à raison de quoi S. M. *défend de plus faire quêtes pour les ministres par les maisons.*

10^e Défend de rebaptiser les enfants déjà baptisés par femme ou autre que présumerions n'avoir légitime vocation, d'autant que cela seroit introduire l'anabaptisme.

Ces choses ouïes, toute l'assemblée témoigne estre grandement satisfaite des assurances qu'il plaisoit à S. M. de leur donner de la continuation de son affection et bonne volonté à les maintenir dans leur liberté, et de la faveur qu'elle leur faisoit de permettre cette assemblée, et de l'avoir voulu tant grande que d'y envoyer un commissaire dont la prudence, piété et intégrité, estoit si universellement à recommander, le supplians d'assurer S. M. que comme les Eglises ne se sont jamais, ny d'effets ny de pensée, départies de l'obéissance, fidélité et subjection auxquelles la Parole de Dieu oblige leur conscience, elles n'auront jamais autre but que de s'y affermir, et de prouver de jour en jour à S. M. l'innocence de leur conduite.

1^{er} Et quant au 1^{er} article, excusent ce qui s'est fait de contraire à Nismes, où M. Rousselet auroit fait voir des lettres qu'on luy écrivoit de Béarn au commissaire du synode provincial, et promettent de ne plus voir de lettres écrites par des étrangers en leurs assemblées qu'après les avoir exhibées aux députés de S. M. et obtenu permission d'iceluy de les lire.

2^e Promettent pareillement de ne point contrevenir au second article, n'appartenant mesme par leurs règlements à aucun synode provincial de donner aucun règlement pour passer hors de leurs districts ny d'indire un jeusne quelconque.

3^e Promettent aussi de prescher au peuple l'obéissance et fidélité, se promettans que S. M. daignera toujours empescher que ses sujets, contre la teneur de ses édits, ne soient réduits par aucun à souffrir pour la religion, interdisans pour le fait du mesme article parole d'aigreur, d'outrage et de convive, leur recommandans le style de la Parole de Dieu et de la discipline.

4^e à 7^e Passans le 4^e et 5^e article, comme sentence de la discipline dont a fait mention, protestent que ceux des Cévennes ny autres

n'ont eu dessein de contrevenir au 7^e article touchant les mariages, promettent l'observation du 6^e pour la défense de mettre aucun livre en lumière sans approbation.

8^o S'étendant sur le 8^e article, remonstrent qu'il est contraire à la liberté promise par plusieurs édits qu'ils allèguent, supplians S. M. de les maintenir, suivant sa promesse, dans la liberté concédée par les édits.

9^o Se défendent, par l'article 44, des particuliers de Nantes, allèguent que le cinquième denier est employé à l'entretien d'écoliers, régens, professeurs et autres, que la disette rend dignes d'aumônes, supplians S. M. d'entretenir les Eglises dans l'observation de leur ancien ordre établi par la discipline et autorisé par ses édits.

10^o Remonstrans que le contenu du 10^e article estoit totalement contraire aux articles de leur créance professés par leur discipline, fondée sur leur confession de foy, catéchisme et autres expositions de leur créance et religion, de laquelle S. M. leur permettait l'exercice par ses édits, elle est humblement suppliée de leur en conserver l'effet, afin que possédans en son entier la liberté de leur conscience, selon ses sacrées et royales promesses, ils puissent d'un mesme cœur et d'un mesme vœu s'employer au service de Dieu et de Sa Majesté.

La note suivante était jointe à cette pièce :

Extrait des actes du synode national tenu à Alençon le 27^e may de l'année 1637, tiré d'une copie signée par les sieurs *Basnage*, modérateur; *Coupé*, adjoint; *David*, *Blondel* et de *Launay* secrétaires. Pièce commençant par ces mots : « D'autant que depuis quelques années la guerre et la mortalité ont couvert la plupart de l'Europe d'un déluge de maux, » etc. (Jeûne ordonné pour le jeudy 19 novembre 1637.) (Voir Aymon, II, p. 566.)

Copie de la lettre du synode au roy : « Sire, ce grand Dieu, » etc. (Voir *ibid.*, p. 543.)

Copie de celle du roy au synode : « Chers et bien amés, nous avons reçu, » etc. (Voir *ibid.*, p. 569.)

Copie de la deuxième lettre du synode au roy : « Sire, V. M. ayant daigné nous assurer tant par les lettres, » etc. (Voir *ibid.*, p. 570.)

DEUX DIPLOMES DE L'ACADÉMIE PROTESTANTE DE DIE

DÉCERNÉS A ANDRÉ GACHES, DE DIE, ET A JEAN FAURE, DE VALDRÔME.

1676-1682.

Les deux pièces suivantes, adressées par M. le Dr Long au Comité des travaux historiques, nous ont été communiquées par M. le ministre de l'Instruction publique, sur la proposition de ce Comité. Elles nous fournissent des spécimens de diplômes de l'Académie de Die, comme nous en avons publié un pour l'Académie de Montauban (*Bullet.*, VI, 364). Il ne nous a pas paru nécessaire d'en donner une traduction. (Voir sur l'Académie de Die et ses professeurs, *Bullet.*, V, 179 et 298.)

I.

(Ecrit sur parchemin. Le sceau de l'Académie a été enlevé.)

Tametsi virtus se ipsa contenta intaminatis fulget honoribus, commendatione tamen et præconio gaudet, gloriæque monumentis, caducis illis quidem, sed majorum præmiorum symbolis recreatur et crescit : unde triumphales, obsidionales, civicas, murales coronas, gramine licet solave lauro constantes haud unquam dedignata est : quippe quod levibus delinimentis humanæ mentes lactatæ laboribus indurescunt, nec se frangi patiuntur : his ipsis illecebris pellectus egregius juvenis Andreas GACHOËUS, Diensis, non solum humaniorum literarum vernantes campos et amæna vireta jugi labore peragravit, sed etiam stadium philosophicum indefesso pede emensus est. Quocirca nos, rector Academiæ Diensis et senatores, autoritate regia fulti, cum fortis ille athleta publico privatoque agoni se nuper objecerit, illæsus evaserit, solemnesque de philosophia disputationes imperterritus sustinuerit, et acutissimas quæstiones non minus docte quam prompte enodavit; pro nunquam satis laudato recte institutarum academiarum more. Eum summa philosophiæ laurea nullo nostrum reclamante donandum decrevimus ipsumque artium liberalium magistrum et doctorem in publico conventu pronuntiavimus et pronunciamus, potestatem facientes ejus dignitatis insignia nunc de manu præfecti clarissimi doctissimique viri Joannis-Francisci Vicecomitis. Quæ illico e vestigio illi collata fuere nobis annuentibus ut posthac ubique gentium artes liberales profitendi, philosophiam interpretandi, quæstiones exagitandi, de loco superiori publice privateque docendi, ac demum omnia muenra obeundi, quæ reliquis artium liberalium professoribus incumbunt, ei facultas concessa intelligatur. Quod nostrum

decretum ad perpetuam rei memoriam in acta ejusdem Academiæ relatum publico diplomate manu nostra subscripto et Academiæ sigillo communito, testatum volumus. Datum Diæ, idibus septembribus, anno a Christo nato millesimo sexcentesimo decimo sexto.

PODRILLUS, *Sen. Ac.*

SCHARPIUS, *Acad. rector.*

JO. VULSO COLUMBERIUS, *Eccles. Diens. past.*

GILBERT, *Sen. Ac.*

JOH. RODOLPHUS FABER, *Philosoph.*
professor et gymnasiarcha.

J.-F. VICECONES, *Pphiæ antecessor.*

II.

(Imprimé sur parchemin.)

Solis in aurora splendor est tenuior qui tamen altius assurgit, et in meridiem usque attollitur : sic ex virtute et meritis præmia cum ævo ipso augentur,

« *Queis meliore luto finxit præcordia Titan.* »

Hos inter, egregius juvenis *Joannes* FAUREUS, Valisdrumiensis, feliciter emensus logicæ stadium, dignum præteritis laboribus ambiit encomium ; quod ut reportaret, sistit sese coram censoribus academicis : quorum caleulo, morum et doctrinæ præmisso examine solito, qua privato, qua publico, dignus fuit judicatus, qui *prima philosophiæ laurea* decoraretur. Ideo nos, *Academiæ apud Dienses rector et senatores, autoritate regia fulti*, eum ejusdem honoris gradu donavimus et philosophiæ *baccalaureum* solemni ritu a *Domino Jacobo Bandol, ministro et apud nos professore meritissimo*, declarandum decrevimus, ut porro apud omnes virtutis et eruditionis cultores iis honoribus privilegiisque gaudeat, quibus potiri solent philosophiæ baccalaurei. In quorum omnium fidem, præsentis literas manu propria subscriptas Academiæ sigillo communiri jussimus. Datum Diæ Augustæ Vocontiorum, die xxix augusti, anno æræ christianæ M.DC.LXXXII.

GAUTERIUS, *Acad. rector.*

BANDOL, *Philos. professor et promotor.*

S. JULIANUS, *Acad. præfectus,*

REYNAUDUS, *Theolog. prof.*

Pphiæ profess.

LAMANDE, *Med. doct.*

LA NOBLESSE PROTESTANTE EN BASSE-NORMANDIE

APRÈS LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES

D'APRÈS DES DOCUMENTS OFFICIELS ET UNE LETTRE INÉDITE D'ÉLIE BENOÎT.

1685-1700.

Elie Benoît décrit ainsi le rôle joué par la noblesse protestante de France dans les persécutions qui furent le prélude et la suite de la révocation de l'Édit de Nantes :

« Il se trouva grand nombre de gentilshommes qui firent de la piété leur principal devoir, et qui ne purent être ébranlés ni par les promesses, ni par les menaces, ni par la dissipation entière de leurs biens, ni par le bannissement ou par la prison. En vain on les tenta par les instructions et les conférences; en vain par les translations d'une prison à l'autre; en vain par les ruses ou par les malices des moines chez qui on les logea, pour avoir toujours aux oreilles ces importuns convertisseurs; ils surmontèrent tout par un zèle véritablement noble, et firent honte à tous ceux qui, n'ayant pas eu plus à souffrir, avoient eu la lâcheté de se rendre. Il n'y eut pas une province où quelqu'un ne donnât l'exemple de cette fermeté; mais il faut avouer que la noblesse de Poitou se signala plus que toute celle du reste de la France. Elle donna et de plus beaux exemples et en plus grand nombre que toutes les autres provinces. Il n'y avait presque point de prison où il n'y eût quelque gentilhomme de Poitou, ni presque pas un couvent où on n'eût logé des femmes ou des filles de qualité de cette province. » (*Histoire de l'Édit de Nantes*, t. V, p. 899.)

La population protestante de la Basse-Normandie était beaucoup moins nombreuse que celle du Poitou, il y avait aussi moins de familles nobles; cependant l'examen des documents officiels, qui ne peuvent admettre aucun doute, puisqu'ils sont de source catholique, nous fait connaître quelques beaux exemples de persévérance religieuse dans cette partie de la France, particulièrement chez les familles de gentilshommes.

Peut-être y eut-il d'abord un plus grand affaissement moral, plus d'abjurations que dans quelques autres provinces; mais ces tristes symptômes furent bientôt suivis d'une heureuse réaction. On sait, en

effet, que le pasteur Elie Benoit lui-même crut devoir adresser de Delft une épître exhortatoire à son ancienne Eglise d'Alençon pour lui rappeler ses devoirs, et qu'à la suite de cet appel beaucoup de protestants de cette ville vinrent le rejoindre dans l'exil (1). D'autres religionnaires de la Basse-Normandie, après avoir signé, sous l'empire de la peur, ou sous la pression de sentiments plus honorables, une adhésion peu sincère au culte nouveau qui leur était imposé, ne tardèrent pas à se relever, et rachetèrent un moment de faiblesse par le retour courageux à leurs premières croyances.

En voici des preuves.

M. de Tascher, gentilhomme demeurant à Bellesme, élection de Mortagne, après avoir été détenu quelque temps au couvent des pères cordeliers de Bernay, fut transféré, vers 1687, chez les frères mineurs de Séez.

Trois années plus tard, les religieux de ce monastère supplièrent le roi, comme la plus grande faveur qu'on pût leur accorder, de le retirer de chez eux.

Le supérieur du couvent rendait à M. de Tascher le témoignage suivant (2) :

« Ses sentiments pour la religion catholique sont les mêmes qu'il avait lorsqu'il a été détenu. Il n'a jamais été à la messe ni à aucun office divin, et n'est nullement en disposition d'y assister. Sa résolution, en fait de dogmes, est inébranlable; je lui ai fait voir tous les gens de lettres et de probité, et tous ensemble nous l'avons trouvé tranquille et inflexible. Il répond sans emportement, et comme je le vois plus que personne, je l'approche et je le quitte sans rien gagner sur son esprit; il ne parle jamais de religion si on ne lui en parle, ne blâmant la conduite de personne. Il est âgé de 65 ans; son fils se convertit à 14 ans. Comme je le vois dans un silence très respectueux des affaires de la religion et qu'il n'a jamais murmuré contre l'Etat, j'ai de la peine à croire qu'il voulût remuer, si Sa Majesté lui accordait la liberté.

« Du couvent des frères mineurs de Séez, ce 25 novembre 1690.

« ANT. GAUTIER, *gardien*. »

(1) *Lettre d'un pasteur banni de son pays, à une Eglise qui n'a pas fait son devoir dans la dernière persécution*. Cologne, 1686. In-12.

(2) Archives de l'Empire, M. 674.

Il paraîtrait que la supplique des frères mineurs de Séez fut agréée, et que M. de Tascher fut placé chez les pères cordeliers de la même ville, où il séjourna près de sept ans; il en sortit au bout de ce temps, à l'insu du père gardien, pour s'en retourner chez lui, à Bellesme.

Enfin, en 1697, nous le retrouvons dans un troisième couvent de Séez, au monastère de Saint-Martin, chez les religieux bénédictins. Ces derniers ne furent pas plus heureux que leurs frères des autres ordres; car nous voyons que, le 18 janvier 1697, l'abbé régulier de cet établissement adresse une pétition à l'intendant d'Alençon pour demander qu'on fasse sortir de leur abbaye M. de Tascher, *aussi opiniâtre huguenot qui ait jamais été.*

L'intendant, en appuyant cette demande auprès du gouvernement, lui proposa d'accepter la proposition du fils de M. de Tascher, qui professait la religion catholique, et qui désirait prendre son père chez lui; d'autant plus, ajoute ce rapport, *qu'il n'y a nulle espérance de sa conversion.*

Nous trouvons aux Archives de l'empire, dans une autre liasse (M. 673), une pièce portant le titre suivant :

« Mémoire pour informer le roi de l'entêtement extraordinaire avec lequel un gentilhomme de la religion P. R. du bailliage d'Argentan, diocèse d'Alençon, a affecté de finir ses jours dans l'hérésie, sans vouloir donner aucune marque de conversion. »

« Nous avons été informés, lisons-nous dans ce mémoire, que le 29 du mois dernier le sieur Bertin de Montabar, gentilhomme de la religion P. R. des plus obstinés, lequel était âgé de 80 ans, mourut dans sa maison, en la paroisse de Sentilly, élection d'Argentan, sans avoir voulu souffrir que son curé ni aucun autre prêtre le vissent. Ce gentilhomme, sa femme et ses trois fils, avaient abjuré l'hérésie dès le temps de la révocation de l'Edit de Nantes; mais il n'y avait que son aîné qui, en changeant de religion, eût changé de sentiments. Son obstination ayant fait refuser à ses enfants la permission de le faire enterrer en terre sainte, on l'a enterré dans son jardin, auprès du lieu où on avait enterré son chien. »

L'intendant d'Alençon, Pomereu de la Bretesche, expose les faits et demande des ordres (20 juin 1699).

Quelques années auparavant, des difficultés du même genre s'étaient déjà présentées pour le corps de Madame de Montgommery,

morte également dans la foi protestante. Voici ce que Boucherat écrivait à ce sujet à l'intendant Foucault, à Caen ; sa lettre est datée de Versailles, le 9 novembre 1690 :

« Vous avez été informé, il y a cinq ou six mois, de ce qui s'était passé lors de la mort de Madame de Montgomery, et que les officiers de Coutances n'avaient pas fait leur devoir, en souffrant que cette dame, mal convertie, n'ayant, depuis sa conversion, donné aucune marque de piété, et n'ayant même voulu recevoir les sacrements ni faire aucun acte de catholique en mourant, ces officiers n'ont pas empêché qu'elle fût enterrée dans l'église cathédrale ; dont Sa Majesté ayant été informée, aurait ordonné qu'elle serait exhumée et mise dans un lieu particulier, et néanmoins que cette exhumation se fit la nuit, sans bruit ni éclat (1). »

On ne lira pas sans intérêt quelques extraits d'un interrogatoire subi devant le présidial de Coutances, le 12 octobre 1699, par Susanne Hardy, veuve de René Du Bousquet, sieur de La Ferrière (2).

Susanne Hardy était accusée de contravention aux déclarations du roi, d'avoir tenu des assemblées illicites, et de faire ouvertement profession de la religion P. R. L'interrogatoire nous apprend qu'elle était âgée de 45 ans et qu'elle demeurait tantôt en la paroisse de Noyon, tantôt en celle de Ryer (*sic*), vicomté de Bayeux.

« Interrogée en quelle religion elle a été nourrie :

« A dit qu'elle a été nourrie dans la religion de Jésus-Christ et de ses apôtres.

« Interrogée si elle a fait son devoir pascal :

« A dit que non, et que la religion qu'elle professe ne regarde point la romaine.

« Interrogée quel exercice de religion elle fait :

« A dit que l'exercice de la religion étant interdit dans le royaume, elle se contente de prier en son particulier.

« Interrogée si elle a abjuré la religion P. R., en exécution des édits et déclarations du roi, et entre les mains de qui elle a abjuré :

« A dit que dans le commencement des troubles de la religion, les

(1) Archives de l'Empire, M 672.

(2) Archives de l'Empire, TT 246. Archives du parlement de Rouen, où se trouve tout le dossier de la procédure.

juges de Bayeux étant venus chez elle, lui firent signer une abjuration par force et violence.

« Interrogée si depuis son abjuration elle est allée à l'église romaine et si elle a été à la messe et à vêpres, qui se disent aux jours de fête et de dimanche :

« A dit qu'elle y fut pendant une année ou environ ; et comme elle ne put prendre goût à cette religion , elle s'abstint d'y retourner, ayant eu avis que le roi n'y forçait personne.

« Interrogée s'il y a longtemps que son mari est mort, s'il était de la religion P. R., et s'il l'avait abjurée de son vivant :

« A dit qu'il y a environ onze ans que son mari est mort dans la religion P. R., ayant fait de son vivant un pareil acte qu'elle a fait, et qu'il a été enterré dans un lieu enclos de murailles, proche sa maison.

« Interrogée qui a assisté son mari à sa mort :

« A dit que les curés de la paroisse vinrent le solliciter de changer de religion , ce qu'il ne voulut faire, et mourut ferme dans la sienne un quart d'heure après. »

Etc., etc.

Les couvents, en Basse-Normandie, les maisons de nouveaux catholiques à Caen, Saint-Lô, Alençon, donnaient un asile forcé ou constituaient une véritable prison pour les enfants de beaucoup de religionnaires.

Parmi les filles détenues dans la maison des Nouvelles-Catholiques de Caen, en 1688, nous remarquons les noms des demoiselles de Parfourvu, de Montaigu, de La Rivière, Du Sellier des Coursons, de La Londe, de Baillehache, de Boischapelle, de La Rougerie, de Morierre, de La Bazonnière, de Vaucouleurs, de La Garenne, de Glatigny, de Martadey, de La Neuville, Osmont de Courtisigny, des Hameaux, d'Aigneaux, Du Hautoignot, des Pillières, etc. (1).

Ce sont presque tous des noms de familles nobles.

Chez les R. P. jésuites de Caen, dans la même année, les noms suivants nous frappent :

Le sieur de Conseillère, entré le 26 janvier 1687.

Daniel Basnage.

id.

id.

(1) Noms de plusieurs filles qui sont dans la maison des Nouvelles-Catholiques de Caen. (Archives de l'Empire, TT 317.)

Les deux fils du sieur de Boischapelle, entrés le 1^{er} avril 1687.

Le fils du sieur marquis de Saint-Marcou, entré le 22 janvier 1687.

<i>id.</i>	<i>id.</i>	de Cahaigues	<i>id.</i>	<i>id.</i>	<i>id.</i>
------------	------------	--------------	------------	------------	------------

<i>id.</i>	<i>id.</i>	de Glatigny	<i>id.</i>	28	<i>id.</i>
------------	------------	-------------	------------	----	------------

<i>id.</i>	<i>id.</i>	de Ronceray	<i>id.</i>	<i>id.</i>	<i>id.</i>
------------	------------	-------------	------------	------------	------------

En marge des quatre derniers noms on lit l'annotation suivante :
Les parents peuvent payer entièrement les pensions (1).

Nous trouvons dans la maison des Nouvelles-Catholiques, à Saint-Lô, en 1693 :

Les deux demoiselles de La Pallière.

Les trois demoiselles de Saint-Pierre Du Hamel (dont le père et la mère sont sortis du royaume, et leur bien, qui est compris dans la régie des fugitifs, est assez considérable).

Jeanne et Madeleine des Longschamps Bosquet.

Les deux demoiselles Le Comte de La Vimondière.

Voici encore les noms de quelques fils de gentilshommes qui, vers la même époque, se trouvaient renfermés dans la maison des Nouveaux-Catholiques de Saint-Lô :

Le fils du sieur de Boisdaulne.

Le fils du sieur de Marcaday, entré le 12 avril 1688.

Les deux fils du sieur de La Bazonnaire, entrés le 5 mai 1688.

Les deux fils du sieur de Colleville, entrés les 5 mai et 2 juillet 1688.

Le fils du sieur de Miheron, entré le 19 mai 1688.

Gabriel Hue de Montaigu, escuyer.

Jean de Ruel, esc.

Jacques Saint-Pierre Du Hamel.

Le fils du sieur de Parfourvu, esc.

Les deux fils du sieur de Callouville, esc.

Le fils du sieur de Miherens Saint-Gabriel, esc.

Le fils du sieur Du Vivier, esc.

Les deux fils du sieur Du Breuil, esc.

Henry de Baillehache, esc.

Guillaume Le Peinteul de Préfontaines.

Michel Tuard de La Chevalerie.

Charles Taunay de La Sagerie.

(1) Etat des enfants nouveaux catholiques mis chez les R. P. jésuites de Caen. (Archives de l'Empire, TT 317.)

La longue liste de noms que nous venons de rapporter prouve surabondamment que beaucoup de gentilshommes protestants de la Basse-Normandie restèrent attachés à leur religion ; s'ils avaient franchement abjuré, on ne leur eût pas enlevé leurs enfants. Nous pourrions encore montrer que chez quelques familles cette fidélité religieuse se maintint pendant plusieurs générations ; par exemple, en parcourant la liste des nouvelles catholiques détenues à Alençon en 1747, nous y trouvons les noms des filles de quelques gentilshommes de la religion réformée, réduits, pour la plupart, à un état de pauvreté qui leur fait honneur.

Qu'il nous suffise de citer les noms suivants, avec les renseignements qui les accompagnent :

« Françoise de La Poterie est suffisamment instruite de la religion catholique ; il serait cependant dangereux pour elle d'aller auprès de son père, *qui est un pauvre gentilhomme fort entêté dans la religion P. R.* » (1).

Marie-Marguerite de Brossard Du Fresne : « le père, gentilhomme, est d'une pauvreté qui fait la dernière compassion ; à peine lui et sa femme ont-ils de quoi subsister. »

Après avoir rendu à la noblesse protestante de la Basse-Normandie un hommage qui lui était dû, n'oublions pas de dire que dans la classe bien plus nombreuse de la bourgeoisie, et parmi les habitants des campagnes, il y eut aussi beaucoup et de nobles exemples de constance. Il nous suffira, comme preuve, de reproduire une pièce intitulée : *Notes sur quelques religionnaires d'Alençon*, que nous trouvons aux Archives de l'Empire (M 670). Ces Notes paraissent avoir été dressées en 1694.

« Suzanne Chardon, d'Alençon, est renfermée depuis six ans dans les prisons de cette ville, et est présentement dans les prisons de Séez, et comme elle travaille avec succès à la perversion de plusieurs personnes, entre autres deux religieux dont la vie était en exemple, le premier était un grand prédicateur des moines bénédictins de la ville de Séez, et l'autre un père pénitencier, nommé le père Bridier, avec qui elle a eu de grandes conférences ; au lieu

(1) Etat des filles qui sont actuellement dans la communauté des Nouvelles-Catholiques d'Alençon, et dont le roi paye les pensions. Mars 1747. (Archives de l'Empire, M 670.)

qu'ils aient pu la convertir, elle les a pervertis par ses pernicious conseils, et ils ont passé en Hollande. Il n'y a personne dans cette ville qui ne soit informé de cette vérité, comme aussi du soin qu'elle prend pour tous ses parents qui sont en partie dans la ville de son exil. Elle a raffermi ceux qui penchaient un peu pour notre religion en les éloignant de leur salut, et au surplus elle a gagné une demoiselle qui était très bonne catholique, de sorte que la chose a si bien éclaté, que la supérieure de l'Union chrétienne en a été pleinement informée, et sur l'avis qui nous en a été donné, l'on aurait transféré ladite Chardon aux prisons de Séez (1), et ladite Lasagerie à celles d'Alençon; cela n'empêche pas qu'elles n'aient un commerce de lettres très fréquent.

« Le nommé Duchemin-Tournay et sa femme, et le nommé Garancière, d'Alençon, reçoivent chez eux tous les ministres qui viennent dans ladite ville (2); les assemblées se font chez eux très souvent depuis vingt jusqu'à trente personnes, pour y entendre prêcher les ministres, et pour ceux qui n'y peuvent pas être, ledit ministre laisse aux sieurs Duchemin-Tournay et de Garancière des sermons avec de grandes exhortations pour la persévérance, et la femme dudit Duchemin-Tournay les porte de maison en maison : c'est ce qui empêche beaucoup de conversions. D'ailleurs ce sont des gens riches, qui ont commerce dans les pays étrangers.

(1) Un autre document nous apprend qu'en 1695, une fille nommée Chardon, nouvelle catholique, se trouvait détenue dans les prisons d'Orbec; c'est probablement la même personne dont il est question plus haut; elle demandait sa mise en liberté, mais l'intendant de la généralité d'Alençon proposa de la mettre au convent des filles d'Orbec, alléguant que sa conversion n'était pas sincère. (Archives de l'Empire, M 670.)

(2) Nous profitons de cette occasion pour mentionner que ce fut vers cette époque (1695 à 1696) que Claude Brousson visita les restes dispersés des Eglises réformées de Normandie.

Les registres de l'Eglise française de Londres nous fournissent quelques indices de l'heureuse influence qu'exerça ce courageux martyr; c'est ainsi que nous y lisons :

2 août 1699. « Charles Du Bois, d'après de Crossy en Normandie, nous a déclaré, qu'ayant eu le bonheur de se relever de sa chute, entre les mains du bienheureux martyr M. Brousson, il a depuis été condamné aux galères pour la religion, de quoi Dieu lui a fait la grâce de s'échapper, sans avoir rien fait de contraire à notre sainte religion. Il a demandé d'être reçu à la communion de l'Eglise, ce qui lui a été accordé. »

19 mai 1700. « Jacques Painel, Paul Badouet, Paul Painel, Mathieu Paroissian, Jean Du Bois, jeunes hommes de Crossy en Normandie, ont déclaré n'avoir jamais rien signé, ni été à la messe, et avoir paru devant M. Brousson, qui leur fit promettre de persévérer, ce qu'ils ont fait depuis. C'est pourquoi nous les recevons de bon cœur, et les exhortons à s'instruire un peu mieux, pour être reçus à la sainte Cène, et y participer avec plus de consolation. »

« Il y a aussi dans ladite ville deux vieilles filles, nommées Marthe et Suzanne Menil, qui sont cause de l'évasion de plusieurs personnes de qualité, et d'autres qui ont passé dans les pays étrangers, jusques à vouloir mutiner des catholiques, leur disant hautement et en pleine rue, à l'ouïe des personnes de bonne foy : « Que faites-vous dans ce « maudit royaume ? que nous en allons-nous en Hollande, où l'on est « en repos ! »

« Et pour peu que l'on cherche des éclaircissements de tout ceci, on le trouvera véritable, et surtout que le secrétaire de Monsieur l'Intendant n'en ait pas connaissance, car c'est lui qui les protège par rapport à quelqu'un de leurs amis. »

Nous ne pouvons mieux terminer qu'en donnant copie d'une attestation du pasteur Elie Benoit, en faveur des demoiselles Brunet, de Séez; nous l'avons relevée sur l'autographe même. M. J.-C.-C. Jacob, de La Haye, à qui il appartient, a bien voulu nous le communiquer.

« Je certifie que Dameselles Madeleine et Marthe Brunet, sœurs, sont d'une très honorable famille de l'Eglise qui s'assembloit autrefois à Séez, près d'Alençon; que non-seulement elles ont vécu sans reproche, mais même qu'elles ont toujours été en exemple de vertu et de piété, surtout dans la dernière persécution, dont elles ont soutenu la rigueur avec une constance vraiment chrétienne, ayant préféré l'opprobre de Jésus-Christ, pour qui elles ont souffert affliction en plusieurs sortes, jusques aux liens, en diverses prisons ou couvents, à toutes les commodités de la terre. Enfin, après une détention très longue et très fâcheuse, durant laquelle elles ont combattu le bon combat, et gardé la foi, et confessé courageusement la vérité, elles ont été élargies et conduites hors du royaume, aux mêmes conditions que les autres confesseurs, c'est-à-dire privées de tous leurs biens et de tout moyen de subsister. C'est le témoignage que je leur dois, afin qu'on les reconnaisse, partout où la Providence les adressera, pour des personnes d'une foi à l'épreuve, très dignes par conséquent de la faveur et du secours de tous ceux qui invoquent le nom de Jésus-Christ en vérité.

« Fait à Delft, le dixième juin mil six cent quatre-vingt-huit.

« BENOIT, pasteur,

Cy-devant l'un des pasteurs de l'Eglise d'Alençon.

FR. W.

LISTE DES PASTEURS DES ÉGLISES RÉFORMÉES DE FRANCE

RÉFUGIÉS EN HOLLANDE,

ET PRÉSENTS AU SYNODE WALLON DE ROTTERDAM, EN

1686.

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Lille, 4 juin 1838.

Monsieur le Président,

Certains livres imprimés peuvent devenir, par suite de leur rareté, comme de véritables documents inédits, et je suis d'avis que les enseignements qu'ils renferment, s'ils sont dignes d'intérêt, ne doivent pas demeurer enfouis dans des bibliothèques privilégiées. En conséquence, permettez-moi de soumettre à votre appréciation une pièce que je crois rare et peu connue, quoique fort intéressante pour nos Eglises. C'est une liste des pasteurs français réfugiés en Hollande qui signèrent la confession de foi de Dordrecht de 1619. J'emprunte ces pages à un in-4° imprimé par E. Luzac, en 1769, à Leyde, *la Confession de foi des Eglises réformées des Païs-Bas*, etc., *le tout publié par ordre du Synode des Eglises wallonnes, tenu à Leyden le 14 septembre 1667.*

Veuillez agréer, etc.

CII.-L. FROSSARD.

Le document que nous communique M. Ch. Frossard est en effet plein d'intérêt, et il aura pour nos lecteurs toute la valeur d'un morceau inédit. Il présente une statistique très instructive des pasteurs que la révocation de l'Edit de Nantes chassa de France et des Eglises qu'ils y avaient desservies. On chercherait vainement ailleurs un pareil tableau. Nous avons ajouté des numéros aux noms, afin de faciliter les renvois qu'il pourra y avoir lieu de faire à cette liste.

Extrait des articles résolus dans le Synode des Eglises wallonnes des Païs-Bas, assemblé à Rotterdam le 24 d'avril 1686.

ART. V. — Sur les instructions de plusieurs Eglises qui demandent que l'on s'assure de l'uniformité et de la pureté de doctrine des pasteurs réfugiés, il a été trouvé à propos de prier nos très honorés frères M. Spanheim, M. Le Moine, M. Gaillard et M. Jurieu, tous quatre professeurs en théologie, de vouloir prendre la peine, avec quatre pasteurs, M. de Joncourt, pasteur de Middelbourg et secrétaire de ce Synode, M. Des Maretts, pasteur de Delft, M. Saurin, pasteur d'Utrecht, et M. Pierrot, pasteur d'Amster-

dam, de dresser sur cette affaire un projet qui prépare la matière et qui mette la Compagnie en état d'en juger avec plus de facilité.

ART. VI. — Après avoir ouï, de la bouche de notre très honoré frère M. Spanheim, professeur en théologie dans l'Académie de Leyden, le rapport et tous les éclaircissemens de Messieurs nos très honorés frères (les quatre professeurs et les quatre pasteurs), députés dans l'article précédent, et qui se sont trouvés unanimes dans leur projet,

La Compagnie, qui a souverainement à cœur de maintenir l'orthodoxie et l'uniformité de sentimens entre ceux qui sont appelés parmi nous à prêcher la doctrine de vérité et l'Evangile de paix, s'étant appliquée sérieusement et religieusement à examiner les justes précautions qu'elle doit prendre pour fermer la porte à des innovations dangereuses, et après plusieurs prières adressées à Dieu sur ce sujet, a arrêté, conformément à nos anciens réglemens, de ne déclarer aucun pasteur appellable parmi nous, qu'il ne nous ait assuré de sa conformité de sentimens avec notre confession de foi en général, et avec les arrêts du Synode de Dordrecht en particulier, aussi bien que de sa soumission à tous les ordres de notre discipline, par une signature expresse, et à l'égard des controverses qui ont quelque rapport à ce qui a été décidé au Synode de Dordrecht, et qui ont troublé le repos des Eglises en France pendant quelque temps, mais qui depuis se sont heureusement apaisées; la Compagnie exigera une promesse, mais très expresse, de ne dogmatiser là-dessus, ni en public, ni en particulier, contre ce qui est tenu dans ces provinces. Et quant aux opinions pélagiennes que quelques particuliers ont travaillé à introduire sous le terme de grâce médiate, la Compagnie déclare qu'elle n'aura pour de telles doctrines aucune tolérance, et enjoint aux Consistoires, et particulièrement aux pasteurs, de veiller à ce que rien de contraire à la doctrine de l'Eglise réformée ne soit avancé là-dessus, non-seulement en prédications, mais aussi en particulier; et par là, la Compagnie espère, sous la bénédiction de Dieu, de se décharger le cœur de tout ce qui pourroit nous empêcher d'embrasser tous nos très chers frères, qui nous sont venus de la grande Tribulation, avec toute la tendresse de cœur que l'on doit avoir pour de fidèles et de constans confesseurs de la vérité de l'Evangile, avec qui nous avons mêlé nos larmes en les voyant arriver, portant chacun sa livrée des flétrissures du Seigneur Jésus, et avec qui nous espérons de mêler d'autant plus tranquillement notre joie au sujet de la consolation que Dieu leur fait trouver dans la généreuse protection de nos seigneurs les Etats de ces provinces, et dans la charité de nos magistrats et de nos troupeaux, que nous les regardons comme un nouveau et puissant renfort de notre orthodoxie et de notre paix; ne devant rien attendre que d'heureux et de favorable de ces serviteurs de Jésus-Christ, qui ont eu le courage et la fidélité de tout sacri-

fièr à l'intégrité de leur foi et à la pureté du service de notre grand Dieu et Sauveur Jésus-Christ. Et cet article aiant été lu à tous les pasteurs réfugiés, qui ont été présens dans ce Synode, ils s'y sont soumis, comme ils le témoignent par leur signature :

1. *Janicon*, cy-devant ministre à Blois.
2. *Olivier*, cy-devant ministre de Pau.
3. *Jaques Garissole*, cy-devant ministre de Bergerac.
4. *Daniel Pain*, cy-devant pasteur de l'Eglise de Fontenay.
5. *David Martin*, cy-devant ministre de la Caune, en Languedoc.
6. *Jean Graverol*, cy-devant ministre à Lyon.
7. *Robethon*, cy-devant ministre à Bondaroi.
8. *I. Frescarode*, cy-devant ministre à Montaud.
9. *I. Le Fèvre*, cy-devant ministre à Sancerre.
10. *Isaac Rouxel*, cy-devant ministre à Athis, en Normandie.
11. *Antoine Catel*, cy-devant pasteur de l'Eglise réformée de Compiègne.
12. *André Corrège*, cy-devant pasteur à Condorcet, en Dauphiné.
13. *Isaac Latané*, cy-devant pasteur de Montbeton, en Basse-Guyenne.
14. *Elie Rivals*, pasteur cy-devant de l'Eglise de Puy-Laurent, en Languedoc.
15. *Pierre Campdomere*, pasteur cy-devant de l'Eglise de Roquecourbe, en Languedoc.
16. *Isaac Darroja*, pasteur cy-devant de l'Eglise de Sainte-Foy, en Guyenne.
17. *Jennet*, cy-devant ministre à Courcelles, près de Metz.
18. *Daniel Gellieux*, cy-devant ministre à Gardonne.
19. *P. Bobineau*, cy-devant ministre à Pouzauges, en Bas-Poitou.
20. *Benjamin Binet*, cy-devant ministre à Bernières, en Normandie.
21. *Betonle*, ministre à Saint-Fulgent.
22. *Rou*, ministre à Lorges.
23. *D. Morel*, ministre à Saint-Mêmes.
24. *Ahel de Lambermont*, ministre à Imécourt.
25. *F. Le Sueur*, ministre de La Ferté-sous-Jouarre.
26. *Jaques Alpée de Saint-Maurice*, cy-devant P. E. P. E. T., à Sedan.
27. *P. du Bose*, cy-devant ministre à Caën.
28. *Mesnard*, cy-devant pasteur de l'Eglise réformée de Paris.
29. *Georges*, cy-devant pasteur de l'Eglise de Vitry.
30. *Lelevondet*, cy-devant ministre de l'Eglise de Boisteste, dans le Haut-Languedoc.
31. *Trouillart*, cy-devant ministre de l'Eglise de Calais et Guisnes.

32. *De Vaux*, ministre de l'Eglise réformée de Calais, qui se recueillait cy-devant à Guisnes.
33. *Daniel-Henry de Laizement*, cy-devant pasteur de l'Eglise réformée de La Rochelle.
34. *Daniel de Superville*, cy-devant ministre à Loudun.
35. *B. de Malnoë*, cy-devant pasteur de l'Eglise réformée de Nantes.
36. *Royère*, cy-devant pasteur de l'Eglise réformée de Rennes.
37. *Samuel de Brais*, cy-devant pasteur à Alençon.
38. *Moyse Perillaut*, cy-devant pasteur à L'Isle-Bouchand.
39. *Isaac Pérou*, cy-devant ministre de Villiers-le-Fourneux.
40. *Bely*, cy-devant ministre de Vitré, en Bretagne.
41. *Gantois* (père), ministre de Sedan.
42. *Billot*, cy-devant ministre à Givonne.
43. *Gantois* (fils), cy-devant ministre à Sancerre.
44. *Girard*, cy-devant ministre à Corbigny.
45. *Pollardy*, cy-devant ministre à Coulonges-les-Royaux, en Poitou.
46. *E. Royère*, ministre cy-devant de Libourne, en Basse-Guyenne.
47. *Jamet*, cy-devant ministre de l'Egl. réf. de Meaux, en Brie.
48. *Barbin*, cy-devant pasteur de l'Eglise de Machenoit, près Blois.
49. *Changuyon*, cy-devant ministre à la Gastevine, en Poitou.
50. *Bernard*, ministre cy-devant à Vinsobres, en Bas-Dauphiné.
51. *Petit*, cy-devant ministre dans la province de la Basse-Guyenne.
52. *Ysarn*, cy-devant ministre à Montauban.
53. *H. Philiponeau de Hautecourt*, cy-devant ministre et professeur en théologie dans l'Eglise et Académie de Saumur.
54. *I. Matthieu*, cy-devant pasteur des Eglises de Garreau et Montandre, en Naintonge.
55. *François Rivasson*, cy-devant ministre de Théobon, en Basse-Guyenne.
56. *Thomas de Caux*, cy-devant ministre à Dieppe.
57. *A. Borius*, cy-devant ministre à Cus, proche Noyon, en Picardie.
58. *Loquet*, cy-devant ministre de Marennnes.
59. *Pierre de Villemandy*, ministre et prof. dans l'Acad. de Saumur.
60. *Comperat*, cy-devant pasteur à Châtillon-sur-Loin.
61. *Du Soul*, cy-devant ministre à Fontenay-le-Comte, en Poitou.
62. *Masson*, cy-devant ministre à Cozes.
63. *I. Barin*, cy-devant ministre de l'Eglise de Saumur.
64. *Elie Reinaud*, cy-devant ministre de Tonneins-Dessous, en Basse-Guyenne.
65. *David Billot*, cy-devant ministre à Avere.

66. Zacharie *Bar*, ministre de l'Eglise réformée à la Jaudouinière, en Poitou.
67. M. *Maty*, cy-devant past. de l'Egl. de Beaufort, en Dauphiné.
68. François *Renard*, de *Limoges*, pasteur de l'Eglise de Boulonois.
69. L. *Benion*, cy-devant pasteur de l'Eglise de la Jarrie, pays d'Aulnux.
70. *Guillebert*, cy-devant ministre à Caën, et présentement ministre de l'Eglise wailonne de Haarlem.
71. I. *Le Tellier*, cy-devant ministre au Pontandemer, en Normandie.
72. F. *Senilh*, cy-devant pasteur de Lavardac, en Guyenne.
73. Antoine *Le Page*, cy-devant ministre à Dieppe.
74. Jean *Rivasson*, cy-devant ministre du Sigoulez, en Basse-Guyenne.
75. Pierre *de La Croix*, cy-devant ministre de Saint-Sylvin, en Normandie.
76. F. *Guerard*, cy-devant ministre au Havre-de-Grace, en Normandie.
77. Paul *Calcel*, cy-devant pasteur de l'Eglise réformée de Saint-Gladie, en Béarn.
78. *Roussier*, cy-devant pasteur à Tonné-Charante.
79. Gabriel *Maturin*, cy-devant ministre à La Réolle.
80. Samuel *Viguiér*, cy-devant ministre à Nérac, en Basse-Guyenne.
81. Gabriel *De Marchezallier de Belleveuë*, cy-devant ministre à Jonzac, en Naintonge.
82. *Philipot*, cy-devant ministre de Cloirac.
83. Jaques *Arnaud*, cy-devant ministre de Langlade, en Bas-Languedoc.
84. Daniel *Orillard*, cy-devant ministre à Xaintes.
85. Jean *Barthe*, cy-devant ministre à Calignac, en Condomois.
86. Pierre *Benoist*, cy-devant ministre de l'Eglise de Congenies, en Bas-Languedoc.
87. Epaphras *Landreau*, cy-devant ministre d'Espiens, près de Nérac.
88. Samuel *Uchard*, pasteur cy-devant de l'Eglise de Mascon.
89. Moyse *Ricotier*, cy-devant pasteur de Gabillon.
90. Antoine *Rey*, cy-devant ministre de l'Eglise de Saint-Félix, en Rouërgue.
91. Jean *Bonniot*, cy-devant ministre de l'Eglise réformée de Calmont, dans le Haut-Languedoc.
92. Pierre *Malbois*, cy-devant pasteur de l'Eglise réformée de Molezon, dans les Cévennes.
93. Samuel *Basnage de Flottemanville*, cy-devant ministre à Bayeux, en Basse-Normandie.

94. François *Melin*, cy-devant ministre à Saint-Maixent, en Poitou.
95. Simon *Felles*, cy-devant ministre à l'Eglise de Bolbee, en Normandie.
96. I. *Yver*, cy-devant ministre de Saint-Jean-d'Angely, en Naintonge.
97. *De Geac*, cy-devant pasteur de l'Eglise de Soubize, en Naintonge.
98. Jean *Ricotier*, cy-devant ministre de Tonneins, en Guyenne.
99. François *Mutel*, cy-devant ministre à Coussy, dans l'Isle de France.
100. Jean-Jaques *Noguier*, cy-devant pasteur de Boucoitan, en Bas-Languedoc.
101. Matthieu *Malzac*, cy-devant ministre de l'Eglise de la Bastide, en Bas-Languedoc.
102. Pierre *Laurent*, cy-devant ministre de Gerey, en Picardie.
103. *Maystre*, cy-devant ministre de l'Eglise de la Calmette, en Bas-Languedoc.
104. Isaac *Lavernhe*, cy-devant pasteur de l'Eglise réformée de Revel, en Lauragois, dans le Haut-Languedoc.
105. Jean *Barbier*, cy-devant pasteur du Pont-L'Evesque.
106. Etienne *Morin*, cy-devant pasteur en l'Eglise réformée de Caën.
107. *Bech*, cy-devant ministre à Marcellin, en Dauphiné.
108. Jaques *Galand*, cy-devant pasteur en l'Eglise réformée du Mesnil, en Joüe Duplain.
109. Jean *Brumaud de Moulinars*, cy-devant pasteur en l'Eglise réformée de Châtellerault, en Poitou.
110. Pierre *Vellius*, cy-devant pasteur de l'Eglise de Salanac.
111. Gratien de la *Fite*, cy-devant ministre de la Sénéchaussée de l'Annes et de Bayonne.
112. *Venès*, cy-devant ministre de Castel-Moron d'Aginois, en Guyenne.
113. P. de *Rival*, cy-devant ministre de Salies, en Béarn.
114. D. *Bereau*, cy-devant pasteur de Gionde, en Basse-Guyenne.
115. *Trubaise*, cy-devant past. de l'Egl. de Saint-Gladie, en Béarn.
116. *Pomayrol*, cy-devant ministre de Callonges, en Guyenne.
117. E. *Barbault*, cy-devant ministre dans l'isle de Ré.
118. *Du Bourg*, pasteur cy-devant de l'Eglise réformée de Saint-Jean de Marvejols, en Bas-Languedoc.
119. Durand *Raoux*, cy-devant pasteur de l'Eglise de Fournés, en Bas-Languedoc.
120. Daniel *Bourceau*, cy-devant pasteur de Fescamp, en Normandie.
121. T. *Barbault*, cy-devant pasteur de Saint-Martin en l'isle de Ré, de la province d'Aulnix.

122. Daniel *Chabrier*, cy-devant ministre au Poët-Cellar de Saulx, en Dauphiné.
123. Isaac *Guillon*, cy-devant pasteur à la Vieille-Vigne, en Bretagne.
124. *Dornatiges*, cy-devant pasteur à l'Eglise de Carmaing, en Languedoc.
125. Marc *Guillon*, cy-devant pasteur en l'Eglise de Montaigu, en Bas-Poitou.
126. D. *Cartier*, cy-devant ministre du Fleix, près de Sainte-Foix, en Basse-Guyenne.
127. Jean *Morin*, cy-devant ministre de Moyse, en Xaintonge, dans la principauté de Soubize.
128. Louis *Robert*, cy-devant pasteur de Saint-Christophe du Ligneron, en Bas-Poitou.
129. *Cardel*, ministre de Gros-Menil, proche de Roüen.
130. Marc *Boibellaud*, cy-devant ministre de Marennes, en Xaintonge.
131. Jean *Gellieux*, cy-devant ministre de l'Eglise de Montignac-le-Comte, en Périgord.
132. Jacob *Garsin*, cy-devant pasteur de l'Eglise d'Orthés, en Béarn.
133. *Majendie*, cy-devant ministre de l'Eglise d'Orthés, en Béarn.
134. Isaac *Campagne*, cy-devant ministre à Bugneinh, en Béarn.
135. Pierre *Asimont*, cy-devant ministre de la Calivie, en Guyenne.
136. Pierre *Rouffange*, cy-devant ministre, en France, de Mgr le duc La Force.
137. *Tezan*, cy-devant ministre à Thonits, en Dauphiné.
138. François *Imbert*, cy-devant pasteur de l'Eglise de Sénagas, en Languedoc.
139. Jaques *de Larrey*, cy-devant ministre à Luneray, près de Caux, en Normandie.
140. *Brun*, cy-devant ministre de Cours, dans la Basse-Guyenne.
141. P. *Rojère*, cy-devant ministre de l'Eglise de Miramont, en Basse-Guyenne.
142. *Loches*, cy-devant ministre de Clairac, en Basse-Guyenne.
143. *Basnage*, cy-devant ministre de Roüen.
144. Michel *de La Juganière*, ministre de L'Aigle, en Normandie.
145. *Perauld*, ministre de Paizy-le-Chat, en Poitou.
146. Henry *Goussé*, ministre d'Orillac, en Xaintonge.
147. Jean *Desormeaux*, ministre de Herlie, en Picardie.
148. *Chaufepié*, cy-devant ministre à Coué, en Poitou.
149. Jean *de La Place*, cy-devant ministre de Chantaumaye, en Bas-Poitou.

150. Charles *Delforterie*, cy-devant ministre en l'Eglise réformée de Saint-Marde, près de Troyes, en Champagne.
151. Lueas *Jansse*, cy-devant ministre à Roüen depuis l'an 1632.
152. *Jaquelot*, ministre de Vassy, en Champagne.
153. Philippe *Le Gendre*, cy-devant ministre à Roüen.
154. Pierre *Boyer*, cy-devant pasteur à Canaules, dans les Cévennes, et à présent réfugié à La Haye.
155. Abraham *Coët du Vivier*, cy-devant ministre à Rouey.
156. Guillaume *Caruë de Grand-Champ*, cy-devant ministre au Bose-Roger, en Normandie.
157. Jean *Bompard*, cy-devant ministre à Châtillon-sur-Loire, dans la province du Berry.
158. Estienne *Briand*, cy-devant ministre à la Millière.
159. Samuel *Lagane*, cy-devant ministre à Monguion, en Xaintonge.
160. Isac *Molle*, cy-devant ministre de Pugeol de Rausan, en Guyenne.
161. Isac *Deledrier*, pasteur de l'Eglise de Laparade, en Guyenne.
162. Jean *Brissault*, ministre de l'Eglise de Castillon, en Guyenne.
163. Pierre *Fourestière*, cy-devant ministre de Cose, en Xaintonge.
164. Jaques *Chardevene*, cy-devant ministre d'Unet-en-Agenois, en Guyenne.
165. S. *de Chauffepié*, cy-devant ministre à Aunay, en Poitou.
166. *Garcin*, ministre cy-devant à Nions.
167. *Chamier*, cy-devant ministre au château d'Alés, en Dauphiné.
168. *Moisant de Brieux*, cy-devant ministre à Senlis.
169. Jean *Cambois du Roc*, cy-devant ministre à Monlieu et puis à Montausier.
170. Louis *Scoffer*, cy-devant pasteur à Mer, pays Blaisois, près la rivière de Loire, faisant à présent sa demeure à La Haye.
171. *Galliot de Cambis de Soustelle*, cy-devant pasteur de l'Eglise de Romorantin, dans la province de Berry.
172. Isac *Goyon*, cy-devant ministre à Bordeaux.
173. M. *Glory*, ministre cy-devant de l'Eglise de la Caluve, en Guyenne.
174. Jean *Vimielle*, cy-devant ministre de Saint-Affrique, dans la Haute-Guyenne.
175. Daniel *Monceau*, cy-devant ministre à Chastellerault, en Poitou.
176. Pierre *de Salve*, ministre.
177. Antoine *Ligonier de Bonneval*, cy-devant ministre de l'Eglise du Pont de Camarès, en Roüergue.
178. Jean-Antoine *de Juge*, cy-devant pasteur à Castres, en Languedoc.

179. Abel *Rotolp de La Devèze*, cy-devant ministre de l'Eglise de Castres, en Languedoc.
180. Pierre *du Prat*, cy-devant ministre d'Itrust, en Xaintonge.
181. Pierre *du Noyer*, cy-devant ministre de l'Eglise de Saugé, en Poitou.
182. Jean *Pepin*, cy-devant ministre à Saint-Savinien, en Xaintonge.
183. Jaques *Viguièr*, cy-devant ministre à Réal-Mont, en Languedoc.
184. Jaques *Verdier*, cy-devant ministre à Cassignoles, en Cévennes.
185. Barthélemy *Bernard*, cy-devant ministre de l'Eglise de Marseille-Saint-Aix, ayant leur exercice à Valaux, en Provence.
186. Benjamin *de Brissac du Vigneau*, cy-devant ministre à Chastellerault.
187. Pierre *Mote*, cy-devant ministre de l'Eglise de Barre, en Cévennes.
188. Pierre *de Penna*, cy-devant ministre de Saint-Maurice-en-Périgord, en Guyenne.
189. Jean *Dumoustier*, cy-devant ministre à Bellesme.
190. *Chauvin*, cy-devant ministre de l'Eglise d'Uzès, en Bas-Languedoc.
191. Jean *Cordes*, cy-devant ministre à Saint-Ambroise, en Bas-Languedoc.
192. *Mazel*, cy-devant ministre de Gabriac, dans les Cévennes.
193. *Boullier*, cy-devant ministre de l'Eglise de Marconnais-en-Mirbalais, païs d'Anjou.
194. Jean *Briffaut*, ministre de l'Eglise de Castillon, en Guyenne.
195. *Farges*, cy-devant ministre à La Cepède.
196. *Simond*, cy-devant ministre à Ambrun, en Dauphiné.
197. *Gousset*, cy-devant ministre à Poitiers.
198. Abraham *Signard*, ministre à Bacqueville, en Normandie.
199. Jaques *Sarthon*, ministre à Orthés, en Béarn.
200. D. *Maturin*, jadis ministre de Miramon.
201. Arnould *de Casa Major*, ministre à Oléron, en Béarn.
202. Estienne *Bonafous*, ministre de la Bastide-Saint-Amans, dans le Haut-Languedoc.

ART. XXIII. — La Compagnie, considérant que nous devons à Dieu d'extraordinaires actions de grâces, pour la faveur toute particulière qu'il nous a faite d'avoir trouvé une si belle concorde et une si heureuse union d'esprit, entre les pasteurs de ce Synode et nos frères qui sont venus de la grande Tribulation, a jugé qu'il seroit de l'édification de tous les frères qui se sont embrassés en paix, et de tous ceux qui ont quelque attention à notre

assemblée de sceller notre reconnaissance envers Dieu, et notre sainte et fraternelle communion entre nous, dans la célébration de la sainte Eucharistie, à laquelle tous les pasteurs seront particulièrement invités, et ceux de l'assemblée qui voudront s'y joindre.

PIELAT, p. l. *Præses.*

DE JONCOURT, p. l. *Scriba.*

ENLÈVEMENTS D'ENFANTS, SÉQUESTRATIONS ET VIOLENCES

COMMIS PAR UNE FERVENTE CATHOLIQUE

NOBLE MARIE D'ALBRET, COMTESSE DE MARSAN ET DAME DE PONS.

RÉCIT D'ÉLIE BENOÎT ET PIÈCES JUSTIFICATIVES INÉDITES

1681.

On taxe volontiers d'exagération les récits des historiens qui ont raconté les dragonnades et les excès de zèle de ces nombreux et empressés auxiliaires que Louis XIV rencontra dans les provinces pour l'exécution de ses ordres à l'égard des hérétiques. On a dit qu'Elie Benoît avait écrit avec peu de fidélité et qu'il montra un ressentiment passionné. On lui a reproché d'avoir dressé une apologie sans nulle réserve de la conduite des réformés de France, en même temps qu'un acte d'accusation plein de véhémence contre le clergé catholique, bien plus encore que contre le gouvernement. On a déjà fait observer que l'*Histoire de l'édit de Nantes*, écrite par un contemporain, victime lui-même des odieuses persécutions du XVII^e siècle, ne pouvait guère être exempte d'amertume et d'indignation. Mais, sous le rapport de l'exactitude des faits, nous avons eu mille occasions de reconnaître et de signaler, avec M. Haag, la parfaite véracité de l'historien. Tous les mémoires publiés depuis trente ans, tous les documents manuscrits et authentiques que l'on est à même de consulter aujourd'hui, sont autant de pièces justificatives des récits de Benoît. On peut trouver que son œuvre laisse aujourd'hui à désirer quant au style et à la composition, et l'on peut souhaiter que la forme en soit rajeunie; mais la confiance que mérite cet auteur est chaque jour augmentée par tant de pièces inédites* et officielles qui viennent confirmer et amplifier ses assertions. Plus on se sert de son livre, mieux on apprécie l'immense service qu'il a rendu à la postérité, en lui léguant son précieux travail.

A l'appui de ce qui précède, nous allons citer un passage de la troisième

partie de l'Histoire de Benoît (t. III, p. 683), et nous le ferons suivre de pièces extraites du dossier officiel conservé aux archives impériales. (T. T. 285.)

Violences de la comtesse de Marsan, en Saintonge.

« ... La comtesse de Marsan, de la maison d'Albret, vieille pénitente, à qui appartenait la ville de Pons, croyant qu'il ne manquoit plus à l'expiation de ses vieux péchés que d'avoir tourmenté les hérétiques, s'avisa de faire enlever, emprisonner, battre, maltraiter en toute manière ceux qui refusoient de *se convertir*. Elle fit exercer ces violences contre des personnes de tout sexe et de tout âge : mais elle s'attacha surtout aux enfants, qu'elle fit ravir de tous les côtés. Il y eut beaucoup d'hommes et de femmes qui succombèrent après avoir souffert trois semaines ou un mois de prison ; mais il y en eut aussi qui résistèrent et qui, ayant épuisé la dévote fureur de cette vieille pécheresse, furent remis en liberté. Il y eut même des enfants qui poussèrent la fermeté plus loin qu'on n'auroit pu l'espérer. Entre les autres, Jean Brun, orphelin âgé de douze ans, enlevé à son curateur, tint ferme plus d'un mois, quoique les domestiques de cette dame lui fissent mille tourments. Ils avoient surtout la malice de l'empêcher de prier Dieu. Enfin ils s'avisèrent de le descendre avec des cordes dans des latrines, où ils le laissèrent suspendu, en le menaçant de le faire périr là s'il demeurait opiniâtre. La malignité des vapeurs qu'il étoit obligé de respirer dans cet horrible tourment mit à bout sa patience. Un nommé Jacques Pascallet, enfermé dans la tour de Pons, où cette dame demeurait, ne pouvoit recevoir d'air que par un trou, au travers duquel les domestiques faisoient passer de la fumée de foin et de paille mouillée pour le suffoquer dans son cahot. Cette peine n'ayant pu lui faire perdre courage, il fut mené dans une chambre où on le fit tourner en rond, pour l'étourdir, autour d'une table. Cet exercice épuisa ses forces, et l'ayant mis en état de ne pouvoir plus se tenir debout, le jeta aussi dans un assoupissement qui le rendoit presque insensible. Mais ces cruelles gens y trouvèrent un expédient, et, les uns après les autres se tenant à ses côtés, le frappaient sans cesse du coude pour le réveiller, ce qui le fit enfin succomber.

« On se plaignit de ces violences à Du Vigier (conseiller au parlement de Bordeaux, nouveau converti et ardent persécuteur), mais il n'écouta point ces plaintes, et il renvoya cruellement les plaignants à la comtesse, leur partie. De sorte que, comme il y avoit plus de trois cents personnes intéressées dans ces vexations, on résolut d'avoir recours au parlement de Guyenne, séant alors à la Réole, pour implorer sa protection contre cette dame. On crut même qu'on y trouveroit aisément du secours contre elle, parce que le parlement, ayant été transféré à ce lieu incommode par la sollicitation et les intrigues du maréchal d'Albret, il sembloit qu'il se serviroit de l'occasion

pour s'en venger sur une personne de sa maison. Mais ce parlement, voyant combien celui de Toulouse étoit agréable à la cour par ses injustices, crut faire plus aisément sa paix en l'imitant qu'en se piquant de miséricorde. Douze personnes maltraitées présentèrent une requête signée d'eux, où leurs plaintes étoient nettement articulées. Le parlement la reçut, mais au lieu de permettre d'informer, il appointa les parties au Conseil... »

Voici la requête dont il vient d'être parlé :

REQUÊTE

A Nosseigneurs du Parlement.

Supplient humblement Michel, marchand, habitant de la maison noble de Resteau; Rachel Audoin, pauvre fille habitante de Louzac; Jean Thibaudau et Jacques Roux et Thomas Faure, marchans; Isaac Héraud, maître cordonnier; Daniel Coussot, maître charpentier; Catherine Herisse, femme de Michel Serizier, marchand; Jacob Mesnard, mareschal; Jeanne Royer, Jean Migaud, charpentier; Jeanne Cornillier, femme de Pierre Moreau, tonnelier; tous habitans de la ville ou terre de Pons, et faisant profession de la R. P. R. : disans que dame Marie d'Albret, dame de Pons, comtesse de Marsan, abusant du pouvoir et de l'autorité que sa naissance et ses qualités luy donnent, avoir depuis quelques mois fait enlever avecq force et violance, à la campagne, dans les rues et dans les maisons, des hommes, femmes mariées, norrices, veuves, garçons, filles et enfans de deux sexes et de tous âges, par le ministère de ses domestiques, des nommés Tillet, prevost; Coyfard, Tascheron, de Pons et Arnaudet, sergens; François et Nicolas Legois, et Guillaume Lièvre, gardes-chasse de la terre de Pons; tous portans la livrée de ladite dame, lesquels armés d'espees, pistolets et fusils, ont trayné lesdites personnes dans le château de ladite dame, d'où quelques filles ont esté envoyées dans le couvent des religieuses de Pons, et tous les autres ont esté rettenus prisonniers et mis dans des chambres ou dans la tour, et là, par des fers, par divers excès et par les menasses de divers genres de mort, ils ont esté tourmentés pour les induire à abjurer ladite R. P. R.; et comme les supplians ont esté assez malheureux pour se trouver envelopés dans ce grand nombre, ou en leurs personnes ou en celles de leurs enfans, sans pouvoir trouver sur les lieux ni au sénéchal au-

un officier qui veulent recevoir leurs plaintes, ils sont venus se jeter aux pieds de la cour, partie en personne, partie par le ministère de leur procureur, pour se plaindre contre ladite dame, ses domestiques, son prevot, ses sergens et ses gardes-chasse; sçavoir : ladite Michel Mestivier, de ce que Sarra Mestivier, sa fille, âgée de 6 ans, estant dans la maison noble de Saint-Quantin, auprès de Jeanne Groulier, son ayeulle, elle feut enlevée, le 21 du mois de mars dernier, par lesdits Coiffard et de Pons, sergens, et arrachée d'entre les mains de ladite Groulier, âgée de 76 ans, laquelle voulant s'opposer à cest enlèvement, elle feut excédée et maltraictée à tel point par lesdits Coiffard et de Pons, à coups de poing et de pied, qu'elle feut laissée demi-morte sur la place, et ladite Sarra Mestivier menée dans ledit chasteau de Pons, et de là audit couvent, sans que ladite dame de Marsan aye jamais voulu la remettre audit Mestivier suppliant, quoiqu'il l'en aye fait prier par les sieurs Fourreau et Colineau, et l'en aye requise par acte signifié à son procureur d'office, le 6 avril dernier, et controllé à Xaintes le 23 dudit mois.

Ladite Audouin, âgée de 28 ans ou environ, se plaint de ce que le 27 dudit mois d'avril dernier, estant audit lieu de Louzac, elle feut prise et enlevée par force par lesdits Coiffard, Arnaudet, de Pons et Tascheron, sergens, lesquels la menèrent dans ledit chasteau de Pons, et là elle feut mise dans le galetas du corps de logis où sont les offices dudit chasteau; dans ledit galetas la suppliante demeura jusqu'à la nuit du lendemain 28 allant au 29 dudit mois, pendant tout lequel elle feut outragée par diverses parolles et menassée d'estre pendue par le bourreau qui, disoit-on, estoit dans le chasteau pour la pendre sy elle ne changoit pas de religion; ce qui donna une telle frayeur à ladite Audouin suppliante, qu'ayant trouvé dans ledit galetas des cordes tendues pour y mettre des hardes, elle les prit, et les ayant attachées à une fenestre de plus de 40 à 50 brasses, elle se laissa couler en bas par le moyen desdites cordes; mais elles luy blaissèrent si fort les mains, qu'elle feut contraincte de se laisser tomber d'assés haut, et dans cette cheute s'estant blessée au visage, elle sentit une si grande douleur, qu'elle demeura pasmée pendant quelque temps, et enfin, estant revenue de sa pamoison elle se restira, et n'osant rester en sa maison de peur d'estre encore prise par lesdits sergens, elle est venue se jeter aux pieds de la cour pour demander justice.

Ledit Jean Thibaudau se plaint de ce que le dernier du mois d'avril dernier, lesdits Coiffard, Arnaudet et Tascheron, sergens, armés d'espées et pistolets, allèrent dans sa maison, audit lieu de Pons, disans qu'ils estoient là par ordre de ladite dame de Marsan, pour amener ses enfans au chasteau; et s'estans aperceus que lesdits enfans fuyoient, ils courent après, et les ayant atrapés, le suppliant se jetta dessus pour leur oster sesdits enfans, lesquels, à la faveur de ce secours, estans entrés dans la maison du suppliant, lesdits Coiffard, Arnaudet et Tascheron s'y jetterent aussy, et portans les bouts de leurs pistolets sur le suppliant, en blasphémant et criant que c'estoit à cette heure qu'il le falloit tuer, ils luy arrachèrent ses enfans, Hellie Thibaudau, âgé de 10 à 11 ans, ils le menèrent dans ledit chasteau de Pons, où le suppliant les ayant suivis pour se plaindre à ladite dame de Marsan, ses domestiques l'empêchèrent d'entrer; desquels enlèvemens et excès ledit Thibaudau, suppliant, demande justice.

Ledit Jacques Roux, suppliant, se plaint de ce que le 20 du mois d'avril dernier, sur les trois à quatre heures du soir, ledit Tillet, prevost, et lesdits Coiffard et Tascheron, sergens, allèrent dans la maison du suppliant, audit lieu de Pons, armés d'espées et bastons, ce quy ayant frappé Jeanne et Rachel Roux, ses filles, l'une âgée de 10 ans et l'autre de 6, elles se cachèrent sous un lit, d'où lesdits prevost et sergens les ayant tirées par les pieds, Suzanne Guérin leur mère, femme du suppliant, prist la plus jeune entre ses bras pour la garantir; mais lesdits prevost et sergens l'arrestèrent par force, et après avoir maltraité et jetté par terre ladite Guérin, ils amenèrent sesdites filles au couvent des religieuses de ladite ville de Pons, où ladite Guérin les ayant suivies, on luy dit d'aller parler à ladite dame de Marsan, au chasteau; et ladite Guérin y estant allée, le portier lui refusa la porte et la menaça de la maltraicter sy elle entroit; desquels enlèvemens et excès ladite Roux, suppliante, se plaint et demande justice.

Ledit Thomas Faure, marchand tanneur, se plaint aussi de ce que le 1^{er} du présent mois de mai, sur les six heures du matin, lesdits Coiffard, Arnaudet et de Pons, sergens, entrèrent dans sa maison, en ladite ville de Pons, demandant ses enfans et disant qu'ils avoient ordre de les faire changer de religion; sur quoi le suppliant leur ayant dit de sortir, lesdits sergens se jetterent sur luy et sur Jean Faure, son fils, âgé de 17 ans, les prindrent tous deux au collet, les

menèrent audit chasteau de Pons, retournèrent à la maison du suppliant, enfoncèrent une porte, prindrent François Faure, son jeune fils, âgé de 10 ans, les menèrent audit chasteau, mirent le suppliant dans la tour jusqu'au soir qu'il feut eslargy, et ledit Jean feut aussy mis dehors.

Mais ledit François feut retenu; desquels enlèvemens et excès ledit Thomas, suppliant, demande justice.

Ledit Isaac Héraud, suppliant, se plaint aussy de ce que le 29 du mois de mars dernier, sur les huit à neuf heures du soir, lesdits Coiffard, de Pons et Tascheron, sergens, feurent en sa maison, en ladite ville, et par force et violence prindrent et enlevèrent Jean Héraud, son fils, âgé de 14 ans, le menèrent dans ledit chasteau de Pons, où ledit suppliant estant allé demander son fis à la dame de Marsan, elle refusa de le rendre; desquels enlèvemens et violances ledit Héraud, suppliant, demande justice.

Ledit Daniel Coussot, suppliant, se plaint de ce que le 7 du présent mois de mai, lesdits Coiffard, Arnaudet et de Pons, sergens armés, allèrent, en l'absence du suppliant, dans sa maison, au lieu des Roches, ainsi qu'il l'a appris par les voisins; et ne trouvant point les enfans du suppliant, ils prindrent et enlevèrent par force et violence Jeanne Gorry, sa femme, et la menèrent audit chasteau de Pons, disant qu'elle ne seroit point relâchée qu'on n'eust donné les enfans au suppliant; sur quoi Siméon Gorry, frère de ladite Jeanne, estant acoureu audit chasteau de Pons pour demander sa sœur, le sieur de Montigny, maistre d'hostel de ladite dame de Marsan, luy dit qu'on ne la rendroit pas qu'on n'eust donné ses enfans, et qu'on en feroit autant de la personne du suppliant sy on pouvoit l'atraper; tellement qu'il a esté obligé de recourir à la cour pour luy demander justice dudit enlèvement.

Ladite Catherine Herisse, l'une des suppliants, se plaint aussy, suivant le pouvoir à elle donné au procureur soubz signé, que le 23 mars dernier, ayant envoyé Marguerite Serizier sa fille, âgée de 10 ans, en la ville de Naintes, pour apprendre à coudre, elle et Pierre Guillard qui la conduisoit, feurent suivis par ledit Tillet, prevost, et un autre homme habillé de vert, tous deux à cheval; lesquels les ayant joints, ils prindrent et enlevèrent par force et violence ladite Serizier, et la menèrent dans ledit chasteau de Pons, où la suppliante ayant acoureu, ladite Serizier se jetta dans ses bras, criant : *Ma*

chère mère, ayés pitié de moy ! Mais elle lui feut arrachée par un gentilhomme dudit chasteau, vestu de noir, qui, avecq quatre ou cinq autres personnes, l'amennèrent dans une chambre haute dudit chasteau, sans que depuis l'on aie voulu la luy rendre, car tout au contraire ladite dame de Marsan a fait donner par le juge de Pons un opposant qui condamne à une provision la suppliante, laquelle a esté obligée d'abandonner sa maison, chercher ailleurs son azille, contre toutes ces violances dont elle demande justice.

Ledit Jacob Meynard, mareschal, habitant dudit lieu de Villard, se plaint aussy, suivant sa procuration, de ce qu'au commencement du mois d'avril dernier, lesdits Coiffard, de Pons, Arnaudet et Tascheron, sergens, allèrent enlever à main armée, et par ordre de ladite dame de Marsan, Catherine Meynard, fille du suppliant, âgée de 17 ans, Jean, Madeleine, Jean et Marie Meynard, enfans de feu Daniel Meynard, son fils, et de Catherine Roux, âgés de 12, 9, 7 et 4 ans, et les menèrent tous dans ledit chasteau de Pons, desquelles violances et enlèvemens ledit Meynard, suppliant, demande justice.

Ladite Jeanne Boyer, suppliante, se plaint aussy, suivant sa procuration, de ce que le 21 du mois d'avril dernier, lesdits Coiffard, de Pons et Arnaudet et Tascheron, sergens, allèrent au lieu de Villard, dans sa maison à main armée, et par force et violence ils enlevèrent la suppliante, la menèrent audit chasteau de Pons, où elle feut mise au haut de la tour et y demeura jusqu'à nuit cloze, et feut ensuite renfermée pendant quatre jours, ou dans ledit chasteau, ou dans le couvent des religieuses dudit Pons, où le sieur de la Malterrière, capitaine de gardes-chasse de ladite dame de Marsan, luy fit plusieurs menasses de la mettre au cachot ou dans la basse-fosse, la faire changer de religion, et enfin elle feut mise en liberté; desquelles violances et enlèvemens ladite Boyer demande justice.

Ledit Jean Migaud, âgé de 75 ans, se plaint aussy, suivant sa procuration, que le second du présent mois de may, lesdits François et Nicolas Legois et Guillaume Lièvre, garde-chasse, feurent dans sa maison, au lieu de La Meschmière, paroisse de Villard, armés d'espée et fusil, cherchèrent Jean Migaud, son fils, âgé de 30 ans, Jeanne Migaud, sa fille, âgée de 22 ans, et Daniel Migaud, son petit-fils, âgé de 7 ans, et ne les ayant pas trouvés, ils feurent les chercher dans les bois; ce qui ayant effrayé sesdits enfans, ils ont abandonné le

suppliant, quy se trouve seul et sans aucun secours dans sa vieillesse, a recours à l'autorité de la cour et demande justice desdites violances.

Ladite Jeanne Cornillier, femme de Pierre Moreau, tonnellier, se plaint aussy, suivant sa procuration, de ce que le 23 du mois d'avril dernier, lesdits Coiffard, de Pons, Arnaudet et Tascheron, sergens, armés d'espées et fusils, feurent au village du Bruil, paroisse du Villard, dans sa maison, où par force et violence ils prindrent et enlevèrent la suppliante, l'amennèrent audit chasteau de Pons, la mirent au haut de la tour où elle coucha deux nuits; et ayant esté mise en liberté, elle feut encore prise huit jours après, et enlevée dans sadite maison par lesdits François et Nicolas Legois, gardes-chasse, et par d'autres inconnus quy, usant de grandes menasses, la traynèrent dans les chesmins, la souffletèrent, et luy ayant donné quelques coups de pied dans les reins, l'amennèrent audit chasteau de Pons, la mirent au haut de ladite tour où elle coucha, et feut traduite le lendemain, avecq la mesme violence, au couvent des religieuses de ladite ville de Pons, la menassant de la mettre au cachot et dans la basse-fosse sy elle ne vouloit changer de religion; et enfin, ayant esté mise dehors, lesdits gardes-chasse sont allés depuis chercher Isaac Moreau, son fils, lequel est en fuite pour esviter lesdites violances et excès, desquels enlèvemens et violances ladite Cornillier demande aussy justice; et à ces fins tous lesdits supplians demandent qu'il soit permis d'informer desdits excès par-devant deux des Messieurs, tels qu'il plaira à la cour commettre et députer sur les lieux, et que cependant il soit enjoint à ladite dame de Marsan, ses officiers, domestiques, maistre d'hostel, capitaine de chasse, prevost et tous autres, mesmes à la supérieure desdites religieuses, de mettre en liberté les personnes qu'elles destienent, et à tous vis-sèneschaux, prevosts et tous autres de prester main forte, en quoy les supplians ne sçauroient estre mieux fondés.

Car s'agissant de punir les violances et voyes de fait les plus califfiées qui feurent jamais, puisqu'on menasse, qu'on bat, qu'on traïsne, qu'on enlève les femmes des bras de leurs maris, qu'on arrache les enfans du sein de leurs pères et mères, qu'on présante des suplices, qu'on va jusques dans les maisons quy doivent estre les azilles les plus sacrés, qu'on porte l'espouvante dans les rues, dans les chemins, dans les bois, et qu'enfin on rend tout un païs désert, et

on viole le droit des gens, la disposition des édits et la sûreté publique ; il est de la justice de la Cour d'employer son autorité contre de sy grands maux, et d'arrester par sa prudence un torrent qui fait sy grand ravage, et dont les suites pourront estre une désolation générale.

Ce considéré, il vous plaise de Vos Grâces octroyer aux supplians acte de leurs plaintes, et leur permettre d'informer du contenu en icelles, par-devant deux des Messieurs tels qu'il plaira à la cour de commettre et députer sur les lieux pour lesdites informations faictes, estre pris par les supplians telles conclusions qu'ils verront bon estre, et cependant enjoindre à ladite dame de Marsan, maistre d'hostel, domestiques, officiers, capitaine de chasse, prevosté et tous autres, mesme à la supérieure des religieuses dudit couvent de la ville de Pons, de mettre en liberté les personnes qu'ils destienent encore, et à tous vissèneschaux, prevosts et autres, de prester main forte et mettre les supplians sous la protection du roy et de la cour.

Signés à l'original au baz de chaque page : Mestivier, J. Thibaudau et Faure, J. Héraud, J. Roux, D. Coussot et Congonille, en vertu de mes procurations.

Fassent les supplians leur requeste en jugement. Fait en parlement à La Réolle, le 17 may 1684.

Les deux lettres suivantes, d'un président et du doyen du parlement, font voir que Benoit était aussi bien informé des mobiles de la conduite de la magistrature que des faits et gestes de la comtesse du Marsan :

I. A Monseigneur le Chancelier.

Monseigneur,

J'eus l'honneur de vous escrire dans la sepmaine après la feste de Pasques, que j'avois ouvert la séance du parlement estant à la teste de la compagnie, par l'absence de M. le premier président, et devenu le second président par la mort de MM. les présidents de Gourgues et de Pichon, affin que je peusse recevoir les ordres qu'il vous plairroit, Monseigneur, me faire l'honneur de me donner. Depuis ce temps-là, il ne s'est rien passé qui méritât que je prisse la liberté de vous en escrire. Mais à présent, Monseigneur, que des habitans de la terre de Pons, qui sont de la religion prétendue réformée, ont pré-

senté une requête dans la grand-chambre, en permission d'informer des excès et violences qui leur sont faites par les ordres et les domestiques de Madame la comtesse de Marsan, dame de Pons, sous prétexte, disent-ils, qu'elle veut obliger ceux qui sont dans un aage un peu avancé d'abjurer leur religion, et faire eslever leurs jeunes enfans de l'un et de l'autre sexe dans la religion catholique. J'ay apporté, Monseigneur, le tempérament que j'ay creu nécessaire, afin qu'ils n'eussent point cette permission d'informer qu'ils demandent avec beaucoup de chaleur, et que leur requête feut seulement appointée, et fassent les supplians leur requête en jugement, jusques à ce que vous eussiez veu la copie de cette requête que je vous envoie. Ainssy, Monseigneur, je recevrai l'ordre que vous aures la bonté de me prescrire pour la conduite que nous devons tenir en cette occasion et autres semblables qui peuvent arriver.

Je me croy aussi obligé de vous dire, Monseigneur, que sur les bruits qui courent de quelque mouvement pour oster le parlement de cette ville, à cause que la justice n'y est pas avec la dignité convenable, et que ceux qui la rendent, aussy bien que les parties, y souffrent des incommodités inconcevables, je me sentis, dis-je, obligé de vous représenter, Monseigneur, que si nous ne sommes pas encore assez heureux pour pouvoir espérer de la bonté de Sa Majesté qu'elle nous accorde, sitôt nostre retour dans Bourdeaux, qu'il n'y a que la seule ville de Libourne où le parlement puisse estre avec bienséance, et pour la plus grande commodité de tous les officiers et de celle des parties qui le souhaitent ardemment, d'autant que Libourne est comme le centre de nostre ressort. Je n'ay point pris encore la liberté de vous l'escire ; mais je vous supplie, Monseigneur, de me la permettre, dans cette conjoncture où je n'agis que par le seul intérêt de la dignité de la justice et du bien public, vous protestant que dans tous les endroits où les ordres du roy et ceux de Vostre Grandeur m'appelleront, je seray tousjours, avec le plus fidelle et le plus respectueux attachement du monde,

Monseigneur,

Vostre très humble, très obéissant et très soubmis serviteur,

GRIMARD, *président au parlement de Guienne.*

A La Réolle, le 18 may 1684.

II. *Au ministre secrétaire d'Etat.*

Monsieur,

Je me trouve obligé de vous donner avis d'une requête importante qui m'a esté mise en main, comme doyen du parlement, par plusieurs habitans de la ville de Pons, qui font profession de la religion prétendue réformée, et se plaignent contre la dame des lieux de diverses violences qu'elle fait exercer contre eux, en leur faisant enlever leurs enfans et filles, serviteurs et autres, par ses officiers et domestiques, les emprisonner et maltraiter sous le prétexte spécieux de les faire convertir ; desquelles violences, enlèvemens et emprisonnemens ils ont demandé permission d'informer à la cour, et sur leur requête, il a esté ordonné que les supplians fairoient leur requête en jugement, affin d'ouïr toutes parties sur des faits si graves, et que cependant il vous seroit donné avis, comme à M. le chancelier, de tout ce que dessus, affin de sçavoir s'il y a aucun ordre du roy qui permette aux seigneurs et dames des lieux de faire prendre de la sorte les jeunes enfans de tout sexe, pour les faire enlever à la religion catholique, car si cela n'est pas, comme les voyes de fait dont on a usé sont à blâmer et à condamner, le pratiqué paroît indiscret, sauf correction, de faire des violences publiques dans sa terre et seigneurie, sous le vain prétexte de faire du bien et de faire convertir les enfans des hérétiques. Cette façon d'agir n'est pas apostolique et ne peust opérer rien de bon.

Ainsy, Monsieur, je satisfaits au désir de la cour, en vous donnant avis du contenu en la plainte et requête sus mentionnées, et mesme vous en envoyant une copie fidèle et pareille à celle que j'ay rapportée et fait appointer en original, afin qu'il vous plaise en parler à M. le chancelier, et au roy mesme s'il est besoing, et nous faire sçavoir si Sa Majesté entend que nous fassions justice sur pareilles accusations, car nous sommes advertis que d'autres seigneurs et dames en usent de mesme. Sur quoi attendant l'honneur de vostre response, Monsieur, je vous supplie de croire que je suis avec un profond respect,

Monsieur,

Vostre très humble et très obéissant serviteur,

DU SAULT, *doyen du parlement.*

La Réolle, 18 mai 1684.

Une feuille jointe à ce dossier résume les plaintes contenues dans la requête ci-dessus, et la lettre du doyen Du Sault, demandant l'avis du secrétaire d'Etat, *pour savoir la conduite que le parlement doit tenir en cette occasion et autres qui peuvent arriver, si le roy entend qu'on fasse justice, estant adverti que d'autres seigneurs et dames en usent de mesme.*

Que fit-on? Quelles instructions furent données? Le dossier se tait; mais ce silence parle de soi. Benoit est plus explicite, et nous apprend que « l'affaire en demeura là. »

« On crut, ajoute-t-il, qu'on seroit traité plus favorablement à la cour, et on présenta au roi un placet fort humble et fort touchant contre cette cruelle dévote. Mais il ne fut pas répondu. Cependant la comtesse continua ses violences, et elle faisoit remplir ses prisons de pères et de mères qui refusoient de lui donner leurs enfans. Quand même les enfans faisoient trop de résistance, on se sauoient d'entre les mains de ceux qui les avoient saisis, on en faisoit répondre les pères ou les mères, et on les contraignoit, par l'emprisonnement, de chercher les moyens de les faire revenir..... »

MÉMOIRE ADRESSÉ PAR UN CURÉ

DE LA PROVINCE DE BORDEAUX

AU MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT DE LOUIS XIV

POUR L'ENTIÈRE CONVERSION DES NOUVEAUX CONVERTIS DE FRANCE.

1715.

Les originaux de la lettre et du Mémoire inédits qu'on va lire, sont conservés aux Archives impériales (T. r. 248). Il est intéressant pour l'histoire de voir ce que pensait et conseillait en 1715, peu de semaines avant la mort de Louis XIV, un ecclésiastique anonyme, qui desservait une paroisse « toute remplie de nouveaux-réunis, » et qui, d'après un passage de son Mémoire, appartenait à la province de Bordeaux (p. 458). Il est instructif de voir, par ses aveux contradictoires, où en était, au bout de trente années, ce grand ouvrage de la révocation de l'Edit de Nantes, « ce chef-d'œuvre entrepris avec tant de piété, ose-t-il dire, et conduit jusque-là avec tant de sagesse. »

On remarquera les étranges idées de l'auteur de ce Mémoire sur « ces mauvais sujets » qui, après avoir été poussés à bout par les dernières violences et chassés de leur patrie, ont l'audace de sympathiser avec les peuples

étrangers chez qui ils ont trouvé un asile hospitalier, et de ne pas souhaiter la ruine de ces mêmes peuples, parce qu'il a plu au roi de France de leur faire la guerre : — sur ces « nouveaux, ou, pour mieux dire, mal convertis, qui vivent la plupart sans religion (à qui la faute ?) et dans un libertinage effroyable, » etc., etc.

Notre curé de *** « suppose que le roi ne veut plus se servir de moyens violents, » lesquels ont si mal réussi, n'ayant fait, dit-il, que des réfugiés ou des hypocrites. Ce qu'il propose, en définitive, c'est « de *contraindre* les « soi-disant *nouveaux convertis* à assister à des instructions, jusqu'à ce « qu'ils se *convertissent de leur plein gré* » (p. 454). On les avait contraints jusqu'alors à assister à la messe et à recevoir les sacrements. Il est vrai que si une fois les malheureux, condamnés ainsi à un perpétuel catéchisme, succombent et, de guerre lasse, se déclarent convertis, l'auteur du *Mémoire* n'entend pas qu'ils reviennent sur leur décision, et, dans le cas où ils le feraient, il les abandonne à toute la rigueur des lois existantes. Quant à la question des mariages, qui prenait dès lors tant de gravité, comme c'est à ses yeux une question de sacrement, il veut qu'on ne l'accorde qu'aux convertis, qu'on s'en serve en conséquence comme d'une *prime* pour les convertis; il veut que tout autre mariage célébré en dehors de l'Eglise catholique soit tenu pour clandestin, et que les enfants nés ou à naître de telles unions soient rigoureusement déclarés *illégitimes*.

En sera-t-on plus avancé soixante ans plus tard ? — En 1780, l'assemblée générale du clergé présentera au roi un *Mémoire* pour se plaindre de ce que l'hérésie déchire le sein de l'Eglise de France, « cette mère tendre et affligée, » et pour demander qu'on en revienne « aux ressorts salutaires et aux voies réprimantes des beaux jours de Louis XIV. »

Monseigneur,

Un des principaux motifs qui aient obligé les bons catholiques et qui ont un véritable amour pour notre sainte religion à gémir devant Dieu pendant la guerre, et à lui demander instantamment la paix, c'a été l'espérance qu'ils ont toujours eue que si Sa Majesté estoit une fois libre, Elle ne manqueroit pas de donner toute son application à consommer le grand ouvrage de la destruction du Calvinisme que sa piété lui a fait entreprendre et qu'elle a conduit jusqu'icy avec tant de sagesse.

Nous avons, Monseigneur, la consolation de voir que nous ne

nous sommes pas trompez dans nos conjectures, et les nouveaux ordres que vous avez donnés de sa part à nosseigneurs les évêques ne nous laissent aucun lieu de douter que ce grand dessein vraiment digne du fils aîné de l'Eglise, ne fasse sa plus sérieuse occupation et que nous ne voïons bientôt quelque nouvelle déclaration qui contiendra de justes mesures pour mettre la dernière main à ce chef-d'œuvre, qui le rendra encore plus grand devant Dieu que ne l'ont rendu devant les hommes, ces qualités incomparables qui pendant si longtemps luy ont attiré les yeux et l'admiration des peuples les plus éloignez. Mais comme pour une affaire aussy considérable ceux qui ont l'honneur de s'approcher de sa personne sacrée et d'entrer dans ses conseils, ne sçauroient jamais estre trop informez de ce qui se passe dans les différentes provinces du roïaume pour pouvoir remédier à tout, que c'est ici un intérêt public et égal pour les petits et pour les grands, puisqu'il s'agit du salut de nos concitoyens, de nos amis et pour plusieurs mesme de leurs plus proches parens, je crois, Monseigneur, que vous agréerez sur cela les mémoires de toute personne bien intentionnée et zélée pour la religion, et j'espère que vous me ferez la grâce de ne pas improuver la liberté que je prends de proposer à Votre Grandeur, avec tout le respect possible, quelques réflexions toutes fondées sur l'expérience.

La providence divine m'ayant destiné contre l'apparence à vivre parmy les nouveaux réunis et m'ayant confié la conduite d'une paroisse qui en est toute remplie, je les ay étudiés avec soin depuis plusieurs années, instruit d'ailleurs de leur caractère par des personnes encore beaucoup plus expérimentées et plus capables d'en juger que moy, il m'a paru de quelque conséquence de me donner l'honneur de vous exposer, Monseigneur, les obstacles que j'ay remarqués s'opposer aux charitables et saintes intentions de Sa Majesté.

Je n'ignore pas, Monseigneur, qu'inconnu comme je suis, et d'une intelligence d'ailleurs des plus bornées, ce que je fais n'ait un air de singularité toujours défavorable et qu'il ne

me convint bien mieux de me réduire à offrir en secret mes prières au Seigneur pour le succès de cette entreprise importante, laissant entièrement aux personnes d'une autre élévation et d'une autre capacité que moy d'en chercher et d'en résoudre les moyens; mais j'ay confiance, Monseigneur, que vous aurez la bonté de m'excuser par la simplicité de mon intention et par le motif qui me fait agir, lequel n'est absolument autre que le désir ardent que j'ay d'en voir l'heureux accomplissement pour la gloire de Dieu, pour le bonheur de l'Estat et pour l'honneur de Sa Majesté, pour qui j'ose assurer que personne ne s'intéresse plus sincèrement et plus vivement que je fais.

J'ay l'honneur d'estre avec le plus profond respect, de Vostre Grandeur,

Monseigneur,

Le très humble et très obéissant serviteur,

**** Curé de ****.

A..... ce 25 may 1715.

MÉMOIRE

POUR L'ENTIÈRE CONVERSION DES NOUVEAUX CONVERTIS DE FRANCE.

On pose d'abord pour principe que le roy ne désire rien tant que la sincère et entière conversion de tous les nouveaux convertis de son royaume, et qu'en cela il ne suit pas seulement les lumières de sa foy et de sa piété, mais encore celles de sa prudence royale, qui a pour but de maintenir la tranquillité du royaume et le bonheur de ses peuples. Personne n'ignore les liaisons que les huguenots de France ont eües avec les ennemis de l'Etat durant les deux dernières guerres que le roy a esté obligé de soutenir, et la manière dont ces mauvais sujets se sont expliqués sur les bons ou mauvais succès des armes de la France. On sçait qu'ils triomphoient presque ouvertement des malheurs qui nous sont arrivés, disant mesme que nos disgrâces et la prospérité de ceux qu'ils regardoient par avance comme libérateurs ne leur feroient pas seulement rendre leurs temples, mais les mettroient encore en état de se venger des catholiques.

Tous ces faits et autres semblables, si constans et si avérés, ne permettent pas de douter que les nouveaux, ou pour mieux dire les mal convertis, ne soient des ennemis de l'Etat très dangereux, et que, si on les laisse faire, ils ne communiquent à leurs enfans ces méchantes dispositions de leur esprit et de leur cœur; à quoy il faut ajouter que, vivant pour la plupart sans religion et dans un libertinage effroyable, ils feront passer cette corruption, si préjudiciable aux Etats, non-seulement à leurs enfans, mais encore aux autres sujets de S. M. C'est pourquoi il est de la dernière importance, pour la religion et pour l'Etat, de prendre tous les moyens efficaces que le zèle, l'autorité peuvent suggérer pour parvenir à l'entière et sincère conversion de ces malheureux égarés.

On suppose, en second lieu, que S. M. ne veut pas se servir de moyens violens pour les obliger à faire leur devoir de catholiques, comme on le fit il y a quelques années, et cela pour deux raisons :

1^o De peur qu'une pareille conduite n'oblige une grande partie d'entre eux de se retirer dans les païs estrangers avec leurs biens, comme nous sçavons qu'il est arrivé autrefois, et que cela ne cause un dommage considérable au royaume;

2^o Parce que ces moyens violens ne servent, pour l'ordinaire, qu'à faire des hypocrites, qui, n'étant pas sincèrement convertis, ne laissent pas d'être des ennemis cachés de l'Etat, et, s'ils s'approchent des sacremens de l'Eglise, c'est en commettant mille sacrilèges, qui les indisposent absolument à recevoir la grâce d'une sincère et véritable conversion.

Ces deux principes étant posés, on croit que, pour arriver efficacement à l'entière conversion de ces chers frères égarés, le grand moyen qu'on peut prendre, c'est que le roy donne une déclaration par laquelle il les oblige tous, aussi bien les pères et les mères que les enfans, à assister aux instructions qu'on fait aux catholiques dans nos églises, et aux conférences particulières qu'on pourra faire en leur faveur sur les matières controversées, en leur promettant en même temps que pourveu qu'ils assistent exactement à ces instructions, on n'usera d'aucune violence à leur égard pour les porter à recevoir nos sacremens, ny mesme à assister au sacrifice de la sainte messe, après que l'instruction qu'on y fait dans les églises paroissiales sera achevée; mais que s'ils ne sont pas assidus à ces instructions, on ne se contentera pas de leur faire payer une certaine

amande chaque fois qu'ils y manqueront, sur le témoignage de ceux qui seront commis pour faire ces instructions, mais qu'on se servira encore de tous les moyens de rigueur qu'on jugera à propos pour les y contraindre.

Il seroit de la dernière importance que les intendans fussent commis pour tenir la main à faire payer les amendes à ceux qui manqueraient d'assister auxdites instructions, et que ce ne fussent pas les juges ordinaires des lieux, qui ne manqueroient pas de faire un procès à chaque fois qu'il faudroit condamner à l'amande une personne qui n'auroit pas assisté à ces instructions, et qui, par faveur ou autrement, l'exempteroient de payer cette amande, comme il est arrivé autrefois, ce qui a été cause que l'on a discontinué l'instruction des enfans des nouveaux convertis. On croit qu'il seroit bon d'ajouter dans ladite Déclaration que quoyque S. M., par une bonté particulière envers ses sujets, ne veuille pas punir comme apostats ceux qui, ayant fait autrefois leur abjuration, ne sont pas présentement leur devoir de catholiques, et qu'elle se contente uniquement de les obliger à assister auxdites instructions, jusques à ce qu'ils se soient déterminés de leur plein gré à embrasser la religion catholique et à en faire une profession ouverte, S. M. entend néanmoins que quand une fois ils s'y seront déterminés ouvertement, après la présente Déclaration, si par malheur ils venoient à retomber dans l'apostasie, ce qu'elle espère qui n'arrivera pas, elle les traitera alors selon toute la rigueur des loix, comme de véritables apostats.

Voici les raisons pour lesquelles on demande cette Déclaration.

Première raison.

Il n'y a pas à craindre que cette Déclaration porte les nouveaux convertis à se retirer du royaume, et à abandonner pour cela leur famille, leurs biens et leur païs, puisqu'elle les obligera uniquement à assister auxdites instructions, et qu'à cela près on leur laissera la liberté tout entière de se dispenser de tous les autres exercices de la profession catholique, et même de l'assistance au sacrifice de la messe, pouvant, comme nous l'avons dit, se retirer après que l'instruction qui se fait à la messe paroissiale sera achevée. Il y a si peu à craindre et tant à espérer d'une telle Déclaration, que M. le comte de Chamilly, commandant pour le roy dans le Poitou, la Saintonge

et l'Aulnix, qui connoît assez la disposition des nouveaux convertis, dit à ce sujet que si le roy vouloit bien ne pas les obliger à autre chose que ce que l'on demande dans cette Déclaration, il osoit promettre qu'il n'y auroit aucun nouveau converti, dans son département, qui ne se soumit à ladite Déclaration, et qu'aucun d'eux ne songeroit à sortir du royaume.

Deuxième raison.

Il est certain que le roy souhaitant ardemment la conversion de tous les sujets de son royaume qui sont engagés dans les erreurs de Calvin, et embrasser la créance catholique, qui est le changement qu'on se propose de faire dans les nouveaux convertis, il faut les convaincre de la fausseté de leur secte et de la vérité de notre religion. Or, comment viendra-t-on à bout de les convaincre sur ces deux points, si on ne les oblige à écouter la Parole de Dieu et à assister à l'instruction qui leur fait sentir combien cette Parole divine est contraire à toutes leurs erreurs. Cette ordonnance de S. M. pour les obliger d'assister auxdites instructions est d'autant plus nécessaire à l'égard des nouveaux convertis de ce royaume, qu'ils ont pour maxime de ne pas écouter tout ce qu'on leur peut dire de la fausseté de leur religion et de la vérité de la religion catholique; et ils ne manquent jamais de se retirer de toutes les prédications et instructions qu'on leur peut faire, dès que l'on commence à parler des matières de controverse qui ont rapport à leur fausse religion.

Troisième raison.

On est persuadé qu'en obligeant ainsy les nouveaux convertis à assister exactement à toutes les instructions qu'on leur fera, soit dans nos églises, soit dans les conférences particulières, pourvu qu'on tienne la main à ne les en pas dispenser jusques à ce qu'ils soient sincèrement et pleinement convertis; on est, dis-je, persuadé que ce seul moyen peut suffire pour la conversion entière des nouveaux convertis de tout le royaume. Il est vray qu'on a sujet de croire que cela ne se fera pas si promptement, et qu'il faudra peut-être attendre plusieurs années à l'égard de quelques-uns; mais aussy il y aura cet

avantage que leurs conversions, se faisant de plein gré et sans aucune contrainte, elles seront plus sincères et plus solides.

Afin de faire voir plus clairement le sujet qu'il y a d'espérer cette conversion entière de tous les nouveaux convertis du royaume par le moyen de la Déclaration que l'on demande, il est bon d'entrer davantage dans le détail des différentes sortes de personnes qui sont engagées dans les erreurs de Calvin.

1. Suivant le témoignage de ceux qui connoissent plus parfaitement les nouveaux convertis, et surtout ceux de cette province, il y en a un très grand nombre qui ne restent dans leurs erreurs que par respect humain, lesquels seroient ravis qu'il y eût quelque nouvelle déclaration du roy pour les engager tous à changer de religion; de sorte qu'il y a sujet d'espérer que la plus grande partie de ceux qui ne demeurent dans leurs erreurs que par respect humain, voyant cette nouvelle déclaration générale pour tous les nouveaux convertis du royaume, ne feront point difficulté de se déclarer pour catholiques.

2. Pour ce qui est des enfans, il y a sujet de croire qu'ils se convertiront tous sincèrement : 1^o parce qu'on aura soin de leur faire le catéchisme et de les instruire fort exactement de notre religion dès leur tendre jeunesse, qui est un âge auquel ils sont beaucoup plus susceptibles des impressions de la grâce; 2^o parce qu'après avoir assisté au catéchisme jusques à l'âge de douze à quatorze ans, on les obligera ensuite d'assister aux instructions qui se feront dans nos églises et dans les conférences particulières, et cela jusques à ce que leurs parens et eux-mêmes soient pleinement convertis, ce qui ne serviroit pas peu pour les maintenir et les fortifier dans la religion catholique; 3^o les parens étant eux-mêmes obligés d'assister à ces instructions jusques à ce qu'ils soient parfaitement convertis, n'oseront pas solliciter leurs enfans à ne pas croire ce qu'on leur aura appris de la religion catholique, non plus qu'à la quitter, une fois qu'ils l'auront embrassée; 4^o mais ce qui sera encore plus puissant et plus efficace pour maintenir les enfans dans la religion catholique, ceux qui l'auront embrassée et qui se laisseront ensuite pervertir, seront traités comme apostats, selon toute la rigueur des loix.

3. Pour ce qui regarde les grandes personnes qui sont véritablement entêtées et prévenues en faveur de leur fausse religion, quoique leurs préjugés ne leur permettent pas de se laisser convaincre si

promptement de la vérité de la religion catholique, cependant il y a sujet de croire qu'après quelque temps elles se laisseront enfin persuader : 1^o parce qu'il est certain que la fausseté de la religion de Calvin paroît si évidemment par les divines Ecritures, qu'ils admettent eux-mêmes qu'il est moralement impossible qu'assistant aux instructions qu'on leur fera là-dessus pendant des années entières, ils ne quittent enfin leurs faux préjugés, et qu'ils ne voient la vérité de la religion catholique ; 2^o l'obligation qu'ils auront d'assister à ces instructions pendant un long tems et jusques à ce qu'ils soient parfaitement convertis, cet assujettissement, dis-je, ne seroit pas peu pour les rendre plus dociles et pour les forcer doucement à examiner de bonne foy et sans prévention si l'Eglise catholique et romaine n'est pas la véritable Eglise de Jésus-Christ. 3^o Quoique les préjugés de la naissance, et la grande licence où l'on vit dans la religion de Calvin, soient un grand obstacle à la grâce de conversion, cependant il est difficile qu'une personne assistant pendant un temps très considérable aux instructions qu'on luy fera, et étant ainsy assujettie à écouter si souvent la Parole de Dieu, il est difficile, dis-je, que cette Parole divine, pleine de vie et d'efficace, comme dit saint Paul, et qui pénètre plus avant qu'aucun glaive à deux tranchans, et qui enfin, selon le prophète, est semblable à un marteau qui brise les pierres les plus dures, n'opère dans quelques momens heureux ces merveilleux effets dans les personnes les plus prévenues en faveur de leur fausse religion.

Réflexions sur les mariages des nouveaux convertis.

Comme les mariages clandestins que les nouveaux convertis ont contractés en plusieurs endroits du royaume, et qu'ils peuvent contracter dans la suite, causent un grand préjudice à la religion et à l'Etat, auquel il est nécessaire de mettre ordre, voicy quelques réflexions qu'on a faites sur la manière d'y remédier.

Première réflexion.

Si on pouvoit séparer le mariage des chrétiens d'avec le sacrement du mariage, en sorte qu'il leur fût permis de contracter mariage sans recevoir un sacrement, il est sans doute que l'on pourroit en ce cas

permettre aux nouveaux convertis de se marier sans qu'il fût besoin de s'assurer qu'ils sont sincèrement convertis à la religion catholique, et qu'ils ont les autres dispositions nécessaires pour recevoir un sacrement. Mais comme Jésus-Christ a uni le mariage des chrétiens avec le sacrement, en sorte que, soit que ce soient les personnes qui contractent mariage qui sont les ministres de ce sacrement, soit que ce soit le propre curé ou prestre assistant de sa part, c'est toujours une obligation de droit divin, et par conséquent indispensable pour tous les chrétiens de recevoir le sacrement de mariage en même tems qu'ils se marient. Ainsy il est certain que les ministres de l'Eglise catholique, avant de recevoir au mariage les nouveaux convertis, doivent avoir une assurance morale de l'intégrité de leur foy et des autres dispositions nécessaires à la réception d'un sacrement. Beaucoup plus est-il certain que les ministres de l'Eglise catholique ne peuvent pas passer à la célébration d'un mariage, lorsqu'ils ont une assurance morale que les parties contractantes n'ont pas l'intégrité de la foy. Cette vérité que le mariage des chrétiens doit être uny avec le sacrement, est appuyée premièrement sur ces paroles de saint Paul : Ce sacrement est grand, je dis en Jésus-Christ et son Eglise. Saint Paul parle icy absolument et indistinctement de tous les mariages des chrétiens, et par conséquent il suppose qu'ils sont tous sacremens. Il est vray que ce mot de sacrement peut s'entendre dans l'Ecriture pour une chose mystérieuse qui ne seroit point sacrement. Mais l'Eglise universelle, ayant entendu ces paroles de saint Paul comme signifiant un véritable sacrement, il n'est pas permis aux fidelles de les expliquer d'une autre manière. Cette union de droit divin du mariage des chrétiens avec le sacrement, se prouve encore par les définitions de l'Eglise dans ses conciles de Florence et de Trente, où elle définit que le mariage des chrétiens est un sacrement, sans y ajouter aucune limitation, ce qu'elle ne feroit pas s'il étoit permis aux chrétiens de se marier sans recevoir le sacrement. Cette liaison faite et établie par le Seigneur, entre le contrat civil et le sacrement, paroît encore bien évidemment par la pratique de l'Eglise universelle, puisque nous ne voyons pas que l'Eglise ait jamais permis aux chrétiens de se marier sans recevoir en même temps le sacrement de mariage; soit que nous consultations là-dessus les SS. Canons ou les SS. Pères de l'Eglise, soit que nous ayons recours aux loix des empereurs ou aux ordonnances de nos roys, nous ne voyons aucune

trace d'une telle séparation. Or il est certain, selon la maxime de saint Augustin, que ce que toute l'Eglise assure dans sa pratique, qui n'a pas été établi par aucun concile, mais qu'elle a toujours observé, ne peut venir que d'une tradition apostolique et divine. Enfin, l'inséparabilité du mariage et du sacrement établi par Jésus-Christ a son très juste et très solide fondement dans la nécessité et le besoin qu'ont les chrétiens d'une grâce forte et abondante, telle qu'on la trouve dans un sacrement, pour pouvoir porter les charges du mariage, et particulièrement l'indissolubilité que Jésus-Christ y a attachée, laquelle charge est si grande que les apôtres, entendant parler notre Seigneur de cette obligation, lui dirent : Si telle est l'obligation d'un homme à l'égard de sa femme, il n'est pas expédient de se marier.

On peut objecter contre la décision que nous venons de donner sur la conduite que doivent tenir les ministres de l'Eglise catholique à l'égard des mariages des nouveaux convertis, et contre le principe sur lequel cette décision est fondée, on peut, dis-je, objecter que si le mariage des chrétiens étoit inséparable du droit divin d'avec le sacrement du mariage, il s'ensuivroit que le pape et les évêques n'auroient pas pu permettre le mariage des hérétiques avec les catholiques, parce qu'ils auroient autorisé par là le sacrilège et la profanation de ce sacrement, commise par la personne hérétique qui le recevoit.

Pour répondre à cette difficulté, il est à propos de faire voir deux choses : 1^o que l'on a toujours cru dans l'Eglise que ces mariages entre les catholiques et les hérétiques étoient de véritables sacremens ; 2^o que, quoique l'Eglise fût dans cette créance, elle a pu néanmoins les tolérer dans quelques occasions, nonobstant le sacrilège et la profanation commise par la personne hérétique.

1^o Que l'Eglise ait toujours cru que les mariages contractés entre les hérétiques et les catholiques étoient de véritables sacremens, cela paroît visiblement, par cela seul qu'on s'est toujours adressé à l'Eglise pour contracter ces sortes de mariages ; ce qui n'auroit été nullement nécessaire si on les avoit regardés uniquement comme des contracts civils séparés du sacrement de mariage. On peut ajouter, pour confirmer la preuve de cette créance de l'Eglise sur cette inséparabilité dont nous parlons, la conduite du pape Clément VIII à l'égard du duc de Bar, dans la dispense qu'il lui accorda pour réha-

biliter son mariage avec la princesse Catherine, sa parente, qui étoit notoirement engagée dans l'hérésie. Il fut dit et ordonné que cette réhabilitation se feroit en présence du curé de la paroisse et de deux témoins. Si le concile de Trente avoit été publié en Lorraine, n'est-il pas visible que ce pape n'auroit pas demandé la présence du curé, prescrite par le concile de Trente, pour contracter le sacrement de mariage, s'il n'eût pas cru que le mariage d'un catholique avec un hérétique étoit un sacrement?

2^o Pour venir maintenant à la justification de la conduite de l'Eglise touchant ces mariages, je dis que, malgré la persuasion où elle est que ce sont de véritables sacremens, et nonobstant le sacrilège et la profanation dont la personne hérétique se rend coupable, elle a pu, en certaines occasions, tolérer ces mariages, de la même manière qu'il est permis à une personne dans le besoin, et qui ne trouve pas à emprunter ailleurs, de s'adresser à un usurier pour avoir de luy de l'argent à des conditions usuraires. Il faut convenir néanmoins que de tels mariages sont très dangereux d'eux-mêmes; aussy l'Eglise n'a-t-elle pas manqué de les deffendre, et nous voyons ces deffenses dans les conciles d'Elvire, de Laodicée, de Cartage, de Calcédoine et plusieurs autres. Ces mesmes deffenses ont été réitérées dans ces derniers siècles par plusieurs conciles, entre autres par deux conciles de cette province de Bourdeaux, qui ont été tenus en 1583 et 1584. Mais le grand embarras où l'on s'est trouvé à cause de la malheureuse nécessité où l'on étoit de vivre et de commercer avec les hérétiques, qui étoient en si grand nombre parmy les catholiques, cet embarras, dis-je, a fait naître de certaines occasions si pressantes pour permettre ces sortes de mariages, que l'Eglise a été obligée de dispenser quelquefois de la sévérité de ses canons en ce point; mais quand elle l'a fait, c'a été à des conditions et avec des précautions si sages, que ses enfans ne pouvoient s'écarter en les suivant. Au reste, quoique l'Eglise puisse permettre le mariage d'un catholique avec une hérétique en des cas extraordinaires, il ne s'ensuit pas qu'elle puisse permettre à ses ministres d'assister aux mariages quand les deux parties sont engagées dans l'hérésie. puisqu'on ne voit pas que l'Eglise l'ait jamais permis, et que d'ailleurs on ne sauroit expliquer comment le prêtre qui assisteroit à ce mariage ne concourroit pas au sacrilège et à la profanation du sacrement commise par les deux parties contractantes hérétiques, quand mesme ce

seroit des hérétiques tolérés, pourveu toutefois que leur hérésie fût publique et notoire.

Deuxième réflexion.

Le mariage entre les chrétiens devant être de droit divin un sacrement, comme nous venons de le faire voir, et un sacrement des vivans, c'est-à-dire qui demande que ceux qui le reçoivent soient en état de grâce, comme le disent tous les théologiens, on ne peut pas douter que, pour recevoir les nouveaux convertis à ce sacrement, il ne faille avoir une assurance morale de la sincérité et intégrité de leur foy, particulièrement à l'égard des articles de notre créance qui sont combattus par les calvinistes. On ne peut pas douter non plus que l'on ne doive exiger des nouveaux convertis qu'ils prennent tous les moyens que l'Eglise demande pour se mettre en état de grâce avant que de recevoir le sacrement de mariage, parce que, comme nous avons dit, c'est un sacrement des vivans, lequel, certainement, n'est pas institué pour remettre les péchés, et qui par conséquent demande qu'on soit en état de grâce avant que de le recevoir.

Troisième réflexion.

Quoique la communion ne soit pas absolument nécessaire avant que de recevoir le sacrement de mariage, cependant on doit avouer qu'ordinairement il n'y a pas de raisons suffisantes pour la différer aux nouveaux convertis qui veulent se marier, puisque, comme nous avons dit, pour les recevoir au sacrement de mariage, on doit avoir une assurance morale qu'ils ont une foy sincère et entière de tous les articles proposez par l'Eglise, et qu'ils sont en état de grâce. J'ajoute de plus, ce qu'il est bien important de remarquer, qu'il y a deux raisons très fortes pour obliger les nouveaux convertis à s'approcher de la sainte communion avant que de les admettre au sacrement de mariage.

La première se prend du commandement de l'Eglise qui ordonne de communier une fois dans l'année. Il est visible que les nouveaux convertis n'ayant pas satisfait à ce commandement, on doit les obliger, régulièrement parlant, à accomplir un précepte si important dans un temps où la réception du sacrement de mariage les oblige d'avoir les dispositions nécessaires à la réception de l'Eucharistie.

La deuxième raison pour obliger les nouveaux convertis à recevoir la sainte Eucharistie avant que de les admettre au sacrement de mariage, c'est que cet acte de religion, surtout quand ils le font bien volontairement, est presque l'unique moyen pour s'assurer de la sincérité de leur foy et de leur conversion. En effet, on ne peut guère s'appuyer sur ce qu'ils disent aux personnes qui les instruisent de nos mystères, parce qu'ils n'en sont pas interrogés juridiquement, et qu'ils ne sont pas obligés de faire une nouvelle abjuration publique et à la face de l'Eglise. On ne peut pas non plus s'assurer qu'ils sont bien convertis sur ce qu'ils s'approchent du sacrement de pénitence, puisque ceux qui sont encore dans l'hérésie ne font aucune difficulté d'observer à cet égard les mesmes cérémonies extérieures que les catholiques; et que le confesseur, étant obligé au secret, on ne peut pas sçavoir de quelle manière ils se sont comportés dans le tribunal de la pénitence. Il n'en est pas de même quand un nouveau converti s'approche de la sainte communion sans aucune contrainte; on peut être alors moralement assuré de sa conversion sincère, parce que c'est l'exercice le plus solennel de la religion catholique, et que ceux qui sont encore calvinistes dans le cœur regardent la communion des catholiques comme un acte d'idolâtrie pour lequel ils ont le plus d'horreur et d'éloignement. Voilà pourquoy ceux qui ne sont pas bien convertis font tant de difficulté de s'approcher de la sainte communion.

Quatrième réflexion.

Cette obligation qu'ont les ministres de l'Eglise catholique de ne pas recevoir au sacrement de mariage les nouveaux convertis, sans avoir auparavant une assurance morale de l'intégrité de leur foy, peut estre d'une grande utilité pour contribuer à leur conversion. 1^o Parce que, comme dit l'Evangile, il y a certaines gens qu'il faut presser et contraindre en quelque manière d'entrer dans la véritable Eglise, sans quoy ils ne le feroient jamais: *Compelle intrare*; ce qui n'est que trop vray de nos nouveaux convertis. Ainsy, S. M. voulant bien les laisser dans une liberté entière de faire profession de la religion catholique, ou de ne le pas faire, pourveu qu'ils assistent aux instructions qu'on leur donnera, il est fort à propos que les ministres de l'Eglise catholique refusent, comme ils y sont obligés de droit divin, de les recevoir au sacrement de mariage jusques à ce

qu'ils aient donné à l'Eglise des marques certaines de l'intégrité de leur foy; parce que ce refus et cette difficulté suppléeront en quelque sorte à toutes les voies de rigueur dont on a usé autrefois pour les porter à embrasser la religion catholique. L'expédient qu'on propose icy, outre qu'il paroît très propre pour ramener les nouveaux convertis, est d'autant plus recevable qu'un tel refus ne viendra pas d'un ordre de S. M., mais de la loy de Dieu. 2^o Quoique l'expédient proposé semble ne regarder d'abord que ceux des nouveaux convertis qui veulent actuellement se marier, il ne laissera pas d'être dans la suite un moyen très efficace pour détruire entièrement le calvinisme en France. En ne recevant au sacrement de mariage que ceux dont on aura une assurance morale qu'ils sont bien convertis, on ne peut pas douter raisonnablement que les enfants qui en proviendront ne suivent pas l'exemple de leurs parens et qu'ils ne persévèrent dans la religion catholique, à moins que leurs parens ne vinssent à se pervertir eux-mêmes, ce qui n'arrivera pas, ou n'arrivera que très rarement, si S. M. veut bien accorder la nouvelle déclaration qu'on luy demande, portant expressément que ceux qui se pervertiront à l'avenir seront punis comme apostats dans toute la rigueur des loix. 3^o Il est vray que dans les commencemens on aura quelque peine à obliger les nouveaux convertis à se soumettre à cette règle de la religion catholique, qui défend de recevoir au sacrement de mariage ceux dont la conversion n'est pas moralement certaine; mais, dans la suite, cette difficulté sera levée par le moyen des instructions qu'on fera à tous les jeunes gens dès leur tendre jeunesse, et que l'on continuera de leur faire quand ils seront plus avancés en âge, aussy bien qu'à leurs parens, et jusques à ce que les uns et les autres soient entièrement et parfaitement convertis.

Cinquième réflexion.

Comme l'on vient de faire voir que le mariage des chrétiens est uni de droit divin avec le sacrement de mariage, et qu'ainsy on ne peut pas recevoir les nouveaux convertis au mariage sans une assurance morale de l'intégrité de leur foy et de la sincérité de leur conversion; que d'ailleurs cette obligation qu'ils ont d'être bien convertis pour pouvoir se marier, est très avantageuse et pour eux et pour l'Etat; il ne reste plus qu'à trouver le moyen de les empêcher de

passer aucun contract de mariage sans avoir auparavant donné cette assurance morale qu'ils sont bien convertis. Or, il y a un moyen très facile pour cela, qui est que S. M. défende à tous les notaires de son royaume de passer aucun contract de mariage en faveur des nouveaux convertis, sans avoir auparavant le certificat de leur curé, légalisé par leur évêque, qui porte expressément qu'ils sont bien convertis et qu'ils ont fait leur devoir de catholiques. Par cette voye on fermera entièrement la porte à tous ces mariages clandestins qui sont si contraires aux loix de l'Eglise et de l'Etat, et on empêchera qu'il ne s'en puisse contracter à l'avenir. Il y a encore un autre moyen qui peut non-seulement servir à empêcher les nouveaux convertis de contracter ces sortes de mariages, mais encore les obliger à faire réhabiliter ceux qu'ils ont déjà contractés clandestinement. Ce moyen est que le roy ordonne à tous les magistrats de son royaume de mettre en exécution les anciens édits et déclarations de Sa Majesté, lesquels portent que les enfans provenant de ces mariages clandestins qui n'auront pas été réhabilités, seront déclarés illégitimes et incapables de succéder aux biens de leurs parens.

NOTE D'UN TRAITRE

FOURNISSANT A L'INTENDANT DU LANGUEDOC DES INDICATIONS SUR
LES MINISTRES DU DÉSERT ET LEURS FAMILLES.

1751 (?).

La très curieuse et instructive pièce qu'on va lire nous a été communiquée par M. J.-P. Hugues, qui l'a tirée des papiers de l'ancienne intendance du Languedoc.

Elle ne porte point de date, mais elle est évidemment antérieure à l'arrestation de François Bénézet et de Molines, dit Fléchier, comme on le voit par les articles qui les concernent. Peut-être est-ce cette délation qui amena leurs captures, opérées les 30 janvier et 48 mars 1752, et suivies du martyre du premier et de l'apostasie du second.

Un autre article qui nous guide aussi dans la fixation d'une date approximative, c'est celui qui concerne le prédicant Teissier, dit La Fage, lequel avait été reçu proposant en 1748, puis envoyé à Lausanne, d'où il revint

en Languedoc, pour être reçu ministre le 6 novembre 1734. (*Hist. des Egl. du Désert*, par Ch. Coquerel, II, 467.)

Ch. Coquerel cite un signalement de police relatif aux prédicants du Languedoc (t. II, p. 367), mais il est postérieur au redoublement de persécutions qui signala cette époque, et se rapporte à l'année 1733.

NOTE EXACTE DES MINISTRES DU DÉSERT

DE LEURS FEMMES ET DE LEURS PÈRES.

A ANDUZE. La veuve de Bastide, rue qui va de la place aux Religieuses, proche la Croix blanche, femme de *Boyer*, ministre, âgée d'environ 50 ans. Elle a une fille; il faut prendre garde qu'on ne prenne pas l'une pour l'autre.

A ANDUZE. Chabrand, boulanger, vis-à-vis le château, père d'un proposant nommé *Chabrand* ou autrement *La Chapelle*.

A ANDUZE. Lafont, menuisier, père d'un proposant nommé *Lafont*.

A ANDUZE. Laujolet, jardinier-fleuriste, grand-père d'un proposant nommé *Puget*; il lui tient lieu de père et est son tuteur, ses père et mère étant morts.

A ANDUZE. *Teissier La Lèbre*, père d'un ministre de ce nom.

A ALAIS. Reignier, cabaretier, père d'un prédicant nommé *François*.

A SAINT-SÉBASTIEN (demi-lieu d'Alais). Bastide, père de *La Placette*, ministre.

A MANDAGROL, proche Saint-Paul. Gibert, père de *Vernet*, ministre.

A SAINT-JEAN DE GARDONENQUE. La fille aînée d'Isaac Boudon, proche la caserne, femme de *La Vernède*, autrement *Grol*, ministre.

A MIALET (demi-lieu de Saint-Jean). La veuve de Soulier, tisserand, mère d'un prédicant nommé *Perrier*.

Entre MIALET et LUZIÈS. La maison seule sur la gauche en allant de Mialet à Luziès, est celle de Portau, père du prédicant *La Coste*, qui prêche en Provence. Il est actuellement dans sa maison; on pourrait aisément l'attraper.

AUX PLANTIÉS (trois lieues par-dessus Saint-Jean). Cavalier, père de *La Tour*, ministre.

A NÎMES. La sœur de M. Alezon, proche de l'hôtel de Notre-Dame,

à Nîmes, cartier de la couronne hors de la ville, femme de *Paul*, ministre. Son père, qu'on nomme *Rabaud*, reste à Bédarieux. Il est nécessaire qu'on l'arrête aussi, parce que le ministre est très à craindre, et il est essentiel de le faire décamper.

A NÎMES. Mademoiselle Fabrol, fille de la veuve de ce nom, rue des Marchands, femme de *Vézénobre*, ministre.

A NÎMES. La fille de M. Pourras, marchand sur l'Arc de Saint-Laurens, femme de *Lafont*, ministre de Provence.

A NERS (entre Nîmes et Anduze). La fille de Mounier, femme de *La Coste*, ministre.

A MASSILLARGUES. Madame de Sensens; veuve, femme de *Fléchier*, ministre.

A AIGUEVIVES. M. Marrazel, père de Paul *Marrazel*, ministre.

A GANGES. La veuve de Vialat, femme de *Pomaret*. Sa mère, qu'on nomme la veuve de Gal, reste à Saint-André. Le ministre est très à craindre.

A SAINT-ANDRÉ. M. de Mejeannelle, à sa campagne, à demi-lieue de Saint-André, gentilhomme, père d'un prédicant nommé *Du Cambon*.

A GENOLHAC. Mademoiselle de Laurent, veuve, femme de *Jean Roux*, ministre.

A BARRÉ. Mademoiselle Valade, femme d'un prédicant nommé *Figuères*.

A LUNEL. Proche la Croix de fer, Redonel, marchand de fer, père de *Joseph*, ministre affecté à Montpellier.

A LUNEL. *Encontre*, père d'un prédicant de ce nom.

AU MAS DE MENTE. *Teissier*, métayer du Mas de Mente, à une lieue de Sédignan, père d'un prédicant de ce nom.

A VERNOSOBRE. Fayet, père de *Fayer*, ministre.

AU GRAND-GALARGUES. M. de Fer, capitaine des gardes-côtes, père de *Montany*, ministre.

A SAINT-HIPPOLYTE. La veuve de Besson, mère de la *Valette*, prédicant, beaucoup fanatique.

A VALLEROGUE. La veuve Martin, mère de *Martinet*, ministre, arrivé depuis peu en Languedoc.

AUX LUNES (paroisse Saint-Martin, proche Mandojor). La veuve *Gibert*, mère de *Gibert*, ministre.

LE MAS DIT COMBE (paroisse Saint-Michel, Hautes-Cévennes). Vaudran, frères des sieurs *Gabriac*, ministres.

A SAINT-HIPPOLYTE. Dargues, à un port de fusil de la ville, sur le chemin qui va à la Salle, père d'un prédicant nommé *La Sagne*.

SAINT-GENIÈS. M. *Guizot*, marchand, père d'un prédicant de ce nom.

A AIGUEVIVES. Mademoiselle Montmeiran, femme de Clément, ministre.

A SOMMIÈRES. Fraysines, père d'un prédicant de ce nom.

A PEIRESEGADES, proche la Caune. Bose, chirurgien, père d'un prédicant nommé *La Forest*, qui est à Lauzanne pour y être reçu ministre et revenir en France.

A SAINT-HILAIRE DE BLAMAS, sur le chemin d'Uzès, à Nîmes. M. *Teisier*, bourgeois, père d'un prédicant nommé *La Fage*, qui est dans le pays étranger pour le même sujet.

A VALLEROGUE. Jourmet, de Vallerogue, père du prédicant *Puech*, qui est dans le pays étranger pour le même sujet.

PEIREMALE. *Dugas de Peiremale*, père d'un prédicant de ce nom qui est dans le pays étranger pour le même sujet.

MANOUBLET. Reusset, père de Durand, reçu ministre depuis peu de temps.

A CONGEGNE, à demi-lieue de Sommières. *Vincent*, négociant en bétail, père d'un prédicant de ce nom.

A LA SALLE. *Valat*, père d'un prédicant de ce nom.

A CROS, proche Saint-Hippolyte. Mademoiselle *De la Pierre*, femme d'un prédicant de ce nom.

A MASSILLARGUES. La veuve de Rodier, fille à M. Planche, femme de *Bénezet*, prédicant et apostat. Il a même été ecclésiastique.

A VALLEROGUE. *Campredon*, père d'un prédicant de ce nom.

A MARSEILLE. *Boidel*, prédicant, fils d'un ministre suisse de ce nom, reste chez M. Batini consul de Suède en qualité de précepteur et fait d'autres fonctions en ville. Il pourrait cependant avoir décampé, parce que depuis trois mois je n'en ai pas eu des nouvelles; c'est ce qui est aisé à voir.

A ANDUZE. Me Valentin, vend des livres de la secte.

Tous les papiers de la secte sont chez un de mes parents à Anduze, mais je voudrais être assuré de sa grâce avant de le découvrir.

Comme la prise des gens qui sont ici nommés est extrêmement

utile au bien de l'État et de la religion, on n'y saurait porter trop de précaution ; en conséquence il serait bon qu'il y eût un jour fixé pour cela, afin que le malheur des uns ne donnât pas le temps aux autres de se précautionner. Il faut ensuite donner des ordres très pressants aux officiers chargés de l'exécution, de s'acquitter de leur devoir, afin qu'ils prennent bien leurs dimensions ; que ceux qui douteront d'une heureuse réussite, ou pour ne savoir pas la maison des personnes qu'ils devront prendre, ou autrement, ne s'adressent qu'au curé de l'endroit, en lui ordonnant même le secret de la part du roi. Il faut encore noter que le moindre préparatif marqué des troupes suffit pour faire décamper toutes les personnes qui sont dans le cas ; il y a des espions qui observent jusqu'aux signes, ainsi on ne saurait user de trop de finesse.

Supposé, comme il pourrait bien se faire, qu'on attrapât quelque ministre couché avec sa femme, il faut que l'officier ne soit pas si téméraire que de se mettre en chemin tout de suite, sa troupe serait écharpée et le ministre enlevé ; mais il doit les mettre dans les prisons de la ville ou du château, s'il y en a un, avec une bonne garde, et dépêcher tout de suite un exprès à M. l'intendant, qui ordonnera ce qu'il jugera à propos, et qu'on ne laisse pas cependant échapper la femme pour plus grande sûreté. Il faut encore que tout se fasse de nuit. Avec ces précautions on n'en manquera pas beaucoup.

NOTICES BIOGRAPHIQUES.

AUTOBIOGRAPHIE DE PIERRE DU MOULIN

D'APRÈS UNE COPIE MANUSCRITE.

1564-1658.

(Suite et fin.)

La Chambre de l'Edit voulut prendre connoissance de cette affaire ; mais la grand'Chambre s'y opposa , prétendant qu'à la grande Chambre appartenait le jugement des crimes de lèse-majesté. Cette contestation dura trois semaines , au bout

desquelles cette impétuosité s'étant atténuée, les ministres de l'Eglise de Paris furent appelés pour comparoître devant le conseil d'Estat et privé. Là nous furent faites de graves remontrances par Monsieur le chancelier Bruslard, avec grièves menaces.

J'eus une conférence avec le P. Gontier, jésuite. Un gentilhomme Picard, de nostre religion, nommé Monsieur de Liembrune, avoit promis au P. Gontier de changer de religion ; et, pour le faire avec esclat, qu'il seroit venir un ministre pour conférer, et qu'au sortir de la conférence, il seroit sa déclaration. Je fus tiré par ruse en une chambre, où je trouvay plusieurs personnes de qualité qui se mirent à me harceler de questions sur la vocation de nos ministres. Là-dessus arriva le P. Gontier, en un carrosse plein de livres. Il entra et demanda de quoy on parloit ; une dame lui dit : J'interrogeois Monsieur Du Moulin sur sa vocation. Je respondis que quiconque interroge un autre sur sa vocation, s'oblige à prouver la sienne ; que la vocation des prestres de l'Eglise romaine estoit d'estre sacrificateurs du corps de Jésus-Christ, pourtant que je priois Monsieur le jésuite de monstrier l'institution de cette sacrificature, et où c'est que Dieu a commandé de sacrifier le corps de son Fils. Le jésuite respondit que cela se prouvoit aisément par l'Ecriture sainte ; et, s'estant fait apporter quelque Bible, se mit à chercher et à feuilleter ; mais, ne trouvant rien, se leva et se retira tout confus. Lors M. de Liembrune se mit en colère et luy dit : Mon père, vous m'avez dit que si je vous emmenois un ministre, vous le rendriés confus, et que vous luy fériés trouver les quatre coins et le milieu. En voilà un devant lequel vous estes muet. Et, au sortir de là, diffama Gontier, et persévéra en la vraye religion.

Un autre jésuite me vint attaquer en mon estude, en la rue des Marets. A cette dispute se trouva Monsieur de Monginot, médecin célèbre à Paris, lequel, au sortir de la conférence, renonça au papisme et embrassa nostre religion, dont il a fait un livre.

Plusieurs telles rencontres me sont advenues à Paris, desquelles je ne pourrois remarquer exactement le tems. J'en spécifieray une qui m'est avenue la dernière année de ma demeure à Paris.

Madame la mareschalle de Fervaques estoit malade d'une maladie dont elle est morte à Paris ; elle estoit de nostre religion : mais elle avoit une sœur nommée Madame de Béren-galt, laquelle, pour espouser un mari, s'estoit révoltée de la religion. Voyant sa sœur malade à la mort, elle me fit avertir par voyes obliques que je ferois bien de visiter Madame la mareschallé. Je partis incontinent de ma maison, et vins à la porte de celle de la malade, laquelle je trouvay fermée. Mais arriva Monsieur de Roissy, homme de grande qualité ; suivy d'un grand train ; je me fourray parmi ce train et entray, et montay en la chambre de la malade ; et comme je commençois à parler à elle, voici entrer l'évesque de Genève, envoyé par la princesse de Piémont, sœur du roy, pour exorter la malade à mourir en la religion catholique-romaine. Là il y eut quelque contestation entre l'évesque et moy. Sur cela, Monsieur de Roissy parla à la malade, disant : Madame, il n'est plus temps de dissimuler ; dittes franchement, voulés-vous que ce soit Monsieur l'évesque de Genève qui vous console et prie Dieu près de vous, ou bien que ce soit Monsieur Du Moulin. Elle répondit : J'en prie Monsieur Du Moulin. Sur cela, plusieurs catholiques-romains se retirèrent ; quelques-uns demeurèrent, qui, pendant que je faisois la prière, faisoient des grimaces pour se moquer. Je parlay à la malade et la consolay le mieux que je pus. Lors trois seigneurs de qualité, entre lesquels estoit Monsieur Dandelot, rentrèrent en la chambre de la malade et me dirent : Monsieur Du Moulin, il y a là-bas des princesses et dames qui désirent vous voir conférer avec Monsieur l'évesque. Je leur dis : Messieurs, vous faîtes cela exprès pour me tirer d'auprès de la malade, et m'empescher de rentrer. Là-dessus ils me firent de grands serments et promesses qu'après la conférence, ils me laisseroient rentrer, pour rendre à la malade les

devoirs commencés. Je les creus ; et estant entré en une grande salle, où estoit Madame la duchesse de Longueville, sa mère et plusieurs autres, et leur ayant demandé de quelle matière ils vouloient que nous traitassions, ils dirent qu'ils désiroient que nous traitassions de ces paroles du Seigneur : « Ceci est mon corps, » qui sont paroles dont l'apostre saint Paul, en la 1^{re} aux Corinthiens, chap. X, donne l'exposition, asçavoir : « Le pain que je romps est la communion de mon corps. » C'est dont du pain qu'on rompt. Puis je dis à l'évesque que je m'ébahissois, comme il m'osoit alléguer un passage corrompu et falsifié ; car, en la 1^{re} aux Corinthiens, chap. X, verset 24, saint Paul récite exactement comme Jésus-Christ a institué la sainte Cène. « Ayant rendu grâces, il dit : Prenés, mangés, ceci est mon corps, qui se rompt pour vous. » Mais l'Eglise romaine, en sa version, a mis : « qui sera livré pour vous, » ayant osté ce mot de rompre, de peur qu'on ne reconnoisse qu'il parle d'un corps qui peut estre rompu au sacrement, ce qui ne convient pas au vray corps de Christ. Sur cela, l'évesque me dit que j'estois un calomniateur, et qu'on trouvera que le mot *qui est rompu* se trouvera en la version vulgate. Bibles furent produites, et fut trouvé que je disois la vérité, dont l'évesque fut confus ; et là-dessus la conférence fut rompue. Madame de Longueville me tira à part et me dit qu'elle avoit desjà ouy parler de moy ; mais que maintenant, m'ayant veu et ouy, ce luy seroit un comble de joye si je me rendois catholique, ce que je ferois volontiers si on me montrait en la Parole de Dieu que Dieu ait commandé aux prêtres de sacrifier le corps de Jésus-Christ. Je remonstay vers la malade, laquelle peu après rendit l'esprit.

J'ay eu à Paris plusieurs telles rencontres, desquelles je n'ay point remarqué le tems. Durant ce tems, plusieurs entreprises ont esté faites contre ma vie. Je fus averti qu'un certain homme, vestu de gris, estant de telle taille et visage, me devoit venir voir et m'apporter en don d'un de mes amis des boëtes de brighotes empoisonnées, affin que je me donnasse

garde de les recevoir. Le porteur de ces boîtes vint, et ne voulusmes parler à luy.

Un soir, au soleil couchant, deux hommes ayants de longs manteaux noirs entrèrent en ma cour. L'un d'eux se tint à la porte de la rue, l'autre entra à la salle basse, et vint droit à moi sans mot dire, tenant ses mains cachées. Je jugeay à sa mine qu'il estoit entré pour me mal faire; je m'éloignay de lui et mis une chaise entre luy et moy; mais il fit le tour de la chaise et de la table en me poursuivant. J'avois un serviteur, nommé Benjamin de Monbhard, lequel survint fort à propos, et le repoussa avec menaces et le fit sortir de la maison.

Un homme vestu en prestre vint fraper à la porte de mon estude; j'entrouvray la porte de mon estude, et, l'ayant veu, je lui fermay la porte au nés; et cet homme, voulant entrer par force, je le repoussay et fus plus fort que luy.

Un autre accident m'avint, qui est le plus notable accident qui me soit venu en ma vie. La froidure estoit extrême, et mon encre se geloit en écrivant. Mon estude estoit fort petite, au troisième estage. Ma famille soupoit en une salle basse, bien loin de moy. C'estoit ma coustume de ne souper point avec les autres et de m'enfermer en mon estude à cause de l'extrême froidure. Je me fis apporter un grand chaudron plein de charbon ardent, dont la fumée me saisit incontinent le cerveau et le cœur, tellement que je m'évanouis en ma chaire. Estant en cet estat, voici venir deux hommes qui ouvrirent la porte de mon estude et se tinrent devant moi. Par la porte ouverte il entra un air extrêmement froid, qui me donna au visage, et me donna la force de me lever. Mais, voulant sortir, je mis un pied hors la porte de mon estude et tombay comme mort en la chambre, ayant la joue sur le plastre, dont la froidure me gela la joue. On n'a peu savoir qui estoient ces deux hommes, ni par où ils estoient entrés et sortis, et nul ne les a veus. C'estoit entre huit et neuf heures du soir, au 20 de janvier. Mon fils aîné, Pierre Du Moulin, monta en la chambre haute, et m'ayant trouvé ainsi couché, courut en bas, disant :

Mon père est mort. Mais ce pendant qu'on accouroit, je me relevay et m'assis sur un petit lit, ayant l'esprit tout renversé et le visage gelé; et ne peut de six semaines monter en chaire pour prescher.

En l'année 1615, le 25 juin, le synode de la province de Berry et Orléans s'assembla à Jargeau, où mon père, à cause de son grand âge, qui estoit de 77 ans, et de la pierre, dont il estoit travaillé, fut deschargé du ministère, et lui furent ordonnées 400 livres pour son entretien par an; j'y ajoutay 200 livres. Il se retira à Saumur, où au bout de trois ans il mourut suffoqué d'un catharre. C'estoit un fidèle serviteur de Dieu, homme prudent, paisible, patient, et d'une conversation agréable, preschant avec grâce, ayant beaucoup souffert pour la Parole. Il estoit âgé de 80 ans.

L'an 1617, Messieurs des Estats généraux, voulans pourvoir aux désordres de leur país, causés par l'arminianisme, se résolurent de tenir un synode national à Dordrecht. Ils escrivirent aux Eglises de France, d'Angleterre, d'Allemagne, les prians de leur envoyer des pasteurs choisis pour leur assister. Quatre personnes de France furent choisies, assavoir : Messieurs Chamier, Chauve, et Rivet et moy. Desjà je faisois mon paquet pour me rendre à Dordrecht, quand un huissier du Conseil du roy me fut envoyé, qui me fit deffence, sur peine de la vie, de sortir du royaume; falut obéir. Pour suppléer à ce dessaut, je composay un livre intitulé *Anatomia arminianismi*. Messieurs des Estats m'envoyèrent leur médaille et deux cens escus.

L'an 1619, je fus député par le synode provincial de l'Isle-de-France pour me trouver au synode national d'Alez. La Normandie aussi députa Monsieur de la Rivière, ministre de Rouen; nous fismes ce voyage ensemble.

Passants par Mascon, nous visitasmes Monsieur Perreaux, ministre, dont la maison avoit esté travaillée par l'espace de six semaines par un esprit malin. Dieu enfin le délivra de cette affliction.

Nous nous détournâmes du chemin pour voir Orange et ses antiquités. Monsieur de Valkembourg y estoit gouverneur pour le prince d'Orange, dont la fin n'a pas esté bonne. Nous vîmes aussi le pont du Gard.

Nous arrivâmes à Nîmes, et de là à Alez, le 30. septembre; la compagnie me fit l'honneur de me nommer président du synode.

Ce synode dressa une approbation de la doctrine du synode de Dordrecht. Vinrent nouvelles du dégast que l'armée du roy avoit fait aux Eglises de Béarn et de la defaite de l'armée du roy de Bohême par l'armée de l'empereur, et la ruine de grand nombre d'Eglises en Bohême.

Peu de jours devant ma députation au synode national d'Alez, je fus voir Monsieur Herbert, ambassadeur à Paris pour le roy de la Grande-Bretagne, lequel me dit que le roy son maistre lisoit volontiers mes lettres, et m'exhorta à luy escrire de bonnes lettres, par lesquelles je l'exhortasse à entreprendre courageusement la defence du roy de Bohême, son gendre. Je fis tout ce que je pu pour m'en excuser, et luy disois que cette affaire estoit trop grande pour un homme de basse condition comme moy; mais il me pressa, en sorte qu'en fin je luy promis. J'escrivis donc au roy des lettres exhortatoires, que je mis en main au secrétaire de cet ambassadeur. Cela fait, je pars pour aller à Alez, au synode. Mais avint, par je ne sçay quel moyen, que ces lettres furent portées au Conseil du roy, et là-dessus fut conclu qu'il falloit me prendre et constituer prisonnier, pource que j'exhortois un roy voisin à s'armer et entreprendre la defence de l'Eglise. Mais j'estois parti, et estois déjà en Languedoc, où je présidois au synode, ne sachant rien de l'interception de mes lettres et du mal qui m'estoit appresté.

Le synode estant achevé, je pris résolution de retourner par la Guyenne, désireux de voir Montauban et La Rochelle, qui nous a apporté tant de maux et qui s'assembloit contre les defences du roy. Cela me fit changer d'avis, et pris le che-

min de Lion, où je receus un mot de lettre de Monsieur Drelinecourt, qui me faisoit mention de ces lettres que j'avois es- crites au roy d'Angleterre. Cet avertissement fut cause que je ne voulus point aller droit à Paris, et m'arrestay à Grigny, à cinq lieues de Paris, chez Monsieur des Bordes-Grigny, mon intime ami, et y passay la nuict, et fis avertir ma femme de mon arrivée. Elle m'envoya mon frère Jean, lequel m'exhortoit à venir hardiment, disant qu'il n'y avoit aucun danger, et que faussement on m'accusoit de m'estre trouvé à des assemblées illicites. Je pars donc de Grigny au soleil couchant, et, au lieu de m'en aller droit chez moy, je m'en allay droit au logis de Monsieur Herbert, ambassadeur, à dix heures du soir, lequel estoit en chemise, se mettant au liet. Si tost qu'il me vit, il me dit que je me sauvasse et que ma vie estoit en péril, à cause de mes lettres au roy son maistre. Au lieu de m'en aller chez moy, je m'en allay en une maison voisine, rue du Coulombier. Là je fis venir ma femme, qui me bailla un habit. Je montay à cheval avec mon jeune frère, et vinsmes à Lumigny, chez Monsieur le comte de Suze, lequel, jugeant que je n'estois pas seulement chez luy, me fit partir de nuict, et prisma le chemin de Sedan ; ce que je fis après avoir pris conseil de mon Eglise, laquelle m'envoya deux anciens, Monsieur de Lave [?] et Monsieur Tardif, pour me dire que je ferois bien de m'esloigner et penser à ma conservation. J'arrivay à Sedan le 3^e jour de janvier 1621. Monsieur le duc de Bouillon me receut volontiers, et me logea en son chasteau, et voulut que je mengeasse à sa table.

Voyant nos Eglises en peril éminent à cause de la tenue de l'assemblée de La Rochelle, le roy ayant déclaré criminels tous ceux qui s'y assembleroient, je creus estre de mon devoir d'escrire à ladicte assemblée des lettres qui luy représentassent le péril et précipice où elle précipitoit nos Eglises ; ce que je fis. Je les priois de considérer la mauvaise assiette en laquelle ils estoient alors, le roy estant armé, le Béarn perdu, nos grands désunis, nos voisins empeschés ou ruinés, ou mal affection-

nés, la pluspart de nos Eglises à descouvert, et vivantes à la merci des adversaires qu'une parole du roy pouvoient dissiper; que c'est chose injuste et contre la Parole de Dieu de s'affermir à une désobéissance contre son roy en choses civiles, et quand rien ne nous est commandé qui soit contraire à la Parole de Dieu; que la vraye religion ne s'avance pas et ne s'affermit pas par émotions populaires; que désormais nos souffrances ne seront plus appelées martyres, mais punitions de mutins et rebelles. Vray est qu'on prétendoit avoir permission du roy de faire une assemblée; mais de cette permission on n'en avoit point de brevet: et que quand on en auroit, si est-ce que le roy a le pouvoir de révoquer cette permission, quand il a reconnu qu'on en abuse, et qu'elle est préjudiciable au bien de l'Estat. Un maistre peut rappeler un serviteur qu'il a envoyé. Que nos assemblées sont fortes à parler, mais foibles à exécuter; que l'argent, l'ordre, la concorde y manquent; qu'en telles assemblées les sentimens sont divers, et ne servent qu'à former parmi nous des haines et divisions, et à irriter nos rois et nous rendre odieux et contemptibles à nos ennemis. Que ceux qui portent les choses aux extrémités par conseils de violence sont ceux qui, après avoir allumé le feu dans nos Eglises, les abandonneront et les trahiront, dont on voioit desjà des exemples.

Ces raisons furent goustées par une partie de l'assemblée; mais la pluspart, portée à la violence, rejetta ces conseils, et ne daigna-t-on me faire aucune response. La coppie de mes lettres se trouvera en un livre in-octavo couvert de veau noir.

Au mesme livre se trouvera la description de la mort de Marie de Colignon, ma chère femme, des vertus de laquelle, de sa piété, de son zèle, de sa charité envers les pauvres, on pourroit faire un livre à part. C'estoit un exemple incomparable de toutes vertus. Ses dernières paroles ont été : *Je voy mon Dieu*. Elle a rendu son âme à Dieu au 12^e jour d'aoust 1622.

Au premier jour d'octobre de l'an 1621, j'ay esté receu ministre de l'Eglise de Sedan, et professeur en théologie à quinze cens livres de gages et douze cordes de bois.

Je suis demeuré en viduité l'espace de quinze mois, durant lequel tems j'ai esté travaillé d'une violente dissenterie qui m'a fort abbattu ; estant guéry, j'ay recherché en mariage demoiselle Sarra de Gelhay, demeurant à Jametz, chez son père, et lui fis promesse de l'espouser. Mais la contrariété de mes proches me meurent à tascher de rompre et violer ma promesse ; en quoy je confesse avoir grièvement offensé Dieu, lequel par de griefs châtimens m'a fait sentir la grandeur de mon péché. Enfin je me résolus à accomplir ma promesse, ce qui se fit au 16^e jour de novembre 1625.

Au mois de mars suivant, ayant appris que le roi Jacques désiroit de me voir, j'obtins de mon Eglise de faire un voyage en Angleterre. Je passay par la Holande, et vins à Leyden, où je vis Monsieur Rivet et ma sœur Marie, sa femme, et en partis au troisième jour. Je vins à Flessingue, où je m'embarquay, et arrivay à Londres et vis le roy ; mais peu après je tombay malade, et le roy aussi tomba malade d'une maladie dont il mourut. Ainsi je demeuray à Londres malade ; je me logeay chez Monsieur Burlamache, dont estant sorti, Monsieur de Mayerne, premier médecin du roy, me logea, et fit tout ce qu'il put pour ma guérison ; mais il ne put en venir à bout, et luy falut faire un voyage en Suisse pour des affaires domestiques, de sorte qu'il me falut loger chez un bourgeois de Londres.

Pendant que j'estois chez Monsieur Burlamache, ma femme estant avertie de ma maladie, prit résolution de venir en Angleterre pour me secourir, où elle arriva avec beaucoup de peine.

Enfin, quoy que je fusse grièvement malade et affoibly, je me résolus de retourner à Sedan.

J'estois travaillé d'une humeur mélancolique et atrabilière. La peste consuma une grande partie du peuple, y estant avenue en ce tems-là, dont mon médecin et mon apoticaire furent

du nombre. Le comte de Varvik me vint voir et me donna une excellente haquenée pour me porter en mon voyage.

Je ne pus trouver de navire propre, et me falut mettre dans un navire plein de François, qui me reconnurent et firent complot de me déférer au gouverneur de Dieppe pour m'arrêter ; car ils savoient que j'estois sorti de France pour cause criminelle. Un valet que j'avois m'avertit de cette conspiration.

Ainsi je partis de Douer pour aller à Dieppe, et arrivâmes près de Dieppe comme le soleil se couchoit. Mais il se leva un vent contraire qui nous empescha d'aborder jusques à onze heures devant minuict, ce qui fut cause qu'ils ne purent avvertir le gouverneur, et, estans las de la mer, se couchèrent. Mais moi, pour éviter le péril, sortis de Dieppe avant le soleil levé. Mon fils aîné estoit avec moi ; j'avois laissé ma femme à Londres, avec mes hardes, laquelle peu après arriva à Dieppe.

Mais le gouverneur estant de grand matin averti que j'avois passé par Dieppe, envoya trois sergents à cheval, qui m'attrapèrent à une demi-lieue de Rouen. Ils me demandèrent d'où je venois, et où j'allois, et où je logerois à Rouen. Je fis semblant d'estre pressé d'une nécessité naturelle, et laissant mon cheval à mon fils, je quitay ma casaque grise et ma fausse perruque, et par chemin écarté parvins à Rouen, où je couchay chez Monsieur de l'Angle, mon nèveu, et le lendemain trouvay moyen de sortir de Rouen, et tirer mon chemin vers Sedan, où j'arrivay par du travail incroyable, en estant brulé du soleil.

Je me mis au lit fort malade. Pour corriger cette humeur atrabillaire, on me fit boire de l'eau de Spa, laquelle m'apporta une fièvre ardente, qui me mit à deux doigts de la mort et en un état qui, au jugement des médecins, estoit désespéré. Dieu voulut que j'en relevasse et me remit en pleine santé, et demeuray en cet estat l'espace de [] ans, servant avec allégresse à ma vocation.

Durant ce tems, Madame la duchesse de Bouillon me pria d'aller à Liège visiter Monsieur de Turenne, son fils, qui y

estoit gravement malade, et avec péril. J'y trouvay Monsieur le duc de Bouillon, son frère, qui alors minutoit sa révolte, et me pria de me retirer.

Je pars de Liège, et estant en la compagnie de Monsieur Poilblenc, médecin, de Monsieur Barthélemi, apoticaire, et de Monsieur de La Place, de Charleville, vins coucher à Namur, où, par une rencontre admirable, arriva à la mesme heure mon fils Cyrus, venant de Hollande; or, nous n'avions point de passe-ports et la guerre estoit rude.

De Namur, nous arrivâmes le soir à Givay, qui est au pied du chasteau de Charlemont, où il y avoit garnison espagnole, laquelle avertie de nostre arrivée, et que nous n'avions point de passe-ports, se résolut de nous arrester. Ils pouvoient nous prendre en l'hostellerie, mais ils aimèrent mieux nous prendre le matin, quand nous serions entrés au bateau. Monsieur de La Place fut d'avis que nous n'y entrassions point, pour ce que la rivière fait un tour de six lieues, jusqu'à un village qui n'est qu'à une demi-lieue de Givay. Il fut dont d'avis que nous fissions ce chemin à pied; nous y arrivâmes percés de pluie, tellement, qu'il falut sécher jusques à nos chemises près du feu.

Peu après que nous fusmes sortis de Givay, huict soldats descendirent du chasteau de Charlemont et se jettèrent dans notre bateau, et, ne nous trouvant point, pillèrent nos hardes, blasphémants et disants forces injures, et emmenèrent un soldat nommé Toussaint, que nous avions laissé au bateau pour garder nos hardes.

Le soleil estant couché, nostre bateau arriva; le battelier ne nous voulut pas mener plus outre, mais nous fit seulement passer la rivière, et nous mit à terre par une nuit noire, et grosse pluie et un vent impétueux. Nous arrivâmes à Furnoy, à onze heures de nuit. De là nous vinsmes à Charleville, et de là à Sedan.

Alors Monsieur le comte de Soissons estoit à Sedan, et Monsieur de Bouillon y avoit des troupes de Liégeois à pied et à

cheval. Lamboy aussi y vint avec une armée de neuf mille hommes. Monsieur de Chastillon estoit à une demie lieue de Sedan, conduisant l'armée du roy. Une bataille se donna en laquelle Monsieur de Bouillon fut victorieux ; mais Monsieur le comte de Soissons y fut tué, ce qui arriva en l'an 1641.

En cette année, le 12 mars 1641, ma sœur Ester Du Moulin, veuve de Monsieur Du Mesnillet, mourut à Caen, en la maison de Monsieur Bochart, son fils, ministre en l'Eglise dudit lieu, qui est un homme rare et d'un grand mérite. . . .

.

Le manuscrit est, comme on le voit, demeuré inachevé. Du Moulin, qui n'est mort qu'en 1638, à l'âge de 94 ans, paraît s'être ainsi arrêté à l'année 1641. Si nous disons seulement *paraît*, c'est que le manuscrit de cette autobiographie, considéré depuis longtemps et accepté d'abord par nous comme un original émanant de la main même de Du Moulin, n'est aujourd'hui à nos yeux qu'une copie de famille, parfaitement authentique sans doute, mais n'ayant pas toute la valeur qu'aurait le manuscrit original. Voici sur quelles raisons nous fondons cette rectification.

Il est peu probable que Du Moulin, écrivant sa vie, formule à la première page le titre que nous avons rapporté ci-dessus, page 474.

Nous avons remarqué dans le texte quelques-unes de ces incorrections que décèlent la main d'un copiste. Ainsi (voir ci-dessus page 477, ligne 4) là où l'on a écrit très lisiblement ce que nous avons imprimé : « Monsieur Goger, un des amendiers, » il est plus que probable qu'on aurait dû lire et écrire : « *rue des Amendiers.* »

Entin, ayant été mis à même de comparer avec le manuscrit une lettre autographe de Du Moulin, nous avons dû reconnaître que le caractère des deux écritures, quoique présentant une certaine analogie de famille, est assez différent pour qu'on ne puisse attribuer celle de notre manuscrit à Du Moulin lui-même.

Il est dit dans les *Mélanges critiques* de Charles Ancillon que Bates (Batesius), auteur de la vie latine de Pierre Du Moulin (citée ci-dessus, p. 474), avait reçu du fils de Du Moulin tous les renseignements sur lesquels il avait rédigé cette biographie. Peut-être le manuscrit que nous venons de reproduire a-t-il fait partie des documents dont il s'agit.

GÉNÉALOGIE DU NOM, MAISON ET FAMILLE DES CROMMELIN

ÉCRITE EN HOLLANDE, PAR LE RÉFUGIÉ SEPTUAGÉNAIRE JACOB CROMMELIN, EN

1712.

Nous avons reçu de M. de Dompierre de Jonquières, de Copenhague, communication d'un document qui, pour être une nomenclature généalogique, n'en sera pas moins lu avec un réel intérêt. Ecrite par le réfugié Jacob Crommelin, et achevée le jour même où il atteignait sa soixantedixième année, cette pièce a un caractère particulier et touchant, indépendamment des informations qu'elle apporte à l'histoire de plusieurs familles alliées aux Crommelin, celles par exemple des de Joncourt, des de Coninck, des Rapin-Thoyras, etc., etc.

Au nom de Dieu.

Armond CROMMELIN et sa femme, vivoient dans le seizième siècle, dans un tems de troubles, de guerres, de persécutions cruelles, sous le règne, premièrement, de l'empereur Charles le Quint, et ensuite sous la domination tyrannique de Philippe deuxième, son fils, cause de la dispersion de plusieurs familles des Pays-Bas, du nombre desquelles pouvoit être celle dudit Crommelin, et que ses descendants ne peuvent remonter au tems et à l'origine de ses ancêtres.

La mémoire de ce que dessus a passé de père en fils jusqu'à la sixième génération de son nom, portant que ledit Crommelin faisoit sa demeure ordinaire aux environs de Courtray, dans sa maison de campagne, où il faisoit valoir des biens-fonds considérables, et qu'en même tems il tenoit des facteurs et serviteurs audit Courtray et ailleurs, qui acheptoient et envoïoient sous luy un nombre presque inonbrable de toute sorte de toilles dans les pays étrangers, et surtout en Angleterre.

Les enfans qu'ils ont laissés sont sept, savoir : Pierre, Josse, Adriaen, Martin, Jean, et deux filles, mariées à Jean et Robert Deleau frères. Pierre Crommelin épousa Catherine Cazier, fit sa demeure et son établissement à Cambray, où il faisoit un si prodigieux négoce de toilles batiste et clère, qu'il estoit obligé d'envoier ses serviteurs, chargés de jacobus, espèce d'or d'Angleterre, et de pistoles d'Espagne, à

Saint-Quentin, pour y achepter des batistes qu'il faisoit passer chez luy, et les envoioit, avec celles de Cambray, blanchir et aprester à Haarlem, d'où elles estoient envoiées dans les pays étrangers, et principalement en Engleterre. Mais après avoir acquis de gros biens durant une assez longue espace de tems, la ville de Cambray fut prise par les Espagnols sur Madame de Balagny, soy-disant princesse de Cambray, ce qui obligea ledit Crommelin d'en sortir, n'y pouvant plus jouir de la liberté de conscience; et après avoir inutilement tenté de s'établir à Saint-Quentin, auprès de son frère Jean, qui s'y estoit marié, il se retira à Middelbourg, en Zéelande, où il mourut en l'année 1609, laissant de grands biens à deux siennes filles muettes, qui ont épousé, du vivant et après la mort de leur père, savoir : Marie, Nicolas Dewal Rogiers, de Haarlem, et Catherine, William Courten, de Londres, morts sans enfans. Mais de Marie sont issues trois filles, Marie (Catherine et Marguerite jumelles), et un fils nommé Matieu, qui mourut garçon à Reims, en voyageant. Marie a épousé Jacques Pergens, Catherine a épousé Jean Beck, d'Aix-la-Chapelle, et Marguerite Pierre Deleau, son cousin, fils ou neveu de Jean ou de Robert Deleau cy-dessus. De ces trois sœurs ne reste de connoissance que les enfans de Catherine et de M. Beck, qui ont laissé deux fils nommés Jean et Nicolas, et trois filles, Marguerite, Catherine et Sara. La première a épousé M. Becker, député perpétuel de la province de Zéelande aux Etats généraux, décédé à La Haye en 1708, sans enfans, la seconde M. Aubert, décédés l'un et l'autre sans enfans; la troisième a épousé en premières nopces Jean Elfsdyek, conseiller au conseil de Flandres, qui a laissé une fille; sa vefve a épousé en secondes nopces M. Caw, seigneur de Domburgh, mort sans enfans. Jean Beck fils et Gertruid Gyselvig, sa femme, ont laissé une fille unique; Nicolas Beck est mort garçon, à Paris. Sara Elfsdyek a épousé en premières nopces Jean Evertsen, petit-fils de feu l'amiral de Zéelande Evertsen, qui a laissé un fils, et en secondes nopces M. Doys, colonel.

Catherine Beck, fille de Jean Beck, a épousé M. Hogendorp, receveur de la généralité des sept Provinces-Unies, qui ont fils et filles.

Josse Crommelin s'établit à Haarlem, et fit négoce des toilles de Frise dites toilles d'Hollande, et devint riche; il estoit anabaptiste et fort ménager. Il épousa Jeanne Ruyshout, de laquelle il eut les neuf enfans suivans. Sa mort fut tragique, ayant esté malheureusement nayé dans la mer de Haarlem, allant à Leiden. Il laissa Pierre,

Armand, Jean, Jacques, Adrian, Josse, Catherine, Susanne et Marguerite. Des six garçons, il n'y eut que Pierre et Jacques qui eurent des enfans, et le seul Isaac, fils de Pierre, qui fut marié, n'a laissé que deux filles. Entre les autres quatre frères, Adrian fut renommé négociant, et joignit à son négoce ordinaire de toilles diverses entreprises où il acquit de grands biens; c'est luy qui fit bastir, en l'année 1657, cette belle blancherie qui a deux pavillons réguliers aux deux bouts, située aux pieds des dunes, à un quart de lieue de Zantfort. De la postérité des trois filles, ne nous reste que peu ou point de connessance.

Adrian Crommelin s'établit à Rouen, y fit des affaires convenables audit lieu, et n'a laissé qu'un fils nommé Jacques, qui ne s'adonna que foiblement au commerce. Il a laissé un fils nommé François, mort garçon, après avoir dissipé beaucoup de biens, et une fille nommée Anne, qui a épousé Albert Vanderschalques, marchand à Rouen, veuf d'une fille de Jean Vandæle; elle a laissé dudit Vanderschalques plusieurs enfans, fils et filles, dont il ne reste qu'une fille nommée Anne, qui a épousé François van Emmerick, et qui demeure audit Rouen, femme de mérite, vivant séparée par force de son mari, réfugié pour cause de religion. Elle a eu la douleur de voir mourir son fils unique, jeune homme bien fait et déjà avancé dans le service du roy dans la marine, au Havre, à l'âge de 25 à 26 ans.

Martin Crommelin n'a laissé aucune trace de postérité de soy, estant mort garçon en Engleterre.

Jean Crommelin, le dernier des fils de son père, fut mis jeune garçon auprès de son frère Pierre, marchand à Cambray, qui l'éleva dans son négoce, et l'envoia souvent avec ses serviteurs en la ville de Saint-Quentin, pour y acheter des toilles batistes, ce qui luy procura la connessance de Jacques de Semery, seigneur de Camas, village situé entre Genlis et Ham, qui luy donna sa fille Marie en mariage, au moien duquel ledit Crommelin s'établit et demeura audit Saint-Quentin. Son mariage fut célébré à Follembroy, château royal entre Chauny et Coucy, le 17 décembre 1595, honoré de la présence de Madame Catherine de France, sœur du roy Henry IV, qui y tenoit alors sa cour.

De ce mariage sont issus quinze enfans dont dix sont morts, partie dès leur naissance et partie en bas âge; les cinq qui sont restés après

le décès de leurs père et mère sont Pierre, l'aîné de tous, Marie, Jean, Catherine et Adrien, le dernier.

Ledit Crommelin père a augmenté considérablement le négoce desdites toiles batistes audit Saint-Quentin, où il fit venir à ses propres fraix des hommes et des femmes de Hollande tirés des blancheries aux environs de Haarlem, au moien desquels il établit des blancheries ou blanchissages à la façon d'Hollande, et même fit bâtir à Chauny, à cause de la guerre et pour plus de sûreté des envoys de ses marchandises à Paris et autres villes du royaume deux blancheries nommées la grande et la petite burie, et une ploverie dans la ville pour les aprestes, d'où elles estoient envoiées où besoing estoit. Ledit Crommelin vendit avant sa mort la seigneurie et terre de Camas, soit à cause des troubles de la guerre, ou pour ôter tout sujet de jalousie qui pourroit naître après luy entre son aîné et ses frères.

Marie a épousé Pierre Lombard, de Londres, desquels nous n'avons eu connessance d'aucune postérité, ce qui nous fait présumer qu'ils n'ont eu ou laissé aucun enfant.

Catherine a épousé en première nopce Abraham Desdeuxvilles, de Londres, duquel elle a eu une fille nommée Elisabeth, et en seconde David Otghers, duquel sont deux fils.

Elisabeth Desdeuxvilles a épousé M. Mars, décédé depuis peu, qui luy a laissé un fils nommé Nicolas, qui a épousé une petite-fille d'Olivier Cromwell, protecteur d'Angleterre.

Pierre Crommelin naquit au château de Mouy-Saint-Far, à deux lieues de Saint-Quentin, le 28 novembre 1596; eut l'honneur d'avoir pour maraine Madame.

Il épousa Marie Desormeaux, native de Cambray, laquelle luy a laissé en mourant, en l'année 1650, 51 ou 52, sept enfans, savoir : Jean, Pierre, Jacques, Samuel, Armand, Marie et Jeanne. Il mourut âgé de quatre-vingt et quelques ans, fort infirme.

Jean épousa Elisabeth Marin, qui luy donna trois enfans, Pierre, Jean et Marie; il mourut jeune, ainsi que son frère Pierre, qui se maria à Nismes, et eut un fils nommé Pierre, qui mourut enfant en la maison de son ayeul, de son vivant.

Pierre, fille d'Elisabeth Marin, épousa Marie Vauquet, d'Amiens, restée vefve; en 1702 ou 1703, avec un fils nommé Samuel, qui a épousé une Tabary de Guise, et une fille nommée Elisabeth, qui a

épousé M. Philippy, élu à Saint-Quentin; le frère et la sœur ont des enfans.

Jean, fils de ladite Marin, est mort garçon.

Marie, sa sœur, a épousé en première nopce Nogared, commis aux aydes à Saint-Quentin, qui mourut jeune et a laissé une fille mariée à Barbier, commis aux aydes à Rouen; sa mère a épousé en seconde nopce Le Prestre, dont il y a des enfans.

Jacques, fils de Marie Desormeaux, vint en Hollande en 1657, en compagnie de son cousin Adrien Crommelin, fils de Josse, qui luy fit épouser Marie Cluyskens, sa parente, issue de l'un des frères Delcau, de laquelle il eut deux fils, Henry et Pierre. Il quitta Saint-Quentin après la mort dudit Adrien et vint s'établir à Haarlem, où il est mort; sa vefve épousa en seconde nopce Jacques Froment; elle et luy ont laissé une fille.

Henry demeure garçon à Haarlem; son frère Pierre a épousé une Rotterman, qui luy a laissé en mourant un fils et une fille, luy estant allé aux Indes orientales.

Samuel, fils de Marie Desormeaux, a épousé Madelaine Testart, fille de Ciprien Testart et de Marie Bossu; ils ont vécu l'un et l'autre passé soixante ans, et sont morts à Haarlem, lieu de leur refuge, estans sortis de France en 1685 et en 1687, fuïant la persécution. De vingt-deux ou vingt-trois enfans, ils ont laissé Pierre-Samuel, Anne, Henriette, Henry-Samuel, Jeanne, Catherine, Alexandre, Eunice, Madelaine et Benjamin. Pierre-Samuel a épousé en première nopce Catherine Pajon, d'Orléans, qui mourut en 1704, et a laissé trois fils et trois filles, dont l'ainée, nommée Catherine, a épousé Etienne Fizeau, associé avec son beau-père, qui a épousé en seconde nopce de laquelle il n'a point d'enfans.

Anne a épousé, avant la révocation de l'Edit de Nantes, Louis Crommelin, son cousin issu de germain, fils de Louis Crommelin, cy-après nommé, et de Marie Mettayer, l'un et l'autre sortis de France en 1685: fuyant la persécution, se sont retirés en Hollande avec un fils et une fille, et choisi la ville d'Amsterdam pour demeurer, où ils ont eu beaucoup de disgrâces dans plusieurs entreprises; se sont retirés ensuite en Irlande, où, par l'apuy et la protection du roy Guillaume III^e, de glorieuse mémoire, ledit Louis a jetté les fondemens d'une manufacture de toilles façon d'Hollande et autres, en la ville

de Lisburn, où il a attiré toute la famille de son père et nombre de réfugiés françois, hommes et femmes, qui travaillent et prospèrent de jour en jour, par la bénédiction de Dieu. Henriette a épousé à Haarlem son cousin germain, Samuel le Febure, de Rouen, marchand de toilles; ils ont plusieurs filles et point de garçon.

Henry-Samuel a épousé en première nopee Catherine Crommelin, sa cousine germaine, fille d'Armand Crommelin, son oncle cy-après nommé, et d'Emilie Hohepied, morte sans enfans; et en seconde nopee Jacoba Wyckefort, de laquelle il a fils et filles; sont demeurans à Haarlem.

Jeanne a épousé M. Mangin, marchand à Berlin, et ont des enfans, un garçon et une fille.

Catherine a épousé en première nopee M. de Rollas, capitaine suisse au régiment de Il a esté tué au siège de Venlo; il a laissé un fils et une fille; et en secondes nopee elle a épousé Rouzier de Montpellier, marchand à Haarlem.

Alexandre a demeuré et fait commerce à Hambourg, d'où il s'est retiré en Irlande, à Lisburn, auprès de son beau-frère Louis Crommelin. Il y a épousé

Eunice a épousé Paul Bion, de La Rochelle, et luy a laissé, en novembre 1711, plusieurs enfans; il demeure à Amsterdam.

Maüelaine a épousé Jean Fizeau, marchand à Amsterdam; ils ont plusieurs enfans, fils et filles.

Benjamin a pris le parti des armes, porté à ce faire par son beau-frère de Rollas, et après avoir passé en peu d'années par les degrés de la milice, et avoir donné des preuves de sa bravoure et de sa capacité, nos seigneurs les États l'ont fait capitaine dans leur régiment des gardes blenes. Il a épousé Catherine-Elisabeth Slecher, fille et petite fille de MM. Slecher, receveurs de l'amirauté d'Amsterdam.

Armand, fils de Marie Desormeaux, a épousé Emilie Hohepied, et s'est établi à Haarlem, marchand de toilles. Il a laissé à sa mort quatre filles et un garçon; l'aînée, Emilie, a épousé Tessemaker; Catherine, son cousin Henry-Samuel Crommelin, cy-dessus nommé; Ventie demeure à marier, et la plus jeune est morte à l'âge de 10 à 12 ans. Le garçon, nommé Jean, a épousé une riche héritière, fille unique; ils demeurent à Leiden, et n'ont pas d'enfans.

Marie, fille de Marie Desormeaux, a épousé en première nopee Jean Rondeau, banquier à Paris, qui luy a laissé à sa mort six filles et

deux garçons; savoir : Marie, vefve de M. Duvidal, sans enfans; Jeanne a épousé M. Delas, duquel reste un fils; Henriette a épousé M. de Belmont, décédé, receveur des traittes à Saint-Quentin, qui a laissé un fils; Anne a épousé M. Gline, receveur des aydes à Argenteuil près Paris, l'un et l'autre morts sans enfans; Madelaine a épousé Samuel Vauquet, d'Amiens, réfugiés et établis à Amsterdam, où Dieu les a bénits : elle a laissé en mourant plusieurs enfans; Marianne a épousé M. de Gollancourt, seigneur dudit lieu, à une lieue de Ham; il a été receveur des traittes à Saint-Quentin avant M. de Bellemont, puis s'est retiré sur sa terre; n'ont point d'enfans. Jean a épousé Susanne Crommelin, sa cousine issue de germain, fille d'Abraham Crommelin, cy-après nommé, et de Marie Boileau; il s'est établi à Saint-Quentin, dans le négoce des toilles, où il a gagné beaucoup de biens; il fut d'abord receveur du sel, puis receveur du tabac. Ils ont plusieurs enfans, fis et filles. Pierre est mort garçon. Leur mère a épousé en seconde nocee Pierre Cadelan, qui en a eu une fille nommée Catherine, mariée depuis peu à un vieil officier de guerre fort riche, en Provence ou Languedoc.

Jeanne, fille de Marie Desormeaux, a épousé Jacques Le Maistre, qui, par son savoir-faire, de sous-fermier devint un des fermiers généraux; sa femme est décédée quelques années avant luy, et luy s'estant fait tailler de la pierre en 1706, à l'âge de 78 ans, mourut de cette opération. Il a laissé plus de quinze cent mil livres de biens clairs et nets à ses enfans et petits-enfans, qui sont : Marie, femme d'André Crommelin, son cousin cy-après nommé, auquel elle a laissé en mourant plusieurs enfans, fils et filles. Isaac, qui mourut peu de jours après son père, et a laissé deux garçons de Judith Le Maistre, sa cousine germaine; un fils unique de sa fille Madelaine, qui avoit épousé M. de Guillereau, seigneur de Bleré.

Jeanne, qui a épousé le marquis d'Ezenet.

Henri, qui a épousé la fille de M. Etienne Demennes, fameux banquier à Paris.

Jean Crommelin naquit à Saint-Quentin le 19 mars 1603, et fut le cinquième enfant de ses père et mère. Il a épousé, à l'âge de 20 ans, Rachel Tacquelet, fille unique de Guillaume Tacquelet et de Marie Maucroix, demeurans au Castelet, à l'âge de 14 ans. Ils ont eu dans le cours de vingt-sept ans quinze enfans, dont il ne reste plus que trois en l'année 1712; savoir : Jacob, écrivain des présentes,

Daniel et Ester. Cy-bas sont la naissance et les noms desdits enfans.

Le premier, Louis, né le 2 décembre 1625.

Le second, Marie, née le 5 mars 1627.

Le troisième, une fille, née le 28 juillet 1628, n'a vécu qu'une heure.

Le quatrième, Abraham, né le 22 aoust 1629.

Le cinquième, Catherine, née le 20 juin 1632.

Le sixième, Rachel, née le 21 juillet 1634.

Le septième, Anne, née le 7 septembre 1636.

Le huitième, Jean, né le 16 janvier 1639.

Le neuvième, Isaac, né le 28 novembre 1640.

Le dixième, Jacob, né le 26 may 1642, jour de la bataille de Honneecourt.

Le onzième, Isaac, né le 2 febvrier 1644.

Le douzième, Guillaume, né le 25 avril 1645.

Le treizième, Daniel, né le 28 febvrier 1647.

Le quatorzième, Ester, née le 3 juin 1648.

Le quinzième, Madelaine, née le 10 juin 1652.

Le père desdits enfans est décédé dans sa maison le 4 juin 1659, et la mère le 10 aoust 1686, en la ville de Paris, entre les bras de sa fille Catherine et de son fils Jacob, âgée de 77 ans, enterrée dans le cimetière de l'Eglise Saint-Sulpice, sous la persécution.

Louis a épousé, en l'année 1648 ou 49, Marie Mettayer, fille de Jean Mettayer et sœur de père de Samuel Mettayer, tous deux ministres de l'Eglise de Haucourt. Il estoit la fleur de la maison de son père, tant par sa naissance que par sa vertu. Il mourut le 10 novembre 1669, à l'âge de 44 ans, d'une rupture en l'aine, appelée herne ou hernie. Il a laissé huit enfans, savoir : Rachel, Anne, Catherine, Louis, Marie, Jeanne, Samuel-Louis et Guillaume.

Rachel épousa, en 1670, Robert Lallemant, de Valenciennes, d'où son père fut attiré par Monseigneur Colbert, pour établir, à la Ferréau-Col, la manufacture de baracans qui n'a point réussi par la mauvaise conduite dudit Robert, qui fut à la fin obligé de se retirer en Espagne pour ses debtes. Sa femme mourut chez sa mère, à Saint-Quentin, sans enfans.

Anne a épousé Isaac Cousin, de Meaux. Ont demeuré à Paris jusqu'à la révocation de l'Edit de Nantes, et se sont réfugiés en Hollande pour cause de religion, et de là en Irlande, à Lisburn; n'ont point d'enfans.

Catherine a épousé Jérémie Bourgeat, de Vitry en Champagne, demeurant à Paris où ils ont fait une grosse fortune; elle y est morte. et a laissé deux garçons et deux filles; l'aînée a épousé M. Ducandál, et n'ont point d'enfans; l'aîné des garçons a épousé la fille aînée d'André Crommelin, son parent cy-après nommé.

Louis a épousé Anne Crommelin, sa cousine issue de germain, ainsi qu'il est amplement rapporté en la page 8; leur fille a épousé M. de Bernière, gentilhomme d'auprès d'Alençon, et leur fils est mort à Lisburn, lieu de leur demeure, au mois de juillet 1711, à l'âge de 28 à 30 ans.

Marie a épousé en première nopee Isaac Testard, de Blois, établi à Londres, après la mort duquel et celle de ses enfans, elle a épousé M. Delueheroix l'aîné, capitaine et major du régiment de Marton, lequel luy a laissé en mourant un garçon et une fille; le garçon vit et n'est point marié; la fille a épousé depuis Daniel Crommelin, son cousin germain, fils de Samuel-Louis cy-dessus nommé.

Jeanne a épousé Abraham Gillot, d'Alençon, où ils ont demeuré jusqu'à la révocation de l'Edit de Nantes, après laquelle ils se sont réfugiés à Amsterdam et de là à Lisburn, où ils ont marié leur fille aînée au fils aîné du susdit Samuel-Louis.

Samuel-Louis a épousé Judith Truffet, de Laon, fille de Daniel Truffet et de Judith Coullcette. Ils ont demeuré à Saint-Quentin, dans la maison paternelle, jusqu'à la révocation de l'Edit de Nantes, après laquelle ils se sont retirés et réfugiés à Amsterdam où elle est morte, et a laissé quatre garçons, dont les deux aînés ont épousé, comme est dit cy-dessus, leurs cousines germaines; luy, estant veuf, a passé et suivi son frère Louis en Irlande, et s'est établi à Lisburn, dans la manufacture de toilles qu'ils y ont dressée. Il a épousé en seconde nopee Mademoiselle de Belcastel, sœur du lieutenant général Belcastel, tué en Espagne à la bataille de

Guillaume : il est veuf et à une fille. Reste garçon et demeure en Irlande.

Marie, fille de Rachel Tacquelet, a épousé Daniel, de la Chambre de Haarlem; ont demeuré quelques années à Chauny, puis à Rouen, où elle mourut en couche en 1660. Elle a laissé cinq enfans : Jean, Daniel, François, Marie et Anne.

Jean s'est établi à Londres et y a épousé une fille de M. Laurent. Il a eu quatre enfans de ce mariage, dont il en reste deux.

Daniel est mort vieux garçon en Irlande, où son père l'avoit renté.

François reste garçon et fait négoce à Londres.

Marie a épousé M. de Vasouy, gentilhomme de Normandie, veuf pour la seconde fois, et mourut en couche de son premier enfant.

Anne est morte fille à l'âge de 18 à 20 ans; leur père est mort à Harlem.

Abraham, fils de Rachel Tacquelet, a épousé Marie Boileau, vefve d'un M. Guenault; ont demeuré quatre ou cinq ans à Paris, puis se sont établis à Saint-Quentin, où il est mort marchand de toiles en l'année 1673; et a laissé quatre enfans : Jean, Angélique, Susanne et Marie. Jean a épousé Jeanne Desavenelle, de Péronne, qui luy a laissé, en mourant enceinte, un garçon et une fille. Il a épousé en seconde nocee Elisabeth Langevin, d'Amiens, de laquelle il a plusieurs enfans; ils demeurent à Charleville, ayant mal fait leurs affaires.

Catherine, fille de Rachel Tacquelet, a épousé en première nocee François de Coninek, d'Anvers, lequel luy a laissé en mourant à Rouen, en l'année 1662, quatre enfans : Catherine, François, Frédéric et Jean. Elle s'est remariée, quelques années après, à Robert Oursel, du Havre, auquel elle a laissé à sa mort, audit lieu, trois filles, Marie et Rachel qui y demeurent, et Ester à Amsterdam.

Catherino a épousé Jean Camin, de Rouen, où ils ont demeuré jusqu'à la révocation de l'Edit de Nantes, et se sont retirés et réfugiés en la ville de Rotterdam. Il luy a laissé à sa mort deux garçons et deux filles; l'aîné des garçons est capitaine dans le régiment. . . . au service de la reine de la Grande-Bretagne; le second, nommé Abraham, est auprès de sa mère, à Amsterdam, où elle négocie depuis la mort de son mari; sa fille aînée, nommée Marie, y est aussy, et sa cadette, nommée Catherine, a épousé An.-Fréd. Pigon, de Londres, où ils demeurent.

François est mort garçon à Rouen, estant en procès contre son beau-père, pour des prétentions sur la succession de son père, ce qui a fort avancé la mort de sa mère.

Frédéric a épousé en Angleterre Marie Camin, fille de Louis Camin, d'Abbeville. Elle sortit de France en 1686. Promise audit Frédéric, qui demeure à Schiédam et fait le commerce de tannerie. Sa femme a pris maison et boutique à Amsterdam depuis deux ans, avec trois filles, Marie, Catherine et Ester. Ils ont, outre ces trois filles, deux garçons nommés Jean et François.

Jean a épousé à Rouen Marte Duval, avec laquelle il s'est retiré et réfugié à Londres pour la religion; elle y est morte peu d'années après et luy a laissé deux filles, Catherine et Marie, qui se sont établies à Amsterdam. Luy estant passé à Rotterdam pour ses affaires, s'y est malheureusement payé en revenant fort tard chez son beau-frère Jean Camin, où il logeoit.

Marie Oursel reste fille, ne s'estant voulu marier; ayant refusé un parti des plus avantageux, recherchée pour son mérite, le ciel l'ayant douée d'un esprit supérieur, ce qui se prouve par sa conduite et par ses lettres.

Ester a passé en Hollande pour la religion; elle s'est établie à Amsterdam où elle a épousé Philippe Meusnier, y demeurant, et n'ont point d'enfans.

Rachel reste fille au Havre, auprès de sa sœur Marie.

Rachel, fille de Rachel Tacquelet, a épousé, en l'année 1656, Pierre Testard, marchand à Saint-Quentin, veuf de Catherine Bossu, qui luy a laissé trois filles, Marie, Elisabeth et Anne. Elle mourut en couche d'un garçon, son huitième enfant, tiré par force de son corps, elle encore vivante, ayant perdu tout son sang. Elle a laissé au jour de sa mort, qui fut le premier de l'an 1669, sept enfans, savoir : Rachel, Ciprien, Marie-Madelainé, Pierre, Jean, Angélique et Susanne. Ledit Testard s'est remarié en troisième noce à Anne Baulier, veuve d'Isaac Liévrard, sans enfans, en l'année 1672. Il a eu d'elle six enfans, savoir : Charles, Marianne, Jean-Etienne, Henriette, Louis et Samuel; ces deux derniers sont morts enfans.

Rachel Testard a épousé, en l'année 1677, Pierre le Febure, son cousin germain, marchand à Rouen; leurs enfans sont Rachel, qui a épousé Pierre de Joncourt, marchand à Saint-Quentin; ils ont plusieurs enfans, fils et filles, en l'année 1672,

Ciprien Testard a resté à Saint-Quentin dans la maison et le négoce de son père après sa sortie de France avec sa femme en 1685, fuïant la persécution. Il a perdu la vue en 1702 et a épousé à la fin de 1703, Mariane de Van de Loresse; ils n'ont point d'enfans.

Marie-Madelaine a épousé Jean Benezet en 1681, et ont demeuré à Abbeville où il estoit receveur de traittes jusqu'en l'année 1687, qu'ils sont venus demeurer à Saint-Quentin où il fut directeur; elle y est morte en couche et luy a laissé sept enfans, savoir : Jean-Etienne, Jacques, Jean, Ciprien, Madelaine, Melchior et Pierre; l'aîné a

épousé du vivant de son père Delainejanelle, dont il a des enfans. Ledit Jean Benzet père, mourut subitement à Abbeville où il estoit retourné après la mort de sa femme; en aoust 1710, il estoit receveur des traittes et du tabac.

Pierre a sorti de France avec son père et s'est établi premièrement à Haarlem où il a épousé Judith Brouard fille unique, ensuite il a pris sa demeure à Amsterdam où elle mourut en novembre 1708, sans enfans; il s'est remarié avec Gertrude Slecher, de laquelle il a une fille et un garçon.

Jean est sorti de France avec son père; il s'est embarqué à Amsterdam avec plusieurs jeunes garçons de diverses conditions dans une entreprise projetée par M. le marquis Duquesne (avec le consentement de l'Etat), pour aller se mettre en possession de l'isle Rodrigue; il y a demeuré deux ans avec ses camarades, au bout duquel temps, se voians abandonnés et sans aucune nouvelle, ils ont fabriqué du mieux qu'ils ont pu une barque dans laquelle ils ont abordé, comme par miracle, à l'isle Maurice où le gouverneur Diodati a usé envers eux d'une cruauté inouïe jusqu'à les vouloir faire périr de faim et de misère sur un rocher, où le pauvre Jean Testart se voiant mourir et voulant se sauver dans l'isle, distante du rocher d'environ demi-lieue, il s'est nayé en passant le trajet dans une espèce de bateau qu'il avoit construit à l'insu de ses camarades; ou il est mort dans l'isle d'une manière dont on n'a pu jusques à présent avoir aucune nouvelle.

Angélique est morte fille à Saint-Quentin en la maison de son père.

Susanne a épousé, en 1686, Daniel Robethon; l'un et l'autre sortis de France pour la religion; ont demeuré à Amsterdam, où il est mort jeune; il luy a laissé un garçon et une fille.

Charles Testart, reste garçon et demeure à Haarlem.

Mariane vefve de François Ribot, nayé en repassant de Londres à Rotterdam, a épousé en seconde nopce M. de Rapin cy-devant gouverneur du fils de Milord Portlandt; ils ont plusieurs enfans et demeurent à Wésel.

Henriette a épousé M. Paul Bennette l'ainé, marchand à Amsterdam; elle luy a laissé en mourant jeune, un garçon et une fille.

Jean Estienne, reste garçon; il est passé en l'isle de la Jamaïque au service de M. Galdy de Londres.

Anne, fille de Rachel Tacquelet, est morte à l'âge de 4 ou 5 ans.

Jean, fils de Rachel Tacquelet, destiné par son père à remplir son nom et sa place dans sa maison et dans son négoce, mourut à Rouen, entre les bras de sa mère en l'année 1662, dans la vingt-quatrième de son âge.

Isaac, fils de Rachel Tacquelet, est mort enfant à l'âge de 3 ou 4 ans.

Jacob, fils de Rachel Tacquelet, destiné pour le ministère, alla à Rouen avec sa mère en 1653, fut mis au collège de Quevilly où il étudia deux ans et quelques mois ; il en sortit par le conseil de son beau-frère François de Coninck, qui le mena avec luy et sa femme en Hollande, où il le vouloit établir ; ce qui n'a point réussi par son peu de soumission à ses maîtres, de sorte que son père estant décédé en 1659, il revint en France auprès de sa mère et de son frère Louis au commencement de 1660. Il demeura chez son dit frère environ deux ans et demi ; ensuite il entra chez sa mère, qui luy cedda son négoce en 1663, en faveur de son mariage avec Elisabeth Testart, le 16 septembre de la dite année. Ils ont eu, à Saint-Quentin, dans le tems de dix ans et demi qu'ils y ont demeuré en premier lieu, les huit enfans suivans :

Le 1^{er}, une fille, née le 26 juillet 1664, nommée Camille.

Le 2^e, un fils, né le 9 mars 1666, nommé Ciprien.

Le 3^e, un fils, né le 24 décembre 1667, nommé Jacob.

Le 4^e, une fille, née le 5 décembre 1668, nommée Elisabeth, morte un quart d'heure après.

Le 5^e, une fille, née le 8 juin 1670, nommée Elisabeth-Catherine.

Le 6^e, un fils, né le 23 juin 1671, nommé Daniel.

Le 7^e, une fille, née le 30 aoust 1672, nommée Marianne.

Le 8^e, une fille, née le 1^{er} janvier 1674, nommée Madelaine.

Le 9^e, un fils, né à Paris, le 1^{er} d'aoust 1675, nommé François.

Le 10^e, une fille, née à Paris, le 1^{er} juillet 1677, nommée Catherine.

Le 11^e, une fille, née à Paris, le 30 septembre 1680, nommée Susanne-Marie.

Le 12^e, un fils, né à Paris, le 24 juin 1685, nommé Jean-Baptiste.

La mère des susdits enfans est sortie de France avec les cinq filles cy-dessus et une servante à la fin de l'année 1685, pour fuir la persécution, et s'est sauvée par La Rochelle comme par miracle, a abordé en Angleterre où elle a resté quelques mois, puis a passé avec sa

fille Babet en Hollande, auprès de son père, de sa belle-mère, de ses frères et sœurs du second et troisième liét, ayant laissé les quatre plus petites filles chez quatre de leurs parents; le père, après la fuite cy-dessus et avoir perdu en douze années qu'il a demeuré à Paris, cinquante mil écus ou environ, s'est retiré à Saint-Quentin en 1686 où il a repris le négoce de toilles et par la bénédiction de Dieu, luy indigne, mais pour l'amour de ses enfans il a gagné assez de biens pour avoir pu marier cinq filles et un fils comme il sera dit cy-après, et avoir de quoy vivre luy et sa femme à leur aise en Hollande, où la Providence les a conduits comme par la main en l'année 1708 : mais reprenant le fil cy-dessus.

Camille Crommelin fut mariée à Saint-Quentin vers la fin de l'année 1688 à Daniel Jannot auquel elle laissa deux filles, Elisabeth et Suzanne, le 28 mars 1691, decédée ledit jour en couche d'un garçon qui fut tiré par force, sans vie, étant mort dans le travail de sa mère qui fut des plus rudes, qui se puisse souffrir.

Ciprien sortit de France en 1680, à l'âge de 14 ans et alla en Hollande d'où il passa, six ans après, en l'isle de Ceilan en qualité d'assistant, où ayant achevé les sept années de son engagement et rempli son devoir au gré de ses maîtres, il fut élevé à l'employ de teneur de livres au comptoir de Colombo; et honoré de deux autres charges honorables avec de bons appointemens. Mais Dieu en a disposé autrement, l'ayant retiré du monde en l'année 1695, en la vingt-neuvième année de son âge, fort regretté pour sa capacité.

Jacob sortit de France en 1685, passa en Hollande et peu de tems après à Londres; où il ne resta qu'un an ou peu plus; ensuite voulut voir l'Italie et fut à Venise, d'où il repassa à Londres et vint joindre son père à Saint-Quentin; mais se voyant poursuivi pour sa religion, il se réfugia pour la seconde fois en Hollande, d'où il passa en qualité de commandeur sur un vaisseau à Batavia, où il a demeuré huit années, partie dans le service de la Compagnie et partie libre et travaillant pour soy. Il a repassé en Europe en l'année 1700, et après trois ans de commerce à Amsterdam, il a épousé, en 1704, Ester Torin sa cousine germaine, de laquelle il n'a point d'enfans ni d'espérance d'en avoir.

Elisabeth-Catherine a épousé en l'an 1698, André le Cointe, natif d'Elbeuf, établi à Leiden dans la manufacture de draps; il leur reste une fille nommée Elisabeth-Catherine.

Daniel, destiné aux lettres, donnoit assez d'espérance de succès au commencement de ses études jusqu'à l'âge de 19 à 20 ans ; mais ayant passé en Angleterre après la mort de son père-grand Testart, arrivée en novembre 1693, et estant entré chez M. Vernon à la campagne en qualité de précepteur de son fils (où il n'a resté que 3 ou 4 ans), il n'a plus été possible à son père ni à ses parens de luy faire embrasser aucune profession, s'estant anéanti dans la paresse et la fainéantise jusqu'à passer le plus beau de ses jours en Irlande où il est relégué.

Marianne a épousé en l'année . . . Jacques Courtonne d'Alençon, établi à Londres, veuf sans enfans de . . . Ils n'ont qu'une fille nommée Elisabeth, restée de quatre enfans ; la mère est enceinte du cinquième.

Madelaine a épousé, en l'année 1705, Isaac Torin, son cousin germain, avec lequel elle est fort heureuse ; il ne manque à leur commun bonheur que d'avoir lignée.

François est mort enfant à l'âge de cinq ans, par la négligence d'une servante.

Catherine a épousé, en l'année 1700, Elie Blaquièrre de Sourèze en Languedoc, réfugié pour la religion à la Haye où il s'est établi et associé avec André Pichot, et après sa mort avec son frère Daniel, duquel il s'est séparé à la fin du terme de leur société. Il est honoré par le magistrat de la Haye (à l'exclusion de plusieurs concurrens) de la compagnie des bourgeois du drapeau verd, dont il est premier capitaine ; leurs enfans sont : Jean-Pierre, Ester, Elie, Pierre et Susanne.

Susanne-Marie a épousé, en avril 1703, Olivier Domergue de Saint-Ambroix des Cévennes, établi marchand à Leipzig où ils demeurent ; ils n'ont point d'enfans.

Jean-Baptiste est mort à Saint-Quentin, le 13 octobre 1686.

Isaac fils de Rachel Tacquelet est mort enfant.

Guillaume, comme dessus.

Daniel, fils de Rachel Tacquelet, établi à Paris, a épousé, au mois d'octobre 1674, Anne Testart par le suffrage de son frère Jacob, qu'il sut attirer à Paris sous la flateuse espérance que cette double fraternité rendroit leur société avantageuse de toute manière ; mais la discorde la fit rompre avant huit mois, et le dit Daniel ayant resté à Paris jusqu'en l'année 1680, Nicolas Van Horn luy persuada de s'intéresser avec luy dans la livraison d'un nombre de nègres aux Espa-

gnols de l'Amérique, où se voyant trompé et en risque de la vie, par la mauvaise foy du dit Van Horn, il se trouva fort heureux d'être mis à terre à Cadix, d'où il repassa en Engleterre, où il prit quelques terres à ferme pendant dix ou douze années, jusqu'à ce que finalement il s'embarqua à Londres avec son fils aîné et ses deux neveux, Delachambre et Oursel, pour aller négocier à la Jamaïque où sesdits neveux moururent d'une maladie contagieuse, peu de jours après leur arrivée. Luy et son fils en échappèrent et se retirèrent à la Nouvelle-York, où sa femme le suivit avec son fils cadet nommé Isaac, qui y mourut avec sa mère, en 1702 ou 1703. Il y a marié avantageusement son fils Charles à une fille unique dont il y a des enfans.

Ester, fille de Rachel Taequelet, a épousé en l'année 1665, Jean Torin, marchand à Rouen, qui luy laissa à sa mort, Ester, Isaac et Abraham Torin : et en seconde nopee, elle a épousé Pierre Duchemin de Rotterdam, avec lequel comme estant Hollandois elle est sortie de France en 1685, fuyant la persécution et a passé avec son mari et ses enfans au nombre de cinq audit Rotterdam, où ils demeurent : Il y a esté reçu médecin quelques années après son retour et y exerce cette profession avec beaucoup de succez, joignant à cette science celle de la pharmacie, dans laquelle il est versé et consommé dès sa jeunesse.

Ester Torin a épousé en 1704, Jacob Crommelin son cousin germain, comme a esté dit cy-dessus.

Isaac Torin a épousé, en 1705, Madelaine Crommelin sa cousine germaine, comme dessus.

Abraham Torin est mort garçon à Rotterdam, estudiant et faisant son cours de médecine, à l'âge de 24 ans.

Marie Duchemin a épousé, en 1709, M. Isaac Damaluy, ministre ordinaire en l'Eglise française de Haarlem.

Catherine Duchemin est morte à l'âge de 13 à 14 ans.

Madelaine, fille de Rachel Taequelet, mourut enfant.

Adrien Crommelin, le dernier des enfans de Jean Crommelin et de Marie de Semery, a épousé, le 11 aoust 1641, à Charenton, Susanne Doublet, et ont demeuré l'un et l'autre à Saint-Quentin jusqu'à leur mort; leurs enfans sont : Suzanne, qui a épousé, en 1664 ou 1665, Marin Grotest sieur Duchesnay, fameux médecin à Orléans, auquel elle a laissé en mourant plusieurs enfans, fils et filles.

Adrien s'est marié, vieux garçon, à Marguerite Richard, vefve de

M. de L'Echelle; il est décédé en 1706, seigneur en partie de Mézières, village à deux lieues de Saint-Quentin, et a laissé en mourant deux filles et un garçon.

Antoine est mort vieux garçon, à Lyon où il estoit établi.

Pierre-Etienne, a épousé à Lyon (où il estoit établi et associé avec son frère Antoine cy-dessus) Seignoret, laquelle luy a laissé en mourant à Lausanne, en Suisse, où elle s'estoit réfugiée pour la religion, trois garçons et une fille, savoir :

Adrien, élevé à Saint-Quentin dès son bas-âge, chez son oncle, appelé alors Senancourt, a épousé une fille de M. Rohart, avocat, de laquelle il a fils et fille; il est marchand de toilles.

Pierre a suivi sa mère en Suisse et a épousé à Genève où il est ministre.

Marc-Antoine, âgé de 24 à 25 ans, se voyant peu de biens, est allé aux Indes orientales pour en acquérir.

Marie, fille de Susanne Doublet, a épousé, en 1667 ou 68, Jean Pigou, d'Amiens, où ils ont demeuré jusqu'à la révocation de l'Edit de Nantes, et sont réfugiés en Angleterre, où il est mort; et a laissé plusieurs enfans, dont la connoissance de tous n'est venue à l'écrivain de la présente généalogie, seulement que d'Anselme-Frédéric, qui a épousé, en 1709, Catherine Camin, comme est raporté en la page 15.

Jeanne a épousé à Paris, en 1669 ou environ, François Amonnet, de Londres; ils ont demeuré à Paris, où il estoit établi dans la manufacture des poins de France. Ils en sont sortis fort riches, en 1681, et se sont réfugiés à Londres, prévoyant la persécution. Il y est mort peu d'années après et a laissé trois filles et de grands biens, qui ont esté dissipés par des pertes et par des entreprises ruineuses de Jacques Dufay, son second mari, auquel elle a laissé en mourant plusieurs enfans. Les noms des premiers sont Susanne, qui a épousé M. Grubert, de Lyon; Jeanne, qui a épousé M. Caille, de Genève, et Marte, qui a épousé Andreu.

Anne-Marie a épousé Isaac Milsonneau, bailly de Châtillon, en l'année Il a exercé cette charge avec beaucoup d'honneur et de réputation jusqu'à la révocation de l'Edit de Nantes, après laquelle il ne vécut qu'un an ou dix-huit mois, et mourut à Paris. Il a laissé deux garçons et deux filles, Louise, Isaac, André et Judith.

Louise a épousé M. Maucier, qui avoit une fille unique que son beau-frère Isaac a épousée.

André est mort garçon à la guerre.

Ledit sieur Mauciere et sa famille est sorti de France en 1709, et demeure à Lausanne, en Suisse.

André, demeurant à Paris chez son beau-frère, François Amonnet, a succédé, en 1681, à son florissant négoce de poins de France, et en peu d'années il y a gagné de grands biens. Il a épousé Marie Le Maître, qui luy a laissé en mourant plusieurs enfans, fils et filles; son aînée a épousé le fils aîné de Jérémie Burgeat, cy-dessus nommé, et sa puis-née a épousé Jacques Ducarel, banquier à Paris. Il y a des enfans de l'aînée.

Jean, dit De Bersi, a épousé, en 1687 ou 88, Marie-Ester Foissin, de Paris, qui luy a laissé, en quittant sa maison et la France pour passer à Londres auprès des sœurs de son mari, cinq enfans, savoir : Marie, Louise, Jean, Pierre et David; ces deux derniers petits innocens ont esté malheureusement nayés à Giffecourt, par la négligence d'une servante qui les y avoit menés pour les divertir. Il est décédé dans sa maison, à Saint-Quentin, en l'année 1703. Il y a eu un long procès pour la tutelle des trois enfans restés, qui s'est terminé, par le choix des parens impliqués audit procez, d'un procureur nommé Fouquier.

Fait et arrêté à La Haye, le 26 may 1712, par moy, JACOB CROMMELIN père, susnommé, le jour de ma naissance et de ma soixante-dixième année accomplie.

MÉLANGES.

LES DERNIÈRES PERSÉCUTIONS CONTRE LES PROTESTANTS, SOUS LOUIS XIV.

1711-1715.

Le fragment d'histoire qu'on va lire fut communiqué, il y a un an à peine à l'Académie des sciences morales et politiques par M. Ernest Moret, jeune écrivain déjà avantageusement connu par le premier volume, publié en 1851,

d'un ouvrage intitulé *Quinze ans du règne de Louis XIV*, et allant de 1700 à 1707. Ce morceau faisait partie du manuscrit presque terminé des volumes suivants que M. Ernest Moret se préparait à mettre sous presse, lorsque la mort est venue le frapper prématurément. Le *Journal des Débats* du 21 août dernier, ayant, par la plume de M. Ernest Renan, rendu un juste hommage à la mémoire de cet homme de bien, nous considérons comme un devoir de nous y associer en reproduisant ici ces quelques lignes :

« Une courte et laborieuse existence vient de s'éteindre, en laissant de vifs regrets à tous ceux qui l'ont approchée. M. Ernest Moret, connu par un premier volume d'une histoire générale du XVIII^e siècle, à laquelle il voulait consacrer sa vie, est mort il y a quelques jours, à l'âge de trente-quatre ans. Par le sérieux et la maturité de son esprit, par la modération et la fermeté de ses opinions, par son ardeur pour le travail, M. Moret avait pris un rang distingué entre les jeunes gens qui croient qu'il y a place encore de notre temps pour de généreuses passions. Ce qu'il laisse de notes et de matériaux assemblés est vraiment incroyable. Aucun soin ne le rebutait quand il s'agissait de découvrir la vérité; il avait entrepris de longs voyages pour étudier les documents de l'époque dont il voulait se faire l'historien et le critique; plusieurs de ses résultats, communiqués à l'Académie des sciences morales et politiques, avaient paru pleins d'intérêt. Il pensait avec raison que l'histoire politique du XVIII^e siècle est trop rejetée dans l'ombre par l'éclat du siècle précédent, et que cette histoire renferme à beaucoup d'égards le secret de la grande catastrophe qui a suivi. Les persécutions religieuses qui remplirent les premières années du siècle avaient en particulier trouvé dans M. Moret un historien impartial, mais ému. Son livre eût offert l'alliance rare d'un jugement solide, d'un sentiment toujours honnête et de recherches approfondies. Trois volumes presque achevés, et qui, grâce à une pieuse sollicitude, paraîtront l'hiver prochain, prouveront au public ce qu'il était en droit d'attendre de cet excellent esprit, sitôt arrêté dans la voie de son laborieux perfectionnement. »

Nous ajouterons deux mots seulement pour dire que, dans le premier volume de son livre, M. Ernest Moret avait retracé avec un soin tout particulier, et d'après des sources inédites, la guerre des Camisards, et que le fragment qui suit, destiné à faire partie d'un volume ultérieur, offre d'autant plus d'intérêt que la recrudescence des persécutions de Louis XIV en 1713 ne paraît pas avoir jusqu'ici frappé l'attention des historiens. C'est un des faits importants que le jeune écrivain avait le premier étudiés de très près et qu'il s'appliquait à mettre en lumière.

.....
Il semble que nous ayons achevé le récit des persécutions reli-

gieuses et que ce long martyrologe soit épuisé. Il n'en est rien pourtant, et après tant de violences, nous avons d'autres violences à raconter. Letellier, qui frappe les jansénistes, frappe aussi les protestants, et ce sombre tableau demande encore quelques traits. Cette dernière persécution fut la plus odieuse : on s'explique celle des jansénistes, ils luttaient ; ils disputaient aux jésuites leurs écoles et leurs chaires, leurs confessionnaux et le gouvernement de l'Eglise. Le cardinal de Noailles, leur appui secret, avait cruellement offensé le confesseur en faisant condamner son livre. Ici rien de pareil. Les protestants vivent loin de la cour, au milieu de leurs familles, de leurs manufactures ou de leurs terres : ils ensementent leurs champs, relèvent leurs maisons, s'appliquant à réparer les maux d'une guerre qui a ravagé quatre provinces et dévoré cent mille Français, et l'on cherche en vain les motifs de cette seconde persécution, moins cruelle, mais plus odieuse que celle qui accompagne la révocation de l'Edit de Nantes. N'en trouvant pas, on reste épouvanté du fanatisme de cet homme, capable, dit un ecclésiastique, de tout incendier pour ce qu'il appelait la cause de Dieu (1). Une telle persécution montre à nu tout l'orgueil et toute la perversité de son âme.

La persécution s'annonça par un supplice, qui suivit la violation la plus scandaleuse et la plus manifeste du droit des gens. Après la déroute et l'extermination de ses compagnons d'armes, un des derniers camisards, nommé Saint-Julien, s'était réfugié à Genève. C'était l'un de ces hommes intrépides et infatigables, qui, exposant chaque jour leur vie, passaient au milieu des sentinelles royales du Languedoc en Suisse, et de Suisse en Languedoc, pour porter aux insurgés des lettres et des fonds venus de la Hollande ou de l'Angleterre. Confiant dans la neutralité du territoire helvétique, Saint-Julien se proposait de passer de Genève dans les Pays-Bas. Mais l'implacable ennemi des protestants, l'intendant du Languedoc, Bâville, qui n'avait pu le saisir en France et suivait depuis longtemps sa trace à l'étranger, résolut de le surprendre au moment où il quitterait Genève, et de l'envoyer à la mort. Averti par les nombreux agents qu'il entretenait en Suisse, que Saint-Julien devait traverser le lac Léman à son départ, Bâville lui dressa un piège pour l'arrêter au passage. Par ses ordres, un lieutenant d'infanterie, nommé d'Ar-

(1) L'abbé Millot, l'éditeur des *Mémoires du duc de Noailles*.

quier, prépara à Versoix, ville française alors (1), située près de Genève, et sur les bords mêmes du lac, un bateau et une escorte, et se tint prêt à saisir le camisard. Le jour venu, comme Saint-Julien traversait le lac, dont les eaux appartenaient au canton de Berne, le lieutenant d'Arquier sort de Versoix, sur le bateau préparé d'avance, s'élance à la poursuite du fugitif, le saisit au milieu du lac, le ramène sur les terres de France et l'envoie chargé de chaînes à Bâville. Cette capture combla de joie l'intendant, et comme s'il eût craint de laisser évader sa victime, il fit instruire sur-le-champ son procès. Le malheureux Saint-Julien fut conduit à Montpellier, jugé, condamné et rompu vif (2).

Quelques semaines après son supplice, parut l'édit du 17 mai 1711, qui commence la persécution générale contre les réformés du royaume. Cet édit leur défendait d'aliéner leurs meubles et leurs immeubles pendant trois ans, sous peine de confiscation. Le roi voulait les empêcher de réaliser leur fortune et de s'enfuir, comme on prévoyait qu'ils le voudraient faire. Un nouvel édit, du 8 mars 1712, enjoignait aux médecins d'avertir les protestants de se confesser le second jour de toute maladie *qui pouvait avoir trait à la mort*, et si le troisième jour, le malade ne présentait pas un billet de confession, de sortir de sa demeure et de le laisser sans secours. Si par devoir ou par sympathie, le médecin renvoyait le malheureux voué à la mort, il était passible, la première fois, d'une amende de trois cents livres; la seconde, d'une interdiction de trois mois; la troisième, privé de sa profession (3).

Un nouvel édit, du 8 mars 1712, dépassa les deux autres. Il commençait par un mensonge : l'édit partant de ce principe qu'il n'y avait plus de huguenots en France, attendu que le séjour que ceux de la religion prétendue réformée ont fait dans le royaume, était une preuve *plus que suffisante*, qu'ils avaient embrassé la religion catholique, sans quoi ils n'y auraient été ni soufferts, ni tolérés (4), déclarait que tous ceux qui, à partir de ce jour, mourraient sans sacre-

(1) Elle appartient à la Suisse depuis les traités de 1815. Elle fut agrandie par le duc de Choiseul, sous Louis XV. On sait que M. de Choiseul voulait faire de Versoix la rivale victorieuse de Genève.

(2) Avril 1711. Brueys, *Histoire du fanatisme de notre temps*, t. IV. — Court, *Hist. des troubles des Cévennes*, t. III, p. 393, 394.

(3) Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. XX, p. 573.

(4) *Ibid.*, p. 640.

ments, seraient considérés comme relaps, c'est-à-dire que procès serait intenté à leur mémoire, que leur bien serait confisqué, leur corps traîné sur la claie et privé de sépulture, comme celui des criminels de lèse-majesté. Cet édit entraîna des scènes révoltantes : en vertu de la loi, dès qu'un protestant tombait malade, les prêtres envahissaient sa maison, apportaient le viatique suivis d'huissiers et de recors, et au milieu des parents en larmes, des voisins curieux ou ennemis, fatiguaient de leurs obsessions et de leurs menaces des vieillards, des femmes, des jeunes filles (1). Si le malade repoussait le prêtre, sa famille était ruinée, et sa mémoire publiquement flétrie. Quelquefois, surtout dans le Midi, le peuple s'attroupait devant la maison de l'hérétique et demandait à grands cris son corps. On amenait la claie aux applaudissements de la foule. On y plaçait le mort nu, à peine refroidi (2), devant les obscènes railleries des assistants, puis après l'avoir traîné dans le ruisseau, à travers les rues et les carrefours, pendu par les pieds à un gibet pendant vingt-quatre heures, on le jetait à la voirie. Quand l'instruction devait être longue, par une cruelle précaution, on faisait embaumer le cadavre ; d'autres fois on lui donnait une sépulture provisoire, puis on le déterrait, la condamnation rendue, et l'ignoble peine avait son cours (3).

Par une autre conséquence de cet édit, celle-ci détournée, mais non moins infâme, puisqu'il n'y avait plus de protestants en France, tous ceux non mariés à l'église, ne l'étaient plus. Comme le mariage civil n'existait pas à cette époque, il fallut dès lors s'unir devant un prêtre, sinon la loi méconnaissait le mariage, et pour le rompre, elle faisait appel au libertinage ou à l'intérêt. En vertu de cet édit, les époux pouvaient demander la nullité de leur mariage, célébré seulement d'après le rite huguenot, et convoler à de nouvelles noces (4).

(1) Rulhière, *Eclaircissements historiques sur la révocation de l'Edit de Nantes*, t. V, p. 245.

(2) Voy., dans l'*Hist. des Eglises du Désert*, de Ch. Coquerel, t. I^{er}, p. 476, plusieurs applications de cet édit, notamment p. 275, sur le corps de la comtesse de Monjou, à Bagnols.

(3) Sur la procédure de la claie, voy. *Nouveau commentaire de l'ordonnance criminelle du mois d'août 1670*, par M. J. (Jousse), conseiller au présidial d'Orléans. Paris, 1755, in-12, p. 409. — Voy. encore *Institutes du droit criminel*, par M. Muyard de Vouglans, p. 409.

(4) Il y eut, sous Louis XV, plusieurs exemples d'application de cet édit. Un de ces mariages calvinistes fut ainsi cassé devant le parlement de Grenoble, malgré l'éloquent réquisitoire du célèbre et vertueux avocat général Servan, sur la demande du mari. La pauvre femme, qui avait des enfants, resta ainsi abandonnée, déshonorée et ruinée. On lui alloua seulement une petite pension. — Voy. Ch. Coquerel, t. II, p. 455.

Les protestants demeuraient ainsi comme des parias au milieu de la société française. Quelques-uns se mariaient à l'église, puis devant le pasteur; la plupart s'unirent seulement d'après leur culte, jusqu'au moment où Louis XVI leur accorda enfin un état civil. Ainsi au moment de paraître devant Dieu, alors qu'il prodiguait aux fils de Madame de Montespan, issus d'un double adultère, les droits et les bienfaits d'une naissance légitime, Louis XIV disputait à huit cent mille Français l'honneur de leurs femmes et de leurs enfants, et il les forçait à se parjurer publiquement, ou à vivre dans le concubinage et à n'enfanter que des bâtards.

Ce n'est pas tout : les anciennes et épouvantables ordonnances publiées à l'époque de la révocation de l'Edit de Nantes, continuent d'être en vigueur, et elles oppriment les réformés depuis le berceau jusqu'à la tombe. A peine nés, ils sont arrachés à leurs familles, baptisés de force, conduits de force aux écoles catholiques, où des prêtres leur enseignent le plus souvent, avec la religion romaine, le mépris et l'horreur de leurs parents. Les filles sont enfermées dans des cloîtres, où elles entrent quelquefois pour n'en plus sortir (1). Les jeunes calvinistes ne peuvent quitter le royaume avant seize années, dans la crainte qu'ils ne rejettent à l'étranger ces doctrines qu'on vient d'imposer à leur faiblesse. Devenus hommes, et dès leurs premiers pas dans la vie, ils se trouvent arrêtés par les édits royaux, qui leur interdisent toute fonction publique, même la plus humble. Dans ces carrières commerciales et industrielles qu'on leur abandonne, ils sont gênés par les mille entraves d'une législation partielle et ennemie. Leur seul titre de protestant est une présomption de dol et de mauvaise foi. Dans les affaires les plus simples et les plus communes de la vie civile, où il ne s'agit que d'une dette, de l'exécution d'un contrat, de la revendication d'une limite ou d'un héritage, la religion du calviniste est le plus fort des arguments invoqués par un adversaire orthodoxe. Le clergé, les dévots, les congrégations, interviennent chaque fois dans l'affaire et se déchainent en sollicitations auprès des juges. On n'entend dans le barreau que ces sortes de discours : « J'ai affaire à un homme d'une religion odieuse à l'Etat, et que le roi veut exterminer : je plaide contre un hérétique. » Cette

(1) Ces enlèvements d'enfants des deux sexes se prolongèrent jusqu'à la fin du règne de Louis XV.

déclaration est la pièce décisive du procès, et elle suffit le plus souvent au gain de la cause (1).

Jusque dans leurs maisons, les protestants sont livrés aux tracasseries du clergé et des officiers royaux, et à des investigations vexatoires et misérables qui, se renouvelant chaque jour, gênent chaque jour la liberté de leurs actions et de leurs paroles. Ils doivent observer les abstinences et les pratiques extérieures et publiques du catholicisme, assister le dimanche aux offices, se confesser et communier une fois l'an. S'ils l'oublient, s'ils hésitent, s'ils diffèrent, on les menace. On attaque le plus fort par le plus faible, le mari par la femme ou la femme par le mari. On leur répète qu'ils s'obstinent à garder une religion vaincue par entêtement séditieux, par pure désobéissance à la volonté et aux ordres formels du roi. Dans l'impuissance de résister, ils se montrent dans les églises; ils y apportent un corps distrait, un esprit hostile (2), mais ils y viennent, ils assistent aux offices, ils se confessent, ils communient. Moins scrupuleux que les docteurs de l'inquisition, qui refusaient du moins les sacrements aux misérables renfermés dans leurs cachots, parce que, disaient les décrets du saint office, « ce serait une chose horrible que d'admettre aux divins mystères ceux qui sont détenus prisonniers pour les crimes qu'ils ont commis contre ces mystères (3), » les prêtres de Louis XIV traînent les huguenots à la sainte table. Ils savent qu'ils avilissent la religion et qu'ils profanent le plus auguste de ses mystères; ils le savent, et s'ils l'ignoraient, la pâleur et le tremblement de ces étranges néophytes, qui croient se damner sans retour en commettant un tel acte de dissimulation et d'idolâtrie, suffiraient plus qu'il n'est nécessaire pour les avertir, mais suivant les maximes empoisonnées des jésuites, ils préférèrent la soumission à la désobéissance et le sacrilège à l'abstention.

Quant à ceux des réformés qui repoussent énergiquement toute pratique romaine, ils sont dénoncés et d'abord frappés d'amendes considérables, et s'ils persévèrent dans leurs refus, ils sont punis suivant la rigueur des ordonnances. Les hommes sont condamnés à la

(1) Claude, *Les Plaintes des protestants cruellement opprimés dans le royaume de France*. Edition de 1713, p. 10.

(2) Basnage, Préface des *Plaintes des protestants*, de Claude, édition de 1713. p. xxxv.

(3) *Direct. inquisit.*, p. 111, cités par Basnage, même préface, p. xvi.

confiscation de leurs biens, à faire amende honorable, puis envoyés aux galères perpétuelles; les femmes subissent les mêmes peines, la confiscation et l'amende honorable, puis elles sont renfermées dans des couvents ou des prisons (1). Les chaires cependant retentissent de cris de triomphe et les églises de chants de joie. Les prédicateurs et les missionnaires célèbrent ces conversions menteuses et ces communions à main armée, qu'ils rapportent à la puissance et à la gloire de Dieu, comme si Dieu pouvait trouver de la gloire dans la douleur de tant de chrétiens, dont les biens sont confisqués, les femmes cloîtrées, les enfants ravis, dont la conscience est troublée par les remords, et le cœur ulcéré par la haine (2).

Devant de semblables persécutions, l'émigration prévue par le gouvernement recommença. Quelques protestants et les plus riches, parmi ceux qui habitaient les côtes ou les ports, profitant des navires étrangers revenus en France depuis la paix d'Utrecht, s'enfuirent avec leurs familles et leurs fortunes. Un dernier édit du roi interdit sur-le-champ ces émigrations. L'édit du 18 septembre 1713 défendit à tous les nouveaux convertis de quitter le royaume sans une permission écrite, sous les peines portées par les anciennes ordonnances : les galères perpétuelles pour les fugitifs, la mort pour les complices de l'évasion. Le même édit, par une nouvelle violation du droit des gens, défendait aux protestants français, naturalisés à l'étranger, de mettre le pied sur les terres du royaume. On craignait qu'ils ne vinssent entraîner leurs coreligionnaires à leur retour ou faciliter leur départ. L'édit montrant ce mépris de la liberté humaine qui caractérise cette époque, défendait enfin aux réformés de passer par mer d'une province à une autre sans un passe-port. Chaque bourgade devint de la sorte une prison où les calvinistes vivaient sous la surveillance de geôliers ombrageux, sans la permission desquels il leur était défendu de faire un pas (3).

Il faut le reconnaître cependant, en dépit de ces anciennes et de ces nouvelles ordonnances, qui les mettaient hors la loi de leur pays, les protestants restèrent calmes. Ils comprirent enfin que l'inertie était la meilleure des résistances, qu'elle userait la colère des persé-

(1) Préface de Basnage, p. xvi.

(2) *Ibid.*, p. xxx.

(3) *Ibid.*, p. xvi.

cuteurs, et ils attendirent avec résignation des temps meilleurs. Un très petit nombre s'enfuit, un plus petit nombre abjura, les autres se soumirent, en les déplorant, aux pratiques extérieures qui leur étaient imposées pour vivre en France; mais leur haine s'augmentant en raison de la tyrannie, tous restèrent huguenots au fond du cœur. Rejetant, comme ils le disaient, avec une image de l'Apocalypse, la *marque de la bête*, ils célébraient la simplicité de leur culte dans leurs maisons, lisant la Bible et faisant en commun la prière du soir, devant le foyer domestique et les portraits de leurs aïeux (1). Couverts d'habits empruntés, quelquefois de chapelets ou de reliques, pour mieux détourner les soupçons, les pasteurs se glissaient, au péril de leur vie, de demeure en demeure, baptisant les nouveau-nés, mariant les fiancés, exhortant les malades, bénissant les morts. Les réunions générales des réformés étaient impossibles dans les villes, mais il n'en était pas de même dans les campagnes. Quand le pasteur arrivait dans un village, où les fidèles se disputaient le dangereux honneur de lui fournir un asile, la population réformée tout entière allait l'entendre au fond d'un bois, d'une grotte, d'un vallon sauvage, et, comme disaient les huguenots en leur langue biblique : *dans le désert*. Ces assemblées, tenues le plus souvent la nuit, rappelaient, par le mystère et le danger (2), les premières réunions des chrétiens dans les catacombes. Le missionnaire huguenot lisait l'Evangile, y joignait une simple exhortation empruntée aux lieux et aux circonstances, puis donnait aux assistants la communion. Le chant des psaumes ouvrait et terminait la cérémonie. Et tandis que la foule émue recueillait le Verbe sacré, des sentinelles échelonnées dans la campagne, ou montées sur des arbres et des rochers, faisaient le guet et signalaient l'approche des soldats (3). En 1712 et 1713, les inten-

(1) On composa alors une prière spéciale pour ce culte domestique. (Voyez Ch. Coquerel, t. 1^{er}, p. 97.) Elle nous a paru si simple, si touchante, et marquant si profondément le caractère de ce culte persécuté, que nous demandons la permission d'en citer les premières lignes : « Grand Dieu, que les cieux des cieux ne peuvent comprendre, mais qui as promis de te trouver où deux ou trois sont assemblés en ton nom, tu nous vois réunis en cette demeure pour te rendre nos hommages et implorer ta protection... Nous sommes sans temple; mais remplis cette maison de ta glorieuse présence! Nous sommes sans pasteur; mais sois toi-même notre pasteur! Nous allons lire et méditer ta Parole; imprime-la dans nos âmes. »

(2) En vertu des ordonnances, les assistants étaient exposés à perdre leur liberté, et le pasteur la vie.

(3) Nous avons sous les yeux une curieuse gravure du temps, qui représente une de ces assemblées de jour.

dants et les gouverneurs militaires des provinces poursuivirent avec la dernière rigueur ces assemblées. Plusieurs d'entre elles furent dispersées par la force et accompagnées d'arrestations (1). Les tribunaux condamnaient les femmes à la prison, les plus coupables à être rasées et enfermées dans les hôpitaux avec les malades et les fous; les hommes aux galères, le pasteur au gibet.

Comme si on eût craint de corrompre les autres prisonnières par le contact des protestantes, on les enfermait dans des maisons spéciales; les filles dans le vieux château de Carcassonne, au milieu de la sombre ville du moyen âge (2), derrière un double rempart de murailles et de tours crénelées, ensanglantées par une autre guerre religieuse dont le temps n'a pas effacé l'horreur (3); les femmes dans la tour de Constance dont le seul nom causait l'effroi. Elle était située au milieu des marais salés qui entourent Aigues-Mortes, petite ville alors misérable et déserte, entièrement fermée de remparts gothiques (4), et qui, elle aussi, rappelait de sanglants souvenirs (5). Bâtie, dit-on, par saint Louis à son départ pour la Terre-Sainte, la tour de Constance, ainsi nommée sans doute, dit un historien protestant, pour indiquer de quelle vertu devait s'armer le cœur des captifs enfermés dans son sein (6), s'élevait à un angle de la ville,

(1) Ainsi, en 1712, assemblée surprise près de Bordeaux; en septembre 1713, près du Cayla; en octobre 1713, près de Milhan. Dans cette dernière, on fit quatorze prisonniers, dont deux femmes, Mademoiselle de Fontanier, qui fut rasée et enfermée à l'hôpital de Cahors, et Mademoiselle Pelet, à l'hôpital de Rodez. Nous devons ces renseignements inédits à l'obligeance de M. Haag, le savant et consciencieux auteur de la *France protestante*.

(2) Carcassonne se divise, comme on sait, en ville neuve ou basse, et ville haute ou cité, qui est la vieille ville, remplie de rues étroites, sales, escarpées, et de maisons en ruines habitées par les ouvriers des fabriques. C'est dans la cité que se trouve le château ou la citadelle.

(3) Dans la guerre des Albigeois, le jeune vicomte de Béziers, enfermé à Carcassonne, refusa la capitulation qui lui était offerte; il fit sortir de la ville par un souterrain les femmes et les enfants, et ne se rendit qu'après une résistance désespérée. Les croisés violèrent la capitulation conclue avec lui. Leur chef, Simon de Montfort, fit enfermer le vicomte dans une prison où il mourut peu de temps après, non sans soupçon de mort violente, puis il fit pendre ou brûler environ cinq cents Albigeois. Le tombeau de Montfort est encore aujourd'hui dans l'église de Carcassonne.

(4) Ces remparts, mieux conservés encore que ceux d'Avignon, garnis de machicoulis, de créneaux, et flanqués de hautes tours dont les pierres sont taillées en pointe de diamant, ont été bâtis, dit-on, par Philippe le Hardi, fils de saint Louis, sur le modèle de ceux de Damiette. Ils donnent une idée bien précise et bien exacte de la science des fortifications au XIII^e siècle.

(5) En 1421, les troupes royales ayant pris Aigues-Mortes, massacrèrent les Bourguignons qui la gardaient et entassèrent leurs corps dans une tour appelée encore *tour des Bourguignons*, sous des couches de sel pour empêcher la peste.

(6) M. Nap. Peyrat, *Hist. des pasteurs du désert*, t. II, p. 318.

dans la cour intérieure du château d'Aigues-Mortes. C'était une tour ronde et massive, qui se dressait seule et détachée des autres fortifications. Elle était haute de quatre-vingt-dix pieds, large de soixante, et surmontée d'un phare établi sur sa plate-forme, d'où l'on voyait un autre phare élevé sur les rivages de la Catalogne (1). La tour se divisait en deux étages formant deux vastes chambres voûtées, d'une hauteur considérable. On enfermait les protestantes dans la plus haute. Elles vivaient entassées dans ce donjon, éclairées par un large trou de six pieds, percé dans la plate-forme, où dardait le soleil, où tombait la pluie, où le mistral rabattait la fumée d'un foyer placé au centre de la salle, empoisonnées l'été par les exhalaisons des marais qui déciment la ville et lui méritent le triste nom d'Aigues-Mortes (2). Toute pensée même d'évasion était impossible. Des sentinelles veillaient sur la plate-forme. Un escalier étroit et tortueux, fermé par une porte doublée de fer et soigneusement gardée, formait l'unique issue. Les murs avaient dix-huit pieds d'épaisseur. Il eût fallu franchir ensuite une double enceinte, des marais immenses et faire vingt lieues avant de gagner les Cévennes (3). Suivant le propre témoignage d'un ecclésiastique contemporain, on regardait les captives comme des personnes ensevelies (4). Leur seule vue était le ciel sur leurs têtes, à travers la plate-forme, et au fond des murs, à travers leurs meurtrières étroites et grillées, la ville, les marais d'Aigues-Mortes, et dans le lointain, la mer. Combien les heures devaient sembler longues et cruelles aux malheureuses enfermées dans ce tombeau sans nouvelles et sans espoir ! On frémit quand on pense aux générations de martyres qui ont vécu dans cette chambre, et on déteste ces persécutions religieuses si tranquillement inhumaines et si constamment implacables (5).

Les protestants condamnés aux galères étaient envoyés à Dun-

(1) Louvreuil, *Hist. du fanatisme renouvelé*, t. IV, p. 122.

(2) On Eaux-Mortes. La ville n'a aujourd'hui que 3,200 habitants. Voy. *Documents sur le département du Gard*, par M. Rivoire, t. I^{er}, p. 92; Ch. Coquerel, t. II, p. 442, et le curieux ouvrage intitulé : *Tableau de Nîmes et de ses environs*, par M. Frossard. Indépendamment du château de Carcassonne et de la tour de Constance, on enfermait encore les protestantes dans les hôpitaux-prisons de Tarbes, Cahors, Montauban, Pons, Saintes, Die, Vienne, Foix, etc.

(3) M. Nap. Peyrat, t. II, p. 320.

(4) Louvreuil, *Histoire du fanatisme renouvelé*, t. IV, p. 155.

(5) « J'ai vu, écrit un digne fils des vieux huguenots, le président de la Convention, Boissy d'Anglas, j'ai vu, écrit-il à ses enfants, cette tour de Constance. Elle ne peut que vous inspirer un vif intérêt : la bisaïeule de votre mère y ayant

kerque ou à Rochefort, à Toulon ou à Marseille (1). On ne croirait pas, s'il n'était attesté par les récits les plus authentiques, le raffinement de barbarie déployé contre les galériens huguenots. On les conduisait au bague, accouplés à des voleurs et des assassins, attachés au cou, aux mains, aux pieds, *menés en montre* suivant l'expression de Jurieu, pour épouvanter leurs coreligionnaires. On réservait pour eux les plus lourdes chaînes, quelques-unes pesant jusqu'à cinquante livres. S'ils tombaient de fatigue, on les relevait à coups de bâton. Leurs conducteurs volaient sur leur nourriture et ne leur donnaient qu'un pain grossier, juste ce qu'il fallait pour vivre. A leur arrivée au bague, on les enfermait dans les prisons les plus infectes, souvent sur le rivage, où ils couchaient la nuit sans couvertures, et chargés encore de leurs chaînes. On leur mettait alors la casaque et le bonnet rouge, avec une chemise de toile épaisse comme le doigt et des bas de drap. Le travail des galères était ensuite d'une extrême dureté. Les forçats étaient attachés deux à deux sur le banc du navire, sans pouvoir aller plus loin que la longueur de leur chaîne, mangeant et dormant à leurs places. On les occupait à remuer de longues et lourdes rames qui faisaient mouvoir la galère. Contre la pluie et le soleil, le froid si piquant des nuits sur la mer, ils n'avaient d'autre abri qu'une légère toile, qu'on étendait au-dessus de leurs têtes, quand le temps le permettait (2). Une fois en marche, on repliait la toile qui gênait les rames. Le long des banes s'élevait une galerie, où se promenaient les surveillants, le nerf de bœuf à la main. Ceux-ci dépassant les instructions de leurs chefs, accablaient de coups les malheureux qui ne ramaient pas assez vite. A l'heure des offices, au moment de l'élévation de l'hostie, ils forçaient le galérien huguenot

été renfermée étant grosse, comme accusée d'avoir été au prêche, y donna le jour à une fille de laquelle vous descendez. J'avoue que je n'ai rien vu d'aussi propre à inspirer de longs souvenirs, » ajoute l'homme qui a vu de près la plus horrible des morts. Voy. *Essai sur M. de Malesherbes*, 1^{re} partie, p. 381. Cité par Ch. Coquerel, t. II, p. 441. La tour de Constance existe encore.

(1) De nombreuses condamnations aux galères furent prononcées en 1712 et 1713. Nous avons les noms de vingt-neuf des galériens condamnés à cette époque. Ces condamnations avaient quelquefois lieu par *fournées*, suivant le mot de la terreur. « J'ai condamné ce matin soixante-seize malheureux aux galères, écrit Bâville en *post-scriptum*. — Voy. *Lettre de Bâville*, citée par Ch. Coquerel, t. I^{er}, p. 500.

(2) C'est à ces faits que faisaient allusion les galériens protestants dans une requête adressée à la Margrave de Bareuth, sœur du grand Frédéric, à son voyage en France : « Ils peuvent dire, comme ils le déclaraient à la Margrave, avec plus de fondement que Jacob, que le jour les hâte, que la nuit les consume, que le sommeil fuit loin de leurs yeux. » Voy. Ch. Coquerel, t. II, p. 413.

qui ne croyait pas à la présence réelle, à ôter son bonnet. S'il refusait, on l'étendait nu sur le dos. Quatre hommes lui tenaient les mains et les pieds, tandis que le bourreau armé d'une corde goudronnée, roidie par l'eau de mer, frappait de toutes ses forces. Le patient rebondissait sous la corde, les chairs se déchiraient, son dos ne formait qu'une plaie vive et saignante qu'on lavait avec du sel et du vinaigre. Quelques-uns recevaient jusqu'à cent cinquante coups de bâton; s'ils s'évanouissaient, on les portait à l'hôpital, et à peine guéris, on achevait leur supplice (1).

Ces galériens cependant appartenaient aux premières et aux plus honorables familles de France. Nous retrouvons parmi eux des négociants, des fils de pasteurs, des magistrats, des gentilshommes, un de Marolles, un Caumont. On imagine ce que devaient souffrir de pareils hommes dans cet enfer ! Leur seule consolation était la prière, puis de mystérieuses correspondances avec leurs femmes, leurs parents ou leurs amis persécutés ou proscrits eux-mêmes. On quêtait pour eux en France et à l'étranger, comme pour les prisonniers des corsaires barbaresques. Le consistoire de Middelbourg, en Hollande, avait voté en leur faveur deux mille livres par an. A Amsterdam, existait une commission spéciale et permanente « pour ce qui concernait les galères de France. » L'Eglise française de Londres leur adressait de temps en temps des secours recueillis parmi les réfugiés d'Angleterre. Elle conserve dans ses archives des lettres que les forçats huguenots répondaient, au mépris des plus durs châtiments, pour remercier « ceux qui se souvenaient des pauvres captifs. » L'une d'elles, écrite sur un carré de papier, couvert de poussière et rongé par le temps, mais remarquable par la résignation chrétienne et ferme qui l'a dictée, est digne des premiers confesseurs de l'Eglise (2).

Mais ce qu'il y a de plus horrible, c'est qu'une fois enchaînés sur les galères, les protestants n'en sortaient plus. On les condamnait à des peines temporaires, mais à l'expiration de leur temps, on les retenait jusqu'à la mort. Une instruction ministérielle postérieure nous révèle l'authenticité de cet épouvantable règlement. « Le feu roi, écrit le comte de Saint-Florentin, ministre de Louis XV, à M. de

(1) Court, *Hist. des troubles des Cévennes*, t. I^{er}, p. 19. — Voy. les passages de Benoît, de Louis de Marolles, de l'amiral Baudin, cités par M. Weiss, dans son excellente *Histoire des réfugiés protestants*, t. I^{er}, p. 98.

(2) M. Weiss l'a publiée pour la première fois (t. I^{er}, p. 363).

Choiseul, auquel le duc de Bedford, ambassadeur d'Angleterre, avait demandé la grâce de plusieurs forçats protestants, le feu roi (1) avait si fort à cœur l'exécution des déclarations qu'il avait données sur le fait de la religion, que par un règlement particulier concernant le détail des galères, et qui est dans vos bureaux, il décida qu'aucun homme, condamné pour cause de religion, ne pourrait jamais sortir des galères. Et si S. M. s'est écartée des dispositions tant de ce règlement que des édits, ce n'a été que fort rarement, et pour des considérations très importantes, *et en faveur de quelques particuliers seulement.* » C'est ainsi qu'à la paix d'Utrecht, sur les instances de la reine Anne, Louis XIV promit de relâcher 136 protestants retenus au bagne, mais il fit en sorte que quelques-uns à peine sortirent et que la plupart y étaient encore en 1715.

Ce machiavélisme infernal nous explique comment des galériens condamnés à quatre ans, à dix ans de fers, se trouvent encore détenus vingt ans après. On relâchait un voleur et un faussaire, jamais un protestant. Et de même pour les prisons. Les malheureux enfermés dans les forteresses y demeuraient jusqu'à la mort. Lorsqu'en 1768, le charitable et généreux prince de Beauvau, gouverneur du Languedoc, visita la tour de Constance avec le jeune chevalier de Boufflers, ils y trouvèrent quatorze femmes qui, à leur aspect, furent tellement surprises, qu'elles se précipitèrent à leurs pieds, « essayant des larmes et ne trouvant que des sanglots » (2). Plusieurs étaient octogénaires. L'une d'elles, Marie Durand, arrêtée à quinze ans comme sœur d'un ministre exécuté, avait vécu dans ce sépulchre. Elle y était depuis trente-huit ans ! Lorsqu'elle sortit décrépète et pauvre, car son petit bien avait été confisqué, l'Eglise française d'Amsterdam lui fit une pension de deux cents livres, que la généreuse martyre

(1) C'est-à-dire Louis XIV. Cette lettre inédite, dont nous devons encore la communication à M. Haag, porte la date du 16 janvier 1763, et provient des Archives de l'Empire (secrétariat de la maison du roi). Il ne faudrait pas croire que ce règlement ne fut pas appliqué. Nous trouvons dans Dangean, édition Lemontey, t. III, année 1697, une note ainsi conçue : « Le roi a résolu d'ôter de dessus ses galères beaucoup de ceux qui y ont fait leur temps, quoique la coutume fût depuis longtemps établie d'y laisser également ceux qui y sont condamnés pour toute leur vie, et ceux qui y étaient condamnés pour un certain nombre d'années. » — Voy. encore Ch. Coquerel, t. II, p. 412.

(2) « Les couleurs me manquent, dit le chevalier de Boufflers, pour peindre l'horreur d'un aspect auquel nos regards étaient si peu accoutumés, tableau hideux et touchant à la fois, où le dégoût ajoutait à l'intérêt. Nous voyons une grande salle privée d'air et de jour..... » Soit la description de la tour de Constance. (Ch. Coquerel, I, 314.)

partagea avec le dernier galérien de Toulon, Chambon, vieillard octogénaire qui sortait alors du bagne, infirme et ruiné après vingt-sept ans de fer (1).

Vainement au congrès d'Utrecht, un des hommes les plus considérables de l'émigration, l'honnête et consciencieux Basnage (2), à la fois pasteur, diplomate, orateur et historien, et plus fait, suivant l'expression de Voltaire, pour gouverner un Etat qu'une paroisse, éleva la voix en faveur des victimes; les rois protestants fermèrent l'oreille. Le huguenot prit alors la plume, et il en appela au monde et à la postérité. Il réimprima le brûlant livre de Claude (3), rude et laborieux athlète qui avait fatigué Arnauld et Bossuet, mais qui n'était plus là pour combattre, *les Plaintes des protestants cruellement opprimés dans le royaume de France*, et il y ajouta une longue préface, où il dénonçait les faits que nous venons de raconter.

Emu par les souffrances de ses frères, mais plus encore par les périls de leurs âmes, Basnage finissait en exhortant les calvinistes français à passer dans des pays libres. Il les conjurait de quitter des lieux où leur foi, la foi naissante de leurs enfants, qui aiment jusque dans la religion ce qui est propre à leurs âges, était surtout en danger. Il redoutait pour eux l'éclat extérieur du culte catholique, les peintures, le luxe des habits sacerdotaux, des autels et des Eglises, « ces lieux de tentation, disait-il, où l'on est à demi vaincu quand on y entre, et où l'idolâtrie paraît avec tous ses charmes. » Eux-mêmes, ils écoutaient peut-être avec plaisir des hymnes en l'honneur de la créature, parce qu'elles étaient mélodieusement chantées. Ils blâmaient peut-être la rigide simplicité de leur culte et regrettaient le faste des prières et toutes ces cérémonies qui flattaient les sens (4). Il est plus sûr d'éviter le combat, ajoutait Basnage, quand l'ennemi est supérieur. La confiance et la témérité suffisent pour

(1) La corruption ouvrit plus tard ces prisons perpétuelles. A la fin du règne de Louis XV, on trahissait publiquement de la liberté des galériens protestants dans les bureaux du ministère. On rachetait un huguenot des galères, d'abord pour 3,000, puis pour 2,000, puis pour 1,500 livres, à peu près le prix d'un nègre. On faisait ainsi, sous les yeux du roi, la traite des Français. Voy. Ch. Coquerel, t. II, p. 418 et 427.

(2) Jacques Basnage de Beauval, né en 1655, à Rouen, mort en 1723, à La Haye.

(3) Un des plus infatigables polémistes des trois derniers siècles. Né en 1619, il était mort en 1687, en Hollande. Il avait combattu à la fois les jansénistes et les catholiques, et lutté corps à corps avec Bossuet, qui n'avait pu le réduire au silence.

(4) *Plaintes des protestants*, préface de Basnage, p. CLXIV.

faire perdre la victoire. Ceux qui s'exposaient volontairement au martyre, ont souvent apostasié devant les supplices, tandis que ceux arrêtés sur les frontières résistaient courageusement aux bourreaux. Il faut fuir, répétait Basnage ; il faut sortir des lieux où l'on craint la contagion et la violence, afin de vivre et de mourir dans la vérité. A l'appui de son opinion, le proscrit invoquait le témoignage de Tertullien, dans une semblable circonstance, puis ces propres paroles du Sauveur : « Il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes : l'esprit est prompt, la chair est faible » (1).

Après la préface de Basnage, venait le terrible mémoire de Claude, qui semblait sortir du tombeau pour déposer en faveur des victimes, et contenait le récit de toutes les persécutions subies par les protestants depuis la révocation de l'Edit de Nantes. L'ouvrage se terminait par une généreuse et solennelle protestation, que répétait Basnage après Claude : « Nous protestons, disait-il en finissant, contre toutes les violences qu'on nous a faites dans le royaume de France, contre les abjurations extorquées par la force et par les tortures, contre la confiscation de nos biens et le pillage de nos maisons ; nous protestons contre la suppression de notre culte dans toutes les provinces au mépris du plus formel et du plus sacré des traités ; nous protestons surtout contre cette impie et détestable maxime, désormais érigée en dogme dans le royaume, de faire dépendre la religion d'un roi corruptible, et de traiter la persévérance en la foi de crime d'Etat, ce qui est faire d'un homme un Dieu, et autoriser l'athéisme et l'idolâtrie ; nous protestons contre la violente détention de nos frères, pour les empêcher de sortir du royaume et d'aller chercher ailleurs la liberté de leur conscience, et nous supplions tous (2) rois, princes, Etats et peuples, et tous les hommes de quelque condition qu'ils soient, de vouloir bien consentir que ces protestations que nous faisons dans la droiture de notre cœur, servent devant eux et devant Dieu, à nous et à notre postérité, pour la conservation de nos droits et le repos de nos consciences. Ces paroles sembleront bien vaines à ceux qui n'estiment que la force ; mais ceux qui considèrent d'abord la justice, les regarderont comme un monument précieux et sacré, perpétuant et flétrissant, à travers les âges, le sou-

(1) Préface de Basnage, p. CLXV.

(2) *Plaintes des protestants*, de Claude. 119-122.

venir d'une monstrueuse oppression et d'une inqualifiable tyrannie.

Telle fut la dernière persécution des protestants sous Louis XIV. Il est pénible, sans doute, mais il est quelquefois salutaire de rappeler les misères de son pays. Et qu'on ne nous accuse pas de changer le tableau. Si l'on veut savoir ce que pesait la liberté d'un homme sous le gouvernement du P. Letellier, et cela non dans les montagnes du Languedoc, non sur les rivages de la Méditerranée, mais à Paris, sous les yeux, dans le palais du roi; dans l'un des sanctuaires même de la science, à l'Académie des inscriptions, il faut lire la vie de Fréret. Cet illustre et infatigable savant qui, après deux brillants débuts au barreau, où il avait étonné les vieux magistrats par l'étendue de ses connaissances juridiques (1), était à vingt-six ans membre de l'Académie. Ayant lu alors devant ses confrères des Inscriptions une thèse historique sur l'origine des Français, qui parut dangereuse pour la monarchie, il fut interrompu plusieurs fois par l'abbé Vertot, puis dénoncé à Versailles. Fréret menait la vie la plus retirée chez son père, procureur au parlement de Paris. Mais il était neveu de Lenoir de Saint-Claude, agent de Port-Royal, enfermé à la Bastille, client de Noailles, ami de Rollin et de plusieurs autres jansénistes; il n'en fallut pas davantage. On l'accusa d'avoir composé des libelles jansénistes avec une réfutation de l'histoire de France du jésuite Daniel, historiographe pensionné du roi. Sur l'ordre du chancelier Voysin, le lieutenant de police d'Argenson se transporta chez le jeune savant et l'arrêta au moment où, courbé sur une carte, il projetait d'aller en Chine, pour faire concorder la chronologie chinoise avec celle des peuples de l'Occident (2). D'Argenson le fit mettre à la Bastille, où il resta pendant six mois (3).

Tant de persécutions, qui rappelaient les plus mauvais temps des plus mauvais rois, jetèrent un voile de deuil sur les derniers jours de Louis XIV. Elles le montraient agenouillé devant un moine, humiliant dans sa personne la royauté et la patrie, et soulevèrent contre lui les plus implacables des haines, les haines religieuses. La France lui avait pardonné ses amours et son luxe, ses dépenses et ses guerres,

(1) Il avait alors dix-neuf ans.

(2) Il composa à la Bastille une grammaire chinoise, et sa famille eut plus tard beaucoup de peine à le faire renoncer à son voyage.

(3) Arrêté le 26 décembre 1714, il sortit le 28 juin 1715. Voy. sur Fréret la *Biographie universelle*, et le savant examen critique des ouvrages composés par Fréret, par M. le baron Walkenaër.

la banqueroute et la famine ; elle ne lui pardonna point cette tyrannie. Baïllonnée et espionnée par les jésuites, l'opinion se vengea par des écrits. Le nombre prodigieux de satires composées à cette époque contre le roi, Madame de Maintenon et le P. Letellier témoignent hautement de l'impopularité du règne. Les mécontents ne raillent plus ; ils déchirent. Ils demandent à grands cris la délivrance, c'est-à-dire la mort du roi et le supplice du confesseur (1). La haine descend jusque dans les dernières classes de la nation. On répète que Louis XIV porte des reliques, qu'il est affilié aux jésuites, qu'il a prononcé leur quatrième vœu, et le peuple qui juge d'après les faits, accueille avidement ces accusations. Cette exaspération des esprits nous explique la railleuse indifférence de la foule aux funérailles de Louis XIV. Quand le peuple accourut sur les chemins, buvant et chantant devant le cercueil, il ne voyait plus en Louis XIV son roi, mais un jésuite.

ERNEST MORET.

NUMISMATIQUE PROTESTANTE.

UNE MÉDAILLE MUNÉRAIRE DE JEANNE D'ALBRET.

1569.

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Beaumont-lès-Valence, 31 octobre 1853.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous adresser la copie d'un article dont le contenu me paraît rentrer dans le cadre des études de la société. Le volume d'où je le

(1) Voyez notamment une chanson du *Recueil Maurepas*, t. XIII, p. 123. Pour les nombreuses satires composées à cette époque, voy. *Recueil Maurepas*, t. XIII, p. 69 et suiv. L'une de ces chansons du *Recueil Maurepas*, t. XIII, p. 143, est véritablement éloquente. Voici une pièce composée en forme d'épithaphe contre le P. Letellier, qu'on appelait le *R. P. Tricorne*. Nous la citons, parce qu'elle est courte et montre les colères du temps (1715) :

« Cy git Letellier, d'exécration mémoire.
En deux mots, voici son histoire :
Il fut un fourbe déloyal,
Il tourmenta l'Eglise, abattit Port-Royal.
J'admire par quelle aventure
Son corps repose en ce tombeau.
Il devrait être la pâture,
Ou d'un vautour ou d'un corbeau. »

(*Rec. Maurepas*, t. XII, p. 115).

tire est le tome 40^e du *Nouveau choix de pièces tirées des anciens Mercures et des autres journaux*, par M. de Bastide. Il y est donné comme extrait du *Journal de Trévoux*, janvier 1702, page 422.

Veuillez agréer, etc.

PHILIPPE ROGET.

Lettre du révérend père Ménestrier, à M. de Camps, abbé de Signy, contenant l'explication d'une médaille de Jeanne d'Albret, reine de Navarre, mère de Henri IV.

La médaille que l'on vous a donnée, Monsieur, quoique moderne, est très curieuse. Elle a été faite à l'occasion d'un événement considérable de notre histoire, et cependant elle ne se trouve ni dans la *France métallique* ni dans le *Recueil* de Luckurs, qui nous a donné les médailles du XVI^e siècle, ni dans Mézeray, qui a inséré si mal à propos dans son histoire tant de médailles tirées métalliques, qui sont imaginaires, et qui n'ont jamais été vues en espèces d'aucun métal. Celle-ci, au contraire, fut un présent de la reine Jeanne de Navarre aux officiers de l'armée des reistres. Après la mort du prince de Condé, chef des huguenots, cette princesse partit de Xaintes, où elle était, pour aller à Tonnay-Charente ranimer ceux du parti. Là, présentant à l'armée son fils, alors le prince de Béarn et depuis Henri IV, elle jura qu'elle n'abandonnerait jamais la cause commune.

Cependant l'armée des reistres, composée de sept mille cinq cents hommes que le duc d'Aumale n'avait pu empêcher de passer à la Charité, s'avancait sous la conduite du duc des Deux-Ponts. Mais celui-ci, qui était parti d'Allemagne avec la fièvre quarte, mourut aux Cars, et laissa la conduite des reistres à Mansfeld, son lieutenant.

La reine de Navarre donna aux chefs de cette armée des médailles d'or, ou d'un côté étaient son portrait et celui du prince son fils, et au revers les figures que je vais expliquer. Elle donna aux moindres officiers des médailles d'argent, lesquelles avaient le même revers, et au lieu des portraits l'écusson des armoiries de la princesse. Ces armoiries sont parties avec celles d'Antoine de Bourbon, roi de Navarre, son mari. Ainsi on voit, au premier du parti, un écartelé de Navarre et de Bourbon. La partition pour Jeanne d'Albret est coupée de trois pièces en chef, savoir : de Navarre, d'Albret et d'Aragon ; et de quatre pièces en pointe : la première écartelée de Foix et de Béarn, la seconde écartelée d'Armagnac et de Rodez, la troisième

d'Evreux, et la quatrième d'Aragon flanquée de Castille et de Léon, sur le tout de Bigorre.

Jeanne de Navarre portait ces quartiers comme fille unique et héritière d'Henri, roi de Navarre, deuxième du nom, prince de Béarn, comte de Foix et de Bigorre, et sire d'Albret, et de Marguerite de Valois, duchesse de Berry, douairière d'Alençon, et comtesse d'Armagnac.

Ces armoiries ont une couronne fermée, fleurdelisée et fleuronée, pour la distinguer de celle de nos rois qui est seulement fleurdelisée. Elles sont accostées à droite d'une branche de laurier, et à gauche d'une main issante de la pointe de l'écu, et empoignant un sceptre fleurdelisé avec cette légende en deux cercles :

Le cercle intérieur porte le nom et la qualité de la princesse :

JEANNE P. LA G. DE D. ROYNE DE NAVARRE.

L'extérieur porte ces mots :

SEULE ET AVEC LES AUTRES POUR D. LE R. LES L. ET LA P.

paroles qui, unies ensemble, faisaient ce sens : *Jeanne, par la grâce de Dieu reine de Navarre, seule et avec les autres, pour Dieu, le Royaume, les Lois et la Paix.*

Le revers de cette médaille explique le dessein que la princesse proposait à ceux à qui elle en faisait présent.

On y voit trois couronnes ou guirlandes :

L'une de deux palmes avec ces mots en dedans :

OU VICTOIRE ENTIÈRE.

L'autre d'une guirlande d'olivier avec ces mots :

OU PAIX ASSURÉE.

La troisième de cyprès avec des armes et ces mots :

OU MORT HONNESTE.

La reine Jeanne marquait par là aux reistres qu'ils devaient être résolus, ou de vaincre absolument, ou d'obtenir une paix durable pour le parti huguenot, ou de mourir pour la cause commune.

Cette médaille était une médaille munéraire, et comme une marque de chevalerie. Car messire Joseph de Suarez, évêque de Vaison, au chapitre VI de son *Traité De Numismatis et Nummis antiquis*, distingue trois sortes de médailles :

1^o Les monétaires, pour le commerce.

2^o Les honoraires, pour conserver la mémoire des grands hommes.

3^o Les munéraires, pour les présents de chaînes d'or que font les princes avec leurs médailles pendantes de ces chaînes.

Imago principum impressa fuit vario numismatum generi, monetario nimirum, honorario, munerario. Il est clair que la médaille dont il s'agit est de la dernière espèce : aussi a-t-elle une boucle pour être attachée à une chaîne. La main qui empoigne le sceptre marquait la défense du royaume, comme une autre main tenant une épée sous la guirlande de cyprès, marquait aux reîtres qu'ils devaient mourir les armes à la main.

Voilà, Monsieur, ce qui regarde l'explication de la médaille de la reine de Navarre...

BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE

DU PROTESTANTISME FRANÇAIS.

UN RECUEIL DE PIÈCES DU XVI^e SIÈCLE

DE LA BIBLIOTHÈQUE DE L'ÉGLISE REMONSTRANTE DE ROTTERDAM.

1602-1628.

Nos lecteurs se souviennent de la communication qui nous avait été faite par M. A. Réville, d'une curieuse pièce tirée de la bibliothèque de l'Eglise Remonstrante de Rotterdam (*Bullet.*, VI, 207. Cfr. V, 373). Voici d'autres notices intéressantes que M. Réville nous a également envoyées, sur divers livres appartenant à cette même bibliothèque.

I. *Conférence entre Du Moulin et Cayer (1602).*

Sous le n^o 8 (*Miscell. theol.*, part. VII), un vol. petit in-18 renferme plusieurs brochures françaises relatives aux controverses publiques ou privées du XVII^e siècle. J'en rendrai compte successivement.

La première a pour titre : *Le Narré de la conférence verbale et par escrit tenue entre Monsieur Du Moulin et Monsieur Cayer, dédié à Monsieur de La Roche, chevallier, sieur et baron de la Roche, près Chalais, par Archibault Adaire, gentilhomme écossais.* (Sans nom d'imprimeur.) *Imprimé l'an M.DCII.*

L'auteur, au service dudit seigneur (préf., p. 4), a cru venir au-devant de ses désirs en lui transmettant ce récit d'un événement que des commentaires intéressés pourraient défigurer, et qui a tourné au triomphe éclatant de la vérité. Cayer avait publié un livre intitulé : *La Conférence des ministres accordée par eux et puis refusée par eux-mêmes*, etc. Le mot de cette énigme est que Cayer avait, sous un prétexte quelconque, ajourné une conférence convenue entre lui et Du Moulin. Celui-ci ayant dû suivre Madame, sœur du roi, en Lorraine, fut empêché par là d'assister à la conférence ultérieurement proposée, et de là le prétendu triomphe de son adversaire. Mais au mois de mai, Du Moulin étant de retour à Paris (la première rencontre aurait dû avoir lieu en décembre), à la requête d'une honnête dame flottant entre les deux religions, les deux champions comparurent le 28 mai 1602, « en une chambre proche de l'hostel de Madame, où s'est trouvé bon nombre de personnes de qualité de l'une et de l'autre religion, tellement que la chambre ne pouvoit contenir la foule. Du Moulin estoit seul, ayant seulement avec soy pour scribe le sieur de La Gourmandière, avocat en la cour de parlement; Cayer estoit assisté de deux religieux carmes, qui y ont esté ordinaires, outre les docteurs qui y venoient, et avoit pour scribe le sieur Choart. »

Du Moulin commence par faire avouer à son adversaire qu'il l'a accusé à tort de désertier le combat. Celui-ci s'excuse et rejette la faute sur de mauvaises informations. Les questions à débattre, et que Cayer s'engage à démontrer bibliquement, seront : *Du sacrifice de la messe, de l'adoration du pape et de la vénération des saintes images*. Mais une lutte assez longue s'engage sur l'autorité même de la Bible, après quoi on entame les questions proposées, et « Du Moulin forme un syllogisme contre le sacrifice de la messe. » La discussion n'offre, du reste, rien de bien intéressant, et ne sort pas de la multitude de controverses du même genre que nous connaissons. Les deux adversaires se combattent à coups de syllogismes. Il n'y en a pas moins de onze établis de part et d'autre. L'heure avancée fait remettre la discussion au lendemain. Le lendemain, après une controverse assez vive sur l'autorité du pape, on revient au syllogisme de la veille sur le sacrifice de la messe, ce qui donne naissance à six nouveaux arguments de même forme. Après quoi la controverse s'étend aux questions concernant la satisfaction pour le péché, les œuvres surrogatoires, le culte de la Vierge, etc. La conversation prend ensuite une tournure assez aigre, du fait d'un des carmes qui assistaient Cayer, et qui s'est senti blessé au vif de la manière dont Du Moulin a parlé des moines. Vient alors une discussion prolongée sur la transsubstantiation, dans laquelle Du Moulin malmène fort et Cayer et les carmes, et « un honneste personnage d'entre les assistants, fâché (comme il est vray semblable) que Cayer et ses compagnons estoient mols à répondre. » A la fin le père Cayer refuse de signer le procès-verbal de la conférence, « défense expresse lui avoit esté faite par Monsieur l'Évesque de Paris. » On allait se séparer, quand un carme cria à la conspiration sous prétexte qu'il avait vu quelqu'un de la compagnie portant des armes. On eut de la peine à lui faire com-

prendre que « les gentilshommes n'alloient guère sans porter l'espée « au côté. » Bref, la conférence dure 15 jours sur ce même pied. Les syllogismes se proposent et se décomposent avec une ardeur toujours égale. La mort du Seigneur, considérée dans ses rapports avec la messe et notre salut, en est le sujet principal.

Enfin, le quinzième jour après midi, Du Moulin est averti que « Messieurs les docteurs de la faculté estoient venus trouver en corps « Messieurs les advocats du roy en la cour de parlement, et leur « avoient parlé de cette conférence avec plainte, comme de chose « pernicieuse et tendante à sédition, et que les moyens de la rompre avoient été concertés entre eux, et que les effets en paroissent bientôt. » Cependant Du Moulin se rend au lieu de la conférence. Le peuple assiège la maison. Son propriétaire, M. Quetault, valet de chambre de la feue reine, mère du roi, prie Du Moulin de se chercher un autre logis. Du Moulin insiste pour entrer. Cayer arrive. Personne n'ose offrir sa maison, et l'on convient que la controverse continuera par écrit. Cayer refuse toujours de signer le procès-verbal des conférences. Ce qui indispose contre lui beaucoup de catholiques assistant au débat.

« Ainsi fut rompue la conférence, au grand contentement des « fidèles et instruction d'un bon nombre d'ignorans, lesquels depuis « ont donné gloire à Dieu et ont fait profession de sa vérité. »

Toutefois le narrateur ne dit pas si cette « honneste dame flottant « entre les deux religions » se décida, et son silence donne lieu de craindre que cette longue joute ne fut que le prélude de ces odieuses comédies si fréquentes sous Louis XIV, où l'apostasie, secrètement décidée, voulait se donner les airs d'une conversion éclairée.

II. Riposte de Du Moulin au père Cotton (1607).

La seconde brochure est intitulée : *Trente-deux demandes proposées par le père Cotton, avec les solutions adjoustées au bout de chaque demande, Item soixante-quatre demandes proposées en contre-eschange, par Pierre Du Moulin, ministre de la Parole de Dieu en l'Eglise de Paris. — A la Rochelle, par Noël de la Croix. M.DC.VII.*

Le père Cotton avait posé trente-deux questions embarrassantes, selon lui, pour les réformés. Non-seulement Du Moulin y répond, mais à son tour il pose soixante-quatre questions (le double), sous cette rubrique : *Soixante-quatre questions proposées aux Jésuites de Cour* ; entre autres, celle-ci, qui forme la XXVIII^e : « Quand Victor II « fut empoisonné en une hostie, Henri VII, au calice, nous demandons qui c'est qui estoit empoisonné ? » Du reste, rien de notable au point de vue historique.

III. Conférence entre Rivet et le père Du Verger (1611).¹

Vient, en troisième lieu, un autre narré de conférence entre un pasteur et un théologien catholique, sous le titre suivant : *Véritable*

Narré de ce qui s'est passé en une conférence faicte en la maison noble de Romette en Aaintonge, entre G. Rivet, pasteur de l'Eglise de Taillebourg et un Recolé appelé le père Du Verger, accompagné d'un autre de son ordre : Iceuluy narré attesté par deux gentilshommes qui estoient présens. — A La Rochelle, par les héritiers de Hiérosme Haultin. M.D.C.XI. (Avec la vignette bien connue de la Religion chrestienne.)

Il s'agit encore d'une dame. Mademoiselle de Saint-Léger, dame de Romette, protestante relâchée, qui faisait élever ses enfants dans la religion romaine. Pourtant, malgré les sollicitations de ceux-ci et des moines, elle ne pouvait se décider à abjurer elle-même. Elle pria alors M. Ales, pasteur de l'Eglise de Saint-Savinien, de se transporter chez elle pour éclaircir ses doutes. Celui-ci, infirme au point « qu'à peine soutenu d'un bâton pouvait-il s'acheminer au lieu où « s'assemble son Eglise, » lui répondit qu'il n'était pas en état d'aller la voir, mais que si la dame faisait mettre par écrit les questions qu'elle ne savait résoudre, il lui donnerait contentement. Peu de jours après il mourut. Cela donna lieu à M. de Saint-Léger, fils de la dame en question, de reprocher à MM. d'Agonnay et de la Matassière, gentilshommes de la religion, que leurs pasteurs n'osaient se rencontrer avec les défenseurs de l'Eglise romaine. Ainsi l'on convint d'une rencontre où devaient parler en faveur de leur Eglise respective, M. Guillaume Rivet de Champvernou, pasteur de l'Eglise de Taillebourg et un père recollet, nommé Du Verger. Celui-ci était accompagné d'un autre moine de son ordre. La conférence eut lieu le 19 janvier 1611 en présence de la dame, de ses deux fils, de M. de Meré, gentilhomme d'Oléron, et des deux gentilshommes ci-dessus nommés. La dame de Romette posa elle-même la question sur laquelle elle voulait être éclairée, savoir « quelles « sont les marques de la vraye Eglise, par lesquelles elle peust juger « à quelle Eglise elle se doit ranger pour son salut, à la romaine ou « à la réformée. » La discussion roula sur un pied excessivement scolastique. Les termes les plus abstraits, les catégories aristotéliennes se multiplient dans la bouche de deux docteurs, et je doute fort que les assistants fussent capables de suivre toujours le fil de leur pensée. La conférence fut continuée le jour suivant, et la controverse eut pour objet la question de l'antiquité et de la succession dans l'Eglise. On se retira de part et d'autre avec beaucoup de politesses réciproques, « et les gentilshommes de la Religion dirent en partant « qu'ils avoyent cet avantage que, ayans esté prests de prouver « leur foy par la Parolle de Dieu, on n'avoit voulu les y recevoir » (il ressort en effet du paragraphe dont nous extrayons ces lignes que ce fut la dame Romette qui rompit la conférence au moment où, de la discussion formelle sur les marques de l'Eglise, on allait passer à la démonstration de la doctrine réformée), « de quoy ils prioient la « compagnie de se souvenir. A quoy les autres dirent que ce n'estoit « pas le moyen de rien faire. » Cela veut dire, je présume, que les assistants ne voyaient pas, comme ils l'avaient peut-être espéré, que de telles discussions avançassent beaucoup la question, et à dire vrai, c'est aussi notre avis. Le défaut capital de la controverse au XVII^e siècle est de se perdre dans les détails, et cet écueil est encore plus

difficile à éviter dans les discussions de vive voix. Il me semble impossible que les personnes présentes tirassent des lumières réelles de ces duels syllogistiques.

Ce narré, rédigé par Rivet lui-même, est interrompu de temps en temps par des explications entre-tirets provoquées par une lettre que le recolet avait adressée aux deux gentilhommes protestants, comme pour les prendre à témoin de la supériorité qu'il avait eue sur Rivet. C'est ce qui détermine celui-ci à faire imprimer le récit véridique de ce qui s'était passé et il en appelle avec confiance au témoignage des deux gentilhommes. En effet, ceux-ci ont signé au bas de la dernière page le certificat suivant :

Nous soussignez certifions que la conférence représentée en cet escrit s'est en toutes ses parties passée, comme il est ci-dessus rapporté : ce que nous disons pour y avoir esté présens.

MATASSIÈRE.

AGONAY.

Comme il n'est pas dit un mot de la détermination ultérieure de la dame de Romette, et que Rivet, dans son narré, fait plus d'une allusion à la mauvaise foi avec laquelle on provoque de telles controverses, nous craignons fort que ladite dame n'ait joué en province la même comédie que l'on savait si bien jouer à Paris.

IV. *Un traité contre le père Arnoux (1617).*

La brochure qui suit est intitulée : *De la juste Providence de Dieu : Traité auquel est examiné un escrit du sieur Arnoux, jésuite, par lequel il prétend prouver que Calvin fait Dieu auteur de péché.* Sans nom d'imprimeur. A La Rochelle. M.DC.XVII.

Un second titre, en tête de la première page, porte : *Examen des blasmes qu'on jette ordinairement contre Jean Calvin, par lesquels les prédicateurs de la ville de Paris, et notamment le sieur Arnoux, jésuite, en un escrit qu'il a fait imprimer, l'accusent de faire Dieu pécheur et auteur du péché.* Voici l'introduction, qui a sa valeur encore de nos jours : « La chaire des pasteurs de l'Eglise est consacrée à exposer « au peuple la doctrine de l'Evangile, et non point à faire des invectives en produisant en chaire d'autres livres que le livre de la « Parole de Dieu. C'est pourquoy nous ne produisons point en chaire « les décrets, ny les canons des papes et de l'Eglise romaine, lesquels « si nous voulions estaler en public, nous aurions un beau champ ouvert à faire des amplifications odieuses et à dénigrer le siège papal, « et le serions sans calomnier et sans rien imposer à l'Eglise romaine : « Et avec beaucoup plus juste sujet que les docteurs de l'Eglise romaine ne produisent en chaire les livres de Calvin. Car ils tiennent « que les papes ne peuvent errer en la foy, et par conséquent sont « obligés à défendre tout ce que les papes ont enseigné. Mais, quant à « Calvin, nous ne sommes pas obligés de le défendre, lequel nous « savons avoir esté homme sujet à faillir, et lequel n'est point auteur, ni ses escrits reigle de nostre religion, laquelle est fondée

« sur la Parole de Dieu contenue ès saintes Escritures, esquelles ce
 « qu'il y a de clair et n'ayant besoin d'interprétation, est suffisant
 « pour nostre salut. Il y a eu parmi nous plusieurs autres bons ser-
 « viteurs de Dieu, qui ont travaillé avec et devant Calvin, lesquels
 « je n'esbahis que nos adversaires laissent en paix, et ne produisent
 « en chaire leurs escrits et n'en veulent qu'à Calvin. »

Déjà commençait par les jésuites la méthode de calomnier systématiquement l'illustre réformateur à coup de textes tronqués et de citations falsifiées. Il est vrai que, sur la question de l'origine du mal, le système de Calvin offre facilement prise aux attaques : ni plus ni moins, du reste, que le système opposé. Comme, dans l'Eglise romaine elle-même, la question de la prédestination n'a jamais été tranchée, et que plus d'un docteur catholique, avant et après Calvin, a parlé comme lui sur ce point, la loyauté eût fait un devoir aux prédicateurs de Paris de ne pas porter la controverse sur ce terrain. Mais les jésuites et la loyauté sont choses assez distantes. Du Moulin établit 14 propositions de nature ou, du moins, visant à concilier la causalité absolue de Dieu avec l'existence du mal moral, moyennant lesquelles il explique les extraits, que les jésuites ont présentés comme malsonnants, des œuvres théologiques de Calvin. Chemin faisant, il leur reproche plus d'une citation fausse ou falsifiée ; entre autres, Calvin, d'après Arnoux, aurait dit (*Instit. chrét.*, liv. III, chap. xxiii, sect. 9), que *la nécessité de pécher des réprouvés procède de l'ordonnance de Dieu* : or, c'est la formule que Calvin suppose dans la bouche des profanes et qu'il s'efforce ensuite de réfuter.

« Par tout ce que dessus, poursuit Du Moulin, on peut veoir
 « combien injustement ces messieurs déchirent injustement la mé-
 « moire d'un homme qui ne leur peut plus répondre et combien faus-
 « sement on produit ses passages en public.

« Que s'il estoit échappé à Calvin d'avoir en quelques passages
 « usé de paroles mal digérées, cela devoit estre imputé à la difficulté
 « de la matière en laquelle les plus habiles se trouvent fort empes-
 « chés, et falloit regarder si Calvin parle tousjours ainsi : et on eust
 « trouvé qu'il s'expose clairement ailleurs, et que ce bon homme n'a
 « rien plus en horreur que faire Dieu auteur de péché. »

Suivent alors des citations de Calvin établissant clairement son intention, puis des passages d'Augustin, de Thomas d'Aquin et du cardinal Bellarmin, qui donnent encore bien plus prise que les citations alléguées contre Calvin à l'accusation de faire de Dieu l'auteur du péché.

V. *Un traité de Du Moulin (1624).*

Une autre brochure de Du Moulin, imprimée à Sedan en M.DC.XXIV, est intitulée : *Oppositions de la Parole de Dieu avec la doctrine de l'Eglise romaine, plus les matières tenues en icelle Eglise romaine que l'on cache à ceux qu'on y veut attirer.*

C'est une brochure de controverse populaire, destinée à être répandue dans les troupes travaillés par le prosélytisme romain et de laquelle il n'y a rien de spécial à dire.

VI. *Conférences entre les pasteurs de Paris et le père Véron*
(1624).

Quelque chose de plus intéressant est fourni par le petit livre suivant : *Récit véritable des Conférences que les pasteurs de l'Eglise de Paris ont eues avec le sieur Véron, et particulièrement celle qui a esté tenue au sujet de Madame la mareschalle de Thémînes.*

Sans nom d'auteur, d'imprimeur, ni de localité. M.DC.XXIII.

Le fameux controversiste Véron, que ses sauterics et son effronterie rendaient moins ridicule encore que son astuce et son habileté à faire flèche de tout bois ne le rendaient dangereux, s'était vanté dans son traité *La Corneille de Charenton* d'avoir battu à plate couture les pasteurs de Paris, auxquels il prodiguait les épithètes les plus aimables, tels que *lapereaux timides, calomniateurs, diables détestablement impies et faussaires*. C'est pourquoi l'auteur de la brochure que j'analyse a voulu savoir ce qui en était, afin de le réduire au silence. « J'ay donc appris premièrement, dit-il, p. 4, que Madame la mareschalle de « Thémînes, — c'est la petite fille de Lanoue, — accompagnée de « Messieurs de Brassac et Chaumont et de plusieurs autres, est allée « chez Monsieur Mestrezat, sans qu'il s'y attendist et y a mené le « sieur Véron : et qu'entre les sieurs Mestrezat et Véron, il y a eu « une conférence par escrit, signée de part et d'autre.

« Or, encore qu'en ceste conférence le sieur Mestrezat ait eu toutes « sortes d'avantages : si est-ce qu'il n'a point voulu la mettre au jour, « pour ce qu'il réputoit à déshonneur d'avoir conféré avec Véron, le- « quel, parmi les siens propres, est tenu pour avoir le cerveau mal « timbré. Mais ayant trouvé moyen d'en tirer une copie collationnée à « l'original, j'ay creu estre obligé de la présenter au public. »

Il est fâcheux que l'auteur n'ait pas signé, plus fâcheux encore qu'il ne dise pas si c'est du consentement de Mestrezat qu'il fait cette publication. Cela tend à inspirer des doutes quant à l'authenticité des faits qu'il rapporte ou des pièces qu'il dit transcrire. Toutefois, comme il est évident que l'auteur n'a écrit que guidé par un amour très vif de la cause protestante et par une admiration particulière de la personne de Mestrezat, comme rien n'eût été plus facile à Véron et consorts que de faire un tort énorme à la première et de forcer le second à un désaveu, il y a au moins présomption morale en faveur de la véracité de notre auteur.

Il nous affirme donc qu'il copie une pièce intitulée : *Actes de la Conférence entre les sieurs Mestrezat et Véron.*

« Le sieur Véron a dit : Nous sommes ici assemblés sur deux propositions que j'ay faites à Madame : La première est que de tout ce « que sa confession de foy et son catéchisme enseigne contre l'Eglise « romaine, il n'y en a, ny mesme un seul article en la Bible mesme « de Genève, ny mot à mot et sans aucune glose, équivalence et con- « séquence des sieurs ministres. — Je donne le choix de tous lesdits « articles aux dits sieurs ministres. Mais pour ce que Madame a désiré « que nous traitions particulièrement de l'eucharistie, etc., etc. La se- « conde proposition est que je produirois les saints Pères des quatre

« premiers aages, dans les conciles de l'impression de Basle, pour
 « estre toute ponctille, prouvans par texte de l'Escripture sainte le
 « contraire de ce qui est rapporté aux demandes de son catéchisme,
 « et notre croyance touchant ce point, et puis touchant le mérite
 « propitiatoire pour les vivans et les trespassez, et je prie le sieur mi-
 « nistre de satisfaire à ma première proposition, à la façon que j'ay
 « proposée, et le supplie de dire ouy ou non, je distingue, sans user de
 « digression aucune ny délay. Je luy présente pour cela sa propre
 « Bible en françois et son catéchisme. »

Comme on le voit, Véron le prend de très haut avec « le sieur mi-
 « nistre. » Celui-ci pourtant se déclare tout prêt à satisfaire aux de-
 mandes « du sieur Véron. » Il rompt d'abord, en passant, une lance
 au sujet de ce que celui-ci avançait sur la perpétuité de la doctrine
 de l'Eglise sur l'Eucharistie, lui citant à brûle-pourpoint un passage
 tout à fait zwinglien de Théodoret (*Dial.* I), et lui rappelle que le
 dogme de la transsubstantiation ne devint loi de l'Eglise qu'au siècle
 « duquel le cardinal Baronius parlant, représente que l'Eglise ro-
 « maine estoit tellement corrompue que c'estoit des courtisanes et
 « putains qui gouvernoient tout à Rome et mettoient leurs amoureux
 « en la chaire de Saint-Pierre. »

Quant à la première demande de Véron, Mestrezat cite plusieurs
 doctrines romaines (sacrifice quotidien du Seigneur, purgatoire,
 culte des images) en opposition formelle avec la Bible, et appuie la
 croyance protestante sur la sainte Cène, sur plusieurs paroles de l'in-
 stitution et sur saint Jean VI, 35. Puis il argumente par voie d'ex-
 clusion sur le sens vrai du mot *est* dans la bouche du Seigneur di-
 sant : *Ceci est mon corps*.

Cette argumentation donne lieu à Véron de répondre « qu'il avoit
 « bien prédit à Madame que le sieur ministre ne répondroit ny oui,
 « ny non à ma demande touchant les textes de l'Eseriture, mot à mot
 « et sans conséquence, mais useroit de digressions et bien longues
 « pour faire escouler le temps. » Véron voudrait que Mestrezat lui
 montrât la formule réformée en toutes lettres dans la Bible.

A quoi Mestrezat réplique très judicieusement que cette exigence
 n'a pas le sens commun, qu'une confession de foi doit être *conforme*
 et non pas *identique* à la Parole de Dieu, sous peine de n'être utile à
 rien. « Faut doncques rechercher pour la vailleure d'une confession
 « de foy la substance d'icelle en l'Eseriture sainte, laquelle Eseriture
 « donne par les passages que j'ay allégués la substance de nostre con-
 « fession de foy. »

Mais Véron, qui est venu faire une dispute de mots plutôt que de
 choses, persiste à soutenir qu'il triomphe et qu'il a prédit juste à Ma-
 dame de Thérimes, en lui affirmant que pas un seul des articles con-
 troversés de la confession réformée ne se trouvait littéralement dans
 l'Ecriture. Quant à la *conformité* prétendue, Véron en conclut que,
 si elle est réelle, les termes de l'Ecriture et ceux de la confession de
 foi doivent revenir au même, qu'il serait dès lors beaucoup meilleur
 de substituer aux expressions de celle-ci les expressions de celle-là,
 « tant parce que les termes dieux de Dieu sont à préférer aux termes
 « des ministres, autheurs de vostre confession, que, ce faisant, nous

« serions d'accord : car si vous couchiez votre profession de foy par « les termes de l'Ecriture, nous serions tous d'accord, et vous eognoistriez avoir failli de vous estre séparés de nous. » Ceci, sans doute, était dit à l'adresse de Madame de Thémînes, qui semblait attacher un grand prix à la conformité verbale avec l'Ecriture, et d'une mauvaise foi..... de jésuite.

Mestrezat lui demande si les chrétiens seraient bien avancés dans leurs controverses avec les juifs, s'ils se bornaient à leur présenter l'Ancien Testament, auquel ils croient comme eux. Quant au droit et au devoir de parvenir à la claire compréhension de l'Ecriture « par conséquences très évidentes, » ils sont garantis par ce qui est dit des fidèles de Bérée, Act. XVII. Les termes, sans leur sens, sont autant de corps sans âmes.

Véron de triompher toujours. « Madame pensoit pouvoir lire en « l'Ecriture tous lesdits articles, estimant qu'autrement la marge de « ladite confession n'eust pas esté chargée de tant de cottes des textes « de l'Ecriture, en pas un desquels on ne peut lire aucun des termes « controversés contenus en ladite confession. » Les auteurs de la confession n'ont pas fait comme un notaire qui extrait quelque clause de l'original d'un contrat ; ou bien ils ont fait comme un notaire trompeur qui donne, comme extrait de l'original ce qu'il juge suivre par conséquence des propres termes d'un contrat.

Mestrezat riposte en revenant à ce qu'il a dit, puis en ajoutant que « la similitude du notaire est du tout absurde. Car, au regard de « la Parole de Dieu, nous ne tenons point qualité de notaires en nostre « confession de foy : ce sont les prophètes et les apostres qui sont « comme notaires de l'alliance que Dieu a faite avec les hommes... ; « mais nous tenons qualité de parties qui disputent leurs droits par « les loix de la Parole de Dieu, et qui regardent et le but de la loy, « et l'antécédent et le subséquent des paroles, afin de convaincre « leurs parties par le sens de la loy. » A quoi il ajoute (car Véron, qui paraissait avoir obtenu ce qu'il voulait, ne semblait pas vouloir poursuivre) que les premiers siècles étaient loin d'avoir la créance de l'Eglise romaine sur l'Eucharistie, et que même les plus anciens Pères, « Justin Martyr, Irenée, Tertullien, Clément, Alexandrin et « autres, comme singulièrement saint Augustin, » ont professé une doctrine opposée. Le tout est signé des deux noms *Mestrezat* et *Véron*. L'énumération parfaitement exacte des Pères ci-dessus nommés, et particulièrement la mention spéciale d'Augustin, prouvent en faveur de l'authenticité de cette pièce, en ce sens qu'un homme versé dans la connaissance exacte de la littérature patristique pouvait seul produire si à propos ces noms faisant autorité dans l'histoire du dogme eucharistique.

A cela l'auteur ajoute ce qui suit : « Ainsi fut finie la conférence, « où le lecteur remarquera que, comme M. Mestrezat n'avait pas recherché la conférence, mais avait esté attaqué en son propre logis ; « aussi attendoit-il qu'on le vînt trouver, si on vouloit continuer la « dite conférence ; mais c'est de quoy il n'a ony parler depuis : et « certes, ces messieurs, qui avaient veu le sieur Véron, leur docteur, « avoir si mal disputé pour l'Eglise romaine, ont eu raison de ne pas

« requérir qu'on passast plus outre. Que si quelqu'un révoque en
 « doute la vérité de ce narré, qu'il prenne la peine de veoir ledit
 « sieur Mestrezat, qui a par-devers soy l'original signé de la propre
 « main de Véron, car j'estime que Véron n'a garde de montrer le
 « sien et le faire veoir en son entier. »

Ce narré est suivi de deux récits plus courts instruisant le lecteur de ce qui se serait passé entre Véron et les pasteurs Durant et Drelincourt. Je les copie tous deux.

« Quant aux conférences verbales qui ont esté entre les autres pasteurs de l'Eglise de Paris et ledit sieur Véron, je m'en suis aussi
 « exactement informé et ay appris de bonne part :

« Que le sieur Véron, soy-disant solliciteur de procez, est allé au
 « logis de M. Durant, en la compagnie de Madame de Saint-Angel,
 « et que toutes les objections de ce brave docteur furent réduites à
 « une seule. Pour vérifier que la version de nos Bibles est corrompue,
 « il allègue le 5^e verset du 2^e chap. de la 1^{re} à Tim., là où il est dit
 « qu'il y a un seul Dieu et un seul médiateur. Cet habile homme sous-
 « tenoit que le grec *εἷς μεσίτης* ne signifioit pas *un seul médiateur*,
 « mais seulement *un médiateur*. M. Durant lui répliqua que son ob-
 « jection ne procédoit que d'ignorance, et pour lui fermer la bouche,
 « luy fit voir dans le Dictionnaire de Morel, imprimé à Paris chez
 « Fleury Bourriquant, que le mot *εἷς* signifie *un seul*; car il y a mot
 « pour mot *εἷς, unus, un seul*; et à fin que Madame de Saint-Angel
 « fust satisfaite, M. Durant la pria de remarquer la figure des lettres
 « grecques du mot dont on cherchoit la signification, tellement qu'elle
 « advoua, regardant après le Dictionnaire, que le mesme mot qu'on
 « a traduit en nos Bibles *un seul*, est ainsi traduit ès Dictionnaires
 « par lesquels on enseigne le grec tous les jours ès escholes de l'E-
 « glise romaine. Le sieur Véron respondit que le mot grec n'avoit pas
 « toujours ceste signification-là. A quoy le sieur Durant répliqua
 « que la question n'estoit pas s'il l'avoit toujours, mais s'il l'avoit
 « communément et ordinairement. Ce qui justifioit abondamment
 « nostre version. Et puis cet homme qu'on a renvoyé à la grammaire
 « a l'impudence de chanter ses louanges.

« Il y a aussi plusieurs personnes d'honneur, tesmoins de la con-
 « fusion que Véron a remporté du logis de M. Drelincourt, où il es-
 « toit entré en la compagnie d'une dame qui ne se donna point à
 « connoître. » Qu'on nous permette cette interruption. N'est-ce pas
 quelque chose de curieux que ce soient toujours des dames qui pro-
 voquent, ou devant lesquelles on provoque ces rencontres dogmati-
 ques? « Ledit sieur lui ayant prouvé, par plusieurs passages de l'E-
 « criture, que Jésus-Christ n'est point au milieu de nous d'une pré-
 « sence corporelle, et que les cieux le doivent contenir jusques à la
 « restauration de toutes choses, le pria de luy vouloir en contre-es-
 « change donner un seul passage de l'Ecriture, par lequel Jésus-
 « Christ ait ordonné des sacrificateurs pour l'offrir tous les jours en
 « sacrifice propitiatoire pour la rémission des péchez des vivans et
 « des morts, promettant de traicter le sieur Véron plus équitable-
 « ment qu'il ne nous traite et de ne se point arrester aux mots,
 « pourvu qu'il monstrast la chose. Mais Véron ne peut jamais allé-

« guer aucun passage. Aussi estoit-ce chose du tout impossible. Et, en « cest endroit, la conférence ayant esté rompue, Véron, contre son « ordinaire, en a eu honte et n'en a jamais parlé; mais luy (ou un « autre aussy véritable que luy) en a supposé une du tout ridicule, « de laquelle ledit sieur apprit les premières nouvelles par le cri des « colporteurs de Paris. »

Il parait, et nous en verrons d'autres preuves ailleurs, que les prédicateurs catholiques faisaient annoncer dans les rues, par des crieurs publics et des colporteurs, les récits de leurs prouesses prétendues ou réelles, à l'encontre des pasteurs protestants (1).

VII. Baptême d'un juif au temple de Quevilly (1621).

Une nouvelle brochure se présente ensuite à nous sous le titre : *Confession de foy faicte par Daniel, fils d'Alexandre, juif, lors de son baptême qui fut le 12 d'avril 1621, avec une lettre adressée à ceux de sa nation; le tout traduit du syriaque de l'auteur en allemand par luy-mesme, et d'alemmand en françois, par le sieur de la Rivière, ministre de la Parole de Dieu en l'Eglise de Rouen. Avec cette épigraphe : Rom., chap. II, vers. 2. Dieu n'a point debouté son peuple, lequel il a auparavant cogneu.* A Quevilly, pour Jean Berthelin. La reliure a rogné la date, qui est probablement la même que celle de l'année du baptême ou la suivante. (38 pages.)

(1) Il parait que la méthode habituelle du P. Véron était en effet d'exiger la concordance littérale des doctrines réformées avec les textes sacrés, sans doute pour ruiner la confiance des protestants dans leurs Bibles, en leur remontrant qu'ils étaient à la merci des interprétations arbitraires des ministres. Je lis dans la notice sur sa vie par M. de Genoude, qui a réimprimé sa *Règle de foi catholique* dans sa *Nouvelle Exposition du Dogme catholique* (Paris, 1843), p. 302, que ce Véron acquit beaucoup de réputation comme vainqueur du pasteur d'Amiens Adrien Hucher, « qui fut forcé d'avouer que les protestants ne pouvaient produire aucun texte formel de l'Ecriture pour attaquer la présence réelle. » La conférence avait eu lieu le 22 janvier 1615. Comp. ce qu'en dit Elie Benoît dans son *Hist. de l'Edit de Nantes* : « Ce chicaneur vouloit qu'on lui produisit sur « chaque article un texte en autant de mots; et quand on en produisoit de tels, « il en demandoit un autre formel, où il lût porté que le premier passage devoit « être pris au sens où on l'avoit allégué. » Étonnons-nous maintenant que les pasteurs aient fini par refuser d'entrer jamais en lice avec un pareil baladin ! M. de Genoude (*loc. cit.*) regarde cela comme une preuve de son écrasante supériorité. Véron avait l'autorisation royale de prêcher sur les places publiques contre la religion réformée, et recevait du clergé une somme annuelle pour frais de missions. Il dénonça devant le conseil du roi, en 1635, le synode de Charenton de 1631, comme coupable d'avoir décrété l'union avec les luthériens. Devenu curé de Charenton, il intrigua tant qu'il put pour empêcher l'érection du temple réformé, et surtout la pose d'une cloche dans la tour de ce temple. Il avait fait dresser devant sa propre église des tréteaux, du haut desquels, sitôt le sermon fini au temple, il ridiculisait le discours et l'orateur devant la populace. Ordinairement, il était défrayé dans ses courses en province, et les États du Languedoc lui assignèrent un fonds pour son entretien, afin qu'il y séjournât plus longtemps. Cependant il réclamait de l'assemblée du clergé de 1645 une indemnité considérable, « pour frais d'information contre les ministres et autres de leur parti. » Il mourut quand commençait la querelle du jansénisme, contre lequel il avait pris parti. Et voilà l'homme dont, en 1843, on a réimprimé la *Règle de foi catholique* (inspirée, du reste, par un gallicanisme très avancé, et qui soulevait aujourd'hui d'indignation le parti catholique), dans un ouvrage annoncé comme devant réconcilier le siècle avec l'Eglise !

L'opuscule commence par la lettre commencée dans le titre que l'auteur adresse *aux Juifs espars*. Elle a pour but de les engager à suivre son exemple et elle est signée, le dernier paragraphe s'adressant aux parents mêmes de l'auteur : *Vostre fils Daniel Ben-Alexandre, cy-devant juif de religion, maintenant disciple de Jésus-Christ*.

Commencant par l'invocation de la Trinité, Ben-Alexandre s'efforce de démontrer que les prédictions et figures de l'Ancien Testament sont réalisées par la nouvelle alliance. Rien de notable dans cette démonstration, et l'on peut seulement en inférer que l'auteur, tout juif qu'il était, ne connaissait guère l'interprétation juive des passages qu'il allègue. C'est ainsi qu'il cite Esaïe VII, 14, dans le sens traditionnellement reçu dans l'Eglise chrétienne, sans se douter, ou du moins sans avoir l'air de se douter que la synagogue a toujours été en possession d'une explication que l'exégèse chrétienne de nos jours, par l'organe de ses plus habiles représentants, a dû reconnaître comme bien fondée. Si, au XVII^e siècle, on ne peut exiger d'un chrétien la connaissance, ni surtout l'adoption de cette explication, il est étrange de voir un juif la passer entièrement sous silence dans un écrit apologétique. La même réflexion s'applique à beaucoup d'autres passages des prophètes invoqués avec la même confiance. La méthode apologétique de l'auteur ne se distingue absolument en rien de la méthode traditionnelle, et, par conséquent, ne pouvait avoir aucune efficacité sur ses compatriotes instruits.

Sa démonstration achevée, il rend compte des circonstances qui ont précédé sa conversion. Quatre ans auparavant, se trouvant à Prague, il avait fait rencontre d'un *pauvre escolier* qui lui demandait l'aumône. Comme il ne voulait pas secourir un chrétien, celui-ci lui offrit d'acheter un livre qu'il tenait à la main; si bien que, pour se débarrasser de ses importunités et de peur de recevoir quelque *desplaisir des autres chrestiens qui le voyoient*, il l'achète. Mais c'est pour le jeter dédaigneusement dans un coffre, d'où il ne le retire qu'un an après et par hasard. Ce livre était un Nouveau Testament. Il l'ouvrit sans dessein, et sa curiosité fut excitée par la vue des passages des prophètes cotés en marge. La conformité qu'il découvrit entre les passages allégués et les textes du Nouveau Testament, le frappa de stupeur. Ce fut en vain qu'il s'adressa aux plus doctes de sa nation qui fussent à Prague, en leur cachant, toutefois, qu'il possédait un Nouveau Testament (*car j'eusse été rudement traité*). Leurs réponses augmentèrent encore ses doutes. En Pologne, les savants rabbins du pays ne le satisfirent pas davantage. C'est pourquoi il se retira à Dantzick, avec le projet de se faire chrétien, puis de s'acheminer vers Rome, où il avait appris que le pape faisait prêcher chaque semaine pour les juifs. Chemin faisant, il s'abouche avec un religieux qui le presse de mettre sur-le-champ son dessein à exécution. Mais comme il avait encore beaucoup de doutes et de difficultés sur plusieurs doctrines romaines, il en résulta que, comparant l'enseignement du religieux avec son Nouveau Testament, il ne put se persuader que l'Eglise romaine fût la vraie. Le culte des images, l'adoration des créatures, l'absolution sacerdotale, le sacrifice de la messe, les observances méritoires, le célibat des prêtres sont les principaux obstacles qui l'ont

éloigné de cette Eglise. C'est pourquoi, s'étant enquis des doctrines de l'Eglise réformée, il forma et accompfit le projet d'en devenir membre. Il n'a pas voulu se joindre aux anabaptistes, parce que, dit-il, ceux-ci nient la réalité de la chair humaine de Jésus-Christ, en voulant qu'il soit simplement passé par le corps de Marie sans participer à sa substance.

Cette confession fut lue publiquement dans le temple réformé de Rouen; puis Daniel fut catéchisé par le ministre, qui lui adressa plusieurs questions dogmatiques sur le baptême, la Trinité, l'Incarnation, le symbole apostolique, etc. Le tout se termine ainsi : *Ceste confession de foy a esté faicte en face de toute l'Eglise réformée de Rouen, le douzième d'avril mil six cents vingt et un, à Quevilly. Ce que nous attestons estre véritable comme fait en nos présences.*

Samuel de LECHERPIÈRE, sieur DE LA RIVIÈRE,

Jean-Maximilien DE L'ANGLE, Pierre ERONDELLE,
ministres de l'Eglise réformée de Rouen.

VIII. *Conversion d'un avocat au parlement de Paris à l'Eglise réformée (1621).*

L'écrit venant ensuite a aussi pour but la justification d'une conversion au protestantisme. Il a pour titre : *Epître envoyée par le sieur de Vrillac, advocat au parlement de Paris, au sieur de Vrillac, son père, sur le sujet de sa conversion.* A Sedan, 1621. Sans nom d'imprimeur. 30 pages.

C'est une belle et bonne lettre, où respirent à la fois le respect filial le plus sincère et l'ardeur la plus noble pour la vérité religieuse. Il paraît que l'auteur avait quitté Paris pour devenir à Sedan membre de l'Eglise réformée. « Et de fait, dit-il à ses parents, si jadis le fils « du roy Crasus commença à parler, voyant son père en danger, qui « trouvera estrange que ma langue se délie en ce sujet, où il va de « la gloire de Dieu mon Père et du salut de mon âme? » Sa thèse principale est que la profession extérieure doit être conforme à la croyance intérieure. « Nous sommes indignes du service d'un si grand « roy, si nous avons honte de porter sa livrée, car jamais si pauvre « serviteur ne servit si riche maistre. » C'est pourquoi, bien qu'en agissant ainsi, *il rompit le col à sa fortune*, il a suivi la voix de sa conscience en professant hautement la vérité. « Voyons nostre chef « couronné d'épines, abreuvé de vinaigre, tout découlant de sang; « c'est un reproche honteux à nous, ses membres, de vouloir avoir « toutes nos ayses en ceste terre basse, et succeer à longs traits les « douceurs de ce siècle. » Il n'y avait que l'amour de ses parents, le chagrin qu'il allait leur causer qui pût encore l'ébranler. Mais il reste en cette consolation, c'est « qu'il entre dans une Eglise qui, sous pré- « texte de piété, n'apprend point à despouiller les devoirs de la na- « ture, mais qui enseigne à tous chrestiens les affections cordiales « d'une vraie charité, et apprend aux enfans d'honorer père et mère « et à leur obéir en toutes choses au Seigneur. » Il se serait volontiers acquitté du devoir de rendre compte de sa foi devant eux, et à

l'eneontre de tels docteurs qu'ils lui auraient désigné; mais une telle controverse ayant, dans les circonstances données, de très graves inconvénients, il préfère exposer par écrit les raisons qui l'ont déterminé, ayant reçu de Dieu la grâce d'être arrivé en un lieu où il est permis de dire et écrire la vérité. La lettre est écrite de Sedan, le 3 août 1621.

Je n'aurais pas cité si longuement cette lettre, si, en dehors même de l'intérêt qu'elle inspire pour le caractère simple et droit qu'elle suppose, elle n'avait pas une véritable portée historique. N'est-il pas significatif qu'en 1621, et lorsque la France, par lassitude plus que par persuasion, redevenait peu à peu l'ennemie du protestantisme, le fils d'un avocat au parlement de Paris justifiait devant ses parents son passage à l'Eglise réformée, non pas en démontrant la vérité des doctrines protestantes comparées aux doctrines romaines, — il n'est pas une seule fois question de cela, — mais simplement en développant la thèse plus morale que dogmatique, que la perte de maint avantage terrestre ne doit pas empêcher un homme droit de mettre sa profession d'accord avec sa conviction? Hélas! c'est une thèse qui, de nos jours, dans notre France contemporaine, a trop souvent encore besoin de démonstration.

IX. *Une opinion sur la Bible (1626).*

Le traité qui suit est d'une tout autre nature. Ecrit par un fidèle de l'Eglise de Rouen en 1626, il sent quelque peu l'hérésie. Il a pour titre : *Epistre chrestienne contre tous livres autres que la sainte Bible, pour conduire, édifier et deffendre l'Eglise : aux ministres, anciens et diacres du Consistoire de Rouen. M.DC.XXVI.* Sans nom d'auteur ni d'imprimeur. 13 pages. L'auteur trouve que la Bible est un volume assez gros pour prêter à l'étude de chaque jour, et qu'il est dangereux de vouloir lui en joindre d'autres pour conduire et édifier l'Eglise. La manière dont il défend sa thèse, provoquée sans aucun doute par le scolasticisme prévalant au dix-septième siècle dans la théologie et la prédication, n'a rien d'original et prête à des conséquences absurdes. Par exemple, il blâme même la composition d'un livre ayant pour but d'attirer le monde non chrétien à la religion de la Bible. La fin de cette étrange lettre suffit à faire connaître l'esprit qui l'a dictée. « Par quoy, Messieurs, je ne vous peux promettre en-
« core de me renger d'un vray cœur avec vous, que vous ne me pro-
« mettiez d'oster hors du milieu de l'Eglise toutes bibliothèques au-
« tres que le Vieil et Nouveau Testament; et lorsque je verray que
« Jésus-Christ seul y régnera, je m'y rengeray d'un vray cœur, je
« vous honoreray et vous aimeray comme moi-mesme. » Cela est
signé *Robelot* et daté de Rouen, 3 avril. Suivent trois sonnets, plus
un *huitain*, détestablement mauvais, et destinés à prouver en vers
ce que l'auteur croit avoir précédemment prouvé en prose. Ils ont
régulièrement pour derniers mots : *Loy moult agréable*, anagramme
de *Guillaume Robelot*.

X. Véron exploitant partout le royaume de France (1628).

L'ouvrage qui se présente ensuite est un pamphlet assez intéressant, ayant pour titre : *Véron exploitant partout le royaume de France*. M.DC.XXVIII. Sans nom d'auteur ni d'imprimeur. Mais les rapports étroits du pamphlet avec l'Eglise de Ronen, autrement dit de *Quevilly*, la ressemblance des caractères imprimés avec ceux de la confession de foi du juif Daniel, dont nous avons parlé ci-dessus, le fait qu'immédiatement après vient une autre attaque satirique dirigée contre le même Véron prêchant à Rouen contre les réformés, tout nous fait croire que ce pamphlet est d'origine rouennaise.

L'auteur anonyme part d'un écrit composé par Véron, dans lequel celui-ci parlait fort mal d'un pasteur de l'Angle, le même sans doute que nous avons vu signer, en 1621, la confession de foi de Daniel Ben-Alexandre. L'étroite amitié qui le lie à ce digne pasteur, l'oblige à prendre sa cause en main et à dévoiler le caractère odieusement vantard de son adversaire. D'avance nous devons avertir nos lecteurs que Véron est excessivement maltraité, quelquefois même avec grossièreté. Mais, connaissant le personnage comme nous le connaissons, nous ne pouvons vraiment pas l'en plaindre.

Déjà dix ans auparavant, Véron avait fait des siennes à Rouen, mais, paraît-il, sans grands succès. « De fait, depuis ce temps-là, il « ne se passe presque dimanche qui ne soit solennisé par la conver- « sion de quelques-uns. J'y ay veu souvent des familles tout entières « faire profession de la vérité; et est arrivé à Véron comme aux pour- « ceaux, qui, dedans un verger, semblent renverser tout sens dessus « dessous; cependant ils labourent le champ et rendent les arbres « plus fertiles. » D'après notre auteur, e'aurait été l'une des causes qui décidèrent les jésuites à mettre à la porte ce compromettant compagnon. Quant à lui, « il colore cette disgrâce le mieux qu'il peut « en un petit livret qu'alors il fit imprimer, où il dit que les jésuites « ne l'avoient pas chassé, mais qu'il les avoit quittez pour avoir la « carrière plus large pour combattre les ministres. » Sur quoi il se compare aux apôtres, ni plus ni moins; tandis qu'en réalité il n'est bon qu'à provoquer des disputes et à exciter des troubles. « Et qui « voudroit prendre la peine d'examiner sa généalogie, je ne doute « point qu'il ne se trouvast issu de quelque maistre d'escrime, et que « sa naissance n'ait été favorisée des influences du Taureau et du Bé- « lier, qui sont des animaux choquans et de rencontre. » Il ne faut donc pas s'étonner si les ministres refusent le plus souvent d'entrer en lice avec un pareil jouëur. « Car, quant aux vanteries de tant de « mille âmes qu'il a gagnées, ce sont conquêtes imaginaires. Aussi « en met-il les noms en blanc en ses libelles. Il a converty Monsieur « de..., item Madame de..., avec Monsieur d'Averne. Celuy-cy sert de « baze à ses impostures. C'est un gentilhomme qui a fait banqueroute « à notre religion il y a plus de deux ans, *quatruiduanus est, jam sætet*. « Je ne sçay si c'est Véron qui l'a précipité dans l'Averne. Quoy que « ce soit, il le promène comme un ours par toute la France, le pro-

« pose à tous propos comme un eschantillon de ses victoires, et par-
 « tout où il aborde, demandez-lui, comme au diable de Job, d'où il
 « vient, il vous dira qu'il vient de convertir Monsieur d'Averne. Ce-
 « pendant il perd une infinité des siens, et je puis protester avec
 « toute sorte de vérité que, depuis que nous l'avons vu icy, nostre
 « Eglise est acereüe de plus de cinq cens personnes, et nos magis-
 « trats ont sujet de luy demander leurs légions, comme Auguste à
 « Varus. » Une preuve entre beaucoup d'autres de ses vanteries im-
 pudentes, c'est que trois jours après son départ de Rouen, de retour
 à Paris, il s'est vanté d'avoir désolé l'Eglise de Quevilly; lorsque
 toutes ses conquêtes se bornent à un seul individu qui, plus d'un
 an auparavant, avait abandonné l'Eglise, *séduit par les amorcees du*
siècle.

La Rochelle et tout le pays d'Onix (*sic*) se souviennent encore de
 sa déconfiture un jour que, déguisé en cavalier, il avait pénétré chez
 M. de Lommeau, l'un des pasteurs de cette ville, et que, sous pré-
 texte de se faire instruire, il avait demandé à ce pasteur des *passages*
formels. C'était son expression favorite quand il exigeait des théolo-
 giens réformés qu'ils lui citassent des textes de l'Ecriture où les doc-
 trines de la Réforme fussent littéralement énoncées. « A ce mot, le
 « pasteur reconnut que c'étoit Véron, le rebuta, et pour tout pas-
 « sage formel il ne luy montra que la porte, par laquelle il le fit re-
 « passer très formellement. » Il parcourt ensuite la Gascogne, le
 Languedoc, le Lyonnais, « dispute et est batu partout, et fait tous-
 « jours bonne mine. » Entre autres, un jeune pasteur de Béziers l'a
 suivi dans toute la province avec ses livres, et l'a forcé enfin de dé-
 guerpir, « après l'avoir promené par le pays et fait triompher la vérité
 « de ce sanfaron, comme saint Romain promenait la Gargouille (1),
 « après qu'il l'eût encaveçonnée de son estolle. »

S'il revient donc à Rouen dix ans après sa malheureuse équipée,
 c'est pour tâcher de se laver de l'affront qui ne cesse de le poursui-
 vre partout, à cause de sa défaite devant M. de l'Angle. Il a obtenu
 les chaires de l'archevêché, en promettant de « prescher avec mo-
 « destie, » et de ne diriger d'autre propagande contre les réfor-
 més que celle « de la bonne vie. » De fait, ses premiers sermons ont
 été d'un calme, d'une douceur inusitée. Mais, surtout depuis le dé-
 part de l'archevêque, « cette nuée, qui ne nous promettait que de la
 « rosée, s'est crevée en un instant en éclairs et tonnerres. » Sur-
 tout il a odieusement calomnié M. de l'Angle du haut de la chaire.
 Il l'a accusé de falsifications de textes, lui qui a odieusement tordu
 et falsifié, dans ses *Manquemens de la Cène des ministres*, un passage
 de saint Ambroise (*De Sacram.*, lib. IV, cap. iv) relatif à la sainte
 Cène. Il lui reproche d'avoir altéré les actes dressés en commun de
 la conférence, et affirme même que ce pasteur l'aurait avoué devant
 feu M. le premier président. C'est-à-dire qu'il en appelle à un mort,

(1) Autre indice d'origine rouennaise. La *Gargouille* est à Rouen et dans le
 pays de Caux ce que la *Tarasque* est à Tarascon, le symbole mythique du paga-
 nisme, représenté par un monstre hideux et malfaisant, vaincu par un héros de
 la foi, qui n'a eu qu'à se présenter pour vaincre. Une légende analogue se retrouve
 au *Drochenfels*, aux bords du Rhin, et, du reste, dans une foule d'endroits.

tandis qu'il s'est bien gardé d'invoquer son témoignage dans les dix dernières années que ce personnage vivait encore. Il n'oserait pas en appeler au témoignage de M. le président de Saint-Aubin, qui était également présent à la scène. Quant à quelques misérables par lesquels il fait attester ses impudents mensonges, ou bien il les a persuadés de la doctrine de l'Eglise romaine que les fautes pieuses sont de mise, ou bien il a été chercher des dépositions au cabaret. « Car « j'apprend qu'il boit splendidement, et que de tous les préceptes de « saint Paul, il approuve singulièrement celui qui ordonne l'usage « du vin à Timothée. Témoin son heureuse rencontre au festin de « Messieurs les avocats, où il défraya la compagnie, et où le fu- « met du bon vin et des viandes exquisés luy fit voir force cen- « taures, qu'il débella magnifiquement. »

D'ailleurs, comment M. de l'Angle eût-il été si aveugle sur son propre intérêt, que de falsifier le narré d'une conférence où, devant plus de quarante témoins, il avait à plusieurs reprises désarçonné Véron, en le réduisant au silence « de l'idole qui a une bouche et « qui ne parle point. »

Quant aux bruyants défis qu'il adresse actuellement à ce pasteur, celui-ci n'y aura aucun égard, et avec raison. Car « chacun sait que « nous sommes en des temps fascheux, où l'homme prudent doit se « tenir coy, selon le conseil du prophète et les injonctions de Mes- « sieurs nos magistrats. » Du reste, il aurait toujours raison de re- fusé une conférence aussi inutile que celle qu'il pourrait avoir avec un tel brouillon, lequel donne à penser « qu'en la cour romaine il est « raisonnable qu'il y ait des plaisans et des esprits de singe, aussi « bien qu'en la cour de nos roys.

« Enfin, il a d'autres occupations qu'à s'amuser à courre le fa- « quin. Tout ce qu'il peut promettre à Véron, c'est de le mépriser « magnanimement, et de faire relier tous ses livrets et ses cartels de « deffis si magnifiques avec les œuvres de Des Viettes » (1).

Ainsi se termine le pamphlet, qui prouve que nos bons ancêtres n'étaient pas toujours d'une patience angélique. Hélas ! c'est le cas ou jamais d'appliquer la locution bien connue : Un ange lui-même eût perdue !

XI. *Le miroir du temps passé (1628?).*

L'ouvrage qui suit est encore un pamphlet, mais d'un tout autre style et qui ne concerne qu'indirectement nos affaires protestantes. D'ailleurs, je le crois très connu. C'est le *Miroir du temps passé à l'usage du présent, à tous bons pères religieux et vrais catholiques non passionnez*. Sans date ; mais le contenu montre qu'il est contemporain du siège de La Rochelle. Ce petit écrit est vraiment un avant-coureur des *Provinciales*, avec un degré d'épices en plus. Dirigé contre le parti ultramontain, les jésuites surtout, il a pour but d'éveiller l'attention publique sur les menées de la cabale italienne et

(1) Qu'est-ce que Des Viettes ?

espagnole, qui, sous prétexte d'extirper l'hérésie de France, livrerait le pays et le roi entre les mains de ces fils des vieux ligueurs, dont le bon roi Henri eut tant de peine à se dépêtrer et sous les coups desquels il mourut. Il se termine par cet avis :

*François, dessillez-vous les yeux,
Apprenez pour vous et les vostres,
Qu'il n'y a gens si factieux
Que des porteurs de patenostres.*

BIBLIOGRAPHIE:

Tome VIII et avant-dernier de la FRANCE PROTESTANTE de MM. Haag.

(2^e PARTIE.)

Cette deuxième partie du tome VIII et avant-dernier de la *France protestante*, renferme bon nombre d'articles importants, parmi lesquels nous mentionnerons les familles de PORTAL, POURTALÈS, QUATREFAGES, ROCHFORT, ROCHEMONT, ROQUES; — le diplomate REINHARD; — les célèbres sculpteurs *Barthélemy* PRIEUR et *James* PRADIER; — le grand historien RAPIN-THOYRAS; — RABAUT, dont le nom, comme pasteur du Désert, est si bien connu, ainsi que celui de ses fils; — les pasteurs-martyrs RANC, REI, ROCHETTE, ROGER; — le gracieux poète *Antoine* DE RAMBOUILLET, et sa femme, Madame DE LA SABLIERE, la protectrice de La Fontaine; — RAMEZAT, apostat, dans la notice duquel se trouve rapporté un remarquable exemple de frande pieuse; — les généraux RAPP et REYNIER, qui ont joué un rôle important dans les guerres de l'Empire; — l'évêque d'Oléron REGIN, qui favorisa la Réforme; — le célèbre navigateur RIBAUD, un des premiers colonisateurs de la Floride; — RÉGNIER DE LA PLANCHE, un des meilleurs historiens de son siècle; — *Constantin* DE RENNEVILLE, qui a dévoilé le premier le régime intérieur de la fameuse Bastille; — RENÉE DE FRANCE, la fille de Louis XII, dont le nom se place dans l'histoire du protestantisme à côté de celui de JEANNE D'ALBRET; — le fameux *Paul* DE MOUVANS, le plus illustre des chefs huguenots en Provence, et son frère *Antoine*, le martyr; — le célèbre théologien *André* RIVET, et son frère *Guillaume*; — *Pierre* ROQUES, pasteur de Bâle, et ses fils; — enfin, les ROHAN, dont le nom rappelle un des plus grands caractères dont puisse se glorifier le protestantisme du XVII^e siècle, et les ROMILLY, qui l'ont illustré dans le refuge et l'honorent encore aujourd'hui.

- Ponsard (François), architecte.
 Pontard (François), maire de la Rochelle.
 Pontaymeri (Alexandre de), poète.
 Pontier (Jacques), martyr camisard.
 Popelière (Jean), théologien.
 Porée (Jonas), historien.
 Portal, famille protestante.
 — (Jean), viguier de Toulouse.
 — (Jean), capitaine huguenot.
 — (Louis), victime des dragonnades.
 — (Pierre-Barthélemy), ministre de la marine sous Louis XVIII.
 — (Guillaume), gouverneur du prince de Galles.
 — (Henri), manufacturier, etc., etc.
 Porte (Jacques-André), past. et prof. de littérature franç. à Kinteln.
 Portefaix (Pierre), médecin et poète.
 Portesain (Claude), martyr à Troyes.
 Poterat (Jean), pasteur à Issoudun.
 Ponchet (Louis-Ezéchiel), manufactur.
 Poudrel (Jean), ministre apostat.
 Poujade (Joseph), prof. de philosophie à Cassel.
 Poulain de La Barre (François), prof. de latin à Genève.
 — (Jean-Jacques), past. à Bossey.
 Poullain (Valérand), past. à Francfort.
 Poulliot (Etienne), martyr.
 Poupard (Olivier), médecin.
 — (Isaac), secrétaire de la duchesse de Bar.
 Poupin (Ab-l), ministre à Genève.
 Pourtales (Jérémie), rich. négociant réfugié, et ses descendants.
 Poussart, famille noble du Poitou.
 — -Vandré.
 — -Du Vigean.
 Poyet, capitaine huguenot.
 — (René), martyr.
 Prabach (Pierre), surintendant des Eglises du comté de Montbéliard.
 Pradier (James), sculpteur célèbre.
 Préaux (Hector de), capitaine huguenot.
 Preissac, famille protestante du Languedoc et du Poitou.
 Prellieur (Pierre), composit. de musique.
 Prestreau, professeur à Genève.
 Preunlin (André), past. à Dorltzheim.
 Préveraud (Jean), juge à Montagnac.
 Prévost (Claude), prof. à Lausanne.
 — (Anna), relapse.
 — famille noble du Poitou.
 — -du Chastelier-Portault.
 — -de Touchimbert.
 — -de La Roche.
 — -du Ples-is.
 Prez (Pierre de), avocat à Gex.
 — (Ferdinand de), pasteur à Fontainebleau, et ses descendants.
 Prieur (Barthélemy), premier sculpteur du roi.
 Prinerosse (Gilbert), minist. à Bordeaux.
 — (David), ministre à Ronen.
 — (Jacques), médecin.
 Prioleau (Samuel), ministre à Pons.
 — (Elie), ministre à Pons.
 Priolo (Benjamin), apostat.
 Privé (Charles), moine converti.
 Prohana (René de), sieur de Valfrenière, capitaine huguenot.
 Proily, famille protest. de la Picardie.
 Prudhomme (Jean), dessinat. et peintre.
 Prunelé (François de), capit. huguenot.
 — -de Tignonneville.
 — -d'Ocqueville.
 Prunet (Pierre), théologien.
 Puech (Jean-Jacques), écuyer.
 Pujol (Antoine), notaire à Castres.
 Quatrefoies, famille cévenole.
 Quellenec (Charles de), victime de la Saint-Barthélemy.
 Quesnot (Jean-Jacques), fabricant, réfugié en Danemark.
 Quintin (Jean), doct. en droit, apostat.
 Rabasteins (Bertrand de), vicomte de Paulin, chef protestant dans le Quercy.
 — (Philippe de), baron de Paulin, capitaine huguenot.
 Rabault (Jean), sieur de Matheselon, et ses descendants.
 Rabaut (Paul), célèbre pasteur du désert.
 — (Jean - Paul) dit *Saint-Etienne*, membre de la Convention.
 — (Jacques-Antoine), membre de la Convention, puis past. à Paris.
 — (N.), membre du Conseil des Anciens.
 Rabec (Jean), moine converti et martyr.
 Raconis, famille de l'île-de-France.
 Racquet (Claude), sieur de Mollien, et ses descendants.
 Raïmond (Florimond de), histor. apostat.
 Raféris, famille provençale.
 Raguer (Jean), sieur d'Esternay, chef protestant dans la Picardie.
 Raillard (Jérémie), réfugié à Bâle, et ses descendants.
 Raineval (François de), gentilhomme picard, et ses descendants.
 — (Charles de), écrivain polémique.
 Raison (Jean-Ferdinand), professeur à Cobourg.
 — (N.), secrét. du duc de Courlande.
 Ralet, avocat et martyr.
 Rally, pasteur à Aubusargue.
 Ranibaud (Jacques), sieur de la Vilette-Firmeyer, capit. dauphinois.
 — (Louis), consul de Die.
 Rambouillet (Nicolas de), secrétaire de la chambre des finances, et ses descendants.
 — (Antoine), sieur de La Sablière, poète.
 Rambour (Abraham), pasteur et professeur à Sedan.
 — (Jacob), praticien, etc.
 Rambures, famille noble de la Picardie.
 — -Poireauville.

- -Huleux.
- Ramezay, famille de l'Orléanais.
- Ramondon (Abraham), peintre.
- Ramperg, cartésien.
- Ranc (Louis), past. du Désert et martyr.
- (Alexandre), pasteur du Désert.
- Ranchin (Etienne), profes. de droit à Montpellier.
- (Guillaume), conseiller à la chambre de l'Edit.
- (Jacques), un des fondateurs de l'académie de Castres, poète.
- Ranconnet (Almar de), savant jurisconsulte.
- Ranques (Antoine de), capit. huguenot.
- Raoul (Daniel), martyr.
- Rapin (Antoine), capitaine huguenot.
- (Pierre), capitaine huguenot.
- (Philibert), gentilhomme du prince de Condé.
- (Pierre), gouverneur du Mas-de-Verdun.
- (Daniel), capitaine des gardes en Hollande.
- (Jacques), avocat à la chambre de l'Edit.
- (Paul), sieur de Thoyras, historien célèbre, et ses descendants.
- Rapp (Jean), aide de camp de Napoléon.
- (Jean-Jacob), homme de loi, etc.
- Rasse-des-Nieux (François), chirurgien de la reine de Navarre.
- Raton, sergent-major à Vitré.
- Rauch (Daniel), pasteur à Strasbourg.
- Rauchfuss (Conrad), mathématicien.
- Raullin, chirurgien de Vassy.
- Ravanel, chef carisard.
- (Pierre), pasteur à Sauzet.
- Ravenel (Jean de), gentilhomme picard, et ses descendants.
- Raymond, capitaine huguenot.
- Raynaud (Guillaume de), sieur d'Allein, capitaine et ingénieur.
- Rayot (Pierre), professeur de français à Helmstadt.
- Reboul (Guillaume), apostat fameux.
- Reboullet (Paul), pasteur à Bâle.
- (Daniel), pasteur à La Haye.
- Rechignevoisin (Bernard de), sieur des Loges, et ses descendants.
- Réclam (Frédéric), peintre et graveur.
- (Pierre-Christian-Frédéric), pasteur à Berlin.
- Redostièrre (Isabeau), prophétesse dans les Cévennes.
- Refuge (Jean de), chambellan du duc d'Alençon, et ses descendants.
- Regin (Claude), docteur en droit, puis évêque d'Oléron, partisan de la Réforme.
- Régis (Pierre), médecin célèbre.
- Régius (Désiré), capucin converti.
- Regnault (Nicolas), historien.
- Regnier (Pierre), sieur de La Place, lieutenant général au siège présidial de Poitiers.
- (Louis), historien célèbre, et ses descendants.
- Rei (Fulcrand), pasteur du Désert et martyr.
- Reichelt (Jules), professeur de mathématiques à Strasbourg.
- Reinhard (Charles), diplomate.
- Reisseisen (Jean-Daniel), professeur de droit à Strasbourg.
- Remerville, famille d'Apt, convertie au protestantisme.
- Remi (Hector), martyr à Douai.
- Rémond (Jean), historien.
- Renard (Jean), sieur de Minguetière, capitaine huguenot.
- (Louis), agent du roi d'Angleterre.
- Renard (Antoine), profess. à Saumur.
- (Elie), pasteur à Tonneins.
- Renaudot (Théophile), fondateur de la *Gazette de France*.
- Renault (Jean), prédicant dans le Poitou.
- Renée de France, duchesse de Ferrare, dame de Montargis.
- Renier (Etienne), moine converti, et martyr.
- Renneville (Constantin de), historien de la Bastille.
- Renoult (Jean-Bapt.), cordelier converti.
- Renty, capitaine huguenot.
- Renvoi (Quentin), pasteur à Calvisson.
- Repasseau (Jacques), minist. à Livron.
- Reuchlin (Antoine), pasteur et professeur d'hébreu à Strasbourg.
- (Frédéric-Jacob), past. et professeur de théologie à Strasbourg.
- (Jean - Gaspard), surintendant ecclésiastique à Gotha.
- Reveau (Georges), avocat du roi au présidial de la Rochelle.
- Rey (Claude), ministre à Vergèzes.
- (Antoine), pasteur à Zuriksee.
- (César), pasteur à Gex.
- Reynier (Jean-François), médecin.
- (Jean - Louis - Antoine), économiste et agronome.
- (Jean-Louis-Ebénézer), général de la République et de l'Empire.
- Ribaud (Jean), navigateur célèbre.
- Ribaudcau (Robert), valet de chambre de Henri II.
- (André), poète.
- Ribeauvillers (Ulric de), et ses descend.
- Ribit (Jean), professeur à Lausanne.
- Ribotte (N.), négociant à Montauban.
- Riboudeau (Philippe), ministre en Bourgogne.
- Ricard (Jean), conseiller en la cour des aides de Montpellier.
- Ricand (Jean), ministre à Lyon.
- Richard (Elie), médecin habile.
- (P.), archidiacre à Mulhouse.
- Richebourg (Claude-Pierre de), réfugié en Amérique.

- Richer (Pierre), past. à la Rochelle, etc.
 Richiend (Antoine de), sieur de Mouvans, victime du fanatisme en Provence.
 — (Paul de), le plus vaillant des chefs huguenots de cette province.
 Ricottier (Moïse), ministre à Clairac.
 — (Jean), controversiste.
 — (Pierre), ministre à Menin, puis à Londres.
 Rieu, famille réfugiée à Genève.
 — (Henri), gouverneur de l'île St-Martin.
 — (Jules-Charles), pasteur à Fridericia en Danemark.
 Rieux (Denis de), martyr à Meaux.
 — (Guillaume de), capit. huguenot.
 Rigaud (David), poète.
 Rihel (Josias), imprimeur.
 — (Philippe), docteur en médecine.
 Ring (Frédéric Dominique), gouverneur du jeune margrave de Bade.
 Risolières (Isaac), victime du fanatisme.
 Rissler (Jean), pasteur à Mulhouse.
 Riupéroux, poète dramatique apostat.
 Rival (Pierre), pasteur à Londres.
 — (Elie), ministre à Amsterdam.
 Rivalier (Claude), ministre à Cassel.
 Rivet (André), professeur à Leyde.
 — (Guillaume), ministre à Taillebourg.
 Rixinger (Daniel), professeur de philosophie à Strashourg.
 Robelet (Guillaume), écrivain religieux.
 Robequin (Marie-Louise), femme de l'apostat J. Roux.
 Robert (Jean), marin rochelais.
 — famille réfugiée à Cassel.
 — (Charles-Guillaume), pasteur et professeur à Marbourg.
 — (Georges-Frédéric-Charles), chancelier du landgrave.
 — (Ferdinand), doct. en médecine.
 Robillart (Michel), martyr.
 Robin (Marie), prédicant dans le Poitou.
 Robineau, famille protestante en Poitou et en Bretagne.
 Rochas (Henri de), docteur en médecine.
 Rocheblave (Henri de), past. à Londres.
 Rochechouart (Christophe de), sieur de Champdeniers, capit. huguen.
 Rochefort (Charles de), baron de St-Angel, et ses descendants.
 — (Charles de), baron de Théobon, capitaine huguenot.
 — (Charles de), lieutenant général.
 — (Charles de), victime des persécutions.
 — (Jean de), écrivain religieux.
 Rochelle (Jean), conseiller au parlement de Paris.
 Rochemont (François de), maître d'hôtel du roi, et ses descendants.
 — (Daniel de), pasteur à Genève.
 — (Philippe de), pasteur à Cassel.
 Rochemore (Jacques de), lieutenant particulier au sénéchal de Nîmes, et ses descendants.
 — (Thomas de), baron d'Aigremont, complice de la Michelade.
 — (Henri de), victime des persécutions.
 Roches, famille franc-comtoise réfugiée à Genève.
 — (François), célèbre orateur de la chaire.
 Rochette (François), pasteur du Désert, et martyr.
 — (Jean), avocat de Troyes, apostat.
 — (Louis), inquisiteur converti au protestantisme.
 Rocolos (Jean-Baptiste de), historien.
 Rodier, ministre à Tornac.
 Røderer (Jean-Georges), chirurg. célèb.
 — (Michel), médecin accoucheur.
 Roeslin (Elisée), mathématicien, astronome et médecin.
 Roësse, capitaine huguenot dans le Dauphiné.
 Roger (Jacques), pasteur du Désert, et martyr.
 Rogier (Jean), secrétaire de La Trémonille, et ses descendants.
 Rohan, une des plus illustres familles de France.
 — (Henri de), protect. des Réformés.
 — (Jean de), capitaine huguenot.
 — (Françoise), dame de la Garnache, et son fils, le prince de Genevois.
 — (René de), chef des protestants en Saintonge.
 — (Henri de), le héros des dernières guerres civiles, sous Louis XIII.
 — (Benjamin de), sieur de Soubise, chef des protestants de l'Ouest, sous Louis XIII.
 — (Catherine de), duchesse de Deux-Ponts.
 — (Anne de), poète.
 — (Tancrede de), fils vrai ou supposé du duc Henri de Rohan.
 — (Jacqueline de), marquise de Rochelin, zélée protestante.
 Rolin (Hugues), ministre de Veynes.
 Rolland (Arnand), maire de St-Jean d'Angely.
 Rollet (Henri), habile fondeur.
 — (Louis), martyr.
 Rollin (Christian-Jérémie), professeur de médecine à Brunswick.
 Romaine (William), prédicant. célèbre.
 Roman (Jean), pasteur du Désert.
 — (Jacques), docteur en médecine.
 Romieu (Pierre), ministre apostat.
 Romilly (Jean), habile horloger.
 — (Jean-Edme), pasteur à Chancy.
 — (sir Samuel), solliciteur général en Angleterre.
 — (John), attorney général.

- | | |
|---|---|
| — (Charles), avocat de la couronne. | — (Pierre), pasteur à Bâle, et ses descendants. |
| — (Frédéric), membre de la chambre des communes. | Roquigny (Adrien de), poète. |
| Romyeu (Benoît), martyr. | Rosemont (Jacques de), secrétaire de La Trémouille, et ses descendants. |
| Rondelet (Guillaume), médecin et naturaliste. | — (Jacques-Auguste de), ministre apostat. |
| — (Pierre), pasteur à Bordeaux. | — (Jean-Baptiste de), écrivain réfugié à Londres. |
| Roquebine (Constantin de), lieutenant de La Suse à Belfort. | Rosenstiel (Henri-Charles), secrétaire de légation. |
| Roques (Guillaume), sieur de Clausonne, conseiller au présidial de Nîmes, et ses descendants. | |

Le volume contient, en outre, les trois dernières feuilles des *Pièces justificatives*, comprenant : une Liste de protestants enfermés dans des prisons d'Etat; — les actes du Synode national de 1748, publiés pour la première fois; — ceux des Synodes de 1756 et de 1763; — l'édit de 1788; — l'édit de l'électeur de Brandebourg en faveur des réfugiés; — le Projet de Brousson; — un Tableau des protestants massacrés en Provence en 1562; — l'édit du landgrave de Hesse pour les réfugiés; — enfin, le Titre et la Table des Pièces justificatives, qui forment maintenant un tout complet avec l'*Introduction*, et peuvent être reliées en un volume séparé.

L'année 1859 verra donc, s'il plaît à Dieu, terminer ce grand travail, auquel les auteurs auront donné plus de quinze années de leur vie.

Errata. — Page 78, ligne 32, lisez 1662 et non 1602.

— 108, — 11, — Zassius.

— *ibid.*, — 26, — Torgau.

— 115, — 2, — Alcandre.

— 205, — 34, supprimez le point d'interrogation. Il est évident que c'est le marquis de Beringhen, premier écuyer, qu'on désignait sous ce titre.

AVIS. — Le tome VIII du *Bulletin* commencera avec l'année 1859.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ
DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS

REVUE DE LA PRESSE

1859

PROTESTANTISME ET CATHOLICISME

REVUE DE LA PRESSE

1859

PARIS. — TYP. DE CH. MEYRUEIS ET C^e
rue des Grès, 11. — 1859.

PROTESTANTISME ET CATHOLICISME



BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ

DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

DOCUMENTS HISTORIQUES INÉDITS ET ORIGINAUX

XVI^e, XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES

HUITIÈME ANNÉE



« Et quant au premier point sur la reformation que j'ay commencée et que j'ay delibéré continuer par la grâce de Dieu.... je l'ay apprise par la Bible que ie lis plus que les docteurs...., et n'ay point entrepris de planter nouvelle religion en mes pais, sinon y restaurer les ruines de l'ancienne... Je ne fay rien par force... Dieu ne monstre des exemples... »

Jeanne d'Albret, Reine de Navarre au cardinal d'Armagnac.

(Lettre du 18 d'oust 1563.)

Vos pères, où sont-ils ?
(ZACHARIE, I, 5.)

« Je trouverois bon, qu'en chascune ville, il y eust personnes deputées pour escrire fidellement les actes qui ont esté fait durant ces troubles: et par tel moyen, la verité pourroit estre réduite en un volume, et pour ceste cause, Je m'en vay commencer à t'en faire un bien petit narré, non pas du tout, mais d'une partie du commencement de l'Eglise reformée. »

Bernard Patissy.
(Recepte véritable, etc., La Rochelle, 1563, page 103.)

PARIS

AGENCE CENTRALE DE LA SOCIÉTÉ

174, RUE DE RIVOLI

1859

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Album (Un) protestant du commencement du XVII ^e siècle.	497
Alençon (La réforme à) aux XVI ^e et XVII ^e siècles (1533-1685). Extraits des registres du parlement de Paris.	62 X
Appointement, commandement et saisie pour contraindre des parents protestants à faire baptiser leur enfant à l'église C. A. R.	480
Arnould (Isaac). Ses livres : <i>le Mépris du monde</i> , et <i>de l'Obéissance due au roi</i>	283
Assemblées du Désert dans l'Agenais. Fondation des églises situées près du confluent du Lot et de la Garonne.	377
Archives de l'Eglise wallonne de Wésel. Extraits des registres.	6
Aubigné (Samuel d'), petit-fils de Théodore-Agrippa.	229
Avis au lecteur.	1,413
A quel auteur contemporain Elie Benoît fait-il allusion dans un passage de la préface générale de son <i>Histoire de l'Edit de Nantes</i> ?	129
Assemblée générale de la Société.	352
Asile (Un) des Huguenots à l'époque de la Révocation de l'Edit de Nantes. L'île d'Axholme.	344
Bibliographie.	441,253,495,609
Boisvin de Bacqueville (Renseignements demandés sur une famille de réfugiés)	499
Brachet (Théophile) de la Milletière.	252
Colonies (Les) de réfugiés protestants français :	
I. La colonie de Friedrichsdorf, près Francfort-sur-le-Mein	79
II. Les colonies d'Erlangen et de Schwabach, dans les anciennes principautés de Brandebourg-Baireuth et Brandebourg-Anspach.	219
III. Les Eglises réformées françaises dans le royaume de Saxe : à Dresde et à Leipsick.	312
Capucin (Un) de Paris dénonçant les nouveaux catholiques.	227
Caumont la Force (Mort du maréchal de), en 1652. Ses derniers moments.	418
Cent vingt et un pasteurs (Liste de) envoyés par l'Eglise de Genève aux Eglises de France de 1535 à 1566.	72
Ce que devenaient les nouvelles catholiques entre les mains des convertisseurs. Déclaration manuscrite d'un frère augustin.	245

Correspondance.	2,414,261,369,497
<i>Convertis (Les)</i> au XVII ^e siècle d'après une physiologie « des plus fameux argotiers de ce temps. »	340
Confession de foi des Vaudois de Provence en 1543.	507
Chanson (Une) spirituelle d'Agrippa d'Aubigné, à rechercher. . . .	280
— (La) <i>O moine, il faut vous marier</i> , à rechercher. . . .	<i>ibid.</i>
Chansons démonstrantes les erreurs et abus du temps présent. Recueil de 1542, à rechercher	<i>ibid.</i>
Défense de la religion réformée, etc., par Gilbert Primerose. . . .	24,130,283
Dragonnades en Languedoc, etc.	4
<i>De jure magistratum</i> , etc. (Ce traité est-il d'origine allemande ou française?)	379
Désert (Le culte protestant au), dévoilé dans une brochure anonyme en 1557.	93
Espagne (Jean d'), ministre de l'Eglise française de Londres. . . .	369
Est-il vrai que Calvin, avant de poursuivre Servet à Genève, l'ait dénoncé à l'archevêque de Lyon ?	499
Exhortation aux fidèles protestants demeurés en France (1698 ?). . .	265
FRANCE PROTESTANTE de MM. Haag	4,114,113,257,495
— Liste des articles du tome IX et dernier	609
Faire l'école buissonnière (Origine de la locution).	13,272
Ferrières (Jean de), vidame de Chartres.	253
Fille noble enlevée à ses parents et jetée dans un couvent. . . .	476
François de Salles a-t-il réellement essayé de séduire Théodore de Bèze, par l'offre d'une pension de la part du pape.	44,381
Huguenot (Etymologie et première apparition du mot)	13,422,266,378
Indulgences. Le produit de leur trafic a-t-il servi pour partie à doter une nièce du pape Léon X ?	277
La boîte à Perrette (La locution proverbiale de)	41,271,384
La vache à Colas (La chanson de).	7
<i>Le politique</i> (Quel est l'auteur du dialogue ?).	379
Lettres diverses de Martin Luther, traduites en français pour la première fois : — 4 ^e Depuis la rédaction des articles de Smalkalde jusqu'à sa mort (1537-1546).	24
Libéralités (Les) de Louis XIV, en faveur d'étrangers convertis. Brevet de pension au sieur Kuster, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.	92
« Livre de l'obéissance » (Un), dont il est parlé au milieu du XVII ^e siècle.	128
Lettres (Deux) écrites à l'abbé Raynal, sur l'histoire de la révoca-	

tion de l'Edit de Nantes, qu'il se proposait de publier . . .	232
I. Lettre première et questions sur les réfugiés français . . .	236
II. Lettre deuxième. Neuf questions	318
Lettres (Deux) de couvent à couvent, écrites de Paris pendant le massacre de la Saint-Barthélemy, le jour même et le surlendemain, 24 et 26 août 1572, par Joachim Opser de Will, jésuite, sous-proviseur du collège de Clermont, à Paris, au R. P. Othmar, abbé de Saint-Gall, en Suisse.	284
Lettres de Michel Roset, de Morat, à Nicolas de Dispach, de Berne, sur la Saint-Barthélemy	76
— de Fénelon. demandant une pension du roi pour une jeune Anglaise convertie.	85
— de François et Louise de Coligny, et de Guy-Paul de Laval, réfugiés à Berne après la Saint-Barthélemy	132
— de Pierre Du Moulin à la duchesse de la Trémouille. . . .	136
— de Crespin, de Cantorbéry, à Vincent, ministre de la Rochelle	138
— de Paul Rabaut au pasteur Pradel.	483
— de Gal-Pomaret à Voltaire et réponse de Voltaire.	484
— du roi Henry III, à M. de Polastron la Hillière, gouverneur de Bayonne.	294
— écrite de Hollande en 1698 sur l'état des affaires des protestants de France	310
— de Théodore de Bèze au secrétaire d'Etat d'Angleterre Cécil. .	310
— d'André Rivet à la duchesse de la Trémouille.	311
— de M. de Flavigny, résident du roi, à M. de Sainte-Catherine. .	314
— de l'évêque d'Arles, M. de Grignan à l'agent général du clergé de France à Paris.	<i>ibid.</i>
Mélanges.	400, 245, 310, 487
Nouvelles de la Réforme allemande à la Cour de France en 1521. .	396
Numismatique antiprotestante des papes et des rois de France :	
1 ^{re} et 2 ^e partie	400, 121
3 ^e et 4 ^e partie.	488
— du règne de Louis XIV et médaillon de l'arc de triomphe de Montpellier.	121
Parpaillot (Origine et signification du sobriquet de).	420, 275, 380
Portal (Le général), bienfaiteur de l'Eglise de Paris en 1573. . .	2
Protestants fugitifs, arrêtés et poursuivis devant le parlement de Grenoble.. . . .	297
Psautier (Un) du XVI ^e siècle (1577), avec musique de Pierre Sauter, Poitevin.	261

Questions et réponses.	7,122,266,378,499
Ramerupt (Famille de), expatriée en Suisse pour cause de religion au XVII ^e siècle	449
Rapport du trésorier de la Société sur les exercices 1857 et 1858.	367
<i>Recherches, etc., sur la réformation à la Rochelle</i> , par Philippe Vincent.	279
Registre du curé de Bernis (1677-1682). Abjuration de la demoiselle Diane de Verot.	374
Religionnaires. A quelle époque ce terme s'est-il introduit ?	381,276
Réforme (La) en Picardie, depuis les premiers temps jusqu'à nos jours, particulièrement dans le Vermandois, la Thiérache, le Laonnais, le Noyonnais et le Soissonnais, formant aujour- d'hui le département de l'Aisne (1525-1853). Avant-propos.	385
I. Réforme. Meaux (1512-1525)	388
II. Origine et fondation des Eglises du département de l'Aisne (1525-1562)	391
III. Etat des Eglises pendant les troubles religieux (1562-1598).	440
IV. Etat des Eglises sous l'Edit de Nantes (1598-1664)	420
V. Destruction des Eglises (1664-1685)	432
VI. Refuge (1685)	459
VII. Les Eglises sous la croix	517
VIII. Restauration des Eglises (1769).	556
IX. Réorganisation des Eglises en 1802	571
Appendice. Un livre du Désert (Boîte-à-Cailloux)	586
Notes.	601
Roussel (Alexandre), pasteur du désert. Son martyre	478
Synode (Le dernier) national des Eglises réformées de France avant la révocation de l'Edit de Nantes. Rapport officiel du commis- saire du roi Collas de la Madelaine au 29 ^e et dernier synode national tenu à Loudun en 1659	445,262
Sotie (Une) du XVI ^e siècle à retrouver.	429
Soties (Deux) du XVI ^e siècle à rechercher.	278
Traité sur la messe, par Du Plessis-Mornay	430,282
Troisième jubilé séculaire du synode national constituant des Eglises réformées de France.	444
Versailles et les protestants de France jusqu'en 1789.	352
Wallerand-Poulain, fondateur de l'Eglise de Francfort-sur-Mein. Son lieu de naissance.	23,131

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS.

HUITIÈME ANNÉE.

La septième année a été close, comme nous l'avions annoncé, au 31 décembre 1858; le volume qui la représente étant composé de quatre cahiers, comprenant douze numéros, répartis sur les huit mois écoulés de mai à décembre, notre publication se trouve ainsi à jour pour commencer avec l'année même. Nous avons vu avec plaisir que cette modification avait été généralement approuvée. Nous voudrions que le *Bulletin* parût désormais régulièrement tous les deux mois. C'est chose toujours bien difficile pour un recueil de ce genre, difficile surtout dans les conditions particulières du nôtre. Mais nous ne nous y épargnerons pas. Nous demandons en revanche, à nos collaborateurs et lecteurs, un concours et une sympathie soutenus; nous leur demandons surtout plus d'exactitude que par le passé dans l'acquiescement des souscriptions. C'est là, on le comprend, un encouragement tout à fait indispensable.

Notre public, il faut bien le redire, laisse beaucoup à désirer, et nous devons porter à sa connaissance un fait qui parle plus haut que tous les reproches. S'il est une œuvre contemporaine qui fasse honneur au protestantisme français et qui soit étroitement liée à ses intérêts, c'est, nous l'avons dit cent fois, et tous les organes de la publicité l'ont proclamé comme nous, c'est l'œuvre à laquelle deux de nos coreligionnaires ont voué plus de quinze années de leur vie, c'est la *France protestante*. Un de nos correspondants a eu raison d'appeler ce grand travail le *Livre d'or* des protestants de France (voir *Bulletin*, t. III, p. 517). Eh bien, l'éditeur de la *France protestante* n'a pas trouvé un nombre de souscripteurs qui suffit même à couvrir ses frais! Nous aurions honte de dire quel est ce nombre. Parvenu au cinquième volume, il avait songé sérieusement à interrompre une publication aussi ingrate, et c'est seulement sur les

instances de quelques amis qu'il avait consenti à s'engager encore pour trois nouveaux volumes. Il a tenu cet engagement, et le tome VIII est aujourd'hui publié ; mais le tome IX, qui, avec celui du supplément et des tables, est le dernier à publier, n'est pas encore sous presse, et (chose triste à dire à notre public, mais qu'il serait inutile de lui taire) l'éditeur a si peu de confiance en lui, qu'il a déclaré l'intention formelle d'en rester là.

Est-il possible cependant que la *France protestante* en reste là ? Si elle a été tellement riche dans le passé que ses historiens ont vu s'étendre d'une manière imprévue le champ de leur travail, est-elle trop pauvre dans le présent « pour payer sa gloire ? » Nous n'insistons pas. A bons entendeurs, demi-mot.

CORRESPONDANCE.

OBSERVATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIVES A DES DOCUMENTS PUBLIÉS.—
AVIS DIVERS, ETC.

Le général Portal, bienfaiteur de l'Eglise réformée de Paris en 1573, mentionné dans l'Autobiographie de Pierre Du Moulin. — Eclaircissements.

Nous recevons de M. le baron Portal la communication suivante, qui contient d'utiles renseignements sur un des personnages cités par Pierre Du Moulin, dans son autobiographie :

L'autobiographie de Du Moulin, que vient de publier le *Bulletin* de notre Société, contient un passage particulièrement intéressant pour l'histoire de l'Eglise réformée de Paris. C'est celui où nous lisons qu'après les effroyables massacres de la Saint-Barthélemy les protestants ne désespérèrent pas de rétablir leur Eglise dans la capitale du royaume, et qu'un huguenot que Du Moulin nomme *le général Portail* donna en mourant *certain deniers* au pasteur de La Faye « pour les dispenser pour le bien et soutien de l'Eglise de Paris, de laquelle il espéroit en bref le rétablissement. » (*Bull.*, VII, p. 479.) Du Moulin, acceptant en 1591 le titre de Pasteur de Paris, reçut un traitement prélevé sur ces fonds et suffisant à son entretien.

Ce bienfaiteur de l'Eglise renaissante mérite que l'on connaisse son véritable nom, qui était *Bérenger Portal*, chevalier, seigneur de La Pradelle, trésorier général, conseiller du roi et général de ses finances en la

généralité de Toulouse, présidant le bureau desdites finances. Le titre de *général* précédant le nom n'était donné à cette époque qu'aux généraux des finances, jamais aux chefs des armées. Un mandement du roi Charles IX, de l'an 1565, titre qui appartient à la famille Portal, fait mention du sieur de Montluc (1) et du *général Portal* : « MANDONS, etc. (y est-il dit), à « *notre général Portal*, etc. »

Le nom de ce trésorier général a été estropié par Du Moulin et par d'autres historiens, entre autres par Durozoi (dans ses *Annales de Toulouse*), qui le nomme *Béranger Portail*.

Après le supplice de son frère Jehan de Portal, viguier de Toulouse, chef du parti des huguenots de cette ville, qui, par arrêt du parlement, eut la tête tranchée et exposée sur la plus haute flèche de l'hôtel de ville, le 20 mai 1562, Béranger demanda un changement de résidence et fut nommé trésorier général de Guyenne; trois ans après, il fut rétabli dans la généralité de Toulouse. Les titres originaux s'arrêtent à cette époque, et il est probable qu'il entra alors dans la vie privée.

Après l'avoir vraisemblablement confondu avec un général d'armée, on sera peut-être tenté de le confondre avec les receveurs généraux de nos jours. Les généraux des finances étaient des magistrats présidents de cours financières. Le savant historien Monteil fait connaître leurs attributions dans son *Traité des Matériaux manuscrits* (t. 1^{er}, p. 316).

Les descendants de Béranger Portal, établis dans le Rouergue, rentrèrent dans le giron de l'Eglise catholique et formèrent la branche des seigneurs d'Ols et barons d'Ampiac. L'un des derniers descendants de Béranger par les femmes était Jean-Jacques de Saunhac, comte de Villelongue, fils de Michel-Louis-Jean de Saunhac, comte de Villelongue et de *Marguerite de Portal, dame d'Ampiac*. Il périt sur l'échafaud révolutionnaire le 6 vendémiaire an II.

L'historien Monteil a célébré le courage d'un enfant issu d'un rameau de cette branche. Il habitait La Campie près d'Ampiac : apprenant que son jeune frère était attaqué par un loup enragé, Guillaume Portal vole à son secours, se précipite sur l'animal furieux, plonge la main dans sa gueule, le terrasse, et meurt des suites de cette action héroïque; c'était pendant l'hiver de l'an VI. (Monteil, *Description du département de l'Aveyron*, t. 1^{er}, p. 109.)

(1) Montluc avait été nommé, en 1564, lieutenant général de la Guyenne, c'est-à-dire gouverneur de cette province. Comme chef d'armée, il n'est connu que sous la dénomination de capitaine Montluc.

Dragonuades en Languedoc, conversions en masse, interdictions et démolitions de temples. — Notes manuscrites trouvées en tête d'un Nouveau Testament et d'un Psautier Cévenols (1683-1685).

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Aulas (Gard), 29 novembre 1858.

Les notes que vous trouverez ci-jointes ont été copiées dans un de ces anciens Nouveaux Testaments et Psautiers qui sont religieusement conservés dans nos anciennes familles protestantes. Celui dont il s'agit appartient à la famille Th. Falquière, de Ganges; il est relié et dore sur tranche et assez bien conservé. En voici le titre : *Le Nouveau Testament, c'est-à-dire la Nouvelle Alliance de Notre Seigneur Jésus-Christ. Se vend à Charenton, par Anthoine Cellier, demeurant à Paris, rue de la Harpe, à l'imprimerie des Roziers, M. D C. L X I V.* Le Psautier, qui est relié avec, est intitulé : *Les Pseaumes de David mis en Rime françoise par Clément Marot et Théodore de Bèze. Se vendent à Charenton pour Anthoine Cellier demeurant à Paris, rue de la Harpe, aux Grands-Couronnes, et à l'imprimerie des Roziers, M. D C. L X I.* C'est sur quelques feuilles blanches au commencement et à la fin du volume que les notes ont été écrites au moment où les faits mentionnés se sont accomplis. Elles confirment et complètent ce qui a été dit au sujet de la révocation de l'Edit de Nantes dans les Cévennes. Les documents contemporains de cette époque étant assez rares, du moins dans nos contrées, j'ai cru devoir vous les communiquer.

Veuillez agréer, etc.

F.-E. TEISSIER.

Notes trouvées en tête du Nouveau Testament.

Le 24^e novembre 1684 et le dimanche après la prédication du matin on a interdit Mr Blanc, pasteur de l'Eglise de Ganges.

Le 29^e septembre 1685 Montpellier se catolisa en corps de communauté.

Le 3^e octobre 1685 Nîmes en fit de mesme en corps de communauté. Anduze, Saint-Ipolyte, Durfort, Quissac, Monoblet, Saint-Félix, Semenes [Sumène], Saint-Lorans [Saint-Laurens-le-Minier], Ganges, le 11 octobre 1685 et le judy dudit mois, en corps de communauté se catolisa.

Le judy 11^e octobre 1685 les habitants de Ganges ont fait abjura-

tion de la R. P. R. et ont embrassé la C. A. R. en corps de communauté par force. Trois cens Suisses du régiment de Justanbert vinrent pour catoliser les habitants dudit Ganges.

Le 27^e octobre 1685 et le samedi dudit on a commencé de démolir le temple de Ganges. M^r Gervais, juge de Ganges, commissaire.

Le 2^e et le mardy jour de Saint-Loy [s] en l'année 1682 on a démoly le temple de Montpellier, et en l'année 1683 et 1684 et 1685 plusieurs des Sevènes, comme est le Vigan, Semenens [Sumène], La Sale, Cros et plusieurs autres, comme est Vses [Uzès], Quissac, Moulères [Molières près le Vigan], Aumessas, Deuese [d'Avèze?]. Le judy 13^e du mois de septembre 1685 on a tombé le temple de Mondardié, celui de Meiries [Meyrueis], celui de Vallerave [Valleraugue] et celui du Grand-Galargues, celui d'Aulas, de Tournac [Tornac]. Sur la fin du mois de septembre 1685 on a interdit Nîmes, Alès, Villevielle, et le dernier dudit mois on a interdit Saint-Félix, on y communia ce jour-là, et le 4^e octobre 1685 on a interdit Durfort qui a esté le dernier des Sevènes. — On a tombé le temple de Nîmes le 7^e du mois d'octobre 1685, le 18^e dudit celui de Saint-Lorans [Saint-Laurens-le-Minier] et le 27^e dudit mois le samedi celui de Ganges et généralement dans le mois de novembre tous les temples de France.

Notes écrites à la fin du Psautier.

Le 5^e octobre 1683 et le mardy dudit mois, les M^{rs} de Saint-Ipolyste prinrent les armes et le vendredy 8^e dudit les posèrent. Le soir mesme du 8^e cinq cens dragons du régiment de Saint-Florantin, comandés par M^r le comte de Cessé, y arrivèrent avec sept cens infantassins du régiment de Montpesac, et le lendemain, 9^e dudit, on y pandit deux hommes qui furent trouvés le soir qu'ils y arrivèrent avec leurs armes. Un soldat du régiment de Montpesac y fust roué quelques jours après pour avoir violé une fille. Les dragons partirent le 9^e pour aller au Vigan, où ils séjournèrent longtems et jusques au 2^e mars 1684; ensuite deux compagnies du régiment de Villeneuve y séjournèrent quelque tems, et après deux compagnies du régiment du Languedoc, ensuite quatre compagnies du régiment de Lafère infanterie, toute ladite cavalerie à trante sols par place et l'infanterie à dix sols. Ils ont tous vécu aux dépans de M^{rs} de la Religion jusques au 1^{er} janvier 1685. En suite de ces compagnies, il y arriva deux compagnies de dragons

verts du régiment d'Asfeld, ensuite deux compagnies du régiment Verueseret, ensuite trois compagnies de La Fère, ensuite une compagnie du régiment de Firmacon.

Le 13^e octobre 1685, mardy dudit mois, les dragons de Firmacon tuèrent un homme, à Coulounac [Coulognac], d'un coup de fusil, qui ne se voulut pas catoliser, et, le mesme jour, coupèrent le bas [du corps] à un homme de Cros, des dragons du mesme régiment, qui ne voulut pas se catoliser. Le mardy 20^e dudit, des dragons du mesme régiment tuèrent un homme à Cros, d'un coup de fusil, qui ne voulut pas se faire catolique.

Ces notes forment, comme on voit, un curieux pendant avec celles que le *Bulletin* a déjà publiées (t. III, p. 6) sur les dragonnades à Crest, en Dauphiné, et que nous trouvons reproduites d'après un autre recueil dans le tome VIII, p. 247, des *Variétés historiques et littéraires* de M. Ed. Fournier, faisant partie de la bibliothèque elzévirienne (Paris, 1857).

Archives de l'Eglise wallonne de Wésel. Quelques extraits d'un des registres (1695-1728).

M. Ch. Rahlenbeck, de Bruxelles, a bien voulu nous communiquer la note suivante, qui fournit, entre autres indications intéressantes, l'acte de mariage d'une des filles de Rapin-Thoyras.

« Les archives de l'Eglise wallonne de Wésel renferment beaucoup de renseignements sur les familles françaises réfugiées en Allemagne à la suite de la révocation de l'Edit de Nantes. J'en ai ouvert trois ou quatre volumes; l'un, portant le n^o 51, est le plus riche en indications précieuses pour la Société de l'Histoire du Protestantisme français. En voici quelques extraits :

« *Mortuaire du 7 de mars 1695.*

« Marie Plantier, âgée de 2 ans 4 mois, fille de défunct Thomas Plantier, est décédée le 6 de ce mois et a été mise en terre le jour suivant.

« *Mortuaire du 23 de mars.*

« Villaret, âgé d'environ 50 ans, du lieu de S. Hyppolite en Cévennes, a été enterré le 23 de mars.

« *Mariage du 19 juin 1695.*

« Mariage d'entre Zacharie Vallat, maistre chapelier en la ville de Mey-

rueys en Cévennes, d'une part, et Rachel Jansoné, du lieu de Girone près de Sedan, d'autre part; après la publication des annonces durant trois dimanches sans aucune opposition, a été béni le 19 de juin.

« Mariage du 21 juillet.

« Mariage entre Jean Chaudesaigues, né d'Aubais au diocèse de Nîmes au bas Languedoc, et Françoise Jacquier, de la terre de Pène en Champagne; après la publication dans la forme usitée, a été béni le 21 juillet.

« Mariage du 13 janvier 1698.

« Mariage entre Jean-François de Malvain, seigneur de S. Loup et Montazet, d'une part, et Mademoiselle de Hérault de Haultcharmois, d'autre part; après les publications faites dans l'ordre usité, a été béni le 13 janvier 1698.

« Mariage du 12 juillet 1728.

« Mariage entre Paul-Emile de Mauciere, chapelain de S. M. le roi de Prusse et pasteur de l'Eglise françoise de Stettin, natif de Paris, d'une part, et Marguerite-Cécile de Rapin, née à La Haye, fille de défunct Paul de Rapin, écuyer, seigneur de Thoyras, d'une part, et de Marie-Anne Testard, d'autre part, a été béni à Wésel le 12 juillet 1728. »

« J'ai copié les noms suivants dans le même volume :

« David Sassenat, de Sainte-Cécile en Cévennes.

« Jean Milau, de Saint-Cosme au bas Languedoc.

« Jean Gilly, de Calvisson au bas Languedoc. »

Questions et Réponses.

La chanson de « La Vache à Colas. »

(Voir t. VII, pages 91, 217 et 364.)

M. P.-M. Quitard, auteur du *Dictionnaire étymologique, historique et anecdotique des Proverbes et Locutions proverbiales de la langue française*, etc. (Paris, 1842, in-8°), nous fournit l'article suivant au mot VACHE :

« *Sentir la vache à Colas.* C'est être soupçonné d'hérésie. — Le protestantisme est appelé *la religion de la vache à Colas*. Ces expressions

sont venues, dit-on, de ce qu'un paysan des Cévennes nommé Colas, qui avait embrassé le protestantisme, fit tuer une vache dans le saint temps du carême, et en distribua la viande à ses coreligionnaires, qui la mangèrent avec affectation pour narguer les catholiques. On donna, dans la suite, le nom de *Vache à Colas* à une chanson très injurieuse pour le clergé, laquelle fut faite par des religionnaires au commencement du XVII^e siècle et fut brûlée publiquement par le bourreau, avec défense expresse d'en faire aucune mention. »

Cet article, on le voit, n'est guère plus heureux ni plus exact que celui du *Dictionnaire* de La Mésangère (cité t. VII, p. 364). Nous ne savons où l'auteur a pris cette version du « paysan des Cévennes nommé Colas » et de sa « vache tuée en carême, » et l'on ne saisit pas bien comment ce fait aurait motivé le nom de *Vache à Colas* donné plus tard à une chanson des religionnaires contre le clergé. Ce qu'il y a de plus clair, c'est que M. Quillard n'a pas connu le passage du *Journal de l'Estoile* que nous avons rapporté (t. VII, p. 92) et qu'il a également ignoré que la chanson anticatholique avait été précédée d'une première chanson antihuguenote, et que c'est celle-là qui fut brûlée et prohibée au commencement du XVII^e siècle,

Nous avons reçu de M. le pasteur Petit, de Lemé (Aisne), une communication qui nous apporte au moins quelques renseignements plus plausibles et indique sans doute la source où M. Ed. Fournier a puisé les circonstances ajoutées par lui au récit de l'*Estoile* (t. VII, p. 93).

« Voici, nous écrit M. Petit, ce que j'ai trouvé au tome II, page 433, de l'ouvrage de M. D. Lottin père intitulé *Recherches historiques sur la ville d'Orléans depuis Aurélien, l'an 274, jusqu'en 1789* (2 vol. in-8°). — Sous la rubrique Septembre 4605 : « Colas Pannier, cultivateur à Bionne, « petit bourg près d'Orléans, avait une vache qu'il laissait paître librement dans les environs de son habitation, non loin de laquelle les protestants d'Orléans avaient un temple, très renommé dans la province. « Un jour de ce mois (septembre), cette vache entra dans le temple, et y « causa un grand désordre, par la frayeur qu'on eut de cet animal devenu « furieux. Les protestants, attribuant cette œuvre du hasard à la malice de « quelques paysans catholiques, s'emparent de la vache, la tuent, et, après « l'avoir mise en pièces, s'en distribuent les morceaux.

« Colas Pannier s'en plaignit au bailli d'Orléans, César de Balzac, seigneur de Gyé, qui condamna solidairement les protestants à indemniser « le paysan de sa vache et aux frais, ce qui donna lieu à des chansons, à « des quolibets et au proverbe : *Il est de la vache à Colas*, pour désigner

« les protestants. Ce proverbe ayant couru toute la France, le parlement de Paris fut obligé, pour éviter des troubles, de menacer de la hant qui conque s'aviserait de chanter ou de prononcer dans les rues ou en présence des protestants ce quolibet : *Il est de la vache à Colas.* »

« Les autorités que M. D. Lottin cite sont les Manuscrits sur Orléans existant dans la bibliothèque de cette ville, notamment ceux de l'abbé Du bois et de l'abbé Pataud.

« Je me souviens, ajoute M. Petit, d'avoir lu dans un manuscrit protestant que la vache de Colas Pannier avait été lancée dans le temple de Bionne pendant une assemblée; mais j'ignore ce que ce manuscrit est devenu. »

Ce qui précède était déjà imprimé lorsque nous avons reçu la lettre suivante de M. Ed. Fournier :

Paris, 25 janvier 1859.

Mon cher Président,

Je viens, un peu tard peut-être, compléter, ainsi que le *Bulletin* m'y engageait (t. VII, p. 93), ma note trop laconique des *Variétés historiques et littéraires* (t. II, p. 38), au sujet de la *Vache à Colas*. Je me crois en mesure de vous prouver d'une manière satisfaisante que la pauvre bête appartenait, comme je l'ai dit, à un paysan du faubourg Bourgogne, à Orléans.

Le petit récit que je m'en vais vous faire se trouve d'ailleurs préparé et prouvé même par quelques passages de la lettre si curieuse de M. R....y, qui me pardonnera d'ajouter la désinente où il n'avait mis que la première lettre. Je tenais à faire voir que je l'ai reconnu; son érudition l'a trahi, bien plus encore que son initiale.

Avec ce bonheur qui n'échoit qu'aux habiles, il a mis la main sur le Recueil vendu par Techener en 1857 et dont sa lettre nous a révélé l'existence; mais plus heureux qu'il ne se l'imagine lui-même, il y a trouvé la vraie chanson de la *Vache à Colas*. Relisez en effet le titre de la première chanson qu'il cite, et dont je lui reprocherai de n'avoir reproduit qu'un seul vers :

Chanson fausse faite par un certain calomniateur touchant la vache à Colas, laquelle il dit avoir été massacrée par les huguenots, dans leur presche, etc. Puis, cela fait, écoutez ce qui me reste à vous dire.

Au mois de septembre 1605, un vigneron nommé Colas Pannier, qui logeait dans le faubourg Bourgogne, à Orléans, près de la maison de l'Orbette, perdit sa vache. Où s'était-elle enfuie? Qu'était-elle devenue? On mit plusieurs jours à le savoir, et les nouvelles qu'on en eut ne furent pas de nature à consoler notre paysan.

Au hameau de Bionne, situé sur la route qui prolonge le faubourg, existait un prêche huguenot, où depuis la paix du 40 mars 1562, ceux de la Religion avaient droit « à l'exercice d'icelle. » C'est de ce côté que la vache égarée s'était dirigée. Le prêche était ouvert, on priait, ce qui ne faisait pas grand bruit : elle entra. On crut que c'était quelque mauvais tour des catholiques, qui avaient voulu faire ainsi un outrage au culte réformé. On se rua sur la pauvre bête, elle fut tuée, dépecée, et les morceaux en furent partagés entre tous ceux de l'assemblée, ou, suivant une autre version, peut-être moins vraisemblable, ils furent distribués aux passants. »

Lorsque Colas Pannier connut le sort de sa vache, il porta plainte à César de Balzac, seigneur de Gyé, bailli d'Orléans, qui condamna solidai-
rement tous les protestants de la ville et des faubourgs à payer à Colas le prix de sa bête.

L'affaire avait eu un retentissement que cette sentence du bailli n'était pas de nature à calmer. L'arrêt de M. de Balzac n'avait compris que les calvinistes d'Orléans ; la moquerie rendit justiciables du fait tous les protestants du royaume. Il n'y en eut bientôt pas un qui ne fût *de la Vache à Colas*. Les chansons se mirent à courir. Celle dont je rappelais tout à l'heure le titre, d'après M. R...y, dut être la première, et comme les protestants ne durent pas être longtemps en reste, celle qu'il cite ensuite, comme *réponse*, fut certainement la seconde. D'autres bientôt suivirent, dont je ne remarquerai qu'une seule, celle dont il mentionne aussi le titre et qui s'appelle *Complainte du pauvre Colas, touchant l'ingratitude de sa vache...*

La première chanson qui nous parle d'une « *vache massacrée par les huguenots dans leur presche* » ne contredit pas mon récit ; quant à l'autre, sur la plainte de Colas déplorant l'ingratitude de sa vache, elle ne s'y rattache pas moins. Maintenant comment ai-je pu vous le faire, ce récit qui donne le mot de l'énigme ? où en ai-je trouvé les éléments ? Dans l'*Indicateur Orléanais*, par M. Vergnaud-Romagnési (1827, in-8°, t. I, p. 493), puis dans les *Recherches historiques sur Orléans*, par Lottin (t. II, p. 438). Celui-ci se réfère, comme preuve, aux manuscrits de l'abbé Dubois, ainsi qu'à ceux de l'abbé Pataud, qui sont à la bibliothèque d'Orléans, et dans lesquels il me souvient en effet d'avoir lu tout cela à l'époque où j'y prenais des notes pour ma *notice* sur Orléans, publiée dans l'*Histoire des Villes de France*.

Vos lecteurs se trouveront-ils suffisamment édifiés ? Je l'espère. Quant à moi, je le suis pleinement, puisque tout ici, même la date, s'accorde avec la tradition orléanaise. C'est en septembre 1603, que, suivant cette tradition, la chose se passa ; or, le Journal de l'Estoile donne aussi cette date aux défenses qui furent faites de chanter *la Vache à Colas*, Auparavant il

n'en est pas question. Le fait raconté par les Mémoires de La Force est de 1615, et la pièce des *Variétés historiques* où il est dit que la chanson de *la Vache à Colas* commence à passer est de 1613. M. de Planard, dans le *Pré aux Clercs*, en fait, il est vrai, parler sous Henri III; mais, en histoire, parole d'opéra-comique n'est point parole d'Évangile.

Veuillez agréer, etc.

EDOUARD FOURNIER.

Il nous semble en effet impossible de ne pas admettre les conclusions de cette lettre, qui, non-seulement vide la question, quant aux circonstances de lieu, d'époque, de fait, etc., mais nous paraît même démontrer que la véritable chanson de *la Vache à Colas* a été retrouvée enfin, en ce sens que c'est bien celle dont notre correspondant M. E.-J.-B. R. nous avait donné le titre (t. VII, p. 216).

« Chanson fausse (c'est-à-dire mensongère) faite par un certain calomniateur, etc. »

Mais notre correspondant ne nous en a cité que le premier vers :

« Un ministre en une estable. »

Il n'en a peut-être pas pris copie, lorsqu'elle a passé sous ses yeux en 1857. Ce n'est pas un chef-d'œuvre, nous le croyons bien, que cette fautive *Vache à Colas*! Cependant on serait bien aise de la connaître. Qu'est-elle devenue? Nous avons maintenant son signalement complet; il s'agit de la retrouver.

Qu'est-ce que « la Boîte à Perrette, » appliquée à l'Eglise réformée? — Origine de cette locution proverbiale.

(Voir t. VII, p. 219.)

Nous n'avons reçu aucune réponse à la question ci-dessus posée. Pour notre part, voici ce que nous pouvons en dire aujourd'hui.

Il existe une brochure de 8 pages in-8° intitulée : *La Boîte à Perrette des protestants et des israélites*. Elle est signée B. D...t, et datée du 31 mai 1815 (Paris. Eberhart, impr.). On y lit ce qui suit :

« L'avocat M....e M.j.n., catholique tolérant, vient de faire imprimer à la suite de ses drames judiciaires, un long épisode sur la *Boîte à Perrette des protestants et des israélites*. Chacun se demande ce que M. M.j.n entend par cette *Boîte à Perrette*.... »

Il ressort de ces lignes qu'un avocat publiciste (M. M....e M.j.n) venait de se servir, dans un écrit, de cette locution proverbiale, la *Boîte à Perrette*, et que le public n'en avait pas compris le sens. C'est pour l'expliquer qu'un second publiciste (M. B. D...t) faisait paraître la brochure dont il s'agit. Quel était le premier de ces écrits?

M. Maurice Méjan (c'est bien l'avocat dont il s'agit), ayant édité un *Recueil des Causes célèbres*, en vingt et un volumes in-8°, qui ont paru de 1807 à 1814, nous avons tout d'abord cru que c'était là l'ouvrage que l'on appelait ses *Drames judiciaires*, et nous avons cherché à la suite, c'est-à-dire à la fin de la collection, l'épisode signalé. Mais n'y ayant rien trouvé de semblable, nous avons pensé que ces mots à la suite signifiaient après, dans le sens chronologique, et nous nous flattions d'avoir mis la main sur le véritable écrit auquel se rapportait le passage ci-dessus cité, lorsque nous reconnûmes qu'au mois de janvier 1815, M. Maurice Méjan venait justement de publier une brochure intitulée : *Quelques réflexions sur les deux discours prononcés les 3 et 10 décembre 1814, à la Chambre des Pairs, par le maréchal duc de Tarente, sur les biens des émigrés et les dotations de l'armée* (Paris, in-8° de 24 pages). Ces deux discours du maréchal duc de Tarente étaient le développement d'une proposition faite par lui de donner, par une mesure générale, des indemnités aux émigrés dont les biens avaient été vendus et aux militaires qui avaient reçu du gouvernement impérial des dotations de 500 à 2,000 fr. de revenu (*Moniteur* des 7 et 18 décembre 1814). C'était sans doute à l'occasion de ces discours et dans la susdite brochure, que M. Maurice Méjan avait prononcé le mot de *Boîte à Perrette*? Cela semblait fort vraisemblable. Mais, vérification faite, nous n'avons encore rien rencontré dans sa brochure qui répondit à notre attente. Il est vrai qu'elle eut coup sur coup deux éditions, et que nous n'avons pu voir la seconde édition, laquelle manque à la Bibliothèque impériale.

Quoi qu'il en soit de cette source première qui nous échappe, revenons à l'explication que M. B. D...t prétendait donner au public, de la locution employée par M. Maurice Méjan.

« On appelle *Boîte à Perrette*, dit-il, des capitaux ou immeubles dont
 « le produit doit être appliqué à de bonnes œuvres, et qui ont été légués
 « à des personnes quelquefois seules, plus souvent deux ou trois réunies ;
 « dans ce dernier cas elles possèdent indivisément ; mais dans l'un et l'autre, aux yeux de la loi, elles sont réputées propriétaires. La volonté du
 « testateur a pour garant de l'emploi la moralité des légataires. Les premiers fonds viennent de Nicole, qui, près de mourir, en donna la gestion
 « à sa gouvernante [femme remplie d'esprit et de piété] ; elle se nommait
 « *Perrette* : de là est venue la dénomination de *Boîte à Perrette*. »

Cette explication, M. B. D...t ne la donnait pas comme de lui, mais il l'empruntait textuellement à un ouvrage de l'abbé Grégoire, ancien évêque de Blois, *les Ruines de Port-Royal des Champs*, éd. de 1809, p. 120, où nous la trouvons en effet suivie de ces lignes : « Diverses fondations du même genre furent faites à Paris, Auxerre, Aix, Toulouse et dans d'autres villes en France et hors de France, pour alimenter des pauvres, fa-

« ciliter les études à de jeunes ecclésiastiques sans fortune, payer des écoles, distribuer de bons livres..... »

Bien des gens croient que la *Boîte à Perrette* est en effet une locution d'origine janséniste, sans la rattacher d'ailleurs d'une manière précise à Nicole et à sa gouvernante. Mais nous ferons remarquer que Nicole est mort en 1695, et que la *Boîte à Perrette* est antérieure à cette date, et a été appliquée à l'Eglise réformée, avant de l'être au jansénisme, comme on peut le prouver par des exemples positifs. L'explication de l'abbé Grégoire, dont tant de gens se contentent, n'explique donc absolument rien, et il faut en chercher une plus plausible.

Voici l'article du *Dictionnaire des Proverbes français* de La Mésangère (1823, 3^e éd.) :

« *Boîte à Perrette*. Boîte aux aumônes, dans le sens que l'Ecriture donne à la cruche de la pauvre veuve. — Les troncs dans l'Eglise, ou boîtes à aumônes, furent établies l'an 4200, par Innocent III; les *troncs d'hospitalité* en avaient donné l'idée. Avant qu'il y eût des auberges, les voyageurs logeaient chez des particuliers qui les recevaient par obligeance, et laissaient, avant de partir, un présent à leurs hôtes; ceux-ci, pour n'avoir pas l'humiliation de recevoir de la main à la main, mirent une boîte à leur porte. — *Perrette* est un des prénoms que portent les femmes du petit peuple. Par dérision, les catholiques appelèrent *boîte à Perrette* la boîte aux aumônes des temples protestants. Ce nom fut ensuite appliqué aux appelants de la constitution *Unigenitus* au futur concile, c'est-à-dire aux jansénistes. »

Cet article s'en tient, comme on voit, aux généralités. Il indique assez bien, ce semble, le sens de la locution proverbiale, mais ne dit ni pourquoi les catholiques l'ont appliquée à la boîte aux aumônes des protestants, ni à quelle époque elle commença à être usitée. C'est ce qu'il s'agirait de déterminer.

Est-il vrai que la locution proverbiale « Faire l'école buissonnière » ait une origine protestante ?

Nous nous bornons à poser aujourd'hui cette question et à demander à nos lecteurs les renseignements qui pourraient être à leur connaissance.

Peut-on préciser à quel moment les protestants de France commencèrent à être appelés Huguenots ?

M. le professeur Soldan, au début de sa dissertation sur l'étymologie du nom de *Huguenots*, que nos lecteurs connaissent par l'excellente traduction dont M. Ern. Albaric les a fait profiter (*Bull.*, VI, 288), dit que cette

dénomination nouvelle apparaît vers l'époque de la conjuration d'Amboise, et il indique une lettre du cardinal de Lorraine, du 40 juin 1560, comme l'un des premiers documents où elle se rencontre.

On nous demande s'il est possible de préciser à quel moment ce nom de Huguenots est mis en avant, et de produire d'autres témoignages antérieurs à la lettre précitée du 40 juin 1560.

François de Sales a-t-il réellement essayé de séduire Théodore de Bèze par l'offre d'une pension de la part du Pape?

(Voir t. VII, p. 227 et 369.)

Lorsque nous posions, sur la demande qui nous en était adressée, la question ci-dessus, nous faisions un appel direct aux lumières de M. Gabrel, que nous savions avoir étudié avec attention ce sujet. Il nous écrivit qu'il ne saurait rien ajouter aux pages qu'il y a consacrées dans le chapitre XVII, du tome II de son *Histoire de l'Eglise de Genève*, publié en 1855. Nous reproduisons tout ce récit qui est fondé : 1^o sur la *Vie de François de Sales*, publiée par son neveu, Auguste de Sales, en 1632, soit dix ans après la mort dudit François; 2^o sur les brochures publiées à Genève en 1598, l'année même où le fait se passa; 3^o sur un manuscrit qui n'existe plus aujourd'hui, mais qui se trouve longuement cité par Léonard Beaulacré.

Tentation de Théodore de Bèze par François de Sales.

« Deux hommes aussi célèbres, travaillant dans la même contrée, devaient être mis en relation personnelle, et le pape Clément VIII fut cause de leurs premières entrevues. Au milieu des arides travaux de sa première mission en Savoie, François de Sales reçut le bref suivant (*Vie*, page 416) : « Cher « et bien-aimé fils ! on nous a fait le récit de la piété qui est en vous et du « zèle que vous avez à l'honneur de Dieu, chose qui nous a été agréable ; « le messenger vous fera entendre en notre nom *quelques affaires qui* « *concernent la gloire de Dieu*, et que nous avons fort à cœur ; vous y « employerez toute la diligence que nous nous promettons de votre prudence et affection envers le Saint-Siège. — A Rome, le 1^{er} octobre 1596. »

« Cette affaire concernant la gloire de Dieu était « la tentation de Théodore de Bèze » (1), que le pape voulait à tout prix faire rentrer dans le giron de Rome, espérant qu'après une pareille conquête la défaite de l'hérésie serait assurée. François de Sales se résolut donc à obéir au pape.

(1) Ces mots se trouvent maintes fois naïvement répétés par Auguste de Sales, p. 131, 137, 151, 165.

« malgré le martyre qui l'attendait de la part des Genevois, s'il était trouvé « criminel. » — Faisons observer que les ultramontains de ce temps accusent les Genevois des plus lâches procédés envers les catholiques qui traversaient leur ville; puis ils racontent naïvement, que les mêmes Genevois livraient le passage aux nombreux pèlerins allant en Chablais, et admiraient beaucoup leur tenue. Que dans ces temps de guerre, où chaque mois révélait des entreprises du duc de Savoie, nos ancêtres se soient tenus sur leurs gardes, et aient fait aux portes de la ville bonne visite des inconnus, c'était juste; mais qu'ils aient jamais exercé de violences envers les passagers, c'est une calomnie gratuite dont il est impossible de constater un seul trait. François de Sales savait mieux que personne, qu'il n'y avait aucun danger pour lui dans Genève, et ce semblant de martyre, qu'il va affronter en visitant Théodore de Bèze, est encore une de ces fleurs à parfum douteux semées sur sa mémoire par ses maladroits biographes (1). Toutefois il se recommanda aux prières et aux sacrifices de l'évêque et de tous les prêtres qui furent jugés dignes d'être mis dans le secret, puis il arriva chez Théodore de Bèze. « C'était, dit Auguste de Sales, un beau vieillard « d'environ septante ans, et qui affectait la gravité. Le Bienheureux, en « entrant dans son logis, n'oublia point les termes de la civilité en le saluant, « comme aussi de Bèze le reçut très courtoisement. » Puis, François de Sales étant demeuré seul pendant quelques minutes, il remarqua un portrait de Calvin avec ces vers mis au bas :

Hoc vultu hoc habitu Calvinum sacra docentem
Geneva fœlix audiit
Cujus scripta piis toto celebrantur in orbe
Malis licet ringentibus.

En un instant, le jeune missionnaire parodia cette épigraphe : il modifia trois mots, et fit la satire suivante contre le réformateur :

Hoc vultu hoc habitu Calvinum *insana* docentem
Geneva *demens* audiit
Cujus scripta piis toto *damnantur* in orbe
Malis licet ringentibus (2).

De Bèze étant rentré dans l'appartement, François de Sales lui fit part de sa

(1) Pour compléter ce récit, nous ajoutons au biographe catholique des extraits d'un travail de M. le pasteur Beaulacre, publié dans la *Bibliothèque impartiale*, février 1751, et *Journal helvétique*, 1747 et 1749. Ces détails furent tirés d'un manuscrit touchant la canonisation de François de Sales, conservé au XVIII^e siècle dans la Bibliothèque publique de Genève, et qui a disparu maintenant.

(2) Voici la différence : Ceci représente Calvin enseignant des choses *saintes*, que Genève *heureuse* écoute. Les écrits du grand homme *sont admirés* du monde religieux tout entier. — Ceci représente Calvin enseignant des choses *vaines*, que Genève *en dénuce* écoute. — Les écrits de Calvin sont *damnés* du monde religieux tout entier.

raillerie poétique, et le vieux théologien en rit de bon cœur. Après quelques propos, l'envoyé de Rome s'exprima en ces termes : « Monsieur ! la réputation de votre doctrine et de votre éloquence est venue jusqu'à mes oreilles, et je vous loue principalement de ce que vous traitez avec courtoisie ceux qui se donnent l'honneur de vous saluer ; c'est ce qui m'engage à vous découvrir les secrètes pensées de mon cœur. » — De Bèze répondit : « Vous procédez envers moi comme j'ai toujours désiré que l'on fit, avec candeur et sincérité ; je tâcherai de satisfaire à vos propositions, selon la petitesse de mon esprit et l'expérience que j'ai acquise depuis tant d'années. — Monsieur, dit alors François de Sales, peut-on faire son salut dans l'Eglise romaine ? — Oui, répondit de Bèze, mais non pas au moyen de cette multitude d'ordonnances et de cérémonies dont vous l'avez surchargée. »

« Cette manière de procéder si simple et si digne ne convient pas aux biographes contemporains ; ils représentent de Bèze ému, terrifié par cette demande, en proie aux remords intérieurs, tourmenté par les furies vengeresses, se promenant à grands pas durant un fort long temps ; car disent-ils, « jamais il n'avait pensé à semblable question !!! » Voilà l'inconvénient des livres écrits par des moines ! leur imagination resserrée entre les murs d'un couvent ne peut recevoir les réalités historiques ; il est probable qu'un auteur laïque aurait compris que de Bèze, après cinquante ans de ministère, ne pouvait guère être troublé par une simple question d'un missionnaire de 28 ans, dont toute la gloire consistait pour lors en quelques sermons sans résultats prononcés dans le Chablais.

« Néanmoins, la discussion continue, et Auguste de Sales met les paroles suivantes dans la bouche de Théodore de Bèze : « Oui, je ne nie pas que vous ne fassiez votre salut en votre religion, mais vous embrouillez les âmes de trop de cérémonies et difficultés ; car vous dites que les bonnes œuvres sont nécessaires au salut, tandis qu'elles ne sont que *bienséantes* ; vous faites du mal, car les peuples croient cette nécessité des bonnes œuvres par vos prédications, et, le plus souvent ne les faisant pas, ils se damnent misérablement en n'obéissant pas à leur conscience. C'est pourquoi nous avons fait le chemin du ciel plus facile aux fidèles, à qui nous disons que la foi sauve sans les œuvres, celles-ci étant seulement *bienséantes*, et point nécessaires. »

« François de Sales répondit : « Mais, Monsieur, nier la nécessité des bonnes œuvres, c'est renverser toutes les lois naturelles et divines, qui menacent les coupables de très cruels supplices, et promettent des lauriers éternels à ceux qui auront fait la volonté du Seigneur. Comment entendez-vous ces paroles de Jésus-Christ : J'ai eu faim, vous ne m'avez point donné à manger ; j'étais malade, vous ne m'avez point visité. Le Sauveur

« ne damne-t-il pas éternellement ceux qui manquent aux bonnes œuvres? » Auguste de Sales ajoute, p. 133 : « Lorsque de Bèze se vit aussi merveilleusement atteint par l'homme de Dieu, il recourut promptement à la mode des hérétiques, comme un singe qu'il était. La colère lui monta au visage, et il proféra des paroles injurieuses et indignes d'un philosophe. » Le serviteur de Dieu, le voyant si fâché, lui dit : « J'étais venu tout franchement vous exposer mes petites objections; mais, puisque vous vous mettez en colère, je vous prie de m'excuser, cela ne m'arrivera plus. »

« Nous ne pensons pas que de Bèze se soit irrité contre le jeune prêtre; et même alors il aurait été excusable en écoutant une fois de plus ces indignes et fausses accusations, sans cesse lancées aux protestants contre la prétendue inutilité des œuvres.... Sans aucun doute, de Bèze dut redire paternellement à François de Sales cette déclaration vingt fois répétée dans ses livres : « La foi qui sauve, c'est la foi qui produit les bonnes œuvres; plus elle est forte, plus les actions chrétiennes sont fréquentes; mais si nombreuses qu'elles soient, ces choses dignes de louanges ne peuvent nous sauver par leur mérite, à cause de leur imperfection, de leur misère et de nos innombrables péchés. Ce qui nous sauve, c'est la miséricorde en Jésus-Christ, donnée gratuitement (puisque nul homme ne peut la mériter), et cette miséricorde, ce salut gratuit, nous porte à prouver par tous les moyens possibles notre reconnaissance, notre amour à notre Dieu, en l'aimant, en faisant sa volonté. » Quoi qu'il en soit, la conférence fut rompue, et des Genevois, qui de l'antichambre avaient écouté l'entretien, firent compliment aux serviteurs de François de Sales sur la ruse et la finesse de leur maître.

« François de Sales rendit au pape le compte suivant de cette entrevue (*Vie*, page 136) : « J'ai commencé par bien espérer de la conversion du premier des hérétiques calvinistes; je suis entré dans ce but plusieurs fois dans la ville de Genève, mais je n'ai jamais pu avoir la moindre commotion de parler à cet homme en particulier; jusqu'à ce qu'enfin, trois jours après Pâques, je le trouvai seul, et je fis tout mon possible; mais son cœur n'a point été ému, il est tout de pierre, étant envieux dans sa dureté par une longue suite d'années passées malheureusement! Peut-être le réduirai-je au bercail; mais que faut-il faire? » — « Votre zèle, répondit Clément VIII, le 29 mai 1597, est digne d'un serviteur de Dieu; nous approuvons ce que vous avez fait jusqu'à présent en l'affaire de la réduction de la brebis perdue; nous cherchons avec passion cette œuvre divine; poursuivez donc avec le secours de la grâce de Dieu ce que vous avez commencé. »

« Nous allons voir tout à l'heure en quoi consistent ces prétendus moyens venus d'en haut.

« Cette lettre étant reçue, « François de Sales se résolut pour la seconde « fois au martyre (*Vie*, page 451); il alla à Genève, salua de Bèze, et se « concilia tellement l'humeur du vieillard, qu'il semblait (selon Auguste de « Sales) devoir en faire ce qu'il voulait. » Le président Fabre assistait à l'entretien. On parlait de choses indifférentes, et le jeune missionnaire brûlait de reprendre la controverse. Des livres couverts de poussière, qui gisaient dans un coin de la chambre, lui en fournirent l'occasion. — Qui sont ces volumes? demanda François de Sales. — Ce sont les Pères, dont pour le moment je ne fais pas grand usage. — Moi, Monsieur, ne saurais vous dire combien je les estime; voici un saint Augustin et un passage sur la justification et la grâce... La discussion dura longtemps, et de Bèze fut conduit à dire, que les bons mouvements de l'homme étaient grandement difficiles, à moins que le Saint-Esprit ne le poussât perpétuellement; il alla même plus loin, et nia que, de soi-même, l'homme pût faire valablement de bonnes actions. « Le Bienheureux François le réfuta par la similitude de « l'horloge. Un horloge est premièrement dressé par un homme expert de « cet art, pour marquer toutes les heures du jour, lesquelles il les indique « depuis, de soi-même, par le premier mouvement qui lui en a été baillé. Il « en arrive ainsi en la justification de l'âme; car Dieu la pousse premièrement à la vraie componction du cœur; puis, de soi-même, elle parcourt « et parfait tous les autres degrés de la justification. » — De Bèze admira cette similitude, et, selon François de Sales, il ne répondit rien. Toutefois, il est difficile de croire qu'il n'ait pas complété la parabole, en disant : Votre comparaison est juste; mais, de grâce, achevez-la, et convenez que l'horloge, pour cheminer, a besoin que la main de l'ouvrier lui donne chaque jour nouvelle force, la nettoie et renouvelle fréquemment l'huile des rouages; sans quoi elle demeurerait immobile et comme morte sous la rouille et la poussière. — François de Sales voulut encore parler de l'autorité de l'Eglise romaine et du mérite des œuvres satisfactoires; mais il ne put tirer du vieux théologien que les expressions suivantes, accompagnées, selon lui, d'un grand soupir : « Quant à moi, si je ne suis pas au « bon chemin, je prie Dieu tous les jours par sa miséricorde qu'il m'y remette. » Sur quoi le jeune prêtre conçut quelque espérance de ces paroles, et promit de revenir bientôt. — Cet espoir prit la nature d'une réalité dans la correspondance de François de Sales; car un savant français écrivait de Venise le 8 juin 1597 : « Etant à Morbeuc, un certain jurisconsulte espagnol, s'adressant à nous, s'enquit si nous venions fraîchement de Genève. « Je répondis que nous venions de Lyon; mais que nous nous y étions « arrêtés quelques jours. — Y avez-vous vu de Bèze? dit-il. — Oui, dis-je, « et même je l'ai entendu faisant un prêche. — Comment? dit-il, de Bèze « prêchant! Et tous nos gens de Milan ont appris par lettres de Turin, que

« de Bèze s'est fait catholique, et que, par son exemple, il avait ramené à
 « notre sainte mère Eglise la plupart de cette ville-là, tellement qu'on ne
 « doute nullement d'une bonne paix et amitié entre le duc de Savoie et
 « Genève; et de cela il ne faut point douter, puisque a été ainsi écrit au
 « gouverneur de Milan. Sur ce, baissant les épaules, je répondis que je n'en
 « saurais rien assurer, mais que je ne le croyais pas, sachant que le dit de
 « Bèze était opiniâtre ennemi de l'Eglise romaine et déjà fort viel, en
 « sorte qu'il ne pourrait être aisément fléchi à l'opinion contraire. C'est
 « ce que je vous escriis, afin qu'en fassiez part au dit de Bèze avec mes
 « recommandations. »

« Avant que cette lettre fût parvenue à Genève, et malgré la rage des
 hérétiques, qui (à l'entendre) le menaçaient de tous côtés, François de
 Sales revient pour la troisième fois tenter de Bèze (*Vie*, page 151), et
 voyant ce pauvre hérésiarque troublé et bourrelé en son intérieur par les
 aiguillons de sa conscience dépravée, l'homme de Dieu crut que le moment
 était venu de mettre au jour les moyens secrets dont le pape lui avait confié
 l'usage; il s'approcha du vieux réformateur et lui dit : « Monsieur, vous
 « êtes sans doute agité de diverses pensées; et puisque vous reconnaissez
 « la vérité de la religion catholique, je ne doute pas que vous n'ayez la vo-
 « lonté de rentrer en icelle; elle vous appelle à son giron. Mais peut-être
 « craignez-vous que, si vous y retournez, les commodités de la vie ne vous
 « manquent..... *Oh! Monsieur, s'il ne tient qu'à cela, selon l'assurance*
 « *que j'ai de Sa Sainteté, je vous porte parole d'une pension de quatre*
 « *mille écus d'or tous les ans; outre cela, tous vos meubles vous seront*
 « *payés au double de ce que vous les estimerez.* A cette proposition, dit
 « Auguste de Sales, le pauvre Bèze demeura les yeux fichés en terre, sans
 « dire mot; enfin, il confessa que l'Eglise romaine était la mère Eglise,
 « mais qu'il ne désespérait pas de faire son salut en la religion où il était.
 « Là-dessus, le Bienheureux, voyant qu'il travaillait en vain, s'en retourna
 « à Thonon. » — Ici les auteurs protestants ne sont pas muets, et voici le
 résultat de cette tentative aussi déshonorante pour le pape qui l'a ordonnée,
 que pour le futur saint qui consentit à l'exécuter. « Lorsque de Bèze, dit le
 « manuscrit genevois, entendit ces odieuses paroles, une majesté sévère
 « remplaça sur son visage la bienveillante cordialité avec laquelle il parlait
 « au jeune prêtre; il lui montra sa bibliothèque vide de livres, car elle avait
 « été vendue pour subvenir à l'entretien de plusieurs réfugiés français;
 « puis, le conduisant vers la porte : *Vade retro, Satanas!* lui dit-il en le
 « congédiant. » Une tradition orale affirme que de Bèze aurait ajouté ces
 mots ironiques : « Allez, Monsieur! je suis trop vieux et trop sourd pour
 « pouvoir prêter l'oreille à de telles paroles..... »

« Il faudrait bien peu connaître l'esprit des missionnaires catholiques,

pour croire qu'ils acceptèrent sans mot dire cette honteuse défaite. Fidèles à leur système, les jésuites, « les meilleurs amis du jeune Bienheureux, » semèrent le bruit suivant (*Vie*, page 454) : « Ce misérable apostat de Bèze « ayant perdu la commodité de traiter avec l'apostolique François, désira « souvent depuis de lui parler, et même il se rétracta de plusieurs choses « qu'il avait enseignées. » Ce premier message ayant été favorablement accueilli du public ultramontain, on doubla la dose, et la nouvelle se répandit dans toute l'Europe catholique : « Que Théodore de Bèze avait renié « la religion de laquelle il faisait profession depuis cinquante ans, et même « il avait aussi détourné le peuple de Genève » (1). Une fois lancée sur les grandes routes, l'affaire acquit des proportions intéressantes ; et l'on apprit en Italie que de Bèze, suivi d'un nombreux cortège de magistrats genevois, s'acheminait vers Rome. Frappé de ces nouvelles et désireux d'en connaître la réalité, le professeur français dont j'ai parlé écrivit de Florence le 24 février 1598 : « Je me suis émerveillé de cette fausseté repandue contre votre « bon ancien. Le bruit s'est tellement espars ici en Italie, que nous-mêmes « nous en avons été en quelque doute. Car voilà, étant à Sienne au mois de « septembre, je sortis des portes de la ville avec mon disciple pour voir vos « ambassadeurs de Genève, qu'on disait, avec grand plaisir de tout le peuple, « devoir arriver cette nuit-là, allant à Rome. Nous espérions même « vous voir au milieu d'eux ; et nous demeurâmes ainsi hors des portes « jusqu'à une heure après le soleil couché ; puis, chacun disant que les « ambassadeurs avaient pris un autre chemin, nous revînmes à la maison « avec un bon appétit de souper. Je pourrais bien vous écrire sur ce « propos plusieurs choses aussi ridicules, mais il faut être discret en « paroles. »

« Un peu plus tard, les bruits concernant de Bèze prirent une autre nature (*Vie*, page 405). « On annonça que de Bèze s'était repenti en quelque façon, et, en mourant, il avait désiré être enseveli dans le cloître de « Saint-Pierre (le lieu étant saint) ; on ajouta qu'il avait reçu l'extrême-onction de la main de l'évêque de Genève. » Pour le coup, le vieux réformateur perdit patience, et, bien que les magistrats de Genève assurassent qu'il ne valait pas la peine de répondre à de « semblables canailles, » il écrivit un petit poème latin, intitulé *Bèze ressuscité*, où il flagella ses adversaires avec sa verve accoutumée. Les jésuites lui répondirent par l'organe d'un gentilhomme savoisien (*brochure citée*, page 48) : « En « vérité, on dirait que nous avons été assez mal avisés que d'assaillir un « pauvre ministrillon, un petit ciron, un homme de rien ; eh ! quel souci

(1) Réponse à un gentilhomme savoisien, lequel charge les pasteurs de Genève de plusieurs très injurieuses calomnies ; Genève, 1598 ; Bibliothèque publique, brochures du Chablais.

« doivent en avoir les catholiques, et que leur importe qu'il soit vivant ou « trépassé?... »

Renseignements demandés sur un ancien livre de controverse dont le titre manque.

Genève, le 3 janvier 1859.

Monsieur le Président,

Permettez-moi de recourir à vous pour avoir, s'il est possible, quelques renseignements sur un ancien livre de controverse protestante, dont je ne possède malheureusement qu'un lambeau. Il est d'un format in-douze. Le titre principal manquant, je n'en connais ni le millésime, ni le lieu d'impression. Mais au haut de la première page, on lit :

AVX FIDELLES FAI-
SANS PROFESSION DE
la Religion Réformée en la
ville de Bourdeaux.

C'est une dédicace de 47 pages, renfermant surtout des conseils, suivie d'une

LETTRE DE BERNARD BLOUIN (protestant),
BOURGEOIS ET MARCHAND DE LA VILLE DE BOURDEAUX,
A SON FILS, MAISTRE FRAN-
çois Blouin, Advocat en Parlement (devenu catholique).

Cette lettre est en cinq pages d'un caractère fin et serré. Après cela vient le « Sommaire du contenu en ce volume, » où je vois que de ce livre il ne me reste à peu près que les deux tiers, car le chapitre CVII, dernier du Sommaire, indique la page 727, tandis que l'exemplaire en question s'arrête à la page 436, mais au moins il est complet jusque-là. Enfin, heureusement, en tête du chapitre I^{er} se trouve ce titre courant :

LA
DÉFENCE
DE LA RELIGION
RÉFORMÉE, PAR PAS-
sages de l'Escriture sainte,
OPPOSÉE

*A un livre intitulé : La Défance de
la Vérité Catholique, faict sous
le nom de M. François Blouin, Ad-
vocat au Parlement de Bourdeaux.*

Vous demanderez peut-être si la Dédicace ou Epître aux Fidèles qui est en tête du volume ne renferme pas quelques indications de plus. Oui; voici ce qu'on lit à la sixième page : « A cela tendoyent les livres faits (1) « l'an passé en ceste ville de Bourdeaux, par Jean Gontery, jésuite, Pierre « de l'Urbe, prestre et chanoine de l'Eglise dicte de Saint-André, et maistre « François Blouin, advocat au Parlement, » etc.

Plus loin : « Pour ceste fin, j'ay pris en main le livre de maistre « François Blouin, advocat en la Cour, livre tissu des paroles de Christ, « pour estançonner la fausse et pernicieuse doctrine de l'Antechrist; tout « ainsi que Satan s'équipa des armes de la vérité, pour assaillir Jésus- « Christ qui est la vérité : J'ay conservé avec les autres Ecritures les allé- « gations d'iceluy (F^s Blouin). Je les ay examinées selon l'analogie de la « foi; et ay mis à l'opposite de ses titres, des chapitres estoffés de passages « clairs et formels de l'Ecriture, » etc.

« En toutes les compagnies où vous vous trouvez, où ils vous trouvent, « ils ne vous saluent, ils ne vous entretiennent que des Ecritures; voilà, « disent-ils, l'invocation des saints, le culte des images, le purgatoire, la « messe, bref, toute nostre religion és Ecritures. Quand vous demandez « de voir les pièces pour juger de la production, incontinent ils tirent « Blouin de la poche; et ce Blouin les a tellement esblouis, que le livret « de Blouin leur est la grosse Bible des Ecritures. Là-dessus res- « poncez, » etc.

« Vous ne leur ferez jamais accroire, que la bonne conscience d'un « advocat tant dévot, ains tant bigot, ait voulu comme le diable, tronquer « les Ecritures; tordre à contre sens les parolles droites des Ecritures; « produire des fausses pièces, et leur supposer des livres bastards, des « escrits apocriphes, pour les livres canoniques et authentiques des Ecri- « tures. C'est ce qu'il leur a falu monstrier en la première partie de cest « œuvre : c'est ce qui leur sera aussi monstrier en la seconde partie (2) « composée des vrayes paroles de saint Augustin, et opposée aux passa- « ges ou du tout faux, ou mutilez, ou retractez, que l'avocat luy a « supposez. »

Comme j'ai essayé de développer quelques parties de cette *Défense*, je serais heureux, Monsieur le Président, de connaître ce livre complet, dussé-je en faire une copie de ma propre main. Le peu que j'en ai je le dois à feu mon père, qui, il y a de cela trente ans, l'avait remarqué, au milieu de quelques autres, chez l'épicier d'un village du canton de Vaud, sur la frontière de France. Je m'explique la présence de ce livre dans cette

(1) Pourrait-on aussi savoir si ces ouvrages existent encore?

(2) Cette seconde partie devrait donc être un autre volume. A-t-elle été publiée comme la première? C'est ce qu'il importerait aussi de savoir.

localité épar le fait qu'autrefois beaucoup de nos coreligionnaires persécutés en France se sont enfuis en Suisse, et que, s'il existe encore quelque part, ce ne peut être que dans quelqu'un de ces pays divers qui ont reçu des réfugiés. On me rendrait donc un grand service, si l'on pouvait m'aider à en découvrir quelque exemplaire complet.

Veuillez agréer, etc.

GUSTAVE PETITPIERRE, *min. de l'Ev.*

Comme vous publiez, depuis quelques années déjà, des documents relatifs aux anciens protestants, peut-être vous serait-il agréable de connaître le double d'un testament manuscrit (7 pages in-folio) d'un ami de l'Evangile, L. De le Becque, qui avait tout abandonné pour sa foi dans le temps des dragonnades. Il est daté de Kampen, province d'Over-Yssel, 30 août 1694.

Nous ne pouvons que remercier notre correspondant et le prier d'effectuer l'envoi de ce document, qui sera publié, s'il y a lieu.

Du lieu de naissance de Wallerand-Poulain.

(Voir I. VII, p. 12, 228, 370.)

Voici un extrait du *Dictionnaire encyclopédique de l'Univers pittoresque*, t. XII, p. 786 :

« VAILLANT (*Wallerand*), né à Lille en 1623, peintre et graveur distingué, le premier qui grava en manière noire; il mourut à Amsterdam en « 1677, etc., etc. »

En nous signalant cet article, où figure le prénom de *Wallerand* appartenant à un Lillois, on nous fait observer que notre correspondant, M. Ch.-L. F., n'est peut-être pas bien fondé à dire que le prénom « n'était pas usité à Lille » (*Bull.* VII, 371).

De notre côté, nous venons de rencontrer dans une communication faite par M. de la Fons-Mélicocq au *Bulletin du Bouquiniste* (n° du 15 janvier 1859, p. 25) la note suivante relevée sur un registre des comptes de l'hôtel de ville de Lille :

« A *Wallerand* (GLORIEUX), enlumineur de livres, pour avoir enluminé « ung nouvel Messel fait pour servir en la halle, et yeelui doré par dehors, « XI frans, de XXXII s. pièche, sont XVII l. XII s. »

Au reste, nous avons reçu de M. Ch.-L. F., trop tard pour qu'elle pût être insérée dans notre dernier cahier, une nouvelle lettre par laquelle il revenait lui-même, à la suite de nouvelles recherches, sur les allégations de sa lettre précédente, et se rattachait aux conclusions de M. Ch. Schröder, bien qu'elles ne lui parussent pas établies sur des preuves assez complètes.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.

LETTRES DIVERSES DE MARTIN LUTHER

A EOBANUS HESSE, HENRI BULLINGER, GUSTAVE WASA, ALBRECHT, DUC DE PRUSSE; MARTIN BUCER, JEAN-FRÉDÉRIC, ÉLECTEUR DE SAXE; AUX PASTEURS DE NUREMBERG; A MÉLANCHTHON, JÉRÔME WELLER, JUSTUS JONAS, MAURICE, DUC DE SAXE; ALBRECHT, COMTE DE MANSFELD; A SON FILS JEAN, A SA FEMME, AUX PROTESTANTS D'ITALIE, A SIBYLLE, ÉLECTRICE DE SAXE; GEORGES, PRINCE D'ANHALT; NICOLAS AMSDORF, ETC.

Traduites en français, pour la première fois, par M. A. MUNTZ.

4^e ET DERNIÈRE SÉRIE (1).

Lettres écrites par Luther, depuis la rédaction des articles de Smalkalde jusqu'à sa mort (1537-1546).

Au poète Eobanus Hesse, à Nuremberg.

Wittenberg, 1^{er} août 1537.

(Après avoir loué la traduction des Psâumes en vers latins qu'Eobanus Hesse avait publiée, Luther ajoute) :

. . . . Du reste, ce n'est pas vous seulement que je remercie ; je rends aussi grâces au Seigneur Jésus, car il vous a rempli de son esprit pour cette œuvre pieuse. Le simple talent naturel n'y aurait pas suffi ; il fallait de plus un cœur chrétien, don de la grâce. En étudiant votre livre, la jeunesse pourra s'instruire dans les lettres et en même temps se fortifier dans la piété (2).

J'avoue que je suis du nombre de ceux que les vers impressionnent plus vivement que la prose, fût-elle de Cicéron ou de Démosthène. Et si je sens cette différence dans les écrits profanes, combien plus encore dans les traductions du Psautier ! C'est de ce livre que je me suis nourri dès mes jeunes années, et grâce à Dieu non sans beaucoup de fruit. Car, sans prétendre que mes dons soient supérieurs à ceux d'autres personnes, je puis cependant me glorifier d'une chose : c'est

(1) Voir les trois séries précédentes dans le tome VII du *Bulletin*, pages 95, 229 et 375.

(2) Le 29 mars 1523, Luther avait écrit au même : « Ce serait un attentat contre la jeunesse, que de lui faire négliger la poésie et l'éloquence. Comment, sans ces études, faire des progrès solides dans les lettres sacrées, et devenir capable d'exposer convenablement les vérités chrétiennes ? Je regrette souvent, même à mon âge, de n'avoir pas un peu de temps pour lire des poètes et des orateurs. J'avais acheté un Homère pour me mettre au grec..... »

que je ne donnerais pas pour tous les trônes et royaumes du monde le bien que, sous la bénédiction divine, la méditation des psaumes a fait à mon âme....

A un Israélite de Rosheim, nommé Jéssel.

Wittenberg, 5 novembre 1537.

Mon cher Jéssel, je serais tout disposé à m'employer pour vous auprès de l'Electeur; mais les vôtres, en abusant d'une manière si infâme du service que j'ai rendu à toute leur communauté par mon dernier écrit, m'ont empêché de leur être utile à l'avenir auprès des princes et des seigneurs.

. . . . Si Dieu le permet, j'écrirai bientôt un petit livre pour essayer de vous ouvrir les yeux sur la venue du Messie, à vous autres qui descendez, il est vrai, des patriarches et des prophètes, mais qui méconnaissent lamentablement votre Seigneur et Roi....

Moi aussi, j'ai lu vos rabbins et, s'ils avaient de bons arguments, je m'y serais rendu. Mais ils ne savent que crier que Jésus fut un Juif condamné à mort. Comme si vos ancêtres n'avaient pas également condamné et tué tant de saints et de prophètes, dont vous reconnaissez pourtant vous-mêmes la mission divine!

Vous voyez que l'état de dispersion où Dieu vous a placés dure trop longtemps pour ne pas prouver que le Messie est déjà venu, et quoique vous nous détestiez, parce que nous croyons cela, nous sommes pourtant animés de sentiments d'affection envers vous; seulement nous ne pouvons souffrir que vous profériez des malédictions contre Jésus de Nazareth, qui fut de votre propre chair et qui ne vous a jamais fait de mal, ni que vous dépouilliez de tout leur avoir (selon votre désir) ceux qui portent son nom.

Je vais, comme Biléam, prononcer une sentence par l'Esprit de Dieu, bien qu'étranger, comme Biléam, à la race d'Israël. Cette sentence la voici : Votre espoir est vain, car le temps marqué par Daniel est écoulé depuis longtemps. Vous avez beau tordre les Ecritures dans tous les sens, il n'en est pas moins certain que l'œuvre de rédemption annoncée par les prophètes a déjà été accomplie....

A Henri Bullinger, pasteur à Zurich.

Wittenberg, 14 mai 1538.

Grâce et paix en Christ! On m'a remis, cher Bullinger, votre

lettre avec le livre que vous avez publié sur l'autorité de l'Ecriture sainte et sur les fonctions des évêques. A mon regret, je n'ai pas encore trouvé le temps de lire votre ouvrage, accablé que je suis d'autres occupations. Je ne puis donc pas non plus vous en dire dès à présent mon avis, cependant je n'ai pas voulu laisser passer la foire de Leipzig (1) sans vous répondre au moins quelques mots. Vous savez que nous estimons, dans vos livres, le talent d'argumentation et de style, mais nous ne saurions approuver tout ce que vous enseignez. Je le dirai en toute franchise. Après avoir vu et entendu Zwingli à la conférence de Marbourg, je l'ai jugé un homme excellent (*optimum virum esse judicavi*), de même qu'OEcolampade, et leur persistance dans une doctrine que nous trouvons fausse m'a presque brisé le cœur. Ce qui m'a aussi affligé, c'a été de vous voir ensuite publier, avec des éloges sans restriction, le livre de Zwingli adressé au roi de France, quoique vous n'ignoriez point que ce livre renferme beaucoup de passages qui font de la peine à tous les gens pieux. Ce n'est pas que je sois jaloux de l'honneur rendu à Zwingli, dont la mort m'a causé tant de douleur, mais l'intérêt de la pure doctrine ne doit pas être sacrifié au désir de louer un homme, quel qu'il soit. Je vous parle, vous le voyez, en toute liberté. Vous nous croyez peut-être dans l'erreur, — Dieu jugera cette question un jour, — mais soyez assurés que nous, de notre côté, nous ne saurions souscrire à toutes vos doctrines sans charger nos consciences (2). Dans cet état de choses, rien au monde ne pourrait me causer une joie pareille à celle de voir encore, avant ma fin, l'harmonie s'établir entre nos Eglises par la grâce du Saint-Esprit, à la gloire de Dieu le Père et de son Christ, et pour le salut des âmes. Accueillez avec bienveillance ces quelques mots en attendant que j'aie, s'il plaît au Seigneur, lu votre livre. Adieu.

(1) La foire de Leipzig offrait des occasions d'envoyer des lettres d'Allemagne en Suisse.

(2) On a souvent supposé que Luther ne sentait pas combien la dissidence entre lui et les zwingliens sur la question de la présence réelle était funeste aux progrès de la Réforme. Le contraire résulte de sa correspondance. Le 22 janvier 1531, par exemple, il écrivit à Bucer : « Je vois combien l'union avec vous « nous est nécessaire, quel mal cette dispute a déjà fait et continue à faire à « l'Evangile, mal si grand que toutes les portes de l'enfer, toute la puissance « papale, tout l'empire turc, le monde entier, ne pourraient lui en causer autant, « si nous étions d'accord. Mais puis-je faire ce qui est impossible ? » (C'est-à-dire, il m'est impossible d'approuver votre doctrine sur la sainte Cène.)

A Gustave Wasa, roi de Suède.

Wittenberg, 18 avril 1539.

Grâce et paix en Christ! Sérénissime seigneur et roi! Maître Nicolas, votre envoyé, m'a appris que vous l'avez chargé de vous procurer un bon précepteur pour votre fils. J'en ai été vivement réjoui, car j'ai vu par là que Dieu a inspiré à Votre Majesté du zèle pour la piété et les belles-lettres, ce qui sera d'un bon exemple. Veuille Christ, qui a commencé cette œuvre en vous, l'accroître, en sorte qu'aussi, par tout votre royaume, notamment dans les chefs-lieux, soient fondées des écoles pour former des jeunes gens au saint ministère. Votre Majesté Royale trouvera des ouvriers bien qualifiés à cet effet parmi les étrangers; le précepteur de votre fils, George Normann, que maître Nicolas a choisi et que j'ai engagé à accepter cette mission, sera du nombre. C'est un homme de mœurs pures, savant, modeste, sincère, digne d'instruire votre fils. Il fera le voyage avec Michel Agricola, natif de la Suède, encore jeune, mais déjà distingué, lui aussi, et capable de rendre des services dans sa patrie. Je vous les recommande tous deux comme des hommes sûrs, et je prie Christ, qui vous les envoie, de procurer par eux beaucoup de fruit. Que le Père des miséricordes bénisse abondamment par son Saint-Esprit toutes les résolutions et tous les actes de Votre Majesté royale! Amen. Votre dévoué, MARTIN LUTHER.

A la dame Catherine Metzler, à Breslau.

(Le fils de cette dame venait de mourir à Wittenberg, où il faisait ses études.)

Wittenberg, 3 juillet 1539.

Grâce et paix en Christ! Chère et honorée dame, c'est bien volontiers que je satisfais au souhait que vous avez exprimé de recevoir de moi quelques paroles de consolation dans la douloureuse épreuve qui vous a frappée et qui vous cause tant de larmes. Dieu ne nous a pas créés pour être insensibles comme le bois et la pierre; certainement non; il veut que nous pleurions la perte de ceux qui nous sont chers : toutefois que ce ne soit pas à l'excès. Nous ne devons jamais oublier que Dieu, par des dispensations pareilles, éprouve notre foi pour fortifier en nous la vie spirituelle. Portez donc, chère dame, avec patience et en adorant les voies de Dieu, la croix que sa sainte

volonté vous a imposée, et rappelez-vous toujours la croix que son Fils a portée pour vous et pour nous tous.

Je prie Dieu de vous consoler aussi par cette pensée que votre cher Kilian a été un jeune homme pieux et doux, et qu'il a quitté ce monde pervers dans des sentiments si chrétiens. Il a été, par là, préservé de grands maux qui l'auraient peut-être atteint. Car nos temps sont si périlleux que nous pouvons dire avec Elie et avec Jonas : *J'aimerais mieux la mort que la vie*. La vraie douleur, la douleur poignante, est celle des parents dont les enfants meurent dans le péché et deviennent la proie du démon. Ce fut là le déchirement de cœur de David quand il pensait à Absalom. Votre fils, grâce en soient rendues, n'est point mort ainsi. Il est mort en enfant de Dieu et se trouve maintenant auprès de son Sauveur, ce qui est plus précieux pour lui que de jouir de tous les honneurs à la cour d'un empereur ou d'un roi. Le Père de toute consolation veuille abondamment vous fortifier par son Esprit. Amen.

A Albrecht, duc de Prusse.

Wittenberg, 13 octobre 1539.

. Je vous envoie, par cette occasion, le récit imprimé des méfaits du duc Henri de Brunswick. Quant à d'autres nouvelles, nous avons appris que le Turc a emporté Castel-Novo, sur la mer Adriatique, et tué quatre mille Espagnols des meilleures troupes. On dit que c'était le fort le plus difficile à prendre de toute la chrétienté. Le pape et l'empereur ont demandé la paix au Turc, mais sans pouvoir l'obtenir. Le Turc augmente, au contraire, ses préparatifs d'invasion en Italie. Cependant l'empereur, le roi Ferdinand et les autres princes n'en deviennent que plus furieux contre nous. On leur a persuadé que Dieu leur envoie tous ces malheurs du côté des Turcs pour les punir d'avoir tant tardé à nous exterminer pour la gloire de son nom ! Aussi se proposent-ils fermement, à ce qu'on dit, de nous attaquer l'été prochain. En attendant, la France et l'empereur s'observent avec défiance ; le roi d'Angleterre agit à part, enlevant au pape son titre et ses biens, mais confirmant les doctrines et les pratiques romaines (1). On sent partout l'action de Satan, qui est le

(1) On sait qu'Henri VIII maintenait la plupart des dogmes catholiques-romains, tout en se séparant du pape, et qu'il faisait brûler les protestants à titre d'hérétiques, en même temps qu'il condamnait au gibet les partisans de la suprématie papale comme coupables de haute trahison.

prince de ce monde. C'est pourquoi prions, oui, prions! Que V. A. fasse aussi prier pour nous dans les églises de son pays. Ce qui nous empêche de désespérer, c'est la certitude que notre Seigneur Jésus-Christ vit et règne éternellement, car nos péchés et notre ingratitude nous auraient, depuis longtemps, mérité les châtimens les plus terribles. On méprise par trop la Parole de Dieu et tous les avertissements. Depuis six semaines, nous avons, dans nos contrées, sans interruption, des tempêtes et des inondations extraordinaires. Cela ne présage rien de bon, je le crains. Dieu ait pitié de nous! Amen.

A Martin Bucer, pasteur à Strasbourg.

Wittenberg, 14 octobre 1539.

. Quant au roi d'Angleterre, je crains que votre espoir ne soit chimérique. Les Anglais eux-mêmes qui ont été ici, se sont plaints de lui et nous ont envié la liberté dont nous jouissons. Il y a quelques jours, un de ses envoyés est venu chez l'électeur, mais sans rien apporter ni rien emporter qui puisse faire naître une espérance sérieuse. Le Seigneur veuille diriger pour sa gloire le cœur de ce roi et des autres potentats!

Les prédictions qu'on avait faites au sujet de l'empereur Charles se sont réalisées. Depuis qu'il a fait alliance avec le pape, que Dieu déteste, la bénédiction divine et la prospérité l'ont abandonné. Cependant c'est à nous qu'ils imputent tous leurs revers. Adieu. Saluez de ma part respectueusement (*reverenter*) Jean Sturm et Jean Calvin dont j'ai lu les petits livres avec un extrême plaisir (*quorum libellos cum singulari voluptate legi*). Je souhaiterais à Sadolet de croire que Dieu est le Créateur, non-seulement des Italiens, mais aussi des autres hommes (1). Les Welches ne peuvent se mettre cela dans la tête. L'orgueil leur a fait perdre le sens. Encore une fois, adieu.

A l'électeur de Saxe, Jean-Frédéric.

(Lettre collective sur les rapports des protestants d'Allemagne avec Henri VIII, roi d'Angleterre.)

Wittenberg, 23 octobre 1539.

Que la grâce de Dieu soit avec vous! Sérénissime électeur et sei-

(1) Ceci se rapporte sans doute à la lettre que Calvin avait publiée à Strasbourg, en 1539, pour réfuter le cardinal Sadolet, qui avait invité les Genevois à rentrer dans le giron de l'Eglise romaine.

gneur, nous avons lu la lettre du docteur Bucer. Elle est, sans aucun doute, écrite à bonne intention, d'après les vœux des pauvres réfugiés anglais qui supposent que nous pourrions contribuer à améliorer la triste situation de leur patrie, en nous adressant à leur roi; mais, bien que nous ne redoutions, pour nos personnes, ni dangers ni peines, il nous semble qu'il a été fait assez, de notre côté, pour éclairer et exhorter ce prince. Saint Paul dit qu'on doit user d'égards envers les faibles, mais se séparer de ceux qui s'endurcissent volontairement et qui persévèrent à agir contre leur conscience. Or, le roi d'Angleterre est manifestement dans ce cas. Il a reçu toutes les explications désirables de la part de nos envoyés; il a lu et approuvé des livres où nos principes sont exposés; il a écouté et toléré pendant quelque temps les prédications évangéliques de Latimer et de Cranmer; il a, devant des personnes dignes de foi, blâmé le roi de France de persécuter notre doctrine; il a ajouté qu'il la connaît et qu'elle est selon la vérité; et voilà que, soudain, il dépasse le pape lui-même en violence contre cette doctrine, déclarant que le mariage des prêtres et l'absolution qui n'a pas été précédée d'un récit détaillé de tous les péchés sont contraires, même à la *loi divine*, et qu'il punira de mort quiconque osera parler autrement. Il a aussi commencé des persécutions terribles et rempli ses cachots de martyrs. On voit donc qu'en véritable Hérode, il s'est d'abord servi de notre doctrine pour arriver à ses fins et que, maintenant, il cherche à l'anéantir. C'est une nouvelle ruse de Satan. Comme le pouvoir du pape ne peut rester debout, ce sont à présent les grands rois que le démon pousse à faire des religions selon leur avantage et convenance terrestres. Il en résultera d'affreuses ténèbres. En effet, c'est par intérêt que les rois d'Espagne, de France, de Hongrie, de Pologne soutiennent si fort les évêques et les prêtres (1). D'un côté, ils désirent avoir, pour en faire leurs chanceliers, ministres, ambassadeurs, etc., des hommes habiles et en état de mener grand train, grâce à leurs revenus ecclésiastiques, sans qu'il en coûte rien au trésor royal. De l'autre, ils tiennent à faire cause commune avec le clergé et à laisser subsister la vieille ignorance, les vieilles supersti-

(1) « Au fond, le monde ne se soucie pas de la religion. C'est l'épicuréisme qui « règne dans les cœurs. Les romanistes eux-mêmes se moquent intérieurement « du pape; mais, pour la forme et dans un but étranger à la religion, ils font « semblant de l'adorer. C'est une comédie qu'ils jouent. » (Lettre de Luther aux pasteurs de Francfort-sur-Mein, 10 novembre 1535.)

tions parmi le peuple, afin de pouvoir mieux dominer et exploiter celui-ci à leur guise. Nous craignons fort que ce ne soient là aussi les sentiments du roi d'Angleterre et qu'au lieu de rechercher la gloire de Dieu, il ne songe uniquement à fonder une religion qui augmente son pouvoir, comme firent Antiochus et d'autres.

On sait, d'ailleurs, que le roi est un sophiste qui se glorifie de son talent à soutenir le pour et le contre. Dès lors, ne voyant pas en lui d'amour sincère pour la vérité, l'on ne peut guère espérer qu'une troisième exhortation de notre part réussisse, mieux que les deux précédentes, à le gagner à la Parole de Dieu. Ses favoris sont également des gens sans conscience. Tel l'évêque de Winchester (1), qui voyage avec deux maîtresses habillées en hommes et qui ensuite déclare emphatiquement que le mariage des prêtres est contraire à la loi divine et qu'il se fait fort de renverser la proposition de la *justification par la foi*. Le même est un tyran cruel. L'année dernière il a fait brûler deux personnes, uniquement parce qu'elles ne croyaient pas à la transsubstantiation. C'est selon le proverbe : *Tel maître, tel valet*. Nous concluons de tout cela qu'il y a peu à espérer de ce roi. Peut-être Dieu ne veut-il pas que son Evangile soit déshonoré par la protection d'un prince si malfamé. Toutefois, si vous le désirez, nous lui adresserons tous ensemble une troisième exhortation.

Moi, Philippe, je lui ai déjà écrit, avec humilité, à lui-même, ainsi qu'à Cromwell et à l'archevêque de Cantorbéry, au sujet du dernier édit de persécution, mais on m'a fait savoir que le roi s'est offensé de mes lettres. Je prévois donc que, si je me rendais à sa cour (selon le désir du docteur Bucer), il ne me donnerait guère audience ou me renverrait, comme vos autres députés, à ses hautains et ignorants évêques pour disputer inutilement avec eux. Quant à l'article de la justification, il prétend le réfuter par cette proposition-ci : « Puisque les œuvres mauvaises, dit-il, rendent « digne de la colère éternelle, il faut nécessairement que les bonnes « œuvres rendent digne de la félicité éternelle. » Il a ajouté que jamais il ne laissera entamer ce raisonnement. Quant au mariage des prêtres, il dit : « Aussi bien que j'ai le pouvoir de faire une loi

(1) Dans le texte allemand, il y a seulement le mot *Wintoniensis* pour désigner ce personnage. Nous traduisons par conjecture, le nom primitif de Winchester étant *Wintanceaster*.

« d'après laquelle il faudra vivre dans le célibat tout le temps pendant lequel on s'est engagé à rester à ma cour, aussi bien j'ai le pouvoir de décréter le célibat comme condition de la prêtrise. » D'après ces exemples, V. A. jugera s'il peut être fructueux de conférer plus longtemps avec quelqu'un qui prétend triomphalement imposer de pareilles propositions comme infaillibles. — Que le Seigneur vous garde ! De Votre Altesse les respectueux serviteurs : MARTIN LUTHER, D., JUSTUS JONAS, D., JEAN BUGENHAGEN, D., PHILIPPE MÉLANCHTHON.

Au même.

(Lettre particulière de Luther, sur le même sujet.)

Wittenberg, 23 octobre 1539.

Grâce et paix en Christ ! Sérénissime prince et seigneur, j'avais déjà reçu de Martin Bucer une autre lettre par laquelle il me priait de travailler à ce qu'on envoyât en Angleterre un théologien (de préférence, maître Philippe). Mais je lui avais répondu que je n'espérais rien de bon du roi Henri. En effet, c'est un prince artificieux, sans zèle véritable pour l'Evangile. Nous l'avons appris par ces Anglais qui ont été ici (1). Au commencement, nous croyions, par charité chrétienne qu'il agissait sincèrement. Mais, après avoir causé de grands frais à Votre Altesse et nous avoir fatigués par de longues disputes, il finit par montrer qu'il n'y avait rien de solide dans ses paroles (2) et qu'en définitive il ferait tout dépendre de son caprice. Ces Anglais disaient eux-mêmes : *Rex noster est inconstans*, et le docteur Antoine (3) répéta, dans plusieurs circonstances, qu'au fond ce n'est pas de la vérité que son roi se soucie en matière de religion. Dès lors, j'ai été bien aise de voir ce prince se déclarer publiquement contre nous et dévoiler ainsi son hypocrisie. Nous serions devenus, aux yeux du monde, solidaires de ses péchés, sans avoir jamais en lui autre chose qu'un faux ami. De plus, il aurait fallu l'appeler, ses envoyés nous le disaient, *chef et défenseur de l'Evangile*, de même qu'il se nomme *chef de l'Eglise d'Angleterre*. Arrière ces titres de *chef et de défenseur de l'Evangile* ! C'est son or et son argent qui le rendent si orgueilleux. Il s' imagine qu'on doit l'adorer et que Dieu

(1) En 1535.

(2) *War es alles mit einer Bratwurst versiegelt.*

(3) Robert-Antoine Barnes.

ne saurait se passer de lui. Qu'il porte lui-même ses péchés, cet homme impénitent ! Nous en avons assez des nôtres. On a déjà fait trop de démarches pour nous le rendre favorable. Il s'était joué avec la même mauvaise foi de l'empereur Maximilien et du roi Louis de France. Il devrait être pape à Rome. Ce serait là sa place. — Dieu veuille garder Votre Altesse au milieu des tromperies si astucieuses de Satan ! Amen.

Aux Pasteurs de Nuremberg.

(Exposé de la conduite que les théologiens de Wittenberg entendaient tenir dans les conférences ordonnées par l'Empereur à l'effet de faire rentrer les luthériens dans le giron de l'Eglise romaine.)

Wittenberg, 12 février 1540.

. Fatigués des inquiétudes, des dépenses et des dangers qu'entraîne pour eux l'attachement à la cause de l'Evangile, plusieurs de nos gouvernements ne seront que trop portés à rechercher la faveur de l'empereur et à transiger comme il le souhaitera. Cette disposition rendra les conférences extrêmement périlleuses, et il est par conséquent d'autant plus nécessaire que les hommes pieux y apportent un esprit bien préparé et se fortifient par leur mutuel accord. C'est dans cette vue que nous allons vous exposer nos intentions, et que nous vous prions de nous faire également part des vôtres.

Nous avons divisé en trois classes toutes les matières qui seront discutées : 1^o *Doctrine* ; 2^o *Partie nécessaire du culte* ; 3^o *Partie non nécessaire (ou variable) du culte*.

1. Quant à la *doctrine*, nous sommes décidés à ne consentir, sous aucun prétexte, à changer quelque article, soit de la Confession d'Augsbourg, soit de l'Apologie de cette confession. Point de rédactions tortueuses et à double sens par lesquelles nous paraîtrions d'accord avec nos adversaires sans l'être réellement ! Point de feinte, point de déguisement de la vérité ! Nous devons présenter nos gorges au couteau des tyrans, plutôt que de consentir à altérer l'Evangile du Fils de Dieu. Les catéchismes de votre Eglise et de la nôtre sont là pour témoigner que nous enseignons la doctrine de l'Eglise universelle de Christ. Nous maintenons les anciens symboles, et nous rétablissons, dans sa pureté, le dogme de toutes les Ecritures prophétiques et apostoliques sur la repentance et la foi (1). Nous avons

(1) Erasme lui-même avait déclaré qu'en ces matières on avait, à tort, con-
VIII. — 3

relevé l'usage véritable des sacrements, fait voir ce qu'il faut penser des rites superstitieux, rappelé les hommes aux vraies bonnes œuvres, et montré la dignité qui est attachée aux fonctions de l'ordre civil. Enfin, nous avons reporté la lumière dans un grand nombre d'articles de la foi chrétienne. Nos adversaires ne peuvent le nier, et s'ils veulent en parler sans calomnie, ils sont forcés de convenir que nos enseignements sont véritables et selon la piété. Qu'ils s'accordent donc avec nous, s'ils le veulent; sinon, il nous faudra suivre la règle de saint Paul: *Si quelqu'un vous annonce un autre Evangile, qu'il soit anathème.*

2. La seconde classe de questions qui seront discutées comprend *les changements que nous avons jugés nécessaires en matière de culte.* Nous entendons par là d'avoir abrogé toutes messes où la sainte Cène n'est pas distribuée, abrogé le canon qui faisait de la messe un sacrifice propitiatoire en faveur de certaines personnes encore en vie ou décédées, abrogé l'invocation des saints (soit directe, soit indirecte), les sacrifices funèbres, les vœux monastiques, le célibat forcé des prêtres (1), la communion sous une seule espèce et les rites magiques, tels que de consacrer de l'eau, des herbes, des cloches et autres choses semblables.

. . . . Si nous rétablissions les messes où le prêtre communie seul, tous les abus attachés à cette pratique reviendraient. Le peuple se figurerait de nouveau que c'est un acte de culte *nécessaire*, indépendant de la sainte Cène donnée aux fidèles, et qu'en assistant à ce spectacle on obtient la grâce de Dieu *ex opere operato*. D'ailleurs, personne n'a le droit d'établir des actes de culte qui ne sont point fondés sur un ordre divin. Maintenons le ministère pastoral tel qu'il

lammé les enseignements de Luther. « Je citerais, » avait-il écrit à Adrien VI, cent passages de saint Paul, qui s'accordent avec ce qu'on a condamné dans les livres de Luther. » *Centum locos colligam ex Paulinis epistolis qui congruunt cum his quæ damnata sunt in Lutheri libris* (Burmanni Hadrianus VI, p. 501).

En rapportant les témoignages les plus remarquables du moyen âge sur cette question, l'on oublie ordinairement celui de notre historien national, *Alain Chartier* (mort en 1458). Ses paroles méritent pourtant d'être citées. Après avoir décrit les mœurs du clergé de son temps, Chartier résume son jugement par le décret les « avoir que l'interdiction du mariage n'a produit « qu'illégitimes, vagues douloureuses luxures, » au point que « les gens de l'Eglise sont desdaignez et « et dissolus : et des menus du monde, et les cœurs estrangez de l'obéissance de « des grandaise par la dissolution de ses ministres. » Il voudrait qu'on n'eût pas, « sainte Eglise de purté et chasteté sans souilleure, desseuré l'ordre du saint « souz couleure de la dignité de Prestre. Maintenant court le statut de concu- « mariage d'au. (*Les Œuvres de maistre Alain Chartier par A. Du Chesne, « binage....* » p. 388, partie intitulée : *L'ESPÉRANCE ou consolation des trois vertus.*)

fut institué par Christ et gardé pendant les premiers siècles. Ce n'est nullement nous éloigner de la primitive Eglise que de rejeter des pratiques qui lui étaient inconnues. Ceux-là s'en écartent qui ont adopté de pareilles pratiques.

Nos adversaires demanderont aussi que nous approuvions la communion sous une seule espèce. C'est impossible, car il ne nous est point permis d'abolir ce que Christ a institué. Ils s'offensent aussi d'être appelés idolâtres à cause des prières qu'ils adressent à des morts. Ils chercheront à justifier ce culte par toutes sortes d'artifices ; ils prétendront qu'il est au moins permis de dire : *Saint Pierre, priez pour nous*. Mais nous ne leur céderons pas ; car adresser des prières à un absent, c'est lui attribuer l'omnipotence (1). Nous n'approuverons pas d'avantage le pouvoir que le pontife romain s'arroe sur les autres évêques. Quand même il nous ferait quelque concession, à nous autres barbares, comme il nous appelle, il n'en interdirait pas moins dans les autres pays ce qu'il nous aurait accordé ; il continuerait à faire mettre à mort les confesseurs du pur Evangile, et ne cesserait d'être l'Anti-Christ, d'après les paroles de saint Paul. C'est pourquoi nous ne saurions aider à consolider sa tyrannie (2).

(1) Au moins l'omniscience.

(2) C'est dans la ville même de Nuremberg, aux pasteurs de laquelle cette lettre fut adressée, que dix-sept ans auparavant, la papauté avait fait lire en pleine Diète la plus remarquable promesse de réformes qui soit peut-être jamais sortie du Vatican, — promesse restée, comme tant d'autres, sans accomplissement. « Nous savons que, depuis nombre d'années déjà, disait Adrien VI, dans ses instructions au légat Chiericati, il y a eu beaucoup d'abominations en ce saint-siège (*in hac sancta sede multa abominanda fuisse*) : abus dans les choses spirituelles, ordonnances qui outrepassaient les bornes, enfin perversion générale (*omnia denique in perversum mutata*). Il ne faut donc point s'étonner si, de la tête, le mal est descendu aux membres, des souverains pontifes aux prélats inférieurs. Nous tous, prélats et ecclésiastiques, nous nous sommes dévoyés... Vous promettez donc, quant à nous, que nous nous donnerons toutes les peines pour réformer d'abord cette cour-ci, d'où le mal est peut-être émané..., mal invétéré, varié et multiple.... » (*Instructions données par Adrien VI à Chiericati pour être lues à la Diète de Nuremberg, en 1522 ; Raynaldi Annales, ad annum 1522, n° 66.*)

Le cardinal Pallavicini, dans son *Histoire du concile de Trente*, livre II, blâme la franchise de ces aveux d'Adrien VI ; « ils montrent sa probité, dit-il, mais bien des gens voudraient qu'il y eût mis plus de prudence et de circonspection. L'expérience a prouvé que le pontificat romain, et même un simple ordre religieux, est mieux conduit par un homme qui joint à une probité médiocre (*mediocri probitate*) une grande prudence, que par quelqu'un chez qui la sainteté est unie à une prudence peu développée (*modica prudentia*). » Il ajoute que le cardinal Soderini a en raison de dire que les concessions sont impuissantes vis-à-vis de l'hérésie luthérienne, et que cet incendie ne peut être éteint que par la glace de la terreur ou par une pluie de sang (*non nisi vel terroris gelu, vel sanguinis pluvia restinguat*). — Reste à savoir si ces aveux de Pallavicini n'ont pas, à leur tour, été jugés très peu prudents.

Une autre circonstance encore irritait les gens tels que Pallavicini, contre l'hon-

3. *Partie variable du culte et de la discipline.* Il sera superflu de traiter cette question avec les évêques qui ne se seront pas, au préalable, accordés avec nous quant à la doctrine et quant à la partie nécessaire du culte. Mais s'il s'en trouve qui sont disposés à embrasser l'Evangile et à remplir leurs fonctions comme il convient, il sera facile de s'entendre avec ceux-ci sur le reste..... Toutefois, il faudra les exhorter à supprimer les cérémonies théâtrales et indignes de la gravité chrétienne. Suivons les exemples des apôtres, non ceux des païens, et restons attachés au genre de culte qui nous a été enseigné par Jésus-Christ et ses disciples. Que, dans les temples, le peuple entende des prières sérieuses et des sermons pleins d'instruction et de piété, qu'il y chante des cantiques édifiants et que le saint sacrement y soit distribué aux fidèles sous les deux espèces. L'absolution privée doit être maintenue pour bien des raisons. L'on doit rétablir aussi l'excommunication, non pour s'en servir, comme autrefois, dans des querelles mondaines, mais pour flétrir les crimes et vices manifestes, et en admettant au nombre des censeurs les anciens de chaque paroisse. Toutefois, nous le répétons, ces questions ne sont à traiter qu'avec les évêques qui ne sont pas opposés à l'Evangile. A ceux qui font la guerre à la vraie doctrine, nous ne pouvons leur accorder aucune autorité dans l'Eglise.

Voilà, en résumé, nos principes. Dieu aidant, nous y demeurerons fidèles, sans craindre les jugements profanes de ceux qui s'en vont déclamant que l'obstination de quelques théologiens amènera la guerre civile et qu'il faut céder, dans les choses religieuses, pour conserver la tranquillité publique. Nous savons que les sages de ce monde amassent, de tous côtés, des accusations contre nos personnes. Nous ne sommes pas non plus assez dépourvus de sens pour ignorer, seuls, les dangers qui nous menacent nous et toute l'Allemagne. Mais il faut obéir à l'ordre de Dieu qui demande que l'on professe la vérité avec courage et qu'on s'en remette à Lui pour le reste. Nous ne doutons pas que vous ne soyez d'accord avec nous ; cependant nous vous prions de nous écrire à votre tour pour nous exprimer vos sentiments.

nète Hollandais Adrien VI. Dans son *Commentaire sur le Maître des Sentences* (commentaire publié pour la première fois en 1512, à Paris), Adrien avait nié l'infailibilité du pape, même en matière de foi. *Certum est*, avait-il dit (*Quæstio de sacra confirm.*), *quod Pontifex possit errare in iis quæ tangunt fidem, hæc estim per suam determinationem aut decretalem asserendo*. Devenu pape lui-même, il fit réimprimer son livre à Rome (1522), sans rien changer à cette grave déclaration, ni sans la rétracter autrement.

Nous ne nous adressons pas à vos oligarques (1). Nous savons qu'il y en a parmi eux qui, par le zèle qu'ils mettent à rechercher la faveur des ennemis de l'Évangile (qu'ils devraient abhorrer comme bourreaux des martyrs), montrent assez qu'ils ne seraient pas fâchés de se débarrasser de votre influence s'ils le pouvaient. Mais Dieu gouverne les événements; il n'abandonnera pas la vraie Eglise. Et quand même il faudrait, à nous aussi, endurer la cruauté de nos adversaires, rappelons-nous ce que le Fils de Dieu a souffert pour nous. Si nous sommes ses disciples en esprit et en vérité, demandons-lui qu'il nous permette de souffrir pour la gloire de son saint nom, comme tant de Pères, de prophètes, d'apôtres, de martyrs de tous les temps, qui aimèrent mieux mourir que de renier la vérité. Isaïe, après avoir gouverné l'Eglise pendant près de quatre-vingts ans et délivré sa patrie des guerres les plus redoutables, fut scié en deux. Jérémie, après avoir prodigué des conseils au royaume de Juda pendant quarante ans et sauvé le reste de ses habitants, fut tué à coups de pierres. Et nous, en nous souvenant d'hommes pareils qui ont subi la mort dans des circonstances si cruelles, n'aurions-nous pas honte de nous plaindre si Dieu voulait qu'à notre tour nous fussions rudement éprouvés? Mais ce n'est point là la philosophie de certains chefs de votre cité. Vous connaissez, mieux que personne, leur mollesse et leur amour de l'argent. Vous détestez ces vices, et vous savez qu'en présence de l'impiété et des opinions épicuriennes qui gagnent du terrain, la résistance des hommes pieux doit être d'autant plus énergique. Dieu nous commande de tenir tête à toutes les entreprises de ses ennemis, quelles qu'elles soient, de persévérer inébranlablement dans la profession de la vérité et de ne reculer devant aucun des dangers dont on nous menace.

Nous vous adressons cette lettre comme à des frères bien-aimés en Christ. Veuillez la recevoir comme tels, et nous répondre le plus promptement que vous pourrez. — LUTHER, JUSTUS JONAS, JEAN BUCHENHAGEN, PHILIPPE MÉLANCHTHON (2).

(1) C'est-à-dire aux chefs du pouvoir civil de Nuremberg.

(2) Le style de cette lettre peut faire supposer qu'elle fut rédigée par Mélanchthon plutôt que par Luther.

A Mélanchthon (alors au colloque de Smalkalde).

Wittenberg, 8 avril 1540.

. C'est un grand miracle que, depuis tant d'années jusqu'à ce jour, Dieu ait arrêté l'empereur, si violemment excité contre nous par les papes, les cardinaux et les évêques (1). N'oublions pas d'en rendre grâces au Seigneur. C'est la prière qui gouverne les choses humaines (*imperatrix rerum humanarum*), c'est par elle que nous réussirons, que nous réparerons nos fautes, que nous supporterons ce qui ne peut plus être corrigé, que nous triompherons de tous les maux. La colère de Dieu descendra enfin sur les ennemis de l'Evangile qui, depuis si longtemps, versent le sang des martyrs. Pour nous, quoique pécheurs, nous sommes cependant purs de sang, nous avons horreur de ces meurtriers et de l'esprit qui les possède...

A Jérôme Weller, docteur en théologie à Augsbourg.

Wittenberg, 3 septembre 1540.

Grâce et paix ! N'ayez rien de commun, cher Jérôme, avec ces magistrats qui sont d'avis de rouvrir des maisons de prostitution (2). Il eût été plus supportable de ne pas chasser Satan que de le réintroduire et de restaurer son règne. Qu'ils renient d'abord le nom de Christ et se déclarent païens, sans connaissance de la loi de Dieu, avant que de rétablir de pareilles maisons. Nous autres chrétiens, nous ne voulons avoir rien de commun avec eux. Nous nous en tenons aux paroles manifestes de l'Ecriture : *Dieu condamnera les fornicateurs et les adultères* (à plus forte raison condamnera-t-il ceux qui favorisent leurs turpitudes). Comment pourrait-on prêcher contre la débauche, s'il fallait approuver l'autorité civile qui la tolère publiquement ? Vos magistrats citent l'exemple de ceux de Nuremberg ; mais il ne faut pas imiter les mauvais exemples (3). Le remède contre l'impureté, c'est le mariage. Du temps où lesdites maisons existaient, le mal, en dehors de ces lieux, n'était pas moindre que plus tard ; bien au contraire, l'exemple de la débauche publiquement to-

(1) Voir le *Bulletin*, numéro du mois de mai 1857, p. 21 et suiv.

(2) *Nihil tibi res sit...* — Luther avait, dès l'origine de la Réforme (*Adresse à la noblesse allemande 1520*), demandé la suppression de ces sortes de maisons.

(3) Le texte latin de cette phrase est défectueux et varie selon les différentes copies.

lérée augmentait le mal en affaiblissant le sentiment de la pudeur. Maintenant où, grâce à Dieu, les scandales publics ont été supprimés, on entend moins parler de péchés contre la chasteté. Si l'autorité veut être chrétienne, elle doit punir la débauche dont elle a connaissance. S'il se commet du mal en secret, qu'elle ne peut par conséquent pas atteindre, elle aura du moins rempli son devoir. Nous ne pouvons rien faire, rien permettre, rien tolérer qui soit contre Dieu : *Fiat justitia et pereat mundus. Vale* (1).

A Mélanchthon (alors en conférence avec des théologiens catholiques-romains, à Ratisbonne).

Wittenberg, 18 avril 1541.

Grâce et paix. Nous avons reçu, au jour de Pâque, la lettre par laquelle tu nous apprends que les conférences ont commencé. Fasse le Seigneur qu'elles aient un résultat heureux ! Mais que pouvons-nous espérer, après avoir été tant de fois leurrés et tourmentés en vain ?... Le Seigneur, dont vous êtes les ambassadeurs, les disciples et les martyrs dans cette sainte cause, veuille vous diriger et vous maintenir irréprochables jusqu'à la fin, pour que vos travaux portent beaucoup de fruit ! C'est en priant ainsi que je suis au milieu de vous et des loups qui vous entourent. Celui qui connaît toutes choses sait ce que l'Esprit-Saint demande à notre place, à savoir que le règne et l'œuvre de Dieu avancent. Au milieu de nos tentations et de nos épreuves, répétons avec le Psalmiste : *Le Seigneur a soin de moi.*

(1) Nous signalons cette lettre à l'attention des écrivains qui, parce que Luther réclamait pour tous les hommes, conformément à la Parole de Dieu, le droit de contracter mariage, se croient autorisés à le représenter comme un *apôtre de la chair*, en contraste avec l'Eglise du moyen âge qu'ils appellent le *règne de l'Esprit* ! Il est difficile d'émettre des jugements plus superficiels.

Toutefois il y a, concernant la question du mariage, un fait qu'effectivement on a raison de reprocher à Luther. C'est la signature apposée par lui à la consultation secrète que le landgrave de Hesse avait demandée aux théologiens de Wittenberg pour les faire consentir à sa bigamie (10 déc. 1539). Malgré les circonstances atténuantes qui accompagnaient cette triste affaire, nous n'hésitons pas à le dire : ce fut, de la part de Luther et des autres signataires, un acte de faiblesse condamnable, amené en grande partie, qu'ils se l'avouassent ou non, par la crainte de voir le landgrave s'éloigner du parti de la Réforme et se mettre du côté de l'empereur. Aussi les regrets de Luther furent-ils bien amers. « Il sentit cette croix douloureusement, » dit M. Michelet. Mélanchthon, qui avait rédigé la pièce, en mourut presque de chagrin. C'est en vain que Luther lui rappelait, et se rappelait à lui-même, « qu'on leur avait présenté le cas comme un cas d'*extrême nécessité*, en dehors des lois ordinaires » (*tu scis narrationem fuisse in isto facto quasi sit casus extremæ necessitatis, quæ legem vel non fert, vel saltem moderatur*). (Lettre du 18 juin 1541.) Luther aurait dû répondre au landgrave comme il lût plus tard à Weller : *Fiat justitia et pereat mundus*. — Dieu ne veut pas que, pour faire cesser un péché (libertinage à la Louis XIV), on permette un autre péché (bigamie, quoique secrète et quoique consentie par la première épouse).

. Pour ce qui est de ma personne, mon état de surdité continue ; mes douleurs d'oreilles sont toujours extrêmement fortes et je crois sentir l'approche de quelque mal plus grave encore. Mais Christ vit. Qu'il lui plaise de retirer mon âme à lui dans la paix ! Par la grâce de Dieu, je suis prêt, et je désire mourir.

Vixi, et quem cursum dederat Deus ipse peregi (1).

Et maintenant, que mon âme fatiguée aille au ciel ! Amen.

A l'Electeur de Saxe, Jean-Frédéric.

Wittenberg, 25 avril 1541.

Grâce et paix en Christ ! Sérénissime prince, je remercie humblement Votre Altesse d'avoir pris tant de soin de mon pauvre vieux corps et d'être allée jusqu'à m'envoyer son propre médecin. J'en suis vivement touché, mais vraiment vous faites trop. J'aurais aimé que notre Seigneur Jésus-Christ me retirât à lui en grâce, moi qui bientôt ne serai plus bon à rien sur cette terre. Cependant les prières des habitants de notre ville ont, je crois, obtenu que ma mort fût différée. Par la grâce du Seigneur, mon mal a passé. Je dois reconnaître aussi que les médecins, le docteur Cubiton et maître André, se sont donné beaucoup de peine. Que la volonté de Dieu soit faite ! Amen.

A l'Electeur de Saxe, Jean-Frédéric.

(Lettre relative aux conférences qui avaient eu lieu à Ratisbonne, entre des théologiens protestants et des théologiens catholiques, les uns et les autres désignés officiellement à cette fin.)

Wittenberg, 29 juin 1541.

Grâce et paix en Christ. Sérénissime prince, c'est comme j'avais dit d'abord, comme je dis encore et comme le montre l'expérience : ces négociations sont un leurre imaginé par l'archevêque de Mayence et ses pareils. Il est impossible de concilier Christ avec l'antique serpent. Nos adversaires ne cherchent que des prétextes pour pouvoir crier contre nous. Toutefois, j'ai été bien aise de voir notre doctrine derechef examinée, discutée et éprouvée, comme, il y a onze ans, à Augsbourg.

Quant à notre *Mémoire* sur les quatre articles au sujet desquels

(1) *J'ai vécu, et j'ai achevé la course que Dieu m'avait marquée.*

on s'est accordé au Colloque, nous vous prions de ne l'envoyer à Ratisbonne qu'après que maître Philippe et le docteur Gaspard Creuziger auront, par vos ordres, quitté cette ville. Car, s'il y arrivait avant leur départ, je craindrais qu'il n'en résultât du désagrément pour eux. Votre Altesse n'oubliera pas non plus, sans doute, de leur faire prendre des chemins sûrs. Que Dieu les protège !

Si l'empereur Charles, ou (pour laisser de côté sa personne) ceux qui agissent en son nom, désiraient sérieusement un accord avec nous, il faudrait qu'ils reconnussent publiquement qu'ils ont mal agi jusqu'à présent, le pape en trompant tant de centaines de milliers d'âmes et l'empereur en faisant brûler, noyer, décapiter, depuis vingt ans, un si grand nombre de gens pieux.

. Notre conseil, le voici : Que Votre Altesse envoie la Confession d'Augsbourg avec l'Apologie, et que les nôtres exposent (comme ils l'ont, du reste, déjà fait) que nous ne saurions, en conscience, nous en écarter, ajoutant que, *dans les affaires temporelles*, nous sommes prêts, comme par le passé, à mettre nos biens et notre vie au service de l'empereur. Cette déclaration les contrariera, de même que Zwingli, à Marbourg, fut contrarié de voir que je me tenais inébranlablement à la proposition : *Hoc est corpus meum*. Le diable voudrait nous débusquer de la Parole de Dieu, en tournant nos pensées vers d'autres objets.

En second lieu, si nos adversaires étaient de bonne foi dans leurs tentatives d'établir un accord avec nous, il faudrait aussi que leurs théologiens, pour rendre gloire à Dieu, avouassent que leur enseignement n'avait pas été tel qu'ils veulent maintenant le faire paraître. S'ils refusent de rétracter la doctrine qu'ils avaient professée jusqu'à présent sur la justification, il est manifeste qu'ils ne sont pas sincères et qu'ils ont des arrière-pensées. C'est pourquoi le meilleur sera de leur présenter la Confession d'Augsbourg, et de s'en tenir là purement et simplement. C'est pour nous faire quitter le terrain de cette Confession qu'ils ont institué des conférences, d'abord à Haguenau, puis à Worms, et, en dernier lieu, à Ratisbonne, où ils se croyaient bien près de réussir (1)... Je pense qu'il n'y aurait pas de

(1) Dans toutes ces conférences organisées par ordre de Charles V, le représentant principal de la Réforme, désigné ou accepté par l'empereur, fut le conciliant Mélanchthon. Pendant le voyage que celui-ci fit pour aller assister au Colloque d'Haguenau, en Alsace, il tomba malade à Weimar si dangereusement que l'on désespérait de ses jours (1540). La présence de Luther, qui accourut de

mal que mon nom et celui de Pomeranus fussent aussi mis en avant dans cette affaire, pour qu'on ne pût pas reprocher à Votre Altesse d'avoir été seule à repousser les propositions du parti adverse. Adieu.

Au pasteur Justus Jonas (alors à Halle).

Wittenberg, 10 novembre 1541.

. Le bruit avait couru que l'empereur avait enlevé au pirate turc Barberousse un port de mer sur la côte d'Afrique, nommé *Spéciès*. Mais bientôt est survenue une autre nouvelle (plus vraie, je le crains) d'après laquelle André Doria, luttant contre ce même Barberousse, a perdu l'armée de l'empereur (1). Dieu ait pitié de nous ! J'ai peur que tout ce qui se fait contre le Turc ne soit inefficace, aussi longtemps que, parmi nous, subsistera le culte de ces autres despotes tures : la cupidité, l'avarice, l'usure, le faste, la licence, la tyrannie des nobles, leur perfidie, leur malice, leur ingratitude, leur mépris vraiment satanique de la Parole de Dieu et du sang de notre Sauveur répandu pour nous. A quoi sert-il d'attaquer des ennemis de chair et d'os, si les âmes restent au pouvoir des ennemis spirituels ?...

Wittenberg, contribua à son rétablissement d'une manière vraiment merveilleuse. Ce n'était pas seulement son corps qui languissait : son âme aussi était abattue par les chagrins. Il avait besoin de ces paroles puissantes que Luther savait prononcer pour relever les cœurs accablés de tristesse. Aussi exprimait-il souvent, plus tard, la pensée que, sans Luther, sa vie se serait alors éteinte. L'état d'anéantissement où il était quand son ami arriva, paraissait sans ressource.

Avant d'entreprendre ce voyage, Mélanchthon, plein de pressentiments quant à la maladie qui allait l'arrêter en route, avait mis par écrit ses dernières volontés. Nous extrayons du document qui les renferme, les paroles suivantes sur Luther que nous n'avons encore vues citées dans aucun ouvrage français, et qui offrent pourtant un grand intérêt : « Je remercie aussi le vénérable docteur « Martin Luther, par qui j'ai appris à connaître l'Evangile et qui m'a montré « une affection toute particulière, prouvée par de nombreux bienfaits. Je veux « que les miens l'honorent constamment comme un père. J'ai vu et expérimenté « de quel excellent et vraiment héroïque caractère, de quelle puissance morale, « de combien de belles et grandes vertus, et de quelle insigne piété cet homme « précieux a été doué par le Seigneur. Je l'ai toujours respecté et aimé de tout « mon cœur et jugé digne d'être honoré par tout le monde. »

(1) Il s'agit ici évidemment du terrible désastre essuyé, sous les murs d'Alger, par Charles V et par son amiral André Doria, vers la fin d'octobre 1541 (Voir le récit énumérant qu'en a donné M. Rosseeuw Saint-Hilaire, dans le septième volume de son *Histoire d'Espagne*). Une lettre de Luther à Justus Jonas, en date du 18 décembre 1541, ajoute que l'empereur perdit cent quarante navires en un jour (le 28 octobre, dit cette lettre), et qu'il fut obligé de faire abattre un millier de chevaux pour nourrir ses troupes.

A Maurice, duc de Saxe.

Wittenberg 1541 (sans indication de mois).

Grâce et paix en Christ ! Sérénissime prince, je vous recommande le porteur de cette lettre, Bartholomé Drachstedt, bourgeois d'Eisleben, qui vous supplie, ainsi que moi-même, de le soutenir, en votre qualité de suzerain, contre les prétentions injustes du comte Albrecht de Mansfeld. Car les princes et gouvernants sont établis par Dieu, afin de protéger les gens de bien et de punir les méchants (Rom. XIII). Que si, au contraire, ils se conduisaient en tyrans, traitant les gens à l'égal des chiens ou des pourceaux, comme plusieurs semblent vouloir faire, ce serait là un signe terrible du courroux de Dieu contre la noblesse : on verrait par là que non-seulement Dieu lui a ôté l'intelligence *chrétienne*, qui nous apprend à honorer tous les chrétiens comme ayant été revêtus, par le sang de Christ, d'une noblesse au prix de laquelle cette noblesse terrestre et mondaine de notre misérable société civile n'est absolument rien, — mais encore qu'elle a perdu jusqu'à l'intelligence *naturelle*, au point d'oublier que les hommes, en leur qualité de pécheurs, sont tous également déchus de la vraie noblesse. Il en est qui se donnent des airs comme si, devant Dieu, ils étaient plus que d'autres, comme si Dieu les avait seuls créés hommes et comme s'ils avaient seuls des droits. En y réfléchissant, il me vient quelquefois la triste pensée que, si notre gentilhommerie continue ainsi, elle deviendra pire que des Espagnols et des Turcs, et que c'en sera fait de l'Allemagne. Mais le châtiment finira par les atteindre.

Je vous engage, Sérénissime prince, vous qui êtes encore jeune et qui pouvez vous instruire de bonne heure dans la Parole de Dieu, à vous garder soigneusement de toute tendance tyrannique et inspirée par la cupidité. (Veuillez me pardonner cette exhortation.) J'écirai aussi au comte Albrecht, que cela serve ou non. Si, par là, je perds sa faveur, je ne perdrai pourtant pas celle de Dieu sur qui je me fonde et à qui je vous recommande dans mes prières. Amen. —
MARTIN LUTHER, docteur.

Au comte Albrecht de Mansfeld.

Wittenberg, 24 février 1542.

Grâce et paix en notre Seigneur ! Que Votre Altesse me pardonne

de lui écrire une lettre qui lui sera peu agréable. J'y ai regret, mais je ne puis faire autrement. Il y a trop de plaintes qui s'élèvent contre vous. Votre conscience vous le dit sans doute, vous êtes devenu indifférent aux choses honnêtes, vous vous êtes attaché à Mammon et vous ne songez qu'à vous enrichir. Vos sujets vous accusent de les opprimer, de leur enlever leurs droits héréditaires et de les réduire presque à l'état de serfs. Dieu ne souffrira point ces injustices, et, s'il les souffre, il vous en punira. Il pourra vous reprendre toutes vos richesses, comme il le dit par la bouche d'Aggée : *On s'attendait à beaucoup, et voici que tout revient à peu ; vous le portez chez vous, mais je soufflerai dessus.*

Je pense que ce sera la dernière lettre que vous recevrez de moi, car je ne suis pas loin de la tombe. Je vous supplie de traiter vos sujets avec moins de dureté et de leur laisser les droits dont ils ont joui jusqu'à présent. Autrement vous auriez à vous en repentir, même ici-bas : il vous en arriverait comme à cet homme de la fable qui ouvrait, par cupidité, le ventre de la poule qui lui donnait chaque jour un œuf d'or. Tant il est vrai que celui qui convoite trop, finit par ne rien avoir. Lisez ce qu'en dit Salomon dans ses Proverbes. Il est de mon devoir de vous parler ainsi. Le salut de votre âme y est engagé, et par conséquent aussi le mien, car Dieu a dit aux ministres de sa Parole (Ezéchiel III) : « *Si tu n'avertis point le pécheur pour qu'il se convertisse, c'est à toi que je redemanderai son âme.* » Je ne voudrais pas me faire damner à cause de vos péchés ; au contraire, si c'est possible, je veux contribuer à ce que vous soyez sauvé avec moi. Il faut donc que je vous exhorte.

Que la grâce de Dieu soit avec vous ! Amen. — Votre dévoué,
MARTIN LUTHER.

A Antoine Lauterbach, pasteur à Pirna.

Wittenberg, 10 mars 1542.

Grâce et paix. Attendez-vous au Seigneur et ayez bon courage, cher Antoine. S'il n'y avait pas d'épreuves pour exercer la foi des chrétiens, que deviendraient-ils dans leur sécurité ? Ils tomberaient dans un état de torpeur, comme on l'a vu sous le règne de la papauté. Ce que la rhubarbe, la myrrhe et l'aloès sont pour la santé du corps, les épreuves et les tribulations le sont pour la santé de l'âme.

Non que nous devions, pour cela, les rechercher exprès, selon nos propres idées et selon notre propre choix. Nous devons tout simplement les accepter telles que Dieu nous les envoie. Il sait lesquelles sont, pour nous, les meilleures, les plus appropriées, et par leur nature, et par leur poids, et par leur durée. Soyez donc ferme, et supportez vaillamment les épreuves actuelles, de peur qu'il n'en vienne de plus difficiles. Ne vous laissez décourager ni par les entreprises des centaures (1), ni par celles des papistes. Continuez à éclairer et à supplier le prince, ainsi que tous ceux qui pourront remédier au mal. Qui sait si Dieu n'accordera pas bientôt une heure bénie ? Craignons de nous laisser fatiguer et vaincre par le diable, cet ennemi qui ne se fatigue point. Craignons d'avoir à nous repentir plus tard de notre mollesse. Ne vous laissez pas non plus décourager par cette circonstance que votre mère aime mieux vivre à Stulpen selon le papisme qu'à Pirna selon l'Evangile. Priez pour elle sans relâche. C'est tout ce que vous pouvez faire maintenant. Dieu ne nous accorde pas toujours immédiatement ce que nous demandons. Il sait pourquoi il nous fait attendre.

Quant à des nouvelles sur l'expédition contre les Tures, nous n'en avons point. En Belgique, l'empereur a défendu, par un édit public, de sévir contre les luthériens. En France, pendant deux années de tranquillité, l'Evangile s'était répandu peu à peu par les livres que l'on importait. S'apercevant de ces progrès, les moines, les sophistes, le parlement entrèrent dans une si grande fureur qu'ils firent brûler jusqu'à cinquante personnes. Mais il en résulta tant d'indignation que le roi fut obligé d'intervenir (*interponere manum*), crainte de voir éclater une sédition à Paris. L'évêque de Cologne commence à abolir les abus dans son diocèse (2). Béni soit Dieu qui donne ainsi gloire à son Evangile ! Si les gens de Bethsaïda, de Chozaim, de Nazareth, refusent de recevoir le Seigneur dans sa patrie même, ils n'en ont que de la confusion : les Samaritains, la femme cananéenne, etc., le reçoivent. Continuons toujours à prêcher, à prier, à supporter. Il y a une récompense pour notre œuvre. Nous ne travaillons pas en vain.

(1) Nous supposons que par *Centaures*, Luther entend les nobles, les chevaliers.

(2) Cette réforme, bien accueillie généralement par les laïques du diocèse de Cologne, fut combattue par le clergé et étouffée par Charles-Quint, après que l'archevêque, Herrmann de Wied, eut été déposé par le pape.

A la hâte. Soyez fort dans le Seigneur et priez pour qu'il me soit donné de m'endormir en paix. J'ai achevé ma course; j'ai gardé la foi; j'ai combattu le combat, dans la mesure que le Seigneur m'a accordée.

Saluez votre Agnès et votre Elisabeth. Ma régente Catherine et nous tous vous saluons.

A Jean-Frédéric, électeur de Saxe, et à Maurice, duc de Saxe.

(Ces deux princes allaient se faire la guerre, pour soutenir leurs prétentions respectives sur la petite ville de Wurzen. Luther les exhorta à la conciliation avec toute l'énergie de son âme. Sa lettre produisit l'effet désiré : la guerre n'eut pas lieu.)

Wittenberg, 7 avril 1542.

. Quoiqu'il ne m'appartienne pas, à moi pasteur, de me prononcer sur des affaires purement politiques, il est pourtant de mon devoir de prier pour les princes et de leur rappeler la Parole de Dieu, soit pour consoler les affligés, soit pour fortifier les timides, soit pour effrayer les esprits endurcis et récalcitrants.

Notre Seigneur Jésus-Christ a dit : *Bienheureux sont les pacifiques, car ils seront appelés enfants de Dieu* (Matth. V, 9). Sans doute, il dira aussi un jour : *Maudits soient les violateurs de la paix, car ils seront appelés enfants du diable*. Et, ne l'oubliez point, la Parole du Dieu tout-puissant ne fait aucune distinction entre les hommes, quelque haut placés qu'ils soient. Elle leur commande à tous de garder la paix, sous peine de la damnation éternelle.

Ce que vous avez à faire pour vous conformer à la volonté de Dieu, c'est donc de vous efforcer, chacun, d'éviter la guerre. Ce serait votre devoir, quelque grands que fussent les intérêts en jeu. Mais de quoi s'agit-il donc ici? D'une méchante bicoque, de rien de plus! En vérité, si vous en veniez aux mains pour un objet aussi minime, les gens raisonnables diraient que c'est comme deux paysans ivres se battant pour un verre cassé ou deux fous se battant pour un morceau de pain. Le diable, certes, ne demanderait pas mieux que de faire naître de cette étincelle un grand incendie, qui réjouirait vos ennemis, ferait rire le Turc et couvrirait de honte l'Evangile dont vous faites tous deux profession...

Je me rappelle le duc Frédéric, de bienheureuse mémoire (1).

(1) L'électeur de Saxe, Frédéric le Sage.

Etant en litige avec Erfurt, plusieurs de ses capitaines lui offraient de prendre cette ville (morceau bien autrement friand que votre Wurzen), si seulement il voulait y risquer cinq hommes. *C'en serait trop d'un seul*, dit-il. Voilà quels doivent être les sentiments d'un prince !

Je vous conjure d'aller chacun à l'écart et de dire, d'un cœur sérieux, le *Notre Père*....

A Marc Crodel, régent de collège à Torgau, chez qui le fils de Luther était en pension.

Wittenberg, 6 septembre 1542.

Grâce et paix ! Cher ami Crodel ! veuillez ne point communiquer à mon fils ce que je vous écris. Ma fille Madeleine est à la mort, et, selon toutes les apparences, elle va nous être enlevée pour aller auprès de son véritable Père qui est au ciel, à moins que Dieu n'en décide autrement. Or, elle soupire après son frère si vivement que j'ai résolu de le faire venir. L'affection qu'ils ont l'un pour l'autre est extrême. Faites-le donc aussitôt monter sur la voiture que j'envoie, afin qu'il arrive ici le plus promptement possible. Adieu. Vous lui direz que c'est pour une cause qu'il apprendra de la bouche de ses parents.

A Justus Jonas.

(Cet ami de Luther, alors pasteur à Halle, venait de perdre sa femme.)

Wittenberg, 25 décembre 1542.

. Tous nous avons à pleurer, dans votre épouse, une tendre amie. Non-seulement je la chérissais comme une sœur bien-aimée, mais sa vue réjouissait toujours mon cœur, parce qu'elle prenait part à toutes nos joies et à toutes nos peines comme aux siennes propres ; j'espérais qu'après ma mort elle serait la meilleure consolatrice des miens. Je m'afflige et je pleure en me rappelant son attachement si fidèle, tant de bonté, tant de piété ! Et pour vous, cher ami, quelle douleur ! Ici la chair et le sang ne trouvent aucune consolation ! mais l'esprit doit se dire qu'elle nous a précédés auprès de Celui qui nous a tous appelés et qui nous conduira vers Lui, nous aussi, à l'heure bénie où nous sortirons de cette vallée de larmes. Souvenez-vous sans cesse, cher Jonas, que nous nous séparons ici-bas, pour

nous revoir avec une joie ineffable, aux pieds de Celui qui nous a tant aimés qu'il a donné sa vie pour nous acquérir cette félicité éternelle. *Nous sommes morts et pourtant nous vivons*, dit l'Apôtre. La mort est un bonheur pour nous, si nous nous endormons dans la confiance au Fils de Dieu. Vous avez raison de dire que c'est plutôt sur les vivants qui ne se convertissent point que nous devons pleurer. En effet, combien sont éloignés de cette douce confiance en Christ les Turcs, les Juifs, un Henri de Brunswick et un cardinal de Mayence, ces ennemis de l'Evangile, pires que des Turcs ! Oh ! qu'il vaudrait mieux pour eux d'être affligés ici-bas pour ne point l'être éternellement ! Nous, après un court intervalle de tristesse, nous entrerons dans le séjour de la joie céleste, où votre Catherine et ma petite Madeleine nous ont précédés avec beaucoup d'autres, et nous appellent chaque jour. Nous désirerions être retirés de ce monde pervers. Notre âme est tourmentée sans cesse par les maux que nous voyons. Comme au temps de Noé, l'on contriste l'Esprit-Saint jusqu'à affliger toute la création (1) qui, avec nous, soupire, par des gémissements inexprimables, après le jour de la délivrance. Dieu veuille nous exaucer bientôt ! Amen.

. Ma Catherine a été comme anéantie en apprenant la fatale nouvelle. Elles ne faisaient qu'un cœur et qu'une âme. Nous prions pour que Dieu veuille adoucir votre douleur. Ne cessez de vous rappeler que c'est pour être transportée au ciel que cette épouse chrétienne a été enlevée de vos côtés : personne ne peut en douter puisqu'elle s'est endormie dans le sein de Christ, en exprimant sa foi par des paroles si pieuses et si saintes. Ainsi s'est endormie aussi ma chère Madeleine, à ma grande et unique consolation. Le Seigneur, qui a permis que vous fussiez affligé, veuille vous relever et vous fortifier ! Amen.

Au jour de la naissance de Christ, 1542.

A son fils Jean.

(Après la mort de sa sœur, ce jeune homme, alors âgé de seize ans, eut le mal du pays, et demanda à retourner de Torgau, où il était en pension, chez ses parents.)

Wittenberg, 27 décembre 1542.

Grâce et paix dans le Seigneur ! Triomphe de tes larmes, mon cher

(1) *Usque ad penitentiam totius creature.*

filz, et évite de causer une nouvelle douleur à ta mère, qui se tourmente déjà tant. Obéis à Dieu qui, par nos soins, t'a placé à Torgau pour que tu y restes et y fasses de bonnes études. Ta mère n'a pu t'écrire maintenant avec moi; mais, en te disant l'autre jour que tu devras revenir chez nous si tu te trouves mal, elle entendait parler seulement d'un cas de maladie proprement dite. Elle désire, comme moi, que tu surmontes ta tristesse et que tu te remettes au travail avec bon courage. Que Dieu soit avec toi ! Tout le monde, dans notre maison, se porte bien. Ton père, MARTIN LUTHER.

A Albrecht, duc de Prusse.

Wittenberg, 7 mai 1543.

. . . . La diète de Nuremberg a fini sans aucun résultat. Le roi Ferdinand est très irrité. Jamais nos adversaires n'ont été plus acharnés à notre perte. On soupçonne même qu'ils songent à laisser les Turcs envahir nos contrées. Dans les Pays-Bas, à ce qu'on dit, il y a querelle entre les Bourguignons (1) et le duc de Juliers. Le père de maître Christophe, porteur de cette lettre, vous racontera de vive voix la mauvaise action qu'un seigneur français du nom de Gus (2) a commise près de Metz. Je suis trop fatigué pour en écrire les détails. Que Dieu vous garde ! Amen.

Aux Chrétiens évangéliques de Venise, de Vicence et de Trévise.

Wittenberg, 13 juin 1543.

Que la grâce, la miséricorde et la paix vous soient multipliées de la part de Dieu le Père, et de notre Seigneur Jésus-Christ, qui s'est donné lui-même en victime de propitiation pour nos péchés ! Amen. Excellents et très chers frères, votre lettre m'a été remise fort tard (3). Cependant j'y aurais déjà répondu, si je n'avais été constamment malade depuis le temps où je l'ai reçue. J'avais prié Philippe de vous écrire à ma place; mais, appelé par l'archevêque de

(1) Sans doute Charles-Quint, en sa qualité de duc de Bourgogne. Voir la lettre de Luther à Jonas, du 16 décembre 1543.

(2) Luther écrit Gus au lieu de Guise. De Wette ajoute : « Ce seigneur de Guise surprit le 25 mars 1543, à la tête d'une troupe de cavaliers, des habitants protestants de Metz qui se rendaient à Gorze pour y assister au culte évangélique, et en tua plusieurs. » (Seckendorf, livre III, pag. 399.)

(3) Ce fut une lettre écrite par Balthasar Altieri. Le texte se trouve dans l'*Histoire du luthéranisme* de Seckendorf.

Cologne, pour une œuvre de réformation à commencer dans le diocèse de ce prélat, il a été empêché à son tour. Grâce à Dieu, je me porte mieux à présent, et je puis moi-même prendre la plume.

Je commencerai par un aveu. En relisant votre lettre, j'y trouve la preuve que le Seigneur vous a accordé de si grands dons que j'ai presque honte de moi-même. Vous me surpassez de beaucoup en intelligence et en vigueur. Je suis un homme de petite foi et tiède d'esprit, très peu propre au ministère si important que Dieu m'a confié. Toutefois, je me réjouis vivement et avec actions de grâces, que le Père des bénédictions, soit par mes écrits, soit par ceux d'autres que moi, vous ait fait connaître le salut et le mystère ineffable de Christ, son Fils bien-aimé. Pour ce qui est de mes propres ouvrages, je pense que vous n'avez pas pu vous en servir beaucoup, vu que j'ai rarement écrit en latin. Je suis, comme nous le disons dans notre pays, un prédicateur allemand et peu lettré. Mais peu importe la voie par laquelle vous êtes arrivés à la connaissance de la vérité chrétienne, c'est de Dieu que vous la tenez ainsi que nous.... Vous confessez Christ, le Fils de Dieu; vous avez faim et soif de la justice; vous supportez les persécutions, vous avez horreur de l'Antichrist et de tous les ennemis de notre Sauveur. Qui d'entre nous eût pu espérer que, de notre vivant encore, un tel changement aurait lieu en Italie même, aux confins des Etats de l'Antichrist, qui ne voulait point nous supporter, nous autres Allemands, placés presque en dehors du monde!...

. Conformément à votre désir, nous nous sommes empressés de prier les princes de notre communion d'intercéder pour vous auprès du Sénat de Venise; mais la multitude des affaires qui les occupent et les distances qui séparent leurs résidences respectives sont cause qu'ils n'ont pu encore s'entendre à cet égard. Leur bon vouloir vous est assuré; vous ne sauriez en douter... (1)

A Venceslas Link, pasteur à Nuremberg.

Wittenberg, 20 juin 1543.

Grâce et paix en notre Seigneur! Vous trouverez, cher Venceslas,

(1) En effet, treize jours après, les princes protestants de l'Allemagne adressèrent une lettre collective au sénat de Venise, en faveur de leurs coreligionnaires. (*Miscellanea* de Strobel, I, p. 199 et suiv.) — Jusqu'en 1560, les protestants jouissaient à Venise de quelque tolérance. Mais à partir de cette année ils y furent cruellement persécutés, comme ils l'avaient été depuis longtemps déjà dans le reste de l'Italie. La bulle *Licet ab initio* (1542) avait ordonné la peine de mort contre les « hérétiques. »

que ma préface vous arrive bien tard; c'est que nous nous faisons l'un et l'autre des idées fort différentes de moi. Vous vous imaginez que je suis dispos, médiocrement occupé, et (ce qui est plus erroné encore) en état d'écrire des préfaces convenables. Moi, je pense tout autrement. Je vois en moi un pauvre et débile vieillard, souffrant de la pierre, accablé de lettres et de livres à écrire, ainsi que d'affaires de toutes sortes, rassemblant ses dernières forces pour continuer ses cours de théologie, etc.; de sorte que je puis rarement lire et prier en repos pour mon édification, comme je le voudrais. Néanmoins, voilà enfin, telle quelle, la préface demandée. Si elle ne vous satisfait pas, changez-y ce que vous jugerez à propos, ou supprimez-la entièrement. Pour moi, je soupire après une heure de grâce pour passer à Dieu. Je suis rassasié, fatigué, inutile, je ne suis plus rien. Priez pour moi sérieusement, je vous en supplie, pour que le Seigneur retire mon âme dans la paix. Je quitterai nos Eglises, non pas dans un état de désolation, mais florissantes par la pure et sainte doctrine, et acquérant chaque jour de nouveaux pasteurs fidèles. Ceux de la Suisse, dans leur orgueil et leur illusion, veulent être *autokatakritoï*, selon l'expression de saint Paul. Que Dieu éclaire et convertisse leurs cœurs! Amen.

A Daniel Cresser, pasteur à Dresde.

Wittenberg, 22 octobre 1543.

Grâce et paix. Je ne puis rien espérer de bon de ce mode d'excommunication imaginé par votre cour. Si les cours veulent gouverner les Eglises à leur gré, Dieu ne bénira point une telle façon d'agir et l'avenir sera pire encore que n'a été le passé. De deux choses l'une : Que vos hommes de chancellerie se fassent eux-mêmes pasteurs, qu'ils prêchent, qu'ils baptisent, qu'ils visitent les malades, qu'ils donnent la communion, etc.; ou bien que, cessant de confondre les attributions, ils s'occupent de leurs affaires civiles et laissent le soin de conduire les Eglises à ceux qui ont été appelés à ce ministère et qui en rendront compte à Dieu. Il serait intolérable que d'autres régissent nos paroisses à leur gré, tandis que sur nous pèse toute la responsabilité. Nous demandons que les fonctions ecclésiastiques et les fonctions politiques soient distinctes. Satan reste Satan. Sous le pape, il poussait l'Eglise à empiéter sur l'administration civile, maintenant c'est l'inverse. Mais, Dieu aidant, nous résisterons, et nous travaille-

rons de toutes nos forces à tenir séparés ces deux ordres de choses. Adieu ! Priez pour moi.

A Justus Jonas.

Wittenberg, 16 décembre 1543.

. On raconte que l'empereur a dit au duc de Juliers : « Vos « généraux m'ont coûté plus cher, dans cette campagne, que tout le « reste, » et que le duc d'Orange lui a dit de même : « Cher oncle ! « comment voulez-vous résister à l'empereur ? Il dépense pour vos « généraux plus que pour tous les autres articles de la guerre. » Je te le demande, que résultera-t-il enfin de cette horrible perfidie et trahison ? Avec de pareils chefs, ce n'est pas le fer qui décide, c'est l'or. De leur prince, ils reçoivent la solde, et de l'ennemi, des cadeaux. C'est de cette manière qu'on prétend que la forteresse de Luxembourg a été prise. Le général français, dit-on, avait fait remettre au général impérial vingt mille ducats à condition qu'il seignât de ne plus pouvoir se défendre et qu'il livrât la place.....

A Joachim Mœrlin, pasteur à Gættingue.

Wittenberg, 6 février 1544.

. Le pape s'est joint au roi de France et aux Vénitiens pour faire alliance avec les Turcs contre l'empereur. Ils donnent ensemble à Barberousse, chef de la flotte turque, trois cent mille écus par mois (1)..... Voilà comme le pape emploie, pour le bien de l'Eglise, l'argent, que sous prétexte de guerre contre les Turcs, il a, durant tant d'années, extorqué par les indulgences, les annates et tant d'autres inventions pareilles!.....

A la princesse Sibylle, électrice de Saxe.

30 mars 1544.

Grâce et paix en notre Seigneur. Sérénissime princesse, j'ai reçu votre lettre et je vous remercie humblement de l'intérêt avec lequel vous me demandez des nouvelles, de moi, de ma femme et de mes enfants. Nous allons bien, grâce à Dieu, mieux que nous le méritons devant le Père céleste. Toutefois je souffre souvent de la tête. Et ce

(1) 300,000 *coronatorum*, sans doute *Kronen-thaler*, de la valeur d'environ six livres.

n'est pas étonnant. La vieillesse est là, qui rend malade et faible. Tant va la cruche à l'eau qu'elle finit par se briser. J'ai assez vécu. Dieu veuille m'accorder une heure de grâce pour mon délogement, après quoi mon corps invalide et usé sera descendu dans la fosse et abandonné aux vers. J'estime que ce que je devais voir de meilleur sur la terre, je l'ai vu. L'avenir se présente sous un aspect sombre. Dieu veuille être en aide aux siens ! Amen.....

A des parents qui avaient perdu un fils.

Wittenberg, 25 octobre 1544.

. Certes, vous vous affligerez et vous pleurerez un si bon fils ; cependant, au milieu de votre douleur, vous n'oublierez pas de rendre grâce à Dieu de sa fin si belle, si douce et si chrétienne. On ne peut douter qu'il ne soit entré dans le repos de Christ. Tout le monde a admiré les sentiments de tendre et fervente piété qu'il a constamment manifestés jusqu'à son dernier moment. C'est là une grâce plus précieuse pour lui que tous les trésors et honneurs de cette vie terrestre, quand même il aurait pu en jouir un millier d'années.

Plus qu'on ne peut dire, votre cher enfant a été heureux, comparé à tant d'autres qui, hélas ! vivent et meurent dans le péché. Plaise à Dieu que vous et les vôtres, et nous tous, nous ayons une fin semblable à la sienne ! Il a trompé le démon par sa mort, tandis que c'est encore le démon qui nous trompe, nous autres. Il est affranchi des dangers qui continuent à nous environner ; il a obtenu la couronne incorruptible.

Le suprême Consolateur, notre Seigneur Jésus-Christ, à qui votre fils était plus cher encore qu'à vous-mêmes et qui l'a appelé à Lui, d'abord par sa Parole et maintenant en le retirant d'ici-bas, veuille vous consoler et vous fortifier par sa grâce jusqu'au jour où vous reverrez votre enfant dans la joie éternelle ! Amen.

*A Balthasar Altieri et aux autres chrétiens évangéliques
de Venise, Vicence, etc.*

Wittenberg, 12 novembre 1544.

Grâce et paix en Christ, notre Seigneur et Sauveur. Amen ! Cette fois encore, très chers frères, je vous réponds bien tard. Veuillez pourtant, je vous prie, être persuadés que ce n'est point par manque

d'affection de ma part. Le Seigneur m'en est témoin. La véritable raison est que je sens trop bien que vous n'avez pas besoin de mes lettres. Ce que je puis vous écrire vous le savez déjà. Le Seigneur vous a enrichi de ses dons, de manière que vous êtes en état de me fortifier moi, plutôt que je ne puis le faire à votre égard. Toutefois votre ami, Matthias Illyricus (1) insiste. Il craint que, dans la situation affligeante où vous vous trouvez, vous n'interprétiez mon silence (ce qui serait tout à fait erroné) comme un signe d'indifférence ou d'oubli. Je vous adresse donc ces quelques mots pour vous saluer.

Nos princes ont parlé à l'ambassadeur de Venise au sujet des prisonniers qui souffrent pour la cause de l'Evangile, mais nous ignorons quel résultat celui-ci a obtenu. Si l'on peut espérer qu'il soit utile que nos princes écrivent derechef, nous ne manquerons pas de les y exhorter. Il y en a qui pensent que l'influence de nos princes auprès de votre gouvernement est bien petite.

Matthias m'a dit aussi que les sacramentaires, qui nient que dans la sainte Cène il y ait autre chose que du pain et du vin, propagent leur opinion pestilentielle en Italie..... J'ai beaucoup écrit contre eux en allemand. Je ne pensais pas qu'il fût nécessaire de le faire en latin. Mais apprenant maintenant que cette erreur, par le moyen de la langue latine, se répand jusqu'en Italie et en France, je songe à la combattre aussi par quelque publication dans cette langue. Toutefois je préférerais que cela se fit par l'un d'entre vous ou par quelque Français, meilleur latiniste que moi. Mon style, vous devez vous en apercevoir, est peu cultivé, ma jeunesse s'étant passée dans la barbarie des études scolastiques.....

A Christophe Piscator, pasteur à Jüterbock.

Wittenberg, 13 novembre 1544.

. Les évêques ont eu tort de souffrir jusqu'à présent que les femmes et les jeunes filles entrent à l'église parées et couronnées comme si elles allaient au théâtre. C'est un abus manifeste, condamné par les paroles de saint Paul et de saint Pierre. Malheureusement la coutume en est très enracinée. Cependant il faut empêcher absolument que cela n'ait lieu les jours de communion. C'est

(1) *Matthias Flacius*, né en Illyrie, l'un des principaux théologiens protestants de l'Allemagne au seizième siècle.

un signe de légèreté qui ferait croire que celles qui apportent une parure si mondaine, ne voient dans le sacrement que du pain ordinaire.

Quant à la seconde question, il faut insister pour que les enfants soient, autant que possible, baptisés sans retard. En Italie il y a beaucoup de gens qui n'ont jamais reçu le baptême. Dans leur enfance, on diffèrait d'année en année de les présenter pour obtenir ce sacrement; plus tard ils ont tout méprisé et sont restés sans Dieu. C'est ainsi que le pape Clément est mort sans baptême.

A Antoine Lauterbach, pasteur à Pirna.

Wittenberg, 2 décembre 1544.

. Vous me priez de faire paraître un livre sur la *discipline ecclésiastique*, mais vous ne me dites pas où prendre les forces et le temps nécessaires à ce travail. Aux frères de l'électeur j'ai promis un discours *contre l'ivrognerie*, à d'autres un traité *contre les sacramentaires*, à d'autres et à moi-même un livre *contre les engagements de mariage clandestins*, d'autres encore me demandent, avant tout, un *commentaire de toutes les parties de la Bible*. Ainsi une chose en empêche une autre, de sorte que je ne puis venir à bout de rien. Et pourtant j'eusse pensé qu'un peu de loisir me serait dû dans ma vieillesse pour pouvoir finir mes jours tranquillement et en repos. Mais je vois qu'il n'en sera pas ainsi. Eh bien, je ferai ce que je pourrai, le reste je le laisserai.....

A Conrad Cordatus, pasteur à Stendal (Brandebourg).

Wittenberg, 3 décembre 1544.

. Qu'est ce que nos peines si légères, nos travaux si courts, au prix de l'éternité bienheureuse! Et quand même nos combats dureraient cent ans et que le monde fût deux fois plus furieux contre nous qu'il ne l'est, qu'importe? Qu'est-ce que son prince et son dieu? Une fumée, une bulle d'eau en comparaison du Seigneur qui est avec nous et qui opère en nous, frères vases de terre, par sa parole puissante. C'est là la bonne nouvelle toujours nouvelle, la vérité vraie et certaine, qui demeurera éternellement notre joie et notre consolation.....

A l'Electeur de Saxe, Jean-Frédéric.

(L'Electeur avait exprimé le désir que Luther s'entendit avec les juriconsultes du tribunal aulique et du consistoire de Wittenberg, au sujet de quelques questions de droit matrimonial.)

Wittenberg, 18 janvier 1545.

. J'avoue que j'étais très irrité contre les juges du tribunal aulique. Je savais qu'ils continuaient à rendre leurs sentences comme si les ordonnances papales étaient en vigueur chez nous. Ils admettaient la validité des promesses de mariage faites sans l'aveu des parents..... Il y en avait même qui nous menaçaient, nous autres pasteurs mariés, de décider, après notre mort, que nos femmes et nos enfants ne pourront être nos héritiers, à moins, disaient-ils, d'une loi expresse par laquelle Votre Altesse aurait abrogé l'ancien droit canonique sur cette matière..... D'ailleurs, je savais aussi que plusieurs d'entre eux s'étaient vantés de faire traîner les procès en longueur. Tout cela m'agitait quand arriva votre lettre. Pour obéir à Votre Altesse, j'ai prié les juriconsultes, tant ceux du Consistoire que ceux du tribunal aulique, de venir chez moi. Je leur ai déclaré que je n'avais pas l'intention d'entrer en dispute avec eux, que Dieu m'ordonnait de prêcher l'obéissance due par les enfants à leurs parents, en matière de promesses de mariage comme pour autre chose, que je m'y tiendrais et que j'irais en avant..... Je leur ai représenté l'inconséquence de leur principe de soumission à l'ancien droit canonique. « Si les ordonnances des papes et des empereurs, leur dis-je, étaient en toutes choses la loi suprême, il faudrait aussi que je reniasse l'Evangile et que je rentrasse dans mon capuchon. Bien plus, il faudrait que Son Altesse l'Electeur me fit trancher la tête, ainsi qu'à tous les autres qui ont épousé des nonnes. »

J'avais eu peu d'espoir de les voir céder. Pourtant tous, à l'unanimité, ont déclaré qu'ils ne reconnaîtraient plus la validité des promesses de mariage clandestines. Je suis extrêmement heureux de ce résultat, et je m'empresse de vous l'annoncer.

*Au Prince d'Anhalt, affligé de la mort de son ami le pasteur
George Held.*

Wittenberg, 9 mars 1545.

. Ce n'est point notre Georges qui est à plaindre, car il

est allé trouver infiniment mieux que ce qu'il a quitté sur la terre ; c'est nous qui souffrons ; nous restons dans cette Sodome et dans cette Babylone, privés des Loth et des Daniel dont nous aurions tant besoin. Toutefois, adorons les dispensations de Dieu..... C'est par de telles épreuves que le vieil homme en nous est abattu..... Même en nous enlevant ce que nous avions de plus cher au monde, le Seigneur nous aime. Il veut nous accoutumer par là à nous tourner, des choses visibles, vers les choses invisibles. *Il ne prend point plaisir*, dit Jérémie, *à affliger les enfants des hommes*, et, ajoute Augustin, *il ne permettrait point le mal s'il ne voulait en tirer un plus grand bien*. Nous vivons encore dans la chair, ignorant ce que nous devons demander, c'est-à-dire ce qui serait pour nous le meilleur... Dans ces temps calamiteux nous ne voyons plus rien sur la terre qui puisse nous rassurer. Cependant nous ne cessons de nous confier au Dieu vivant. Et nous ne serons point trompés. Il est fidèle et puissant, Celui qui nous l'a promis. Pleurons donc notre bien-aimé Georges, puisque sa lumière s'est éteinte, comme dit l'Ecclésiastique, c'est-à-dire éteinte pour nous, mais non pour lui. Pour lui s'est levée une lumière éternelle, en attendant qu'elle se lève aussi pour nous, par la grâce de Celui qui est notre lumière et notre vie. Amen.

A Martin Gilbert, pasteur (1).

Wittenberg, 14 mars 1545.

Je prie le Dieu éternel, Père de notre Seigneur Jésus-Christ, d'être avec toi dans ton nouveau ministère. Ton diacre me paraît être un homme recommandable. Je l'ai exhorté à travailler, de son côté, au maintien de la paix dans votre paroisse. Supportons, cher ami, avec égalité d'âme, les difficultés qui accompagnent nos fonctions et attendons secours de Christ. Que les violettes que tu aperçois, dans cette saison, lorsque parfois tu te promènes sur la lisière de vos jardins, te soient un emblème de notre condition. Comme elles, la doctrine que nous prêchons, doit répandre un doux et salutaire parfum. La robe de pourpre foncée dont elles sont vêtues est une couleur de deuil ; mais, dans l'intérieur, se trouve une autre fleur, une fleur

(1) Martin Gilbert, natif de Mons, en Hainaut, avait passé huit ans à Wittenberg. Quand Luther lui écrivit cette lettre, il venait d'être nommé pasteur à Liebenwerd, en Saxe. (*De Wette*, VI, p. 369.)

couleur d'or, symbole de la foi qui brille, sans se flétrir, au milieu des afflictions.

Faisons notre devoir et invoquons le Seigneur, qui a promis que ceux qui demeurent en lui porteront beaucoup de fruit. — On ne sait encore rien de la Diète qui doit s'assembler à Worms. L'empereur est retenu en Belgique par des maladies. Adieu.

A Nicolas Amsdorf, devenu évêque de Naumbourg.

Wittenberg, 14 avril 1545.

. Le roi de France sévit cruellement contre les disciples de l'Evangile. En Belgique, en Autriche, en Hongrie (1), l'empereur et l'archiduc Ferdinand font de même. Caïphe disait que, pour ne pas tout perdre, il fallait faire mourir Jésus. De même ceux-ci, à les entendre, croient qu'ils ne pourront obtenir de Dieu quelque victoire sur les Turcs, à moins d'avoir baigné leurs mains dans le sang des confesseurs et frères de Christ (2). Mais le châtiment de Dieu finira par venir sur eux. Prions-le de hâter le jour de notre délivrance! Amen.

A Mélanchthon.

Eisleben, 1^{er} février 1546.

Grâce et paix dans le Seigneur! Moi aussi je te remercie, cher Philippe, des prières que tu adresses à Dieu pour moi, et je te de-

(1) En Hongrie, les luthériens étaient punis de mort à titre de *hostes sacratissimi Virginis Mariæ*, et leurs biens confisqués, dès l'année 1523. (*Gieseler, Kirchengeschichte*, histoire de la Réformation en Hongrie, note 2.)

(2) Depuis longtemps, Charles-Quint avait, en secret, promis à la cour de Rome une guerre générale contre les protestants, pour le cas où ils persisteraient dans « l'hérésie. » Il n'attendait qu'une époque favorable à l'exécution de ce projet. Enfin, le 26 juin 1546, il s'engagea envers le pape à ne plus différer au delà du mois suivant. On ne lira pas sans intérêt quelques lignes de ce traité conclu entre les deux pouvoirs : « Au mois de juillet prochain, y est-il dit, Sa Majesté Impériale mettra en campagne toutes ses troupes, au nom du Seigneur » et avec le secours de Sa Sainteté pontificale, contre les protestants, les adhérents de la ligue de Smalkade et en général tous les hérétiques, de quelque secte qu'ils soient, pour les rappeler à la vraie et ancienne religion, et à « l'obéissance envers le siège apostolique. L'empereur pourra tenter toutes les voies pour ramener les dissidents à la religion catholique sans effusion de sang; mais si, après un certain délai fixé, ce résultat n'a pas été obtenu, il emploiera la force des armes (*capessantur arma*). Il ne pourra conclure aucun traité avec les hérétiques sans le consentement exprès du pape ou du légat apostolique. » La cour de Rome accorde à Charles-Quint, pour cette croisade, un secours de 200,000 ducats, de 12,000 fantassins et de 500 cavaliers, la moitié de tous les revenus ecclésiastiques de l'Espagne pendant une année, et la vente de biens appartenant à des couvents espagnols, jusqu'à concurrence d'une somme de 500,000 couronnes. (RAYNALDI ANNALES, *ad annum* 1546, n° 94.)

mande de les continuer. Tu sais que je suis un faible vieillard qui ai bien de la peine à suffire aux travaux de ma profession même. Et voilà que je suis plongé, par surcroît, dans des discussions tout à fait étrangères à mes études et à mes goûts (1), de sorte que je désirerais vivement t'avoir près de moi, si des raisons de santé ne te retenaient à Wittenberg. Grâce à la bénédiction divine, nous sommes aujourd'hui, mais seulement après les plus vives contestations, venus à bout de cette affaire de la Ville-Neuve, affaire plus hérissée de pointes qu'un hérisson même. Nous espérons que les autres débats seront moins pénibles, s'il plaît à Dieu. J'ai offensé (je m'en aperçois bien) le docteur Melchior (2), en parlant contre l'esprit roide et pointilleux des légistes. Ces gens sont infatués de leur jurisprudence quoiqu'ils paraissent ignorer complètement le véritable usage à faire du droit. Ils me font l'effet de rabulistes éhontés et mercenaires qui n'ont aucun souci de la paix, de l'intérêt public ni de la religion.

Pendant le voyage, je suis tombé en défaillance et j'ai été pris de ce mal que tu appelles tremblement du petit ventre. J'étais allé à pied plus longtemps que mes forces ne le permettaient, de sorte que j'ai transpiré beaucoup et qu'ensuite j'ai pris froid sur la voiture ; mon bras gauche en est devenu tout roide (3). De là aussi le retour de mes oppressions de poitrine et de cette espèce de suffocation que tu sais. Cependant je vais mieux maintenant. Pour combien de temps ? je l'ignore. On ne peut pas se fier aux forces de la jeunesse ; que dire quand on est vieux ?

Demain nous continuerons nos efforts. Encélade et Typhée ont été vaineux aujourd'hui. Priez pour que Dieu maintienne et augmente l'esprit de conciliation qui a commencé à se manifester dans les comtes. Dieu veuille tout mener à bonne fin ! Amen. Que le Seigneur soit avec toi, cher Philippe ! Salue tout le monde, aussi le pasteur (4) et Crenziger que nous remercions de leurs bonnes prières pour nous.

(1) Luther s'était rendu à Eisleben pour essayer d'amener une transaction entre les comtes de Mansfeld, divisés par des intérêts en litige.

(2) Conseiller d'un comte de Mansfeld.

(3) Dans une lettre de la même date, adressée à sa femme, Luther dit qu'il eut à souffrir d'un vent si froid, qu'il lui semblait que sa tête allait se changer en glace.

(4) Pomeranus, pasteur titulaire de Wittenberg.

A Mélanchthon.

Eisleben, 6 février 1546.

Au docteur Philippe Mélanchthon, serviteur fidèle de Dieu, mon frère bien-aimé, grâce et paix ! Nous sommes ici sans rien faire, c'est-à-dire sans avancer, quoique nous nous fatiguions extrêmement. Deux fois déjà nous croyions approcher du terme, quand Satan est venu nous barrer le chemin. Nous venons de proposer maintenant un troisième expédient qui paraît devoir réussir infailliblement : le résultat fera voir si nous nous sommes encore trompés.

Je voudrais que tu agisses avec le docteur Pontanus auprès de notre Electeur pour qu'il me rappelât chez nous. Ce serait un moyen de hâter la conclusion, car les comtes ne me laisseront point partir sans transiger. Je leur donnerai encore cette semaine ; ensuite je serais bien aise d'avoir à leur montrer une lettre de l'Electeur. C'est aujourd'hui le dixième jour que nous nous occupons de la Ville-Neuve. Je crois qu'il a fallu moins de peine pour la bâtir que pour régler les intérêts si compliqués qui se rattachent à son administration. La défiance entre les intéressés est si grande qu'une partie soupçonne toujours des pièges sous les termes que propose la partie adverse. Nous devons cela aux avocats qui ont enseigné au monde tant d'équivoques et de chicanes que la langue des procès est devenue plus embrouillée que celle de Babel. O sycophantes, ô sophistes, fléaux du genre humain ! Je t'écris tout irrité ; mais je ne sais si je dirais plus vrai étant calme. La colère de Dieu visite nos péchés. Le Seigneur jugera son peuple ; puisse-t-il être miséricordieux envers ses serviteurs ! Amen. Si c'est là ce qu'on appelle l'art des juristes, ils n'ont vraiment pas lieu d'en être si fiers. Il en sera comme il est écrit Isaïe III. Adieu. Prie pour moi.

A sa femme (1).

Eisleben, 14 février 1546.

A ma bonne et chère épouse, Catherine Luther, née de Bora,

(1) Cette lettre se trouve déjà traduite ailleurs, en grande partie du moins. Cependant nous l'avons insérée ici parce qu'elle est la dernière qu'on ait de Luther. Il mourut quatre jours après. — Voir, sur sa mort, les *Mémoires de Michelet*, la *Vie de Luther*, par Ledderhose, et l'*Histoire de Luther*, publiée récemment par J.-J. Hosemann (Paris, Meyrueis, 1858).

grâce et paix dans le Seigneur ! Chère Catherine , nous espérons retourner à Wittenberg cette semaine, s'il plaît à Dieu. Le Seigneur nous a fait éprouver l'effet de sa grâce, car les comtes ont tout réglé par leurs conseillers, à l'exception de deux ou trois articles dont l'un est que les comtes Gebhard et Albrecht redeviennent frères. Je vais travailler à cela aujourd'hui ; je les inviterai à dîner avec moi, et je tâcherai d'obtenir qu'ils se parlent ; jusqu'à présent ils sont restés muets, tout en se plaignant amèrement l'un de l'autre par écrit. Les autres jeunes seigneurs sont gais et vont en traîneaux avec les dames ; on entend résonner les clochettes de leurs chevaux. Tout le monde est de bonne humeur, à l'exception des comtes Gebhard et Albrecht. Nous sentons que Dieu a exaucé nos prières.

Je t'envoie des truites dont la comtesse Albrecht m'a fait présent. Cette dame est bien heureuse de voir la paix renaître dans sa famille. Tes trois fils sont encore à Mansfeld. Jacques Luther (1) aura soin d'eux. On nous sert ici à boire et à manger comme à des seigneurs ; on nous traite si bien que nous pourrions vous oublier, vous autres de Wittenberg. Je ne souffre pas de la pierre. Par contre, la jambe de Jonas a empiré ; des trous se sont formés au tibia. Dieu veuille accorder son secours !

Communique tout cela à Philippe, à Pomeranus et à Creuziger. On dit qu'à Leipzig et à Magdebourg le bruit s'est répandu « que le docteur Martin (2) a été enlevé. » Ce sont les bavards de ton pays qui inventent cela. Il y en a qui disent que l'empereur n'est qu'à trente milles d'ici, à Soest en Westphalie ; d'autres que le Français enrôle des lansquenets, le landgrave aussi. Laissons-les jaser. Nous attendons ce que Dieu fera. C'est en lui que nous nous confions. Qu'il soit avec toi ! — Eisleben, le dimanche *Valentini*.

M. LUTHER, D.

(1) Frère du réformateur.

(2) Lui-même, Martin Luther.

LA RÉFORME A ALENÇON, AUX XVI^e ET XVII^e SIÈCLES.

EXTRAITS INÉDITS DES REGISTRES DU PARLEMENT DE PARIS, RÉDIGÉS PAR
LE GREFFIER DONGOIS.

1533-1685.

La ville d'Alençon, grâce à la tolérance de Marguerite de Valois, reine de Navarre et duchesse d'Alençon, vit la Réforme faire de nombreux prosélytes parmi ses habitants, durant la première moitié du XVI^e siècle. « La reine de Navarre, dit un historien de cette ville, bonne, sensible, pleine de commisération, déroba au supplice autant de protestants qu'il lui fut possible. Elle sauva Gérard Roussel, docteur, rigoureusement poursuivi par le parlement, et en fit son aumônier; Caroli, également poursuivi par le parlement, à qui elle donna la cure de Notre-Dame d'Alençon, qu'il quitta pour passer en Suisse, où il se maria.... Un protestant d'Alençon s'étant avisé de briser, pendant la nuit, un crucifix qui était au portail de l'église de Saint-Louis, Marguerite apaisa l'affaire, en faisant mettre à la place un autre crucifix un peu mieux décoré que le premier. Mais la bonne duchesse ne put jamais sauver des flammes Etienne Le Court, curé de Condé, près d'Alençon, attaché aux nouvelles opinions, qui fut brûlé le 24 décembre 1533 » (1).

On va voir par les extraits des *Registres criminels du parlement de Paris* qui suivent, et qui ont été faits par le greffier Dongois, que Marguerite d'Angoulême ne fut pas plus heureuse, en 1534, qu'elle ne l'avait été l'année précédente, lorsqu'elle ne pouvait arracher le curé Etienne Le Court au bûcher. Ces extraits nous ont été communiqués par un magistrat qui possède le manuscrit de Dongois.

« *Registre cote 72.* — C'est un registre particulier d'une commission décernée à sept conseillers pour la punition de quelques habitants d'Alençon de la nouvelle religion.

« *Depuis le mois d'août jusqu'au 15 de septembre 1534.*

« FRANÇOIS, etc..., à nos amez et féaux conseillers maîtres Bonaventure de Saint-Barthélemy (2), président en notre cour de parlement séante à Grenoble, Claude de Zasses, François le Charron,

(1) *Histoire d'Alençon* (par J.-J. Gautier). Alençon, 1805 et (supplément) 1821. Deux vol. in-8°, t. I, p. 131. — Barbier (*Dictionnaire des Anonymes*, t. II, p. 67) donne à Gautier les titres d'ancien curé et maintenant professeur.

(2) Bonaventure Thomassin, dit de Saint-Barthélemy. Il avait été reçu conseiller au parlement de Paris le 9 avril 1521, et fut, en 1534, nommé par François I^{er} président au parlement de Grenoble.

Christophe de Harlay, François Errault, Jean Picart et Jean le Cier, conseillers en notre cour de parlement à Paris, salut. Comme pour pourvoir à la punition et correction de plusieurs grands, énormes et exécrables blasphèmes et scandales faits, commis et perpétrés témérairement, indiscretement et irrévéremment par les aucuns des manans et habitans de notre ville, duché et pays d'Alençon contre l'honneur et révérence de la divine majesté et état général de notre mère sainte Eglise, dont nous avons été dument avertis, nous eussions par ei-devant décerné nos lettres patentes adressantes à vous président et à notre amé et féal conseiller en notre cour maître Louis Roillart, en vertu desquelles vous, président dessus dit, et ledit Roillart, fussiez transportés en notre dite ville d'Alençon, fait en partie et parfait aucuns procès à l'encontre de ceux que vous auriez pu trouver et appréhender coupables desdits cas, et depuis suivant le pouvoir à vous pareillement par nous donné par autres nos lettres patentes émanées de nous et données à Arles le 19 septembre 1533 (1), pour certaines causes et considérations à ce nous mouvans, auriez fait saisir, prendre au corps et constituer prisonniers ès prisons dudit Alençon, Jean Couvin et Antoine Potier dit Taiguel, délinquans, coupables et trouvés chargés desdits blasphèmes et scandales, et comme tels condamnés par les officiers dudit Alençon, juges incompetens, parce que à nous et à nos juges tant seulement en appartient la décision et connaissance et d'ordonner de la punition, correction et réparation de tels crimes, délits et maléfices concernant la divine majesté et aussi que notre vouloir et intention est que la punition que voulons et désirons en être faite selon l'exigence des cas soit correction et exemple à tous autres; savoir faisons que nous à plein confians de vos sens, loyauté, prudence, savoir, expérience et bonne diligence, vous mandons, commettons et expressément enjoignons par ces présentes vous transporter audit lieu d'Alençon, et reprins par-devers vous les procès et procédures faites tant par vous, président de Dauphiné, et icelui Roillart, que aussi par lesdits officiers d'Alençon, à l'encontre desdits Potier et Couvin, en l'état qu'ils sont, vous parachevez à faire et parfaire lesdits procès et procédez à l'encontre des blasphémateurs, délinquans et coupables, et vacquez en toute diligence à vous possible contre eux

(1) Ces lettres patentes, ainsi que les précédentes, non plus que celles-ci, ne se trouvent mentionnées dans aucun recueil.

par sentence de torture et question extraordinaire et sentence définitive, selon l'exigence des cas et exécution d'icelles inclusivement, nonobstant lesdits procès ainsi faits par lesdits juges d'Alençon, jugemens par eux donnés et exécutions par eux faites, et aussi oppositions ou appellations quelconques faites ou à faire, pour lesquelles ne voulons et n'entendons être différé à procéder à l'encontre desdits Couvin et Potier et tous autres délinquans et coupables ainsi que verrez être à faire par raison. Ains voulons et nous plaît que vos sentences et arrêts soient de telle efficace et vertu comme s'ils avaient été donnés par arrêts de notre cour de parlement. Et pour l'expédition des actes et registres qu'il conviendra faire en votre dite commission et parachèvement desdits procès, avons commis et commettons maître Philippe Habert, clerc au greffe criminel de notre dite cour. Et pour faire les exploits requis et nécessaires et qui par vous seront ordonnés (parce que sur les lieux ne se trouve qui le veuille faire ou ose exécuter) voulons que puissiez prendre et mener avec vous tel huissier en notre dite cour ou sergent royal qu'aviserez pour faire iceux exploits; et enjoignons à notre procureur général en icelle notre cour de substituer quelque bon et notable personnage pour poursuivre iceux procès et prendre sur iceux telles conclusions qu'il verra être à faire. Mandons en outre à tous nos officiers et sujets qu'à vous en ce faisant obéissent, prêtent et donnent conseil, aide, confort, aide et prison si métier est, et requis en sont, sans pour ce leur demander *pareatis*, car ainsi nous plaît.

« Donné à Paris, le septième jour (d'août) 1534, et de notre règne, le vingtième. *Sic signatum* : Par le Roi, BRETON.

« Du lundi, dernier jour d'août 1534, du matin, en la ville d'Alençon, où étaient Messieurs les commissaires.

« M. Bonaventure de Saint-Barthélemy, — M. Claude de Zasses, — M. François le Charron, — M. Christophe de Harlay, — M. François Errault, — M. Jean Picart, — M. Jean le Cirier.

« Ce jourd'hui, mes dits seigneurs les commissaires ont délibéré et conclu entre eux de mander et faire venir par-devant eux, à deux heures de relevée, les bailly, lieutenant général, avocats, procureurs fiscaux de la ville et duché d'Alençon, pour leur faire et donner à entendre en termes généraux la commission qu'ils avaient du Roi et pour savoir d'eux s'ils ou aucuns d'eux avaient aucunes

pièces et procédures touchant et concernant les images pendues par aucuns des manans et habitans de cette dite ville d'Alençon, à ce que, à toute diligence à eux possible, ils eussent à les mettre par-devers nos dits seigneurs les commissaires, pour par eux procéder au jugement des procès criminels des dits délinquans, ainsi qu'ils verraient à faire par raison.

« De relevée. — Les officiers mandés, la commission leur est montrée avec injonction d'apporter les procédures.

« Les officiers protestent d'obéir et de donner aide et confort.

« Mardi 1^{er} septembre 1534, du matin, en la ville d'Alençon, où étaient Messieurs les commissaires, etc.

« Ce jourd'hui, Messieurs les commissaires ont avisé et délibéré entre eux d'envoyer par Jean Turger, huissier en la cour de parlement à Paris, par eux pris pour le fait de leur commission et faire les exploits d'icelle, quérir le substitut du procureur général du Roi en la sénéchaussée du Maine, pour poursuivre les procès criminels mentionnés en leur dite commission, et sur iceux prendre telle conclusion qu'il verra être à faire par raison. En ensuivant laquelle délibération et conclusion de mes dits sieurs les commissaires, au dit Turger, huissier, ont été baillées lettres pour les porter au sénéchal du Maine ou son lieutenant, dont la teneur en suit :

« Cher frère, nous vous envoyons exprès la présente par le présent porteur, huissier du Roi notre sire en sa cour de parlement à Paris, pour nous envoyer par deçà le procureur du Roi au fait de la commission à nous ordonnée par le Roi en cette ville d'Alençon. A cette cause, ne ferez en ce faute et aussi le procureur du Roi qu'il ne vienne par deçà avec ledit huissier. Cher frère, après nous être re-commandés à votre bonne grâce, nous supplions le benoît Fils de Dieu vous tenir et avoir en sa garde. D'Alençon, ce premier jour de septembre. Et au-dessous était écrit : Les commissaires ordonnés par le Roi à Alençon, et signé : Ph. Habert; et au dos était écrit : A notre cher frère le sénéchal du Maine ou son lieutenant, au Mans. »

« Et outre ont conclu entre eux mes dits sieurs les commissaires, que l'on manderait de rechef le lieutenant général, lequel, le jour précédent, avait promis apporter par devers eux toutes les pièces et procédures qu'il et autres officiers du duché d'Alençon avaient en leur possession, etc.

« Mercredi 2. Les commissaires visitent le procès-verbal fait par

les sieurs Roillart et de Saint-Barthélemy, conseillers du Roi en sa cour de parlement et commis en cette partie. Ce fait, visiter les prisonniers étant ès prisons, et interroger les deux pour les pentes des images.

« Ils mandent le concierge pour lui deffendre de laisser voir les prisonniers et les laisser parler entre eux.

« Ils visitent les prisonniers et les font venir en la chambre du conseil du palais d'Alençon. Taignel et Couvin sont interrogés.

« 3^e instruction du procès de Taignel et Couvin.

« Paul Graindorge, prêtre, rendu à l'évêque de Séez.

« Décret de prise de corps contre Guillaume Rolland, prêtre.

« 4^e. Maître Mathurin Quétain, substitut du procureur général du Roi en la sénéchaussée du Maine et par lui substitué en la commission des commissaires ordonnés par le Roi sur le fait d'Alençon, a prêté le serment de ne révéler ; ainsi tenir secret tout ce qui sera fait et conclu par lesdits commissaires.

« Décret contre cinq habitans d'Alençon pour blasphèmes, exécrables paroles, scandaleuses et hérétiques.

« Et contre plusieurs tant hommes que femmes.

« 7 septembre. Vu par les commissaires ordonnés par le Roi à Alençon le procès criminel fait à l'encontre de Nicolas Briolay, natif et demurant en ladite ville d'Alençon, à présent prisonnier ès prisons de la conciergerie dudit lieu, pour raison de plusieurs grands et exécrables blasphèmes par lui dits et proférés contre le saint Sacrement de l'autel, l'honneur de la sainte vierge Marie, révérence des saints et saintes de paradis et état universel de notre mère sainte Eglise, à plein contenus audit procès contre lui fait. Vues aussi les conclusions baillées et prises par le procureur du Roi, auquel ledit procès avait été communiqué, et ouï et interrogé sur ce par lesdits commissaires icelui prisonnier, et tout considéré :

« Lesdits commissaires, par arrêt, ont condamné et condamnons ledit Nicolas Briolay, pour raison desdits cas, à faire amende honorable devant la principale porte de l'église de Notre-Dame de cette ville d'Alençon et illec, à genoux, tenant une torche de cire ardente du poids de deux livres, requèrre merci et pardon à Dieu, à la glorieuse vierge Marie, aux saints et saintes du paradis, au roi et à justice, desdits blasphèmes et d'iceux se dédire et repentir. Ce fait, être mené et conduit aux poulies, hors la porte de Sarthe de ladite

ville d'Alençon, au lieu le plus commode et convenable, où illec sera mis et planté un poteau, à l'entour duquel sera fait un grand feu, et après avoir par ledit prisonnier été étranglé, sera ars et brûlé et son corps converti en cendres, etc.

« Décret contre quelques habitans d'Alençon pour le même crime.

« 9^e septembre. Jean Ruel, natif de Courteilles, condamné à être pendu et brûlé.

« 10^e septembre.

« 11^e. Jean Chastellais de Courteilles, pour blasphèmes *ut supra* et s'être trouvé es conventuels de gens suspects de la secte réprouvée, condamné d'être fustigé.

« 12^e. Etienne Taignel et Jean Couvin, pour être entrés de nuit, de propos délibéré et par effraction de vitres, la veille de la Fête-Dieu de l'an 1533, de la chapelle de (*le nom en blanc dans le manuscrit*), située hors la porte de Sééz, et en icelle avoir pris les images de la glorieuse vierge Marie et de saint Claude, icelles (*pendues*) ignominieuses à deux goutières en ladite ville d'Alençon, et persévérance d'iceux prisonniers, condamnés à avoir les poings coupés et être étranglés.

« Jean Chassevant, prêtre, renvoyé à l'évêque de Sééz.

« 15^e. Jean le Brun, condamné à être pendu et brûlé.

« 16^e.

« On a arraché plus de vingt feuillets de la fin du registre » (1).

Malgré ces persécutions et peut-être à cause d'elles, la Réforme n'en continua pas moins de faire des progrès à Alençon. L'historien de cette ville que nous avons déjà cité ajoute : « Deux curés de Notre-Dame d'Alençon, Caroli, Lucas Caiget; leurs vicaires; frère André, cordelier; huit autres ecclésiastiques, adoptèrent les nouvelles opinions; Thomas du Perche, curé de Saint-Germain du Corbeils; Etienne Le Court, curé de Condé; Jean Le Sage, curé de Cuissai, les imitèrent. Quelques-uns même se marièrent, s'appuyant sur le texte de saint Paul. (*Unius uxoris virum... sobrium.*)

« Tous les magistrats, Rabodanges, gouverneur du château, une partie des bourgeois, suivirent l'exemple des prêtres. La moitié de la ville devint protestante. On établit des prêches à la porte de Sééz, sous les halles et dans la rue du Temple » (2).

(1) Ces extraits sont d'autant plus précieux que le registre original d'où ils sont tirés n'existe plus aux archives de l'empire.

(2) *Histoire d'Alençon*, par J.-J. Gautier, *Supplément*, p. 100.

Là, comme dans toutes les autres villes, il y eut persécutions réciproques, pillages d'églises, de monastères, etc.; mais, grâce à la fermeté de Matignon, gouverneur de la ville, arrivé à temps de son château de Lonray, et qui prit les protestants sous sa protection, le massacre de la Saint-Barthelemy n'eut pas de contre-coup à Alençon. « Il trouva, dit Odolant Desnos, dans ses *Mémoires historiques sur la ville d'Alençon* (1), que les habitants catholiques, informés du massacre exécuté à Paris, commençaient à prendre les armes pour traiter de la même manière leurs concitoyens huguenots, dont la plupart étaient leurs proches parents. Il était accompagné de ses gardes, de ses amis et de quelques domestiques. Il fit fermer les portes de la ville, établit des corps de garde dans tous les quartiers, défendit, sous peine de la vie, aux catholiques de rien attenter contre les huguenots et ordonna à ces derniers de se rendre, sans armes et sous sa sauvegarde, sur la place. Là, il leur exposa la nécessité où ils se trouvaient de donner des preuves de leur soumission, dont dépendaient la sûreté de leur vie et la conservation de leur fortune. Il les assura que, tant qu'ils se conformeraient aux édits de pacification, il emploierait toute son autorité pour les maintenir dans la tranquillité et le repos que le roi leur avait promis. Pour s'assurer de leur fidélité, il leur fit prêter un nouveau serment et exigea qu'ils lui remissent trente-deux d'entre eux pour otages, jusqu'à ce qu'il eût reçu des ordres du roi. Tous tombèrent à ses genoux, poussant jusqu'au ciel des cris de bénédiction pour leur libérateur. La mémoire de cet acte de bienfaisance demeura si profondément gravée dans le cœur des habitants d'Alençon, que les pères apprirent pendant longtemps à leurs enfants qui ne commençaient encore qu'à balbutier, à révéler le nom des descendants du sauveur de tant de familles. »

Le nom de Matignon doit donc figurer à côté de ceux du trop petit nombre de prélats et de gouverneurs de province qui refusèrent d'obéir aux ordres impitoyables émanés de la cour de Charles IX et de Catherine de Médicis.

Au surplus, les protestants d'Alençon s'en montrèrent reconnaissants, car le duc d'Alençon, frère de Charles IX et de Henri III, prétendant que celui-ci lui avait volé la couronne de France en quittant celle de Pologne, et ayant ourdi contre lui une conspiration, quelques-uns des conjurés avaient déjà fait soulever la ville d'Alençon. On en reçut la nouvelle à Reims pendant la cérémonie du sacre (13 février 1575). Dès qu'elle fut finie, Matignon, qui était depuis longtemps chargé de surveiller toutes les démarches des officiers que le duc y avait, marcha vers cette ville avec un corps de troupes; mais les protestants virent à peine paraître ses drapeaux

(1) Alençon, 1787. Deux vol. in-8°, t. II, p. 285.

que, pénétrés de reconnaissance de sa conduite lors du massacre de la Saint-Barthélemy, ils lui ouvrirent les portes sans faire aucune tentative pour se défendre (1).

Notre intention n'est assurément pas d'écrire l'histoire du protestantisme à Alençon; mais, puisque nous avons sous les yeux en ce moment les ouvrages devenus rares d'Odolant Desnos et de Gautier, nous allons continuer d'y puiser quelques détails sur cet intéressant sujet.

Le roi de Navarre, depuis Henri IV, qui de protestant s'était fait catholique après la Saint-Barthélemy, se trouvant à Alençon, en 1576, voulut rentrer dans le sein de l'Eglise protestante. Il ne pouvait y être admis de nouveau qu'après avoir fait pénitence publique. Il la fit, en pleine assemblée, au prêche, avant de devenir le parrain de la fille d'un médecin appelé Caillard (2). A la fin d'avril de la même année et au milieu des fureurs de la Ligue, le capitaine Decoliers (Pastoureaux), protestant, qui allait dîner chez Jean de Frotté, seigneur de Couterne, de la même communion, tomba sous les coups de poignards, à la porte de l'église de Notre-Dame. Son valet de chambre fut assassiné aux Etaux. Ces crimes restèrent impunis; la justice fut enchaînée. Pierre le Hayer, lieutenant particulier, fut obligé, pour se dérober lui-même aux poignards, de se renfermer dans un cachot de la Conciergerie (3).

Un manuscrit de Sébastien Chambay fait la remarque, sous l'année 1599, que les ministres protestants commencèrent à porter la robe longue en faisant le prêche (4).

En 1637, les protestants, qui jouissaient encore d'un peu de liberté, tinrent à Alençon un synode national (5). Ils en ont tenu d'autres dans la même ville, depuis l'an 1597 jusqu'en l'an 1671. « J'ai vu, dit Gautier, un très gros recueil d'actes de ces différents synodes; mais je n'entrerais dans aucun détail à cet égard » (6).

Quelques années après, Mathieu Bochart, un des ministres d'Alençon, publia un traité sur l'invocation des saints et le culte des images, qui fit grand bruit. Le lieutenant général rendit une sentence contre l'ouvrage et l'auteur. Bochart appela de ce jugement devant la chambre de l'édit du parlement de Rouen, qui le confirma le 29 janvier 1657. Bochart fut ainsi

(1) Odolant Desnos, t. II, p. 305. — D'après la *Biographie univ.* et Floquet (*Histoire du Parlement de Normandie*, t. III, p. 134), le maréchal de Matignon aurait aussi sauvé les protestants de Saint-Lô du massacre de la Saint-Barthélemy.

(2) Odolant Desnos, t. II, p. 312.

(3) Gautier, *Supplément*, p. 166.

(4) *Id.*, *ib.*, p. 167.

(5) *Id. ib.*, p. 169.

(6) *Id. ib.*, p. 179.

condamné en cinquante livres d'amende, pour deux raisons : la première, parce qu'il avait pris la qualité de ministre du saint Evangile; la seconde, parce qu'il avait parlé des reliques d'une façon opposée au sentiment de l'Eglise romaine. L'instigateur de cette affaire était le missionnaire Gérard Grenier de la Place (1).

En 1646, après le meurtre de Charles 1^{er}, roi d'Angleterre, Hérault, ministre de l'Eglise réformée d'Alençon, et le savant Samuel Bochart, ministre à Caen, qu'il ne faut pas confondre avec celui dont il vient d'être question, se réunirent pour déplorer cet affreux événement; l'un composa sur ce sujet le *Pacifique royal en deuil*, et l'autre une épître au docteur Morley, chapelain du roi, sur le verset du psaume : *Nolite tangere Christos meos* (2).

Les protestants avaient tenu leurs assemblées, comme nous l'avons déjà dit, dans différents endroits de la ville, à Saint-Blaise, à la porte de Sééz, dans le parc et sous les halles. Ensuite, ils firent élever un temple dans une rue qui en prit le nom, qu'elle porte encore. En 1664, un arrêt du conseil ayant défendu l'exercice de leur culte dans l'intérieur des villes, ceux d'Alençon firent élever un temple très beau au haut du faubourg Lencrel (3).

« Les Eglises de Normandie, dit Odolant Desnos, sentant que leur ruine était arrêtée dans le conseil de Louis XIV, fixèrent le 10 août 1681, pour implorer les secours du ciel. Elie Benoit, un des ministres d'Alençon (celui qui écrivit plus tard l'*Histoire de l'Edit de Nantes*), prêcha le soir. Pendant qu'il était en chaire, une foule de populace catholique s'ameuta autour du temple (le nouveau temple de Lencrel) et commença par des cris et des menaces. Les vitres furent bientôt cassées, et en un moment le tumulte devint général. Les huguenots, obligés de se défendre, levèrent leurs cannes et tirèrent l'épée et repoussèrent ceux qui les attaquaient, tandis que Benoit continuait tranquillement la prière. Cette affaire fit grand bruit; elle fut portée devant M. de Morangis, alors intendant, qui décida en faveur des huguenots; mais la duchesse de Guise (Mademoiselle d'Alençon) n'en porta pas le même jugement. Le P. de la Rue, jésuite, qui avait déjà eu deux disputes avec Benoit, ne contribua pas peu à l'animer. L'intendant fut déplacé quelque temps après; mais la force de l'orage tomba sur Pierre Méhérenc de la Conseillère, un des autres ministres d'Alençon, qui avait prêché le même jour, et qu'on accusait d'avoir exhorté ses auditeurs à sortir du royaume, et d'avoir parlé du trône comme du lieu d'où il ne partait que des malheurs pour les protes-

(1) Odolant Desnos, t. II, p. 376.

(2) Gautier, *ib.*, p. 170.

(3) *Id. ib.*, p. 170 et 179.

tants, et d'avoir fait des allusions du massacre des Innocents par Hérode le Grand, avec la déclaration donnée par le roi, au sujet des enfants réformés. Il lui fut fait défense d'exercer le ministère dans les provinces de Normandie et du Maine » (1).

En 1684, le gouvernement de Louis XIV ordonna la démolition du temple de Lencrel, et les matériaux en furent donnés à l'Hôtel-Dieu (2). L'Eglise d'Alençon était desservie par trois ministres (3).

« Ce n'étaient encore que les préliminaires de la révocation de l'Edit de Nantes, ajoute Gautier. A cette époque, ce fut une grande désolation dans la ville, dont plus de la moitié avait adopté la Réforme. Les protestants quittèrent presque tous, et emportèrent avec eux les arts et les manufactures. On lit, dans une vieille pancarte de l'année 1648, le tarif des droits que la ville avait droit d'exiger sur les marchandises qu'on fabriquait *dans la ville et faubourgs d'Alençon, où l'on fabriquait des draps, des serges de seigneur, des bouracans, des serges drapées, des serges de deux étains, ras et éamines; des droquets et serges sur fil; des coutils et des passements de laine en forme de soie*. Il paraît, par le même tarif, que le commerce des toiles était plus considérable qu'il n'est aujourd'hui, et qu'on employait et teignait en buograins les vieux draps.

« Les jésuites firent bien du mal aux protestants d'Alençon. Ils n'en firent pas moins à plusieurs prêtres attachés à Port-Royal, qui avaient attaqué leur morale, etc... » (4).

Le même historien affirme que presque tous les protestants d'Alençon se retirèrent dans les pays étrangers, et ceux qui restèrent furent singulièrement persécutés. Quillet, Cardel, Dornant, Gillot, Leconte, Gilbert et Rouillon furent mis en prison. Pierre Alix fut condamné aux galères, et le corps d'un autre protestant fut traîné sur la claie (5). Enfin, si on l'en croit, trois ou quatre familles seulement d'anciens protestants sont restées dans la ville, les autres ayant porté en Angleterre, en Hollande et en Prusse, leur argent, leurs manufactures, leurs arts et leurs métiers (6).

Hélas! ce n'est pas là l'histoire de la seule ville d'Alençon.

(1) T. II, p. 381 et suiv.

(2) Gautier, *Supplément*, p. 170 et 179.

(3) *Id.*, *Hist.*, p. 154.

(4) *Hist.*, p. 154.

(5) *Ib.*, p. 279.

(6) *Id.*, *Suppl.*, p. 101.

LISTE DE 121 PASTEURS

ENVOYÉS PAR L'ÉGLISE DE GENÈVE AUX ÉGLISES DE FRANCE

de 1555 à 1566.

M. le pasteur Archinard, conservateur des archives de la Compagnie des Pasteurs de Genève, a bien voulu mettre à notre disposition un relevé dressé par lui et communiqué à M. Gaberel, qui l'a inséré dans son *Histoire de l'Eglise de Genève*, t. I, p. 494. Ce document, qui intéresse d'une manière toute spéciale l'histoire du protestantisme français, est une liste de 121 pasteurs envoyés par l'Eglise de Genève aux Eglises réformées de France, de 1555 à 1566.

Nos lecteurs savent qu'un des plus remarquables chapitres du volume consacré par M. Michelet aux *Guerres de Religion* (in-8°, 1836) a pour titre : *L'Ecole des Martyrs*. Or, cette école, c'est Genève; et ces martyrs, ce sont, entre autres, les missionnaires qui figurent dans la liste dressée par M. Archinard. « Genève... a tenu haut sa lampe, dit M. Michelet, et « elle a été la grande école des nations... Il fallait qu'elle se fit la fabrique « des saints et des martyrs, la sombre forge où se forgeassent les élus de « la mort... Missions terribles! Ils étaient attendus, épiés. Pour le seul fait « d'avoir sur eux un Evangile français, ils étaient sûrs d'être brûlés... » (*Loc. cit.*, p. 404, 408.) On va reconnaître, en effet, dans la liste suivante les noms de bien des ministres qui rencontrèrent bientôt dans les Eglises de France, où Genève les envoyait, la mort des confesseurs et la palme du martyre.

*Liste des Pasteurs envoyés par la Compagnie des Pasteurs de Genève
aux Eglises de France, de 1555 à 1566.*

Ile-de-France.

Paris.

Mars 1557. Gaspard de Neuchâtel.
12 août 1557. De Saules (Des Gal-
lards).
4^{er} janv. 1558. Jehan Macart.
15 sept. 1558. François du Mont, dit
de Collonges.
Juillet 1559. Augustin Marlorat.

Melun.

Sept. 1562. Anthoine Montreuil.

Normandie.

Rouen.

Mars 1557. Jean d'Espoir.
Janv. 1558. (?)
. . . 1559. Maître Jacques Vallier.

Dieppe.

1^{er} janv. 1558. Seguran.
Déc. 1558. Du Reys.
. . . 1559. Le Vielhomme de Bosco.

Havre de Grâce.

Déc. 1558. François Chambeley.

Caen.

Déc. 1558. Paumier.
Mai 1559. Jehan Voisinot.

Bretagne.*Nantes.*

Août 1559. Dugué.
. . . 1560. Anthoine Bachelard (d'Aix
en Provence).

Ile de Noirmoutiers.

Mars 1557. Jean de Ponvers.

Vitré.

. . . 1560. De Collènes (ou de Col-
lines).

Ligneul.

. . . 1560. De Nanas.

Touraine.*Tours.*

31 mai 1558. Jacques Bouvier.
31 mai 1558. Lancelot d'Albeau. (V.
Dauphiné.)

6 juill. 1558. Charles Du Plessis.
6 juill. 1558. Jacques Rouillé.

Orléanois.*Blois.*

Févr. 1557. Jean Gérard, dit du Geay
d'Anjou.
Mai 1558. Anthoine Channourry.
Romorantin.
Mai 1558. Barthélemy Corradon.

Orléans.

43 juill. 1558. Ambroise Faget.
. . . 1562. Ribittus.
. . . 1562. Bérauld.

Gyan.

Août 1559. Aigna, gendre du Prieur.

Chartres.

. . . 1565. Arnaud Tardieu, de Be-
seurac, en l'évêché de Sarlat.

Chasteauneuf.

26 avril 1566. François de Lauberan.

Champagne.*Chaumont en Bassigny.*

. . . 1564. D'Aignon.

Lorraine.*Sainte-Marie.*

40 mai 1566. Claude Masson.

Poitou.*Poitiers.*

Mai 1555. Jacques Langlois.
Avril 1557. Claude Chevalier.
3 oct. 1558. . . . Du Breuil.
Mars 1559. François de Saint-Pol.
Mai 1559. Jacques Chappot.
15 août 1560. Ruffi.

Fontenay-le-Comte.

20 juin 1560. Claude Du Molin.

Chastellerault.

. . . 1560. Guille-Cointrat.

Berry.*Bourges.*

5 sept. 1556. Martin de Argues.
Mai 1558. David Vêran.

Yssoudun.

20 juin 1557. Anthoine Vives.
May 1558. Guy de Moranges, dit de
la Garde.
Nov. 1558. Jacques Christiani.

Sanzerre.

May 1559. Jean de la Garde.

Châteauroux.

Juillet 1559. Prudhomme.

Nivernois.*Nevers.*

11 nov. 1564. Jean de Léry.

Aunis et Saintonge.*Aux îles Neuves.*

15 août 1556. Pierre Richer.

15 août 1556. Guillaume Charretier.

Isle de Rhé.

May 1560. Germain Chauveton.

Isle d'Oléron.

May 1560. Bonquin.

La Rochelle.. . . 1558. Pierre Richier (vraie-
ment le même que dessus).May 1559. Ambroise Faget (revenu
d'Orléans).*Saintes.*

28 may 1558. Claude Boissier.

Saint-Jean d'Angely.

16 nov. 1558. Lucas d'Aubé.

*Pons.*May 1559. Michel Mulot (venu de
Lyon).. . . 1565. . . . Philippe Parnasse
(Piémontais).**Biarre (Béarn).**

Sept. 1557. . . . François Le Gay.

Juillet 1559. Martin.

*En la maison de M. l'Admiral,
en Cour.*

. . . 1564. Jean-Raymond Merlin.

Angoumois.*Coignac.*

24 juillet 1556. Pierre Combes.

Auvergne.*Quiers.*

May 1559. Bernard Séguin.

Yssuire.. . . 1562. Guy de Moranges, dit de
la Garde (l'Eglise d'Orillac le de-
mandait en même temps que celle
d'Yssuire. Il avait été à Yssoudun
en 1558, et à Eusès (Uzès) en
1560).

. . . 1562. André Le Cour.

Lyonnois.*Lyon.*Avril 1557. Anthoine Bachelart (plus
tard à Nantes).

3 oct. 1558. Michel Mulot.

. . . 1561. D'Anduze.

. . . 1561. L'Anglois (venu de Lau-
sanne).. . . 1566. Anthoine de la Roche,
dit Boulier.

. . . 1565. Le Gagneux.

Dombes.

. . . 1562. Pierre Le Duc.

Dauphiné.*Valence.*

Août 1559. Brulé.

Août 1559. Lancelot d'Albeau (avait
été à Tours avant de venir à Va-
lence, « auquel lieu depuis, aiant
« fidèlement presché l'Evangile, et
« pris par les ennemis d'icelluy,
« il a scélé la doctrine de vérité
« par son sang et par sa mort. »)

<i>Romans.</i>	<i>Grateloup en Agenois.</i>
. . . 1562. Lacombe.	. . . 1561. François Decour.
<i>Montélimar.</i>	<i>Saint-Antonin en Agenois.</i>
. . . 1562. Fulgon.	. . . 1561. Bastien Louvrier.
<i>Graignan.</i>	<i>Montauld en Agenois.</i>
. . . 1562. Valéri Crespin.	26 avril 1566. Jean Bessely.
<i>Gap.</i>	<i>Port Sainte-Marie.</i>
. . . 1562. Jean Blanchard.	26 avril 1566. Jean Ferrière.
Guienne et Gascoingne.	<i>Périgueux.</i>
<i>Bordeaux.</i>	26 avril 1566. Estienne Digne, dit Bargemont.
Déc. 1558. Gilles.	<i>Allomans en Périgord.</i>
15 août 1560. Philibert Grené.	8 août 1566. Jean de la Garde.
Sept. 1566. Bordes.	Languedoc.
<i>Braydeac.</i>	<i>Anduze.</i>
Déc. 1558. François du Reil.	Juin 1557. Guy Moranges (<i>aliàs</i> de la Garde).
May 1559. Jaques Chappelli.	<i>Tholose.</i>
May 1559. Elie Valtouchet.	Juillet 1559. Folion.
<i>Surlac (Sarlat?)</i>	<i>Saint-Gilles.</i>
May 1559. Estienne Graignon.	Août 1559. Elie.
<i>Nérac.</i>	<i>Sommiers.</i>
Juillet 1559. Gilles.	. . . 1559. Jehan Graignon (en passage).
. . . 1559. Jean Graignon.	<i>Montpellier.</i>
<i>Villefranchè.</i>	. . . 1559. Pasquier.
Juillet 1559. Le pédagogue de chez Marin Maillet.	<i>Eusès.</i>
<i>Montaigut.</i>	May 1560. De la Garde, dit Guy de Moranges.
. . . 1559. Gilles (naguère retourné à Bordeaux).	5 may 1563. D'Anduze.
<i>Castres.</i>	<i>Massiléragues.</i>
. . . 1559. Geoffroy.	. . . 1560. Le Maistre de Jussy.
<i>Bragerac.</i>	. . . 1561. Pierre Sachet
. . . 1561. Bordat.	. . . 1563. . . . Colliod, dit d'Ardenval.
<i>Miremont en Agenois.</i>	
. . . 1561. Jean Le Clerc.	

*Saint-Morcel le Rance (en Vivarais).**Riers.*

. . . 1565. Jean Arnaud.

4 juin 1566. Claude Morel.

Lodève.

—

4 juin 1566. Raymond Godon.

Pays-Bas.*Anvers.***Provence.**

May 1557. Eyraud.

*Aix.***Piedmont.**22 sept. 1557. Claude Boissier (va
ensuite à Xaintes).

22 juin 1556. Joannes Vineannes.

Août 1559. . . . Ruffi (ensuite à Poi-
tiers).

Oct. 1556. Jean Lauvergeat.

Août 1559. . . . Maistre Jehan Grai-
gnon.

27 nov. 1556. Albert d'Albigeois.

Janv. 1557. Jean Chambeli.

. . . 1557. Varaglia Guisfredo de
Cuni.*Tarascon.*

14 sept. 1557. Bacuot Pasquier.

Août 1559. Olivier.

*Pragelaz.**Mérindol.*

3 juin 1558. Martin Tachart.

. . . 1561. Jean Férety.

*Turin.**Monosque et Cisteron.*Déc. 1558. Christoffe, fils du médecin
de Vevey.

. . . 1562. Gaspard de Betze.

LETTRE INÉDITE DE MICHEL ROSET

DE MORAT

A NICOLAS DE DISPATCH

DE BERNE

SUR LA SAINT-BARTHÉLEMY

1572.

La lettre qu'on va lire, transcrite sur l'original conservé aux archives de la ville de Berne, nous est communiquée par M. Gaberel.

A Monsieur Nicolas de Dispatch, gentilhomme du Conseil, à présent lieutenant de Berne, mon honoré seigneur et bon amy, à Berne.

Monseigneur, après mes humbles recommandations à votre bonne grâce, ayant rencontré le messager de mes très honorés seigneurs,

près de Morat, je l'ay fait passer outre avec le paquet qu'il vous aura rendu, et pour ce qu'il avoit une lettre pour moy faisant mention de choses que je doute n'estre comprises audit paquet, je vous ay adressé la présente pour vous en faire part. C'est qu'on a rapporté à Genève que ceux de Bloys se voyans pressés par les papistes ont mis le feu dans la ville, et comme les plus forts se sont sauvez.

Ceux de Sancerre sont desjà environnés par les gens du Roy. Qu'à Lyon arriva lundy dernier un courier qui a apporté lettres pour exterminer tout le reste de la religion, tellement qu'on y recommencera sur le soir à rechercher les autres restants et les jetter en la rivière et qu'on doit avoir tué tous les prisonniers.

Un secrétaire de la duchesse de Savoie venu de Parys en poste a confirmé les dietes nouvelles. Lequel arriva hier environ midy à Genève.

Il a dict encore que Briquemaut et Cavagnes ne sont pas morts, mais qu'on leur fait leur procès à Parys où ils sont prisonniers.

Que pour certain, Montgomeri est sauvé en Angleterre, comme un poste venant d'Angleterre, six jours après le massacre, l'a raporté au roy et que mesme ledict poste avoit parlé audiet Montgomeri.

Montmorancy est sur ses gardes en sa maison. Qu'on menace d'assiéger Sancerre, et toutesfois qu'à la cour on est bien empesché parce qu'on se doute que les huguenots ne se rassemblent et facent forces par le moyen de deux viscontes et autres grands seigneurs eschappés comme le dict Montgomeri! Et La Rochelle qui tient bon.

On disoit hier à Genève que Son Altesse devoit arriver à Chambéry où arrivent beaucoup de gens estrangiers sans armes.

Mardy dernier passèrent environ minuit à Hermence, près du lac, 14 ou 15 chevaux ayans les pieds fourrez de drap et les langues attachées pour peur de liennissements, qui ne feront que visiter tous les endroits.

Jeudy, environ neuf heures, ne cessèrent de japper ou aboïer les chiens autour de la ville jusqu'à 3 heures du matin, que l'on decouvrit une mesche sur la contrescarpe du bolvard Saint-Anthoine. — Le jour venu, un bergier raconta qu'il avoit rencontré, environ 3 heures du matin, 40 soldats aux Bogeries avec morions en teste et arquebuses. Une femme qui entra par la porte Saint-Gervais, rapporta qu'environ la mesme heure, elle en avoit vu une quinzaine en mesme esquipage en la plaine de Chastelaine. Un autre a raporté

que la mesme nuit il vit passer 20 hommes à cheval, par Vernier. Un autre que, au Vuache y avoit quelque cavalerie, et qu'à Chambéry on ne permet passer aucun de la religion, et Anneyssy, qu'on ne leur permet d'y arrester aucunement.

Il se fait bruit qu'on mettra des garnisons à l'entour de Genève.

On a receu à Genève, lettres de Lion, qui portent que ceux de la Rochelle ont tué d'une arquebusade Strossi, et que ceux de la religion qui estoient en son régiment, se crenant d'estre massacrez comme les autres, se sont ruez sur les papistes qu'ils ont défaitz, qui fait esbahir le roy et l'indigne de tant plus. Mais ceux qui sont venus de Parys disent que Strossi est prisonnier à la Rochelle.

Au reste, le gentilhomme qui a escrit le discours que vous avez receu, y a encore adjouté ce qu'est icy enclos, et que je vous pryé après que Messeigneurs l'aurent veu me renvoyer, s'il vous plaist, parce que Messeigneurs n'en ont point de copie, et je n'ay eu le loisir de la prendre. Il dit encore que ce qu'il a escrit de mémoire, il est prest de le maintenir estre vray devant les gens du roy en Suysse, s'il fait de besoing, et en donner les circonstances.

Je ne vous escry pas des nouvelles du Pays-Bas, qu'il a pleu à M., l'advoyer de Diespach, votre nepveux, me communiquer parce qu'il vous en escrit. Sur quoy vous présentant de bonne affection mes petits services je prieray le Seigneur qu'il luy plaise vous donner en bonne santé, longue et heureuse vie.

De Morat, ce dimenche 21 de septembre 1572, après neuf heures.

Votre amy et serviteur,

MICHEL ROSET.

[*En post-scriptum.*]

J'ay exhorté Hans Ysenschmidt de se haster pour vous rendre ces lettres pour l'heure du conseil ce qu'il m'a promis faire, se disant estre vostre bien humble serviteur.

LES COLONIES DE RÉFUGIÉS PROTESTANTS FRANÇAIS.

I. LA COLONIE DE FRIEDRICHSDORF.

PRÈS FRANCFORT-SUR-MAIN.

1686-1858.

De toutes les communautés réformées, d'origine française ou wallonne (1), dispersées dans les différents Etats de l'Allemagne, la colonie de Friedrichsdorf est incontestablement celle où la langue et l'esprit français se sont le mieux conservés. Presque partout ailleurs les descendants des réfugiés se sont tellement assimilés à la population allemande, qu'il est devenu difficile de les en distinguer; dans beaucoup d'Eglises, autrefois françaises, la fusion est déjà complète, et le nom d'une famille est parfois la seule marque qui trahit son origine étrangère. A Friedrichsdorf, le français est demeuré la langue du foyer domestique : les prédications et l'enseignement se sont toujours faits en français. Le voisinage de Francfort, où notre langue a depuis longtemps droit de cité, le petit nombre d'Allemands admis dans la communauté, le peu d'alliances contractées avec les gens du pays, peut-être aussi la dépendance d'une petite principauté où le senti-

(1) On donne généralement le nom de wallonnes aux Eglises fondées par les réformés des provinces wallonnes des Pays-Bas, qui, dans le courant du XVI^e siècle ou dans les premières années du siècle suivant, se fixèrent dans différents pays protestants de l'Europe; et on désigne plus particulièrement par Eglises françaises celles qui doivent leur origine aux réfugiés français sortis de France à la suite des persécutions religieuses. Il règne cependant une certaine confusion dans l'emploi de ces deux termes. C'est ainsi, nous apprend M. le pasteur Schröder, que tous les anciens sceaux de l'Eglise de Francfort, qui doit sa fondation, en 1554, à des émigrés flamands, portent seulement la désignation d'*Eglise française*, le nom d'*Eglise wallonne* n'ayant été adopté que vers la fin du siècle dernier. Il en est de même de l'Eglise d'Emden, fondée aussi, en 1554, par une colonie de Wallons, qui a toujours conservé sur son sceau l'inscription suivante : *Sceau de l'Eglise française d'Emden*.

Nous ajouterons qu'il est souvent difficile, en recherchant l'origine des Eglises françaises en Allemagne, de distinguer l'élément purement français de l'élément vaudois. Cela tient à plusieurs motifs : d'abord, tous ceux qui parlaient le français étaient considérés en Allemagne comme Français; les limites de la France ont subi divers changements depuis la révocation de l'Edit de Nantes; ensuite, beaucoup de réfugiés français s'étaient réunis aux Vaudois; les uns avaient séjourné quelque temps dans les Vallées vaudoises, les autres s'étaient joints à eux plus tard, afin de profiter de l'accueil que les princes allemands de la frontière pouvaient faire à des Vaudois et non aux sujets de Louis XIV.

On peut consulter avec fruit sur ces questions l'intéressante Notice que M. le pasteur Schröder a publiée sur l'Eglise française de Francfort; il y a joint, sous forme d'appendice, des renseignements précieux sur l'histoire des Eglises françaises du Palatinat. C'est une des meilleures publications de ce genre que nous connaissons, et nous sommes redevables à l'auteur de la plupart des indications que nous donnons ici en notes.

ment national devait être moins vif qu'ailleurs, toutes ces circonstances ont dû contribuer à maintenir plus longtemps, chez les habitants de Friedrichsdorf, les usages et les traditions de leurs ancêtres. A ces divers titres, Friedrichsdorf offre encore un spectacle intéressant : il suffit de parcourir ses rues, de voir ses maisons proprement construites, de visiter ses établissements d'instruction, d'observer l'activité de ses habitants, de s'entretenir avec eux, pour reconnaître les allures d'une colonie prospère et pour y admirer surtout les traces des tendances civilisatrices de la Réforme.

Il nous a paru utile de donner quelques détails historiques sur l'origine et le développement de cette colonie ; nous les tirons principalement d'un intéressant manuscrit intitulé : *Histoire abrégée de Friedrichsdorf* (1), qui existe à la mairie de cette commune, et dont nous avons eu une copie entre les mains.

Dès 1686, plusieurs familles vaudoises et françaises, conduites par le pasteur vaudois Daniel Martin, obtinrent du landgrave Frédéric II (2) la permission de s'établir à Hombourg ; ils y bâtirent la partie de la nouvelle ville qui porte aujourd'hui le nom de Louisenstrasse. Frédéric II, que ses liaisons avec l'électeur de Brandebourg avaient déjà prédisposé en faveur des réfugiés, les accueillit fort bien ; il voulut même être le parrain de leur premier enfant, qui naquit à Hombourg le 24 juillet 1686 ; c'était le fils d'un nommé Claude Robert, originaire de la Bourgogne. Afin d'attirer dans ses Etats un

(1) L'Avertissement qui se trouve en tête du manuscrit est ainsi conçu : « Ce « qu'on va lire a été tiré en partie de trois tablettes chronologiques concernant « l'histoire de la commune française de Friedrichsdorf, ouvrage étonnant à plusieurs égards de notre digne pasteur, M. Auguste Cérésolle, de plusieurs autres « documents et des renseignements de quelques vieillards de notre commune ; « et une autre partie provient des choses qui se sont passées sous nos yeux.

« Ces trois tablettes, rédigées de la propre main de notre pasteur, à l'occasion « de la dédicace de notre nouveau temple, et dédiées à tous les membres de la « commune, en témoignage d'amour fraternel et de sincère dévouement, ont « trouvé une place bien méritée (dans la maison de ville) à côté du portrait de « l'illustre fondateur de Friedrichsdorf, Frédéric II. »

(2) Frédéric, deuxième du nom et second landgrave de Hesse-Hombourg, fit ses premières armes au service de la Suède, en qualité de colonel de cavalerie ; plus tard, au siège de Copenhague, un boulet lui fracassa la jambe gauche : voyant qu'il n'y avait pas de guérison possible, Frédéric, conservant toute sa présence d'esprit, demanda un couteau, et fit lui-même l'amputation du membre cassé ; c'est cet incident qui lui valut le surnom « à la jambe d'argent. » Il épousa en premières noces la veuve de l'illustre chancelier Oxenstiern, premier ministre d'Etat de Suède ; après la mort de sa première femme, il s'allia à la famille royale de Prusse, en épousant en secondes noces une duchesse de Courlande, mère de l'électeur de Brandebourg, Frédéric-Guillaume. Il passa alors au service de la Prusse, se battit contre les Suédois à Fehrbellin, et devint gouverneur de la Poméranie. Après la paix de Saint-Germain-en-Laye, en 1679, il vint se fixer à Hombourg.

plus grand nombre de réfugiés, il fit paraître, le 13 mars 1687, des lettres patentes qui leur promettaient des conditions très avantageuses, entre autres : qu'ils jouiraient des mêmes privilèges que ses autres sujets; qu'on leur accorderait des terres en toute propriété, exemptes d'impôts pendant une période de dix années; qu'ils seraient jugés en première instance par un maire et des échevins choisis dans leur sein et nommés par eux-mêmes; que, par un privilège spécial, aucune taxe ne serait prélevée sur l'entrée de la soie; que personne ne pourrait s'établir dans la commune sans le consentement de la municipalité, etc.; enfin, la promesse que ces articles seraient inviolablement observés.

L'on rapporte, suivant notre manuscrit, que lorsqu'on représenta à Frédéric que ses ressources ne suffiraient pas pour secourir tous les réfugiés qui venaient dans ses Etats : « J'aime mieux, répondit-il, vendre ma vaisselle d'argent, que de laisser ces gens sans assistance. »

Une trentaine de familles, originaires pour la plupart de la Picardie, de la Champagne, du Languedoc, du Dauphiné et du val Pragelas, qui, en 1685, dépendait encore de la France, répondirent à l'appel du landgrave de Hesse-Hombourg et fondèrent le village de Friedrichsdorf; plus tard, d'autres réfugiés se joignirent à eux.

En 1693, ils avaient déjà bâti trente maisons. Quelques familles, dans l'espoir de retourner bientôt en France, hésitaient à s'établir d'une manière permanente; mais comme ce n'était qu'à cette condition qu'on leur accordait des terres, ils se décidèrent aussi à se construire des habitations.

Pendant bien des années il n'y eut pas de pasteur domicilié à Friedrichsdorf; les habitants étaient trop pauvres pour fournir à son entretien. Ils se rendaient à Hombourg pour faire baptiser leurs enfants et pour profiter des prédications de M. Pierre Richier, pasteur de l'Eglise française et chapelain du landgrave, qui continua à leur donner les soins de son ministère jusqu'en l'année 1717; il est cependant probable, d'après les registres de l'Eglise, que le premier temple de Friedrichsdorf fut construit vers 1703, et que depuis cette époque le pasteur français de Hombourg y célébra le service divin.

Le landgrave Frédéric-Jacob, fils et successeur de Frédéric II, suivit, à l'égard des réfugiés français, la même politique que son

père. Il paraît avoir beaucoup tenu à ce que l'usage de la langue française se conservât aussi purement que possible à Friedrichsdorf; car, en 1731, il donna l'ordre de n'admettre aucun Allemand dans la commune, et, de son vivant, un des habitants fut obligé de quitter le village, parce qu'il voulait épouser une jeune fille allemande. Le manuscrit déjà cité, qui forme notre principale autorité, nous apprend qu'en 1741 eut lieu la première admission d'un Allemand dans la commune.

Les successeurs de Frédéric-Jacob se plurent à confirmer et à augmenter les privilèges déjà octroyés aux habitants de Friedrichsdorf; c'est ainsi qu'en 1771 ils acquirent le droit de bourgeoisie, et qu'à une époque plus récente, en 1821, Friedrichsdorf fut élevé au rang de ville.

La fabrication des bas et celle d'une étoffe appelée mulquine ou kanefas furent une des premières sources de prospérité pour la colonie; plus tard, ces étoffes furent contrefaites à Elberfeld et livrées au commerce à des prix qui rendaient la concurrence impossible. Il fallut se retourner vers d'autres articles. Les habitants de Friedrichsdorf eurent alors l'heureuse idée d'entreprendre la fabrication des flanelles rayées. Ce fut longtemps pour eux une industrie prospère, jusqu'à ce que la création de quelques établissements importants en Prusse les obligea, il y a une vingtaine d'années, à chercher d'autres moyens de subsistance; depuis lors, ils se sont mis à faire de la laine, à tricoter et à fabriquer quelques nouvelles étoffes en coton. L'introduction de procédés mécaniques leur permet maintenant de lutter avec plus d'avantage contre la concurrence étrangère.

En 1781, on comptait à Friedrichsdorf, sans les granges, les ateliers de teinture et les écuries, 89 maisons, et une population de 624 personnes; 34 fabricants de bas et de flanelle occupaient 1,200 à 1,300 ouvriers, tant dans le village que dans les communes environnantes.

En 1810, il y avait 113 maisons et 639 habitants.

En 1837, » 130 » 714 »

Suivant l'auteur anonyme d'un ouvrage allemand (« Uebersicht der Wanderungen und Niederlassungen franzoesischer, savoyischer und niederlaendischer Religionsfluechtlinge besonders nach und in Deutschland. » Karlsruhe, 1854), ce ne fut qu'en 1717 qu'ils eurent un pas-

teur à résidence fixe. Il était Vaudois et se nommait Burkard. De 1733 à 1741, ils eurent pour pasteur A. Pfalz. D'après l'histoire manuscrite de Friedrichsdorf, ce fut leur 5^e pasteur; il fut appelé, en 1741, à l'Eglise française de Manheim.

Le manuscrit cite principalement parmi ses successeurs :

Jean-Christophe Roques, 9^e pasteur, dont le ministère paraît avoir été très apprécié, et qui quitta l'Eglise de Friedrichsdorf en 1746 pour devenir chapelain du landgrave Frédéric-Louis.

Jacques-Henri Birr de Bâle, 8^e pasteur.

Emmanuel Roques, frère de Jean-Christophe, 9^e pasteur, qui a composé divers ouvrages, et qui devint plus tard pasteur de l'Eglise française de Celles, dans l'électorat de Hanovre.

A. Porte, 10^e pasteur.

De Félice et Gaspard de Beauclair.

Louis Savary, de Payerne, en Suisse, 15^e pasteur.

Enfin, MM. Auguste Cérésolle et Leuthold, dont le dernier a quitté tout récemment Friedrichsdorf, et qui, tous les deux, ont laissé des souvenirs chers à leurs anciens paroissiens.

Pendant le ministère de M. Louis Savary, les habitants de Friedrichsdorf réunirent entre eux plus de 12,000 florins pour la construction d'un nouveau temple; au moyen de souscriptions faites à l'étranger, en tête desquelles figurent le roi de Prusse et l'impératrice de Russie, cette somme s'éleva à 25,447 florins.

Le nouveau temple, qui forme une très jolie construction au milieu de la commune, fut solennellement ouvert le 28 juin 1837, en présence du landgrave Philippe, du prince Guillaume de Prusse et de plusieurs autres hauts personnages; les Eglises wallonnes françaises de Francfort, de Hanau, de Hombourg, de Dornholzhausen et presque toutes les Eglises allemandes des environs s'y trouvaient représentées par leurs pasteurs ou par des députations de leurs consistoires; c'était une fête religieuse pour tout le pays.

Après le service d'actions de grâces, qui eut lieu l'après-midi, un festin de réjouissance chrétienne (suivant l'expression du narrateur à qui nous devons ces détails) réunit à la maison de ville les autorisés et les personnes invitées. Plusieurs discours furent prononcés. Les paroles suivantes d'un toast porté par le pasteur Cérésolle témoignent de l'esprit chrétien qui régnait pendant cette intéressante cérémonie : « A l'avancement du règne de Dieu, à l'union fraternelle

de notre Eglise avec les autres Eglises réfugiées, à l'union des Eglises de ce pays entre elles, des pasteurs avec leurs paroissiens et des divers pasteurs entre eux! Puissent-ils être les premiers à donner l'exemple de la charité qu'ils recommandent aux autres!»

Pour compléter ces détails historiques, nous ajouterons quelques mots sur la commune voisine de Dornholzhausen. Elle doit son origine à une colonie de vaudois français venus du Dauphiné et du val Pragelas. A la prière du roi d'Angleterre Guillaume III et de l'électeur de Brandebourg, le landgrave de Hesse-Hombourg Frédéric II consentit à leur accorder quelques concessions de terrain, et, sous la conduite de leur pasteur David Jourdain, ils vinrent s'établir, en 1698, à Dornholzhausen. Plusieurs familles ne tardèrent pas à quitter les Etats du landgrave pour se fixer à Offenbach, dans une principauté voisine. David Jourdain les y suivit. Il est probable que ce vide fut comblé quelques années plus tard par l'arrivée d'autres réfugiés, car, en 1739, on comptait quarante-deux familles vaudoises à Dornholzhausen. De 1782 à 1853, la population s'éleva de 210 à 330 habitants (1).

Presque toutes les familles se sont livrées aux soins de l'agriculture; un petit nombre seulement s'occupent de la fabrication des tissus. L'absence de ressources suffisantes ne leur a pas permis de pourvoir d'une manière régulière à l'entretien d'un pasteur, et à plusieurs reprises ils ont été obligés de se rattacher à l'Eglise française de Hombourg. Depuis 1818, au moyen de subventions venues d'Angleterre et obtenues par l'intervention de la princesse anglaise Elisabeth, épouse d'un des landgraves, ils ont eu une succession régulière de pasteurs.

Le culte se célèbre encore aujourd'hui en français, mais cette langue se perd rapidement, et on peut prévoir qu'à une époque assez rapprochée, elle ne vivra plus que dans les souvenirs du passé. Dornholzhausen est essentiellement une colonie vaudoise : il est curieux d'observer que de deux colonies fondées par des réfugiés français et vaudois français, jouissant toutes les deux d'avantages à peu près analogues, ce soit précisément celle où dominait presque exclusivement l'élément vaudois qui ait le moins prospéré et où l'es-

(1) *Uebersicht der Wanderungen und Niederlassungen französischer, savoyischer und niederländischer Religionsflüchtlinge besonders nach und in Deutschland*. Karlsruhe, 1854. — Voir aussi *l'Israël des Alpes*, par M. Alexis Muston, t. III, p. 321, 328.

prit et les traditions françaises semblent devoir disparaître le plus vite.

FR. WADDINGTON.

LETTRE INÉDITE DE FÉNELON

DEMANDANT UNE PENSION DU ROI POUR UNE JEUNE ANGLAISE CONVERTIE.

BREVET DE 2,000 LIVRES EN FAVEUR DE LADITE DEMOISELLE, EN CONSIDÉRATION
DE SA CONVERSION SINCÈRE A LA R. C. A. ET R.

1713.

M. P.-A. Labouchère a bien voulu nous communiquer la lettre suivante, qui appartient à sa collection d'autographes. Les recherches que nous avons faites au sujet de cette pièce, et dont nous parlerons ci-après, montrent qu'elle était adressée

Au père Le Tellier.

A Cambray, 24 septembre 1713.

Un devoir indispensable me fait oublier, mon Révérend père, pour aujourd'hui seulement, toutes les règles de la plus exacte discrétion, sur lesquelles je ne veux point me relâcher à votre égard.

Un hazard m'a fait voir Mademoiselle Ogelthorpe, sœur de Madame de Mézières (1), fort peu de tems aprez qu'elle a passé d'Angleterre en France. Elle s'ouvrit à moi sur les peines qu'elle avoit par rapport à sa religion. Je trouvai en elle un esprit vil, pénétrant, droit et ingénù. Elle me fit ses objections avec force. Je lui expliquai doucement la vraie doctrine de l'Eglise, qui est très éloignée de celle que les protestans nous imputent. Nos conversations la troublèrent. Elle s'en

(1) La famille de Mézières était de Picardie. « Eugène-Marie de Béthisy, seigneur de MÉZIÈRES, né en 1656, avait servi sous Turenne, et s'était trouvé à dix-sept combats ou batailles. Il fut fait maréchal de camp à la bataille de Romillies, où il fut fait prisonnier. Le roi lui donna le gouvernement d'Amiens, et le fit, quelque temps après, lieutenant général de ses armées. Il mourut le 24 avril 1721, âgé de soixante-trois ans. Il avait épousé Eléonore d'Ogletrop (*sic*), et ne laissa qu'une fille, qui fut mariée au prince Charles de Rohan-Guémenée. » (*Dict. de la Noblesse de La Chesnaye des Bois*.)

alla à Paris, ayant l'esprit fort agité, et sentant bien que tous les prétendus réformateurs sont inexcusables de s'être séparés de l'ancienne Eglise.

Elle m'a écrit de Paris plusieurs lettres, où je vois que Dieu agit dans son cœur, et qu'il la presse sans relâche pour sa conversion, mais elle ne peut faire ce pas sans encourir l'indignation de Madame sa mère, qui est une femme d'un esprit impérieux, et opposé à la religion catholique. En blessant sa mère, elle perdra, selon les loix du païs, la part qu'elle peut espérer dans les biens de la famille. Il faudra même qu'elle renonce à un établissement très avantageux qui s'offre pour elle. C'est sans doute pour une jeune personne qui est très vive, et naturellement très haute, une violente tentation de résister à l'attrait de la grâce. Mais il paraît qu'elle veut sacrifier tout à son salut, et renoncer à l'Angleterre, pourvu qu'elle trouve en France du pain dans une retraite. Elle ne connoît point les couvents, et ce qu'elle en a ouï dire aux hérétiques de son païs l'en éloigne un peu, mais elle seroit contente de passer sa vie dans un chapitre, où elle seroit chanoinesse. Je lui ai offert mes soins pour tâcher de la faire recevoir à Maubeuge, mais il faut commencer par lui procurer une subsistance, et je ne vois aucune autre ressource que celle de la bonté du Roi. Sa Majesté fit l'année dernière une si pieuse libéralité à Madame la marquise de Langey, que cet exemple me fait espérer quelque grâce pour Mademoiselle Ogelthorpe. Si vous pouviez la voir, mon Révérend père, je suis sûr que vous seriez étonné et très édifié de ses dispositions. Je n'ai jamais trouvé en aucune personne, plus de candeur, et de noblesse de sentimens, plus de courage et de désintéressement pour se renfermer dans une retraite éloignée de sa patrie, lors même qu'elle peut s'assurer en son païs un très agréable établissement.

Dieu la poursuit, et ne la laisse point à elle-même, pour l'enlever à sa fausse religion. J'ose dire que nulle bonne œuvre n'est plus digne que celle-là du zèle et des bienfaits de

Sa Majesté. Si Mademoiselle Ogelthorpe étoit ma parente, ou si j'étois lié d'amitié avec sa famille, je serois plus timide et plus réservé, mais je n'ai aucune liaison humaine avec ses parents, et ce n'est que depuis environ deux mois que j'ai vu sa personne par une espèce de hazard, dont la Providence a daigné se servir. Il s'agit du salut d'une âme que je crois chère à Dieu. L'ouvrage est dans une bonne main. J'espère que vous n'aurez pas de peine à toucher le cœur du Roi. Je crois même que Dieu qui a changé celui d'une Demoiselle si prévenue contre la vraie religion, mettra d'abord dans celui de Sa Majesté le désir de faire ce qu'elle a déjà fait tant de fois pour faciliter les conversions. Une pension lèvera toutes les difficultés et mettra cette personne en sûreté pour toute sa vie.

C'est avec une sincère vénération que je suis, mon Révérend père, votre très humble et très obéissant serviteur,

† *Fr. Ar. duc de Cambray.*

Nous avons voulu voir, d'une part, si la lettre qu'on vient de lire étoit inédite, et, d'autre part, si nous ne trouverions pas dans la correspondance imprimée de Fénelon d'autres pièces se rapportant à la même affaire. Nous nous sommes assuré que la lettre dont il s'agit étoit effectivement inédite, et nous en avons rencontré plusieurs autres relatives au même objet, notamment une qui, écrite le même jour que la nôtre, en accompagnait l'envoi à la personne qui devoit la remettre au P. Le Tellier, et qui étoit évidemment le duc de Chaulnes, fils du duc de Chevreuse.

Les lettres suivantes sont donc extraites du tome XXXIV de l'édition des *OEuvres complètes* de Fénelon, publiée à Paris en 1830 par l'éditeur Gauthier :

De Fénelon à M. [le duc de Chaulnes]

A Cambrai, 24 septembre 1713.

Je vous obéis, Monsieur, en vous envoyant une lettre pour le P. Le Tellier, sur Mademoiselle Ogelthorpe. Il me semble que le roi a certains revenus destinés aux pensions des nouveaux convertis. On pourroit obtenir une pension sur ce fonds, supposé que Sa Majesté ne jugeât point à propos de l'accorder sur d'autres fonds plus fixes.

Mais comme cette demoiselle perdra tout en Angleterre, sans trouver aucune ressource en France, il seroit capital que la pension qu'elle obtiendrait fût établie sur un fonds qui ne pût manquer en aucun cas, puisqu'il s'agit de lui assurer du pain. Or, je doute que les revenus d'un bénéfice régis par un économat soient de cette espèce; car on peut dans les suites donner à des gens accrédités les bénéfices qui sont maintenant vacans et mis en économat en faveur des nouveaux convertis. La chose est en bonnes mains. Je ne doute, Monsieur, ni de votre zèle, ni de celui du P. Le Tellier, ni des bonnes intentions de Sa Majesté pour une œuvre si digne d'elle. Au reste, si Mademoiselle Ogelthorpe vient à Mézières avec Madame sa sœur, elle peut compter que je ferai tous les pas qu'elle voudra pour aller la conseiller, la calmer et la confirmer dans ses bonnes résolutions, qui m'édifient au dernier point. Je travaillerai fortement pour la faire recevoir chanoinesse par Madame de Maubeuge; mais nous aurons besoin de l'autorité du roi à cet égard. Quoique l'abbesse soit en général très noble, régulière et bien intentionnée, la règle du chapitre est de ne recevoir aucune étrangère sans une dispense. D'ailleurs il y auroit peut-être quelque difficulté sur certains quartiers où l'on trouve des évêques de l'Eglise anglicane. Ces quartiers sont bons, et même en honneur suivant les lois et l'usage d'Angleterre. On dit même qu'ils sont reçus sans hésitation dans l'ordre de Malte : mais ils pourroient surprendre un chapitre de chanoinesses, qui n'est pas accoutumé à de telles idées. Je erois, Monsieur, qu'il faut tenir cette affaire en suspens, jusqu'à ce que celle de la pension soit finie; alors on verra ce qui sera le plus convenable. Quand la subsistance sera assurée pour toujours, le reste ne pourra plus empêcher l'œuvre principale. Pour les preuves, j'ai envoyé à Madame de Mézières le détail de ce que le chapitre demande. Elle m'a répondu qu'on satisferoit à tout le mémoire très exactement et très facilement, pourvu que les alliances d'évêques ne fussent point un obstacle. Ainsi tout est éclairci de ce côté-là. D'ailleurs, il faut une somme d'environ cinq cents écus pour l'entrée et quelques frais pour l'ameublement : c'est tout. La prébende vaut cent pistoles de revenu. Il faut y joindre quelque autre revenu, pour subsister honnêtement avec des filles qui sont d'une naissance fort distinguée.

Je suis, Monsieur, avec un vrai respect, etc.

Du P. Le Tellier à Fénelon.

A Fontainebleau, ce 7 octobre 1713.

Votre Grandeur doit avoir su par M. le duc de Chaulnes, que j'ai lu au roi la lettre qu'elle m'a fait l'honneur de m'écrire au sujet de la demoiselle anglaise et la réponse de Sa Majesté. Dès que j'aurai la vôtre, Monseigneur, j'en rendrai compte au roi, et j'espère que vous serez satisfait.....

De Fénelon à Madame.....

17 novembre 1713.

Vous verrez, Madame, par la lettre que je viens de recevoir de M. le duc de Chaulnes, l'embarras où je me trouve pour Mademoiselle Ogelthorpe. La lettre que je vous envoie explique tout, beaucoup mieux que je ne pourrois vous l'expliquer ici, puisqu'il s'agit d'obéir au roi et qu'il a la bonté de se charger de tout par rapport à l'Angleterre. Il me semble que Mademoiselle Ogelthorpe ne doit pas hésiter. L'autorité du roi qui la retient est une force qui déchargera Madame sa mère. D'ailleurs, ce sera Sa Majesté qui traitera la chose avec la reine d'Angleterre, pour apaiser les esprits. Je vous avoue que j'ai une joie secrète de voir le roi prendre tout sur lui, par un vrai zèle pour cette conversion. Sa Majesté veut épargner à cette demoiselle le danger d'un voyage en son pays, et prendre soin de ce qui l'y faisoit aller. D'ailleurs je crois qu'ayant le cœur bon et noble comme nous savons, elle n'hésitera pas un moment à revenir tout court, de peur d'attirer à Madame sa sœur et à M. de Mézières quelque mauvaise impression dans l'esprit du roi et quelque désagrément. Ainsi, supposé même qu'elle crût devoir encore faire le voyage d'Angleterre, il faudroit au moins qu'elle revint maintenant en toute diligence auprès de vous pour obéir au roi : après quoi elle lui feroit représenter les raisons qui regardent la sûreté de Madame sa mère, et le danger de la confiscation de ses biens, pour obtenir la permission d'aller pour quelques mois la dégager d'un tel péril. J'aurois pris la liberté d'envoyer dans ce moment un courrier à Mademoiselle Ogelthorpe, pour la conjurer de revenir, mais je n'ai osé faire une telle démarche. Il me paroît plus convenable et plus sûr d'avoir recours à Madame la marquise de Mézières, afin qu'elle se charge de

la décision. Elle peut représenter à la jeune demoiselle l'intérêt de M. le marquis de Mézières, sur lequel elle aura sans doute une délicatesse parfaite. Elle peut lui envoyer la lettre de M. le duc de Chaulnes, ou tout au moins une copie. Enfin elle peut lui envoyer ma présente lettre, pour l'engager à obéir aux ordres du roi, en revenant auprès de vous. Elle peut lui envoyer un courrier par le plus droit chemin, qui arrivera à Dunkerque où il arrivera avant elle, et d'où il pourra aller au-devant d'elle, supposé qu'on sache exactement la route et la voiture qu'elle prendra. Il est capital de ne la laisser point arriver à Dunkerque sous les yeux de tous les Anglois, et d'éviter un éclat très fâcheux. Le plus prompt retour ne sauroit jamais être trop prompt, pour éviter les discours de la nation angloise. Il faudroit même qu'elle s'en retournât d'abord par le plus court chemin, auprès de Madame sa sœur. Je n'ai point l'honneur d'écrire à celle-ci, parce que je compte que la présente lettre est autant pour elle que pour vous. Je suis très affligé de ce mécompte et de cet embarras. Si nous avions pu le prévoir, vous ne seriez point partie, et la jeune demoiselle seroit encore ici. Mais enfin il faut obéir au roi, et contenter son zèle. Je suis, etc.

Du Père Le Tellier à Fénelon.

A Paris, ce 10^e décembre 1713.

Depuis les deux lettres que Votre Grandeur m'a fait l'honneur de m'écrire en dernier lieu, l'une touchant l'abjuration de la demoiselle angloise et la nécessité de son voyage, l'autre touchant l'affaire des capucins de Douai, je n'avois point été à la cour jusqu'au 1^{er} de ce mois, et ainsi je n'avois pu faire usage de ces lettres.

Au regard de la première, Votre Grandeur savoit avant ce temps-là, ou de Madame de Mézières, ou de M. le duc de Chaulnes, ou de tous les deux, que le roi avoit désapprouvé le retour de la demoiselle en Angleterre, soit parce qu'il n'en connoissoit pas la nécessité, soit parce qu'on n'avoit pas demandé son agrément. Peut-être aurois-je prévenu ce mécontentement si j'eusse été à la cour la semaine même que je reçus la lettre de Votre Grandeur ; mais je n'y vas que tous les quinze jours durant qu'elle est à Marli. Quoi qu'il en soit, vous savez présentement que, nonobstant le mécontentement du roi, M. le comte de Pontchartrain a obtenu que la pension et la gratification

que nous avons demandées auront lieu quand la demoiselle sera revenue.....

De Fénelon au Père Le Tellier.

A Cambrai, 15 décembre 1713.

Je vous supplie, mon Révérend père, de vouloir bien assurer au roi que je n'ai eu aucune part au voyage de Mademoiselle Oglethorpe. Je lui représentai très fort le danger de ce voyage, et la défiance où elle devoit être d'elle-même. Elle me répondit que Madame sa mère avoit obtenu de la reine d'Angleterre une permission pour elle afin qu'elle pût venir en France, à condition de retourner au bout d'un certain temps en son pays; que Madame sa mère étoit responsable de son retour; que si elle ne retournoit pas en son pays, les biens de Madame sa mère seroient confisqués; que la reine même ne pourroit point empêcher le parlement de suivre cette loi rigoureuse; qu'elle vouloit, par honneur et par justice, aller dégager la parole de Madame sa mère, et qu'ensuite elle reviendrait très facilement sans permission. Pour moi, je n'ai fait que tolérer ce qu'il m'étoit impossible d'empêcher. Cette jeune personne a de l'esprit, des sentimens très nobles et très désintéressés, avec beaucoup de courage et de sincérité. Elle est vivement pénétrée des vérités de la religion; mais son voyage fait peur; il faut prier Dieu pour elle.....

En compulsant les registres du Secrétariat de la maison du Roi conservés aux Archives impériales, nous avons trouvé, à la date du 19 novembre 1713, la mention que voici, et qui couronne toute cette négociation de l'archevêque de Cambrai :

Brevet de 2,000 livres de pension en faveur de la demoiselle Oglethorpe (sic), en considération de sa conversion sincère à la Religion Catholique Apostolique et Romaine.

(Série F, année 1713, fol. 196.)

LES LIBÉRALITÉS DE LOUIS XIV

EN FAVEUR D'ÉTRANGERS CONVERTIS.

BREVET DE PENSION AU SIEUR KUSTER, MEMBRE DE L'ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS
ET BELLES LETTRES.

1713.

En 1713, deux ans avant sa mort, Louis XIV croyait-il donc n'avoir plus que des sujets catholiques? En même temps qu'il accordait aux sollicitations de Fénelon une pension de 2,000 livres à la demoiselle Ogelthorpe, il faisait délivrer le même jour le brevet d'une pension semblable à un savant étranger, le sieur Ludolphe Kuster. En voici la teneur :

Brevet de 2,000 livres de pension en faveur du S^r Kouster.

Aujourd'hui 19 novembre 1713, le Roy, estant à Marly, voulant gratifier et traiter favorablement le sieur Kouster, tant en considération de sa réunion sincère à la religion catholique que pour luy marquer l'estime que S. M. fait de sa personne par rapport à son érudition qui luy a fait mériter l'honneur d'estre admis en son Académie royale des Inscriptions, Sa Majesté luy a accordé et fait don de la somme de deux mille livres de pension annuelle, pour en estre payé sa vie durant sur ses simples quittances par les gardes de son trésor royal présens et à venir, chacun en l'année de son exercice suivant les estats ou ordonnances qui en seront expédiés, en vertu du présent brevet que Sa Majesté a, pour assurance de sa volonté, signé de sa main et fait contre-signer par moy conseiller, etc. A Marly, le 20 novembre 1713.

(Arch. imp., Série F.).

Ludolphe Kuster, né à Blomberg, en Westphalie, avait été d'abord professeur en Hollande, où il s'était fait connaître par des travaux d'érudition; puis il s'était fixé en Angleterre où il avait publié à Cambridge une édition très estimée de Suidas. De là il avait passé à Berlin, où il avait occupé une chaire, avec la place de bibliothécaire du roi. Il avait publié en 1710 une édition d'Aristophane qui avait emporté tous les suffrages : enfin, il avait préparé une édition du Nouveau Testament grec, avec toutes les variantes et des commentaires. Fixé à Paris depuis plusieurs années, ce savant avait été nommé en 1713 associé surnuméraire de l'Académie des

Inscriptions et Belles-Lettres, dont il fut membre en 1714. Il mourut le 12 octobre 1717. Son éloge est au tome III de l'*Histoire de l'Académie*. En voici un extrait qui mérite d'être cité ici :

« Il ne balança pas un instant dans le parti qu'il avoit à prendre, il passa en France et y fit une abjuration authentique du luthéranisme. Le feu roy, à qui on ne laissoit ignorer aucun des progrès de la religion, jugea qu'il étoit de sa gloire et de notre intérêt particulier de fixer icy par ses bienfaits le séjour du savant étranger. Sa Majesté lui donna 2,000 livres de pension et lui assigna dans cette académie une place d'associé surnuméraire. M. Kuster vint en prendre possession à l'assemblée publique d'après Pâques 1713... »

LE CULTE PROTESTANT AU DÉSERT

DÉVOILÉ DANS UNE BROCHURE ANONYME, EN

1757.

Nous avons reçu de deux de nos correspondants du Midi communication du très intéressant document que l'on va lire. C'est une brochure de 8 pages in-4° d'impression assez incorrecte et portant ce titre :

LETTRE

DE

MONSIEUR DE * * *

CAPITAINE D'INFANTERIE;

A MONSIEUR

LE CHEVALIER DE * * *

OFFICIER DE LA MAISON DU ROI,

TOUCHANT LES ASSEMBLÉES DES HUGUENOTS.

A AMSTERDAM.

M. DCC. LVII.

MONSIEUR,

Vous me souhaitâtes un heureux voyage; vos vœux ont été exaucés. Me voici arrivé à mon poste, sans accident fâcheux sur la route. J'ai été accueilli par nos officiers, avec cette politesse, et ces

démonstrations d'amitié qui sont si naturelles aux personnes bien élevées de notre nation.

Lorsque je pris congé de vous, Monsieur, vous exigeâtes que je vous écrivis, au moins une fois le mois, avec promesse de réciproquer, et j'y donnai les mains de bon cœur. Je commence à vous tenir parole. Il m'est arrivé une aventure trop singulière, pour ne pas vous la rapporter dans quelque détail; c'est par là que j'entame notre correspondance.

Vous savez, Monsieur, qu'il me falloit passer dans le Bas-Languedoc pour joindre ma compagnie. Un jour de dimanche, j'avois à peine fait une lieue que je vis une grande quantité de gens, traverser le grand chemin. Surpris de voir tant de monde en campagne à pareil jour, j'en demandai la raison; on me dit que c'étoient des huguenots, qui alloient tenir une assemblée. Il n'en fallut pas davantage pour exciter ma curiosité; j'avois été plusieurs fois en détachement, pour dissiper ces sortes d'assemblées, sans trop les connoître, et ma troupe a eu arrêté à cette occasion des gens, qui ont été condamnés aux galères. Je désirois donc de savoir ce que c'étoient que ces assemblées, et trouvant l'occasion favorable de m'en instruire par moi-même, je demandai à l'un des plus apacens de la troupe, qui traversoit le grand chemin, s'il ne voudroit pas me conduire au lieu où ils alloient. Il me répondit qu'ils alloient prier Dieu, et que si je voulois être de la partie, il se feroit un plaisir de m'accompagner. Je le suivis, et au bout d'une demi-heure, nous arrivâmes dans un petit bois, où il y eut en peu de tems de sept à huit mille personnes.

Mon conducteur m'ayant annoncé comme un étranger, on me fit placer dans une espèce de parquet, tout près d'une chaire ambulante. Je fus bien aisé d'être là, pour mieux observer tout ce qui se passeroit. C'étoit pour moi, comme un monde nouveau; aussi fus-je tout yeux et tout oreilles, et je suis en état de vous détailler jusqu'aux plus petites choses.

Quand j'arrivai, on n'avoit pas encore commencé l'exercice; mais un instant après, un homme monta en chaire, et lut un chapitre de la sainte Ecriture. Je demandai si c'étoit le ministre; on me répondit que c'étoit le lecteur, et que le ministre ne paroîtroit, que lorsqu'il devoit prêcher. Après la lecture du chapitre, on chanta un psaume de David. Mon conducteur me remit son livre, afin que je vis ce qu'on

chantoit; je n'y trouvai rien que d'édifiant, ce sont nos psaumes latins mis en françoise. La poésie n'en est pas riche; elle est fort simple, et c'est ce qu'il faut pour le peuple. On continua à lire la sainte Ecriture, et à chanter des psaumes, jusqu'à ce que le ministre voulût monter en chaire. Avant qu'il commençât on lut les dix Commandemens tels qu'ils sont dans les livres de Moïse, tout le peuple étant de bout et tête nue.

Immédiatement après je vis paroître le ministre, avec une robe de procureur, et un rabat tel que celui de nos prêtres. Il lut une prière qu'on appelle, à ce que j'ai appris, Confession des péchés; ensuite il fit chanter quelques couplets d'un psaume, ce qui fut suivi d'une seconde prière, qu'il fit sans livre; après quoi il prit son texte.

Je fus fort attentif au sermon, qui roula principalement sur la morale. Les auditeurs me parurent fort pénétrés, et je vous avoué que je l'étois moi-même. Je ne sais si le prédicateur avoit étudié ou non la rhétorique; mais il n'y eut pas beaucoup de fleurs dans son discours. C'étoit une éloquence simple et mâle. Il vouloit être entendu, et il l'étoit. Il vouloit toucher, et il y réussissoit, d'autant mieux qu'on voyoit bien qu'il parloit du cœur: ce sont là des choses qu'il est aisé de sentir.

Le sermon fini, on chanta quelques versets du *Miserere mei*, qui avoient rapport au sujet qui venoit d'être traité; ce qui fut suivi d'une prière imprimée, dans laquelle on fait des vœux pour tous les hommes, dans quelque état qu'ils soient, depuis le sceptre jusqu'à la houlette.

Mais voici où je fus agréablement surpris; ce fut lorsque le ministre pria en faveur du roi, de la reine, de Monseigneur le dauphin, de Madame la dauphine, de toute la famille royale, et qu'il rendit grâces à Dieu de l'heureux accouchement de Madame la dauphine. J'avois peine d'en croire mes oreilles; vous pourrez pourtant vous en rapporter à leur témoignage; rien de plus certain que ce que je vous dis.

Jugez, Monsieur, de mon étonnement. Vous savez avec quelles couleurs on nous peint les huguenots, et comment on qualifie leurs assemblées. J'étois prévenu contr'eux tout comme bien d'autres; mais je commence à voir qu'on nous en impose, et que leur ennemis ne doivent pas en être crus sur leur parole.

Enfin, après la prière le ministre souhaila au peuple la bénédiction

de Dieu, et recommanda les pauvres. J'entendis à l'instant des gens qu'on appelle diacres et anciens qui répétoient au peuple de se souvenir des pauvres : sur quoi chacun donnoit ce qu'il trouvoit à propos : et c'est ainsi que l'assemblée finit et se sépara.

Edifié de tout ce que j'avois vu et entendu, je le témoignai au ministre qui m'invita à rester pour faire collation ; je me fis d'autant moins presser qu'il étoit tard, et que j'avois apétit, n'ayant point diné. Le repas fut simple et frugal mais honnête.

Vers la fin de la collation je dis au ministre, que j'avois entendu avec plaisir les prières qu'il avoit faites, et en particulier celle pour la famille royale, et que je serois bien aise d'en avoir copie. Il ne se fit pas presser de me la donner, et je me fais un plaisir de vous la transcrire ; la voici.

« O Dieu qui nous as commandé de te prier pour tous les hommes,
 « et particulièrement pour les rois, et pour les personnes élevées en
 « dignité ; nous t'adressons nos vœux les plus ardens en faveur de
 « Louis XV, notre auguste monarque, de la reine son épouse, de
 « Monseigneur le dauphin, de Madame la dauphine, de toute la
 « famille royale, et pour tous les seigneurs et magistrats que tu as
 « établis sur nous : qu'il te plaise de bénir leurs personnes, et de
 « présider dans leurs conseils, en sorte que toutes leurs délibéra-
 « tions se raportent à ta gloire, et au bonheur du peuple que tu as
 « confié à leurs soins.

« Père de miséricorde, nous te rendons grâces de ce qu'exerçant
 « les vœux que nous avons fait monter vers ton thrône, en faveur
 « de Madame la dauphine, en lui accordant un heureux accouche-
 « ment, tu augmentes les rejetons de la famille royale. C'est ainsi,
 « ô Sagesse infinie, que tu confonds les desseins des méchans : après
 « avoir conservé miraculeusement les jours du roi, et nous l'avoir
 « rendu par une espèce de résurrection, il a la précieuse satisfaction
 « de se voir revivre dans une nombreuse posterité. Afferme, de plus
 « en plus, Seigneur, l'auguste maison de Bourbon sur le thrône des
 « François jusqu'à la fin des siècles (1). *Donne tes jugemens au roi et*
 « *tu justice au fils du roi ; qu'il juge justement ton peuple, et équita-*
 « *blement ceux des tiens qui seront affligés ; que sous son règne on*
 « *voie fleurir la vertu, la piété et la paix.* »

(1) Psaume LXXII, 1, 2.

Ce sont là, dis-je au ministre, de beaux sentimens ; si le roi étoit informé des vœux que vous faites pour lui, et de la manière dont les choses se passent dans vos assemblées, il est à présumer que vous seriez traités avec plus de douceur que vous ne l'avez été.

Plût à Dieu, me répondit-il, que nous pussions percer jusqu'au pié du trône et dévoiler aux yeux de sa majesté, l'innocence de notre conduite, et la pureté de nos sentimens ; j'ose dire que le roi n'a point de sujets plus fidelles que les protestans ; en plus d'une occasion ils ont montré que rien n'étoit capable de les faire manquer à ce qu'ils lui doivent, et il est certain qu'ils sont toujours prêts à se sacrifier pour son service et pour sa gloire. C'est avec douleur que nous nous voyons réduits à contrevenir à ses ordres par nos assemblées religieuses ; mais, Monsieur, pouvons-nous faire autrement ? Pouvons-nous vivre comme des impiés, sans exercice de religion, sans culte, sans sacremens ? Nous le ferions, si nos espérances se bornoient à cette vie, mais nous en attendons une autre, où il faudra rendre compte de la manière dont nous aurons vécu dans celle-ci, et vous avez pu voir, Monsieur, par ce qui s'est passé dans notre assemblée, que toutes les parties de notre culte tendent, et sont des aides, à la piété et à la vertu. Nous savons que Sa Majesté a un cœur tendre et compatissant, qui ne pourroit qu'être touché des maux sans nombre que nous souffrons depuis tant d'années ; mais ces maux lui sont inconnus, et nous aurions de grandes obligations à quiconque voudroit lui faire connoître.

Ne pourriez-vous pas lui dis-je, prier Dieu dans vos maisons ? Vos assemblées nombreuses et écartées, font ombrages au gouvernement ; on appréhende qu'il ne s'y trame quelque chose de contraire au bien de l'Etat.

Jugez vous-même, Monsieur, me répliqua-t-il, en suposant que nous fussions capables d'ourdir des trames funestes à l'Etat, si une assemblée, comme celle où vous avés assisté seroit bien propre pour cela ? Ceux qui ont de semblables projets en tête ne sont pas si imprudens, que de les mettre au jour devant un si grand nombre de personnes, et de si différent caractère. Mais nous sommes bien éloignés des sentimens criminels qu'on nous prête. Nous n'avons d'autre vuë en nous assemblant, que de rendre nos hommages à la Divinité, et de nous affermir dans la pratique de nos devoirs. Nous regardons le culte public comme d'institution divine ; c'est pourquoi

nous ne pouvons pas nous contenter du culte domestique, pour lequel il faudroit d'ailleurs un nombre prodigieux de ministres. Cependant nous réduirions volontiers nos assemblées à un nombre raisonnable de personnes, et nous les tiendrions dans les lieux qu'on trouveroit à propos de nous fixer ; il seroit question que le gouvernement voulût les permettre de cette manière. Si nous les tenons dans les déserts c'est parce que nous croyons y être plus en sûreté que dans les villes et les bourgs.

Voilà, Monsieur, bien des particularités dont vous n'êtes sûrement pas instruit, non plus que moi. Je suis bien fâché, je vous le confesse, d'avoir quelquefois commandé, pour courre sus, à des gens qui pensent ainsi, et qui me paroissent bons François. On nous en donne à garder sur leur conte, et je vois bien à présent qu'ils sont plus malheureux que coupables. Franchement je voudrois qu'on adoucît leur sort, l'Etat ne pourroit qu'y gagner ; car ils sont industrieux et utiles, et je crains, si on continue à sévir contr'eux qu'il n'en passe un grand nombre dans l'étranger (où il n'y en a déjà que trop) ce qui nous nuiroit doublement.

Je reviens au ministre ; s'apercevant que je l'avois écouté avec attention, il me dit : « Je comprends, Monsieur, qu'on vous a prévenu, non-seulement contre nos assemblées, mais plus encore contre notre religion ; permettez que je vous dise en peu de mots qu'elle est notre créance, elle est toute fondée sur l'Ecriture sainte, qui est l'unique règle de notre foi.

« Nous croyons qu'il y a un seul Dieu, Père, Fils, et Saint-Esprit, qui possède toutes les perfections possibles, qui a créé le monde, et qui le conserve et le gouverne par sa providence.

« Nous sommes persuadés que tous les hommes étant pécheurs ils méritent d'être punis, et qu'ils ne peuvent éviter de l'être à moins que Dieu n'use de miséricorde à leur égard : que c'est effectivement par un effet de cette miséricorde infinie, et pour l'exercer d'une manière digne de lui que Dieu a envoyé dans le monde son Fils unique, *Dieu manifesté en chair* ; que ce divin Sauveur remédie aux désordres que le péché a causés ; en nous réconciliant avec Dieu par le parfait sacrifice qu'il lui offrit sur la croix ; en nous sanctifiant par la doctrine, par son exemple, et par la vertu toute-puissante de son Esprit ; et enfin en nous rendant solidement heureux après la mort. Ainsi nous croyons l'immortalité de l'âme, la résurrection des corps,

le jugement dernier, une éternité de bonheur pour les gens de bien, et de misère pour les méchans.

« Notre morale est précisément celle de l'Evangile ; elle porte en substance, qu'il n'y a point de salut à espérer, à moins qu'on n'ait un amour souverain pour Dieu, et une charité sincère et agissante pour le prochain, c'est à dire pour tous les hommes ; à moins encore qu'on ne vive, dans la tempérance, dans la chasteté, dans l'humilité, dans le détachement du monde.

« Notre créance se trouve en abrégé dans le symbole des Apôtres ; notre morale dans les dix Commandemens expliqués par Jésus-Christ ; et nous prenons pour règle et pour modèle de nos prières l'Oraison dominicale..

« A l'égard des sacremens, nous n'en recevons que deux, le bûteme, et la sainte Eucharistie, parce que nous ne voyons pas que Jésus-Christ en ait institué davantage. »

J'arrêtai là le ministre, parce que je crus qu'il alloit enfiler la controverse ; d'ailleurs la nuit approchoit, ainsi je pris congé de lui. Il est temps que je prenne aussi congé de vous, après vous avoir assuré du parfait attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre très-humble, et très-
obéissant serviteur,

De C***.

De P, le 16 novembre 1757.

Nous ne croyons pas que cette pièce ait été connue des historiens des Eglises du Désert ; nous ne la trouvons pas citée par eux à la date de 1757. C'est, on le voit, comme le texte explicatif des gravures si connues qui représentent une *assemblée des protestants au Désert*.

MÉLANGES.

NUMISMATIQUE ANTIPROTESTANTE

DES PAPES ET DES ROIS DE FRANCE.

1555-1685.

Le *Bulletin* ayant signalé à l'attention de ses lecteurs, en deux occasions différentes (I, 240, et III, 437), les médailles frappées, soit par les papes, soit par les rois, pour conserver aux âges futurs le souvenir des victoires remportées sur l'hérésie protestante, nous pensons devoir mentionner encore dans ce recueil quelques-uns de ces monuments historiques dont les auteurs catholiques eux-mêmes ont pris soin de constater l'authenticité.

I

Le livre du jésuite Philippe Bonanni, *Numismata Pontificum romanorum* (2 vol. in-folio, Romæ, 1699), renfermant toute la série des médailles frappées depuis le pontificat de Martin V à celui d'Innocent XII, soit de 1447 à 1700, offre, sous le rapport que nous avons en vue, bien des choses curieuses à signaler après la fameuse médaille de 1572, que le *Bulletin* a reproduite (I, 240). Les explications de l'auteur donnent un intérêt particulier à tel ou tel bronze, dont le coin n'attirerait pas à lui seul l'attention d'une façon spéciale, et le soin qu'il a pris de rectifier quelquefois les erreurs de ses devanciers dans l'étude de la numismatique pontificale, et entre autres celles qu'a commises, selon lui, le révérend père Du Molinet, ajoute à l'intérêt des recherches auxquelles son livre peut donner lieu.

L'ouvrage de ce dernier auteur, *Historia summorum Pontificum per eorum numismata* (4 vol. in-folio, Lutetiae, 1679), antérieur de vingt ans à celui de Bonanni, offre naturellement de grands rapports avec le sien, mais il est moins complet, et, comme nous venons de le dire, il a pu être rectifié en quelques points. Le rapprochement des explications données par les deux érudits sur les mêmes médailles est souvent en lui-même assez curieux.

Nous allons consigner ici le résultat de quelques investigations que nous avons pu faire dans ces deux ouvrages. On verra que le fait d'une médaille solennellement frappée à Rome en 1572, à l'occasion de la Saint-Barthélemy, n'est pas sans antécédents. Les prédécesseurs de Grégoire XIII avaient cru déjà, en diverses circonstances, devoir signaler par ce moyen les victoires de leur Eglise.

Sans remonter plus haut que PAUL IV (1555-1559), nous trouvons dans Bonanni, sous le n° VI des bronzes de ce pontificat, une médaille portant cette inscription : *Hæresi restincta*. Elle représente le pape assis sur son trône pontifical et recevant, en consistoire public, des hommes demi-nus, dont trois sont agenouillés devant lui, auprès d'un feu destiné sans doute à dévorer des livres hérétiques qu'ils ont apportés avec eux. Du Molinet voit dans cette médaille un souvenir du tribunal de l'inquisition, que Paul III avait institué à Rome à l'instigation du cardinal Caraffa, qui devint pape à son tour sous le nom de Paul IV, et dont celui-ci voulut marquer la fondation et la confirmation, en vertu de ce zèle à combattre l'hérésie qui lui valut sur son tombeau le titre de *Catholica fidei acerrimus propugnator*. Bonanni pense que cette médaille se rapporte à la réception, faite par Paul IV, dans le commencement de son pontificat, des députés de la Grande-Bretagne, qui virent de la part de Philippe II et de la reine Marie implorer le pardon du souverain pontife au sujet des erreurs dans lesquelles s'était précipité le royaume, et promettant, avec le retour des Anglais dans l'Eglise romaine, une fidèle obéissance pour l'avenir. C'est à cette occasion que l'Irlande, qui n'était jusqu'alors qu'une possession de l'Angleterre, reçut le titre de royaume, par un diplôme de l'an 1555 : *Illius per quem Reges regnant*, etc. Le pape montra plus tard encore ce même zèle en favorisant de tout son pouvoir les efforts de la très pieuse reine Marie Stuart pour anéantir l'hérésie en Ecosse.

Parmi les médailles du pontificat de PIE IV (1559-1565), nous en remarquons une indiquée par Bonanni sous le n° XXV, et portant pour inscription TRI SECTATOR. On y voit un évêque à cheval se précipitant, un fouet à la main, sur une armée en bataille. Ce personnage doit être, selon notre auteur, le cardinal Hippolyte d'Est, envoyé en France par le pape pour remédier aux troubles intérieurs causés par les dissensions religieuses. Il cite à ce propos un passage de Panvinus dont nous allons donner un extrait : « Au temps du concile de Trente, dit l'auteur cité, les hérétiques nommés Huguenots, abusant de l'extrême jeunesse des deux rois François II et Charles IX, demeurés orphelins à la mort déplorable du roi Henri leur père, s'étaient soulevés sous la conduite de Louis de Bourbon, prince de Condé, et de Gaspard de Coligny (qu'ils appellent *l'Amiral*), et ne cessaient, tant dans toute la France que surtout dans la Narbonnaise, d'assaillir les catholiques par le fer et par le feu, dans le dessein de bouleverser la religion. Un grand nombre de villes, telles que Lyon, Arles, Rouen, Pamiers, Bourges, Blois, Poitiers, Mâcon, Valence, Nîmes et Montpellier, étaient tombées en leur pouvoir. De sévères édits promulgués contre eux étant demeurés sans succès, les tuteurs du roi avaient dû en venir aux armes. Après plusieurs revers, Blaise de Montluc défit six mille huguenots com-

mandés par le due de Duras, et le pape leva lui-même des troupes pour la défense d'Avignon, dont le voisinage était envahi par l'hérésie, et envoya des subsides pécuniaires aux catholiques. » C'est à cette occasion que le cardinal d'Est fut délégué en France, où il ne montra pas moins de zèle que son maître pour combattre et détruire l'hérésie. De là l'origine de cette médaille portant l'image de l'imitateur du pape : *Tui Sectator*. D'après Du Molinet, la figure représentée sur la médaille serait celle de Pie IV lui-même, agissant contre les ennemis de la foi, luthériens et calvinistes, ainsi que saint Ambroise, qui était de Milan comme lui, l'avait fait à l'égard des hérétiques novatiens et ariens. On peut opposer à cette dernière explication la coiffure du personnage principal, qui est non pas la tiare, mais une mitre épiscopale seulement.

Nous passons maintenant au pontificat de Pie V (1566-1572). Le n° XIV des médailles de ce règne nous arrêtera quelques instants. On y voit le pape à la tête du sacré collège, agenouillé, tête nue, et recevant du Seigneur, qui apparaît dans le ciel, une réponse à sa prière. Un combat meurtrier est représenté dans le fond. L'inscription est celle-ci : *FECIT POTENTIAM IN BRACHIO SUO; DISPERSIT SUPERBOS*. Encore ici, le R. P. Du Molinet et le jésuite Bonanni ne sont pas pleinement d'accord. Tandis que le premier pense que cette médaille a été frappée en souvenir de la défaite des Ottomans par la flotte chrétienne, le second démontre que, outre que l'image dépeint évidemment un combat sur terre et non une bataille navale, la date de 1570 est antérieure à la guerre contre les Turcs. Il s'agit donc ici de la victoire remportée l'année précédente en France contre les hérétiques, grâce à l'intercession du pape, dont les prières, les jeûnes et les soupirs ont été entendus et reçus favorablement de Dieu. L'auteur raconte en détail les événements qui donnèrent lieu à cette médaille commémorative. Vers la fin de 1567, les rebelles hérétiques recommencèrent à s'agiter en France, s'efforçant de rallumer la guerre civile, d'assassiner le roi Charles et de s'emparer de Paris. Le pape fit avertir de leurs desseins criminels le roi et la reine mère; il leur offrit une armée italienne à sa solde, et fit passer à Louis de Gonzagues, duc de Nevers, vingt-cinq mille écus d'or. Avec l'amour d'un tendre père, il multiplia ses subsides en argent et en hommes, et suscita les princes catholiques à prendre les armes contre les hérétiques. A la suite de ces efforts, l'armée remporta de grandes victoires, entre autres, en 1569, celle de Jarnac, où Condé fut tué, au grand détriment de ceux dont il était le chef suprême. Quand il apprit ce succès des armes catholiques, Pie V, élevant ses mains au ciel, rendit grâces au Dieu tout-puissant. Puis le roi lui envoya douze des drapeaux pris sur l'ennemi, en témoignage éternel de ce qu'il rapportait cette victoire à Dieu par l'intercession du saint-père. Après avoir fait encore inutilement le siège de Poi-

liers, les hérétiques, assistés de dix mille chevaux et de vingt mille hommes d'infanterie qui leur étaient venus d'Allemagne, durent livrer, près de Moncontour, une dernière bataille dans laquelle dix-huit mille huguenots périrent, tandis que l'armée royale ne perdit que cinq cents hommes. Les Registres pontificaux rédigés par Cornélius Firmanus rapportent les prières du souverain pontife, ainsi que la pompe avec laquelle les drapeaux hérétiques furent apportés à Rome. Nous en transcrivons quelques passages :

« Le 11 octobre 1567, lorsqu'on apprit la découverte de la conjuration de l'amiral de France et du prince de Condé contre le roi, le saint-père, pénétré de douleur, ordonna que dans toutes les églises on chantât des litanies après la messe, et qu'on fit des prières spéciales pour demander à Dieu la délivrance du roi. Et le 19 du même mois, le pape, accompagné de tout son clergé, alla en procession de la basilique de Saint-Pierre à l'église de Sainte-Marie *supra Minervam*.

« Le 4 août 1568, l'on reçut la nouvelle de la grande victoire remportée en Flandre par le duc d'Albe contre les hérétiques huguenots, qui périrent en cette rencontre au nombre d'environ huit mille. Le lendemain, Sa Sainteté fit à pied une procession pareille à celle qui vient d'être mentionnée. Le 6, elle se rendit de même, avec le clergé de la ville, à l'église du Saint-Esprit, et le 7, encore à l'église de Saint-Jacques des Espagnes.

* « Le 21 novembre, des supplications furent faites pour la guerre du roi de France contre les huguenots, et le pape se rendit en procession de Saint-Pierre à l'église du Saint-Esprit.

« Le 14 décembre, on apprit la victoire des armées du roi de France contre les huguenots. Dans un consistoire tenu le lendemain, le pape décréta une messe solennelle qu'il célébra lui-même, le 16, dans la basilique de Saint-Pierre.

« Le 4 avril 1569, le pape assista à une autre messe d'actions de grâces qui fut célébrée à Saint-Pierre par le cardinal Auguste, et l'on chanta le *Te Deum*.

« Le 23 avril, des envoyés du roi de France apportèrent à Rome douze drapeaux, soit guidons de cornettes de cavalerie, pris dans le combat où périt le prince de Condé. » (Suit la description de la pompe avec laquelle ces trophées furent reçus dans le palais pontifical, puis transportés à Saint-Pierre et placés au devant du maître-autel.)

« Le 19 octobre, sur la nouvelle d'une victoire récente du roi sur les huguenots, on fit sonner les cloches, on chanta le *Te Deum* dans toutes les églises collégiales; le pape, assisté de sept cardinaux, descendit à Saint-Pierre pour y entendre le *Te Deum*, et fit célébrer trois messes cardinales et accomplir trois processions d'actions de grâces, » etc., etc.

Ces détails, vu leur source pontificale, nous ont paru assez curieux pour

être mentionnés à l'occasion de la médaille qui rappelle les actions de grâces du pape et de son clergé pour les succès du roi de France dans sa guerre contre les malheureux huguenots. Il n'est pas sans intérêt de voir comment ces divers événements étaient envisagés à Rome par les contemporains, et surtout par les chefs de cette Eglise qui y était si profondément intéressée. Par là s'expliquent et se préparent les manifestations de joie féroce, auxquelles donna lieu le jour néfaste du massacre de la Saint-Barthélemy.

Mettons en regard de ce qui précède un petit nombre de passages tirés de quelques historiens qui ont eu, eux aussi, à apprécier les faits de cette triste époque.

« En envoyant au roi de France un renfort de six mille Italiens, le pape, dit Catena, avait enjoint à son général, le comte de Santa-Fiore, de n'accorder de quartier à aucun huguenot et de faire tuer sur place tous ceux qui tomberaient entre les mains de ses soldats. » (*Catena, Vie de Pie V*, p. 85.)

« Les lettres de Pie V aux souverains, dit M. Michelet, se résument en un mot (le mot qu'il dit aussi aux soldats qu'il envoie en France) : Tuez tout. » (*Guerres de religion*, p. 332.)

« En aucune façon et pour aucune cause, écrivait Pie V à la reine mère, il ne faut épargner les ennemis de Dieu... Ce n'est que par l'entière extermination des hérétiques que le roi pourra rendre à ce noble royaume son antique religion. » (*Epist. Pii V*, 28 mars-13 avril 1569.) L'année précédente, au plus fort des égorgements des Pays-Bas, il avait écrit au duc d'Albe : « Continuez, cher fils, d'accumuler ces belles actions, comme des degrés qui vous conduiront à la vie éternelle. » « Le Dieu sous l'invocation duquel on a béatifié saint Pie V, dit à ce sujet M. Henri Martin, n'est pas sans doute le Dieu de l'Evangile ! » (*Histoire de France*, tome IX, p. 254. Voyez aussi p. 206.)

Après la bataille de Moncontour, le pape envoya au duc d'Anjou (depuis Henri III) un chapeau et une épée bénits. Il avait fait un pareil envoi au duc d'Albe. (V. *Id.*, p. 259.)

Mais poursuivons notre examen :

Le seul aspect de la médaille n° XV du même pontificat attire l'attention sur le sujet qui nous occupe. Une femme, représentant l'Eglise ou la Foi, foule aux pieds une hydre dont elle détruit les innombrables têtes avec la flamme de son flambeau. Elle est entourée de cette inscription : CONTRIBULASTI CAPITA DRACONIS. L'hérésie a été si habituellement comparée à un dragon ou à une hydre, qu'on ne peut méconnaître l'intention de l'auteur de ce monument. D'après Bonanni, Pie V a voulu solenniser les victoires du duc d'Albe en Belgique. A plusieurs reprises, le pontife avait exhorté Phi-

lippe d'Espagne à aller en personne combattre les novateurs qui, à l'exemple des hérétiques de France, s'étaient soulevés pour secouer le joug de Sa Majesté Catholique et rejeter les lois de l'Eglise. Il avait envoyé à Marguerite, gouvernante des Pays-Bas, l'archevêque de Sorrente, pour lui promettre des troupes et des secours pécuniaires. La victoire miraculeuse remportée par le duc d'Albe dans les marais de Gemmingen, à l'entrée de la Frise orientale, victoire dans laquelle huit Espagnols seulement étaient tombés, tandis que sept mille ennemis avaient péri par le fer ou dans l'eau, puis la bataille qu'il gagna au mois d'octobre contre Guillaume de Nassau et les troupes germaniques, furent pour le pape un sujet d'actions de grâces et une occasion de messes solennelles, de processions et d'indulgences en faveur de ceux qui, renonçant à l'hérésie, reviendraient à la foi de la sainte Eglise romaine. Dans le but d'anéantir cette redoutable contagion, Pie V, à l'instigation de François Borgia, institua deux congrégations de cardinaux, l'une pour l'extirpation de l'hérésie, l'autre pour la propagation de la foi. Si l'on ajoute à cela que c'est le même pontife qui fit construire sur le Vatican le palais de la Sainte-Inquisition, décrété par un de ses prédécesseurs, on reconnaîtra que c'est bien le monstre de l'hérésie que représentent les têtes de cette hydre de Lerne qui figure sur la médaille, et que celle-ci doit symboliser les victoires obtenues, grâce à l'intercession du pape, en Italie, en France, en Belgique, en Espagne, en Angleterre, en Pologne, en un mot dans le monde entier.

Le chanoine Du Molinet, dominé par d'autres préoccupations, a évidemment fait erreur lorsqu'il a cru devoir appliquer cette médaille à la mort d'Haly-Bassa, général des Ottomans, tué à la bataille de Naupacte.

La médaille reproduite sous le n° XXVI de Pie V n'appelle pas l'attention dès le premier abord comme la précédente. La Vierge et l'enfant Jésus, entourés de six figures de saints et de saintes, ne semblent pas avoir un rapport direct à l'hérésie. Mais l'explication donnée par Bonanni attache à ce mémorial une signification qui la fait rentrer évidemment dans l'ordre de ceux qui ont droit à notre intérêt. Dans le commencement du pontificat de Pie V, soit en 1566, quatre cents hommes de distinction de Bruxelles se rendirent en grand silence, couverts de cendres, avec des écuelles de bois pendues à la ceinture et une médaille au cou, auprès de la gouvernante de Belgique, Marguerite d'Autriche, fille de l'empereur Maximilien I^{er}, pour lui demander la liberté de conscience. (Observons ici que par un anachronisme un peu fort, notre auteur a confondu Marguerite d'Autriche avec Marguerite de Parme, fille de Charles-Quint (1), qui était alors gouvernante

(1) Voy. Henri Martin, *Histoire de France*, t. IX, p. 207. L'historien donne aussi par mégarde, pensons-nous, à la gouvernante, le nom de Marguerite d'Autriche. Celle qui fut réellement désignée ainsi était morte en 1530.

des Pays-Bas, comme l'avait été sa grand'tante. Mais peu importe pour notre sujet actuel.) La médaille que ces humbles suppliants portaient au cou représentait d'un côté Philippe II, avec cette inscription : *Fideles Regi*, et de l'autre deux mains jointes posées sur une besace, avec ces paroles : *Usque ad mortem*. Charles, comte de Barlemont ou de Berlainmont, voulant rassurer Marguerite, effrayée par ce concours de solliciteurs, s'écria en français : *Hé! que veulent ces gueux?* Telle est l'origine de ce nom de *gueux* (en latin *geusii* ou *gheusii*), qui fut donné en Belgique à ces hérétiques qu'on nommait *huguenots* en France. Ayant présenté d'abord paisiblement leurs requêtes, ils se révoltèrent plus tard, à cause des délais de Philippe, et, s'unissant aux hérétiques de France, ils mirent en trouble tout le pays. Le duc Philippe de Croyes, pénétré d'un respect héréditaire pour la Vierge, fit frapper des médailles représentant Marie avec l'enfant Jésus dans ses bras. Tous les gentilshommes qui, comme lui, s'opposaient à la faction des gueux, portaient cette médaille au cordon de leur chapeau, en signe de piété et de noblesse catholique. Marguerite, grandement réjouie de cette preuve de zèle religieux, en écrivit au pape Pie V, qui, dans le but d'encourager les Belges dans leurs sentiments pieux, fit consacrer un grand nombre de médailles portant l'image de quelque saint, et répondit à la gouvernante que ceux qui les porteraient sur eux avec dévotion obtiendraient des indulgences de la puissance pontificale. Cette décision du souverain pontife accrut considérablement la vénération pour ces sortes d'images, non-seulement aux Pays-Bas, mais dans tous les Etats catholiques.

La médaille qui nous occupe offrant, outre les images de la Vierge et de l'enfant Jésus, celles de Saint-Dominique, de sainte Catherine, de saint Thomas d'Aquin, de saint Hyacinthe, de saint Raymond et de sainte Marguerite, fut destinée à l'usage pieux que nous venons de mentionner.

Le R. P. Du Molinet ne l'a pas consignée dans son livre.

Ici viendrait se ranger, dans l'ordre chronologique, la fameuse médaille de Grégoire XIII, que le *Bulletin* a reproduite et décrite d'après Bonanni. (V. tome I, p. 240.) C'est le *HUGONOTORUM STRAGES*, frappé en mémoire de la Saint-Barthélemy. Nous ne nous y arrêterons que pour transcrire l'explication qu'en a donnée Du Molinet, afin de compléter les renseignements que nous avons sur ce triste mémorial. « Quoique bien des gens aient blâmé comme un acte d'horrible cruauté et de fureur aveugle le massacre des huguenots accompli à Paris, par l'ordre de Charles IX, le jour de la Saint-Barthélemy de l'an 1572, cette médaille prouve que ce fait a obtenu l'approbation et les éloges de Grégoire, ce qui doit être attribué au zèle pour la religion chrétienne dont ce saint-père était dévoré. Il s'était flatté que cette secte pestiférée qui avait infecté la France de son venin, serait détruite et radicalement extirpée par la mort de ceux qui en avaient été les chefs et

les principaux auteurs. La scène représentée sur cette médaille montre qu'il attribue ce fait à un ange, instrument vengeur de la colère céleste contre les ennemis de la croix du Christ. »

Joignons ici le témoignage d'un historien moderne. Lorsque la nouvelle du massacre de la Saint-Barthélemy parvint à Rome, « le canon tira au château Saint-Ange; des feux de joie furent allumés dans toutes les rues; Grégoire XIII fit tout ce qu'eut pu faire Pie V lui-même, qui avait tant appelé le jour d'extermination... Une médaille fut frappée, qui portait d'un côté le buste de Grégoire XIII, de l'autre l'ange exterminateur immolant les huguenots. » (V. H. Martin, *Histoire de France*, t. IX, p. 343.) L'auteur renvoie, pour la médaille, à l'ouvrage de Bonanni.

Nous avons quelques mots à dire d'une autre médaille du même pontife, qui porte, dans Bonanni, le n° XXVIII, et que Du Molinet avait reproduite, comme lui, immédiatement après la précédente. C'est celle qui a pour devise : *VERUS DEI CULTUS*, et qui représente une femme que la tablette qu'elle porte désigne comme type de l'Eglise romaine. Les clefs qu'elle tient à la main gauche, de même que le diadème à trois couronnes placé près d'elle, indiquent la puissance pontificale. Plusieurs volumes l'entourent, afin que l'on comprenne que c'est d'elle, comme d'une source sacrée, que se répandent sur la terre entière les saines doctrines, les lois justes et les enseignements de la vertu. C'est après la victoire remportée en France sur les impies sectateurs de Calvin, qui, se parant d'un faux zèle pour la religion, combattaient en réalité contre la puissance royale, que Grégoire XIII fit frapper cette médaille, pour proclamer le vrai culte de l'Eglise romaine, et affermir les Français dans la foi. Ce vrai culte, que l'Eglise romaine rend seule à Dieu, Grégoire l'a toujours favorisé avec un zèle extrême, et l'a soutenu tant par ses paroles que par ses actes. Il l'a fait surtout en fournissant à Henri III de France de l'argent et des troupes contre les hérétiques, en offrant le même genre de secours au vaillant duc de Savoie, pour l'encourager dans son dessein de reprendre Genève, en détruisant la secte des *Fratricelli* ou *Illuminés*, en s'efforçant de rattacher à l'Eglise latine le savant Jérémie, patriarche des Grecs, en veillant à la défense et à la propagation de la foi contre les hérétiques d'Allemagne. Tant d'efforts pieux valaient bien la peine d'être constatés par une médaille commémorative.

Mentionnons encore, parmi les médailles de GRÉGOIRE XIV (1590-1591), celle qui porte, dans Bonanni, le n° V, et qui fut frappée après l'envoi fait par le pape de son propre neveu François, ou selon d'autres, Hercule Sfondrato, à la tête d'une armée destinée à combattre Henri IV. Le 12 mai 1591, après une messe solennelle dite par lui-même en présence de trente-huit cardinaux, Grégoire remit à son neveu le bâton de général et deux drapeaux, l'un portant l'image du crucifix et des apôtres saint Pierre et saint

Paul, et l'autre celle du souverain pontife. La médaille représente le moment de la remise du premier de ces étendards, que le général reçoit à genoux des mains du pape assis sur son trône. La devise est : *DEXTERA DOMINI FACIAT VIRTUTEM*. 1594. Ciacconius affirme que, outre quarante mille écus d'or tirés de son propre trésor, le pape en dépensa cinq cent mille pour cette guerre contre les hérétiques.

Nous ne signalerons plus pour le moment qu'une seule médaille, notée sous le n° VII du court pontificat d'Innocent IX (1594), successeur de Grégoire. Elle représente la tête de l'apôtre saint Pierre. Elle fut frappée, ainsi que d'autres semblables portant l'image de saint Paul ou de quelque autre saint, en opposition à des médailles frappées par les hérétiques à la gloire de Luther et de Jean Huss, et dans le but d'exciter la vénération pour les saints de l'Eglise. « Les juifs, dit à ce sujet Bonanni, les Tures, les calvinistes et tous les ennemis des images, voudraient voir disparaître, soit la croix, soit les effigies des saints qui figurent sur les monnaies d'or et d'argent des divers pays, et cependant où a-t-on trouvé jusqu'à ce jour un juif, un Ture, un calviniste qui refusât un ducat de Hongrie, parce qu'au revers de cette pièce se voit une image de la sainte Vierge tenant l'enfant Jésus dans ses bras, avec cette épigraphe : *Patrona Hungariæ*? Quel juif, quel Ture, quel calviniste ne s'estimerait heureux d'avoir sa bourse pleine de cette belle monnaie? L'amour de l'argent leur fait apparemment oublier la haine qu'ils portent aux saints. Il faut pourtant convenir que si la chose était en leur pouvoir, les calvinistes auraient bientôt fait disparaître de dessus les monnaies tant la croix que les images des saints, comme ils les ont bannies de leurs temples, à la manière des Tures, qui, au lieu d'images, ne mettent sur leurs monnaies que je ne sais quelle association de lettres et de fleurs. »

A ces médailles romaines qui, au témoignage de Bonanni, se rapportent assez directement, comme on le voit, à l'histoire de la Réforme protestante, il y aurait à ajouter bien d'autres échantillons que fourniraient encore les deux livres curieux du jésuite de Rome et du chanoine régulier de Paris. Mais les exemples auxquels nous nous sommes arrêtés suffisent pour montrer qu'il y aurait quelque intérêt à former une collection numismatique au point de vue de la lutte que Rome a eue à soutenir contre la Réforme. Ces monuments d'actions de grâces démontrent que le péril était grand aux yeux de ceux qui étaient à la tête de l'édifice papal. Ils donnent une idée de la manière dont certains faits de l'histoire du XVI^e siècle étaient appréciés par les contemporains. Et les jugements portés par les historiens catholiques eux-mêmes, tant sur les faits que sur la commémoration que l'Eglise a jugé à propos d'en faire, ne sont assurément pas sans instruction.

II

Aux médailles pontificales relatives à la destruction de l'hérésie, nous avons à joindre, comme le *Bulletin* a déjà eu l'occasion de le faire (V. tome III, p. 437), des médailles royales. Aux bronzes de Rome, on peut unir des bronzes frappés à Paris. Ceux-ci, pour se rapporter à des événements plus récents, n'en sont pas moins intéressants pour l'histoire du protestantisme. Aussi, quoique plus connues que les précédentes, les trois médailles dont nous allons donner la description doivent, nous semble-t-il, figurer encore dans cette revue. Nous les tirons du beau volume in-4° publié en 1702 à l'Imprimerie royale sous ce titre : *Médailles sur les principaux événements du règne de Louis le Grand, avec des explications historiques, par l'Académie royale des médailles et des inscriptions.* (Il en existe une autre édition in-folio.)

La première se trouve à la page 209. Nous transcrivons littéralement.

L'HÉRÉSIE DESTRUITE. « La France, après s'être garantie des nouvelles erreurs qui avoient inondé l'Allemagne et presque tout le Nort, fut, vers le milieu du dernier siècle, infectée de celle de Calvin. On ne sait que trop combien de divisions, de troubles et de guerres civiles cette malheureuse hérésie excita dans le royaume, où elle se fortifia de plus en plus par des édits extorquez les armes à la main, sous trois règnes consécutifs. Le roy, plein de zèle et de piété, n'avoit point perdu d'occasion d'affoiblir peu à peu une secte si pernicieuse. Il excluoit les calvinistes des charges et des emplois ; il avoit fait abattre les temples bastis sans permission, et il ne cessoit de respandre ses bienfaits sur les nouveaux convertis. Enfin, lorsqu'il vit l'hérésie fort esbranlée, il résolut de la détruire. Le fameux édit du mois d'octobre 1685 révoqua l'Edit de Nantes, défendit dans tout le royaume l'exercice de la religion prétendue réformée, et ordonna la démolition de tous les temples. Ce nouvel édit eut le succès que l'on avoit espéré ; un prodigieux nombre de religionnaires rentrèrent dans le sein de l'Eglise, et le calvinisme, toléré depuis plus d'un siècle en France, y fut entièrement aboli. C'est le sujet de cette médaille. La Religion, sous la figure d'une femme voilée, foule aux pieds l'Hérésie, représentée par une espèce de Furie qui tient un flambeau éteint, et qui est terrassée sur des livres déchirez. On voit dans le fond de la médaille une église. La légende, *EXTINCTA HERESIS*, signifie *l'Hérésie estainte* ; l'exergue, *EDICTUM OCTOBRI M.DC.LXXXV*, *Edit du mois d'octobre 1685.* »

La seconde médaille se trouve représentée à la page 210, sous le titre : AUTRE MÉDAILLE SUR LA DESTRUCTION DE L'HÉRÉSIE. « Dans cette seconde médaille, disent les académiciens, la Religion met une couronne sur la teste du roy, qui tient un gouvernail sous lequel on voit l'Hérésie renversée. Les

mots de la légende, OB VICIES CENTENA MILLIA CALVINIANORUM AD ECCLESIAM REVOCATA, signifient : *Pour avoir ramené au sein de l'Eglise deux millions de calvinistes*. L'exergue marque la date 1685. »

Enfin la troisième, qui se voit à la page 214, a pour sujet les TEMPLES DES CALVINISTES DÉMOLIS. « L'édit du mois d'octobre avoit ordonné que l'on démolist tous les temples des huguenots, et particulièrement celui de Charenton, le principal siège de l'hérésie. Le peuple accourut en foule pour l'abattre; si bien qu'au bout de deux jours, à peine en pouvoit-on trouver quelque vestige.

« C'est le sujet de cette médaille. La religion plante une croix sur des ruines de bastimens, ce qui marque le triomphe de la Vérité sur l'Erreur. Les mots de la légende, RELIGIO VICTRIX, signifient : *La Religion victorieuse*; ceux de l'exergue, TEMPLIS CALVINIANORUM EVERSIS, MDCLXXXV, *Temples des calvinistes démolis, 1685.* »

Outre l'injustice et la cruauté si naïvement célébrées par ces médailles et par l'explication de ceux qui étaient chargés d'office d'en bien constater la signification réelle, il est impossible de ne pas remarquer avec surprise l'orgueil aveugle et la jactance ridicule qui s'y révèlent (1). Y a-t-il eu un seul instant, à l'époque de la révocation de l'Edit de Nantes, où l'on ait pu croire l'hérésie protestante « entièrement détruite, » où l'on ait pu établir comme un fait que « deux millions de calvinistes avaient été ramenés par le roi dans le sein de l'Eglise romaine. » Et voilà pourtant ce que Louis XIV a consenti à faire graver sur le bronze, et ce que les flatteurs de sa puissance n'ont pas craint d'attester en son nom à la postérité! (2)

Et cette religion qui figure sur les trois médailles, cette religion qui couronne un monarque impur et sanguinaire, c'est sans doute celle du pape Pie V; mais n'est-on pas en droit de demander, en rappelant les paroles déjà citées de M. Henri Martin, si ce peut être celle de l'Evangile?

Et ce peuple de Paris, auquel on avait si bien appris à se ruer sur le temple de Charenton, en sorte qu'après deux jours il n'en resta pas pierre sur pierre, n'a-t-on pas pu trouver qu'il n'avait que trop bien profité de la leçon, lorsque, un siècle plus tard, il se précipitait sur Versailles et sur les

(1) On répugne à penser que Racine et Despréaux faisaient alors partie de cette petite académie de huit membres seulement, qui rédigeait les devises des médailles, et qu'ils ont dû prendre part à la composition de celles que nous avons sous les yeux.

(2) M. S. de Sacy n'est-il pas dans le vrai, lorsqu'il dit à ce sujet : « Il était facile à Louis XIV de révoquer l'Edit de Nantes. Faire des catholiques était au-dessus de son pouvoir, et de tous les pouvoirs du monde; et dès le lendemain de cette révocation, on s'aperçut qu'on n'avait plus que l'alternative de laisser toute une population sans Dieu et sans culte, ou de la forcer à profaner le culte catholique, en le pratiquant sans y croire! » (*Var. littér., mor. et hist.*, t. II, p. 304. — *Bull.*, t. II, p. 485.)

Tuileries, en dirigeant contre la royauté cette force brutale à laquelle on avait applaudi lorsqu'il se portait contre l'hérésie?

Et n'est-ce pas le cas de répéter avec le Psalmiste : *Et nunc, reges, intelligite; erudimini qui judicatis terram*, en ajoutant avec le sage : *Vanitas vanitatum?*

JULES CHAVANNES.

Vevey, décembre 1858.

IX^e et dernier volume de la FRANCE PROTESTANTE,
non encore sous presse.

Sans revenir sur ce qui a été dit plus haut (p. 2), nous croyons devoir donner ici un aperçu des principaux articles qui figurent dans la première moitié du IX^e et dernier volume de la *France protestante* (1) :

ROSSEL, baron d'Aigaliers, qui joua un rôle important dans la guerre des Camisards; — ROTAN, ministre de La Rochelle, qui fut accusé d'avoir contribué à l'abjuration de Henri IV; — Jean ROU, dont les Mémoires posthumes ont été récemment publiés par la *Société de l'Histoire du Protestantisme français*; — ROUSSEAU, pasteur de Pons, et poète; — Jean-Jacques ROUSSEAU, l'illustre citoyen de Genève; — Alexandre ROUSSEL, pasteur du Désert, et martyr; — Gérard ROUSSEL, confesseur de Marguerite de Valois, évêque de Pamiers; — SAINT-CHAMOND, seigneur de SAINT-ROMAIN, archevêque d'Aix; — SAINT-GEORGES, marquis de Vêrac, dont les descendants existent encore aujourd'hui; — François de SAINT-PAUL, pasteur de Dieppe, qui figure dans les guerres du Dauphiné; — SAINT-QUENTIN, baron de Blet, président de l'assemblée de Grenoble en 1615; — SAINT-SIMON, marquis de Courtomer, qui présida l'assemblée de La Rochelle en 1620; — SAINTE-HERMINE, seigneur du Fa, qui s'empara de La Rochelle pour le parti protestant, en 1568; — un des illustres SAINTE-MARTHE; — SAINTE-MAURE, duc de MONTAUSIER, qui devint après sa conversion gouverneur du Dauphin, fils de Louis XIV; — Jean de SALIGNAC, qui prit part au colloque de Poissy; — les poètes SALLUSTE DU BARTAS et SALMON, dit MACRIN; — la famille des SALZMANN, qui s'est distinguée en Alsace, dans les sciences et les lettres; — les SARRAZIN, de Genève; — les SARRAU, l'un célèbre conseiller au parlement de Paris, l'autre pasteur à Bordeaux; — l'illustre critique SAUMAZE; — Jacques et Elie SAURIN, les célèbres pasteurs et prédicateurs du Refuge; — Joseph SAURIN, membre de l'Académie des sciences; — le physicien DE SAUSSURE; — le capitaine SAUX, qui commandait l'en-

(1) Le tome X doit contenir le Supplément et les Tables.

treprise des protestants sur Toulouse en 1562; — DE SAVIGNY, le célèbre juriconsulte de Berlin; — *Claude DE SAVOIE*, comte de Tende, et son fils *Cypriens*, chef des protestants de Provence; — le maréchal DE SAXE, qui appartient à la France protestante par l'éclat que ses victoires ont jeté sur une partie du règne de Louis XIV; — *Jean-Baptiste SAY*, le célèbre économiste; — *Thomas SAY*, remarquable naturaliste aux Etats-Unis; — *SCHLEFFER*, de Strasbourg, établi en Suède, où il s'est distingué par ses travaux d'érudition; — *SCHEIDT*, un des plus savants hébraïsants du XVII^e siècle; — *SCHERZ*, philologue strasbourgeois; — *Sébastien SCHMID*, traducteur de la Bible; — *SCHMIED*, apôtre de la Réforme chez les Grisons; — l'historien d'Alsace *SCHOEFLIN*; — le diplomate-écrivain *SCHOELL*; — le maréchal *SCHOMBERG*, le héros de la bataille de la Boyne; — *Wolfgang SCHUCH*, curé de Saint-Hippolyte et martyr; — l'helléniste *SCHWEIGHENSER*; — la famille des *SÉZIZIUS*, qui, pendant un siècle et demi, a fourni à la faculté de médecine de Strasbourg de savants professeurs; — *SECONDAT*, du Béarn, ancêtre de Montesquieu; — *SÉGUIER*, le premier chef des Camisards; — *SÉGUR-PARDAILLAN*, négociateur sous le roi de Navarre; — *Jean SENEBIER*, le naturaliste et historien genevois; — les *SILBERMANN*, qui ont introduit les premiers pianos-fortes en France; — la famille *SIRVEN*, dont l'affaire eut tant de retentissement sous Louis XVI; — l'historien *SISMONDI*; — *Samuel SORBIÈRE*, renommé comme critique; — le fameux marin *SORE*, amiral de la flotte protestante à la troisième guerre de religion; — le célèbre graveur *SOUBIRAN*; — *SOVERAIN*, auteur du *Platonisme des Pères*, combattu avec une grande vivacité par ses adversaires; — *SPENER*, fondateur du piétisme en Allemagne; — *SPIFAME*, l'évêque de Nevers; — l'historien *SPON*; — les apostats *DE SPONDE*, dont l'un devint évêque de Pamiers; — *STUART*, descendant des Stuarts d'Ecosse, qui tua le connétable de Montmorency à la bataille de Saint-Denis, et fut tué lui-même à celle de Jarnac; — *Isaac STURM*, recteur de Strasbourg, et *Jacques STURM*, le célèbre négociateur; — *Daniel DE SUPERVILLE*, pasteur du Refuge en Hollande; — *SUREAU DU ROZIER*, ministre apostat à la Saint-Barthélemy; — ETC., ETC.

Les lettres T à Z ne contiennent pas moins d'articles importants. Si l'on ne sentait pas combien il est essentiel de faire achever cette œuvre, si l'avis donné ci-dessus n'avait pas pour effet de provoquer, de façon ou d'autre, ce *prompt achèvement*, il faudrait désespérer de notre public et renoncer à travailler pour lui.

PROTESTANTISME FRANÇAIS.

Achèvement de la FRANCE PROTESTANTE.

La communication faite par nous à nos lecteurs en tête du dernier cahier, au sujet de la *France protestante*, n'a point, Dieu merci, trouvé tout le monde indifférent. Elle a provoqué de divers côtés des témoignages de profonde surprise et de vive sympathie. En reproduisant dans les *Archives du Christianisme* la mauvaise nouvelle que nous avions jugé nécessaire de rendre publique, M. Fréd. Monod a exprimé en ces termes le sentiment qu'il en avait éprouvé : « La rougeur nous monte au front en transcrivant ces désolantes lignes. — Mais non, il est impossible que ce dictionnaire biographique si complet, si judicieusement compilé, si utile, demeure inachevé!... Nous ne voulons pas douter que, le fait étant suffisamment connu, MM. Haag ne reçoivent promptement et abondamment les encouragements qui leur sont nécessaires pour mener sans retard à bonne fin cette grande et belle entreprise... »

En réponse à ces appels, plusieurs offres de diverse nature ont été faites avec empressement. Une personne a proposé d'ouvrir immédiatement une souscription, en s'inscrivant elle-même pour 500 francs; une autre a offert 50 francs; une troisième s'est engagée à prendre quarante exemplaires de l'ouvrage complet; une autre personne qui en recevait déjà un exemplaire a demandé qu'on lui en destinât un second; enfin un conseil presbytéral, celui de Montauban, a, sur la motion de l'un de ses membres, résolu de souscrire à un exemplaire, avec l'espoir que son exemple serait suivi par les corps administratifs des Eglises, à qui il appartient surtout, comme le porte sa délibération, de donner des marques de sympathie pour cet important ouvrage.

Nous applaudissons de tout cœur à ces bonnes pensées, — bien qu'un peu tardives, on en conviendra, — et nous adhérons à toutes

ces propositions. L'impression des tomes IX et X de la *France protestante* exige une somme de dix mille francs. Que ceux donc qui veulent répondre à l'initiative d'une souscription libéralement prise par des amis, s'inscrivent sur la liste en tête de laquelle ils ont placé leurs noms (1). Que d'autres souscrivent à un ou plusieurs exemplaires de l'ouvrage. Enfin, que les conseils presbytéraux et consistoires fassent ce qu'ils auraient dû faire depuis si longtemps, et il suffit pour cela, ainsi que le dit M. Fréd. Monod, que dans chacun de ces corps, il se trouve un membre qui propose. A l'œuvre donc, afin que le IX^e volume soit sans délai mis sous presse, et que le X^e le suive de près. A l'œuvre ! et quand cette grande publication sera entièrement achevée, nous poserons encore la question de savoir qui aura le mieux payé sa dette, qui aura le mieux mérité en définitive, — des souscripteurs... ou des auteurs de la *France protestante*.

CORRESPONDANCE.

OBSERVATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIVES A DES DOCUMENTS PUBLIÉS.—

AVIS DIVERS, ETC.

Troisième Jubilé séculaire du Synode national constituant des Eglises réformées de France.

« Cette année est le Jubilé : elle vous sera sainte. » (Lévit. XXV, 12.)

La Commission chargée par la Conférence pastorale de Paris de préparer la commémoration du jour où les Eglises réformées de France se sont constituées avec une vie commune (voir *Bullet.*, VII, 353), a rempli son mandat. Elle vient d'adresser aux Présidents des Conseils presbytéraux et des Consistoires des Eglises réformées de France la circulaire suivante :

Paris, le 25 avril 1859.

La Commission est heureuse de pouvoir faire connaître aux Eglises qu'un très grand nombre de Consistoires et de Conseils presbytéraux ont adhéré à la pensée de célébrer, le dimanche 29 mai, le Jubilé de la Réformation française.

On peut dire aujourd'hui qu'il sera célébré dans toutes les Eglises, à très peu d'exceptions près.

(1) Adresser les communications au Président de la Société, sous les auspices de laquelle a été reprise, en 1852, la publication de la *France protestante*.

Plusieurs pasteurs ont demandé à la Commission s'il ne conviendrait pas, pour donner plus de solennité à la fête, de la célébrer au chef-lieu de la Consistoriale. La Commission pense qu'il est à désirer, avant tout, qu'il y ait, le dimanche 29 mai, un service commémoratif dans toutes les Eglises, sauf à réunir les fidèles de plusieurs Eglises et leurs pasteurs, un autre dimanche ou un autre jour de la semaine, pour un service spécial, indépendamment du service général du 29.

Dans certaines contrées du Midi, l'élève des vers à soie ne permettra pas de célébrer la fête le 29 mai. La Commission ne croit point devoir, dans ce cas, indiquer elle-même une autre époque ; elle est d'avis d'en laisser le choix aux Eglises suivant les convenances locales.

Il est à désirer que les enfants de nos Eglises conservent un pieux souvenir du Jubilé. Ne serait-il pas facile de les réunir à ce sujet dans nos temples et de leur raconter quelques traits de l'histoire de nos pères ?

La Commission, à laquelle la Conférence pastorale en avait confié le mandat, s'est occupée de la rédaction d'un ouvrage populaire sur les premiers jours de la Réformation française et sur son histoire jusqu'au synode de 1559.

Ce manuel historique, confié à la rédaction de M. de Triqueti, membre de la Commission, paraîtra le 5 mai.

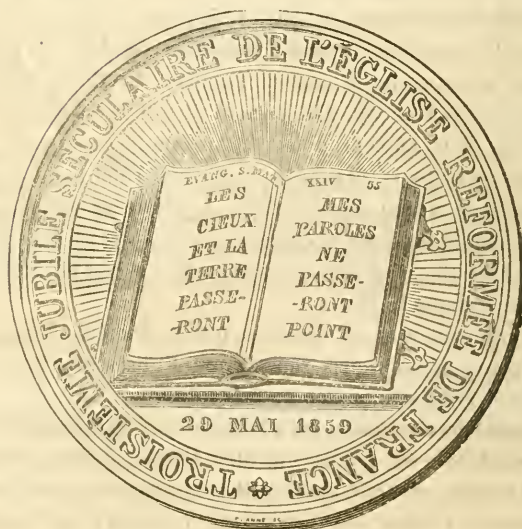
La médaille, dont nous avons le coin sous les yeux, a pleinement répondu à l'attente que le nom de l'artiste, M. Bovy, notre coreligionnaire, avait fait naître. Elle pourra être livrée dans les premiers jours de mai. Nous en reproduisons plus loin le *fac-simile*.

Dans une précédente circulaire, le 25 mai 1559 avait été indiqué comme la date de la réunion du synode. Après de nouvelles recherches nous avons adopté les dates données par Théodore de Bèze, les 26-28 mai, comme les plus certaines. *Aymon* seul, dans son Recueil des actes des synodes, indique le 25.

Nous sommes heureux d'annoncer que la Société biblique protestante a décidé d'offrir à prix réduit, aux Eglises une Bible, dite du Jubilé, format in-quarto, reliée en maroquin.

La Commission du Jubilé, en adressant aux Eglises cette communication, implore avec ardeur sur elles la bénédiction divine. Dieu veuille les vivifier en leur accordant une mesure abondante de son Esprit. Puissent les discours, les chants, les prières qui monteront à Dieu de toutes parts le 29 mai, pour le remercier de ce que nos Eglises sont demeurées debout après la tempête, être pour elles un puissant moyen d'édification et de progrès !

Reconnaissantes envers Dieu de la situation qui leur est faite dans le présent, nos Eglises ne feront point, de la fête du 29 mai, une



occasion de récriminations pénibles à l'égard d'un autre culte. Regardant aux longues souffrances, aux grandes épreuves du passé,

avec un esprit vraiment chrétien, elles se souviendront que Dieu les a fait servir à leur bien spirituel.

Elles trouveront d'ailleurs, à la vue de la faiblesse de leur foi et de leur charité en présence des bienfaits du Seigneur, un profond sujet de s'humilier en célébrant ce troisième Jubilé séculaire.

Puisse la grande fête de la Réformation française développer dans nos Eglises l'amour fraternel et les aider à posséder et à conserver l'unité de l'esprit dans le lien de la paix ! (Eph. IV, 3.)

Les membres de la Commission :

A. COQUEREL fils, pasteur-suffragant ; GRANDPIERRE, pasteur ; CH. READ, président de la Société de l'Histoire du protestantisme français ; L. ROGNON, pasteur-suffragant ; H. DE TRIQUETI, membre du Conseil presbytéral de Paris ; VAURIGAUD, pasteur ; LOUIS VERNES, pasteur.

En même temps que cette circulaire adressée aux Eglises de France, la Commission a adressé un appel fraternel aux Eglises évangéliques en général.

La Commission a joint à la première de ces circulaires la note que voici :

I. Médaille. — La Médaille du Jubilé, dont la gravure ci-dessus ne peut donner qu'une idée très imparfaite, a été exécutée par M. Eovy, artiste éminent, notre coreligionnaire. Elle a pleinement répondu à l'attente de la Commission. — Le prix en a été fixé, pour un exemplaire en bronze, à 5 fr.; pour un exemplaire en argent, à 50 fr.; pour un exemplaire en or, à 700 fr. — En écrivant aux librairies *Cherbuliez*, rue de la Monnaie, 40, à Paris; *Grassart*, rue de la Paix, 3; *Ch. Meyrueis et Ce*, rue de Rivoli, 174, on recevra *franco* la Médaille par le retour du courrier.

La Médaille sera livrée le 1^{er} mai. Les librairies indiquées se chargeront de faire graver sur la tranche, dans un bref délai, le nom du propriétaire de la médaille, ou le nom du Consistoire ou du Conseil presbytéral qui voudrait la conserver dans ses archives.

II. Manuel historique. — Le Manuel historique, composé par M. de Triqueti, membre du Conseil presbytéral de Paris, à la demande de la Commission du Jubilé, paraîtra le 5 mai, sous ce titre : *Les premiers jours du Protestantisme en France*. Il formera un volume de 300 pages environ, format in-42. Prix : 4 fr. 50 c. Pour se le procurer, s'adresser aux librairies ci-dessus indiquées, ou à la librairie protestante la plus voisine. On le recevra immédiatement *franco*.

III. Bible du Jubilé. — La Société Biblique protestante de Paris a décidé de mettre à la disposition des Eglises, à l'occasion du Jubilé, sa Bible in-4°, avec inscription commémorative, reliée en maroquin, rendue *franco*, pour le prix de 35 fr., ou avec une garniture complète en métal, 45 fr. — S'adresser pour la recevoir, soit aux librairies, soit à M. Carenou, agent de la Société Biblique, rue des Beaux-Arts, 5, à Paris.

AVIS. — MM. les pasteurs sont priés, par la Commission du Jubilé, de vouloir bien transmettre aux libraires les demandes de la Médaille, du Manuel et de la Bible du Jubilé. — Toute personne qui demandera douze médailles en recevra une en sus.

La Commission synodale de l'Union des Eglises évangéliques (Eglises libres) de France (président, M. Fréd. Monod; secrétaire, M. Fisch), a fait de son côté connaître que, d'après une décision prise par leur dernier synode, tenu au Vigan, les Eglises de l'Union célébreraient le troisième Jubilé séculaire de la Réformation française le 25 mai prochain, et qu'il serait publié d'ici là, au nom de l'Union, une brochure historique.

**Note inédite sur les derniers moments du maréchal de Caumont
La Force, mort en 1652.**

Lamongie Saint-Martin, 7 janvier 1859.

Monsieur le Président,

Un des derniers cahiers du *Bulletin* (t. VII, p. 438, 290) contenait la relation des tristes exploits de prosélytisme accomplis en 1699 par l'un des ducs de La Force. Je viens de découvrir quelques lignes écrites quarante ans auparavant, et qui contrastent d'une manière frappante avec les procès-verbaux signés par le descendant de l'illustre maréchal dont Louis XIII n'avait pu obtenir l'abjuration, et qui demeura jusqu'à ses derniers moments attaché à la religion réformée. Je crois devoir vous en adresser copie, en vous priant, si vous le jugez convenable, d'insérer ce renseignement inédit dans le *Bulletin*.

Veuillez agréer, etc.

L. ENJALBERT.

« Le dixiesme jour du mois de mars mil six cent cinquante et deux et jour de vendredy, sur les onze heures du matin, est mort dans la ville de Bergerac et en la maison du sieur Pilot, très haut et très puissant Jacques de Caumont de La Force, duc et pair et pre-

mier mareschal de France, aagé de quatre-vingt-quatorze ans et dont la piété a esté si exemplaire pendant sa vie, que depuis le commencement de sa maladie jusques à son décès, qui a duré seize jours, tout son langage n'a esté que de la croix de Christ et de l'assurance qu'il avoit en la miséricorde de son Dieu par l'effusion du sang de son Fils et avoit une si ferme constance et un jugement si solide que nous pouvons dire sans aucun support que la religion réformée a perdu le plus dévot, le plus zélé, le mieux instruit et le plus charitable qui puisse sortir d'une telle naissance. C'est ce que j'ai recognu en toutes ses actions et en ses pratiques aux saints exercices et dont la confirmation m'en a esté donnée en sa mort, ayant eu l'honneur de recueillir ses dernières parolles, selon qu'il l'a souhaité, m'ayant prié de ne l'abandonner point mais de luy départir les consolations du ciel jusques au dernier soupir de sa vie. Ce que j'ai faict moy qui ici suis signé.

« DE BARTHE, pasteur de l'Eglise de La Force. »

Détails généalogiques sur une famille de Ramerupt, expatriée en Suisse pour cause de religion, au milieu du XVII^e siècle.

Lyon, le 2 mars 1859.

Monsieur le Président,

Il existe dans le canton de Vaud, mon pays natal, une honorable famille du nom de *de Rameru*, dont les ancêtres, émigrés de France pour cause de religion, n'ont pas encore, que je sache, été mentionnés dans le *Bulletin*, ni dans la *France protestante*.

A trois lieues d'Arcis-sur-Aube est le village de *Ramerupt*, dont les seigneurs, d'après les recherches de M. Ch. Eynard, étaient en même temps seigneurs de Brienne, petite ville de deux à trois mille habitants à quelques lieues plus haut sur l'Aube. Ils s'appelaient donc *de Ramerupt de Brienne*. Cette maison avait atteint au moyen âge un rare degré de puissance et de gloire. Au commencement du XIII^e siècle, Jean de Brienne, frère du comte de Brienne, Gauthier III, fut couronné roi de Jérusalem. —Guillaume de Ramerupt de Brienne, capitaine de cent lanciers, fit ériger avec ses deux frères, la terre de ce nom en baronnie, sous le règne de Charles VII, le 8 septembre 1485. L'aîné était évêque du Mans, et le troisième, Scipion, était surnommé Bras de fer. —Permettez-moi de transcrire la généalogie de cette famille, jusqu'à l'époque de son émigration; ces détails sont puisés dans un mémoire fourni par l'un de ses membres gouverneur d'Aigle (Suisse), en avril 1699.

De Guillaume de Ramerupt sont issus Philippe et Jacques, barons dudit lieu et seigneurs du Brandvillers, Martchès et Somsois.—De Philippe, sont issus Didier et Jacques, seigneurs du même nom. — De Didier sont nés Pierre, Jacques et Guillaume. Celui-ci fut procureur du roi à Vaucouleurs, seigneur du Brandvillers, du Chesnoy et Sauvoy. (Ici la filiation paraît obscure.) D'Antoine sont issus Antoine II, Samuel et Elisabeth.

Ce fut ce Samuel de Ramerupt qui se retira dans le canton de Berne, par motif de religion, l'an 1645, et fut reconnu citoyen suisse par acte authentique du 8 avril 1669. Dès lors cette famille se scinda; tandis que Samuel cherchait la liberté de conscience et de culte en Suisse, Antoine pour le même motif se fixait en Hollande et ne gardait que le nom de *de Brienne*, d'où est venu celui de *van Brienner*, puis *Vanbrinnen*, dont on trouve encore les descendants sous ce nom-là dans le canton de Vaud. — Samuel de *Ramerupt* conserva le premier de ces noms, en l'altérant un peu : dès lors et aujourd'hui encore ce nom s'écrit *de Rameru* ou *Derameru*.

Ce Samuel eut un fils, né au château d'Etoy (Vaud), le 6 octobre 1655 et qui fut aussi appelé Samuel. Celui-ci était pasteur à Noville (Vaud), dans le mandement d'Aigle en 1698 (1). — C'est de lui que proviennent les de Rameru habitant encore le canton de Vaud et dont l'un d'eux, M. Louis de Rameru ou Derameru, est fixé depuis deux ou trois ans à Besançon et membre du consistoire de l'Eglise de cette ville.

Voici une transcription littérale de l'acte présenté au gouverneur d'Aigle en 1699. « Copie conforme à l'original en parchemin marqué, scellé, signé « de deux notaires royaux de sieur Mala, énoncés : Touchée Boulève à la « tête; les armes en couleur, savoir quatre branches de laurier en croix « d'or au fond d'azur; collationné par nous soussigné, selon le commandement que nous en avons reçu du magnifique et très honoré seigneur « Antoine Knecht, gouverneur des quatre mandements d'Aigle, sur l'exhibition que nous en a faite Samuel de Rameru, écuyer, ministre de la « Parole de Dieu dans l'Eglise de Noville, auquel ledit original a été rendu « avec la présente pour lui valoir et servir où il appartiendra. Aigle, « 17 avril 1699. »

Suit « la filiation de MM. de Rameru, qui se trouve de suite suivant les « titres qui se sont trouvés en Champagne et qui ont été prodnits. » Nous avons donné plus haut cette filiation.

.... La pièce se termine par ces mots : « Le tout levé pour copie sur les « originaux qui nous ont été produits par Samuel de Rameru, ministre de

(1) De Samuel de Rameru, pasteur à Noville, sont nés : Pierre de Rameru (septembre 1683), Charles-Daniel de Rameru, Jean-Louis (juillet 1688), Jean-Sébastien, Philippe-Louis (décembre 1693), et sept autres enfants dont nous ne croyons pas nécessaire d'indiquer les noms.

« Christ à Noville. » La pièce que nous possédons n'a pas de signature.

Voilà donc une famille noble de plus chassée de France par la persécution et dont une des branches, à nous particulièrement connue, a fidèlement persévéré dans la profession de la vérité chrétienne.

La branche devenue suisse et vaudoise a fourni à l'Eglise plusieurs pasteurs. Les données nous manquent sur l'autre branche celle des *de Brienne* ou *van Briennen*. Peut-être quelqu'un de vos correspondants sera-t-il à même de nous les fournir.

Veuillez agréer, etc.

S. DESCOMBAZ.

Numismatique antiprotestante du règne de Louis XIV.

A. M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Lille, 10 mars 1839.

Le dernier cahier du *Bulletin* (ci-dessus, pages 109 et 110) reproduit la description de trois bronzes de Louis XIV, d'après les explications de l'Académie royale des médailles et des inscriptions. Je viens de revoir deux de ces pièces, je ne les ai pas trouvées exactement comme l'Académie les détaille.

I. La religion sous la forme d'une femme en longs vêtements, le voile relevé, tient haut et ferme une croix de la dimension d'un glaive; son bras gauche soutient un grand carton qui représente l'édit de révocation. Elle écrase du pied droit l'Hérésie sous la figure d'un homme nu, à mine rébarbative, qui grince des dents sur une Bible ouverte et tient renversée une très petite torche (dont la flamme non éteinte pourrait bien encore brûler les ajustements de la femme). Dans le fond, on distingue à gauche le péristyle d'un temple d'ordre dorique aussi froid que décent, dont le fronton porte l'écusson fleurdelisé. Au dernier plan et de face deux étages d'un palais.

III. La Religion dans le même costume, mais amaigrie, se trouve au milieu de ruines riches et grandioses (ils étaient donc bien beaux les temples de nos pères); elle plante sur un modeste piédestal une croix sans ornements, un simple poteau avec une très courte traverse; de la main gauche, elle tient encore un livre ouvert: c'est le recueil des édits royaux.

Veuillez faire de ces observations l'usage que vous trouverez bon, et agréer, etc.

CH.-L. FROSSARD.

Questions et Réponses.

Peut-on préciser à quel moment les protestants de France commencèrent à être appelés Huguenots?

*Grammatici certant, et adhuc sub iudice lis est.
..... Sunt et sua fata
Nominibus.*

Paris, le 5 avril 1859.

Monsieur le Président,

L'un de vos correspondants a demandé la date précise de l'apparition du mot *Huguenot*. Un travail que je suis sur le point de publier sur *les Huguenots et la Constitution de l'Eglise réformée de France en 1559*, répondra justement, je l'espère, aux diverses questions qui se rapportent à l'histoire de ce mot, et entre autres à celle qui vous a été adressée. Je me permettrai toutefois, si vous voulez bien y consentir, de résumer pour les lecteurs du *Bulletin* les renseignements, à moi connus, que l'histoire nous fournit sur l'époque à laquelle apparut le sobriquet en question, et d'indiquer les premiers documents dans lesquels je l'ai rencontré.

1^o Etienne Pasquier affirme, et nul ne méconnaîtra la valeur de son témoignage, qu'il entendit le mot *Huguenot* dans la bouche « de quelques siens amis tourangeaux, huit ou neuf ans avant l'affaire d'Amboise » (*Recherches de la France*, liv. VIII, chap. LV). Cette assertion est évidemment d'une grande importance. Elle suffit pleinement à établir que le sobriquet qui nous occupe existait en Touraine, ou du moins à Tours, vers 1551 ou 1552. Mais ce témoignage sur l'existence du sobriquet *Huguenot* à cette époque est unique, et le silence de tous les autres auteurs contemporains jusqu'en 1560, mieux encore, les affirmations de Pasquier lui-même démontrent avec certitude que l'épithète ne cessa d'être locale et partant inconnue du public qu'après la conjuration d'Amboise et les massacres dont elle fut suivie (mars 1560).

2^o Ce moment, en effet, est celui auquel les historiens du XVI^e siècle s'accordent généralement à rapporter l'apparition du mot *Huguenot*. Aux témoignages que j'ai réunis dans mon travail, sur le point qui nous occupe, on peut joindre l'affirmation de Palma Cayet, Tourangeau, contenue dans les premières lignes de sa *Chronologie novenaire*, et celle de Jean Chapeauville, chanoine de Liège, dans la Vie de Robert de Bergis, évêque de cette ville. Un très petit nombre seulement des auteurs de l'époque ont commis l'anachronisme, assez commun de nos jours (1), d'appliquer aux

(1) Notre collègue, M. le pasteur Ath. Coquerel fils, entre autres, appelle *huguenots* les réformés de France dès l'an 1524. C'est un *lapsus*, que nous prenons la liberté de lui signaler dans son intéressant travail sur l'Eglise de Paris.

réformés le mot de *Huguenots* avant d'arriver à l'année 1560. La plupart ont très bien su l'éviter, et c'est à cette date qu'ils commencent à faire usage du sobriquet tourangeau. On peut consulter, à cet égard, parmi les auteurs que je n'ai pas cités dans mon étude, les *Mémoires d'un bourgeois de Paris* et ceux de Claude Haton, et en outre le volume des *Négociations, lettres et pièces diverses relatives au règne de François II* (Paris 1844, in-4°), auquel j'ai renvoyé plusieurs fois. On se convaincra que l'épithète de *Huguenots* n'apparaît pas avant l'année susmentionnée.

Mais le témoignage le plus important sans contredit, au point de vue où nous sommes placés, c'est celui de Pasquier lui-même. Or, que dit Pasquier? Tout en déclarant qu'il a entendu l'épithète de *Huguenots* huit ou neuf ans avant l'affaire d'Amboise, il ne laisse pas que de s'exprimer de la sorte : « Il n'y a celui de nous qui ne reconnoisse franchement que la première fois que ce mot commença d'estre cogneu par toute la France, ce fut après la faction d'Amboise, de 1559 (vieux style) » (1). Après une telle déclaration, il serait inutile sans doute de chercher à faire remonter au delà de cette année la divulgation du mot *Huguenot*. Toutefois avant d'en finir avec ce point là, il importe de rappeler un témoignage contemporain en désaccord avec l'assertion générale sur le moment de l'apparition du sobriquet tourangeau : c'est celui du parti de Condé et des mécontents, dans leur *Avertissement au peuple de France*, publié fort peu de temps après la conjuration d'Amboise. L'auteur signale d'abord hautement les menées des Guises; puis il ajoute : « En manière qu'ils ont de long temps composé par ensemble un sobriquet et mot à plaisir par dérision de ceux qu'ils disent estre descendus de la race du dict Hugues Capet, les appelle *Huguenots*, etc. » (2) Le *de long temps* de ce passage paraît du premier abord embarrassant. Mais Régnier de la Planche, qui le remarqua le premier et le trouva peu conforme à la vérité des faits, s'est chargé fort heureusement pour nous de le rectifier. Il ajoute à la courte analyse qu'il donne de l'*Avertissement* : « Ce néanmoins j'estime que ce poinct (l'assertion relative à la date de l'apparition du mot *Huguenot*) est plus tost procédé de passion que de raison » (3). Nous l'admettons sans peine. Les mécontents outraient leurs griefs contre les Guises d'autant plus aisément que ceux-ci s'étaient montrés d'une féroce cruauté. En réalité, ils ne s'emparèrent de l'épithète qu'en 1560. Nous en avons fait ailleurs une assez ample démonstration.

Pent-être jugera-t-il aussi, après plus ample examen, que l'étymologie de *eidgenossen*, qu'il accepte de confiance des mains de M. Mignet, est un peu moins fondée qu'il ne paraît au premier abord.

(1) *Recherches de la France*, liv. VIII, ch. LV.

(2) *Mémoires de Condé*, in-4°, t. I, p. 402.

(3) *Estat de la France sous François II*, 1836, in-8°, t. I, p. 148.

3° Reste à savoir maintenant quels sont les premiers documents où se trouve cette expression de *Huguenot*. J'en ai cité dans mon travail deux seulement, de l'an 1560, à savoir : une lettre du colonel Caylus, du 18 novembre, et celle du cardinal de Lorraine, du 10 juin. Je ne doute pas néanmoins que nous ne possédions un document antérieur dans lequel se rencontre le sobriquet : c'est une lettre de Pasquier adressée à M. de Foussonne, auquel il raconte l'affaire d'Amboise. L'impression qu'on retire de la lecture de cette lettre, c'est qu'elle a été écrite fort peu de temps après les événements dont elle contient le récit. Voici comment s'exprime Pasquier : « On a commencé de donner à tout le nouveau monde de cette « faction le nom et tiltre de *Huguenaux*; » puis il ajoute, en terminant, probablement sous forme de post-scriptum dans le manuscrit : « Quand je vous escrivy ceste lettre, les choses n'estoient passées plus « outre etc. » (1) D'où il paraît naturel de conclure que si la lettre ne fut pas envoyée, elle fut du moins écrite immédiatement après l'affaire d'Amboise. Ce serait donc là le premier document historique renfermant le terme de *Huguenots*. Mais la lettre ne portant point de date, j'ai cru devoir, dans mon travail, laisser à celle du cardinal de Lorraine le rang qui, selon toute probabilité, appartient à celle de Pasquier.

Je ne puis d'ailleurs, Monsieur le Président, que me joindre à votre correspondant pour appeler sur ce point de nouvelles recherches, et je pose encore avec lui cette question : Y a-t-il un document historique, antérieur aux lettres du cardinal de Lorraine et de Pasquier, dans lequel se trouve le mot *Huguenot*?

Veuillez agréer, etc.

E. CASTEL, pasteur.

Nous ne connaissons point de document antérieur à 1560, où se rencontre le mot *Huguenot*, et nous ne pouvons, quant à présent, que corroborer par les citations suivantes l'opinion exprimée par M. Castel.

Elie Benoît, qui écrivait son *Histoire de l'Edit de Nantes* vers 1690, et qui connaissait mieux que personne ses sources, dit (t. I, p. 23) que « ce fut environ ce temps-là (1560) que le nom de *Huguenot* s'introduisit, » et il ajoute que « jamais peut-être chose n'a été plus inconnue » que sa véritable origine, attendu que « ceux même qui ont vu naître ce mot en rapportent diversement la naissance, » et que « chacun ayant voulu l'expliquer selon sa passion et son intérêt, les fausses étymologies que ces causes ont produites ont fait perdre enfin les traces de la véritable. » Passant en revue ces diverses étymologies (*Jean Hus*, ou *Hugues*, — *Gnostiques*, — *Hucnos*, — *Roi Hugon*, — *Eidgenossen*, — *Hugues Capet*), il considère ces

(1) *Lettres de Pasquier*, Amsterdam, in-fol., liv. IV, lettre iv.

deux dernières comme les plus vraisemblables, surtout celle de *Huques Capet*, « de la famille de qui les réformés maintenoient les droits, contre les *Papaux* ou *Guisards*, au temps de l'entreprise d'Amboise, » et ce qui le porte à admettre de préférence cette version, c'est qu'on trouve « dans les Mémoires du temps qu'au commencement les réformés se faisoient honneur de ce nom de *Huguenots*. » Au reste, Benoît convient « qu'on pourroit peut-être conclure que c'est un de ces noms que la populace invente sans savoir pourquoi et qui demeurent en usage sans qu'on sache comment ils y entrent. » — Ceux qui ont traité jusqu'ici cette question nous semblent n'avoir pas eu assez égard à ces deux pages du judicieux historien de l'Edit de Nantes.

Les *Mémoires de Condé* (t. II, in-4°, p. 355) contiennent des *Remonstrances du parlement de Paris, au Roy, en l'édit du 19 avril 1564*, dans lesquelles se trouvent ces lignes : « Lesdites lettres patentes (ou édit) portent que l'on entend par sédition ceux qui par ces mots de *Papistes* et de *Huguenots*, s'entr'irritant l'un l'autre, etc... Par là semble que l'on veuille faire une secte de *Papistes* et *Huguenots*; qui est un nom NOUVELLEMENT INVENTÉ, que l'on donne à ceux qui se sont séparés de l'ancienne religion. On pourra trouver estrange que l'on veuille opposer le mot de *Papistes* aux *Huguenots*, et est nom inusité en France, qui n'a accoustumé estre mis en lettres patentes ni antres, etc... »

L'édit du 8 juillet 1542 est libellé contre les *doctrines nouvelles et hérétiques*; l'arrêt du 4 octobre 1546 est contre les *hérétiques et blasphémateurs* de Meaux; l'ordonnance du roi du 29 avril 1554 est contre les *imitateurs de la secte luthérienne* et recélateurs d'iceux. Les textes officiels se servent de ces termes jusqu'en 1560. Voici le titre caractéristique d'une plaquette, avec privilège de 1562, qui prouve par son énoncé même, que c'est l'époque de transition et que le mot de *Huguenots* était d'un usage encore récent : « Les miraculeuses punitions divines advenues sus « aucuns méchans et miraculeux *Luthériens* (à présent nommés *Huguenots*) « ennemis de notre Mère sainte Eglise, à cause de cas énormes commis « par iceux contre la Divinité, etc., par le chevalier Chrestien, aux amateurs de l'Eglise catholique, sans laquelle n'y a nul salut. A Paris. Par « Guillaume de Neyverd, impr. et libr. tenant sa boutique joignant le bout « du Pont aux Musniers, vers le grand Chastellet, au Bon-Pasteur. » (Avec privilège du 4 septembre 1562.)

Voici le titre d'une autre plaquette du temps : *Ad HUSGNALEOS hujus tempestatis, ecclesiæ catholicæ et romanæ hostes publicæque tranquil-*

lilatis perturbatores: ut ad Synodum Tridentinum pacis et concordie gratiâ se conferant. — Sinurulenticus. — Authore Jacobo Fabro, n. doct., theologo apud Sorbonam. Paris. 1563. pet. in-8°, bibl. de l'Arsenal.

On voit que les *huguenots* sont ici dénommés *husgnalei*.

C'est en 1562, que Bernard Palissy, écrivait cette phrase : « Au lieu de « me remercier, la sottise m'appela *huguenot*. » (Œuv., éd. de 1844, p. 95.)

L'auteur du célèbre *Réveille-matin des François et de leurs voisins*, qui écrivait après la Saint-Barthélemy, en 1573, et qui est sans doute François Hotman, dit, aussitôt après avoir parlé des exécutions faites à Amboise (page 9), que « le nom de *Huguenot* fut aussi dès lors mis à sus « pour un sobriquet d'ignominie, à ceux qu'auparavant on nommoit Luthé- « riens... ; » et plus loin encore (page 41) : « Le pape adverti du faict « d'Amboise et du bon devoir que le cardinal de Lorraine avoit fait à « maintenir le parti de sainte Mère Eglise Romaine contre les *Luthériens* « devenus *Huguenots*. »

Fetizon, pasteur réfugié, a publié en 1683, à La Haye, une *Apologie pour les Réformés, où l'on voit la juste idée des guerres civiles de France et les vrais fondemens de l'Edit de Nantes* (in-42). On lit, page 106, ce qui suit :

« Le titre de *Huguenots* est un titre glorieux, puisqu'il montre que « ceux à qui on le donnoit étoient les fidèles partisans des descendans de « Hugues Capet. C'est ce que déclare l'historien flamand Haræus. Laval « met entre les diverses origines de ce mot le nom de Hugues, qui ne peut « être que celui de Hugues Capet. Mais les réformés contemporains disent « nettement dans leurs remontrances, que les Guises les appeloient *Hugue- « nots*, en dérision de ce qu'ils soutenoient les descendans de Hugues Capet. « Ainsi, quand Mézeray auroit de bonnes preuves, comme il dit, que ce « mot vient du terme suisse, qui signifie *associés*, il y a apparence que ce « furent les Guises qui changèrent ce terme suisse, pour en faire dans « leur sens un terme d'insulte. »

Est-on curieux de connaître le passage de la *Vraie et entière Histoire des troubles et guerres civiles*, publiée en 1573, par J. Le Frère de Laval, auquel se réfère Fetizon ? Le voici, tiré du livre V : « On les appelle « (les sectateurs de Calvin) vulgairement Huguenots, mot dont maintes « personnes ont curieusement recherché et diversement assigné l'éthimo- « logie : le déduisant, ceux-ci de *Hus*, ceux-là de *Huges* ; les uns du vocable « suisse valant autant comme ligue, les autres de l'une des portes de

« Tours, nommée du Roy Hugon, auprès de laquelle les calvinistes
 « avoient accoustumé faire leurs presches et prières (1). Quoi qu'il en soit
 « les déportemens des Huguenots ont montré que ces noms en oz (comme
 « dit le poëte) sont à haïr et prodigieux au monde » (2).

Davila, qui composa son *Histoire des guerres civiles*, en italien, dans les premières années du XVII^e siècle, n'admet que cette dernière explication.

« Le peuple appelloit les calvinistes *Huguenots*, dit-il, parce qu'à Tours,
 « où leurs opinions commençoient à se répandre, ils s'assembloient dans
 « des souterrains proche la porte d'*Hugon*, comme en Flandre on les
 « nomma *gueux* parce qu'ils s'étoient déguisés en mendiants. D'autres
 « donnent à ce nom des étymologies ridicules et fabuleuses. Quelle que
 « soit la véritable, il est certain que les Huguenots n'avoient point encore
 « de chef déclaré, etc... » (Liv. I.)

Mais il existe un document contemporain sur lequel peuvent s'appuyer les partisans de la dérivation d'*Eidgenossen* (allemand), ou plutôt d'*eidgnots* (par corruption du même mot à Genève). C'est la *Response des triumvirs à la Déclaration (faite à Orléans, le 8 avril 1562, par M. le prince de Condé, pour monstrier les raisons qui l'ont contraint d'entreprendre la défense de l'autorité du Roy, du gouvernement de la Royne, et du repos de ce royaume)*. Cette pièce est évidemment de la même date que celle à laquelle elle répond, et elle est insérée à la suite dans les *Mémoires de Condé* (t. III, p. 235). Or, on y lit les passages que voici : « ... Le roy
 « de Navarre se laissoit-il circonvenir par paroles, comme les *Aignos*,
 « s'efforcent le prince de Condé ? » (P. 241.) « ... Le nom d'*Aignos*, que
 « les Eglises difformées avoient usurpé, donnoit grande odeur à l'avertis-
 « sement, car ceux de Genève dont les séditieux d'Amboise sont issus, se

(1) Ainsi circonstanciée et motivée, cette dernière origine du sobriquet *Huguenot* nous paraît assez plausible, et préférable à l'étymologie rationnelle d'*Eidgenossen*, ou à la savante déduction de *Hugues Capet*, car c'est celle qui sent le mieux sa fabrique populaire. Ajoutez à cela qu'elle localise le sobriquet en Touraine, où il a été usité plusieurs années, comme l'assure Pasquier, avant de se répandre, en 1560, avec la nouvelle du tumulte d'Amboise, dans le reste de la France.

(2) Allusion à ces quatre vers de Ronsard, dans sa *Remonstrance au peuple de France* (1562) :

Je n'aime point ces noms qui sont finis en oz,
 Gots, cagots, austrogots, visgots et huguenots.
 Ils me sont odieux comme peste, et je pense
 Qu'ils sont prodigieux à l'empire de France.

C'est ainsi que le poëte se faisait l'écho des mauvais instincts de la foule, ou plutôt des haines de la cour, et excitait contre les réformés l'humeur du faible Charles IX.

Un autre rimailleur de l'époque, Artus Désiré, publia en 1574 la *Singerie des huguenots, magots et guenons de la nouvelle dérision théodébézienne*, contenant leur arrêt et sentence par jugement de raison naturelle. (Bibl. imp.)

« voulant rebeller du duc de Savoye, introduisirent en leur ville bon nombre
 « d'*Aignos*, et se voyans par ainsi fortifiés contre les fidèles, ordonnèrent
 « que ceux qui voudroient vivre en l'*Aignossen*, levassent les mains, et se
 « trouvant surmonter le nombre des fidèles, les chassèrent et occupèrent
 « leurs biens et maisons, les nommant *Mammellus*, dont fut la chanson :

Tes *Aignos* sont au-dessus :

Tes *Mammellus* sont rués sus (1).

(Page 242) et plus loin encore (p. 245) : « ... Si les entreprises des
 « *Aignos*, c'est-à-dire des conjurés à mal faire, sont compositions... »
 (P. 249) : « ... Il n'est possible qu'étant nourris en l'*Aignossen* de Genève,
 « ils se veulent remettre à l'obéissance politique de l'Etat de la cou-
 « ronne ... » (P. 250) : « ... La conjuration faite dernièrement à Orléans,
 « baptisée *Association* en françois, et en genevois *Aignossen*, a trop dé-
 « couvert le fait... » Enfin, par application du mot au prince de Condé
 lui-même (p. 253) : « Maistre *Aignos*, de quel conseiller attendra-t-on
 « bien, sinon de celui qui par son conseil a fait fleurir le royaume?... »

On voit que dans cet écrit, l'auteur affecte de substituer le mot *Aignos*
 à celui de *Huguenots*, et a grand soin d'en donner l'explication locale et
 historique. Mais c'est un pamphlet érudit, et postérieur de deux ans à
 la conjuration d'Amboise, de dix ans à l'apparition du mot en Touraine,
 selon le témoignage de Pasquier.

De tout cela nous serions porté à conclure que l'étymologie du roi *Hugon*,
 par cela même qu'elle est un sobriquet populaire et qu'elle paraît la pre-
 mière en date, est sans doute l'étymologie simple et vraie, — tandis que
 celle de *Hugues Capet* serait l'étymologie de défensive opposée tout aussitôt
 par les Huguenots eux-mêmes (*si non è vero, è ben trovato*), — et celle
 de *Eidgenossen* ou *Aignos*, l'étymologie cherchée et découverte par les
 écrivains et les érudits contemporains, qui réussirent à la greffer sur les
 deux autres.

**Qu'est-ce qu'un « livre de l'obéissance, » dont il est parlé
 au milieu du XVII^e siècle ?**

Dans un document inédit et anonyme qui se rapporte vraisemblablement
 à l'année 1652, il est question d'un « livre de l'obéissance, » que le gou-
 vernement de Louis XIV aurait en intérêt à faire « souscrire et approuver »
 par les synodes provinciaux des Eglises réformées, en même temps qu'on

(1) Spon, l'historien de Genève, dit que les partisans du duc de Savoie furent
 ainsi nommés *Mammelus*, du nom des soldats esclaves du soudan d'Egypte.
 (In-4°, t. I, p. 140.)

les voulait amener à écrire contre l'exécution du roi d'Angleterre Charles 1^{er}, et contre Milton qui venait d'en publier une apologie.

Quel est ce « livre de l'obéissance ? » Quelles indications peut-on fournir à ce sujet ?

Quelle est la véritable origine et la signification du sobriquet de « Parpaillot ? »

Une sotie du XVI^e siècle qu'il serait intéressant de retrouver.

Le Dictionnaire bibliographique d'Ebert, contient la mention suivante :

N^o 23523. — *Vérité cachée (La) devant cent ans, faite et composée à six personnages : nouvellement corrigée et augm. avec les auctoritez de la sainte écriture.* (S. l. e. a., p. 8, goth., 39 feuilles avec sign. a-e, imprimé, vers 1510. Les personnages sont : Vérité, Ministre, Peuple, Aucun, Avarice, Simonie.)

Nous avons vainement recherché cette sotie dans les bibliothèques publiques de Paris et dans quelques autres. Nous invitons nos lecteurs de la province et de l'étranger à faire de leurs côtés des investigations. On voit par le titre de l'ouvrage et les indications données par Ebert, que ce morceau doit présenter beaucoup d'intérêt, comme la fameuse satire dialoguée, antérieure à 1529, la *Farce des Théologastres*, dont nous avons donné l'analyse dans ce *Bulletin*, t. I, p. 138.

À quel auteur contemporain Elie Benoît a-t-il fait allusion dans la préface générale de son Histoire de l'Edit de Nantes ?

(Voir t. VII, p. 218 et 274.)

Nous rappelons et renouvelons la question très digne d'intérêt que nous avons déjà posée et qui n'a encore donné lieu à aucune réponse.

Quel est l'homme qui avait entrepris un grand ouvrage sur l'histoire de l'Edit de Nantes et dont Benoît dit en 1693 que son nom était célèbre dans toute l'Europe et que ses écrits avaient fait admirer, même à ses adversaires, sa pénétration, son exactitude, sa bonne foi et sa solidité ?

Est-ce Gauthier ? avons nous dit ; est-ce Tessereau, ou Claude Brousson, ou Charles Ancillon ? Serait-ce Bayle ? ajouterons-nous. Il semble pourtant que le mot de cette énigme ne doive pas nous échapper. Si nous parvenons à le trouver, nous saurons sans doute du même coup si c'est l'auteur en question ou Benoît lui-même qui lança le Mémoire-circulaire que nous avons publié (t. VII, p. 274).

A ce que nous avons déjà dit de ce Mémoire, nous ajouterons les détails suivants, qui nous sont transmis par M. Michel Nicolas. C'est un in-4° de huit pages, papier vergé avec une fleur de lis dans la pâte, comme marque de fabrique. Il y a cinquante-cinq lignes à la page, et la ligne est de 415 millimètres. Le premier paragraphe, qui occupe huit lignes, est en italique; tout le reste est en petit romain.

**Renseignements demandés sur deux anciens livres de contro-
verse dont le titre manquait.**

(Voir t. VI, p. 371, et ci-dessus, p. 21.)

*A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme
français.*

Lezay (Deux-Sèvres), 2 avril 1859.

J'ai sous les yeux le traité sur la messe dont s'enquiert un de vos correspondants (*Bullet.*, t. VII, p. 374). Malheureusement le titre a été enlevé. C'est un volume in-8° de plus de 4,200 pages. Une longue *préface de l'auteur à messieurs de l'Eglise romaine*, discute la plupart des questions controversées entre les deux Eglises, avec d'abondantes citations des Pères. Une seconde préface, plus courte, porte ce titre : *Quel est le but de l'auteur de ce livre*. Ce but, il l'expose ainsi : « Or, départirai-je donc ce « traité, pour l'éclaircissement de cette matière, en quatre parties. La « première sera de l'origine et progrès de la messe, selon toutes ses par- « ties, et la seconde de ses circonstances et dépendances : ce qui concerne « proprement son histoire. La troisième la considérera et examinera en « qualité de sacrifice, et la quatrième en qualité de sacrement. » Suit le sommaire des chapitres de chacun des quatre livres.

Je n'ai trouvé qu'un seul indice pour déterminer l'époque à laquelle cet ouvrage fut publié. Il est parlé au livre II, chap. III, p. 290, d'un livre composé par l'autorité du concile de Francfort, sous le nom de Charlemagne, contre un concile de Nicée : *et fut, il y a environ quarante ans, mis en lumière par Messire Jean du Tillet, évêque de Meaux*.

Je serai plus précis sur l'ouvrage dont s'informe M. G. Petitpierre dans le dernier *Bulletin*, p. 24. En voici le titre entier :

LA DÉFANCE DE LA RELIGION RÉFORMÉE PAR PASSAGES DE L'Écriture
sainte opposée à un livre intitulé : La défance de la vérité catholique,
*faict sous le nom de M. François Blouin, avocat au parlement de
Bordeaux.* A BERGERAC, PAR GILBERT VERNON. M.DC.XV.

Le titre courant de l'exemplaire que j'ai sous les yeux, diffère de celui qu'indique M. Petitpierre. Je le transcris littéralement : LA DÉFENSE DE LA

RELIGION RÉFORMÉE OPPOSÉE A LA PRÉTENDUE DÉFENSE DE LA RELIGION ROMAINE *faite Par Maître FRANÇOIS BLOUYN, Avocat en la court de parlement de Bourdeaux.*

L'auteur, dont le nom ne se trouve pas sur le titre, est l'Ecoissais Gilbert Primerose, pasteur d'abord dans la Saintonge, puis à Bordeaux, et enfin à Londres, après son expulsion de France par le gouvernement ombrageux de Louis XIII. La *France protestante* indique 1618 comme l'année de la publication de cet ouvrage. Est-ce une erreur de date, ou s'agit-il d'une édition postérieure ?

Veuillez agréer, etc.

O. BOURCHENIN.

Du lieu de naissance de Wallerand Poulain.

(Voir t. VII, p. 12, 228, 370, et ci-dessus, p. 23.)

J'avais dit que le prénom de Wallerand n'était pas usité à Lille ; on me répond en citant un Lillois de 1623 qui a porté ce nom. L'exception ne confirme-t-elle pas la règle ? L'extrême rareté de ce nom parmi les natifs de Lille est un fait reconnu par ceux qui connaissent le mieux les antiquités lilloises.

Mais je dois revenir sur le nom de Poulain. J'avais prétendu sur la foi de l'archiviste de la collection municipale, qu'il n'y avait eu qu'un M^e Poulain, bourgeois ; le fait est exact. Toutefois je me suis assuré par des recherches personnelles et minutieuses, qu'il y a eu en outre deux Poullain. Voici les actes :

C'est puis la Toussain XV cens et quatorze, Bauduin Poullain, fils de Jean-Marie, sans enfans, par achat, le III^e jour de mars, de LX sous (t. III, fol. 14, recto).

C'est puis la Toussain XV cens soixante, Nicollas Poullain, fils de feu André, natif de Banly-lez-Sussent en Artois, homme à marier, par achat le III^e de janvier, de LX sous.

Le second par sa date est hors de question, mais le premier pourrait être devenu le père du réformateur. Dans ce cas, Wallerand Poulain pourrait être natif de Lille, mais il ne serait plus noble. Je continue à demander des lumières sur la question.

C.-L. F.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.

LETTRES INÉDITES DE FRANÇOIS ET LOUISE DE COLIGNY,

ET DE GUY-PAUL DE LAVAL,

RÉFUGIÉS A BERNE APRÈS LA SAINT-BARTHÉLEMY.

1572-1584.

Les quatre lettres suivantes des enfants et d'un neveu de l'amiral Coligny nous sont communiquées par M. Gaberel, d'après les originaux conservés aux archives de Berne. Cette communication vient compléter celle que nous avait faite M. Jules Bonnet de quatre lettres puisées à la même source et précédemment insérées dans le *Bulletin* (t. I, p. 370). Nous disons quatre, et non *cinq* lettres, parce que l'envoi de M. Gaberel contenait une nouvelle copie de celle du 9 mars 1573, déjà publiée par nous, qui nous a permis de reconnaître que les vingt-cinq lignes imprimées séparément à la page 371 du t. I du *Bulletin* ne devaient pas former une lettre distincte, mais un simple *post-scriptum* de ladite lettre.

I.

*A nobles, magnifiques et puissans seigneurs messeigneurs les advoyers
et conseil de la ville et canton de Berne.*

Messieurs, le premier et principal devoir bien nay nous commande vous remercier bien humblement du très bon accueil et honeste traitement, que nous avons de vostre grâce receu en vostre vile avec très certaine démonstration d'une rare bienveillance qui a esté suivie de pareille liberalité non-seulement de vous, Messieurs, mais aussy de plusieurs bons sujets de vos terres et seigneuries, comme pourrés en estre mieus informés s'il vous plaist vous en enquérir, par le récit de MM. de Bonsesteten et Derlac fort honestes et sages gentilshommes lesquels selon vostre cominandement, nous ont avec un merveilleux soin et diligence fort eureusement conduits par la grâce de Dieu, jusques en ceste ville de Basle. Estans donc asseurés que n'avés commencé de nous aimer, favoriser et prendre nostre cause en main par un temps si calamiteus pour ne continuer jusques au bout, nous vous

supplions bien humblement croire qu'à jamais la mémoire de vos grands bienfaits demeurera imprimée en nos cœurs pour les reconnoître autant que le devoir nous y oblige, et que Dieu nous en donnera les moyens. Lequel après avoir très humblement salué vos Excellences par nos plus affectionnées recommandations, je prie vous donner, Messieurs, accroissement de vos grandeurs pour la conservation de ses Eglises. De Basle ce dernier octobre 1572.

Vos bien humbles et obéissans à vous faire service;

CHASTILLON, GUY-PAUL DE LAVAL, ANDELOT.

II.

A magnifiques seigneurs, Messieurs les avoyer et conseil de la ville et canton de Berne.

Magnifiques seigneurs, s'en retournant par-devers vous M. Derlac, qui m'a fait ceste faveur de m'accompagner par vostre commandement jusques en ce lieu, je n'ay voulu faillir de vous en remercier très humblement, ayant une telle assurance en vostre bonté et en l'affection qu'il vous plaist porter à mes frères et à moy que vous contenteriez, s'il vous plaist, sy pour tant d'obligations que nous recevons de vous ne vous pouvons offrir maintenant qu'une bien bonne volonté attendant que Dieu nous face la grâce d'en faire paraître quelques effets et témoignages comme nous espérons bien qu'il fera, et cependant nous vous supplions de nous continuer tousjours ceste amitié, s'il vous plaist, laquelle nous tenons et tiendrons tousjours bien chère comme nous ayant esté nostre principal refuge en nostre affliction après Dieu, lequel je prie après m'estre très humblement recommandé à vostre bonne grâce, multiplier tousjours de plus en plus en vous, magnifiques seigneurs, ses grâces très saintes et vous maintenir en sa sainte garde. A Basle, ce 10 de juing.

Vostre très humble et très affectionnée à vous faire service,

LOUYSE DE COLIGNY.

III.

A nobles, puissans et magnifiques seigneurs, messeigneurs les avoyer et conseil de la ville et canton de Berne.

Nobles, puissans et magnifiques seigneurs, la continuation de la

misère qui de long temps presse Madame l'amiralle, nous contraint d'estre importuns envers vos Excellences pour les supplier qu'il leur plaise encores ceste fois employer leur faveur et moyens pour obtenir de Son Altesse une pleine délivrance de ceste vertueuse dame, laquelle a jusques icy avec la grâce de Dieu, si bien combattu qu'elle ne s'est aucunement souillée. Nous ne pouvons user de meilleurs argumens pour vous émouvoir à ce dernier office de charité, que en proposant à vos Excellences la grandeur de l'affliction, la longueur du temps, la fragilité de l'homme, les tentations continuelles et l'innocence de la pauvre dame. Ce secours qu'elle recevra de vosdites Excellences sera tellement signallé que leur réputation (laquelle est estendue par toute la chrestienté) en aura un très grand accroissement. Il n'est icy besoing vous refreschir la mémoire, nobles, puissans et magnifiques seigneurs, de l'entière affection de feu Monsieur l'amiral nostre père à l'Estat de vostre Seigneurie, le devoir des grands au soulagement des opprésés, la charité chrestienne qui oblige tant estroitement les membres de Christ les uns aux aultres, et encores vostre tant louable et vertueuse coustume de subvenir libéralement à tous calamiteux, comme jà souventes fois l'avons eureusement expérimenté, et de quoy vous demeurerons très redevables et obligés. Car les effects de vostre grande bonté et libéralité sont si évidents et continuels, qu'on ne peut aucunement doubter de vostre affectueuse inclination et prompt secours à tous affligés et mesmement pour une telle cause comme est celle qui se présente. Que s'il plaist à vos Excellences faire une nouvelle dépesche à Son Altesse suivant la nécessité présente, nous les supplions croire que Madame l'amiralle recognoistra tellement le labeur de celuy qu'il vous plaira députer qu'il en aura contentement, et à faulte de ce nous prenons sur nous-mesmes la recognoissance à laquelle ne manquerons. Il nous fasche grandement de vous estre si souvent importuns et mesmement quand nous considérons les frais qu'il a plu à vos Excellences avancer cy-devant, ausquels nous serons tousjours prests de satisfaire, et cependant aurons continuellement mémoire de vos bienfaits pour en sentir l'obligation envers vos Excellences ausquelles rendrons à jamais le bien humble et affectionné service que leur devons, comme à présent les supplions, nobles, puissans et magnifiques seigneurs, recevoir nos très humbles recommandations par lesquelles nous saluons leurs bonnes grâces prians Dieu leur accroistre de plus en plus toute puis-

sance et grandeur pour la gloire de son nom et la conservation des bons. De Basle, ce 23 aoust 1573.

Les très humbles et très affectionnés serviteurs de vos Excellences,
CHASTILLON, ANDELOT.

IV.

Aux mêmes.

Messeigneurs, entre toutes les debtes passives que feu Monsieur l'admiral mon père et moy depuis son décès, avons créées pour les affaires publiques des Eglises de ce royaume, il n'y en a point que je désire tant d'aquiter que les sommes que je vous doibs, et à M. de Melunes et à Madame de Graffenried, non-seulement pour vous rendre contents mais aussy pour recouvrer mes bagues qui valent beaucoup plus, de manière qu'au milieu d'un abisme d'affaires, de charges et de debtes je suis presque acablé. J'ay envoyé exprès à Colligny, un mien serviteur pour recouvrer tous les deniers qui m'y sont dubs, vendre un boys que j'ay là et rechercher tous les autres meilleurs moyens qu'il pourra pour faire des fonds afin de vous contenter et recouvrer mesdictes bagues. A cause de quoy, Messeigneurs, je vous prieray très humblement, Messeigneurs, avoir encore un peu de patience et ne permettre point que lesdictes bagues soient vendues. Que si vous pensez que ce que je vous en escry soient des simples parolles, je vous prie envoyer un de vos gens, à mes despens, audict Colligny, pour voir la diligence que mondict secrétaire y faict.

Je suys infiniment marry, Messeigneurs, que je n'aye eu moyen d'aquiter plus tost ces debtes. Mais croyez que l'obligation que vous avez aquse sur moy, sera de tel efficace qu'en tous les endroits où j'auray moyen de vous faire service, je y employeray fort alaigrement mes moyens, mes amis et ma vie, et d'aussy bon cueur que m'estant bien humblement recommandé à vos bonnes grâces, je prieray Dieu, Messeigneurs, qu'il vous ait en sa sainte garde. De Montpellier, ce 11 octobre 1584.

Vostre bien humble et obéissant à vous faire service,

CHASTILLON.

TROIS LETTRES OLOGRAPHERS DE PIERRE DU MOULIN.

1609-1622.

Ces trois lettres ont été adressées par le célèbre ministre à la duchesse de la Trémoille, Charlotte-Brabantine de Nassau, dont nous avons parlé dans le *Bulletin* (t. VI, p. 494). Aucune d'elles n'est datée, mais une note écrite au dos de la première porte qu'elle est du mois de décembre 1609. La publication des sermons qu'elle accompagnait n'a pas été connue de nos bibliographes. La deuxième lettre doit être de la fin d'octobre 1619, ainsi qu'il résulte de la mention de la peste de Paris, et surtout du couronnement du roi de Bohême. Ces beaux autographes ne sont pas moins remarquables par leur écriture fine et très élégante et leur parfaite conservation que par le style et les détails historiques. Ils ont été découverts dans le chartrier de Thouars.

P. M.

I. A Madame la duchesse de la Trimouille, à Touars (1).

Madame, je vous envoie les sermons de l'Amour de Dieu, que Madame la mareschalle de Fervacques m'a enfin arrachés par des demandes si souvent réitérées qu'enfin je n'ay peu m'en exempter, combien que j'estimasse la chose indigne de voir la lumière. La mesme débonnairété qui vous a fait trouver bon le premier discours vous fera supporter les imperfections du dernier, duquel la matière est selon vostre humeur, et où vous verrés l'image de vous-mesmes et de vos affections, lesquelles vous avés rendu servantes de l'amour de Dieu, lequel je supplie de tout mon cœur qu'il estende ses saintes bénédictions sur vous et sur ces heureuses plantes que vous cultivés et arrosés de saintes instructions. J'enten de Messieurs vos enfans, ausquels comme à vous, Madame, je suis et seray toute ma vie très humble et très obéissant serviteur,

Du MOULIN.

II. A Madame la duchesse de la Trimouille la mère, à Touars (2).

Madame, je suis prié par les habitans de la Religion de Villiers-

(1) Scellé en cire rouge, d'un petit cachet portant les lettres P C D M entrelacées.

(2) Le petit cachet, en cire rouge, représente l'Agneau pascal au-dessous de trois étoiles.

le-Bel, de vous supplier d'intercéder pour eux envers Monsieur l'admiral, leur seigneur, à ce qu'il luy plaise commander à ses officiers que ceux de la Religion y soient entretenus en paix, et qu'aucune injustice ne leur soit faite : non pas qu'ils aient à se plaindre desdits officiers, mais bien de quelques capuchins et autres moines, qui viennent prescher séditionnellement audit bourg en pleine rue, devant la porte des principaux de la Religion, avec paroles injurieuses pour esmouvoir sédition ; et vont de maison en maison, usans de flatteries et de menaces, pour débaucher ou intimider les infirmes ; et de nouveau ont soustrait une fille à son père, dont on a peu de raison. Il vous a plu, Madame, de vostre grâce, leur offrir de leur aider de vostre crédit envers leur seigneur ; c'est ce qui leur donne ceste hardiesse d'avoir recours à vous en leur besoing.

La peste n'est point cessée en ceste ville (1) ; toutefois elle n'est point accreue, Dieu merci. Depuis le commencement de la peste, il est mort quelque vingt-six personnes de la Religion, sans ceux qui ne nous sont pas cogneus, pource que chacun tasche de cacher son mal, de peur de descrier sa maison.

Vous avés maintenant, Madame, comme je croy, un neveu roy de Bohesme (2), dont tous les gens de bien se resjouissent, et espérons que l'Eglise de Dieu en recueillera du fruit. Je le supplie qu'il vous donne la santé de corps, et qu'il vous donne de continuer vostre course avec joye et l'achever en sa grâce.

Tout petit que je suis, je ne laisse point d'espérer que vous me tiendrés toujours, Madame, pour vostre très humble et très affectionné serviteur,

Du MOULIN.

III. A Madame la duchesse de la Trimouille la mère.

Madame, c'est vostre bonté accoustumée qui vous a fait oublier vostre qualité pour me consoler en mon affliction et qui vous rend sensible à ma douleur : et y a de quoy admirer comment, parmi les afflictions publiques et les vostres particulières, vous avés le loisir de

(1) Paris.

(2) Frédéric V, électeur palatin, fils de Louise-Julienne de Nassau, élu par les états de Bohême le 5 septembre 1619, couronné à Prague le 25 octobre suivant, et qui perdit cette royauté dès le mois de novembre 1620. — Voir les Histoires de la guerre de Trente ans.

penser aux miennes, lesquelles Dieu me fait la grâce non-seulement de porter patiemment, mais aussi d'en cueillir du profit, car la mort de ceste sainte femme m'est un adjournement personnel et un bel exemple qui plus qu'aucune estude m'apprend à bien mourir; et estimerois offenser Dieu si je ne me resjouissois de son bien et ne rendois grâces à Dieu d'avoir eu, par l'espace de vingt et trois ans, un tel exemple devant les yeux. Cependant, Madame, outre ce que vos consolations sont persuasives, elles me sont une preuve bien claire de l'affection dont il vous plaist m'honorer. Dieu me face la grâce que comme vous vous attristés de mon mal, aussi je me puisse resjouir de vostre prospérité et que, par le restablissement de l'Eglise, je puisse jouir de vostre présence et vous rendre le service que vous doibt, Madame,

Vostre très humble et très affectionné serviteur,

DU MOULIN.

De Sedan, ce 24 d'octobre 1622.

LETTRE INÉDITE DE CRESPIN, DE CANTERBURY,

A VINCENT, MINISTRE DE LA ROCHELLE.

1650 (?).

Cette lettre, transcrite sur l'original par M. B. Vaurigaud, fait partie de la collection des manuscrits donnés à la bibliothèque de La Rochelle par M. B. Fillon.

Quel est le personnage du nom de Crespin qui écrit ici de Cantorbéry? La *France protestante* ne paraît pas l'avoir connu, non plus que le Despagne qui figure dans sa lettre. Elle est sans date, mais il ressort de son contenu qu'elle est de la seconde moitié du XVII^e siècle.

A Monsieur Vincent F. M. d. S. E., à La Rochelle.

Monsieur,

Le crédit qu'à vostre nom en toutes les Eglises de France (pour ne parler point de celles de dehors) me fit résoudre dès que je fus ici de m'adresser à vous tant pour vous rendre compte de mes intentions dans la conduite de l'Eglise où Dieu m'a établi pasteur, que

pour vous supplier de me gratifier de quelque mot de recommandation envers les ministres des Eglises plus prochaines de cet Etat : Votre bonté m'a prévenu en ce dernier point et je me suis veu obligé à vous remercier de vos faveurs lorsque je pensais encore de quelle façon je vous les devais demander : l'on m'a prévenu aussi dans l'autre dessein, mais non pas avec la mesme affection ; je ne crains pourtant pas que ce qu'on vous a dit de ma vocation au ministère, avant que j'eusse le loisir de vous en informer moy-mesme, me puisse tourner à préjudice, et quoyque vous sembliés me condamner par vostre dernière, c'est avec tant de douceur et avec de telles suppositions que je voy bien que vous me laissés encore lieu de parler en ma deffence. Il est à craindre que je ne le puisse faire sans vous ennuyer beaucoup, mais M. Bugnet me réduit à cette nécessité vous ayant promis d'obliger mes parties à vous envoyer toute l'histoire des troubles de cette Eglise : je croy pourtant qu'il ne les portera à cela que très difficilement, pource que quand on leur a parlé de remettre la cause à ceux de delà la mer, ils n'ont pu gouter cette proposition ne voulant point d'autres juges qu'eux-mesme (*sic*) en leurs propres actions ; que si à présent ils avaient changé d'avis pour vous faire arbitre de nos différens, je sçay que tous les beaux prétextes dont ils déguiseront leurs procédés, ne vous empescheront pas de bien considérer ces mots de la lettre de M. Bugnet : *Les partisans* de M. Paujade faisaient la plus grande partie de l'Eglise qui se suivait pource qu'il preschait beaucoup mieux que son collègue duquel les sermons dès long-temps n'étaient pas agréables au peuple et ce qu'il m'escript en sa première : *Je sçay bien* que plusieurs d'entre le peuple sont portés par d'autres considérations dont on a couvert la principale, et encore sur la fin : Je vous supplie de ne croire point que je me porte pour advocat de qui que ce soit, ni que je veuille justifier tout plein de choses qui se sont passées très mal à propos, desquelles j'ay toujours diet mes sentiments quand on me les a demandés. Par là, Monsieur, vous voyez qu'il s'est faict une rupture en cette Eglise ; la plus grande partie (du moins quatre pour un) a suivi M. Paujade pour ce qu'il *preschait beaucoup mieux*, et a laissé l'autre pour ce que dès long-temps ses sermons n'étaient pas agréables au peuple. (En conscience un homme n'abuse-t-il pas du ministère demeurant par force dans une Eglise où ses sermons ne sont pas agréables?) Si M. Paujade a favorisé et hasté la séparation pour les crimes qu'on

luy imposait, M. Bugnet confesse que plusieurs (il devait dire tous) d'entre le peuple s'y sont portés par d'autres considérations; d'ailleurs il ne nous donne pas tout le tort; il avance que les autres ont fait beaucoup de choses très mal à propos. Posés donc qu'on se soit séparé trop légèrement, tousjours ne l'a-t-on pas fait sans de grandes causes, et je m'estonne que M. Bugnet se soit servi contre nous de termes emphatiques et assés forts pour représenter la plus détestable apostasie: il dict que c'est un horrible schisme qui offense le ciel et la terre, une entreprise qui peut-estre n'a point d'exemple depuis la Réformation, une malheureuse révolte qui met les âmes dans le danger d'une damnation éternelle, que ceux qui y mourront enveloppés ne pourront jamais rendre paisiblement leurs âmes à Dieu, et qu'on peut dire de ce peuple que Dieu leur a envoyé efficace d'erreur pour croire au mensonge. Quelle différence il y a entre ce stile et le vostre! Aussi luy-mesme a bien changé de langage depuis qu'il vous a ouï, et m'escript que je verrai dans vostre lettre des raisons et des persuasions si pressantes, si puissantes, si divines qu'il n'est pas possible qu'un esprit chrestien qui ne recherche que la gloire de Dieu n'y acquiesce du tout. Ainsi vous l'avés mis en estat de m'escouter, ce que sans doute, il n'eust point fait autrement. Et à dire le vray je ne l'aurais pas trouvé fort estrange; il y a huit ou dix ans que les autres luy escrivent ou font parler souvent, au lieu que jusques ici personne n'a encore entrepris la deffence de ce pauvre peuple, et partout où ils vont on les blasme, on les rejette sans les vouloir ouïr; tous ceux de nostre troupeau que leurs affaires obligent d'aller demeurer ailleurs, offrent de se ranger aux Eglises de ces lieux-là, ils se présentent aux consistoires avec nos tesmoignages, ils demendent, ils supplient avec larmes; mais pour tout cela on ne les admet point à la participation de la sainte Cène, il faut premièrement qu'ils disent que nous sommes schismatiques, et qu'ils ont offensé Dieu de s'estre trouvés en nos assemblées. Quelle persécution, et quelle cruauté inouïe contre les membres de Christ de la part de ceux qui se disent estre son Eglise. Si nous sommes schismatiques pourquoy nous repousse-t-on quand nous nous voulons ranger? Ceux qui fuyants la tyrannie espagnole et les erreurs du papisme viennent du pays bas ici, voyent des deux costés les marques d'une vraye Eglise, mais ils choisissent celle où ils trouvent plus d'instruction et de consolation pour leurs âmes et considèrent quel pasteur presche le mieux et non

pas lequel a esté le plus légitimement appelé : ceux qui ont esté ici depuis long-temps en font de mesme, faudrait-il donc (s'ils vont dans d'autres villes sortant d'avec nous) obliger de simples gens à disputer touchant le chisme (*sic*), sçavoir quelle sorte de division c'est, et touchant la vocation des pasteurs (encore leur ferait-on quelque espèce de droict), si on les recevait à cette dispute, mais on ne les veult ni ouïr ni instruire, il faut qu'ils confessent, contre leur conscience, une faute qu'ils ne sçavent point avoir commise ; plusieurs de mes auditeurs sont à présent traictés de la sorte et entre autres un de nos diaeres, qui s'est retiré en l'Eglise de M. Bugnet, mais sans pouvoir obtenir cette consolation de participer au sacrement. Ne suffit-il point qu'ils se présentent pour estre membres des Eglises (qu'ils n'ont jamais offensées et qui n'ont que faire en nostre querelle, sinon pour tascher d'y mettre fin) et promettent de se soumettre à la discipline des lieux où ils vont ? J'ose protester que la paix serait faicte entre nous si les ministres de delà la mer n'eussent point tenu la main à nos parties par une telle rigueur. A mon advis la principale faute en cela vient de ce qu'ils ont jugé de nostre discipline par la leur (outre ce qu'ils n'ont pas daigné s'informer de nostre part de toutes les causes de la séparation) ; cependant ce sont deux choses bien différentes, comme j'espère de vous faire voir à une autre occasion si l'on continue de nous faire la guerre. Quand (*sic*) à ce que vous a escript M. Bugnet touchant M. Despagne de qui j'ay receu l'imposition des mains, vous sçavés, Monsieur, qu'il estait ministre à la Haye lorsque la Rochelle fut assiégée et que le zèle qu'il tesmoignait pour la conservation de cette ville luy acquit l'inimitié du prince et de la princesse d'Orange (quelques-uns m'ont dit aussi qu'il estait mal voulu en cette cour parce qu'il parlait hardiment contre les arminiens). D'ordinaire celuy qui est ainsi persécuté des grands ne manque jamais d'adversaires partout ; tant y a qu'en ce mesme temps-là il luy fut deffendu de prescher en aucune ville de Hollande d'où pour cette raison il fut obligé de sortir, mais avec un tesmoignage qui porte expressément qu'on n'avait point trouvé de cause de le déposer et qu'on estimait que son ministère serait en plus grande édification ailleurs. Il vint donc à Londres environ l'an 1629. Six ou sept ans après il alla à Orange où il demeura l'espace d'un an et y prescha plus de vingt fois comme porte le tesmoignage qu'il a des ministres de cette Eglise. Estant de retour à Londres deffunct M. de Soubize le prinst pour

ministre dans sa maison (par l'avis de divers pasteurs et surtout de M. Marmet) et y prescha quelques mois avec grand abort d'auditeurs; sur cela une Eglise (à quelques cinquante lieues de Londres) le faict demander et à leur prière M. de Soubize luy permet de les aller servir. Deux ans après y ayant des bruits de guerre et ne faisant pas bon à la campagne, M. de Soubize le rappelle chez soy, où il prescha encore deux ans c'est-à-dire jusques à la mort dudit seigneur sur la fin de l'an 1642. Aussitôt l'Eglise où il avait esté le demande derechef et en mesme temps les Français logés à Westmestre (*sic*) le prient aussi d'estre leur pasteur; il se donne à ces derniers, et la comtesse d'Arondel leur presta la grande salle de la maison pour s'y assembler. Vous sçavés que Westmestre est un lieu qui ne dépend pas de Londres, qu'avec la permission du roy ou du parlement on pouvait establir des Eglises estrangères en quelque ville que ce fust; que si une seule famille peut avoir un pasteur à plus forte raison cent familles tout ensemble. Cependant ceux de Londres s'y opposèrent (il faut remarquer que leur temple estant esloigné de Westmestre de plus de trois mils, les autres n'y pouvaient aller sur un pavé si facheux, et tousjours plein de boue, qu'avec grande incommodité outre la considération des infirmes, des vieilles gens, et des malades pour la consolation desquels un peuple doibt désirer d'avoir son pasteur aussi proche qu'il est possible); il pourrait encore adjouster ce que l'on dict des absurdités qui se preschaient lors à Londres et qui pouvaient obliger les autres à establir aussi une Eglise pour eux et avoir un ministre dont les sermons ne peussent causer de scandale à personne. Ils font citer M. Despaigne devant les seigneurs du parlement le 13 janvier 1643, où ils dirent sans doute tout ce qui pouvait favoriser leur cause; cependant ils n'alléguèrent point contre luy cette déposition (dont vous parle M. Bugnet, qui a adjousté foi à des calomniateurs qu'il cognaistra pour tels avec le temps). Il n'eust pas grand peine à se deffendre et sortit de là avec honneur, et aussitôt quelques commissaires luy prestèrent un autre lieu pour son Eglise. Deux mois après, le consistoire de Londres, comme pour luy faire satisfaction et recognaistre leur faute le prient de donner quelques sermons ce qu'il ne voulut point leur dénier, et prescha le lendemain de Pasques, un dimanche matin, et un jour de jusne. Environ six mois après M. le comte de Pembroc (*sic*), un des principaux du parlement, luy presta sa chapelle de l'hostel de Durham où il a tousjours

presché depuis; il y a un an que le comte est mort et son fils luy continue la mesme faveur. J'oubliais de vous dire que M. de Soubize, peu de jours avant sa mort fit appeler M. de Primerose et lui donna à cognaistre tant par ses discours que par divers escripts, les raisons qui l'avaient obligé à prendre M. Despaigne en sa maison, qu'il n'y avait rien qui peust ternir l'honneur de son ministère, que c'estait un homme scavant, et que l'Eglise de Londres ferait très bien de le recevoir pour un de ses pasteurs; incontinent M. Primerose fit assembler tous les anciens et diacres, leur rapporta ce qu'il venait d'entendre, et parla tellement à l'avantage de M. Despaigne qu'un de ceux qui y estaient présens nous a dict qu'il n'avait jamais ouï donner tant de louanges à un homme. Il y aurait encore une longue histoire à faire de tout ce qui arriva ensuite sur ce sujet. Ce que j'en ay dict monstre assés qu'il n'y a point de ministre en Angleterre de qui je pusse recevoir une vocation plus légitime que de M. Despaigne. Mais on objecte que ceux vers lesquels j'ay esté envoyé sont chismatiques; et qui etaient ceux auxquels les apostres ont presché? S'il y avait quelque assemblée de Juifs ou de Tures qui demendassent qu'on leur annonçast l'Evangile, qui ne voudrait embrasser une telle occasion pour avancer le règne de Christ et délivrer autant de pauvres âmes de la servitude de Satan? Refusera-t-on la mesme assistance à des gens qui cognaissent desjà la vérité, qui professent d'y vouloir persister, qui demandent instamment quelqu'un capable de la leur enseigner purement, qui veulent conserver entre eux les ordres et toutes les marques d'une vraie Eglise, qui se tiennent soumis à leur ancienne discipline, à la conduite de leur consistoire, qui en un temps de liberté plein de sectes et de divisions ont esté long-temps privés de pasteur, sans pourtant rompre leur assemblée, se trouvant tous les dimanches deux fois au temple pour ouïr la lecture de deux sermons de Calvin et des prières ordinaires avec le chant des pseumes, supportant patiemment les persécutions et les scandales qu'on a mis sur eux, estant abandonnés et rejectés de toutes parts? Croyra-t-on que des gens ainsi disposés, tesmoignants un si grand zèle pour le service de Dieu, se seraient tenus séparés des autres par simple opiniastreté, ou pour de légères occasions, se seraient-ils exposés à tant de difficultés par où il leur a fallu passer, auraient-ils employé presque tout ce qu'ils possédaient pour maintenir leur cause (car ils ont esté cités devant les magistrats), on les a accusés de

rébellion contre l'Estat, on a inventé toutes sortes de moyens pour les perdre, ou du moins pour les faire tous bannir, et celui qui les a ainsi traités, c'est leur pasteur. Dans leur misère ils ne sçavaient à qui s'adresser qu'à M. Despaigne, plusieurs fois ils avaient envoyé vers luy pour le prier de leur adresser un ministre, il m'en avait parlé six mois devant la venue de mes frères, et je n'avais point voulu y entendre. Enfin deux de leurs députés venants à Londres et se trouvant par hazard à une de mes propositions, ils me demandèrent ensuite pour leur pasteur, ce que je ne leur ay accordé qu'après beaucoup de difficultés, et avec toutes les précautions qui se pouvaient apporter en une telle occurrence. Depuis dix mois que je suis avec ce peuple, la bénédiction de Dieu a esté si visible sur mon ministère que cela devrait suffire pour monstrier à mes ennemis mêmes que c'est luy qui m'a adressé cette vocation, ou du moins qui m'y a confirmé. J'aurais eu sujet de me roidir contre l'autre parti, et peut-estre que les moyens de leur nuire ne me manqueraient pas, si je voulais leur rendre la pareille, quoique seul et nouveau venu en ce pays; mais j'ay tousjours recerché la paix avec eux, surtout depuis la réception de vos lettres: Vous pourrés sçavoir plus particulièrement de M. Bugnet (ou de moy-mesme à une autre occasion), comment j'ay procédé et avancé en ce bon dessein. Pour en venir à bout je dois nécessairement continuer les fonctions du ministère, outre que je ne puis me démettre de cette charge encore que j'y serais entré par de mauvais moyens, et doy plustost en l'exerçant bien (comme vous me l'avez prescript) corriger tout le deffaut du passé. C'est une assemblée de huit ou neuf cents personnes qui m'a appelé, qui ne recognoist d'autre pasteur que moy; ils m'ont faict promettre de leur annoneer l'Evangile en sa pureté, je m'y suis obligé devant Dieu; si je m'en acquitte selon mon serment, si le saint Esprit rend mes prédications efficaceuses, et ma vie conforme à la doctrine que je presche, j'estime que personne n'aura subject de me tenir pour faux prophète ni mesme de me chicaner sur ma vocation, et moy je serais un parjure de ne la maintenir pas, et d'abandonner un si grand peuple en laissant cette charge. Ni plusieurs ministres ensemble, ni les magistrats de la ville, ni les commissaires du parlement, ni les soldats n'ont pu vaincre ce peuple par la force, et moy je les condui par la douceur pour ce qu'ils se soumettent volontairement à la parole de Dieu et à la discipline ecclésiastique; on disait qu'ils estaient des

taureaux indomptés, cependant ils se laissent mener avec un filet, la charité faict tout où le pouvoir, l'autorité, et la violence se trouvent inutiles. J'espère qu'en peu de temps Dieu nous fera obtenir cette consolation qui nous manque de vivre en aussi bonne intelligence avec les autres Eglises que nous faisons entre nous; vous nous avés beaucoup aidés en cela et quand je n'espérerais pas (comme je fay) la continuation de vostre bonne volonté et de vostre assistance, ce que vous m'en avés desjà accordé m'oblige entièrement à estre,

Monsieur,

Vostre très humble et très obéissant serviteur,

A Canterbury.

J. CRESPIN.

LE DERNIER SYNODE NATIONAL DES ÉGLISES RÉFORMÉES

AVANT LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES.

RAPPORT OFFICIEL DU COMMISSAIRE DU ROI

AU XXIX^e ET DERNIER SYNODE NATIONAL

TENU A LOUDUN.

1659-1660.

« Le premier synode national que nous ayons eu en France s'y est tenu en l'année 1559. et le dernier en 1659... Lorsqu'on demon a la permission d'en assembler un autre, M. le cardinal Mazarin répondit tout d'ucement et en n us flattant : « que nous n'avions que faire de synode national, que nous ferions bien « nos affaires dans des synodes provinciaux, que le Roi nous « permettrait d'en tenir tant que nous voudrions, » et depuis ce temps nous n'en avons plus eu. » (ANCILLON, *Mél. crit.* II, 476.)

Au moment où l'Eglise réformée de France s'apprête à célébrer le troisième jubilé séculaire du premier de ses synodes nationaux tenu en 1559, il est à propos de lui rappeler que le vingt-neuvième et dernier eut lieu à Loudun, — justement un siècle après le premier, — en novembre 1659.

Les vingt-six premiers synodes se succédèrent par intervalles qui varient ordinairement de 2 à 5 ans. Deux événements parais-sent avoir seuls entraîné de plus longs délais. Point de synode de 1572 à 1578, — c'est l'époque néfaste de la Saint-Barthélemy; point de synode de 1583 à 1594, — c'est le règne de la Sainte-Ligue. Le vingt-sixième se réunit à Charenton du 4^{er} septembre au 10 octobre 1634, avec permission et en présence d'un commissaire du roi, condition restrictive qui avait été imposée depuis le vingt-quatrième synode tenu en 1624. On n'autorisa le suivant qu'au bout de six ans : il s'assembla à Alençon, le 27 mai 1637, et dura jusqu'au

9 juillet. Le vingt-huitième synode ne put être convoqué que pour le 26 décembre 1644 et sa session fut d'un mois. Contrairement à tous les précédents, il avait été interdit au député général des Eglises de s'y trouver. Il sembla dès lors que la Cour eût résolu de n'en plus accorder, car on attendait vainement depuis dix ans lorsqu'en 1654 fut dressé un « Cahier de « plaintes et remontrances que présenta au Roi le député général de ses « sujets de la R. P. R. assisté du sieur Thérond, ministre de Sainte-Foy et « député des Eglises de la province de Basse-Guyenne, » cahier dont l'article XX est ainsi conçu :

« Art. XX. Plaira à V. M., vu le longtemps qu'il n'y a eu de synode « national et qu'il est nécessaire de pourvoir à plusieurs Eglises, soit pour « le ministère, soit pour d'autres fonctions de leur discipline ecclésiastique, « leur accorder en bref la permission de s'assembler en synode national « ainsi que Vostre Majesté le leur a fait espérer lorsqu'elle auroit atteint sa « majorité. »

A quoi il avait été répondu par le Roi en son Conseil d'Etat, le 24 mai 1654 :

« Sa Majesté leur accordera le synode lorsqu'elle le jugera à propos. »

Enfin au bout de quinze années, le bon plaisir de Sa Majesté leur permit de tenir un vingt-neuvième synode national à Loudun. Il s'ouvrit le 10 novembre 1659, et se termina le 10 janvier suivant. Le commissaire du roi, Collas de la Madeleine, conseiller au parlement de Paris, et qui était lui-même de la religion, vint signifier à l'assemblée qu'elle eût à donner pour l'avenir tous ses pouvoirs aux synodes provinciaux, car il ne serait plus tenu de synode national. On voit que par la loi de germinal an X, Portalis et le premier consul, un siècle et demi plus tard, ne feront guère que reprendre les choses au point où les avaient mises Mazarin et Louis XIV.

Nous avons retrouvé aux Archives impériales (série Tr, liasse 232), le procès-verbal de ce dernier synode, dressé par le commissaire du Roi pour le gouvernement. Aucun document de ce genre n'a jamais été publié ; il présente donc un véritable intérêt, étant rapproché des actes que l'on connaît, tels que les a imprimés Aymon (1). On y trouve certains détails journaliers qui manque dans la rédaction ecclésiastique et qui font mieux apprécier la physionomie du synode. Nous y joignons quelques fragments de lettres inédites qu'on a bien voulu nous communiquer et qui ajouteront quelque chose de plus vivant encore. On peut d'ailleurs conférer notre document avec le récit que fait Benoît, dans son *Histoire de l'Edit de Nantes* (t. III, p. 306-325).

Extrait d'une lettre de M. des Gallinières, député de l'Eglise de Paris, écrite de Loudun, le 11 novembre 1659.

« Cejourd'hui a été faite l'ouverture d'un synode national en cette ville,

(1) Voir aussi la 87^e des *Pièces justificatives* de la *France protestante*, qui en reproduit les Actes généraux (p. 362). Voir aussi l'article *Colla*, au tome IV, p. 2.

par M. Des Loges, ministre du lieu, qui a prêché avec beaucoup de satisfaction devant toute l'assemblée, où se sont trouvés M. Magdeleine, commissaire du Roi, M. le marquis de Ruvigny, député général, et 55 députés, de 58 qui le doivent composer, dont 8 ne sont point encore arrivés. Entre lesdits députés et M. le marquis de Boisse, petit-fils de M. le duc de La Force... M. Du Vivier prêcha le dimanche 9 novembre, dans l'après-midi, et sur le bruit qu'un ministre aveugle qui n'avoit pas encore atteint l'âge de vingt-quatre ans, devoit prêcher, non-seulement tous ceux de la religion, mais plusieurs personnes d'entre Messieurs les catholiques-romains s'y trouvèrent, qui en reçurent une si grande satisfaction que, jusqu'aux ecclésiastiques qui s'y rencontrèrent ne purent taire le contentement qu'ils en avoient reçu et l'admiration en laquelle ils étoient... »

Extrait d'une lettre de J. Couët-Duvivier à Paul Ferry, pasteur de l'Eglise de Metz, son grand-père, écrite de Loudun le 14 novembre 1659 :

« Mardi dernier le synode fut commencé, M. Des Loges fit le prêche le matin, après-midi il fit la prière où j'assistai. Après quoi on lut les lettres d'envoi et puis la table (le bureau) fut formée. Le lendemain, M. le commissaire fit sa harangue et lui fut fait réponse, après quoi M. le marquis de Ruvigny ayant remis son brevet entre les mains de la Compagnie, suivant l'ordre du roi, pour savoir si elle auroit pour agréable qu'il continuast de faire les fonctions de député général suivant le choix qui avoit été fait de sa personne par Sa Majesté, la Compagnie, après l'avoir solennellement remercié du zèle qu'il a témoigné par ci-devant, l'a prié de prêter le serment requis en tel cas, ce qui a été fait, après quoi les provinces ont jeté au sort pour l'ordre des séances et des voix. Ensuite l'assemblée se sépara de bonne heure. L'après-midi on commença la lecture de la confession de foi et de la discipline... »

**Procès-verbal concernant le synode national tenu à Loudun,
au mois de novembre 1659.**

L'AN MIL SIX CENT CINQUANTE-NEUF, au mois d'aoust, nous Jacques MAGDELENE, conseiller du roy en sa cour de parlement, ayant esté averti par M. de Ruvigny exerçant la charge de député général des sujets du Roy faisants profession de la Religion Prétendue Réformée, de la permission de Sa Majesté à eux faite de tenir un synode national composé de députés de toutes leurs Eglises de ce royaume, pour

lequel il nous destinoit son commissaire afin d'y assister de sa part, ainsi que ledit sieur de Ruvigny nous fit voir par lettres à luy adressées de M. le cardinal Mazarin et de M. Le Tellier, secrétaire d'Estat, nous acceptasmes cette commission pour obéir à la volonté du roy, et depuis ayant reçu lettres de M. de la Vrillière aussy secrétaire d'Estat, avec lettres patentes de Sa Majesté, portant nostre commission scellée du grand sceau du 6 septembre 1659, et l'instruction de Sadite Majesté dudit jour, 6 septembre, et ensuite divers autres ordres par lettres de Sadite Majesté et de mondit sieur de la Vrillière, concernant ladite commission et instruction, nous sommes parti de Paris pour nous rendre quelques jours devant celuy assigné par le brevet du roy à Loudun, au 10^e de novembre, et ayant encore receu en nous avançant par les chemins d'autres ordres particuliers de la part de S. M., nous sommes arrivé le 8 novembre ensuivant 1659 en ladite ville de Loudun en la maison que nous avons donné ordre auparavant de nous faire préparer, en laquelle ville le consistoire des habitants de la R. P. R. de ladite ville et aucuns des députés des provinces de ceux de ladite religion de ce royaume desjà arrivés, nous estant venus saluer, nous avons appris que par les lettres d'avis pour la convocation du synode envoyées par ledit consistoire qui en avoit la charge, tous les députés n'avoient esté assignés que pour estre en cette ville de Loudun le 10 de novembre, et commencer seulement la tenue du synode le lendemain onzième jour dudit mois, et par là avons jugé qu'il falloit attendre les autres députés qui n'estoient encore arrivés pour commencer audit jour onze novembre, auquel jour, après le presche fait le matin par le sieur Desloges, plus antien ministre en ladite ville de Loudun pour lesdits habitants de ladite religion en nostre présence et de tous les députés desdites provinces qui y estoient arrivés pour le synode, iceux ayant esté par nous réunis et assignés à l'après-disnée entre une et deux pour commencer ledit synode, nous nous sommes transporté au lieu préparé joignant le temple desdits habitants en ladite ville et dans l'enclos d'iceluy, où, en nostre présence, ledit sieur de Ruvigny s'estant trouvé avec ledit sieur Desloges ministre et quelques antiens desdits habitants et tous lesdits députés tant ministres que antiens de toutes les Eglises Prétendues Réformées de ce royaume, cy-après nommées, l'ouverture dudit synode a esté faite, premièrement par l'invocation du nom de Dieu et prière faite par ledit sieur Desloges, puis ledit

sieur de Ruvigny a présenté le brevet du roy, de la permission dudit synode, de la teneur cy-dessous dont lecture a esté faite.

Ensuit la teneur dudit brevet.

« Aujourd'huy 6^e du mois de septembre 1659, le Roy estant à Bordeaux, sur la très humble supplication qui luy a esté faite par ses sujets de la R. P. R. de leur permettre la convocation et assemblée d'un Synode national, attendu qu'il n'en a point esté tenu depuis celui de Charenton en l'année 1644, S. M. désirant gratifier et favorablement traiter lesdits sujets elle leur a permis et permet la convocation d'un Synode national au 10^e du mois de novembre prochain en la ville de Loudun, à la charge qu'en iceluy il ne se traitera d'autres affaires que de celles qui sont permises par les Edits et que le commissaire qui sera ordonné par S. M. assistera audit Synode, ainsy qu'il est accoustumé, en témoin de quoy S. M. m'a commandé de leur expédier le présent brevet qu'elle a voulu signer de sa main et fait contresigner par moy son conseiller secrétaire d'Estat et de ses commandemens et finances. *Signé* : Louis, et plus bas : PHILPEAUX. »

Ce fait, ledit sieur Desloges assistant à la table avec le sieur du Fresnoy, l'un desdits antiens de Loudun, sont comparus tous lesdits députés, l'un après l'autre, distinctement selon leurs provinces au nom de leurs synodes provinciaux, lesquels ont représenté par l'un desdits députés de chacune province les lettres d'envoi desdits synodes dont lecture et examen ont esté faits par ordre par lesdits sieurs Desloges ministre et Du Fresnoy antien, assistant encore le sieur de Maissonnette, l'un desdits députés des provinces, lesdits députés comparus ainsy qu'il ensuit, sçavoir :

Pour la province de Normandie : Les sieurs Jean-Maximilien de Langle, ministre de Rouen, et Samuel Bochart, ministre de Caën, avec les sieurs Daniel Guesdon, antien de Rouen, et Pierre de la Nièce, escuyer, sieur des Rosquettes, antien de Caën.

Pour la province de Haute-Guienne et Haut-Languedoc : Les sieurs Jean-Louis Jaussaud, ministre de Castres, et Théophile Arbussy, ministre de Millau avec le sieur Jean de Basne, escuyer, sieur d'Eseroux, antien des Perausses, et maistre Jean Brassard, advocat en parlement, antien de Montauban.

Pour la province de Bourgogne : Les sieurs Amédée de Chodens, ministre du Pont de Veyle, et Pierre Mussard, ministre de Lyon, avec maistre Samuel Jentral, advocat en parlement, antien de Chalons, et maistre Philibert le Sage, advocat en parlement, antien d'Authun.

Pour la province du Bas-Languedoc : Les sieurs David Eustache et Isaac du Bourg-Dieu, ministres de Montpellier, avec noble François de Toulouse, sieur de Foissac, antien d'Usez, et maistre Philippe Besse, docteur et advocat, antien de Béziers.

Pour la province d'Orléans et Berry : Les sieurs Jean Perreaux, ministre d'Orléans et Jean Taby, ministre de la Charité, avec Denis Papin, conseiller du Roy et receveur général du domaine du comté de Blois, antien de Blois, et maistre Paul Thouvois, sieur des Champs, advocat en parlement, antien d'Orléans.

Pour la province des Cévennes : Les sieurs Henry Baudan, ministre de la Salle, et Estienne Broche sieur de Mejeannes, ministre de Saint-Hippolyte, avec le sieur Edouard de Carlot, escuyer, seigneur baron de Saint-Jean de Gardonnenques, antien dudit lieu de la Salle, et Pierre de Gaultier, escuyer, seigneur de Pontperdut, antien de Meirueys.

Pour la province de Provence : Le sieur Jean Bernard, ministre de Velaux, et Jean Demoriers, escuyer, seigneur Desparon et de la Bastie, antien de Manosque.

Pour la province de Poictou : Les sieurs Estienne le Bloy, ministre de Fontenay-le-Comte, et Jean Chabrol, ministre de Thouars, avec messire Pierre Prévost, chevalier, seigneur de la Jaudière, antien de Chantonay, et Puybaillard et Charles Prevost, escuyer, sieur de la Simonie, antien de Champagne-Mouton.

Pour la province de Bretagne : Le sieur Isaac de Guitton, ministre de Sion, avec messire Jean de la Rochère, seigneur de la Morinaye, antien de la Roche-Bernard.

Pour la province d'Anjou, Touraine, le Maine, Loudunois et le Grand-Perche : Les sieurs Moïse Amirault, ministre et professeur en théologie à Saumur, et Jacques de Brissac, sieur Desloges, ministre de Loudun, avec maistre Daniel Gobier, docteur en médecine, antien d'Angers, et maistre Estienne Deslandes, président aux grands jours du Vendosmois, antien de Vendosme.

Pour la province de l'Isle-de-France, Brie, Picardie, Champagne et pays chartrain : Les sieurs Jean Daillé, ministre de Paris, et Benjamin Tricotel, ministre de Calais, avec maistre Thierry de Marolles, advocat au parlement, juge au siège présidial de Vitry, antien de ladite ville, et maistre Pierre Loride, sieur des Gallinières, advocat au conseil privé du Roy, antien de Paris.

Pour la province de Xaintonge : Les sieurs Jean Commarc, ministre de Verteuil, et Isaac Marchand, l'un des ministres de Saint-Jean d'Angely, avec Jean de Morel, escuyer, seigneur de Thiac et du Vigis de Salle, et François Locquoy, escuyer, seigneur de Courcelles, antiens.

Pour la province de Dauphiné : Les sieurs Adrien Chamier, ministre de Montélimar, et Alexandre Dize, ministre de Grenoble, avec maistre Jean-François Gondran, advocat au parlement de Dauphiné, antien.

Pour la province de Basse-Guienne : Les sieurs Jean Ricottier, ministre de Bordeaux, et Jérémie Viguier, ministre de Nérac, avec messire Jacques de Caumont, marquis de Boisse, antien de Boisse, et messire Jacob Maissonnes, advocat en parlement, antien de Bordeaux.

Pour la province de Béarn : Le sieur Arnaud de Casamajor, ministre d'Oloron.

Pour la province du Vivarest, Velay et Foresti : Les sieurs Isaac Homel, ministre de Soyon et Valence, et Pierre Janvier, ministre de la Gorce, avec messire Jacques Darlande, seigneur de Mirabel, antien de Villeneuve de Bergue, et maistre Timothée Barruel, docteur et advocat de Privas, et antien de ladite ville.

Lesdites comparutions ainsy escrites, sans prééminence d'une province devant l'autre, selon l'ordre de la séance eschu par sort, pour ce synode seulement dont sera parlé cy-après et la lecture et examen desdites lettres d'envoy fait, a esté procédé par lesdits sieurs Desloges et du Fresnoy avec ledit sieur de Ruvigny député général, à recueillir les suffrages de tous lesdits députés, portés par billets escrits par chacun d'eux pour la nomination, premièrement du Modérateur, secondement de l'adjoint audit Modérateur et ensuite de deux secrétaires ; et, à la pluralité des voix, ont esté eslus pour conduire l'action, ledit sieur Daillé, pour adjoint ledit sieur de L'Angle, et pour secrétaires lesdits sieurs Desloges, ministre, et Loride, sieur des Gallinières, antien, qui ont pris leurs places à la table, et parce qu'il estoit plus de 6 heures du soir, avons remis au lendemain mercredi 12 novembre 7 heures du matin, pour représenter les lettres de nostre commission.

Et ledit jour de mercredi, 12 novembre, 7 heures du matin, ledit sieur de Ruvigny et tous lesdits députés estant venus et ayants pris leurs places, sçavoir ledit Modérateur adjoint et secrétaires à la table, et nous estant assis en un fauteuil à costé tout proche à leur droite, et ledit sieur de Ruvigny en un autre fauteuil à nostre costé, tourné au-dessus de tous les autres députés, s'estants assis selon l'ordre cy-dessus de leurs comparutions par provinces, ledit ordre escheu par sort ainsy qu'il a esté auparavant délibéré et arrêté entre eux

sans prééminence comme a esté dit cy-dessus de l'un et l'autre costé à droite et à gauche et au devant de la table, premièrement les ministres et derrière les antiens selon ledit ordre des provinces distinctement, nous avons représenté et mis sur la table les lettres patentes de nostre commission, dont nous avons fait mention et en avons fait la lecture.

Ensuit la teneur de nostre commission.

Louis, par la grâce de Dieu Roy de France et de Navarre, à nostre amé et féal conseiller en nostre Cour de parlement de Paris, le sieur Madelène, salut :

Nous avons permis à nos sujets de la Religion Prétendue Réformée de tenir en nostre ville de Loudun, le 10^e novembre prochain, un Synode national composé de tous les députés des provinces de nostre royaume, pour traiter des affaires concernant leur religion, et, ayant à faire choix d'un personnage de qualité et dont la fidélité nous soit cogneue, pour assister de nostre part en qualité de commissaire en ladite assemblée, sachant les services que vous nous avez rendus en divers emplois honorables que nous vous avons commis, desquels vous vous estes dignement acquitté, nous avons estimé ne pouvoir pour ce faire une meilleure eslection que de vous, sur les assurances que nous prenons que vous continuerez les témoignages de vostre affection de nostre service. A CES CAUSES nous vous avons commis et député, commettons et députons par ces présentes signées de nostre main, pour vous transporter et assister de nostre part au synode convoqué en ladite ville de Loudun, pour y proposer et répondre ce qui sera de nos commandemens, selon les mémoires et instructions que nous vous avons fait mettre entre les mains, prenant garde qu'il ne se propose d'autres affaires qui ne soient de qualité de celles qui doivent estre traitées en telles assemblées et sont permises par nos Edicts ; s'il s'entreprendoit quelque chose au contraire, vous l'empescherez et y interposerez nostre autorité ou nous en donnerez promptement advis pour y pourvoir par les remèdes que nous jugerons convenables ; de ce faire vous donnons pouvoir, commission et mandement spécial par cesdites présentes, car tel est nostre plaisir. Donné à Bordeaux, le 6^e jour de septembre, l'an de grâce 1659, et de nostre règne le 17^e. *Signé* : Louis, par le Roy : PHELIPPEAUX, et scellées du grand sceau.

Après ladite lecture nous avons dit à l'assemblée :

« MESSIEURS, encor que les deffauts que j'ay senti en moy de tout tems et mon âge avancé, m'eussent dû empescher d'accepter la commission dont

il a plu au Roy m'honorer, pour me transporter icy et faire entendre ses volontés en cette notable compagnie composée des personnes les plus capables et considérables choisies de tout le royaume du corps de ceux de la Religion dont vous faites profession comme moy, j'ose néanmoins dire que selon l'inclination qu'il a plu à Dieu me donner de servir le Roy et le publicq à quoy je me suis appliqué il y a long-tems, je n'ai point hésité en cette occasion où je me suis vu obligé de passer par-dessus toute autre considération, dans l'espérance que la bonté suprême suppléera à tout pour essayer de ma part à m'acquitter de ce que je dois, attendant certainement de la vostre que vous vous porterez à faciliter ce qu'on en désire, dont je commence à concevoir de la joie par le peu de cognoissance que je peux prendre devant que de vous parler de la part de Sa Majesté. Et vous pouvez aussy déjà avoir recognu par la permission obtenue de vous assembler en ce lieu selon que vous avez désiré, que c'est un effect très remarquable de la grâce singulière du Roy envers vous, que la Providence de Dieu luy a inspiré après toutes les autres signalées que vous en avez reçues par cy-devant, dont pour moy je ne doute pas que vous n'ayez la gratitude entière que vous lui devez avec le sentiment d'obligation que vous avez d'ailleurs de luy rendre toute obéissance suivant la volonté du souverain Seigneur de tous hommes et de toutes choses. Or, quand je parle ainsy du Roy, vous sçavez qu'il faut comprendre ceux qui agissent sous son autorité, conformément à la mesme volonté du Tout-Puissant, et la chose est trop notoire pour obmettre en cet endroit la bonté et justice que vous avez éprouvées en diverses occasions de la part de son premier et principal ministre, M. le cardinal Mazariu, sans que j'aie besoin d'en dire davantage sur ce sujet, sinou que j'ajouteray encor de moy touchant cette dernière faveur de la convocation du synode, que vous avez cru vous estre si nécessaire en ce temps, pour laquelle vous estes grandement redevables à Son Eminence, que comme le plus grand fruit que vous en pouvez attendre par le moyen des résolutions que vous avez à y prendre, est de vous unir ensemble et maintenir en concorde tout le corps de ceux de vostre Religion que vous représentez, en terminant et apaisant les différentes dissensions que vous avez parmi vous, ainsi que le vice et infirmité de nostre nature et condition humaine les produisent parmy les plus eslevés, commençant par les parties dont le corps ou le général ressent altération et puis en est à craindre la dissipation si on emploie que des remèdes topiques qui n'opèrent guères pour l'union et conservation du tout, aussy veu que toutes assemblées de quelque espèce qu'elles soient, dépendent du Roy qui a droit comme souverain, sur tout ce qui s'y peut faire et ordonner mesme à l'esgard de l'Eglise, laquelle a toujours esté considérée comme faisant partie de l'Estat, sy Sa Majesté eust voulu seulement vous dénier ce synode requis pour y

reigler le passé et y establir entre vous l'ordre que pouvez prendre pour l'advenir depuis un si long-tems que vous n'en avez eu de cette qualité.

« Il est certain que c'eust esté un puissant moïen à ceux qui désirent vostre diminution et ruine, pour l'entreprendre, entretenant vos dissensions pour vous mettre en division, en quoy vous avez à admirer comme la bénignité et équité de Sa Majesté, aidée par le conseil de Son Eminence, vous donne sa protection par le moïen de sa royale puissance dont vous avez besoin pour vous maintenir en toute liberté de délibérer et statuer sur les points de la doctrine et discipline de vostre Religion, quoique Sa Majesté ne l'approuve nullement pour la différence de celle dont elle fait profession ainsi que la plus grande partie des peuples soumis à son obéissance, contre lesquels en ce qu'ils pourroient user de violence ou abuser en quelque sorte de leur avantage par animosité, vous n'avez maintenant au point où Dieu vous a réduits par les désordres que vous avez expérimentés, autres moyens de vostre subsistance, qu'en son autorité souveraine, laquelle seule après la perte de ses forces où vous aviez par trop mis vostre appui, vous a rendus plus assurés, plus contents et plus heureux, dont vous avez fait cette autre expérience qu'il n'y a rien de plus expédient et avantageux pour vous, comme il n'y a rien aussi de plus juste et de plus raisonnable en soy, que de vous soumettre entièrement aux commandemens qui vous sont adressés au nom de Sa Majesté pour le bien de son service et de dépendre absolument après Dieu de cette souveraine autorité du Roy, qui comprend d'un costé tout ensemble sa bonne volonté et sa puissance, et de l'autre vostre devoir et utilité inséparablement, ce qui se peut encor établir plus fortement en la rencontre présente, que par la grâce de Dieu après les victoires qu'il lui a plu donner au Roy et au royaume, il nous fait voir le commencement de cette paix désirable sur toutes choses que nous avons tant demandée, par laquelle vous pouvez espérer d'avoir part dans l'abondance de biens qu'elle promet à tout l'Etat, et Sa Majesté peut aussy espérer de son costé, que tous ses sujets en reconnaissance de cet avantage se porteront avec plus d'affection à luy rendre toute l'obéissance qu'ils luy doivent par leur naissance et vous autres encore plus à cause des privilèges particuliers qui vous ont esté accordés.

« Sur ce et en cette mesme occurrence, j'ay charge expresse, qui est le premier article de l'instruction que S. M. m'a donnée, de vous assurer qu'elle vous veut conserver en la jouissance de ces privilèges accordés, déclarant garder son affection paternelle à l'endroit de ses sujets de la R. P. R. pour leur continuer les effets de sa bienveillance ordinaire, entretenant et faisant observer inviolablement ses édits de pacification, croyant aussy qu'ils demeureront dans le respect et le devoir auquel ils sont obliges. Pour cet effet et affin de vous faire obtenir ce que Sa Majesté vous promet, elle me

commande de vous dire qu'après le décès du sieur d'Arseliers, qui avoit exercé la charge de député général pour vos affaires, elle nomma en sa place le sieur de Ruvigny, pour en prendre soin auprès de sa personne, se confiant en luy pour son service et croyant de mesme que vous vous y deviez confier pour votre propre bien, en quoy elle n'a pas pourtant voulu vous astringre nécessairement de recourir à luy pour toujours si vous aviez des raisons pertinentes pour vous en exempter qu'elle peut recevoir et approuver. C'est pourquoy ayant Sa Majesté cy-devant déclaré, comme elle m'ordonne encor à présent de vous faire entendre qu'elle veut que dans les synodes nationaux il ne soit fait aucune demande d'une assemblée politique pour la nomination d'un député général, sur quoy je suis chargé particulièrement en cas qu'il en soit parlé par les députés, d'y tenir la main pour empescher qu'il n'y soit pris aucune résolution, combien que S. M. ayt tout sujet de croire que vous estes contens de cette nomination du sieur de Ruvigny pour ce qu'il a géré pour vous, comme elle l'est de son employ jusques icy, j'ay ordre de vous déclarer qu'elle vous laisse la liberté de délibérer sur la confirmation de sa personne en la charge de député général pour pourvoir sur vostre délibération par S. M., puis après ainsy qu'elle advisera s'il y eschet, vous faisant dès à présent sçavoir qu'elle aura bien agréable qu'il soit confirmé en cette charge, espérant qu'il continuera à s'en bien acquitter afin que si vous l'approuvez il y demeure établi purement de vostre consentement.

« Mesme quoique au précédent synode national, S. M. eust fait entendre sa volonté qu'il ne devoit estre point permis au député général d'y assister, d'autant que personne n'y peut entrer que par députation d'un synode provincial et s'il y estoit admis comme député général, ce ne pourroit estre que pour les affaires séculières dont il ne doist estre traité en telle assemblée outre qu'il n'y a plus d'assemblées ni politiques ni mixtes. Néanmoins à l'esgard du sieur de Ruvigny, S. M. veut bien qu'il en use en ce synode ainsi qu'ont fait ses prédécesseurs, et qu'il opine quand il voudra y entrer.

« Au surplus afin que tout ce qui a esté cy-devant représenté de la part du Roy en pareilles assemblées soit mieux exécuté suivant ses intentions avec ce qu'il vous veut faire sçavoir de nouveau, j'ay à m'acquitter de ses ordres qui m'ont esté prescrits, premièrement de vous deffendre surtout et ne permettre qu'il soit traité en ce synode d'aucune affaire temporelle d'Etat ou de justice, directement ou indirectement, ains de la discipline ecclésiastique et de la correction des mœurs seulement; pour cela qu'aucune assemblée petite ou grande de jour ou de nuit ne se fasse où je ne sois présent, qu'aucuns ne soient nommés qui puissent servir de conseils dans les provinces, au préjudice des deffenses portées par l'édiet du mois

d'octobre 1622, et ne soit indit de jeusnes généraux par les synodes provinciaux.

« De plus, S. M. voulant la paix si nécessaire entre tous ses sujets et tant recommandée par les édits de pacification estre étroitement gardée, enjoint aux ministres de demeurer dans les termes de la modestie lorsqu'ils parleront en publicq et ne donner aucun sujet légitime de plainte de leur conduite, avec deffenses expresses à eux d'user en leurs presches et escrits du nom d'Antechrist quand il est parlé du Pape, ny d'idolâtres parlant des catholiques, ny d'aucunes parolles scandaleuses et injurieuses à la religion catholique, comme de fallace de Satan et autres qui se trouvent dans vostre confession de foy, S. M. ne pouvant souffrir que telles paroles soient jurées en ce synode, à quoy vous estes invités pour luy tesmoigner en une chose qui luy est tant à cœur le respect et l'obéissance que vous voulez toujours rendre à ce qui sera ordonné et proposé de sa part.

« Deffendant qu'aucuns ministres estrangers soient reçus et admis au synode et qu'il y soit parlé du fait et restablissement de ceux qui ont esté dépossédés en vertu des arrests du parlement et lettres de S. M. donnés en conséquence, ny qu'il en soit receu aucun estranger, voulant pour cet effect que dans les attestations des escholiers et proposants ou ministres à recevoir, soient mis les lieux de leur naissance.

« Mesme, pour empescher l'aversion contre la monarchie, qui se contracte par ceux lesquels font leurs estudes és Estats des républiques estrangères de Genève, Suisse, Angleterre et Hollande, qu'il soit fait article exprès qui soit pratiqué à l'advenir qu'aucuns de ceux qui se présenteront pour estre receus au ministère, ayants fait leurs estudes en ces Estats estrangers n'y pourront estre admis, en quoy S. M. vous assure que vous ferez chose qui luy sera très agréable et à vous avantageuse.

« Ne veult qu'aucunes lettres soient lues en pleine assemblée que je ne sache auparavant ce qu'elles contiennent, et que je n'en admette d'aucuns estrangers.

« Enjoint encore S. M., aux pasteurs et ministres, de prescher les commandemens de Dieu et l'obéissance que les sujets du Roy lui doivent, sans qu'il leur soit loisible de révolter ny prendre les armes contre leur souverain pour quelque cause et occasion que ce soit, sur laquelle matière sera fait un presche, au moins, pendant le synode en ma présence, avec deffenses d'user jamais de discours de fléaux, persécutions ou autres capables d'émouvoir les esprits de ses sujets à sédition et les aliéner de l'affection due à S. M. qui les veult maintenir dans la tranquillité, et pour obvier à tout désordre à cause des escrits qui se publient, qu'il ne soit vendu aucuns livres faisant mention de la R. P. R. imprimés dedans ou dehors le royaume, qu'ils n'aient l'approbation d'un ou deux ministres du royaume.

« Davantage n'entend S. M. qu'il soit parlé par les députés d'infraction d'édicts, laissant les autres voies permises pour y estre pourveu comme elle a fait, dont le synode n'est pas juge puisqu'il n'y doit estre traité que de doctrine et discipline ecclésiastique, et sur ce au lieu des plaintes qui pourroient estre faites de vostre part, le Roy m'ordonne de vous dire qu'il auroit plus tôt sujet de se plaindre des infractions et contraventions commises par ses sujets de la R. P. R. au préjudice des édicts, jusque-là qu'ils ont depuis le règne de S. M. entrepris de restablir des presches en Languedoc et ailleurs, par la voie ouverte contre la seureté publique et les loix générales du royaume qui defendent également aux sujets de l'une et l'autre religion de se faire raison eux-mesmes quand bien ils l'auroient de leur costé, et ont aussy en plusieurs endroits, de leur autorité privée, estably des presches outre les lieux désignés par les commissaires, en exécution de l'Edit de Nantes, notamment dans les lieux où les seigneurs sont ecclésiastiques, au préjudice du mesme Edit ; de plus, par une manifeste infraction de la liberté commune, les ministres ont retranché de leur communion les pères et mères qui envoient leurs enfans estudier aux collèges catholiques et ont usé par escrit d'injures contre ceux qui se sont convertis à la religion catholique, et outre on a pratiqué de destourner les deniers des pauvres et des legs pies, pour les employer à l'entretienement des ministres et aux frais des synodes et réparations des temples, par des formes contraires à celle prescrite par l'art. 43 des particuliers de l'Edit de Nantes que Sa Majesté veut estre observé, sur toutes lesquelles entreprises et autres faits au préjudice du Roy et de la tranquillité publique que Sa Majesté est si soigneuse de conserver, elle déclare, comme le père commun de tous ses sujets, qu'elle ne peut ny doit souffrir ces contraventions à ses escrits et entend ses sujets de la R. P. R., pour la faute par eux commise, estre exhortés à une meilleure conduite à l'avenir pour lever tous les justes mécontentemens que le Roy pourroit recevoir de telles entreprises et inobservations de ses édits, voulant croire qu'ils y satisferont de leur part ; et ce faisant il vous promet toute protection et favorable traitement que vous pouvez requérir ; finalement, S. M. ayant considéré que la tenue des synodes nationaux ne se peut faire sans grande despense et sans apporter aussy beaucoup de peine à ceux qui doivent faire ces grands voyages, et que d'ailleurs les affaires et matières qui sont réservées pour ces assemblées générales se pourroient facilement terminer par les synodes provinciaux que S. M. permet estre tenus tous les ans pour la commodité et discipline des Eglises de la R. P. R., par ces considérations, S. M. trouve bon que je vous propose de donner doresnavant tout pouvoir aux synodes provinciaux, de cognoistre, régler et terminer les affaires et différens qui pourront survenir en chacune province de ce royaume, dont ont seulement droit de

cognoistre les synodes nationaux, la tenue desquels S. M. permettra lorsqu'elle le jugera à propos.

« Pour conclusion, je crois estre important que vous soyez advertis dès le commencement du synode, afin qu'il soit maintenu et plus tôt achevé, d'un ordre du Roy, exprès et particulier, porté par ses lettres que j'ai reçues depuis peu de jours, concernant aucuns articles des ordres précédents dont je vous ai parlé pour empescher l'abus de la communication des provinces par députés et l'envoy des escrits de la part des estrangers que Sa Majesté déclare contraire aux édits et préjudiciable au repos commun et à son service, à raison de quoy il m'est commandé de prendre garde soigneusement et pourvoir à ce que vous n'ayez à délibérer que sur des propositions qui doivent estre faites par les députés de chacune province de ce royaume, pour les affaires qui concernent ces provinces seulement, que vous ne receviez ni aïez aucune communication avec les estrangers en aucune façon et manière et pour quelque cause et affaire que ce soit, avec deffenses précises nommément, qu'aucuns escrits ne soient reçus de quelque qualité qu'ils soient, venants des païs de dehors le royaume et qu'aucuns ne les fassent courir ou divulguer en cette ville de Loudun, pendant la tenue du synode. Et en cas que cela arrive ou qu'il se trouve de ces escrits, il m'est enjoint de les faire supprimer incontinent et de m'emploïer avec vigueur pour procéder à l'encontre de ceux qui les voudroient débiter ainsi que de raison et ordonner telles peines que je jugerai convenables ; et outre m'est expressément et disertement recommandé d'abrégier le synode le plus qu'il sera possible, ce qui m'est encore ordonné par une dernière dépesche reçue en cette ville. »

Ce discours ayant été ouï par tous les députés avec silence et respect, le sieur Daillé, modérateur, fit une réponse par laquelle il tesmoignoit au nom de l'assemblée le ressentiment qu'ils avoient tous des assurances que nous leur avions données de la part de S. M. de son affection et bienveillance à entretenir les édits et les faire observer inviolablement. A raison de quoy ils luy rendirent leurs remerciements très humbles, particulièrement de la grâce de la permission octroyée de tenir le Synode pour lequel nous avons esté nommé commissaire, et de la liberté aussi accordée de délibérer sur la charge de député général qu'avoit exercée ledit sieur de Ruvigny, en vertu du brevet de S. M., et protesta ledit sieur modérateur, de l'obéissance de tous les sujets du roy, de leur religion, alléguants quelques deffenses sur aucuns points dont nous avons parlé, et au surplus réserva de faire plus ample déclaration pour leur justification, après

qu'il en auroit conféré avec les autres assistants avec luy à la table ce qui pourroit estre résolu, puis après, par l'avis de toute la compagnie (1).

Après cela, ledit sieur de Ruvigny parla et remontra comme il s'estoit employé pour les affaires de ceux de ladite religion auprès du Roy, en qualité de député général, dont Sa Majesté lui avoit fait expédier le brevet, et qu'il auroit fait sçavoir à ceux de ladite R. P. R., lequel il représenta et mit sur la table, déclarant qu'il n'avoit aucunement recherché cet emploi qu'il offroit quitter et mesme remettoit purement ledit brevet entre nos mains, puis desduisit comment il s'estoit conduit envers le Roy et M. le Cardinal, pour obtenir la permission de la convocation du Synode, ayant lu une lettre de Son Eminence sur ce sujet, et se retira (2).

Ce point aiant esté mis en délibération, tous les députés par leur avis dirent qu'ils recognoissoient avoir beaucoup de sujet de rendre au Roy leurs très humbles remerciements de ses grâces dont nous leur avions donné les assurances de sa part, et particulièrement de ce qu'après le décès du sieur d'Arselliers, elle avoit choisy le sieur de Ruvigny pour député général, pour avoir soin de leurs affaires auprès de sa personne et maintenant elle leur laissoit la liberté de délibérer sur la confirmation dudit sieur de Ruvigny en cette charge; et recognoissoient aussi qu'ils avoient grande obligation audit sieur de Ruvigny, pour ce qu'il avoit géré pour eux, et n'en pouvoient nommer un autre qui leur pust estre plus utile. Ainsy d'un commun consentement fut arresté qu'il seroit remercié pour la gestion par luy faite, et, attendu la déclaration que nous avions faite au nom de S. M. que si le Synode approuvoit et consentoit la confirmation dudit sieur de Ruvigny, elle auroit bien agréable qu'il continuât en la fonction de ladite charge de député général, fut résolu et conclu qu'il demeureroit confirmé et nommé pour l'advenir, pour exercer ladite charge. Et estant mandé, et ayant repris sa place, luy fut dit par le sieur modérateur, la résolution prise, et en conséquence il fit le serment ainsy qu'il s'estoit pratiqué ci-devant, et lui fut rendu le brevet du Roy de sa nomination.

(1) Voir le texte même du discours de Daillé, dans *Aymon*, t. II, p. 722.

(2) Il n'est pas fait mention de cette intervention de Ruvigny dans les Actes publiés par *Aymon*.

Et parce qu'il estoit près de 10 heures, auquel temps nous avions arrêté dès le jour précédent de finir la matinée, à cause que nous avions accordé aux officiers de la justice du baillage d'aller au palais à ladite heure pour faire l'ouverture des audiences d'après la Saint-Martin, nous remismes à l'après-disnée de travailler au Synode, à 2 heures jusqu'à 6, et réglasmes d'employer tous les jours suivants sans intermission depuis 7 heures du matin jusques à 11, et depuis deux heures de relevée jusques à 6, fors que pour les jours de presches sur semaine, les mardis et jeudis au matin on finiroit à 10 heures, et pour les dimanches, le premier presche commenceroit à 9 heures sans s'assembler pour le Synode; auparavant et à la fin du second presche on travailleroit jusques à 6 heures du soir, ayant esté accordé, à la prière du consistoire de Loudun, que pendant le Synode le jour de mardy pour prescher seroit ajouté aux jours ordinaires et acoustumés des dimanches et jeudis, comme il s'estoit pratiqué en autres synodes semblables.

Audit jour, mercredi 12 novembre, depuis 2 heures de relevée, toute cette après-disnée fut employée à la lecture de la confession de foy qui fut achevée et remise au lendemain matin à délibérer sur la députation à faire au roy (1).

Le jeudy, 13^e dudit mois de novembre au matin, fut proposé par le sieur Daillé, modérateur, que si on vouloit envoyer vers le Roy ou lui escrire à cause du grand esloignement de la Cour, il falloit s'acquitter au plus tôt de ce devoir, à quoy nous dismes que nous ne trouvions rien à redire à la délibération, pourvu que le sujet ne fust que pour rendre à Sa Majesté des remerciements, l'asseur de leur obéissance et la supplier de continuer à tous ses sujets de leur religion l'affection et bienveillance dont nous les avions assurés de sa part. Les premiers advis ayant esté conformes à ce que nous avions déclaré, aussitost que nous ouysmes qu'il fut parlé par l'un des députés qu'encore que, au dernier Synode national, le Roy n'eust pas trouvé bon que l'on eust parlé de lui présenter un cahier de plaintes par les premiers députés qui furent envoyés vers luy au commencement de l'assemblée, néanmoins à cause que maintenant

(1) Cet alinéa correspond au chap. VI des Actes dans Aymon, t. II, p. 742. Puis nous revenons à la page 733.

le Roy estoit si esloigné qu'il n'y avoit pas à espérer de faire une seconde députation, il falloit croire que quand on chargeroit leurs députés de quelques articles contenant les plus importantes et indubitables infractions des édits de Sa Majesté, elle ne trouveroit pas mauvais que le cahier qui en seroit bientôt fait luy fust présenté, sur ce, nous interrompismes celui qui parloit, et remontrâmes que c'estoit d'abord contrevenir directement à la volonté expresse du Roy, laquelle ils avoient entendu par nostre bouche, et, par ce moyen, ils pouvoient croire que s'ils passoient outre, au delà de ce que nous leur avions proposé, leurs députés ne seroient pas mesme receus. A quoy nous adjoutâmes plusieurs autres raisons et considérations que nous recognusmes en quelque façon estre escoutées avec approbation par la plupart; aussy, avec peu de diversité dans les opinions, la résolution fut que la députation seroit faite par deux députés pour faire seulement les soumissions comme dessus, sans rien résoudre, quant à présent, pour le cahier de plaintes, à quoy on pourroit travailler sur la fin du Synode, pour laisser ce cahier ès mains du sieur de Ruvigny, et en faire ensuite par luy les poursuites nécessaires après leur séparation. Et furent nommés les sieurs Eustache, ministre de Montpellier, et de Mirabel, gentilhomme du Vivarest, antien, pour faire le voyage avec la plus grande diligence que faire se pourroit, lesquels seroient chargés de lettres au Roy, à la Reine et à M. le cardinal Mazarin, et à MM. de la Vrillière et le Tellier, secrétaires d'Estat, et à M. le surintendant et controlleur des finances avec instruction particulière contenant, entre autres choses, ordre de solliciter à la cour la gratification du roy pour le deffray de cette assemblée, comme il avoit esté accordé cy-devant, mesme au précédent Synode national, pour raison de quoy nous leur offrîmes d'écrire à mondit sieur de la Vrillière, pour le supplier en particulier de s'employer afin d'avoir une réception favorable des députés afin de leur faire obtenir cette gratification du deffray et l'ordonnance du Roy pour cet effet; suivant cela furent chargés aucuns d'entre les députés du Synode pour faire les lettres qui seroient puis après leues en pleine assemblée. A ce que dessus fut employée la matinée jusques à 10 heures qu'on se leva pour aller au presche. L'après-disnée dudit jour fut employée à commencer la lecture de la discipline ecclésiastique et le jugement des observations faites sur icelle dont aucuns des députés estoient chargés par leurs synodes provinciaux.

Le vendredy 14 novembre, matin et après-disnée, fut tout employé à continuer la lecture de ladite discipline et jugement des observations comme dessus, et ledit jour fut présenté à l'assemblée par un des députés une lettre adressée au Synode que l'on dit estre des pasteurs et professeurs de l'Eglise et Académie de Genève, laquelle nous fut mise entre les mains, close, et l'ayant puis après ouverte et leue en particulier, encore que nous eussions trouvé qu'elle ne contenoit que des tesmoignasges de bonne volonté et souhaits sur le sujet de la conformité de la doctrine de leur commune religion et des prières pour l'heureuse conservation de la personne de Sa Majesté pour la parfaite prosperité de ses couronnes, et pour la sainte bénédiction de son mariage et de la paix, nous jugeasmes que pour nous tenir précisément à l'ordre exprès qui nous avoit esté donné de la part du Roy et empescher toute conséquence touchant la communication avec les estrangers, il estoit plus expédient de retenir cette lettre pour l'envoyer à M. de la Vrillière, après en avoir gardé coppie pour en donner par nous communication, comme nous avons fait, à quelqu'un des ministres du Synode, qui pourroit eserire en son nom particulier à Genève à quelqu'un de sa cognoissance ainsy qu'il jugeroit à propos, afin de leur faire sçavoir comme, en vertu des ordres du Roy que nous avions, la lettre ayant esté par nous retenue, le Synode n'auroit pu y faire réponse.

Et ledit jour, nous fut aussy mis entre les mains, hors l'assemblée, par un autre des députés une grande lettre qu'il nous dit estre de Groninghen, du nommè des Marests, ministre et professeur en théologie dudit lieu, laquelle ayant depuis ouverte et leue, nous trouvâmes ne contenir que des disputes sur le point de la grâce à l'encontre d'un livre imprimé du sieur Daillé pour la deffense des Synodes d'Alençon et Charenton touchant cette matière, et jugeasmes aussy que pour estre ladite lettre d'un estranger hors le royaume, elle ne devoit estre reçue et méritoit d'ailleurs d'estre supprimée; et encore le mesme jour nous aiant esté représenté autres lettres de particuliers du royaume, par autres, qui nous prièrent de trouver bon qu'ils feussent ouïs, au moins de ceux qui avoient écrit lesdites lettres, nous avons estimé telles lettres devoir estre rejetées et ceux qui nous les avoient présentées estre renvoyés sans les ouïr pour n'y perdre temps et pour la conséquence.

Le samedi 15 novembre, matin et après-disnée, fut employé comme le jour précédent et fut achevée la lecture de la discipline (1), et outre furent leues les minutes des lettres du Synode et de l'instruction dont les députés devoient estre chargés, et comme nous remarquasmes que dans celle pour M. le Cardinal estoit fait mention de la demande du deffray, nous fismes oster cet article de ladite lettre, afin que la députation vers le Roy fust mieux reçue, ainsi que véritablement elle avoit esté résolue; au surplus, parce que nous sceumes que aucuns des députés s'estoient plaints de ce que nous avions retenu ces lettres dont est fait mention ci-dessus, disant que au moins au précédent Synode, ils avoient entendu la lecture de semblables lettres, nous crusmes leur en devoir parler pour leur faire entendre les raisons que nous avions eues pour en user de la sorte pour leur avantage, à raison de quoy ils ne devoient avoir aucun soubson que nous eussions voulu supprimer aucune lettre qui leur pust servir pour ce dont ils eussent pu raisonnablement délibérer et leur fismes lecture de la coppie que nous avions gardée de la lettre de Genève, et au surplus les asseurasmes que pourveu que nous feussions assuré du lieu dont venoient les lettres et du sujet pour lequel elles estoient escrites, nous les leur laisserions librement. Sur cela aucuns des députés protestèrent qu'ils ne faisoient difficultés que pour la conséquence à l'advenir à l'esgard d'autres commissaires et non pour aucune deffiance de nous en qui ils se pouvoient confier davantage, et à ce propos proposoient d'employer dans les lettres du Roy, la prière de les conserver en la liberté qu'ils avoient eue autrefois pour la communication par lettres avec les estrangers es choses qui ne concernoient les affaires politiques et d'Estat, mais leur aiant représenté que ce seroit aller contre ce qui avoit été résolu pour la députation et qu'il leur seroit libre de résoudre cy-après ce qu'ils voudroient pour les plaintes dont M. de Ruvigny seroit chargé, la chose en demeura là sans autre délibération et ne fut rien changé pour ce regard aux lettres et instruction qui devoient estre baillées aux députés de la cour.

Le dimanche, 16 novembre, à l'issue du second presche, après la lecture des arrestés faits cy-devant, le reste de l'après-disnée fut

(1) On voit que l'emploi de ces jours-là se rapporte au chap. VII des Actes dans Aymon, t. II, p. 743.

employé à commencer la lecture du Synode dernier de Charenton (1) simplement, aiant esté résolu de remettre à délibérer sur les articles qui seroient seulement eottés et remarqués sur lesquels aucuns des députés dirent avoir charge de faire quelques propositions après qu'on auroit jugé l'affaire du sieur d'Arbussy, ministre de Montauban, et autres, pour lesquelles estoient présentes plusieurs personnes esloignées, ce qui a esté ainsy exécuté, et furent les lettres et instruction du Synode signées par le sieur Daillé, modérateur, et secrétaires.

Le lundy, 16 novembre au matin, fut achevée la lecture du dernier Synode de Charenton, et parceque les parties pour l'affaire dudit sieur d'Arbussy, de Montauban, ne se trouvèrent pas prestes, on travailla à juger quelques appellations les plus sommaires, et furent, les lettres et instruction délivrées aux députés de la cour, et nous mismes ès mains dudit sieur Eustache la lettre que nous avions eserite à M. de la Vrillière.

Ensuite la teneur de la lettre du Synode escrite au Roy (2) :

SIRE,

Le plus sage de tous les Roys au commandement de craindre Dieu joint celui d'honorer le Roy, comme devoirs inséparables, pource que les roys du monde tiennent en quelque façon sa place en terre, et sont ses images vivantes, et que les degrés de leurs trônes ne les eslèvent par-dessus le commun des hommes que pour les approcher plus près du ciel. Ce sont, Sire, les maximes fondamentales de nostre croyance, que nous apprenons dès l'enfance et taschons à pratiquer en toute nostre vie et à les laisser comme en héritage à ceux de nostre postérité, et les grâces que Vostre Majesté daigne épandre tous les jours sur nous redoublent encore ces obligations, entre lesquelles nous comptons pour la principale les assurances que M. nostre commissaire nous a données, de la part de Vostre Majesté, de son affection paternelle à l'endroit de ses sujets de nostre Religion, pour leur continuer les effets de sa bienveillance ordinaire et la liberté qu'il lui a plu de nous octroyer de nous assembler en ce lieu, laquelle estant une marque très singulière de sa bonté, nous n'avons point de paroles assez fortes pour exprimer les ressentimens que nous en avons, et combien nous nous sentons obligés par cette nouvelle faveur à luy consacrer de plus en

(1) Chap. VIII dans Aymon, p. 746.

(2) Au chap. V, dans Aymon, p. 733.

plus nos biens et nos vies, veu surtout qu'à cette grâce V. M. en a joint une autre qui la tient comme par la main, qui est la permission qu'elle nous a donnée de procéder à la nomination d'un député général, suivant le pouvoir que nous en avoient octroyé le Roy et ses prédécesseurs; mais, Sire, M. le marquis de Ruvigny nous aiant esté donné par vostre royale main, nous nous en sommes si bien trouvés, que nous supplions très humblement V. M. qu'il luy plaise nous en accorder la continuation : c'est, Sire, ce qu'ont charge de tesmoigner à Vostre Majesté les sieurs Eustache et de Mirabel, que nous avons nommés pour porter à ses pieds nos hommages et soumissions, et les sincères protestations de nostre inviolable fidélité, avec des vœux continuels que nous présentons à Dieu pour la conservation de sa sacrée personne, pour la prospérité de son règne, pour l'establisement de la paix et pour l'heureux accomplissement de son mariage, comme estant, Sire, de Vostre Majesté,

Les très humbles, très obéissants, très fidelles sujets et serviteurs,
les pasteurs et antiens assemblés, par permission de V. M., en synode national à Loudun, et pour tous : DAILLÉ, modérateur; DE BRISSAC, secrétaire; LORIDE DES GALINIÈRES, secrétaire.

A Loudun, ce 17 novembre 1659.

Teneur de la lettre écrite à la Reine :

MADAME,

Lorsque, pendant la minorité du Roy, l'administration de la puissance souveraine a esté entre vos mains, ceux de nostre profession qui sont épanchus dans tout le royaume ont fait une telle expérience de vostre bonté et de la protection de V. M., que le souvenir leur en demeure perpétuellement gravé dans le cœur, avec un profond sentiment de reconnaissance. Depuis que l'age de nostre souverain seigneur, et plus encore sa vertu, qui a devancé le temps, luy ont fait prendre le gouvernail de l'Estat, V. M., Madame, l'a tellement assisté de ses bons conseils, que nous reconnaissons qu'ils ont beaucoup contribué à nous maintenir en repos et dans la jouissance des choses qui nous ont esté octroyées par les édits de nos princes, et encore depuis peu, Madame, la concession qui nous a esté faite de pouvoir nous assembler en synode national est venue en partie des bonnes inclinations que V. M. a pour nous; de quoy nous sommes si sensiblement touchés, que nous ne pouvons avoir de satisfaction que nous ne vous en ayons tesmoigné nostre gratitude. Nous avons donc donné charge, Madame, aux députés que nous envoyons vers le Roy, d'aller aussy se présenter devant V. M., pour luy dire, avec une très entière soumission, non-seulement pour nous qui sommes ici assemblés, mais encore au nom de ceux qui font

profession de la mesme religion que nous et qui nous ont envoyés, que la mémoire de vos bienfaits ne s'effacera jamais de nos âmes. Nous supplions très humblement V. M. qu'il luy plaise nous fournir toujours matière d'actions de grâces par la continuation des effets de sa royalle bonté, et nous donner l'occasion de publier, comme nous faisons incessamment, ses louanges, et obtenir par nos vœux pour elle les meilleures bénédictions du ciel. S'il escoute ceux que nous luy faisons continuellement, Madame, il vous donnera longueur de jours en toute prospérité, et fera réussir les desseins que vous avez de mettre le repos dans la France par l'establissement d'une bonne et constante paix entre ces deux glorieuses couronnes qui se heurtent depuis si longtemps. Il bénira les soins que vous prenez de procurer au Roy une espouse qui luy donne une postérité semblable à celle que vous avez donnée au feu Roy son père, et qui soit digne du sang de tant de monarques à qui Dieu a soumis l'empire des François et des Espagnols; et enfin, il nous donnera, Madame, de faire voir, par nostre fidélité inviolable et par l'obéissance que nous rendrons à vos volontés, que de tous les peuples de ce royaume il n'y en a point qui soit plus que nous,

Madame, de Vostre Majesté,

Les très humbles et très obéissants sujets et serviteurs, les pasteurs et antiens assemblés en synode national à Loudun, et pour tous :
DAILLÉ, modérateur; DE BRISSAC, secrétaire; LORIDE DES GALINIÈRES, secrétaire.

Loudun, ce 47 novembre 1659.

Teneur de la lettre à M. le Cardinal :

Monseigneur,

Bien qu'après Dieu ce soit de la grâce du Roy que nous tenons la liberté de nous assembler en synode national, si est-ce que nous en avons la principale obligation à la bonté de Vostre Eminence et à la sagesse de ses conseils; outre que c'est par eux que ce grand Estat est gouverné depuis longtemps, et que c'est par les soins de cet important ministère que Sa Majesté vous a commis que nos Eglises jouissent de la protection des édicts, nous avons appris de la bouche de M. Madelène, commissaire du Roy en nostre assemblée, et des lettres que vous avez escrites à M. le marquis de Ruvigny, nostre député général, combien vous avez eu de favorables inclinations pour nous en cette occurrence. C'est pourquoy, Monseigneur, dès aussitost que nous nous sommes veus assemblés, et que nous avons épandu nos âmes en la présence de nostre Sauveur, pour luy rendre solennelles actions de grâces de ce qu'enfin il a incliné le cœur du Roy à nous accorder ce que nous souhaitions si ardemment, nostre première

pensée ayant esté de députer vers S. M., pour luy en porter nos très humbles remercemens, nos esprits se sont incontinent tournés vers vous pour en tesmoigner nostre gratitude à Vostre Eminence; nous avons donc, Monseigneur, donné charge aux sieurs Eustache et de Mirabel, que nous envoyons en cour pour se jeter aux pieds de S. M., de se présenter devant vous de nostre part, pour asseurer Vostre Eminence que toutes les Eglises de ce royaume qui nous ont ici députés, conserveront éternellement le souvenir de ce bienfait, avec une inviolable résolution de vous en faire voir nostre ressentiment dans une incorruptible fidélité au service de S. M., et dans une respectueuse obéissance aux ordres qui nous viendront de sa part par l'entremise de vostre excellent ministère. Nous espérons aussy, Monseigneur, que vous nous ferez la grâce d'escouter favorablement nos députés dans les très humbles supplications qu'ils ont à vous faire pour nous; qu'il vous plaise continuer à nous faire sentir les bénignes influences de la bonté et de la protection du Roy nostre souverain seigneur, recevoir de mesme toujours les requestes qui vous seront présentées par M. de Ruigny, que le Roy nous a permis, et que ses qualités et ses services nous ont obligés de confirmer en la charge de nostre député général, et ne nous refuser aucune des gratifications que les assemblées comme la nostre ont toujours reçues de nos Roys, et que Vostre Eminence mesme nous a procurées. Toutes nos Eglises, Monseigneur, s'attendent à cet effet de la bonté de Vostre Eminence, et ce qu'elles en recevront sera comme un rafraichissement qui fera de plus en plus reverdir en elle sur nous tous l'affection que ceux de nostre profession ont toujours eüe, et que nostre religion et nostre intérêt nous inspirent, de pouvoir surmonter tous les autres sujets du Roy en la louange d'estre bons François et attachés au bien de l'Estat et au respect que toute la France doit à Vostre Eminence. Quoi qu'il en soit, Monseigneur, nous priérons incessamment nostre commun Rédempteur qu'il luy plaise conserver la personne de Vostre Eminence en toute prospérité, bénir les conseils que vous donnez à Sa Majesté, et les faire à l'advenir comme par le passé, réussir à l'avantage de l'Estat, à la gloire du Roy et à la louange immortelle de Vostre Eminence. Ce sont les vœux de ceux qui garderont inviolablement la qualité qu'ils ont jusques icy conservée, d'estre,

Monseigneur, de Vostre Eminence,

Les très humbles et très obéissants serviteurs, les pasteurs et les anciens assemblés en synode national, et pour tous : DAILLÉ, modérateur; DE BRISSAC, secrétaire; LORIDE DES GALINIÈRES, secrétaire.

L'après-disnée dudit jour 17 novembre fut employée au jugement de quelques observations faites par aucuns des députés par ordre

des Synodes provinciaux sur les articles cottés dudit Synode de Charenton en faisant la lecture d'iceluy.

Le mardy 18 novembre, au matin, fut vacqué aux observations du Synode de Charenton comme auparavant, et cependant entra en l'assemblée sans avis précédent, une personne qui s'avança et présenta au sieur Daillé, modérateur, une lettre qu'il dit estre du Consistoire de Montauban, sans nous déclarer aussy sa qualité ni le sujet de sa lettre. Ledit sieur Daillé nous la mit aussitost entre les mains et après que nous l'eusmes ouverte et reconnue estre signée au nom de partie seulement dudit consistoire et qu'il y estoit parlé dudit sieur d'Arbussy, nous dismes tout haut que nous estimions que cette lettre pouroit faire partie du différend d'entre ledit sieur d'Arbussy et autres dont nous avions simplement ouï parler, sans en avoir autre cognoissance pour juger s'il falloit commencer par la lecture de cette lettre ou entendre auparavant ceux qui estoient les principales parties. Sur ce, aucuns dirent que la lettre devoit estre prise comme une lettre d'envoy d'un député nécessaire, dont nous n'avions pas deü faire l'ouverture faisant instance de délibérer là-dessus. A cela nous dismes que ce ne pouvoit estre une lettre d'envoy et que l'ordre estoit que nulle lecture de lettres fust faite en l'assemblée, que nous ne sussions auparavant ce qu'elles contenoient et n'eschéoit de délibérer là-dessus, parce que nous ne voulions qu'estre assuré du contenu aux lettres qui seroient présentées auparavant l'ouverture ou lecture, et ayant assez veu ce que c'estoit de cette lettre nous en estions satisfaits et de fait nous la remettions sur la table. Ce que nous trouvâmes mauvais fut que dans cette espèce de contestation, l'un des députés se leva et s'approcha de la table, parlant d'une façon peu respectueuse et luy échappa de dire que c'estoit une oppression de leur liberté dont ils devoient faire leurs plaintes au Roy. Là-dessus nous imposâmes silence à ce député et le blasmasmes comme il méritoit, d'autant plus que aiant avoué qu'il estoit partie dans l'affaire contre ledit sieur d'Arbussy il devoit encore moins en parler, dont aussy ledit sieur modérateur le reprit et nous pria de luy pardonner. A l'instant nous nous levâmes avec tous les députés parce qu'il estoit 10 heures et estions attendus pour le presche, et la plus grande part desdits députés estant levés nous tesmoignèrent leur déplaisir de la faute dudit député, qui s'estoit ainsy emporté au delà

de son devoir. Après le presche, M. de Ruvigny qui n'avoit pas esté le matin à l'assemblée, nous vint trouver en nostre logis et nous pria de pardonner à l'indiscrétion de cet homme qui estoit habile, mais chaud extraordinairement, selon l'humeur du païs; nous assurant qu'on ne pouvoit pas avoir plus de respect pour personne qu'avoient tous ces députés pour nous, et qu'ils estoient très disposés, comme nous les avions reconnus, à ce que on pouvoit désirer pour le service du Roy, n'y aiant rien en effet à craindre pour ce regard sinon qu'ils craignoient que ce que nous avions fait servist à d'autres commissaires cy-après, à leur demander davantage et leur faire préjudice en supprimant les lettres dont ils devoient avoir cognoissance et y délibérer.

Ledit jour 18 novembre de relevée, furent jugées des récusations pour l'affaire de Montauban et la forme réglée pour ceux qui devoient estre ouïs, et puis fut traitée une question importante en exécution du dernier Synode de Charenton, si on devoit recevoir les parrains et marraines de la religion appelée des Luthériens, à présenter des enfans au baptesme, encore qu'ils n'eussent point encore participé à la Cène (1), dont la délibération ne put estre achevée en ce qui restoit de temps jusques à 6 heures du soir.

Le mercredi 19, au matin, fut achevée la délibération sur la question du jour précédent.

Ledit jour, 2 heures de relevée, fut commencée l'affaire de Montauban (2), remise à ladite heure et furent les premiers appellants ouïs.

Le jeudy 20, au matin jusques à 10 heures seulement à cause du presche, et l'après-disnée entière fut vacqué à ouïr toutes les autres parties et furent leues les principales pièces en plaidant.

Le vendredy 21 dudit mois, matin et après-disnée, fut continué en la mesme affaire comme auparavant (3).

(1) Au chap. X, dans Aymon, p. 773.

(2) Au chap. IX, dans Aymon, p. 754.

(3) Le pasteur J. Couët-Duvivier écrivait de Loudun, ce même jour 21 novembre, à Paul Ferry : « Il n'est pas croyable comme on travaille au synode. On y entre à 7 heures du matin, on en sort à midi, on y rentre à 2 heures au plus tard, et à sept heures du soir seulement on est mis en liberté. »

Le samedi 22 novembre, au matin, fut achevé d'ouïr les parties et la lecture des pièces et sur la réquisition de toutes lesdites parties, quatre commissaires furent nommés pour mettre en ordre les pièces sur quoy il eschéoit de délibérer et prononcer après que autres récusations furent jugées par ladite affaire.

Ledit jour 22 novembre, de relevée, fut vacqué à juger des appellations sur autres affaires.

Le dimanche 23 novembre, après le second presche sur les quatre heures, nous allasmes, ainsy qu'il avoit esté arrêté au lieu où se tient le Synode où nous trouvasmes petit nombre de députés qui nous prièrent de leur laisser ce peu de tems qui restoit, à cause de l'indisposition d'aucuns d'entre eux et de l'occupation des commissaires pour l'affaire de Montauban, sans lesquels on ne pouvoit travailler aux affaires dont on avoit fait estat de parler à l'heure présente, joint qu'il n'estoit pas à propos de les commencer sans les achever, ce qui ne se pouvoit faire en si peu de temps, tellement que nous fusmes obligé de leur donner congé.

Le lundi 24 novembre, matin et après-disnée, fut employé à juger diverses appellations et faits particuliers sur les rapports d'aucuns desdits députés.

Le mardi 25 novembre, jusques à 10 heures à cause du presche et l'après-disnée entière, fut employé comme le jour précédent, fors quelques heures, à juger certain incident formé devant les commissaires pour l'affaire de Montauban.

Le mercredi 26 novembre, matin et après-disnée, fut encore employé comme le jour précédent.

Le jeudi 27 novembre, au matin jusques à 10 heures à cause du presche, et l'après-disnée, fut continué de mesme et sur la fin fut présentée par un des députés de la Basse-Guyenne, une lettre adressée au Synode, laquelle ouverte s'estant trouvée souscrite des pasteurs et antiens de Arguitail en Limosin, aussitost que nous recogneusmes qu'elle faisoit mention de poursuites prétendues faites contre l'Edict de Nantes, nous fismes rendre ladite lettre audit député sans estre leue pour en estre délibéré cy-après ensemble sur

les autres plaintes semblables vers la fin du Synode ainsy qu'il a esté dit cy-devant; de mesme en fut fait aussi pour raison d'autres lettres dont le ministre député de Béarn, dit qu'il estoit chargé pour les présenter, concernant les affaires de ladite province.

Au vendredi 28 novembre du matin, fut vacqué à juger un appel du Synode provincial de Normandie, touchant certain legs en exécution d'un jugement donné au Synode national d'Alençon de 1637, et l'après-disnée dudit jour fut employée au rapport qui fut fait par les commissaires, pour l'affaire de Montauban.

Le samedi 29 novembre, matin et après-disnée jusques après 7 heures du soir, les commissaires qui avoient travaillé en l'affaire de Montauban commencèrent à opprimer les premiers sur certains chefs mis en délibération, laquelle n'ayant pu estre achevée fut remise au lendemain après le second presche, pour estre conclue.

Le dimanche 30 novembre, après le second presche, fut continué de délibérer sur les mesmes chefs, et après quelques contestations pour recueillir les advis différents, fut arrêté que cette délibération ne seroit conclue et arrêtée entièrement que après que l'on auroit opéré sur les autres chefs restants qui estoient connexes des premiers, ce qui fut remis au lendemain, estant près de 8 heures du soir quand on se leva.

Le lundy 1^{er} décembre 1659, matin et après-disnée fort tard, fut employé à opiner ainsy qu'il avoit esté arrêté le jour précédent.

Le mardi 2 décembre, au matin jusques à 10 heures à cause du presche et l'après-disnée, on oppina sur les derniers chefs de la mesme affaire de Montauban qui furent jugés.

Le mercredi 3 décembre au matin, fut conclue et achevée la première délibération qui avoit esté faite concernant le sieur Arbussy, dont la conclusion avoit esté sursise, et ainsy cette affaire fut terminée entièrement et l'après-disnée se passa en la lecture des arrestés faits sur ladite affaire et à prononcer aux parties lesdits arrestés, et à leur faire les censures et remontrances ordonnées avec les exhortations pour réconcilier toutes les parties ensemble.

Le jeudi 4 décembre, au matin, ayant été introduit dès l'entrée sur la réquisition faite par les députés de Xaintonge, un ministre qu'ils dirent de leur province, pour affaires particulières, ledit ministre demanda de l'emploi pour son ministère dont il avoit esté deschargé vers son Eglise à laquelle il estoit attaché auparavant, puis se mit à discourir de l'estat de ceux de la R. P. R. d'Olleron, pour raison de quoy il requit en leur nom assistance particulière vers Sa Majesté. Nous le laissasmes parler sans l'interrompre; mais, estant sorti, aussytost nous dismes que nous trouvions mauvaïse cette forme extraordinaire de faire ces demandes et reprismes lesdits députés de Xaintonge de cette facilité et indulgence qui ne servoit que à faire perdre du tems dont ils avoient tant de besoin pour les affaires. Cela fut ainsy reconnu par toute la compagnie et après avoir fait rentrer ce ministre luy fut dit qu'on auroit soin de ce qui le concernoit en son particulier et pour le reste il y seroit pourveu comme sur les autres affaires générales vers la fin du Synode. Ensuite fut commencé à travailler en l'affaire de Saumur, entre les sieurs Amyrault et d'Huisseau, ministres, et autres parties intéressées. A 10 heures on fut au presche que fit un jeune ministre du Vivarest, lequel parlant du purgatoire voulut deffendre les paroles contenues en la confession de foy sur cette matière, s'adressant et se tournant vers les ecclésiastiques qui assistent d'ordinaire à tous les presches, avec quelques-uns des magistrats proche d'eux, pour pourvoir à tout ce qui pourroit arriver. Cela nous ayant déplu, nous le mandasmes aussitost en nostre logis où nous lui fismes la répréhension qu'il méritoit, en présence de quelques antiens ministres qui le blasmèrent aussy, dont nous nous sommes contenté pour avoir esté asseuré de ce qui nous avoit esté attesté que ce qui avoit esté dit par ce ministre avoit esté à l'occasion d'une prédication faite par un ecclésiastique missionnaire qui, peu de jours auparavant, avoit traité cette matière en chaire sur ces mesmes paroles de la confession de foy, prenant advantage de ce que les ministres du Synode n'osoient parler en leurs presches des controverses de la religion, dont véritablement nous les avons dès le commencement du Synode exhortés de s'abstenir le plus qu'ils pourroient, et quand ils en parleroient que ce fust toujours sans user de paroles qui peussent en aucune façon offenser les catholiques.

Le vendredy 5 décembre, matin et après-disnée, fut employé à ouïr les parties de l'affaire de Saumur (1).

Le samedy 6 décembre, matin et après-disnée, fut continué à ouïr les parties de la mesme affaire.

Le dimanche 7 décembre, après le second presche jusques à 7 heures passées fut achevé de ouïr les plaidoyers des parties pour l'affaire de Saumur et furent nommés quatre commissaires pour examiner les pièces et distinguer les chefs sur lesquels il eschest de pronocer.

Le lundy 18 décembre, du matin, fut employé à juger quelques appellations sommaires sur faits particuliers, attendant que toutes les parties pour l'affaire du sieur Morus, ministre de Paris, concernant son établissement audit lieu fussent prestes pour estre ouïes.

L'après-disnée dudit jour fut continué de travailler à quelques autres appellations.

Le mardi 9 décembre jusques à 10 heures seulement, à cause du presche furent encore jugées quelques appellations sommaires.

Et l'après-disnée dudit jour après quelques récusations jugées pour l'affaire dudit sieur Morus (2), on commença à ouïr les parties.

Le mercreddy 10 décembre, matin et après-disnée, fut continué à ouïr les parties pour la mesme affaire, après que le nommé Papillon, advocat à la cour et antien du consistoire de Paris, qui est appellant dudit consistoire et du synode de la province de l'Isle-de-France, tenu à Ay, a proposé une nouvelle récusation contre M. de Ruvigny, comme estant membre du corps de ceux de la R. P. R. de Paris, et pour autres raisons; sur quoy a été résolu que ledit sieur de Ruvigny s'abstiendrait du jugement de cette affaire, et ledit Papillon ayant ensuite commencé à déduire ses moyens d'appel, aussitost que nous avons entendu qu'il a allégué l'union et bonne intelligence qui devoit estre entretenue entre toutes les Eglises de la R. P. R., tant dedans

(1) Au chap. IX, dans Aymon, p. 765.

(2) Cfr. avec Aymon, chap. IX, p. 760.

que dehors le royaume et particulièrement avec les Eglises wallonnes des Pays-Bas unis, nous l'avons interrompu et fait deffenses de parler des Eglises estrangères, comme le Roy n'entendant point que ses sujets de la R. P. R. par le moïen des assemblées qu'il leur permet pour traiter de leur doctrine et discipline ecclésiastique receue en France, eussent communication avec les estrangers en aucune sorte et manière que ce soit.

Le jedy 11 décembre au matin, nous fismes part à l'assemblée de la lettre que nous avions reçue le soir précédent de M. de la Vrillière, secrétaire d'Estat (1), faisant mention que les députés du synode avoient esté expédiés et les avoit chargés de ses lettres et qu'ils estoient demeurés d'accord par delà que l'assemblée seroit séparée devant Noël, et cependant le Roy trouvoit bon qu'il fust dressé un cahier de plaintes des prétendues infractions des édicts pour ne luy estre présentés qu'après ladite séparation, nous asseurant ledit sieur de la Vrillière qu'il s'emploieroit ensuite pour le faire répondre autant favorablement qu'il se pourroit conformément aux édicts. Sur ce ledit sieur Daillé, modérateur, nous fit très humbles remerciements au nom de la compagnie, nous disant que pour le tems de la séparation nous sçavions bien que les députés n'avoient point eu ces ordres et que aussy il estoit impossible de terminer en aussi peu de tems les grandes affaires qu'ils avoient commencées sans toutes les autres qui restoient dont on n'avoit pas encore parlé. Sur ce fut proposé que les députés de chaque province mettroient à part leurs mémoires des plaintes pour les contraventions aux édicts et que après seroient nommés des commissaires pour composer le cahier général avec M. de Ruvigny qui en demeureroit chargé pour le présenter au Roy après la séparation de l'assemblée et ensuite en poursuivre la response et l'exécution, ce qui fut ainsy arrêté de nostre consentement sans en délibérer davantage, ayant quant à nous déclaré que pour la confection dudit cahier nous nous en remettions audit sieur de Ruvigny. Après cela, les parties de l'affaire dudit sieur Morus estant entrés, ledit Papillon a continué sa plaidoierie, et comme il a commencé à alléguer des exemples de communication des synodes nationaux et provinciaux de France avec

(1) Cfr. Aymon, p. 738.

les estrangers, nous l'avons encore interrompu et à luy enjoint de passer ce point sans en parler davantage, à quoy il a obéi; mais, ayant fait des plaintes contre un synode tenu à La Ferté-au-Col comme ayant eu des brigues et corruption ainsy qu'il se pratique dans les juridictions séculières, nous l'avons repris grièvement de blasmer ainsy indiscrettement tous les juges du royaume.

Et ledit Papillon n'ayant pas encore achevé à 10 heures, nous nous sommes levés pour aller au presche qui a esté fait par le sieur de Casamajor, Béarnais, député de sa province de Béarn, lequel sur le texte de l'Evangile contenant le commandement de nostre Seigneur de rendre à César ce qui appartient à César et à Dieu les choses qui sont à Dieu, n'a rien omis pour recommander l'obéissance due au Roy par ses sujets en toutes choses soit pour leurs biens et vies sans aucune résistance en quelque sorte que ce soit et s'est estendu particulièrement sur les obligations que ceux de la Religion Prétendue Réformée avoient à nostre Roy que Dieu leur avoit donné en suite des prières qu'ils avoient faites à Dieu par plusieurs années avant sa naissance, à quoy il a adjouté des louanges de la personne du Roy faisant cognoistre qu'il n'en parlait que par l'abondance de l'affection qu'ils avoient tous de s'acquitter de leur devoir à cet esgard. Comme les autres ministres qui avoient presché auparavant luy n'avoient pas manqué d'en faire aussy mention en leurs prédications, sans qu'il fust besoin d'insister sur ce point d'honorer le Roy, qui est tenu pour une maxime constante parmi eux et inséparable de celles de craindre Dieu ainsy qu'il est prescrit par les saints apostres.

Dudit jour, de relevée, ledit Papillon ayant continué à déduire ses moyens d'appel il a fini par ses conclusions qu'il a expliquées et lors le sieur de Langle, ministre de Rouen et adjoint au modérateur étant demeuré à la table nonobstant qu'il fust récusé par le sieur Morus et eust esté jugé qu'il s'abstiendrait du jugement parce qu'il luy avoit esté permis d'assister à la plaidoirie quoique nous eussions représenté que cela ne devoit pas estre permis par les règles, a pris la parole et a dit à Papillon qu'il devoit proposer tous les autres chefs d'accusation qu'il avoit à l'encontre du sieur Morus et déduire toutes les preuves par les pièces qu'il avoit en ses mains, sur quoy le sieur Papillon aiant dit qu'il se réservoir pour la réplique et le sieur Morus aiant soutenu que ledit Papillon devoit alléguer tous les moïens à la fois pour y répondre puis après tout ensemble, ledit

sieur de Langle a excité derechef ledit Papillon à expliquer toutes les pièces qu'il avoit ; sur cela nous nous sommes adressé audit sieur de Langle et luy avons représenté qu'il estoit récusé par le sieur Morus pour plusieurs raisons et entre autres pour ce que ledit sieur Morus avoit soutenu contre luy que sans ordre de la Province de Normandie et contre toutes les formes il avoit divulgué et envoyé par toutes les provinces du royaume des libelles diffamatoires contre son honneur, ayant eu par ce moyen des communications avec les Eglises de Hollande et Pais-Bas unis, et pour cela avons dit au sieur de Langle qu'il ne devoit pas au moins parler en cette cause, en quoy il s'accusoit luy-même d'estre autheur de l'accusation des escrits venants hors du royaume dont ledit sieur Morus se plaignoit ; pour raison de quoy en général nous avons au commencement du synode fait entendre l'ordre exprès du Roy à nous donné de faire supprimer tels escrits estrangers et de faire procéder contre ceux qui les voudroient débiter. Sur ce ledit sieur de Langle nous a dit que ce n'estoit point lui seul mais le consistoire de Rouen qui avoit envoyé par les provinces ces escrits délivrés audit consistoire par le moïen des marchands, et qu'il ne craignoit rien et se justifieroit bien s'il estoit de besoin devant le Roy, nous interpellant de déclarer si nous n'avions pas dit que nous permettrions audit Papillon de se servir des pièces que ledit sieur de Langle luy voudroit mettre entre les mains. Sur quoy nous avons dit que nous ne trouvions pas bonne cette façon d'agir et de parler dudit sieur de Langle, et ne pourrions pas permettre qu'on rapportast en l'assemblée aucunes écritures de dehors le royaume. Mais bien que ledit Papillon plaïdoit les moïens qu'il voudroit et que pour les preuves il produisist aussy les pièces qu'il lui plaïroit par-devers des commissaires qui seroient nommés avec lesquels nous voulions voir et examiner lesdites pièces, comme nous voulions continuer de parler, ledit sieur de Langle a recommencé à interrompre nostre discours disant qu'il falloit donc laisser tout là, dont nous sentant émus avons dit qu'il devoit sortir, autrement que nous quitterions l'assemblée pour n'y retourner plus ; et de fait nous nous sommes levé pour sortir, disant que nous ne pouvions souffrir cette contradiction. Mais aussitost celui qui modérait ayant dit au sieur de Langle qu'il avoit tort et nous ayant prié avec tous les députés qui s'estoient levés de lui pardonner et reprendre nostre place, nous nous sommes retourné et rassis ; et après avoir représenté le tort que le

sieur de Langle avoit de sa mauvaise conduite, le sieur de Langle s'est retiré. Et après que nous avons dit audit Papillon qu'il plaidast ses moïens en son nom et achevast toutes ces accusations, remettant à produire ensuite ses pièces s'il estoit de besoing, ce qui a esté ainsi approuvé unanimement tout hault par tous les députés sans autre délibération, ledit Papillon a poursuivi et achevé entièrement son plaidoyer. D'après cela, ledit sieur Morus a commencé sa réponse jusques à 6 heures du soir que l'affaire a esté remise au lendemain. Et estant levés la plupart des députés sont venus vers nous pour nous témoigner leur déplaisir de ce qui s'estoit passé, recognoissant l'obligation qu'ils nous avoient mesme en cette occurrence d'avoir espargné ledit sieur de Langle et nous suppliants encore de luy vouloir pardonner et de continuer à les assister et traiter favorablement comme nous avions fait jusques ici, ce que nous leur avons accordé.

Le vendredy 12 décembre, du matin, sur ce qui a esté représenté par le sieur Desloges qui modéroit au synode, que M. de Ruvigny aiant tesmoigné quelque mécontentement de ce qui s'estoit passé et ordonné sur le sujet de la récusation proposée contre luy par ledit sieur Papillon, il sembloit estre à propos pour lever ce mécontentement de députer vers ledit sieur de Ruvigny, afin de luy faire entendre que la compagnie en avoit du déplaisir et n'avoit point esté en doute de son intégrité et le prier de retourner en l'assemblée, la proposition ayant esté approuvée, a esté délibéré et résolu que le sieur Amyrault ministre et Descourcelles antien, iroient présentement au nom de la compagnie trouver ledit sieur de Ruvigny pour luy faire entendre que ce qui a esté fait n'estoit point faute de respect et d'estime pour sa personne et encore moins pour diminuer l'honneur qui estoit deu à sa qualité de député général, et le prioient de retourner et vouloir entendre les plaidoeries et les avis des députés en l'affaire dudit sieur Morus, et peu de temps après lesdits sieurs Amyrault et Descourcelles estant de retour ont rapporté qu'ils avoient parlé audit sieur de Ruvigny suivant la charge qui leur avoit esté donnée et l'avoient laissé adoucy, mais qu'ils avoient remarqué qu'il luy estoit resté encore quelque chose en l'esprit que ledit sieur Amyrault dit croire que nous pourrions bien oster entièrement s'il nous plaisoit d'agir pour cela vers ledit sieur de Ruvigny. Pour raison de quoy nous ayant esté prié par la compagnie de nous y vouloir employer

nous l'avons consenti ; cela fait, et les parties de l'affaire cy-dessus estant rentrées, et le sieur de Langle ayant repris sa place, le sieur Morus a commencé à desduire ses deffenses et à lire et faire lire ainsi qu'il l'a requis quantité de pièces pour sa justification sans que ledit sieur de Langle ait dit un seul mot.

L'après-disnée dudit jour, 12 décembre, après quelque légère affaire vidée, a esté employée à ouïr ledit sieur Morus et la lecture de ses pièces jusqu'au soir.

Le samedi 13 décembre du matin, nous avons dit à l'assemblée que le sieur Dize, ministre de Grenoble, nous avoit mis entre les mains une lettre en latin adressée au Synode, datée de Zurich, du 5 de ce mois, souscrite des pasteurs et professeurs des Eglises et académies de Zurich, Berne, Basle et Schafouze, et au nom de tous : *Johannes Jacobus Huldricus*, de laquelle lettre nous avons trouvé bon que la compagnie eust la lecture, et qu'après cela elle nous fust rendue sans que le Synode y fist response pour estre par nous ladite lettre envoyée à M. de la Vrillière, afin d'en faire par le Roy ce qu'il luy plairoit, ce qui ayant esté unanimement approuvé, nous avons délivré ladite lettre qui a esté levee et à l'instant à nous rendue.

Ce fait, les parties cy-dessus entrées, le sieur Morus a continué jusques à onze heures et demie comme cy-devant.

Et l'après-disnée dudit jour 13 décembre, ledit sieur Morus ayant achevé, le sieur Daillé, au nom de la province de l'Isle-de-France, a desduit les moïens amplement, pour deffendre le jugement du synode de l'Isle-de-France, tenu à Ay ; et le sieur Turpin, député pour le consistoire de Paris, a aussy desduit les moyens dudit consistoire jusques à six heures et demie.

Le dimanche 14 décembre, après le second presche, le sieur Pappillon a esté ouï en ses répliques.

Le lundi 15 décembre du matin, le sieur Dize, ministre de Grenoble, a rapporté avoir veu deux députés des vallées de Piedmont, de Valperouze et autres, lesquels s'estoient adressés à luy, parce qu'il avoit esté employé cy-devant pour la subvention charitable cy-devant faite à ceux de leur religion desdites vallées, lesquels députés il avoit reconnu n'estre envoyés que par quelques particu-

liers des plus pauvres de ce pays-là, proposant des plaintes de la mauvaise distribution prétendue faite de certains deniers de cette aumône générale entre tous ceux desdites vallées, demandant quelques réglemens sur le fait de leurs ministres et de la discipline à observer entre eux, sur quoy ledit sieur D'ize, après avoir représenté tout ce qui avoit esté fait en cette matière dont il a tesmoigné avoir cognoissance particulière, il a dit qu'il ne croïoit pas que la compagnie deust ou peust rien faire pour ce regard, néanmoins prioit qu'on fist entrer les deux particuliers qui estoient venus, afin qu'ils montrassent les lettres ouvertes et mémoires qu'ils avoient. Là-dessus nous avons dit que c'estoit du temps perdu, et que ces gens ne pouvoient estre ouïs quand même ils auroient lettres d'envoy du corps des habitants de ces vallées, soit de ceux qui sont sujets du Roy, ou encore moins des autres qui sont sujets du duc de Savoie. Néanmoins, sur ce que le modérateur et autres de la compagnie nous ont prié de permettre qu'ils entrassent seulement pour leur donner cette satisfaction de montrer leurs mémoires et leur faire quelques exhortations sans que la compagnie délibérast sur leurs demandes, nous l'avons ainsy permis, et les deux mémoires leus et les deux dits particuliers ouïs, ils ont esté aussitost renvoyés avec exhortation de retourner en leur pays, pour se contenir en leur devoir sous la conduite de ceux auxquels ils estoient assujettis, et de travailler un chacun d'eux en leur vocation, ainsy qu'ils y estoient obligés. Cela fait, les parties de l'affaire du consistoire de Paris et du sieur Morus ont achevé leurs répliques et lecture de leurs pièces, et ensuite lesdites parties retirées, a esté délibéré s'il seroit procédé au jugement sans nommer des commissaires; sur quoy en a esté nommé quatre pour vérifier seulement les pièces dont la lecture n'avoit pas esté faite en plaidant ou dont on pourroit faire difficulté en la forme, à la charge qu'au plus tard on commenceroit à opiner mercredi prochain, selon qu'il avoit esté par nous proposé, afin que nous puissions assister à la vérification et examen desdites pièces avec lesdits commissaires, ainsy que nous avons tesmoigné estre de nostre intention, à l'effet de recognoistre par nous les pièces qui pourroient venir de Hollande et Païs Bas, ensuite des synodes des Eglises wallonnes dudit païs tenus à Targout et Nimègue, et satisfaire par ce moïen aux ordres que nous avons du Roy, concernant les escrits des païs estrangers.

Et l'après-disnée dudit jour a esté commencé d'ouïr les parties sur un appel interjeté par un ministre de Niort, de la disposition de son ministère ordonnée par le synode de la province de Poictou.

Le mardy 16 décembre, du matin jusques à dix heures, a esté achevée la plaidoierie commencée le jour précédent, et ont esté nommés deux commissaires pour voir les pièces.

L'après-disnée dudit jour a esté employée à quelques affaires particulières d'appellations sommaires qui ont esté vidées, et cela jusques à 5 heures, que nous avons donné congé à l'assemblée; et nous nous sommes transporté en la maison où estoient assemblés les commissaires de l'affaire du sieur Morus et consistoire de Paris, afin de voir par nous et examiner les escrits qui pourroient avoir esté envoyés de Hollande, ce que nous avons fait en la présence desdits commissaires et des parties, et n'avons trouvé que quelques copies informes rapportées par Papillon des pièces dont nous avons reconnu que l'on s'est voulu servir aux synodes tenus en Hollande pour la condamnation dudit sieur Morus. Et par ce moyen avons jugé que l'on n'a pas produit tous les autres escrits, que nous avons entendu avoir esté envoyés de Hollande et autres pays estrangers, et avoir esté divulgués en France, puis, que nous avons trouvé que ces copies de pièces produites par ledit Papillon peuvent faire partie de celles qu'il a reconnu avoir eues des mains dudit sieur de Langle, dont a esté fait mention cy-dessus : et sur cela avons résolu de laisser toutes ces pièces produites de part et d'autre pour y avoir tel esgard que de raison en jugeant le différend d'entre les parties.

Le mercredy 17 décembre, du matin, les commissaires pour l'affaire du sieur Morus n'ayant pas encore achevé de conférer entre eux pour régler le rapport qu'ils en devoient faire, ce qui a esté remis au lendemain matin pour y avoir aucuns des députés absents qui s'y pourroient trouver audit jour, a esté parlé par un député de Xaintonge d'un fait d'une appellation particulière qui a esté mise en délibération, et parce que par les mémoires faits pour cette affaire, il estoit aussy fait mention d'un arrest donné au parlement de Bordeaux sur la requête du procureur général sans ouïr les parties; portant que ceux de la Religion Prétendue Réformée seroient appelés; et cependant deffenses leur estoient faites de continuer l'exer-

cice de ladite religion en certain lieu où ledit député disoit qu'ils avoient droit certain et constant en vertu de l'Edict de Nantes, et la possession depuis libre et paisible sans interruption jusques à présent, pour raison de quoy ledit député vouloit qu'il fust enjoint aux habitants de ladite religion et ministre dudit lieu de se maintenir en leur dite possession, nonobstant ledit arrest et toutes poursuites qui pourroient estre faites en vertu d'iceluy, sous peine de toutes censures ecclésiastiques; sur ce, nous avons représenté que le synode ne devoit employer des censures pour un fait particulier qui estoit purement politique, et qu'il suffiroit de remettre cet article, et l'employer avec plusieurs autres affaires semblables dans le cahier général qui seroit dressé de leurs plaintes; autrement ce seroit un moïen de rendre les synodes nationaux odieux au Roy, en contrevenant à ses ordres pour le détourner de les accorder cy-après, sans que cela leur procurast aucun avantage. A quoy nous avons tellement insisté, qu'enfin ils y ont acquiescé, et n'ont opiné que sur l'appel dont estoit question, et remis à délibérer cy-après sur le surplus, en traitant des faits généraux; et ensuite a esté délibéré sur quelques articles qui avoient esté marqués et réservés cy-devant en lisant les actes du synode national tenu à Charenton. Et l'après-disnée dudit jour, a esté employée à juger quelques observations faites par aucuns des députés dont ils estoient chargés par leurs synodes provinciaux sur les articles réservés dudit synode dernier.

Le jeudy 18 décembre du matin jusques à dix heures, à cause du presche, et l'après-dinée entière a esté vacqué à ouïr le rapport fait par les commissaires pour l'affaire du commissaire de Paris et dudit sieur Morus, et remis l'opinion au lendemain matin.

Le vendredy 19 décembre, du matin auparavant que les commissaires commençassent à opiner, d'autant que nous avions cy-devant permis aux parties de produire toutes les pièces que bon leur sembleroit par-devers lesdits commissaires entre les mains desquels nous avions depuis trouvé plusieurs pièces, ou plus tôt copies non collationnées vallablement ny en forme probante, qui avoient esté produites par le sieur Papillon, lesquelles nous avions recogneu avoir esté envoyées de Hollande, et lesquelles néantmoins nous avions estimé devoir laisser entre les mains desdits commissaires pour en faire

leur rapport sans les retirer et supprimer par nous, afin que les parties ou le synode mesme ne se puissent plaindre que l'on n'auroit peu sans lesdites pièces prendre cognoissance entière du fonds de l'affaire pour la juger dans la justice. Nous avons représenté à la compagnie qu'ensuite de ce que dessus et pour lesdites considérations toutes les écritures et pièces produites par devers lesdits commissaires, suivant nostre permission estant demeurées par-devers eux nonobstant les ordres que nous avons du Roy de supprimer tous escrits venant de dehors le royaume, qui seroient divulgués en cette ville de Loudun, nous laissons aussy à tous cesdits députés juges la liberté entière de juger sur toutes lesdites pièces, ainsy qu'ils trouveroient à propos, sinon que nous les advertissions de juger eux-mêmes suivant leur discipline, sans s'arrester à l'autorité des jugemens donnés par les synodes estrangers, ny s'y soumettre, et sans qu'ils pussent recevoir le sieur Morus qui estoit François et sujet du Roy, pour se justifier par-devant aucuns autres juges estrangers, ou subir leur juridiction ou jugement, ce qui seroit contre l'autorité du Roy et les lois et usances du royaume, et ne pourroit estre approuvé par Sa Majesté qui ne voudroit souffrir tel jugement qui seroit donné par ses sujets de la religion prétendue réformée, en abusant eux-mêmes des privilèges et libertés à eux accordés par les Edicts de juger entre eux, selon leur discipline, pour s'assujettir à une juridiction estrangère quelle qu'elle fût, à raison de quoy, pour l'intérêt du Roy et pour leur avantage nous leur avons fait entendre, au nom de Sa Majesté, qu'ils eussent bien à prendre garde de ne contrevenir à ce que dessus, autrement nous nous opposions à la résolution qu'ils pourroient prendre au contraire; aiant déclaré que nous voulions estre fait mention en sommaire de ce que dessus dans l'acte qui contiendra le jugement de l'affaire concernant ledit sieur Morus. Et cette remonstrance achevée, lesdits commissaires ont opiné et ensuite plusieurs des autres députés pareillement entre lesquels comme nous avons entendu que aucuns soustenoient estre obligés aux jugemens desdits synodes de Targout et Nimègue, ou qu'il falloit renvoyer ledit sieur Morus à se justifier par-devant ces juges estrangers, nous leur avons déclaré que nous nous opposions à ce que tels fondemens fussent établis contre l'autorité du Roy, et que s'ils ne prétendoient pas avoir droit de juger contre ces jugemens estrangers, ils ne devoient pas aussi attribuer à ces juges de dehors

le royaume le droit de juger des sujets du Roy. Aucuns aussi opinèrent que le Roy seroit supplié de permettre qu'ils envoyassent des députés d'entre eux en Hollande pour informer, ou qu'il leur fust loisible d'escire aux Eglises wallonnes, sur quoy nous avons déclaré qu'ils ne devoient point s'attendre à cela et ne le doivent point demander. Ainsy les opinions ont esté continuées jusques après midy.

L'après-disnée dudit jour, cette délibération a esté achevée fort tard et a esté résolu que ledit sieur Morus estoit déclaré innocent, et luy seroit néanmoins fait des remonstrances pour se conduire avec plus de circonspection outre quelques censures en leur forme contre les synodes de l'Isle-de-France, et a esté remis au lendemain à régler et résoudre quelques articles restants (1).

Le samedi 20 décembre, du matin, ce qui restoit de l'affaire du

(1) *Extrait d'une lettre de Couët-Duvivier à Paul Ferry, du 19 décembre 1659 :*

« L'affaire de M. Morus est enfin terminée. Vous savez en gros que M. Morus est innocent, qu'il demeure pasteur de l'Eglise de Paris, et que cependant on censure le consistoire de Charenton et les synodes de La Ferté et d'Al, pour avoir agi dans leur votation contre la discipline et contre les formes, tout cela pour donner quelque contentement aux Eglises wallonnes. L'acte du synode, tout en donnant gain de cause à M. Morus, porte que de graves et sérieuses remonstrances lui ont été faites pour le peu de circonspection qu'il a apportée à sa conduite, avec exhortation à ne plus parler si librement à l'avenir, ni de bouche ni par écrit, mais de se concilier les esprits, et de chercher la paix même avec ses ennemis. Les synodes de La Ferté et d'Al censurés, le premier, pour avoir jugé des accusations intentées contre le sieur Morus, et n'avoir demandé pour le recevoir à Paris qu'un témoignage des curateurs de l'illustre école d'Amsterdam et des bourguemestres, et non des pasteurs; le second, pour avoir jugé de la compétence ou incompétence des Eglises wallonnes à juger M. Morus; et le consistoire de Paris, pour n'avoir observé la discipline dans la vocation de M. Morus, avec ordre d'y mieux procéder à l'avenir.

« Vous ne sauriez croire combien peu de jugement a M. Morus lui-même, tout homme d'esprit qu'il est; si vous connaissiez son humeur chagrine et mélancolique comme moi, vous ne vous en étonneriez pas. Je crois que la liberté de parler est le plus grand mal de M. Morus, et lui a suscité la plupart de ses adversaires.

« Nos députés sont de retour depuis une heure, fort satisfaits de l'accueil qui leur a été fait. Le roi a répondu à la harangue de M. Enstache (qu'il a prononcée à genoux, n'ayant pu obtenir de parler au roi debout, quoiqu'il ait fait toutes les instances imaginables, même que d'abord on ait donné à entendre qu'on se priveroit plutôt de l'honneur de faire la révérence à Sa Majesté, que de souffrir cette flétrissure) par ce peu de mots : *Je vous servirai, je vous maintiendrai dans vos états, et vous aurez les défrais*. En effet, on nous a accordé la somme de 16,000 livres, comme au dernier synode, et nous avons le brevet du roi et l'ordonnance de M. Fouquet. M. le cardinal a reçu nos députés aussi bien qu'on le pouvoit souhaiter, et la reine et M. le duc d'Anjou tout de même. Les réponses du roi et de M. le cardinal sont adressées à MM. les pasteurs et anciens, ce qu'on a trouvé un peu étrange, parce que quelquefois le titre de pasteur nous est contesté, et le brevet porte que la somme de 16,000 livres a été accordée *aux Eglises*, etc. Dieu, qui nous fait donner de bonnes paroles, fera suivre les effets quand il lui plaira... »

sieur Morus a esté vuïdé, et nous avons empesché qu'il fust fait mention dans les actes du synode, qu'il seroit escrit mesme par aucuns particuliers aux Eglises wallonnes des Pais-Bas sur ce sujet; ensuite de ce, M. de Ruvigny qui estoit absent et les députés aussy absents aïants esté advertis et priés de se trouver en la compagnie, et eux venus, les sieurs Eustache et de Mirabel qui avoient esté députés à la Cour estants de retour d'hier au soir, et estants entrés, ont fait leur rapport de leur députation, comme ils avoient esté très favorablement receus et ouïs par le Roy, la Reyne, M. le duc d'Anjou et M. le cardinal, par le moyen de M. de la Vrillière, qui leur avoit tesmoigné grande civillité et bienveillance, hors qu'ils n'avoient pu obtenir de parler debout au Roy, lequel ne leur avoit voulu accorder cette grâce selon que l'on en usoit auparavant 1637, leur aïant ordonné la grattification de seize mille livres pour leur deffray, comme en 1644, et ont rapporté les lettres du Roy et de Son Eminence dont lecture a esté faite; ils ont aussy rapporté l'ordonnance du Roy de comptant pour lesdites seize mille livres, avec l'assignation de M. le surintendant des finances, aïant promis avec M. de Nerval, intendant, d'en faire obtenir le payement (1).

Ensuite la teneur de la lettre du Roy :

DE PAR LE ROY,

Chers et bien-amés, nous avons esté bien aise de recevoir par vostre lettre du 10^e de ce mois et par la bouche des sieurs Eustache et de Mirabel vos députés, le remerciement que vous nous faites de vous avoir accordé la permission de la tenue de vostre synode national en nostre ville de Loudun, et les protestations de vostre inviolable fidélité et obéissance en nostre endroit, dont aïant contentement nous avons bien voulu vous le faire connoistre par cette lettre et vous exhorter de continuer dans les mesmes sentiments et devoirs, et de nous rendre en toutes les occasions qui se pourront offrir pour nostre service des preuves de vostre bonne conduite, vous assurant que demeurants dans les termes que nous désirons en vostre dit synode et aux autres occurrences qui se présenteront pour maintenir en ce qui dépendra de vous le repos et la tranquillité publique, vous recevrez aussy de nostre part tout bon et honorable traitement et aurons à plaisir de vous conserver sous le bénéfice de nos édicts et du feu Roy nostre très honoré seigneur et père, ainsy que nous avons fait jusques à présent et que vous diront encor plus particulièrement vos députés que nous renvoïons

(1) Cfr. Aymon p. 738.

bien satisfaits. Cependant nous vous accordons d'autant plus volontiers la continuation du sieur marquis de Ruvigny pour vostre député général près de nous, que nous estimons qu'il s'acquittera toujours soigneusement de cet emploi. Donné à Tholoze, le 30^e jour de novembre 1659. *Signé* : Louis, et plus bas : PHELIPEAUX.

Et sur la suscription est eserit :

A nos chers et bien-amés les pasteurs, antiens et députés en l'assemblée du synode national de nos sujets faisant profession de la religion prétendue réformée, tenu à Loudun.

L'après-disnée dudit jour ont esté nommés des commissaires pour dresser avec M. de Ruvigny le cahier des plaintes qui seroyt par luy présenté au Roy après leur séparation pour en poursuivre la réponse selon qu'il en seroit chargé vers Messieurs du conseil, et sur ce a esté rapporté que ledit sieur de Ruvigny avoit déjà eserit à Monsieur le chancelier en luy adressant la lettre à luy escrite cy-devant par le synode. Autres commissaires ont aussy esté nommés pour ouïr et examiner les comptes des deniers destinés pour les académies des captifs et pauvres, et autres comptes qui estoient à rendre, et on a pourveu à ce qui estoit nécessaire pour solliciter à Paris, afin d'obtenir le payement de l'assignation accordée. Après cela, en l'absence dudit sieur de Ruvigny qui n'estoit revenu, l'après-disnée, nous avons dit à la compagnie que, à la prière à nous faite par aucuns des députés, ayant veu et entretenu ledit sieur de Ruvigny sur le sujet des récusations qui pourroient estre faites contre luy pour empêcher qu'il n'opinast en l'assemblée, nous luy avons fait quelques propositions que nous avons expliquées auxquelles il acquiesçoit, sur quoy lesdits députez aiant aussy rapporté ce qu'ils avoient appris de luy, l'affaire mise en délibération, a esté résolu que le député général receu en ce synode ne pourroit estre récusé en affaires générales pour ce qu'il auroit géré et fait en la qualité de député général, ains seulement dans les affaires particulières pour son fait et intérêt particulier destaché de ladite qualité, et ont esté encor expédiées quelques petites affaires légères et sommaires.

Le dimanche 21 décembre, après le second presche a esté vacqué à ouïr le rapport des commissaires nommés pour l'affaire de Niort.

Le lundi 22 décembre, du matin, ont esté vuidées et arrestées quelques difficultés à dresser le jugement intervenu sur l'affaire concernant le sieur Morus. Mesme sur ce que nous avons représenté auparavant l'opinion et déclaré vouloir estre inséré en l'acte dudit jugement dont lecture a esté faite, et nous avons esté prié de nous abstenir de rien faire insérer de nostre part, ce que nous n'avons pas creu devoir accorder, mesme avons fait corriger dans ledit jugement quelques expressions que nous avons trouvé n'estre pas convenables pour l'intérêt de l'autorité du Roy. Et cela fait, a esté achevé le rapport de l'affaire de Niort du jour précédent; et l'après-disnée a esté employée à opiner et conclure le jugement de ladite affaire de Niort.

Le mardi 23 décembre, du matin jusques à 9 heures, comme cy-devant, a esté fait lecture de l'acte dressé dudit jugement de Niort, sur quoy quelques difficultés qui ont esté esmues aiant esté résolues, ledit acte a esté arrêté à demeurer, et les parties entrées les censures ordonnées ont esté appliquées, et ensuite quelques légères affaires vuidées.

L'après-disnée dudit jour, le sieur Morus estant entré pour entendre le jugement intervenu en son affaire, le sieur Desloges qui modéroit en présence du sieur Morus et des députés de la province de l'Isle-de-France, sans Papillon qui s'estoit déjà retiré, a rapporté la teneur dudit jugement et fait les censures et remonstrances ordonnées par iceluy avec les exhortations et réconciliations. Sur quoy ledit sieur Morus et lesdits députés ont esté ouïs et ensuite ledit sieur Morus retiré, a esté mis en délibération s'il luy seroit offert de la part du synode de prescher, encor qu'il ne fust pas du corps d'iceluy, et a esté résolu qu'il prescheroit dimanche prochain jour de la communion, l'après-disnée, pour servir de déclaration publique de sa justification et innocence.

Le mercredi 24 décembre a esté fait le rapport des pièces pour l'affaire de Saumur par les quatre commissaires qui avoient esté nommés, et l'après-disnée dudit jour lesdits commissaires ont commencé d'opiner.

Le jedy 25, jour de Noël, jusques à 10 heures lesdits commis-

saïres ont achevé d'opiner et l'après-disnée les autres juges ont commencé d'opiner jusques après 6 heures et remis l'opinion des autres à demain.

Le vendredy 26 décembre, du matin, nous avons fait entendre aux députés assemblés que, ensuite des exhortations fréquentes par nous faites dès le commencement de l'assemblée en vertu des ordres exprès du Roy de haster et abrégier le terme du synode et finir au plus tôt pour le bien de son service, pour raison de quoy nous avons continuellement apporté de nostre part tous nos soins et diligences à nous possibles, nous avons enfin le jour d'hier au soir receu, par la voie de Poitiers, lettre de Sa Majesté, dattée de Thoulouze, du 11 de ce mois, par laquelle il nous est ordonné de nous employer pour faire séparer l'assemblée dans huit jours après la réception de ladite lettre, et à faire entendre aux députés ce qui est de son intention, afin qu'ils eussent à s'y conformer sans difficulté, de laquelle lettre nous leur avons fait lecture, et d'autant que par autre lettre de M. de la Vrillière, du mesme jour, il nous est prescrit de nous servir dudit ordre de Sa Majesté ainsy que nous jugerions à propos sans toutefois commettre son autorité ni diminuer la recognoissance qui luy est due de la permission de ladite assemblée, ce que déjà par nostre dernière lettre escrite à M. le cardinal, le 23 de ce mois, nous luy avons mandé qu'il estoit impossible de finir devant la feste des Roys, nous avons estimé qu'il valoit mieux leur déclarer comme nous avons fait que nous prenions sur nous de continuer jusques à ladite feste des Roys, moyennant qu'ils fissent tous les efforts possibles pour hâter et finir dans ledit temps, afin de satisfaire à la volonté du Roy, ainsy qu'ils y estoient si fort obligés, et pour cet effet qu'ils se rendissent plus diligents et raccourcissent les discours des opinions, sur quoy le sieur Daillé modérateur a dit qu'ils apporteroient tout ce qu'il seroit possible pour obéir au Roy en cette expédition et en toutes autres choses autant qu'il leur seroit possible et nous a fait remerciement. Après cela, la délibération de l'affaire de Saumur a esté continuée, et a esté achevé d'opiner sur tous les chefs.

Audit jour de relevée, sur ce que le sieur Brassart ancien du consistoire de Montauban et l'un des députés au synode, nous aiant quelques jours auparavant communiqué des lettres dudit consistoire

adressées audit synode, portant avis de la résolution prise par le Roy de la translation de l'académie et collège de ladite ville de Puylaurens, nous avons disposé ledit sieur Brassart de différer de parler de cette affaire mesme depuis que les autres dits députés avoient receu nouvelles de l'ordonnance de Sa Majesté de ladite translation qu'elle vouloit estre exécutée pour quelque tems, jusques à ce que autrement par Sadite Majesté en eust esté ordonné, et moiennant ladite translation, abolition estoit accordée à ladite ville pour les désordres qui y estoient survenus, pour raison de quoy nous avons recognu les esprits de tous lesdits députés fort troublés; en cet estat ce jour d'hier au soir nous seroit venu trouver en nostre logis un autre ancien du consistoire de ladite ville de Montauban qui nous dit estre arrivé en poste chargé de lettres audit synode qu'il nous présenta, nous priant de trouver bon qu'elles fussent leues en l'assemblée, et luy ouï pour la requérir de donner promptement des députés qui iroient avec ceux de ladite ville afin de supplier le Roy de révoquer ladite ordonnance; sur quoy nous luy ayant fait entendre que cela ne pourroit estre approuvé par le Roy et seroit plus tost nuisible que profitable, pour ce que prétendoit ladite ville, nous réduisismes cet envoyé à acquiescer que cette affaire fust renvoyée pour estre après la séparation du synode poursuivie par M. de Ruvigny. Mais nous aiant ce jour au matin trouvé grande esmotion entre tous les députés et jugé avec ledit sieur de Ruvigny qu'il estoit périlleux d'empescher que cet envoyé ne fust ouï en la compagnie, pour ne commettre l'autorité du Roy et aiant fait venir au synode ledit sieur de Ruvigny, nous proposasmes de faire entrer cet envoyé, lequel ouy et la lettre et copie de l'ordonnance du Roy leues, nous représentasmes que sur ce que dessus et sur une lettre de M. de la Vrillière qui nous donnoit ordre de la part de Sa Majesté de nous employer à faire transférer le sieur Gaillard ministre de Montauban, contre lequel on avoit informé hors de ladite ville en une autre ville moiennant quoy Sa Majesté oublieroit toutes choses, nous avions desjà escrit à M. le cardinal, le 23 de ce mois, pour luy donner avis de ce dont nous avions cru estre expédient qu'il fust informé à l'effet de tacher d'accommoder cette affaire s'il le jugeoit ainsy et empescher les mauvaises suites. Et dismes que la moindre chose à nostre avis estoit cette translation dudit sieur Gaillard, mais que la plus importante estoit pour l'académie et collège, sur laquelle quoique l'on

peust dire que l'intérêt estoit général, non-seulement pour la province du Languedoc mais aussy pour toutes les autres de la France, ce que l'on pouvoit faire estoit que cette plainte nous fust remise pour en faire la poursuite convenable après la séparation qui devoit estre en bref selon que nous en avions limité le tems, sans que l'assemblée se deust emporter eependant à faire quoi que ce soit qui peust offenser le Roy, et au préjudice de ce que le synode mesme avoit approuvé de renvoyer toutes les plaintes de cette nature au cahier général que Sa Majesté avoit trouvé bon luy estre présenté comme dessus, et quand ils voudroient faire autrement nous serions obligé de nous y opposer, et tout cela ne seroit que pour leur nuire et empescher ce qu'ils auroient à espérer de ce que nous avions desjà escrit à Son Eminence; la chose mise en délibération quasi tous les députés acquiescèrent à ce que nous avions dit et fut arrêté que l'on ne députeroit point quant à présent, mais que ledit sieur de Ruvigny seroit prié d'aller aussitost après la séparation en cour pour assister ceux qui pourroient estre députés du synode à la fin ou ceux de la ville de Montauban, ce que M. de Ruvigny leur aiant promis et mesme d'escire à M. le cardinal, comme nous avions desjà commencé ils nous prièrent en nous remerciant et ledit sieur de Ruvigny qu'il nous pleust leur permettre qu'ils écrivissent aussy au Roy et à Sadite Eminence et qu'il nous plust encore escire afin d'obtenir la surséance de l'exécution de cette translation comme il sembloit que nous leur en avions fait concevoir quelque espérance; à quoy nous nous accommodasmes aiant jugé qu'il estoit beaucoup plus expédient que cela se passast de cette sorte, en quoy nous ne voions pas l'autorité du Roy estre en quoy que ce soit violée, dont nous estions d'ailleurs obligé de l'avertir pour y pourvoir comme il luy plairoit, et à l'égard du sieur Gaillard nous réservasmes d'en parler une autre fois pour y estre pris résolution. Ensuite fut travaillé à juger quelques articles réservés cy-devant sur la lecture du dernier synode national de Charenton, suivant les propositions faites par aucuns des députés des provinces, et nous estant de retour au logis, nous escrivismes nos lettres à Son Eminence et à M. de la Vrillière conformément à ce que dessus.

Le samedi 27 décembre au matin, furent leues les lettres du synode arrestées du jour d'hier au Roy, à M. le cardinal et à M. de la Vrill-

lière, et le jugement de l'affaire de Saumur qui avoit esté arrêté fut lu aux parties et icelles exhortées à la réconciliation à quoy elles acquiescèrent et se promirent respectivement amitié. Après cela fut proposé d'ordonner un jeusne général comme l'on a accoustumé en tous les synodes nationaux et qu'il seroit fait plus souvent des jeusnes à l'advenir, sur quoy fut résolu que le jeusne général seroit indit au jeudi devant Pasques 25 mars prochain, au sujet de la dépravation des mœurs afin de prévenir et détourner l'ire de Dieu sur les pêcheurs et qu'il seroit laissé à la prudence de la province qui auroit droit de la convocation du synode national prochain, d'indire au moins par chacun an un jeusne général dans le temps qu'elle jugeroit à propos, et au surplus la discipline pour les jeusnes seroit entretenue. L'après-disnée fut employée à juger aucuns articles en exécution du synode national dernier.

Ensuite la teneur de la lettre escrite au Roy.

SIRE,

Après avoir rendu à Vostre Majesté nos très humbles remerciemens de ce qu'il luy a pleu nous donner des assurances de sa bénignité et de sa bienveillance, ensuite des sincères protestations que nos députés luy ont fait de notre fidélité inviolable à son service, nous la supplions avec tous les profonds respects que nous luy devons, de nous supporter si nous prenons la liberté d'épandre à ses pieds les soupirs de nos cœurs qui procèdent d'un changement extraordinaire et non attendu, car, Sire, l'on a obtenu un ordre de Vostre Majesté qui transporte de sa ville de Montauban à Puy-laurrens, l'académie et le collège de ceux de nostre religion. Toutes nos Eglises se trouvent entièrement intéressées en cette rencontre et prennent généralement part à cette affaire. Seroient-elles pas extrêmement surprises si au lieu des nouvelles de joie elles ne recevoient à nostre retour que des sujets d'affliction, et il ne se pourra faire qu'elles ne soient dans le trouble et dans la consternation ? Ainsy, Sire, ce coup portera bien avant dans leur âme, mais c'est Vostre Majesté qui le fait par l'autorité souveraine qu'elle a sur nous. Néanmoins ses mains royales de mesme que celles de Dieu, navrent et guérissent, et quelque pesantes qu'elles semblent estre, nous osons espérer qu'elles seront douces et favorables. Comme l'on voit, Sire, vivement empreintes en Vostre Majesté, les marques illustres des perfections de Dieu et surtout de sa bonté et de sa clémence, aussi croions-nous par la pleine confiance que nous avons en sa vertu royale qu'elle daignera espargner une ville qui, pendant ces derniers mouvemens, a donné des preuves d'une fidélité et d'une constance inébranlable à son service et

qu'elle ne permettra point que tous les habitants soient punis et toutes nos Eglises avec eux, pour la faute de quelques particuliers. C'est la grâce que nous luy demandons avec toute la soumission dont les sujets les plus obéissants peuvent estre capables. Qu'il plaise donc à Vostre Majesté, Sire, de restablir cette pauvre ville dans la jouissance d'un privilège qui luy a esté depuis si long-tems accordé par ses glorieux prédécesseurs et de nous donner cette consolation que nous ressentions les effets de sa honté à la fin de nostre assemblée comme nous l'avons fait dans les commencements et dans les suites, et que nous puissions nous retirer avec les assurances de ce nouveau témoignage de sa grâce ; sy nous implorerons, Sire, la clémence de Vostre Majesté avec ardeur ; nous en ferons encore plus paroistre par les vœux que nous adresserons à Dieu pour la conservation de sa personne sacrée et par tous les devoirs qui nous obligent à employer tout ce que nous avons de biens et de vies, pour l'avancement de la gloire de son Estat, afin qu'il soit connu à tout le monde que nous sommes, Sire, de Vostre Majesté,

Les très humbles et très fidèles et très obéissants sujets et serviteurs,
 les pasteurs et antiens assemblés en synode national par la permission de Vostre Majesté, et pour eux : DAILLÉ, modérateur ;
 DE LANGLE, adjoint ; DE BRISSAC et DES GALINIÈRES, secrétaires.
 De Loudun, ce 27^e décembre 1659.

Le dimanche 28 décembre, ne fut point travaillé au synode à cause de la dévotion de ce jour employé à la communion (1).

Le lundy 29 décembre du matin, fut commencé à travailler à l'affaire du sieur de Fouquemberg, qui estoit ministre à Senlis, appellant des jugements donnés par les syndics de l'Isle-de-France, portants suspension et disposition de son ministère et fut ledit de Fouquemberg ouï.

(1) *Extrait d'une lettre de Couët-Duvivier à Paul Ferry, du 4 février 1660 :*

« Le dimanche 28 décembre, M. Morus prêcha au synode, selon qu'il en avoit été prié, et c'est une chose incroyable que l'empressement qu'on t'inoigie pour l'ouïr. La curiosité amena les proposants de Saumur et la moitié de l'Eglise le samedi au soir, et il en vint d'autres de Poitiers, et d'autres poussés par un même motif, tant il y a que le dimanche avant jour on ne trouvoit plus de places vides au temple. Il prêcha sur ces mots : *Là où est le corps mort, là s'assembleront aussi les aigles*. Il fut prodigieusement long, et toutefois n'ennuya pas ; mais il choqua extrêmement MM. les catholiques-romains qui s'y rencontrèrent, et les plus raisonnables d'entre nous, par une controverse animée et hors de saison. On fit des jugements différents de son sermon : les uns le trouvèrent bon au superlatif degré, c'est là le parti du peuple et de la noblesse parisienne, qui (pour le dire à vous seulement), en est presque infatuée ; les autres dirent qu'il étoit monté au dernier degré de l'extravagance, qu'il paroissoit avoir beaucoup d'esprit, mais peu de jugement, beaucoup de belles pensées et de belles saillies, mais peu à propos. Ainsi furent les sentiments partagés... »

L'après-disnée furent aussy les députés de ladite province ouïs et auparavant qu'ils eussent achevé aiant esté proposé qu'il y avoit dehors un envoyé arrivé nouvellement de la part du consistoire de la ville de Montauban, portant des lettres dudit consistoire pour requérir le restablissement du sieur Arbussy en son ministère dans ladite ville, nonobstant le jugement du synode donné contre luy, ledit envoyé a esté introduit en l'assemblée, ensemble un autre pour les parties adverses, lesquels ouïs a esté arrêté qu'il ne seroit point délibéré sur l'opposition faite à l'exécution dudit jugement, qui par conséquent devoit demeurer en sa force.

Le mardi 30 décembre, du matin jusques à dix heures et demie, fut achevée la plaidoirie de la cause dudit Fouquemberg et des commissaires furent nommés pour ladite cause.

L'après-disnée fut travaillé à ouïr le sieur Paulet, cy-devant ministre à Usez, appellant de jugements de la province du Bas-Languedoc et aucuns des députés de ladite province.

Le mercredi 31 décembre 1659, du matin, fut achevée la plaidoirie de l'affaire d'Usez, pour laquelle furent aussy nommés des commissaires. Ensuite furent leus divers arrestez cy-devant faits et dressés par les secrétaires pour estre approuvés ou corrigés par toute la compagnie. Ensuite fut vacqué à juger autres appellations sommaires, et l'après-disnée fut encore employée à juger autres appellations de mesme nature, et quelques légères affaires.

Le jeudi 1^{er} janvier 1660, jusques à 10 heures du matin à cause du presche qui fut fait à ladite heure comme cy-devant. Incontinent après la prière, fut proposé par M. de Ruigny que, à cause de certains termes mentionnés en l'acte du jugement de l'affaire du sieur Morus, aucuns pourroient dire qu'il n'estoit pas entièrement justifié et absous de toutes les accusations intentées contre luy, et mesme que sous ce prétexte un jésuite en preschant avoit rapporté toutes ces accusations, c'est pourquoy il estoit à propos que la compagnie, par un autre acte déclarast là-dessus son intention; la chose mise en délibération, fust arrêté que ladite compagnie avoit entendu déclarer ledit sieur Morus innocent et justifié de toutes les accusations, concernant la pureté de la vie et conversation, et quant à la

remonstrance contenue audit acte cela ne regardoit que quelques paroles aigres dites ou escrites par ledit sieur Morus contre ses frères, laquelle remonstrance aiant esté bien reçue par ledit sieur Morus, il demouroit deschargé et absous de tout. Ensuite fut travaillé à quelques autres affaires légères.

L'après-disnée dudit jour fust employée à juger quelques propositions faites par aucuns des députés des provinces concernant les faits généraux et autres faits particuliers proposés incidemment par lesdits députés.

Le vendredi 2 janvier 1660, matin et après-disnée, fut employé au rapport qui fut fait de l'affaire d'Uzez, concernant le ministre Paulet, par les commissaires qui avoient esté nommés, et les opinions dites et le jugement arrêté, et les parties entrées, la prononciation et réconciliation fut faite et quelques autres affaires plus sommaires rapportées furent vidées.

Le samedi 3 janvier, matin et après-disnée, fut vacqué à entendre, et examiner les demandes et propositions faites par les députés de chacune province selon leur tour concernant les faits généraux mentionnés par les mémoires des synodes provinciaux dont lesdits députés estoient chargés lesquels restoient à décider. Et délibération prise sur chacun article desdits faits, ils ont esté jugés et arrêtés, les plus faciles sommairement et les autres avec une plus longue discussion, entre autres celuy des plus importants pour régler le pouvoir qui pourroit estre attribué auxdits synodes provinciaux outre et pardessus le pouvoir qu'ils avoient déjà, en vertu de la discipline et des arrêtés des synodes nationaux précédents, soit pour juger en dernier ressort ou par manière de provision, nonobstant les appellations qui seroient interjetées de leurs jugements et sans préjudice d'icelles, et pourvoir le mieux qu'il seroit possible aux désordres qui pourroient arriver en l'intervalle de la tenue des synodes nationaux, comme il avoit paru en ce synode, depuis quinze ans que le dernier synode national avoit esté tenu à Charenton, attendu la difficulté d'obtenir du Roy la permission de tenir lesdits synodes nationaux si souvent que l'on avoit cy-devant accoustumé. Sur quoy les opinions ont esté longues à diverses reprises, et enfin a esté résolu que hors les cas dont les consistoires et synodes provinciaux estoient fondés par la

discipline et arrestés des synodes précédents de juger en dernier ressort, et les matières concernant la doctrine, règlements de la discipline et faits généraux qui estoient réservés à la cognoissance des synodes nationaux, le présent synode amplifiant le pouvoir cy-devant attribué auxdits synodes provinciaux pour faire exécuter leurs jugemens provisoirement, nonobstant appellations et sans préjudice d'icelles, [ordonne que pour les autres cas qui doivent estre spécifiés dont chaque synode provincial estoit juge (pour raison de quoy l'appel suspendoit l'exécution desdits jugemens desdits synodes provinciaux ou il y en auroit appel cy-après), ledit appel sera jugé par un autre synode provincial voisin à la charge que le jugement dudit dernier synode sera exécuté par provision aux conditions déclarées, jusques au synode national prochain qui en cognoistra et jugera définitivement en dernier ressort. En opinant sur cet article dans la diversité des avis selon que aucuns alléguèrent qu'il falloit prendre garde d'un costé que à la cour on ne prist sujet de refuser la permission de tenir des synodes nationaux comme s'il n'en estoit plus de besoing au moïen de ce qui auroit esté ordonné, et de l'autre costé que s'il n'estoit pourveu en quelque sorte à ces grands désordres et inconveniens que l'on ne pouvoit éviter faute desdits synodes nationaux, lesdits désordres n'estoient pas des moïens pour obliger le Roy à accorder plus tost lesdits synodes, ce qui dépendra des autres considérations d'Estat. Pendant ces opinions un des antiens ministres de l'assemblée prit la parole et dit qu'en ce cas il soustenoit qu'il y alloit de la conscience et de ce qui estoit nécessaire pour maintenir la religion et qu'on tiendrait des synodes nationaux sans permission. Sur cela nous dismes, interrompant ce discours, que jamais telle proposition n'avoit esté mise en avant, qu'elle estoit fausse, erronée et contre toute raison et très pernicieuse à tous ceux de leur profession, à quoy le ministre voulut répliquer qu'estant autrefois député vers le Roy, [il avoit maintenu qu'ils ne pourroient obéir aux arrests donnés contre les annexes des Eglises; mais l'empeschasmes de parler davantage, [disant qu'il avoit tort d'insister à faire mention des annexes, dont n'estoit à présent question, et que, à l'esgard de tenir des synodes, que cela estant des despendances de la police de l'Eglise, qui appartenoit sans difficulté aux puissances séculières et souveraines, jamais dès la primitive et plus antienne Eglise n'avoit esté tenu de synodes sans le congé et l'autorité des Empereurs. Et le

sieur Daillé, modérateur, adjousta et dit que le droit estoit certain et le fait aussy et que à leur égard il n'y avoit nulle apparence d'avoir des synodes sans la permission du Roy, et que cette allégation au contraire estoit très préjudiciable à leur Eglise. Aussy tous les députés assistants se joignirent à nous et audit modérateur pour rejeter cette proposition, et ledit ministre qui l'avoit faite se retira. Un autre député aiant proposé de faire un serment d'envoy par tous les députés en leur nom, et au nom de leurs Eglises, suivant la forme arrestée en un synode national de Privas, d'Alez et autres il y a long-tems, dont il fit lecture, et dit qu'il l'avoit monstre à M. de Ruvigny qui l'avoit trouvé bon, nous nous opposasmes à ce serment et dismes que cela estoit de conséquence, qu'il ne falloit rien faire de nouveau, que l'arresté aiant esté fait autrefois pour certaines considérations qui regardoient ce temps-là et n'avoient esté depuis pratiquées, maintenant ce renouvellement de serment seroit pris pour un commencement de faction dont il se falloit bien donner garde; que nous ne croïons pas que ledit sieur de Ruvigny ayant bien pesé l'importance de cette proposition y apportast son suffrage, mais qu'en tous cas nous l'empeschions. Sur ce, plusieurs des députés aians approuvé ce que nous avions dit, la chose en demeura là pour attendre que M. de Ruvigny fust de retour de Thouars.

Le dimanche 4 janvier, second jour pris pour la communion après le second presche, fut continué au jugement des faits généraux entre lesquels en aiant esté proposé un concernant les annexes des Eglises pour exhorter lesdites Eglises et les ministres de se maintenir en la possession de l'exercice de leur religion en laquelle ils estoient en vertu des Edicts, nonobstant les arrests donnés sur simples requestes à peine des censures, nous leur représentasmes la conséquence de cette proposition générale où il s'agissoit de matière qui ne concernoit point la discipline ecclésiastique, mais bien les affaires politiques dont n'estoit à propos de délibérer pour juger si on appliqueroit à ce sujet des censures ecclésiastiques, lesquelles en effet ne pouvoient estre employées que pour des scandales et correction des mœurs, et n'eschéoit véritablement que de renvoïer cet article et en faire mention dans le cahier des plaintes; et parce qu'il fut dit qu'il n'y avoit pas seulement des arrests donnés sur requestes, mais une déclaration du Roy dont on n'avoit pas cognoissance certaine, sur quoy il

estoit besoin ouïr M. de Ruvigny, l'affaire fut remise au lendemain ou mardy matin qu'il seroit de retour de la campagne. Fut aussi proposé que plusieurs Eglises particulières aïants droit de l'exercice de leur religion en vertu des Edicts, en des bourgs ou ailleurs à la campagne font leurs assemblées en des lieux mal propres et convenables à telles assemblées, sur quoy fut arrêté que toutes leurs Eglises seroient exhortées d'accommoder des lieux ou en construire de nouveaux qui soient propres et convenables, et emploïés seulement à l'usage des exercices de leur religion le plus qu'il se pourroit. A quoy notamment les seigneurs et gentilshommes qui font partie desdites Eglises particulières seroient pareillement exhortés de contribuer tout ce qui dépendroit d'eux.

Le lundy 5 janvier, matin et après-disnée, fut emploïé au rapport des commissaires de l'affaire de Fouquemberg et jugement d'icelle (1), prononciation dudit jugement et réconciliation des parties, et sur ce que un jeune ministre aveugle (2), petit-fils du sieur Ferry, ministre de Metz, aïant esté introduit en l'assemblée, représenta de la part dudit sieur Ferry dont il rapporta lettre, fut résolu que le synode escriroit une lettre audit sieur Ferry, pour luy tesmoigner qu'il approuvoit le dessein que ledit sieur Ferry avoit fait cognoistre audit synode d'escrire un livre dont il avoit envoïé le projet et un échantillon touchant la réconciliation des Luthériens avec ceux de la religion reçue en France, afin de les recevoir à la communion avec eux, suivant l'arrêt d'un synode national, sans que la lettre portast autre approbation du livre, et sans que de ce il fust fait mention dans les actes du présent synode.

Et sur ce qui fut rapporté par un des députés qui avoit leu un petit livre dédié au synode, composé par un ministre de Béarn sur le mesme sujet, et encore avec une lettre écrite par ledit ministre pour l'adresser audit synode, fut arrêté qu'il seroit fait un simple remerciement pour la dédicace dudit livre qui avoit esté approuvé par le synode de la province dudit pays de Béarn, et à l'esgard d'un autre livre composé par un ministre d'Orthez dudit pais touchant la grâce, fut arrêté de ne le recevoir point pour n'approuver pas les

(1) Cfr. Aymon, p. 771.

(2) G. Coët-Duvivier, dont Ch. Ancillon parle avec grand éloge dans ses *Mélanges critiques*, t. II, p. 272, et dont nous citons ici même plusieurs lettres.

escrits en cette matière, contre les deffenses portées par les deux derniers synodes nationaux d'Alençon et de Charenton, et fut ledit livre renvoïé au synode de la province pour y estre examiné.

Et sur ce qui fut proposé par les députés du Haut-Languedoc de contribuer par toutes les provinces pour faire une pension de mil livres par an au sieur Baltazar, demeurant à Castres, afin qu'il pust achever les œuvres par luy commencées sur l'histoire ecclésiastique, notamment contre les annales du cardinal Barronius, ladite proposition ne fut pas admise.

Le mardy 6 janvier jusques à dix heures du matin, ensuite de plusieurs sermons et interpellations par nous cy-dessus et de long-tems faites pour avoir la response dès le commencement et à l'ouverture de l'assemblée, après que nous leur eusmes fait entendre de la part du Roy les instructions et ordres dont nous estions chargé, le sieur Daillé, modérateur, avoit déclaré qu'il nous la donneroit au nom de toute l'assemblée sur divers points importants qui y estoient mentionnés. Enfin fut rapportée et leue la response première rédigée par escrit qui avoit esté faite lors de vive voix et sur-le-champ dont nous avons aussy fait mention cy-dessus, et encore l'autre response plus ample sur les points particuliers par escrit fut pareillement leue en l'assemblée, délibérée, corrigée et arrestée desquelles responses première et seconde la teneur en suit.

Teneur de la première response faite verbalement :

« Monsieur, la longue interruption de nos saintes assemblées ne nous aiant que trop fait ressentir combien l'usage en est nécessaire à nos Eglises, ce nous a esté grande joie, qu'enfin Dieu a inspiré au Roy nostre souverain seigneur la bonté de nous accorder celle-cy, et vous remarquastes hier, sans doute, Monsieur, par la lecture des lettres des synodes qui nous ont icy envoïés qu'ils en ont esté tellement touchés qu'ils n'ont pu s'empescher d'en tesmoigner leur sentiment dans nos dépesches. Aians donc reçu cette faveur singulière de Sa Majesté, nous recognoissons avant toutes choses que nous en sommes entièrement obligés à sa clémence; prenons tous ces effets de sa bonté pour une marque assurée de la volonté qu'elle a de nous entretenir inviolablement ses Edicts. A cette grâce, Sa Ma-

jesté en a encor adjousté une autre particulière, vous choisissant pour vous trouver icy de sa part et en son nom au milieu de nous, vous, Monsieur, dont la foy et la pureté n'est pas moins cognue dans nos Eglises que la vertu et l'intégrité dans le monde, jusque-là que les plus grands adversaires de nostre religion, voïant tout l'esclat de la justice et de l'innocence qui paroist constamment en toute l'administration de la haute dignité que vous exercez depuis tant d'années dans le premier et plus auguste des parlements de la France, désirent et demandent tous les jours de vous avoir pour juge et rapporteur de leurs causes, et s'estiment heureux quand ils le peuvent obtenir. Certainement, Sa Majesté ne pouvoit faire un choix qui nous fust plus avantageux, et nous vous remercions très humblement de ce que, sans avoir esgard à vostre âge ny à vos affaires ny à l'incommodité du voïage ou de la saison, vous avez accepté cette commission et embrassé l'occasion qu'elle vous donne de rendre tout ensemble et au Roy le service qu'il vous demande, et à nos Eglises auprès de Sa Majesté les bons offices qu'elles y attendent de vostre piété. Nous en avons grand besoin, Monsieur, et nous vous supplions nommément de vouloir tesmoigner avec toute l'efficace qui vous sera possible au Roy et à ses ministres l'innocence et la simplicité de nostre conduite, pour rabattre les ombrages que nos malveillans taschent de leur donner de nos assemblées, comme si elles estoient en quelque sorte préjudiciables au service de Sa Majesté, au lieu que tout au contraire leur premier et principal usage est de nous affermir de plus en plus en nostre religion dont vous sçavez, y aiant esté nourry dès vostre enfance, que l'un des premiers et plus illustres articles est la croïance de la souveraine autorité des Rois et sur toutes les personnes de leur Estat sans aucune exception, et de l'obligation indispensable qu'ont tous leurs sujets de leur rendre en toutes choses honneur, service et obéissance, non-seulement pour la crainte, mais aussy pour la conscience, avec une soumission entière et si profonde que les respects en doivent aussy estre estendus à tous ceux qui agissent par leurs ordres et dans les emplois et ministères desquels reluit quelque rayon de l'autorité royale, c'est ce que les apostres nous enseignent qu'il faut estre sujets au Roy et à ceux qu'ils envoient, et que les chrestiens des premiers siècles nous ont laissé que le Roy est le premier après Dieu, et qu'entre la puissance de Dieu et la sienne, il n'y en a nulle autre mitoyenne. Après

le service de Dieu, nous n'avons rien de plus sacré ny de plus inviolable que le sien. Vous nous verrez tous signer, Monsieur, dès les premières séances de cette assemblée, ces saintes créances comme nous les avons exposées dans nostre commune et publique profession de foy, et nous espérons que Dieu nous fera la grâce de justifier de plus en plus la profession que nous en faisons par une constante et inviolable fidélité au service de Sa Majesté, présentants cependant incessamment nos très humbles prières au Seigneur pour la santé de sa personne sacrée, pour la prospérité de sa maison pour l'heureux succès de tous ses desseins, et pour la paix et la gloire de son Estat.

« Mais, Monsieur, parce que selon les ordres de vostre commission, vous nous avez représenté divers points très importants, nous vous supplions de trouver bon que la compagnie les considère distinctement pour y respondre avec toute l'humilité et la révérence due aux volontés du Roy nostre souverain. »

Teneur de la seconde response sur les points particuliers :

« Et premièrement, nous recognoissons que ç'a esté un effet bien signalé de bonté que la charge de député général, estant demeurée vacante par le décès de M. le marquis d'Arselliers, il a plu à Sa Majesté la remplir de la personne de M. le marquis de Ruvigny, gentilhomme tellement doué de toutes les qualités nécessaires pour s'en bien et fidèlement acquitter, que quand nos Eglises l'auroient choisy selon la coustume, elles n'auroient sceu faire une eslection plus avantageuse, comme aussy nous avons sujet de remercier Sa Majesté de ce qu'elle nous a laissé la liberté de délibérer sur sa confirmation en cette charge, sans nous imposer en cette occurrence aucune nécessité, et parce que nos Eglises ont receu une très entière satisfaction des soins que ledit sieur marquis de Ruvigny a pris pour leurs affaires en cet employ, et qu'elles ont tout sujet d'espérer qu'il s'en acquittera tout de meme à l'advenir, puisque le Roy nous fait savoir qu'il aura bien agréable qu'il soit confirmé, la compagnie ne croyant pas pouvoir faire une meilleure nomination, l'a continué en cette charge et luy remet entre les mains le brevet par lequel il y a esté estably, et après la protestation solennelle qu'il a faite entre les mains de cette assemblée d'exercer cette députation avec toute sorte de soin et de fidellité, nous luy avons donné séance et voix délibérative et décisive, comme ont eu les députés ses prédécesseurs et

comme Sa Majesté a tesmoigné le vouloir bien. Pour le reste comme cette assemblée est purement ecclésiastique, elle sçait bien qu'elle ne doit traiter que des choses ecclésiastiques, et qui concernent la religion et la discipline de nos Eglises, et est absolument résolue de ne se départir point des règles de son devoir et de sa vocation, comme de ne souffrir non plus qu'il se fasse aucune autre assemblée quelle qu'elle soit pour y délibérer d'affaires, ny pour y faire aucune nomination de députés, et se persuade qu'il n'y a personne d'entre ceux qui la composent, qui y ait la moindre inclination. Mais quant à l'indiction des jeunes généraux par les synodes provinciaux, estant expressément porté par nos règlements que la province qui a le droit de faire la convocation du synode national, peut indire un jeune général sy la nécessité le requiert, et le Roy nous aiant promis l'exercice de nostre discipline et l'exécution de nos règlements, la compagnie espère de la bonté et de l'équité de Sa Majesté, qu'elle ne nous otera pas la liberté de l'exécution de celui-là, veu mesme que nostre extraordinaire humiliation devant Dieu, n'est pas seulement pour obtenir de sa miséricorde les choses qui concernent le bien de ceux de nostre communion, mais aussy pour la prospérité de tout l'Estat et pour la conservation de la personne du Roy mesme. Quant à la retenue dont les ministres doivent user en leur prédication, et dans les livres qu'il faut pour la deffense de nostre religion, dès avant que l'exercice en fust permis par les Edicts, et dans le milieu de nos souffrances, nos pères ont eu la charité chrestienne en telle recommandation que par un article bien exprès de nostre discipline, ils ont défendu de se servir de termes injurieux et qui peussent aigrir les esprits, de sorte que les temps où nous vivons maintenant estant beaucoup plus doux par la grâce de Dieu et par la bonté du Roy, Sa Majesté se peut, s'il lui plaist, asseurer de trouver en nous tous à cet esgard une entière obéissance et une modération exemplaire. Et il seroit à désirer que les prédicateurs de la communion romaine y fussent aussy circonspects, nous ne serions pas déchirés comme nous le sommes ordinairement dans leurs escrits et dans leurs chaires. Mais pour ce qui est des mots d'Antechrist qui est dans nostre liturgie et d'idolâtrie et de fallace de Satan qui se trouvent en nostre confession de foy, ce sont les termes qui expriment les motifs de nostre séparation d'avec l'Eglise romaine que nos pères ont maintenus dans les temps les plus fâcheux, et que nous tenons

comme eux avec une invincible résolution de ne nous en détourner jamais moyennant la grâce divine. Lorsqu'il a plu aux Roys prédécesseurs de Sa Majesté permettre à nos Eglises d'avoir des pasteurs nés hors le royaume, nous avons pris la liberté de nous en servir, et n'est jamais venu à la cognoissance des compagnies de la nature de celle-ci, qu'aucun d'eux ait eu d'autres sentiments que ceux que doivent avoir les naturels français et les régnicoles. Depuis qu'il a plu au feu Roy de glorieuse et immortelle mémoire nous interdire d'en recevoir, nous nous en sommes abstenus, et avons supplié Sa Majesté qu'il luy pleust mettre distinction entre ceux qui sont vraiment estrangers et ceux qui sont nés dans les païs qui sont sous la protection de la France, et que les parlements lorsqu'il est question des successions et des autres privilèges de cette nature égalent aux sujets du Roy. Et, bien qu'ils soient nés en des républiques, sy est-ce que leur religion leur apprenant à s'assujettir avec respect aux puissances souveraines en toute forme de gouvernement, et la protection qu'ils reçoivent de la France, leur donnant de particulières affections à la monarchie, par des sentiments de gratitude et par intérêt, s'il plaisoit à Sa Majesté leur permettre, comme nous l'en supplions très humblement, l'exercice du ministère en son Estat, il les esprouveroit toujours parfaitement fidèles à son service. Quant aux lettres qui pourroient venir à cette assemblée de la part des estrangers, bien qu'il n'y ait aucun de nostre profession en quelque nation que ce soit, qui soit pour nous solliciter à des choses qui soient contre nostre devoir, et que quand quelqu'un le feroit, il n'y ait personne dans cette assemblée qui, dès la première ouverture de la lettre, n'en rejetast la proposition avec exécration, nous ne laissons pas de recognoistre qu'il peut estre en quelque sorte de l'ordre public, que MM. les commissaires de Sa Majesté les reçoivent et qu'ils en disposent selon la cognoissance qu'ils ont de sa volonté, et cependant pour les choses qui concernent la religion nous espérons que le Roy nous permettra toujours d'entretenir communication avec tous nos frères. Pour les autres qui nous viennent de la part des sujets du Roy, qui ne sont que pour les affaires ecclésiastiques qu'ils ont en cette compagnie, comme le Roy nous a fait la grâce de traiter des affaires, mesme aussy ne doutons-nous pas qu'il n'ait agréable que nous recevions les lettres et les mémoires qui en contiennent les instructions. Au reste, toute nostre religion estant fondée

en la Parole de Dieu, et cette Parole nous enseignant à craindre Dieu et à honorer le Roy, nous ne faisons aucun exercice de nostre piété envers nostre Créateur, que ne mettions dans nostre culte des prières et des vœux ardents pour les puissances souveraines qui sont en la terre, et particulièrement pour celle qui est établie sur nous, et à toutes les occasions qui s'en présentent, nous donnons ces impressions aux fidèles de nos Eglises dans nos prédications; de sorte qu'avant que cette assemblée se sépare, nous sommes assurés que M. le commissaire verra en plus d'une exhortation les inviolables inclinations que nous avons au bien de l'Estat, et l'obéissance que nous sommes résolus de rendre à toutes les volontés de nostre prince, lorsqu'elles ne seront point contraires à celles du Roy des Roys, comme jusques à maintenant il nous a laissé la liberté de servir Dieu selon la cognoissance qu'il nous a donnée de la pureté de son Evangile, et parce que M. le commissaire nous a expressément déclaré que le bon plaisir du Roy est de nous maintenir favorablement en cette liberté sous la protection de ses Edicts, et d'employer l'autorité que Dieu lui a mise entre les mains, à nous garantir des entreprises de ceux qui la nous voudroient oster, comme nous n'aurons point de sujet de nous plaindre de l'oppression et de la persécution, aussy ne nous servirons-nous point des termes qui les signifient, et ferons toujours paroistre en toutes occasions le respect que nous avons pour nostre souverain et un soin particulier d'entretenir la tranquillité publique, de quoy nos actions et nos paroles et nos escrits qui ne se publieront que selon qu'il nous est permis par les Edicts, et qu'il est réglé par nostre discipline et par les arrests des assemblées de la nature de celle-cy, rendront, moyennant la grâce de Dieu à l'advenir comme par le passé un bon et authentique témoignage; ainsy ne nous rendant point indignes des grâces de Sa Majesté, nous espérons qu'elle continuera toujours d'étendre sur nous l'honneur de sa bonne volonté, et qu'elle ordonnera aux gouverneurs de ses provinces et de ses places et aux officiers de ses parlements et autres juridictions où s'administre la justice de tenir soigneusement la main à l'exécution de ses Edicts, de sorte que ne s'en faisant aucune infraction à l'advenir, on ne nous fournira pas l'occasion de nous plaindre à Sa Majesté qui est nostre seul refuge après Dieu des injustices qui nous seroient faites. Mais quant au passé, y aiant quantité de lieux en ce royaume où les instructions du Roy n'ont pas

esté suivies, et où ceux de nostre profession ont receu du trouble dans leurs exercices, et souffert des violences en leurs familles et la personne d'eux et de leurs enfants et diverses autres choses contraires à ce qui nous est octroyé par les Edicts, à quoy tant s'en faut que les juges inférieurs aient pourveu, qu'eux ont mesme favorisé l'animosité que plusieurs ont contre nous, le Roy qui est l'image de Dieu, tâchera sans doute de le représenter autant en sa justice et en sa clémence qu'il le représente en l'indépendance de sa puissance et en sa splendeur, et Sa Majesté trouvera bon que comme les hommes s'adressent au ciel pour estre soulagés en leurs souffrances et consolés en leurs afflictions, nous avons recours au trône royal pour y trouver nostre support et la réparation des choses où nos libertés et nos sûretés auront esté intéressées. Car quant à ce qu'il a pleu à M. le commissaire nous dire que le Roy auroit plus tôt sujet de se plaindre des infractions et contraventions commises par ses sujets de la Religion au préjudice des Edicts comme s'ils avoient entrepris en Languedoc et ailleurs de restablir des presches par voie ouverte contre la sûreté publique et les lois générales du royaume, nous ne l'avons peu ouïr qu'avec une sensible douleur. Nous ne nous plaignons pas de M. le commissaire qui suit ponctuellement les ordres qui luy ont esté donnés; nous recevons avec respect et humilité tout ce qui nous vient de la part de Sa Majesté, parce que nous vénérons sa puissance, et que nous avons diverses preuves de sa bonne volonté; mais nous avons beaucoup de tristesse de voir que ceux qui approchent de Sa Majesté luy rendent nos actions odieuses, de sorte qu'au lieu de luy faire entendre que l'exercice de nostre religion nous est osté en divers endroits où il nous est permis de le faire par les Edicts, et que cela s'est fait par la destruction de nos temples et par la violence de ceux qui avoient la force à la main, on espand des mauvais bruits de nous à la Cour, comme si nous entreprenions des choses nouvelles et illicites. Ce nous est aussy une chose dure que nostre discipline deffendant expressément à ceux de nostre communion d'envoyer leurs enfants aux jésuites et aux autres ennemis déclarés de nostre profession, d'autant que par le zèle inconsidéré qu'ils ont à la leur, ils emploient toutes sortes de moyens pour les divertir de la religion et de l'obéissance de leurs pères. Le Roy nous permettant l'exercice de nostre discipline comme de nostre religion, on nous tourne à blâme le soin que nous avons d'y entretenir les

enfants et la juste sévérité que nous emploïons contre la négligence de leurs pères. Car quant aux injures dont on dit que quelques-uns de nous usent contre ceux qui sortent du milieu de nous pour entrer dans la communion romaine, nous n'approuverions pas la conduite de ceux qui en useroient plus tôt de la sorte, que de prier Dieu pour eux, et de travailler à les ramener au chemin de leur salut; mais nous n'avons point de cognoissance que cela arrive, au lieu des excès de violences ouvertes contre ceux qui laissent la communion de Rome pour passer en la nostre. Pour ce qui est des deniers des pauvres que l'on a fait entendre à Sa Majesté estre par nous divertys à d'autres usages que ceux de leur destination, nous supplions très humblement M. le commissaire de vouloir faire entendre à Sa Majesté que les pauvres parmi nous sont en telle considération, que plus tost que de les laisser manquer des choses nécessaires à la vie, ou de les laisser vaguer et mandier par les rues, les pasteurs de nostre profession souffriroient plus tost qu'on leur retranchast de leurs gages, tellement que nous espérons qu'au lieu de mescontentement que le Roy tesmoigne avoir de nostre conduite et des prétendues infractions qu'on luy a fait entendre que nous avons faites de ses Edicts, Sa Majesté estant mieux informée par M. le commissaire et par M. le député général, sa protection nous sera continuée, et qu'elle pourvoira aux contraventions qui ont esté faites à nostre préjudice aux choses qu'il luy a pleu et aux Roys ses prédécesseurs de nous accorder. Nous reconnaissons au reste que les assemblées nationales ne se peuvent faire sans beaucoup de travail et de despense, mais leur convocation nous estant absolument nécessaire de tems en tems, nous en supportons le travail avec beaucoup d'allégresse, et jusques icy Sa Majesté nous ayant en quelque façon donné le moyen d'en supporter la dépense, nous nous promettons de sa royale bonté qu'elle ne nous privera pas des fruits de sa bienfaisance. Du reste, si les affaires qui se portent en ces synodes se pouvoient terminer ailleurs, nous nous esparagnerions volontiers la peine de venir de tous les endroits du royaume, mais estant absolument impossible que nostre ordre subsiste sans ces assemblées, et le long intervalle de tems qui a coulé depuis la dernière qui se tint à Charenton jusques à celle-cy, nous aiant fait voir par expérience que les délais multiplient les affaires et les rendent plus longues à démesler, nous nous persuadons de la rare bonté de nostre souverain qu'il aura agréable que

Monsieur nostre député général demande et presse la permission d'en convoquer quand nos Eglises luy témoigneront qu'il sera ainsy nécessaire pour leurs affaires, et conformément aux réglemens qu'elles ont fait et à la coutume qu'elles ont pratiquée de les tenir de trois ans en trois ans, car pour ce qui regarde les expédients de terminer les affaires dans les synodes des provinces, il y en a de telle nature que, sans un entier renversement de nostre discipline, elles ne peuvent estre terminées, sinon dans les nationaux. Sur ce qu'il a pleu à M. le commissaire nous dire touchant la communication avec les estrangers, outre ce qui est couché dans les actes des synodes précédents, il y a encore plusieurs personnes qui se souviennent que les Roys prédécesseurs de Sa Majesté ont permis à nos Eglises d'avoir dans les choses qui concernent leur religion et leur discipline communication avec les voisins, et mesme selon les occurrences d'y faire des députations. Et bien que celles de Genève, de Suisse, d'Allemagne et des Pais-Bas et autres vivent sous une autre forme de gouvernement politique, sy est-ce qu'en partie parce que ces nations sont amies et alliées de la France, et principalement parce que nostre religion a partout un mesme esprit, qu'elle inspire à tous ceux qui l'ont embrassée des sentiments inviolables de respect et d'obéissance pour les puissances souveraines de quelque nature qu'elles soient en chaque Estat, les Roys prédécesseurs de Sa Majesté n'ont jamais eu sujet de se plaindre que cette communication ayt apporté de préjudice à leur autorité, de sorte que s'il plaisoit au Roy nostre souverain seigneur nous donner encore maintenant la mesme liberté, il se pourroit assurer de nostre innocence et de nostre invariable fidélité, nommément pour ce qui est des estudiants quand, il plairoit à Sa Majesté, comme nous l'en prions très humblement, leur permettre de voir des académies estrangères, il ne faudroit pas craindre que leurs bonnes inclinations s'y corrompissent ny qu'ils s'en retournassent moins affectionnés au service de leur prince, ny au bien de son Estat. Quant aux escrits qui viennent de dehors du royaume, nous n'en recevrons sinon autant que M. le commissaire qu'il a pleu au Roy nous donner, le trouvera bon. Reste la durée de ce synode que M. le commissaire nous a dit devoir estre abrégé le plus que faire se pourra, et que c'est l'intention de Sa Majesté. Sur cela, nous avons à répondre, Monsieur le commissaire, avec toute sorte de respect que la longueur de ces assemblées dépend de la quantité des affaires

qui ne se peuvent vuidier raisonnablement qu'avec le tems. Y ayant donc quinze ans entiers qu'il ne s'est tenu de synode de la nature de celui-cy, il est aisé de juger que les affaires se sont non-seulement multipliées extraordinairement, mais mesme qu'elles se sont rendues plus difficiles, parce qu'il n'a pas esté possible d'y pourvoir dès le commencement. Il est donc hors de nostre pouvoir d'abrégier tellement la tenue de cette assemblée, qu'elle ne passe la durée de celles qui ont esté faites cy-devant, autrement, ou quantité d'affaires demeureront indécis, ou la décision s'en feroit avec précipitation. Néanmoins, quand le Roy ne nous auroit point fait sçavoir sa volonté là-dessus, c'est l'intérêt, et de nos Eglises en général, et de nos personnes en particulier d'accélérer le plus que nous pourrons nostre retour, chacun au lieu de sa station, et par conséquent d'éviter autant que nous pourrons les longueurs qui ne nous peuvent estre que préjudiciables quand elles ne nous sont pas nécessaires. Puis donc qu'outre cette considération il plaist au Roy nous y déclarer ses instructions, nous supplions très humblement M. le commissaire de croire que nous apporterons icy toute l'assiduité et toute la diligence imaginable, mais la principale supplication que nous avons à faire à M. le commissaire, c'est qu'il luy plaise d'assurer Sa Majesté que comme nous sommes nés François, nous avons les intérêts et la gloire de la France à cœur; comme nous sommes chrétiens, nous nous sentons inviolablement obligés à l'observation de ce précepte d'un des apostres du Sauveur du monde, de craindre Dieu et d'honorer le Roy comme nous l'avons desjà dit, et comme nous faisons, par la grâce de Dieu, profession d'un christianisme plus pur et d'une religion refformée, nous espérons que Dieu nous fera la grâce de devancer tous les autres sujets du Roy, en obéissant à nostre prince et en une entière fidellité. A quoy nous ajouterons encore que comme nous avons autrefois sollicité le ciel par nos vœux et par nos prières, à ce qu'il luy pleust nous donner le Roy qui reigné maintenant sur nous, et comme nous luy avons rendu louanges et actions de grâces solennelles, quand nous nous sommes veus exaucés, aussy continuerons-nous à l'advenir et tous les jours de nostre vie de demander au Roy des Roys qu'il luy plaise conserver le nostre, et qu'après tant de victoires dont il a favorisé ses armes, il luy donne d'establir en ce royaume une longue et profonde paix, bénissant les desseins de son mariage et luy en faisant voir ses fruits, à qui après

une très longue et très heureuse vie, il transmette le sceptre qu'il a reçu de ses pères pour le porter et le manier en justice aussi long-tems que durera l'univers. »

L'après-disnée dudit jour, 6 janvier, fut employée à entendre diverses propositions faites par les provinces, sur des points de doctrine, de la grâce, élection, prédestination, ordre des décrets de Dieu et autres sur lesquels estoient intervenus les arrests des derniers synodes nationaux d'Alençon et Charenton. Aucuns desdits députez, particulièrement ceux de Xaintonge se plaignants des contraventions prétendues faites auxdits arrests par la publication de certains livres composés par le sieur Amirault, ministre et professeur en théologie à Saumur et par le sieur Daillé, ministre de Paris ; ledit sieur Amirault se plaignant au contraire de l'entreprise faite par le synode provincial de la province de Xaintonge d'avoir de son autorité au préjudice desdits synodes, dressé une forme de règlement particulier pour interroger ceux qui seroient receus ministres en ladite province, sur quoy après la lecture des mémoires de tous les synodes provinciaux pour ce sujet, et lesdits sieurs Amirault et Daillé ouïs, tous lesdits députés qui paroissoient du commencement fort émeus, s'estants déclarés satisfaits des esclaircissements apportés par lesdits sieurs Amirault et Daillé, se sont trouvés concordants et d'un mesme advis, d'assoupir tout ce qui s'estoit passé jusques à présent et de faire pour l'advenir un règlement général qui seroit ponctuellement exécuté pour empescher toutes contraventions et qu'il ne fust député ny par les ministres ny escholiers sur les divers sentiments en ces matières par les uns contre les autres, soit en chaire ou en l'eschole par escrit ou autrement, et furent chargés aucuns des députés pour faire les lettres au Roy, à M. le cardinal et à M. de la Vrillière pour la closture de cette assemblée.

Le mardy, 7 janvier du matin, auparavant que l'on délibérast sur le règlement arrêté le jour d'hier, les députés de Xaintonge ont dit estre obligés pour la justification de leur province de faire lecture de certains mémoires particuliers de leurs Synodes qu'ils n'avoient pas rapportés lors de la précédente délibération concernant la matière dont estoit question, notamment ce formulaire dont ledit sieur Amyrault s'estoit plaint, lequel ils soustenoient conforme à ce qui

estoit prescrit par les synodes nationaux d'Alençon et Charenton. Au contraire plusieurs disoient que tout ce qui estoit du passé aiant desjà esté terminé, ne restoit que à continuer la délibération sur le règlement général, autrement que ce seroit changer la question et embrouiller l'affaire pour se jeter dans la dispute de la doctrine au fonds qui avoit esté réglée et vidée par lesdits synodes. Sur cela comme nous avons reconnu les choses à tel point, que si nous n'interposions nostre autorité pour arrester la confusion et désordre que nous appréhendions, en sorte qu'il n'y auroit pas moïen de long-tems de terminer ce synode, nous avons jugé qu'il estoit expédient de réprimier ceux qui vouloient empescher que l'on continuast la délibération ainsy qu'il avoit esté résolu et conclu d'un commun accord, déclarant que nous ne pouvions souffrir ce désordre contre toute raison, et que s'ils ne vouloient s'assujettir à opiner sous la direction de ceux qui présidoient et suivant la conclusion arrêtée, nous les laisserions là, ce qui servit, ceux qui estoient les plus échauffés s'estant aussy tost apaisés, de sorte qu'il fut trouvé bon de passer outre à délibérer sur le règlement général, lequel fut arrêté selon qu'il seroit dressé par des commissaires nommés. Ensuite furent encore leus les mémoires des provinces sur un autre arrêté du dernier Synode national de Charenton concernant le péché originel pour l'imputation du premier péché d'Adam à toute sa postérité. Aucuns desdits mémoires contenant demande que ledit arrêté avoit esté fait sans avoir auparavant adverti les provinces sur ce point de doctrine contre ce qui estoit ordonné par la discipline, avec demande que ledit arrêté qui recevoit de l'ambiguïté et n'estoit nécessaire en soy pour le fondement de la foy, ne fust exécuté à l'égard de le faire signer ou jurer par ceux qui seroient receus au ministère, sur quoy après qu'il fust arrêté que les députés ministres et antiens opineroient non dans le fonds de la doctrine, mais pour le regard de la forme et manière à garder pour l'exécution dudit arrêté et non par le nombre des provinces, mais à la pluralité des voix desdits députés indifféremment, fut enfin arrêté que certaines modifications seroient ajoutées audit arrêté du synode de Charenton pour le péché originel, pour n'astraindre les proposants qui seroient receus au ministère de signer ou jurer, sinon les articles de la confession de foy concernant ledit péché originel, avec deffenses à tous de disputer de cette question de l'imputation selon l'acte qui en seroit dressé par les mêmes commissaires nommés

pour le règlement concernant les autres points. Fut aussy arresté que nuls livres de religion, même les sermons et autres traités de religion ou dévotion, ne seroient imprimés et vendus sans la permission des ministres examinateurs commis par les synodes provinciaux suivant la discipline et furent encore vidées quelques autres affaires moins importantes.

Le jeudy 8 janvier, du matin jusques à 10 heures, fut travaillé à diverses petites affaires particulières, et ensuite fut proposé par les députés de la province de Berry qu'ils estoient chargés par leurs mémoires de requérir qu'on pourveust suivant ce qui avoit esté arresté au synode national de Charenton dernier contre l'indépendantisme, à ce que cette erreur ne fust receue en France et notamment ne passast de l'Angleterre en la province de Normandie, que c'estoit un soubson sans sujet et fondement et que depuis ledit synode national où on en avoit conceu quelque crainte, rien du tout n'avoit pareu pour en avoir à présent, dont estoit plus à propos de négliger cet advis. C'est pourquoy fut résolu qu'il n'en seroit point fait de mention dans les actes du Synode.

L'après-disnée dudit jour, 8 janvier, fut leu l'acte du jugement pour l'affaire de Fouquemberge auquel furent faites quelques corrections. Après fut aussy leu l'acte de l'arresté et règlement pour l'exécution des arrestés des synodes d'Alençon et Charenton concernant les points de doctrine de la grâce, élection et prédestination, au sujet du quel acte fut derechef esmeue contestation : à cause que ledit Amirault soustenoit que ledit acte contenoit des énonciations et expressions non mentionnées auxdits synodes contre la résolution du jour précédent, pour raison de quoy fut pris expédient d'oster lesdites énonciations et expressions et de transcrire en la place les décrets et décisions entières desdits synodes pour ce regard, lesquelles seroient jurées et signées par ceux qui seroient receus ministres, et furent tous autres règlements faits dans aucuns synodes provinciaux sur ces matières rejettés, avec deffenses d'en disputer les uns contre les autres en aucune façon, et nous, aiant entendu une addition mise à la fin dudit acte dont n'avoit point esté délibéré que pour entretenir l'union de doctrine avec les estrangers faisant profession de mesme religion, il leur sera écrit et donné communication de cette résolution, nous nous opposasmes formellement à l'esgard de ladite

addition et déclarasmes qu'elle devoit estre ostée comme n'estant point nécessaire en soy et contraire à la volonté expresse du roy, defendant toute communication et dépendance avec les estrangers, et quoique aucuns nous priassent de laisser cette addition, nous persistasmes et fismes rayer ladite clause, puis furent leues les lettres escrites au Roy, à M. le cardinal et à M. de la Vrillière sur la conclusion du synode, et auparavant qu'on eust nommé des commissaires qui en devoient estre chargés ensemble du cahier des plaintes qu'on auroit dit estre tout dressé, nous aiant considéré que il estoit impossible d'avoir réponse ou nouvelle de la cour sur ce que nous avions escrit touchant la translation de l'académie de Montauban avant la fin de l'assemblée et nostre parlement que nous avions destiné pour le dixième de ce mois, et que cependant nous ne devions manquer de parler de l'ordre du Roy que nous avions eu pour faire oster le ministre Gaillard de la ville de Montauban et le mettre ailleurs dont nous avions différé jusques à présent de faire la proposition, en attendant si nous eussions peu apprendre quelque chose de certain sur cette affaire importante, pour ces considérations, et afin de ne manquer à aucune chose qui soit de nostre devoir, nous exposasmes cet ordre que nous avions receu il y avoit quelque temps, et les raisons pour lesquelles nous avions différé de l'expliquer à la compagnie afin d'en délibérer, sur quoy après diverses opinions, la résolution fut qu'il seroit fait acte portant que la compagnie n'estant pas informée de la conduite du sieur Gaillard, et ne l'ayant point ouï, elle ne pouvoit à présent rien statuer contre luy, mais bien ordonnoit que le Roy seroit supplié très humblement par les commissaires ou députés qui iroient luy porter les lettres à luy escrites et le cahier des plaintes, de laisser ledit Gaillard à Montauban s'il estoit innocent, et lui faire grâce s'il avoit offensé Sa Majesté en quelque sorte, procurant avec le consistoire de Montauban de donner satisfaction à Sadite Majesté, et par l'instruction secrette quiseroit baillée auxdits députés, leur seroit donné charge de prendre avis dudit consistoire de ladite ville, sur la translation dudit sieur Gaillard, et selon la cognoissance qu'ils avoient de ce qui concerne les intentions du Roy pour luy donner satisfaction suivant l'acte du synode, en ce regard ils auroient pouvoir de délibérer en l'autorité dudit synode, ledit Gaillard et l'Eglise de Montauban l'un envers l'autre, suivant la volonté du Roy, en cas qu'il n'y eust pas moïen

de conserver autrement l'académie en la ville de Montauban.

Ensuite la teneur de la lettre écrite au Roy (1) :

SIRE,

Ajants heureusement achevé le synode dont il a plu à Vostre Majesté nous permettre la continuation, nous avons député les sieurs Dize, pasteur, et de Frissat, antien, pour porter à ses pieds les très humbles actions de grâces que nous lui devons, et les protestations très sincères que nous luy faisons de la continuation de nostre obéissance, de nostre zelle et de nostre fidélité à son service. Nous recognoissons, Sire, qu'estant à l'image de Dieu, la mesme religion qui nous commande de le craindre, nous ordonne aussy d'estre entièrement soumis à vostre autorité souveraine. Outre ces sentiments, que la nature et la religion nous inspirent, les faveurs, Sire, que nous recevons tous les jours de Vostre Majesté sont si grandes, que nous nous pensons obligés de luy consacrer, avec plaisir et avec ardeur, nos biens et nos vies. Il est vrai, Sire, que les édicts qu'il a plu aux Roys vos prédécesseurs de nous octroyer, et à vostre bonté royale de nous confirmer, sont enfraints dans toutes vos provinces; mais, Sire, comme nous sommes assurés de vos bonnes intentions, nous attribuons toutes ces infractions à la passion particulière de ceux qui nous haïssent, suppliants très humblement Vostre Majesté de vouloir écouter nos plaintes, qui sont représentées dans le cahier que nous prenons la hardiesse de luy présenter par nos députés, et dont nous espérons une favorable response, sachants que comme son trône est éclatant d'une infinité de triomphes, il est aussy environné de la justice et de l'équité. Ce sont ces vertus, Sire, qui sont les plus beaux fleurons de vostre couronne; qui vous rendent le père de ce mesme peuple dont vous estes le maistre; qui vous font régner dans le cœur de vos sujets avec un empire plus absolu que celui que vous exercez sur vos armées et sur vos provinces, et qui obligent tous les vrais François à bénir un règne si bon, si juste et si glorieux. Nous le bénissons particulièrement, priants Dieu de toutes les puissances de nos âmes, qu'il luy plaise de conserver Vostre sacrée Majesté, donner un heureux succès à tous ses desseins, et maintenir son Estat dans la paix et dans le bonheur. Ce sont les vœux très ardents de ceux qui sont très véritablement,

Sire, de Vostre Majesté,

Les très humbles, très obéissants et très fidelles sujets et serviteurs,
les pasteurs et antiens assemblés par permission de Vostre Majesté
en synode national à Loudun, et pour tous : DAILLÉ, modérateur;
J.-M. DE LANGLE, modérateur adjoint; J. BAISSAC, secrétaire;
LORIDE DES GALINIÈRES, secrétaire.

A Loudun, le 9^e janvier 1660.

(1) Cfr. Aymon, p. 740.

Teneur de la lettre écrite à M. le cardinal :

Monseigneur,

Nous retournons avec profonde humilité vers Vostre Eminence, vous offrant des actions de grâces très sincères pour vos précédentes faveurs, puisque nous reconnaissons que nous sommes justement redevables à votre bonté et à la sagesse de vos conseils de la bénignité dont il a plu à Sa Majesté d'user envers nous, en nous octroyant la liberté de pourvoir à la nécessité de nos affaires en cette assemblée, que nous avons tenue longuement, à cause de la multitude des difficultés qui s'y sont rencontrées; et comme nostre gratitude envers Dieu le convie à nous donner davantage, nous osons aussi espérer que Vostre Eminence nous permettra de la supplier très humblement de ne se lasser point de nous bien faire. Les députés que nous envoie vers Sa Majesté, après nous estre séparés, vont porter à ses pieds, avec des protestations très sincères de nostre fidélité et obéissance inviolable, les justes plaintes des troubles et violences qui nous sont faits en divers endroits du royaume, par plusieurs qui sont portés d'animosité et abusent de leur autorité contre nous, au préjudice des édits qui sont nos aziles. Nous leur avons aussi donné ordre de se présenter à Vostre Eminence, et la convier, par tout ce qu'elle a de connoissance de nostre zelle au service de S. M., de vouloir écouter les cris de tant d'âmes qui sont exprimés dans le cahier de nos plaintes, et d'employer son autorité dans le conseil du Roy, afin qu'il nous soit répondu bientôt et favorablement. Ce n'est qu'une partie des maux que nous souffrons que nous avons écrits dans ce cahier, aimants mieux en dissimuler plusieurs, ne voulants pas importuner S. M. ny nosseigneurs de son conseil des torts qui nous sont faits quand nous les pouvons souffrir par une sainte patience. Honorez-nous, Monseigneur, de votre protection, puisque vous reconnaissez, comme nous le faisons, estre l'âme de cet auguste conseil qui gouverne si sagement et si heureusement cette grande monarchie, nous ne cessons de faire des vœux très ardents pour la longue vie et prospérité de Vostre Eminence, et nous glorifions d'estre passionnément, Monseigneur,

Vos très humbles et très obéissants serviteurs, les pasteurs et anciens
assemblés en synode national à Loudun, et pour tous : DAILLÉ,
modérateur; J.-M. DE LANGLE, modérateur adjoint; J. BRISSAC,
secrétaire; et LORIDE DES GALINIÈRES, secrétaire.

A Loudun, le 9 janvier 1660.

Le vendredy au matin, le sieur Loride des Galinières, advocat au conseil, antien de Paris, député au synode et esleu secrétaire dudit synode fit la proposition que sur ce que au commencement on luy

avoit fait la difficulté qu'il deust opiner immédiatement après le sieur Desloges ministre, aussy esleu secrétaire, ains seulement après tous les ministres et le premier auparavant tous les antiens, il s'estoit enquis comme il en avoit esté usé aux derniers synodes nationaux d'Alençon et Charenton, et aiant trouvé des attestations suffisantes comme le secrétaire antien avoit opiné le dernier de la table immédiatement auparavant tous les autres ministres, et ensuite après luy le député général avant lesdits ministres, requérant qu'il en fust délibéré pour faire la règle à l'advenir, sur quoy la délibération faite ensemble sur l'usance différente en divers synodes provinciaux pour l'ordre d'opiner à l'esgard dudit secrétaire antien, a esté résolu que ledit secrétaire opineroit avant tous les ministres non assis à la table, et après luy le député général et ensuite les autres ministres, et puis les antiens suivant leur ordre au rang des provinces et que cela se pratiqueroit de mesme en tous les synodes provinciaux. Puis fut proposé par aucuns des députés, suivant les mémoires dont ils estoient chargés par les synodes de leurs provinces au sujet de l'exercice de la religion qui se fait en divers lieux sous le nom d'annexe d'une seule Eglise en vertu de l'Edict de Nantes, pour ce qui estoit à faire à cause des deffenses d'y faire ledit exercice, et auparavant que l'on opinast sur cette matière, nous avons représenté qu'estant question de régler les lieux où l'exercice de leur religion se devoit faire par les édicts, cela regardoit l'exécution d'iceux qui devoit estre terminée par les juges établis par le Roy ou par S. M. mesme, qui estoit une matière politique non sujette à la jurisdiction ecclésiastique ou correction des mœurs et des scandales pour y appliquer les règlements convenables consistants aux censures ecclésiastiques de mesme nature qui obligeoient seulement les consciences au dedans à l'esgard de la communion entre ceux d'une mesme religion et ne devoient estre employées à l'encontre de ce qui pouvoit estre prescrit et ordonné par le Roy et ses magistrats pour contrevenir par ce moïen à leurs ordonnances, à raison de quoi le seul et légitime moïen pour se pourvoir à l'encontre estoit de s'adresser à S. M. ou à ses officiers établis pour administrer la justice aux particuliers et juger de l'exécution des édicts et ordonnances royaux conformément à la volonté expresse du Roy que nous avons assez clairement déclarée à l'assemblée dès le commencement et à l'ouverture d'icelle, laquelle en effet n'estant que purement ecclésiastique n'avoit droit de juger que

des choses purement ecclésiastiques et non des politiques et mixtes sinon astant que S. M. leur en donnoit permission particulière, comme en ce rencontre nous avions cy-devant déclaré que S. M. leur avoit permis de dresser un cahier des plaintes de prétendues infractions de ses édicts pour luy estre présenté après la séparation du synode. Partant tout ce qui pourroit estre faict pour ce qui concernoit les annexes, n'estoit que de comprendre cet article avec les autres de pareille nature audit cahier, et pour ces raisons et considérations et autres que nous avons déduites, nous avons dit que nous ne pouvions approuver cette délibération qui ne pouvoit servir à autre effet sinon pour favoriser ceux qui voudroient résister aux décrets de justice en décrétant par eux des peines contre ceux qui y voudroient obéir, déclarant que en cas qu'ils persistassent à vouloir délibérer et voulussent en faire un acte quel qu'il fust, nous entendions qu'il fust fait mention dans iceluy de ce que nous leur avions représenté sur ce sujet. Sur quoy après qu'ils nous eurent remontré que c'estoit une affaire purement de conscience, regardant seulement leur discipline, à l'esgard des ministres lâches qui abandonnoient leurs troupeaux, manquant de faire leurs fonctions auxquelles ils estoient appelez, mesme obligés de souffrir pour cela injure et violence où le droit et la possession estoit indubitablement fondée et estable sans difficulté en vertu des édicts suivant la volonté du Roy, sous prétexte de simples dénonciations ou jugements sur requestes, non suffisants de déposséder ceux qui estoient en légitime possession; c'est pourquoy comme nous n'avions point d'ordre particulier pour le regard de ces annexes, de rien faire ny mesme d'en parler selon que nous avions remarqué qu'il en estoit fait mention dans les instructions données aux commissaires qui avoient assisté de la part du Roy aux derniers synodes nationaux, nous ne jugeasmes pas que nous deussions insister davantage de nous-mesme pour nous opposer formellement à la délibération qui fut faite ensuite, et la résolution prise de déclarer les ministres qui manqueroient en cette occasion déserteurs de leurs charges et dignes des dernières censures, ensemble ceux qui adhéreroient auxdits ministres, avec injonction aux autres de les assister et subvenir par les voies de la charité, soit pour la consolation au défaut de leurs exercices de religion par leurs ministres ordinaires ou pour contribuer aux frais nécessaires afin d'obtenir du Roy la justice. Cela fait, les comptes de recette et dépense

des académies et autres concernant ce qui estoit deu par les provinces pour ce que chacune doit contribuer, et pour autres affaires communes de cette nature furent rapportés après avoir esté examinés par les commissaires nommés pour cet effet, lesquels attestèrent estre demeurés d'accord de ce qu'ils auroient trouvé vérifié, et de ce qu'ils avoient jugé sujet à plus grande vérification suivant le calcul fait de tout. Ensuite fut proposé par aucuns députés de mettre dans le cahier des plaintes, la demande d'un député général du tiers estat qui seroit agréé par le Roy de trois qui seroient nommés par l'assemblée selon la forme qui s'estoit pratiquée cy-dvant, sur quoy nous leur dismes que nous ne voulions pas empescher cette demande, mais qu'il n'y avoit pas grande apparence que S. M. l'accordast au moins en cette forme, et qu'ils feroient mieux de ne la prescrire pas de la sorte pour la rendre plus favorable, et la délibération prise fut résolu de dresser acte par lequel trois furent nommés, sçavoir : ledit des Galinières, Jousaut advocat à Castres, et le Coq des Forges, et que le Roy seroit supplié d'agréer l'un des trois et luy donner les gaiges accoustumés. Outre fut encore proposé de jeter les yeux sur quelque'un de la suite du conseil auquel les Eglises peussent adresser les affaires qu'elles y ont, plusieurs députés tesmoignants avoir charge de leurs provinces, d'offrir leur part de leurs contributions sur la somme de trois mille livres par an pour appointements, autres disants qu'il falloit en communiquer à leurs provinces. Et ledit des Galinières aiant esté proposé par aucun des députés pour cet employ, lequel auroit fait offre de faire ladite poursuite pour les provinces dont les députés n'avoient point de charge pour la contribution des trois mille livres, en leur faisant remise de la moitié de ses droiets, salaires et vacations et affaires du conseil, et de tout ce que dessus, fut résolu de passer et dresser acte.

L'après-disnée dudit jour vendredy 9^e janvier, en laquelle nous avions dessein de finir toutes délibérations pour clore et rompre le synode, selon que, ensuite des ordres du Roy, nous avions déclaré à l'assemblée, premièrement qu'elle tiendrait jusques au jour et fête des Rois, et depuis encor avions accordé les trois jours suivans jusques à ce jour vendredy. Dès le commencement nous leusmes ce que nous avions représenté le matin et depuis mis par escrit touchant les annexes à peu près ainsy qu'il est rapporté cy-dessus, et lors tous les députés tesmoignèrent de l'estonnement et trouble comme si

nous voulions les juger et déclarer criminels et les condamner expressément de rébellion et contravention aux volontés du Roy qui n'estoit pas leur intention, disants qu'ils vouloient plustost souffrir toutes choses que de se porter à aucune désobéissance, et entendoient seulement se maintenir en la jouissance de ce qui estoit formellement accordé par les édicts conformément à ce que S. M. leur faisoit la grâce de leur tesmoigner qu'elle les vouloit entretenir et faire observer, à quoy à raison de cette volonté du Roy ils seroient obligés en leur conscience pour se conserver en ce point nécessaire de l'exercice de leur religion par les voies légitimes autorisées et permises par S. M., et sur ce pour les considérations que nous avons remarquées, nous dismes que nous nous contentions qu'il fust énoncé dans l'acte que nous avions soutenu que cette affaire restoit de la nature de celles sur lesquelles ils eussent droit d'interposer jugement, mais seulement qu'ils pouvoient mettre dans le cahier des plaintes selon que nous dictasmes sur-le-champ nostre déclaration pour estre insérée en l'acte qui fut aussy leu, concerté et dressé. Ensuite furent pareillement leus autres actes arrestés cy-devant; entre autres celui touchant la doctrine et il y eut encore quelque trouble qui fut aussitost appaisé. Puis fut leue l'instruction pour les commissaires qui avoient esté nommés pour l'exécution du jugement de l'affaire dusieur d'Arbussy, de Montauban. Et le cahier dressé des plaintes à présenter au Roy fut aussy leu, où nous fismes quelques remarques ensemble les députés pour l'ordre et quelques ternies qui furent changés et corrigés et pour quelques additions, et selon cela ledit cahier devoit estre mis au net et signé. Et furent en mesme tems nommés les sieurs Dize, ministre de Grenoble et Froissac antien d'Uzez pour commissaires à porter le cahier et le présenter au Roy, et autres commissaires encor nommez pour l'exécution du jugement donné en l'affaire de Saumur pour pacifier toutes choses en ladite ville; en outre fut réglée la taxe pour chacun des députés par jour et la distribution faite entre eux pour chacune province de seize mille livres accordée par le Roy pour le deffray du synode sur la présupposition que ladite somme leur seroit effectivement payée à Paris par l'ordre de M. le surintendant comme il l'avoit promis, et que nous leur en avions donné assurance, dont on attendoit avoir nouvelle certaine dans deux ou trois jours et mesme que ladite somme seroit en mesme tems renvoyée pour estre receue à Loudun par le moïen des com-

mis des gabelles des greniers à sel circonvoisins, auquel tems tous lesdits députés devoient encore estre demeurés à Loudun pour pouvoir avoir à emporter pour leurs provinces les actes du synode qui seroient copiés et signés pendant ledit tems, aiant pour nous remis d'avoir à Paris la copie desdits actes qui nous doit estre mise entre les mains. Fut aussy résolu que l'on remerciéroit les magistrats du bailliage de Loudun du soin et de la peine qu'ils avoient pris pour contenir toutes choses en paix, fut encor parlé de donner une pension viagère au sieur Balthazar pour luy donner moïen de travailler aux œuvres qu'il a entrepris en l'histoire ecclésiastique dont avoit esté parlé cy-devant, et sur les offres faites de nouveau par les députés de diverses provinces, ladite pension luy fut accordée suivant lesdites offres. Ainsy toutes ces affaires faites nous jugeasmes aiant esté travaillé fort tard qu'il ne restoit plus rien à délibérer et décider sinon à rompre l'assemblée et en faire la closture pour nous en pouvoir aller et partir le lendemain comme nous avions projectté, laissant à faire les copies des actes et les signer et attendre la nouvelle du payement dudit deffray avant le partement des députés comme dessus, promettant que nous aurions soin dudit payement pour lesdits députés selon l'ordre qu'ils pourroient prendre entre eux, ce qui fut ainsy consenti et résolu et néanmoins pour ce qu'il pourroit encore rester quelques actes arrestés à lire et fut dit qu'il restoit aussy à résoudre ce qui avoit esté cy-devant proposé touchant le formulaire du serment d'union qui avoit esté remis à délibérer, nous feusmes prié de nous trouver le lendemain matin à l'assemblée pour en faire la closture et séparation, ce que nous accordasmes.

Et le samedi 10 janvier 1660, au matin, en présence de M. de Ruigny furent leus quelques actes délibérés et arrestés cy-devant, et ensuite sur ce qui fut proposé par le sieur Dize, ministre de Grenoble, et autres députés de la province de Dauphiné, suivant les mémoires de ladite province dont ils estoient chargés de faire faire par tous les députés composants le Synode en leur nom et au nom de toutes les provinces le serment d'union arresté et fait au Synode national de Privas, tenu en 1612, selon le formulaire qui y est mentionné, nous dismes, comme nous avons déjà dit la première fois qu'il en fut parlé, que cette proposition ne pourroit estre receue, parce que ce serment ne pourroit estre qu'inutile et nuisible en tant que après un

si long tems qu'il avoit esté fait et mal receu et depuis discontinué, il pourroit encore à présent estre plus mal interprété et produire de plus mauvais effets, et que l'union en la doctrine et l'obéissance due au Roy demeurant constante, on diroit que ce serment seroit pour quelque dessein de faction, qui seroit sans doute condamné comme un commencement de sédition, sur quoy après que ledit sieur de Ruvigny eut déclaré qu'il n'avoit point approuvé cette prestation de serment ny la proposition qui en estoit faite, la matière mise en délibération, ladite proposition fut quasi d'une mesme voix unanimement rejetée. Enfin fut proposé et délibéré à laquelle des provinces appartenoit ou devoit estre laissé le droit ou la faculté de la convocation du prochain synode national pour en solliciter la permission du Roy, et fut résolu que cela seroit laissé à la province du Bas-Languedoc et en icelle à la ville de Nismes. Cela fait, ne restant plus rien à délibérer et tout estant résolu et n'y aiant plus que l'expédition des actes à délivrer et le payement du deffray à recevoir, à raison de quoy les députés devoient encore demeurer quelques jours à Loudun, nous déclarasmes que l'assemblée demeurait présentement résolue et terminée sans qu'il fust permis aux députés de s'assembler davantage pour délibérer aucune autre affaire et en cet estat que nous nous retirions. A quoy tous lesdits députés acquiescèrent et consentirent, déclarants qu'ils n'avoient plus rien à délibérer. Et sur ce, le sieur Daillé, modérateur, nous fit des remerciements au nom de toute l'assemblée, de la faveur que nous leur avions faite pendant la tenue du Synode en diverses sortes et de la patience que nous y avions eue à les supporter dont il nous pria de les excuser et de vouloir assurer Sa Majesté de leur fidélité et entière obéissance à ses volontés que nous avions reconnue, dont nous pouvions luy rendre tesmoignage. Après cela, comme depuis l'ouverture du Synode au commencement et à la fin de chacune séance, ledit sieur modérateur avoit toujours fait la prière, où le nom de Dieu estoit toujours invoqué pour la santé du Roy et prospérité de l'Estat, de mesme que en tous les presches faits durant l'assemblée avec protestation de leur obéissance, ainsy à la fin de cette dernière séance ledit modérateur fit la prière pour la conclusion et closture de l'assemblée ou il s'estendit davantage pour le Roy et son royaume et pour implorer la bénédiction de Dieu sur toutes les résolutions prises, et particulièrement pour nous accompagner de son assistance en nostre

retour, ensemble tous les députés. Après, leur aiant dit adieu, charge fut donnée à aucuns d'entre lesdits députés de nous conduire en nostre logis où nous avions donné ordre de tenir tout prest pour partir, et ainsy nous nous retirasmes avec la plus grande partie desdits députés qui voulurent nous accompagner jusques à nostredit logis qui n'estoit pas loing, d'où incontinent après nous partismes pour nostre retour.

Ce que nous certifions estre véritable et s'estre le tout ainsy passé les jours susdits, en foy de quoy nous avons signé ces présentes, estant arrivé à Paris le 17 janvier 1660.

Signé : MADELÈNE.

LES COLONIES DE RÉFUGIÉS PROTESTANTS FRANÇAIS.

II. LES COLONIES D'ERLANGEN ET DE SCHWABACH,

DANS LES ANCIENNES PRINCIPAUTÉS DE BRANDEBOURG-BAIREUTH ET BRANDEBOURG-ANSPACH.

1685-1858.

1. Erlangen.

Erlangen est une jolie ville de 12,000 âmes, située à peu de distance de Nuremberg, au pied de quelques coteaux qui longent la vallée de la Redniss. Son université est bien connue en Allemagne, ses habitants se font remarquer par leur industrie. Jusqu'à la fin du siècle dernier, elle faisait partie des Etats du margrave de Brandebourg-Baireuth ; elle appartient depuis 1810 à la Bavière, après avoir été réunie pendant quelques années à la Prusse.

Si un étranger parcourt aujourd'hui ses rues, il ne verra qu'une population tout à fait allemande ; une des grandes églises dans la ville porte encore le nom d'Eglise française ; des noms français se lisent sur quelques maisons ; mais, à part ces restes d'un passé oublié, rien ne lui rappellera les idées et les traditions françaises ; c'est à peine s'il trouvera quelque descendant de réfugié qui comprenne la langue de ses ancêtres. Cependant Erlangen doit son industrie, sa prospérité, la construction de ses plus beaux quartiers à l'arrivée

des protestants français que la révocation de l'Edit de Nantes chassa des Etats du grand roi.

Pour nous, l'intérêt de la colonie réside principalement dans le passé; nous lui consacrerons ici quelques pages et nous essayerons de retracer son histoire (1).

Frédéric-Guillaume, le grand électeur de Brandebourg, ne se borna pas à appeler chez lui les réfugiés français; il exerça son influence au dehors et en particulier parmi les princes de sa famille, pour leur procurer un asile dans d'autres Etats.

Le margrave de Brandebourg-Baireuth, Christian-Ernest, fut un des premiers à suivre son exemple; il brava même pour cela, non-seulement les menaces de Louis XIV (2), mais aussi le mauvais vouloir et l'opposition de ses propres sujets, luthériens rigides et peu éclairés. Dès le 23 novembre 1685, il fit paraître une déclaration qui invitait les Français proscrits à venir dans ses Etats, leur promettant un bon accueil et les assurant de sa protection. De nombreuses troupes de réfugiés ne tardèrent pas à venir, les uns à Baireuth, les autres, en plus grand nombre, à Erlangen et à Schwabach. Ceux qui voulurent se fixer à Erlangen, n'y trouvant pas assez de logements, furent obligés de s'établir, d'abord à Baiersdorf et dans quelques autres villages aux environs (3); on leur fit chaque semaine des distributions d'argent et de viande. Assez mal accueillis dans l'origine par les habitants d'Erlangen, qui leur accordaient une hospitalité forcée, ils jetèrent les premières fondations d'un nouveau quartier ou d'une nouvelle ville près de l'ancienne; il fallut que les bourgeois et les habitants des villages voisins aidassent d'abord à ces travaux; plus

(1) Nous avons puisé une partie des renseignements que nous donnons ici, dans le livre du docteur Ferdinand Lammers, *Geschichte der Stadt Erlangen*. Erlangen, 1843.

(2) Dans une lettre que l'électeur de Brandebourg écrivit, le 4 février 1686, à son parent le margrave, il lui promettait son soutien, pour le cas où la protection qu'il accorderait aux réfugiés français lui créerait des contestations avec quelque puissance étrangère. Les cantons suisses de Berne, Zurich, Bâle et Schaffhouse, écrivirent aussi au margrave le 26 avril de la même année, pour lui exprimer leurs remerciements de l'accueil hospitalier qu'il faisait dans ses Etats aux réfugiés. Ces deux lettres, écrites en allemand, se trouvent dans l'Appendice de l'ouvrage précité de Lammers, p. 248.

(3) Les réfugiés français d'Erlangen étaient originaires, pour la plupart, du Vivarais, du Languedoc et du Dauphiné, ainsi que cela se voit par les registres de baptême et de mariage; il y avait aussi quelques familles de Vitry en Champagne.

Parmi les noms français qui se sont conservés en assez grand nombre à Erlangen, nous citerons ceux de Denis, Jourdan, Delarue, Vassimond, Santerre, Pelletier, Ebrard, etc.

tard le margrave se borna à exiger que, pendant l'espace de six années, ils fourniraient par jour vingt chariots attelés chacun de trois bœufs pour le transport des matériaux. Christian-Ernest fit faire la plus grande partie des constructions à ses frais; par ses ordres, on bâtit beaucoup de maisons qu'il loua ou revendit après, à bas prix, aux nouveaux colons. Quelques Français se construisirent eux-mêmes des habitations. On connaît les noms des premiers propriétaires; ce furent : Paul Vautrie, Daniel Hugot, Paul Coliveaux, Jacques Coliveaux et Pierre Le Jeune, venus tous les cinq de Vitry en Champagne.

C'est ainsi que s'éleva peu à peu une nouvelle ville, qui reçut plus tard, en commémoration de son fondateur, le nom de Christian-Erlangen. Le margrave ne négligea rien qui pût contribuer au développement de la colonie; il promit aux familles françaises qui s'y étaient déjà fixées, et à celles qui viendraient après, une entière liberté religieuse, le trafic libre dans tous ses Etats, l'exemption pendant dix années de toutes charges et impôts. Il fit bâtir à ses frais une église où le culte fut célébré chaque dimanche en français. Un hôpital et une maison de refuge pour les pauvres furent créés et dotés de revenus annuels. Non content de cela, il envoya en Hollande des commissaires spéciaux pour demander des secours en faveur des réfugiés; le produit de ces collectes lui permit d'encourager plusieurs branches d'industrie et de fonder une fabrique de bas, où un gain régulier était assuré à tous ceux qui connaissaient le métier, ou qui voulaient l'apprendre. Des privilèges analogues à ceux que nous venons d'énumérer furent accordés plus tard aux réformés allemands que l'invasion du Palatinat par les troupes françaises dispersa de côté et d'autre, et qui vinrent en assez grand nombre chercher un refuge à Erlangen.

Une autre industrie qui ne tarda pas à acquérir une certaine importance, fut celle des tanneurs : les familles qui prirent cet état, se fixèrent dans une partie de la ville qui porte encore aujourd'hui le nom de Quartier des tanneurs; un canal construit aux frais du margrave leur fournit l'eau nécessaire à leur travail.

Des efforts aussi persévérants ne tardèrent pas à obtenir le succès qu'ils méritaient; on vit s'élever des manufactures de toiles, des fabriques de bas de laine, de gants de peau, de chapeaux, des teintureries pour la laine et la soie, et une foule d'industries nouvelles,

qui répandirent une activité inaccoutumée dans Erlangen : dès 1694, on établit deux foires annuelles qui attiraient beaucoup d'acheteurs.

Quelques années plus tard, Christian-Ernest fit construire la résidence royale, qui a été affectée depuis à l'université ; en face s'élève une belle fontaine sur laquelle quarante-cinq figures représentent l'arrivée des premiers réfugiés à Erlangen. On raconte qu'à la suite d'une fête publique donnée en 1710, à l'occasion du soixante-cinquième anniversaire de sa naissance, le margrave offrit un banquet aux principales familles françaises, et qu'ayant fait dresser des tables autour de la fontaine, il prit un plaisir particulier à placer chacun des convives qui y était représenté, en regard de sa statue ; ce fut un grand sujet de divertissement pour la cour.

La première pierre du temple qui devait servir aux deux paroisses réformées française et allemande fut posée le 14 juillet 1686.

La pierre fondamentale portait, en latin, l'inscription suivante (1) :

A Dieu, trois fois saint, très bon, très grand et éternel,

Soit fait et consacré sous de bons et heureux auspices.

Le sérénissime et pieux prince Chrétien-Ernest, margrave de Brandebourg, a ordonné de construire à ses dépens ce temple dédié à Dieu, en faveur des exilés pour la cause de la religion réformée, le 14 juillet 1686.

« Je remplirai cette maison de gloire, a dit l'Eternel des armées. »

(Aggée, ch. II, v. 7.)

Le temple fut terminé en 1693, et le 24 février de la même année eut lieu la consécration solennelle en présence du margrave, de Sophie-Louise, née duchesse de Wurtemberg, son épouse et des princes de sa famille. Le pasteur français Esprit Tholozan fit le discours de dédicace (2) ; le prédicateur allemand Stribinius prêcha le lendemain.

Pendant longtemps l'Eglise française d'Erlangen fut desservie par deux pasteurs ; dans les premières années de son existence, elle en eut même trois.

(1) Sermon prononcé dans l'église française de Christian-Erlang, le 16 juillet 1786, jour du jubilé solennel célébré en mémoire de la fondation du temple des Français, par Jacques-François Agassiz.

(2) Sermon pour la dédicace du temple de la nouvelle ville de Christian-Erlang, élevé en faveur des réfugiés français réformés, prononcé par E.-T., P. et P. en théologie (Esprit Tholozan, pasteur et professeur), le 24 février 1693. Seconde édition, année 1726, à Christian-Erlang, chez Daniel-Michel Schmatz ; avec une Epître dédicatoire à Monseigneur le margrave de Brandebourg-Baireuth et Sophie-Louise, née duchesse de Wurtemberg, son épouse.

M. Renaud, pasteur actuel de l'Eglise restée française de nom, quoique devenue allemande sous tous les rapports, et qui descend lui-même d'une famille de réfugiés, a eu l'obligeance de nous communiquer la liste des pasteurs français d'Erlangen; il en a fait le relevé sur les registres de l'Eglise, et nous la publions ici :

Noms des pasteurs de l'Eglise française de Christian-Erlangen.

- 1° Esprit Tholozan, de 1686 à 1693.
- 2° Jacques Papon, venu en 1686, resta probablement jusqu'en 1688.
- 3° Bonnet.
- 4° P. Crégut, de Vaux en Languedoc, arriva à Erlangen en 1687 et y resta jusqu'en 1692. A la révocation de l'Edit de Nantes, il donnait les soins de son ministère à l'Eglise d'Annonay; emprisonné à Toulouse, il échappa « par un effet tout particulier de la providence divine; » après être resté quinze mois à Morges, il se rendit à Bukeburg, dans le comté de Lippe; c'est de là qu'il fut appelé à Erlangen.
- 5° Claude Rey, fut consacré le 8 octobre 1687, et mourut le 8 juin de l'année suivante.
- 6° Lagrange-Dufour, 1692-1694; il devint plus tard aumônier du régiment de Varennes en Piémont.
- 7° Darassus, réfugié du Piémont, nommé troisième pasteur en 1693; l'année suivante, il devint chapelain du marquis de Ruigny, à Turin; comme il ne revenait pas, il fut remplacé en 1695.
- 8° Gabriel Ruynat, 1696-1704. Avait été précédemment pasteur à Genève.
- 9° Daniel Michel, de Nîmes, venu de Suède, où il avait été mal accueilli; il ne fut d'abord que pasteur suppléant, sans traitement. En 1699, il devint pasteur en titre et mourut en 1717.
- 10° Asimont, précédemment pasteur à Wilhelmsdorf, près de Neustadt; 1704-1724. Timothée Mollié fut pendant quelques années son suffragant.
- 11° P. de Rochemont, candidat à Genève, fut élu pasteur en 1716; plus tard, il alla à Cassel.
- 12° Jacques Gely de Colombiers, 1718-1734. Il mourut en 1735, âgé de 84 ans.

- 13° François-Simon Malvieux, de Mure en Dauphiné; 1724-1746. Il paraît avoir été pasteur à Waldorf, en Hesse-Darmstadt.
- 14° Jean O'bern, gentilhomme irlandais, ministre à Lausanne; 1733-1742.
- 15° Henri Hollard, natif d'Orbes et pasteur à Schwabach; 1743-1753.
- 16° Jean-Henri Lemaitre, pasteur à Bukeburg, vint à Erlangen en 1747, retourna à Kusnacht, près de Zurich en 1757; il avait desservi pendant quelque temps l'Eglise française de Beireuth (1).
- 17° Albert-Aimé-Louis Hollard, frère et successeur de Henri Hollard, et né comme lui à Orbes; 1752-1800. Il mourut en 1800, à l'âge de 80 ans; avant de venir à Erlangen, il avait été pasteur à Wilhelmsdorf, près de Neustadt (2).
- 18° Adam Maeder, successeur de Lemaitre, en 1758; précédemment pasteur à Isenburg, près de Francfort; il se rendit à Hanau en 1760.
- 19° Jacques-François Agassiz, d'Orbes, candidat à Lausanne, 1761-1794.
- 20° Abraham-Gédéon Robin, pasteur à Genève, 1794-1801.
- 21° Théodore Poiret, 1802-1811.
- 22° François Ebrard, précédemment à Schwabach, fut le dernier pasteur qui prêcha en français. Les pasteurs Bust et Renaud, qui lui ont succédé, ont toujours fait le service en allemand.

On célébra à Erlangen, comme dans presque toutes les Eglises du refuge, le jubilé ou l'anniversaire centenaire de la révocation de

(1) On a de lui un sermon imprimé, intitulé : *La Bénédiction sacerdotale, en témoignage de l'affection sainte et constante du pasteur pour son troupeau*; sermon sur le livre des Nombres, ch. VI, v. 22-27, prononcé dans l'église française de Christian-Erlang, le dimanche 21 août 1757, par Jean-Henri Lemaitre, pasteur de ladite Eglise depuis dix ans, en prenant congé du troupeau, étant appelé à servir l'Eglise de Kusnacht, dans le canton de Zurich. A Christian-Erlang. Imprimé chez Jean-Charles Tetzschner, pour l'Eglise française, en 1757.

(2) Albert Hollard a laissé plusieurs sermons imprimés; ce sont presque tous des sermons de circonstance. Nous connaissons de lui : *De la nécessité de l'esprit de foi et de résignation dans un ministre de la religion*, sermon sur Jean, c. XXI, v. 5, 6, prononcé dans l'église française de Christian-Erlang, le dimanche 21 août 1757, après midi (à l'occasion du départ de Jean-Henri Lemaitre), par Albert Hollard, pasteur à Christian-Erlang. Chez Jean-Charles Tetzschner, pour l'Eglise française, 1757. Ce discours est précédé d'une épître dédicatoire à Abraham Marchand, capitaine d'une compagnie bourgeoise de la ville de Christian-Erlang, qui paraît avoir été un des bienfaiteurs de l'Eglise; c'est à sa libéralité qu'on doit la grosse cloche du temple; il fit aussi des donations considérables à l'hôpital français, et fournit des sommes importantes pour assurer un logement aux pasteurs.

l'Edit de Nantes; plusieurs discours furent prononcés à cette occasion (1).

L'année suivante un nouveau jubilé fut célébré en mémoire de la fondation du temple; le pasteur J.-F. Agassiz rappela à ses auditeurs, dans un discours approprié à la circonstance, l'origine de la colonie (2).

« L'illustre margrave Chrétien-Ernest, leur dit-il, fut un des premiers à donner aux réfugiés français une retraite dans ses Etats. Comme la sagesse et la prudence présidaient à toutes ses entreprises, il ne se contenta pas d'adresser à vos ancêtres persécutés les invitations les plus gracieuses, il fit en même temps tous les arrangements nécessaires pour leur procurer des demeures convenables et rendre leur établissement aussi heureux qu'ils pouvaient le désirer. Ce n'était point assez d'appeler de nouveaux colonistes, il fallait aussi procurer à cette multitude de fugitifs, des habitations où ils fussent à couvert des injures du temps et de la rigueur des saisons. Ce digne prince leur assigna promptement un terrain et un espace suffisant pour y fixer leur séjour et y bâtir des maisons. Il leur fournit les matériaux nécessaires, et les fit transporter à ses dépens au lieu de leur destination. Avec tous ses secours et tous ses soins, on vit bientôt s'élever une ville, qui se fait admirer par l'agrément de sa situation, la régularité de ses rues et les avantages dont elle jouit, etc., etc. »

Ajoutons encore qu'en 1793, pendant que les passions se déchaînaient en France et qu'on y voyait s'écrouler successivement toutes les institutions établies, les descendants des réfugiés français à Erlangen, célébraient avec une pieuse reconnaissance un troisième

(1) *Les souffrances de l'Eglise et leur glorieuse issue*, sermon sur Michée, chap. VII, v. 8, prononcé dans l'église française de Christian-Erlang, le 30 octobre 1785, à l'occasion de la commémoration religieuse et du jubilé de la Révocation de l'Edit de Nantes, qui a été suivie de l'établissement des réfugiés français à Christian-Erlang, par Albert Hollard, pasteur. De l'imprimerie de Frédéric-Laurent Ellrodt. — *Les malheurs de l'Eglise chrétienne et les grâces que Dieu lui a faites*, ou Discours historique et religieux sur les Actes des apôtres, ch. VII, v. 34, prononcé dans l'église française de Christian-Erlang, au service de l'après-midi, le 30 octobre 1785, jour du jubilé solennel célébré en mémoire de la Révocation de l'Edit de Nantes et du précieux asile accordé aux réfugiés dans les Etats de Son Altesse sérénissime Monseigneur le margrave de Brandebourg, par Jacques-François Agassiz, pasteur. De l'imprimerie de Frédéric-Laurent Ellrodt.

(2) *Les soins et la protection dont Dieu a favorisé son Eglise*, ou Sermon sur le psaume CVII, v. 4-8, prononcé au service du matin dans l'église française, le 16 juillet 1786, jour du Jubilé solennel célébré en mémoire de la fondation du temple des Français et de la nouvelle ville de Christian-Erlang, par Jacques-François Agassiz, pasteur. De l'imprimerie de F.-L. E.

jubilé, celui qui consacrait l'anniversaire de l'ouverture de leur temple. La ville avait pris ce jour-là un caractère de fête ; les principales autorités de l'endroit, les professeurs de l'université (1), et tout le clergé allemand, se rendirent en procession solennelle à l'église française, où le vénérable pasteur Hollard, qui lui donnait depuis quarante-deux ans les soins de son ministère, fit un discours sur le deuxième verset du psaume CXXII (2).

Isolée, perdue dans un coin de l'Allemagne, n'ayant que peu de relations avec les autres Eglises du refuge, la colonie française de Christian-Erlangen ne devait pas tarder à s'assimiler à la population allemande. Aubout de deux ou trois générations, les traditions françaises devaient être tout à fait effacées ; aujourd'hui la fusion est complète : depuis 1818, on ne prêche plus en français, et quoique les deux communautés réformées constituent encore des paroisses distinctes et qu'elles aient chacune un temple séparé, il n'existe aucune différence perceptible entre elles.

2. Schwabach.

Schwabach est une ville manufacturière de 8 à 9,000 âmes, située à quatre lieues de Nuremberg, sur la route de Munich ; elle appartenait, en 1686, au margrave d'Anspach, de la maison de Brandebourg. Il s'y forma, après la révocation de l'Édit de Nantes, une colonie importante de réfugiés, et on y construisit un temple réformé. M. d'Ingenheim, originaire de Metz, fut pendant quelque temps le directeur de la colonie. Il paraîtrait, d'après les rapports qu'il faisait à la cour de Berlin, que les bonnes intentions du margrave à l'égard des réfugiés, étaient traversées de toutes les manières par la population allemande (3).

Nous n'avons pu obtenir que peu de renseignements sur cette communauté. Nous savons qu'en 1688, elle avait pour pasteur Guibert de Chagnolet. Les membres de l'Eglise française s'adressèrent, en 1749, à l'archevêque de Canterbury pour le prier de les aider à

(1) Un descendant de réfugié, le conseiller intime Daniel de Superville, fut le premier chancelier de l'université d'Erlangen, lors de sa création en 1742 ; en cette qualité, il présida à son organisation.

(2) Ferdinand Lammers, *Geschichte der Stadt Erlangen*.

(3) Erman et Réclam, *Mémoires sur l'établissement des réfugiés français dans le Brandebourg*, t. I, p. 277.

former un fonds destiné à empêcher la colonie de s'éteindre (1). La lettre était signée : F.-L. RAIGAUX, pasteur ; ABEL POIJOL, ancien ; JEAN-GEORGES AUGIER, ancien ; J.-CHARLES MALAN, ancien.

Leur dernier pasteur, François Ebrard, les quitta vers 1813. Depuis lors on n'a plus prêché en français.

Schwabach est encore aujourd'hui une ville prospère, et il est probable qu'elle doit le développement de son industrie à l'arrivée des réfugiés français.

FR. WADDINGTON.

UN CAPUCIN DE PARIS DÉNONÇANT LES NOUVEAUX CATHOLIQUES.

QUELQUES DÉPÊCHES DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT.

1691.

• Et tel est pris qui croyait prendre. •

« Quel est donc ce mystère ? » Voici un bon père capucin du couvent de Saint-Honoré, à Paris, qui se met à jouer bénévolement le rôle d'espion de police pour dénoncer à Sa Majesté Louis XIV certains nouveaux convertis ayant le dessein de passer en Angleterre. Le ministre secrétaire d'Etat de la maison du Roi le remercie et le renvoie au lieutenant de police La Reynie. Mais c'est au Roi seul que notre père capucin peut s'ouvrir. Le ministre le fait donc venir. Que se passe-t-il dans cette audience ? nous l'ignorons ; mais nous voyons qu'une douzaine de jours après le Provincial des Capucins reçoit ordre d'éloigner ledit père du couvent de Paris, « sans qu'il paroisse » que c'est par le bon plaisir du roi, lequel ordre Sa Majesté veut bien révoquer deux mois plus tard.

Au père d'Athie.

11 novembre 1691, à Versailles.

J'ay rendu compte au Roy de la lettre que vous m'aviez adressée, et Sa Majesté m'a ordonné de vous escrire en réponse d'avoir une attention particulière pour découvrir les desseins des nouveaux catholiques dont vous parlez, et à mesure que vous aurez appris leurs noms

(1) Archives de Lambeth Palace.

et quelques autres circonstances, il faut que vous preniez la peine de m'en avertir. Vous pouvez compter que la chose sera tenue secrète.

Au père d'Athie.

17 novembre 1691.

Ayant rendu compte au Roy de ce que vous m'avez escrit par vostre dernière lettre, Sa Majesté a loué vostre zèle et vostre exactitude, et comme l'affaire dont il est question pourra avoir des suites et qu'il sera nécessaire de prendre des mesures sur-le-champ suivant les avis qui vous viendront, Sa Majesté m'a ordonné d'escire à M. de la Reynie de vous voir et de concerter avec vous tout ce qu'il sera nécessaire de faire. Elle prend en luy une confiance toute particulière. Ainsy vous pourrez sans scrupule luy dire tout ce qui viendra à vostre connaissance comme vous feriez au Roy mesme.

A M. de la Reynie.

17 novembre 1691.

Le père d'Athie, capucin du couvent de la rue Saint-Honoré, ayant escrit au Roy une lettre que je vous envoie, par laquelle il mande le dessein que plusieurs religionnaires ont de passer en Angleterre, Sa Majesté m'ordonne d'avoir correspondance avec luy pour recevoir les avis qu'il voudroit donner sur ce sujet; il m'a escrit la lettre que je joins à l'autre. Mais comme personne ne peut mieux que vous conduire cette affaire, si elle se trouve sérieuse, Sa Majesté m'a ordonné de vous escire d'envoyer chercher ce capucin, de prendre de luy tous les éclaircissemens que vous pourrez et de faire ensuite tout ce que vostre prudence vous suggérera pour découvrir l'intrigue dont il est parlé et arrester ceux qui se trouveront coupables.

Au père d'Athie.

25 novembre 1691.

Puisque les choses que vous avez à dire au Roy ne regardent point le ministère de M. de la Reynie, Sa Majesté m'a ordonné de vous escire de venir me parler. Prenez donc la peine de vous rendre icy dès demain, si vous le pouvez.

A M. de la Reynie.

25 novembre 1691.

Je vous envoie la copie d'une lettre que le père d'Athie, capucin, m'a écrite, afin que vous fassiez sur cela ce que vous jugerez le plus à propos; et comme il me mande qu'il veut parler au Roy, je lui écris par ordre de Sa Majesté de me venir parler. Je vous feray savoir ce qu'il m'aura dit.

Au Provincial des Capucins de Paris.

10 décembre 1691.

Le Roy m'ordonne de vous écrire qu'il y a quelques raisons qui obligent Sa Majesté d'esloigner de Paris le père d'Athie, capucin, qui est à présent au couvent de Saint-Honoré. Ainsy sans qu'il paroisse que vous ayez reçu ordre de Sa Majesté sur cela, il faut qu'après Noël vous luy donniez son obédience pour aller dans quelque autre couvent de vostre province.

An Provincial des Capucins.

8 février 1692.

Le Roy veut bien révoquer l'ordre qui vous a esté donné d'éloigner le père d'Athie. Ainsy sans vous arrester à cet ordre vous pouvez en user avec ce religieux comme vous le jugerez à propos.

(Arch. imp. Reg. E. année 1691-92.)

SAMUEL D'AUBIGNÉ, PETIT-FILS DE THÉODORE-AGRIPPA,

MINISTRE DU SAINT ÉVANGILE ET PASTEUR EN SUISSE.

(Renseignements inédits tirés d'un manuscrit de J.-P. JULLERAT.)

1696-1710.

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Schlesstadt (Bas-Rhin), 5 mars 1859.

Tout ce qui se rattache à Agrippa d'Aubigné, si célèbre tant par sa vie aventureuse et par sa fidélité au Béarnais, que par l'étonnante fortune de

l'une de ses petites-filles, Madame de Maintenon, mérite l'attention de l'historien, et, à ce titre, a droit à une place au *Bulletin* de notre Société.

Dans leur excellente notice sur Théodore-Agrippa d'Aubigné, les auteurs de la *France protestante* (t. 1, p. 483) nous ont fait connaître en partie le sort de la descendance de ce chef protestant ; mais, malgré leur scrupuleuse exactitude ordinaire, ils ont admis une erreur qu'il importe de rectifier, en ce qui concerne la filiation légitime de l'un des membres de sa famille (1). Agrippa a eu de sa première femme, Suzanne de Lezay, décédée en 1696, trois enfants légitimes, à savoir : 1^o *Marie*, femme de Caumont ; 2^o *Louise*, femme de de Vilette, et 3^o *Constant*, qui, plus tard, a été père de Madame de Maintenon (2). Il a eu, de plus, un fils naturel, *Nathan* d'Aubigné, dit de la Fosse, que dans son Testament, daté du 24 avril 1630 (3), il déclare reconnaître comme issu de ses liaisons avec Jaqueline Chayer, et avoir été élevé à Nancray en Gâtinais.

Ce fils, après avoir épousé, en 1621, Claire Pelissari, se fit recevoir, en 1626, docteur en médecine à Fribourg en Brisgau, et publia successivement divers ouvrages sur la chimie. S'étant, depuis le décès de sa première femme, remarié à Anne Crespin, il en eut quatre enfants, dont le troisième, Samuel, fait l'objet de cette notice, tandis que Tite, le second, plus tard médecin à Genève, devint la souche de la famille Merle d'Aubigné, dont l'un des descendants, encore vivant, est l'auteur d'une *Histoire de la Réformation* qui a obtenu tant de succès.

Samuel d'Aubigné, né en 1657, ne suivit pas la carrière de son père. Appelé à l'exercice du saint ministère par une vocation irrésistible, il fit ses études théologiques à Genève, et bientôt après devint le premier pasteur de l'Eglise de Renan, qu'il forma en paroisse, et où il résida pendant dix-sept ans. De là il fut appelé à diriger l'Eglise de Bévillers, au val de Tavannes, où il est décédé en 1710, en ordonnant que son corps serait reconduit aux lieux où il avait commencé à prêcher l'Evangile.

Ce digne pasteur, qui, pour suivre sa vocation, a abandonné ses titres de noblesse et les honneurs mondains auxquels il aurait pu prétendre, mourut pauvre, ne laissant qu'une fille, mariée, laquelle plus tard est tombée dans la misère, et a été secourue par un de ses parents appartenant à une famille noble qui, depuis et à l'époque de la Révolution de 1789, a émigré en Suisse.

Je dois à l'obligeance de M. Mondéler, gérant de l'ancien couvent de

(1) Nous devons, en insérant cette lettre, faire remarquer que MM. Haag ont eux-mêmes rectifié et expliqué cette erreur dans l'*Observation* qui termine le tome II de leur ouvrage, p. 516. (Réf.)

(2) Nous informons en passant les curieux, que le prospectus de la *Société des Archives de la Gironde*, tout récemment fondée à Bordeaux, contient cinq lettres inédites de Constant d'Aubigné. (Réf.)

(3) *Mémoires de Théodore-Agrippa d'Aubigné*, publiés par Ludovic Lalanne. Paris, Charpentier, 1854. Un volume. Page 421.

Bellelay, près Porentruy, canton de Berne, communication de la notice et des vers inédits qui suivent, et qui sont extraits d'un manuscrit de Jean-Pierre Juillerat, de Chalelat, paroisse de Sornetan.

Veuillez agréer, etc.

CH. DRION,

Président du tribunal de Schlestadt.

I. Copie de la notice de M. Juillerat.

M. Daubigné avoit esté posé sur nostre cure dans l'Eglise de Saipran (ancienne Eglise de Sornetan) en l'année du Seigneur 1696. Il étoit né en 1657, et depuis son ministère 30 ans (*sic*). Il est mort l'année 1710, le 26 septembre.

Il estoit ministre à Rouen lorsqu'il est venu sur la cure de Bévillard. Et quelque temps avant sa mort, ayant M. Faigaux son gendre pour son suffragant, seulement pour l'Eglise de Sornetan en premier lieu, et après celle de Bévillard, quelque peu de temps avant la mort de M. Daubigné, il voulut qu'on le ramenât à Renan pour y mourir, c'est ce que l'on fit. N'y ayant pas longtemps resté chez ses amis qu'il y mourrut. Et voicy un vers qu'on a composé sur sa mort, et que je crois bien qui sera bien le mesme qui servira d'épitaphe sur son tombeau.

II. SUR LA MORT ET TRESPAS DE FEU M. SAMUEL D'AUBIGNÉ,

Jadis ministre du saint Evangile et pasteur des Eglises de Bévillard et Sornetan. Décédé l'an 1710.

PRIMO :

Chrestiens, qu'un saint devoir assemble dans ce lieu
Pour entendre prêcher la Parole de Dieu ;
Voyés près de l'église, et couché dans la cendre,
Samuel d'AUBIGNÉ, qui l'y a fait entendre
Avec tant de savoir, d'éloquence et de fruit.
Cet homme que le Ciel avoit luy-mesme instruit,
Poussé par l'Esprit saint dans le saint ministère,

Quitta noblesse, rang, tout honneur de la terre,
 Pour servir le Seigneur dans sa sainte maison.
 Il fut de vos ayeux l'édification ;
 C'est lui qui, le premier, pour seconder leur zèle
 Et recueillir à part cette Eglise fidèle
 Fut établi de Dieu ministre de Renans
 Où il prêcha Jésus cependant dix-sept ans,
 Et Dieu qui veut souvent dans sa grande clémence
 Que même ses enfans vivent en pénitence,
 L'ayant pour cet effet à Bévillard placé
 Où, suivant le chemin par le Sauveur tracé,
 Il fut livré cent fois vivant en sacrifice,
 Et enfin Dieu, tout bon, se déclarant propice,
 L'a ramené chez ses amis
 Et il vous a son corps remis.

Anno : 1710.

DEUX LETTRES ÉCRITES A L'ABBÉ RAYNAL,

SUR L'HISTOIRE DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES
 QU'IL SE PROPOSAIT DE PUBLIER.

1782.

« Il est parlé, dans quelques biographies, d'une *Histoire de la Révocation de l'Edit de Nantes* par Raynal, et qui devait avoir quatre volumes.
 « Il est certain que s'il a jamais songé à faire cet ouvrage, il n'a pas eu le
 « temps d'accomplir ce projet. »

Ainsi s'exprime M. Durozoir, auteur de la Notice consacrée à l'abbé Raynal dans la *Biographie universelle* de Michaud, en 1824. Une brochure de 409 pages in-8°, publiée en 1782, et dont M. Durozoir paraît avoir ignoré l'existence, ne permet pas de douter du projet qu'avait eu l'abbé Raynal, de composer l'ouvrage dont il s'agit, et que plusieurs bibliographes, et entre autres Watt, dans sa *Bibliotheca britannica*, comptent parmi ses œuvres éditées. Mais il paraît également certain que ce travail, qui eût réalisé le programme présenté en 1768 par l'article de la *Bibliothèque historique de la France*, de Lelong et Fontette (voir *Bulletin*, t. IV, p. 426), et rempli naguère par M. Ch. Weiss, il paraît certain que ce travail n'a jamais reçu d'exécution. Il serait au moins intéressant d'apprendre si l'abbé Raynal

a laissé parmi ses papiers, soit un commencement de rédaction, soit les notes et documents qu'il avait dû réunir, ainsi qu'on le voit par la brochure que nous allons reproduire. Elle est intitulée :

LETTRES A M. L'ABBÉ RAYNAL

SUR L'HISTOIRE DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES

QU'IL SE PROPOSE DE PUBLIER.

1782.

Ce titre ne porte pas de lieu d'impression. On voit plus loin, par les titres de départ, que les lettres sont au nombre de deux, et que la première, datée de Francfort-sur-Mein, 16 avril 1792, et signée des initiales D. S. P. D. T., est donnée comme émanant d'un ministre réformé, pasteur d'une colonie de réfugiés français en Allemagne. La seconde est intitulée : « Réponse publique aux questions secrètes sur les réfugiés françois. »

La brochure s'ouvre par cet

AVERTISSEMENT DE L'ÉDITEUR.

On sait que le célèbre auteur de *l'Histoire philosophique et politique des établissemens des Européens dans les deux Indes* s'occupe aujourd'hui de *l'Histoire de la révocation de l'Edit de Nantes*. Afin que la vérité pût guider sa plume, il a pris le parti que devoit suivre tout historien, celui de recueillir les faits de la bouche des individus même qu'ils concernent. Cette révocation bannit de la France une foule de protestans : leurs descendans existent et sont répandus dans toute l'Europe. L'abbé Raynal s'est adressé à eux, à leurs pasteurs, en vue d'obtenir tous les renseignemens nécessaires pour l'ouvrage qu'il entreprenoit. Les questions qu'il a adressées à ces réfugiés françois, roulent sur l'époque de leur émigration, le nombre des émigrans, les privilèges, les pensions qu'on leur accorda, les branches d'industrie qu'ils transplantèrent, la force, les richesses des colonies, le caractère, enfin l'état actuel des réfugiés.

Ces questions paroissent simples, naturelles ; la solution en est indispensable pour la perfection de cette histoire. Croiroit-on qu'elles ont excité en Allemagne une fermentation parmi les réfugiés ? La plupart ont craint que cette histoire ne causât quelque préjudice à l'état florissant des colonies, et ils ont refusé de répondre à ces questions qu'ils regardoient comme dangereuses. Les lettres qu'on publie

ici, sont le fruit de cette opinion. Il paroîtra singulier de voir l'auteur argumenter pour prouver qu'une bonne histoire des excès auxquels s'est porté le fanatisme, peut devenir pernicieuse au genre humain.

Nous publions ces lettres, quoique nous ne soyons pas entièrement de l'avis de l'auteur : le public sera juge de ces discussions. Nous nous empressons de lui mettre sous les yeux les pièces du procès ; mais le désir de rendre justice à la vérité, nous oblige de les accompagner de quelques réflexions.

Le ministre réformé s'attache à prouver dans sa lettre trois points principaux :

1^o Qu'une histoire philosophique de la révocation de l'Edit de Nantes ne peut être d'aucune utilité au genre humain.

2^o Qu'il n'est point de la politique des souverains qui comptent parmi leurs sujets un grand nombre de réfugiés, de permettre qu'on instruisse l'Europe entière des motifs qui engagèrent leurs prédécesseurs à accueillir les réfugiés, et des avantages qui en sont résultés pour le pays où ils s'établirent.

3^o Qu'il n'est pas de l'intérêt des réfugiés d'aujourd'hui d'apprendre les injustices qu'ont éprouvées leurs ancêtres, et les pertes qu'ils ont faites.

En parcourant ces trois divisions, il trouve qu'il seroit ridicule de vouloir instruire le cabinet de Versailles sur une faute ancienne, inutile de lui donner des moyens de la réparer, peu patriotique et peu philosophique de vouloir engager les protestans françois à de nouvelles émigrations. Il trouve que cette histoire ne peut rendre plus heureuses les colonies des réfugiés, que ce seroit leur préjudice que de révéler les vices de l'administration des Etats où ils vivent, qu'il n'est pas prudent aux princes d'Allemagne de permettre la publication de cette histoire, etc.

Si l'auteur des deux lettres avoit voulu saisir l'esprit de l'écrivain philosophe qui veut retracer les maux causés au protestantisme en France, il se seroit épargné toutes ces objections.

Le but de l'abbé Raynal n'est pas sans doute de descendre dans des détails minutieux, de s'amuser à compiler les faits historiques de la moindre bourgade, d'examiner ses titres, calculer ses revenus. Son but n'est pas d'aller injurier les princes d'Allemagne qui ont des réfugiés sous leur protection, ou d'engager les protestans françois à

émigrer, ou de perpétuer chez les réfugiés une haine éternelle contre la France. Non, tout cela n'a pu entrer dans la tête de cet historien célèbre. Il a pour but celui qui l'a dirigé dans son *Histoire des deux Indes*. Il cherche à améliorer le sort des hommes, en instruisant ceux qui les gouvernent.

Les rois s'instruisent par les fautes de leurs prédécesseurs : l'histoire en est le tableau fidèle. Une histoire des effets pernicieux qu'entraînent les abus, soit politiques, soit religieux, ne peut donc être qu'utile aux souverains. La révocation de l'Édit de Nantes est un de ces événemens funestes qui mérite, sous ce point de vue, d'être retracé à tous les siècles. Les princes y verront combien il est facile au roi qui a les meilleures intentions, d'être abusé par ceux qui l'entourent : ils y verront un roi bon par caractère, grand par ses actions, devenu tout à la fois foible, cruel, petit, par l'esprit de superstition, tourmenter ses sujets qu'il aimoit, dépeupler son royaume qu'il vouloit rendre florissant. Les La Chaise, les Le Tellier futurs verront dans ce tableau fidèle à quelle exécution l'histoire dévoue leurs manœuvres, leur intolérantisme, leur cruauté ; les ministres, toujours portés à vouloir fortement et opiniâtrément, y verront qu'on ne peut maîtriser les opinions, ni commander aux consciences ; que là s'arrête le pouvoir despotique ; que les lettres de cachet, les exécutions secrètes, les milliers de baïonnettes font des martyrs, des hypocrites, et pas un croyant ; que le peuple pressé entre sa conscience et la force, ou obéit en rugissant, ou se révolte, ou fuit ; que dans tous ces cas le prince doit craindre ; qu'il est plus malheureux que ses sujets ; qu'il vit et meurt détesté. Les princes et les ministres en concluront qu'il vaut mieux gouverner les hommes par la douceur que par la force, les rendre heureux que de les opprimer, suivre la justice que l'autorité despotique. Voilà les grandes vérités que cette histoire apprendra aux souverains. Les peuples eux-mêmes y trouveront des leçons consolantes : à ceux qui sont heureux, cette histoire offrira des tableaux de comparaison, qui ne feront qu'augmenter leur bonheur ; aux malheureux, elle apprendra comment on se soustrait à l'oppression ; elle apprendra qu'on n'est pas toujours misérable pour quitter ses biens et sa patrie ; que quoique l'oppression pèse sur beaucoup de contrées, il en est encore qui servent d'asyle à la liberté.

Voilà sans doute ce que nous verrons dans l'histoire de l'abbé

Raynal. Peut-on dire alors qu'elle sera inutile ? Ses raisonnemens doivent être appuyés de faits, ces faits doivent être puisés dans les monumens les plus authentiques : où peut-il les chercher, les trouver, sinon chez les protestans ? Comme hommes, et comme ayant à venger les maux de leurs pères, ils doivent désirer la publication de cette histoire, ils doivent y concourir et prêter tous leurs secours à l'auteur de ce monument.

Qu'ils ne craignent rien d'ailleurs pour leur sort personnel. S'ils sont heureux, s'ils sont bien gouvernés, cette histoire ne sera que l'éloge de ceux qui les gouvernent. S'ils sont malheureux, elle ne fera pas la satire de leurs chefs ; mais elle les éclairera sur les suites funestes pour eux-mêmes, que peuvent avoir leurs vexations ; elle les engagera, les forcera par leur intérêt personnel à y mettre une fin.

Quand cette histoire seroit inutile pour l'univers, pour les réfugiés, elle pourroit être utile pour les protestans de France. Leur sort est encore incertain : il s'adoucit tous les jours à la vérité ; mais la tolérance civile n'est point encore accordée, cette histoire pourra accélérer cette révolution.

Elle sera surtout utile en ce qu'elle répandra partout l'esprit de tolérance. Il n'est pas universel, comme on le pense ; dans l'Angleterre même on a vu des scènes d'horreur occasionnées par le fanatisme religieux. Ce n'est qu'en criant sans cesse aux oreilles de ces sourds frénétiques, qu'on parviendra à se faire entendre. Voilà le but où tendent tous les philosophes, où tend l'abbé Raynal. On sait que plusieurs pasteurs protestans n'aiment pas trop la propagation de cet esprit philosophique. C'est un vieux préjugé qu'ils abandonneront quand ils voudront y réfléchir. Ils ont dans leurs mains l'âme de leurs brebis ; ils la forment comme il leur plaît. C'est donc à eux à inspirer à tous cet esprit de paix et de raison qui devrait être répandu partout, esprit qui caractérise l'histoire de l'abbé Raynal.

LETTRE PREMIÈRE.

*D'un ministre réformé, pasteur d'une colonie de réfugiés
françois en Allemagne.*

Monsieur,

Un de vos amis et de vos admirateurs a bien voulu m'a-

dresser une copie des questions que vous faites répandre parmi nos colonies françoises en Allemagne pour vous procurer des renseignements exacts sur l'état de ces colonies et sur les objets les plus importants de leur établissement. Il me prie en même temps, et avec la chaleur de l'intérêt que lui inspirent vos talents et votre réputation, de répondre moi-même à ces questions, en ce qui concerne la colonie à laquelle j'ai l'honneur d'être attaché. Cette confiance me flatte infiniment, et je me ferois un plaisir d'y répondre, autant que je pourrois en être capable, si je pouvois être persuadé que l'*Histoire philosophique de la révocation de l'Edit de Nantes*, qui fait l'objet de vos recherches et de vos occupations actuelles, pût augmenter la somme du bonheur dont jouissent nos colonies en Allemagne. Pasteur d'un troupeau que je chéris en père, ministre de la Parole de paix, citoyen tranquille, je dois, à tous ces titres, ne rien hasarder, rien écrire qui pût contribuer au trouble de l'harmonie sociale, qui pût porter atteinte au respect que nous devons tous aux souverains, qui pût servir enfin à propager cette haine transmise de générations en générations à des François expatriés contre un gouvernement autrefois aveugle et persécuteur de leurs pères. Pardonnez à ma franchise : ou je me trompe, et je le désire, ou tel sera l'effet de votre nouvel ouvrage, qu'il n'en résultera rien d'utile pour le genre humain, et qu'il peut avoir au contraire une influence très dangereuse sur l'esprit des peuples. Voilà mon opinion : elle peut être fausse ; mais permettez-moi, Monsieur, de la justifier. Si je suis dans l'erreur, vous daignerez peut-être m'éclairer au flambeau de la vérité ; c'est un des plus beaux privilèges de la saine philosophie.

Je réduirai à trois objets généraux les motifs sur lesquels je fonde mon opinion ; mais vous ne trouverez pas mauvais, Monsieur, que regardant ces motifs comme autant de devoirs que m'impose mon état en qualité de pasteur-citoyen, je les discute avec la franchise d'un homme jaloux de remplir ses devoirs, d'un homme qui cherche surtout à s'instruire. Voici ces objets :

1° Une *histoire philosophique de la révocation de l'Edit de Nantes* peut-elle être de quelque utilité au genre humain ?

2° Est-il de la politique des souverains qui comptent parmi leurs sujets un grand nombre de réfugiés, de permettre qu'on instruisse l'Europe entière des motifs qui engagèrent leurs prédécesseurs à accueillir les pères émigrans de ces réfugiés, et des avantages qui en sont résultés pour les pays où ils s'établirent ?

3° Est-il de l'intérêt même des réfugiés actuellement paisibles et heureux, naturalisés dans l'Etat qui offrit un asyle à leurs pères, concitoyens d'un peuple qui les reçut dans son sein, partageant avec lui les avantages de la société sous la protection des mêmes loix, d'apprendre, dans un ouvrage écrit sans doute d'un style nerveux et hardi, comme tout ce qui sort de votre plume éloquente, les injustices qu'éprouvèrent leurs ancêtres sous un gouvernement fanatique ; ou bien de voir, sous les traits d'un séduisant crayon, le tableau des pertes qu'ils ont faites ?

Je suis loin, Monsieur, de refuser à vos talents la justice qui leur est due : vous pensez, vous écrivez fortement ; mais aux traits du génie je voudrais reconnoître l'homme modeste, l'ami de l'humanité. En vain je cherche dans vos écrits cette philosophie douce qui trace au burin de la persuasion la route qui conduit au bonheur ; ou je me trompe encore, mais je crois n'y voir au contraire que l'effervescence d'un critique outré contre les gouvernemens, qui peint en traits de feu leurs erreurs, les promulgue, comme s'il vouloit exciter les peuples à la révolte et s'ériger en précepteur des rois. Oui, Monsieur, votre plume me paroît être, au moral, ce qu'une torche enflammée est, au physique, entre les mains d'un incendiaire. Elle brûle, elle échauffe les esprits ; mais elle révolte ceux que vous voudriez persuader.

Je reviens à notre discussion ; et pour la traiter avec plus d'ordre et d'intelligence, je rapporterai fidèlement ici les questions que l'on m'a fait passer de votre part. Les voici ; elles ont pour titre :

« Questions sur les réfugiés françois, faites par M. l'abbé
« Raynal, qui travaille à l'Histoire de la révocation de
« l'Edit de Nantes.

1.

« A quelle époque les réfugiés français s'établirent-ils dans
« votre pays? Y en est-il venu d'autres depuis cette époque?

2.

« En quel nombre y arrivèrent-ils? Restèrent-ils tous réunis,
« ou les déterminat-on à se disperser?

3.

« Quels secours, quels privilèges leur accordat-on? Les
« privilèges ont-ils toujours été continués? Les expatriés ont-ils
« eu besoin qu'on leur continuât les pensions et les autres
« secours?

4.

« Avec quels capitaux à peu près les réfugiés se présentèrent-ils?
« Fut-on obligé de faire des quêtes pour eux, et les
« quêtes furent-elles abondantes? L'usage en continua-t-il
« longtemps?

5.

« Quelles branches d'industrie les réfugiés établirent-ils
« dans le pays? Les branches d'industrie sont-elles restées
« dans leurs mains, ou les gens du pays les ont-ils adoptées?

6.

« La colonie a-t-elle diminué ou augmenté en nombre, en
« activité, en richesse? Quelles ont été les causes de ces variations?

7.

« Les naturels du pays ont-ils adopté la langue, les mœurs,

« les habitudes des réfugiés ; ou les réfugiés ont-ils adopté les
« mœurs, les habitudes de la contrée qui les a reçus ?

8.

« Le caractère des réfugiés s'est-il corrompu ou amélioré ?

9.

« Quel est sous tous les points de vue l'état actuel de la
« colonie française ?

L'Histoire de la révocation de l'Edit de Nantes, rédigée d'après les renseignements que les réponses à ces questions pourront vous procurer, si l'on y répond exactement et dans tous leurs points, ce que je crois à peu près impossible, formera sans doute, sous votre touche, un tableau très intéressant ; mais quel en peut-être le but, et, je le répète, de quelle utilité cet ouvrage peut-il être au genre humain ? Examinons-le sous tous les points de vue dont il est susceptible.

Prétendez-vous instruire le cabinet de Versailles d'une faute qu'il commit sous le règne de l'intolérance ? Discuter cet objet, ce seroit vous prêter un ridicule qu'on ne doit pas même vous supposer.

Auriez-vous des moyens de réparer cette faute, inconnus à la sagesse du gouvernement actuel de France ? Dans ce cas, je ne crois pas qu'en rendant le public dépositaire de votre secret, le roi ni ses ministres en soient plus disposés à le mettre en usage.

Voudriez-vous engager les réformés qui restent en France à de nouvelles émigrations ? Cela ne seroit de votre part ni patriotique ni philosophique ; et d'ailleurs vous ne pouvez pas ignorer le système de tolérance qui préside aujourd'hui à la politique intérieure de tous les gouvernemens. Ne vient-on pas de voir un réformé même occuper une place importante dans le ministère français ?

Vous voulez nous apprendre le nombre des émigrans qui

sortirent du royaume lors de la trop fameuse époque de la Révocation, la somme qu'ils exportèrent et qu'ils enlevèrent au numéraire de la France, le dommage que cette privation d'es-pèces et de bras exilés porta aux finances, au commerce, à l'industrie de la nation françoise; mais tout cela est connu, et le répéter ce n'est point réparer le dommage.

Auriez-vous l'intention louable de mieux assurer l'état actuel des colonies expatriées, et de les rendre plus heureuses? A ce trait, je reconnaitrois le vrai philosophe; mais comment remplir cette intention? Vous trouverez la plupart de nos colonies aussi florissantes qu'elles peuvent l'être, qui, par là même et par la nature du pays qu'elles habitent, des occupations qu'elles ont adoptées, des branches de commerce ou d'industrie qu'elles font valoir, n'ont aucun avantage à espérer des réflexions d'un spéculateur étranger, qui occupe son imagination vive et brillante de projets spécieux peut-être, mais dont l'exécution rencontreroit tous les obstacles imprévus que la pratique oppose sans cesse à la théorie. Vous trouverez les autres, transplantées sur un terrain ingrat, ou éloignées de tous les moyens qui pourroient donner du ressort à leur industrie, végéter languissamment sur le sol inaméliorable où elles s'établirent. Celles-ci peuvent moins encore que les autres profiter des moyens que vous leur indiqueriez d'être plus heureuses. Pour opérer ce bonheur spéculatif, peut-être encore, et c'est ce qu'il y a lieu de croire en réfléchissant aux termes de la troisième de vos questions, vous vous constituerez l'avocat de ces colonies auprès de leurs souverains pour revendiquer quelques privilèges qu'elles auroient obtenus lors de leur établissement, et que la raison d'Etat aura fait abroger, ou pour en solliciter d'autres que la même raison d'Etat ou d'autres circonstances ne permettront pas d'accorder; mais j'en reviens toujours à ma question : Pourquoi informer le public de toutes ces spéculations, de toutes ces démarches, des torts apparens que pourroit avoir l'administration qui gouverne ces colonies, et des leçons que vous voudriez lui

donner pour les mieux gouverner ? Si tel est votre objet, de plaider en faveur des réfugiés, je doute que vous le remplissiez : l'oreille des souverains s'accoutume difficilement au ton de la critique, quand elle s'exerce à leurs dépens ; et convenez, Monsieur, que le vôtre n'est point fait pour leur plaire, encore moins pour les persuader.

Je ne parle point encore du zèle qu'à la rigueur on pourroit supposer pour le catholicisme à un membre de sa hiérarchie ; ni du désir que vous pourriez avoir, en qualité d'ecclésiastique, de ramener au bercail des ouailles que vous croiriez égarrées ; je vous rends trop de justice pour penser sérieusement que cette intention entre pour quelque chose dans le plan de votre ouvrage. Je sais très bien que M. l'abbé Raynal voudroit être l'apôtre de la vérité ; mais à coup sûr il ne sera jamais celui de sa religion.

Je ne vois donc aucune raison d'utilité qui parle en faveur de votre *Histoire de la révocation de l'Edit de Nantes* ; par conséquent aucune qui puisse engager un citoyen paisible, ami de l'ordre, à coopérer à la publication d'un pareil ouvrage. Je dis plus, Monsieur : c'est que d'après ma façon de voir, qui, j'en conviens, est peu étendue, mais qui est à moi, je me ferois même un scrupule de contribuer à cet ouvrage, tant que je ne serai pas persuadé qu'il peut être utile.

Examinons actuellement s'il est de la politique des princes qui comptent parmi leurs sujets un grand nombre de réfugiés, de se prêter à vos désirs sur les demandes que vous nous faites, en nous donnant la permission de répondre à vos questions, et de concourir ainsi, quoique indirectement, à la publication de votre *Histoire*. Jusqu'ici je n'ai pu découvrir encore le but moral de cet ouvrage. Si je réfléchis au contraire sur la troisième et la sixième des questions que vous proposez, je crois m'appercevoir à regret, ou que vous cherchez quelques nouveaux prétextes à épancher votre bile philosophique sur les souverains qui n'agiroient pas d'après vos principes, ou que vous voulez insinuer aux réfugiés de réclamer des privilèges

auxquels vous leur persuaderez qu'ils ont des droits par les avantages que le pays, le souverain lui-même auront retirés de leur établissement, de l'extension du commerce, et de leur industrie. On sent assez quels effets dangereux pourroit avoir un semblable motif; mais quelque carrière qu'il ouvre à la fougue impétueuse et souvent trop peu ménagée de la philosophie moderne, je me garderai bien, Monsieur, de vous prêter cette condamnable intention. Voyons seulement quelles peuvent être les suites d'un compte rendu au public de tous les avantages que les souverains étrangers firent aux réfugiés français qu'ils attirèrent et qu'ils reçurent dans leurs Etats.

Dans l'énumération de tous ces avantages, vous trouverez en effet des pensions, des dons en argent, des concessions de terrains, des maisons cédées, des villages entiers construits, des facilités, des privilèges de toute espèce. Mais si quelques circonstances ont exigé la suppression de quelques-uns de ces avantages, pourquoi les rappeler au souvenir d'une génération qui peut ne pas y avoir les mêmes droits que les précédentes? Cette même génération ne jugera pas d'après ces circonstances, mais d'après son intérêt propre; c'est la marche de l'esprit humain. Autorisée d'ailleurs par des sophismes éloquentement spécieux et sur lesquels vous ne manquerez pas d'appuyer vos raisonnements, manière qui vous est propre, elle se croira lésée; elle fera des réclamations: de là le trouble, la fermentation et toutes les suites déplorables qui en sont les tristes effets. On pourroit bien encore présumer qu'en vous chargeant de faire connoître tous les avantages que l'on fit autrefois aux réfugiés, votre intention seroit d'indiquer au gouvernement de France les moyens de les rappeler dans leur ancienne patrie par de plus grands bienfaits: mais d'un côté, ce motif ne seroit rien moins qu'adroit de votre part; de l'autre, il seroit un crime. N'insistons pas sur cette réflexion. Je me borne à vous dire que, n'étant pas assez ingénieux pour découvrir l'utilité de votre nouvel ouvrage, il me paroît, d'après ce que je viens avoir l'honneur de vous détailler, que tout

honnête citoyen ne peut déférer à vos demandes sur les simples questions que vous nous faites, sans compromettre les intérêts même de son souverain : d'où j'infère, à plus forte raison, qu'il n'est point de la politique ni de la prudence des princes d'Allemagne de vous permettre, bien moins encore de vous faciliter la rédaction et la publication d'une histoire des colonies françoises établies dans leurs Etats. Concluons encore, que ces mêmes colonies n'y ont aucun intérêt particulier : ce que je crois actuellement inutile de prouver.

Vous trouverez sans doute, Monsieur, que le point de vue sous lequel j'envisage cette nouvelle production de votre génie, est un peu extrême ; je l'avoue : mais dussiez-vous me prendre pour un esprit foible et pusillanime, j'aime mieux faire ce sacrifice à mon amour-propre que de vous céler mes craintes sur les effets dangereux d'un ouvrage qui, à le juger moins rigoureusement, me paroît au moins inutile. Je me trompe : il ne le sera point à votre fortune ni à celle de quelques corsaires typographies ; car, vos productions sont aux yeux d'un certain public ce qu'un chiffon de mode nouvelle est aux yeux du beau sexe ; on se l'arrache, on le dévore, on l'oublie : mais le coup est fait, l'engouement a été mis à contribution.

Je ne finirai pas cette lettre sans vous observer, Monsieur, que quelques-unes de ces têtes froides, dont le jugement est d'autant plus sain qu'il est plus exempt de préventions ; de ces hommes réfléchis qui se rencontrent plus particulièrement en Allemagne qu'ailleurs, ont pensé que, pour fixer l'opinion du public sur le degré d'utilité dont votre ouvrage peut être susceptible, vous eussiez mieux fait d'en publier un prospectus raisonné, et de demander ouvertement les secours qui vous étoient nécessaires, que de vous servir d'une voie à peu près clandestine, qui fait soupçonner votre intention et qui justifie la réticence des personnes qui auroient désiré vous être utiles. Réparez cette erreur ; montrez-nous votre intention dans tout son jour ; persuadez-nous de l'utilité de vos travaux, et vous nous verrez d'autant plus empressés à faire ce que vous pour-

riez exiger de nous, que nous serons convaincus alors de votre désintéressement et de votre zèle pour le bien public : motif d'autant plus beau qu'il est plus rare.

Agréez les assurances des sentiments distingués avec lesquels j'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

D. S. C. P. D. T.

Francfort-sur-le-Mein, 16 avril 1782. (Suite.)

MÉLANGES.

CE QUE DEVENAIENT LES NOUVELLES CATHOLIQUES

ENTRE LES MAINS DES CONVERTISSEURS.

(D'après la déclaration manuscrite d'un frère augustin.)

1671.

Avant de pourchasser comme des bêtes fauves ses sujets protestants, Louis XIV achetait leur conversion. La plupart de ces âmes vendues retournaient bientôt à leurs anciennes croyances, et se trouvaient ainsi avoir obéré le fisc, sans autre résultat qu'un scandale pour l'Eglise romaine.

Une seule classe de réformés était une proie à peu près sûre pour les convertisseurs ; c'étaient les jeunes enfants, arrachés à vil prix et souvent par force à leurs familles, au milieu desquelles ils ne rentraient plus que pour en faire la honte et le désespoir. D'ailleurs, s'ils étaient pauvres et que leurs parents ne voulussent pas les céder, « ils demeuroient sur le carreau, » dit un écrivain du XVI^e siècle, dont les paroles peuvent encore trouver leur application au siècle suivant, « criant à la faim avec des gémissements incroyables, et alloient par les rues mendians, sans qu'aucun osast les retirer ; sinon qu'il voulust tomber au mesme danger : aussi en faisoit-on moins de conte què de chiens. »

Done, misère ou couvent, c'est-à-dire la conversion ou la mort, tel était le cri des convertisseurs. On n'a pas besoin de demander pourquoi les cloîtres se peuplaient si vite, et pourquoi tant de pères de famille y laissaient trainer leurs enfants.

Chacun sait avec quelle indifférence, quel sans-*façon* cruel avaient lieu les enlèvements des jeunes protestants, quels épisodes navrants offraient des emprisonnements, et avec quelle rigueur les portes des gouffres pieux restaient fermées à ceux qui avaient tant d'intérêt à en connaître les secrets. Voici un document qui nous édifiera maintenant sur les leçons qu'y recevait la jeunesse, et la surveillance apportée à son éducation.

D'abord, pour peu que ces jeunes esprits eussent de raison, ils ne tardaient pas à établir une comparaison instinctive entre le noble exemple des souffrances paternelles endurées patiemment et la vie relâchée des bourgeois de leurs consciences ; puis peu à peu ils oubliaient la famille, contractaient les nouvelles habitudes contre lesquelles ils s'étaient révoltés dès l'abord, perdaient de vue la croyance qu'ils avaient professée ; la plupart du temps ils se gardaient bien de se donner tout entiers à celle qu'on voulait leur imposer, le scepticisme s'emparait d'eux, et au sortir de ces repaires où ils avaient laissé les dons inestimables dont l'amour d'une mère s'était plu à les orner, ils tombaient dans un abîme de perdition, si l'âge, de bons conseils, un prompt mariage, ne les reconduisait pas dans la bonne voie dont les agitations de leur jeunesse les avaient écartés.

Le petit écrit que nous publions renferme à ce sujet quelques renseignements précieux. Nous y voyons deux nouvelles catholiques qui se sont liées d'amitié au couvent où elles ont été sans doute violemment enfermées dès l'enfance. Elles entrent dans le monde et sont séduites par des moines, qui s'en vengent en les calomniant aussitôt que la crainte de leurs supérieurs les force à reconnaître leurs torts. Ces malheureuses entraînées dans le tourbillon d'une vie contre les égarements de laquelle elles n'ont pas été prémunies, poussées au mal par ceux mêmes qui devraient consacrer leurs efforts à les en détourner, ayant une première fois vu leur âme à l'encan, ne craindront pas de la mettre une seconde. En ce moment catholiques, le jour de demain les fera protestantes, s'il sait à quel prix coter leur nouvelle conversion.

Combien préférables encore les dragonnades ! Les missionnaires bottés font des martyres, tandis que les conversions, argent en main, n'ont fait généralement que de nouvelles recrues pour le vice.

On connaît assez toute la licence qui régnait dans les monastères des deux sexes avant la Révolution. Notre intention n'est pas d'ajouter de nouveaux détails aux détails si scandaleux déjà divulgués. Nous voulons faire sentir à quelle école viciée tombaient les jeunes protestantes que l'autorité royale jetait, soi-disant pour les convertir, dans les couvents catholiques. Qu'on s'étonne après cela de les rencontrer dans le monde, dégradées et s'employant à amuser les loisirs des nouveaux directeurs de leurs consciences.

On verra dans l'*Histoire d'un augustin*, des moines donnant des rendez-vous à des jeunes filles, à cinq heures du matin, dans Notre-Dame; les rencontrant, presque sans obstacle, le dimanche à l'église, dans la semaine sous les arceaux de leur cloître et là pouvant les entretenir sans surveillance. Le tableau des jalousies monastiques, ce dévergondage fort compréhensible et en même temps si répréhensible, donnent à ce petit écrit un intérêt tout particulier.

C'est un chapitre de Tallemant, sauf la correction du style dont frère Lombart ne s'est jamais douté; sauf aussi ce cynisme, parfois effrayant, habituel à l'auteur des *Historiettes*. Par ces motifs mêmes cette confession singulière peut et doit être lue avec soin. On y verra, au milieu de scènes tragi-comiques, plusieurs personnages recommandables de l'Eglise protestante française, égarés dans ce milieu perverti qu'ils se flattent peut-être de ramener au bien. C'est d'abord et au premier plan Adrien Daillé, le fils de l'illustre ministre dont la mort récente est un deuil pour ses coreligionnaires; c'est Colombel, ancien, que nous croyons être un descendant ou un parent de ce capitaine huguenot, appelé par d'autres Colombin, qui s'empara de Briançon en 1569; ce sont encore MM. de la Bussière, de la Bastille, Palaiseau et le ministre de l'ambassadeur d'Angleterre.

Est-il besoin d'en dire davantage pour prouver que ce document appartient de droit à l'histoire du protestantisme? Et parce qu'en même temps il lève un coin de ce voile épais dont s'enveloppe le cœur humain, et que l'histoire des mœurs peut également y trouver son profit, devons-nous le négliger?

Nous terminerons ces réflexions préliminaires par un renseignement bibliographique.

Le récit du frère Lombart remplit dans l'original un cahier manuscrit de 44 pages in-4°, relié vingt-cinquième dans le recueil de la bibliothèque Mazarine, coté H. 2777,—recueil qui paraît avoir appartenu à la bibliothèque du monastère de Saint-Victor de Paris.

L. LACOUR.

HISTOIRE D'UN AUGUSTIN

DÉCRITE PAR LUI-MÊME.

Je confesse et déclare, y étant obligé en conscience, au R. P. prier du grand couvent des Augustins de Paris, que sans les personnes que je vas déclarer, je ne serois jamais tombé dans la faute où je suis tombé.

Premièrement, comme la connoissance de ces filles est le premier

[fait], je veus commencer par là, lesquelles se nomment : une, Marie Blanquet, qui est la grande ; l'autre, Marie Hense.

J'ai connu ladite Marie Blanquet par ce moyen, savoir : qu'ayant fait amitié avec le frère Rigault qui l'avoit connu avec le révérend père Martinot, qui allant voir un de ses cousins, passant par aventure devant le logis de Madame Briez, au logis de ladite Blanquet, la fille de laquelle le reconnessant pour l'avoir connu autrefois, étant clerc chez un procureur qui demouroit devant ledit logis, ils y entrèrent ; et la fille de Madame Briez vint avec Marie Blanquet le jour de la Conception de la Vierge, les prier de venir les voir chez elles le même jour et ils y allèrent. Ils y ont été d'autres fois du depuis et même notre maître Colombet les attrapa une fois en revenant ; et puis comme le frère Rigault ne pouvoit plus sortir avec le père Martinot, ne voulant pas que le père Martinot y allât sans lui, il arriva que le P. Martinot y fut avec le frère Massabeau, et le frère Rigault se fâcha de cela ; et ladite Marie Blanquet sachant cela vint trouver le frère Rigault, le priant de l'aller voir. Le frère Rigault qui étoit indigné de ce que le P. Martinot y avoit été sans lui ne voulut pas y aller ce jour-là. Le mardi d'après elle lui écrivit et le supplioit très instamment de la venir voir, il fut demander permission à notre maître Colombet lequel lui accorda et j'eus le malheur que de l'aller accompagner. Voilà comme j'ai eu, en bref, la connoissance de Marie Blanquet.

Pour ce qui regarde Marie Hense, arrivant d'Angleterre, elle fut logée chez Marie Blanquet, la connoissant pour avoir demeuré autrefois avec elle aux Nouvelles-Catholiques.

Je dis les choses comme je les ai entendues de la bouche propre de Marie Hense.

Marie Blanquet donc lui faisant conte de ses amitez, lui dit : « J'ai un cousin aux Grands-Augustins, qui est le plus beau de tous les hommes. » Cette damoiselle entendant ce beau récit la pria de l'y amener le samedi de devant *Letare*, où elle le vit à vespres y assistant pour un autre, y faisant mesme le petit acolythe, et comme elles ne purent point lui parler, elles revinrent le lendemain, où, par cas fortuit, cherchant un clerc qui m'aportoît un arrest de la cour du Parlement pour envoyer à mon frère, je les rencontra dans le cloistre, m'arrestant à parler à Marie Blanquet, l'autre l'ayant quitée pour un moment parce qu'elle lui avoit dit que tant qu'elles seroient ensemble elle ne pourroit pas lui parler.

Comme donc elle étoit seule, l'aborda et lui dis bonjour; elle me randit la pareille et me dit qu'elle étoit aussi fière que moi parce qu'elle avoit une compagne présentement. Je lui fis réponse. Où étoit-elle? Elle me dit qu'elle viendrait bientôt, et aussitôt elle sortit de l'église et nous vint joindre, où m'ayant salué de prime abord, elle me dit qu'elle n'aimoit point les moines, à quoi je répondis en la consolant : « Néanmoins les choses que l'on n'a pas coutume de voir sont ordinairement recherchées ! » Je lui dis cela parce que l'autre m'avoit dit qu'elle étoit Anglaise de nation et nouvellement convertie et sachant bien qu'il n'y a point de moines dans l'Angleterre.

Après un entretien d'un quart d'heure, survint le cousin, lui qui étoit le soleil qui éclairait ces beautés. Je dis cela parce qu'elles-mêmes me l'ont dit. Je les quitta parce qu'on me vint demander. Je fus surtout étonné le mercredi d'après comme je sortois de disner que le frère Rigault m'apela et me montra une lettre que lui écrivoit Marie Blanquet, par laquelle elle lui mandoit de venir, ou bien qu'il encourroit son inimitié. Le frère Rigault ne voulut point demander permission, parce qu'il savoit bien que notre maistre Colombet ne lui donneroit point permission pour y aller avec moi. Il fit porter sa chape chez M. Jobert, où je l'alla trouver et nous fûmes découverts ce jour-là et le lendemain nous en fîmes la pénitence.

Par après ladite damoiselle Hense venoit ici tous les jours deux fois nous voir et pour preuve que ce n'étoit pas moi qui étoit le Benjamin, c'est que quand notre maistre Colombet lui eut fait affront, le frère Rigault lui alloit parler presque tous les jours chez M. Jobert et même le lendemain je reçus deux lettres d'elle dans chacune desquelles il y avoit une bague, lesquelles bagues ont été jettées dans les lieux secrets, avec toutes les lettres, ayant appris que le R. P. Robert, religieux capucin, étoit venu voir le R. P. prieur et lui avoit donné des lettres. Comme nous nous doutâmes de l'affaire et aussitôt nous nous défîmes de nos lettres et même de nos cachets, enfin de tout ce qui nous pouvoit nuire. Le lendemain ayant été appelé par le R. P. prieur à la chambre où aussitôt que je vis les lettres je lui confessa qu'elles venoient de moi, lequel, pour cela et pour prendre connoissance de quelques affaires que lui avoit découvert le R. P. capucin, nous fit demeurer pendant neuf jours dans nos chambres; pendant lequel temps je reçus visite de deux RR. PP. cordeliers qui

me vinrent voir de la part de ces deux filles, et encore une fois elles m'envoyèrent ce pauvre Cailly, ce joueur de luth qui vient icy assez souvent.

Le lendemain de notre sortie de nos chambres, comme je désirois avec passion de savoir comment ce R. P. capucin avoit eu mes lettres, je leur envoya mon cousin qui les pria de ma part de me mander comment toutes choses s'étoient passées et lui dirent : « Dites au frère Lombart, votre cousin, que quand il nous aura écrit nous ne manquerons point de lui répondre à ce qu'il nous mandera. » Le désir donc que j'avois de savoir comment le tout s'étoit passé me fit mettre la main à la plume ; mais je leur écrivis en des termes auxquels on ne pouvoit rien reprocher. Je leur envoya ma lettre le lundi, elles n'étoient point au logis et ainsi elles ne purent point me faire réponse. C'étoit à la petite que j'avois écrit, laquelle étant de retour trouva ma lettre, et le lendemain m'apporta à huit heures du matin un billet dans lequel il y avoit une bague où étoit écrit : « Je t'aime sans feinte. » Et dans ce billet il n'y avoit rien autre, sinon : « Je voudrois vous parler. » Nous nous donnâmes le rendez-vous à Notre-Dame pour le lendemain à cinq heures du matin, où elle nous dit que si nous voulions aller en Angleterre, qu'elle avoit tout en main et qu'elle partiroit vendredi. Le frère Rigault entendant cela lui fit réponse qu'il avoit une maison où nous nous pourrions retirer jusqu'à vendredi dans laquelle nous serions aussi sûrs qu'en Angleterre. Nous conclûmes là-dessus que nous ne reviendrions plus au couvent.

Nous allâmes donc, moy et le frère Rigault chez M. Martineau, croyant y pouvoir demeurer ; nous n'y trouvâmes point de place et M. Gilbert alla lui-même chercher une chambre pour nous mettre ; il en trouva une dans la place Maubert et nous y allâmes ; mais je dis au frère Rigault, ayant vu cette chambre : « Nous fêrons mieux de nous en retourner chez nous. » En quoi il suivit mon conseil. Nous revînmes donc à huit heures ici et comme j'étois à dîner dans ma chambre, le frère Paulmier vint nous avertir que M. Gilbert étoit venu voir le R. P. prieur et notre maistre Colombet, et le lendemain, ayant ouï dire que l'on assembloit le conseil, il me douta bien que c'étoit pour nos affaires.

Je m'en alla, le frère Rigault me l'ayant conseillé, on le verra bien par un billet que je lui envoya une demi-heure par après, par lequel je lui mandois de me venir trouver dans un logis que je lui assigna,

où je demeura toute la journée dans mon habit d'augustin, et ce billet fut adressé au frère Paulmier. Et je fus ce soir-là coucher dans un cabaret dans la rue Montorgueil, et le lendemain ces filles vinrent m'apporter un habit séculier. Par après elles me menèrent en carosse dans une auberge, dans la rue Jussienne, où j'ay esté repris, et elles s'en furent voir M. Caulse [ou Caulte?], qui est ministre de M. l'ambassadeur d'Angleterre, qui en parla à M. l'ambassadeur, et M. l'ambassadeur, à ce que m'ont dit ces deux créatures, fournit de l'argent pour m'habiller et pour la dépense que je faisois à Paris.

Pour l'argent de mon voyage, je fus obligé d'aller voir deux anciens du consistoire de Charenton qui me proposèrent le lendemain au consistoire. Ces deux messieurs, l'un se nomme M. de la Bussière, qui demeure proche Saint-Eustache, et l'autre se nomme M. de la Bastille, qui demeure dans la rue Neuve-Saint-Eustache; de plus il y a M. Colombel, qui demeure dans la rue Jussienne ou bien proche, parce que c'est l'ancien du quartier où j'étois logé; de plus il y a M. Palleso qui demeure dans la même rue. Ce sont ces deux derniers qui ont consigné l'argent que Messieurs du consistoire avoient donné pour mon voyage, entre les mains de M. du Parc, qui est beau-père de Marie Hense, lequel demeure dans une rue qui est vis-à-vis de la rue de l'Arbre-Sec, aussi proche de la rue de la Monoye. De sa vocation il est barbier; il s'est mêlé autrefois de faire des perruques. De plus il y a encore M. Daillé, qui demeure sur les Fosse-Montmartre, qui est un ministre de Charenton; toutes ces personnes s'employoient pour moy parce que ces filles leur avoient dit que je voulois faire abjuration, sans que je leur en eusse jamais parlé. La Marie Blanquet, à ce que j'ay veu et ouy de sa bouche, avec les catholiques elle est catholique, avec les calvinistes elle est calviniste et pour passer en Angleterre elle a été voir tous ces Messieurs que je vous ay cy-dessus nommez et leur a promis de faire abjuration en Angleterre de la foy catholique, et pour faire voir à ces personnes-là que je ne les crains point et que ce ne sont que des friponnes, j'ai bien voulu écrire mes dépositions de ma propre main pour leur faire voir que je suis vraiment catholique et deffenseur de la foy catholique, apostolique et romaine. En foy de quoi j'ai bien voulu signer au bas de mes dépositions. Fait à Paris, ce 19^e may 1671.

Frère LOMBART.

J'avois oublié de mettre que ç'a été chez M. du Parc que mon

habit a été décousu et le chaperon mis en cent pièces par sa femme et sa niépce, et ce fut Marie Blanquet qui l'y porta, au lieu de le donner à un crocheteur avec les lettres que j'envoya icy pour le rapporter selon mon intention.

THÉOPHILE BRACHET DE LA MILLETIÈRE.

1620-1645.

Théophile Brachet, sieur de la Milletière, fils d'un maître des requêtes, petit-fils d'un conseiller au parlement, fut appelé très jeune encore, pour son malheur et celui de son Eglise, aux fonctions d'ancien du consistoire de Paris. Etant entré avec ardeur dans la voix des controverses théologiques, son humeur intrigante lui fit jouer tour à tour des rôles très divers. Médiateur entre Tilenus et Caméron, en 1620, et nommé, la même année, député de l'Isle-de-France à l'assemblée politique de La Rochelle, il fut l'un des agents les plus remuants de Rohan et du parti de la résistance; ayant été arrêté en 1627, condamné à mort et gracié, il publia dès 1628 une *Lettre* qui concluait à la possibilité de la réunion des évangeliques aux catholiques, et, en 1635, un *Discours des moyens d'établir la paix par la réunion de l'Eglise P. Réformée, proposé à M. le cardinal de Richelieu*. Il en résulta de longues discussions, et une mise en demeure de se prononcer, à la suite desquelles il fut solennellement retranché de l'Eglise réformée par le synode national de Charenton en 1645. Le 2 avril 1645, il se déclara enfin, mais un peu tard, en faisant abjuration publique.

La *France protestante* ne mentionne pas moins de quarante-neuf écrits polémiques de La Milletière, tous plus ou moins relatifs à la réunion des deux Eglises, qui était devenue sa marotte. Ajoutons à cette liste un cinquantième écrit signalé par M. Guizot, d'après les Archives du Ministère des affaires étrangères, et qui est un « *Avis de Monseigneur le Cardinal sur le dessein du Protecteur d'Angleterre de réunir en une toutes les communions protestantes avec le moyen de le prévenir et de l'en empêcher,* » 24 juillet 1654. (*Histoire de la République d'Angleterre et de Cromwell*, Paris 1854, t. II. pp. 76, 426.)

On voit qu'après avoir été, en toute circonstance, le docile instrument de Richelieu, La Milletière était devenu l'un des affidés secrets de Mazarin. Tallemant des Réaux paraît le bien juger lorsqu'il dit que ce n'était pas un méchant homme, mais vain et ayant quelque chose de démonté dans la tête. C'est pour ses pareils que Bayle a écrit ces lignes : « Il est fort étrange que des docteurs qui devroient avoir médité sur la nature des choses aient été coiffés de l'espérance d'accorder amiablement les religions. Et de quoi

leur sert leur étude, s'ils ignorent que la religion qui originairement doit être un principe de concorde est un principe de querelle et un levain qui aigrit et qui fermente l'antipathie? Y a-t-il rien qui rende l'homme plus farouche, plus impitoyable, et plus loup à un autre homme que le faux zèle qu'il conçoit contre une autre religion, et ce zèle ne suffit-il pas pour faire faire mille malhonnêtetés à des gens qui auroient été sans cela les plus honnêtes du monde? Pour peu que l'on ait des dispositions à être malhonnête homme, il ne faut que cela pour nous achever. Outre cette raison générale, il y en a une de particulière qui rend impossible la réunion des catholiques et des protestans, c'est que l'Eglise romaine ne peut rien sacrifier au bien de la paix, car si on lui offroit de rentrer dans son giron pourvu qu'elle reconnût que la coupe a été ôtée au peuple sans des raisons fort valables, elle seroit obligée de refuser l'offre, quoique en faveur de la prescription on consentit volontiers à ne pas communier sous les deux espèces... » (*Nouvelles de la Rép. des Lettres*, déc. 1685.)

BIBLIOGRAPHIE.

VIE DE JEAN DE FERRIÈRES

VIDAME DE CHARTRES, SEIGNEUR DE MALIGNY

Par un membre de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne

(M. DE BASTARD).

Auxerre, Perriquet, 1858. — Un vol. in-8° de 284 pages.

Le nom de vidame de Chartres, qui revient à tout instant sous la plume des historiens du XVI^e siècle, a été porté à cette époque par trois capitaines distingués : François de Vendôme, « le splendide et magnifique » colonel général des bandes françaises du Piémont, dont la vie est bien véritablement « une épopée chevaleresque remplie de traits qui semblent empruntés aux romans de la Table-Ronde et aux folles conceptions de Cervantes ; » Prégent de La Fin, et avant lui Jean de Ferrières, seigneur de Maligny, bras droit des princes de Condé et le fidèle compagnon de leur fortune, celui que M. de Bastard nous fait connaître aujourd'hui.

Avant cette monographie et les recherches de MM. Haag, auxquelles M. de Bastard se plaît à rendre hommage, les historiens confondaient assez facilement les trois vidames de Chartres dans une même personnalité. Le Duchat, entre autres, attribue à François de Vendôme des allusions de d'Aubigné qui ne concernent que Jean de Ferrières ; dans son édition des *Lettres de Henri IV*, M. Berger de Xivrey ne distingue pas Jean de Ferrières de Prégent de La Fin (t. I, p. 634) ; d'autres confondent le seigneur de Maligny avec son frère Maligny le jeune, célèbre par son audacieuse équipée de Lyon. Grâce à l'excellent travail de M. de Bastard, ces erreurs

ne se reproduiront plus : il a rendu à chacun sa part de gloire, tout en conservant la plus large place à la vie agitée de Jean de Ferrières.

Déshérité avant l'âge de vingt ans et tandis qu'il étudiait encore sur les banes du collège de Navarre, Jean de Ferrières fit son entrée dans le monde en luttant contre les volontés de sa famille, peut-être à l'occasion de son changement de religion. Dès lors il vint augmenter, avec un grade inférieur, le nombre des hommes d'armes que commandait son oncle le vidame de Chartres, François de Vendôme. On le trouve à sa suite en Italie, en 1549, à l'âge de vingt-neuf ans. Déjà connu par son caractère audacieux, il fut envoyé à Londres pour représenter son parti. Son principal titre à la reconnaissance de ses coreligionnaires fut la mission délicate qu'il remplit à cette occasion auprès d'Elisabeth; sur la prière du prince de Condé, il obtint des secours en vaisseaux, en hommes, en argent. Jean de Ferrières est un des deux signataires du traité d'Hamptoncourt que la famille des Valois ne lui pardonna jamais. Peu s'en fallut qu'il ne périt à la Saint-Barthélemy; mais il avait eu la prudence de se loger au faubourg Saint-Germain, et dès les premiers coups de tocsin il prit la fuite et repassa en Angleterre. Tous les efforts que fit Charles IX pour le rappeler restèrent vains. De brillantes promesses ne purent l'arracher à l'asile qu'il s'était choisi, quoique sa fortune fort endommagée le contraignît à une vie relativement misérable. Condé l'envoya en Allemagne pour diverses négociations, et quand il revint en France ce fut pour reprendre les armes. Il avait oublié, à l'âge de soixante-cinq ans, les conseils prudents qu'il prodiguait à ses amis dans sa jeunesse, et se laissa choir aux embûches du parti catholique. Sans respect pour des cheveux blanchis au milieu des champs de bataille, ses adversaires le jetèrent dans la cale d'une galère où il expira privé de tout secours (1586).

Puissés aux sources les plus authentiques, les renseignements donnés par le biographe sont d'une exactitude rigoureuse. Il ne dit pas un mot qui ne s'appuie sur une citation empruntée, soit aux chartes, soit aux actes originaux : les archives du château de Maligny, celles du département d'Eure-et-Loir, celles de Paris, les manuscrits de la grande bibliothèque et du British-Museum lui ont fourni quelques documents précieux.

Avec de tels matériaux il n'est pas malséant à l'histoire de revêtir une forme dramatique et colorée; M. de Bastard a préféré ne donner qu'un récit *sans phrases* de la vie de son héros. Il s'est trop bien acquitté de sa tâche pour que nous songions à le blâmer; nous nous contentons d'indiquer nos préférences. Jamais rapporteur n'a assemblé les pièces d'un procès avec une plus stricte impartialité. L'auteur n'a que quelques lignes pour juger la vie de Jean de Ferrières, et c'est le seul endroit de son ouvrage, il me semble, où il exprime son opinion sur les actes publics du vidame; nobles paroles, du reste, que nous nous empressons de citer : « On reconnaîtra dans ce personnage tous les traits distinctifs de ce qu'on nomme de nos jours un homme d'opposition. Le vidame de Chartres devait être et fut toujours un ennemi des Guise; calviniste, il n'hésita pas à prendre part à la lutte contre le pouvoir royal quand il crut sa religion menacée. Sa constance dans ses opinions a-t-elle été le résultat d'une conviction réelle ou d'un entêtement produit par une ambition déplacée? Je n'ai pu, je l'avoue, répondre à cette question; mais je pense qu'il n'est pas permis de mettre en doute, sans preuves contraires, la sincérité d'un homme qui

sacrifie à la défense d'une vie politique ou religieuse son patrimoine, son repos et sa vie. Ces sacrifices, Jean de Ferrières les fit complètement; ils ne sont pas tellement communs qu'il ne doive pas lui en être tenu compte. »

L'ouvrage est terminé par plus de cent pages de pièces justificatives presque toutes inédites et pleines d'intérêt. Nous en mettons deux sous les yeux du lecteur. La première est une lettre du prince de Condé au vidame de Chartres, qui avait eu l'imprudence de joindre ses clameurs à celles des esprits inquiets qu'alarmait le mariage de Louis de Bourbon avec Françoise d'Orléans, fille du marquis de Rothelin; reproches d'ami, formulés avec une rare grandeur d'âme.

« Monsieur le vidame, il fault que je vous dis que, quand ores tout le monde auroit esté trompé en l'événement de mes délibérations et comportement par le faict de mon mariage, les ungs pour ne désirer l'alliance que j'ay choisie, les autres pour en eraindre une contraire à ce qu'ils se sont proposez en leurs cerveaux et presque tous en doubte quel party je devois prendre, comme par vos lettres vous me faittes entendre, sy ne me fussé-je jamais persuadé que ny vous ny ceux que j'ay estimé avoir le jugement clair et solide comme vous, et ausquels j'avois donné assez d'argument par la preuve que en l'effort de mes grandes adversitez j'en ay faitte et mesmement lorsque les plus assurez eurent possible cédé à la crainte, feussiez jamais entré en telle méfiance de moy. Toutefois, puisque cela vous est échappé de le déclarer, je ne vous celeray point que je me suis encor plus trouvé déceü de vous, premièrement d'avoyr aisément conceu telle opinion de moy, d'estre bien peu curieux du salut de ma conscience et fort nonchalant à conserver la réputation qui doit estre si chère et précieuse à tout homme d'honneur et de vertu et à cela je ne daignerois faire autre réponse, synon renvoyer la charité de tels discoureurs, qui sont plus jaloux et ont en plus grande recommandation la renommée d'autrui que la leur propre, aussi n'en veux-je aucunement blasmer leurs faultes, ny louer leurs merittes. Mais revenant à vous, Monsieur le vidame, quant au fait de Monsieur le cardinal mon frère et de vous, n'estant point à la cour près de luy, comme vous pensiez, ains en ce lieu bien empesché, ainsy que ce porteur a veu, soyez certain que je n'y seray pas plus-tost arrivé que je ne me mette en devoir de vous faire paroistre de quelle affection je seray toujours autant de vous gratifier par tous les bons offices que sçauriez attendre d'un bon et entier amy, qui est

tout ce que je vous puis présenter de meilleur de mes intentions et l'endroit où je prieray le Créateur vous donner, Monsieur le vidame, avecque sa très sainte grâce, ce que plus désirez.

« Escript à Vendosme ce VI^e jour de novembre 1565.

« Vostre bien affectionné parent et bon amy,

« LOUIS DE BOURBON. »

La seconde pièce dont nous croyons devoir extraire quelques lignes fait partie d'une série de lettres de Tavannes à Catherine de Médicis, où sont indiqués divers artifices pour attirer le seigneur de Maligny hors d'un château où il se tenait réfugié. Les combinaisons du maréchal catholique font honneur à son esprit inventif non moins qu'à sa haine :

« Semble qu'il ne seroit point mauuais de faire expédier une commission où seroient dénommez les sieurs de Maligny et aultres chargez de la sédition par où il seroit dict qu'ils eussent à se venir justifier, dans certain temps, devant la court de parlement de Paris, ou les juges de province, et cependant déléguer commissaires non suspects et envoyez de la court, pour régir leurs maisons et biens, avec seurté de leur rendre les dites maisons et biens après leur justification et fauldroyt que la commission fust fort douce pour les attirer. Par ce moyen, l'on les tireroyt hors des maisons sans espens et se pourroyent prendre plus facilement estant en la campagne. Mesme qu'ils se pourront assurer davantage, extimant que les premières rigueurs seront appaisées. Et quant à présent fauldra qu'ils aillent sans estre accompagnez, car leurs amis ne les voudront recevoir avec grande compaignie et armez, de peur d'estre suspectez. Et semble qu'il faut le susdit expédient ou chose semblable ou la force. »

Donnons en terminant de justes éloges à l'exécution matérielle du volume de M. de Bastard. Outre qu'il est imprimé avec beaucoup de soin et sur papier fort, il est encore enrichi d'un dessin des armoiries de la famille de Ferrières et d'un portrait authentique du vidame de Chartres, gravé par A. Riffaut.

Erratum. — Un *lapsus calami* a fait écrire ci-dessus, page 126, ligne 10, le nom de *François Hotman*, au lieu de *Hugues Doneau*. (Cfr. *Bull.*, VII, p. 224.)

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS.

Achèvement de la FRANCE PROTESTANTE.

Nous avons décidément lieu de nous féliciter d'avoir dénoncé notre public à lui-même, et de lui avoir révélé les conséquences de son apathie relativement à la *France protestante*. L'écho intelligent que les *Archives du Christianisme* et les autres journaux ont prêté à notre dénonciation n'a pas été inutile. Un certain mouvement favorable s'est produit, qui nous permet d'espérer la prochaine publication du IX^e volume de l'œuvre de MM. Haag.

D'abord l'exemple excellent du conseil presbytéral de Montauban a eu des imitateurs. « J'ai le plaisir de vous informer, nous écrivait le 19 mai M. E. Faucher, que le conseil presbytéral de Marseille, dont j'ai l'honneur d'être le secrétaire, a décidé, dans sa séance du 16 courant, de souscrire à un exemplaire de la *France protestante*. J'espère pouvoir provoquer quelques souscriptions individuelles; mais dès à présent je me hâte de vous annoncer ce fait, afin qu'il aide à attirer d'autres souscriptions du même genre à l'ouvrage si important de MM. Haag. Espérons qu'à l'occasion de notre Jubilé elles se multiplieront de manière à en hâter l'achèvement. Pour mon compte personnel, souscripteur dès la première livraison, je désire que l'ouvrage soit développé dans toute sa plénitude, et je serais heureux d'y voir joindre non-seulement le volume indispensable de tables, mais encore celui de portraits, gravures, cartes et *fac-simile* dont il fut parlé dans le temps... »

Voici les souscriptions nouvelles portées à notre connaissance au moment où nous mettons sous presse (y compris celles de Montauban et de Marseille, déjà mentionnées) :

CONSISTOIRES : de Paris (Conf. d'Angsb.), Bordeaux, Bolbec, Brest. Montbéliard (Conf. d'Angsb.);

CONSEILS PRESBYTÉRAUX : de Montauban, Marseille, Nîmes. Mont-

pellier, Vabre, Castres, Alais, le Havre, Vallon, Bayonne, Versailles, Vauvert, Eglise française de Saint-Nicolas à Strasbourg (Conf. d'A.);

BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES. La Bibliothèque impériale de Paris; celle de Montbéliard.

La Conférence pastorale, réunie à Paris dans les premiers jours de mai, a soulevé dans une de ses séances la question de l'interruption forcée de la *France protestante*, et, prenant en considération deux motions de MM. Puaux et Ath. Coquerel fils, elle a nommé une commission de quatre personnes (MM. Juillerat-Chasseur, président du Consistoire de l'Eglise réformée de Paris; GrandPierre et Ath. Coquerel fils, pasteur et suffragant de la même Eglise; Mettetal, auxiliaire de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg de Paris), qu'elle a chargée de rechercher sans délai le meilleur moyen d'assurer l'achèvement de l'ouvrage, et de témoigner aux auteurs la sympathie et la gratitude de leurs coreligionnaires pour leurs infatigables labeurs, leur vaste érudition et leur dévouement longuement éprouvé. Cette Commission a délibéré la circulaire suivante, qu'elle vient d'adresser aux pasteurs des Eglises protestantes de France :

Paris, le 30 mai 1859.

C'est au nom de la Conférence pastorale, réunie à Paris les 4, 5 et 6 mai dernier, que nous prenons la liberté de nous adresser à vous.

Nos collègues ni nous nous n'avons pas la prétention de venir vous apprendre qu'un beau et riche monument, indispensable à l'histoire et à la littérature du protestantisme français, s'élève, depuis plusieurs années, à l'honneur de nos Eglises. Vous connaissez ce grand travail, et vous avez déjà nommé la *France protestante*, entreprise par MM. Haag frères et non encore achevée. Cet immense ouvrage biographique, qui contient la vie de tous les protestants célèbres à un titre quelconque, embrasse tout le champ de l'archéologie protestante. Il n'est pas un nom tant soit peu connu, pas un fait de quelque valeur, pas une date douteuse ou contestée, pas une question de critique historique, que les savants auteurs n'aient ou exposés ou élucidés. Pour atteindre ce but, ils ont fouillé les bibliothèques, consulté de nombreux documents inédits, profité de beaucoup de papiers de famille. Il est impossible de se faire une idée des labeurs, de la patience, du zèle et du désintéressement dont ils ont fait preuve depuis nombre d'années, sans se lasser un seul instant.

Mais soit que l'étendue et le prix de l'ouvrage ne l'aient pas mis à la portée de beaucoup de fortunes, soit que l'on ait voulu attendre qu'il fût complet pour en faire l'acquisition, l'on peut dire que l'intérêt manifesté

par le public protestant de notre pays n'a répondu ni à la grandeur ni à la générosité de l'entreprise. Les choses en sont au point que, découragé par le peu d'accueil fait à la *France protestante* par nos coreligionnaires, l'éditeur, M. Joël Cherbuliez, a eu un moment l'idée de ne la point continuer, et de laisser interrompue une œuvre qui lui a déjà coûté des sacrifices considérables.

La Conférence pastorale a pensé, Monsieur et cher frère, qu'une fois informées de cet état de choses, nos Eglises ne souffriraient point que les tomes IX et X de la *France protestante*, les seuls qu'il reste à publier, ne parussent pas, faute de souscripteurs. Ce serait un malheur pour nos Eglises et pour le protestantisme français tout entier; et c'est pour conjurer ce malheur que la Conférence pastorale de Paris nous a chargés de faire appel à votre zèle, et par vous, Monsieur et cher frère, au zèle de votre Conseil presbytéral, de votre Consistoire et des membres de votre Eglise en général.

En conséquence, après y avoir mûrement réfléchi et avoir cherché à nous pénétrer de l'esprit et de la lettre du mandat qui nous a été confié, voici ce que nous avons cru pouvoir prendre la liberté de vous proposer et de vous demander : 1° d'engager votre Conseil presbytéral, s'il ne l'a déjà fait, à souscrire à un exemplaire complet de la *France protestante*, pour la bibliothèque de votre Eglise; — 2° d'inviter votre Consistoire à en faire de même pour sa propre bibliothèque; — 3° d'encourager les membres de votre troupeau, à qui leurs ressources le leur permettent, à se procurer l'instructive et édifiante publication de MM. Haag; — 4° enfin, d'ouvrir immédiatement parmi vos paroissiens une souscription, à l'effet d'offrir à MM. Haag, un témoignage public de la reconnaissance des protestants français. Les sacrifices de toute espèce, faits par eux avec un désintéressement rare, sont incalculables. Il est juste que nous leur prouvions le prix que nous attachons à leurs travaux. Ce n'est point une gratification que nous venons solliciter en leur faveur, ils seraient les premiers à la repousser. C'est une dette d'honneur que nous avons à acquitter, et quoi que nous fassions en cette circonstance, nous ne payerons jamais ce qui ne saurait se payer, quinze années de veilles, de fatigues et de dévouement pieux, mis au service de nos Eglises.

Nous osons vous en prier instamment, veuillez, dans une circonstance de cette importance, déployer aussi promptement que possible, toute l'activité dont vous êtes capable. Le moindre retard serait funeste.

Permettez-nous donc de compter sur votre concours empressé, et veuillez nous croire, etc.

Au nom de la Conférence pastorale de Paris.

(Suivent les signatures.)

P. S. Les réponses devront être adressées, pour les souscriptions à la *France protestante*, à M. JOËL CHERBULIEZ, libraire-éditeur, rue de la Monnaie, n° 10, à Paris, qui s'engage à faire parvenir à tous les pasteurs, franco de port et pour

le prix de 72 fr. les 16 livraisons qui ont déjà paru et les deux qui sont sous presse, en tout 9 volumes. Un 10^e volume, renfermant des tables faites avec le plus grand soin, complétera cette colossale publication : mais l'ouvrage peut être considéré comme terminé sans ce dernier volume. — Pour faciliter l'acquisition de l'ouvrage à MM. les souscripteurs, M. JOEL CHERBULIEZ consent à n'en demander le paiement qu'en deux termes, savoir : 36 fr. fin juin 1860, 36 fr. fin décembre 1860. Les réponses pour la souscription à offrir à MM. Haag frères, peuvent être adressées à M. JULLERAT, président du Consistoire, au temple de l'Oratoire, à Paris.

Une circulaire analogue a été également adressée par la Commission aux pasteurs des Eglises protestantes de langue française à l'étranger. La voici :

Paris, le 15 juin 1859.

Une Conférence nombreuse de pasteurs réunis dernièrement à Paris, de divers points de la France, nous a chargés de nous adresser à vous pour appeler votre attention sur une publication importante, qui lui semble devoir prendre place dans la bibliothèque de toute l'Eglise protestante de langue française et de toute Faculté de théologie, en général. Nous voulons parler de la *France protestante*, entreprise par MM. Haag frères et non encore complètement achevée. Cet immense ouvrage biographique, etc. (Le reste de l'alinéa, comme ci-dessus.)

Le travail de MM. Haag, apprécié comme il devait l'être par tous les hommes compétents, a reçu des encouragements de la part des savants les plus distingués. Mais soit que l'étendue et le prix de l'ouvrage aient effrayé quelques bourses, soit que l'on ait voulu attendre pour l'acquérir, qu'elle fût complète, la publication dont nous parlons n'a pas encore trouvé de la part du public protestant tout l'accueil auquel elle avait droit.

Nous venons en conséquence, Monsieur et très honoré frère, vous prier d'engager soit le Conseil de votre Eglise, soit celui de l'Université ou de l'Académie, dont vous êtes membre, à se procurer, pour sa bibliothèque, un exemplaire de cette riche collection de documents inédits pour la plupart, et qui peut être considérée comme une source authentique des plus précieux renseignements sur toute l'histoire du protestantisme français.

Si nous nous adressons à vous, en cette circonstance, Monsieur et très honoré frère, vous le comprenez parfaitement, c'est surtout dans l'intérêt de la littérature protestante et non dans celui seulement des éditeurs en particulier. Nous n'eussions pas fait une circulaire dans le but unique de favoriser une entreprise de librairie, quelque respectable qu'elle puisse être. Mais nous nous sommes sentis pressés de solliciter votre concours actif et éclairé, en faveur d'une œuvre qui a coûté des sacrifices de toute espèce et qui a été poursuivie avec un dévouement rare. Selon nous, il est impossible de récompenser quinze années de veilles, de labeurs et de désintéressement pieux, mis au service de l'une des plus belles et des plus saintes causes.

M. Joël Cherbuliez, libraire-éditeur, rue de la Monnaie, n° 40, à Paris, s'engage à fournir à tous les Pasteurs et Professeurs, pour le prix de 72 fr., prises à Paris, les 46 livraisons qui ont déjà paru et les deux qui sont sous presse, en tout 9 volumes, etc.

Dans l'espérance que nous n'aurons pas fait appel en vain à votre zèle et à vos lumières, nous vous prions d'agréer, etc.

Au nom de la Conférence pastorale de Paris.

(*Suivent les signatures.*)

Espérons donc que ces diverses manifestations porteront leurs fruits, et qu'en songeant au fait qui les a motivées, ce sera encore une fois le cas de répéter les vieux proverbes : « A quelque chose malheur est bon, » et « Mieux vaut tard que point du tout. » N'oublions pas, en attendant, et pour une autre occasion, la réflexion du poète qui a dit :

Mieux vaut tard que du tout : mais *tôt* vaut mieux encore.

CORRESPONDANCE.

OBSERVATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIVES A DES DOCUMENTS PUBLIÉS.—

AVIS DIVERS, ETC.

Un psautier du seizième siècle (1567), avec musique d'un compositeur poitevin presque inconnu (Pierre Santerre).

J'ai entre les mains un vieux psautier, de format in-48, qui me paraît mériter une mention bibliographique dans le *Bulletin*. L'exemplaire, qui m'est communiqué par M. Dugast-Matifeux, a appartenu à une famille Bel-lucheu, encore aujourd'hui protestante. Voici le titre de l'ouvrage :

« *Les CL psalmes de David, mis en musique, à quatre parties par M. PIERRE SANTERRE, Poitevin, plus le psalme CXLIX diversifié de musique par le même auteur, selon la lettre alphabétique Superius. A Poitiers, par NICOLAS LOGEROIS, 1567, avec privilège du Roy pour cinq ans.* »

La traduction poétique est celle de Clément Marot (C. M.) et de Théodore de Bèze (T. B.) Malheureusement il n'y a que la première partie, les autres parties manquent, et l'on ne peut ainsi juger de l'ensemble. L'ouvrage fut publié après le décès de l'auteur.

Voici la préface de l'imprimeur au lecteur :

« Je ne voudrais yci entreprendre de recommander la musique, des

« psalmes que nous a laissée feu maistre Pierre Santerre pour avoir esté
 « en son temps l'un des premiers en son art. Je diray seulement cela de
 « luy qu'il espéroit bien devancer tous autres en ce saint labour, et l'eust
 « fait, sans les ma'adies survenues. Toutesfois, il y a mis fin avant son
 « dernier jour, avec une grande dextérité. Les parties en sont faciles à
 « chanter, estaus appropriées sur le chant usité aux Eglises, ayant un
 « chant grave, accommodé aux saintes propos. Je n'ay voulu aussi frauder
 « la postérité d'un œuvre si parfait, parce qu'outre le plaisir des aureilles,
 « il tend tout à la louange de Dieu, et à l'édification de son Eglise. »

B. VAURIGAUD.

La Croix du Maine, qui ne mentionne pas Goudimel, est le seul auteur
 peut-être qui parle de Pierre Santerre. Il dit de lui, en sa *Bibliothèque
 françoise*, imprimée en 1584 : « Pierre Santerre, Poictevin, excellent musi-
 « cien. Il a mis en musique les cent cinquante Psalmes de David, imprimez
 « à Poitiers, par Nicolas Logerois, l'an 1567. Il florissoit à Poitiers l'an
 « 1560. »

**Détails accessoires au récit du dernier synode national tenu
 à Loudun en 1660, extraits d'un libelle du temps.**

Aux renseignements dont nous avons accompagné le procès-verbal du
 commissaire du roi au synode national de Loudun (ci-dessus, p. 145), nous
 en joindrons d'assez curieux qui nous sont fournis par un petit libelle, rare
 sans doute, intitulé :

*Recueil des lettres envoyées au dernier Synode national de la religion
 prétendue réformée, tenu à Loudun, et des Thèses présentées à tous les
 ministres de France, dédié à la Reine par M. NICOLAS DES ISLES, con-
 seiller, aumosnier ordinaire du Roy et député de la Propagation de la
 Foy et du clergé de France, pour les controverses.* A Paris, 1660 (in-8° de
 104 pages).

Le volume s'ouvre par une dédicace en espagnol, avec un sonnet espagnol
 sur l'hérésie, adressé à l'auteur.

M. Nicolas des Isles y félicite la reine de la paix, qui est son ouvrage.
 « Ayant vaincu, lui dit-il, un monarque qui jusques alors avoit paru invin-
 cible, c'est V. M. qui a ouvert le chemin à la victoire de la paix.... Mais ce
 n'est pas assez..... Ce que vient de faire V. M. ne regarde qu'une félicité
 temporelle, qui pour longue qu'elle puisse être, doit enfin trouver ses
 bornes dans le temps qui donne limite à toutes choses. Il y en a une éter-
 nelle qu'elle doit procurer, autant qu'il lui sera possible, par la destruction
 de l'hérésie, et par le triomphe de la vérité évangélique, et c'est un ouvrage

dont elle peut venir aussi heureusement à bout que du premier. Il ne lui manque rien pour cette seconde victoire : vous portez, Madame, sur nostre trône un sang qui a dès longtemps fait de pareils miracles ; et la générosité qui chassa les Sarrazins et tous les ennemis de Dieu d'une monarchie catholique, est la même qui, dans une monarchie très chrétienne, va se rendre redoutable à tous ceux qui y combattent nos plus saints mystères.

« C'est dans cette pensée, Madame, que l'Eglise de France qui pleuroit la perte de plusieurs de ses enfans, a comme essuyé ses larmes à l'arrivée de V. Auguste M., se persuadant que le Ciel l'envoyoit pour donner l'épouvantail à ses adversaires, et les défaire, et que même elle lui en rend grâces comme s'ils étoient déjà abattus à ses pieds. Je la vois qui reprenant sa première sérénité s'apprête, sous vos auspices, à leur continuer la guerre avec autant de joye, qu'elle avoit d'horreur de celle que V. M. vient d'entreindre.....

Signé : DES ISLES D'INFREVILLE. »

Suivent six lettres de controverse. 1^o La première, envoyée pendant la tenue du Synode, qui prouve que leur religion n'est pas l'Eglise de Jésus-Christ. — 2^o La seconde, où l'on justifie la nécessité que le synode national de Loudun a de casser le décret d'union que le synode national de Charenton a fait autrefois avec les luthériens. — 3^o La troisième est une réponse à quelques passages des Pères donnés par un billet anonyme sur la réalité du corps de Jésus-Christ au sacrement. — 4^o La quatrième tend à prouver la nullité de la Religion prétendue réformée par les contradictions qui se rencontrent en ses doctrines. — 5^o La cinquième a pour objet de détruire la Religion prétendue réformée en détruisant son fondement. — 6^o La sixième enfin contient les thèses que l'on présenta à messieurs les ministres de la Religion prétendue réformée. C'est un chant de victoire, comme l'auteur le déclare, et en même temps une nouvelle provocation. On y apprend que pendant le synode de Loudun le R. P. *Célestin*, capucin, le R. P. *Adam*, jésuite, et l'auteur lui-même battirent en brèche l'assemblée, s'étant tous trois rendus à Loudun *par ordre du Roy*. « Après que nostre incomparable monarque vous eut permis (selon les tous sages conseils de son premier ministre, dont le mérite surpasse celui de tous les grands héros des siècles passés) la tenue de vostre synode national au mois de novembre..... A l'ouverture du synode, on commença une charitable guerre, par l'exposition du saint et très auguste sacrement de l'autel, que l'on continua tous les dimanches et jeudis du temps que dura l'assemblée. Messieurs les ministres prêchoient trois fois la semaine, à dix heures du matin, et les dimanches ils augmentoient leur dévotion d'un prêche à deux heures après midi. » De leur côté les deux révérends pères renforcés du sieur des Isles, réfutaient les mêmes prêches l'après-dinée à trois heures. Ils présentèrent des thèses imprimées à MM. du synode,

« pour échauffer encore plus la sainte querelle » avec offre de les soutenir en conférence, ce qui fut refusé, refus qui fit dire à l'auteur que leur religion parut alors aussi fuyante devant la vérité que la cire devant le soleil. Il triompha ainsi du sage décret du synode qui avait interdit de conférer avec les trois provocateurs.

L'auteur termine par une pathétique exhortation et se vante d'avoir converti : 1^o à Bordeaux, la baronne d'Agez, après une conférence célèbre avec les ministres; 2^o à Duras (au synode), M. le Roy, reçu pour être ministre à Bergerac, qui abjura en présence du prince de Conty, à Périgueux; 3^o à Réalmont (au synode), M. de la Coste, député au synode, et un autre gentilhomme très considérable; 4^o à Caussade, entre autres, M. et Madame de Saint-Martin, M. de Lolmic, Mademoiselle sa sœur, M. le baron de la Penche, le plus ancien appui de la ligue dans ces contrées; 5^o enfin, à Montauban, entre plus de quatre cents, dus au zèle de Monseigneur, sous les ordres de qui il travaillait, deux damoiselles depuis religieuses, et M. de Sonis, capitaine; plusieurs proposants; M. Daubus, ministre et professeur en l'académie dudit lieu; M. Cottiby, qui abjura à Poitiers peu après le synode, quittant généreusement son ministère.

La numismatique antiprotestante du règne de Louis XIV, et les médailles de l'arc de triomphe de Montpellier (1691-92).

Montpellier, 5 juin 1859.

Monsieur le Président,

L'arc de triomphe qui fut élevé à Montpellier à l'entrée de la place du Peyrou dans les années 1691-1692, pour célébrer *la gloire de Louis XIV*, est décoré de quatre bas-reliefs en médaillons, rappelant les principaux exploits du *grand roi*.

L'un d'eux, qui se rapporte à la révocation de l'Edit de Nantes, présente une assez grande analogie avec une des médailles que M. Chavannes a mentionnées dans le *Bulletin* (ci-dessus, p. 109), et sur la description de laquelle M. Frossard est revenu dans le dernier cahier (p. 121). J'ai pensé qu'à cause de cette analogie, il ne serait pas sans intérêt de donner dans le *Bulletin* la description de ce bas-relief.

Pour rendre le rapprochement plus frappant, j'emprunte, en les soulignant, les termes mêmes de M. Frossard dans la description des parties semblables.

La Religion, sous la forme d'une femme en longs vêtements, le voile relevé, tient haut et ferme une croix de la dimension d'un glaive; son bras droit s'appuie sur un pan de mur faisant partie des ruines d'un temple d'ordre dorique, qui s'étend jusqu'au troisième plan. Elle écrase du pied

droit l'Hérésie, sous la figure d'un homme nu, à mine rébarbative, qui grince des dents sur une Bible fermée. L'Hérésie ainsi terrassée tient de la main gauche son masque, qui représente une figure douce et belle, tandis que son bras droit est étendu vers les ruines du temple.

Sur le second plan, à gauche de la Religion, une femme qui représente la France prie à genoux, les bras tendus vers la croix.

Au-dessous du médaillon est la légende *EXTINCTA HÆRESIS*, qui se trouve également sur la médaille de la révocation.

Ce rapprochement vous paraîtra sans doute assez intéressant pour être inséré dans le *Bulletin*.

Veuillez agréer, etc.

P. CAZALIS DE FONDOUCE.

Une exhortation aux fidèles protestants demeurés en France après la révocation. (1698?)

Nous avons publié (t. III, p. 344) une pièce qui nous avait paru un fragment inachevé d'exhortation adressée aux fidèles demeurés en France après la révocation de l'Edit de Nantes. Elle nous avait été communiquée par M. le pasteur Melon, de Caen. Une copie, de l'époque de cette même pièce, nous a été adressée par M. le pasteur Arnaud, de Crest (Drôme). Le texte est tout semblable, et nous montre que le document que nous avions cru incomplet n'avait pas plus d'étendue; seulement la copie venue du Dauphiné a un titre : *Advis aux protestans de France*, et elle est autrement divisée que celle venue de Normandie. Elle est coupée en quatre alinéas numérotés. Le second commence à ces mots : *Dieu vous a pardonné votre péché...* Le troisième à ceux-ci : *Vostre cheute avoit scandalisé...* Le quatrième est composé, comme dans le texte que nous avons donné, des sept dernières lignes. Il faut retrancher le mot *inachevé* que nous avions placé à la fin.

Ce qu'il y a de plus intéressant dans ce rapprochement, c'est de voir deux exemplaires de cette pièce retrouvés dans deux provinces aussi distantes que la Normandie et le Dauphiné. Ce document est peut-être de la même date qu'une autre pièce communiquée par M. Arnaud et provenant des mêmes papiers, c'est-à-dire de 1698. (Voir ci-après, aux *Documents*.)

Questions et Réponses.

Étymologie et date de l'apparition du nom de « Huguenots. »

(Voir ci-dessus, p. 13 et 122.)

Nous pensions bien que l'opinion à laquelle nous nous sommes rangé au sujet du mot *Huguenot* causerait quelque surprise, aujourd'hui que l'étymologie tirée d'*Eidjenossen* se trouve accréditée par les historiens les plus autorisés, M. Mignet par exemple, qui, à vingt-cinq ans d'intervalle l'a admise, à l'exclusion de toute autre, dans son beau mémoire de 1834 sur l'établissement de la Réforme à Genève et dans ses articles du *Journal des Savants* de 1857 sur les lettres de Calvin (Voir *Bullet.*, VI, 288). Les nouvelles observations que nous avons pu faire nous ont cependant affermi dans notre manière de voir à cet égard. Nous persistons donc à considérer : 1° que le mot *Huguenot* a commencé à être vers 1553 un sobriquet local appliqué aux protestants de Touraine, qui se rassemblaient près de la porte du roi *Hugon*, à Tours ; 2° que l'usage de ce sobriquet se généralisa aussitôt après l'affaire d'Amboise (mars 1560), et que le sens en fut presque aussitôt détourné de son origine, soit par les protestants qui se firent de ce nom populaire de huguenots une arme de circonstance, en le dérivant de *Hugues Capet*, et se déclarant ainsi les défenseurs de la royauté contre les Guises ; soit par ceux-ci qui en profitèrent pour identifier les *Huguenots* de France avec les *Eidgnots* ou *Aignos* de Genève et les rendre d'autant plus odieux, à titre d'associés, de conjurés, de séditeux.

Trois auteurs que nous n'avons pas encore cités, et dont le témoignage a beaucoup d'importance en cette matière, nous paraissent confirmer entièrement cette conclusion. C'est d'abord Théodore de Bèze qui, dans l'*Histoire ecclésiastique des Eglises réformées* (1580), s'exprime ainsi (t. I, p. 269) :

« Or, pource qu'il a esté fait mention de ce mot de *Huguenot* donné à ceux de la religion réformée durant l'entreprise d'Amboise, et qui leur est demeuré depuis, j'en dirai un mot en passant, pour mettre hors de doute ceux qui en cherchent la cause assez à l'égarrée. La superstition de nos devanciers jusques à vingt et trente ans en ça estoit telle que presque par toutes les bonnes villes du royaume, ils avoient l'opinion que certains esprits faisoient leur purgatoire en ce monde après leur mort, qu'ils alloient de nuit par la ville battans et outrageans beaucoup de personnes, les trouvant par les rues. Mais la lumière de l'Evangile les a fait esvanouir, et nous

a appris que c'estoient coureurs de pavé et ruffiens. A Paris ils avoient le moine bourré, à Orléans le mulet Odet, à Blois le longaron, à Tours le roy *Huguet*, et ainsi des autres villes. Or est-il ainsi que ceux qu'on appeloit Luthériens estoient en ce temps-là regardés de jour de si près qu'il leur falloit nécessairement attendre la nuit pour s'assembler pour prier Dieu, prescher et communiquer aux saints sacrements : tellement qu'encores qu'ils ne fissent peur ni tort à personne, n'est-ce que les prestres par dérision les firent succéder à ces esprits qui rôdoient la nuit. De cela advint, nom estant tout commun en la bouche du menu peuple, d'appeler ceux de la religion *Huguenots* au pays de Touraine, et premièrement à Tours que ceux de la religion s'assemblans de nuit furent surnommés *Huguenots*, comme s'ils eussent esté la troupe de leur roy *Huguet* : et pour ce que la première découverte de l'entreprise d'Amboise se lit à Tours, qui en baillèrent avertissement sous ce nom de *Huguenots*, ce sobriquet leur en est demeuré » (1).

Le second auteur que nous voulions invoquer est La Popelinière, historien si estimé. Voici ce qu'il dit, page 462 de son *Histoire de France*, imprimée à La Rochelle, in-fol., en 1584 :

« Plusieurs luthériens que l'on nomma environ ce temps *Huguenots*, se rallièrent avec eux (1560).... Or, bien que plusieurs ayent recherché l'origine du terme *Huguenot*, aucun néanmoins n'a touché le but. Mais sans parler de Jean Hus, duquel ceux-ci tiennent doctrine, et moins d'Hugues Capet, duquel ceux-ci honorent la rare plus que des Lorrains qui se disent issus de Charlemagne sur lequel Hugues usurpa la couronne française; ni plus que de Huguon, qu'aucuns disent faire sa pénitence de nuit par les rues de Tours, comme les anciens se fantasioient des folets démons, lucernes, longarous et autres noms d'esprits nocturnes que plusieurs disent n'estre que bateurs de pavé, ruffiens et tels débauchés sous le nom du Moine bourré à Paris, Huguon à Tours, et autres : *Il est venu de la porte Huguon de Tours*; pource que les réformés, animeusement recherchés à toutes sortes de punitions, faisoient le plus souvent leurs assemblées de nuit près cette porte, ils furent donc peu de jours avant ceci surnommés par forme de sobriquet *Huguenots*. Puis ce nom, reçu comme de main en main par les courtisans, courut assez fort par toute la France pour un signalé titre de *Luthériens* et *Fribourgs*, comme aucuns autres les appeloient de la ville prochaine des Suisses dont ils tenoient la doctrine » (2).

(1) Ajoutons ici que le même auteur dit, quelques pages plus haut (p. 249) : « Certains garnemens... n'avoient plus tôt crié au *Luthérien* ou au *Christaudin* (n'estant encore en usage le mot *Huguenot*...) » (En 1560, sous François II, avant l'affaire d'Amboise.)

(2) Le même historien rapporte un peu plus loin (p. 186) ce que dit Regnier

Notre troisième auteur est l'historien de Thou, qui s'est prononcé en ces termes (*Hist. univ.*, liv. XXIV, traduct. de 1740, in-4°, t. II).

« Il est à remarquer que le nom ridicule et odieux de *Huguenot*, qu'on donna depuis en France à ceux qu'on appeloit auparavant *Luthériens*, prit son origine en cette ville-là (Tours). On sait que les habitans de chaque ville appellent de noms qui leur sont particuliers, les lutins, les loups-garoux, les bêtes noires, et d'autres monstres chimériques et vains, dont les contes des vieilles sont remplis, pour faire peur aux enfans et aux femmelettes. Or, le roi Hugon passait chez le peuple de Tours pour un de ces monstres, et on disoit qu'il galoppoit toutes les nuits autour des murs de la ville, battant ceux qu'il rencontroit, ou les enlevant. C'est de ce roi Hugon qu'on appela *Huguenots* les Protestans, qui, n'osant s'assembler de jour, se rendoient toutes les nuits aux environs de Tours, pour entendre des sermons ou pour faire leurs prières en commun. »

Le passage que nous venons de transcrire fait partie incidente du récit de la conjuration d'Amboise, et l'on voit que de Thou, en admettant sans discussion le roi *Hugon* de Tours comme l'unique étymologie du mot de *Huguenot*, dit que c'est depuis l'affaire d'Amboise, c'est-à-dire mars 1560, que ce sobriquet s'étendit des protestants de Tours à ceux de la France entière.

Au moment où nous transcrivons ces trois passages, nous arrive l'excellente *Note historique* que vient de publier M. Henri Lutteroth sur *la Réformation en France pendant sa première période*. Nous y trouvons (p. 124) quelques lignes sur la question qui nous occupe, et dans lesquelles M. Lutteroth établit nettement, par des citations, 1° que jusqu'à l'affaire d'Amboise le mot de *Huguenot* ne fut en usage qu'au sens religieux (et en Touraine, faut-il ajouter), 2° qu'à ce moment ce nom fut donné, au sens politique, à tous les réformés ou luthériens de France. Mais tout en admettant, d'après les pamphlets des *Mémoires de Condé*, l'étymologie tirée de *Hugues Capet*, et même celle tirée d'*Eidgenossen*, à cause de la récente union des Eglises réformées donnant lieu de les appeler *confédérés*, comme les Suisses, M. Lutteroth repousse l'autre étymologie, que nous regardons, avec les auteurs contemporains, comme populaire, comme première en date, et expliquant l'usage local du sobriquet au sens exclusivement religieux jusqu'à l'entreprise d'Amboise. « Bèze, dit-il, ne doit pas être rendu responsable de la singulière explication du mot *Huguenot*, qui se trouve dans « son *Histoire* : elle appartient évidemment à l'un des mémoires qui lui « étaient adressés et dont il faisait usage. »

de La Planché, « que ceux qu'on appeloit Huguenots estoient de deux diverses « sortes... les uns ne regardant que leur conscience, les autres à l'Etat public. »

Nous avons rapporté tout à l'heure le passage de Bèze, dont il s'agit. S'il n'a fait qu'y reproduire un des mémoires à lui adressés, ce ne serait pas à nos yeux un motif pour rejeter une explication qui lui est commune avec tous les auteurs les plus sérieux. « Le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable, » et si l'on est ici porté tout d'abord à repousser, comme singulière et ridicule, l'étymologie de la porte du roi Hugon, n'est-ce pas parce que deux autres étymologies plus satisfaisantes, plus rationnelles, en un mot plus vraisemblables, quoique divergentes, se rencontrent presque aussitôt et simultanément, dans les documents historiques, *greffés* sur cette étymologie singulière, qui est pourtant, lorsqu'on y regarde de près, la primordiale, la populaire, la vraie? Les réformés auraient-ils accepté de leurs adversaires ce nom de *Huguenots* en le dérivant de *Hugues Capet*, les Guises le leur auraient-ils appliqué en le dérivant d'*Eidgenossen* ou *Aignots*, si le sobriquet dérivé du nom de la porte de Tours ne s'était trouvé déjà mis dans la circulation par le peuple de Touraine? Une fois l'affaire d'Amboise accomplie et le sobriquet étendu à tous les réformés, les pièces que l'histoire de cette époque nous fournit expliquent fort bien l'étymologie tirée de *Hugues Capet* et des *Aignots*; mais pour cette période antérieure de « huit ou neuf ans, » où Pasquier entendit le mot Huguenot dans la bouche de siens amis tourangeaux, quelle autre explication pourrait-on donner de ce sobriquet local, si ce n'est celle très plausible, quoique singulière, que nous trouvons dans Bèze, d'accord en cela avec Pasquier et tous les auteurs? Il faut donc conclure : 1° d'une part, que tant que le nom de Huguenots a été usité au sens exclusivement religieux, c'est-à-dire jusqu'à l'entreprise d'Amboise, il ne l'a été qu'en Touraine, comme sobriquet injurieux appliqué par les catholiques, et par allusion à la porte du roi Hugon; 2° d'autre part, que dès que ce nom se produit au sens politique et s'étend à tous les réformés de France, c'est-à-dire à dater de mars 1560, il est appliqué par les Guises, qui le dérivent d'*Eidgnots*, aux réformés qui l'acceptent, mais en le dérivant, eux, de *Hugues Capet*. Le changement d'étymologie s'est effectué, lorsque le sobriquet a passé du parti religieux au parti politique. C'est dans cette distinction que nous paraît être le dernier mot de ce petit problème historique, moins obscur, ce nous semble, que ne l'ont cru les auteurs.

En fait de témoignages confirmant surabondamment ce qui précède, quant à la date de l'apparition du mot Huguenot généralisé, M. Lutteroth cite une lettre latine de Th. de Bèze à Bullinger, publiée parmi les pièces justificatives de l'ouvrage de J.-G. Baum (*Vie de Bèze*, t. II, Leipzig, 1852). Dans cette lettre écrite de Genève le 16 juin 1560, et où Bèze rend compte des nouvelles qu'il a reçues sur le Tumulte d'Amboise, on lit ces

mots : « auditum erat *Lutherani*, sive, ut nunc loquuntur, *Huguenoti* nomen. »

Trois extraits de pièces, contenues dans les *Mémoires de Condé* (dont les premières éditions contemporaines portent, comme on sait, le titre de *Recueil des choses mémorables*, etc. 1565), montrent le moment précis où les réformés s'emparèrent du sobriquet qu'on leur jetait à la face, pour s'en faire honneur.

1^o Dans l'*Advertissement au peuple de France*, court pamphlet de 1560 (que nous ne croyons pas antérieur au Tumulte d'Amboise), on lit ce qui suit : « Sachez donc que ceux de la maison de Guise prétendant quereller « la couronne de France sur un droit enfumé qu'ils veulent débattre à raï-
« son de Hugues Capet,..... prétendans estre descendus de la droite ligne
« de Charlemagne..... et avoir esté le susdit Hugues Capet usurpateur du
« royaume..... En manière qu'ils ont de longtemps composé par ensemble
« un sobriquet et mot à plaisir par dérision de ceux qu'ils disent estre des-
« cendus de la race dudit Hugues Capet : les appelans *Huguenots* » (1).

2^o Dans la *Complainte au peuple français*, court manifeste de la même date, on lit : « Le temps est-il venu que la couronne soit transférée de ceux
« que la maison de Guise appelle *Huguenots*, comme estans descendans
« de la race de Hugues Capet, pour estre remise et restituée (comme ils
« disent) à ceux qui se renomment de Charlemagne?... »

C'est dans ces deux pamphlets réformés que le mot *Huguenot* paraît peut-être pour la première fois relevé par eux.

3^o Enfin, dans l'*Histoire du Tumulte d'Amboise*, imprimée avec la date de MDLX, on lit ces lignes, sans que le mot de *Huguenot* y soit encore prononcé : « Ceux de Guise..... commençoient à remettre en avant que la
« couronne de France avoit esté transférée de la lignée de Charlemagne
« (dont ils disent estre descendus) à Hugues Capet, duquel le Roy et ses
« prédécesseurs sont venus..... Ceux de Guise..... ne laissoient rien en
« arrière pour persuader au Roy que c'estoit des *Luthériens* qui le vou-
« loient mettre à mort, pour se venger de ce qu'il en avoit tant fait mou-
« rir..... Sachant qu'il y avoit en l'entreprise grand nombre de ceux qu'on
« appelle luthériens, ou évangelistes, il délibère de rejeter le tout sur
« l'Evangile et fait publier partout que ceux qui se sont élevés en France
« sont luthériens..... » Ainsi, il semble bien que c'est entre cette dernière
pièce et les deux premières (si elles sont en effet postérieures), que les
réformés se décidèrent à profiter de la coïncidence que présentait le sobri-

(1) L'éditeur des *Mémoires de Condé* (édit. in-4^o de 1743) met ici en note : « On a donné plusieurs étymologies du mot *Huguenot* ; la plus probable est celle qui le dérive d'un mot allemand qui signifie *confédération, ligue*. » On voit que l'annotateur ne s'est pas même douté de l'intérêt et des complications de la question.

quet tourangeau et la prétention des Guises « à se renommer de Charlemagne, » pour relever le gant, en se faisant honneur de l'injure qu'on leur voulait faire, et substituer à l'étymologie primitive du roi *Hugon* celle du roi *Hugues Capet*, de même que les Guises y substituaient celle du mot *Eidgnots*.

Qu'est-ce que « la Boîte à Perrette, » appliquée à l'Eglise réformée? — Origine de cette locution proverbiale.

(Voir t. VII, p. 219, et ci-dessus, p. 11.)

Notre question sur la boîte à Perrette n'est pas encore tirée au clair, tant s'en faut, et nous sommes toujours en présence d'allégations insuffisantes, contradictoires même, sur lesquelles nous appelons l'attention des lecteurs. Voici donc quelques nouvelles citations, en attendant mieux.

On lit ce qui suit, à la date de décembre 1734, dans la *Chronique de la Régence ou Journal de Barbier, avocat au parlement de Paris, et du règne de Louis XV* (4^{re} éd. compl. conforme au ms. de l'auteur, Paris, Charpentier, 1837, in-12) : « Le jansénisme fait, ma foi, de beaux progrès; il a été parlé ci-dessus des excès et des folies des convulsionnaires, de leurs assemblées, de leurs prédications. Ils s'appellent *frère* et *sœur*.... Il y a un cordonnier de mon quartier qui a une fille de seize ans et un garçon de dix-huit ou vingt. Ils sont initiés dans l'art de convulsionner. On dit, parmi les gens du peuple, que la fille a six cents livres par an et le fils quatre cents livres. Il y a une *caisse*, et avec de l'argent et de l'enthousiasme on fait faire au peuple ce que l'on veut.... » (T. II, p. 523.) Sur ce mot de *caisse*, l'éditeur M. Charles Louandre a mis en note : « Barbier veut sans doute parler de la *boîte à Perrette*. Cette *caisse* tirait son nom de la servante de Nicole, que son maître avait rendue la première dépositaire de ces fonds, dont il avait fourni lui-même la plus grande partie. Cette réserve, qui passait toujours par des fidéicommis en des mains sûres, était destinée à des œuvres de piété. Elle s'élevait, en 1778, à la mort de M. Rouillé des Filletières, sans cesse alimentée par des dons volontaires, à onze cent mille livres! Les héritiers voulurent s'en emparer et plaidèrent contre les légataires; mais ils furent déboutés de leurs prétentions. — On prétend que la *boîte à Perrette* a traversé toutes nos révolutions et qu'elle existe encore sous la protection de quelque pieux janséniste. »

Ainsi l'annotateur de Barbier admet et confirme l'explication de l'abbé Grégoire rapportée ci-dessus, page 11, et d'après laquelle la boîte à Perrette est une caisse janséniste. Il a évidemment raison quant au passage de son texte, où il s'agit bien de cette caisse, désignée en effet sous le nom de

boîte à Perrette, nom devenu proverbial. Mais, nous l'avons déjà dit, l'origine de cette locution remonte au delà de la servante de Nicole et l'explication de l'abbé Grégoire et consorts ne rend compte de rien.

Le *Dictionnaire de Trévoux* dit que « le peuple appeloit par dérision *boîte à Perrette* la boîte des aumônes dans les temples des réformés. »

Il a emprunté cela mot pour mot au *Dictionnaire universel* de Furetière qui le dit dans sa 2^e édition (de La Haye, 1701), édition revue par un protestant, Basnage de Beauval. La 4^{re} édition de La Haye, 1690, portait seulement : « On appelle *boëste* des pauvres, des prisonniers, la *boëste à Perrette* : c'est celle où on reçoit les charités de ceux de la R. P. R. » Cette différence de rédaction est à remarquer, et l'on reconnaît sans doute dans la seconde édition la main du réviseur.

Voilà qui établit bien ce que nous avons avancé, savoir que la dénomination de *boîte à Perrette* est antérieure à la mort de Nicole (1695), et qu'elle fut appliquée à la boîte aux aumônes des réformés, avant de l'être à celle des jansénistes. Mais quand et à quel propos le fut-elle? *That is the question.*

Est-il vrai que la locution proverbiale : « Faire l'école buissonnière, » ait une origine protestante ?

(Voir ci-dessus, p. 13.)

Nous avons reçu, en réponse à cette question, la note suivante :

« Depuis un temps immémorial les écoles primaires, appelées *petites écoles*, étaient à Paris et dans sa banlieue, dans les attributions exclusives du chantre de l'Eglise de Paris, qui était en même temps chanoine et un des principaux dignitaires de cette Eglise. Aussi prenait-il le titre de *colporteur, juge et directeur des écoles de grammaire, ou petites écoles de la ville, faubourgs et banlieue de Paris.*

« Tel était l'état de choses lorsque la Réforme éclata.

« Les réformateurs durent chercher les moyens de soustraire leurs jeunes adeptes à l'enseignement catholique que l'on pratiquait dans les écoles établies sous la direction du chantre. Pour les familles riches, il n'y avait pas de difficultés. Des instituteurs privés, ayant adopté les nouvelles opinions, pouvaient être admis dans leur intérieur pour l'éducation des enfants, ou l'on pouvait envoyer ceux-ci dans les universités étrangères. Quant aux bourgeois et au peuple, il fallut recourir à des écoles clandestines, que l'on chercherait à soustraire à la connaissance et aux investigations du

chantre et de ses agents. Ces écoles furent établies dans des lieux écartés et même à la campagne.

« L'édit de Châteaubriand, rendu par Henri II, le 27 juin 1551, pour la punition des hérétiques, contient, dans ses art. 34 et 35, des prescriptions sévères contre les maîtres et pédagogues qui « sont tombez en erreur et « hérésie. » Un arrêt du parlement de Paris du 14 septembre 1552 ordonna, en vertu de cet édit, que des procès fussent faits aux instituteurs suspects d'hérésie.

« Un autre arrêt du même parlement, en date du 7 février 1554, porte ce qui suit :

« A ladite cour enjoint et enjoint audit chantre de l'Eglise de Paris, de « donner ordre que, hors les petites écoles, qui sont et seront destinées « par ledit chantre en cette ville de Paris, ne se tiennent *autres écoles* « *buissonnières*, et ce pour obvier aux inconvéniens qui en pourroient « advenir par la mauvaise et pernicieuse doctrine que l'on pourroit donner « aux petits enfans, pervertissant leurs bons esprits, et outre de ne per- « mettre, par ledit chantre, que les maîtres ayent aucunes filles ès dites « écoles, ni semblablement les maistresses d'écoles aucuns garçons avec « lesdites filles, etc. »

« Telle est donc l'origine du mot *école buissonnière*.

« Observons en passant que le président Hénault donne à cet arrêt la date du 6 août 1552, par lequel, dit-il, le parlement défend les *écoles buissonnières*.

« Puis il ajoute : « C'étoit des écoles que les luthériens tenoient dans « la campagne, par la crainte d'être découverts par le chantre de l'Eglise « de Paris, qui présidoit aux écoles. C'est l'origine de ce proverbe. »

« Mais il y a évidemment erreur de date, car des recherches faites aux archives de l'Empire, nous ont prouvé qu'il n'existait pas d'arrêt sur cette matière rendu le 6 août 1552.

« Une déclaration de Charles IX, du 4 octobre 1570, vint défendre à toutes personnes de tenir « petites écoles, principautez et collèges, s'ils « ne sont cogneus et approuvez catholiques, tenans la religion catholique « et romaine. »

« Enfin, un arrêt du 19 mai 1628 renouvela les défenses de celui du 7 février 1554.

« La cour a ordonné et ordonne, porte-t-il, que les statuts et réglemens « ci-devant faits et concernant les petites écoles, et arrêts donnés en con- « séquence d'iceux, seront gardés et observés selon leur forme et teneur « et suivant iceux a fait inhibitions et défenses à toutes personnes de tenir « *écoles buissonnières* et particulières en cette ville, faubourgs et banlieue « sans la permission du chantre de Paris, à peine de 50 livres d'amende,

• applicable à l'Hôtel-Dieu, de perte de tous livres et papiers qui se trouveront chez lesdits *buissonniers*, etc. »

« Ainsi il nous paraît bien démontré, que l'opinion du président Hénault est fondée et que l'origine du proverbe *faire l'école buissonnière* pour indiquer les écoliers qui manquent à aller à la classe, vient de ce que, au XVI^e siècle, les enfants des protestants, au lieu de fréquenter les écoles soumises à la direction du chantre, étaient envoyés aux écoles clandestines que l'on appelait sans doute *buissonnières* parce qu'elles se tenaient particulièrement à la campagne et en quelque sorte derrière les buissons. Crevier, dans son *Histoire de l'Université de Paris*, est du même avis (t. V, p. 484).

« Un des lecteurs du *Bulletin*. »

« P. S. — Nous avons cité ci-dessus les arrêts du parlement d'après le *Traité historique des écoles épiscopales et ecclésiastiques*, par Claude Joly (Paris, 1678, 1 vol. in-12). »

Voici le texte même de l'arrêt de 1554, tel qu'il nous est à l'instant communiqué d'après les registres conservés aux archives de l'Empire. (Sect. jud. X, 4959, f^o 182, matinée.) :

« Du 7 février 1554.

« Entre les principal et boursiers du collège, M^e Pierre Bertrand dict d'Austun, à Paris, et M^e Barthélemy du Pré, soy-disant boursier du dict collège, appellans comme d'abus de certaine sentence donnée par l'official de Paris ou son vice-gérant le 26^e jour de may dernier passé, ensemble des procédures précédentes sur lesquelles icelle sentence est intervenue, et de tout ce qui s'en est ensuivy, d'une part,

« Et M^e Jehan Moreau, chantre en l'église Nostre-Dame de Paris et M^e Thomas Boytroul, prebtre, maistre des petites escolles en la paroisse Saint-Séverin, intiméz, d'autre,

« Après que Pericart pour les appellans et Dumesnil pour les intiméz ont esté ouyz, ensemble le procureur général du roy.

« Appointé est, en tant que touche ladicte appellation comme d'abus, que la cour a mis et met les parties hors de cour et de procès sans despens, d'une part et d'autre, et au surplus après avoir sur ce oy ledict procureur général du roy et ledict Moreau, a, ladicte court, enjoinct et enjoinct audit chantre en l'Eglise de Paris de donner ordre que, hors les petites escolles qui sont et seront destinées par ledict chantre en ceste ville de Paris, ne se tiennent aucunes aultres *escolles buissonnières* et ce pour obvier aux inconvéniens qui en pourroient advenir pour la mauvaïse et pernitieuse doctrine que l'on pourroit donner aux petits enfans, pervertissant leurs bons esprits.

« Et outre de ne permettre et souffrir par ledict chancre que les maistres ayent aucunes filles ès dictes escolles pour instruire avec les garçons, ne semblablement les maistresses d'escolle avoir garçons avec lesdictes filles.

« Et outre ordonne ladite cour, que ledict chancre ne commectra à l'advenir aux dites petites escolles, maistres qui soient prebstres habitués aux églises et paroisses si faire se peult, ains y commectra autres personnes qualifiées de la qualité de maistres ès arts pour le moins, mesmement ès petites escolles des grandes paroisses comme Saint-Eustache, Saint-Séverin, et aultres, et où il conviendrait y commectre prebstres, enjoint ladite cour audict chancre de n'en recevoir qui ne soient de la mesme qualité et qu'il les charge de résidence ordinaire en leurs dictes escolles. »

L'auteur de l'excellent précis, *Histoire chronologique de l'Eglise protestante de France*, M. Ch. Drion, mentionne un « arrêt du parlement de Paris, qui défend les écoles buissonnières, » comme étant de l'année 1552. Il a sans doute tiré cette mention, erronée quant à l'année, de l'*Abrégé chronologique* du président Hénault. On voit que la communication qui précède nous a apporté sur ce point des lumières tout à fait nouvelles, et nous en remercions notre correspondant.

Quelle est la véritable origine et la signification du sobriquet de « Parpaillot ? »

(V. ci-dessus, p. 129.)

Voici ce qu'on lit sur ce sujet dans les *Récréations philosophiques* de feu le savant et spirituel Génin (1) :

« Les protestants, depuis le XVI^e siècle, sont injurieusement appelés *parpaillots*. Ce sobriquet leur vient du nom d'un de leurs chefs les plus célèbres : « Les habitants d'Orange venaient, à la voix d'un ex-primicier « de l'Université avignonnaise, le docteur Parpaille, sujet de Sa Sainteté, « qui l'*ajournait* (lisez *qui l'adjurait*) vivement de brûler les cendres de « saint Eutrope, après avoir fouetté le crucifix dans les rues, de transformer « les églises en temples protestants, etc. (2). » Iselin, au mot PARPAILLOTS, en indique la véritable origine : « Ce nom, dit-il, vient de Jean Perrin, « sieur de Parpaille, président à Orange, que Fabrice Serbelloni, parent du « pape, fit décapiter à Avignon en 1562. » Et Iselin cite pour son autorité

(1) Tome I, p. 252, de l'édition in-18. Paris, 1858.

(2) Perrin, *Etats pontificaux de France*, p. 70. Il va sans dire que je ne me porte pas garant des faits que M. Perrin attribue au docteur Parpaille, dont le vrai nom est Perrin de Parpaille. (Note de Génin.)

les lettres sur la mort de M. le marquis de Saint-Privas, à la suite de *la Politique du clergé de France*.

« Voilà certainement, ajoute Génin, un chef de parti qui n'a pas manqué de célébrité, pas plus que les faits n'ont manqué de témoins. Eh bien, voici comment un contemporain, Pasquier, qui aurait pu être bien instruit de la vérité, d'autant qu'il travaillait alors à ses *Recherches de la France*; voici, dis-je, comment Pasquier explique l'origine des parpaillots : « On « dit qu'au siège de Clérac, ils (les protestants) firent une sortie couverts « de chemises blanches en un temps où l'on voyoit beaucoup de papillons, « que les Gascons appellent *parpaillots*, comme les Walliens *farfalla*, et « que de là ce nom leur est demeuré. »

Furetière a copié l'étymologie de Pasquier, Trévoux répète Furetière, et Ménage fait l'écho. Le rêveur Borel veut que les protestants aient été ainsi appelés parce qu'ils volaient à la mort comme les papillons à la chandelle!... Entre les deux, Furetière hésite et n'ose prononcer.

« Parpaille, dit en terminant Génin, ne figure sous ce nom, ni sous le nom de Perrin, dans aucune des deux Biographies, soit de Michaud, soit de Furne. »

Quelques années plus tard, Génin aurait pu ajouter que Parpaille (Perinet) avait un article dans la *France protestante* de MM. Haag (t. VIII, première partie).

Non-seulement les Biographies n'avaient pas parlé de Parpaille, mais le *Dictionnaire de l'Académie*, dans ses diverses éditions, notamment dans la dernière, publiée en 1835, ne donne pas droit d'asile au mot « Parpaillot; » mais, dans le *Complément* à ce dictionnaire, publié par MM. Didot en 1846, on lit ces mots : « PARPAILLOT. subst. masc. (V. lang.) Papillon. *Parpaillot* (hist. relig.), nom qui fut donné, en quelques endroits de la France, aux calvinistes. »

Nous croyons que l'opinion de Génin sur l'origine du mot *Parpaillot* comme provenant de *Parpaille*, est la plus plausible, et nous ajouterons que, dans le langage vulgaire, on dit en plaisantant d'un homme qui ne remplit pas scrupuleusement les prescriptions de l'Eglise catholique sur le maigre, le jeûne, etc. : « C'est un parpaillot. »

Un lecteur du *Bulletin*.

A quelle époque le terme de Religionnaires s'est-il introduit pour désigner les Huguénots?

Un de nos correspondants nous prie de poser cette question, ainsi formulée.

Le produit du trafic des indulgences a-t-il servi pour partie à doter une nièce du pape Léon X ?

L'auteur d'un livre qui fait grand bruit, et dont le fond est aussi grave et triste que la forme en est légère et plaisante, *la Question romaine* (1859, Bruxelles, in-8°), pose (à la page 17) diverses questions d'histoire rétrospective, dont la solution lui paraît peu douteuse. Comme elles rentrent plus ou moins dans notre cadre, nous les reproduirons ici; elles sont au nombre de sept :

1. Si le pape a légalisé le parjure de François I^{er}, après le traité de Madrid, était-ce pour faire respecter la moralité du saint-siège, ou pour rallumer une guerre utile à sa couronne?

2. S'il a organisé le trafic des indulgences et jeté dans l'hérésie une moitié de l'Europe, était-ce pour multiplier le nombre des catholiques ou pour doter une demoiselle?

3. S'il a fait alliance avec les protestants de Suède pendant la guerre de Trente ans, était-ce pour montrer le désintéressement de l'Eglise, ou pour abaisser la maison d'Autriche?

4. S'il a excommunié Venise, en 1606, était-ce pour attacher plus solidement la République à l'Eglise, ou pour servir les rancunes de l'Espagne contre les premiers alliés d'Henri IV?

5. S'il a révoqué l'institution des Jésuites, était-ce pour renforcer l'armée de l'Eglise, ou pour complaire à la France qui le dominait?

6. S'il a rompu ses relations avec les provinces espagnoles d'Amérique, le jour où elles ont proclamé leur indépendance, était-ce dans l'intérêt de l'Eglise, ou dans l'intérêt de l'Espagne?

7. S'il a suspendu l'excommunication sur la tête des Romains qui portaient leur argent aux loteries étrangères, était-ce pour attacher leurs cœurs à l'Eglise, ou pour ramener leurs écus au trésor (par la *loterie pontificale*)? (1)

Ces questions peuvent donner lieu à d'utiles éclaircissements. Nous nous bornons à appeler l'attention sur la deuxième, et nous demandons si l'on connaît quelque document authentique établissant que la vente des indulgences a servi pour partie à doter une nièce du pape Léon X? Le trafic des indulgences ayant été la grande cause occasionnelle de la Réforme, tout

(1) Outre ces questions, nous trouvons plus loin, dans le livre de M. Edm. About (ch. XX, p. 291, *Finances*), une affirmation historique que nous croyons devoir mentionner ici : « Il est prouvé, dit-il, que les guerres de religion n'ont pas coûté moins de cent millions au pape, et les cultivateurs d'Ancône ou de Forlì payent encore, sur le revenu de leurs champs, le bois qu'on a brûlé pour les Huguenots... »

document contemporain s'y rapportant est en première ligne de notre domaine.

Deux soties du XVI^e siècle à rechercher.

(Voir ci-dessus, p. 129.)

Nous recevons la lettre suivante, que nous divisons en deux articles, à cause de son double objet. Dans le premier, nous ajoutons l'extrait indiqué par notre correspondant :

La Rochelle, le 3 juillet 1859.

Monsieur le Président,

Le dernier cahier du *Bulletin* (p. 129) demande des renseignements sur une sottie du XVI^e siècle, *La Vérité cachée devant cent ans*, imprimée vers 1540. Peut-être serait-il intéressant de rappeler, à cette occasion, la représentation théâtrale faite à la Rochelle, en 1558, d'une satire ou allégorie religieuse analogue. Je ne sais si l'on pourrait retrouver quelque part la pièce entière, mais le pasteur Philippe Vincent en donne une analyse détaillée, fidèlement reproduite dans *l'Essai sur l'origine et les progrès de la Réformation à la Rochelle*, qui vient de paraître à l'occasion du Jubilé.

[Voici l'extrait de cet opuscule qui s'y rapporte :]

« Le séjour du roi de Navarre à la Rochelle fut aussi signalé par la représentation d'une allégorie religieuse, d'une espèce de *moralité* ou de *satire* qui produisit une vive impression sur les spectateurs.

« Sous les auspices d'Antoine et de Jeanne d'Albret, des comédiens jouèrent la pièce suivante : une femme désolée et mourante demandait à grands cris des consolations et des remèdes. Le curé le plus voisin emploie en vain son ministère; c'est en vain que les divers ecclésiastiques lui succèdent suivant la hiérarchie; c'est en vain qu'après le clergé séculier viennent les moines des différents ordres. Reliques, indulgences, habit miraculeux de Saint-François, tout est inutile. La malade est sur le point de succomber, lorsqu'on lui conseille d'avoir recours à un inconnu qui possède de merveilleux secrets. Mais l'étranger vit dans la retraite et craint jusqu'à la lumière du jour. On cherche partout ce libérateur; il se montre enfin, simple et modeste, vêtu comme les autres hommes. Il parle bas au chevet de la moribonde, fait naître la confiance sur ses traits, lui remet un petit volume plein d'excellentes recettes, et sort précipitamment. On emporte la malade. Après un court intermède, elle reparait guérie et joyeuse. Elle marche d'un pas lesté et vante l'efficacité du remède apporté par l'opérateur inconnu. Seulement, tout en conseillant aux spectateurs

d'user avec confiance du livre aux sûres recettes, elle ajoute *qu'il est chaud au toucher et qu'il sent le fagot*. En outre, elle déclare qu'elle ne saurait pas plus révéler son propre nom que celui du volume. L'énigme fut aisément devinée. On reconnut dans la malade la Religion; dans le médecin, un des prétendus hérétiques réduits à se cacher, et le Nouveau Testament dans le volume sentant le fagot. Aussi l'indignation du clergé catholique força-t-elle les comédiens à déloger au plus vite, et on leur eût fait un mauvais parti sans l'intervention du roi de Navarre. Cependant un grand nombre de personnes voulurent connaître le volume salutaire et adhérèrent aux doctrines de la Réformation.

« Le pasteur Philippe Vincent ajoute que « la religion est trop grave pour « estre jouée » et il désapprouve cette tentative. Il n'essaye pas de la justifier par l'exemple des Sorbonistes, qui, vingt ans auparavant, avaient traduit sur la scène la reine Marguerite, sœur de François 1^{er}, la transformant en furie d'enfer pour se venger du succès du « *Miroir de l'âme pécheresse* » (1).

« Enfin il conclut que Dieu put permettre « que le théâtre parlât, puisque « les chaires demeuroient muettes et que ceux dont la profession estoit « d'estre des docteurs de fables, le fussent en quelque façon de sa vérité, « puisque ceux qui par le dû de leurs charges devoient prêcher cette vérité « enseignoient des fables et repaïssoient le pauvre peuple chrétien de contes « et de légendes. »

**Demande d'indications sur un ouvrage de Philippe Vincent
(Recherches, etc., sur la Réformation à La Rochelle).**

Je profite de cette occasion pour vous prier de vouloir bien demander dans le *Bulletin* quelques renseignements au sujet des *Recherches sur les commencemens et les premiers progrès de la Réformation en la ville de la Rochelle, par le sieur Ph. Vincent pasteur*, composées vers 1639, et imprimées en 1693 chez le libraire Ascher à Rotterdam. La bibliothèque de la Rochelle ne possède qu'une copie manuscrite du livre de Vincent, faite en 1735, par le père Jaillot, curé de Saint-Sauveur, d'après la copie que Mervault avait prise du vivant de l'auteur (1644) et qui a servi au père Arcère

(1) Ce livre forme la première partie d'un volume de poésies de cette princesse, qui a pour titre : *Marguerites de la Marguerite des Princesses, très illustre Royne de Navarre*, à Lyon, chez de Tournes, 1547. — Les docteurs de la Sorbonne, et surtout Bêda, reprochèrent à l'auteur de cet ouvrage de ne parler que du salut par le sang de Jésus-Christ, sans dire un mot du purgatoire, de la sainte Vierge, des saints et des saintes. D'ailleurs la princesse leur était déjà suspecte pour avoir, en 1532, engagé le confesseur du roi, Guillaume Petit, à supprimer du livre des Heures toutes les doctrines qui n'étaient pas exclusivement bibliques.

pour son *Histoire de la Rochelle*. Quoique cette copie paraisse un ouvrage complet, il serait intéressant de savoir si l'ouvrage imprimé est plus étendu.

Permettez-moi, en terminant, de vous remercier bien vivement des précieux documents que donne votre *Bulletin*, désormais indispensable à quiconque veut approfondir la moindre partie de notre glorieuse histoire protestante.

Veillez agréer, etc.

LOUIS DE RICHEMOND, fils.

**Une chanson spirituelle d'Agrippa d'Aubigné à rechercher :
« Et c'est un don du ciel... »**

Nos lecteurs n'ont pas oublié le remarquable opuscule d'Agrippa d'Aubigné, si heureusement découvert par M. F.-L.-Fréd. Chavannes et reproduit dans le *Bulletin* (t. IV, p. 561-580). Ce *Traité de la douceur des afflictions*, adressé en l'an 1600 à Madame (Catherine de Navarre, sœur de Henri IV) débute ainsi :

« Madame, c'est dès vostre enfance que la tristesse et l'adversité vous
« ont esté mieux séantes et plus utiles que la joie et la prospérité; mieux
« séantes à vos beautés visibles, plus utiles à celles de l'âme. La première
« de ces remarques parut en vostre chambre de Pau, ainsi que vous chan-
« tiez un air triste, duquel vous aviez honoré mes paroles : *Et c'est un*
« *don du ciel particulier à vous*. Etc... Que si autrefois vous avez donné
« l'air à mes paroles vaines, comme liant d'or et de soye ces fleurs du
« printemps, serrez au trésor de vostre cœur, comme le sanctuaire du petit
« temple que Dieu a mis en vous... »

Il serait sans contredit fort intéressant de retrouver le morceau dont il est ici question, et qui nous est ainsi révélé comme ayant été composé par d'Aubigné, quant aux paroles, et mis en musique par la princesse Catherine, du temps qu'elle était au château de Pau et chantait avec une mélancolie qui convenait particulièrement à sa beauté. Nous signalons cette recherche aux amateurs de vieille musique et d'anciennes chansons spirituelles. Existe-t-il quelque pièce commençant par ce vers :

« Et c'est un don du ciel particulier à vous... » ?

La chanson : « O moines, moines, il vous faut marier, » et le recueil de « Chansons démonstrantes les erreurs et abuz du temps présent, » etc. (1542.)

(Voir t. VII, p. 367.)

A la fin de notre dernière note (t. VII, p. 369) sur la chanson *Lælabundus*,

ô gras tondus, que Cayet rapporte avoir été chantée par un des compagnons de Calvin à Poitiers, appelé le Ramasseur, nous avons émis la pensée que peut-être le recueil de 1542, où M. Ferd. Wolf avait puisé le texte de ladite chanson, contenait aussi l'autre chanson attribuée à Calvin : *O moines, moines, il vous faut marier*, et nous demandions qu'on en fit la recherche.

On nous a communiqué le volume de M. Ferd. Wolf (*Ueber die Laït sequenzen und Leiche*, etc., publié à Heidelberg en 1841, in-8°). Mais nous n'y avons rencontré (Appendice, p. 444) que la chanson *O gras tondus*, telle que nous l'avions donnée d'après la reproduction de M. Leroux de Lincy. C'est malheureusement l'unique emprunt que M. Wolf ait fait au recueil des *Chansons démonstrantes les erreurs et abus du temps présent*, etc. (S. l. 1542. 8 fol.)

Reste toujours à rechercher dans quelques bibliothèques d'outre-Rhin un exemplaire de ce précieux petit recueil, où l'on trouverait sans nul doute d'importantes pièces de l'époque, et très vraisemblablement celle qui a été le point de départ de toutes nos investigations et nous a conduit à l'épître de Cayet et à la prophétie *Lxtabundus, ô gras tondus*, etc.

De la source de seconde main, il faut remonter à la première.

François de Sales a-t-il réellement essayé de séduire Théod. de Bèze par l'offre d'une pension de la part du Pape? — Version de la Société catholique des Bons livres.

(Voir t. VII, p. 227, 369, et ci-dessus, p. 14.)

Nous avons publié des explications catégoriques et péremptoires sur le fait que cette question présentait à éclaircir.

Un de nos correspondants, qui nous fait trop rarement profiter de sa collaboration, nous signale la version éditante de la Société catholique des Bons livres sur les rapports qui eurent lieu, comme on l'a vu, entre François de Sales et Théodore de Bèze. Cette version ayant circulé en France et faussé le jugement de bon nombre de lecteurs, il est utile, ainsi que le pense notre correspondant, de montrer comment M. l'abbé Reyre écrivait l'histoire et comment la propageait le Comité des Bons livres de 1825. Voici donc un extrait des *Anecdotes chrétiennes ou traits d'histoires choisis (par l'abbé Reyre, Paris, 1825, in-12, faisant partie de la collection des ouvrages publiés par le Comité catholique des Bons livres, comité présidé par un pair de France sous la Restauration)*.

« Le pape, ne croyant rien au-dessus des forces de saint François de Sales, lui donna commission d'aller conférer à Genève avec Théodore de

Bèze, presque aussi renommé que Calvin, et de ne rien épargner pour l'engager à rentrer dans le sein de l'Eglise où il était né. L'exécution n'était ni sûre ni facile; mais ces considérations ne furent jamais rien pour François de Sales quand il s'agissait de la gloire de Dieu. Plein de foi et de courage, il partit pour Genève le plus tôt qu'il lui fut possible : il arriva heureusement chez de Bèze comme ce ministre était seul. On conféra longtemps, et toujours avec beaucoup d'honnêteté. Après cette entrevue, dont François augura bien, de Bèze le pria instamment de revenir. Il revint en effet, et jusqu'à trois fois; mais sans avancer beaucoup plus que la première, du moins pour le salut de ce misérable apostat. Dans une quatrième visite que lui fit le saint évêque de Genève, le triomphe de la vraie foi devint plus sensible. Le morne silence que de Bèze garda sur tout ce qu'on lui disait de plus pressant, marqua qu'il reconnaissait la vérité; mais ses yeux baissés, et la rougeur de son front où se peignait son cœur bourrelé de remords, firent conjecturer en même temps qu'il tenait à l'erreur par des liens dont on n'eût jamais soupçonné ce vieillard presque octogénaire; et le trait suivant montra bientôt la vérité de cette conjecture. Deshaies, gouverneur de Montargis, se trouvant à Genève pour les affaires du roi, contracta une étroite familiarité avec ce ministre, au moyen de la belle humeur dont ils étaient l'un et l'autre. Dans une de ces conversations badines où l'on peut tout hasarder, Deshaies lui demanda ce qui pouvait attacher un homme tel que lui à la triste réforme de Calvin. De Bèze ne répondit rien; il se leva, et faisant entrer une jeune fille fort belle : « Voilà, dit-il, ce qui me convainc de la bonté de ma religion ! »

Renseignements sur un ancien Traité sur la messe dont on ne possède pas le titre.

(Voir t. VII, p. 371, et ci-dessus, p. 130.)

Strasbourg, 5 juin 1859.

J'ai vu dans le t. VII, p. 371 du *Bulletin*, qu'un de vos correspondants demandait quel était l'auteur d'un certain Traité sur la messe; je n'ai pas répondu alors à cette demande, parce qu'il semblait que la réponse était trop facile. Aujourd'hui je vois, par la livraison que je viens de recevoir, p. 130, que l'auteur n'est pas encore découvert. Cela m'étonne; comment se fait-il que l'on connaisse en France si peu notre ancienne littérature protestante? L'auteur n'est autre que Du Plessis-Mornay, et le titre manquant aux exemplaires du premier correspondant et de M. Bourchenin, est : *De l'Institution, usage et doctrine du sacrement de l'Eucharistie en l'Eglise ancienne* (V. *France protestante*, VII, 539). J'en possède un

exemplaire de l'édition de Genève, 1599, in-8°. L'exemplaire sans titre, décrit par M. Bourchenin, est de la même édition; le passage qu'il cite de la p. 290 est chez moi aussi p. 290. Le fragment décrit par le premier correspondant (t. VII, p. 371) est de la belle édition de La Rochelle, 1598, in-4°, qui est la première; elle parut en juillet conjointement avec une édition in-8°.

Veuillez agréer, etc.

CH. SCHMIDT.

**Un ancien livre de controverse dont le titre manquait. —
Nouveaux renseignements.**

(Voir ci-dessus, p. 21, 130.)

M. le pasteur P. Lafon nous écrit de Mansle (Charente) :

« Il vient de m'être prêté un livre qui est celui même dont s'enquiert M. G. Petitpierre :

La defance (sic) de la religion réformée par passages de l'Escriture sainte et de saint Augustin — opposée — à un livre intitulé, La Defance de la Vérité catholique, fait sous le nom de M. François Blouin, avocat au parlement de Bourdeaux. Première partie. A Bergerac. Par Antoine (et non Gilbert) Vernoy, M.DC.XI.

« Le volume s'ouvre par la préface dont parle M. Petitpierre, *Aux fidèles faisant profession*, etc. Puis, *Lettre de Bernard Blouin, bourgeois et marchand dans la ville de Bourdeaux*, où il est question de son fils, maître François Blouin, avocat au parlement. C'est la lettre touchante d'un père protestant qui reproche à son fils d'avoir par son livre mis au jour sa folie; qui se plaint en outre avec douceur des offenses et déportements de son fils envers lui; qui pleure et prie pour la conversion de son enfant et se réjouit en même temps dans l'espérance d'avoir un jour à le recevoir repentant comme l'enfant prodigue. Cette lettre me paraît un modèle de foi et d'amour paternel. Puis vient un sommaire indiquant 407 chapitres, — enfin un second titre (titre de départ) : *La Défense (sic) de la religion réformée opposée à la prétendue Défense de la religion romaine, faite par maistre François Blouin, avocat en la cour du parlement de Bourdeaux.*

« Il est à remarquer que le premier titre porte « *déface* » et le second « *défense*. »

En nous adressant cette note, M. P. Lafon nous fait observer que dans l'édition nouvelle et annotée de la *Discipline*, publiée à Genève en 1666 par J. d'Huisseau, ministre de Saumur, il trouve à la fin un *Rôle des synodes*

nationaux tenus en France, où le premier synode figure comme ayant été tenu LE 25 MAI 1559. — Nous répondons que c'est bien la date admise par quelques auteurs, notamment par Aymon, mais que celle du 26 mai est celle de l'ouverture du synode, donnée par Th. de Bèze. (Voir les explications fournies sur ce point par MM. de Triqueti et H. Lutteroth dans leurs ouvrages relatifs au Jubilé de 1859.)

M. Lafon nous demande par la même occasion quel est l'auteur de l'ouvrage intitulé : *Le Mystère d'iniquité, c'est-à-dire l'Histoire de la Papauté*, etc., publié en 1612, avec une épître au roi Louis XIII et une préface à messieurs de l'Eglise romaine. — Rien de plus facile que de satisfaire à cette question. C'est le célèbre ouvrage de l'illustre Du Plessis-Mornay, dont il a été parlé assez longuement dans le *Bulletin*, t. IV, p. 32 et 33.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.

DEUX LETTRES DE COUVENT A COUVENT

ÉCRITES DE PARIS, PENDANT LE MASSACRE DE LA SAINT-BARTHÉLEMY
(LE JOUR MÊME ET LE SURLENDemain, 25 ET 26 AOÛT)

PAR JOACHIM OPSER DE WYL

Jésuite, sous-proviseur du collège de Clermont, à Paris.

1572.

... Abjurataque rapinae
Cælo ostenduntur.
(Ving.)

M. E. de Magnin, pasteur de l'Eglise française de Saint-Gall (Suisse), nous a fait connaître une curieuse brochure, récemment publiée sous ce titre : *Zwei Kabinetstücke über die St-Bartholomæusnacht und Fürst-abt Joachim von St-Gallen* (von J.-M. Hungerbühler, *Präsident der St-Gallisch-Appenzellischen gemeinnützigen Gesellschaft*. St-Gallen 1858). (In-8° de 30 pages.) De son côté, M. H. Martin nous a communiqué l'article suivant, extrait du *Chrétien évangélique*, avec le texte et une traduction des deux lettres auxquelles il se rapporte (1).

(1) Au moment de mettre sous presse ces documents, nous apprenons, par une note du *Journal général de l'Imprimerie*, qu'un jeune savant, M. Alex. de Lamothe, ancien élève de l'Ecole des chartes, vient de découvrir à Madrid, entre autres manuscrits importants, une lettre de l'ambassadeur d'Espagne à Paris,

En 1567, une troupe bien armée de 300 Saint-Gallois catholiques, commandés par un gentilhomme des environs de la ville, Josué Studer de Winkelbach, rejoignait, à Châlons-sur-Saône, les 5,000 Suisses qui, sous la conduite du Lucernois Louis Pfyffer, devaient soutenir en France la royauté contre la Réforme naissante, comme plus tard leurs fils la défendirent contre la Révolution. Le Saint-Barthélemy ne tarda pas à éclater, et l'on sait que les Saint-Gallois y prirent une part active : *Sangallenses cives*, affirme Bullinger, *etiam Hugonotorum aliquos spoliassent et martyrisassent*.

Il y avait alors à Paris, au collège de Clermont, un jeune prêtre saint-gallois, que ses talents et ses mœurs distinguaient déjà de ses confrères, Joachim Opser, du bourg de Wyl, où son père exerçait les fonctions de chancelier abbatial. La réaction catholique avait commencé dans la Suisse orientale et comptait déjà quelques hommes dévoués, lorsque Joachim, plein de zèle et d'espérance, et recommandé par ses supérieurs, se rendit au collège de Clermont, dont les jésuites venaient de s'emparer habilement. Ces noms, que les *Provinciales* vouèrent depuis à un discrédit universel, brillaient alors d'une réputation à certains égards méritée, et nous les retrouvons dans le *Claramontanum*, où Mariana, Maldonat, Edmond Hay, Bernardin Castorius, d'autres encore, s'efforcent de ranimer le mouvement intellectuel de l'Eglise romaine, de restaurer sa théologie en opposant leurs sciences aux vertus et aux illustrations de la Réforme, à Jean de Serres, à Chandieu, à Hottman et surtout à Ramus.

C'est dans cette société cultivée que Joachim Opser se préparait à devenir l'une des colonnes du catholicisme saint-gallois, atteint lui aussi de toutes parts par les idées nouvelles. Il avançait rapidement, et la courte correspondance que vient de publier M. le landamann Hungerbühler nous le montre déjà sous-proviseur en 1572 et associé à toutes les haines de son parti. C'étaient là des sentiments auxquels chacun dans son entourage applaudissait, dont le pape lui-même donnait l'exemple. Joachim tressaillit de la Saint-Barthélemy avec les catholiques de son temps; ses lettres ne sont qu'un écho naïf des cris de joie qui retentirent sous les voûtes du

écrite au Louvre le jour même de la Saint-Barthélemy, et remplie des plus curieux détails. Cette lettre est encore inédite, croyons-nous; mais nous savons qu'elle avait déjà été signalée et copiée.

collège de Clermont, le 24 août 1572, alors que les prières des pères semblaient exaucées; le sous-proviseur ne cache point ce qu'il était alors honorable d'avouer, et c'est avec l'accent de la reconnaissance qu'il nous fait assister au carnage.

Il était bien informé. Le jour même du massacre, Studer de Winkelbach (1) se rendit auprès de son compatriote pour lui raconter les scènes dont il avait été l'un des acteurs principaux, et lui annoncer que, par ordre exprès du Roi, il allait partir pour justifier auprès des cantons suisses la politique de la cour dans cette affaire. Joachim le chargea aussitôt d'une lettre écrite fort à la hâte, mais le voyage du capitaine ayant été retardé de trois jours, jusqu'au 27, le sous-proviseur eut le temps d'ajouter à son envoi une seconde missive, adressée comme la première au prieur abbé de Saint-Gall. Nous traduisons quelques extraits de ces deux documents :

Du 24 août 1572. « Je n'ai jamais été plus empressé de vous écrire, du moins ne l'ai-je jamais fait avec tant de plaisir. La France va bien, et quant à nous, nous nous portons le mieux du monde, grâce au Très-Haut. Quoique j'aie à vous entretenir longuement de nos affaires particulières, je veux tout d'abord vous dire quelques mots de l'allégresse des Parisiens; le porteur de cette lettre vous donnera de vive voix de plus amples et plus assurés détails.

« Le 18 août dernier ont été célébrées les noces du roi de Navarre avec Marguerite sœur du Roi; mais, ô joie du peuple chrétien, le 24 août a mis fin à tous les transports que cet événement causait aux hérétiques. Car l'amiral (Coligny), La Rochefoucauld, avec les chefs les plus éminents du parti ont été ici misérablement massacrés par l'ordre du roi. Leurs corps dépouillés sont encore à l'heure qu'il est étendus sur les places publiques, exposés à la vue des passants; mais je laisse au capitaine Josué Studer le soin de vous raconter toutes ces

(1) Né en 1542, mort en 1622. Winkelbach est le nom d'une terre seigneuriale que possédait sa famille dans la commune de Saint-Fiden. Cet homme, si tristement célèbre par la mort de Coligny, était fils de Jos. Studer de Winkelbach et de Marguerite Zollikoff; il est enterré dans l'église de Goldach; la voie ferrée de Saint-Gall à Rorschach passe au pied de son tombeau.

choses de bouche, mieux que je ne puis le faire par écrit. Ramus est du nombre des morts... »

Seconde lettre, du 26 août à 10 heures du soir, de Paris, gouffre des hérétiques (in voratrice hæreticorum Lutetia).

« Ne vous étonnez pas, mon révérand père, de recevoir deux lettres par le même courrier; j'ai écrit la première dans la précipitation du moment et l'ai expédiée fort à la hâte, parce que le porteur paraissait devoir partir une heure après; mais ayant appris que, par suite d'un retard dans l'expédition des ordres, son voyage était heureusement ajourné, j'ai pris de nouveau la plume, surtout pour un motif que j'indique plus loin.

« Je veux, en attendant, vous transmettre sur ces scènes, quelques détails qui vous causeront un véritable plaisir, car je ne pense pas vous ennuyer en vous parlant avec développement d'un événement aussi inattendu qu'utile à notre cause, et qui non-seulement ravit d'admiration le monde chrétien, mais encore le met au comble de l'allégresse. Vous entendrez là-dessus le capitaine (Studer). Réjouissez-vous d'avance, mais ne veuillez pas, je vous prie, mépriser et rejeter comme superflu ce que je vous écris peut-être avec plus de satisfaction qu'il ne convient, car je n'affirme rien que je n'aie puisé à des sources certaines.

« L'amiral a péri misérablement le 24 août avec toute la noblesse française hérétique. (On peut le dire sans exagération.) — Immense carnage! j'ai frémi à la vue de cette rivière pleine de cadavres nus et horriblement maltraités. Jusqu'à présent, le Roi n'a fait grâce qu'au Roi de Navarre; aujourd'hui, en effet, 26 août, vers une heure, le Roi de Navarre a assisté à la messe avec le Roi Charles, de sorte que tous conçoivent la plus grande espérance de le voir changer de religion. Les fils de Condé sont retenus captifs par ordre du Roi, et en grand péril, car le Roi punira peut-être exemplairement ces

opiniâtres champions de l'hérésie. Chacun s'accorde à louer la prudence et la magnanimité du Roi, qui, après avoir par sa bonté et son indulgence engraisé pour ainsi dire les hérétiques comme du bétail, les a tout à coup fait égorger par ses soldats.

« Le rusé Montgomery s'est évadé; le sire de Mérieu (1), troisième fils du connétable défunt, a été pris avec beaucoup d'autres. Les Parisiens attendent avec anxiété ce que le roi décidera à son égard.

« Tous les libraires hérétiques qu'on a pu trouver ont été massacrés et jetés nus dans les flots. Ramus, qui s'était élancé de sa chambre à coucher assez élevée, est encore étendu sans vêtements sur le rivage, percé de nombreux coups de poignards. En un mot, il n'y a personne (sans même excepter les femmes) qui ne soit ou tué ou blessé.

« Ecoutez encore ce qui concerne le massacre de l'amiral; je tiens ces détails de celui qui lui a porté le troisième coup avec sa hache d'armes, de ce Conrad Bürg, dans le temps palefrenier chez l'économe Joachim Waldemann à Wyl. Lorsque les Suisses aux ordres du duc d'Anjou eurent fait sauter les portes, Conrad, suivi de Léonhard Grunensfelder de Glaris et de Martin Koch (2), parvint à la chambre de l'amiral, qui était la troisième de la maison; on tua d'abord son domestique. L'amiral était en simple robe de chambre, et nul ne voulait d'abord mettre la main sur lui; mais Martin Koch plus hardi que les autres frappa le misérable de sa hache d'armes; Conrad lui donna le troisième coup, et au septième, enfin, il tomba mort contre la cheminée de sa chambre. Par ordre du duc de Guise, on jeta son cadavre par la fenêtre, et, après lui avoir mis la corde au cou comme à un malfaiteur, on l'exposa en spectacle à tout le peuple en le traînant à la Seine. Telle fut la fin de cet homme pernicieux, qui non-seulement

(1) Charles de Montmorency, duc de Mérieu.

(2) Cette troupe était conduite par Studer.

pendant sa vie en a mis un si grand nombre au bord de l'abîme, mais qui encore, mourant, entraîna une foule de nobles hérétiques avec lui en enfer... »

Suit le récit du miracle de la sainte épine qui fleurit le jour du massacre au cimetière des Innocents, et dont Joachim a dévotement approché son chapelet, puis la lettre se termine par ce qui en fait le principal motif : Conrad Bûrg, le meurtrier de Coligny, a pris à un hérétique 80 florins d'or, et, désirant en faire passer la valeur à sa femme indigente, il vient prier le sous-proviseur d'accepter cette somme au taux de 24 batz. Joachim consent et charge l'abbé de Saint-Gall de cette opération de change.

Ne semble-t-il pas qu'un zèle aussi dévorant avait pour mission prochaine de persécuter d'office ceux que l'Eglise désignait à ses fureurs? Joachim Opser eut de meilleures destinées. De retour à Saint-Gall, il y parvint bientôt aux plus éminentes charges. D'abord doyen du chapitre, il fut, en janvier 1577, à l'âge de 29 ans, élu prince-abbé. La ville et le taggenbourg s'attendaient à des vexations continuelles de la part du nouveau seigneur; mais ils se trompaient. L'apologiste de la Saint-Barthélemy fut un sage sous sa mitre. Joachim s'étudia et réussit, pendant les 17 années de son règne, à vivre en bonne intelligence avec ceux de ses sujets qui repoussaient la juridiction ecclésiastique de l'abbaye; il s'opposa aux abus du service étranger, et sut en mainte circonstance résister aux empiétements de la cour de Rome, tout en opérant dans son clergé une réformation qui rappelait l'influence de Borromée et de François de Sales. — Sa mort fut digne. La peste ravageait Saint-Gall et les environs et, tandis que chacun fuyait, le prince-abbé voulut rester à son poste; il expira en chaire le jour même de la Saint-Barthélemy 1594, victime du mal qu'il avait héroïquement bravé. Catholiques et réformés s'inclinèrent devant sa tombe. Aujourd'hui encore, les Saint-Gallois citent sa tolérance à leurs hommes d'Eglise; ils la proposent à leurs hommes d'Etat comme modèle à suivre dans l'art difficile de ménager la paix des confessions.

H. MARTIN.

Saint-Gall, janvier 1859.

Voici maintenant le texte même des deux lettres, auquel nous joindrons la traduction des fragments non compris dans l'article qui précède.

EPISTOLA PRIOR.

Reverendissimo in Christo, Patri ac Domino, Domino Othmaro, Monasterii S. Galli apud Helvetios Abbati dignissimo, Domino suo clementissimo.

Velociori me nunquam scio scripsisse calamo, lætiori nunquam. Gallia valet, nosque optime omnes, laus summo Creatori, valemus. Atqui licet de rebus nostris multa quæ scribere necesse est, habeam, tamen primus volui de Parisiensium gaudio summo quoddam scribere; plura enim, qui has litteras fert et certiora narrabit.

Celebratæ sunt nuptiæ Regis Navarrorum cum Regis sorore Margarita 18 Augusti. Sed, o lætitia populi christiani, 24 die Augusti, omne lætificorum gaudium præceps ruit. Nam Admirallus, la Rochefoucauld..... cum aliis præstantissimis hæreticorum ducibus hic Parisiis jussu Regis sunt quam miserrime trucidati. Corpora adhuc nuda in plateis misere prostrata ab omnibus visuntur. Nedom Dominus capitaneus Josue Studer ore melius quam ego penna, declarabit. Ramus interiit.

Accepi 14 Augusti pecunias, quas mercatori Lugdunensi jundutum ut mihi daret, domi tradidisti 240 florenos; ex illis nil mihi relictum est, quod non vel patribus ratione victus vel librario pro quibusdam libris emptis dederim; quare cum aliis mihi opus sit nummis, accepi a capitaneo Josue 100 aureos mihi oblatos.

Nec tamen existimare debet R. V. eos sufficere, nam pro victu majore nobis opus pecuniæ est, cum anni spatio nos tres ratione mensæ solvamus sit necesse 180 scuta aurea. Ego hos centum aureos statim procuratori dabo

1. Au révérend père en Christ, le Seigneur Othmar, abbé du monastère de Saint-Gall, en Suisse.

(Suite du fragment traduit ci-dessus.)

J'ai reçu, le 14 août, les 240 florins que vous aviez confiés, il y a déjà quelque temps, à un marchand de Lyon pour me les remettre. Il ne m'en reste plus rien, ayant tout donné, à la communauté pour notre pension, et à un libraire pour une emplette de livres. C'est pourquoi, ayant encore besoin d'argent, j'ai accepté du capitaine Josué 100 écus d'or, qu'il m'avait offerts.

Votre Révérence ne doit pourtant pas croire que cela nous puisse suffire. Nous avons encore besoin d'argent pour notre nourriture, attendu que nous devons, à nous trois, payer 180 écus d'or pour la table durant une année. Les 100 écus dont je viens de parler, je vais les donner, à très peu de

paucis exceptis; nam vestiendi sunt nostri juvenes hac hyeme, antiquiora enim vestimenta huic hyemi sufficere non possunt. Lectus postea mihi emendus. Vellem me sumptibus 30 aureis satisfacere posse.

Quod ad studia nostra attinet, ea non mediocriter crescent.

Valeat R. V. et totus conventus. 24 Augusti, Parisiis.

F. JOACHIMUS OPSER, humilis alumnus.

EPISTOLA ALTERA.

Reverendissimo in Christo Patri ac Domino, Domino Othmaro, Monasterii S. Galli in Helvetiis, Abbati dignissimo, Domino suo clementissimo salutem.

Quod binas uno exemplo videas litteras, noli mirari, Pater reverendissime; nam primas tumultuarie expeditas, tumultuarie scripsi, cum is, qui eas fert, una post hora discedere videbatur; ut vero cognovi forte fortuna, maturum illum spe tantum discessum, Regis non satis expedito consilio fuisse impeditum et ad has scribendas litteras manum secundo adjeci, cujus rei præcipuam causam in harum fine cognoscere potes.

Proponam imprimis uberiores lætitiæ materiem prolixiore nonnihil stylo, nec enim quicquid spero vos posse capere molestiæ, si verbis non plane pepererim, cum totus christianus orbis non tantum in admirationem rapi possit, sed etiam gaudiorum cumulis perfundi rei, quæ hic accidit, cum novitate, tum vero summa utilitate. Narrantem coram multa audietis centurionem. Gaudete, sed nolite quæso, quæ animo jucundo forteque plus æquo lætiori scripsi, quasi inutilia superfluaque spernere et abjicere, nec enim quicquid calamo exprimam quod reipsa compertum non habeam quam certissime.

Misere interit 24 augusti Admirallus cum tota (facile enim id dicere licet) hæreticorum Gallorum nobilitate: — strages ingens! Horruit plane meus animus flumen conspiceret tantum non cæsorum cadaveribus nudis foedeque vulneratis oppletum. Soli Navarrorum Regi Rex Galliæ adhuc pepercit; hodie enim qui est 26 Augusti circa horam primam cum Rege Carolo Rex

chose près, au père procureur. Il faudra habiller nos jeunes gens cet hiver, leurs vieux vêtements ne pouvant plus aller. J'aurai aussi à faire la dépense d'un lit. Je voudrais pouvoir faire face à tout avec 30 écus d'or.

En ce qui concerne nos études, elles sont en bonne voie d'avancement.

Que Dieu conserve en santé Votre Révérence et toute la communauté.

De Paris, le 24 août.

F. JOACHIM OPSER, humble étudiant.

Navarrae sane Missae interfuit, ut magnam de mutanda religione omnes homines jam spem perceperint. Filios Condæi captivos magno cum eorum periculo tenet, pertinaces etiam fortasse pertinaciter Rex puniet. Regem enim nunc demum omnes virum prudentem, magnanimumque appellant, qui hæreticos instar boves sua mira benevolentia ac indulgentia saginatos, uno quasi momento militibus mactandos propinavit.

Montgomery, quem vocant, vir astutus, evasit. Dominus de Merue, filius defuncti Connestabilis tertius, captus cum multis aliis. Quod Rex sit decreturus suspensis Parisienses expectant animis.

Librarii quotquot reperti sunt hæretici trucidati nudique in aquas coniecti sunt. Ramus post saltum e suo cubiculo non mediocriter alto ac innumeris pugionum acceptis ictibus adhuc nudus in littore prostratus jacet. Hæreticorum nullus est (nec feminis exceptis) qui non sit aut enectus aut latebris adhuc absconsus.

Sed, quæso, cædem Admiralli audi! qui enim mihi narravit tertius illum trajecit. Est Conradus qui quandoque œconomo tunc temporis Wylensi D. Joachimo Waldmanno inserviit. Nam cum Helvetii, qui Duci Andegavensi inserviunt, fores domus perfragissent, is Conradus Burg, cum aliis duobus (Leonhardo Grünenfelder Glaronensi et Martino Koch) ad cubiculum Admiralli, quod in domo tertium erat, pervenit, in cujus foribus famulum interemere. Atque adeo ad Admirallum ingressi, sola interula togaque damascena indutum repertum capere noluere. At unus e tribus audacior Martinus Koch bipenni illum miserum transfixit, tertio ipse Conradus eum graviter percussit, itaque septimo tactus tandem (mirum) in caminum cecidit, quem deinde jussu Guisani ducis e fenestra præcitem dedere ac fune collo nebulonis alligato ad Sequanam loco spectacula omnibus præpositum traxerunt. Hic finis tam perniciosi hominis, qui non modo vivus ad extremum vitæ periculum multos abduxit, sed etiam magnam nobilium hæreticorum catervam ad orcum secum traxit moriens. Quantus enim eorum numerus ceciderit, Sequanae ripa est testis et is qui has defert narrare perfacile poterit.

Purgatio, ut boni existiment, instat regni gallici, cum, capitibus extinctis, in promptu sit latrunculos vulgares perimere. Nam hisce ipsis diebus spina,

II. *Au même. (Même adresse.)*

(Suite du fragment traduit ci-dessus.)

Les rives de la Seine sont là pour montrer combien il a péri de monde; et celui qui vous porte cette lettre vous le pourra dire.

L'opinion des gens de bien est que le royaume de France va recouvrer la santé, car après s'être défait des chefs, on aura bon marché du reste de

jam plus quaternio plane arida, folia, flores in cemeterio SS. Innocentium, ut ipse vidi, emisit, quod certissimum restaurandæ religionis miraculum, omnes magno animi ardore amplectuntur; ego certe Rosario meo eam religiose attigi.

Hæretici ubique adhuc necantur, trahuntur, inque flumen projiciuntur. Admirallus felix, quod abscisso capite et partibus inhonestioribus in supremo patibuli loco eatenis sit suspensus, illuc enim tractum pueri ad crucem adegerunt. Sed de horrenda hac tragædia satis.

Nunc venio ad id, quod has litteras a me extorsit.

Id Conradus, qui stabularius fuit Domini Joach. Waldmanni, patrini mei charissimi, hodie ad me venit afferens 80 aureos, quos hæretico cuidam cum uberrimis aliis spoliis detraxit rogansque ut, si opus haberem, eos acceptos domi uxoris dari curarem. Quod quamvis prima facie abnegarim, quod 23 die hujus Studerus 100 mihi dederit, tamen hinc inde rationibus collatis accepi 80 aureos valore 24 batz, rationem diligentissime omnis acceptæ expensæque pecuniæ redditurus. Nam si annus esset omnis elapsus, jamdudum rationes pecuniæ hujus anni ad V. R. missem; spero enim non fore, unde animus tuæ Reverentiæ vel sinistre quid cogitare possit. Quare

ces méchants. Ces jours-ci, au cimetière des Saints-Innocents, une aubépine qui depuis quatre ans semblait desséchée, s'est couverte de fleurs : je l'ai vue de mes yeux. C'est un signe certain que la religion va être restaurée, et tout le monde embrasse avec ardeur ce présage. J'ai approché pieusement mon rosaire de cette aubépine, et la lui ai fait toucher.

A cette heure même, on tue encore de tous côtés les hérétiques, on les traîne et on les jette à la rivière. Heureusement pour l'amiral, on lui a coupé la tête, ainsi que les parties honteuses, et l'on a suspendu son corps avec une chaîne à la partie la plus élevée du gibet; car la populace l'avait traîné jusque-là et mis en croix. Mais en voilà assez sur cette horrible tragédie.

J'arrive à ce qui motive surtout cette lettre.

Conrad, dont je viens de vous parler, et qui a été l'hôte de mon cher oncle Joach. Waltman, est venu aujourd'hui me voir; il m'a apporté 80 écus d'or, provenant de la riche dépouille d'un hérétique, et il m'a proposé de les prendre, si j'en avais besoin, et de les faire tenir à sa femme. J'ai d'abord refusé, parce que le 23 août Studer m'en avait donné 100; mais ensuite, pour plusieurs raisons, j'ai accepté les 80 écus, au taux de 24 batz, avec l'intention de rendre compte très exactement de l'argent reçu et dépensé; car si nous étions à la fin de l'année, j'aurais déjà envoyé mes comptes à Votre Révérence. J'espère donc que vous n'en prendrez aucun ombrage, et, au nom de cette même bonté que vous m'avez montrée jus-

rogo summopere ut vestra benignitate, qua nos haecenus amplexus, 80 coronatos singulos 24 batz, uxori indigenti perhibeas.

Ego cum meis tantum ponderis in rerum cognitione in patriam feremus; foeliciter enim omnia nobis succedunt.

Vale! Datum Parisiis, 26 die Augusti 1572. Sub decima noctis in voratrice hæreticorum Lutetia.

Vive, Pater, cum toto Conventu, vive.

F. JOACHIMUS OPSERUS, humilis alumnus.

Data opportunitate omnibus scribam.

qu'ici, je vous supplie de remettre à la femme indigente de Conrad les 80 pièces au taux de 24 batz.

Mes confrères et moi nous aurons bien profité de notre séjour ici, car tout nous tourne à bien.

Adieu. De Paris, le 26 août 1572, à dix heures du soir : de Paris, gouffre des hérétiques.

Que le ciel vous maintienne en santé, vous et toute la communauté.

F. JOACHIM OPSER, *humble étudiant*.

P. S. A la première occasion, j'écrirai à tout le monde.

Nous ne ferons sur ces deux documents qu'une seule observation, c'est qu'ils signalent, comme assassins de l'amiral Coligny, d'autres noms que ceux mentionnés dans les autres récits contemporains.

LETTRE INÉDITE DU ROI HENRI III

A M. DE POLASTRON LA HILLIÈRE

Gouverneur de la ville de Bayonne.

1586.

L'original de la lettre qu'on va lire se trouve parmi les papiers de famille de Madame veuve Gabriel d'Hérisson, de Toulouse, dont le mari descendait, par sa mère, des Polastron-La Hillière. Nous en devons la communication à M. d'Alquier de Montalivet, de Saint-Salins (Basses-Pyrénées).

On remarquera ce curieux endroit où le roi fait savoir qu'il a été fort mécontent d'apprendre que l'évêque de Bayonne s'était enquis de ce que

ceux de la nouvelle opinion pensaient du succès des affaires du royaume, s'il venait à décéder, et ajoute que quiconque mettra en avant ces questions et difficultés de la succession de sa couronne après sa mort, sera puni sévèrement.

A monsieur de la Hillière, gentilhomme de ma chambre et gouverneur de ma ville de Bayonne.

Monsieur de la Hillière, Par vos dernières lettres du xxviii du passé, j'ay appris comme vous avez faict arrester les marchandises des angloys qui se sont trouvées en la coste de vostre gouvernement suivant le commandement que je vous en avoys faict. Mais j'eusse esté bien ayse qu'en me donnant avis de l'arrest et saisie de ces marchandises, vous m'eussiez par mesme moyen envoyé par estat la quantité d'icelles, dedans quels vaisseaux elles se sont trouvées, et les noms des marchans à qui elles appartiennent. A quoy partant vous satisferez par vostre première dépeschë. Mon cousin le Mareschal de Mutignon ne m'a encores rien escript de la Commission que vous me mandez qu'il a faict expédier touchant la garde et conservation du chasteau de Guyssen, ny du remboursement des quatre cens escus qui sont deubs au baïlly de Bardes. Tellement que auparavant que d'en ordonner autre chose, j'attendray l'advis qu'il me donnera tant sur ce faict que sur les deux mil escus qui sont entre les mains du comptable de Bourdeaux, pour estre employés à la réparation des chesnes de ma ville de Bayonne. De quoy je luy escriray par ma première dépesche, désirant que toutes choses soyent entretenues jusques à ce qu'après les advis je me sois résolu de ce qu'il conviendra faire pour l'un et pour l'autre. Je vous ay faict entendre mon intention par ma dernière dépesche touchant ce Masparraulte qui négotie avec le gouverneur du Fontarabie, de quoy je ne vous répéteray rien par ceste-cy. Mais vous scaurez que je vous ay volontiers accordé le droict de naufrage et confiscation dont vous m'avez escript, et que j'auray bien agréable d'entendre le progrès que fera l'armée que le Roy catholique a dressée pour envoyer aux Indes contre les Anglois si vous en apprenez quelque chose. Au demourant j'ay entendu que l'Evesque de ma ville de Bayonne s'est faict apporter ces jours passés un roo'e de tous les habitans d'icelle par les prebtres qu'il a esleus pour confesser ces dernières Pasques, s'est enquis particulièrement à

ceux de la nouvelle opinion ce qu'ils pensoient du succès des affaires de mon royaume si je venais à décéder, leur représentant en quel estat et doute sont les choses, avec plusieurs autres curiosités et perquisitions sur ce subject jusques à leur faire entendre la division qui est en mon royaume, et quelles places et provinces sont tenues en icelle par ceulx de la maison de Guyse. Et d'autant que ces discours, practiques et menées ne peuvent estre que suspectes, ne seachant de qui ledit Evesque de Bayonne est poussé pour s'y engager si avant, je vous prie vous informer de luy s'il a tenu ce langage, luy faire entendre la mauvaise impression que j'en ay conçue et y adjouster que quiconque mettra en avant ces questions et difficultés de la succession de ma couronne après ma mort, non-seulement sera descheu de ma bonne grâce, mais encore méritera d'estre puni severement. Car ces curiosités sont de dangereuse et pernicieuse conséquence. Trouvant bien estrange que cet advis des déportemens dudit évesque m'ayt esté donné d'autre que de vous et que vous ne m'en ayez *rien*¹ mandé par les dépesches que vous m'avez faictes, depuis que vous en pouvez avoir esté adverti. Priant Dieu, Monsieur de la Hillière, qu'il vous ayt en sa sainte et digne garde. De Paris le xxiii^e jour de mars 1586. HENRY.

[*En post-scriptum.*]

Monsieur de la Hillière, depuis la présente escripte j'ai reçu lettres de mon cousin le mareschal de Matignon, par lesquelles il me respond sur ce que je luy avois cy-devant mandé touchant la garde et conservation du chasteau de Guyssen et les quatre cens livres du bailli de Bardes. Sur quoy je me suis résolu de luy escrire comme je le seray par ma première dépesche qu'il face expédier ses lettres de commission pour lever sur mes subjects tant les quatre cens livres que la despence qu'il conviendra faire pour l'entretienement de la garnison du chasteau de Guyssen. Car la nécessité où je me retrouve ne me permet pas de luy faire fournir de mes deniers ordinaires.

(*Contre-seing illisible*).

(1) Ce mot est souligné dans l'original.

PROTESTANTS FUGITIFS ARRÊTÉS ET POURSUIVIS

DEVANT LE PARLEMENT DE GRENOBLE.

1685-1687.

(Suite et fin.)

La longue série de jugements et de condamnations dont le *Bulletin* a publié la première partie (t. VII, p. 435), est extraite de plusieurs gros registres du parlement de Grenoble. Cette liste de fidèles déceretés, arrêtés, emprisonnés, ramenés dans leurs foyers, enfermés dans les maisons de la Propagation de la Foi ou dans les couvents, envoyés aux galères ou au gibet, fait assister au saisissant spectacle d'un de ces grands torrents de l'émigration protestante qui, à la fin du XVII^e siècle, dépeuplèrent, appauvrirent et démoralisèrent la patrie. Ce ne sont pas seulement les individus qui se séparent de ce qu'ils ont de plus cher; des familles entières abandonnent leur patrimoine, des populations en masse désertent leurs demeures. La maréchaussée bat sans cesse les chemins; les soldats, les douaniers, les paysans gardent nuit et jour les passages, les ponts, les frontières; les juges sont en permanence; la nation presque entière est sur le qui-vive, pour retenir quelques milliers d'hommes qui vont chercher à l'étranger la liberté de conscience et le repos que leurs concitoyens leur refusent.

On trouvera parfois fastidieuse la répétition d'un grand nombre de noms. Fallait-il, pour épargner quelque ennui au lecteur, ôter à ce fragment inédit de notre martyrologe, son caractère d'*Ephémérides judiciaires*?

L'expression de *procès extraordinaire* qui revient fréquemment indique la rigueur avec laquelle les juges devaient sévir contre les pauvres délinquants forcés de comparaître devant eux. « La procédure criminelle extraordinaire, dit Pauthier (Procédure criminelle, sect. IV, art. III, § 4) est celle qui n'a pas lieu pour les délits légers et ordinaires, mais pour les crimes graves, qui peuvent mériter quelques peines afflictives ou infamantes. » Pour les tribunaux il n'y avait donc pas de différence entre un protestant et un ignoble scélérat. Ne pourrait-on pas distinguer encore aujourd'hui, sur l'esprit et les sentiments de droiture nationale, les funestes traces de cette confusion des notions de justice consacrée par une telle législation?

Soit que le flot de l'émigration s'arrête ou que les juges se fatiguent de frapper, les condamnations cessent tout à coup à la fin de 1687. Jusqu'à 1727, les procès-verbaux du parlement de Grenoble ne portent aucune trace de poursuites ni de jugements.

J. PRAISSINET.

*Réformés fugitifs emprisonnés et jugés par le parlement de Grenoble,
1685, 1686 et 1687.*

ANNÉE 1686.

11 avril. Le boucher Talin, de Goncelin, est condamné à cinq ans de galères pour avoir conduit à l'étranger Isabeau Repara, Jeanne et Merande Grand, ses filles.

4 mai. Procès extraordinaire contre Pierre Fabre de Valfrancesque (Saint-Etienne des Vallées françaises, Lozère), Théophile Lambert, Isabeau et Marguerite Lambert, sœurs, François Treuil, Madeleine Aggeran, Judith Jaquin, Alexandre Jeune, Louise Faure, Luerèce Comte, Henri Baile, Pierre Richard, Gaspard Orillon, Jean Rouveure, Jacob Tromparent.

8 mai. Procès extraordinaire aussi contre Goncelin.

15 mai. Procès extraordinaire encore contre Gédéon de Mongueil, Paul Torsié, Simon Reymond, Michel Morin, Marguerite Gautier, David Jean, de Sodorgues (près Lasalle, Gard), Michel Champ, de Fenestrelles, Antoine Jourdan, du Villaret, David Richand.

17 mai. Procès extraordinaire pareillement contre Pierre Giroud, Daniel Combe, Pierre et Antoine Eustache, Jean Béchier, Jean Béchier, tisseur de toile, Paul du Sert, Etienne du Sert, Jean Eustache, Alexandre Eustache, Jean Béchier, Jean Jordan, Tobie Ritournat, Moïse du Sert, Etienne Eustache, André Bernard, Jean Ogier, Pierre Roux, Paulet, Pierre Béchier, Simon du Sert, Jacques Bernard, Jean Bernard, Pierre du Sert, Jacques Eustache, Pierre Bernard, André du Sert, Jean Eustache, Pierre Béchier, Moïse Bernard, Paul Combe, Jacques Jouffroy, Jean Vieux, Daniel Bérard, Esprit Bérard, Paul Coin, Daniel Giroud, Abraham Bérard, Coste, Jacques Delort, Jean Coin, Abraham Vieux, Jean Lantelme, Paul Coin, Abraham Bracot, Henri Coin, Matthieu Jouffroy, David Chardon, Antoine Retournat, Ivès Bournat, Jean Jouffroy, Paul Armand, Etienne Garcin, Daniel Roullhet, Marguerite Béchier, Françoise Torpinel, Suzanne Combe, Jeanne Jourdan, Anne Ogier, Judith Berhier, Isabeau Sauvage, Catherine Roux, Judith Ogier, Marie Eustache, Anne Berhier, Suzanne Eustache, Isabeau Berhier, Judith Eustache, Suzanne Berhier, Marguerite du Sert, Marie du Sert, Catherine Roux, Marie Bernard,

Jeanne Sauvage, Jeanne Jourdan, Catherine Raymond, Catherine Eustache, Marie Roux, Marguerite Bernard, Marie Eustache, Isabeau Roux, Catherine Roux, Isabeau Sauvage, Suzanne Garcin, Marie Jourdan, Judith Berhier, Marguerite Maurel, Madeleine Bernard, Judith Combe, Suzanne Eustache, Marie du Sert, Judith Sauvage, Suzanne Eustache, Suzanne Retournat, Suzanne Eustache, Marie Bernard, Judith Eustache, Antoinette Roux, Suzanne Eustache, Suzanne Eustache, Marie Roux, Jeanne Roux, Jeanne Sauvage, Marie Sauvage, Isabeau Eustache, Jeanne Berhier, Suzanne Delort, Coin, Marie Berard, Marguerite Porte, Marguerite Vieux, Marie Berard, Suzanne Guiot, Jeanne Barret, Suzanne Chazal, Suzanne Coin, Marguerite Coin, Françoise Gérard, Marie Jouffroy, Anne Jouffroy, Eve Odot, Marie Eustache, Marguerite Bérard, Anne Delort, Isabeau Berard, Anne Vieux, Simonnet Trebier, Suzanne Vieux, Marie Vieux, Marie Porte, Anne Girard, Suzanne Delort, Anne Delort, Judith Girourd, Marie Bérard, Anne Coin, Marie Paulet, Marie Jouffroy, Anne Delort, Madeleine Barret, Marie Jouffroy, Suzanne Delort, Isabeau Chosal, Anne Bérard, Suzanne Hovard, Isabeau Blanc, Isabeau Hovard, Suzanne Vieux, Marie Payn, Anne Raymond, Anne Gourranel, Marie Piat, Suzanne Scou, Marie Guillaumin, Marie Buissonnier, Claudine Garcin, Madeleine Lauclier, Catherine Mouchar, tous du Dauphiné, — Mathieu Garcin, Marc Jouffroy et Daniel Delort, devaient être saisis ainsi que leurs biens. — Faure et Gourranel étaient ajournés.

18 mai. Charles Gourbon, dans les prisons de la Conciergerie, pour s'être voulu sauver du royaume, est renvoyé. — Procès extraordinaire contre Charles Dujour et Jacques Reynier. — Antoine du Riou est condamné à 70 livres d'amende et aux frais, et à dix ans de galères.

24 mai. David Serre, Elie Maurin et Jean la Duye, sont envoyés aux galères à perpétuité; Jean Serre et Pierre Serre, pour dix ans.

28 mai. Condamnation aux galères perpétuelles de Jean Ginac, Guillaume Ginac, Jacques Gras, Matthieu Arnaud, Jean Lamie. — Louis Cuy, orfèvre de Netencourt, près Bir-le-Due, abjure.

29 mai. Faure, notaire de Besse, receveur de la douane, et Pierre Gourrand, sont enveloppés dans un procès extraordinaire, pour avoir favorisé la fuite des réformés.

31 mai. Clément Fradin, marchand, de Mirband, en Anjou, est condamné aux galères pour dix ans.

21 juin. Condamnation aux galères, leur vie durant, de Pierre Vinatier et Daniel Berdon. Anne Lagier est rasée et enfermée à toujours dans un couvent; Renée Vinatier, pour trois ans. Françoise Massé, qui avait abjuré, fut seulement condamnée à payer les dépens. — Procès extraordinaire contre Marthe Cassagne et Blanche Gamon.

22 juin. Comme relaps déserteurs du royaume, pour y être revenus et avoir conduit à l'étranger les habitants de Besse, en attrouplement et port d'armes, Pierre Bernard, André Bernard, Etienne Eustache, font amende honorable, et sont étranglés, le premier à Grenoble, et sa tête est élevée sur un poteau, hors la porte Très-Cloître; les deux autres à Besse et à Misoin, et leur tête est élevée sur un lieu éminent; Ogier, Coin et Bouillet vont aux galères. Deux Marie Dusert, deux Suzanne, Catherine et Marie Eustache, Judith et Suzanne Combe, Judith Ogier, Catherine Roux, Marie et Marguerite Bernard, deux Marie et Jeanne Roux, Anne Reymond, Marie et deux Jeanne Sauvage, Isabeau Eustache, Antoinette Isabeau, Catherine Roux, deux Isabeau Sauvage, Judith Sauvage, autre Judith Sauvage, Jeanne Sauvage, Suzanne Garcin, Claudine Garcin, Marie Jourdan, Jeanne Jourdan, Judith, Marguerite et Anne Béchier, Catherine Roux, deux Suzanne, deux Judith et une Marie Eustache, Marguerite, Marie et autre Judith Eustache, Marguerite Maurel, Françoise Rapinel, Marie Paulet, deux Marie Berard, Suzanne Guiot, Marguerite, Anne et Suzanne Vieux, Marguerite Porte, Suzanne et Anne Delort, Simondine Tubée, Isabeau, Anne et Marie Bérard, Suzanne Herard, Isabeau Blanc, Isabeau Chozal, Suzanne Delort, Anne et Françoise Girard, Marguerite et Anne Coin, Madeleine Baret, Marie Buissonnier, Marie Porte, Marie Payn, Anne Reymond, Anne Gqurand, Suzanne Scou, sont rasées et recluses dans l'hôpital, en attendant que le lieu qui doit les recevoir soit en état : leurs biens sont confisqués au roi, levé au préalable ce qui est nécessaire à leur entretien. Suzanne Bichier, Madeleine Dusert, Anne Ogier, Judith, Suzanne, Jeanne Bichier, Jeanne Jourdan, Suzanne Retournat, Marie et Madeleine Bernard, Jeanne Baret, deux Suzanne Coin, Suzanne et deux Anne Delort, deux Marie Jouffroy, deux Marie Vieux, Judith et Suzanne Circoud, Eve Obaude, Catherine Montelar, Marie Guil-

laumont, sont enfermées deux ans, à leurs frais, dans la maison de la propagation de Grenoble, pour être instruites. *Par clémence et miséricorde royale*, Pierre et Antoine Riou, Jean et Jacques Eustache, Jean Béchier, deux Pierre et un autre Jean Béchier, Tobie Retournat, Etienne, Moïse, Paul, André, Pierre, Simon Dusert, Jean Jourdan, Moïse, Jacques et Jean Bernard, Paul Combe, Daniel Combe, Pierre Roux, Paulet, Jean Béchier, Daniel Gircoud, Pierre Gircoud, Abraham Braguot, Henry Coing, Esprit, Daniel et Abraham Bérard, Jean Vieux, Abraham Vieux, Jacques Jouffroy, Jean Jouffroy, Jean Bérard, Coste, Jean Coing, Jacques Delort, Jean Lautelme, Yves Bonnet, Antoine Retournat, Daniel Chardon, Paul-Armand, Etienne Garcin, Madeleine Laudié, sont mis hors de cour et de procès.

26 juin. Jacob Coudray, bourguignon, est envoyé aux galères perpétuelles, et Marthe et Marie de Camp sont rasées et enfermées à toujours.

28 juin. Les galères perpétuelles et la confiscation de ses biens, sont prononcées contre Barbune.

3 juillet. Henri et Gaspard Orillon, Pierre Richard et Jean Rouveure, sont envoyés aux galères leur vie durant.

5 juillet. Procès extraordinaire contre la veuve Arnaud, de Gerville, Normandie.

6 juillet. Madeleine Callot est enfermée à toujours, et sa fille Jeanne Gelas, est mise à la Propagation de la Foi. — Raffin et Cottin sont condamnés aux galères perpétuelles pour avoir voulu sortir du royaume. — Noble Jean de Mirande, de la Rochelle, ses deux fils et son laquais, sont mis hors de cour et de procès, attendu leur abjuration.

9 juillet. Jeanne Barbeisau, de Montauban, est rasée et recluse à toujours.

12 juillet. Procès extraordinaire à Marguerite Rey, femme Ginoux, Marguerite Pages, Jeanne Planques, Marguerite Noguier.

16 juillet. Marthe Cassagne et Blanche Gamon, sont rasées et recluses à toujours.

19 juillet. D'Antoine, horloger, de Saint Marcellin (Dauphiné), est élargi après abjuration.

27 juillet. Procès extraordinaire contre Mouchaud, marchand, de Die, qui abjure, contre Martin Poncet, et Massot, son valet.

31 juillet. Procès extraordinaire également contre les époux Brey-nat, contre Riory et Lome.

5 août. Procès extraordinaire aussi contre Charles Dujour et Jean-Jacques Reynier. Ils abjurent.

7 août. Autre procès extraordinaire contre Antoine Pons.

13 août. Procès extraordinaire encore contre Laurent Buisson, Jean Chabert, Etienne Cholet, guides des déserteurs du royaume.

26 août. Procès extraordinaire parcelllement contre Bouniol du Vivarais, Gédéon Mourier et Terrasson, de Die, pour exercice de la R. P. R.

29 août. Il est de même procédé extraordinairement contre Bouil-laïre et Arnoux de Châteaundouble.

30 août. Attendant plus ample informé le parlement élargit Jacques Goyrand, Abel Arnoux, Jean Arnoux, Orcier, Jacques Ripert, Pelat, Jean Arnoux, Pierre Arnoux, François Arnoux, Antonard et Jaime-Suzanne Reymond, Jeanne Reymond, Rebecca Antonard, Marthe Antonard, Marie Michel, Judith Arnoux, Françoise Arnoux, Françoise Arnoux, Marie Arnoux, Marie Roux, Marie Pellat, Jeanne Bertrand, Marie Antonard, Suzanne Antonard, Marie Goyrand, Marguerite Boi-set, sont mises, pour quinze jours, dans la maison de la Propagation de la Foi. Ils étaient tous de Fressinières.

10 septembre. Procès extraordinaire à Doux de Cavcirac, près Nîmes.

18 septembre. Procès extraordinaire est encore fait à Marguerite Bontoux, femme d'un marchand de Lyon, et à noble dame de Beupré.

29 septembre. Marthe et Marie Coin sont renvoyées, après abjuration. Leur conducteur, Monet de Chambéri, subit le fouet et la marque. — Procès extraordinaire contre Pons, du diocèse de Mende.

25 septembre. Clément Patonnier est condamné à dix ans de galères. — Procès extraordinaire contre André Voisin, Louise Voisin, et Sauvan. — *Idem* contre Kerpen, Javi et Bouvet. — Jean Bouniol de Charnavas (Vivarais), est condamné à l'amende honorable et aux galères perpétuelles, pour avoir prêché et prié de nuit à environ sept ou huit cents personnes près de Châteaundun et la forêt de Sou.

26 septembre. Susanne Mel, femme de Strand, marchand de Rouen,

est rasée et enfermée à toujours. — Procès extraordinaire contre Serre, Galland, Raymond, Chaffat.

28 septembre. Jacques Bouillanne, de Châteaouble, qui avait rejeté l'hostie dans son chapeau, par arrêt du parlement, est mené par le bourreau en chemise, pieds nus, un cierge de deux livres à la main, devant l'église cathédrale de Grenoble, pour demander pardon à Dieu, au roi et à la cour du parlement, est étranglé sur la place de Breuil, puis jeté au feu, et ses cendres dispersées au vent comme sacrilège.

5 octobre. Procès extraordinaire contre Louise Rolland et Marie Salomon de Longefau. Elles furent rasées et recluses pour la vie.

12 octobre. Procès extraordinaire contre Jacques Giron, Pierre Béranger, David Audra. — Béranger et Audra subirent les galères et la confiscation.

23 octobre. Procès extraordinaire à Claude Lagier, Jeanne Terrasson, Henri Berny, de Die.

25 octobre. Procès extraordinaire à Jean Prin, Claude Poncet, David Cabanes, Marie Garcin.

26 octobre. Procès extraordinaire à Hélène Rostaing, Antoinette Besson, Barthélemy Gasquel, Isaac Gasquel, Salomon Clavel, Pierre Estienne. — Les quatre derniers furent condamnés aux galères perpétuelles et à la confiscation.

4 novembre. Judith Roiry est rasée, enfermée sa vie durant, et ses biens confisqués.

5 novembre. Procès extraordinaire contre Pierre, Jeanne, Madeleine, autre Jeanne et Susanne Gautier, Pierre et Madeleine Dou, Madeleine Reval, Anne Ayasses, Anne et Samuel Jordan, Jean Gueyrel, Marie Allais, Jeanne, Marie, Madeleine et Susanne Fergier, Jeanne Tron.

6 novembre. Procès extraordinaire contre Judith et Marguerite Vasserot, Catherine et Marie Jassy, Martin.

25 novembre. Procès extraordinaire contre Claude Million, de Saint-Jean de Cou (Savoie), Pierre Galaud, de Beaufort; Pierre Claron, de Monclar; Pierre Trioulet, de Quint.

27 novembre. Teste, d'Oléron; la veuve Gautier; la femme du chirurgien Manuel, François Bénistant, son parent; les frères Jean et Pierre Planel, Zacharie Planel, Susanne la Rivière, François Arnaud

sont élargis, avec ordre de plus amplement informer contre eux. Marie Chalié est enfermée à la Propagation, pour être inscrite.

29 novembre. Jean Guichard est condamné aux galères perpétuelles et à la confiscation. — Louise Voisin et Anne Voisin sont rasées et recluses à perpétuité, et leurs biens confisqués.

2 décembre. Une autre femme est recluse et dépouillée de ses biens.

3 décembre. Procès extraordinaire à Juvenet, du lieu d'Anjou (Dauphiné).

11 décembre. Procès extraordinaire à Jeanne Garcin, Marie Francou, Moïse d'Allix, Jean Prade. — Jeanne Garcin fut dépouillée de ses biens, rasée et recluse sa vie durant. Prin fut également privé de ses biens et envoyé aux galères perpétuelles. Poncet élargi, est soumis à un plus ample informé.

12 décembre. Procès extraordinaire contre Souveraine et Jeanne Martel, sœurs ; Sébastien Peyrole, Etienne Davin. — Capiou, ci-devant ministre de Saint-Laurent de la Vernède (près d'Uzès), est condamné à servir le roi par force dans ses galères, sa vie durant. — Catherine Jaquet, de Pignan, après confiscation de ses biens, est rasée et enfermée pour sa vie. Dumas d'Uzès et Meyraud de Marguerites, près Nîmes, sont mis hors de cour et de procès sans dépens, pour ce qui concerne Mazeudon. — Lyron, potier de Lyon, conducteur de Capiou, pour avoir fait contrefaire les signatures du lieutenant général du roi du Lyonnais et de son secrétaire, est condamné par contumace, à l'amende honorable et au gibet.

18 décembre. Procès extraordinaire à Susanne Alix, à la femme de Moïse d'Allix et à celle de Jean Prade pour crime de fabrication de faux passe-ports.

19 décembre. Susanne Alix est rasée et recluse à toujours et ses biens sont confisqués.

20 décembre. Procès extraordinaire aux sœurs Marie et Marguerite Baud, de Quint ; à Marguerite Rayer, Françoise Roux, Marguerite Desjours.

ANNÉE 1687.

15 janvier. Procès extraordinaire à Freschet, Moulin ; Françoise, Claude et Marie Montchaud, Suzanne et Louise Gatz, Etienne Lacroix.

27 janvier. Procès extraordinaire à Pierre Ruchat et à Marguerite sa fille, de Vercors, Dauphiné ; à Isabeau Rubère et à Etienne Garin. Emprisonnement d'André Colombier, de Jean Ferrau, de Montandre, Pierre Galaud, de Beaufort; Pierre Claron, de Montelar.

5 février. Procès extraordinaire à Jean-Pierre Vergnes, du Vivarais, et à Olympe Provens.

6 février. Procès extraordinaire contre Isaac Eyraud.

7 février. Procès extraordinaire à la femme d'Ambos et son fils. Leur guide est mis à la question ordinaire et extraordinaire comme précédemment un Savoyard pour le même fait.

8 février. Procès extraordinaire à Pierre et Jeanne Gautier, Pierre et Madeleine Don, Jean Juvenal, Madeleine Raviot, Anne Ayasse, Anne et Samuel Jordan, Madeleine Alais.

13 février. Procès extraordinaire contre Claude Riouri. — La femme Dambos s'étant convertie est mise pour six mois à la Propagation, son fils âgé de six ans à l'hôpital. Romain leur conducteur est envoyé aux galères, à toujours. — Procès extraordinaire à la femme Peyrot de Mens.

17 février. Procès extraordinaire contre Marie Girard, Isaac Bouvard, Isaac Mattier.

19 février Souveraine Martel, de Puylaurens, est rasée, enfermée à toujours, et ses biens sont confisqués. Sa sœur Jeanneton est mise à la Propagation pour être instruite. Sébastien Peyrol, est envoyé aux galères et ses biens sont confisqués.

20 février. Procès extraordinaire contre Blanc, Mayet, Suzanne, Tochail, Marie Salenc, Suzanne et Marie Berthelot, trois Marie Blanc, Etienne et Madeleine Mayet, Jacques Salon, Jean et Madeleine Chaleiron, Marie et Marguerite Bourjet, Marie Pigot, Pierre Alliaud, Suzanne Pinatel, Pierre Jourdan, Etienne Rouchail.

27 février. Procès extraordinaire à Bertrand, à deux Barnavou, à Didier, à Grandjoul, à Arnoul, à Rony.

1^{er} mars. Marguerite Rayer, Françoise Roux, Marguerite Desjours sont rasées et recluses à jamais et leurs biens confisqués. — La femme Durand, du diocèse de Béziers, a le même sort.

5 mars. Procès extraordinaire à Louise de la Morte, femme de noble Didier; Gratien Morin, François Fraret, Jacques de Monteil, Madeleine Laudreuille. Cette dernière fut rasée et recluse. Louise de

la Morte et Monteil abjurèrent. Les autres furent mis hors de cour et de procès.

8 mars. Jeanne Garcin est mise à la question ordinaire et extraordinaire, rasée, recluse et dépouillée de ses biens.

11 mars. Procès extraordinaire à Robert de Roibaus.

14 mars. Milcou, conducteur, est condamné aux galères, et Colombrier, Trolhet, Claron, Ferran, Galland à 10 livres. Marie Franco est remise à la Propagation. D'Ally, Prade, Arnaud, Marguerite Luya sont mis hors de cours et de procès.

18 mars. Procès extraordinaire à David Richard de Beaufort.

20 mars. Procès extraordinaire à Jean Dumas, François Lagier, David Sadon.

21 mars. Idem à Claude Julien, du Vivarais.

24 mars. Idem à Bouvieu du lieu de Genève, porteur d'un faux passe-port. — Lacroix de Saint-Genix, en Savoie, est fouetté jusqu'au sang et fleurdelisé. Moulin et Freschet sont condamnés à l'amende de 20 livres. Françoise, Claudine et Marie Montchaut sont enfermées un an à la Propagation. Suzanne Sausse est élargie sous caution.

26 mars. Claude Lagier, journalier de Die, est mis pour six mois à la Propagation et nourri du pain du roi. David Arthaud, de la vallée de Quint, est mis à l'hôpital général de Grenoble six mois, entretenu par le roi.

16 avril. Procès extraordinaire à Jean Rapine.

17 avril. Idem à Pierre Autran de Venterol.

19 avril. Idem à Mathieu et Daniel Bouvat, Adam Granjean, Abraham Nivard.

21 avril. Idem à Jean Favier, Honoré Chabas, Daniel Reynaud, — à Jeanne Clausel de Pouzin.

26 avril. Idem contre Jacqueline Garnier de Bourdeaux.

28 avril. Marguerite Rochat et mise hors de cour et de procès. Il est sursis au jugement du père à cause de sa maladie.

29 avril. Procès extraordinaire à Marie et Firmine Robert, de Fontarche, Languedoc.

30 avril. Pierre Gautier est condamné aux galères à vie. La veuve Gaultier, Madeleine Don, Anne Ayasse, Anne Jourdan, Marie Allais, Suzanne Gautier, Jeanne Jourdan, sont rasées, recluses à perpétuité,

et leurs biens confisqués. Madeleine et Jeanne Gautier, Jeanne, Marie et Madeleine Berger, Jeanne Trou resteront deux mois dans la Propagation. Juvénal est mis hors de cour et de procès. Ils étaient tous du Villaret au Pragelas, et avaient voulu fuir du royaume.

2 mai. Procès extraordinaire à Serre Maréchal, de Grenoble.

5 mai. Le parlement confirme la sentence du châtelain de la Mure, qui condamne Louis Pellet à être trainé sur la claie et jeté à la voirie et confisque ses biens, pour refus de sacrement.

7 mai. Jean Blanc est condamné pour cinq ans aux galères, Suzanne Rouchail, Marie Blanc, veuve Rigot, à l'amende de 20 livres. Marie Solen, Jean et Etienne Mayet, Marie Berthelot, Pierre Bourcet, à l'amende de 10 livres. Marie Reynaud à 5 livres; Marie Blanc, Pierre Alliaud, Jean et Suzanne Berthelot, Marie et Marguerite Bourcet, Madeleine Mayet, Jacques Solen, Etienne Rouchail, Jean Chaleyron, Madeleine Chaleiron, Pierre Jourdan, Marie Blanc, Suzanne Pinatel, sont mis hors de cour et de procès avec défenses de sortir du royaume.

10 mai. Jean Mourgues, Etienne Toulce, Louis Tournier, Jacques Odon, Jean Dumas, Pierre Solier, Jacques Bernard, Elie Sabatier, Madeleine Léons, Marie Meusnier, Catherine Cottère, Marthe Isoire, Antoinette..... ne pourront de deux ans approcher de six lieues les frontières. Robert est renvoyé absous.

13 mai. Procès extraordinaire contre Pierre Truc.

14 mai. Bouvier de Genève, pour s'être nanti de passe-ports, à l'effet de faciliter la sortie des sujets du roi, est condamné aux galères pour 5 ans.

15 mai. Procès extraordinaire à Pierre Prunon, Suzanne Ginoyer et sa sœur, la veuve Ribière.

16 mai. Idem à Claude Buisson, Catherine Chaumet, François Mionnet, de Pont en Royans. — Décret de prise de corps contre Antoine Guigues, et Philibert Chevalier. — Procès extraordinaire à Daniel Tarou, de Lesches.

17 mai. David Clavel, Gérard, la veuve Prin, sont condamnés aux dépens et renvoyés chez eux. La fille de la veuve Prin passera trois mois à la Propagation. Le procès extraordinaire est fait à Barthélemy Sylvestre.

27 mai. Procès extraordinaire à Jean Bernard, Turc, Madeleine

Blache, Anne Bouvier, Claude Imbert, Paul et Jean Avond. La femme Roche et Isabeau Guyon sont emprisonnées.

28 mai. Jean Andrevet est banni du royaume pour dix ans. Procès extraordinaire à Benoît Gonnet.

30 mai. La veuve de noble François Meron d'Orange, et la veuve Fabre, de Nîmes, sont reconduites chez elles à leurs frais. Le sieur du Villard, Pierre Bulliane, Pierre Légier, Jean Roveron, Salomon Curtil, Jean Benoît, Jean Vigne et Pierre le Maître reçoivent défenses de contrevenir aux ordres de S. M. en sortant du royaume.

31 mai. Procès extraordinaire à Jean Vigne, Moïse Girard, Jacob Martin, David-Jean Bonardel, Pierre-Jean Estève, Jacques Morel, David Bernard, Daniel Faure, Sébastien Bariau, Pierre Bonnet, Pierre Roux, Françoise Achard, Françoise Galland.

4 juin. Procès extraordinaire contre Pierre Jouquet, de Valence, sur le Gardon, et Madeleine Blanc.

7 juin. Idem à Guillaume Brothon et à Florie sa femme, arrêtés au Pont de Beauvoisin, avec leur enfant de 9 à 10 ans.

9 juin. Guignes Dubois, cardeur de laine, est condamné à l'amende de 70 livres.

10 juin. Procès extraordinaire à André Foucher, et Antoine Bérenger, charpentier, de Châteauneuf d'Isère.

13 juin. Idem à Rouvière, Roux, Gaussen, Bergui.

14 juin. Idem à Cariat de Saint-Genis, en Savoie, conducteur de la femme Favier, de Montélimar, tous deux détenus.

17 juin. Idem à Reynier, de Valence, et Vincent du mandement de Chomérac.

19 juin. Idem à Moïse Celse, de Montmeyran.

20 juin. Judith et Marguerite Vasserot, Jeanne Martin, Marie et Catherine Fassi, sont mises hors de cour et de procès en payant les dépens, et il leur est fait défense de sortir du royaume.

27 juin. Pierre Olivier, Jean Olivier, Madeleine Olivier, André Olivier, Gaspard Olivier, Jacques Franc, Jacques Savornin, Jean Sambac, tous de Lourmarin, sont condamnés à l'amende de 5 livres, David Vergue, Anne-Marie Goylard, Firmine Roberti, Antoinette Teste, Jean Raffel, Paul Selecru, aux dépens; Serre, maréchal, de Grenoble, est condamné à l'amende de 300 livres et aux dépens.

3 juillet. Ture est mis hors de cour et de procès en payant les dépens.

5 juillet. Les galères pour dix ans sont prononcées contre Bonnet et Estève. Bertrand, Roux et Bergui sont mis hors de cour et de procès. Françoise Galland, Françoise Achard sont mises pour trois mois à la Propagation. Bonardel, Martin, Morel, Vigne et Girard sont assignés.

5 juillet. Jean Giry et Jeanne Rivière sa femme, autre Jean Giry du Vivarais, sont reconduits à leurs frais à Cressar, en leurs maisons d'habitation, par les archers de la prévôté, et sont condamnés aux dépens.

7 juillet. Procès extraordinaire à David Laplace de Dié. Jeanne Julien, de Châteaudouble est condamné à l'amende de 100 sols et aux dépens.

8 juillet. Brochon est envoyé aux galères perpétuelles. Plantamour, vu son bas âge, sera élevé dans la maison de la Propagation.

9 juillet. Cariat de Saint-Genis (Savoie), conducteur, est envoyé aux galères pour 5 ans.

11 juillet. Moïse Celze est envoyé aux galères perpétuelles ses biens sont confisqués. — Sébastien Bargui, de Faucigni (Savoie), est condamné aux galères pour 5 ans.

12 juillet. François Serre, Timothée Bourjal, Antoine Mirebel, Matthieu Desjours père et fils, Jacques Laval, Tompesale, Faure, Jacques Fargier, Marie Tibiol, Marie Charmciron, Jeanne Valat, Madeleine Serpon, Madeleine Salion sont reconduits, à leurs frais, dans leurs maisons. Marie Serre, François et Madeleine Desjours sont menés à la Propagation. Les nommés Boirel et Ronel sont relâchés.

14 juillet. Procès extraordinaire contre Joseph Brun.

16 juillet. Idem contre Guillaume Robert.

31 juillet. Chabas condamné à 5 livres d'amende.

2 août. Procès extraordinaire à Charles Fauchier. Benoît Gonnet est condamné aux dépens et mis hors de cour et de procès.

21 août. Pierre Prunon, Suzanne et Marie Guyno mère, sont condamnés aux dépens et renvoyés chez eux.

22 août. Ordre d'informer contre Duser, secrétaire de la commune de Clavan, accusé d'avoir sollicité à sortir du royaume, avoir acheté leurs meubles et reçu comme d'autres, de l'argent de Pierre Gour-

rau, Isabeau Goulen, sa femme; les époux Goulen, les époux Giroud et leur fille, la veuve Gircoud et ses deux filles, Suzanne Payen, femme Giraud, Judith Payen, Pierre Gourrau, Marie Payen, veuve Gircoud, de Clavan; Maguerite Retourna, de Cueulet; Margueriet Albert, du Mont de Lan, tous parents et alliés qui sont condamnés chacun à l'amende de 100 sols.

23 août. Joseph Clallié et Claude Perret, de Saint-Genis (Savoie), sont condamnés au fouet et au bannissement à perpétuité. Le second en échappa à cause de sa faiblesse et de son âge.

1^{er} septembre. Procès extraordinaire contre Milcou et Sylvestre. Corrad, Arnaud, Joseph et Jeanne Arnoux, Brochier, Giraud, Payen, Monier, Richard, sont condamnés aux dépens et relâchés, après confrontation avec Milcou. Michel Bussièrès de Chambéry, s'était évadé de la prison.

16 septembre. Charles Fauchier est condamné à 100 sols d'amende.

26 septembre. David Laplace va pour 5 ans aux galères.

8 octobre. Daniel Tarou est condamnée à l'amende de 100 sols.

11 octobre. Procès extraordinaire à Paul Sauvet, Jean Pascalin, Jacques Royer, Pierre Arnoux, François Romieu, Daniel Jourdan. Ce dernier, attendu son bas âge, est mis à la Propagation.

15 décembre. Bernard Gautier est, par contumace, condamné aux galères.

LETTRE SUR L'ÉTAT DES AFFAIRES DES PROTESTANTS DE FRANCE

ÉCRITE DE HOLLANDE, EN

1698.

Une ancienne copie de la lettre suivante, feuille jaunie par le temps, nous a été communiquée par M. le pasteur Arnaud, de Crest (Drôme). (Voir ci-dessus p. 264).

Voici le temps, mon cher Monsieur, qui s'approche que nous verrons, s'il plaît à Dieu, l'heureux succès des nouvelles que je vous avois données il y a quatre mois. Vous voyez par tout ce qui se fait

en France et dans le royaume d'Angleterre touchant les religions, que j'ay dit vrai en tout ce que je vous ai escrit. Je sçais qu'on est fort en alarme en France des persécutions qu'on y fait; mais que tout cela ne vous étonne pas. Il faut que cela arrive avant nostre délivrance, pour plus grande politique, ainsi que vous verrez cy-après. Sur toutes choses, gardez-vous bien de vous déclarer pour la R. C. R.; car par les suites vous auriez lieu de vous en repentir. Je veux dire qu'après il ne vous serait pas permis de retourner dans vostre R. lors de son rétablissement.

Les gens de la R. de la province de Poitou ont escrit une lettre à Sa Majesté Britannique pour la supplier de demander au roy de France l'exercice de leur religion ou la permission de sortir de son royaume et d'emporter leurs biens pour servir à leur établissement dans les pays où Dieu voudroit les conduire. Sur quoy S. M. B. leur a fait une réponse escripte de sa main qui doit faire plaisir à tous les religionnaires de France, disant qu'il y avoit longtemps qu'il compatissoit avec eux de tous les malheurs qui leur estoient arrivés touchant leur R.; qu'il auroit déjà songé à eux s'il n'en avoit esté empêché par la guerre qu'il venoit de finir avec la France, etc.; que M. de Portland, son ambassadeur auprès de S. M. T. C. y avoit esté envoyé en partie pour traiter de ceste affaire. Je vous aurois envoyé des copies de ses lettres. Mais en substance vous en voyez la teneur.

L'édit que S. M. B. avoit donné contre les C. de ses royaumes, qui leur ordonne d'en sortir ou d'embrasser la religion anglicane, a esté prolongé pour trois mois pour donner le temps d'y songer.

J'ay appris aujourd'huy de bonne part que sur une requeste qui a esté présentée à S. M. B. de la part des réfugiés de Suisse et d'Allemagne, S. M. avoit déclaré qu'ils seroient bientôt délivrés de l'estat où ils estoient et que dans peu de temps, ils pourroient retourner dans leur patrie jouir de toutes les libertés de leur religion.

Voilà, Monsieur, qui doit vous rassurer et vous confirmer tout ce que je vous ay dit cy-devant, et suis, etc.

De La Haye, ce 1^{er} mars 1698.

LES COLONIES DE RÉFUGIÉS PROTESTANTS FRANÇAIS.

III. LES ÉGLISES RÉFORMÉES FRANÇAISES DANS LE ROYAUME DE SAXE,

A DRESDE ET A LEIPSICK.

1685-1858.

On sait avec quel empressement les réfugiés français sortis de France, lors de la révocation de l'Edit de Nantes, furent accueillis dans la plupart des Etats protestants de l'Allemagne. Dans le Brandebourg, dans le Hanovre, dans le duché de Brunswick, les anciennes haines entre luthériens et calvinistes furent oubliées pour faire place à des sentiments plus chrétiens. Il ne devait malheureusement pas en être de même dans le royaume de Saxe; là, régnaient encore dans toute leur force les préjugés aveugles d'un luthéranisme étroit et sectaire (1).

Si les réfugiés français, qui voulaient se fixer dans les états de l'électeur de Saxe, ne furent pas positivement expulsés du territoire, on mit en œuvre une foule de vexations, pour leur ôter l'envie d'y séjourner; aussi n'y eut-il qu'un petit nombre de familles, attirées pour la plupart par des intérêts commerciaux, qui eurent le courage de braver ces inconvénients. Ils formèrent le premier noyau de deux Eglises réformées, l'une à Dresde, l'autre à Leipsick.

Déjà, avant la révocation de l'Edit de Nantes, quelques Français étaient venus se fixer à Dresde; plus tard, d'autres familles se joignirent à eux en plus grand nombre. Ils n'eurent, pendant les premières années, d'autre secours religieux que le culte domestique; pour pouvoir célébrer la sainte Cène, ils étaient obligés de faire le voyage de Berlin, ou de se rendre dans quelque autre ville du Brandebourg à peu près aussi éloignée.

I. Dresde.

La première tentative d'organisation de l'Eglise réformée de

(1) Une raison politique contribuait à cette intolérance : c'était la crainte qu'avaient les électeurs de Saxe qu'en accordant aux réfugiés français les mêmes avantages qu'à leurs propres sujets, ils ne fussent obligés d'agir de même vis-à-vis des catholiques. Voir sur cette question les Mémoires d'Erman et Reclam, t. I, p. 257.

Dresde remonte à l'année 1688; on fit choix d'un pasteur nommé Daniel Roy, qui vint à Dresde l'année suivante : le premier service eut lieu au mois de juillet ou d'août 1689 (1).

La célébration du culte réformé n'était pas alors sans danger; si on n'avait pas à craindre des persécutions pareilles à celles qui se pratiquaient en France, l'animosité de la population luthérienne était assez manifeste, pour commander toute la prudence possible. Une des premières tâches du pasteur fut de lier entre eux tous les membres de la petite communauté par le sceau du serment. Le culte se faisait chaque dimanche à l'étage supérieur d'une maison appartenant à un des membres de l'Eglise; on y venait furtivement et par petits groupes; un des anciens se plaçait en faction à la porte, afin de ne laisser entrer que les personnes connues; le prédicateur se rendait dans la salle une demi-heure à l'avance, pour s'assurer que personne n'y était caché; à la fin du service, les assistants ne sortaient qu'un à un, afin de ne pas exciter de soupçons.

Telles étaient les mesures de précaution auxquelles furent obligés de recourir ces malheureux fugitifs, pour ne pas perdre les avantages spirituels dont ils avaient été si longtemps privés; et ces choses se passaient parmi ceux qui auraient dû les considérer comme leurs frères, et dans un pays qui avait été le berceau de la Réformation en Allemagne.

Malgré tous leurs soins à se tenir cachés, le consistoire supérieur de l'Eglise luthérienne eut vent de leurs réunions et ordonna en 1690 plusieurs enquêtes : un comte Seekirk, qui paraît avoir été un des membres les plus influents de la communauté, et un coiffeur nommé Hennequin, furent appelés devant le consistoire luthérien et eurent quelque peine à se tirer d'affaire. En 1694, on fut obligé de suspendre pendant quelques semaines le service religieux, afin d'éviter l'intervention des autorités qui avaient résolu de le faire cesser. Il fut alors convenu que les membres de la réunion se partageraient, et qu'ils

(1) Nous puisons les renseignements que nous donnons ici sur l'Eglise réformée de Dresde, dans une Notice allemande publiée par le pasteur Frédéric Girardet, à l'occasion du 3^e jubilé demi-centenaire célébré dans cette Eglise le 28 juillet 1839. Elle a pour titre : *Kurze Geschichte der evangelisch-reformirten Gemeinde zu Dresden, in den ersten anderthalbhundert Jahren ihres Bestehens, von Friedrich Girardet*. Nous sommes redevables, pour tout ce que nous avons appris sur l'Eglise réformée de Leipzig, à l'obligeance du vénérable M. Blass, un de ses pasteurs actuels, qui a bien voulu nous communiquer les notes qu'il avait prises dans les registres de l'Eglise.

n'assisteraient au culte du dimanche qu'à tour de rôle ; on convint de célébrer deux dimanches de suite la sainte Cène et que la lecture d'un sermon remplacerait la prédication habituelle. A ces entraves se joignaient des difficultés pécuniaires, car composée presque exclusivement de familles pauvres, elle avait de la peine à réunir les fonds nécessaires pour le soutien du pasteur (1).

Pendant bien des années, les réformés de Dresde n'eurent pas d'Eglise proprement dite, ils se réunissaient dans des maisons particulières : cependant leur nombre augmentait et ils reçurent quelques legs (entre autres un legs de 1,000 th., fait par une demoiselle Renée-Charlotte de Schmettau, en 1715), qui leur permirent de constituer un capital de réserve et de créer une caisse pour les pauvres. Leur situation s'améliora graduellement de 1701 à 1760 ; il est vrai que leur qualité de réformés les excluait de toutes les charges publiques, les privait du droit de bourgeoisie, les empêchait de posséder aucune propriété en leur propre nom, de faire des placements d'argent sur hypothèque ; il est vrai qu'il était défendu à leurs ministres de baptiser et de marier ; mais au moins commençaient-ils sous d'autres rapports à jouir d'une certaine tolérance religieuse, au moins pouvaient-ils célébrer leur culte en paix (2).

Lors du bombardement de Dresde par les troupes du grand Frédéric, en 1760, la maison où ils se réunissaient devint la proie des flammes ; le conseiller intime de Saul leur prêta une autre salle, qui leur servit de lieu de culte pendant les trois années suivantes ; plus tard, ils s'assemblèrent chez un des anciens nommé Lestoeq.

(1) Jusqu'en l'année 1708, le pasteur de la petite Eglise réformée de Dresde ne recevait qu'un salaire de 200 th., ou 750 fr., avec 15 th., ou 56 fr. 25 c., pour indemnité de logement ; à partir de 1708, le traitement fut élevé à 937 fr. 50 c. La modicité de ces appointements fut probablement cause de la difficulté qu'ils eurent à se procurer des conducteurs spirituels, car après le départ de Daniel Roy, en 1704, nous voyons les noms de quatre ministres se succéder dans l'espace de cinq années : Courtail, Cabrit, Vimielle, et Metral, surnommé Favre. M. de Marolles fut pasteur de l'Eglise réformée de Dresde de 1711 à 1742. Les ministres Varin et Benjamin Godefroy lui furent successivement adjoints en qualité de pasteurs auxiliaires ; le dernier devint pasteur en titre en 1742, et resta seul à la tête de l'Eglise jusqu'en 1766, où il eut pour collègue le pasteur allemand Mesmer. Benjamin Godefroy mourut en 1780, laissant une mémoire vénérée dans son Eglise, à laquelle il avait donné pendant près d'un demi-siècle les soins de son ministère. Les pasteurs Louis Dumas, Riquet, Girardet, Violet, Begemann et Paldamus desservirent successivement l'Eglise réformée de Dresde, de 1780 à 1839.

(2) Les réformés de Leipsick avaient obtenu depuis 1704, pour leurs ministres, le droit de baptiser et de marier ; on leur avait accordé cette permission à cause de l'importance des affaires commerciales de la ville de Leipsick et du nombre considérable d'étrangers qui y venaient.

Fatigués de ces changements perpétuels et voyant s'ouvrir une ère plus favorable, les membres de l'Eglise réformée de Dresde s'adressèrent au gouvernement pour obtenir la permission de bâtir une église; on fit droit à leur demande. Le prince Xavier, qui administrait la ville fit paraître, le 16 août 1764, un décret, qui les autorisait à construire un temple à leurs frais et conférait à leurs ministres le droit de baptiser et de marier, pourvu que les époux appartenissent tous les deux à la communion réformée: il leur fut permis aussi d'enterrer leurs morts dans le cimetière des luthériens.

Les fonds de l'Eglise, qui s'étaient graduellement accrus, s'élevaient alors à la somme de 10,000 th.; avec les contributions nouvelles des membres de la communauté, avec le concours de leurs frères de Leipsick, et le produit de collectes faites dans d'autres Eglises réformées en Allemagne, ils réunirent une somme suffisante pour entreprendre la construction d'un temple (1).

La première pierre fut posée le 14 juin 1766, en présence des anciens Jacques et Isaac Bassenge, Abraham-Henri Benard, Jean-Louis Lecoq, Pierre Dufour, Georges-Louis Malvieux, François Poncet, Jean-Louis Vacher. Le 26 juillet 1767, l'Eglise fut solennellement consacrée; le pasteur Godefroy prêcha le matin en français, l'après-midi il y eut un service en allemand fait par le pasteur Mesmer (2).

A partir de cette époque, les réformés de Dresde, sans jouir des mêmes droits civiques que leurs frères de l'Eglise luthérienne, ne furent plus troublés dans l'exercice de leur culte. Un des articles dictés par Napoléon à la paix de Posen assurait aux catholiques allemands des droits égaux à ceux des autres citoyens, mais on n'y fit aucune mention de la partie de la population qui professait le culte réformé. Les deux Eglises de Dresde et de Leipsick se réunirent alors pour demander à l'assemblée des états leur affranchissement civique; un décret royal du 18 mars 1811 fit droit à leurs réclamations, en leur garantissant les mêmes privilèges déjà accordés aux catholiques; enfin un nouveau décret, en date du 7 août 1818, règle

(1) L'Eglise réformée de Dantzic contribua à elle seule pour une somme de 3,200 thalers.

(2) La partie allemande du troupeau s'était sensiblement accrue, tandis que le nombre des réformés français restait à peu près stationnaire; c'est pour cela qu'en 1766 on fit appel au pasteur Mesmer, qui desservait alors l'Eglise réformée allemande de Genève. Pendant longtemps il y eut deux pasteurs, et on prêchait alternativement en français et en allemand. Depuis quelques années, il ne se fait plus qu'une seule prédication par mois en français.

définitivement et d'une manière satisfaisante la position des Eglises réformées en Saxe.

II. Leipsick.

L'Eglise réformée de Leipsick eut autant de peine à se constituer que sa sœur de Dresde; sans le courage et le zèle religieux de ses premiers fondateurs, il est probable qu'elle aurait succombé à toutes les difficultés qui l'assaillirent pendant les premières années de son existence. Attirées par les avantages commerciaux de la ville de Leipsick, plusieurs familles françaises et suisses, notamment celles de Philippe Dumont et de François Leclerc de Genève, s'y étaient établies dès l'année 1680; plus tard, elles furent rejointes par d'autres familles de réfugiés français, originaires du Languedoc. Il est présumable que pendant les premières années qui suivirent la révocation de l'Edit de Nantes, on se réunissait comme à Dresde et en petit nombre, dans des maisons particulières, pour y célébrer le culte réformé; les jours de fête, on se rendait dans la ville voisine de Halle, pour participer à la sainte Cène.

L'organisation positive de l'Eglise ne date que de l'année 1700; elle dut sa fondation à la générosité de 17 personnes qui réunirent ensemble une somme de 7,000 thalers, au moyen de laquelle ils obtinrent du roi de Saxe la permission de former une communauté réformée (1). Cet argent accepté sous forme de prêt, dont on ne paya pas les intérêts, et pour lequel on ne rendit jamais de compte, fut le triste appât que durent employer les réformés de Leipsick, afin d'acheter en quelque sorte la faveur du roi et les bonnes grâces de son premier ministre, le comte de Bœchling. Ce ne fut qu'en 1702 qu'ils obtinrent l'autorisation de se réunir dans une maison particulière; on choisit une salle qui avait précédemment servi de galerie de tableaux, située dans un local appelé Auerbachshof.

La première prédication eut lieu le 4 juin 1702, et huit jours après on célébra pour la première fois la sainte Cène. Quelques

(1) Voici les noms des dix-sept fondateurs de l'Eglise réformée de Leipsick : Jacques Horguelin, François Leclerc, de Genève; Philippe Dumont, Rodolphe et Henri Escher, de Zurich; Georges Stuart, Pierre Dufour, de Saint-Hippolyte; Jean et Jacques Gallac, Jacques Coste, Olivier Domergue, Isaac Séchehayé, Jacques Dufour, Etienne Peloutier, de Lyon; François Rourre, Fulcrand Claparède, et Hess. Ils souscrivirent tous pour des sommes considérables, depuis 400 jusqu'à 800 thalers.

jours après, les chefs de famille, réunis en assemblée générale, résolurent de se conformer aux doctrines et aux usages des anciennes Eglises réformées de France, telles qu'elles étaient pratiquées dans les Eglises françaises du Brandebourg. On convint qu'il y aurait deux services par dimanche et un autre le vendredi de chaque semaine.

Les quatre premiers anciens furent François Leclerc, Pierre Dufour, Jacques Gallac et Fulcrand Claparède. Aux fêtes de Noël en 1702, il y eut 100 communicants, dont 68 hommes et 32 femmes.

Les protestants de Leipsick rencontrèrent chez leurs frères de l'Eglise luthérienne une opposition acharnée à l'exercice de leur culte ; dès la fin de 1702, sur l'ordre du grand chancelier, il leur fut défendu de se réunir ; ils en appelèrent au roi, qui leur accorda un nouveau local appelé Amthaus qui lui appartenait en propre et où ils ont encore maintenant leur église. Ils n'y restèrent que deux ans, car le 21 février 1704, les magistrats de la ville obtinrent du roi, qu'il ne leur serait permis d'exercer leur culte qu'à une demi-lieue de la ville, ce qui les obligea à aller à Vollsmarsdorf. Pendant plusieurs années, ils furent en butte à toute espèce de tracasseries ; à cinq ou six reprises différentes, ils durent transférer ailleurs le lieu de leurs assemblées ; enfin en 1707, grâce à l'intervention des ambassadeurs d'Angleterre et de Hollande, il leur fut permis de retourner à leur ancien local à l'Amthaus ; depuis, ils ont pu célébrer leur culte en paix.

En 1708, on fit une collecte pour les galériens de Marseille, qui produisit 334 thalers ou 1,252 fr. 50 c. ; déjà en 1702, on avait collecté 400 th. ou 1,500 fr. dans le même but ; en 1710, l'Eglise réformée de Leipsick contribua encore pour 349 th. ou 1,308 fr. 75 c. à cette œuvre de charité.

La salle où se tenaient leurs réunions, se trouvant trop petite fut agrandie en 1717 ; quarante-huit ans plus tard, elle était encore insuffisante, et on construisit une nouvelle salle de culte : c'est celle qui est en usage aujourd'hui. Un membre de la communauté y avait fait placer un orgue, mais les luthériens en prirent ombrage et il fallut l'enlever ; plus tard, en s'adressant aux autorités supérieures, on obtint la permission de le remettre à sa place.

Jusqu'en 1758, le service se fit exclusivement en français ; à partir de cette époque, il y eut deux pasteurs, dont l'un prêchait en alle-

mand; le célèbre prédicateur Joachim Zollikofer fut le premier pasteur allemand (1).

L'Eglise réformée de Leipsick jouit de revenus assez considérables, qu'elle doit à la générosité de quelques-uns de ses membres; une partie de ces ressources est employée à des œuvres de bienfaisance. Les intérêts d'un legs de 100,000 fr. sont consacrés chaque année, suivant le désir du donateur, à doter un certain nombre de familles pauvres.

On résolut, il y a quelques années, pour éviter un procès, d'acheter au gouvernement le terrain où est construite la salle qui sert actuellement de lieu de culte; une souscription fut ouverte. M. Rousset, qui descend d'une famille de réfugiés français et qui porte un nom universellement respecté à Leipsick, y contribua à lui seul pour une somme de 10,000 thalers; le consistoire reconnaissant a fait placer son portrait dans la sacristie du temple (2).

Vers la fin du siècle dernier, les protestants réformés de Leipsick, formaient encore une société à part; ils se mariaient entre eux et composaient la partie la plus riche du négoce. Depuis une cinquantaine d'années une fusion graduelle s'est opérée entre luthériens et réformés; les barrières qui séparaient autrefois les deux communions évangéliques ont disparu dans tout le royaume de Saxe et elles marchent maintenant l'une à côté de l'autre, dans un esprit de paix et d'harmonie.

FR. WADDINGTON.

(1) Pierre Buttini, de Genève, fut le premier pasteur français de Leipsick, depuis septembre 1700 jusqu'en 1703. Voici les noms de ses successeurs :

Gabriel Dumont, né à Crest, en Dauphiné, de 1704 à 1720. Il se retira en 1720 à Rotterdam, où il devint pasteur et professeur.

Pierre Coste, de 1721 à 1752, année de sa mort.

Isaac-Louis Pajon, de 1752 à 1758.

Jean Dumas, né à Montauban, de 1758 à 1799.

Jean-Louis-Alexandre Dumas, de 1799 à 1823.

Les pasteurs actuels sont : MM. Blass et Howart. Depuis une trentaine d'années, on ne prêche plus en français.

(2) Son aïeul, Isaac Rousset, né à Sommières, s'était réfugié à Leipsick lors de la révocation de l'Edit de Nantes.

DEUX LETTRES ÉCRITES A L'ABBÉ RAYNAL,

SUR L'HISTOIRE DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES
QU'IL SE PROPOSAIT DE PUBLIER.

1782.

LETTRE II (1).

Réponse publique aux questions secrètes sur les réfugiés françois.

L'annonce de cette nouvelle production philosophique intéresse, sous différents rapports, les amateurs de la littérature. Les uns, admirateurs enthousiastes de ces traits hardis que l'engouement préconise, mais que la prudence désavoue, la désirent et l'attendent avec impatience. Les autres, plus en-vieux de choses utiles que de phrases ampoulées, la craignent et font des vœux pour son inexécution. Demandez aux uns et aux autres la raison de leurs sentimens; les premiers vous répondront que l'auteur qu'ils admirent est un écrivain éloquent, dont la plume trace avec énergie des vérités fortes; un philosophe qui ne respire que l'amour de l'humanité, dont il expose hautement les droits aux yeux même des souverains qui paroissent le plus les méconnoître ou qui les dédaignent; un cosmopolite courageux, qui parcourt le monde pour instruire ceux qui le gouvernement et leur apprendre le grand art de rendre les peuples heureux; qu'à tous ces titres enfin

(1) Il est rare de voir un François intéresser les Allemands autant que M. l'abbé Raynal; mais tous ne portent pas le même jugement sur les productions de cet auteur. Il est donc naturel que leurs opinions soient également partagées sur les ouvrages qui paraissent contredire ces productions. C'est le sort qu'a éprouvé la Lettre d'un ministre réformé, etc., adressée à cet écrivain célèbre; ce sera probablement celui de cet écrit. Je ne le prévendrai point. Mon juge est mon cœur; mais il me reproche d'avoir induit le public dans une erreur qui paroît avoir influé sur le jugement qu'on a porté sur cette lettre; je la répare en déclarant que ce n'est ni un réformé, ni un ministre, ni un Allemand, qui en est l'auteur. Je pourrois dire plus, pour justifier le motif qui m'avoit engagé à publier cette lettre sous le nom d'un ministre réformé; mais je craindrois de mortifier l'amour-propre de ceux qui se sont déclarés en faveur de M. l'abbé Raynal. Il me suffira de dire que je croyois qu'il n'en existoit aucun qui pût désapprouver les principes répandus dans cette lettre, et l'esprit dans lequel elle étoit écrite. C'est au tribunal du bien public que je cite ceux qui condamneroient mes efforts pour écarter de la société de nouveaux motifs à en troubler l'harmonie.

M. l'abbé Raynal mérite les hommages et la reconnaissance de tous les amis de l'humanité.

Les autres vous diront que si, pour le malheur des peuples, il est des gouvernemens vicieux, ce n'est point à un particulier sans état, sans mission, à s'ériger en frondeur, en réformateur des abus politiques ; que chaque corps de nation a un contre-poids à opposer à l'autorité souveraine, quand elle abuse de ses droits ; et que ce n'est point à un étranger, à un simple sujet à juger de l'administration des Etats, moins encore à la corriger ; qu'un vrai philosophe est un homme de paix, qui célèbre les vertus sociales qui rappelle les hommes à leurs devoirs réciproques, en leur insinuant avec douceur et sans fiel que ce n'est qu'en les accomplissant qu'ils parviendront au bonheur ; que si, d'après ces principes on juge de M. l'abbé Raynal par ses écrits, on ne verra en cet auteur célèbre qu'un déclamateur outré, qui insulte à toute autorité légitime qu'il croit trouver en défaut, et qui souvent entraîné par les élans d'une imagination ardente et vagabonde, sacrifie la vérité des faits au plaisir d'exprimer avec grâce une idée saillante ; que, s'accommodant plus aux circonstances de son intérêt personnel qu'aux motifs d'un zèle vraiment utile, on le voit tantôt préconiser avec la chaleur de l'enthousiasme les qualités d'un souverain même, et tantôt en être le détracteur : ce qui suppose prévention, défaut de jugement, ou fausseté de caractère ; que la plume en un mot, de cet écrivain hardi ne paroissant trempé que dans le fiel amer d'une critique indécente, il ne peut en distiller qu'un poison d'autant plus dangereux qu'il est plus caché sous les fleurs séduisantes d'une mâle éloquence ; que par conséquent il n'est point à désirer qu'un sujet aussi délicat que peut l'être l'*Histoire de la Révocation de l'Edit de Nantes*, soit traité par un homme qui ne paroît écrire que pour souffler l'esprit de fermentation et de trouble parmi les peuples, en offrant à leurs yeux les erreurs souvent imaginaires des gouvernemens, et en leur persuadant qu'ils en sont les victimes.

Tels sont, en général, les sentimens divers que l'on porte

sur les talents et le caractère, les qualités et les défauts de M. l'abbé Raynal. Peut-être que d'un côté il est jugé trop avantageusement, de l'autre avec trop de rigueur. Je ne déciderai point entre ces deux extrêmes ; mais je rechercherai quel est l'avantage qui peut résulter d'un ouvrage fait d'après les questions qu'il propose, en les analysant au creuset de l'impartialité. C'est un droit acquis à tout homme qui pense, à quiconque cherche à s'éclairer sur les moyens de rendre les hommes plus heureux. Je veux croire que M. l'abbé Raynal n'a point d'autre but : voyons s'il y parviendra.

QUESTION I.

A quelle époque les réfugiés français s'établirent-ils dans votre pays ? Y en est-il venu d'autres depuis cette époque ?

RÉPONSE. Cette question, ainsi que la plupart de celles qui la suivent sembleroit indiquer que M. l'abbé Raynal a le projet de faire l'histoire particulière de chaque colonie françoise en pays étranger. Mais est-il presumable qu'un ouvrage, auquel la vie de plusieurs hommes suffiroit à peine, soit entrepris par un auteur qui doit être parvenu au delà de son douzième lustre ? Il faut donc supposer que son dessein est de présenter sous un seul point de vue, dans l'*Histoire de la Révocation de l'Edit de Nantes*, les différentes époques des émigrations auxquelles cet événement donna lieu ; mais en nous retraçant les époques précises de ces émigrations, qu'est-ce que cette histoire nous apprendra de nouveau et de plus que ce que nous savons déjà ? Essayons de nous le rappeler.

Ce n'est point à l'époque de la trop fameuse révocation qu'il faut fixer les premières émigrations des réformés de France. L'arrêt du conseil de 1681, fut le tocsin qui jeta les premières alarmes parmi eux, et c'est de cette année qu'il faut dater l'établissement de plusieurs colonies françoises dans les pays étrangers. Cet arrêt, l'un des plus injustes sans doute qui aient

été rendus contre les calvinistes, obligeoit leurs enfans à abjurer leur religion dès l'âge de sept ans. L'exécution en fut confiée à une soldatesque impitoyable, qui, en arrachant par force des bras de leurs parens désolés des enfans foibles et timides, jetoit parmi ces victimes de la brutalité l'épouvante et l'effroi. Nombre de familles des provinces méridionales de la France abandonnèrent alors leurs foyers pour aller s'établir en Hollande, en Danemark, en Angleterre, où elles étoient attirées par des promesses qu'on s'empressa de réaliser. La ville d'Amsterdam seule fit bâtir mille maisons pour elles. Qu'on juge, par ce trait de la politique hollandoise et de celle des autres puissances qui avoient les mêmes intérêts, du nombre des émigrans qui durent sortir de la France, et de la manière dont ils furent accueillis chez l'étranger. Jé sais qu'un auteur minutieux s'attacheroit à rechercher, avec une exactitude scrupuleuse, le nombre des individus qui abandonnèrent la France à cette époque, et qu'il entreroit dans tous les petits détails qui pourroient appuyer ces recherches; mais indépendamment de ce qu'on ne peut point supposer M. l'abbé Raynal amateur et capable de ces minuties, je ne crois pas qu'il soit jamais tenté de parcourir la Hollande, l'Angleterre, le Danemark, pour y répandre les mêmes questions qu'il distribue en Allemagne, sans s'embarrasser si et de quelle manière on y répondra. Il est vrai qu'à la qualité d'auteur il joint le titre de philosophe, et qu'au défaut de renseignemens exacts il suppléera les faits par des réflexions brillantes; mais ces réflexions seront-elles justes? Voyons sur quels objets particuliers elles se fixeront relativement à l'événement dont on vient de parler.

Si l'on se rappelle les tableaux qu'il a tracés dans son *Histoire du commerce des Indes*, son goût, ses talens et ses succès même en ce genre, on ne manquera pas de juger qu'il exercera complaisamment ses pinceaux à esquisser au moins les portraits de Louis XIV, du chancelier Le Tellier, de Louvois et de tous ceux qui eurent part à la Déclaration de 1681 : tous sujets à grands traits, dignes de la touche la plus forte; mais

susceptibles de différens aspects. Sous lequel M. l'abbé Raynal nous représentera-t-il, par exemple, Louis XIV ?

Sera-ce en plaçant ce monarque sur le trône de l'orgueil, foulant aux pieds la politique et la clémence, l'une la première science, l'autre la première vertu des rois ; s'armant de la torche du fanatisme pour exterminer des sujets qui, paisibles alors, n'avoient d'autres crimes à se reprocher que d'adorer, dans un culte différent, le même Dieu que lui ?

Sera-ce en le présentant sous les traits d'un prince généreux, ouvrant d'une main le temple de la bienfaisance, et répandant de l'autre ses trésors et ses grâces pour attirer à lui cette portion de son peuple qui ne sembloit fuir ses dons et refuser ses faveurs que par la crainte que lui inspiroient des préjugés fatals, trop dédaignés par un parti, trop chéris par l'autre ?

Sera-ce enfin comme chef d'une nation qui gémissoit encore des plaies sanglantes que lui avoient causées les guerres civiles des règnes précédens ? comme chef, dis-je, d'autant plus persuadé qu'il étoit de sa politique de tarir jusqu'aux sources qui pouvoient faire renaître ces dissensions intestines, que ses ministres et ses flatteurs ne retraçoient à ses yeux que les révoltes des Bouillon, des Rohan, des Condé, les batailles de Moncontour, de Jarnac, de Contras, et toutes les horreurs dont les passions des grands, plutôt que la révolte volontaire des sujets séduits par eux, avoient été les mobiles ?

Il est certain que le caractère de Louis XIV pourroit être, à la rigueur, considéré sous ces trois différens rapports : mais le premier en feroit un Néron, un Caligula ; les deux autres, un Titus, un Justinien : ressemblances trop horribles ou trop flatteuses pour qu'on y reconnoisse un prince qui, aux plus grandes qualités joignoit, il est vrai, de grandes foiblesses, mais auquel son siècle et la postérité ont décerné le titre de Grand. Je ne parle point de ses ministres ; depuis longtemps ils ont été appréciés ; ils sont aussi connus que leur maître : je dirai seulement qu'il est au moins inutile de rappeler les erreurs de leur administration. La France en est assez punie ; le

gouvernement actuel ne les ignore point ; et s'il est des moyens de les réparer, ce ne sera point dans l'histoire qu'annonce M. l'abbé Raynal qu'il ira les puiser. Je répète encore qu'il seroit à craindre que cet ouvrage n'altérât la tranquillité dont jouissent actuellement les réfugiés françois, en renouvelant les motifs de la haine que leurs pères portoient à leur ancienne patrie. Il seroit bien plus digne, au contraire, de la plume et des travaux d'un philosophe de chercher à dissiper pour jamais les restes de cette haine invétérée, et à prouver à ceux des réfugiés qui en suivroient encore les pénibles impressions, qu'elle fait leur tourment et qu'ils sont injustes. En effet, est-il aujourd'hui un François sensé qui ne déplore les persécutions qu'éprouvèrent les réformés sous le ministère fanatique et cruel des Le Tellier et des Louvois ? Comparez la sagesse du gouvernement de Louis XVI, à l'intolérance, à la fierté de celui de Louis XIV ; l'opinion de la génération présente, aux excès auxquels se portèrent celles qui vivoient sous l'empire du fanatisme, et prouvez par ces parallèles frappants que d'autres temps amènent d'autres mœurs, une autre manière de penser ; que les fautes commises dans un siècle étant condamnées par l'autre, il est injuste de juger de celui-ci par celui qui l'a précédé, et plus injuste encore de haïr des hommes qui détestent eux-mêmes des persécutions auxquelles ils n'ont point contribué, et que n'ont point éprouvées ceux même qui s'en plaignent. Tel seroit le point de vue sous lequel il me paroîtroit plus convenable de traiter l'*Histoire de la Révocation de l'Edit de Nantes*, s'il étoit utile toutefois de revenir sur ce fameux événement, après tout ce qui en a déjà été écrit et dit. J'avoue encore que personne ne pourroit peut-être le rendre plus touchant que M. l'abbé Raynal, si dans ses écrits il s'attachoit plus à consulter son cœur que son imagination, si sa philosophie n'avoit pour objet que de recommander les vertus sociales, et s'il donnoit lui-même l'exemple de cette vertu sublime qui fait la base de la morale et le lien le plus doux de la société.

Depuis l'émigration de 1681, chaque année en vit de nou-

velles plus ou moins considérables, selon que le gouvernement fut plus ou moins adroit ou sévère. Il avoit senti le domage que cette première émigration portoit au commerce, aux manufactures du royaume, et même à la marine que l'on mettoit alors sur un pied respectable ; il crut en empêcher un plus grand en prononçant la peine infamante des galères contre ceux des artisans réformés qui tenteroient de sortir du royaume. Cette peine fut trop rigide ; elle n'inspira que la terreur, et les esprits n'en furent que plus aigris. En vain d'un autre côté, voulut-on les adoucir par l'argent ; les trésors prodigués pour les convertir, leur firent horreur, et ils aimèrent mieux renoncer à leur patrie que de vendre, au prix de l'or, des opinions qui leur étoient d'autant plus chères qu'ils étoient persécutés pour elles. Tel est l'effet de la religion sur l'esprit des hommes, que plus elle les expose à souffrir, plus ils s'y attachent. Le fruit de cette opiniâtreté fut de nouvelles persécutions de la part du gouvernement ; et les émigrations, pour être plus secrètes, n'en furent pas moins fréquentes. La révocation de l'Edit de Nantes, rendue et promulguée au mois d'octobre 1685, mit le comble au désespoir des réformés. Cet édit ordonnoit à tous les ministres qui ne vouloient pas se convertir, de sortir du royaume dans quinze jours. C'étoit s'aveugler, dit l'auteur du *Siècle de Louis XIV*, que de penser qu'en chassant les pasteurs, une grande partie du troupeau ne suivroit pas. C'étoit bien présumer de sa puissance, et mal connoître les hommes, de croire que tant de cœurs ulcérés et tant d'imaginations échauffées par l'idée du martyre, surtout dans les pays méridionaux de la France, ne s'exposeroient pas à tout pour aller chez les étrangers publier leur constance et la gloire de leur exil parmi tant de nations envieuses de Louis XIV, qui tendoient les bras à ces troupes fugitives.

Voilà quelles furent les époques des émigrations des réformés françois. Qui peut les ignorer ? et quel intérêt de plus peuvent ajouter à une *Histoire de la Révocation de l'Edit de Nantes* les dates précises de l'établissement de telle ou telle

colonie françoise en pays étranger ? Je le répète, ces minuties me paroissent indignes d'un auteur qui ne voit, qui ne traite qu'en grand les objets sur lesquels il exerce son génie. A coup sûr, il ne fera point l'histoire particulière de chacune de ces colonies ; ce seroit une entreprise trop ridicule. Il lui suffira donc de savoir que, dès l'an 1684, les réfugiés françois se répandirent en Hollande, en Angleterre, en Danemarck ; qu'en 1685, et dans les années 86, 87, 88 et suivantes, ils furent accueillis en Allemagne, où ils se présentèrent en si grand nombre, que dans quelques Etats de cet empire, ils y doublèrent la population ; en Suisse, où ils furent admis, comme partout ailleurs, au nombre des citoyens ; en Savoie et de nouveau en Hollande, où l'on vit des régimens entiers de réformés françois ; enfin qu'ils pénétrèrent jusque dans un autre hémisphère.

M. l'abbé Raynal termine sa première question par demander si d'autres réfugiés se sont réunis à telle colonie depuis l'époque de son établissement.

Il en est peu, surtout parmi celles qui ont prospéré, qui ne puissent lui répondre par l'affirmative. La loi toujours subsistante en France et qui défend aux réformés l'exercice de leur religion, qui les prive, à certains égards, des droits de citoyens, les vicissitudes ordinaires de la fortune, sont autant de motifs, toujours renaissans, qui les engageront à chercher un sort meilleur partout où ils croiront le trouver. Ou je me trompe, ou cette dernière partie de la première des questions de notre auteur sera celle sur laquelle il fixera plus particulièrement ses réflexions. Quel vaste champ, en effet, pour une imagination active et bouillante, qui ne considère les objets qu'au microscope de la philosophie moderne, et qui ne les rend que sous les formes monstrueuses sous lesquelles elle les aperçoit ! Quelques familles échappées lui paroîtront un peuple d'émigrans ; l'existence des lois qu'il considérera comme destructives de la population, ignorance barbare ou défaut de politique ; la tranquillité du gouvernement sur la réforme de ces

lois, foiblesse ou déférence condamnable à l'ascendant d'un clergé fanatique, fier de son pouvoir d'opinion comme de ses richesses. De là les déclamations enflées sur les prétendues injustices qu'il croira être encore exercées en France contre les protestans ; de là des leçons hardies qu'il se croira philosophiquement obligé de donner au gouvernement ; de là des invectives au premier des états du royaume ; et pour résultat de toutes ces discussions énergiques, de nouveaux motifs d'animosité entre les partisans des deux religions, de haine contre l'administration, et de mépris des lois. Si tel est l'effet d'une *Histoire philosophique de la Révocation de l'Edit de Nantes*, et qu'on a lieu d'attendre d'une production nouvelle de l'auteur de l'*Histoire philosophique du commerce des Indes*, quel est le patriote, ami de l'humanité, qui peut en désirer l'exécution ? N'est-il pas en droit d'inviter M. l'abbé Raynal à quitter ce projet, ou, s'il y tient encore, de faire des vœux pour qu'on lui impose le même silence et de la même manière qu'on l'a imposé à l'auteur trop célèbre des *Annales du dix-huitième siècle* ? Entre le bien public et l'intérêt d'un simple particulier il n'y a point à balancer ; et tel qui marche sur les traces des Linguet, doit atteindre le même but.

QUESTION II.

En quel nombre y arrivèrent-ils ? Restèrent-ils tous réunis, ou les déterminat-on à se disperser ?

RÉPONSE. Ne pouvant me persuader que M. l'abbé Raynal soit dans l'intention de faire l'histoire particulière de chaque colonie de réfugiés, je généraliserai la réponse à cette question, comme je l'ai fait à la première et comme je le ferai à toutes les autres.

De tous les événemens les plus remarquables du siècle de Louis XIV, aucun n'a été plus discuté dans tous ses rapports que celui de la révocation de l'Edit de Nantes ; mais aucun n'a été envisagé sous des points de vue si différens. Il ne faut

point en être surpris ; il avoit été l'effet de tant de passions et d'intérêts divers, que les écrits nombreux que l'on publia pour et contre devoient naturellement se contredire dans les faits, comme leurs auteurs se contredisoient dans leurs opinions. Quelques calculateurs prévenus ont porté à des millions le nombre des individus qui s'expatrièrent alors. D'autres se sont attachés à prouver que quelques milliers d'hommes soustraits à une population de dix-huit à vingt millions d'âmes, ne pouvoient porter qu'un préjudice bien foible à un royaume aussi florissant d'ailleurs que la France. Ce raisonnement étoit aussi faux que les calculs précédens étoient outrés ; ni les uns ni les autres ne méritent confiance. Si M. l'abbé Raynal veut se faire une idée à peu près juste du nombre d'habitans que la France a perdus par les émigrations des réformés, qu'il consulte les rapports qui en ont été faits par les différens intendants, et déposés dans les bureaux du secrétaire d'Etat chargé des affaires concernant les religionnaires. Il y trouvera en somme que depuis 1681 jusqu'en 1685, il sortit environ dix mille familles du royaume ; et dans les trois années qui suivirent celle de la révocation, environ cinquante mille : ce qui faisoit soixante mille familles, évaluées à peu près à cinq cent mille âmes. Ajoutez à ce nombre environ cent mille autres réfugiés, sortis en différens temps et jusqu'à ce jour ; vous trouverez que la France aura perdu, dans l'espace d'un siècle, environ six cent mille habitans : perte immense, sans doute, que la politique du gouvernement de Louis XIV sacrifia à sa tranquillité, mais que celle du gouvernement actuel pourroit réparer peut-être par sa tolérance. C'est un vœu à faire, et non point une leçon à lui donner.

D'après ces détails, que nous importe de savoir si les réformés fugitifs, accueillis en différens lieux, y restèrent en troupes, ou s'ils se dispersèrent ? En Hollande ; en Suisse ; on vit les villes s'agrandir par des quartiers nouveaux, par des habitations nouvelles qu'on leur fit ou qu'on leur permit de construire. A Londres, un faubourg entier fut peuplé par eux ;

en Allemagne, aucun prince de leur religion ne les rejeta, tous s'empressèrent à leur offrir des asiles, plusieurs consacrèrent des sommes immenses à leurs établissements. Mais une observation qui pourroit échapper à M. l'abbé Raynal et que je me plais à lui faire, c'est qu'il semble, malgré ce qu'il pourroit en dire, que la Providence ait voulu réparer les dévastations horribles de la guerre qui désola l'Empire pendant trente ans, en permettant que les François qui, sous le ministère cruel de Richelieu, avoient eu tant part à cette guerre désastreuse, et qui, sous le ministère plus cruel encore de Louvois, avoient réduit en cendres le Palatinat et les plus belles provinces du Rhin, vinssent, pour l'expiation de tant d'horreurs, repeupler eux-mêmes les lieux que le fer, le feu, la faim et la peste avoient changés en affreux déserts. Mais tous ces malheurs sont aujourd'hui réparés. Des villes embellies et enrichies par une activité de commerce ignorée jusqu'alors; des villages florissans élevés, les uns sur les débris même de ceux qui avoient été incendiés ou dévastés, les autres dans des lieux où la terre n'attendoit que des bras pour produire, semble autant de dédommagemens que la France devoit à l'Allemagne, et dont elle s'est acquittée. Elle avoit contribué aux malheurs les plus affreux que cet empire ait jamais éprouvés; le destin veut qu'elle les répare par ses erreurs mêmes. Quel enchaînement dans l'ordre des choses! Admirons, et soumettons-nous.

QUESTION III.

Quels secours, quels privilèges leur accorda-t-on? Les privilèges ont-ils toujours été continués? Les expatriés ont-ils eu besoin qu'on leur continuât les pensions et les autres secours?

RÉPONSE. Je suppose que chaque colonie, chaque famille de réfugiés françois, répandue sur le globe, fit parvenir à M. l'abbé Raynal un double, ou même un simple extrait des privilèges de toute espèce qui furent accordés aux fondateurs de ces colonies ou aux chefs de ces familles transplantées; qu'on lui

analysât les titres nouveaux et les actes qui ont renouvelé, ou interprété, ou étendu, ou supprimé même ces privilèges primitifs ; car c'est à tous ces objets que s'étend la première partie de cette question : quel chaos alors à débrouiller ! Quel travail pour parvenir seulement à l'appréciation des grâces et des avantages que ces privilèges accordoient aux réfugiés ! Avantages qui ne peuvent être calculés que sur les rapports des usages locaux et la valeur des propriétés. Or, comment faire ce calcul sans entrer dans les détails arides et diffus des usages, des loix particulières à tous les états qui reçurent des réfugiés françois au nombre de leurs sujets ! et quelle digression à une histoire philosophique de la révocation de l'Edit de Nantes, qu'un cours de jurisprudence hollandoise, suisse, angloise, danoise, suédoise, russe, allemande, américaine et peut-être cochinchinoise ! qui sait ! Car dans quel pays ne trouve-t-on pas des réfugiés françois, et où se seront-ils établis sans obtenir de privilèges ? Cette troisième question est au moins aussi ridicule qu'il le seroit à M. l'abbé Raynal d'en traiter l'objet, si on lui en fournissoit les moyens. Je dis plus ; c'est qu'il seroit très imprudent de les lui fournir sur tous les points de sa question, comme il est démontré dans la Lettre à M. l'abbé Raynal sur le même sujet, et à laquelle je renvoie le lecteur.

En général, les réfugiés françois ont été désirés dans les pays où ils se sont fixés ; dès lors il est à croire qu'on leur a donné tous les secours, toutes les facilités dont ils pouvoient avoir besoin pour former leurs établissemens ; que la même politique qui avoit engagé les souverains à les accueillir, aura présidé aux moyens de les attacher aux pays qu'ils venoient peupler, et aux propriétés qu'on leur accordoit ; que si on leur a supprimé des pensions ou des secours, c'est qu'ils ne leur avoient été accordés que momentanément, ou parce que leur prospérité les mettoit dans une aisance qui rendoit ces secours superflus ; qu'ainsi, il est au moins inutile de mettre cet objet en question.

QUESTION IV.

Avec quels capitaux à peu près les réfugiés se présentèrent-ils? Fut-on obligé de faire des quêtes pour eux, et les quêtes furent-elles abondantes? L'usage en continua-t-il longtemps?

RÉPONSE. Quel est le calculateur assez profond et assez confiant pour entreprendre de satisfaire M. l'abbé Raynal sur l'à-peu-près même de sa demande? Peut-il exister des renseignements assez probables sur les sommes que les réfugiés exportèrent de la France? Et où les trouver? Remontons à la source. Lorsque les réformés françois prirent le parti de s'expatrier, les uns, dans les premiers momens de la terreur et du désespoir, se hâtèrent de se soustraire aux persécutions, et abandonnèrent d'aussi bon cœur leurs biens, leurs propriétés, qu'ils abandonnoient une patrie qu'ils avoient en horreur; les autres plus patiens préparèrent de loin leur fuite, et vendirent secrètement tout ce qu'ils purent de leurs meubles et de leurs immeubles. Ceux-ci furent les seuls qui, en portant chez l'étranger le prix de leurs propriétés, affoiblirent sensiblement le numéraire de la France. Mais les sommes qu'ils exportèrent, furent-ils obligés de les déclarer? N'avoient-ils pas même intérêt d'en céler le montant, et aux souverains qui leur donnoient des asyles, pour en obtenir plus de faveurs, et aux peuples parmi lesquels ils s'établissoient, pour ne pas exciter leur cupidité? Il est donc impossible de savoir l'à-peu-près même des capitaux avec lesquels ils se présentèrent. Un politique de haute considération, ambassadeur de France en Angleterre, a fait imprimer qu'avec l'or des réfugiés françois, les Anglois avoient frappé soixante mille guinées; mais cette assertion fut combattue et regardée comme exagérée. A plus forte raison, quelle confiance doit-on accorder au rapport de quelques spéculateurs qui, n'ayant d'autre secours que des probabilités très suspectes, ne pourroient fournir à M. l'abbé Raynal que des approximations très hasardées? et comment

M. l'abbé Raynal lui-même a-t-il pu se dissimuler qu'il étoit impossible de le satisfaire sur cette proposition, comme il seroit très dangereux de lui répondre sur la plupart des autres? Je l'avoue à regret, plus je réfléchis sur ces questions, plus je suis tenté de croire qu'elles ne sont qu'un prétexte pour prévenir le public en faveur d'un ouvrage dont le sujet intéressera d'autant plus les partisans de l'auteur, qu'il ouvre un champ plus vaste à son éloquence, au développement de ses principes, et à sa manie de régenter les gouvernemens.

Sans doute que l'on fut obligé de faire des quêtes pour la plupart des réfugiés, parce que le plus grand nombre n'étoit pas le plus riche. Ces quêtes furent même assez abondantes pour établir et faire subsister des colonies entières. On en voit encore aujourd'hui en Allemagne recevoir des secours de l'Angleterre et de la Hollande ; celles qui ont le mieux prospéré, soutenir celles qui sont moins heureuses : et rien, en général, n'est plus digne de la vénération des hommes que le zèle pieux et charitable avec lequel les réformés français s'entraident mutuellement. Ce seroit un grand exemple à donner aux chrétiens des autres communions que de rassembler les anecdotes de la charité qui règne parmi les réfugiés. Un pareil recueil seroit, à coup sûr, plus utile qu'une histoire philosophique, politique même, de la révocation de l'Edit de Nantes. M. l'abbé Raynal s'exerça autrefois dans ce genre ; et tel qui a voulu, par de simples anecdotes, *élever les esprits et les animer à la défense de la patrie, en développant la marche et les progrès de la science la plus funeste, et malheureusement la plus nécessaire*, auroit réussi sans doute, par le même moyen, à rendre plus fréquent l'exercice de la vertu la plus douce et la plus utile à l'humanité (1). J'invite M. l'abbé Raynal à reprendre ce genre. Il sera moins brillant ; mais il le conduira plus sûrement à l'estime générale.

(1) Sous le ministère de M. le duc de Choiseul, M. l'abbé Raynal fut chargé de rassembler des anecdotes sur l'art de la guerre, pour servir à l'instruction de MM. les élèves de l'Ecole militaire. Cet ouvrage parut en effet en 1762, en trois volumes in-12, sous le titre d'*Ecole militaire*.

QUESTION V.

Quelles branches d'industrie les réfugiés établirent-ils dans les pays ? Les branches d'industrie sont-elles restées dans leurs mains, ou les gens du pays les ont-ils adoptées ?

RÉPONSE. Il étoit peu de branches d'industrie connues alors en France, que les réfugiés n'eussent portées dans les pays où ils furent accueillis : mais les arts, les métiers, les manufactures, en s'étendant par leurs émigrations, devinrent un bienfait nouveau pour l'humanité ; et si le commerce de la France y perdit alors, cette révolution ne fit que hâter un moment qui devoit arriver un jour. A quoi bon politiquer sur cet événement ? Il est dans l'ordre des vicissitudes. L'œil du philosophe se fixe sur tous les hommes ; s'il a lieu de déplorer ici leurs erreurs, là il trouve un motif de consolation, et tel est celui que lui présente l'état florissant des pays enrichis par l'industrie des réfugiés françois. La Hollande n'y gagna guère que des bras ; l'Angleterre, des manufactures de soie et l'art de perfectionner les cristaux ; l'Allemagne, dont une partie étoit dévastée et sans industrie, fut celui de tous les pays qui en retira les avantages les plus réels. Les villes s'agrandirent, les campagnes se repenplèrent, le commerce s'y vivifia partout, et elle vit fabriquer dans son sein des étoffes, des draps, des mousselines, des toiles, des bas, des galons, des chapeaux et beaucoup d'autres articles que la France lui fournissoit auparavant. Dès lors la circulation fut plus active en Allemagne, et l'exportation du numéraire moins considérable ; le peuple, y ayant ainsi plus de ressources, y fut donc plus heureux, ou dut l'être : mais pour cela, le peuple en France n'en fut pas plus malheureux. Le commerce seul de ce royaume en souffrit peut-être un instant, et ce dommage ne porta que foiblement sur l'Etat ; car si on le met en parallèle avec ceux que durent lui causer les frais de la guerre malheureuse de la succession, les dépenses immenses de Louis XIV pour l'embellissement et

la défense de son royaume, le système de Law, les rapines des traitans, les brigandages et l'insatiable avidité des courtisans de Louis XV, et tant d'autres événemens, on verra que celui de la révocation mérite à peine de figurer parmi les causes qui, dit-on, affoiblirent la France, quoiqu'elle soit parvenue aujourd'hui à un degré de splendeur qu'elle n'atteignit jamais, même dans les plus beaux jours des règnes les plus glorieux. Que seroit-elle de plus, si l'édit de Nantes avoit subsisté ?

De cette manière d'envisager l'événement de la révocation, qui est, sans contredit, la plus philosophique, il faut en conclure que la France a eu tort de persécuter une partie de ses sujets, non point parce qu'ils ont enrichi d'autres nations, mais parce qu'ils ont été persécutés ; que les réfugiés, en portant chez l'étranger des arts nouveaux, une industrie nouvelle, ont étendu les moyens de rendre plus heureux un plus grand nombre d'individus, sans porter un préjudice bien sensible à l'Etat qu'ils n'abandonnoient que parce qu'il les rejetoit de son sein : car cette industrie et ces arts, la France les conservoit ; elle ne perdoit que l'exclusion par l'établissement de la concurrence, qui en général est un avantage pour les consommateurs, puisqu'elle rend les productions plus abondantes et moins chères. Sous ce point de vue on seroit tenté de bénir la cause qui produisit un tel effet.

QUESTION VI.

La colonie a-t-elle diminué ou augmenté en nombre, en activité, en richesses ? Quelles ont été les causes de ces variations ?

RÉPONSE. Je ne puis me refuser au plaisir de répondre à M. l'abbé Raynal sur cette question par un exemple frappant de la prospérité de trois petites colonies de réfugiés françois, établies sur un espace de terrain de deux lieues de circonférence.

Il existe en Allemagne un pays peu étendu, et dont le sol est médiocrement fertile, qui, à l'époque de l'émigration occa-

sionnée par la révocation de l'Edit de Nantes, étoit devenu l'héritage d'un prince qui, comme prince et comme homme, mériteroit, pour l'honneur de ses semblables et la gloire de sa maison, d'être plus connu. Ce pays avoit été dévasté dans la guerre de Trente ans. Plusieurs villages avoient été saccagés et la peste y avoit exercé ses ravages ; il étoit entièrement ruiné. Cependant les avantages de sa situation et ceux qu'il tenoit d'ailleurs de la nature, devoient engager un prince jaloux d'administrer son patrimoine en bon chef de famille, en père de son peuple, à rechercher les moyens les plus propres à les faire valoir également au profit de sa maison et de ses sujets. Celui dont je parle s'occupa de cette recherche dès les premiers instants de son administration. Des salines détruites furent rétablies par lui et remises en valeur, d'autres manufactures furent érigées ; mais rien ne lui parut plus propre à remplir ses vues que d'attirer dans son pays des hommes industrieux qui rendroient à l'agriculture les bras qui lui manquoient, et au commerce un aliment nouveau par des fabriques et des productions nouvelles. L'émigration des protestants de France lui offroit ce moyen ; il le saisit. D'abord il fit construire un faubourg entier à la ville de sa résidence, qui ne tarda pas à devenir plus considérable que la ville elle-même. Quelques familles de réfugiés y furent accueillies et s'y établirent dès l'an 1686. Tous les privilèges qu'on put leur accorder, le prince les leur conféra. S'il étoit de mon objet d'en faire ici l'énumération, je me plairois à les détailler ; mais je me contente d'observer que la déclaration que le prince rendit à ce sujet, fait également l'éloge de son discernement et de son cœur, et qu'elle pourroit servir de modèle à tout homme qui, appelé au gouvernement d'un Etat, et qui se trouveroit dans la même circonstance que ce prince, auroit le même désir que lui d'opérer le bonheur de ses sujets et l'avantage de sa maison. Ces premières familles de réfugiés jugeant qu'elles seroient heureuses sous les lois d'un prince aussi humain que juste, en attirèrent bientôt

d'autres qui, l'année suivante, se trouvèrent en si grand nombre que les bâtimens manquèrent pour les loger. On leur offrit l'emplacement et le territoire de deux villages détruits ; on les subrogea aux droits des habitans de ces anciens villages, et bientôt, sur les débris mêmes de la dévastation, s'éleva un des plus beaux lieux habités des environs.

Douze ans après, les Vaudois vinrent encore relever les masure saccagées d'un ancien village que leur accorda le même prince, avec ses dépendances et ses anciens droits. Ainsi furent réparés tous les malheurs que ce pays avoit éprouvés par les fléaux les plus destructeurs. Je ne ferai point non plus ici le cadastre de la population de ces colonies et de ses accroissemens successifs. Je me borne à dire que, dans l'espace moindre d'un siècle, elle s'est augmentée des deux tiers en sus de ce qu'elle étoit alors : avantage précieux, qui prouve non-seulement que les successeurs de ce prince ont suivi ses maximes dans leur administration, en protégeant autant qu'il étoit en eux des hommes persécutés, dignes à ce titre, de leurs faveurs ; mais encore que la mémoire des bienfaits qu'on accorda aux premiers réfugiés se perpétue de générations en générations parmi des sujets fidèles et reconnoissans qui sentent tout le prix de l'asyle qui fut offert à leurs pères et dont ils jouissent eux-mêmes sous la protection des loix les plus douces. Cet accroissement de population suppose encore, sinon des richesses, au moins une grande aisance parmi ces colonies. Elle existe en effet, et c'est le fruit de leur travail et de leur industrie. Dans le voisinage du pays qu'elles habitent, est une ville célèbre par son commerce ; les foires fameuses qui s'y tiennent ont engagé plus de fabricans que de cultivateurs à se fixer à sa portée : ce qui fait que les colons dont on parle ont adopté les fabriques dont les productions s'écoulent plus aisément. Elles consistent en bas, en flanelles, en chapeaux et en d'autres objets de moindre conséquence ; mais pour donner une idée de l'état de ces colonies, et des avantages que le pays retire de leur industrie, il suffira de dire qu'elles emploient,

année commune, pour environ 600,000 florins de matières premières en laine et en coton ; somme dont les intérêts font un produit annuel de 60,000 florins au moins, lesquels ajoutés à une somme de 100,000 florins que ces colonies dépensent en main-d'œuvre, font circuler dans ce pays environ 160,000 florins annuellement. Je ne parle pas encore des avantages qu'il retire de la culture des terres occupées par ces colonies ; mais je demande s'il étoit un moyen plus heureux de réparer d'anciens désastres, et dans quel pays ces réfugiés en auroient eu de plus propres à les faire prospérer. C'est au jugement de M. l'abbé Raynal que je sou mets ces réflexions.

QUESTION VII.

Les naturels du pays ont-ils adopté la langue, les mœurs, les habitudes des réfugiés ; ou les réfugiés ont-ils adopté les mœurs, les habitudes de la contrée qui les a reçus ?

RÉPONSE. Si le commerce et l'industrie de la nation françoise ont éprouvé quelque altération momentanée par la fuite des protestans, la France y a gagné à d'autres égards. Ses correspondances ont été plus étendues, ses liaisons plus fréquentes et plus multipliées avec les autres nations, et le commerce dans la suite en est devenu sûrement plus actif. Il ne faut pas douter encore que l'émigration des réfugiés ne soit une des causes qui, dans ce siècle, ont le plus contribué à rendre la langue françoise aussi commune qu'elle l'est devenue à toutes les nations de l'Europe. Cet avantage est inappréciable ; car s'il est un moyen de lier les nations entre elles, c'est sans contredit de l'intelligence d'un langage qui leur soit commun, qu'il faut l'attendre ; au moins doit-il en résulter une confiance plus intime et plus réciproque dans le commerce, une marche plus assurée et moins tortueuse dans la politique, une circulation plus rapide des connoissances. Je ne m'étendrai pas sur ces réflexions, que je ne donne point ici pour des oracles de philosophie. Je me contente de les offrir modeste-

ment à M. l'abbé Raynal comme un contrepoids à celles qu'il pourroit faire, dans un sens opposé, sur le même objet. Pour bien juger d'une chose, il faut la considérer dans tous ses rapports ; et s'il est différents points de vue sous lesquels on puisse la présenter, il faut choisir le plus consolant, s'il est d'ailleurs le plus vrai et le plus utile.

Il n'est pas douteux que les réfugiés françois durent adopter la langue usitée dans les pays où ils s'établirent ; mais ils ne furent jamais réunis en assez grand nombre pour que la leur prévalût sur celle du peuple qui les reçut. Il seroit dangereux même que ce changement arrivât. Chaque peuple conserve les principes de sa constitution, ses lois, ses privilèges, ses titres généraux et particuliers dans l'idiome qui lui est propre : s'il l'abandonnoit pour un autre, il perdrait insensiblement la connoissance de tous ces objets, et alors quel désordre ne naîtroit-il pas de ce changement ? Que chaque nation conserve sa langue, qu'elle l'épure, la rende plus énergique et plus polie, si elle en est susceptible ; elle le doit. Que tous les peuples s'entendent pour avoir un langage qui entretienne entre eux une correspondance plus intime, la société en général y gagnera, puisque tout ce qui peut contribuer à son bonheur acquerra une circulation plus rapide. Ce seroit bien là le sujet d'une thèse digne de l'éloquence de M. l'abbé Raynal. Je l'invite encore à y réfléchir ; mais si jamais il lui prend envie de traiter cette matière, qu'il me permette de lui conseiller de présenter ses arguments avec netteté, et de les dépouiller de toute idée abstraite, sophistique ou paradoxale.

Quant aux mœurs et aux habitudes, l'expérience nous apprend assez que celles du plus grand nombre l'emportent toujours sur celles du moindre. D'ailleurs, dépendantes ordinairement du climat, de la constitution politique des Etats et souvent encore des préjugés, quiconque respire le même air, vit des mêmes aliments, suit les mêmes loix que tel peuple, doit en prendre les mœurs, les habitudes et à la longue les préjugés. Certainement ni les Anglois, ni les Hollandois, ni les

Allemands, ni aucune des nations qui ont reçu parini elles des réfugiés françois n'auront adopté ni les mœurs ni le caractère dominant de la nation françoise. Cette révolution seroit assez plaisante ; mais écartons l'idée ridicule que nous offre sa supposition : contentons-nous d'observer et de croire que les réfugiés françois ne sont plus aujourd'hui que des Anglois orgueilleux et sombres, de froids et intéressés Hollandois, de bons et braves Allemands, de francs Suisses ; qu'en un mot ils ont dû adopter et qu'ils ont adopté en effet le caractère, les mœurs, les habitudes des peuples dont ils font partie depuis près d'un siècle.

QUESTION VIII.

Le caractère des réfugiés s'est-il corrompu ou amélioré ?

RÉPONSE. Est-ce bien M. l'abbé Raynal, un philosophe, un François, qui fait une question pareille ? Comment ! il parcourt l'Allemagne, pour faire, dit-il, l'histoire des réfugiés qui y sont répandus, et, je veux bien le croire encore, pour apprendre à connoître les Allemands qu'il n'aimoit point, parce qu'il les jugeoit assez mal ; et c'est aux uns et aux autres qu'il s'adresse pour qu'ils l'instruisent de la bonté ou de la corruption de leur caractère ! Il faut en convenir, cette manière de s'instruire est d'un genre nouveau ; mais assurément elle n'est ni polie, ni adroite : car si le caractère des réfugiés s'est corrompu, c'est donc parce qu'ils habitoient au milieu d'un peuple corrompu ; et s'il s'est amélioré, ils étoient donc corrompus eux-mêmes : ainsi M. l'abbé Raynal suppose que les uns et les autres étoient ou corrompus ou corrupteurs. Supposition également injuste et injurieuse, qui prouve encore que la prudence n'est pas toujours la compagne de l'esprit.

QUESTION IX.

Quel est sous tous les points de vue l'état actuel de la colonie françoise ?

RÉPONSE. Comme je ne connois particulièrement que les co-

lonies dont j'ai parlé dans la réponse à la Question VI, je renvoie M. l'abbé Raynal à cet article. Il y verra que ces colonies se sont établies sous la protection d'un prince qui les attira dans son pays autant par humanité que par politique, et les y fixa par ses bienfaits ; qu'elles ont prospéré parce que les successeurs de ce prince se sont fait un devoir de respecter les privilèges qui leur avoient été accordés originairement, et en donnant à leurs travaux, à leur industrie, tous les moyens d'encouragement, toutes les facilités qui dépendoient d'eux pour les faire réussir ; que de la protection d'un gouvernement aussi sage et des succès qui en sont les fruits, a dû naître ce contrat obligatoire et sacré qui lie le prince à ses sujets et les sujets à leur prince ; qu'en un mot, l'histoire des colonies que j'ai citées étant à peu près l'histoire de tous les autres établissements des réfugiés françois, qui ont plus ou moins prospéré, mais qui, dans tous les cas, sont devenus sujets légitimes des princes charitables et justes qui les ont accueillis et protégés, il faut en conclure que leur état, considéré sous quelque point de vue que ce soit, est tel qu'il faut les laisser jouir en paix du bénéfice des loix qu'ils ont adoptées, et de la protection des souverains qui les gouvernent. C'est à quoi j'exhorte très instamment M. l'abbé Raynal.

MÉLANGES.

LES « CONVERTIS » AU XVII^e SIÈCLE

D'APRÈS UNE PHYSIOLOGIE « DES PLUS FAMEUX ARGOTIERS DE CE TEMPS. »

1629.

Ce titre a grand besoin d'être expliqué pour qu'on ne s'y méprenne. Le portrait du *Converti*, que nous allons reproduire, n'est pas précisément celui du catholique-romain devenu huguenot ou du huguenot converti à l'Eglise romaine, par la vertu de quelque controverse, ou par des raisons intimes du domaine religieux, ou enfin par des mobiles plus ou moins désin-

téressés. Il s'agit d'une tout autre espèce de convertis, moins connue de nos jours, et dont on ne saurait dire : « Honni soit qui mal y pense. » Il s'agit d'une des catégories de l'Argot de la célèbre Cour des Miracles, d'une classe de voleurs (puisqu'il faut l'appeler par son nom) qui, ayant reconnu que le métier de faux converti était lucratif (et il l'était en effet, comme on le voit par certaines historiettes de Tallemant des Réaux), en avaient fait une de leurs spécialités. C'est donc à ce titre que les *Convertis* figurent dans un petit volume de la première moitié du XVII^e siècle, où se trouvent énoncés les divers procédés des voleurs de la belle France d'alors, avec un exposé de leur organisation hiérarchique, le tout en leur propre langue, l'argot. C'est un opuscule analogue à celui du *Dictionnaire d'argot* de Vidocq (Paris, 1829, in-32). Nous en transcrivons ici l'intitulé, en donnant le sens de quelques-uns des mots d'argot qui s'y rencontrent.

Le jargon ou Langage de l'Argot réformé comme il est à présent en usage parmi les bons pauvres, tiré et recueilli des plus fameux Argotiers de ce temps, composé par un pillier (maître) de boutanche (boutique), qui maquille (travaille) en molanche (laine) en la vergne (ville) de Tours. Augmenté de nouveau dans le Dictionnaire des mots peu substantifs de l'argot, outre les précédentes impressions par l'auteur. (À Troyes, et se vend à Paris chez Jean Musnier, march. libr., rue Petit-Pont, à l'image de Saint-Antoine.)

C'est un in-18, sans date et sans pagination (56 pages), dont la première édition paraît être de Rouen. L'auteur, Tourangeau, ainsi qu'il le déclare, décline dans un acrostiche de quinze vers, son nom, qui est *Ollivier Chereau* (1), et non *Chevreau*, comme le dit par erreur M. Francisque Michel dans ses *Etudes comparées sur l'argot*, etc. (Paris, 1856, in-8°.) L'édition que cite ce philologue est celle de Troyes, 1660, in-12, de 30 feuillets, faisant sans doute partie de la Bibliothèque bleue. Mais la première est vraisemblablement antérieure à 1630, puisque nous trouvons indiquée, dans le *Catalogue des livres rares et curieux* du même M. Francisque Michel (Paris, 1858), une *Responce et complainte au grand Coesre* (maître des gueux) *sur le jargon de l'argot réformé*, Paris, J. Martin, 1630, in-16. Ajoutons une remarque qui confirme cette conjecture de date ; c'est que l'on trouve à la fin du volume une pièce intitulée : *Resjouissance des Argotiers sur la prise de La Rochelle*, pièce de circonstance, sorte de parodie de cantique en argot, de trente alexandrins, parmi lesquels se lisent ceux-ci :

(1) Ollivier Chereau, né à Tours, où il exerçait la profession de sergetier, un peu avant le milieu du XVII^e siècle, a mis en vers l'histoire des archevêques de Tours, publiée à Tours en 1654, in-4° de 90 pages, et aussi une histoire de la confrérie du Petit Saint-Martin.

Et te prions aussi de tousjours conserver
 La noble Fleur de Lys, et de vouloir foncer (donner),
 Pour comble de bonheur et bénédictions,
 A ton Oingt bien aymé de beaux petits mions [garçons].

Or c'est en 1628 qu'eut lieu la prise de La Rochelle, et l'on pouvait alors, en effet, prier Dieu d'accorder un fils au roi Louis XIII, qui, marié depuis 1615, n'avait pas encore d'enfant. Seulement on ne s'attendait guère à trouver cette prière dans la bouche de ses sujets « argotiers. » Elle ne fut d'ailleurs exaucée qu'en 1638, lorsque naquit Louis XIV.

L'auteur explique, dans sa préface, le sens du titre, *l'Argot réformé*. L'ancien jargon n'était plus assez secret; les bourgeois, à force de fréquenter les étudiants qui le parlaient, commençaient à le comprendre; il avait fallu le modifier, en faire un nouveau: de là *l'argot réformé*. « O argot admirable, s'écrie-t-il, puisque tu es l'azile et refuge de tous ceux qui ne savent plus de quel bois faire flèche!... » Puis quelques détails assez curieux: « Pour affermir l'état de cette monarchie argotique, deux argotiers ordonnèrent de tenir par chacun an des états généraux pour aviser aux affaires de l'Etat, et étoient tenus anciennement juxte la vergne (ville) de Fontenoy-le-Comte, et à présent transférés en Languedoc... »

Le volume se compose de l'Ordre ou hiérarchie de l'argot, du Dictionnaire argotique (1), enfin des états généraux, ou énumération des divers archi-suppôts et suppôts de l'argot. C'est au nombre de ces derniers que sont placés les Convertis, dont voici l'article; nous y joignons une traduction des mots techniques, parmi lesquels on en remarquera d'assez curieux, tels que *ratichons* pour prêtres, *batillards* pour ministres, *cornet d'épice* pour capucin:

Les convertis.

Les *Convertis* sont ceux qui changent de religion (je n'entends ici parler de ceux qui véritablement pour le repos et tranquillité de leurs consciences se convertissent sans fraude ne dissimulation). Je veux donc rouscailler [parler] de ceux qui feignent de se convertir pour la touche [tricherie]. Quand ils sont en quelque vergne [ville] où il y a quelque excellent prédicateur, ils bient [vont] le trouver, et

(1) Dans ce Dictionnaire, nous voyons que le raisin s'appelle en argot *calvin*, et la vigne *calvine*. M. Francisque Michel dit que « ce qui a vraisemblablement donné aux argotiers l'idée d'appeler la vigne du nom du grand hérésiarque de Genève, c'est, après la terminaison du nom de Calvin, la réputation d'ivrognerie qu'avaient les Suisses. » Va pour la rime; mais la dernière raison nous semble un peu faible. — On montre près de Poitiers une pièce de vigne, où la tradition veut que Calvin soit allé fréquemment se promener, et qui porte le nom de *la Calvine*. Nous donnons cette coïncidence à MM. les philologues pour ce qu'elle vaut.

luy rouscaillent [parlent] ainsi : « Mon père, je suis de la Religion, et tous mes parens aussi; j'ay ouï quelques-unes de vos prédications qui m'ont touché, je voudrois que vous m'eussiez un peu éclaircy. » Alors il se passe deux ou trois luisans [jours] en conférence, puis il fait faire profession de foy au public, puis sept ou huit luisans [jours] durant ils se tiennent aux lourdes [portes] des antistes [églises], et rouscaillent [parlent] ainsi : « Messieurs et dames, n'oubliez pas cet apostolique et romain, le Hàvre [Dieu] sçait comment il gresle en leur comble [il pleut en leur bourse], car il n'est pas moins de chenastre [bonne] mère qui ne leur fiche la thune [baille l'aumône], puis ils sont soigneux de tirer une lucque [fausse attestation] ou certificat de celuy qui les a reçus. Et après il s'enqueste où demeure quelque marpaut [homme] pieux, et rupines [femmes de qualité] et marchandières [bourgeoises] dévotes qu'ils bient [vont] trouver dans leurs creux [maisons], déclarans leurs nécessités; alors ces chenastres [bonnes] personnes rifodez [brûlées] de l'amour du Hàvre [de Dieu], et très joyeux de cette conversion, leur foncent [donnent] de très chenastres thunes [bonne aumône], et c'est la plus chenastre truche [la meilleure tricherie] de toutime [tout] l'argot. Et s'ils assurent ainsi les catholiques, ils en font de même aux huguenots, car il y en a qui trolent [courent trafiquans] de deux sortes de lucques [faux certificats], les unes pour ficher [bailler] aux ratielous [prêtres] dans les entonnes [églises], et les autres aux babillards [ministres] ou anciens de la Prétenduë [religion réformée], qui leur fouquent [donnent] de grosse thune [aumône]. (1). Mais il y en eut un qui fut bien affuté [attrapé], pensant avoir deux lucques [certificats], car il y perdit la plus chenastre [la meilleure des deux]. C'étoit un Hollandais, qui estant venu en notre vergne [ville] saintement ou véritablement se voulut convertir. Il bia [alla] trouver un chenastre cornet d'espice [un bon père capucin], et rouscailla [dit] à sezière [lui] qu'il vouloit quitter la religion prétenduë pour attrimer [prendre] la catholique. Le chenastre [bon] patron le reçut charitablement, et l'interrogea par plusieurs luisans [jours], dont un entre les autres, si demanda à sezière [lui] s'il n'avoit pas quelque lucque de son babillard, il répondit que si et mit la lousseche [main] en sa felouze [pochette] et en tira une, et la fiche [donne] au cornet d'espice [père capucin] pour la mouchailler [regarder], et quelques luisans [jours] après qu'il eut aquigé [fait] profession de foy, il demanda sa lucque au patron, qui rouscailla à sezière qu'il l'avoit aquigée rifoder [fait

(1) Tout ce qui suit, jusqu'à la dernière phrase exclusivement, ne se trouve pas dans l'édition qui porte la seule rubrique de Paris.

brûler]. Le Havre savait combien ce Hollandais fut fâché, car me rencontrant il me rouscaila : « Ha Pillier ! [maître] que gitte [j'ai] été affuté gourdemment [grandement attrapé], car ce cornet d'espice a rifodé ma lucque [brûlé mon certificat] où étoient les armoiries de Hollande; j'y perds plus de cinquante grains [écus] de rente ! » Je le dis pour y avoir assisté. Ceux-là sont les mignons du grand Coësre [maître des gueux]...

UN ASILE DES HUGUENOTS

A L'ÉPOQUE DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES.

L'ÎLE D'AXHOLME

(Côte N.-E. d'Angleterre.)

1685.

Un Anglais, descendant de réfugiés et résidant à Tilly-sur-Seulle, près de Caen, a remis pour nous à M. le pasteur Melon la notice qu'on va lire. Sauf quelques retouches, nous l'imprimons telle quelle.

Des liens nombreux unissent l'Angleterre et la France comme sœurs plutôt que comme amies. Ce n'est pas mon dessein de les énumérer tous ici; mais je veux en signaler un seul qui, depuis ma jeunesse, m'a toujours particulièrement frappé en ma qualité d'humble descendant d'un huguenot exilé. Je n'écris pas ceci comme Anglais, quoique l'Angleterre soit ma mère patrie et la patrie de ma mère, en remontant plusieurs générations. Je n'écris pas non plus comme Français, quoique ma bisaïeule fût la fille d'un huguenot exilé. Je veux plutôt tracer ces quelques lignes comme membre de la grande famille humaine, de la république des nations.

Fier de cette goutte de sang huguenot qui coule dans mes veines, j'ai voulu rassembler quelques souvenirs relatifs au refuge du XVII^e siècle, en parcourant le jardin des morts où dorment les aïeux de ma famille (Vaux).

Dans le comté de Lincoln, sur la côte nord-est de l'Angleterre, près le confluent des fleuves Trent et Don, est située une île fluviale, petite mais fertile, connue sous le nom d'Axholme. Elle a peut-être 26 kilomètres de longueur sur 40 de largeur. Il paraîtra singulier peut-être que ce coin de terre, si éloigné et si isolé, ait fourni un lieu de repos à quelques-uns de ces protestants français que traquaient à l'envi les intendants, les dragons et les prêtres. Chassés de leur patrie par la persécution, ces pèlerins errants et portant leur croix, se réfugièrent d'abord en Hollande, d'où ils émigrèrent plus tard dans l'île d'Axholme en Angleterre. Cette île était autrefois bien boisée; mais, par suite de fréquentes inondations, elle était

devenue un vaste marais, sans cesse envahi par le fleuve. Pendant le règne du malheureux Charles 1^{er}, l'île était tombée entre les mains de la couronne comme domaine féodal. Le roi avait mis à profit les services de Cornélius Vermuyden, célèbre ingénieur hollandais et protestant, qui entreprit de dessécher le sol, et de le rendre utile en le soumettant à un assolement agricole. Pour subvenir aux travaux de génie il fallait dépenser 50,000 livres sterling (1,250,000 francs); les travaux durèrent 5 ans. Ces frais immenses furent supportés par notre digne Hollandais, à condition qu'il reçût comme récompense un tiers du terrain qu'il avait reconquis. Les insulaires, qui possédaient des droits gratuits de pâturage, devaient recevoir un équivalent en terrain ou en argent. Dans ce but, on autorisa Vermuyden à nommer une commission ou juridiction locale, afin de terminer les questions difficiles qui se rattachaient aux droits des particuliers ou aux coutumes féodales ou seigneuriales. Dès lors s'ensuivit une crise pénible et prolongée. L'ingénieur hollandais s'était acquitté de son devoir, mais l'avenir de l'île dépendait de l'heureuse introduction d'autres ouvriers et d'autres travaux. Il fallait, pour rendre à Axholme sa fertilité perdue, des connaissances théoriques, la science mise en pratique, une habileté et une patience à toute épreuve, qualités que possèdent les Hollandais dans un haut degré. Il paraît que l'entrepreneur hollandais s'imposa une rude tâche quand il entreprit de persuader les insulaires d'Axholme de profiter de cette fertilité, plutôt créée que renouvelée. A qui donc se fia-t-il comme à son corps de réserve? Aux huguenots exilés. Il chercha, et il trouva dans sa patrie une petite troupe d'exilés tant français que hollandais, unis ensemble par le lien d'une foi commune, prêts à émigrer et à s'établir autour de lui sur le terrain reconquis de l'île d'Axholme. Cette troupe s'élevait à 200 familles. Un de leurs premiers soins fut d'ériger un temple où ils pussent adorer le Dieu des Eglises du désert. Le temple fut construit à Sandtoft, endroit vénéré comme ayant été longtemps occupé par un ermite ou quelque autre misanthrope de l'abbaye de Sainte-Marie d'York. Ceci se passa en 1634. Il paraît que les nouveaux arrivés ne furent traités qu'avec peu d'égards par les insulaires, et il y eut de fréquentes rencontres provenant des disputes territoriales ou des jalousies internationales. Cet indigne état de choses dura jusqu'à la chute des Stuarts et l'avènement de la république. Encore, pendant le protectorat de Cromwell, la position des émigrés ne fut point beaucoup améliorée. Lors de la malheureuse restauration de Charles II, et même pendant 50 ans après sa mort, on dit qu'un état d'insubordination prédomina qui était inconnu ailleurs en Angleterre. En effet, dès que la république eut disparu, à son tour Charles II se vit obligé de nommer un protecteur pour la petite île d'Axholme, où l'on vit alors comme une sorte d'*imperium in imperio*. Ce régime subsista pendant le règne de

Guillaume d'Orange, après qu'il eut rendu au pays d'adoption de mes ancêtres le précieux bienfait de la liberté civile et religieuse. Dans un mémoire qu'on disait être dressé par M. Reading, qui avait été nommé agent de la Couronne et protecteur des droits civils et religieux des réfugiés à Axholme, je trouve les détails suivants : « J'ai été obligé de demander des lettres d'aide et des ordres de la chambre haute, ainsi que des députations des échevins de trois comtés limitrophes. J'ai pourvu des chevaux, des armes, des munitions, et j'ai engagé des hommes de guerre. J'ai livré 34 combats, où j'ai perdu beaucoup de monde. Ces mesures, avec de nombreux actes d'accusation, poursuites judiciaires et procès, ont réduit les insulaires à l'obéissance. J'ai consolidé l'Eglise, j'ai pourvu un sufragant, et j'ai rendu l'île tranquille et florissante. » Le ton de cette pièce est trop absolu et trop personnel. Il est d'ailleurs constant que les réfugiés et leurs voisins ne purent terminer leurs différends territoriaux par la loi militaire, et furent obligés d'inviter la cour de la chancellerie à arbitrer entre eux. Ces inimitiés durèrent pendant un siècle. L'élément religieux n'y était probablement pour rien ; car c'était tout purement une question territoriale ou peut-être agraire, où les droits populaires se trouvèrent opposés aux exactions féodales. Il paraît aussi que les Hollandais se retirèrent peu à peu de l'île et retournèrent chez eux. Ils n'envisagèrent l'affaire que comme une question de commerce, de profit et de perte. Il n'en était pas de même du côté des réfugiés français. Ils étaient sans patrie, et pourtant ils survécurent aux jalousies locales d'Axholme, et peu à peu s'incorporèrent par les liens du mariage et de l'amitié, ou par les exigences du commerce avec le peuple parmi lequel ils demeuraient. Tous les Anglais instruits admettent les obligations qu'eut leur patrie envers l'aveugle et inexplicable politique qui révoqua l'Edit de Nantes. Ses arts, et ses fabriques sont des témoins qui accusent le fait que, si la France fût restée fidèle à son Dieu, à sa Bible, sans autre hiérarchie que la Trinité dans l'unité et l'unité de la Trinité comme elles se trouvent révélées dans l'Ecriture, le commerce anglais n'eût pu environner et civiliser la terre ; la Hollande et l'Angleterre n'eussent pu devenir les maîtresses des mers.

Ma petite île ancestrale n'est point une exception. Les réfugiés protestants introduisirent parmi une population agricole, plusieurs arts mécaniques. La tannerie, l'art de teindre, de filer le lin et de tisser, comptaient parmi le nombre. La culture de la plante nommée *vouède* ou *gaude*, pour laquelle le comté de Lincoln est depuis devenu renommé, reçut, dit-on, sa première impulsion de l'exemple des réfugiés, ce dont on peut facilement se rendre compte, attendu que l'art de teindre créerait une demande pour le matériel cru. C'est d'ailleurs une plante qui demande la terre la meilleure, et l'agronome anglais Arthur Young rapporte que « le sol d'Axholme est

un des meilleurs de l'Angleterre. • Je ferai mon possible pour donner, dans la suite, des détails sur l'histoire récente ainsi que sur les généalogies de cette petite troupe de huguenots. Voici mon but en agissant ainsi : 1^o Que les familles françaises protestantes puissent, s'il est possible, reconnaître leur parenté, tout éloignée qu'elle est, parmi ces habitants d'une terre étrangère ; 2^o que je puisse inviter ceux qui descendent des vieux huguenots et qui sont maintenant des sujets naturalisés de la couronne d'Angleterre, à renouer connaissance avec ces frères de race et de religion, ces fils des persécutés du XVII^e et du XVIII^e siècle, qui honorent aujourd'hui cette belle France qui vit leurs pères proscrits et fugitifs, jetés aux galères ou traînés au gibet.

Une réflexion se présente à mon esprit. L'île d'Axholme, riche, mais jusqu'alors infertile, demandait l'aide d'un ingénieur hollandais pour la dessécher et la rendre féconde. « La main du laborieux donne la richesse. » Le terrain était préparé et n'attendait que la semence et la bonne culture ; les cultivateurs seuls manquaient. L'ingénieur hollandais savait où mettre la main sur une petite troupe de pionniers, les huguenots exilés. Il connaissait leur patience, leur foi, leur douceur, leur soumission à la volonté de Dieu. Voilà les vrais éléments du succès dans tous les projets d'émigration, comme dans l'entreprise missionnaire ; ils sont l'essence du devoir chrétien, de la doctrine protestante. C'est ainsi que le mal enfante le bien. Des crimes qui ont inondé de sang le royaume de France, du sang des martyrs chrétiens, ont forcé ces futurs émigrants à l'île d'Axholme de se maintenir eux et leurs familles par leurs pénibles travaux ; afin de pouvoir adorer en paix le Dieu de leurs pères. Tandis que l'homme en vain propose, Dieu, dans sa sagesse infinie, dispose.

C'est l'île d'Axholme qui a donné le jour à l'apôtre anglais John Wesley. N'est-il pas probable que les mœurs simples et le culte modeste des réfugiés français en Axholme, auront inspiré à ce disciple de saint Paul ses préventions en faveur des frères moraves, avec lesquels il se trouva associé pendant son voyage en Amérique ? C'est aussi une mère huguenote qui, dans l'île d'Axholme, donna le jour à un fils, de qui est descendu un ministre par les soins duquel se forma à son tour pour le ministère un Anglais qui, pendant plus de 40 ans a travaillé avec ardeur à côté de ses frères de l'Eglise réformée de France, ayant pour théâtre de ses travaux la capitale même de cet empire, cette ville de Paris que l'on peut bien comparer à un phare brillant, placé sur un écueil au milieu d'un gouffre.

Le territoire de Sandtoft, dans l'île d'Axholme, avait été autrefois donné par la couronne d'Angleterre à l'abbaye de Sainte-Marie d'York pour le soutien des moines. Quand les prairies voisines se trouvaient envahies par les eaux du Don et de l'Idle, il eût été difficile de trouver une localité plus

isolée et par conséquent mieux adaptée aux vues d'une dévotion ascétique. Le seigneur octroyait aussi à la même communauté six boisseaux d'orge livrables chaque année à la fête de la Toussaint; il leur accordait aussi le pâturage pour leurs vaches, et leur bois de construction et de chauffage. Enfin le seigneur accordait au moine résident un grand matin ou probablement un linier pour la protection de la maison et des terres, et le religieux recevait une portion de sa nourriture toutes les fois que le seigneur se trouvait sur le domaine. Il y avait encore d'autres motifs plus puissants, il est à craindre, de la part du seigneur, que ne l'étaient la foi et sa sœur l'espérance de la part du moine. En effet, Sandtoft était une des stations nommées dans le but de veiller sur la chasse royale dans le comté voisin d'York. Ici, comme ailleurs, les ténèbres d'une nuit monacale furent chassées par le glorieux lever du soleil de la Réforme. Arrêtons-y le regard un moment.

Vermuyden, le courageux ingénieur hollandais, choisit Sandtoft comme la situation la plus centrale pour la construction d'un temple pour les réfugiés. Voici un extrait traduit d'une permission royale qui octroya ce droit à nos ancêtres huguenots.

« Considérant que le dit Cornelius Vermuyden, par une singulière dévotion et piété, a proposé et a eu l'intention d'ériger et de constituer une ou plusieurs églises ou chapelles dans lesdites limites dudit domaine, dans le local le plus commode, et de maintenir à leurs propres frais des ministres capables d'y célébrer le culte divin à la gloire de Dieu, tout en demandant humblement notre permission et notre assentiment royal à l'achèvement de cette œuvre.

« Nous, hautement appuyant les intentions pieuses et louables dudit Cornelius Vermuyden, et voulant qu'elles aboutissent à un heureux accomplissement, par notre faveur spéciale, avons donné et octroyé audit Cornelius Vermuyden, à ses héritiers, et à ses ayants cause, pleins pouvoirs de fonder, d'ériger et de bâtir, dans tout endroit, dans les limites dudit manoir, et à tout moment qui pourront leur convenir, une ou plusieurs chapelles, et d'y installer, et d'y maintenir un ou plusieurs ministres pour y célébrer le culte religieux, aux louanges et à la gloire de Dieu, *selon le rit de l'Eglise établie dans notre royaume d'Angleterre.* »

S'ensuivit alors un trait d'abnégation de la part des réfugiés, qui n'a besoin d'aucun éloge de la part d'un de leurs descendants. L'historien rapporte qu'un nombre choisi des réfugiés se rendirent devant un notaire, et au nom de la communauté entière fit déclarer leur consentement qu'une somme annuelle de 70 à 80 liv. st. (1,750 à 2,000 fr.) fût procurée pour maintenir un pasteur pour officier en langue française et hollandaise. Six d'entre les principaux propriétaires dans un esprit digne de leur croyance et de leur caractère chrétien, consentirent que leurs biens fussent hypothéqués de manière à assurer le paiement du salaire du pasteur; ils ajoutèrent même que les nouveaux colons ne seraient passibles de loyer qu'après

qu'un pasteur capable aurait été nommé. Le premier pasteur était M. Berchet; M. Deckeshuel (un Hollandais probablement) lui succéda, ensuite M. Delapris auquel succédèrent MM. Delaporte, Lambert et Le Vanely. Ce temple naturellement devint aussitôt le point central de la colonie, et fut bientôt environné de 200 maisons contenant près de 300 familles. Dans le ressort de ce temple, furent baptisés, mariés et enterrés les huguenots de la colonie. Pendant plusieurs années les registres paroissiaux étaient conservés avec soin par M. Stevin, qui prenait un vif intérêt aux généalogies huguenotes. Le premier enregistrement date de 1643. Il paraît que les femmes, contre l'usage anglais en pareil cas, conservaient leurs propres noms de famille après le mariage, et à chaque baptême les noms des parrains furent aussi enregistrés. En voici un exemple. « De 25 fevrié 1653 a esté baptisé à Sandtoft Johan, fils de Pierre Egarr et de Sara Vandebœe. Les testimones sont Johan, et Marye, femme de Jacques Iserby. »

Le terrain cultivé par la colonie dépassa 400,000 hectares; ils en jouirent paisiblement jusqu'à l'époque des guerres civiles. Nous n'avons que peu de statistique à rapporter relativement au système d'agriculture auquel ils tenaient. On a rapporté toutefois qu'ils cultivaient sur une grande échelle le colza et le lin. Ils étaient probablement redevables de la culture du premier à leurs co-réfugiés les protestants wallons; mais on croit que la culture du lin y est d'origine française. Pendant la révolution, quand les lois de la patrie, celles de l'hospitalité et le divin principe: « Faites aux autres ce que vous voudriez que les autres vous fissent, » furent tous violés, ces enfants du malheur, types de la future Eglise du désert, souffrirent tant de la violence et de la jalousie des insulaires, que plusieurs d'entre eux s'en retournèrent en Hollande avec quelques-uns de leurs co-réfugiés de ce pays. La persévérance religieuse et la foi de ces enfants de la Providence sont au-dessus de tous nos éloges. Néanmoins le cours des événements pesa fortement sur eux, et ils furent encore laissés sans pasteur. Ils firent présenter aux magistrats une réclamation dans laquelle ils demandaient du secours spirituel, et rappelèrent avec raison qu'ils s'étaient établis sur les terres de l'île d'Axholme sur la foi d'une promesse qu'un pasteur leur fût accordé. Ils exprimèrent aussi leur assurance que plusieurs de leurs compatriotes alors en proie à de violentes persécutions en France ne tarderaient point à les rejoindre dans le cas où l'on nommerait un pasteur. Par suite cependant de l'abaissement de leurs affaires, tant de terres étant incultes, ils ne purent garantir plus de 750 francs comme traitement annuel. On accorda sur-le-champ la demande des réfugiés, et on nomma pasteur M. Le Vanely. Ses fonctions cependant durèrent peu; car, en 1686 l'Eglise était encore une fois en ruines, les palissades du cimetière furent démolies, et le bétail des insulaires y paissait comme dans un champ commun.

L'heureux avènement de Guillaume d'Orange (1688) vint trop tard pour améliorer la position ou pour conserver intacts les droits des réfugiés. Une petite bande d'émigrants finit bientôt par adopter la langue et les habitudes de ceux parmi lesquels ils s'établissent; par suite des alliances de famille, de la corruption de la langue et d'autres circonstances encore, les noms originaux disparaissent bientôt. Mon propre nom de famille, *Vaux*, est devenu aujourd'hui *Vause*; tandis que Le Jeu est aujourd'hui presque perdu par mariage avec la famille Dunderdale, et ces deux noms sont presque les seuls représentants de la noble bande de pèlerins protestants. Le nom de Venny se trouve dans les épitaphes et dans les autres souvenirs sépulcraux jusqu'à l'année 1771, et celui de Morillon jusqu'à l'année 1814. Toutefois, deux reliques sacrées furent religieusement conservées, et l'on croit qu'elles existent encore aujourd'hui. L'une d'elles, c'est la Bible originale française, dont se servaient les pasteurs dans leurs fonctions à Sandtoft. Cette Bible était dernièrement dans la possession de la famille franco-anglaise de Dunderdale qui en hérita de la famille réfugiée Le Jeu. Le frontispice porte l'inscription que voici : « Appartient à Pierre Le Jeu. » De l'impression de Genève, 1648, elle était intitulée : *la Sainte Bible interprétée par Jean Diodati*. L'historien de la localité la nomme à juste titre un monument intéressant d'une petite troupe chassée de leur patrie par d'affligeantes persécutions, et qui chercha un refuge où elle pût adorer Dieu en esprit et en vérité, et lire dans leur propre langue sa Parole inspirée. » Deux autres reliques, bien dignes d'une place dans les feuilles de la Bible y furent conservées dans cette arche biblique. Il est vrai que ces reliques ne furent point douées de chair et de sang, comme le sont les reliques d'un autre Evangile; mais elles respiration et respirent encore l'esprit, la liberté et l'espérance de cet Evangile qui doit durer quand toutes les reliques mortelles seront retournées à leur première poussière.

La première est un morceau d'un sermon prêché dans le temple des réfugiés par l'un de ses derniers pasteurs, et l'autre est une partie d'une lettre ou appel adressé à l'agent local du gouvernement anglais en faveur de la congrégation française, laquelle, après la restauration de la dynastie des Stuarts, était représentée par ses ennemis l'hierarchie épiscopale, comme *prêche illicite*. Ce fragment de sermon parle pour lui-même; c'est un monument véridique de la fidélité, de la charité, de l'éloquence du pasteur réfugié M. Le Vaneley.

L'autre relique est un appel à l'agent du gouvernement M. Reading; c'est à la fois une révélation et un monument des difficultés qui opprimaient, même à cette époque, la petite colonie d'Axholme. Le parti prêtre, fauteur de la dynastie des Stuarts, cherchait toujours à nuire aux disciples d'une Réforme plus pure que celle dont jouissait alors l'Angleterre. Nous ne

saurions trop regretter que ces monuments épars de l'état civil et religieux de la colonie huguenote à Axholme, soient si brefs et si imparfaits. Voici le fragment sermon, qui respire toute la foi qui distinguait la Réforme française.

« Voilà, mes compatriotes, ce que nous avons à avancer sur les deux points de ce texte ; nous réservons l'explication du troisième point pour dimanche prochain, s'il plaît au Seigneur de nous accorder la vie et la santé. Cherchons à présent quelque fruit de ce que nous venons de proposer touchant cette matière si excellente. Jésus-Christ, quoiqu'il promette son esprit à ses disciples en particulier, désire pourtant que cette divine promesse s'étende à tous ses véritables membres. Tous les fidèles en général doivent être assurés de la vérité de sa promesse. Si nous nous comportons saintement, et si nous menons une conversation innocente, une vie digne de ceux qui portent le titre de chrétien, le Saint-Esprit, l'esprit de grâce, l'Esprit d'amour, l'Esprit de vérité, descendra sur nous pour faire sa résidence dans nos cœurs, pour nous adopter, gouverner et instruire dans les sentiers de vie et de justice, pour nous soulager dans tout ce que nous avons à souffrir dans cette vallée de misère. Quand même il nous faudroit passer par le feu des persécutions les plus sanglantes, comme nos pauvres frères de France, de Hongroie, il rendra nos cœurs aussi fermes que ceux des lions, en sorte que nous ne craindrions ni peine, ni tourmens ni supplice, ni épée, ni feu, mais nous nous tiendrions fermes et inébranlables comme la montagne de Zion. Car toutes nos afflictions tournent au bien de ceux qui aiment, etc. Mais surtout il nous console contre les accusations du péché et de Satan, il nous persuade que nous sommes acceptés de Dieu, et que nous ne manquerons pas d'obtenir la rémission de nos péchés pourvu que nous en soyons sensibles, pourvu que nous nous en repençons et que nous en demandions pardon à Dieu, avec une vraie humilité et avec contrition d'esprit. Et surtout dans ce grand sacrement que nous allons célébrer il présidera dans nos sens, il logera dans nos cœurs, nous montrera du doigt le sang du Fils de Dieu répandu en rémission de nos péchés, et son corps sacré rompu pour nous... »

Copie du fragment de la réclamation commençant ainsi au milieu d'une phrase :

« ... Leur force à ensevelir le nom d'Eglise et de ministres françois, et, sous prétexte que nous sommes du nombre de ceux qui tiennent conventicule à part contre les lois du royaume ; mais outre la liberté générale que Sa Majesté donne à tous les protestans de France, celle dont notre Eglise en particulier a été appuyée depuis plus de cinquante ans leur en pouvoit bien persuader le contraire, s'ils pouvoient agir circonspectement et charitablement envers les pauvres étrangers, et non pour quelque peu d'intérêt comme ils font. Nous avons lieu d'espérer qu'il y aura quelque altération particulière depuis que les sept mille et quatre cents acres de terre sont regagnés. Mais comme il faudra du temps avant que Messieurs les partisans soient d'accord, nous vous supplions en attendant de nous prêter la main particulièrement, puisque les forces de Monsieur notre recteur ont été signifiées activement sur la poursuite de nos gages. Et nous vous prions de vouloir prendre la peine d'écrire à M. de Canterbury pour avoir les contributions. »

Les noms suivans se trouvent dans les registres de Sandtoft :

« Martin Dublicq, M. Furgusin, Antoine Blancart, Benvel, Antoine Scanaire, Pierre de La Haye, Noé Agar ou Egar, Jean le Leu, Joël Delapierre, Jacques Leroy, David Morillion, Simon Acfair, Antoine Leflour, Pierre Amory, Jacques Benard, Michel Lebrand, Pierre Descamps, Isaac Delanoy, Jacques Arneau, Oser Legrand, Jacques Dumoulin, Antoine Blancart, Jacques Coquelar, Isonbar Chavatte, André Clebaux, Isaac des Biens, Jean Recharelle, Jean de Lonnois, Jean de Roubay, Jacques Hahau, Pierre de La Jay, Charles Rastoy, David le Conte, Christian Fontaine, Abraham des Quier, Joël Lespirre, Jean Trouchart. »

COLLISSON.

SUPPLÉMENT

AU BULLETIN DE JUIN ET JUILLET 1859.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ

tenue le 3 mai 1859

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. CHARLES READ, PRÉSIDENT.

La septième assemblée générale de la Société a eu lieu le mardi 3 mai, à trois heures, dans le temple de l'Oratoire.

Après une invocation par M. le pasteur Vaurigaud, et le discours d'ouverture de M. le Président, M. H. de Triqueti a donné lecture de deux fragments de l'ouvrage intitulé : *Les premiers jours du protestantisme en France*, etc., qui a paru depuis et est aujourd'hui dans toutes les mains. M. A. Coquerel fils a lu ensuite un morceau inédit sur *Versailles et les protestants de France jusqu'en 1789*, extrait d'une étude historique de M. L. Lacour. La séance a été terminée par la communication du rapport de M. le Trésorier sur les comptes de la Société, et une prière prononcée par M. le pasteur Guillaume Monod.

VERSAILLES ET LES PROTESTANTS DE FRANCE

JUSQU'EN 1789.

Fragment d'une étude historique intitulée : *Souvenirs protestants de la ville et du Palais de Versailles*.

Ces pages ne sont point, comme il semble peut-être au premier abord, le développement d'un paradoxe. L'histoire du palais du Versailles et celle des protestants se rattachent l'une à l'autre par plus

de liens qu'on ne serait porté à le croire. C'est à Versailles que, durant un siècle et demi, la royauté prépara et poursuivit la ruine de la religion réformée, calomniant ses doctrines, traquant, exilant, suppliciant ses confesseurs, violentant la conscience de leurs enfants et les tenant pour bâtards de la grande famille française. C'est à Versailles que les séides de ces monarques inexorables élaboraient lentement les décrets, instruments de leur politique; là, les Louvois et les Letellier, plus tard, les Tencin et les Saint-Florentin, avaient leurs hôtels et dictaient leurs ordres; là, Madame de Maintenon, le jésuite la Chaise, Bossuet lui-même, poussaient le grand roi aux mesures extrêmes que lui conseillaient déjà son enivrement despotique et son étroit fanatisme.

Par bonheur, ces souvenirs douloureux ne sont pas les seuls que le protestantisme puisse invoquer dans le silence de ces vastes appartements; il en est d'autres réellement consolants où il se retrempe et retrouve des forces. Bossuet fit, il est vrai, retentir la chaire de Versailles de ses éloquentes flatteries; mais ici, dans ce salon que rien ne signale, Du Bose, le célèbre ministre de Caen, a prononcé de touchantes paroles qui émurent jusqu'au persécuteur. En face de Madame de Maintenon, la renégate fanatique, se dresse l'ombre de la renégate résignée, repentante, triste jouet des nécessités de la politique; elle prie Dieu pour les malheureux protestants condamnés par sa cruelle ennemie; — nous avons nommé Madame, princesse palatine, duchesse d'Orléans. Enfin après avoir gémi sur tant d'arrêts injustes signés dans ce palais et qui entraînèrent la ruine du protestantisme, on aime à se rappeler que l'acte par lequel l'existence civile fut rendue aux réformés y reçut à son tour la sanction souveraine.

Par un accident bizarre de la fortune, le domaine de Versailles, où devaient trôner, pendant le XVII^e siècle et le XVIII^e, les plus ardents défenseurs du catholicisme, appartenait dans le siècle précédent à une famille de huguenots. Maison de plaisance plutôt que demeure habituelle, sa situation au milieu des bois en faisait une résidence agréable, en un temps où l'un des plaisirs les plus recherchés par la noblesse était encore la chasse et ses fugitives émotions. De loin s'apercevaient, de quelque côté qu'on se dirigeât vers la colline qui a donné son nom au pays, les girouettes et tourelles de l'antique manoir. La façade principale dominait les fourrés séculaires de Satory, et au-dessous, dans le vallon, se groupaient, autour d'un maré-

cage, des cabanes de charbonniers. La chasse, la pêche, le tribut de quelques bouviers en quête d'un chemin vers Paris, étaient les seules ressources de cette chétive population. On aura sous les yeux le paysage tout entier, si l'on se représente un moulin aux ailes bruyantes, sur la montagne, près de cet ancien château, moulin historique, où Henri IV, égaré dans la forêt, vint chercher plusieurs fois un refuge pendant la nuit; où Louis XIII se reposa également, et dont le souvenir n'était pas perdu sous le règne de son successeur : « Le moulin a disparu, rappelait alors un vieux serviteur, mais le vent souffle toujours. »

N'anticipons pas sur les événements. Nous avons dit qu'une famille de huguenots habitait le manoir féodal; c'étaient les Loménie, dont le chef était, avant la Saint-Barthélemy, Martial de Loménie, secrétaire du roi et des finances, greffier du Grand-Conseil, ministre plein de zèle dont quiconque s'est un peu occupé de ces temps a vu bien des fois le contre-seing, soit dans les recueils imprimés, soit dans les archives. Mais ses loyaux services ne devaient pas le sauvegarder au jour du 24 août; plus éprouvé même que beaucoup d'autres, il ne fut pas frappé sur-le-champ. Son assassin, l'un des chefs de cette tuerie, ce Retz si bien peint par Branthôme, vint trouver le seigneur de Versailles et lui proposa d'assurer son salut, moyennant la cession immédiate de son château et de ses bois, et celle de sa charge de secrétaire. Loménie signa, et quelques jours après, rapporte le *Martyrologe* de Crespin, « il était massacré avec quinze autres par Tanchou. » De Thou, d'Aubigné, confirment ce récit, et nous trouvons dans les mémoires inédits de Narbonne, premier commissaire de police de Versailles, qui vivait au commencement du XVIII^e siècle, quelques lignes qui sont la tradition du lieu même : « Le massacre de la Saint-Barthélemy, appelé les *Matines de Paris*, dit-il, ayant été résolu dans le Conseil de Charles IX, à la sollicitation de la reine mère Catherine de Médicis et du duc de Guise, le comte de Retz, l'un des favoris de Charles IX, contraignit ledit sieur de Loménie de lui vendre sa terre de Versailles et de résigner sa charge de secrétaire du roi, promettant de lui faire avoir sa grâce. Loménie céda le tout au comte de Retz, ensuite le comte fit massacrer ledit de Loménie et quinze autres. Ainsi la terre de Versailles passa dans la maison de Retz par une action des plus odieuses (1). »

(1) Mss. de Narbonne, à la bibliothèque de Versailles, t. XVI, p. 198.

L'histoire de Versailles s'inaugure donc par le meurtre d'un réformé. Dans ces temps où la sorcellerie et l'art des horoscopes compaient encore de nombreux adeptes, peut-être se trouva-t-il quelqu'un pour tirer de là de sinistres présages. L'avenir aurait semblé les confirmer.

Les Gondi habitèrent rarement le château de Versailles. Ce fut leur rendez-vous de chasse et de plaisir. Henry IV, qui prit en affection ces taillis giboyeux, n'y trouva qu'un moulin et des ruines. Son fils acheta ruines et moulin, et sur leur emplacement bâtit un pied à terre où se préparait la collation les jours de chasse. Achevé vers 1630, l'une des premières fêtes célébrées dans ce pavillon le fut à l'occasion de la visite d'un protestant étranger, nouvel allié de la France, le duc Bernard de Saxe-Weimar, qu'on vit bientôt guerroyant en Alsace et prêt à devenir un soutien pour Condé. Après de longues heures consacrées au plaisir favori du roi, le jeune étranger fut appelé à reprendre des forces dans un festin luxueux, puis un ballet où figurèrent les plus jolies filles d'honneur de la reine, termina la journée.

Autour de la petite maison construite par son père, Louis XIV créa un monde. Tout ce que la France comptait d'habiles y laissèrent la trace de leur génie. Beaucoup d'artistes protestants travaillèrent sous les ordres de Lenôtre, de Mansart, de Francine, l'inventeur trop longtemps méconnu des mille artifices hydrauliques que nous admirons toujours. Ils contribuèrent à la construction et à l'embellissement de ce palais sans modèle; mais leurs noms, à part des exceptions trop rares pour être mentionnées, ne sont point arrivés jusqu'à nous.

L'un des premiers arrêts signés par Louis XIV à Versailles, 20 octobre 1664, concerne le protestantisme; c'est l'ordre de démolition du temple d'Alençon; car tel est le bon plaisir de Sa Majesté. Entre la halte et le souper voilà de ses amusements. Quatre jours plus tard, dans le même lieu, un autre arrêt reçoit la griffe royale : suppression du temple de Rouen. Qu'on y prenne garde : en 1664, le nouveau palais de Versailles sortait à peine de terre et son suprême architecte ne put venir s'y fixer définitivement que près de vingt ans plus tard. Ainsi déjà sur les fondations de sa future demeure il préludait à la ruine des Eglises protestantes.

Nous avons fait le relevé des arrêts du conseil d'Etat dirigés contre

les réformés et datés de Versailles de 1664 jusqu'en septembre 1685, c'est-à-dire pendant une période de temps où le roi, à part les dernières années, n'habita cette ville que par occasion, en voyage, en partie de plaisir; il s'en trouve près de soixante, sans compter les mandements vexatoires particuliers, les rescrits ministériels, les ordres simplement militaires et de police : ceux-là sont innombrables. Soixante lois et décrets frappant des populations entières, les plongeant dans les larmes et le désespoir, enlevant toutes consolations spirituelles à des milliers d'indigents pour lesquels la prière remplace souvent le pain du jour ! Hélas ! Il faut citer quelques-uns de ces arrêts, dont les titres ont leur éloquence ; leur simple énumération est de l'histoire, histoire féconde en enseignements : 16 février 1671.

Arrêt portant défenses aux P. R. de solliciter leurs domestiques d'abjurer la religion catholique et ordonnant qu'en toutes occasions les catholiques porteront la parole. — 19 novembre 1680. *Déclaration du roi portant que les juges ordinaires iront chez ceux de la R. P. R. qui seront malades, pour savoir s'ils veulent mourir en ladite religion.*

— 17 juin 1681. *Déclaration du roi portant que les enfants de la R. P. R. pourront se convertir à l'âge de sept ans.* — 18 mai 1682. *Déclaration du roi portant défense aux gens de mer et de métier de la R. P. R. d'aller s'établir dans les pays étrangers.* — 15 juin 1682.

Déclaration du roi pour exclure ceux de la R. P. R. d'exercer les offices de notaires, procureurs, huissiers et sergens. — 20 août 1682. *Déclaration du roi portant défenses à ceux de la R. P. R. de s'assembler sous prétexte de prières publiques.* — 4 septembre 1684. *Arrêt du conseil d'Etat portant défenses aux particuliers de recevoir en leurs maisons les pauvres malades de la R. P. R.* — 30 juillet 1685.

Arrêt qui ordonne la démolition des temples dans toutes les villes où il y a archevêché ou évêché. — 6 août 1685. *Déclaration portant qu'il ne sera plus reçu de médecins de la R. P. R.*

Après triage de ces douloureuses éphémérides dans les répertoires de Benoît, il faudrait les comparer aux dates correspondantes du calendrier courtoisanesque de Dangeau; nous voulons donner une idée de cette étude, riche en contrastes, en rapprochements curieux; deux ou trois exemples suffiront : 26 décembre 1684, toujours à Versailles. *Déclaration du roi pour que l'exercice de la R. P. R. ne puisse être fait dans les lieux où il y aura moins de dix familles de ladite religion.* Journal de Dangeau, même jour : *Le soir il y eut appar-*

tement. — *Le major déclara que le Roi lui avait ordonné de l'avertir de tous ceux qui causeraient à la messe. Autre parallèle : 18 juin 1685. Déclaration du roi portant que les temples où il sera célébré des mariages entre catholiques et des gens de la R. P. R., et ceux où dans les prêches il sera tenu des discours séditieux, seront démolis. Journal de Dangeau, même jour : L'assemblée du clergé qui se tient à Saint-Germain accorda au roi trois millions de don gratuit que Sa Majesté lui avait demandés. Donnant donnant. Louis donne les franchises de ses sujets protestants, le clergé donne ses millions. Ce don gratuit n'était-il pas bien nommé, lorsqu'il s'appliquait à un hommage intéressé que tant d'infortunés payaient si cher !*

Tous ces arrêts du conseil d'Etat, datés de Versailles, ont été rendus dans une salle contiguë à la chambre à coucher de Louis XIV et située du côté opposé à l'OEil-de-Bœuf. Ce n'était pas la pièce que nous voyons aujourd'hui ; celle-ci à l'origine était divisée en deux ; la partie la plus rapprochée de la chambre royale se nommait le cabinet du conseil, l'autre le cabinet des Termes ou des perruques. « Quand après avoir prié Dieu ou avoir donné audience, rapporte l'*Etat de la France* de 1708, le roi sort de la balustrade de son lit pour aller à son cabinet, en passant, il dit tout haut : « Au Conseil ! » Alors l'huissier part pour avertir les ministres et ceux qui doivent assister au conseil qui va se tenir. »

Les secrétaires d'Etat présentaient au roi les arrêts, édits, déclarations, rédigés par eux, d'après ses ordres. Il en écoutait la lecture et les signait. Rarement il avait à les discuter ; il était bien servi. Après le conseil, les plaisirs ; néanmoins on vit quelquefois le conseil ne venir qu'en dernier lieu ; un quatrain est là pour nous l'apprendre :

Le Conseil à ses yeux a beau se présenter,
Sitôt qu'il voit sa chienne, il quitte tout pour elle :
Rien ne peut l'arrêter
Quand la chasse l'appelle.

Ce n'est là qu'une épigramme, sans doute. Mais cette épigramme, elle est de Louis XIV lui-même, et c'est un des rares échantillons de sa veine poétique. Conrart qui nous l'a conservée dans ses manuscrits, l'intitule ainsi : *Impromptu fait par le roi en congédiant le conseil.*

Versailles n'avait pas seul le privilège des iniquités et des violences

contre le protestantisme. Les divers châteaux de la royauté devaient en recevoir chacun leur part. Amboise avait vu les barbares exécutions qui suivirent le tumulte de 1560 ; Blois, dicté la condamnation de Condé ; Monceaux, conduit les trahisons des guerres civiles ; le Louvre, ordonné et consommé la Saint-Barthélemy ; Versailles, miné une à une les dernières libertés de la Réforme ; à Chambord enfin, étaient réservés les préliminaires de la Révocation ; à Fontainebleau, la consommation du forfait. Louis XIV partit de Versailles le 3 septembre 1685, il resta à Chambord jusqu'au 28 du même mois, et ne revint dans sa résidence de prédilection que le 14 novembre, ayant donné à Fontainebleau l'intervalle de temps écoulé entre ces deux dernières dates. La placidité d'âme avec laquelle Dangeau annonce la signature de l'Edit de révocation, est admirable : « Fontainebleau, vendredi 19 octobre 1685. Le roi alla tirer. Monseigneur courut le loup et donna un grand dîner au retour, et le soir il y eut appartement. Il y a deux jours que le roi ordonna à tous les huguenots établis à Paris, depuis un an, d'en sortir incessamment, et l'on vient d'apprendre que M. le chancelier a scellé ce matin la cassation de l'Edit de Nantes ; tous les temples seront abattus ; celui de Charenton sera interdit dimanche, et lundi on doit publier par tout le royaume la Révocation. » Heureusement qu'à côté de cette citation nous en pouvons placer une autre tout édifiante, empruntée au même annaliste ; ce sont les dernières lignes qui, dans son journal, concernent les protestants avant la Révocation : « Versailles, 23 juin 1685. Le roi envoya M. de Duras, quoiqu'il fût en quartier, pour voir M. le duc de la Force, qu'on croyait à l'extrémité, et savoir s'il ne voulait pas songer à abjurer son erreur. M. de la Force remercia le roi de son honnêteté et de ses soins et demeura dans sa religion ; il parut pourtant un peu touché de ce que lui dit M. de Duras et fut sensible à l'honneur que lui faisait Sa Majesté. »

Peu de temps après, les hérétiques endurcis payaient cher leur résistance aux volontés du monarque. Louis, de retour à Versailles, y organisait la persécution, et nul n'échappait aux recherches de ses missionnaires à mousquet. Qui pourrait énumérer les noms de tous les suppliciés, exilés, embastillés, de ces temps à jamais regrettables ; compter les cadavres encore chauds, traînés sur la claie, dans la boue des carrefours, moqués par la populace, exposés au gibet, jetés à la voirie ? Des essais seront tentés ; les chroniqueurs, les historiens,

les biographes du protestantisme français élèveront tôt ou tard à la gloire de ces martyrs un monument indestructible; mais un répertoire complet, qui pourrait y songer? Quelque poète indigné a-t-il surgi du moins pour flétrir tant d'infamies? Il n'était plus, Agrippa d'Aubigné, pour improviser les nouvelles *Tragiques* que lui eût inspirées une de ses descendantes; ses mâles accents avaient fait place à l'épigramme :

Ce roi si grand, si fortuné,
Plus sage que César, plus vaillant qu'Alexandre,
On dit que Dieu nous l'a donné,
Hélas! s'il voulait le reprendre!

Vœux superflus! Louis a la vie duré et tant qu'il règne, ses soldats et ses prêtres triomphent; ils triomphent, et Bossuet peut s'écrier dans la chaire de Versailles : « Touchés de tant de merveilles, épanchons nos cœurs sur la piété de Louis, poussons jusqu'au ciel nos acclamations! » La piété de Louis! Si l'évêque de Meaux appelle piété la poursuite de desseins si cruels, quel nom aurait-il donc donné à l'exacte pratique de la charité évangélique? Et pourtant les modèles abondaient sous les yeux du roi de France, ne fût-ce que parmi les souverains, ses égaux. Il est un mot de la reine Anne, plein d'esprit, de franchise et d'une philosophie douce, non exclusive d'ironie, qui nous revient à la mémoire. Cette princesse avait demandé à Louis XIV la liberté de quelques ministres protestants mis aux galères et les réclamait comme ses frères. L'ambassadeur de France fut chargé de lui dire que Louis XIV ne pouvait faire d'autre réponse à cette demande que celle que ferait la reine si le roi s'avisait de lui demander les criminels enfermés à Newgate : « Monsieur l'ambassadeur, répliqua la reine, les criminels de Newgate, oh! je suis prête à les envoyer à votre maître s'il les réclame comme ses frères! » La négociation en resta là. Jamais la plume de Louis ne signa une amnistie désintéressée. Lorsqu'il exempta Duquesne de la loi de proscription, c'est qu'il le craignait peut-être. Son confesseur et Madame de Maintenon auraient su d'ailleurs mettre un frein à ses générosités.

On fit orner en ces années la salle d'Apollon ou salle du Trône située au premier étage du palais, et où le roi recevait les ambassadeurs; rien d'édifiant comme les tableaux qui y furent placés, rien de mieux approprié. Ici une *Thomiris qui trempe la tête de Cyrus*

dans le sang, par Rubens; là, un dessus de porte, qui existe encore : *la Révocation de l'Edit de Nantes*, par Vernansal. Voici l'analyse, au moins curieuse, que trace Guérin du sujet de cette toile dans sa *Description de l'Académie royale des arts de peinture et de sculpture* : « Pour marquer l'autorité d'où l'ordre est émané, le roi y est sur son trône; il a en vue l'exaltation de la foi catholique, qui, par cette raison, est peinte au lieu le plus élevé du tableau, sous la figure d'une femme vénérable portant en main et comme en triomphe un symbole eucharistique. A droite du roi est la Religion et la Charité qui en est l'âme, comme ayant été ses conseillères dans cette action d'où dépendait la paix de l'Eglise, et à gauche la Justice, parce que c'est elle qui en a déterminé l'exécution. La Vérité y paraît vis-à-vis le roi comme son objet principal; elle tient d'une main un Soleil et de l'autre le livre des saintes Ecritures, source des vérités catholiques, et est placée sur un nuage obscur sous lequel on voit un groupe de la Fraude, de l'Hypocrisie et de l'Hérésie, montées sur le dos de la Rébellion, et ce groupe avec les livres hérétiques d'où sortent les Erreurs, sous la forme de serpents, est précipité dans un gouffre de feu. »

Un peu plus loin, dans le salon de la Paix, — la place est bien choisie ! — le tableau du plafond représente la France entourée de diverses figures, parmi lesquelles on voit « la Religion accompagnée de l'Innocence et de l'Hérésie avec son masque et ses livres, renversée au pied d'un autel sur lequel brûle le feu sacré. » L'Hérésie, c'est la Religion Prétendue Réformée, cela s'entend; il n'est pas aussi facile de comprendre pour quelle raison les artistes catholiques la représentent toujours un masque à la main. Serait-ce par hasard le masque dont la papauté couvrait le christianisme et qu'en effet la Réforme se fait gloire d'avoir arraché ?

Deux femmes qui prenaient aux événements religieux une part très active, habitaient Versailles auprès de Louis. L'une, nous l'avons déjà nommée, la marquise de Maintenon, douée d'une vaste intelligence, inébranlable dans ses desseins, l'esprit rompu aux artifices et aux intrigues, conseillait au roi, lui imposait sa politique égoïste et inexorable, l'autre, Madame, convertie de force et de force amenée en France à l'âge de dix-neuf ans, avait conservé la pureté de ses sentiments évangéliques, et, comme en un vaste naufrage, sa belle âme protestait contre la dissolution générale des consciences. Muette,

il est vrai, et forcée de l'être, elle exprimait par son maintien, par son mépris pour la favorite, sa commisération pour le sort des persécutés. « Il est déplorable que les prêtres fassent que les chrétiens soient tellement divisés entre eux, écrivait-elle de Versailles le 22 janvier 1697. Les trois religions chrétiennes n'en formeraient qu'une seule, si l'on suivait mon avis; on ne s'informerait pas de ce que croient les gens, mais s'ils vivent conformément à l'Evangile, et on prêcherait contre ceux qui mènent une mauvaise conduite. On laisserait les chrétiens se marier entre eux et aller à l'église où ils voudraient, sans y trouver à redire; il y aurait alors plus d'harmonie qu'il n'y en a à présent. »

Ces lignes résument la profession de foi religieuse de Madame, et ce n'étaient pas là de vaines déclamations, mais une règle de vie admirable.

Un prince de Nassau-Siegen, son parent, vient à Versailles, se présente à elle et lui dit que comme catholique il croit avoir plus de droit à son intérêt que tous les autres membres de sa famille. La princesse, qui est la franchise même, éclate de rire : « Eh ! votre religion, mon cousin, lui répond-elle, c'est votre affaire, et je n'ai rien à y voir ! » L'écousin de perdre contenance; Madame continue : « J'ai la plus grande estime pour la maison de Nassau; mais j'ai appris qu'il faut aimer son prochain et non lui faire tort sous prétexte de religion; vous ne pouvez donc pas vous adresser plus mal qu'à moi, si vous me supposez capable de me laisser entraîner par quelque considération de parti. J'estime également tous les Nassau, quelle que soit leur religion, s'ils sont dignes d'estime ! »

Madame avait gardé intactes ses convictions protestantes à la cour du roi son beau-frère, malgré l'abjuration que la politique avait exigée d'elle. « Celui qui veut se repentir de ses péchés, écrit-elle, n'a pas besoin de faire le voyage de Rome; se repentir sincèrement, sans sortir de chez soi est tout aussi profitable; ici on ne s'occupe guère de Rome ni du pape; on est persuadé qu'on peut aller au ciel sans lui. »

Elle ne manque jamais d'établir une comparaison entre la religion qu'on lui a imposée et celle qu'elle a pratiquée dans sa jeunesse; à celle-ci elle réserve son approbation, à celle-là ses plaisanteries et ses emportements. Un grand, vil exécuteur des ordres du roi, vient-il à se ruiner et à tomber à rien par sa faute, elle s'écrie : « Son malheur

est un châtiment de la main de Dieu, qui le punit d'avoir horriblement persécuté les pauvres réformés. » Elle dit de Madame de Main-tenon, sous la Régence : « Si elle était morte il y a trente ans, tous les pauvres réformés seraient encore en France, et leur temple de Charenton n'aurait pas été rasé. La vieille sorcière a été, avec le jésuite le père la Chaise, la cause de tout cela ; à eux deux ils ont produit tout le mal. »

L'attachement conservé par Madame à la cause de la Réforme éclate de la façon la plus naïve et la plus touchante dans l'aventure suivante, qu'elle raconte à sa sœur avec de si jolis détails : « Vous auriez tort de croire que je ne chante jamais les psaumes ou les cantiques luthériens ; je les chante souvent et je les trouve fort consolants. Il faut que je vous conte ce qui m'est arrivé à cet égard. Je ne savais pas que M. Rousseau, qui a peint l'Orangerie de Versailles, était un réformé ; il était à travailler sur un échafaudage, et moi, me croyant seule dans la galerie, je me mis à chanter le sixième psaume. J'avais à peine achevé le premier verset que je vois quelqu'un descendre en toute hâte de l'échafaudage et tomber à mes pieds, c'était Rousseau ; je crus qu'il était devenu fou : « Bon Dieu ! lui dis-je, qu'avez-vous, Rousseau ? » Il me répondit : « Est-il possible, Madame, que vous vous souveniez encore de nos psaumes et que vous les chantiez ? Que le bon Dieu vous bénisse et vous maintienne dans ces bons sentiments ! » Il avait les larmes aux yeux. Il partit quelques jours après. Je ne sais ce qu'il est devenu ; mais, en quelque lieu qu'il se trouve, je lui souhaite toute espèce de prospérité et de bonheur ; c'était un homme très estimable et excellent peintre à fresque. »

Qui eût dit au pauvre artiste que la grande princesse avait si longtemps gardé bon souvenir de son entretien avec lui ! Elle ne l'oublia jamais, et plus tard s'exprimait encore ainsi sur son compte : « J'ai appris que ce Rousseau, dont je vous ai parlé et qui m'avait entendu chanter des psaumes dans l'Orangerie, est mort en Hollande ; cela m'a fait de la peine. »

La princesse palatine habitait au château de Versailles, dans l'aile du midi, de grandes pièces qui ont fait place, sous Louis-Philippe, à la galerie dite *des Batailles* où sont représentées les plus célèbres journées des fastes militaires de la France ; l'été, quand la cour allait demeurer au grand Trianon, Madame occupait la partie de ce palais qui avait reçu le nom de Trianon-sous-Bois. Nous rappelons avec

plaisir les lieux où vécut, pria, souffrit, une femme si distinguée, d'un christianisme si pratique, cette femme à qui le caustique Saint-Simon décerne ces éloges : « Madame était forte, courageuse, franche, droite, bonne, bienfaisante, noble et grande en toutes ses manières; capable d'une amitié tendre et inviolable. Elle ne manquait pas d'esprit, et ce qu'elle voyait elle le voyait bien. »

Quelques cloisons seulement séparaient de l'appartement de Madame celui de Madame de Maintenon. Nous y pénétrons également. Lors des réparations du château, il y a vingt ans, aucune tradition ne put faire reconnaître l'endroit où avait demeuré Madame de Maintenon; on se trompa grossièrement à ce sujet, et il fallut les études d'un consciencieux chercheur pour retrouver la chambre de l'épouse morganatique de Louis.

« Il résulte, dit M. Le Roi, des descriptions de Félibien et de Saint-Simon, comparées aux plans de Blondel, que l'appartement occupé par Madame de Maintenon dans le château de Versailles, était situé du côté des appartements de la reine, occupés alors par la duchesse de Bourgogne, derrière la grande salle des gardes du corps, de plain-pied avec l'appartement de Louis XIV, et ouvrant en face de ce dernier dans le vestibule placé en haut de l'escalier de marbre ou de la reine, et que cet appartement, successivement occupé sous Louis XV par le comte de Clermont, et sous Louis XVI par le maréchal de Duras, forme aujourd'hui trois des salles consacrées aux campagnes de 1793, 1794 et 1795 » (1). Saint-Simon décrit ainsi la chambre à coucher, la seule de ces trois pièces où se tint Madame de Maintenon : « C'était une grande chambre très profonde. Entre la porte de l'antichambre et la cheminée était le fauteuil du roi adossé à la muraille, une table devant lui et un ployant autour pour le ministre qui travaillait. De l'autre côté de la cheminée une niche de damas rouge et un fauteuil où se tenait Madame de Maintenon avec une petite table devant elle. Plus loin son lit dans un enfoncement. Vis-à-vis les pieds du lit une porte. » La cheminée a disparu; mais la porte existe toujours et la distribution du reste de l'appartement a été peu modifiée. Son aspect ne peut qu'émouvoir profondément; le jour est sombre, nul point de vue, de petites fenêtres à carreaux étroits

(1) *Recherches sur cette question : Dans quelle partie du château de Versailles l'appartement de Madame de Maintenon se trouvait-il placé ?* par M. J.-A. Le Roi. In-8°. 1848.

sur une cour, autrefois sans doute peuplée de valets et de gens d'armes, aujourd'hui déserte et envahie par la mousse des ruines. On entre là par curiosité et l'on s'en éloigne sous l'influence des plus pénibles réflexions.

Pendant le règne de Louis XV les protestants furent peu ménagés, comme l'atteste l'histoire des Eglises du Désert. Tantôt abandonnés au triste sort que leur faisaient les lois, tantôt poursuivis à nouveau avec acharnement, ils ne trouvèrent jamais le repos. De nombreux ordres et lettres de cachet, datés de Versailles, les atteignirent sur tous les points de la France. C'est cependant à cette époque que remonte la création de l'ordre du Mérite, institué pour servir de récompense aux grands personnages étrangers appartenant à la Réforme.

Louis XVI, quoi qu'aient pu dire ses panégyristes, entretenait aussi des missions dans les provinces pour la conversion des hérétiques; missions un peu moins malfaisantes que celles de son aïeul, mais qui, par leur institution et leur entretien même, proclamaient l'iniquité et l'insuffisance des tristes mesures de Louis XIV. Un siècle après la révocation de l'Edit de Nantes, celui qu'on appelait le *Juste* et le *Bien-aimé* signait cette ordonnance et d'autres semblables : « Garde de mon trésor royal, payez comptant au sieur évêque de Luçon la somme de 400 livres pour aider à la subsistance des missionnaires du Bas-Poitou qui travaillent à la conversion des protestants et ce pour la présente année. Fait à Versailles, le 1^{er} janvier 1783. »

Néanmoins l'heure solennelle de la justice approche. La persécution est devenue odieuse; à sa place, de courageux philosophes appellent la tolérance; c'est à qui, après eux, se fera l'apôtre de ses doctrines... jusqu'aux renégats et à leurs enfants! Beaumarchais parle pour une cause qui fut celle de ses pères en sollicitant quinze ans durant auprès de ce que Versailles compte de plus élevé dans tous les ordres pour adoucir le sort des infortunés protestants. Ce fut à un grand de cette cour, le duc d'Ayen, qu'un conseiller de Toulouse dit, à propos de la conduite de son parlement dans l'affaire Calas que le meilleur cheval était sujet à broncher : « Oui, mais toute une écurie! » répondit le duc.

Le château de Versailles recélait en ce temps-là une collection singulière : un musée protestant, dont le conservateur était un des ministres du roi. Le petit-fils du chancelier Pontchartrain, le descen-

dant de ces Phélippeaux qui contre-signèrent tant d'arrêts contre les réformés, Maurepas, secrétaire d'état sous Louis XV, puis exilé pendant de longues années de la cour, s'intéressa durant sa disgrâce aux protestants. Il forma un recueil considérable de pièces qui les concernent ou émanent d'eux comme caricatures et chansons et apporta cette collection à Versailles lorsque Louis XVI lui rendit son ancienne charge. Sallé, qui a publié en quatre volumes un extrait des papiers de Maurepas avec un certain nombre de ces caricatures, en parle en ces termes : « Les gravures que nous publions aujourd'hui ont paru en Angleterre longtemps après la révocation de l'Edit de Nantes. M. le maréchal de Richelieu les avait conservées soigneusement dans sa bibliothèque. M. de Maurepas les a même fait copier dans ses Mémoires. L'auteur anonyme de ces caricatures historiques a étudié toutes les passions qu'expriment les muscles du visage dans la duplicité, l'orgueil, la brutalité, le dédain, le mépris. Toutes les passions poursuivirent les protestants, elles sont fortement exprimées dans les figures. Ainsi dans celle de Madame de Maintenon on voit le babil avec surcharge. Basville, Pellisson sont peints avec leur caractère. On voit dans la caricature de ce dernier, l'académicien qui se convertit pour de l'argent et qui veut convertir les protestants par la même voie. Louis XIV est représenté en soleil, qui est sa devise, mais en soleil enfermé dans un capuchon, pour dire avec raison que tout eût été lumineux sous le règne de ce monarque, si l'esprit monarchique et ecclésiastique n'eût suscité des troubles religieux, si cet esprit n'eût poursuivi le protestantisme et enrichi le nord de l'Europe par la transplantation des artistes et des gens de métier chez nos voisins. Les Rohan, les Sully, les Bouillon, les Condé, tous les grands seigneurs jadis protestants et protecteurs de cette religion, attachés au gouvernement, étaient devenus catholiques-romains pour se soumettre à l'esprit et aux vues de la cour ; alors la Réforme se trouva sans appui et on ne regarda plus les protestants que comme des citoyens négociants et simples bourgeois qu'on pouvait proscrire sans conséquence. »

La légèreté du caractère des Richelieu et des Maurepas ne permet pas de supposer qu'ils aient assemblé ces pièces par esprit d'opposition à la monarchie qu'ils servaient ; aussi ne donnons-nous pas à la présence de leurs collections au château de Versailles plus d'importance qu'elles n'en avaient réellement. Une autre anomalie à peu

près semblable s'était déjà, du reste, produite un siècle auparavant. Madame avait le goût des médailles. Une collection de ce genre qu'elle avait formée à Versailles, était précieuse à divers titres. Supposerait-on quel genre de monuments historiques elle ne craignait pas d'y admettre ! Quelques lignes d'une de ses lettres nous l'apprennent : « Je vous remercie de la médaille que vous m'avez envoyée ; elle vient fort à propos, j'ai ainsi le docteur Luther en or et en argent. » Le docteur Luther ! au palais de Versailles ! Sous le même toit que le plus constant et le plus cruel ennemi de ses disciples et de ses doctrines. C'est le cas de dire : Si le roi l'avait su !

Revenons à Louis XVI. Ce fut en 1784 que Gustave III, roi de Suède, vint lui rendre visite à Versailles, sous le nom de comte de Haga. Un épisode intéressant signala son séjour : l'une des premières expériences aérostatiques, sur la place du château.

Trois autres protestants étrangers dont nous ne pouvons passer les noms sous silence, traversèrent aussi, presque en même temps, les galeries de Versailles, Franklin, si chaleureusement accueilli par la jeune noblesse ; Jefferson, nommé après lui résident de la République à la cour de France, et fameux dès l'abord par sa réponse au ministre des affaires étrangères : « Vous remplacez, je crois, M. Franklin, lui dit M. de Vergennes. — Je succède au docteur Franklin, reprit Jefferson ; personne ne peut le remplacer. » Laurens, enfin, descendant de réfugiés, qui, dans la ville même d'où était sorti l'ordre de bannissement de ses ancêtres, signa, pour la jeune république américaine, le traité d'union de 1783, dit de Versailles.

Ce fut enfin dans le château de Versailles, qu'au mois de novembre 1787, l'édit par lequel l'état civil fut rendu aux protestants reçut l'approbation du roi.

Moins de deux ans après cet acte de tardive et incomplète réparation, Versailles était le premier théâtre des événements à jamais mémorables qui, en se déroulant, allaient entraîner la chute du régime ancien et préparer, à travers de terribles épreuves, une France nouvelle. L'ouverture des états généraux s'y faisait solennellement le 4 mai, par la célèbre procession des trois ordres, et dans les rangs du dernier des trois, de ce Tiers-Etat qui n'était *rien* encore, mais qui sous peu de jours devait être *tout*, on voyait figurer trois protestants qu'il suffit de nommer : c'étaient Barnave, Boissy d'Anglas, Rabaut Saint-Etienne.

Ainsi s'accomplissaient les destinées ! Tandis que, le 6 octobre, la dynastie de Louis XIV, dans la personne du malheureux Louis XVI, sortait de Versailles pour n'y plus rentrer, le protestantisme français renaissait dans ce même lieu à la vie sociale, fier à bon droit de son passé et plein de confiance en l'avenir.

L. LACOUR.

RAPPORT DU TRÉSORIER DE LA SOCIÉTÉ

SUR LES EXERCICES 1857 ET 1858.

Messieurs, dans l'assemblée générale de 1858 notre président vous annonça que, pour faciliter la régularisation des comptes de votre Société, la clôture en serait opérée désormais au 31 décembre de chaque année, au lieu de ne l'être qu'à la veille de votre réunion annuelle. Cette mesure, dont nous ne pouvons que nous applaudir, en soulageant notre agent d'un travail trop précipité, lui a permis d'établir avec plus d'exactitude la situation financière que nous avons à vous présenter chaque année.

Aujourd'hui donc c'est de deux exercices réunis, du 1^{er} avril 1857 au 31 décembre 1858, que nous avons l'honneur de vous rendre compte :

Notre dernier rapport vous signalait un déficit probable de fr. 213 40

C'est dans cette condition en effet qu'a débuté le nouvel exercice, dont les recettes, réunies au suivant, se sont élevées à la somme de. 46,252 98

Et les dépenses à celle de. 46,547 65

Ce qui laisse ainsi un nouveau déficit de fr. 264 67 pour l'ouverture du huitième exercice au 1^{er} janvier 1859, plus divers comptes à régler, diverses dépenses à solder, pouvant être évaluées à 3,500 fr. environ, plus un arriéré de recouvrements qui, malgré nos appels réitérés, malgré nos recommandations pressantes (la couverture des *Bulletins* en fait foi), s'élevait à la somme de 40,828 fr. 60 c.

Donnant suite à une résolution dont il vous a été donné connaissance, votre direction a dû se mettre en mesure de rechercher les retardataires, au moyen de mandats fournis sur eux et présentés au recouvrement. Les trois quarts environ de ces mandats ont déjà été mis en circulation. Il y a eu des rentrées, — mais il y a eu aussi des non-valeurs, soit par suite de changements de domicile, ce qui s'explique, soit par suite de refus motivés, ce qui se conçoit moins, de la part de personnes dont le silence avait dû

être considéré comme une adhésion, puisque ayant tout d'abord reçu le *Bulletin*, sur leur demande directe ou indirecte, elles continuaient à le recevoir sans faire d'observation.

C'est après avoir trop longtemps sans doute, mais par des raisons qui se comprennent, tardé et patienté, que votre direction est donc entrée dans une voie plus rigoureuse. Une réclamation directe de notre créance a atteint, ou doit atteindre chacun des souscripteurs en retard, et, à partir du 4^{er} janvier 1860, la publication ne sera plus expédiée qu'à ceux des souscripteurs qui auront entièrement acquitté l'arriéré, et renouvelé leur cotisation pour l'année." — Dussions-nous, par cette mesure, voir diminuer le nombre de ceux qui reçoivent (nombre qui aujourd'hui s'élève à environ 4,250), nous préférons, ainsi que nous l'avons déjà dit, une petite troupe fidèle et éprouvée, à une plus nombreuse de trainards et d'indifférents.

Dans ce travail d'apurement, long et fastidieux, notre agent actuel, M. Courtois, a déployé un zèle, une activité et une exactitude que nous nous plaisons à reconnaître ici. L'intérêt véritable qu'il porte à l'œuvre nous répond de la continuation de ses efforts pour sa prospérité.

Au surplus, cette prospérité serait assurée, l'œuvre marcherait, et les ouvriers spéciaux qui y travaillent, quoique peu nombreux, quoique obligés à de grands sacrifices de temps et de labeur, ne manqueraient pas, — croyez-le bien, — à la tâche qui leur est imposée, si à côté de la sympathie d'un public intelligent et éclairé, principale récompense qu'ils ambitionnent, ils trouvaient, dans le zèle de leurs coreligionnaires, un encouragement suffisant au point de vue matériel de l'œuvre, si chaque protestant se faisait un devoir de contribuer au développement de son champ d'action, au moyen de la légère contribution qui lui est demandée; si, en un mot, le consommateur répondait au producteur.

Il n'en est malheureusement pas ainsi, et nous ne pouvons ici que répéter ce que vous disait l'an dernier notre président, au sujet de la publication des *Mémoires de Jean Rou*, de cette première et si intéressante publication du Recueil....

Vous savez, Messieurs, si dans les temps où nous vivons, la cause du protestantisme a besoin d'être défendue. Le moyen de défense qui consiste à répandre son histoire, à mettre sous les yeux de notre époque les vivants tableaux de la foi de nos pères, — de cette foi si souvent invoquée aujourd'hui comme exemple, — serait-il le moins efficace ? — Nous ne le pensons pas, et c'est pour cela que nous recommandons encore instamment les travaux de notre Société à votre pieux et zélé concours.

L. OPPERMAN.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS.

CORRESPONDANCE.

OBSERVATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIVES A DES DOCUMENTS PUBLIÉS.—
AVIS DIVERS, ETC.

**Jean d'Espagne, ministre de l'Eglise française de Londres
(1629-1659).**

En insérant la lettre suivante, nous avons à rectifier une erreur par nous commise, lorsque nous avons dit, ci-dessus, p. 438, que *Despagne*, comme *Crespin*, de Cantorbéry, ne paraissait pas avoir été connu des auteurs de la *France protestante*. C'est que nous avons cherché son nom ainsi orthographié, au lieu de *Espagne* (*d'*), et que nous ne pensions pas que ce fût le même personnage, *Jean d'Espagne*. Au reste, l'article de MM. Haag prouve qu'on sait très peu de chose sur lui; nous y lisons qu'il était du Dauphiné, qu'il fut pasteur de l'Eglise française de Londres, aux chapelles de Durham-house et de Somerset-house, et qu'il n'est connu que par une douzaine d'ouvrages publiés de 1632 à 1657, que Bayle jugeait fort estimables. La communication de M. Cailliatte ajoute donc à l'intérêt de la lettre de J. Crespin et de la notice de la *France protestante*.

D'après J.-S. Burn (*The history of French... refugees... in England*. London 1846), c'est en 1653 que fut ouverte la chapelle de Durham-house, dans le Strand, où les prédications de Jean d'Espagne furent goûtées et suivies. Le pasteur Marmet, nommé par Crespin (p. 442) est sans nul doute Ezéchiel Marmet, ministre de l'Eglise wallonne de Londres en 1634, auteur de *Méditation sur Job*, XVIII, 23-27. Son père était ministre de l'Eglise de Nérac et fort aimé de Henri IV, comme nous l'apprend L'Etoile en annonçant sa mort en 1609. (Voir *France protest.*, art. *Mermet* ou *Marmet*).

Marsaueux, près Dreux, le 8 juillet 1859.

Je viens de lire dans le dernier *Bulletin* (page 438) la lettre du pasteur J. Crespin, datée de Cantorbéry, et que vous supposez, avec raison, avoir été écrite vers l'année 1650. L'auteur consacre une partie de cette lettre à se défendre contre le reproche d'avoir reçu l'imposition des mains de M. Despagne alors pasteur de l'Eglise française de Westminster (*Westmo-*

nasterium, monastère de l'ouest, nom de la partie occidentale de Londres, habitée en général par la noblesse et où se trouvent les palais royaux et celui des deux chambres du Parlement). C'est dans ce but qu'il fait l'apologie de la conduite de ce pasteur sur qui la calomnie avait décoché ses traits. En tête de la lettre se lisent ces lignes : « Quel est ce personnage du nom de Crespin qui écrit ici de Cantorbéry ? La France protestante ne paraît pas l'avoir connu non plus que le Despagne qui figure dans sa lettre. »

J'ai été étonné d'apprendre que cet excellent ouvrage ne renfermait point d'article sur Despagne ; si je me fusse aperçu plus tôt de cette lacune, je me serais fait un devoir de la signaler à MM. Haag. Despagne a été un pasteur d'un mérite plus qu'ordinaire, par ses talents de prédicateur et par les écrits qu'il a publiés sur divers sujets religieux.

C'est ce que j'ai conclu non-seulement de l'épigraphe qui se trouve au bas de son portrait : JOHANNES DESPAGNE, *sancti Evangelii minister, doctrina singulari, studio indefesso, morum suavitate, adversorum tolerantia inclytus*, mais de la lecture d'une courte notice qu'un M. Browne a mise en tête d'un de ses ouvrages posthumes et plus particulièrement de la lecture de plusieurs de ses ouvrages eux-mêmes. Il a occupé une place considérable à Londres pendant les dix-sept ans qu'ont duré la guerre civile et la république sous le protectorat de Cromwell.

Avec l'aide de la lettre de ce J. Crespin, de la notice dont je viens de parler et de quelques lettres dédicatoires qui précèdent plusieurs de ses écrits, j'ai tracé le croquis suivant de la vie de ce pasteur. Je vous l'envoie pour le cas où vous jugeriez qu'il puisse intéresser les lecteurs du *Bulletin* ou être de quelque utilité à MM. Haag pour le supplément de leur important ouvrage.

• Jean Despagne est né en 1591. Il ne nous a pas été possible de découvrir le lieu de sa naissance. J'ai cru un moment qu'il était fils d'un réfugié établi en Hollande depuis les persécutions des Valois, mais à la lecture de quelques-uns de ses écrits, il m'a semblé qu'il maniait avec trop de facilité la langue française pour n'avoir pas été élevé en France. Dans tous les cas il a dû y faire ses études. Il fut consacré au saint ministère en 1617, et la lettre de Jean Crespin de Cantorbéry nous apprend qu'il exerçait son ministère en Hollande en 1628, l'année du siège et de la chute de La Rochelle. Les historiens nous disent que le cardinal de Richelieu acheta la neutralité de la Hollande, au moyen d'un subside annuel d'un million qu'il promit de payer au prince d'Orange pendant l'espace de neuf ans. Ce traité irrita la nation tout entière et surtout les réfugiés, qui y voyaient un lâche abandon des intérêts de la Réforme et une association illicite avec ses ennemis. Jean Despagne exprima trop vivement son opinion sur ce traité, et indisposa

contre lui le prince et la princesse d'Orange. A cette première cause de mécontentement il en ajouta une seconde en parlant et prêchant contre les Arminiens. Le prince Henri-Frédéric n'avait pas hérité de la haine de Maurice contre les disciples d'Arminius. Lorsqu'il fut revêtu de l'autorité suprême, il révoqua les proscriptions dont ils avaient été frappés et rappela les pasteurs que la persécution avait envoyés en exil. Doublement irrité contre Jean Despagne, le prince d'Orange lui fit donc interdire en 1629 l'exercice du saint ministère dans toutes les provinces de la république.

• Ce pasteur se rendit alors à Londres, où il resta pendant sept ans. Il est probable qu'il remplit les fonctions de suffragant dans quelqu'une des nombreuses Eglises de réformés que possédait déjà l'Angleterre. Il partit en 1636 pour Orange, où il espérait obtenir une place de pasteur. Bien qu'il fût appelé à occuper assez souvent les chaires de cette ville, il ne put néanmoins atteindre son but. La disgrâce qu'il avait encourue sept ans auparavant de la part du prince Henri-Frédéric naissait sans doute à ses intérêts. Il revint à Londres muni d'un « bon témoignage » que lui avaient remis les pasteurs d'Orange. M. de Soubise, Benjamin de Rohan, qui s'était retiré en Angleterre après la chute de La Rochelle, et qui n'avait pas voulu profiter de l'amnistie que lui avait accordée Richelieu, admit provisoirement Despagne dans sa maison à titre de chapelain. Après avoir prêché pendant quelques mois dans l'hôtel de l'illustre réfugié, il se rendit à l'appel que lui adressa une Eglise de province. • Cette Eglise, dit J. Crespin, était située à quelque cinquante lieues de Londres. • (Ce ne pouvait être que l'Eglise de Glastonbury dans le Somerset.) Il y resta deux ans. Mais les troubles politiques qui amenèrent la chute de Charles 1^{er}, commençant à agiter la province qu'il habitait, il revint à Londres et reprit les fonctions de chapelain de M. de Soubise, fonctions qu'il conserva jusqu'à la mort de ce seigneur, laquelle eut lieu en 1642 (ses biographes disent 1641). La guerre civile éclatait de toutes parts. Le parti des puritains et des presbytériens faisait de grands progrès. L'Eglise épiscopale, qui s'était identifiée avec la royauté, perdait chaque jour du terrain. Les chaires ne retentissaient que des discours de polémique religieuse et politique, et surtout d'attaques violentes contre le culte de l'Eglise anglicane, qui finit par être supprimé sous la république. M. de Soubise habitait Westminster. Les réfugiés qui demeuraient dans cette partie de Londres, et qui avaient suivi la prédication de Despagne, prirent alors la résolution de se réunir en Eglise distincte et le choisirent pour leur pasteur. A ces Français, qui étaient sans doute en grande partie des gentilshommes, se joignit un nombre assez considérables de nobles anglais qui, ne pouvant plus suivre le culte de l'Eglise anglicane et n'ayant aucun goût pour celui des puritains, • où nous n'avions. • dit le même M. Browne, que des prières faites sur-le-champ avec des pré-

dications farcies de blasphèmes, d'hérésies, de sédition, auxquelles personne ne pouvait se joindre sans trahir sa conscience envers Dieu et sa fidélité envers son prince, » furent heureux de pouvoir suivre le culte de M. Despaigne. C'était pour eux un terrain neutre. Le culte réformé, par sa partie liturgique, avait des points de contact avec celui qu'ils ne pouvaient plus suivre. Le consistoire de l'Eglise française de Londres ne vit pas avec plaisir la formation de cette nouvelle Eglise, qui se constituait en dehors de sa juridiction. Il y perdait quelques-uns de ses membres les plus riches, et voyait par cela même diminuer ses revenus dans de notables proportions. Il faut ajouter aussi que les réformés français qui avaient été en butte à la malveillance et aux tracasseries de l'archevêque Law, s'étaient laissé entraîner par le courant et avaient adopté, dans des limites que comportait leur caractère d'étrangers, les idées dominantes. C'est peut-être ce qui avait déplu à cette partie des protestants français qui habitaient Westminster. Soutenant des rapports journaliers avec la noblesse, ils avaient moins d'éloignement que leurs coreligionnaires pour l'Eglise anglicane et moins de sympathie pour l'opinion triomphante. Le Consistoire prit la fâcheuse résolution de s'opposer à la création de cette nouvelle Eglise. Il fit citer Despaigne, le 13 janvier 1643, à la barre de la chambre des lords, pour qu'il lui fût interdit d'ouvrir un lieu de culte dans le quartier de Westminster et d'y exercer son ministère. Il est probable qu'un des motifs qu'il fit valoir fut l'interdiction dont Despaigne avait été frappé en Hollande. Le Consistoire pria l'ambassadeur du prince d'Orange de lui donner l'appui de son influence et de son crédit. Ce ne peut être qu'aux démarches du représentant de la Hollande que M. de Garancières, fait allusion quand il dit dans l'inscription funéraire qu'il lui consacra : *Hispanis frustra reluctantibus* La longue domination des Espagnols sur les Hollandais avait fait donner parfois à ces derniers le nom de *Hispani*.

« Despaigne sortit victorieux de ce conflit, comme il le dit dans une épître dédicatoire adressée à la chambre des pairs, lorsque énumérant les motifs qui le portaient à lui dédier un de ses ouvrages il ajoute : « Parce que la « jalousie de mes ennemis ayant porté leur médisance jusques aux pieds de « votre souverain tribunal, il y a quelques années, vous me permîtes de « plaider de ma propre bouche ; et l'éclat de votre justice dissipa les fantômes qui s'efforçaient d'anéantir le ministère qu'il a plu à Dieu de « m'imposer. »

« Il réunit d'abord son troupeau dans un local que lui prêta la comtesse d'Arundel. Ce local s'étant sans doute trouvé trop petit, le comte de Pembroke alors chancelier de l'université d'Oxford, protecteur de Despaigne et l'un de ses auditeurs les plus assidus, lui céda l'usage de la chapelle de l'hôtel de Durham, où il put édifier son Eglise pendant l'espace de huit ans.

C'est à ce seigneur que Despagne, pour lui témoigner sa reconnaissance de ce « qu'il avait logé le Seigneur en sa personne, » adressa le souhait suivant : « Ainsi puissiez-vous être logé chez lui en son haut domicile ; « mais, Monseigneur, vivez premièrement ici plusieurs siècles, et enfin vivez « éternellement ! » La chapelle de Durham ayant été démolie, il obtint « de la maison des seigneurs » l'usage de la chapelle de la maison de Somerset (1), « ce qui fut cause, ajoute M. Browne, grand ennemi des puritains, qu'on en chassa les anabaptistes, trembleurs et autres gens de pareille farine qui s'en étaient emparés. »

« Il continua l'exercice de son ministère dans cet édifice jusqu'à sa mort qui arriva en 1659, six mois après celle de Cromwell. C'est dans cette chapelle qu'il a été inhumé, et qu'on lui consacra, selon la coutume anglaise, une *tablette* funèbre sur laquelle se lisait l'inscription suivante :

Post exantlatos in Dei vinea cultura per annos laboris 42.

Meritus orbis admirationem,

Quotquot bonorum recordationem,

Fama, non solum legibus, sed etiam calumniatorum

Ore confitente et chirographo

Integra.

Et (quod caput est) Ecclesia Gallo-Westmonasteriensi,

In cujus sinu corpus ejus conditur,

Inspiciis suis et ductu,

Hispanis frustra reluctantibus

Fundata.

Senio confectus, sensibus integer, mori se sentiens

Placide ultimum dormivit.

Anno 1659. Aprilis 25. Ætatis 68.

Theophilus de Garencières, D. med., ejus proselyta, posuit.

« Jean Despagne a publié un certain nombre d'ouvrages de théologie et de morale qui ont été imprimés séparément tant à Londres qu'en Hollande et que le libraire de Tournes a réunis en trois volumes, Genève 1674. Ce sont des écrits de peu d'étendue, mais d'une lecture intéressante. L'auteur procède par voie d'observations et de réflexions détachées, sans jamais perdre de vue le sujet qu'il traite. Il est quelquefois profond, souvent ingénieux. Cependant il vise trop à l'effet et ne sait pas toujours éviter les puérités. Peut-être un extrait judicieux de ses écrits se lirait-il encore, à l'heure qu'il est, avec fruit.

« Veuillez agréer, etc.

G. CAILLIATTE. »

(1) Cette chapelle a été démolie en 1775, avec le palais dont elle faisait partie. La maison de Somerset actuelle a été construite à la même place que l'ancienne.

Registres du curé de Bernis, de 1677 à 1682. — Extraits relatifs à l'histoire des protestants de cette Eglise. — Abjuration de la demoiselle Diane de Vérot, en 1678.

Nous avons reçu de M. Léonce Gaussorgues, avocat à Anduze (Gard), la communication suivante :

« Pendant un court séjour à Bernis en 1857, j'ai consulté les archives de cette commune et j'y ai rencontré des documents qui m'ont paru intéressants. Le volume le plus riche et le plus curieux est un « Registre pour la paroisse Saint-André de Bernis où doit estre couché tout ce qui s'y fait et tout ce qui s'y passe de considérable, avec tous les actes de baptêmes, de bans, de mariages et mortuaires. *Signé* : ROLLAND, prêtre et vicaire perpétuel dudit Bernis. »

Il fait partie de la collection des registres contenant l'état civil des catholiques, nouvellement reliés, et est étiqueté au dos : « *Etat civil des catholiques de Bernis de 1677 à 1682. N° 1. E.* » Il est écrit presque entièrement de la main de M. Rolland. A en juger par les observations souvent assez étendues qui s'y trouvent, par le papier qui n'est ni timbré, ni coté ni paraphé, et par la présence d'un autre registre (celui-ci véritable original, selon moi, puisqu'il est coté, timbré et paraphé), écrit absolument de la même main, j'ai acquis la certitude que ce registre est une sorte de brouillard ou memento destiné sans doute à rester entre les mains du curé, qui transmettait ainsi à ses successeurs une infinité de détails concernant la paroisse, lesquels n'auraient pu trouver place dans un registre régulier.

La signature de M. Rolland, prêtre, dont nous aurons si souvent l'occasion de parler, ainsi que celles des témoins, sont absolument les mêmes dans les deux recueils ; l'écriture est la même, les deux registres sont de la même époque et contiennent souvent les mêmes attestations.

Parmi les faits les plus saillants relatés dans le registre en question, il faut citer : 1° L'abjuration de la damoiselle Diane de Vérot ; — 2° L'abjuration de la damoiselle Anne de Baguet, certifiée, entre autres signatures, par celle de François de Nogaret d'Aujargues ; — 3° Un article non signé, mais écrit de la même main, intitulé : « *Cloche de Bernis appartenant aux catholiques et non aux protestants.* » Assertion que je démontrerai fautive par l'examen critique de divers autres articles, et qui est d'ailleurs péremptoirement détruite par le fait seul de la mention sur ladite cloche d'un passage de la Bible : « *Venez à Christ, vous tous qui estes travaillez et chargez, et je vous soulageré* (sic). Bernis 1611. » — 4° Un autre article dans lequel notre chroniqueur nous expose par quel procédé il a réussi à faire nommer un *consulat tout catholique*. — 5° La relation de la pose d'une croix sur le grand chemin de Nîmes à Montpellier, 1681 ; — 6° Le

Verbaux touchant le presche de M. Noguier, ministre (sic), procès-verbal assez semblable à celui d'un officier de police ; — 7° Un article contenant une espèce de dispute (discussion) entre le pasteur preschant et le sieur Rolland qui assistait au presche selon son habitude ; — 8° Verbaux touchant le presche que fit M. Roussière, ministre à Bernis, le seizième aoust 1682 ; — 9° Le récit de l'abjuration en masse, 29 septembre 1683, avec la mention de l'acte d'abjuration signé, au dire du même prêtre, de M. Gonzalque un des ministres de Bernis. C'est sans contredit la pièce la plus importante du recueil. M. Rolland rapporte le fait avec beaucoup de détails ; il mentionne la présence du président de Rochemore venu ce même jour pour sceller et fermer le temple, l'arrivée de quatre compagnies du régiment de la Fère, sous les ordres de M. d'Avène, le départ des troupes qui délogèrent le 2 octobre, après avoir fait quelques dégâts chez quelques particuliers opiniâtres. Cette pièce est suivie d'autres contenant les noms des nouveaux convertis.

Les abjurations une fois obtenues, au moins en grande partie, on se mit en devoir de démolir le temple, *en exécution des ordres reçus de M. de Vouailles, pair de France*, et d'en vendre les matériaux et la cloche au plus offrant et dernier enchérisseur. Le temple fut rasé le 23 octobre jusqu'aux fondements, ne restant qu'à faire place nette. — En l'année 1687, 3 mai, l'évêque de Nîmes, Jacques de Séguier, confirma les nouveaux convertis, au nombre d'environ trois cent vingt. — La signature du prêtre Rolland ne paraît qu'une ou deux fois à partir de la page 135. Les matériaux du temple servirent à la construction de la maison claustrale de Bernis.

Voici ce qui est relatif à l'abjuration de la damoiselle Diane de Vérot :

« L'an que dessus (1678) et le vingt-neuvième septembre, damoiselle
« Diane de Vérot, du présent lieu, âgée de soixante-douze ans ou environ,
« a fait abjuration de l'hérésie de Calvin qu'elle avait professée toute sa
« vie, et a embrassé la religion catholique, apostolique et romaine, en présence de M. Jean Bernard, prêtre et vicaire perpétuel d'Uchau, de sieur
« Pierre de Vérot son frère, de M. Pierre Périller notaire, d'Antoine Guinet,
« et de Louise de Toiras, dame de Bernis, *n'ayant pu signer à cause de*
« *son indisposition comme elle a déclaré*, et elle a reçu l'absolution de
« l'excommunication qu'elle avait contractée par la profession de ladite
« hérésie. Révérend père (illisible), recolet de la communauté de Nîmes,
« signé avec les susnommés. *Signé* : BERNARD, vicaire. »

Ceci devait se passer en l'absence du sieur Rolland, prêtre, qui fait suivre la pièce précédente des réflexions suivantes :

« J'ai jugé à propos de mentionner icy ces remarques sur la conversion

• de ladite damoiselle Diane de Vérot, pour servir aux prêtres qui fréquentent et sont obligés de vivre avec les huguenots et pour servir aux huguenots eux-mêmes. 1^o Je lui avais souvent dit depuis plus de quinze ans qu'elle demandât à Dieu de la mettre au chemin du salut, si elle n'y estait point, et elle le faisait en disant tous les jours une oraison propre pour cela qui estait dans les heures de Mademoiselle de Vérot, sa belle-sœur, *y priant ordinairement et non dans les Psaumes de Marot*. 2^o Elle jeûnait tous les samedis quand elle n'était point incommodée, à mesme fin. 3^o Elle observait ordinairement les abstinences de l'Eglise catholique dans une maison où elle avait occasion de manger gras les jours maigres à cause des indispositions de feu Mademoiselle de Vérot sa belle-sœur. 4^o Elle était fort charitable et compatissante avec les pauvres, les assistant quand elle pouvait, et ne prenant jamais en mauvaise part qu'on luy parlât des dangers où elle estait pour son salut dans sa religion. Disons cela. Il est arrivé que le ministre de ce lieu la visitant d'office, et faisant à la ruelle de son lit une prière comme ils ont accoustumé en pareil cas, la providence de Dieu permit que dans cette prière, il ne parla à la malade que du bon larron, de son bonheur de s'être converty à Dieu, de la promesse que Dieu lui avait faite en luy disant : « Tu seras aujourd'huy avec moi en paradis, etc. » Arrivant en sa personne ce qui arriva au faux prophète Balaam, que Balac, roi des Moabites envoya pour maudir le peuple d'Israël, le regardant comme son plus grand ennemy, et qu'au lieu de maudire ce peuple, le chargea de louanges et de bénédictions, et le roi s'en plaignit en ces termes : *Num. cap. 13. Quid est hoc? Quod agis? Ut malediceret inimicis meis vocavi te, et tu a contrario benedicis eis*. Le faux prophète lui répondit, en lui faisant connaître que c'était Dieu qui parlait par sa bouche, malgré qu'il en eust : *Num aliud possum loqui nisi quod jusserit Dominus*. Ainsi si un consistorial avait été présent à la prière que le ministre fit à celle qui devait quitter son party, et se convertir à la fin de ces (*sic*) jours comme le bon larron, et qu'il lui eust dit pourquoi est-ce qu'il avait choisy cette matière et cet exemple entre tant d'autres que l'Ecriture pouvait lui fournir, il aurait pu répondre comme le faux prophète Balaam : *Num, etc.* Il faut en tout cela admirer la conduite de Dieu, conseiller autant qu'on le peut aux huguenots de demander incessamment à Dieu de les mettre au chemin du salut s'ils n'y sont, ce qui ne leur paraît pas rude; plaindre leur sort et prier pour leur conversion.

ROLLAND, prêtre. •

« L'an que dessus, et le 4 octobre, damoiselle Diane de Vérot, âgée d'environ soixante-douze ans, a esté enterrée dans le cimetière de Bernis et proche la petite porte de l'église après avoir donné des marques d'une

« grande fermetté (*sic*) à vouloir vivre et mourir dans la religion catholique, apostolique et romaine, après avoir confessé et reçu le sacrement d'extrême-onction, en présence de MM. Pierre et Louis de Vérot, son frère et neveu; en présence de M. Bernard, prêtre, et sieur Raneilhac; par moy.

« BERNARD, vicaire.

ROLLAND, prêtre. »

Assemblées du Désert dans l'Agenais; fondation des Eglises situées près du confluent du Lot et de la Garonne (1754).

Le *Bulletin* a mentionné (t. III, p. 602) le voyage de M. de Chabannes, évêque d'Agen, à Sainte-Foy, pour y empêcher les réunions religieuses qui commençaient à se former. Le zèle de cet évêque, ses visites incessantes dans tous les lieux où il soupçonnait des assemblées, n'empêchèrent pas les fidèles sous la croix de chercher à s'édifier ensemble. M. de Chabannes se rendit à Tonneins, et plus tard à Clairac, pour surveiller de plus près les assemblées qui, malgré toutes les rigueurs de la persécution, commençaient à se tenir dans la contrée de Lafitte, près de Clairac, et sur les coteaux situés entre cette dernière ville et Tonneins. Des arrestations eurent lieu, et cependant, en 1752, les assemblées du désert devenaient fréquentes, tantôt sur un point, tantôt sur un autre.

On trouve la mention d'assemblées tenues en 1754, par Grenier de Barmont, ou de Barmont, dans une note qui n'est, il est vrai, ni datée, ni signée, mais dont l'authenticité est suffisamment démontrée par le papier, le genre d'écriture et la rédaction elle-même. Voici la copie littérale de ce document :

« Aujourd'hui, seizième du mois d'avril 1754, Monsieur Grenier de Barmont, M. d. s. E., a commencé de prêcher au désert, dans la paroisse de Dimeuilh, terre de Clairac. Il a commencé de distribuer la sainte Cène le 16 avril 1754.

« Plus, il a prêché au bois de l'Abbé, le 21 avril 1754, dans la paroisse de Lafitte, terre de Clairac. L'assemblée était d'environ vingt mille personnes. On occupait quinze cartonnats de terre (*environ deux hectares*) le 24 avril 1754.

« Plus, il a prêché aux Gabachoux, le 4^{er} mai 1754, dans une pièce de terre appartenant à Monsieur de Maleprade.

« Plus, il a prêché aux Curguts, terre de Tonneins-Dessus. Il y avait environ trente-cinq mille personnes, le 3 juin 1754. Il y avait des gens de Nérac, de Libos, de Montflanquin, de Labardac (*Lanardac, près Nérac*).

- Plus, il a prêché au bois de l'Abbé, le 9 juin 1754.
- Plus, il a prêché au bois de l'Abbé, le 16 juin 1754. »

M. Grenier de Bermont avait fait ses études à Lausanne. Il fut obligé, pour être admis à exercer son ministère en France, de faire preuve de capacité dans un examen sur la théologie et les langues anciennes. *L'Histoire des Pasteurs du Désert* (t. II, p. 431) attribue à Grenier de Bermont la fondation de groupes d'Eglises situées au confluent du Lot et de la Garonne. Cette appréciation est parfaitement corroborée par la note que nous venons de transcrire, et qui a été trouvée par M. Sauvaître, pasteur à Laprade, chez l'un de ses paroissiens. S'il y avait eu, en 1754, plusieurs missionnaires comme Grenier de Bermont, les Eglises formées par Court sur la rive gauche de la Garonne, et celles que la persécution avait décimées au nord de notre département, ne se seraient pas totalement perdues ; ils en auraient rassemblé les restes épars, et auraient donné la vie à ces troupeaux. Dieu ne l'a pas permis. Un travail sur ces Eglises aujourd'hui éteintes, sur leurs pasteurs, les membres de leurs consistoires, ne serait pas sans intérêt et sans utilité.

ALPH. LAGARDE.

Tonneins, juin 1859.

Questions et Réponses.

Connaît-on un document contemporain qui montre l'emploi du sobriquet tourangeau de *Huguenot* entre 1551 et 1560 ?

Il est ressorti des réponses et observations ci-dessus publiées (pp. 122, 266), que l'épithète de *Huguenot* n'apparaît pas dans un sens politique et général avant l'affaire d'Amboise (mars 1560), et que la lettre du cardinal de Lorraine du 40 juin, et celle de Th. de Bèze du 16 du même mois, sont les deux documents les plus anciens où l'on en trouve mention. Mais il est également ressorti des mêmes observations que le mot *Huguenot* a existé « huit ou neuf ans avant l'affaire d'Amboise, » comme sobriquet religieux, en Touraine, ou du moins à Tours. C'est ce que déclare expressément Pasquier, et ce qu'admettent implicitement l'historien des Eglise réformées (Th. de Bèze⁹) et La Popelinière.

On nous invite à poser maintenant la question en ces termes : Peut-on signaler un document local contemporain, qui confirme surabondamment

le dire de Pasquier, en attestant l'usage du sobriquet tourangeau de *Huguenot* entre 1551 et 1560 ?

Le célèbre traité *De Jure magistratum, etc.*, est-il d'origine allemande, ou française? — Quel est l'auteur du dialogue *le Politique*?

Les questions suivantes nous sont transmises par M. G. de Polenz, de Halle, le zélé auteur de *l'Histoire du Calvinisme français*, etc., dont le second volume (depuis le tumulte d'Amboise, 1560, jusqu'à l'avènement de Henri III, 1574) vient de paraître (à Gotha, chez F.-A. Perthes. In-8° de 720 p.)

« Quelle est l'origine du fameux traité : *De jure magistratum in subditos et officio subditorum erga magistratus*, dont parle Bayle, dans sa dissertation sur *Junius Brutus*, comme ayant été « publié par ceux de Magdebourg, l'an MDL, » titre que porte aussi la copie qui se trouve à la fin du tome II des *Mémoires de l'Etat de France sous Charles IX*, et immédiatement après la *France-Gaule* de Hotoman ?

« De Thou parle aussi de cet ouvrage comme d'un pamphlet « publié en Allemagne, » pendant le siège de Magdebourg.

« Ce qui donne matière à incertitude, c'est qu'il existe une édition latine de Magdebourg, 1604, avec cette remarque accompagnant le titre : *è gallo in latinum conversus*. Or, il n'est pas tout à fait indifférent de savoir si l'origine de ce traité est française ou allemande, car on y trouve les mêmes doctrines que dans le *Junius Brutus* d'Hubert Languet, et dans le cas où il serait d'origine française, ces doctrines auraient influé sur l'Allemagne; dans le second cas, ce serait le contraire, ce qui tendrait à réfuter le reproche banal adressé au calvinisme d'être républicain, radical et révolutionnaire, en opposition directe au luthéranisme, qui n'est, dit-on, que monarchique et conservatif. Cela prouverait en même temps que ces deux tendances extrêmes dépendent beaucoup moins des dogmes que de l'histoire, et que le luthéranisme, persécuté par l'Etat (comme les luthériens de Magdebourg l'ont été en effet), peut aussi bien être révolutionnaire que le calvinisme, protégé par la monarchie, peut être monarchique.

« Dans le tome II des *Mémoires d'Etat sous Charles IX*, on trouve aussi un traité sous forme de dialogue, ayant pour titre *le Politique*, qui présente la même tendance que le *Junius Brutus* et le traité *De jure magistratum*, et dont l'auteur doit être calviniste. De Thou parle aussi de ces Dialogues, mais sans en faire connaître l'auteur. Sait-on quel il est ? Pourrait-on l'indiquer ? »

**Quelle est la véritable origine et la signification du sobriquet
de « Parpaillot ? »**

(V. ci-dessus, p. 129, 273.) (1)

Benoît est un de nos auteurs qu'on ne peut négliger de consulter et qui ont toujours voix au chapitre dans les sujets que nous traitons. Voici ce qu'il dit à propos du sobriquet de *Parpaillot* (t. II, p. 401) :

« Il y avoit un mot nouveau (1622) qui étoit alors à la mode, et que les catholiques avoient toujours à la bouche quand ils vouloient offenser un réformé. Le mot de *Huguenot* étoit si vieux qu'on s'y étoit accoutumé, et que beaucoup de gens fort sages et fort modérés s'en servoient comme d'un mot équivalent à celui de *prétendu réformé*. Mais on lui en avoit depuis peu subrogé un autre, que le peuple avoit reçu avec beaucoup d'avidité. C'étoit celui de *parpaillot*, dont l'origine est fort inconnue. Quelques-uns tiennent que la première occasion où l'on s'en servit fut au siège de Clairac. La garnison, disent-ils, fit une sortie la nuit, et pour se reconnoître dans la mêlée, mirent une chemise sur leurs habits. Cela leur fit donner le nom de *parpaillots* par les soldats de l'armée du Roy qui les repoussèrent, parce que sous cet équipage, ils ressembloient à des papillons qui ont les ailes blanches, et dont on voyoit alors grande quantité. Le vulgaire en Guyenne et en Languedoc appelle ces petits animaux des *parpaillots* ou des *parpaillols*. Ce mot, prononcé par quelqu'un à la vue des soldats sortis de Clairac, fut recueilli par les autres, en moins de rien fut appris de toute l'armée. De là il se répandit par tout le royaume, où les troupes furent dispersées. Il n'y avoit pas de lieux en France où ce mot fût plus en usage qu'à Paris ; et il s'en falloit beaucoup qu'il ne fût aussi commun en Guyenne, ce qui pourroit faire douter que ce fût là le lieu de son origine.

« D'autres le rapportent à quelques surprises faites aux réformés, qui par bonne foy ou par imprudence étoient venus se rendre au piège qu'on leur tendoit ; et quelques-uns faisant à cause de cela ce nom presque aussi ancien que les guerres civiles, le rapportoient à la facilité des chefs réformés qui vinrent à Paris sous le prétexte du mariage du prince de Navarre se mettre à la discrétion de leurs ennemis. Le massacre qu'on en fit peu après, les fit comparer, par les gens qui les insultoient, aux papillons qui viennent d'eux-mêmes se brûler à une chandelle ; et parce que ce fut peut-être quel-

(1) Quelques fautes se sont glissées dans ce dernier article; en voici l'indication :

Page 275, ligne 22 : *Récréations philosophiques*, lisez *philologiques*.

Même page, ligne 28 : *Qui l'adjurait*, lisez *qu'il adjurait*.

Page 276, ligne 5 : *Qui aurait pu être*, lisez *qui aurait dû être*.

Même page, ligne 10 : *Waliens*, lisez *Italiens*.

Même page, ligne 15 : *N'ose prononcer*, lisez *n'ose se prononcer*.

qu'un du pays où ces petits animaux sont appelés *parpaillots*, qui fit le premier cette comparaison, ce nom gascon fut retenu plutôt que le nom français. Il y en a qui le tirent avec quelque vraisemblance des casques blanches que la cavalerie des réformés portoit dans les premières guerres civiles, et surtout dans celle que le prince de Condé commença par l'entreprise de Meaux. Les casques blanches firent si bien à la bataille de Paris, au jugement d'un envoyé turc, à qui on faisoit regarder le combat de dessus les murailles de cette ville, qu'il ne souhaitoit que six mille hommes de cette sorte à son maître pour assujettir tout le monde. Cette sorte d'habits les fit appeler papillons ou *parpaillots*, parce que leurs meilleures troupes venoient des provinces où ce mot est en usage. Ces origines paroitraient assez naturelles, s'il étoit bien certain que ce mot eût été connu longtemps avant les guerres de Louis XIII. Quelques-uns le font venir d'une origine moins noble, et disant qu'entre ceux qu'on faisoit exécuter après la prise des villes, quelque malheureux se consolant de la mort, par l'assurance que son âme en délogeant du corps s'envoleroit au ciel, se servit de la comparaison d'un papillon ; ce qui étant tourné en ridicule par les assistants, ils en prirent occasion d'appeler tous les réformés *parpaillots*.

« Ce qu'il y a de certain, c'est que les réformés se tenoient fort offensés de ce nom, et ne regardoient pas celui de *huguenots* comme une si grande injure. Ce sont deux choses dont il est souvent également difficile de rendre raison, que l'origine de certains mots qui en moins de rien deviennent d'un usage universel, sans qu'on en puisse dire ni l'auteur ni l'occasion, et que l'idée d'injure qu'on y croit jointe. Ainsi le mot *Hust*, en Normandie, étoit une injure vulgaire que le menu peuple disoit aux réformés. C'est un mot de lui-même sans signification, et sur l'origine duquel je n'ai jamais ouï faire que des contes ridicules et sans vraisemblance. Néanmoins ce mot étoit réputé fort séditieux, et j'ai vu des requêtes présentées aux magistrats, en conséquence desquelles il y avoit eu des informations, des sentences, et même des arrêts du parlement, qui défendoient d'user de ce mot, qui étoit le seul crime articulé dans la plainte. Il en est de même du mot de *parpaillot*, dont les réformés se plaignoient comme d'une injure atroce, quoiqu'ils eussent peut-être bien de la peine à marquer ce qu'ils y trouvoient de choquant, si ce n'est que ceux qui le prononçoient avoient dessein de les offenser.

« Les réformés donc, assaillis à Lyon par cette canaille séditieuse, furent entre autres appelés *parpaillots*... »

A quelle époque le terme de Religionnaires s'est-il introduit?

(Voir ci-dessus, p. 129 et 276.)

M. E. Castel paraît admettre que de très bonne heure (c'est-à-dire dès avant 1560) les protestants de France « s'appelaient eux-mêmes *réformés*

ou *religionnaires*, ou plus souvent encore *ceux de la religion*. » (*Les Huguenots*, etc., page 22.)

Nous ne saurions, quant à présent, préciser le moment où ces mots commencèrent à être usités. Mais nous rappellerons que c'est en 1576 qu'un édit royal introduisit le nom de *Religion prétendue réformée* (Benoît, *Histoire de l'Edit de Nantes*, I, 45).

Nous avons trouvé le mot de *religionnaires* dans un pamphlet de 1622, intitulé *Le Cour-Bouillon des rebelles de France, accommodé à la sausse des reistres d'Allemagne* (in-8° de 16 p.). En voici un extrait : « Qui sont ceux que je me suis proposé pour antagonistes en ceste cause? les huguenots et religionnaires de ce temps? Rien moins, pourvu qu'ils ne sortent des alignements de l'obéissance qu'ils doivent à leur prince, à M. de Soubize..... C'est à vous, ô Rochellois, à qui je parle; c'est à vous, ô Montaubannistes, que j'attaque, et toi, Montpellier, ville mutine, qui pense par l'effort de tes murailles t'opposer aux justes armes de ton roy, et soutenir du bouclier de ton effronterie et arrogance les coups de foudre que le bras invincible de ce jeune monarque va dardant journellement sur toi... »

Nous trouvons encore le mot de *religionnaire* employé par Louvois, le ministre de Louis XIV, dans sa fameuse dépêche au duc de Noailles, commandant en Languedoc, citée par Benoît, t. V, p. 868 :

A Versailles, 5^e novembre 1685.

« Je ne doute point que quelques logemens un peu forts chez le peu qui reste de noblesse et du Tiers-Etat des religionnaires, ne les détrompent de l'erreur où ils sont sur l'édit que M. de Châteauneuf nous a dressé; et Sa Majesté désire que vous vous expliquiez fort durement contre ceux qui voudront être les derniers à professer une religion qui lui déplaît, et dont elle a défendu l'exercice par tout son royaume. »

On lit le passage suivant dans les *Doutes sur la langue française proposés à MM. de l'Académie française par un gentilhomme de province* (par le P. Bouhours. Paris, 1674, in-12.) :

« L'aversion de M. de Balzac est le mot de *religionnaire* : il s'empporte avec beaucoup d'animosité contre ce mot, et il en dit tout le mal qu'il peut. Voici comme il parle : « Le mot de *religionnaire* n'est pas François, il « vient du mesme pays que celui de *doctrinaire*; et ce fut sans doute un « prédicateur gascon qui le débita le premier dans les chaires de Paris. Je « ne voudrais dire ni les *gueux*, comme on faisait aux Pays-Bas, au commencement des troubles de la religion, ni les *parpaillaux*, comme on « fit en France dans nos dernières guerres civiles et devant le siège de « Montauban. Ces deux mots ont été de courte vie, et leur destin n'a pas

« voulu qu'ils durassent : outre qu'ils me semblent un peu trop comiques et trop populaires. Mais encore me déplaisent-ils moins que *religioneux*, qui n'est ni latin, ni françois, ni plaisant, ni sérieux, qui ne signifie point ce qu'ils veulent qu'il signifie. Le mot de *religieux* vient de *religion* par la voie légitime et naturelle ; celui de *religionnaire* en vient aussi, mais par une licence vicieuse ; pour le moins il n'est pas françois, comme je l'ai dit d'abord, et n'a garde d'estre si bon que *sectaire*, duquel néanmoins on ne se sert pas. La meilleure partie du peuple ne l'entend point ; le bon usage ne l'a point reçu ; il a été fabriqué dans un coin du Quercy ou du Périgord, et par conséquent il doit estre condamné comme barbare, et renvoyé à Sarlat ou à Cadenat, d'où il est venu. » Un mot peut-il être plus maltraité, et M. de Balzac n'était-il pas ce jour-là en mauvaise humeur ? Mais êtes-vous de son sentiment ? Le mot de *religionnaire* est-il si barbare et si monstrueux ? N'a-t-il point été reçu à la cour ? Tant de mots gascons y sont bien venus. Si les mots espagnols et italiens deviennent françois avec le temps, pourquoi les mots périgourdiens ne le deviendraient-ils pas ? Comme les *calvinistes* ont été appelés, au commencement, *ceux de la religion*, et que nous disons encore aujourd'hui, en parlant d'un huguenot, *c'est un homme de la religion*, on a pu les appeler *religionnaires*, de même que les hérétiques qui ont eu des erreurs sur le sacrement de l'Eucharistie et sur le mystère de la Trinité, ont été appelés *sacramentaires* et *trinitaires*. D'ailleurs on a pu, par analogie, former de *religion*, *religionnaire*, comme on a fait de *vision*, *visionnaire*, de *concussion*, *concussionnaire*, de *mission*, *missionnaire*. Je tombe d'accord que le mot de *huguenots* ou de *calvinistes* est plus propre et plus usité ; qu'il s'en faut servir d'ordinaire, surtout dans le discours familier ; mais ne pourrait-on pas dans un discours élevé, après avoir dit souvent *huguenots*, dire une fois ou deux *religionnaires* ? Je suis bien trompé si vous ne l'aimez mieux que *parpaillaux*. Le goût d'un académicien n'est pas toujours celui de l'Académie. »

Isaac Arnauld. Ses livres « Le Mépris du monde » et « De l'obéissance due au Roy. »

« J'ai parmi mes livres, nous écrit M. C. Cailliatte, un ouvrage de piété ascétique, mais dans le sens évangélique, intitulé : *Le Mépris du Monde*, par Isaac Arnauld, conseiller du roy et intendant de ses finances. Sedan 1623. Cet ouvrage est écrit avec beaucoup de verve et renferme des passages d'une haute éloquence. Qu'est-ce que cet Isaac Arnauld ? Moréri et les dictionnaires biographiques que je possède n'en disent rien. »

A l'article *Arnauld*, dans le t. I de la *France protestante*, p. 123, on lit ce qui suit : « Isaac Arnaud ou Arnauld, pasteur à la Rochelle, nous est connu par quatre ouvrages qui ne sont pas sans quelque mérite : *Le Mépris du Monde*, publié à Charenton en 1651, in-12, réimprimé à Genève en 1670,

in-12, et traduit en allemand, Hanan, 1670, in-12.... » On voit que l'on ne sait pas grand'chose de cet auteur, et que MM. Haag n'ont pas connu son titre de conseiller du roi et intendant de ses finances, non plus que cette édition de Sedan, 1623, signalée par M. Cailliatte.

Les autres livres de lui qu'indique la *France protestante* sont : *Les Résolutions vertueuses* ; *De l'obéissance due au Roy* ; *Méditation sur la vieillesse*. Ces trois ouvrages doivent être rares, puisque la date et le nom de lieu de leur publication ont manqué à MM. Haag. — Y aurait-il, par hasard, quelque analogie entre le second, intitulé *De l'obéissance due au Roy*, et ce « livre de l'obéissance » au sujet duquel nous avons demandé des éclaircissements (ci-dessus, p. 128) ?

—

Qu'est-ce que « la Boîte à Perrette ? » — Origine de cette locution.

Nous avons reçu la lettre qu'on va lire :

En parcourant le Dictionnaire de Bayle, j'ai rencontré, à l'article *Etampes* (*duchesse d'*), note H, la citation suivante, empruntée à Mézeray (*Hist. de Henri II*, l. I, p. 34), et où il est parlé de la *Boîte à Perrette*. — A tout hasard, j'ai voulu vous la communiquer. On y retrouve la fausse imputation de faire des convertis à prix d'argent, tant de fois dirigée contre les protestants par ceux-là mêmes qui achetaient les consciences. Voici ce texte :

« Elle (la duchesse) n'alla plus à la messe que dans les jours solennels, et elle ne se contenta pas de pervertir ceux de ses domestiques qui eurent la faiblesse de changer de religion pour lui plaire et de chasser les autres ; mais de plus elle ne dépensoit du revenu des grands biens qu'elle avoit acquis durant sa faveur, que ce qui lui étoit absolument nécessaire pour la subsistance de sa famille, et elle mettoit le reste dans l'endroit que l'on appeloit alors la *Boîte à Perrette*, c'est-à-dire entre les mains de ceux qui le distribuoient aux pauvres calvinistes, ou qui l'employoient à corrompre les pauvres gens de métier, ou de la campagne, qui ne faisoient point de scrupule de renoncer à l'ancienne religion ; parce qu'en leur donnant de l'argent, on les assuroit que rien ne leur manqueroit à l'avenir, pourveu qu'ils embrassassent la nouvelle religion et qu'ils y persévérassent. »

Veuillez agréer, etc.

ED. SAIGEY.

Wessering, 11 août 1859.

Cette indication de notre correspondant nous montre l'ancienneté de la locution. On voit en effet qu'au dire de Mézeray la *boîte à Perrette* était déjà en usage du temps où la duchesse d'Etampes s'était retirée dans ses terres, après la mort de François I^{er}, c'est-à-dire vers 1540. Elle remonterait donc aux commencements mêmes de la Réforme en France. Mais quelle en est l'origine et le sens étymologique ?

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.

LA RÉFORME EN PICARDIE

DEPUIS LES PREMIERS TEMPS JUSQU'À NOS JOURS,
PARTICULIÈREMENT DANS LE VERMANDOIS, LA THIÉRACHE, LE LAONNAIS,
LE NOYONNAIS ET LE SOISSONNAIS,
FORMANT AUJOURD'HUI LE DÉPARTEMENT DE L'AISE.

1525-1553.

« Ayant considéré qu'il serait très utile de faire connaître à la postérité le grand nombre des persécutions que nos pauvres Eglises ont souffertes...

« Enjoignons à tous les pasteurs et prédicateurs d'en faire et d'en recueillir des mémoires très exacts, qui expriment les temps, les lieux et les principales personnes qui en ont été les objets, afin qu'on puisse rédiger en un corps d'histoire les choses les plus mémorables qui sont arrivées parmi nous. »

(*Synode provincial assemblé au Désert, le 8 oct. 1734.*
art. II.)

AVANT-PROPOS.

Les nombreux ouvrages d'histoire protestante qui ont paru en France depuis un quart de siècle, ne renferment pas à eux tous, si l'on en excepte la *France protestante*, deux pages sur les Eglises réformées du département de l'Aisne. Cet essai est donc le premier qui ait été tenté pour combler en partie cette lacune. A ce titre, il a peut-être quelque droit à l'indulgence du lecteur.

On y trouvera les traits principaux d'une étude plus étendue sur la réforme à Meaux, non-seulement parce que Meaux est la première ville de France où la Réforme se soit organisée, mais surtout parce qu'elle est particulièrement le berceau des Eglises du département de l'Aisne (1512-1525).

Le second chapitre, qui va de 1525 à 1562, roule sur l'origine et la fondation des Eglises. Nous avons malheureusement peu de détails sur cette époque dont le zèle est si pur et si admirable, à peine les noms d'une trentaine d'Eglises, puis ceux de Magnier, réformateur de la Thiérache; Pouillot, réformateur du Soissonnais; Philippe Véron,

dit le *Ramasseur*, fondateur de l'Eglise de Saint-Quentin; Calvin, *suborneur* du Noyonnais; Simon Laloé et Thomas de Saint-Paul, martyrs; enfin les premières persécutions de Laon, et l'histoire incroyable de la démoniaque de Vervins.

Dans le troisième chapitre figurent les principales familles nobles de la Picardie, mettant leur épée au service de leur foi persécutée, dans un siècle où l'épée voulait usurper les droits de la conscience : Morvilliers, Genlis, Bouchavannes, Sénarpont, Brabangon, Sechelles, De la Haye, Mouy, Croy, etc.; les pasteurs Vassoris, De l'Epine, Helim et Du Moulin (1562-1598).

Le quatrième chapitre offre le tableau des Eglises protestantes du département au XVII^e siècle, et raconte la vie des pasteurs les plus célèbres qui les ont desservies : Samuel Desmarests, David Blondel, Michel Lefaucheur, les Georges, les Mettayer, etc. (1598-1664).

La cinquième période (1664-1685) est une époque de destruction; les commissaires de parti du Vez, du Nouvion, de Proisy, luttent avec quelque succès contre le fanatisme des évêques de Laon, de Soissons, de Noyon, qui voulaient anéantir le protestantisme avant la Révocation.

On y trouvera, après avoir jeté un coup d'œil sur le crime de la Révocation, la liste de près de 50 Eglises où le culte était célébré dans le dix-septième siècle, celle de plus de 50 pasteurs, de plus de 40 anciens qui assistèrent aux synodes nationaux, et enfin la liste de plus de 110 villes ou villages où l'on trouvait des protestants avant 1685. Toutes ces listes sont malheureusement incomplètes.

Vient ensuite le chapitre du *Refuge*, où nous rencontrons plus de 150 familles du département, qui ont tout sacrifié pour pouvoir servir Dieu en liberté, selon leur conscience : les Malfuson, les Mennechet, les Lecru, les Vennet, les Dappe, les Lenoble, les Gardien, les Baudemont, les Labbé, les Boquet, les Vallier, etc.; puis les familles nobles : Laumonier, Larochefoucauld, de Renneval, de Proisy, de Verly, de Villermont, du Vez, de Monceaux, de Gennart, de Travecy, de Beaumont, etc., etc.

Dans le chapitre intitulé : *Les Eglises sous la Croix* (1686-1769), nous avons les assemblées du désert dès 1686, les galériens de Lan-

douzy et autres, les pasteurs du désert : Brousson, de Malzac, Masson, Givry, la conversion de sept villages des environs de Saint-Quentin qui abjurèrent, entre les mains de Givry dans la Boîte à cailloux ; puis une foule d'emprisonnements, d'enlèvements d'enfants, des détails de tout genre sur la persécution des dernières années du XVII^e siècle ; les noms de près de 400 familles persécutées (sans parler des fugitifs), des listes de ceux qui allaient au culte à Tournay, de ceux qui étaient *opiniâtres*, etc.

En 1769, nous assistons à la *Restauration des Eglises* de l'Aisne par Charmusy, suivi de Broca, Briatte, Bellanger, Dolivat, Rangdes-adreit, Lasagne, Née, Devismes, Malfuson, Hervieux, Mauru, etc. Nous voyons s'assembler le synode de 1770, l'Eglise restant *au désert* jusqu'en 1784.

Puis viennent l'édit de tolérance, la révolution, la loi du 10 vendémiaire an X qui réorganisa les cultes. Nous donnons une *Statistique du protestantisme* dans le département depuis 1801 jusqu'à 1853.

Enfin, dans un *Appendice*, nous avons transcrit des fragments de sermon et une prière du désert, ainsi que la première partie d'une lettre (devenue très rare) adressée par Brousson à Louis XIV.

Ce travail n'est qu'une compilation, ce ne sont que des lambeaux grossièrement rattachés, mais des lambeaux glorieux arrachés au naufrage ; nous ne regretterons point la peine que nous avons prise pour les tirer de l'oubli, et nous accueillerons avec reconnaissance toutes les communications qu'on voudra bien nous faire, soit pour compléter notre essai, soit pour en relever les erreurs.

Dieu veuille seulement que les grands exemples, contenus dans ces pages aillent au cœur de ceux qui les liront, et contribuent à les rendre plus fidèles chrétiens et protestants plus zélés.

O. DOUX, pasteur.

Moullignon-lès-Quincy, 26 juillet 1859.

PREMIÈRE PARTIE.

I. *Réforme.* — Meaux (1512-1525). — II. *Origine et fondation des Eglises du département de l'Aisne* (1525-1562). — III. *Etat des Eglises pendant les troubles religieux* (1562-1598). — IV. *Les Eglises sous l'Edit de Nantes* (1598-1664). — V. *Destruction des Eglises* (1664-1685). — VI. *Refuge.*

I. Réforme. — Meaux (1512-1525).

On sait que la secte manichéenne des Albigeois ou Cathares florissait en Picardie, et principalement à Arras, dès le XI^e siècle. Depuis la publication du savant ouvrage de M. Schmidt, sur cette matière, il n'est plus permis d'assimiler les Cathares aux Vaudois, et de faire des premiers des précurseurs de la Réformation.

Parmi les pères de la renaissance des lettres, les Budé, les Berquin, les Cop, les Tusan, un Picard, docteur en théologie, se faisait remarquer par sa science autant que par sa dévotion à la Vierge et aux saints : c'était Lefèvre, né à Etaples (1), près Boulogne, en 1455. Paris regorgeait d'étudiants accourus de toutes parts pour assister aux leçons des plus illustres docteurs. Un jeune gentilhomme du Dauphiné, d'une ardente piété, Guillaume Farel, se lia bientôt avec le professeur qu'il rencontrait chaque jour au pied des autels de la Vierge.

« Souvent on voyait, dit M. Merle d'Aubigné, le vieux Lefèvre et son jeune disciple orner avec soin de fleurs une figure de la Vierge, et murmurer seuls, ensemble, loin de tout Paris, loin des écoliers et des docteurs, les ferventes prières qu'ils adressaient à Marie. » Cependant, il y avait déjà dans le docteur Lefèvre quelques rayons de lumière... et souvent, au moment même où il revenait de chanter la messe (2), ou de se lever de devant quelque image, le vieillard se tournant vers son jeune disciple, et lui saisissant la main, lui disait d'un ton grave : « Mon cher Guillaume, Dieu renouvellera le monde et vous le verrez. »

« Le vieux docteur s'occupait d'un vaste travail; il recueillait avec soin les légendes des saints et des martyrs, et les rangeait selon l'ordre où leurs

(1) Gérard Roussel, qui alla à Meaux dans l'école évangélique fondée par Brignonnet, était de Vaqueries, près Amiens; Jean Lecomte, qui s'y réfugia également, était aussi Picard. Jean Calvin, de Noyon, le grand réformateur français; Robert Olivétan, de Noyon, parent de Calvin, le second traducteur de la Bible en français, et Noël Beda, de la Sorbonne, le plus acharné de tous les ennemis de la Réforme, virent aussi le jour en Picardie. Jean de Tournes, l'un des plus célèbres imprimeurs du XVI^e siècle, naquit également à Noyon; Ramus vit aussi le jour non loin de cette ville, au village de Cns.

(2) M. de Triqueti est ici en contradiction avec M. Merle d'Aubigné. Le premier dit : « Lefèvre n'étant point prêtre, ne prêchait point dans les églises. » (*Les prem. jours du protest. en France*, p. 51.)

noms se trouvent dans le calendrier. Déjà deux mois étaient imprimés, quand une de ces lueurs qui viennent d'en haut éclaira tout à coup son âme. Il ne put résister au dégoût que de puériles superstitions font naître dans un cœur chrétien. La grandeur de la Parole de Dieu lui fit sentir la misère de ces fables. Elles ne lui parurent plus qu'« *du soufre propre à allumer le feu de l'idolâtrie.* » Il abandonna son travail, et jetant loin de lui ces légendes, il se tourna avec amour vers la sainte Ecriture. Ce moment où Lefèvre, quittant les merveilleux récits des saints, mit la main sur la Parole de Dieu, commence une ère nouvelle en France, et est le principe de la Réformation. » (*Hist. de la Réf.*, III, 481-486.)

C'était avant 1512, cinq ans avant Luther (1); et dès lors on put voir briller les premiers rayons du soleil de la Réformation qui se levait sur le monde. Lefèvre d'Étaples et Guillaume Farel, devenu professeur au collège du cardinal Lemoine, sont les premiers qui élevèrent la voix en faveur de l'Evangile jusque-là étouffé sous les traditions de l'Eglise romaine.

L'un des disciples de Lefèvre, Briçonnet, nommé évêque de Meaux en 1516, entreprit de réformer son diocèse; mais la ville métropolitaine était peuplée de moines de tous ordres qui allaient livrer une guerre acharnée à la vérité de l'Evangile (2). Revenu de son ambassade à Rome (1518), Briçonnet visita toutes les églises du diocèse. Il assemblait les curés, les vicaires, les marguilliers et les principaux paroissiens et s'informait de la doctrine et de la vie des prédicateurs. « Au temps des quêtes, lui répondait-on, les franciscains de Meaux se mettent en course: un seul prédicateur parcourt quatre ou cinq paroisses en un même jour, répétant autant de fois le même sermon, non pour nourrir les âmes des auditeurs, mais pour remplir son ventre, sa bourse et son convent. Les besaces une fois garnies, le but est atteint, les prédications finissent, et les moines ne reparaissent dans les églises que quand un autre temps de quête est arrivé. La seule affaire de ces bergers est de tondre la laine de leurs troupeaux. » (Merle, III, 528.) Ces détails sont extraits d'un manuscrit de la bibliothèque de Meaux.

L'historien de cette ville, Toussaint-Duplessis, très zélé catholique, affirme que les curés résidaient à peine dans leurs paroisses; Briçonnet les y contraignit dans un synode qu'il tint le 13 octobre 1518; et pour l'instruction du peuple, surtout pendant le temps de l'avent et du carême, il

(1) Zwingli ne commença la réformation en Suisse qu'en 1516; Luther n'afficha ses 95 thèses qu'en 1517; peu après, Tyndale, Ridley, Latimer, réformèrent l'Angleterre; Hamilton, Wishart et Knox, l'Ecosse; Beccaria et Brucioli, l'Italie; Jean d'Avila et Valdès, l'Espagne; Olaus Petri et Anderson, la Suède.

(2) « Il y avait huit églises, sans compter deux abbayes d'hommes, une de femmes, une collégiale de douze chanoines à Saint-Santin, et puis des trinitaires, des cordeliers, des capucins, des augustins, des bénédictins, des ursulines, et grand nombre de chapelains. » (*Notice sur le Château de Meaux*, Carro, p. 56.)

distribua tout son diocèse en trente-deux stations, dans chacune desquelles il devait envoyer un prédicateur. Le nouveau règlement ne parut pas avoir remédié aux longues et fréquentes absences des curés; Briçonnet renouvela ce règlement dans deux autres synodes tenus le 7 janvier et le 27 octobre 1521. Son attention se porta sur d'autres points de la discipline ecclésiastique; il défendit par un mandement les danses publiques les jours de dimanche et les fêtes de la Vierge. « A peine trouva-t-il dans toute l'étendue de son diocèse quatorze prêtres capables d'enseigner les peuples ou de leur administrer le sacrement. » (Toussaint, I, 328.)

« Il trouva, dit Crespin dans son énergique langage, que le pauvre peuple était du tout destitué de la connaissance de Dieu, et que les cordeliers et semblables besaciers n'enseignaient sinon une vieille ânerie pour donner et apporter aux couvents. »

« Persuadé que le seul moyen de peupler son évêché de bons ministres, c'était de les former lui-même, Briçonnet se décida à fonder à Meaux une école de théologie dirigée par de pieux et savants docteurs. Il fallait les trouver » (Merle, III, 529). L'intolérance romaine les lui fournit.

Lefèvre d'Étaples, persécuté par la Sorbonne comme hérétique, quitta Paris et se réfugia à Meaux dans la maison de Briçonnet en juin 1521; c'était là que le rejoignirent plusieurs jeunes savants évangéliques : Farel, Gérard Roussel dit Ruffi; François Vatable, le célèbre hébraïsant (1); et Michel d'Arande, qui fut autorisé à prêcher dans tout le diocèse aussi bien que Roussel et Farel.

Tous ces docteurs et l'évêque lui-même rivalisaient de zèle : « Il faut, disait Lefèvre, que les rois, les princes, les grands, les peuples, toutes les nations, ne pensent et n'aspirent qu'à Jésus-Christ. Il faut que chaque prêtre ressemble à cet ange que Jean vit dans l'Apocalypse, volant par le milieu du ciel, tenant en main l'Evangile éternel, et le portant à tout peuple, langue, tribu, nation. Venez, pontifes; venez, rois; venez, cœurs généreux!... Nations, réveillez-vous à la lumière de l'Evangile et respirez la vie éternelle. La Parole de Dieu suffit. » (Merle, III, 544.)

C'est ainsi que parlait le réformateur; voici comme parle l'historien de Meaux : « Le diocèse de Meaux, dit Toussaint, est le premier qui ait eu le malheur d'ouvrir son sein aux novateurs. On le regarde pour ce sujet comme le berceau de l'hérésie en France; tache honteuse dont il ne pourra jamais se laver dans les siècles à venir » (I, 325).

Malheureusement les disciples de Lefèvre se laissèrent énerver pour la plupart, par les idées mystiques à travers lesquelles leur maître lisait les Ecritures, et le mouvement religieux qu'ils avaient produit eût péri infail-

(1) Né à Gamache, en Picardie.

librement sans les Farel, les Leclerc, et une foule d'autres, qui ne commentaient la Bible qu'avec leur simple bon sens et leur cœur droit, sans s'inquiéter des rêveries de Gerson, de Hugues et Richard de Saint-Victor, de Pseudo-Denis et de Ruysbroek, grands mystiques qu'ils ne connaissaient guère.

Pendant les derniers mois de 1521 et presque toute l'année 1522, les prédicateurs de l'Evangile ne furent pas inquiétés; de son côté Lefèvre travaillait à la première traduction française du Nouveau Testament. Le 30 octobre 1522 il publia les quatre évangiles, le 6 novembre le reste du Nouveau Testament, le 12 octobre 1524 tous ces livres réunis, et en 1525 une traduction des psaumes (Merle, III, 541). — Dès lors, dit Crespin, « il s'engendra un ardent désir en plusieurs personnes, tant hommes que femmes, de connaître la voie de salut nouvellement révélé, si que les artisans, comme cardèurs, peigneurs et foulons (la ville de Meaux n'était peuplée que d'artisans et gens trafiquans en laine) n'avaient autre exercice en travaillant de leurs mains, que conférer de la Parole de Dieu et se consoler en icelle. Et spécialement, dimanches et fêtes étaient employés à lire les Ecritures et à s'enquérir de la bonne volonté du Seigneur. Plusieurs des villages faisaient le semblable, en sorte qu'on voyait en ce diocèse-là renaître une image d'Eglise renouvelée, car la Parole de Dieu non-seulement y était prêchée mais aussi pratiquée, attendu que toutes œuvres de charité et de dilection s'exerçaient là, les mœurs se réformaient de jour en jour, et les superstitions s'en allaient bas. » (Livre IV.)

De ce foyer de piété et de vie chrétienne, la Réforme allait s'étendre sur toute la France.

II. Origine et fondation des Eglises du département de l'Aisne (1525-1562).

Landouzy, Lemé.

Des journaliers de la Thiérache (1), et principalement de Landouzy (2), revenant de « faire la moisson en France » aux environs de Meaux, repor-

(1) La Thiérache renfermait Vervins, Crécy, Lafère, Rozoy, Aubenton, Marle, Hirson, La Capelle, Le Nouvion, Ribemont, Montcornet et Guise, qu'on regardait comme la capitale.

(2) Landouzy-la-Cour ne fut dans l'origine qu'une ferme de l'abbaye de Foigny. — Landouzy-la-Ville fut fondée en 1169, par Robert, abbé de Foigny, et Raoul I^{er}, seigneur de Coucy, de Marle et de Vervins. En 1568, Ambroise Bongard, calviniste, acheta le château de la Converserie, dépendant des moines de Foigny et du seigneur de Vervins; il protégea Landouzy contre les Espagnols, et la délivra des impôts forcés qu'ils prélevaient sur elle. En 1591, Bongard s'empara d'Aubenton, qui appartenait aux ligueurs; mais, le 1^{er} décembre de la même année, ceux-ci s'emparèrent à leur tour de Landouzy, qui fut saccagée, tellement que toutes les rues étaient jonchées de cadavres. — En 1622, à la mort de Bongard, le château retomba aux mains des moines, et ne fut plus habité que

tèrent chez eux les principes évangéliques, et les communiquèrent à plusieurs villages du Vervinois.

L'historien de Foigny dit que le calvinisme ne pénétra dans le Laonnais qu'en 1549 et dans la Thiérache qu'en 1550. Nous avons lieu de croire que la Thiérache reçut plus tôt les doctrines évangéliques; car M Colani, qui avait déchiffré de vieux papiers de Landouzy, affirme que l'Eglise de ce lieu est l'une des plus anciennes de France (Merle d'Aubigné, *Histoire de la Réforme*, IV, 544 et 545). Il me paraît fort probable que les Eglises de Gercis, Lemé et Guise datent de la même époque, de 1525 à 1530.

« L'apôtre de la Thiérache, dit encore l'historien de l'abbaye de Foigny, fut un habitant de Lemé (1), de la rue des Bouleaux, homme pauvre et obscur, nommé Georges Magnier (2). Doué d'une imagination ardente et d'une intelligence au-dessus de son état, il avait embrassé avec enthousiasme les idées nouvelles, et mettait à les répandre tout le zèle que peut donner une conviction profonde. Toujours muni d'une Bible, il se transportait le soir dans les veillées où il savait rencontrer le plus de monde, et là il faisait des lectures pieuses, et prêchait la nouvelle doctrine avec une ardeur qui lui attirait chaque jour de nouveaux adeptes. Ses démarches ne purent rester longtemps secrètes, et pour continuer ses prédications, il fut obligé d'avoir recours à des réunions clandestines. Ces réunions se tenaient, tantôt dans certaines maisons de Lemé, tantôt dans des bois écartés, où Georges espérait échapper aux regards de l'autorité; mais elle veillait sur lui, et un soir qu'il présidait une nombreuse assemblée sous un chêne séculaire dans les bois de la Cailleuse, la garnison de Guise se rua tout à coup sur cette foule sans armes et la dispersa de tous côtés. Georges

par des fermiers. — Après la paix de Vervins, signée la même année que l'Edit de Nantes (1598), la ville de Landouzy se releva de ses ruines, mais fut pillée et brûlée de nouveau par les Espagnols, en 1653, puis abandonnée par les protestants après l'arrêt de 1664, dû au fanatisme du prieur de Foigny. Landouzy-la-Ville n'est plus aujourd'hui qu'un village. (Voir l'*Hist. de l'abbaye de Foigny*, par Améd. Piette.)

(1) En 1161, René, seigneur de Guise et de Sains, fit don de Lemé, vaste terroir couvert de forêts, aux moines de Foigny, qui y élevèrent deux censes, celle de Lemé et celle du Clos des Urlets. Il n'y eut longtemps que quelques maisons autour de la grande cense et de l'église. Puis, au milieu du XVI^e siècle, quand le nombre ou le courage des moines diminuant, ils ne suffirent plus à cultiver leur vaste domaine, Robert de Coucy, premier abbé commandataire de Foigny, y attira une nombreuse colonie, et fonda les quatre principales rues du village, celles des Bouleaux, des Préaux, des Boheims (Bohain), et des Marmouseaux. En même temps, il agrandit l'église, devenue trop petite. A partir de 1646, les habitants devinrent propriétaires, de simples fermiers de l'abbaye qu'ils étaient. Le savant *Dictionnaire historique* de M. Melleville dit que la rue des Bouleaux et celle des Marmouseaux sont aujourd'hui détruites: c'est une erreur, je puis le certifier. Je relèverai en même temps une faute d'impression qui fait dire au même ouvrage que François Vatable fut curé de Brunetz au XVIII^e siècle: c'est au XVI^e.

(2) Les descendants de Magnier, qui existent encore et ignorent la gloire de leur nom, sont catholiques.

Magnier fut fait prisonnier et condamné aux galères où il mourut, victime des passions religieuses auxquelles nul homme de son siècle ne resta étranger.

« La persécution et l'éloignement du premier apôtre de la Réforme dans la Thiérache n'étouffèrent point dans leur germe les semences qu'il avait répandues, et, chose étrange, ce fut dans les domaines de l'abbaye (de Foigny) qu'elles jetèrent leurs racines les plus profondes. Le village de Lemé, la ville de Landouzy, et ses nombreux hameaux se peuplèrent de protestants, et la Réforme s'y perpétua jusqu'à nos jours, malgré les efforts que les religieux tentèrent à différentes époques pour l'en éloigner. » (Page 116.)

Voilà l'histoire impartiale, voici l'histoire fanatique; c'est un extrait du *Livre de Foigny*, manuscrit par Jean-Baptiste de Lancy prieur de Foigny, écrit vers 1670, qui nous a été communiqué par M. Ch. Read (1) : « Il y avait en la rue de la Cailleuse, près les Bouleaux, en ce temps-là, un nommé Georges Magnier, savetier de son métier, et accusé de fausse monnaie, y demeurant, homme de mauvaise vie et accusé d'hérésie; il allait passer d'ordinaire les veillées des nuits es maisons de Lemé avec une Bible qu'il portait, attira à soi par ses instructions mauvaises les plus idiots libertins, et ceux qui avaient moins de foi et de religion, commença ensuite à faire des assemblées et prêches dans le bois dudit la Cailleuse, sous un chêne, continua cet exercice quelque temps, jusqu'à ce que la garnison de Guise eut ordre de les charger rudement, qui les mit en désordre. A cette déconfiture, ledit Georges Magnier, comme chef de ces assemblées étant fait prisonnier et convaincu du crime de la fausse monnaie, fut condamné aux galères, et y fut conduit où il est mort. Voilà le commencement, progrès et fin du premier maître des huguenots de Lemé.

« Depuis lors l'hérésie s'y est maintenue de père en fils jusques à aujourd'hui; pour lesquelles assemblées et prières publiques empêcher, sur la remontrance faite à Messire Camille de Neufville, archevêque de Lyon et abbé de Foigny, il en fit sa plainte au roi qui donna arrêt portant défense d'assemblées, et faire prières publiques audit lieu. »

Voilà près de deux siècles que les moines crurent ensevelir le protestantisme de Lemé dans l'arrêt de 1664; le protestantisme subsiste encore, les moines ont passé, leur cense de Lemé appartient longtemps à un ancien, un membre du consistoire, mon oncle Wadebot; elle est encore entre les mains de ses enfants.

(1) Le manuscrit se trouve à la bibliothèque communale de Laon.

Fère, Soissons, Aulnois.

En 1516 l'Evangile pénétra dans le Soissonnais par le moyen d'Etienne Pouillot, natif de Normandie, qui, forcé par la persécution de s'enfuir de Meaux, se retira à Fère en Tardenois, où il amena plusieurs âmes à la connaissance du salut. Ce nouvel apôtre fut arrêté comme Magnier, et après une longue détention dans les prisons de Paris, il eut la langue coupée et fut brûlé vif portant une charge de livres sur ses épaules (1516, Th. de Bèze, 1 vol., édit. de Lille, page 33).

Ce fut probablement de Fère que la Réforme s'étendit à Soissons et à Bézu, où elle fit de grands progrès, car quand la persécution survint, un grand nombre de Soissonnais se retirèrent à Genève, entre autres Thomas de Saint-Paul et Simon Laloé. Plusieurs, répugnant à s'enfuir si loin, remontèrent dans le Laonnais en 1549 et trouvèrent un asile au château d'Aulnois, qui venait de passer aux mains du comte de Roucy. Ils en furent chassés en 1589 par les ligueurs, sous le commandement de Balagny, qui fit démanteler le château, pour éviter que les ennemis ne s'y logeassent à l'avenir. Une Eglise s'établit également à Roucy.

Rentré en France en 1551, pour s'occuper de son patrimoine, Thomas de Saint-Paul, qui reprenait avec un zèle peu prudent les blasphémateurs dans les hôtelleries, fut reconnu pour luthérien, arrêté et enfermé au Châtelet. Il supporta la torture avec un courage admirable, sans trahir le nom d'aucun de ses amis. Comme on le conduisait à la place Maubert pour y être brûlé, Olivier Maillard, prédicateur fanatique, lui offrit la vie s'il voulait abjurer. « Thomas ayant fait réponse qu'il aimerait mieux mourir dix mille fois..... fut guindé en l'air; et ayant commencé d'admonester le peuple, le feu fut soudain mis dessous, et après qu'il l'eut senti, fut retiré par l'exhortation de Maillard..... Puisque je suis en train d'aller à Dieu, répondit le martyr à son bourreau séducteur, remettez-moi et me laissez aller » (Crespin, 491). Telle fut la fin de Thomas de Saint-Paul, brûlé à Paris, le 19 septembre 1551, à l'âge de dix-huit ans.

Deux ans après, Simon Laloé, lunetier, de Soissons, revenu en France pour y répandre des livres religieux, fut arrêté à Dijon et condamné au feu. « Le mardi 21 de novembre 1553, ayant reçu sentence de mort, ainsi que le bourreau était venu en la prison pour le lier et mener au dernier supplice, ce personnage d'une face joyeuse le reçut et caressa de cette parole : Mon ami, je n'ai vu de ce jourd'hui, homme qui me soit plus agréable que toi; et lui tint plusieurs propos, tellement que l'exécuteur pleurait étant monté sur le tombereau avec lui. Simon, avant mourir, pria d'une véhémence vertu d'oraison pour ses ennemis, et endura le martyre bien

allègrement.... De cette mort ledit exécuteur, nommé M. Jacques Sylvestre fut tellement confirmé, qu'il délibéra expressément d'abandonner sa condition misérable et ne plus être exécuteur du sang innocent; de manière que quelque temps après il se retira à Genève pour y vivre selon la réformation de l'Évangile. • (Crespin, 261.)

Cette histoire d'un martyr convertissant son bourreau sur l'échafaud est certifiée par des personnes qui consolèrent l'ex-bourreau, en l'assurant que Dieu ne lui imputerait pas le sang innocent que son métier l'avait forcé de répandre.

« Durant l'espace de 30 ou 32 ans, dit l'historien de Soissons, les hérésies de Calvin et de Luther ne se répandaient que fort secrètement dans le royaume, parce que les rois François I^{er} et Henri II punissaient d'une façon exemplaire, ceux qui faisaient quelque scandale..... Nonobstant cette sévérité continuée si longtemps, l'an 1558 il s'en trouva d'assez hardis dans notre diocèse, et même près de la ville, pour enseigner une doctrine contraire à celle des catholiques. Dès que la nouvelle en vint à Soissons on envoya pour les prendre, ce qui fut fait assez heureusement. Dès qu'ils furent arrivés à la ville, on les jeta dans nos prisons, et depuis on ne parla plus de ces erreurs en public. Mais après la mort du dernier de ces deux rois, l'hérésie qui avait pris racine sans se découvrir, parut hardiment au dehors, et se voyant appuyée de quelques seigneurs qui avaient été séduits par le charme de cette nouveauté, elle se déclara contre l'Eglise. Quoique le Soissonnais ne fût pas des plus infectés de cette peste, M. de Roucy (l'évêque), prévoyant ce qui pouvait arriver, fit faire des dévotions extraordinaires au mois de juillet, l'année 1560, pour demander à Dieu qu'il préservât son diocèse..... La suivante, on redoubla les prières et les processions pour le même sujet, mais le mal avait déjà gagné dans la ville et semblait s'aggraver contre les remèdes..... En 1561, il se fit un grand tumulte à Soissons, entre les huguenots qui voulaient faire le prêche dans la ville..... et les catholiques qui s'opposaient vigoureusement à cette nouveauté. Pour accommoder ce différent, et empêcher les désordres qui en pouvaient naître, on appela Monsieur d'Estrées seigneur de Couvres, qui était considéré des deux partis à cause de sa noblesse et de sa charge. Par son crédit et par la résistance des catholiques, il n'y eut point de prêche à Soissons; mais il se tint à Beslen, quoique ce village appartient à notre évêque.

« Deux ou trois mois après, trois bourgeoises étant accouchées, leurs enfants furent baptisés à la façon de Genève, et l'un des trois étant mort dans le mois de novembre, il fut enterré auprès de Saint-Pierre à la Chaux. Cet exemple bannit la honte ou la retenue de ceux qui n'osaient se déclarer. Dès lors on vit dans la ville célébrer des mariages et des baptêmes et faire

des enterrements à la huguenote, des religieux abandonner leur cloître, des images et des croix emportées des cimetières pendant la nuit. Tous les jours on apprenait quelque nouvelle action au préjudice de la religion catholique et à l'avantage de la réformée, qui était la religion à la mode. Le nombre de ceux qui se rangèrent de ce parti s'étant augmenté, leur insolence s'accrut en même temps, et parut principalement le 28 de décembre. Ceux qui étaient dans les villages vinrent à Soissons avec la noblesse de leur faction pour y faire la cène générale. Les catholiques avertis de leur dessein coururent aux portes pour les fermer; mais comme ils étaient en grand nombre et aidés de leurs frères qui demeuraient à la ville, ils forcèrent la résistance de ceux qui s'opposaient à leur entrée et firent leur cène dans la maison d'une dame. Le zèle de ces réformés pour établir leur fausse doctrine semblait être plus grand que celui des catholiques pour s'y opposer. » (Dormay, *Histoire de Soissons*, II, 439.)

A la révocation de l'édit de janvier (1562), le ministre de Soissons fut forcé de sortir de la ville. Quand on apprit qu'Orléans était au pouvoir de Condé, tous les protestants furent désarmés, quelques-uns s'enfuirent, et le reste fut contraint de sortir de la ville à la fin de juin; leurs biens furent confisqués et vendus. (*Ibid.*, 462.)

Noyon.

Dès 1534, rentré à Noyon pour se démettre de sa cure et de ses bénéfices, qu'il ne pouvait plus conserver avec loyauté, Calvin avait *suborné* plusieurs de ses concitoyens, nommément son frère Antoine, sa sœur Marie, et le chanoine Henri de Collemont qui ne tarda pas à rentrer dans l'Eglise romaine. Grâce aux messagers et aux petits livres que Calvin envoyait de Genève à Noyon, le protestantisme fit assez de progrès dans cette ville, pour qu'en 1547 on eût recours à un inquisiteur général de la foi, Buret, docteur en théologie, pour « réprimer l'audace des hérétiques. » On croit que ce fut pour éviter les corrections de Buret, que le lieutenant de la ville nommé Normendie (1), se retira avec d'autres réformés, près de Calvin, à Genève, en 1547.

« Le chapitre de Noyon, infatigable adversaire des hérésies, dit l'historien du Vermandois, ne cessait de les proscrire autant qu'il dépendait de lui : après des prières publiques faites au sujet de la transmigration de cette colonie, il intima à l'évêque de travailler par lui ou ses officiers, conjointement avec Buret, au procès des personnes légitimement suspectes de

(1) Laurent de Normandie, l'un des laïques réfugiés qui eurent une grande influence dans les conseils et dans le consistoire de Genève. (*Bullet. du Prot. fr.*, II, 312.) Il est nommé dans le testament de Calvin comme chargé, avec Antoine Calvin, de payer les dettes du réformateur.

mauvais sentiments, soit dans la ville, soit dans le diocèse. La conclusion capitulaire est du 9 de novembre 1518; la signification en fut faite le 12 à Walerand Randoul, vicaire général de l'évêque.

« Mais soit que l'évêque et l'inquisiteur n'aient pas été écoutés par des sectaires dont le génie est de ne respecter aucune autorité; soit que leur nombre fût alors trop grand à Noyon, les outrages (aux images) dont nous venons de parler recommencèrent en 1531. Une ligue de ces *scélérats* arracha encore un crucifix auprès de l'église de Saint-Pierre, et l'alla attacher au beffroi après l'avoir couvert d'opprobres..... La fureur de ces impies parvint même à un tel point, que, pour éviter de leur part de pareilles entreprises, le chapitre conclut à faire retirer les images du dehors des églises et à les faire mettre en dedans » (1). (Collette, *Mémoires pour servir à l'histoire du Fernandois*, tome III, livre XIX, page 263.)

Laon.

« En 1552, dit l'historien de Laon, quelques calvinistes se montrèrent à Laon pour la première fois et cherchèrent à y répandre leur doctrine..... Le clergé..... fit alors des processions et des prières publiques pour l'extirpation des nouvelles erreurs; cela n'empêcha pas le nombre des sectaires de se multiplier et de se répandre dans différentes parties du diocèse. » (*Histoire de Laon*, par Melleville, II, 256.)

L'apparition du protestantisme à Laon coïncide avec l'année dans laquelle Coligny figure sur la liste des gouverneurs de cette ville (2). Quand le Catelet fut tombé au pouvoir des Espagnols (1557), les protestants qui s'y

(1) Ce désastre avait été présagé le 20 août 1551 par des prodiges, dit un contemporain, le chanoine de Noyon Démocharès, qui affirme que l'on avait vu l'eau se changer en sang à plusieurs reprises. Le chanoine est sans doute plus véridique lorsqu'il dit que Calvin ne perdait pas de vue ses concitoyens, et agissait sur eux à distance pour les détacher du catholicisme.

(2) Jean Macard, de Craonne, près Laon, se retira à Genève en 1548, y fut nommé pasteur en 1556, fut prêté à l'Eglise de Paris en janvier 1558, et rappelé à Genève le 15 septembre de la même année. A Paris, il « se fit remarquer non-seulement par une mâle éloquence, mais surtout par le zèle intrépide avec lequel il visitait dans les prisons ceux qui souffraient pour la foi; il s'en fit donner, à plus d'une reprise, la permission par les magistrats eux-mêmes. Quand le roi eut emprisonné à Meaux, et plus tard à Melun, d'Andelot, pour s'être hautement déclaré contre la messe, Macard lui fit parvenir en prison de longues lettres, où il l'exhortait, avec un mélange de tendresse et d'autorité, à tout souffrir plutôt que de renier la foi. » (*Nouv. revue de théol.*, III, 153.) Le registre de la Compagnie des ministres de Genève (année 1560, p. 173) contient des détails intéressants sur les souffrances et la mort de ce prédicateur de la Réforme. (*Bullet. du Prot. fr.*, II, 384.)

M. Ath. Coquerel fils, dans l'article de la *Revue de théologie*, fait naître Macard à Grans, près Laon; or il n'y a pas de Grans près Laon, mais bien Craonne. La *France protestante*, à son tour, ne le fait naître ni à Grans, ni à Craonne, mais à Crau, en Provence. Auquel entendre? C'est un petit échantillon des travaux pénibles et méticuleux de quiconque entreprend une histoire.

trouvaient en assez grand nombre, allèrent demander asile à Saint-Quentin, d'où ils furent contraints de sortir peu après. (*Plaintes des Eglises réformées de France*, par Claude.)

« Après la conclusion de la paix (qui suivit la bataille de Saint-Quentin), en 1559, les opinions de Calvin firent des progrès plus rapides à Laon. Les nouveaux sectaires avaient hors de la ville un endroit où ils faisaient des prédications, et le peuple..... courait en foule les entendre. Comme l'audace des protestants croissait avec leur nombre, on les accusa d'avoir profané le crucifix de l'église Notre-Dame, au marché, qui, un jour du mois de juillet 1560, fut trouvé couvert de boue. Le clergé catholique voulut profiter de la circonstance pour rétablir son influence ; il alla en grande pompe à cette église la purifier dès le lendemain, mais ces démonstrations n'empêchèrent pas les religionnaires de faire des partisans.

« Deux ans après, un édit du roi ayant permis le libre exercice de la religion réformée, les protestants se mirent aussitôt à bâtir des temples dans la ville de Laon. Ce fut dès lors un état continuel d'hostilités entre eux et les catholiques.

« Le jour de la Fête-Dieu (1561), le prévôt craignant une insulte de la part des religionnaires pendant la procession, leur enjoignit de sortir de la ville. De son côté, le clergé mit plus de pompe encore que de coutume dans cette cérémonie, et les bourgeois armés formaient la haie dans les rues. Tout se passa avec calme ce jour-là ; mais le lendemain, qui était un jour de foire, les marchands forains exposèrent en vente des livres et des estampes injurieux au pape et à la religion catholique. L'une de ces estampes était une caricature intitulée : *La Marmite du Pape*. On y voyait une marmite à trois pieds qui penchait, et des religieux de plusieurs ordres s'efforçant de l'empêcher de culbutter. En même temps un protestant, qui avait pris femme à Laon, parcourait les rues en habit de pèlerin et en chantant des cantiques composés par les nouveaux sectaires. » (*Histoire de Laon*, par Melleville, II, 237.)

Le prévôt fit arrêter le pèlerin, puis le relâcha sous prétexte qu'il appartenait à la juridiction de l'évêque, mais en réalité parce qu'il était protestant lui-même. Le clergé porta plainte, et un arrêt du parlement condamna le prévôt, dit M. Melleville, à dix ans de bannissement et 300 livres d'amende ; sa maison et son jardin où se tenaient des assemblées furent confisqués.

Ce prévôt est évidemment le substitut du procureur du roi, De Mouchy ; l'arrêt du parlement qui le condamne est du 13 juillet 1562, mais il n'y est question ni de bannissement, ni de confiscation. De Mouchy fut suspendu de sa charge pour un an et condamné à cent livres parisis d'amende envers les religieuses de l'Ave-Maria, pour avoir assisté « aux conventicules et

prêches faits audit Laon et faubourgs d'icelui. » (*Bulletin du Prot. français*, II, 24.)

Le 9 septembre 1563, le tabernacle d'une église de Laon fut trouvé enfoncé, le ciboire et les hosties enlevés. Le clergé accusa naturellement les protestants du sacrilège. « Mais le coupable demeurant inconnu, les protestants accusèrent les catholiques d'être eux-mêmes les auteurs de cette profanation dont ils voulaient faire retomber l'odieux sur eux.

« Cependant les doctrines de Calvin se propageaient de plus en plus dans le pays et gagnaient jusqu'aux membres du clergé. L'abbé commandataire de Saint-Jean, Pierre Cauchon de Maupas, embrassa publiquement le calvinisme et se démit de son bénéfice. Dans ces conjonctures critiques, le clergé crut qu'il fallait frapper un coup d'éclat, pour ramener les esprits ébranlés, en prouvant l'excellence de la religion catholique et l'erreur du culte réformé » (*Histoire de Laon*, II, 239). On verra plus loin le singulier moyen mis en usage par le clergé.

Saint-Quentin.

« Le chapitre de Saint-Quentin réprouva dès 1561, par un acte public, les nouveautés des hérétiques. Il s'assembla en corps au nombre de 37 capitulants, et souscrivit les articles catholiques opposés aux erreurs des huguenots. Le cardinal-archevêque de Reims en fit faire autant à ses chanoines, parmi lesquels il ne s'en trouva qu'un seul réfractaire, appelé Renaud Glossaine; mais la crainte..... le fit bientôt rentrer dans le sein de l'Eglise..... (1).

« La fidélité que le chapitre de Saint-Quentin gardait à la religion catholique, et le zèle du magistrat populaire à empêcher l'introduction de toute nouveauté profane en leur ville auguste, avait jusqu'à présent garanti le peuple soumis à leur juridiction, des hérésies modernes. Mais où ces feux infernaux ne viennent-ils pas à bout de percer? Quelques prédicants de la réforme huguenote se présentèrent dans Saint-Quentin et y dogmatisèrent. Le chapitre l'apprit et en écrivit au roi. Le conseil du jeune prince défendit sur-le-champ, par un édit particulier, tous conventicules, prêches et exercices inusités. L'édit est du 9 avril 1562; le parlement l'enregistra le 21 suivant. Le comte de Chaulnes était alors gouverneur de Saint-Quentin. Fidèle exécuteur des ordres de son roi, il apporta tous ses soins pour préserver du huguenotisme une ville vierge en sa foi : il réprimanda fort sérieusement le lieutenant du bailli de Vermandois, de ce qu'il avait exigé le serment de fidélité au roi, de la part d'un prédicant qu'il avait laissé

(1) Un chanoine de Noyon, nommé G. Martine, refusait aussi de se soumettre à la doctrine de l'Eglise, à partir de 1562.

entrer dans la ville; il défendit même qu'on y donnât retraite à ce faux ministre. Peu s'en fallut que le peuple ne fondit avec violence sur les hérétiques ou les personnes suspectées de leurs sentiments. » (Colliette, *Mémoires pour.... Vermandois*, III, 267.)

« Le premier prédicateur qu'entendit Saint-Quentin, fut un nommé *Le Ramasseur*. Depuis quelque temps, ses émissaires et lui tournaient autour de la ville, et y prêchaient secrètement, quand ils pouvaient, dans les carrefours et les lieux détournés; leurs discours publics ne se tenaient qu'à la campagne, et surtout à certain arbre planté sur une éminence, le long du chemin qui conduit de Saint-Quentin à Bohain (nous l'appelons l'arbre d'Omissy). Ils ne tentèrent enfin de s'introduire dans la capitale qu'en 1562; mais ils n'y furent accueillis que de la manière disgracieuse qu'on a rapportée. » (*Ibid.*, 268.)

Le *Ramasseur* est l'un des disciples que Calvin fit à Poitiers pendant son séjour dans cette ville; en 1535, trois amis du réformateur, Jean Vernon, Albert Babinot, lecteur de la ministration, et Philippe Véron, procureur au siège de Poitiers, résolurent de consacrer leur vie à répandre la Réforme. Babinot se cacha sous le pseudonyme de *Bonhomme*, et Véron sous celui de *Ramasseur*. Jean Vernon devait agir à Poitiers et aux environs, le *Bonhomme* aller à Toulouse, et le *Ramasseur* dans la Saintonge, l'Aunis et l'Angoumois. « Ce *Ramasseur* employa plus de 20 ans à ce métier, dit Florimond de Rœmond, allant, trottant et furetant partout.... et ne laissa coin de Poitou, Xaintonge ou Angoumois, où il n'allât sonder le gué, pour voir s'il pourrait faire prise » (Crottet, *Chron. prot.*, 404. *Bullet. de l'Hist. du prot. français*, VI, 416). Selon Cayet, le *Ramasseur* et le *Bonhomme* chantaient à la porte des couvents, la chanson non encore retrouvée jusqu'ici : *O moines, moines, il vous faut marier* (*Bull. de l'Hist. du prot. fr.*, VI, 342). Après avoir évangélisé avec succès les environs de la Rochelle et d'Angoulême, pendant plus de 20 ans, et sans doute violemment poursuivi par la persécution, le *Ramasseur* gagna la Picardie, où il fut reçu moins disgracieusement que ne le dit Colliette, à en juger par le nombre considérable de catholiques qui embrassèrent les nouvelles doctrines, de l'aveu même de l'historien du Vermandois.

Vervins.

« Vers 1560, dit M. Piette (*Essais historiques sur Vervins*, p. 65, etc.), Vervins renfermait déjà un grand nombre de Calvinistes. Il paraît néanmoins avoir été à l'abri des scènes sanglantes qui souillèrent le sol de tant de villes.

« Les catholiques du pays ne restèrent pas pourtant indifférents au dan-

ger qui menaçait leur foi, mais ce ne fut point par la violence des armes qu'ils tentèrent de ramener à eux leurs frères séparés; ils eurent recours aux vieilles pompes du catholicisme, et essayèrent de parler à leurs cœurs, en présentant à leurs yeux les solennités des cérémonies de la religion et la séduction des miracles.

« Il y avait alors à Vervins (1563) une jeune femme nommée Nicole Aubry, élevée au monastère de Montreuil, près de la Capelle (Clairfontaine); elle en était sortie à l'âge de 16 ou 17 ans pour épouser un tailleur nommé Louis Pierret (1). Un caractère faible, superstitieux et mélancolique, la rendait propre à recevoir toutes les impressions qu'on voulait lui donner, et des attaques de nerfs ou d'épilepsie auxquelles elle était sujette, la jetaient souvent dans des convulsions terribles qu'on pouvait, dans ces temps encore crédules, regarder facilement comme les résultats d'une cause surnaturelle (2).

« Un soir, qu'au milieu du cimetière, elle priait sur la tombe de son aïeul, un spectre revêtu d'un linceul se dressa devant elle, lui dit qu'il était son grand-père, et lui demanda des prières pour délivrer son âme du purgatoire, où le retenait l'inaccomplissement de certain vœu. Cette vision qui se renouvela plusieurs fois, la remplit d'épouvante et aggrava son état maladif. Ses parents, après avoir vainement employé tous les secours de l'art, la crurent possédée du démon, et on leur conseilla de s'adresser à l'Eglise pour en obtenir les secours spirituels.

« Le 20 novembre 1563, Claude Lantichet, curé de Vervins, assisté de deux autres ecclésiastiques de la ville : Jean Dautreppe et Guillaume Lourdet, régent du collège, procéda à l'exorcisme de Nicole.

« Cette cérémonie, qui fut peut-être dans son principe exécutée avec toute la bonne foi et l'ignorance du temps, se renouvela les jours suivants, sans interruption, en présence d'une foule considérable attirée par l'étrangeté du spectacle. Mais le clergé de Vervins ne put rien pour la pauvre malade, et après plusieurs jours d'efforts inutiles, on fut obligé d'envoyer à son aide un religieux jacobin de Vailly, près Soissons, appelé le père de la Motte, et recommandable par sa haute piété. Ce religieux arriva vers la fin de novembre, après avoir pris en passant à Laon les ordres et les pouvoirs de

(1) Je donne la relation de M. Piette, mais j'ajouterai souvent des détails donnés par M. Melleville et par Nicolas Jovet, chanoine, qui publia en 1682, à Laon, chez A. Rennesson, *le Triomphe du Saint Sacrement sur le démon*.

Jovet dit, page 2 : « Une jeune femme, âgée de quinze à seize ans... élevée avec soin par ses parents dans la religion catholique, apostolique et romaine, et qui avait passé sept ou huit ans dans un monastère de la Thiérache, mariée seulement depuis trois ou quatre mois. »

(2) Nicole eût certainement été brûlée comme démoniaque, si le clergé n'eût vu qu'il pouvait tirer un grand parti de ce démon bien instruit, qui parlait sans cesse contre les protestants, et se laissait toujours dompter par l'hostie.

Christophe d'Héricourt, doyen de la cathédrale. Dès le lendemain de son arrivée, il commença ses adjurations; pendant plus d'un mois, il les continua tous les jours sans plus de succès que les prêtres de Vervins (1). Malgré tout son zèle, il ne put obtenir du diable qui s'enonçait par la bouche de Nicole, que des injures contre le saint sacrement, et des menaces contre les protestants; il disait que c'était lui qui leur avait fait fausser leur foi (2); il les accusait de divers crimes, les désignait quelquefois par leur nom, et les appelait tous les siens (3). Ce n'était que pour les convertir, ou pour les endurcir, ajoutait-il, qu'il avait pris possession de Nicole. Les calvinistes de la ville, trop faibles pour s'opposer aux exorcismes, murmuraient en silence, et se contentaient de poursuivre de leurs sarcasmes les cérémonies qu'on leur donnait en spectacle (4). Le 4 janvier 1566, Jean Debourg, évêque de Laon, afin de donner plus d'éclat aux conjurations, arriva à Vervins, accompagné de plusieurs docteurs en théologie, et il expérimenta lui-même la patiente. Ce voyage fit grand bruit dans le pays; les réformés

(1) Dans sa naïveté, le jacobin de la Motte, croyant le démon beaucoup plus instruit qu'il n'était, commença à l'adjurer en latin; mais l'esprit n'ayant pas voulu répondre, pour de bonnes raisons, il fallut l'adjurer en français. (*Triomfe du Saint Sacrement*, p. 9.)

(2) « Parmi les assistants, il y avait un grand nombre de calvinistes, de l'un et de l'autre sexe, que le diable nommait par nom et par surnom; et en leur parlant, il se vantait de leur avoir fait fausser leur foi, et leur serment qu'ils avaient fait de ne jamais entrer dans l'église. » (*Ibid.*, p. 19.) Le jacobin employait comme formules magiques les « hauts noms de Dieu, comme de Tétragrammaton, Emmanuel, Sabaoth, Adonai, etc. » (*Ibid.*, p. 22.)

(3) Pendant les exorcismes, Nicole faisait les gestes les plus indécents, regardant impudiquement avec yeux étincelants, et se voulant même découvrir, si elle n'eût été empêchée par le religieux faisant la conjuration; jasant, au reste, et disant le petit mot à plaisir, fort à propos pour faire rire. (*Hist. de Laon*, II, 262.)

Plus tard, quand Nicole eut été conduite sur un théâtre plus étendu, à Laon, pendant la messe, elle « sifflait, chantait, et, par très sales et vilaines paroles, contrefaisait les enfants de chœur. A la procession, elle grinçait les dents, crachait à la face des porteurs, les voulait égratigner et mordre, et criait après le maire (du chapitre, qui marchait en tête, comme les bedeaux actuels), disant : « Maire, méchant maire, retourne, tu seras bon garçon. Bougre de maire, ne « retourneras-tu point, tu me fais enrager? Que tous les mille millions de diables « et diabolins puissent emporter le maire et la maïresse! » Elle criait aux enfants de chœur : « Eteindras-tu ce cierge, fils de ribaude! J'enrage! » Le tout était accompagné de grimaces hideuses, de contorsions sans fin, et de cris aigus qui remplissaient toute l'église. » (*Ibid.*, II, 266.)

(4) Pendant que Nicole était à Vervins, « il prit envie à plusieurs ministres de la religion P. R. de la province, d'aller à Vervins pour conjurer Bêélzébuth... Etant venus, Bêélzébuth les nommait tous, leur disant qui les avait envoyés et d'où ils venaient. Il demanda à l'un d'eux si un diable en pouvait chasser un autre; à quoi le ministre répondit : « Je ne suis pas diable, mais le serviteur de « Christ. — Oui, dit Bêélzébuth, serviteur de Christ! Tu es pire que moi, car je « crois ce que tu ne veux pas croire, ce qui fait aussi que je t'en aime mieux, et « tous mes autres huguenots, qui font bien ainsi mes commandements. » Il faisait la moue à un autre qui lisait les Psaumes de Marot, lui demandant : « Me « penses-tu chasser, avec tes plaisantes chansons que j'ai aidé à composer? Je « n'en ferai rien pour vous tous, parce que je suis votre maître et que vous êtes « à moi. » Enfin, il ne fit rien autre chose que se moquer d'eux. » (*Triomfe du Saint Sacrement*, p. 40.)

y trouvèrent un but hostile qui les aigrit davantage. Les menaces, jusqu'alors contenues, éclatèrent ouvertement, et peut-être on allait en venir à des voies de fait, quand on jugea prudent d'éloigner Nicole pour la produire sur un autre théâtre.

« Le 22 janvier on la conduisit à Liesse; là, comme à Vervins, si on amena la conversion de plusieurs protestants, on indisposa le plus grand nombre, à tel point que quelques-uns des plus exaltés du parti, mécontents de ce que l'autorité civile semblait fermer les yeux sur ce scandale, conçurent le dessein d'assassiner Nicole dans le trajet qu'elle devait faire bientôt de Liesse à Laon; mais Geoffroy de Billy, abbé de Saint-Vincent, étant venu au-devant d'elle jusqu'à Liesse, avec tous ses domestiques, lui servit d'escorte et empêcha l'exécution de ce projet (1).

« Nicole arriva à Laon assez avant dans la soirée du 24 janvier, ce qui fit, dit un des auteurs de sa vie, que peu de monde en fut averti (2); ceux qui le surent fermèrent leurs portes dans la crainte de loger le diable. On eut en effet beaucoup de peine à trouver un logement pour la démoniaque et sa famille; enfin grâce aux sollicitations des chanoines, ils furent reçus à l'hôtellerie des Pourcelets (3).

« A peine arrivée à Laon, les exorcismes furent repris dans la cathédrale avec plus d'éclat que jamais. Jean de Bourg ne voulut pas céder à

(1) M. Melleville ne parlant pas de ce projet d'assassinat, n'y a point ajouté foi, et en laisse toute la responsabilité au chanoine Jovet; mais, en revanche, il cite un trait d'une nature toute différente: « Nicole s'était arrêtée à Liesse, avec le jacobin La Motte, qui ne la quittait pas, dans une auberge où se trouvaient beaucoup de gens. Après le dîner, celui-ci fut averti qu'on complotait de *bailler les écrivains* à Nicole. Aussitôt il fit avertir son escorte, car il ne marchait pas sans être accompagné de gens armés, lesquels mirent en fuite les paysans attroupés. Mais un garde de Nicole, enflammé d'une grande colère, s'avança sur le jacobin, le pistolet au poing, et lui dit: « O pipeurs, ô sacrificateurs de Baal! « jusques à quand abuserez-vous le peuple? » Auquel le religieux, tenant l'œil sur la pistole (le pistolet), répondit doucement: « Monsieur, s'il y a abus, je demande à la justice d'être puni. » Alors le garde, rentrant dans sa chambre, dit: « La vérité sera connue. » (*Hist. de Laon*, II, 265.)

(2) De Liesse on l'avait d'abord menée à Pierrepont, où le démon nommé Légion sortit d'elle, de même que les vingt-six qui en étaient sortis à Vervins, et qui étaient allés droit à Genève. (*Triomfe*, etc., 52 et 54.)

(3) « L'arrivée de Nicole irrita vivement les protestants de Laon. Ils présentèrent aussitôt une requête au bailli du Vermandois, dans laquelle ils demandèrent qu'elle fût examinée, afin de s'assurer si sa prétendue possession par le diable n'était point une imposture. » (*Hist. de Laon*, II, 265.)

Le diable, adjuré, racontait, par la bouche de Nicole, que « Nicolas et Antoine Etienne, Nicolas Maigret et Hubert Duchemin, huguenots, avaient pris une hostie consacrée, qu'ils appelaient Jean le Blanc, laquelle ils avaient partagée en trois, dont ils avaient pris chacun une partie, qu'ils avaient fait bouillir dans l'eau; que l'ayant ensuite présentée aux chats et aux chiens, ils n'en voulurent pas prendre, et cela, en présence de M^r Jean Carlier, M^r Quentin le Moines et Benjamin Pottier, des plus obstinés de la R. P. R. » (*Triomfe*, etc., 102.)

Le diable raconte également que les lettres de Montmorency sont contrefaites, qu'elles ont été écrites par Carlier, Antoine Etienne, et Bayart, « le plus méchant huguenot après Antoine Etienne. » (*Ibid.*, 111 et 112.)

un autre la gloire de combattre et de vaincre le prince des ténèbres ; il procéda lui-même à chacune des conjurations avec un zèle et une activité infatigables. Chaque jour, une foule innombrable se pressait autour de la vaste basilique de Laon, devenue trop étroite pour la contenir. Au centre de la nef, on avait dressé un vaste échafaud sur lequel on plaçait la démoniaque pour que tout le monde pût la voir et l'entendre.....

« Chacune des conjurations, auxquelles on ne procédait qu'après de grandes préparations, se passait ordinairement en adjurations plus ou moins prolongées, et en colloques quelquefois bizarres et toujours ridicules entre l'exorciste et le démon. Ensuite venaient les convulsions de la patiente, qui tantôt se tordait comme si elle eût été sur un gril ardent, tantôt s'élançait à plusieurs pieds en l'air, malgré les efforts de ceux qui la retenaient ; puis c'étaient ses cris, ses vociférations, qui retentissaient dans toute l'église, imitant à la fois le grognement d'un pourceau, l'aboïement d'un gros chien et le beuglement d'un bœuf, *le tout ensemblement sonnait*. Mais ce vacarme vraiment infernal s'apaisait facilement : aussitôt qu'on posait sur les lèvres de Nicole une hostie consacrée, elle devenait calme et comme privée de tout sentiment ; alors on criait au miracle, on ébranlait les cloches ; les processions parcouraient la ville en chantant des cantiques d'actions de grâces pour remercier le Ciel, et cela à la grande confusion des huguenots, ajoute l'historien de Nicole (1).

« On ne parlait dans tout le pays que de la démoniaque de Vervins, et des prodiges qui se faisaient en sa personne, par la puissance du saint sacrement ; on courait à Laon de toutes parts : catholiques et huguenots y affluaient également, et les uns et les autres, en raison de leurs convictions, y apportaient des éléments de troubles et de discordes qui pouvaient faire explosion d'un instant à l'autre.

« L'autorité civile prévoyant des désordres sérieux essaya de les prévenir. Claude Dumange, lieutenant de la ville, alla trouver l'évêque, lui représenta le danger qui pouvait résulter de la continuation des exorcismes et des processions, et l'engagea à les faire cesser, ou à leur donner moins d'éclat et de publicité. L'évêque ne voulut point tenir compte des ces observations, et il continua les conjurations. Mais dans les derniers jours de janvier, M. de Montmorency, gouverneur de la province, écrivit au pré-

(1) « Cependant les huguenots, étant fâchés de voir ce miracle du saint sacrement et d'en entendre parler, cherchaient tous les moyens de persuader aux peuples les plus spirituels, que tout ce qui se faisait n'était qu'abus, pratiqué par art magique et par des breuvages qu'on donnait à cette créature ; qu'ils en prétendaient faire des expériences nouvelles, si on leur voulait permettre. Les principaux auteurs de ces insignes calomnies étaient l'abbé de Saint-Jean de Laon (Cauchon de Maupas, qui passa au protestantisme, sans doute par dégoût et indignation), un médecin, nommé M. Jean Carlier, et quelques conseillers du présidial de leur secte. » (*Triomphe*, etc., 75.)

sidial de la ville de Laon une lettre dans laquelle parlant de la *grande apparence que ce soit quelque farce et jeu industriel qui se joue*, il lui enjoit sous sa responsabilité de maintenir la tranquillité que *telles mines et mystères* pourraient troubler (1). Le lieutenant civil alors se décida à prendre des mesures sévères ; il fit arrêter Nicole et la fit enfermer dans la Tour du Roi.

« A la nouvelle de cette arrestation, tout le clergé s'émut. L'évêque alla aussitôt réclamer Nicole, prétendant que cette affaire n'était point de la compétence de l'official, mais regardait seulement la juridiction ecclésiastique, et il somma le lieutenant de mettre Nicole en liberté. Claude Dumange résista d'abord, mais vaincu par l'insistance de l'évêque, et n'osant lutter contre sa puissance, il fit relâcher sa prisonnière. En sortant de la Tour du Roi, Nicole fut reçue chez le commandeur de Puisieux, et pour calmer un peu l'agitation des esprits que la condescendance du lieutenant civil avait excitée, on se contenta de faire les exorcismes dans la chapelle même de la maison. Mais au bout de quelques jours, le diable ayant déclaré qu'il ne sortirait du corps de la démoniaque que dans la cathédrale et en présence de la foule, on la ramena dans l'église, où se renouvela le premier éclat des cérémonies. M. de Montmorency écrivit alors à l'évêque lui-même (2). Mais on prétendit (le démon) que les lettres étaient fausses, et on continua les exorcismes.

(1) Voici cette lettre, insérée, comme la suivante, dans les Pièces justificatives des *Essais historiques sur Vervins*, par M. Piette, qui l'a copiée dans le registre du greffe du bailliage de Laon :

Lettre du maréchal de Montmorency à MM. les procureur général, particulier, avocats et officiers du roi, au siège présidial de Laon.

« Messieurs,

« Après que j'ai entendu la plainte que l'on m'a faite, d'une jeune femme de Vervins que l'on dit être possédée des malins esprits, qui a été envoyée depuis cinq ou six jours en votre ville, où je sais qu'on vous a fait remontrance de la grande apparence qu'il y a que ce soit quelque farce et jeu industriel qui se joue, pour ce qu'à toute heure, parmi ses démonstrations de fureur, elle môle des brocards contre les présents et contre les absents, chose qui pourrait bien tendre à quelque conséquence pernicieuse, et ayant été bien averti de la connivence et de la négligence que vous avez usées sur les remontrances qu'on vous en a faites, je vous ai bien voulu faire la présente, et vous dire que vous ayez à vous employer si bien, chacun en droit soi et selon sa charge, à maintenir le repos que vous savez que le roi a établi entre tous ses sujets, que par telles mines et mystères il n'arrive aucun trouble en votre dite ville, dont en ce cas vous pourrez vous assurer de me demeurer répondans, et m'en prendrai si bien à vous, que d'autres y prendront exemple. Ce n'est la façon de guérir ceux qui sont malades de furie, de les mettre en spectacle à tout le monde ; mais de les mettre en lieu de repos, et user saintement des conjurations en tels cas accoutumées. J'ai écrit à Monsieur de Laon, qui, comme je m'assure, s'y emploiera diligemment, comme je vous prie de faire chacun de vous ce qui est de vos charges, et tenir la main à ce que tous ceux de votre dite ville puissent vivre en paix, suivant l'intention du roi. A tant, je supplie le Créateur qu'il vous ait, Messieurs, en sa sainte et digne garde. De Paris, le dernier jour de janvier 1566.

« Votre entièrement bon ami, F. DE MONTMORENCY. »

(2) L'historien de Vervins commet ici une petite erreur, car la lettre à l'évêque

« Cependant vingt conjurations n'avaient pu parvenir à expulser le démon ; cette résistance du prince des ténèbres, et l'opiniâtreté de l'évêque à la combattre faisait le sujet de toutes les conversations. On en raisonnait diversement, les uns disaient qu'il fallait conduire Nicole à l'archevêque de Reims, on parlait même de Rome et du pape ; les autres prétendaient qu'on en aurait bien plus tôt fini en la menant au roi et au parlement.

« L'exaspération des protestants était au comble, et l'autorité commençait à craindre des troubles sérieux (1) ; le clergé de son côté, prévoyant que bientôt il ne lui serait plus permis de continuer, prit enfin le parti d'en finir. L'évêque, après avoir recueilli l'avis des gens capables, fixa au vendredi 8 février son dernier exorcisme ; il y invita avec menaces en cas de refus, tous les officiers du roi de la ville de Laon, et tous les ordres religieux, nommément l'abbaye de Saint Jean, sous peine de censure (2) ; et

fut écrite un jour après celle au présidial. L'original de cette lettre écrite de la main du maréchal, est conservé dans les archives du département de l'Aisne.

Lettre du maréchal de Montmorency à M. l'évêque de Laon.

« Monsieur de Laon,

« L'on m'a fait plainte d'une jeune femme que l'on dit être possédée des malins esprits depuis deux mois en ça, et après avoir été publiée telle par un jacobin, et menée à Pierrepont, puis à Liesse, l'a enfin, depuis cinq à six jours, emmenée vers vous, à Laon, où c'est que j'entends qu'avec grand accueil et parade elle a été mise sur un échafaud, au milieu de l'église, en spectacle à tout le monde, et menée en procession ainsi à la vue d'un chacun, où elle n'oublie, parmi ses furieuses apparences, de mêler des brocards contre les présents et contre les absents, comme elle a toujours fait, ainsi que j'ai entendu depuis qu'elle est possédée de ses malins esprits ; qui me fait penser qu'ils ne sont du tout diaboliques, et que ce pourrait être quelque jen industrieux pour convoquer le peuple à ce spectacle et l'émouvoir. Et sachant davantage que les propos qu'elle tient ne tendent qu'à sédition, dont la conséquence ne peut être que pernicieuse, comme vous savez, je vous ai bien voulu faire la présente, pour vous prier, Monsieur, que vous vouliez donner ordre de la faire ôter ainsi de la vue de tout le monde, et qu'elle ne soit pourmenée et sonnée de la façon que j'entends qu'elle a été, d'autant que cela n'est d'aucune édification ; mais s'il vous plaît la faire mettre en quelque lieu à part et paisible, et de lui faire remédier en usant saintement des conjurations dont nos anciens pères évêques ont coutume d'user en telles choses ; et n'était, Monsieur, que je m'assure que doucement et dignement vous saurez bien remédier à cela, suivant ce que je vous en écris, et connaissant que la fin de telle tragédie ne peut être que mauvaise pour le bien du service du roi, et repos que Sa Majesté a établi entre ses sujets, je ne ferais d'user de l'autorité que Sadite Majesté m'a donnée en ce gouvernement, pour y donner l'ordre que j'aviserai bien. Vous présentant en cet endroit mes recommandations à vos bonnes grâces, je supplie le Créateur de vous donner, Monsieur de Laon, en santé, bonne et longue vie. De Paris, le premier jour de février 1566.

« Votre plus affectionné et meilleur ami, DE MONTMORENCY. »

(1) L'auteur du *Triomphe du Saint Sacrement* accuse encore ici les huguenots d'avoir voulu tuer la possédée. Les chefs du complot, étaient, dit-il, le médecin Jean Carlier, le ministre de Laon et Antoine Etienne ; tous les gens de l'abbé de Saint-Jean en étaient, et le ministre de la Fère. Au milieu de ces mensonges, Jovet nous apprend « que les huguenots étaient alors les plus forts » dans la ville, ce qui nous montre avec quelle prodigieuse rapidité le protestantisme avait conquis en quatorze ans plus de la moitié des habitants de Laon. (*Triomphe, etc.*, ch. VIII, 87 et *passim*.)

(2) Pierre Cauchon de Maupas, abbé de Saint-Jean, malgré les injonctions de

quand le jour fut arrivé, il se présenta à l'église suivi de tous les dignitaires de la cathédrale, revêtus de leurs habits sacerdotaux. Après les processions, les prières d'usage, le sermon et la célébration de la messe, il procéda aux adjurations en présence d'une foule innombrable. Jamais le corps de la démoniaque ne fut plus tourmenté ; quinze hommes ne pouvaient la maîtriser, elle s'échappait de leurs mains et s'élevait en l'air à la hauteur d'un homme. Elle était dans un état si monstrueux, que chacun en avait horreur, pleurait de compassion, et criait : Jésus ! miséricorde !

« Cependant l'heure de sa délivrance approchait (1) ; l'évêque lui présenta une hostie consacrée, et le démon sortit brusquement de son corps, en laissant échapper une violente explosion qui retentit dans toute l'Eglise comme un coup de tonnerre. Il se fit alors un grand tumulte : les huguenots ne pouvant maîtriser leur indignation, refusèrent de se découvrir et de se mettre à genoux ; les catholiques voulurent les y contraindre et en maltraitèrent plusieurs, entre autres l'argentier du prince de Condé. Le bruit devint bientôt si effroyable que chacun se crut perdu ; ceux qui étaient dans l'église voulaient en sortir, tandis que ceux du dehors, inquiets de savoir ce qui se passait à l'intérieur, se pressaient aux portes pour y pénétrer, de sorte qu'on se foulait impitoyablement sous les pieds. Les deux partis croyaient réciproquement que l'un voulait faire main basse sur l'autre ; l'alarme se répandit bientôt dans toute la ville, où chaque bourgeois barricada ses portes et prit ses mesures de défense.

« Cependant on était parvenu à ramener un peu de calme dans l'église ; l'évêque n'avait pas quitté l'échafaud où, malgré le désordre, il continuait à adjurer le démon qui était rentré dans le corps de Nicole presque aussi-

l'évêque, ne voulut jamais prendre part aux exorcismes de Nicole ; il publia même que tout ce qui se faisait n'était qu'imposture.

(1) On avait eu le temps de faire l'éducation du démon, qui se mit à parler latin, du moins le chanoine Jovet l'affirme (*Triomphe*, etc., 118). Nous avons peu de peine à le croire, en voyant les autres jolies choses qu'on lui avait apprises contre Nicolas Malgret, le médecin Carlier, et tous les huguenots qui étaient à lui. « Si Jésus-Christ était encore sur la terre, disait le démon, les huguenots et lui (Carlier), lui feraient plus de mal que ne lui firent les Juifs. » (*Ibid.*, 119.) Le démon dénonçait également une assemblée qu'on avait faite à Crépy, et on, disait-il, il y avait eu vingt-cinq diables. (*Ibid.*, 123.) Du reste, ce diable osait bien reprocher à l'évêque de ne s'être point confessé (p. 134) ; mais cela ne tirait pas à conséquence, parce qu'il avait le bon esprit de s'enfuir toutes les fois qu'on lui présentait l'hostie, parce qu'il y a *hoc*, disait-il, dans les paroles sacramentelles (*hoc est corpus*), *ceci est mon corps*. On ne peut s'empêcher d'être saisi de dégoût et de pitié, à mesure qu'on étudie cette farce de haut goût, dans laquelle figurent à chaque instant les expressions les plus immondes. « Plusieurs huguenots se convertirent, dit Jovet en terminant ; mais les autres demeurèrent plus obstinés et plus endurcis » (p. 162) ; c'est bien du contraire qu'il faudrait s'étonner. Pourtant Florimond de Rœmond prit prétexte de la prétendue guérison de cette prétendue possédée pour rentrer dans l'Eglise romaine. « C'est ce miracle, dit-il, qui m'a retiré de la gueule de l'hérésie, lequel j'ai inséré dans mon livre de l'*Antechrist*. » (*Hist. de la naissance, progrès et décadence de l'hérésie*, 1610, liv. II, ch. XII.)

tôt qu'il en était sorti; enfin à force d'instances il le contraignit à sortir une dernière fois pour ne plus rentrer; en ce moment les voûtes de la cathédrale furent voilées par un léger brouillard, et les tours environnées d'épais nuages qui jetaient des feux semblables à des éclairs, et d'où s'échappaient plusieurs coups de tonnerre (1).

« A cette victoire du saint sacrement sur le démon, il y eut grande joie parmi les catholiques; ils la manifestèrent par des cantiques d'actions de grâces et des processions qui se prolongèrent pendant neuf jours consécutifs.

« Nicole, après sa délivrance, fut reçue de nouveau chez le commandeur de Puisieux, et traitée avec tous les ménagements qu'exigeait sa santé, vivement altérée par deux mois de fatigues continuelles. La maladie, rebelle à tous les secours temporels, s'apaisait chaque matin dès qu'on l'avait transportée à l'église et qu'on lui avait administré la communion. Tous les jours on employait ce moyen de guérison, qui, pour n'être pas aussi public que les exorcismes, n'entretenait pas moins entre les partis des germes de division.

« Le lieutenant civil, toujours occupé du moyen de les détruire, obtint enfin un arrêt du roi qui enjoignait à Nicole de quitter Laon dans le délai de trois jours. Les parents de Nicole, fiers de la protection du clergé, refusèrent d'obtempérer à cet ordre, et il fallut pour les y contraindre, l'arrivée à Laon du prévôt des maréchaux de Senlis avec quelques cavaliers. En quittant la ville Nicole se rendit au Sauvoir, au pied de la montagne où l'abbesse Jacqueline de Châtillon, qui avait le plus grand désir de la posséder un instant dans sa communauté, lui fit l'accueil le plus bienveillant. De là, on la conduisit à Vervins. Depuis son départ de Laon, la pauvre démoniaque n'avait pu prendre aucune espèce de nourriture, quoiqu'il y eût déjà cinq jours. Ses parents effrayés, et craignant de la voir tomber d'inanition, résolurent de la ramener à Laon, où ils espéraient qu'elle pourrait reprendre sa vie ordinaire; ils se mirent donc en route. Aussitôt qu'ils furent arrivés au faubourg de Vaux, une grande partie du clergé vint au-devant d'eux et essaya d'obtenir leur entrée; mais le lieutenant demeura inflexible et ne voulut pas les admettre dans la ville. Alors on prit le parti de la mener à Lafère, où se trouvait le prince de Condé. Le chanoine Despinois, jeune prêtre qui avait pris une grande part à toute cette affaire, se chargea de la conduire; il la présenta au prince qui lui fit subir un long interrogatoire, puis ordonna son arrestation dans la crainte qu'on ne

(1) Il est bon de remarquer que Jovet lui-même n'a pas osé pousser le miracle jusque-là; il passe sur ces particularités, qui lui étaient certainement connues.

« En 1567, deux possédées parurent en même temps, l'une à Brunhamel, l'autre à Bruyères; on ne jugea pas à propos de les produire sur un plus grand théâtre. » (Devisme, *Hist. de Laon*, II, 82.)

renouvelât à Laferre les scènes qui avaient eut lieu à Laon (1). Le 29 avril il la fit conduire à Ribemont, et le même jour il écrivit au siège de cette ville de *vérifier l'imposture laquelle à peu près, dit-il, j'ai bien découverte, afin que l'abus en soit puni*. Nicole resta dans les prisons de Ribemont depuis le 29 avril jusqu'au 6 juin; le procès s'instruisit, mais on ne put le mener à fin. Les puissants protecteurs de la démoniaque agirent en sa faveur auprès du roi, qui, par arrêt du premier jour de juin, ordonna au siège de Ribemont de la remettre entre les mains de sa famille. Deux mois après, le roi passant à Laon, témoigna le désir de voir la fameuse possédée qui avait fait tant de bruit dans la province; il chargea le commandeur de Puisieux de la lui amener au château de Marchais. Nicole arriva bientôt au château, et Charles IX se plut à lui faire raconter son histoire en présence de toute sa cour, puis il la renvoya à Vervins après lui avoir donné quelques pièces d'argent (2).

« Nicole Aubry, de retour à Vervins, y vécut paisiblement jusqu'en 1577 (3); à cette époque elle se donna encore en spectacle dans la cathédrale d'Amiens, où un nouveau miracle lui rendit la vue qu'elle avait perdue depuis quelque temps; mais ce dernier prodige fit peu de sensation; les catholiques même ne cherchèrent pas à en tirer avantage, quoiqu'on fût alors au plus fort des troubles religieux. Ce fut aussi le dernier événement

(1) « Cette démarche, dit l'historien de Laon, eut des suites toutes contraires à celles qu'on en attendait. Le prince de Condé, peu convaincu de tout ce qu'on lui avait dit de l'intervention du diable en cette affaire, et partageant d'ailleurs les opinions et le culte des protestants, commença par faire entourer Nicole de ses propres gardes.

« . . . A son arrivée à la Fère, on disait que depuis nombre de jours elle n'avait pris aucune nourriture, et qu'elle vivait seulement, selon l'expression des ecclésiastiques auxquels nous devons son histoire, du précieux corps de Jésus-Christ. Or comme Nicole se trouvait dans un état de fraîcheur et d'embonpoint peu en rapport avec la maladie dont on la disait atteinte, cela paraissait si merveilleux qu'on n'hésitait pas à le regarder comme un miracle. Mais il arriva que dans la nuit Nicole reprit tout à coup ses sens d'elle-même, et demanda à manger aux gardes dont le prince de Condé l'avait entourée, et après avoir bien mangé, s'endormit d'un profond sommeil....

« Cet événement jeta les catholiques dans l'étonnement et la consternation, et répandit la joie parmi les protestants, qui crièrent aussitôt que l'abus était enfin découvert. Dès ce moment, Nicole ne fut pas davantage prise de ses accès, pendant lesquels elle semblait perdre l'usage de la voix, de l'ouïe et de la vue; et le prince de Condé la garda inutilement plusieurs jours auprès de lui pour en être témoin....

« Le prestige qui entourait Nicole était détruit. » (Melleville, *Hist. de Laon*, II, 275.)

(2) « Il lui fit remettre 10 écus par son aumônier. On apprit ensuite que Nicole était enceinte. Dès ce moment il ne fut plus question de cette fameuse démoniaque.... Les détails (de cette histoire) furent représentés en bas-reliefs dans la cathédrale, sur le mur d'une chapelle du côté de l'évêché, et une procession annuelle fut instituée pour en perpétuer le souvenir. » (*Ibid.*, 276.)

(3) L'histoire ne doit pas passer sous silence le nom de Jean Bodin, procureur du roi à Laon, qui, aux premiers Etats de Blois, en 1577, plaida en faveur de la liberté de conscience, en démontrant que l'intolérance était le moyen de rallumer la guerre civile.

qui signala l'existence de cette femme; elle rentra ensuite dans la vie obscure dont on n'aurait jamais dû la faire sortir. L'époque et le lieu de sa mort sont restés inconnus; mais suivant toute probabilité, c'est à Vervins qu'elle termina ses jours » (1). (Piette, *Essais sur Vervins*.)

III. Etat des Eglises pendant les troubles religieux (1562-1598).

Les persécutions qui avaient accueilli la Réforme à son berceau vont se déchaîner dans toute leur furie; nous touchons à celle que Michelet a bien nommée la *Saint-Barthélemy* de 1562. Voyons quel était alors le nombre des Eglises dans le département. Aux noms que nous avons rencontrés jusqu'ici : Landouzy, Lemé, Fère en Tardenois, Soissons, Aulnois, Laon, Le Catelet, Vervins, Lafère, Liesse, Pierrepont (2), Saint-Quentin, il faut ajouter : Prémont, Tupigny, Brancourt, Chauny et Crépy (3), où les réformés du Cateau allaient célébrer la cène en 1568; ensuite Ribeaupville, Wassigny, Escaufourt, Fesmy, le Nouvion, dont les habitants faisaient baptiser leurs enfants au Cateau en 1566; Baulne, dont les fidèles adressaient une lettre signée Bétant, à l'Eglise de Genève en 1562 (4), Montcornet, Belleu près Soissons, où le culte était établi dès 1561, très probablement Cœuvres, et enfin la Ferté-Milon, qui figure comme la seule Eglise existante en 1562, sur la liste dressée par MM. Haag; total 27 villes ou villages où le protestantisme s'était répandu, sans parler de Gercis, Guise, Leval, etc., etc., où nous sommes persuadé que la Réforme était introduite bien avant 1562.

Nous avons vu les progrès rapides qu'elle avait faits à Laon; plusieurs temples y avaient été construits en 1561, et l'on comptait parmi les membres de cette Eglise jusqu'à des conseillers au présidial. Le *Triomfe* nous a appris qu'il y avait un pasteur à Laon, un à Lafère et plusieurs autres dans les environs. Les réformés du département étaient sans doute devenus trop nombreux pour qu'on pût les égorger sans péril; aussi paraît-il que plus

(1) « La vie de Nicole Aubry a exercé la plume de plusieurs écrivains : Christophe d'Héricourt, doyen de Laon, a composé sur l'histoire de cette possédée un volume in-4°, qu'il dédia à Charles IX. Jean Boulet, professeur d'hébreu au collège de Montaigu en 1575, en publia un extrait dédié au pape Grégoire XIII; le manuscrit de celui-ci se trouve à la bibliothèque de Laon. Desplanques, doyen de Saint-Quentin, en 1567; Jovet, en 1682, et Dupeuty, principal du collège de Vervins, en 1720, écrivirent aussi l'histoire de cette femme. » (*Essais sur Vervins*.)

(2) On n'aurait certainement pas mené Nicole Aubry à Pierrepont et à Liesse, s'il n'y avait eu des protestants à tourmenter, sous prétexte de les convertir.

(3) Une assemblée fut tenue à Crépy en 1566; ce n'était sans doute pas la première.

(4) *Bullet. du Prot. fr.*, III, 213.

heureux que leurs coreligionnaires de presque toute la France, ils furent épargnés en 1562.

Le massacre de Vassy (1), suivi coup sur coup des tueries de Cahors, Sens, Auxerre, Tours, Aurillac, Nemours, Grenade, Carcassonne, Ville-neuve, Avignon, Massillargues, Senlis (2), Amiens (3), Abbeville (4), Meaux, Châlons, Troyes, Bar-sur-Seine, Épernay, Nevers, Châtillon-sur-Loire, Gien, Moulins, Issoudun, Le Mans, Angers, Craon, Blois, Mer, Pithiviers, etc., et l'arrêt du parlement du dernier jour de juin 1562 qui ordonne de tuer et saccager tous les protestants sans figure de procès (5), donnèrent au prince de Condé l'occasion de se déclarer protecteur des Églises et de prendre les armes contre les assassins.

Nous ne ferons que citer les noms des nobles de Picardie qui se joignirent à Condé et l'aiderent à s'emparer d'Orléans. Théodore de Bèze mentionne « le sieur de Morvilliers, capitaine de 50 hommes d'armes et gouverneur de Boulenois; le sieur de Genlis, chevalier de l'ordre; le sieur de Bouchavannes, lieutenant de la compagnie du prince et capitaine de Coucy, qui depuis cette guerre ne fit rien qui vaille; le fils puîné du sieur de Sénarpont; le sieur de Canny (6); le sieur de Sechelless, et autres » (7).

Robert de la Haye (8), gentilhomme de Picardie, nommé conseiller au parlement de Paris en 1561, était aussi attaché à Condé.

Nous devons mentionner particulièrement le colonel Vaudray de Mouy, l'un des plus remarquables capitaines huguenots, qui fut fait prisonnier aux côtés de Duplessis-Mornay, à la bataille de Dormans (9), assassiné en 1569 par Maurevert, et « le prince de Portien, jeune seigneur de l'ancienne

(1) A Vassy, une quarantaine de personnes furent relevées mortes, et cent vingt autres blessées, quelques-unes mortellement. « Bref, il se trouva quarante-deux pauvres veuves, chargées de pauvres orphelins, » dit Bèze (*Hist. eccl.*, édition de Lille, I, 453). Il y avait parmi les massacrés, des Leclerc et des Bonneinain.

(2) Bèze, *Ibid.*, II, 205 et suiv.

(3) A Amiens, on commença par brûler toutes les Bibles et les Psautiers qu'on saisit dans toutes les maisons. Bèze cite les noms d'une dizaine de personnes massacrées. (*Ibid.*, II, 210.)

(4) A Abbeville, Robert de Saint-Delys, sieur d'Heucourt, gouverneur de la ville, fut la première victime. Ses soldats furent égorgés avec son fils François, et deux frères : François de Cantelien, sieur de Seconville, et Antoine de Cance-lieri. (Bèze, II, 211.)

(5) Bèze, *Ibid.*, 214.

(6) Au colloque de Poissy assistait, comme député de la Picardie, Brabançon, sieur de Canny; comme député de l'Ile-de-France, le sieur de Chaumont, et comme député de la Brie et de la Champagne, Jehan Raguiet, sieur d'Esternay. (*Manuscrit de Meaux*, p. 15.)

(7) Bèze, *Ibid.*, II, 209.

(8) Son fils, mort sans enfant, avait plusieurs beaux mémoires pour servir à l'histoire des guerres des huguenots; on ne sait ce qu'ils sont devenus. (*France protestante*.)

(9) Les prochains volumes de la *France protestante* lui consacreront un article.

maison de Crouy, plein de piété et de vaillance, comme il eût bien fait apparaître davantage si Dieu lui eût donné plus longue vie, » dit Bèze (1).

Antoine de Croy; seigneur de Château-Porcien, résidant à Montcornet, n'avait pas encore embrassé le protestantisme à l'époque de son mariage avec Catherine de Clèves (1560), mais il abjura bientôt après. Il suivit Condé à Orléans, signa un des premiers l'acte d'association protestante, et prit part à plusieurs expéditions pendant les troubles. Il mourut empoisonné par des gants parfumés (2) en 1567, âgé de 26 ans, sans laisser d'enfant.

« Sur son lit de mort il supplia sa femme, qu'il soupçonnait de nourrir de l'affection pour le duc de Guise, de ne le point épouser. « Vous êtes jeune, lui dit-il, vous êtes belle, vous êtes riche. Toutes ces « qualités jointes ensemble, avec celles d'une illustre extraction, vous « feront rechercher de beaucoup de gens. J'approuve que vous soyez rema- « riée; je vous laisse le choix des partis, et de tout le royaume je n'en « excepte qu'un seul homme. C'est le duc de Guise; c'est l'homme que je « hais le plus, et je vous demande en grâce que mon plus grand ennemi ne « soit pas héritier de ce que j'ai le plus aimé de tous mes biens. » Moins de cinq ans après, la jeune veuve se remaria et ce fut avec le duc de Guise. » (*France prot.*)

Le marquis de Renel, frère du prince Porcien, et le comte de la Rochefoucauld furent au nombre des douze cents nobles assassinés au Louvre à la Saint-Barthélemy (3).

Antoine de Croy avait établi une Eglise à Montcornet, car en 1562 Lambert Desmarets, homme honoré et opulent, grand-père de Samuel Desmarets y exerçait les fonctions d'ancien.

« Quelques compagnies de troupes allemandes commandées par le calviniste d'Andelot, l'un des défenseurs de Saint-Quentin, vinrent s'établir en garnison, l'année 1567, en cette ville, et n'y prêchaient point assurément la soumission à l'Eglise, dont elles s'étaient retirées, par le luthéranisme qu'elles professaient. Le chapitre craignait pour son troupeau la contagion des discours et des mauvais exemples; il en écrivit au gouverneur de la province, le comte de Chaulnes. Mais il était devenu nécessaire à la France de faire flèche de tout bois et d'employer à sa défense les troupes de toutes religions. Le vertueux gouverneur répondit aux chanoines qu'ils eussent à supporter avec patience ce malheur, et à se plier pour le bien du royaume aux disgracieuses circonstances du temps (4). »

(1) Bèze, *Hist. ecclés.*, II, 241.

(2) *Mémoires de l'Etat de France*, III, 442.

(3) *Ibid.*

(4) Colliette, *Mémoires*, III, 271.

François de Hangest (1), seigneur de Genlis, qui, comme le prince Porcien, occupait une haute position à la cour, s'était également converti au protestantisme dès 1560. « Infesté du calvinisme, dit Colliette, il donna des marques authentiques de l'esprit impie de la Réforme. »

« Dès 1561, dit la *France protestante*, nous le voyons escortant aux côtés de Condé le ministre qui se rendait au temple..... Instruit des projets de Condé en 1567, il se concerta avec Bouchavannes, Harcourt, Crècy et d'autres gentilshommes huguenots de la Picardie, et assembla avec tout le secret possible un corps de troupes à Chauny dont il était gouverneur; puis, le 27 septembre, il surprit Soissons au milieu de la nuit sans éprouver la moindre résistance. Ses soldats commirent d'horribles dévastations dans les églises et les couvents, sous prétexte d'en faire disparaître tout signe d'idolâtrie; ils firent main basse sur les reliquaires, les ornements d'église..... Mais à Soissons, comme presque toujours, ils respectèrent les personnes mêmes des prêtres; et, ce qui était plus rare, ils laissèrent aux catholiques une entière liberté de pratiquer leur culte. La cathédrale, seule fut épargnée, mais le ministre Vassoris y établit le prêche. »

Il y avait prédication tous les jours à neuf heures, et prière à trois heures de l'après-midi. Plusieurs autres ministres résidèrent et prêchèrent à Soissons en même temps que Vassoris, pendant les six mois qu'y dura l'exercice du culte réformé. « Ils reprenaient d'un ton grave et d'une mine sévère, dit le prêtre Dormay, les blasphèmes, les larcins et adultères; et même dans leurs assemblées, ils corrigeaient ceux qui n'obéissaient pas aux lois de Genève, ou qui ne gardaient pas je ne sais quelle police établie dans leurs consistoires. » Plusieurs mariages huguenots furent célébrés dans la cathédrale, et un *Te Deum* y fut chanté pour la bataille de Saint-Denis.

« Après s'être emparés de Soissons par surprise, dit l'historien de Laon, les protestants prirent successivement Vailly, Coucy, Chauny (?), et se présentèrent devant Bruyères. Ayant trouvé les habitants sur leurs gardes, ils revinrent en force peu de jours après, s'emparèrent cette fois de la ville et y mirent le feu.

« Ils s'avancèrent ensuite sur Laon, se rangèrent en bataille au pied de la montagne, en avant d'Ardon, et envoyèrent un trompette sommer la ville de se rendre et de leur fournir des vivres. Mais on refusa de le laisser entrer, et comme il redescendait la montagne il fut tué d'un coup d'arquebuse tiré des remparts. Les troupes calvinistes, voyant alors l'impossibilité de surprendre la place, se retirèrent après avoir mis le feu à plusieurs maisons du faubourg d'Ardon.

(1) En 1298, un Guillaume de Hangest était grand bailli du Vermandois, siégeant à Laon.

« Cependant la misère était extrême à Laon et dans les campagnes voisines. Les ravages des partis avaient fait désertier les champs ; les terres restaient en friche, et le peu de maisons qu'on voyait étaient ravagées par les coureurs. » (Melleville, *Hist. de Laon*, II, 277.)

Après la prise de Soissons les populations voisines de Bourg-Fontaine, dans la crainte d'être pillées par les calvinistes, se retirèrent avec leurs effets dans la chartreuse de ce lieu, bâtie par Philippe de Valois, comme dans une forteresse. Ceux d'entre eux qui se sentirent en état de porter les armes se rassemblèrent, placèrent un chef à leur tête et se préparèrent à la défense. Les calvinistes se présentèrent bientôt et furent repoussés. Mais ayant découvert un endroit de l'enceinte en mauvais état et mal défendu, ils y pénétrèrent par cet endroit, passèrent au fil de l'épée tous ceux qu'ils rencontrèrent, pillèrent l'église, mirent en pièces une foule de monuments précieux qui y étaient renfermés et tuèrent quelques religieux qui n'avaient point eu le temps de fuir. (Melleville, *Dict. histor.*, I, 95.)

La même année Genlis s'empara de la ville de Fère, ravagea le bourg de Crépy, attaqua sans succès la Ferté-Milon et détruisit l'abbaye de St-Nicolas-aux-Bois.

A peine était-il rentré dans ses terres après la conclusion de la paix, qu'il fut averti que quelque nouveau complot se tramait à la cour. Il en donna aussitôt avis au marquis de Renel, à Morvilliers, au baron de Renty, à Mouy, d'Hautricourt, Esternay, Feuquières, la Personne, Poyet et d'autres gentilshommes de son voisinage, qui s'empressèrent d'accourir auprès de lui et l'éluèrent unanimement pour chef, en lui adjoignant comme conseil Morvilliers, Mouy, Feuquières et la Personne. Ne pouvant aller trouver Condé à la Rochelle, Genlis, avec sa troupe, rejoignit le prince d'Orange sur les bords de la Sambre. C'est dans cette campagne (1568) qu'il brûla l'abbaye de Saint-Hubert, la chartreuse du Mont-Dieu, l'église du monastère de Hastier-sur-Meuse, qu'il pilla l'église de Liesse et y mit le feu, qui réduisit en cendres la toiture et le clocher. Les mêmes troupes pillèrent aussi et brûlèrent le village de Pouilly ; Ribemont fut également ruiné par elles.

De Genlis mourut à Bergzabern, d'une attaque de fièvre, le 14 février 1569. Faisant allusion à ses méfaits contre le catholicisme, Colliette rapporte, d'après de Belle-Forêt, qu'il mourut enragé.

« Il avait, dit encore Colliette, un frère cadet nommé d'Yvoy, non moins que lui corrompu et méchant ; il fut pris et étranglé en prison, après la défaite des troupes qu'il conduisait au secours de Mons, en Hainaut. » Jean d'Yvoy joua aussi un rôle dans les troubles, comme capitaine, et faillit être puni de mort en 1562 pour avoir livré aux catholiques la place de Bourges, qui pouvait encore se défendre ; mais il racheta sa faute par de grands services rendus plus tard à la cause protestante. Fait prisonnier en 1570, et

conduit dans la citadelle d'Anvers, il fut trouvé un matin étranglé dans son lit. (*France prot.*)

Il y eut un autre Jean de Hangest (1) qui fut évêque de Noyon de 1525 à 1577, et dont la mère s'appelait Marie de Mouy. Cet évêque, frère de deux capitaines huguenots, était lui-même aux trois quarts protestant. « Si ce prélat, dit Colliette (III, 274), ne fut pas intérieurement infecté des mêmes erreurs dont l'était François de Hangest, il usa durant tout le cours de son épiscopat de 52 ans, d'un silence et d'une tolérance qui, en égard à sa place, le rendent extrêmement suspect dans sa foi et odieux à l'Eglise et à l'Etat. La défection du seigneur de Genlis consacrée dans un si haut rang, n'en pervertit que plus de personnes dans notre province. Ni la mort funeste de ses deux frères, ni l'exorcisme fait sur Nicole Aubry, en cette même année à Vervins (exorcisme par lequel il était prouvé sensiblement que Jésus-Christ est réellement présent en la sainte Eucharistie), ne purent empêcher l'erreur de s'accroître dans beaucoup de maisons nobles. Le ministre de l'Epine et ses associés prêchaient alors dans le Vernois, et s'appliquaient à étendre leur secte dans les châteaux des seigneurs de campagne. »

Jean de l'Epine, d'Anjou, ancien moine, assista au colloque de Poissy, écrivit une lettre remarquable à Henri IV pour lui montrer qu'il pouvait être roi sans abjurer, et pour l'engager à demeurer fidèle au protestantisme. (*Bulletin du prot.*, I, 448.) C'est à tort que Varillas dit qu'il « souffrit la mort pour le calvinisme » (*Hist. des révol.*, II, 487), car l'Etoile le fait mourir tranquillement et dans un âge avancé, en 1597.

A côté des partisans de Condé, il faut citer un huguenot qui soutint la reine mère contre le prince et qui voulait empêcher celui-ci de s'emparer d'Orléans, tant il poussait loin le culte de la royauté : c'est Jean d'Estrées, seigneur de Valien et de Cœuvres, premier baron et sénéchal de Boulenois, né vers 1486, mort après la Saint-Barthélemy. Allié au roi de Navarre et au prince de Condé par son mariage avec Catherine de Bourbon, d'Estrées, qui avait embrassé avec ardeur les principes de la Réforme, est le premier des gentilshommes de la Picardie qui ait fait prêcher dans son château. En 1564, il demandait pour ministre Jean Hellin, natif de Picardie, qui était encore à Cœuvres en 1567. A la Saint-Barthélemy, d'Estrées se fit catholique et chassa durement son ministre Jean Dumoulin, père du célèbre Pierre Dumoulin.

Le fameux président Pierre de la Place, qui fit profession ouverte de la Réforme en 1560, chassé de Paris quand la guerre civile éclata, se retira avec sa famille dans une terre qu'il possédait en Picardie. Après les

(1) Voyez *France protestante*, art. *Calvin*, p. 111.

troubles, Charles IX le rétablit dans ses fonctions. Quand la guerre recommença, il se réfugia chez ses neveux au château de Vez-en-Valois. La haine de ses ennemis l'y poursuivit encore, et il « ne dut la vie qu'à Bouchavannes, qui le conduisit en sûreté au château de Coucy. Caché dans une tourelle de ce château, sans aucune communication avec le dehors, et sans autre compagnie que l'Écriture sainte, c'est dans ce triste asile que la Place composa celui de ses ouvrages où il expose le plus longuement ses opinions sévèrement calvinistes sur l'élection et sur la prédestination; nous voulons parler du *Traicté de l'excellence de l'homme chrestien et manière de le cognoistre.* » (*France prot.*)

Bien que le Cateau n'appartienne pas au département de l'Aisne, on nous saura gré de dire quelques mots de la fidélité de ses habitants à la foi protestante.

En 1566, le Cateau embrassa la Réforme et secoua le joug de son prince-évêque. Le pasteur de Tupigny, Philippe, paraît avoir joué dans cette ville le rôle d'iconoclaste. On avait appris le 24 août au Cateau que les protestants de Valenciennes avaient rompu les idoles et les reliques sans aucun empêchement, de même que ceux d'Anvers, Gand, Tournai, Saint-Amand, et de tous les villages environnants. Le 26, de grand matin, Philippe arrive au Cateau, entre dans l'église Saint-Martin avec trois ou quatre étrangers qui renversent les autels, brûlent les graduels, missels, etc., et vont en faire autant dans les autres églises de la ville; puis Philippe monte en chaire dans l'église Saint-Martin et prêche devant une foule d'autant plus nombreuse que c'était jour de marché. (*Bulletin du prot.*, III, 396.)

Au milieu du tumulte, les protestants sauvèrent la vie à plusieurs moines que la populace voulait égorger. Quand l'évêque, Maximilien de Berghes, eut emporté la ville d'assaut, Philippe fut pendu après avoir eu le poing coupé (1566). Le prince-évêque voulait faire grâce à quelques réformés à condition qu'ils retourneraient à la messe; « à quoi lui fut donné réponse que nous aimerions mieux que l'on nous mit la tête à nos pieds que de lui accorder sa demande. Nous demandit si nous étions tous de cet accord. On lui répondit que quand les feux seraient apprêtés pour nous tous brûler, que nous y entrerions plutôt que jamais lui accorder de retourner à la messe. » (*Bulletin du prot.*, III, 362.)

La même année, dit Crespin, Jean le Seur, d'Arras, fut horriblement tourmenté, pendu, étranglé, et son cadavre mis en lambeaux pour avoir aussi prêché la Réforme au Cateau.

« Gobert, receveur du comté du Soissonnais, fut destitué en 1568 comme hérétique, et chassé de Soissons. Il rentra dans la ville en 1570, mais non pas dans son office qu'il dut partager avec le catholique qu'on lui avait donné pour successeur. A la Saint-Barthélemy il fut éborgné avec deux de ses core-

ligionnaires. A ce propos, l'historien de Soissons, Claude Dormay, prêtre... exprime le regret amer qu'il éprouvait... de ce qu'on n'avait pas, à l'exemple de plusieurs autres villes, fait main basse sur tous les huguenots sans exception et sans délai, au lieu de leur laisser la liberté de sortir de la ville. » (*France prot.*, X^e partie, 282.) — L'art. 8 de l'édit de Saint-Germain-en-Laye, 11 août 1570, autorisa les protestants à se réunir aux faubourgs de Crépy et Ribemont (1).

A la Saint-Barthélemy (2), le maréchal de Montmorency, gouverneur de l'Ile-de-France, et le duc de Longueville, gouverneur de la Picardie, refusèrent de faire massacrer les protestants. (Piaux, *Hist. de la Réformation française*, II, 350.)

« La ville de Laon ne répéta pas (non plus) les scènes d'horreur dont la capitale et beaucoup d'autres villes furent alors le théâtre. Les calvinistes n'y essayèrent aucune violence; mais comme ils étaient dans la crainte, la plupart s'empressèrent d'abjurer. C'était tous les jours *une affluence considérable de gentilshommes de la campagne*, de bourgeois de la ville, d'artisans, de paysans, d'hommes et de femmes qui venaient solliciter l'évêque de les réconcilier avec l'Eglise. On leur imposait des jeûnes pour pénitence, et ceux qui s'étaient mariés au prêche devant un ministre protestant, étaient obligés de se présenter de nouveau devant le curé de leur paroisse afin d'en recevoir la bénédiction nuptiale. » (Melleville, *Hist. de Laon*, II, 277.)

Pierre du Moulin, professeur de théologie à Sedan, nous apprend dans son *Autobiographie* que Joacim du Moulin son père fut appelé en 1570 à desservir l'église de Soissons, recueillie à Cœuvres chez Jean d'Estrées déjà nommé.

« Le 24 août (1572), dit-il, avait lieu le massacre des fidèles par tout le royaume. Mon père était à Cœuvres et avait la fièvre quarte, et était sans argent. Ma mère et tous leurs enfants étaient malades. M. d'Estrées changea

(1) *Mémoires de l'Etat de France.*

(2) Bien que la Saint-Barthélemy paraisse avoir fait peu de ravages dans le département de l'Aisne, nous croyons devoir citer un passage peu connu de Zacharie Furnesterus, l'un des plus anciens historiens de cet horrible drame: « Il n'y a sorte de cruauté et de rage, dit-il, que les massacreurs n'aient pratiquée presque partout, à l'encontre de ceux qui faisaient profession de la religion, sans distinction de sexe ni d'âge, s'attachant aux petits enfants, aux femmes, aux filles et aux vieilles gens. Les uns ont été égorgés comme moutons à la boucherie, les autres pendus par les pieds et en autres façons horribles, les autres traînés par les rues, puis jetés mi-morts dans les rivières; les autres, attachés à des perches, ont été précipités dans l'eau; les autres, brûlés tout vifs en leurs maisons; on a fendu le ventre aux femmes enceintes; les enfants tétant la mamelle ont été jetés avec leurs mères dedans la rivière. Il y en a eu d'autres qu'on a pendus par-dessous les aisselles, puis d'un couteau leur a-t-on fendu l'estomac, et, par une fureur horrible, arraché le cœur, qu'on leur a montré. » (*Mémoires de l'Etat de France*, II, 81.)

de religion, et chassa mon père de Cœuvres au lieu de le secourir. En cette nécessité il cacha ses enfants en la maison d'une femme nommée Ruffine de contraire religion, mais qui nous aimait.

« La maison de cette femme était hors du village de Cœuvres, éloignée d'un quart de lieue. Là vinrent les massacreurs qui avaient charge de nous tuer. Mais cette bonne femme nous jeta sur de la paille et nous couvrit d'un lit et d'une couverture, tellement que nous ne fîmes pas découverts. Mon père et ma mère se sauvèrent à Muret qui appartenait au prince de Condé, à quatre lieues du village de Cœuvres. Là ayant appris que M. de Bouillon avait quitté la cour, passait près de là pour se retirer à Sedan, il vint le trouver à Brennes (Braisnes-sur-Vèle), et de là le suivit jusqu'à Sedan, menant avec moi ma mère et ma sœur Esther, et peu après nous fit venir tous à Sedan, où nous arrivâmes par une extrême froidure, le troisième jour de janvier 1573. Peu après notre arrivée, ma mère rompue de tant de courses et d'afflictions, mourut à Sedan le 13 février 1573. C'était une femme vertueuse et courageuse, et craignant Dieu, qui a souffert beaucoup de maux pour la Parole de Dieu....

« L'an 1576.... se tint un synode à Mony (Moy ou Morgny?) où mon père fut donné pour pasteur à l'Eglise de Saint-Pierrelles (Saint-Pierre Aigle), proche de Cœuvres et de Soissons. Mon père s'y transporta et y fit venir sa femme (il s'était remarié), laissant ses enfants à Sedan. Mais les troubles recommençant, mon père fut tôt après contraint de retourner à Sedan, où il arriva le 11 de janvier 1577.... L'an 1578, incontinent après Pâques, mon père retourna en son église de Saint-Pierrelles accompagné de M. Burlamachi, Italien.... Il est demeuré paisible à Saint-Pierrelles jusqu'en l'année 1580, en laquelle M. le prince de Condé se saisit de Lafère, dont recommencèrent les troubles qui rechassèrent mon père à Sedan. Peu après, il retourna à Saint-Pierrelles. » (*Bulletin du prot.*, VII, 170.)

Pendant les troubles de la Ligue (1584), Joacim du Moulin fut de nouveau contraint de se retirer à Sedan. Il fut nommé pasteur à Orléans en 1595, et déchargé du ministère à l'âge de 77 ans par le synode de Gergeau, tenu en 1615; il mourut à Saumur trois ans après (1). Au synode

(1) « Au commencement du mois de mars (1588), dit encore Pierre du Moulin, ma famille étant pressée d'une pauvreté extrême, et chargée de grand nombre d'enfants, mon père étant au lit et commençant à se relever d'une grande maladie, m'appela, et me dit : « Mon fils, je me vois à telle nécessité que je ne puis plus te nourrir et entretenir. C'est pourquoi il faut que tu trouves moyen de gagner ta vie. Quand Dieu m'aura remis en pleine santé, je fais état de faire un voyage à Paris, où quelque argent m'est dû, lequel, si je puis recevoir, je le rapporterai en cette ville pour subvenir à ma famille. Je te mènerai à Paris; là, tu chercheras condition pour gagner ta vie. » Ces paroles me piquèrent au vif, et sortis de la chambre, et me retirai en un lieu secret, où je priai Dieu avec beaucoup de larmes. Et revins à mon père, et lui dis : « Ne vous mettez point en peine, car je tiens pour chose assurée que Dieu ne m'abandonnera

de Vitre, tenu en 1583, assistait, en qualité de ministre de Marchais, près Liesse, le nommé Mathieu Virelle (1).

« En 1585, le duc d'Aumale, l'un des chefs de la Ligue, ayant levé quelque nombre de fressuriers, fauteurs et telles canailles qu'il conduisait en personne, disant qu'il cherchait les huguenots pour les dévaliser, court bonne part de Picardie, tue et pille gentilshommes et roturiers, prêtres, moines, etc., sans épargner les églises, faisant autant de maux que les plus échauffés huguenots n'avaient fait. » (L'Etoile, *Journal de Henri III*, I, 450.)

« Le mercredi, jour des cendres (1589), Lincestre dit en son sermon, qu'il ne prêcherait point l'Evangile parce qu'il était commun et que chacun le savait, mais qu'il prêcherait la vie, gestes et faits et abominables de ce perfide tyran Henri de Valois. » (L'Etoile, *ibid.*, II, 476.)

Un autre prédicateur de la Ligue, Boucher, appelait Henri III, du haut de la chaire : teigneux, allemand, ture, harpie, chien. La licence de la chaire et l'immoralité se donnaient la main : les ligueurs faisaient à Paris des processions en chemise « où hommes et femmes, garçons et filles marchaient pêle-mêle, et où tout était de carême prenant, c'est assez dire qu'on en vit des fruits. » (L'Etoile, *ibid.*, II, 474.)

Bien que la Saint-Barthélemy n'ait point ensanglanté la ville de Laon, le fanatisme n'y régnait pas moins sous la Ligue, plus violent encore que nous ne l'avons vu en 1556. « Une figure de la Vierge sculptée en bois, et à laquelle le peuple avait une grande dévotion, était exposée dans l'église cathédrale où un cierge brûlait perpétuellement devant elle. Dans la nuit qui suivit la fête de Noël 1556, ce cierge mit le feu aux ornements qui entouraient cette image, laquelle fut également consumée par les flammes..... Quand on accourut pour éteindre le feu il n'était plus temps. Les protestants furent aussitôt accusés d'être les auteurs de cet accident, et les catholiques voulurent en tirer parti pour entraîner la ville à se prononcer en faveur de la Ligue » (Melleville, *Histoire de Laon*, II, 284); ce qui eut lieu en effet peu après. Ce fut le règne du fanatisme alors, et au mois de décembre 1592 des assemblées de cette ville demandaient aux états « la prohibition de la religion réformée sous peine de mort. » (*Ibid.*, 293.)

Les Saint-Quentinois connaissaient trop les douceurs de la domination

« point. » (*Bullet.*, *ibid.*) En effet, ce fils presque abandonné devint bientôt l'une des gloires de la France protestante.

(1) C'est au château de Marchais, appartenant au cardinal de Lorraine, que paraît avoir été conçu le projet de la Ligue, dit l'historien de Vervins, M. Piette. Vervins et la plupart des villes de Picardie entrèrent les premières dans le parti du duc de Guise. Le premier acte d'hostilité fut terrible : un parti calviniste et royaliste sorti de la Champagne arriva jusqu'au Gros-Dizy, qu'il mit à feu et à sang ; les flammes dévorèrent, avec l'église, le curé et une partie des habitants qui s'y étaient réfugiés. (*Essais historiques*, p. 80.)

espagnole pour vouloir entrer dans la Ligue ; ils jurèrent une contre-ligue, le 20 février 1589 ; mais les huguenots n'y perdaient rien, car les Saint-Quentinois s'engageaient, comme les simples ligueurs, à employer leurs biens et leurs vies pour l'extermination des hérétiques. (Mélville, *Diet. Hist.*, II, 137.)

Sous la Ligue, la Thiérache fut encore une fois entièrement dévastée. Quand Henri IV, réduit à conquérir son royaume sur la Ligue, vint mettre le siège devant Lafère et camper à Faucouzy, dans l'une des fermes des moines de Foigny, on lui servit des viandes sans pain, parce que la guerre n'avait pas permis de cultiver la terre.

Ambroise Bongard, seigneur de Landouzy, qui combattait pour le roi le parti espagnol de la Ligue, fit un tel carnage des ligueurs, près de Mondrepuis, en 1590, que le lieu du combat a conservé jusqu'à nos jours le nom significatif de *la Tuerie*. L'année suivante, le château des seigneurs de Vervins qui étaient également protestants, fut détruit par les ligueurs ; l'emplacement qu'il occupait s'appelle encore *la Huguenoterie*, parce qu'il avait souvent servi de place forte aux réformés.

IV. Etat des Eglises sous l'Edit de Nantes (1598-1664).

Les *Plaintes des Eglises réformées* nous apprennent qu'en 1597 beaucoup de lieux de culte étaient interdits en Picardie. L'Edit de Nantes donné l'année suivante ne leur fut guère favorable. Les protestants fidèles à leur roi devaient payer la révolte des seigneurs catholiques. Le 26^e des articles secrets de l'Edit porte qu'il ne sera fait aucun exercice de la R. P. R. à deux lieues es environs de Soissons, avant l'année 1602, en vertu de l'édit signé pour la réduction du duc de Mayenne. A partir de 1602, l'Edit devait être observé là comme partout ; il ne le fut pas.

Le 41^e des mêmes articles porte, qu'en vertu d'un autre édit pour la réduction du duc de Guise, l'exercice ne pourra être fait ni établi dans les villes et faubourgs de Guise et Montcornet.

Cependant, malgré ces restrictions, malgré sa conversion facétieuse et indigne d'un homme de cœur, Henri IV a la gloire d'avoir donné au moins une *forme* de liberté au protestantisme. A l'ombre de l'Edit de Nantes, la France ruinée, dévastée, constamment ensanglantée, respira cinquante ans et acquit la prépondérance sur toutes les cours d'Europe. L'Edit ne proclama point la liberté religieuse, mais il mit un frein au fanatisme et arrêta les massacres qui déshonoraient le peuple français. Il rétablit d'abord le catholicisme dans tout le royaume et ordonna la restitution des biens enlevés au clergé. La messe fut rétablie, dit L'Etoile, en plus de 250 villes

murées et en plus de 2,000 paroisses d'où elle avait été chassée depuis environ quinze ans. L'Edit restreignit ensuite le libre exercice du culte réformé aux lieux où il était célébré en 1597. Les protestants devaient payer la dîme au clergé catholique; mais en revanche, ils étaient déclarés admissibles aux emplois publics, etc. Ce n'était point la liberté, encore moins l'égalité sans laquelle il n'y a point de liberté, puisqu'il y avait encore deux peuples, deux lois et deux justices. L'Edit de Nantes n'était pas la proclamation d'un droit reconnu, mais une grâce accordée à contre-cœur, et par la force même des choses, en vertu de la lassitude et de l'épuisement des partis (1). Il ne faut pas s'en étonner; en 1598 on était encore loin de considérer tous les hommes comme une grande famille dont chaque membre a les mêmes droits et les mêmes devoirs; il fallait encore deux siècles de persécution et de constance, de souffrances et de prières, pour que le principe de la liberté des cultes établît en France son empire indestructible, quoique toujours contesté, même encore de nos jours.

Parlant de l'Edit de Nantes, le pape s'écriait : *Cela me crucifie!* Quand l'Edit fut enregistré, Clément VIII entra dans une telle colère, que l'ambassadeur de Henri IV, le cardinal d'Ossat, pria son maître d'excuser Sa Sainteté là où elle aurait excédé. Mais laissons parler le cardinal. Le pape nous envoya chercher et nous dit : « Qu'il était le plus marri et désolé homme du monde, par l'Edit que Votre Majesté avait fait en faveur des hérétiques, au préjudice de la religion catholique..... ayant estimé Sa Sainteté, que Votre Majesté l'eût fait *pour contenter les huguenots en apparence*, et

(1) Les murmures des protestants contribuèrent aussi à hâter la signature de l'Edit de Nantes. Le *Journal de l'Estoile* nous apprend que le 18 février 1597, jour de mardi-gras, on répandit dans le Louvre la satire suivante :

Les dix commandements.

Au Roi.

Hérétique point ne seras, de fait ni de consentement.
Tous tes péchés confesseras au saint père dévotement.
Les églises honoreras, les restituant entièrement.
Bénéfices ne donneras qu'aux gens d'Eglise seulement.
Ta bonne sœur convertiras, par ton exemple doucement.
Tous les ministres chasseras, et les huguenots pareillement.
La femme d'autrui tu rendras, que tu retiens injustement,
Et la tienne tu reprendras, si tu veux vivre saintement;
Justice à chacun tu feras, si tu veux vivre longuement.
Grâce ou pardon ne donneras contre la mort iniquement :
En ce faisant te garderas du couteau de frère Clément.

Toute la cour était donc persuadée de la vérité de ce que le ministre Gabriel d'Amours avait écrit à Henri IV, pendant qu'il se faisait instruire : « Vous n'avez faute de science, mais de conscience; » d'autres disaient qu'il avait plus de religion que tous ses prédécesseurs, parce qu'il était catholique et huguenot tout à la fois. Chicot, le fou de la cour, complétait l'affaire en disant : « Nous savons que vous autres rois n'avez de religion qu'en apparence. » (*Mémoires de Sully*, I, 185.)

que vous fussiez bien aise que le clergé s'y opposât, et que la cour du parlement refusât de le passer, pour vous en *servir puis après d'excuse* envers lesdits huguenots.... Premièrement, il voyait un édit *le plus maudit qui se pouvait imaginer* (ce sont ses mots ~~que~~ nous vous réciterons ici et tout le long de cette lettre, sans y rien mêler du nôtre), par lequel Edit était permise la liberté de conscience à tout chacun...; que c'était encore un très mauvais signe, que lorsqu'il était question de faire passer un édit en faveur des hérétiques contre les catholiques, vous vous formalisiez, parliez d'autorité, disiez vouloir être obéi, et toutefois pour faire recevoir et publier le concile de Trente, qui est une chose sainte en soi et par vous promise et jurée, vous n'en aviez jamais parlé une seule fois à la cour du parlement...; que cet Edit que vous lui avez fait en son nez, était une grande plaie et réputation à sa renommée et lui semblait qu'il avait reçu une balafre en son visage. Et sur ce propos il se laissa transporter si avant qu'il ajouta que, comme il avait franchi le fossé pour venir à l'absolution, aussi ne se feindrait-il point de le franchir une autre fois s'il fallait retourner à faire acte contraire » (1).

« Le XVII^e siècle s'ouvre à Laon par l'essai d'une seconde représentation des scènes d'exorcisme offertes naguère par Nicole de Vervins. Geoffroy de Billy, abbé de Saint-Vincent, ce fougueux ligueur qui avait tant contribué à maintenir Laon dans la Ligne, était monté sur le siège épiscopal de cette ville, en l'année 1600; il voulut aussitôt faire éclater son zèle pour la religion dans ce nouveau poste où venait de l'appeler la confiance du roi, qui lui avait pardonné sa conduite antérieure. En 1603, une jeune fille de la Neuville, nommée Paquette..., fut arrêtée comme possédée du démon; on la mit dans la prison royale, où elle fut visitée par des médecins qui déclarèrent qu'elle avait de l'extraordinaire dans sa nature. Elle fut alors conduite dans les prisons de l'évêché, pour y attendre le jour où l'évêque procéderait aux cérémonies de sa conjuration. On fit, à cet effet, élever un échafaud dans l'église cathédrale, et bientôt Geoffroy de Billy commença les exorcismes en donnant à toucher à Paquette les reliques des saints. Cette prétendue possédée, au milieu de beaucoup de contorsions, faisait enfler à volonté l'une de ses cuisses, exposée nue aux yeux de tous ceux qui regardaient cela comme un miracle (2).

« Le bruit de cette nouvelle se répandit promptement dans le pays d'alentour, et attira une grande affluence de personnes du dehors, désireuses

(1) *Lettres de l'illustrissime... cardinal d'Ossat au roi Henri le Grand*, p. 391. (Lettre du 28 mars 1599.)

(2) Ces expositions de nudités démoniaques étaient devenues à la mode. Théodore de Bèze en cite plusieurs exemples; mais la démoniaque de Laon seule eut le privilège d'appeler l'attention du peuple et de tous les savants.

d'être témoins de ces exorcismes. Mais bientôt on apprit que Paquette était une femme de mauvaise vie, et que ses discours ne devaient inspirer aucune confiance. L'évêque se trouva dans la nécessité de la renvoyer, et elle se mit à courir la campagne, où elle eut, dit le même historien, deux enfants sans avoir été mariée. » (Melléville, *Histoire de Laon*, II, 304.)

Nous lisons, dans Elie Benoit, qu'en 1601, « on suppliait le roi de permettre aux habitants du comté de Marle, qui n'avaient pas d'exercice qu'à huit lieues de chez eux, de s'assembler dans la justice d'un gentilhomme réformé quoiqu'il n'y fût pas résident. » (I, 382.)

En effet, la liste générale des pasteurs présentée en 1603, au 47^e synode national, tenu à Gap (1), ne porte que les Eglises de :

Fère, en Tardenois, desservie par Merlette;	
Leuilly,	— Richard;
Laon,	— Morel;
Guise,	— N. Devaux;
Saint-Quentin,	— P. Richer.

Les habitants du comté de Marle, quand ils voulaient assister au culte, devaient donc se rendre soit à Laon, soit à Guise, même plus loin, car le culte ne fut sans doute jamais régulièrement célébré dans la ville de Guise, pas plus que dans celle de Saint-Quentin. Les fidèles de Laon durent souvent aussi se réunir à Crépy. Ce n'est que onze ans plus tard qu'on fit droit à la demande dont il vient d'être question.

• En 1612, dit encore l'historien de la *Révocation*, on traita un peu plus favorablement les réformés habitants de la Thiérache, dans le bailliage de Soissons. Ils se plaignaient d'être obligés de se rendre dans des lieux fort éloignés, pour assister aux exercices de leur religion, au hasard de tomber entre les mains des garnisons espagnoles qui les traitaient en hérétiques. Ce qui les obligea de présenter requête au roi, pour obtenir la liberté de s'assembler dans un lieu plus sûr et plus proche. Ils proposaient le lieu de Gercis où le fief ne permettait pas de se rendre au-dessus de trente personnes, parce que le seigneur n'avait que moyenne et basse justice (2). Ils obtinrent par grâce spéciale, sans tirer à conséquence ni exemple, de s'y assembler comme ils auraient pu faire chez un haut justicier, à condition que la maison de Gercis venant à tomber entre les mains des catholiques, l'exercice y cesserait, ou qu'un réformé venant à posséder dans le voisinage une maison de la qualité requise, l'exercice y serait transféré, et le

(1) Voir aux Pièces justificatives de la *France protestante*, p. 269. Il y avait à cette époque onze pasteurs pour toute la Picardie. En 1598, le synode de Montpellier comptait quatre-vingt-huit Eglises dans l'Ile-de-France; en 1601, le synode de Gergeau n'en comptait plus que soixante-huit.

(2) Cela s'appelait un exercice imparfait.

brevet accordé en faveur de Gercis demeurerait nul. » (Elié Benoît, II, 98.)

Il y eut aussi un temple à Fontaine-lès-Vervins; mais le culte ne s'y célébrait que quand le seigneur de Leval, Dompierre de Liramont, auquel appartenait le château, y faisait résidence.

Les réformés de Guise se réunissaient à Leval (1), dont le ministre, Edme de Beauvalet, dit d'Aix et de Beauval, fut déposé en 1614 au synode de Tonneins, auquel assistait Vauquet, ancien de Laon. Le temple de Leval fut détruit en 1619, de même que celui de Moulins (près Baulne), d'après Elie Benoît (II, 277), nous ne savons sous quel prétexte.

Il pourrait même y avoir là une erreur, car pendant tout le XVII^e siècle, nous trouvons des ministres desservant Leval et Guise. En 1620, Sigart figure sur la liste des pasteurs comme ministre de Guise et Leval. En outre, l'exercice ne fut interdit à Leval qu'en 1664; à cette époque le temple avait été détruit par quelque parti pendant la guerre, et c'est peut-être d'une semblable destruction que veut parler Benoît.

Parmi les protestants qui recevaient des pensions de la cour en 1616, se trouve Samuel de Hazeville, sieur de Vadencourt, où il y eut très probablement une Eglise, car à une demi-lieue de là, nous avons trouvé dans les papiers, hélas! trop dispersés, du château de Verly, l'acte de vente d'une pièce de terre touchant d'un bout au cimetière des huguenots. Il y eut certainement des réformés à Vadencourt et à Verly.

En 1620, Nicolas Devaux était pasteur à Laon;

Boucher,	—	Crépy, Chauny et Leuilly;
Sigart,	—	Leval et Guise;
Bilot (2),	—	Bézu et Château-Thierry;
Richard,	—	Fère et Vaujours;
Isaac de Juigné,	—	Saint-Quentin.

(1) Leval m'était jusqu'ici demeuré inconnu, malgré toutes mes recherches. Plus heureux que moi, M. Roussiez, pasteur à Esquéhéries, l'a enfin découvert. Leval (en patois Leval) est actuellement un hameau de Leschelle, et tient au Chesneau, hameau d'Esquéhéries. Quand le protestantisme ressuscita, à la fin du XVIII^e siècle, le culte se célébrait encore près de Leval, au Chesneau. Le village, on peut-être le bourg de Leval, fut détruit, nous ne savons à quelle époque; on y voit encore des ruines, qui indiquent sans doute l'emplacement du château. Des traditions disent que Leval portait ombrage au châtelain de Leschelle, acharné contre le protestantisme et pratiquant l'enlèvement des enfants. On raconte encore dans le pays l'histoire d'un petit Parigot (enfant de Paris élevé à la campagne, moitié par charité), qu'on dut cacher sous des habits de fille, pour le faire évader. — Au XVII^e siècle, Leval, comme Fontaine, appartenait à Baruc de Dompierre. Ni les *Annuaire*s, ni le *Dictionnaire des communes de l'Aisne*, ni le *Dictionnaire historique* de M. Melleville, ne parlent de Leval, c'est une lacune que nous signalons à ce dernier.

(2) Pierre, Jean et David Bilot, de Champagne, soutinrent leurs thèses à Sedan, Jean en 1636, David en 1641. Ils étaient sans doute fils du pasteur de Château-Thierry, que nous retrouvons à Villiers et Claye (Seine-et-Marne) en 1637. Deux Bilot, l'un ministre à Givonne, l'autre à Averte, assistaient, en 1686, au synode des Eglises wallonnes, à Rotterdam.

De Juigné ne resta que peu de temps à Saint-Quentin, pour retourner à Vassy qu'il venait de quitter. Il fut déposé en 1619 (1).

Nicolas Devaux dut quitter Laon vers la fin de 1620, car Samuel Desmarets y fut appelé la même année.

Samuel Desmarets, un des plus féconds, sinon des plus savants théologiens du XVII^e siècle, né à Oisemont (Picardie), en 1599, mort à Groningue en 1673, fit ses études à Saumur sous Gomar et Cappel, reçut à Paris des leçons de prédication de Samuel Durant, fut consacré en 1620 au synode de Charenton et nommé aussitôt pasteur à Laon, qu'il quitta en 1623, à la suite d'une tentative d'assassinat dirigée contre lui. Le catholique Devisme en parle ainsi dans son *Histoire de Laon* : « D'Hurtebize gouverneur de Lafère, s'étant converti à la religion romaine, et sa femme ayant suivi son exemple après de longues hésitations, Desmarets écrivit à cette dernière pour l'exhorter à rentrer dans l'Eglise réformée. La nouvelle catholique lui adressa en réponse un exposé des motifs qui l'avaient déterminée à embrasser le catholicisme. Le ministre de Laon les réfuta dans un écrit qu'il rendit public, et la hardiesse de sa réfutation irrita les jésuites, qui menacèrent hautement de se venger. Le 13 octobre 1623, Desmarets sortant de la maison de son oncle Samuel Vauquet, fut frappé d'un coup de couteau en pleine poitrine. L'assassin s'esquiva et la justice mit peu d'empressement à le découvrir. Les soupçons se portèrent sur le père d'Aubigny, qui s'était déjà acquis une triste réputation dans le procès de Ravailiac » (2).

Desmarets fut appelé comme professeur à la faculté de théologie de Sedan en 1623; puis il devint successivement pasteur à Maëstricht, professeur à Bois-le-Duc et à Groningue. On connaît de lui plus de cent ouvrages dont le plus répandu est *la Sainte Bible françoise*, édition nouvelle, Amsterdam, 1669, 2 vol. in-fol.

Desmarets, qui fut aidé dans ce travail par son fils Henri, se contenta de réimprimer la version de Genève sans changement; il y joignit seulement des remarques tirées de Diodati et d'autres, mais avec peu de discernement. Au lieu de se borner à de courtes notes, il se jette dans de

(1) Isaac Leclerc, de Juigné, présida, en 1620, le synode de Vassy, n'ayant pas encore quitté cette ville. Boucher, Sigart et Richer y assistaient aussi. Un Philippe Leclerc, de Juigné, se rendit à Paris en octobre 1663, avec Marie Leclerc, de Juigné, veuve d'Urbain Gaudicher, sieur d'Aversé (Anjou), pour trouver les moyens de sortir de France. Marie Leclerc réussit en effet à passer à Berlin, avec sa fille; mais son frère fut jeté à la Bastille; « n'ayant point voulu céder aux efforts du père Bordes pour le convertir (*Supplém. franç.*, 791. 4), il fut transféré au château d'Angers en 1687 (*Arch. génér.*, E. 3373); sa constance ne se démentant pas, on finit par l'expulser de France » (*France prot.*). Ce Philippe Leclerc était sieur de Vréigny, ne serait-ce pas Vréigny, près Soissons?

(2) Il prétendit ne pas se rappeler la confession dans laquelle Ravailiac lui avait communiqué le dessein où il était de tuer Henri IV.

longues dissertations, et dans le choix des remarques, il adopta toujours sans aucune critique celles qui favorisaient son opinion. » (*France prot.*)

Lors de la déclaration de l'indépendance (1621), François de la Rochefoucauld (1), comte de Roucy et de Roze, se mit aux ordres de l'assemblée politique de la Rochelle ; mais la tiédeur des protestants de l'Île-de-France l'empêcha de rien entreprendre ; ceux de la Picardie refusèrent également de se mettre en mouvement, se trouvant trop peu nombreux. Ceux de Laon, Lafère, Guise et Saint-Quentin durent livrer leurs armes aux officiers du roi (*Essais historiques sur l'Érvin*, par Piette, 94). La Rochefoucauld n'en fut pas moins arrêté et jeté à la Bastille, où il était encore en 1629. Nous parlerons de ses enfants plus loin.

Les lignes qui vont suivre (extraites de la *France protestante*, art. Courcelles) fourniront, rapprochées de la déclaration de l'indépendance de la Rochelle, un ample sujet de réflexion aux amis de la philosophie de l'histoire : « Le calvinisme pur venait de remporter une victoire complète au synode d'Alais, qui avait sanctionné les décisions de celui de Dordrecht et dressé une formule de serment que devaient signer tous les pasteurs de France. Cette singulière manière d'entendre le principe fondamental de la Réforme révolta les pasteurs de l'Île-de-France, de la Picardie et de la Champagne, qui, dans le synode provincial tenu à Charenton, le 16 mars 1622, refusèrent de se soumettre à un joug que les Églises étrangères, et notamment celles d'Angleterre, n'avaient pas voulu recevoir (Fonds Saint-Magloire, n° 40). Mais dès l'année suivante, par un retour inexplicable, le même synode accepta le décret d'Alais. »

En 1623, Jean Mettayer remplace Isaac Leclerc de Juigné, pasteur à Saint-Quentin. Né à Dommartin, Jean Mettayer commença ses études à Genève en 1620 et les termina à Sedan en 1623. En 1665, il fut élu vice-président du synode de Vitry, qui consacra Regnier et Coulez ; Frémin, ancien de Roucy, en fut le secrétaire. Mettayer mourut en 1668 après quarante-cinq ans de ministère dans la même Église.

Jean Mettayer, dit une note de la main de Charles Coquerel que nous avons trouvée dans ses papiers, voulut établir le culte dans la ville de Saint-Quentin, mais il en fut empêché. Le temple des protestants de cette ville était à Lehaucourt ; soit qu'il fût devenu trop petit, ou qu'il menaçât de s'écrouler, Mettayer voulut en construire un nouveau au même lieu, mais

(1) A la Saint-Barthélemy, Charles IX laissa tuer le comte de la Rochefoucauld, qu'il aimait beaucoup. Le pauvre jeune homme, qui croyait que ce fût une farce royale, criait : « Ne frappez si fort ! » (Brantôme, *Mémoires, Vies des Hommes illustres*, IV, 11.)

Une comtesse de Roucy fut enterrée, en vertu de ses droits seigneuriaux, dans le chœur de l'église de ce lieu ; le parlement de Paris, par arrêt du 20 août 1618, ordonna qu'après information l'église fût réconciliée par l'évêque. (Filleau, *Décisions ecclésiastiques*.)

le chapitre de Noyon s'y opposa sous prétexte qu'on en avait jeté les fondations trop près de l'église catholique; une ordonnance royale intervint, qui ordonna aux protestants de cesser les travaux et de retourner dans l'ancien édifice. Plusieurs pièces relatives à cette procédure sont au greffe du tribunal de Saint-Quentin, avec les registres contenant l'état civil des protestants depuis 1598 jusqu'à 1683. Il paraît, d'après ces registres, que la famille de Caulaincourt était alors protestante, et que le baron de Montmorency était membre du consistoire de Lehautcourt (1). « On m'a donné, disait Ch. Coquerel, quelque espoir de retrouver le registre des délibérations consistoriales, mais je crains bien que cette espérance ne soit déçue. »

La famille de Caulaincourt était alliée aux familles d'Ailly et de Moy, également protestantes, et non moins illustres parmi la noblesse de Picardie. Nous ignorons les prénoms du Montmorency de Lehautcourt; c'est peut-être Jean, fils de Pierre, sieur d'Acquet et de Judith le Fournier. Ce ne peut être Daniel, sieur de la Cour au Bois, qui assistait au synode de Clermont en 1667, comme ancien de Poireauville, et qui abjura pour une pension de 3,000 livres à la Révocation.

Dès 1660, Samuel Mettayer avait été nommé suffragant de son père par le synode de Charenton, comme le prouve la pièce suivante (*Archives de l'Empire*, cotée TT. 258) :

« Les chefs de famille faisant profession de la R. P. R. en la ville de Saint-Quentin, et qui ont le lieu de leur exercice au village de Hautcourt, à eux donné pour l'un des deux lieux de bailliage accordés par l'Edit de Nantes, en Picardie, déclarent à tous juges qu'il appartiendra, que M^e Samuel Mettayer leur ayant été accordé pour ministre, par le synode tenu à Charenton, le 15 juillet 1660, pour servir d'aide à M^e Jean Mettayer son père, il a depuis ce temps fait parmi eux toutes les fonctions du ministère, et que la mort dudit M^e Jean Mettayer étant arrivée le septième de ce présent mois, ils ont admis et établi ledit M. Samuel Mettayer, en la place de son dit père, afin qu'il puisse dès à présent et à l'avenir, jouir de toutes les exemptions que le roi accorde à tous les autres ministres qui sont dans le royaume, et dont ledit M^e Jean Mettayer son père a joui en ladite ville de Saint-Quentin pendant qu'il a vécu, laquelle déclaration, ceux de ladite religion font, pour être enregistrée partout où besoin sera, afin que personne n'en puisse ignorer. Fait, arrêté et signé à Hautcourt, lieu de notre exercice, le 43^e jour de mai 1668. Signé : Louis, Pierre, Samuel, Adrien, Abraham et Jacob Crommelin, Pierre Testart, P. Guichard, J. Descarrières, Jacob Lalaux, Jacques Le Serrurier, P. Vieillard, D. Simon, De Lagarde,

(1) Philippe-Nicolas d'Aumale, dit le marquis de Hantcourt, ayant embrassé la religion protestante, se retira en Hollande, où il épousa Anne de Quick-Mierop, au XVI^e siècle. (Melleville, *Dictionnaire historique*.)

P. Prévost, A. de Joncourt, Jacq. de Lafaulx, Daniel Dubuisson, P. Feron, Moyse Le Grand, Abrah. Coste, Simon Dupez, Louis Mansart, Simon Lefèvre et P. Bossus. »

Samuel Mettayer demeura à Saint-Quentin jusqu'en 1684, de sorte que, pendant 60 ans, cette Eglise eut un Mettayer pour pasteur.

En 1626, Paul Georges (1) était pasteur à Laon, où on le retrouve encore en 1637.

En 1626, Benjamin Tricotet (2) était pasteur à Chauny, Crépy et Leuilly; Isaac de Nogentel, à Château-Thierry et Hugues Babinet, à Bézu; ce dernier fut déposé la même année par le synode de Castres.

David Blondel, ministre de Roucy (3), figure parmi les assistants au synode de Charenton en 1631; il représentait l'Ile-de-France au synode du même lieu en 1644.

« Au jugement de Bayle, Blondel fut un des hommes du monde qui avait la plus grande connaissance de l'histoire ecclésiastique et de l'histoire civile; il aurait pu ajouter qu'il fut aussi un des plus habiles critique de son siècle. » (*France prot.*)

David Blondel, né à Châlons-sur-Marne en 1591, fut consacré en 1614 dans un synode de l'Ile-de-France et placé à Houdan. Les synodes de l'Ile-de-France le choisirent plus de vingt fois pour secrétaire. Au synode de Charenton, la province d'Anjou le demanda pour être professeur de théologie à Saumur; mais le comte de Roucy, François de la Rochefoucauld, s'y refusa, et il fut décidé qu'il resterait ministre de l'Eglise qui s'assemblait dans le château de ce seigneur. Il y resta jusqu'en 1644; mais alors le synode de l'Ile-de-France, convaincu que Blondel était appelé à rendre plus de service à l'Eglise par ses écrits que par sa prédication, l'autorisa à résider à Paris avec un traitement de mille livres qui lui permit de se livrer entièrement à l'étude. Peu après il fut appelé à Amsterdam, pour remplir la place de professeur d'histoire, devenue vacante par la mort de Vossius. Il s'y rendit en 1650, y perdit la vue, et n'en continua pas moins ses études historiques jusqu'à sa mort, arrivée le 6 avril 1655. Dans l'un de ses ouvrages, il démontra, le premier, la fausseté de l'histoire de la papesse Jeanne.

La *France protestante* ne parle pas du séjour de Michel Lefaucheur à

(1) Paul Georges, de Chartres, soutint sa thèse à Sedan, en 1620. Il ne faut pas le confondre avec un autre Paul Georges, pasteur à Villers de 1667 à 1683; ce dernier était frère de Samuel Georges, pasteur à Laon en 1655, à Gercis en 1664, et à Villers en 1665.

(2) Tricotet soutint aussi sa thèse à Sedan, en 1620; en 1637 il était pasteur à Mantes, et en 1659 à Calais.

(3) Les deux frères aînés de David Blondel furent aussi pasteurs : Aaron à Etaples et Imécourt, Moïse à Meaux.

Un Jean Blondel était grand bailli du Vermandois, siégeant à Laon, en 1324.

Montcornet comme pasteur ; toutefois le fait est authentique, témoin le portrait de Lefaucheur, que nous avons vu avec cette inscription (1) : *Michel Lefaucheur, pasteur en l'E. R. D. P.* (Eglise réformée de Paris) *et en celle de Montcornet.* A quelle époque put-il aller à Montcornet ? Malheureusement le portrait du temps est sans date.

Le célèbre prédicateur Lefaucheur fut d'abord pasteur à Annonay, bien que Dijon, Sedan, Grenoble et Paris l'eussent demandé en même temps. Les Eglises du Vivarais l'envoyèrent en 1611 comme représentant à l'assemblée politique de Saumur. En 1612, il fut nommé pasteur à Montpellier. En 1625, il allait exhorter les protestants de Nîmes à demeurer fidèles au roi. « Cette démarche, dit la *France protestante*, put faire croire à Richelieu qu'il lui serait facile de gagner le pacifique ministre. En Languedoc, raconte Tallemant des Réaux, le cardinal envoya querir un des ministres de Montpellier, nommé Le Faucheur, natif de Genève. Il voulut le gagner à cause de sa réputation. Il lui envoya 10,000 francs. Ce bonhomme fut fort surpris. « Eh ! pourquoi m'envoyer cela, dit-il à celui qui le lui apportait ? — « M. le cardinal, dit cet homme, vous prie de prendre cette somme comme « un bienfait du roi. » Le Faucheur n'y voulut point entendre. Le cardinal le trouva mauvais, et le pauvre ministre fut interdit longtemps, jusqu'à ce qu'il pût prêcher à Paris. Tallemant des Réaux ne nous apprend pas à quelle année se rapporte ce beau trait. Nous savons par les actes des synodes nationaux auxquels Le Faucheur fut député à plusieurs reprises, depuis 1620, par le Bas-Languedoc, qu'il desservait encore l'Eglise de Montpellier en 1631 ; mais dans la liste présentée au synode de 1637, il figure au nombre des pasteurs de Charenton. C'est donc dans l'intervalle qu'il refusa noblement de se vendre. Après son interdiction, il vint à Paris. »

C'est en 1636 qu'il commença à prêcher à Charenton, où il resta jusqu'à l'époque de sa mort (1657). On ne peut donc placer son séjour à Montcornet qu'entre 1631 et 1636.

En 1636 « on ne voyait en Picardie et pays de Thiérache que confusion, pauvreté, solitude et famine, » dit un historien ; les Espagnols avaient tout détruit (2).

En 1637, Claude le Vineux était pasteur à Chauny et Coucy.

Paul Georges,	—	Laon.
P. Rambours,	—	Leval et Guise.
Isaac de Nogentel,	—	Chateau-Thierry et Saponay.

(1) A Orléans, chez M. le pasteur Nougarede.

(2) En 1643, le duc d'Enghien logea à Foigny, allant livrer la bataille de Rocroy.

En 1643, de Nogentel (1) desservait l'église de Nogentel où il mourut à la fleur de l'âge. Il était entré à l'académie de Genève en 1619. A sa mort, la bande noire que sa famille, en vertu des droits seigneuriaux, avait fait peindre sur le mur extérieur de l'église, fut effacée par arrêt du parlement du 17 juin 1643. On perdait ses droits de noblesse en devenant hérétique.

Au synode de Vitry tenu en 1649 :

L'église de Roucy était représentée par Benjamin Tricotet, ministre, et Oudart Fétizon, ancien ;

Celle de Château-Thierry, par J. Pagès, ministre (2) ;

Celle de Saint-Quentin, par J. Mettayer, ministre et J. Cottin, ancien ;

Celle de Gercis, par Isaac Chantefort, ministre et J. Marie, ancien ;

Celle de Chauny et Coucy, par J. Le Vineux, ministre ;

Celle de Laon, par J. de Lanoue, ministre et Anthoine Courtonne, ancien ;

Celle de Fontaine, par Théophile Tardif, ministre (3).

Au synode de Charenton tenu en 1653 :

L'Eglise de Château-Thierry était représentée par Jean Pagès, ministre, et par Michel de Drapière, sieur de Bordeau, ancien ;

Celle de Roucy, par Benjamin Tricotet, ministre, et Jacques Frémin, ancien ;

Celle de Saint-Quentin, par J. Mettayer et Isaac Liénar, ancien ;

Celle de Chauny et Coucy, par Isaac Ladier, ministre, Louis Laumonier, sieur de Travecy (4), Jean de Vieuxmaisons, sieur dudit lieu, et Henri Gervaise, anciens :

Celle de Laon, par de Morgny, ancien.

(*France prot.*, art. *Mestrezat*.)

En 1653, pendant les guerres de la Fronde qui ensanglantèrent de nouveau la Thiérache, « le vicomte de Laval (Leval) qui, aux approches de l'ennemi, avait abandonné son château de Fontaine et s'était retiré dans la ville (de Vervins qui tenait pour le roi) rendit de grands services aux habitants pendant toute la durée du siège. » (*Essais historiques sur Vervins*, par A. Piette, p. 406.)

(1) La femme de Nogentel s'appelait Suzanne d'Inval. (Filleau, *Décisions catholiques*. Poitiers, 1668.)

(2) Jean Pagès était né à Monséjour, et soutint sa thèse à Saumur, sous Amyraut.

(3) Il fut chargé de desservir en même temps l'Eglise recueillie chez le sieur d'Arpentigny.

(4) Nous empruntons à la *France protestante* cette note sur les Laumonier, famille noble du Cambrésis, qui embrassa la Réforme avant le mariage de Claude Laumonier avec Catherine Anjorant, fille de Jean Anjorant, sieur de Claye, et de Catherine Budé.

De ce mariage, célébré en 1571, naquirent : 1^o Isaac, sieur de Tourneville et de Travecy, qui prit pour femme Marie de Proisy, fille de Claude, sieur de Morgny, et de Marie d'Amiens, dame de Houval ;

Au synode tenu à Charenton en 1655 :

L'église de Rouey fut représentée par Jacques Frémin (secrétaire) Oudart et Henri Fétizon, anciens ;

Celle de Laon, par Samuel Georges, ministre et J. Cottin, ancien ;

Celle de Château-Thierry, par Jean Pagès, ministre ;

Celle de Saint-Quentin par J. Mettayer, ministre ;

Celle de Chauny, par Louis Laumonier, ancien.

(*France prot., art. Mestrezat.*)

Nous extrayons encore du livre de MM. Haag, les détails qui suivent sur les Georges :

• La première Eglise que desservit Samuel Georges est celle de Laon, il y remplissait ses fonctions en 1633. Plus tard, on le trouve exerçant son ministère à Gereis en 1664 ; à Amiens de 1665 à 1669, puis à Heucourt en 1672, comme ministre de Saint-Delys, seigneur du lieu (1). Le bailli d'Amiens trouva dans cette translation une occasion de faire preuve de zèle. Il fit défendre non-seulement à Georges, mais à Gosselin, ministre de René de Fourrier, sieur de Neufville-lès-Saint-Riquier, et à Séverin, ministre de Louis de Bossard, sieur de Monthu, de faire aucune fonction de leur ministère sans avoir prêté serment de fidélité : c'était une vexation toute nouvelle ; mais à cette époque, juges et prêtres se mettaient l'imagination à la torture pour trouver des moyens, tous plus étranges les uns que les autres, de tourmenter les huguenots... Quelques années après nous retrouvons Georges desservant l'église de Vitry-le-Français, et en butte à de nouvelles tracasseries. Dans un sermon qu'il prêcha au mois de février 1685, il se permit de parler un peu librement des persécutions qu'éprouvaient ses coreligionnaires. Les bigots catholiques crièrent si haut que le consistoire prévoyant sans peine la suite de cette affaire et voulant essayer de détourner le coup, censura le ministre ; mais le parlement de Paris ne se tint pas pour satisfait. Comme on le redoutait, le temple fut condamné à être démoli, et Georges n'échappa aux galères qu'en se sauvant à Maës-

2° Louis, sieur de Lamotte-Souilly, avocat au parlement de Paris ;

3° Henri, sieur de Varennes, capitaine d'infanterie en 1614, qui fut tué au siège de Lamotte, où il s'était particulièrement distingué.

Louis, sieur de Travecy, est celui qui assiste au synode de 1649. Son fils, nommé aussi Louis, sieur de Lamotte, fut envoyé par l'Eglise de Channy au synode de Charenton, en 1679, auquel se trouva aussi Antoine Laumonier, ancien de Laon.

Henri, sieur de Varennes, épousa, en 1608, Suzanne de Proisy, sœur de Marie, qui avait épousé Isaac Laumonier. Il en eut deux fils : Henri et Jacques. Jacques, sieur de Vaux et de Varennes, était lieutenant général commandant l'armée de Flandre en 1655 ; il avait épousé, en 1638, Marthe du Fay, fille d'Antoine du Fay, sieur de Verneuil, et il en eut deux fils : Jacques et David, sieur d'Eville, que nous retrouverons au Refuge.

(1) Madame de Saint-Delys, d'Heucourt, était enfermée au château de Lafère, pour cause de religion, en 1687 ; elle fut transférée la même année au château de Guise.

tricht (*Supplém. franç.*, 791. 4). Sa fille, qu'il avait été forcé de laisser en France, fut enfermée dans un couvent d'où elle parvint à s'échapper au bout de huit ans. Il n'eut pas la joie de la revoir, étant mort en 1687, à Votzburg, dont il desservait l'Eglise française depuis un an.

« Le frère de Samuel Georges, nommé Paul, remplit également les fonctions du ministère sacré dans plusieurs Eglises de la Picardie. Il était déjà pasteur à Oisemont en 1653 ; en 1669 (déjà en 1667) il l'était à Villers-lès-Guise, où nous le trouvons encore en 1681 (même en 1683) (*Supplém. fr.*, n° 1301), et très probablement il est identique avec Paul Georges, ministre de l'Eglise française de Cantorbéry, qui mourut en 1689 après quarante-deux ans de ministère, à ce que rapporte M. Burn ; en tout cas on ne peut pas le confondre avec Paul Georges de Chartres, qui faisait ses études à Sedan en 1620 (et qui fut pasteur à Laon de 1626 à 1637). En 1630, ce dernier était aussi pasteur de l'Eglise française de Cantorbéry (la *France protestante* commet ici une erreur). Nous ignorons si Maurice-Antoine Georges, sieur de Saint-Georges, qui abjura le 5 décembre 1685 (*Supplém. fr.*, 791. 6) et Louis-Artus Georges, sieur de Pontolain, qui renia également la foi de ses pères (*Arch. génér.*, E, 3372), étaient de la même famille. » (*France prot.*)

V. Destruction des Eglises (1664-1685).

Josué du Vez, sieur de Missy, et Benjamin-Robert d'Uilly (1), vicomte du Nouvion, nommés commissaires par le roi en 1661 (15 avril) pour s'enquérir des contraventions à l'Edit de Nantes, dans la généralité de Soissons, persévérèrent hautement dans la foi protestante, comme on le verra par la suite.

Il n'en est pas de même de Jean de Proisy (2) sieur de Morgny, nommé commissaire le 20 mai 1663, avec le catholique Claude Leclerc, lieutenant général au bailliage de Vermandois et siège présidial de Laon. Proisy-Morgny finit par se faire catholique afin d'avoir de l'argent pour payer ses

(1) On voit en 1564 un sieur d'Uilly aller, avec Laudonnière, fonder une colonie protestante à la Floride. — Corneille d'Uilly, sieur de Leval, était frère de Benjamin.

(2) En 1500, François de Proisy, baron de la Bouë, était grand bailli du Vermandois ; en 1570, un autre du même nom ; de 1589 à 1594, Louis de Proisy remplissait les mêmes fonctions.

Le second François de Proisy, bailli, etc., chevalier de l'ordre du roi, épousa en secondes noces Marguerite de Beaumont. De ce mariage sont issus :

1° Jean de Proisy, sieur de Morgny, commissaire de l'Edit dans le Soissonnais, dont il est ici question ;

2° David de Proisy, sieur d'Eppe, qui assista à plusieurs synodes généraux, jusqu'en 1681 ;

3° Jean de Proisy, sieur de Neufville, commissaire de l'Edit en Picardie, en 1685.

dettes : sous ce rapport il a mérité la flétrissure qui lui fut infligée par une tradition venue jusqu'à nous ; mais il est faux qu'il ait trahi la cause des Eglises en 1663. Le procès-verbal des opérations des deux commissaires que nous allons analyser en est la preuve évidente.

Leclerc et de Proisy commencèrent le 5 novembre la visite de tous les lieux de la généralité où se tenaient des assemblées, accompagnés de Nicolas Desmons, chanoine, officiel et député du diocèse de Laon ; c'était l'accusateur public du protestantisme.

Desmons demanda d'abord que de Beaumont pasteur à Laon ne pût plus recevoir de pensionnaires, conformément à l'arrêt de 1635, et à celui du 23 janvier 1637 qui interdit à de Rome, maître d'école à Claye, d'instruire désormais la jeunesse. Les deux commissaires tombèrent d'accord pour accorder ce point. Il en fut de même quand l'officiel demanda : que les enterrements protestants ne pussent se faire qu'au soleil levant et au soleil couchant, et qu'il fût interdit aux réformés de s'assembler dans des maisons particulières pour y faire prières et chants de psaumes à haute voix de manière à être entendus des voisins et des passants.

Les commissaires furent au contraire partagés lorsqu'il s'agit d'obliger les protestants à tendre leurs maisons pour le passage de la procession le jour de la Fête-Dieu. Sur l'interdiction du culte dans la ville de Crépy, demandée par l'officiel, il y eut encore partage, de Beaumont soutenant que le droit de célébrer le culte dans la ville avait été accordé par Charles IX le dernier juillet 1568.

L'officiel voulant faire défendre à de Beaumont de prêcher dans la maison du sieur d'Eppes haut justicier, les commissaires furent encore d'avis contraire.

Desmons se plaignant vivement « des prêches et assemblées considérables faits dans des maisons particulières aux environs de Guise, la Capelle, Vervins et autres lieux limitrophes, » les commissaires se transportèrent le 10 novembre à la rue des Bœufs dans la maison de Daniel Billet (1) où se tenaient des réunions de cinq, douze, et tantôt vingt personnes. On y trouva douze bancs. Billet prétendit que ses coreligionnaires étaient en possession du droit d'exercice depuis 1596 et 1597. L'officiel demandait l'interdiction ; il y eut partage.

Le dimanche 11, les commissaires se rendirent dans le temple de Gercis, d'où ils virent sortir cinq à six cents personnes. Il était situé en dehors des fossés du château et avait soixante-dix pieds de long sur quarante de large. L'officiel en demandait la démolition ; après la réplique de Samuel Georges qui fit valoir que ce temple était le seul de la Thiérache, les commissaires furent encore partagés.

(1) C'est peut-être Billot, au lieu de Billet ; je n'ai pu m'en assurer, le manuscrit étant difficile à lire.

Le même jour ils se rendirent à Fontaine chez le sieur de Leval, dans la maison duquel se tenait une assemblée présidée par le ministre Georges ; l'official demandant l'interdiction de l'assemblée et qu'on ne permit plus à Georges d'y officier, les commissaires furent d'avis opposés.

Le 12 ils allèrent à Lemé, dont les abbés de Foigny étaient encore seigneurs. Ils trouvèrent dans l'école dirigée par Martin Coche, vingt-trois écoliers des deux sexes apprenant à lire dans les *Psaumes* de Clément Marot ; de là ils se transportèrent « sur un héritage appartenant à Marie Guillot, faisant profession de la R. P. R. dans la rue des Bohins, où leur fut montré un lieu fait en appentis contenant environ quarante pieds de long et quatorze de large, où s'assemblaient, les dimanches, ceux de la R. P. R. qui n'allaient pas à Gercis, » au nombre de cinquante, soixante ou cent personnes. Georges maintint que l'on avait le droit de s'y réunir, puisque le culte y était célébré un an avant l'Edit de Nantes. L'official demandait comme toujours l'interdiction, sur quoi il s'éleva une vive altercation entre les commissaires, Leclerc défendant par provision d'y célébrer le culte jusqu'à ce que le roi eût vidé le partage, et de Proisy ordonnant, au contraire, aux fidèles de Lemé de continuer leurs assemblées jusqu'à la décision royale.

Le 13, les commissaires allèrent à Leval, où on leur montra un jardin de quatre à cinq verges qui servait de lieu de réunion, le temple ayant été détruit pendant la guerre. Pierre Garde, ancien, répliqua à l'official demandant l'interdiction, et les commissaires furent de nouveau partagés.

Il y eut encore partage relativement à la démolition du temple de Coucy-la-Ville, qui ne se trouvait qu'à cent dix pas de l'église catholique, et où les pèlerins entraient quelquefois au lieu d'accomplir leur pèlerinage ; Jacques Vignon, ancien, répliqua à l'official.

Les commissaires se trouvèrent ensuite d'accord pour un règlement général, qui ordonnait aux protestants de se découvrir devant le saint sacrement, d'observer les fêtes indictes, aux ministres de tenir des registres des naissances, mariages et inhumations, qu'ils devaient représenter de trois en trois mois. Ce règlement dispensait les réformés de recevoir les exhortations des curés pendant leurs maladies, et les ministres, des tailles et logement des gens de guerre. (*Arch.*, TT. 323.)

Le 22 septembre 1664, à la sollicitation de César d'Estrées, évêque de Laon ; de Nicolas Desmons, député du diocèse, et de Camille de Neufville (1), prieur des Bernardins de Foigny, malgré les contestations de de Beaumont, Jacques Vignon, procureur et ancien, Pierre Lagarde et autres de Laon, de

(1) Il y eut une famille protestante de ce nom à Abbeville ; l'un de ses membres, percé de coups à la Saint-Barthélemy, fut sauvé par Tavannes. Deux autres figurent comme anciens d'Abbeville aux synodes de Charenton de 1669 et 1672.

Samuel Georges, etc., le roi vidant le partage des commissaires, en son conseil d'Etat, donna l'arrêt suivant :

I. Sa Majesté fait très expresses inhibitions et défenses aux habitants de la R. P. R. des lieux de Landouzy, Gereis (1), Lemé (rue des Bohins) et Leval, d'y faire dorénavant aucun exercice de ladite R. P. R., sous quelque prétexte que ce soit ; même au sieur de Leval, dans sa maison de Fontainelès-Vervins ; et à ceux de Lemé d'y tenir un maître d'école, sur peine à tous de désobéissance. A cette fin lesdits sieurs commissaires se transporteront sur les lieux, pour ôter les marques et les banes qui y peuvent être. Ordonne Sa Majesté que les habitants de ladite R. P. R. du lieu de Gereis démoliront leur temple jusques aux fondements, dans un mois après la signification du présent arrêt, moyennant quoi ils prendront les matériaux pour en disposer comme bon leur semblera ; autrement, et à faute de ce faire dans ledit temps et icelui passé, permet Sa Majesté au syndic du diocèse de Laon, et habitants catholiques dudit lieu, de faire faire ladite démolition aux frais et dépens de ceux de ladite R. P. R., sauf au seigneur dudit lieu de Gereis, de faire l'exercice d'icelle dans son château pour sa famille et le nombre de trente personnes seulement, conformément au huitième article de l'Edit de Nantes.

II. Ordonne Sa Majesté à l'égard de Crépy, que dans un mois les habitants de la R. P. R. se retireront au faubourg dans lequel le juge leur marquera une maison commode pour y faire l'exercice de ladite R. P. R., jusqu'à ce qu'ils puissent bâtir un temple ; leur faisant cependant défenses de faire dès à présent ledit exercice dans ladite ville de Crépy.

III. Comme aussi fait ladite Majesté défenses à ceux de la R. P. R. de Laon de s'assembler en maisons particulières pour y faire prières et chanter les psaumes à haute voix. Et au nommé Beaumont, ministre de Crépy, de faire sa résidence en ladite ville de Laon. Enjoint à lui de se retirer incessamment en celle de Crépy, lieu de son ministère, où il ne pourra tenir aucuns pensionnaires que de ladite R. P. R. et au nombre de deux seulement.

IV. Ordonne Sa Majesté, conformément à l'avis desdits sieurs commissaires, que lesdits de la R. P. R. ne pourront exposer leurs corps morts au-devant des portes de leurs maisons, ni faire leurs enterrements es lieux où l'exercice de ladite R. P. R. n'est point permis, que dès le matin à la pointe du jour, ou le soir à l'entrée de la nuit, conformément aux arrêts du conseil d'Etat du 7 août et 13 novembre 1662 sans qu'il y puisse assister plus de dix personnes des parents et amis des défunts, suivant les édits. Et pour les lieux où l'exercice public est permis, lesdits enterre-

(1) Ce n'est ici que la révocation du privilège accordé en 1612, par Louis XIII, aux fidèles du comté de Marle.

ments s'y feront depuis le mois d'avril jusques à la fin de septembre, à six heures précises du matin et à six heures du soir; et depuis le mois d'octobre jusques à la fin de mars, à huit heures du matin et à quatre heures du soir. Et aux convois se trouveront, si bon leur semble, les plus proches parents du défunt, et jusques au nombre de trente personnes seulement, eux compris; avec défenses aux ministres de ladite R. P. R. de faire des exhortations et consolations dans les rues à l'occasion desdits enterrements, ni sous quelque prétexte que ce soit, conformément à l'arrêt du conseil d'Etat du 49 mars 1663.

V. Que lesdits de la R. P. R. rencontrant le saint sacrement dans les rues, pour être porté aux malades ou autrement, seront tenus de se retirer promptement, au son de la cloche qui le précède, ou de se mettre en état de respect, en levant pour les hommes le chapeau, avec défenses de paraître aux portes, boutiques et fenêtres de leurs maisons, lorsque le saint sacrement passera, s'ils ne veulent se mettre en état de respect.

VI. Que ceux de ladite R. P. R. garderont et observeront les fêtes indites par l'Eglise, conformément à l'art. 20 de l'Edit de Nantes.

VII. Qu'ils souffriront qu'il soit tendu devant leurs maisons et autres endroits à eux appartenant, par l'autorité des officiers des lieux, les jours de fêtes ordonnées pour ce faire, sans contribuer aucune chose pour ce regard, conformément à l'art. 3 des particuliers de l'Edit de Nantes; mais seront seulement tenus lesdits de la R. P. R. de faire nettoyer devant leurs portes.

VIII. Ne pourront lesdits de la R. P. R., étaler ou débiter publiquement de la viande, aux jours que l'Eglise catholique en ordonne l'abstinence; mais en pourront acheter pendant le carême pour leur nourriture et celle de leur famille, sans néanmoins en pouvoir administrer aux catholiques.

IX. Que les ministres tiendront registre des baptêmes et mariages qui se feront entre lesdits de la R. P. R. et en fourniront de trois en trois mois un extrait au greffe des bailliages.

X. Que tous prédicateurs, ministres, et tous autres qui parlent en public, n'useront d'aucuns discours ou propos injurieux ni séditieux, ains se contien dront et comporteront modestement suivant l'art. 47 de l'Edit de Nantes.

XI. Que lesdits de la R. P. R. pourront demeurer dans les lieux que bon leur semblera, et seront admis à tous arts libéraux et mécaniques, conformément à l'art. 27 de l'Edit de Nantes, si ce n'est qu'il y ait usage au contraire.

XII. Que lesdits de la R. P. R. étant malades ou proches de la mort ne seront tenus de recevoir exhortations que de leurs ministres, si ce n'est qu'ils appellent quelques ecclésiastiques ou religieux: lesquels en ce cas

pourront entrer sans aucun empêchement dans les maisons des malades, accompagnés d'un magistrat ou d'un échevin du lieu. *Permis néanmoins aux curés des lieux, assistés du juge ou échevin, de se présenter au malade pour savoir de lui s'il veut mourir en la profession de la R. P. R. ou non, et après sa déclaration se retirera.*

XIII. Que les ministres de la R. P. R. jouiront par grâce de l'exemption des tailles dans les lieux de leur exercice, et où les tailles ne sont point réelles; comme aussi du guet, garde, logement des gens de guerre, tutelle, curatelle, et de la garde de biens saisis.

XIV. Qu'un même ministre ne pourra prêcher en divers lieux, quoique l'exercice y soit permis, et ne pourra demeurer, pendant son ministère, qu'au lieu où il devra en faire la fonction, suivant la déclaration du mois de décembre 1634, registree où besoin a été, et arrêt du conseil du 11 janvier 1657 et autres depuis rendus sur ce sujet.

XV. Fait en outre ladite Majesté défenses auxdits ministres de faire aucun mariage entre personnes catholiques et de la R. P. R. lorsqu'il y aura opposition, jusques à ce que ladite opposition ait été vidée.

XVI. Comme aussi aux pères et mères, tuteurs, parents et amis desdits de la R. P. R. de maltraiter leurs enfants et pupilles, lorsqu'ils voudront aller à l'église pour se faire instruire, et se convertir à la foi catholique; laquelle conversion ils auront liberté de faire, savoir les mâles à l'âge de quatorze ans, et les filles à l'âge de douze ans, ainsi qu'il est porté par les arrêts du conseil donnés sur ce sujet, leur permettant Sa Majesté après ladite conversion de se faire émanciper, avec obligation aux pères, mères et tuteurs de leur fournir les aliments nécessaires, selon leurs facultés et conditions, en se retirant en lieux honnêtes pour éviter la subversion.

Veut et entend Sa Majesté, que les faits généraux mentionnés au présent arrêt, servent à l'avenir de règlement, tant en la province de Picardie que partout ailleurs, et qu'à cette fin il soit lu et publié partout où besoin sera. Fait en conseil d'Etat du roi, Sa Majesté y étant, tenu à Vincennes le vingt-deuxième jour de septembre 1664.

PHÉLYPEAUX.

Cet arrêt fut signifié à ceux qu'il concernait par les commissaires à la fin de décembre 1664 et au commencement de janvier suivant. Voici la partie du procès-verbal relative à Lemé :

« Le treizième dudit mois de janvier (1665), nous, commissaires susdits, sommes partis de Vervins assistés comme dessus (de Gaurel, greffier, et Fremault, huissier), et rendus au village de Lemé, où étant, serions entrés dans la maison de Martin Coche, maître d'école y demeurant, auquel aurions fait faire lecture par ledit Gaurel dudit arrêt, et lui aurions fait défense de plus à l'avenir s'entremettre à l'instruction de la jeunesse, ni en aucune école dans ledit lieu de Lemé, à peine de désobéissance; ce fait, aurions

fait sortir plusieurs jeunes enfants étant dans ladite maison que nous aurions renvoyés chez leurs pères et mères; ensuite de quoi nous nous serions acheminés en la rue des Bohins, et après avoir fait faire pareille lecture du susdit arrêt, et réitéré les défenses y contenues en la personne de Marie Guillot, nous aurions par ledit Fremault, fait tirer d'une *petite grangette* dépendant de la maison de ladite Guillot, plusieurs bancs servant aux assemblées de ceux de ladite R. P. R. qui se faisaient chez elle, et les aurions fait jeter dans la cour de ladite maison, après quoi nous serions retournés au gîte à Vervins. »

Le 15, les commissaires trouvèrent les ouvriers en train de démolir le temple de Gercis. Les anciens de Leval à qui on signifia l'arrêt étaient Pierre Garde et Jacques Roussez. (*Arch. imp.* TT. 323.)

Huit jours auparavant, le 7 janvier, Jean Cottin, docteur en médecine, et Jacques Vignon, procureur au siège présidial de Laon, avaient comparu devant les commissaires, leur demandant de désigner la maison dans laquelle les fidèles de Crépy devaient se réunir en attendant qu'ils élevassent un temple. Les commissaires s'étant transportés sur les lieux, désignèrent la maison de Cochefer, dans le faubourg, hors la porte Sablonnière; puis le jardin de Fagnolet comme cimetière et lieu propre pour y construire un temple. (*Arch. imp.*, TT. 246.)

A Landouzy, « les assemblées étaient régulières tous les dimanches, dit Benoît, mais ils n'avaient point de ministre. On n'y baptisait point, on n'y célébrait point la Cène, on n'y bénissait point les mariages, ou si cela se rencontrait quelquefois, ce n'était que rarement. D'ordinaire, on se rangeait à Gercis pour de semblables dévotions. Mais dans ces assemblées il y avait un ancien qui lisait quelque partie de l'Ecriture, qui faisait chanter quelques psaumes et récitait des prières. »

On a vu que Lemé n'était, comme Landouzy, qu'une annexe de Gercis; il n'y eut point de pasteur à Lemé avant la fin du XVIII^e siècle. L'arrêt de 1664 détermina bon nombre de protestants de Landouzy, Leval et Lemé à s'expatrier : tous les biens de la terre ne valent par la liberté de servir Dieu.

L'arrêt ne fut point exécuté dans toute son étendue, car Fontaine continua d'avoir un pasteur; en 1667 c'était Daniel Sébille, et Regnier en 1677; de Beaumont, que l'arrêt envoyait à Crépy, était encore à Laon en 1681, et tenait de six à huit pensionnaires au lieu de deux. Il avait eu à lutter plus d'une fois contre l'official Desmons, qui lui faisait encore signifier l'ordre de vider la ville le 10 décembre 1681; de Beaumont lui faisait signifier à son tour qu'il continuerait à maintenir son droit. Au commencement de la même année, il y avait eu un procès qui n'était pas encore terminé le 29 août, de Beaumont soutenant qu'il n'était pas en contravention, et s'ap-

puyant sur l'arrêt du conseil d'Etat du 24 avril 1665 relatif à l'art. 6 des généraux, et au 1^{er} des particuliers de l'Edit de Nantes, ledit arrêt interprétant ceux des 5 octobre 1663 et 18 septembre 1664, qui ordonnaient aux ministres de résider dans leur paroisse; se fondant aussi sur l'arrêt du conseil du 15 avril 1676, portant surséance de l'exécution de celui du 16 novembre 1674, et encore sur celui du 2 mai 1667 obtenu particulièrement par lui, de Beaumont, faisant défense aux maire, échevin et habitants de la ville de Laon, de le comprendre en aucun logement de gens de guerre, et de l'imposer aux tailles, etc. (1) (*Arch.*, TT. 226).

Nous ignorons si de Beaumont résida à Laon ou à Crépy après 1681; toujours est-il qu'il demeura en France au moins jusqu'en 1683, et peut-être jusqu'à la Révocation.

Le temple de Gercis étant démoli, et les assemblées interdites à Landouzy, Fontaine, Lemé et Leval, il devenait impossible aux fidèles de la Thiérache de célébrer aucun culte. Dieu eut pitié d'eux. « Ils se recueillirent enfin dans les maisons de deux gentilshommes qui se trouvèrent en état de leur donner un lieu de retraite. L'un fut le seigneur du Vez (l'un des commissaires de 1664) qui acheta la terre de Villé (Villers), proche de Guise, et qui, des matériaux mêmes du temple de Gercis fit bâtir un lieu où l'Eglise se pût assembler. L'autre fut d'Aurou, seigneur de Chery, près Montcornet en Thiérache.

« Villé était un lieu où l'exercice n'avait jamais été fait; néanmoins on l'y laissa établir sans opposition. Le seigneur d'Aurou changea de religion peu après qu'il eut reçu dans sa maison une partie des débris de l'Eglise de Gercis » (El. Benoît III, 593). Mais ses enfants demeurant protestants, on leur laissa célébrer le culte dans cette terre qui provenait de leur mère.

Les protestants de Leval et Lemé se réunirent donc à Villers, ceux de Gercis et Landouzy à Chery. Elie Benoît a très probablement tort de dire qu'on laissa établir l'exercice sans opposition à Villers. Maître Nicolas Desmons, l'official, n'était pas homme à ne pas faire d'opposition, il en fit certainement, mais ne réussit pas à triompher; le 9 décembre 1681, il faisait signifier au sieur du Vez qu'il poursuivrait sans relâche la démolition du temple de Villers. En 1665, Samuel Georges passait de Gercis à Villers.

Un temple de Courbes fut démoli par arrêt du conseil du 5 octobre 1663. M. Drion le place dans l'Aisne, et comme il y a en effet Courbes près Lafère, nous avons cru cet auteur sur parole; mais n'ayant trouvé ce nom cité dans aucune pièce, nous avons consulté l'arrêt lui-même (*Décisions*

(1) Le 29 août 1681, Marteau, conseiller du roi, prévôt et juge à Laon; Jean de Lancy, conseiller du roi et lieutenant; Philbert Viéville, procureur du roi à Laon, et de Marle, greffier, donnaient un certificat à de Beaumont, constatant qu'il demeurait à Laon depuis plusieurs années. (*Arch.*, TT. 246.)

catholiques de Filleau, p. 399), qui porte que Courbes est dans le diocèse de Nîmes (1).

Le 30 octobre 1664, l'évêque de Noyon fit défendre à de Vaux, ministre de Compiègne, Mettayer, pasteur à Saint-Quentin, et Imbert, pasteur à La Fère, de prêcher dans leurs annexes, de sorte que cinq autres Eglises furent également privées de culte : Dive, Herlie (qui n'appartiennent pas à notre département), Annois, près Flavy-le-Martel, Villers-Saint-Christophe, près Ham, et Travecy, près La Fère. (El. Benoît, III, 615.)

Comme la cour n'était pas entièrement rassurée sur les résultats de toutes ces interdictions, de nouveaux commissaires de l'Edit furent envoyés l'année suivante (1665), pour lever l'interdit dans les Eglises qui pourraient montrer les preuves écrites de leur droit à l'exercice. Les fidèles de Landouzy, toujours pillés et incendiés, ne purent produire aucun titre : leur demande fut repoussée, et le temple de Gercis étant détruit, ils furent réduits à ne plus célébrer de culte dans leur village. (El. Benoît, IV, 46.)

L'évêque de Soissons ne montra pas moins de zèle que ses collègues de Laon et de Noyon pour la destruction des églises. Il porta plainte contre les réformés qui célébraient le culte dans des lieux où, selon lui, l'exercice n'était pas permis, principalement dans les villages de Nogentel, Cus, Verneuil-le-Bas et le bourg de Béthisy. Deux commissaires de l'Edit avaient été nommés le 42 septembre 1665 pour la généralité de Soissons : Jean Desmarets, commissaire du roi en ses conseils, et Benjamin Robert d'Uilly de Nouvion, gouverneur pour le roi de la Motte-aux-Bois en Flandre, et depuis de la citadelle de Courtray (c'est celui dont il a été question plus haut). L'évêque de Soissons requit ces commissaires de faire comparaître devant eux : Jean de Vieuxmaisons, sieur de Cus¹; les sieurs de Béthisy et de Nogentel, Jacob de la Barge (2), seigneur de Champeaux, demeurant à

(1) Nous saisissons l'occasion de relever définitivement plusieurs erreurs commises par M. Drion, à propos de l'arrêt du 22 septembre 1664. Nous l'avons déjà fait; mais la Rédaction du *Bulletin du Protestantisme* avait cru devoir atténuer notre affirmation positive (*Bullet.*, VI, 173). Il est impossible de ne pas commettre de nombreuses erreurs, aussi longtemps que l'histoire générale n'aura pas été contrôlée sur les lieux par des histoires locales. M. Drion (II, 85) dit : *Arrêt du conseil, qui supprime l'exercice et ordonne la démolition des temples dans les lieux suivants : Landouzy, Gercis, Lemay (département de l'Aisne); Rue des Bohains (non retrouvé); Leval (Haute-Saône), et Crespi (Aube).*

L'arrêt qu'on a vu plus haut ne porte démolition que du temple de Gercis seulement, et interdiction dans les lieux : de Landouzy (où il n'y avait pas de temple), de Lemé (où il y avait une *grangette*, située dans la rue des Bohains), de Leval (où le temple avait été détruit par la guerre, avant 1664 (Leval, dans l'Aisne), et enfin, il n'ordonne pas démolition du temple de Crépy (dans l'Aisne), puisqu'il permet d'en construire un dans le jardin de Fagnolet, hors la ville.

M. Drion cite encore deux démolitions de temples : à Benay, août 1665; à Baulne, 5 mars 1674. N'ayant trouvé ces noms dans aucune liste, nous les donnons *sous bénéfice d'inventaire*, les deux lieux se trouvant réellement dans le département. La *France protestante* porte non Benay, mais Benest,

(2) David de Proisy était gendre de Jacob de la Barge.

Vendière; Jean du Fay, seigneur de Verneuil; Salomon de la Mothe, sieur de Trosly; de Montigny, ministre à Senlis; Jacques de Vaux, ministre à Compiègne; Pierre Duprat, ministre à Béthisy; David Imbert, ministre de Cus; Jean Pagès, ministre de Nogentel; Daniel Cottin, ministre de Verneuil; Jean Taillefer et Pierre Rapillard de Château-Thierry et Monneaux, afin de les mettre en demeure d'exhiber les preuves écrites de leur droit à l'exercice.

L'évêque de Soissons voulait donc frapper d'un seul coup dix lieux de culte : Cus, Béthisy, Nogentel, Vendière, Verneuil, Trosly, Senlis, Compiègne, Château-Thierry et Monneaux, dont six (?) font partie de notre département. Il demandait la destruction des temples de Béthisy et de Nogentel, l'interdiction du culte dans ces deux endroits, ainsi qu'à Château-Thierry, Monneaux, Cus, Vendière, etc. L'évêque n'était pas homme à se contenter de si peu; il demandait en outre tout ce que l'évêque de Laon venait d'obtenir pour son diocèse.

Il ne paraît pas qu'il ait gagné sa cause aussi facilement que son collègue de Laon (1). Benjamin Robert d'Uilly ne voulut accorder rien de tout cela; les deux commissaires furent partagés, c'est-à-dire d'avis contraire sur presque tous les points, si bien qu'en 1681, le 24 juillet, le roi, en son conseil d'Etat, dut ordonner que les protestants de la généralité de Soissons remissent au marquis de Châteauneuf toutes les pièces du procès, sinon Sa Majesté jugerait elle-même en dernier recours (*Arch.*, TT. 284). Il fallait tout simplement la Révocation pour satisfaire l'évêque; mais on n'y était pas encore; en 1683, le même évêque, Charles de Bourbon, demandait encore qu'on fit interdire le culte qui se célébrait depuis peu dans le château de Paissy (près Beaurieux), bien que jamais l'exercice n'y eût été autorisé (2) (*Arch.*, TT. 285).

Le 6 août 1663 parut un arrêt portant démolition du temple de Benay.

Au synode de Vitry tenu la même année sous la présidence de Daillé :

L'Eglise de Saint-Quentin fut représentée par Mettayer, pasteur, vice-président et l'ancien Jérôme Six;

Celle de Château-Thierry, par J. Pagès pasteur.

(1) François Gachon, fils d'un avocat au parlement de Bordeaux, abandonna le barreau de Paris pour s'établir en Picardie. « Ayant fait prêcher, en 1665, dans son château de Contre (Condren?), il fut, à l'instigation de l'évêque d'Amiens, emprisonné par le lieutenant général de Clermont; mais cet excès précoc de zèle fut réprimé, sur le rapport de Châteauneuf, et l'affaire évoquée au conseil. (*Arch. génér.*, TT. 284.) A la Révocation cependant le seigneur de Contre, non-seulement se convertit avec ses deux filles, Marie et Madelaine, mais il entra dans les ordres et devint, en 1698, curé de Gueschart. » (*France prot.*)

(2) Il paraît, par la lettre suivante, que le ministre de Paissy émigra, avec sa femme, à la Révocation; ainsi s'exprime le secrétaire d'Etat, le 12 mai 1691 : « Monsieur de Creil, j'ai proposé au roi le doute que vous aviez sur la manière dont vous deviez en user à l'égard des biens de la femme du ministre de Paisy (*sic*); Sa Majesté a décidé que ces biens étant toujours censés dans la communauté, ils doivent être régis comme ceux du ministre. » (*Reg. du secrétariat*, O. 35.)

Celle de Roucy, par Jacques de Prez, pasteur (1) et l'ancien Frémin;
 Celle de Laon, par de Beaumont, pasteur, et l'ancien David de Proisy;
 Celle de Villers-lès-Guise, par Samuel Georges, pasteur;
 Celle de Chauny, par David Imbert, pasteur;
 Celle de Coucy, par l'ancien Duval Jonquières;
 Celle de Vouel, par Mutel, pasteur et l'ancien P. Jaignail.

(*France prot.*, art. *Mettayer*).

Au Synode de Clermont tenu en 1667 :

L'Eglise de Saint-Quentin fut représentée par Mettayer, pasteur, et l'ancien Samuel Cartigny;

Celle de Château-Thierry, par J. Pagès, pasteur, et l'ancien J. Cochet;

Celle de Chery, par Régnier, pasteur, et l'ancien Daniel Lescury;

Celle de Fontaine, par Daniel Sébille, pasteur, et l'ancien Thomas Gibereau;

Celle de Laon, par Pierre de Beaumont, pasteur, et l'ancien Jacques Vignon;

Celle de Morgny, par Paul Coulez, pasteur, et l'ancien David de Proisy, sieur d'Eppes;

Celle de Roucy, par J. de Prez, pasteur;

Celle de Coucy, par J. Villain, pasteur;

Celle de Villers-lès-Guise, par Paul Georges, pasteur;

Celle de Morsain, par Jérôme Satur, pasteur;

Celle de Chauny, par Louis Garnier, pasteur;

Celle de Gercis, par l'ancien Corneille d'Uilly, sieur de Leval.

(*France prot.*, art. *Lauberan*).

« La *Noblesse de Picardie* nous apprend qu'à l'époque de la réforme de la noblesse de cette province, c'est-à-dire en 1668, Baruc de Dompierre, sieur du Val, demeurant à Coucy, fut maintenu noble, ainsi que Jacques de Dompierre, sieur de Jonquières, son neveu. L'un et l'autre descendaient de François de Dompierre (seigneur de Liramont), qui professait la réforme dès 1574 » (*France prot.*), et s'empara de La Fère en 1579 pour le prince de Condé. Nous retrouverons la famille de Dompierre au Refuge.

Au synode de Charenton, tenu en 1669, l'Eglise de Saint-Quentin fut représentée par Samuel Mettayer, pasteur, et l'ancien Daniel Lievrard;

Celle de Laon, par P. de Beaumont, pasteur, et l'ancien Duvay (Du Vez?);

(1) Jacques de Prez, de Fontainebleau, soutint sa thèse à Sedan, en 1650. Son père, Ferdinand, d'une famille noble de Savoie, fut donné pour pasteur à Fontainebleau en 1625, et après avoir desservi cette Eglise pendant trente ans, la quitta sans congé pour accepter celle de Calais. Le synode de Charenton le suspendit pour trois mois, comme déserteur.

Jacques de Prez fut d'abord pasteur à Guignes, puis à Roucy, Calais et Saumur. Son frère Louis était ministre à Chaltray. En 1685, il y avait à Sedan un professeur du nom de Jacques de Prez.

Celle de Chery, par Regnier, pasteur ;
 Celle de Villers, par P. Georges, pasteur ;
 Celle de Chauny, par Louis Garnier, pasteur, et l'ancien J. Deshayes ;
 Celle de Coucy, par Jean Villain, pasteur ;
 Celle d'Eppe, par l'ancien David de Proisy ;
 Celle de Gercis, par l'ancien Abrah. de Rambours ;
 Celle de Château-Thierry, par J. Pagès, pasteur ;
 Celle de Roucy, par l'ancien Frémin ;
 Celle de Morsain, par Jérôme de Satur, pasteur.

(*France prot.*, art. *Lesueur*.)

Un arrêt du 5 mars 1674 interdit l'exercice à Baulne et ordonna la fermeture du temple.

Au synode de Charenton, en 1679, assistèrent Louis Laumonier, sieur de la Motte, fils du sieur de Travecy, comme ancien de Chauny, et Antoine Laumonier, comme ancien de l'Eglise de Laon.

Un curieux opuscule qui nous a été indiqué par M. Ch. Read, et communiqué par M. Ed. Piette, de Vervins, révèle des faits jusqu'ici complètement ignorés. En voici le titre : *Lettre à MM. de la R. P. R. du préche de Villers-lès-Guise*. A Laon, par Agrand Rennesson, imprimeur du roy et de Mgr l'éminent cardinal d'Estrées, évêque-due de Laon (sans date). Cette lettre est signée Charles-Bénigne Hervé, prêtre.

La date de cette lettre ne peut remonter au delà de 1674, époque à laquelle César d'Estrées fut fait cardinal par Clément X. Par conséquent, malgré l'arrêt de 1664, ceux des protestants de Landouzy, Gercis, Fontaine, Lemé et Leval qui n'avaient point encore émigré purent célébrer leur culte à Villers jusqu'à la Révocation. On y envoya un convertisseur, homme habile, doucereux, qui voulait n'employer que les saintes Ecritures pour ramener les égarés dans le giron de l'Eglise ; c'est maître Bénigne Hervé.

Il nous apprend dans un préambule, qu'il avait prêché une courte mission à Villers, et que cette mission touche à sa fin, sans qu'il ait pu satisfaire son désir de discuter avec le pasteur (Paul Georges, 1667-1683) et les anciens du lieu, qui s'y sont toujours refusés. Mais comme ils ont promis de répondre aux arguments que le convertisseur leur laisserait par écrit, Hervé se croit tenu de prendre la plume, et après avoir promis aux protestants de les traiter avec le même respect dont il a fait preuve dans sa prédication, il entre en matière.

Sa lettre est d'un homme rusé ; sa controverse, entièrement dépourvue d'invectives, ne s'appuie que sur les saintes Ecritures et sur les Pères des cinq premiers siècles, généralement admis alors par les protestants comme faisant autorité. Il tire de là des arguments parfois très justes contre la

confession de foi des Eglises réformées ; mais sa discussion devient puérile quand il s'évertue à prouver que l'Eglise protestante n'est pas la véritable Eglise : 1^o parce qu'elle manque de la pureté de la foi ; 2^o de la sainteté des mœurs, etc.

Tous les protestants de Villers n'avaient pas su se mettre en garde contre la diplomatie du convertisseur. Plusieurs avaient abjuré, peut-être aidés par les *secours* qu'on accordait comme des bienfaits de Sa Majesté. Hervé fait sonner bien haut le bel exemple qu'ils ont donné et invite tous leurs frères à le suivre. Puis pour achever de porter la conviction dans les âmes, il évoque les hérétiques du fond des enfers et les somme de venir raconter à leurs enfants tous les tourments qu'ils endurent, et dont les brebis égarées ne peuvent se garantir que par l'abjuration.

L'Eglise de Villers et celle de Chery formée en même temps, subsistèrent sans doute jusqu'à la Révocation, car nous n'avons trouvé nulle part l'interdiction de ces deux lieux de culte. Le dernier nom de pasteur à Chery est à la date de 1677, et le dernier nom d'ancien à celle de 1683.

Au synode de Charenton, tenu en 1677, l'Eglise de Château-Thierry fut représentée par P. Auger, ministre ;

Celle de Roucy, par Daniel de Camp, ministre ;

Celle de Morsain, par l'ancien Abrah. Lefèvre ;

Celle de Saint-Quentin, par Samuel Mettayer, ministre, et l'ancien Isaac Alavoine ;

Celle de Laon, par P. de Beaumont, ministre, et l'ancien Antoine Laumonier ;

Celle de Chery, par Jacques Séverin, ministre ;

Celle de Guise, par Paul Georges, ministre, et l'ancien Pierre Garde ;

Celle de Chauny, par Daniel Maillard, ministre, et Louis Laumonier, sieur de la Motte, ancien ;

Celle de Coucy, par François Mutel, ministre ;

Celle d'Eppes, par Isaac Ladier, ministre, et l'ancien David de Proisy ;

Celle de Fontaine, par J. Regnier, ministre ;

Celle de Gercis, par Joseph Hannet, ancien ;

(*France prot.*, art. *Du Candal*.)

Au synode de Lizy, tenu en 1681, l'Eglise de Château-Thierry fut représentée par P. Auger, ministre, et l'ancien P. Rapillard ;

Celle de Roucy, par l'ancien Philippe Avice ;

Celle de Saint-Quentin, par Adrien Pèlerin, ancien ;

Celle de Laon, par P. de Beaumont, ministre, et l'ancien Jean Cottin ;

Celle de Morsain, par Jérôme de Satur, pasteur, et l'ancien Abr. Lefèvre ;

Celle de Chery, par Jacob Joncla, ancien ;

- Celle de Guise, par P. Georges, ministre, et l'ancien Jean Lavice ;
- Celle de Chauny, par Daniel Maillard, ministre, et l'ancien Jean Collette ;
- Celle de Coucy, par François Mutel, ministre ;
- Celle d'Eppes, par Isaac Ladier, ministre, et l'ancien David de Proisy ;
- Celle de Gercis, par Abrah. Lejeune, ministre.

(*France prot.*, art. Gilbert.)

Une précieuse indication de la *France protestante* nous a permis de retrouver aux Archives de l'Empire (TT. 284) la pièce suivante, signée De Machault et datée du 4 août 1681 :

• *Etat et mémoire des lieux de la généralité de Soissons, où l'exercice de la R. P. R. se fait, suivant la faculté accordée par les art. 7 et 8 de l'Edit de Nantes, aux seigneurs possédant des fiefs de haut-justice, avec haute, moyenne et basse justice, ou de simples fiefs sans haute justice.*

• *Election de Soissons.* — Au village du Grand-Rozoy, Philippe de Paren-teau, écuyer, sieur de Saintemaison, demoiselles Anne et Madelaine de la Garde, filles majeures de Charles de la Garde, écuyer, sieur de..., capitaine au régiment de Piémont, et trois sœurs du sieur de Rozoy, dont la moitié de la seigneurie et haute justice leur appartient par indivis avec l'abbé de Saint-Jean des Vignes, font l'exercice de ladite R. P. R. et s'assemblent pour cet effet ordinairement depuis trois ans, dans la maison du sieur de Saintemaison.

• *Messire Jean de Vielmaisons, écuyer, seigneur de Cuts, où il a toute justice, haute, moyenne et basse, fait faire dans son château l'exercice de la R. P. R., où se trouvent plusieurs personnes outre sa famille et ses domestiques (1).*

• *Election de Clermont.* — Jacques de Dompierre, seigneur de la terre de Jonquières, consistant en trois fiefs avec haute, moyenne et basse justice, fait faire l'exercice chez lui, tant pour sa famille et ses domestiques que pour les habitants de son village qui font profession de la R. P. R., qui néanmoins vont le plus souvent au préche à Biomille (Bunuille, Bunville, ou Bienville?), près Compiègne.

• *La dame du feu sieur de Fabrice, dame de Sacy-le-Grand, avec haute, moyenne et basse justice ; le sieur Gachon de la Salle, seigneur pour les deux tiers de la terre de Bellaïse, où il a aussi haute, moyenne et basse justice ; la demoiselle de la Cour-du-Bois, possédant ledit fief qui est pareil-*

(1) En 1631, un Josué de Vielzmaisons, sieur de Saponay, était parrain à Meaux avec Madelaine de Meaux (Registres de l'Egl. de Chermont (Nanteuil) ; il épousa, en 1633, Anne, fille de René Leclerc, sieur de Juigné. (*France prot.*)

lement en haute, moyenne et basse justice, tous demeurant dans le bailliage de Clermont, quoiqu'ils fassent profession de la R. P. R., n'en font pourtant faire l'exercice présentement dans leurs terres; et quand ladite dame de Fabrice a fait marier par un ministre, chez elle, une de ses filles, le procureur du roi a entrepris contre elle un procès à ce sujet qui est indéci, et de même lorsque le sieur Gachon de la Salle a fait faire le prêche avec grande assemblée de plus de trois cents personnes, il a été emprisonné avec son ministre par le lieutenant-général de Clermont, et néanmoins élargi par arrêt rendu au rapport de Mgr de Châteauncuf, et l'affaire évoquée par Sa Majesté en son conseil.

« *Election de Crépy.* — Dans toute l'étendue de l'élection de Crépy, il n'y a aucun fief où se fasse exercice de la R. P. R.

« *Election de Château-Thierry.* — Dans le lieu de Nogentel, le seigneur, qui a haute, moyenne et basse justice, y fait faire l'exercice de la R. P. R. où tout ce qu'il y a de gentilshommes et autres faisant profession de la R. P. R. vont au prêche.

« *Election de Laon.* — David de Proisy, sieur d'Eppes, avec haute justice, fait tenir le prêche dans son château d'Eppes, qui est tout joignant l'église de la paroisse, où le service divin par cette proximité est souvent interrompu.

« Le sieur d'Aurou de Liry, seigneur, haut justicier de Chery-les-Rosoy y fait faire l'exercice de la R. P. R., et comme c'est sur la frontière des Pays-Bas et sur les limites de la Champagne, il y a grand nombre de personnes et quelquefois jusqu'à sept ou huit cents qui y viennent au prêche.

« M. le comte de Roucy faisait faire le prêche et l'exercice audit lieu (Roucy), mais comme il est décédé depuis peu de temps et que M. le comte de Roye, son fils, n'y réside pas, il ne paraît plus qu'il se fasse d'exercice.

« Il y avait ci-devant un temple pour l'exercice de la R. P. R. à Gercis, mais en exécution d'un arrêt du conseil du 22 septembre 1624 (1664), ce temple ayant été démoli, il fut permis par le même arrêt à Abraham Rambours, capitaine du château dudit Gercis et à ses consors faisant profession de la R. P. R. d'en faire exercice dans ledit château pour leurs familles et trente personnes, seulement comme ayant la moyenne et basse justice, en conséquence de l'aliénation faite par le roi qui s'était réservé la haute justice, de sorte qu'il y a eu un ministre toujours entretenu à Gercis, si ce n'est depuis deux ans ou environ que le sieur de la Chapelle, fils du sieur de Rambours qui n'a qu'un cinquième en ladite seigneurie de Gercis, ayant fait abjuration et s'étant fait catholique, s'est opposé formellement à l'exercice de la R. P. R. dans ledit château de Gercis, en sorte qu'il n'y a plus

à présent de ministre, et que ledit exercice est presque anéanti audit lieu, quoique son père soit encore vivant, mais incapable d'agir, et que les autres qui ont part à la même seigneurie, savoir le sieur de Brossy, lieutenant de cavalerie, pour deux cinquièmes, à cause de damoiselle Esther de Gennart, sa femme (1), et damoiselle chrétienne de Bernols pour autres deux cinquièmes, fassent encore profession de ladite R. P. R.

• *Élection de Noyon.* — Dans le village de Dives, appartenant au sieur de la Vespière, sieur de Liembrune (2), il fait faire l'exercice de la R. P. R. pour sa famille seulement.

• Messire Jean de Compreville (Cobreville), seigneur d'Aunois, avec haute,

(1) Esther de Gennart prit la fuite à la Révocation, et ses biens furent confisqués, comme on le verra plus loin.

(2) Pierre du Moulin dit, dans son *Autobiographie* : « En 1615, un gentilhomme picard de notre religion, nommé M. de Liembrune, avait promis au père Gontier (jésuite) de changer de religion; et pour le faire avec éclat, qu'il ferait venir un ministre, pour conférer, et qu'au sortir de la conférence il ferait sa déclaration. » Du Moulin fut attiré par ruse en un lieu où bientôt arriva le jésuite; comme la conférence ne fut pas en son honneur, celui-ci se leva et se retira tout confus. « Lors M. de Liembrune se mit en colère, et lui dit : « Mon père, vous m'avez dit que si je vous emmenais un ministre, vous le rendriez confus, et que vous lui feriez trouver les quatre coins et le milieu. En voilà un devant lequel vous êtes muet. » Et au sortir de là, diffama Gontier et persévéra en la vraie religion. » (*Bullet. du Prot. fr.*, VII, 466.)

« Dans cette famille, comme dans beaucoup d'autres, ce sont les femmes qui ont montré le plus d'attachement à leur religion. Ainsi, tandis que dès le mois de mai 1686, Daniel de la Vespière, fils de Claude de la Vespière et de Charlotte d'Aumale (d'Aumale, sieur d'Heucourt), vendait sa conscience pour une pension de 1,000 livres, deux dames de ce nom : sa femme, Judith de Mormès, qu'il avait épousée en 1681, et sa sœur peut-être, donnaient un admirable exemple de constance et de résignation. Ne soyons pas injuste pourtant envers les hommes de cette famille : un d'entre eux subit aussi, pour sa religion, une détention à la Bastille en 1689. (*Arch. génér.*, E. 3375.) Arrêté par ordre du 2 janvier, il fut mis au secret; cependant Mademoiselle d'Heucourt, sa mère ou sa tante, obtint la permission de le voir le 4. Il sortit le 5 février. *Reg. du secrét.*, O. 33.)

« La même année, Mademoiselle de Liembrune, âgée de quarante ans environ, fut arrêtée à Dieppe... et enfermée dans la citadelle d'Amiens. Au bout de dix ans, en 1699, l'évêque de Noyon écrivit en sa faveur au secrétaire d'Etat... : « Je suis persuadé, disait-il, que cette longue détention, bien loin de contribuer à la faire changer de religion, ne sert au contraire qu'à l'aigrir et à l'indisposer... Elle a beaucoup d'esprit, et en vérité elle ne paraît point mériter la situation dans laquelle elle est. Elle est à plaindre d'être dans l'erreur; mais ce qu'elle souffre montre qu'elle y est de bonne foi. Il me semble qu'on pourrait du moins éprouver si un traitement plus doux ne produirait point de meilleur effet. » (*Arch.*, M. 675.)

..... Madame de Liembrune eut peut-être à souffrir encore davantage, car après avoir été promenade pendant des années, depuis 1686, des Nouvelles-Catholiques de Paris au couvent de Saint-Nicolas de Compiègne, à l'abbaye de Varville, au château du Pont de l'Arche (*Ibid.*, E. 3376), elle eut encore la douleur de se voir enlever ses enfants, qui furent enfermés, les filles dans des couvents (*Ibid.*, E. 3380), et le fils dans un collège de jésuites. » (*Ibid.*, E. 3353. — *France prot.*) Ce dernier numéro des Archives est sans doute une erreur, car nous avons trouvé, dans les Registres du secrétariat cotés maintenant O, avec d'autres numéros, le fils de Liembrune mis à Jully le 6 avril 1698, O. 42, ce qui correspond à E. 3384; c'est sans doute E. 3383 qu'il faut lire. Madame de Liembrune était encore au château du Pont de l'Arche en 1690, et on lui enlevait sa domestique, bien que celle-ci fût catholique. (*Reg. du secrét.*, O. 34.)

moyenne et basse justice, ne fait pas faire ordinairement l'exercice de la R. P. R. audit lieu, et néanmoins ceux de son village qui en font profession comme lui, s'y sont quelquefois assemblés, pour raison de quoi il y a des procédures faites sur les poursuites du procureur du roi.

« *Election de Guise.* — Jean Duet (du Vez), seigneur de Villers-lès-Guise, fait faire dans sa maison seigneuriale, où il a haute justice, le prêche, auquel il se trouve quelquefois plus de quinze cents personnes ; le ministre qui sert à cet exercice demeure dans le faubourg de Guise.

« Le sieur de Malhortie, qui possède la terre de Lhery (la Hérie), à une lieue et demie de Guise, et qui fait profession de la R. P. R., n'en fait néanmoins faire aucun exercice dans ladite seigneurie, du moins il ne paraît pas qu'il s'y fasse aucune assemblée pour cela. »

Il ne faut pas s'étonner de voir à Villers des assemblées de quinze cents personnes, car on comptait à cette époque près de mille familles protestantes en Thiérache (1), c'est-à-dire de quatre à cinq mille membres de l'Eglise. Les Eglises de Lemé, Esquéhéries et Landouzy ne renferment pas aujourd'hui plus de dix-huit cents protestants ; qu'on juge par là du tort que nous a fait la Révocation dans les lieux même où le protestantisme s'est le mieux conservé.

Un arrêt du 1^{er} décembre 1681 ordonna l'interdiction du culte et la démolition du temple, à Nogentel.

« En 1683, Samuel Mettayer fut mis en jugement sous l'accusation d'avoir tenu chez lui des assemblées, d'avoir permis à Joncourt, ministre des Pays-Bays, de prêcher dans son Eglise, d'avoir souffert dans le temple des personnes que les déclarations en excluaient (les nouveaux convertis au catholicisme), d'avoir induit enfin des catholiques à changer de religion. Le lieutenant criminel, magistrat plein du plus beau zèle pour la conversion des hérétiques, rendit une sentence qui interdit l'exercice du culte réformé à Saint-Quentin (Lehautcourt). Le consistoire en appela ; le chapitre, de son côté, fit jouer toutes ses batteries, il alla jusqu'à jurer que la Picardie tout entière n'attendait pour se convertir que la fermeture du temple de Saint-Quentin (Lehautcourt). Le parlement de Paris, sur cette réjouissante assurance confirma la sentence, et Mettayer passa à Londres, où il desservit les Eglises de la Nouvelle-Patente et de la Patente-en-Soho. Il mourut ministre de l'Eglise de Thorpe, en 1707. » (*France prot. et Elie Benoit*, IV, 583.)

C'est sans doute à la date de 1683 qu'il faut placer la pièce suivante, non signée, ni datée, portant au dos : *Mémoire pour pourvoir au bap-*

(1) *La Thiérache*, recueil de documents. Vervins, 1849.

tême des enfants de la R. P. R., à mettre dans la lettre de M. Chauvelin :

« Le ministre de l'Haucourt, résidant à Saint-Quentin, est interdit pour six mois, par arrêt de la cour du parlement; ce ministre s'est retiré à sept lieues de cette ville pendant le temps de son interdit, conformément aux ordonnances de Sa Majesté. Ce qui fait que c'est une nécessité absolue de pourvoir au baptême des enfants qui naîtront en cette même ville, et qui seront issus de ceux de la R. P. R. qui y sont en grand nombre. Car comme les calvinistes n'estiment pas que le baptême soit nécessaire au salut et que d'ailleurs ils veulent qu'il n'y ait que leurs ministres parmi eux qui puissent le conférer valablement, ils négligeront de faire baptiser leurs enfants et les laisseront ainsi mourir malheureusement, à moins que l'on n'apporte quelque remède à un désordre qui peut arriver tous les jours.

« Il semble que le meilleur moyen d'y pourvoir, serait, d'obliger sous peine d'amende notable, les parents de ces enfants d'informer les magistrats de leur naissance après qu'elle serait arrivée, et d'enjoindre auxdits magistrats de les faire porter incessamment en la paroisse, dans l'étendue de laquelle ils seraient nés, pour y être baptisés par le curé d'icelle ou par son vicaire.

« Ce moyen paraît d'autant plus expédient qu'il est l'unique, qui ne peut pas être rejeté par les prétendus réformés d'autant qu'ils reconnaissent dans leur discipline ecclésiastique traitant du baptême, quoiqu'ils y disent qu'il n'y a que les ministres qui puissent le conférer valablement, que néanmoins ceux qui ont charge publique dans l'Eglise romaine, comme les curés et leurs vicaires, ne laissent pas de pouvoir baptiser, parcequ'au moins ils ont une vocation apparente. » (*Arch.* TT. 258.)

Les banes du temple de Lehautcourt furent transportés au tribunal de Saint-Quentin, où ils étaient encore en 1806 (1).

Au synode de Lizy, tenu en 1683 (2), et qui fut la dernière assemblée de ce genre, l'Eglise de Coucy fut représentée par Mutel, ministre;

Celle de Guise, par P. Georges, ministre, et Jean Lavice (3), ancien;

Celle de Chauny, par D. Maillard, ministre, et Jacques Colliette, ancien;

Celle de Laon, par P. de Beaumont, ministre, et J. Cottin, ancien;

Celle d'Eppe, par un ancien (sans doute David de Proisy);

Celle de Chery, par Jacob Joncla, ancien;

(1) Notice du greffier de Saint-Quentin, papiers Rabaut; malheureusement, la fin de cette notice manque.

(2) Pour la première fois, un prêtre fut nommé commissaire royal d'un synode protestant; c'était Saint-André, chanoine d'Arras, nommé conjointement avec le sieur de Sennevières. (Toussaint Duplessis.)

(3) Il y a encore des Lavice à Lemé, mais ils sont catholiques.

Celle de Roucy, par un ancien ;

Celle de Château-Thierry, par Pierre Auger, ministre, et Rapillard, ancien.

Le 16 juillet de la même année, le marquis de Seignelay écrivait à l'intendant Levayer : « Le nommé Rotisset, de la ville de Laon, faisant profession de la R. P. R., ayant fait présenter au roi le mémoire ci-joint, par lequel il se plaint d'une ordonnance du juge-prévôt de Laon, qui l'a exclu de la maîtrise de mercier en ladite ville, Sa Majesté m'a ordonné... de vous dire... que vous devez faire entendre à ce juge qu'il ne devait pas ainsi, par sentence, ouvertement, exclure ledit Rotisset, mais seulement l'empêcher par d'autres voies d'entrer dans ladite communauté des merciers. »

Le 20 octobre suivant, Seignelay écrivait encore : « J'ai rendu compte au roi du mémoire que vous m'avez adressé, concernant les motifs du refus fait par le juge de Laon, de recevoir le nommé Rotisset à la maîtrise de marchand mercier de ladite ville. Sur quoi Sa Majesté m'a ordonné de vous écrire qu'il faut que vous fassiez entendre aux officiers devant lesquels a été relevé l'appel de la sentence du premier juge, de ne point rendre de jugement sur cet appel et de laisser la chose indécise. »

Rotisset, fort de son bon droit et s'indignant contre cette justice vénale, en appela au parlement ; mais le roi ordonna le 27 novembre au parlement de ne rendre aucun arrêt sur la demande de Rotisset. (Depping, *Collection de documents inédits*, IV, 357.)

En 1685 on contestait au comte de Roucy le droit d'exercice dans son château, sous prétexte que son grand-père Charles de la Rochefoucauld avait professé le catholicisme jusqu'à l'édit de Nantes.

Un arrêt du 14 mai (1685), ordonna la démolition du temple de Vouel, près Lafère. Les deux commissaires nommés le 26 juin de l'année précédente, Roland Levayer, intendant de la généralité de Soissons et Josué du Vez, sieur de Missy, avaient été d'avis contraire sur ce sujet. Vouel avait été désigné comme lieu de culte par arrêt du 2 janvier 1602.

En 1676 avait eu lieu ce qu'on appela la conversion du roi. Chose étrange ! comment un roi qui disait toujours son chapelet à genoux, qui, de sa vie ne manqua la messe qu'une seule fois à l'armée, un jour de grande marche, qui faisait maigre, ne lisait point la Bible et était d'une parfaite ignorance en matière religieuse, comment un si bon catholique pouvait-il avoir besoin de conversion ? — C'est que quand ses passions se calmèrent il éprouva quelque remords de ses nombreux adultères. Le confesseur, qui n'avait jamais abordé ce sujet, profita des aveux du roi pour l'engager à faire pénitence sur le dos des hérétiques, et à racheter ses péchés en exterminant les protestants jusqu'au dernier. Bref, le 18 octobre 1685, Louis XIV signait à Fontainebleau la révocation de l'Édit de Nantes,

qu'une saine politique, à défaut de son royal serment, aurait dû lui faire maintenir (1).

Il fallut trente ans d'une persévérance haineuse pour perpétrer le crime de la Révocation (2). Pendant trente ans, tous les moyens furent employés : caresses, pensions, édits, emprisonnements, rapt et dragonnades. On enfermait les réformés dans un cercle de feu qui se rétrécissait d'année en année. Les édits ne leur permettaient d'être ni procureurs du roi, ni monnayeurs, ni messagers publics (1664), ni premiers consuls, ni secrétaires des communautés d'horlogers, potiers et autres charges municipales (1666), ni gardes du métier des peigneurs de laine (1670), ni adjudicataires ou employés dans les fermes royales, ni employés dans les finances ou dans les charges de justice subalterne, ni greffiers, ni notaires, ni procureurs, ni recors, ni sergents (1680), ni loueurs de chevaux (1682), ni officiers de maréchaussée, ni revendeurs des consignations, ni commissaires aux saisies, ni officiers ou domestiques dans la maison du roi (1682), ni conseillers, ni secrétaires du roi, ni experts, ni tuteurs, ni hôteliers, ni cabaretiers, ni apothicaires, ni épiciers (1684), ni libraires, ni imprimeurs, ni médecins, ni chirurgiens, ni accoucheurs, ni orfèvres, ni clercs, ni instituteurs, ni maîtres d'équitation, ni cordonniers, ni avocats, ni docteurs ès lois dans les universités (1685); les femmes ne pouvaient être ni lingères, ni sages-femmes. Les confesseurs pénétraient dans la chambre des moribonds avec la force armée, troublaient leur agonie, surprenaient une parole échappée au délire et s'emparaient du cadavre. Ils enlevaient les enfants, leur faisaient accorder le droit de se convertir à sept ans, malgré la volonté de leurs parents. Écoutons la déclaration du 17 juin 1681 : « Les grands succès qu'il a plu à Dieu de donner aux *excitations spirituelles et autres moyens raisonnables* que nous avons employés pour la conversion de nos sujets de la R. P. R., nous conviant de seconder les mouvements que Dieu donne à nosdits sujets, de reconnaître l'erreur dans laquelle ils sont nés,

(1) On sait que l'Eglise romaine déclare nuls tous les serments prêtés aux hérétiques. Le cardinal d'Ossat, excusant Henri IV d'avoir donné l'Edit de Nantes, disait au pape que le roi n'avait pu faire autrement, ayant engagé son serment; le pape lui répondit que *le serment avait été à un hérétique, et que Sa Majesté avait fait un autre serment à Dieu et à lui pape.* (Lettres du cardinal d'Ossat, p. 241.)

(2) Dans sa *Préface au roi*, le prêtre Jacques Lefèvre s'exprime ainsi : « Toute la terre, Sire, regarde la nouvelle réunion de tous vos sujets de la R. P. R. au sein de l'Eglise catholique, comme la merveille de votre siècle. Il est donc juste de lui apprendre la voie que Votre Majesté a tenue pour y arriver. Ce recueil, Sire, lui fera voir par des actes authentiques, que *c'est une chose méditée depuis plus de trente ans, et insensiblement exécutée par la sagesse et la prudence de vos conseils.* » (Recueil de ce qui s'est fait en France de plus considérable contre les protestants, depuis la Révocation de l'Edit de Nantes, avec une *Préface* pour justifier la conduite qu'on a tenue pour porter les prétendus réformés à se réunir à l'Eglise, par M^r Jacques Lefèvre, prêtre, docteur en théologie. — Paris, 1686. In-4°.)

nous aurions résolu de déroger à notre déclaration du premier jour du mois de février de l'année 1679, par laquelle les enfants de ladite religion auraient été en quelque façon exclus de se convertir à la religion catholique, apostolique et romaine, depuis l'âge de sept ans, auquel ils sont capables de raison et de choix dans une matière aussi importante que leur salut. » (*Recueil des édits, déclarations et arrêts du conseil, etc.*, p. 88.)

De prétendues lois qui foulent ainsi aux pieds toutes les lois divines et humaines sont impies et horribles. Et la conscience de Louis XIV, dira peut-être quelque âme naïve? — Sa conscience, elle était parfaitement en repos; ne veillait-il pas soigneusement à ce que l'on ne donnât pas de viande à ses domestiques pendant le carême? (1) On ne s'arrête jamais dans cette voie; une fois qu'on a donné le change à la conscience, il faut aller jusqu'au bout, les crimes deviennent des vertus. Par religion, on traîna les cadavres sur la claie, on arracha les morts au tombeau pour les juger, comme s'ils n'appartenaient pas à Dieu, pour les outrager, pour outrager en eux l'humanité et Dieu lui-même.

Revenons à l'édit révocatoire, il est fort simple. Posant en fait qu'il n'y a plus de protestants en France, il interdit toute espèce d'exercice de la religion réformée. En conséquence, tous les ministres sont bannis. Tous les enfants nés et à naître seront instruits dans la religion du roi, baptisés par les prêtres et régulièrement envoyés à la messe et au catéchisme. Tous les biens des réfugiés qui ne rentreront pas en France dans un délai de quatre mois, seront confisqués, tous ceux qui essayeront de passer à l'étranger seront condamnés aux galères. Le culte domestique même est interdit, non-seulement pour les Français, mais aussi pour les étrangers résidant en France. L'édit se termine par une monstrueuse contradiction qu'on peut prendre pour l'ironie du jésuitisme; il permet aux protestants de demeurer dans le royaume, « d'y continuer leur commerce et d'y jouir de leurs biens sans pouvoir être troublés ni empêchés sous prétexte de religion. » Il y avait donc encore des protestants dans le royaume. Oui, et plusieurs millions. La base de l'édit était un mensonge évident. Qui voulait-on tromper? — Le roi, peut-être, qui ignorait toutes les persécutions qui se faisaient

(1) Saint-Simon, *Mémoires*, XIII, 197.

« Les princes persécuteurs n'eurent jamais de religion que celle des passions et de l'intolérance : « Quant à moi, si je savais l'un de mes membres maculé ou « infesté de cette détestable erreur (le protestantisme), non-seulement vous le « baillerais à couper, mais davantage : si j'apercevais aucun de mes enfants enta- « ché, je le voudrais moi-même sacrifier. » Quel est donc cet homme plein d'un si beau zèle, ce nouvel Abraham, disposé à sacrifier son enfant pour la pureté de la foi? — On le devine aisément : c'est un roi libertin, qui voulut déshonorer sa sœur, et eut une mort infâme comme celle de Léon X; c'est François I^{er}, revenant de la procession du 21 janvier 1535, où il avait vu brûler six hérétiques. » (Crotet, *Appendice*, p. 15.)

en son nom? — Nous aimerions à croire qu'il ignora tout ; mais il faut une complète ignorance ou une entière mauvaise foi pour soutenir que Louis XIV ne savait pas ce qui se passait. On voit dans les registres du secrétariat, aux Archives, que Seignelay et Pontchartrain consultaient journellement le roi sur des actes de persécution, qu'il leur donnait des ordres très positifs, très formels, et qu'il écrivait lui-même à un certain nombre de protestants opiniâtres qui avaient l'insolence de vouloir obéir à Dieu plutôt qu'au roi.

Les dragons ruinèrent l'Ile-de-France, la Picardie, la Champagne et Sedan. Les enlèvements d'enfants y furent pratiqués comme partout. Déjà en 1673, les filles de François Boidard et de Jeanne Lefèvre, pauvres gens de Soissons, avaient été enlevées à leurs parents, sur la demande de l'évêque, et enfermées à l'Hôtel-Dieu de Noyon. Cet évêque n'eut pas la charité de payer leur pension, dit Benoît, et les parents furent condamnés à payer les ravisseurs de leurs enfants. Dénués de toute ressource et craignant qu'on ne les fit périr s'ils ne trouvaient de l'argent, ils quittèrent furtivement le pays.

Beaucoup de Saint-Quentinois s'enfuirent aussi avant la Révocation. Le 23 septembre 1685, le procureur du roi se présentait par-devant Pierre Dorigny, président, lieutenant général au bailliage de Vermandois, à Saint-Quentin, se plaignant de ce que les protestants vendaient en cachette tout ce qu'ils possédaient, passaient à l'étranger et ne laissaient qu'une maison vide. Jacques Le Serrurier s'était retiré en Angleterre en 1683, où son père et sa mère étaient allés le rejoindre. Pierre Vieillard et Elisabeth Crognat sa femme s'étaient enfuis à Londres avec deux enfants, près de quatre ans avant la Révocation. Elisabeth Pèlerin, veuve de Pierre Prévost, non encore évadée au moment de la plainte, avait déjà vendu pour 35 à 40,000 livres d'effets mobiliers seulement. Pierre Mau, brasseur, était parti avec toute sa famille et tout ce qu'il possédait. Il y avait dans la ville, disait le procureur, quantité de maisons abandonnées, et depuis deux mois les voitures du nommé Raison n'étaient chargées que de meubles et de hardes d'émigrants. Défense fut faite audit Raison de louer désormais des voitures pour un tel usage. (Archives, TT. 238.)

Depuis que les premiers germes de la Réforme avaient été jetés dans le département de l'Aisne, jusqu'à la Révocation, il s'écoula environ cent cinquante ans ; malgré la persécution qui sévit presque constamment, le protestantisme avait fait des progrès considérables ; on en jugera par les cinq tableaux qui vont suivre.

I. *Liste des Eglises où l'on trouve des pasteurs avant la Révocation.*

- SOISSONS. *Cœuvres*. (Helim ou Hellin) avant 1567, (Du Moulin) 1570-1572.
Soissons. (Vassoris) 1567.
Saint-Pierre Aigle. (Du Moulin) 1576-1584.
Morsain. (Jérôme de Satur) 1663-1681.
- LAON. *Marchais*. (Virelle) 1583.
Laon. (Morel) 1603, (Devaux) 1620, (Desmarets) 1620-1623,
 (P. Georges) 1626-1637, (De Lanoue) 1649, (S. Georges) 1655,
 (P. de Beaumont) 1664.
Crépy et Laon. (De Beaumont) 1664-1683.
Eppes. (Ladier) 1677-1681.
- GUISE. *Leval et Guise*. (Devaux) 1603, (De Beauvalet) 1614, (Sigart)
 1615-1620, (Rambours) 1626-1637.
Villers. (S. Georges) 1665, (P. Georges) 1667-1683.
- SAINT-QUENTIN. *Lehautcourt*. (Le Ramasseur) 1562, (Jean de l'Epine) 1568,
 (Richer) 1603, (Brisebarre) 1620, (De Juigné) 1620-1623,
 (Duval) 1623, (Jean Mettayer) 1623-1668, (S. Mettayer) 1660-
 1683.
- CHATEAU-THIERRY. *Fère en Tardenois*. (Merlette) 1603, (Richard) 1620.
Château-Thierry et Bézu. (Bilot) 1626, (Babinet) 1626.
Château-Thierry et Saponay. (De Nogentel) 1626-1643.
Château-Thierry. (Pagès) 1649-1669, (Auger) 1677-1683
- CHAUNY. *Travecy*. (Merlette) 1603.
Leuilly. (Richard) 1603.
Chauny, Crépy, Leuilly. (Boucher) 1620, (Tricotet) 1626.
Chauny, Coucy. (Cl. Le Vineux) 1637, (J. Le Vincux) 1649,
 (Ladier) 1653.
Lafère. (Imbert) 1664.
Chauny. (Imbert) 1665-1667, (Garnier) 1667-1669, (Maillard)
 1677-1683.
- COUCY. *Coucy*. (Villain) 1667-1669, (Mutel) 1677-1683.
- VOUEL. *Vouel*. (Mutel) 1665.
- MONTCORNET. *Montcornet*. (Lefauqueur) vers 1631 à 1636?
Chery. (Regnier) 1667-1669, (Séverin) 1677.
- MORGNY. *Morgny*. (Coullez) 1667.
- ROUCY. *Roucy*. (Blondel) 1631-1644, (Tricotet) 1649-1653, (De Prez)
 1665-1667, (De Camp) 1677, (Couet du Vivier) vers 1681.
- VERVINS. *Gercis*. (Chantefort) 1649, (S. Georges) 1664, (Abrah. Lejenne)
 1681, (Laurent) après 1681.
- FONTAINE. *Fontaine*. (Tardif) 1649, (Sebille) 1667, (Regnier) 1677.

II. *Liste des pasteurs qu'on trouve avant la Révocation.*

ÉVANGÉLISTES.

Georges Magnier (Lemé), vers 1530; mort aux galères.
 Etienne Pouillot (Fère), 1546; martyr.
 Jacques Grégoire (Tupigny), 1566.
 Philippe (Tupigny), 1566; martyr.

PASTEURS.

Véron, dit le Ramasseur (Saint-Quentin), 1562.
 Helim (Cœuvres), 1567.

Vassoris (Soissons), 1567.
 Jean de l'Épine..... 1568.
 Joacim Du Moulin (Cœuvres), 1570-1572; (Saint-Pierre Aigle), 1576-1584.
 Matthieu Virelle (Marchais), 1583.
 Merlette (Fère), 1603; (Travecy), 1603.
 Richard (Leuilly), 1603; (Fère), 1620.
 Morel (Laon), 1603.
 Nicolas Deveaux (Guise), 1603; (Laon), 1620.
 P. Richer (Saint-Quentin), 1603.
 Edme de Beauvalet (Guise), 1614; destitué.
 Sigar (Leval et Guise), 1615-1620.
 P. Rambours (Leval et Guise), 1626-1637.
 Boucher (Crépy, Chauny, Leuilly), 1620.
 Isaac Leclerc de Juigné (Saint-Quentin), 1620-1623.
 Bilot (Bézu et Château-Thierry), 1620.
 Samuel Desmarests (Laon), 1620-1623.
 P. Brisbarre aîné (Saint-Quentin), 1620.
 Duval (Saint-Quentin), 1623.
 Jean Mettayer (Saint-Quentin), 1623-1668.
 Michel Lefaucheur (Montcornet), vers 1631 à 1636 ?
 Paul Georges, de Chartres (Laon), 1626-1637.
 Jacques Babinet (Bézu), 1626.
 Benjamin Tricotet (Chauny, Crépy, Leuilly), 1626; (Roucy), 1649-1653.
 Isaac de Nogentel (Château-Thierry et Saponay), 1626-1637; (Nogentel), 1643.
 David Blondel (Roucy), 1631-1644.
 Claude Le Vineux (Chauny, Coucy), 1637.
 J. Pagès (Château-Thierry), 1649-1669.
 Isaac Chantefort (Gercis), 1649.
 J. Le Vineux (Chauny, Coucy), 1649.
 De Lanoue (Laon), 1649.
 Théophile Tardif (Fontaine), 1649.
 Isaac Ladier (Chauny, Coucy), 1653; (Eppes), 1677-1681.
 Samuel Georges (Laon), 1655; (Gercis), 1664; (Villers), 1665.
 Samuel Mettayer (Saint-Quentin), 1660-1684 (1).
 Paul Georges, frère de Samuel (Villers), 1667-1683.
 Jérôme de Satur (Morsain), 1663-1681.
 Pierre de Beaumont (Crépy), 1664; (Crépy et Laon), 1683.
 Daniel Sebillé (Fontaine), 1667.
 David Imbert (Lafère), 1664; (Chauny), 1665-1667.
 Jacques de Prez (Roucy), 1665-1667.
 François Mutel (Vouel), 1665; (Coucy), 1677-1683.
 Regnier (Chery), 1667-1669; (Fontaine), 1677.
 Paul Coullez (Morgny), 1667.
 Jean Villain (Coucy), 1667-1669.
 Louis Garnier (Chauny), 1667-1669.
 Pierre Auger (Château-Thierry), 1677-1683.
 Daniel Maillard, d'Abbeville (Chauny), 1677-1683.
 Daniel de Camp (Roucy), 1677.
 Jacques Séverin (Chery), 1677.
 Abraham Lejeune (Gercis), 1681.
 Pierre Laurent (Gercis), après 1681.
 Abraham Couet du Vivier (Roucy), vers 1681.

(1) M. Ch. Read a rencontré dans les registres des enterrements faits au cimetière protestant de la rue des Saints-Pères l'acte suivant, que nous ajoutons à notre travail.

« Aujourd'hui, 9^e jour de mars 1684, a esté enterré le corps de défunt Pierre de Noielle Livier, demeurant au village de Bertancourt, gouvernement de Saint-Quentin, décédé dans la Conciergerie et délivré à Jacques Lavallée, concierge du cimetière, le 8 dudit mois. Auquel enterrement ont assisté M. Samuel Mettayer, ministre audit Saint-Quentin, et Moÿse Lamouche, marchand à Paris, amis dudit défunt, qui ont dit que ledit défunt, lors de son décès, estoit âgé de cinquante ans ou environ. et ont Signé : METTAYER, MOÏSE LAMOCHE. »

III. *Liste des anciens qui ont assisté aux synodes avant la Révocation.*

Lambert Desmarets (Montcornet), 1562 (1).
 Vauquet (Laon), 1614.
 Frémin (Roucy), 1653, 1655, 1663, 1669.
 Oudart Fétizon (Roucy), 1649, 1653.
 J. Cottin (Saint-Quentin), 1649.
 J. Marie (Gercis), 1649.
 Antoine Courtonne (Laon), 1649.
 Michel de Drapière, sieur de Bordeau (Château-Thierry), 1653.
 Isaac Liénar (Saint-Quentin), 1653.
 Louis Laumonier, sieur de Travecy (Chauny, Coucy), 1653, 1655.
 Jean de Vieuxmaisons (Chauny, Coucy), 1653.
 Henri Gervaise (Chauny, Coucy), 1653.
 De Morgny (Laon), 1653.
 Henri Fétizon (Roucy), 1655.
 J. Cottin (Laon), 1655, 1681, 1683.
 Pierre Garde (Leval), 1664.
 Jacques Roussez (Leval), 1664.
 Jean Taillefer (Château-Thierry, Monneaux), 1665.
 P. Rapillard (Château-Thierry, Monneaux), 1665, 1681, 1683.
 Jérôme Sy (Six?) (Saint-Quentin), 1665.
 David de Proisy (Laon), 1665; (Morgny), 1667; (Eppes), 1669, 1677, 1681.
 Duval Jonquières (Coucy), 1665.
 P. Jaignail (Vouel), 1665.
 J. Cochet (Château-Thierry), 1667.
 Samuel Cartigny (Saint-Quentin), 1667.
 Thomas Gibereau (Fontaine), 1667.
 Daniel Lescury (Chery), 1667.
 Jacques Vignon (Laon), 1664, 1667.
 Corneille d'Ully, sieur de Leval (Gercis), 1667.
 Daniel Lievrard (Saint-Quentin), 1669.
 Duvay (Du Vez?) (Laon), 1669.
 Jean Deshayes (Chauny), 1669.
 Abrah. de Rambours (Gercis), 1669.
 Louis Laumonier, sieur de Lamotte (Chauny), 1677, 1679.
 Antoine Laumonier (Laon), 1677, 1679.
 Abrah. Lefèvre (Morsain), 1677.
 Isaac Alavoine (Saint-Quentin), 1677.
 Pierre Garde (Guise), 1677.
 Joseph Hannet (Gercis), 1677.
 Abrah. Lefèvre (Morsain), 1681.
 Philippe Avice (Roucy), 1681.
 Adrien Pélerin (Saint-Quentin), 1681.
 Jacob Joncla (Chery), 1681, 1683.
 Jean Lavice (Guise), 1681, 1683.
 Jacques Colliette (Chauny), 1681, 1683.

IV. *Liste des lieux où le culte fut célébré avant la Révocation.**Arrondissement de Vervins.*

Gercis.	Leval.	Vervins.
Landouzy.	Villers.	Fontaine.
Lemé.	La Hérie.	Tupigny.

Arrondissement de Laon.

Morgny.	Roucy.	Vouel.
Chery.	Laon.	Coucy.

(1) An synode de la Rochelle, en 1571, assistaient Jean Liévin, député de l'Île-de-France, et Virel, député de la Picardie, qui avait assisté déjà au colloque de Poissy.

Montcornet.	Eppes.	Trosly.
Marchais.	Aulnois.	Lenilly.
Moulins (1).	Lafère.	Follembray.
Paissy.	Travecy.	

Arrondissement de Saint-Quentin.

Prémont.	Villers-Saint-Christophe.	Moy.
Brancourt.	Annois.	Ribemont.
Lehautcourt.	Benay (2).	

Arrondissement de Château-Thierry

Fère.	Monneaux.	Vendière.
Saponay.	Bézu.	Villomi, paroisse de Cou-
La Ferté-Milon.	Baulne (3).	longes.
Château-Thierry.	Nogentel.	

Arrondissement de Soissons.

Morsain.	Cœuvres.	Grand-Rozoy.
Soissons.	Saint-Pierre Aigle.	Bellen.

*V. Liste des lieux où il y avait des protestants avant la Révocation.**Arrondissement de Vervins.*

Fesmy.	Fontaine.	Hannape.
Ribeauville.	Landouzy.	Lavaqueresse.
Wassigny.	La Hérie.	Saint-Algis.
Le Nouvion.	Proisy.	Clanliu.
Le Val.	Iron.	Vaux en Arrouarze.
Tupigny.	Leschelle.	La Capelle.
Verly.	Buironfosse.	La Flamengrie.
Vadencourt.	Chigny.	Vénérolles.
Villers.	Englancourt.	Lerzy.
Guise.	Esquéhéries.	Barzy.
Crupilly.	Le Sourd.	Chevennes.
Lemé.	Marly.	Puisieux.
Gercis.	Le Brûle.	Plomieu.
Vervins.	Etreux.	

Arrondissement de Saint-Quentin.

Escaufourt.	Villers-Saint-Christophe.	Sery-lès-Mézière.
Prémont.	Annois.	Fresnoy.
Le Catelet.	Benay.	La Ferté, près Crécy-sur-
Brancourt.	Bohain.	Serre.
Lehautcourt.	Moy.	Ribemont.
Saint-Quentin.	Mézière-sur-Oise.	Bertancourt.

(1) Quant à Moulins, nous ignorons si c'est bien le village de ce nom dans notre département. Elie Benoit dit seulement qu'en 1619 « on avait démoli les temples de Moulins et de Leval, où les réformés de Guise allaient au prêche. » (II, 277.)

(2 et 3) Nous n'indiquons Benay et Baulne que sous bénéfice d'inventaire, comme nous l'avons dit plus haut. Par arrêt du 24 janvier 1684, fut démoli le temple de Crupies; nous avions d'abord pensé à Crupilly, mais il est évident que le prêtre Desmons ne l'eût pas laissé subsister sans en parler dans ses plaintes, qui n'en disent rien; il faut donc absolument renoncer à Crupilly comme lieu de culte.

Arrondissement de Laon.

Morgny.	Laon.	Trosly.
Dolignon.	Eppes.	Leuilly.
Parfondeval.	Crépy.	Martigny, près Laon.
Chery.	Fargnier.	Chambry, près Laon.
Montcornet.	Lisy, près Anizy-le-Château.	Renneval, près Rozoy-sur-Serre.
Pierrepont.	Aulnois.	Follembray.
Liesse.	Lafère.	Pontavert.
Marchais.	Travecy.	Vorges, près Laon.
Parfondru.	Vouel.	Beautor, près Lafère.
Moulins, près Pont-Arcy.	Chauny.	Rozoy-sur-Serre (1).
Paissy.	Coucy.	Bertancourt-Epourdon.
Roucy.		

Arrondissement de Soissons.

Morsain (2), près Vic-sur-Aisne.	Vregny.	Grand-Rozoy.
Soissons.	Dhivier (Dhuizel ? près Braisne).	Pernière (Pernant?)
Cœuvres.	Muret, près Oulchy.	Villers-Cotterets.
Saint-Pierre Aigle.	Missy, près Soissons.	Belleu.
		Acy.

Arrondissement de Château-Thierry.

Saponay.	Bézu.	Villomi, paroisse de Coulonges, près Fère.
Fère en Tardenois.	Baulne, près Condé en Brie.	Mareuil, près Fère.
La Ferté-Milon.	Nogentel.	
Château-Thierry.	Vendière.	
Monneaux.		

Avant la Révocation le culte était interdit dans treize endroits : Landouzy, Gercis, Fontaine, Lemé, Leval, Annois, Villers-Saint-Christophe, Travecy (1664), Benay (1665), Baulne (1674), Nogentel (1681), Lehautcourt (1683), Vouel (1685); et cinq temples démolis : Gercis (1664), Benay (1665), Nogentel (1681), Lehautcourt (1683), et Vouel (1685).

Toutefois nos renseignements, bien qu'incomplets, nous montrent encore des pasteurs à Morgny (1667), Chery (1677), Fontaine (1677), Morsain, Eppes (1681), Roucy (vers 1681), Gercis (après 1681), Laon, Lehautcourt, Villers, Château-Thierry, Chauny, Coucy (1683). Et très probablement ces treize pasteurs, sauf Mettayer, de Lehautcourt, qui émigra en 1683, demeurèrent en France jusqu'à la Révocation. En outre le culte était encore célébré en 1684 au Grand-Rozoy, chez Philippe de Parenteau; à Nogentel, chez le sieur dudit lieu; à Annois, chez Jean de Cobreville, et au château de Paissy au moins jusqu'en 1683.

Malgré les persécutions, l'Evangile fut donc annoncé au moins en seize endroits du département jusqu'à la Révocation. L'histoire mieux connue fournira sans doute un chiffre plus élevé.

(1) Ce village donna le jour à Hugues Sureau-Durosier, célèbre pasteur du XVI^e siècle. (Melleville, *Dictionn. histor.*) — Voir la note à la fin du travail.

(2) Pierre de Vrillac, sieur de Morsain, avocat au parlement de Paris, embrassa la religion protestante en 1621.

VI. Refuge (1685).

Les provinces qui composent aujourd'hui le département de l'Aisne (1), offraient pour l'évasion bien plus de facilité que les provinces du centre ; aussi ce département perdit-il un grand nombre de ses habitants à la Révocation. Une première émigration avait eu lieu à la suite de l'arrêt de 1664 ; l'Edit de 1685 donna lieu à une seconde, qui dura jusqu'à la fin du siècle. « La Révocation, dit l'abbé Prieur, eut sa pleine exécution dans la Thiérache, où les protestants avaient conservé des prêches nombreux, et y détermina la fuite des réformés qui ne purent se résoudre à renoncer à l'exercice public de leur religion » (2).

L'organisation des guides quakers se relayant pour conduire les esclaves fugitifs à la frontière, et connue en Amérique sous le nom de *chemin de fer souterrain*, n'est qu'une imitation de ce qui eut lieu dans le nord de la France pour l'évasion des protestants ; c'est un fait qui, croyons nous, n'a pas encore été relevé jusqu'ici. Bohain et Saint-Quentin étaient les principales stations. Les *Documents inédits, etc.*, de M. Depping, donnent sur ce sujet des détails fort intéressants puisés dans les registres du secrétariat.

Le 5 novembre 1686, Seignelay écrivait à Chauvelin : « Entre plusieurs avis qui ont été donnés au roi de ceux qui sortent de Paris pour passer dans les pays étrangers, il y en a un qui porte qu'il y a six guides qui font passer les religionnaires dans le village de Bohain en Picardie, où ils séjournent s'ils veulent, et que lorsque ces guides sont las, ou qu'ils veulent retourner à Paris pour en prendre d'autres, ils mettent les réfugiés entre les mains de six ou huit autres du même village qui achèvent de les conduire, et qu'enfin ce village n'est rempli que de guides. Sur quoi Sa Majesté m'ordonne de vous faire part de cet avis, afin que vous puissiez prendre des mesures pour faire arrêter ceux qui se trouvent coupables de ce mauvais commerce. »

L'année précédente, le rapport suivant avait été fait au lieutenant général de la police (Pap. de la Reynie. Bibl. imp.) : « L'Epine dit savoir plusieurs chemins pour faire passer les religionnaires en Hollande, sans passer dans les villes ni grands chemins, et voilà de la manière qu'il en parle :

« Pour les faire sortir de Paris, c'est les jours de marché à minuit, à cause de la commodité des barrières que l'on ouvre plus facilement que les autres jours, et ils arrivent devant le jour proche Senlis qu'ils laissent à

(1) Ile-de-France, Picardie et Champagne.

(2) *Histoire de Guise*.

main gauche. D'autres qui vont jusqu'à Saint-Quentin, et qui n'y entrent que les jours de marché dans la confusion du moment. Et y étant, ils ont une maison de rendez-vous où ils se retirent, et où les guides les viennent prendre. Pour les faire sortir, ils s'habillent en paysans et paysannes, menant devant eux des bêtes asines. L'un des guides, qui sont ordinairement deux ou trois, passe devant, et s'il ne rencontre personne, l'autre suit ; s'il rencontre du monde, l'autre qui suit voit et entend parler, et suivant ce qu'il voit ou entend de mauvais, il retourne sur ses pas trouver les huguenots, et les mène par un autre passage... et s'ils trouvent que ce sont des soldats, ils passent par argent qu'ils leur donnent ; comme les passages sont gardés de huit en huit jours par de nouveaux gardes, ils sont d'autant plus faciles à corrompre. Lorsque les guides les viennent prendre dans les villes ou passages où sont donnés les rendez-vous, ils ne sortent que la nuit, et principalement quand il fait fort noir, ou lorsqu'il pleut bien fort, parce que cela leur fait un grand bien pour la conduite.

« Il dit que s'il avait vingt hommes à passer, et qu'ils fussent aux portes de Valenciennes à la brune, il les rendrait tous le lendemain à la porte ouvrante à Mons ; que les guides viennent attendre les huguenots sur les chemins, et ne disent ni leurs noms ni leurs domiciles, que la plupart desdits guides sont bandits, qui n'ont ni feu ni lieu, et se sont sauvés des galères, lesquels n'attendent qu'à périr pour vivre.

« Il assure que le petit homme (en marge : *Petit homme important à connaître*) auquel il a parlé sur le boulevard de la porte Saint-Antoine, est celui qui les livre aux autres guides, et qu'il ne lui voulut pas dire son nom, mais qu'il l'a suivi, et qu'il sait la maison où il entra, où il faut passer trois portes. Que lorsqu'il lui parla, c'était pour passer une femme et quatre enfants, et que c'est la femme d'un cabaretier dudit faubourg Saint-Antoine, qui est fort grande ; qu'il avait reçu une lettre de ce petit homme en Hollande, pour se trouver sur ledit boulevard, à l'heure qu'il lui avait marquée, mais que son nom n'y était pas, non plus que la date.

« L'Espine a parlé à une femme appelée Madame Leroy, qui demeure rue Saint-Martin, à la Botte, entre un pâtissier et un rôtiisseur, pour la passer en Hollande où elle a déjà une fille. Il y avait avec elle une autre fille qui voulait aussi passer avec elle, et que ladite dame Leroy a un autre nom qu'il croit être Bertault. Il dit aussi qu'il y a encore plusieurs familles de qualité dont il a connaissance, et que si on veut lui donner sa liberté, il ferait prendre plusieurs desdites familles. Il connaît plusieurs guides, entre autres les deux L'Espine, et un nommé Thomas. Il demande si, en lui accordant sa liberté à Paris, on le pourrait arrêter en s'en retournant pour autre chose dont il pourrait être accusé. Et si quand un homme est condamné aux galères pour ce sujet, il peut en sortir en donnant 401 écus,

et à qui il faut s'adresser pour cela. Il dit qu'un jour il trouva des huguenots sur le chemin, et que les ayant conduits jusqu'au passage de Cuvérin, ils se détournèrent du chemin et se mirent dans un fond, et que lui s'était éloigné des huguenots à cause que les gardes qu'il avait appelés les étaient venus joindre » (*Depping*, p. 388).

Les plus illustres de nos réfugiés furent : Prosper Marchand, Jean Rousset, Antoine Bénézet, les Crommelin, les Dompierre, les Larochevoucauld, les Laumonier, les de Proisy, etc. On trouvera ici tous les noms que nous avons pu recueillir. Ce n'est pas un petit enseignement que la vie de ces hommes et de ces femmes qui abandonnèrent tout ce qu'ils avaient de plus cher, plutôt que de renier leur foi.

La première place appartient naturellement à la grande famille saint-quentinoise des Crommelin, qui fournit plus de 54 membres (pour la plupart de Saint-Quentin) au refuge, sans parler de leurs alliés, comme les Testart (aussi de Saint-Quentin), dont six prirent également le chemin de l'exil. Voici la généalogie des Crommelin et des Testart, extraite du *Bulletin du protestantisme* (VII, 478), et complétée par des indications de la *France protestante*.

Armand Crommelin de Courtray quitta les Pays-Bas quand l'inquisition y fut établie par le duc d'Albe, et laissa sept enfants, dont deux seulement : Pierre et Jean, rentrent dans notre cadre.

Pierre Crommelin épousa Catherine Cazier, et s'établit à Cambray, où il fit un commerce considérable de batistes qu'il envoyait blanchir en Hollande. Lors de la prise de Cambray par les Espagnols, il tenta vainement de s'établir à Saint-Quentin auprès de son frère Jean, et se retira à Middelbourg, en Zélande, où il mourut en 1609.

Jean Crommelin.

Fondateur de la famille de Saint-Quentin, il fut d'abord employé chez son frère Pierre à Cambray, puis fonda une importante maison de commerce à Saint-Quentin. La fabrication des toiles prit, grâce à lui, un accroissement considérable dans cette ville; il fit venir de Harlem des ouvriers blanchisseurs, et construisit plusieurs blanchisseries tant à Saint-Quentin qu'à Chauny.

« Une étude approfondie du sol lui démontra qu'il était propre à la culture du lin. Mais dans la préparation de ce fil, il eut à vaincre de grandes difficultés; un lieu trop sec séchait les fils et détruisait leur ténuité; un endroit trop humide les pourrissait et les cassait. Il remédia à ces inconvénients en déterminant, au moyen d'un bon hygromètre, la profondeur où devaient être placés les ateliers; puis il inventa le gluten nommé *pare-*

ment, qui arrondit le fil par le moyen d'une brosse et lui donne de la consistance. Cette industrie prospéra à un point extraordinaire ; aussi tout le monde se fit mulquinier, et bientôt il n'y eut personne de riche à Saint-Quentin qui ne dût sa fortune à l'industrie du lin (4). Toutefois, en 1698, on ne comptait encore dans cette ville que 25 négociants ou gros marchands et 60 petits marchands. » (Melleville, *Dictionn. historiq.*)

Jean Crommelin avait épousé en 1595 Marie, fille de Jacques de Semery, seigneur de Camas (village entre Genlis et Ham) ; il vendit la seigneurie de Camas avant sa mort pour qu'elle ne devint pas une pomme de discorde entre ses enfants. Son mariage fut célébré au château royal de Follembray, et honoré de la présence de Catherine de France, sœur de Henri IV, qui y tenait alors sa cour. De ce mariage naquirent quinze enfants, dont dix morts en bas âge ; les cinq autres sont :

A Pierre. — B Marie. — C Jean. — D Catherine. — E Adrien.

A *Pierre Crommelin*, né en 1596, au château de Moy-Saint-Far, près Saint-Quentin, eut pour marraine Madame, et mourut en 1676. Il épousa Marie Desormeaux de Cambray, qui lui laissa en mourant (vers 1652) sept enfants :

I. Jean, qui épousa Elisabeth Marin. Ses enfants s'allièrent aux Vauquet d'Amiens, Tabary de Guise, Philippy et Nogared de Saint-Quentin.

II. Pierre, qui se maria à Nîmes.

III. Jacques, qui quitta Saint-Quentin pour s'établir à Harlem.

IV. Samuel, qui épousa Madelaine Testart, de Saint-Quentin. Ils sortirent de France avec leur famille, de 1685 à 1687, et se retirèrent à Harlem. Ils eurent vingt-trois enfants, parmi lesquels nous citons Anne, qui épousa avant la Révocation son cousin Louis Crommelin, fils de Louis Crommelin, et de Marie Mettayer. Anne s'enfuit avec son mari à Amsterdam en 1685, puis en Irlande, où ils établirent une fabrique très importante, dont les ouvriers furent en grande partie des réfugiés saint-quentinois. Presque toute la famille de son père se réfugia auprès d'Anne.

V. Armand, qui s'établit à Harlem.

VI. Marie, qui épousa Rondeau, banquier à Paris.

(1) Si le protestant Crommelin est le principal fondateur du commerce de Saint-Quentin, ses coreligionnaires n'ont jamais cessé, depuis lors, de figurer au premier rang dans cette ville pour leur probité et l'importance de leurs maisons ; les MM. Joly descendent des Crommelin.

VII. Jeanne, qui épousa Jacques Le Maître, lequel devint fermier général.

B *Marie Crommelin* épousa à Londres Pierre Lombard.

C *Jean Crommelin*, né en 1603, à Saint-Quentin, épousa à l'âge de 20 ans Rachel Taquelet du Catelet, âgée de 14 ans; il en eut quinze enfants, dont trois : Jacob, Daniel et Ester existaient encore en 1712 (1). Il mourut en 1659, et sa femme en 1686 à Paris; nous donnons des détails sur quelques-uns de leurs enfants.

Louis, né vers 1625, épousa en 1648 Marie Mettayer, fille de Jean Mettayer, et sœur de père de Samuel Mettayer, tous deux ministres de l'Eglise de Lehautecourt. Devenue veuve, Marie Mettayer se rendit à Paris à la fin de 1685, seignit d'abjurer au commencement de l'année suivante, et réussit enfin à sortir du royaume (*Arch. TT.* 256). Leur fils Samuel-Louis, épousa Judith Truffet, de Laon, et quitta Saint-Quentin à la Révocation; cependant la *France protestante* dit qu'il abjura en 1683, et que, poursuivi par ses remords, il se sauva en Angleterre.

Abraham, né en 1629, épousa Marie Boileau, fut marchand de toiles à Saint-Quentin et mourut en 1673. Sa femme était dénoncée en 1700 comme très opiniâtre dans son hérésie.

Catherine, née en 1632, épousa François de Coninck d'Anvers.

Rachel, née en 1634, épousa en 1656, Pierre Testart, marchand à Saint-Quentin et veuf de Catherine Bossu. De ce mariage sortirent sept enfants que nous retrouverons plus loin.

Jacob, né en 1642, épousa en 1663, Elisabeth Testart; il demeura à Saint-Quentin jusqu'en 1676, alla ensuite à Paris où il perdit une partie de sa fortune; son nom figure au bas de l'acte d'abjuration

(1) Voici deux actes de 1676 et 1678 que M. Ch. Read a relevés sur le registre des enterrements faits au cimetière protestant de la rue des Saints-Pères. Nous ne voyons pas bien où il faut placer ici les Crommelin qui s'y trouvent mentionnés :

« Aujourd'hui, 19^e jour d'aoust 1676, a esté enterré le corps de defuncte Rachel Burgeat, fille de Jérémie Burgeat, marchand bourgeois de Paris, et de *Catherine Crommelin*, décédée du jour d'hier. Auquel enterrement ont assisté le père de l'enfant, et *Daniel Crommelin*, marchand à Paris, oncle de la defuncte, qui ont déclaré que ladite defuncte étoit, lors de son décès, âgée d'environ trois mois, et ont signé : J. BURGEAT, DANIEL CROMMELIN. »

« Aujourd'hui, 16^e jour d'aoust 1678, a esté enterré le corps de defunt Louis Cousin, fils d'Isaac Cousin, marchand à Paris, et de *Anne Crommelin*, décédée le 15 dudit mois. Auquel enterrement ont assisté ledit père de l'enfant, et *Jacob Crommelin*, oncle dudit defunt, qui ont dit que ledit defunt, lors de son décès, estoit âgé d'un mois ou environ, et ont signé : L. COUSIN, JACOB CROMMELIN. »

Ce Jacob Crommelin est qualifié banquier dans l'acte d'inhumation d'Isaac Lieurard, marchand à Bohain, 8 octobre 1681.

signé par les principaux négociants réformés de Paris (1), en même temps que ceux de Foissin, Rondeau, Seignoret, Testart. Sa femme plus zélée que lui l'abandonna et sortit de France à la fin de l'année 1685 avec cinq de ses filles et une servante, gagna l'Angleterre par la Rochelle, puis passa en Hollande avec une seule de ses filles. Son mari revint à Saint-Quentin en 1686 où il s'enrichit de nouveau par son commerce de toiles, et se retira en Hollande en 1708. Il est probable qu'il se rattacha au protestantisme, car « nous trouvons.... dans un mémoire de l'état des nouveaux convertis du diocèse de Noyon en 1700 (*Supplém. fr.*, 4026. 3) Jacques Crommelin, riche marchand de toiles, âgé de 60 ans, noté comme mauvais catholique, ainsi que sa femme Elisabeth Testart » (*France prot.*).

Jacob ou Jacques Crommelin eut onze enfants :

Camille, née en 1664, qui épousa Daniel Jeannot de Saint-Quentin.

Cyprien, né en 1666, qui sortit de France en 1680.

Jacob, né en 1667, qui sortit de France en 1685, passa en Hollande, puis à Londres, revint trouver son père à Saint-Quentin et retourna finalement en Hollande.

Elisabeth, née en 1668, morte en naissant.

Elisabeth Catherine, née en 1670, qui épousa, en 1698, André Le Cointe, d'Elbeuf.

Daniel, né en 1671, qui passa en Angleterre.

Marianne, née en 1672, qui épousa, à Londres Jacques Courton d'Alençon.

Madelaine, née en 1674, qui épousa, en 1703, Isaac Torin, son cousin germain.

François, né en 1675, mort à l'âge de 5 ans.

Catherine, née en 1677, qui épousa, en 1700, Elie Blaquière, de Soureze, réfugié à la Haye.

Suzanne-Marie, née en 1680, qui épousa, en 1703, Olivier, de Doumergue, réfugié à Leipzig.

Jean-Baptiste, né en 1683, mort l'année suivante à Saint-Quentin.

D. *Catherine Crommelin*, mariée à Londres avec Abraham Desdeuxvilles.

E. *Adrien Crommelin*, le dernier des enfants de Jean Crommelin et de Marie de Semery, épousa Suzanne Doublet à Charenton en 1641 et

(1) « Je, N..., crois de ferme foi tout ce que l'Eglise catholique, apostolique et romaine croit et professe. Je condamne et rejette très sincèrement toutes les hérésies et opinions erronées que la même Eglise a condamnées et rejetées. Ainsi, Dieu soit à mon aide, et les saints évangiles sur lesquels je jure de vivre et de mourir dans la profession de cette même foi. » Cet engagement fut aussi signé par Hersant, Martin, Aubry, Lemaire, Dorigny. (Depping, 383.)

demeura à Saint-Quentin jusqu'à sa mort. Il eut neuf enfants :

Suzanne qui épousa, en 1644, Marin Grotest, sieur du Chesnay, fameux médecin d'Orléans.

Adrien, qui épousa Marguerite Richard, veuve de M. de Lechelle (1) ; il mourut en 1701, seigneur en partie de Mézière, près Saint-Quentin.

En 1693, l'état des nouveaux convertis le citait comme remplissant tous les devoirs d'un bon catholique.

Antoine, mort à Lyon.

Pierre Etienne, né en 1648, qui se maria à Lyon avec Françoise Seignoret. Il s'associa avec le précédent ; sa femme se réfugia à Lausanne avec un de ses fils, Pierre, qui fut nommé pasteur de Genève en 1718.

Marie, qui épousa en 1667 Jean Pigou, d'Amiens ; ils quittèrent cette ville à la Révocation.

Jeanne, qui épousa à Paris, en 1669, François Amonnet de Londres ; ils firent une grande fortune à Paris qu'ils quittèrent en 1681, prévoyant la Révocation, et se réfugièrent à Londres.

Anne-Marie, qui épousa Isaac Milsonneau, bailli de Charenton jusqu'à la Révocation.

André, qui demeurait à Paris chez son beau-frère Amonnet et s'enrichit dans le commerce des dentelles. Il épousa Marie Le Maître qui fut arrêtée à Chauny en 1686 comme elle voulait quitter la France ; André abjura après avoir passé quelques semaines à la Bastille (1685-1686).

Jean, dit de Bercy, qui épousa en 1687 Marie-Ester Foissin de Paris. Sa femme passa en Angleterre et l'abandonna quand il se fit catholique ; en 1699, il se faisait délivrer un certificat de catholicité (2). Il mourut à Saint-Quentin en 1703.

(1) Antoine Leconte, baron de Lechelle, gouverneur de la principauté de Sedan sous le prince Henri de la Tour, est connu dans la littérature théologique protestante par quelques lettres de controverse. (*France prot.*)

(2) Voici ce certificat, que M. Ch. Read a relevé aux Archives impériales (Tr. 255) :

Certificat de catholicité pour le sieur Crommelin de Bercy, marchand de la ville de Saint-Quentin, pour obtenir du Roy un passeport, pour aller, au mois d'octobre prochain, dans les pays étrangers, pour son négoce et affaires.

Je, soussigné, prestre, curé de la paroisse de Sainte-Catherine, en la ville de Saint-Quentin, certifie que le sieur Jean Crommelin de Bercy, marchand, colonel de la bourgeoisie de ladite ville, a fait son devoir paschal, et prend le soin d'envoyer ses enfants à la messe. Fait ce 5^e septembre 1699. Huet.

Nous, maire et eschevins, juges civils, criminels et de police de la ville, faux-bourgs et banlieue de Saint-Quentin, certifions et attestons à tous ceux qu'il appartiendra, que M. Nicolas Huet, qui a escrit et signé l'acte ci-dessus, est prestre curé de la paroisse de Sainte-Catherine de cette ville, en témoins de quoy avons fait, scellé et signé ces présentes, par M. Jean Watier, nostre greffier-secrétaire, cejourd'huy 6^e septembre 1699. WATIER.

« La maison Crommelin, dit M. Weiss, fondée à Amsterdam dans les commencements de l'émigration, y maintient depuis 150 ans son ancienne réputation, et ses livres encore tenus en langue française attestent avec quel respect les descendants de l'exilé de France sont restés fidèles aux traditions de leur famille. » (*Hist. des Réfug.*, II, 167.)

Pierre Testart, marchand de Saint-Quentin, avait épousé, en 1636, Rachel, fille de Jean Crommelin et de Rachel Taquelet; il en eut sept enfants :

Rachel, qui épousa Lefèvre de Rouen. Rachel Lefèvre, leur fille, épousa Pierre de Joncourt, marchand à Saint-Quentin.

Cyprien, qui resta à Saint-Quentin après le départ de son père (1685) et épousa en 1703 Marianne de Van de Loresse.

Marie Madelaine, qui épousa Jean Benezet en 1684 et demeura avec lui à Abbeville où il fut receveur de traites jusqu'en 1687, puis il fut nommé directeur à Saint-Quentin où il mourut en 1740. De ce mariage sont issus sept Benezet : Jean-Etienne, Jacques, Jean, Cyprien, Madelaine, Melchior et Pierre.

Pierre, qui sortit de France avec son père, s'établit à Harlem, puis à Amsterdam.

Jean, qui suivit le précédent.

Angélique, qui mourut à Saint-Quentin et était signalée comme une huguenote très dangereuse en 1698.

Suzanne, qui épousa en 1686 Daniel Roberthon; ils sortirent de France pour cause de religion, et se réfugièrent à Amsterdam.

Nous avons également rencontré le nom de Jean Rondeau, qui épousa sa cousine Crommelin et se fixa à Saint-Quentin, puis des Duchemin, réfugiés en Hollande, aussi alliés à la famille Crommelin.

Louis Dorte (1), seigneur de Fontaine, capitaine au régiment de Picmont, fils de Jean-Louis Dorte et de Madelaine de Pas-Feuquières, réussit à gagner le Palatinat, avec quelques autres personnes, en décembre 1685, et devint général au service de la Prusse. Il avait épousé en 1670 Anne Catherine de Dompierre, fille de David de Dompierre, seigneur de Jonquières, maréchal de camp.

Jacques Laumonier, sieur de Varennes, lieutenant-colonel du régiment du Maine, fils de Jacques, sieur de Vaux et de Varennes, et de Marthe de Foy, s'enfuit avec Louis Dorte, emmenant sa femme Anne-Henriette Dorte (sœur de Louis), et plusieurs officiers de son régiment. Il mourut à Prague en 1717, colonel au service de la Prusse, regrettant peu, sans doute, son parrain Louis XIV.

(1) Serait-ce un descendant du célèbre vicomte d'Orléans, dont on a nié la magnanimité dans le drame de la Saint-Barthélemy ? (*Bullet. du Prot. fr.*, I, 208, etc.)

Les soldats lancés à la poursuite de cette troupe de fuyards s'emparèrent de plusieurs officiers et de la fille de Louis Dorte, Anne Catherine, âgée de 7 ans, qui ne tarda pas à être convertie. « Dès le mois de février 1686, le *Mercur*e annonçait cette glorieuse victoire du clergé catholique en ces termes : « Mademoiselle Dorte, dont la fermeté pour la religion protestante paraissait insurmontable, et qui même l'a fait connaître par des actions trop hardies pour une personne de son sexe, a fait abjuration à Metz, entre les mains de Mgr l'évêque, dans l'église des Ursulines. » Elle fut reçue à Saint-Cyr en 1697 et obtint en 1700 comme nouvelle catholique une pension de 500 livres. » (*France protestante*.)

David Laumonier sieur d'Eville, frère de celui dont nous venons de parler, le même apparemment que l'époux d'Esther Lefèvre, se réfugia en Hollande, tandis que son fils Jacques abjura et resta en France.

Madelaine, sœur de Jacques et de David Laumonier qui avait d'abord été contrainte d'abjurer, prit la fuite et se réconcilia publiquement avec l'Eglise protestante dans le temple de la Haye, en 1686.

A la Révocation, le sieur de la Motte, Louis Laumonier, réussit à gagner Maëstricht avec le sieur de Villers-lès-Guise (Du Vez) (*Supplém. fr.*, 4026. 1). La femme du premier, Madelaine Lefèvre, qui ne put le suivre, promit à l'évêque de Laon de se convertir avec ses filles Elisabeth et Marie « dans le temps et la manière qu'il lui plairait de prescrire. » Une autre de ses filles fut arrêtée à la frontière, et enfermée dans le couvent de Lafère en 1686 (4) (*Arch.*, E. 3372). La promesse de se convertir à volonté fut également signée par Marie Laumonier, veuve du sieur de Parfondru, et par Esther Lefèvre, veuve de David Laumonier, capitaine de cheval-légers ; mais cette dernière du moins n'avait point l'intention de la tenir. Dès qu'elle en trouva l'occasion, elle essaya de sortir de France. Malheureusement elle fut reconnue et arrêtée à Dieppe avec Madelaine de Dompierre en 1688 (*Arch.*, TT. 314, et Extrait de la *France prot.*).

Madelaine de Dompierre, fille de David de Dompierre sieur de Jonquières et sœur de la femme de Louis Dorte, fut enfermée aux Ursulines de Clermont en 1686 ; nous ne savons comment elle en sortit pour aller à

(1) Le 16 janvier 1696, un sieur de la Motte fut envoyé au château de Guise, et le 3 novembre de l'année suivante, ses deux filles furent mises au couvent de Lafère. (*Reg. du secrét.*, O. 40 et 41.) Par ordre du 18 mai 1698, le fils du sieur de la Motte, gentilhomme de Crépy, fut mis dans un collège de la religion catholique. Son second fils fut aussi mis dans une maison des PP. de l'Oratoire, quoiqu'il fût d'un âge assez avancé, ce qui ne permit pas de l'y laisser longtemps. (*Reg. du secrét.*, O. 42.) Par ordre du 19 novembre 1701, le fils du sieur de la Motte sortit du collège et entra dans le service. C'est l'intendant Sapon et l'évêque de Noyon qui imaginèrent de mettre au service les enfants des nouveaux catholiques enfermés dans les hôpitaux, aussitôt qu'ils commençaient à bien faire leur devoir. (*Collection de documents inédits sur l'histoire de France*, publiés par les soins du ministre de l'instruction publique. 1^{re} série. *Hist. polit.*, par Depping fils. Paris, 1855, t. IV et dernier.)

Dieppe où elle fut faite prisonnière, mais en 1689 nous la retrouvons dans le même couvent de Clermont. Voici ce qu'écrivait Seignelay, le 4 janvier 1689, à M. de Ménars :

« Mgr l'évêque de Beauvais m'a écrit que la demoiselle de Dompierre, qui est au couvent des Ursulines de Clermont, ne fait aucun progrès dans cette maison pour son instruction, et qu'au contraire, il est dangereux pour les religieuses qu'elle y demeure plus longtemps; sur cela le roi m'a ordonné d'expédier un ordre pour la faire transférer dans la maison des nouvelles catholiques (de Paris), et je vous l'envoie afin que vous preniez la peine de le faire exécuter. » (*Reg. du secrét.*, O. 33.)

Madelaine continuant de se montrer rebelle à toutes les exhortations et à toutes les séductions, continuant de plus à être dangereuse pour les personnes qui l'entouraient, il fallut la mettre hors de la maison des nouvelles converties et la faire sortir du royaume : magnifique et touchant exemple de fidélité; ni les caresses, ni les menaces, ni les mauvais traitements n'avaient pu l'empêcher de rendre témoignage de sa foi (*Reg. du Secrét.*, O. 33). Elle se retira à la Haye avec son frère Jacques. Il y a actuellement à Copenhague, au ministère des cultes, un descendant de la famille de Dompierre de Jonquières; il est chef du service des Eglises.

Frédéric-Charles de la Rochefoucauld, comte de Roucy et de Roye, devint lieutenant-général en 1676, après avoir fait toutes les guerres de Louis XIV. En 1683, il demanda et obtint la permission d'aller servir le roi protestant de Danemark, qui le nomma grand maréchal de ses armées. Puis il passa en Angleterre et fut créé pair d'Irlande en 1688 sous le nom de comte de Lifford. Sa femme, fille du maréchal de Biron, qui quoique protestante avait été enterrée dans le chœur de l'église paroissiale de Roucy, fut exhumée par ordre du parlement.

Leur fils aîné, le comte de Roucy, abjura avant la Révocation, moyennant une pension de 4,200 livres qui lui fut accordée le 42 février 1685. Deux autres de leurs fils, mis au collège Louis-le-Grand, en sortirent catholiques, de même que trois de leurs filles qui furent enfermées quelque temps dans le couvent de Notre-Dame de Soissons. Trois seulement des enfants de la Rochefoucauld restèrent protestants.

François de Raineval, gentilhomme de Picardie, laissa de sa femme Anne de Pastoureau, deux fils, nommés Gabriel et Daniel. Gabriel, marquis de Raineval, épousa en 1645 Esther Lefèvre de Parfondru, et fut tué au siège de Lille. A la Révocation, sa veuve sortit de France avec ses trois enfants, Jean, François et Marthe, et se retira à Herford, où sa fille se maria avec le pasteur de la cour. Jean rentra plus tard en France et fut remis en possession des biens de sa famille (certainement parce qu'il avait abjuré); mais sur la fin de ses jours il émigra de nouveau, en Hollande, et mourut à Voorburg.

Son frère François, qui était resté à l'étranger et avait pris du service dans l'armée des Etats généraux, s'éleva au grade de commandant des troupes de la Guyane hollandaise (*France prot.*).

Le frère de Gabriel, Daniel de Raineval, épousa Suzanne Duet (Du Vez), fille de Jean Duet, seigneur de Villers-lès-Guise. Devenue veuve, elle passa à l'étranger comme sa belle-sœur Esther Lefèvre de Parfondru. Les biens de la veuve de Daniel furent confisqués.

Nicolas de Massuë, seigneur de Renneval, eut de son mariage avec Hélène d'Ailly, fille d'Antoine d'Ailly, sieur de la Mairie et de Pierrepont, un fils nommé Daniel, seigneur de Ruvigny, qui fut gouverneur de la Bastille sous Henri IV.

Ce Daniel de Massuë, épousa en secondes noces Madelaine de Fontaine, dame de la Caillemotte, qu'il laissa veuve en 1611 et qui vécut jusqu'en 1636. De ce mariage naquit Henri de Massuë, marquis de Ruvigny, personnage considérable, député général des Eglises protestantes. Il se retira à Londres avec ses fils en 1686, bien que le roi leur eut permis, par une insigne faveur, de demeurer en France tout en célébrant leur culte dans leur logis. Après la mort de Ruvigny, le roi confisqua les biens de son fils aîné. Le premier président du parlement, Harlay, avait reçu du père un dépôt considérable; il en parla au roi, qui le lui donna. « Ainsi les forfaits sont récompensés dans ce monde, » dit Saint-Simon, qui rapporte ce fait (*Mémoires*, Paris, 1829, I, 452).

On sait que presque tous les pasteurs de France sortirent du royaume à la Révocation; 202 d'entre eux assistaient en 1686 au synode des Eglises wallonnes, tenu à Rotterdam; on y retrouve Mutel, pasteur à Concy; Pierre Laurent, pasteur à Gercis; Abrah. Couet du Vivier, pasteur à Roucy; Devaux, pasteur à Calais et Samuel Georges, pasteur à Vitry.

Jacques Devaux, de Laon, fils de Nicolas Devaux, ministre de cette ville, avait étudié la théologie à Sedan, en 1638. C'est à lui que l'on doit le précieux recueil des *Thèses de Sedan*; il figurait au synode de Charenton, en 1669, comme pasteur d'Oisemont, près Compiègne. Nous ignorons si c'est lui qui se trouvait à Rotterdam en 1686, qui devint pasteur à Harlem, où un Devaux approuvait, en 1693, les sermons de Brousson. Dans ce cas, Jacques Devaux, aurait atteint au moins l'âge de 73 ans, car il naquit à Laon (selon la *France Protestante*), et son père ne quitta cette ville qu'en 1620. Un autre Devaux était, en 1718, l'un des directeurs de l'hôpital français de Londres.

Samuel Georges, que nous avons vu pasteur à Laon et que nous venons de retrouver à Rotterdam, mourut en 1687 à Votsburg où il était pasteur. C'est sans doute son frère Paul, pasteur à Villers jusqu'à la Révocation, qui mourut en 1689 ministre de l'Eglise française de Cantorbéry. Sa fille

qu'il avait été forcé de laisser en France, fut enfermée dans un couvent d'où elle ne s'échappa qu'au bout de huit ans.

Daniel Maillard, ministre de Chauny, quitta la France à la Révocation et fut nommé pasteur de l'Eglise française de Groningue (1686), où il mourut en 1728 (1). En 1702, deux demoiselles Madelaine et Suzanne Maillard furent enfermées aux Nouvelles-Catholiques de Noyon (*Arch.*, E. 3353). En 1727, un autre Daniel Maillard était proposant à Nimègue; et en 1748, Jean Maillard remplissait les fonctions pastorales dans l'Eglise française de Dartmouth (*France prot.*).

Nous avons vu le nommé Pierre Auger desservant l'Eglise de Château-Thierry de 1667 à 1683. Ne serait-ce pas le même que la *France protestante* appelle Augier et qui était ministre de Châlons en 1683 ?

« Par l'édit de révocation, disent MM. Haag, ordre avait été donné à tous les ministres de sortir du royaume dans les quinze jours qui suivraient la promulgation de cette ordonnance. Louis XIV espérait sans doute que la plupart d'entre eux préféreraient une abjuration aux douleurs de l'exil; il n'en fut rien; aussi les agents du gouvernement eurent-ils recours à tous les moyens pour les retenir. Augier fut arrêté à Charleville avec Superville de Loudun, Dumoutier de Bélesme, Cotin de Houdan; mais on leur rendit la liberté, en leur défendant seulement d'emmener avec eux leurs femmes et leurs enfants. Le malheureux Augier ne put supporter l'idée d'abandonner quatre enfants et une femme qu'il chérissait. Son courage fléchit; il promit de se convertir. Ses trois collègues firent preuve de plus de fermeté et de constance. Lorsqu'ils virent le délai fixé par l'édit près d'expirer, ils se décidèrent à partir sans leur famille. Quelques jours après cependant, on permit à la femme de Superville d'aller le rejoindre avec sa famille. Dumoutier eut aussi le bonheur d'être rejoint par la sienne avec un enfant qu'elle allaitait; mais deux autres enfants qu'il avait eus d'un premier lit, furent retenus et envoyés à Paris avec la famille entière de Cotin. Quant à Augier, à peine libre, il se regarda comme dégagé d'une promesse arrachée par la violence, et il ne songea plus qu'aux moyens de se sauver avec les siens. Il y réussit et se réfugia à Berlin, où, dit Benoît, *il donna des marques d'un repentir fort édifiant*. Il fut nommé pasteur à Halle en 1688. »

Samuel Mettayer, pasteur de Saint-Quentin, se réfugia à Londres en 1683, y desservit les églises de la Nouvelle-Patente et de la Patente-en-Soho. Il mourut ministre de l'Eglise de Thorpe en 1707. Marie Mettayer, sa sœur, qui avait épousé en 1648 Louis Crommelin, feignit d'abjurer au commencement de l'année 1686 et réussit à sortir du royaume.

(1) En 1686, l'Eglise de Groningue comptait dix pasteurs réfugiés attachés à son service.

On trouve aussi des de Beaumont réfugiés en Prusse ; ne seraient-ils pas des membres de la famille du pasteur de Laon ?

Charles Nicolas, orfèvre de Roucy, émigra à Berlin.

« Jacob Barbier, habile graveur de Roucy, se réfugia dans le Brandebourg à la révocation de l'Edit de Nantes. Barbier fut nommé graveur des monnaies par l'électeur Frédéric-Guillaume. Il eut trois fils qui marchèrent dignement sur ses traces. L'ainé, Jean-Charles, s'attacha de préférence à la ciselure ; il excellait dans cet art, que le premier il fit connaître à Berlin. Le second, Louis-Henri, obtint en 1741 la place de graveur de la Monnaie. Il épousa une demoiselle Etienne qui, restée veuve, fut choisie pour institutrice de la princesse d'Orange. Le troisième, Zacharie, remplit à la Monnaie le même emploi que son père et son frère. Le talent était héréditaire dans cette famille. Un petit fils de Jacob, nommé Claude fut un peintre distingué, et contribua beaucoup à donner aux produits de la fabrique royale de porcelaine le degré de perfection auquel ils sont parvenus. »
(*France prot.*)

On comprend combien il est difficile de recueillir les noms de tous ceux qui émigrèrent ; aussi nous enregistrons avec un soin pieux tous ceux qui nous sont parvenus. Une Dausy de Lemé, tante de la mère des Bonnemains actuels, revint mourir à Lemé à l'âge de quatre-vingts ans, après en avoir passé soixante-quinze en Hollande.

La *France protestante* parle d'un Philippe Delmé, fils d'Adrien Delmé, qui fut pasteur de l'Eglise française de Norwich, et de l'Eglise wallonne de Cantorbéry ; il avait épousé Elisabeth Mauroy, dont il eut un fils nommé Elie qui fut pasteur de l'Eglise française de Londres. Le fils de ce dernier, nommé Jean, étudia aussi la théologie. Le nom de Mauroy est encore très répandu dans la Thiérache. Quant au nom de Delmé nous croyons qu'il y manque une apostrophe, et qu'avec l'orthographe moderne on écrirait Philippe de Lemé ; dans tous les papiers du désert et autres, Lemé s'écrivait Elmé.

La famille de Proisy fournit aussi son contingent au refuge.

Parmi les membres de la première administration de l'hôpital des réfugiés de Londres, fondé en 1716 par Jacques de Gastigny, on trouve Jacques Robethon, Etienne Seignoret, Jean Leclerc de Virly et Jacques Devaux. Nous croyons que ce Robethon, est un Roberthon, descendant de Daniel qui avait épousé Suzanné Testart de Saint-Quentin en 1686. Quant à Leclerc de Virly, la *France protestante* demande s'il ne faudrait pas lire Vrigny ; nous croyons qu'il faudrait plutôt lire Vregny, ou Verly.

Jean Rousset, né à Laon en 1686, obligé de s'expatrier pour cause de religion, se retira en Hollande. Il entra dans la compagnie des cadets français et servit jusqu'à la bataille de Malplaquet où il reçut deux blessures.

Il embrassa la carrière littéraire, et débuta par la publication de plusieurs pamphlets politiques, dans lesquels le souvenir de son père condamné à être pendu pour avoir voulu quitter la France, celui de sa mère qu'il avait vu traîner sur la claie après sa mort, comme coupable de fidélité à la foi de ses pères, le porta à attaquer avec violence Louis XIV. Après la paix d'Utrecht il fut forcé de quitter la Hollande et se retira à Bruxelles, où il vécut dans le silence jusqu'à la mort du grand roi. Il retourna alors en Hollande, s'y maria, et ouvrit à la Haye une maison d'éducation qui obtint la confiance des premières maisons du pays. En 1723, Rousset abandonna encore la carrière de l'enseignement pour reprendre de nouveau l'étude de la politique et de l'histoire, et commença la publication du *Mercur politique et historique*, qu'il continua pendant vingt-quatre ans. Ses travaux littéraires le firent nommer membre de la Société royale des sciences de Berlin, puis, sept ans après, associé de l'Académie de Saint-Petersbourg. Un parti considérable s'étant formé en Hollande, en 1747, pour le rétablissement du stathoudérat, Rousset consacra sa plume à la défense de cette cause; mais les magistrats irrités le firent arrêter et incarcérer. Le triomphe de la maison d'Orange mit un terme à sa captivité, et le nouveau stathouder, Guillaume IV, le récompensa de son zèle en le nommant son conseiller extraordinaire et son historiographe. Mais l'année suivante, accusé d'être l'un des chefs du club des Doëlistes, il fut dépouillé de son emploi, et obligé de s'enfuir en Russie pour éviter la prison. La reine Elisabeth l'accueillit avec faveur et le fit conseiller de la chambre impériale en 1748 avec le rang de colonel.

Rousset était un écrivain infatigable; ses principaux ouvrages, très admirés quand ils parurent, sont : *Histoire du cardinal Albéroni*, et *Mémoires du règne de Pierre le Grand*. On lui attribua également, mais sans preuves, un ouvrage anonyme qui parut en 1749 sous ce titre : *Entretien de Louis XIV et de Madame de Maintenon sur leur mariage*.

Rousset mourut en 1719, vraisemblablement à Amsterdam, où il s'était retiré (Extrait de l'*Hist. de Laon*, par Melleville, II 244).

Prosper Marchand, savant bibliographe et critique, naquit à Guise vers 1675 et mourut à La Haye le 44 juin 1756. Il fit ses études à Paris et entra dans le commerce. « En 1698 il fut admis dans la corporation des libraires. Son magasin, situé rue Saint-Jacques, devint le rendez-vous des bibliophiles de la capitale. A l'affût de toutes les nouvelles littéraires, Marchand en faisait part à Jacques Bernard qui les consignait dans ses *Nouvelles de la République des lettres*. En 1714, il passa en Hollande afin de pouvoir professer librement la religion qu'il avait embrassée. Il s'établit à Amsterdam, et fonda une maison de librairie. » Bientôt il se livra tout entier à l'étude. « La connaissance des livres et de leurs auteurs fit toujours son occupation

favorite, et il s'y distingua si fort, que de tous côtés les libraires venaient le consulter sur les livres qu'ils se proposaient de mettre sous presse, et ils se félicitaient quand ils pouvaient obtenir qu'ils s'imprimassent sous sa direction... Son principal ouvrage, son *Dictionnaire historique*, ne parut qu'après sa mort. • Il légua le peu d'argent qu'il possédait à une société fondée à la Haye pour l'éducation des pauvres, et fit don de sa bibliothèque fort riche et de tous ses manuscrits à l'université de Leyde. (*Fr. pr.*)

Antoine Bénézet, un des premiers et des plus zélés promoteurs de l'émancipation des noirs, naquit en 1713 d'une famille de Saint-Quentin qui s'était réfugiée à Londres, pour cause de religion. « Bénézet fut d'abord destiné au commerce, mais il ne tarda pas à abandonner cette carrière pour apprendre l'état de tonnelier. En 1731, ses parents étant allés s'établir en Amérique, il les suivit à Philadelphie; et tandis que ses frères se plaçaient par leur probité et leur activité au nombre des commerçants les plus honorables de cette ville, il résolut de se consacrer tout entier à l'instruction du peuple. Il adopta les principes religieux des quakers, et se pénétra surtout de leur enthousiasme pour l'affranchissement des nègres. « Ses talents, son activité, la loyauté de ses intentions, sa bienfaisance, lui procurèrent une grande popularité, dit la *Biographie universelle*... Son extérieur était très modeste; il ne portait que des habits de panne, parce que, disait-il, après les avoir usés pendant plusieurs années, ils pouvaient encore servir à vêtir des indigents. Il avait coutume de dire que l'acte de charité le plus difficile était de supporter la déraison des hommes. »

• Bénézet ne servit pas seulement de sa plume la cause à laquelle il s'était dévoué (il écrivit plusieurs ouvrages et un grand nombre de brochures); on lui doit l'établissement à Philadelphie d'une école pour les noirs, école qu'il soutint de sa fortune et dirigea de ses conseils jusqu'à sa mort, arrivée dans cette ville le 5 mai 1784. » (*France prot.*)

Bien que les réformés de la Picardie cherchassent de préférence un asile en Angleterre et en Hollande, un certain nombre de cultivateurs passèrent dans le Brandebourg (1), où des ouvriers de Saint-Quentin introduisirent l'industrie de la gaze. D'autres Picards s'établirent à Cassel (Ch. Weiss, *Hist. des réfugiés*, I, 156, 166, 172, 328.)

Le plus grand nombre passa en Angleterre, où il y eut des Leroy, des Leblanc, des Lenoir, des Loiseau, des Delahaye (*Ibid.*, 365). D'autres, d'abord fixés en Angleterre, passèrent à Edimbourg où ils peuplèrent le quartier qui porta, depuis, le nom de quartier de Picardie (*Ibid.*, 277).

Parmi les noms des réfugiés en Amérique, on remarque ceux de Benoit, Bocquet, Bacot, Chevalier, Delisle, Dubois, Dutarque, dont plusieurs figu-

(1) Pendant les guerres de l'Empire, des soldats du Chesneau (Esquéhéries) trouvèrent en Prusse plusieurs de leurs parents de Leval.

rent avec éclat dans la guerre de l'indépendance (*Ibid.*, 387, 401) ; puis ceux de Daniel Crommelin et François Basset, membres de l'Eglise française de New-York au XVIII^e siècle.

On trouve des Cocher et un Taillefer de Château-Thierry dans la colonie hollandaise du cap de Bonne-Espérance (*Ibid.*, II, 437), des Rayneval dans celle de Surinam (160). Parmi les réfugiés en Hollande, nous avons trouvé les noms de Leblanc, Dujardin, Dubois, Deschamps, Laeroix, Chevalier, Sauvage, Delacour, Legrand, Dumont, Dupont, noms encore très répandus dans le département (II, 471). Casimir Oudin, moine de Bucilly, embrassa la religion réformée et se retira à Leyde où il mourut en 1688. (Melleville, *Dictionn. histor.*)

Nous avons gardé pour la fin la colonie de Friedrichsdorf, fondée en partie par des réfugiés du département de l'Aisne.

« La petite colonie de Friedrichsdorf, dit M. Weiss (*Hist. des réfugiés prot.*, I, 244), située dans les Etats du landgrave de Hesse-Hombourg, à une demie lieue de Hombourg-ès-Monts ou Hombourg-lès-Bains, et à trois lieues de Francfort, mérite une mention à part dans l'histoire du Refuge. Fondée par des français proscrits en 1687, elle est de toutes les colonies protestantes de cette partie de l'Allemagne, celle qui a le mieux conservé sa langue et son caractère. Elle se compose aujourd'hui de 900 habitants, qui parlent encore la langue française telle qu'on la parlait au temps de Louis XIV. Les publications dans les rues se font en français, l'enseignement se fait dans cette même langue. Depuis 150 ans, les réfugiés se sont constamment mariés entre eux sans jamais contracter d'union avec les familles allemandes du pays. Ils sont renommés par leur tempérance et leur sobriété. Ils vivent dans l'aisance qu'ils doivent à leur travail. On ne voit pas un seul pauvre parmi eux. Hospitaliers envers les étrangers, ils ont ouvert un asile aux malheureux débris des armées françaises vaincues à Leipzig, et un assez grand nombre de nos soldats abandonnés de la fortune, se sont fixés pour toujours dans cette colonie qu'ils appelaient la *Petite-France*.

« Les principales familles actuelles de Friedrichsdorf sont les Achard, les Privat, les Garnier, les *Rousselet*, les *Lebeau*, les Gauterin, les *Foucar*. D'autres longtemps florissantes, telles que les *Agombard*, les *Le-faulx*, les Lardé, les *Rossignol*, les *Bonnemain*, sont aujourd'hui éteintes. C'est une population plutôt industrielle qu'agricole. Les fabrications les plus importantes sont celles de la flanelle, des étoffes de laine rayées, des castorines, du fil à tricoter, des bas, des chapeaux. Plusieurs villages des environs sont devenus florissants, grâce à l'industrie des habitants de Friedrichsdorf qui procurent du travail à de nombreux ouvriers. »

Pleinement convaincu que les noms que l'on vient de lire en caractères

italiques étaient ceux de réfugiés de la Thiérache, et désirant obtenir plus de renseignements sur leur compte, j'écrivis à Friedrichsdorf une lettre qui resta sans réponse. Il n'était pas besoin d'aller si loin; M. Read m'a communiqué l'histoire manuscrite de cette colonie, écrite par son pasteur M. Auguste Cérésolo en 1837; ce qui me permet d'ajouter quelque chose à la page de M. Weiss.

Le landgrave de Hesse-Hombourg accueillit avec une rare générosité quelques familles françaises et vaudoises qui vinrent demander asile à Hombourg en 1686. Il voulut être parrain du premier enfant de réfugiés qui naquit dans ses Etats, au mois de juillet 1686. Une Suzanne *Leroy* était déjà morte à Hombourg le 30 avril.

Le village de Friedrichsdorf fut construit en 1687 par une trentaine de familles dont les noms suivent : Louis Manché (*Mennechet?*), Jacob Bochet (*Boquet?*), veuve *Roussel*, veuve Lhomme, Henri Lejeune, Jean Engnem, *Loyseau*, Isaac Bousquet, Daniel Colin, Cl. *Bonnemain*, Isaac *Rossignol*, P. Lhomme, Jean *Basset*, P. Vauge, Ch. Muret, Abrah. Dros, Abrah. Mattey, Jean Brucher, David Feigerol, Daniel Robert, V. Mennier, J. et David *Bonnemain*, Esaïe *Rousselet* (premier maire), Samuel Moilet (second maire), veuve *Labbé*, Jean *Bodmon*, J. Chérigaut, J. Malsa, Daniel et Anne Brunet, Jacques *Rousselet*, Daniel, Moyse et Abraham *Boutemy*, L. Achard.

Tous ces noms soulignés sont encore répandus aux environs de Lemé.

Plusieurs de ces réfugiés ne pouvant croire à la continuation de la barbarie royale, dans l'espoir de pouvoir rentrer bientôt dans leur patrie, refusèrent jusqu'en 1693 de construire des maisons.

En 1702, la colonie comptait déjà cinquante chefs de famille exerçant des industries variées. La plupart étaient venus de Picardie :

De Vervins, *Boutemy*, en 1687;

De Pernière (Pernant), près Soissons, *Rousselet*, en 1687;

De Bohain (1), Agombard, en 1698;

Bodmon, en 1689;

Véry, en 1696;

Labbé, en 1698;

De Gouloir (?), Lefaux, en 1702;

De Guise, Lebeau, en 1710;

De Proisy, Foucar, en 1698;

Isaac Chevalier, en 1773.

En 1762, un catholique de Picardie, Claude *Prévost*, fut admis dans l'Eglise réfugiée. En 1781, on y comptait 89 maisons, 624 habitants, 34 fa-

(1) Nous croyons qu'il faut lire ici rue de Bohain, c'est-à-dire Lemé, et non Bohain.

bricants qui occupaient chacun de 30 à 50 ouvriers. En 1837, elle comptait 714 maisons.

En 1806, un soldat protestant de la Brie, trouvait dans la Hesse-Darmstadt, des coreligionnaires du département de l'Aisne, qui avaient émigré depuis cent dix-sept ans, c'est-à-dire en 1688, et qui avaient aussi conservé l'usage de la langue française.

En réunissant tous les noms qui précèdent à ceux que l'on trouvera plus loin dans la liste des biens confisqués, on verra que plus de cent cinquante familles du département, émigrèrent après la Révocation pour aller à l'étranger servir Dieu en liberté; il ne faut pas oublier les familles nobles qui, elles non plus, n'ont pas reculé devant l'abandon de tout ce qu'elles possédaient: les Laumonier, les Dompierre, les Dorte, les Larochehoucauld, les de Renneval, les de Proisy, les de Verly, les de Villermont, les du Vez, les de Monceaux, les de Gennart, les de Raineval, les de Travecy, les de Beaumont, etc., etc.

Jérôme Satur, né à Montauban, pasteur à Morsain, passa en Angleterre à la Révocation.

(La fin au prochain cahier.)

UNE FILLE NOBLE ENLEVÉE A SES PARENTS

ET JETÉE DANS UN COUVENT.

1709-1721.

Voici des pièces qui montrent ce qu'on faisait d'une jeune fille enlevée à ses parents par ordre de l'intendant en 1709, parce que son père lui donnait le *très mauvais exemple* de ne se point convertir au gré du monarque et parce qu'elle avait un frère passé en Angleterre *pour la religion*. On l'oubliait au fond du couvent où on l'avait jetée, et l'on attestait sa noblesse, à grands renforts de certificats, afin de mendier pour elle une pension !

Grassin prend la liberté de supplier très humblement Monseigneur de vouloir bien faire accorder, sur les œconomats, une pension à la demoiselle Le Vallois, fille de Robert Le Vallois, chevalier seigneur de Fontenay, de famille religionnaire, et mise comme telle dans le Séminaire de la Propagation de la Foy, à Saint-Lô, où elle est depuis 15 ans, et où elle n'est pas en état de payer sa pension, si Monseigneur n'a la bonté de luy procurer une pension.

Cy-joint est un certificat des faits énoncéz en ce mémoire,

Nous, Judith Surget de Gauville, supérieure du Séminaire de la Propagation de la Foy, estably en la ville de Saint-Lô, certifions à tous qu'il appartiendra, que Demoiselle Catherine Le Vallois, fille de Robert Le Vallois, écuyer sieur de Fontenay, et de Dame Louise Le Prince, est demeurante en notre dit Séminaire depuis environ 15 ans, qu'elle y a esté reçue en qualité de pensionnaire par ordre de Monsieur l'Intendant, parce que la ditte demoiselle était avec un père d'un très mauvais exemple, et que l'on craignait qu'elle ne conceût de mauvais principes, d'autant plus qu'elle a un frère passé en Angleterre pour la religion, et attestons en outre que la ditte demoiselle Le Vallois fait fort régulièrement ses devoirs de catholicité, et que nous n'avons aucun lieu de nous plaindre d'elle.

Fait à Saint-Lô, le 21 avril 1724.

Judith SURGET DE GOVILLE, supérieure.

Léonor Gouyon de Matignon, par la miséricorde de Dieu et la grâce du Saint-Siège apostolique, évêque de Coutances, nous certifions que le présent certificat est fait, signé et délivré par Dame Judith Surget de Goville, supérieure de la maison de la Propagation de Saint-Lô, au seing de laquelle on peut ajouter foy, tant en jugement qu'ailleurs.

Donné en notre palais épiscopal, 23 d'avril 1724.

Signé : LÉONOR, év. de Coutances.

(Original avec seceau, et sur papier au
timbre de la généralité de Caen.)

Par Monseigneur :
GONDOLIN.

Nous, Marc-Antoine Le Roy, chevalier seigneur de Days, chevalier de Saint-Louis, chevalier et ancien commandeur de Saint-Lazare, lieutenant de nos seigneurs les maréchaux de France, attestons à qui il appartiendra que damoiselle Catherine Le Vallois, étant de présent dans le couvent de la Propagation de la Foy de Saint-Lô, est de bonne et ancienne noblesse, tant du costé paternel que maternel. En foy de quoy luy avons donné le présent certificat pour luy valoir ainsy que de raison.

Donné en notre hôtel, à Saint-Lô, ce 3^e de may 1724.

M.-A. LE ROY DE DAIS.

(Communication de M. B. Vaurigaud.)

MARTYRE D'ALEXANDRE ROUSSEL

PASTEUR DU DÉSERT.

1728.

M. Charles Pradel, de Puylaurens, nous adresse la communication suivante :

« J'ai entre les mains un livre ayant pour titre : *Lettres écrites à un protestant de France, etc., par un P. de l'Eglise réformée. Seconde édition...* etc. 1733. Dans ce livre, qui doit être assez rare, puisque MM. Ch. Coquerel, N. Peyrat et A. Borrel paraissent ne l'avoir point connu, je trouve quelques détails sur le martyr Roussel. Je m'empresse de vous les communiquer. »

M. Alexandre Roussel, fils d'un boulanger d'Uzès en Languedoc, avoit été mis, après la mort de son père, chez un marchand de Nîmes. Ayant assisté à quelques assemblées des réformez, il se sentit le cœur enflammé d'un grand zèle pour la vérité. Dès lors, il s'appliqua à la lecture de l'Ecriture sainte et de quelques ouvrages de piété, et il fut bientôt en état d'aller dans les maisons des protestants faire des prières pour les malades et leur adresser, et à ceux qui se trouvoient auprès d'eux, des exhortations chrétiennes. Lorsqu'il eut achevé son temps, dans la boutique où on l'avoit placé, il la quitta pour s'attacher entièrement à la prière et à la prédication, comme ceux qu'on appelle proposans en France, et qui font toutes les fonctions du saint ministère, hormis l'administration des sacremens. Il étoit âgé d'environ vingt-sept ans, et il y avoit deux ans et demi qu'il édifioit les fideles, lorsqu'il fut découvert par un homme qui avoit promis, pour un salaire d'iniquité, de le faire saisir. Il fut arrêté le 11 octobre 1728 par quelques cavaliers à un quart de lieue du Vigan, dans les Cévennes, comme il se rendoit à une assemblée qu'il avoit convoquée.

On le conduisit d'abord à un village nommé *Aulas*, où on l'enferma dans une église, sous une forte garde. Le lendemain il fut mené au Vigan, où le sieur Daudé, subdélégué de l'intendant de la province, l'interrogea juridiquement. Il ne nia point d'avoir prêché l'Evangile,

il eut seulement soin de ne rien dire qui pût exposer aucun de ses frères. L'intendant et M. Diverny, qui commandoit dans la province en l'absence de M. le marquis de la Farre, ayant été avertis de sa détention et de ses réponses, ordonnèrent qu'il fût mené à Montpellier. Il fut lié sur un cheval et conduit par toutes les garnisons de Saint-Hippolyte, de Ganges, de Sumène, du Vigan et d'Aulas, qu'on avoit assemblées pour le mener plus sûrement. Dès qu'il fut arrivé on le mit dans un eul-de-basse-fosse, et quelque temps après, M. l'intendant lui ayant donné des juges, il fut condamné à être pendu, pour avoir prêché la doctrine des Réformez.

Le jour de l'exécution (qui étoit le 30 novembre 1728) étant venu, notre martyr vit entrer dans sa prison le bourreau et un archer. Ce dernier, qui connoissoit M. Roussel, l'embrassa en pleurant; mais M. Roussel, sans s'émouvoir, lui témoigna qu'il étoit sensible aux marques de son amitié. Se mettant ensuite à genoux, il fit à haute voix une prière qui ravit en admiration l'archer et le bourreau. Trois ou quatre moines vinrent faire leurs efforts pour le porter à changer de religion; mais, demeurant ferme dans la foi qu'il avoit enseignée, il les pria très instamment, de le laisser en repos, ajoutant qu'il n'avoit pas besoin de leur secours pour se disposer à mourir. Ils ne voulurent pas néanmoins le quitter. — Dès qu'il se fut remis entre les mains de l'exécuteur il fut conduit hors de la citadelle. Il marcha avec un visage tranquille vers le gibet, entre deux fortes lignes de soldats qu'on avoit rangés en haye, le fusil monté et la bayonnette au bout, depuis la porte de la place jusqu'au lieu du supplice. Le bruit des tambours n'empêcha pas que quelques personnes qui purent s'approcher de lui ne l'entendissent chanter une partie du psaume LI et la fin du XXXIV. Arrivé au pied de la potence, il se mit à genoux et fit encore une prière, après quoi il monta courageusement l'échelle et mourut avec la fermeté d'un vrai martyr. Ses parents avoient trouvé le moyen d'engager des personnes de la plus haute qualité à s'intéresser pour lui; mais toutes leurs recommandations furent inutiles. Les moines, les archers et le bourreau même n'ont pu s'empêcher de lui rendre des témoignages avantageux.

APPOINTEMENT, COMMANDEMENT ET SAISIE

POUR CONTRAINDRE DES PÈRE ET MÈRE PROTESTANTS A FAIRE BAPTISER LEUR
ENFANT A L'ÉGLISE C. A. ET R.

1760.

Peut-on s'étonner que la question de l'état civil des protestants ait tant occupé l'opinion publique en France dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, lorsqu'on a sous les yeux des pièces comme celles qu'on va lire ? C'est une requête d'appel sur papier au timbre de la Généralité de Bordeaux, qui nous a été communiquée par M. le pasteur Sauvaitre, de Laparade (Lot-et-Garonne). On y voit relatées les tribulations d'une pauvre famille du désert, à l'occasion du baptême de leur enfant. M. Sauvaitre a reçu communication de tous les détails de cette odieuse affaire de la bouche même du nommé Rousseau, de Naudinet, neveu de cette Anne Rousseau dont le baptême avait motivé tous ces actes de procédure coercitive. Le parlement de Bordeaux donna raison aux plaignants. Mais bien que la Cour eût condamné les spoliateurs à payer aux victimes de leur persécution des dommages-intérêts, cette partie du jugement demeura inexécutée, attendu que ceux qu'elle frappait ne possédaient rien. La chambre où se tenaient secrètement les assemblées religieuses, existe encore telle qu'elle était alors.

A Nos Seigneurs de Parlement.

SUPLIENT humblement Pierre Roussane et Marthe Herbert, conjoints, disant qu'ils sont obligés de recourir à l'autorité de la Cour, pour arrêter les poursuites rigoureuses que les officiers de la juridiction ordinaire de Castelmoron exercent contre eux.

Les supplians ne dissimuleront pas que le 21 avril dernier il leur naquit une fille, qui fut baptisée et nommée Anne Roussane.

Cependant le procureur d'office a requis et obtenu contre eux un appointement du juge dudit Castelmoron, portant que les supplians feront baptiser leur enfant à l'église paroissiale de Roubillon dans vingt-quatre heures, et les condamne solidairement, pour raison de ce, en vingt livres d'amende, ordonne qu'ils obéiront à double peine et que l'appointement sera exécuté provisoirement.

En conséquence le procureur d'office fit procéder les 29 et 30 may dernier, par bris et rupture des portes de la maison des supplians, à

dell'ant du payement de l'amende et par saisie de tous les meubles et effets, encore qu'il n'est resté que les quatre murailles.

Le même jour 30 may, les supliants firent apel de ce premier apointement. Cependant second apointement le 31 du même mois, qui déclare sans autre formalité la double peine de vingt livres encouruë, ordonne qu'ils obeïront à triple peine et qu'ils feront baptiser leur enfant et en certifieront le juge dans vingt-quatre heures.

Au préjudice de l'apel du second apointement le procureur d'office fit assigner les suplians à la vente de leurs meubles, par acte du 9 de ce mois et les dépositaires pour les représenter.

Enfin troisième apointement qui déclare les triples peines encouruës et ordonne qu'ils obeïront par corps, nonobstant toutes opositions ou appellations quelconque et sans y préjudicier.

Les supliants ont l'honneur de représenter très humblement à la cour :

1^o Qu'il y a plus de passion que de zelle dans la conduite de ces officiers, car la déclaration du roy du 14 may 1724, art. 3, en prescrivait que les enfants seront baptisés dans les églises des paroisses où ils seront nés, dans les vingt-quatre heures, ne contient qu'une exhortation, et Sa Majesté n'a pas entendu que l'on procédât d'une façon aussi rigoureuse et militaire qu'ont fait les officiers de Castelmoron contre les suplians. Ce n'est pas les armes que l'Eglise employë envers ses enfants, elle se sert de celles de la douceur et de la modération.

2^o Les suplians croyoient avec les canons 4, session 7, du concile de Trente, que leur fille ayant été baptisée il ne pouvait plus être question de reïtérer la cérémonie du baptême.

3^o Que leurs actes d'apel devoient arrêter les poursuites de ces officiers ; cependant, en vertu du premier apointement, ils ont fait procéder par bris et rupture de la porte de leur maison, ils ont fait enlever généralement tous leurs meubles contre la prohibition de l'ordonnance de 1667, titre des saisies qui porte qu'il sera laissé un lit, et les suplians ont lieu de croire qu'ils ont été vendus.

4^o Quand les officiers auroient dû ordonner que les suplians feroient reïtérer la cérémonie du baptême à leur fille, ils auroient, au moins dû commencer par les charger de le faire dans un certain délai, icelui passé seroit fait droit ; mais ayant commencé par prononcer des

peines par le premier apointment, même des doubles, les faire mettre à exécution, et de déclarer par le second apointment les doubles peines encouruës, il est évident que la passion a été la seule réelle des officiers : ce qui le prouve encore mieux, c'est le troisième apointment, portant que les suplians obeïront par corps, et la vente de leurs meubles, au mépris de leurs apels, au moyen de quoi ces misérables rustiques, ont été obligés de désertir le lieu de leur domicile, avec deux petits enfants qu'ils ont, dont le dernier n'a encore que deux mois et d'abandonner le peu de bien qu'ils ont pour éviter l'emprisonnement de leur personne.

5^o Sa Majesté et la Cour, à qui seule il appartient d'interpréter ses édits et déclarations, n'a jamais entendu que les sujets fussent traités militairement et avec autant de rigueur et d'inhumanité, que l'ont été les deux pauvres suplians. Si la Cour autorisait la conduite de ses deux officiers dans leur procédé, bientôt ils forceroient les peuples d'abandonner le pays ; Sa Majesté ne seroit pas la seule qui en souffriroit par la dépopulation et le default du paiement des impositions royales ; les seigneurs pour l'inculture des terres, ne seroient plus payés de leurs rentes. Toutes ces considérations et la précipitation avec laquelle les apointemens ont été rendus sont autant de moyens de cassation contre tous les apointemens, la saisie et vente des meubles qui font espérer aux suplians que la Cour accueillera favorablement l'apel qu'ils reïtèrent, de tous les apointemens, qu'elle cassera ensemble la saisie et vente de leurs meubles et effets avec dommages et intérêts.

Ce considéré, Nos Seigneurs, il vous plaise de vos grâces, octroyer acte aux suplians de l'apel qu'ils ont déclaré et qu'ils déclarent par la présente requête des apointemens dudit juge de Castelmoron des 21 et 31 may dernier et 11 de ce mois, lequel apel il plaira à la Cour tenir pour relevé en prenant lettres, faisant droit d'icelui, casser lesdits apointemens, commendemens, saisie, vente et tout ce qui s'en est ensuivi et pourroit s'ensuivre, à la remise desquels le dépositaire sera contraint par corps, non gâtés ni endomagés, eu la légitime valeur, condamner le procureur d'office aux dommages et intérêts qu'ils mettront par état et déclaration ; et ou la cour ne vouderoit y prononcer quant à présent, en ce cas faire inhibition et deffences audit procureur d'office, de ramener lesdits apointemens à exécution, jusqu'à ce

qu'autrement il en ait été ordonné par la Cour, et que l'ordonnance qui interviendra sera exécutée, quant aux inhibitions, nonobstant toutes oppositions faites ou à faire et ferez bien. JEHANNEAU.

M. DUSAULT. R.

Tenu l'appel pour relevé en prenant lettres en chancellerie; au surplus fassent les suppliants leur requête en jugement. Cependant les choses demeurant en l'état. Fait à Bordeaux, en parlement, le 25 juin 1760. BERTHON.

LETTRE INÉDITE DE PAUL RABAUT AU PASTEUR PRADEL.

1774.

M. le pasteur E. Montméja, de Mauvezin (Gers), nous a envoyé cette copie textuelle d'une lettre de Paul Rabaut, dont l'original appartient à une personne de son Eglise :

A Monsieur Pradel F. M. et Z. P., à Marsillargue.

Monsieur et cher frère,

Je profite d'une commodité que m'offre le plus jeune de mes fils pour t'apprendre des nouvelles intéressantes.

L'archevêque d'Auch, aidé de quelques autres ecclésiastiques, porta à notre nouveau Roy des plaintes amères contre les Protestants du Béarn, et la trame fut si bien ourdie qu'ils obtinrent un ordre pour brûler ou démolir les maisons d'oraison. Heureusement un de nos amis ayant eu avis de ce qui se passait, en fit voir l'injustice et les inconvénients avec tant de force ou de succès, que le Roy révoqua l'ordre qu'il avait donné.

Il y a quelques jours que nous avons appris cette nouvelle. Le courrier d'aujourd'hui en a annoncé d'autres. M. le duc de Choiseul est rappelé et membre du conseil. M. le comte de Maurepas a demandé un ouvrage fait en notre faveur sur la tolérance, c'est l'*Accord parfait de la nature, de la raison et de la religion*, et que tu dois connaître. Tout cela prélude très bien et doit nous donner les plus flatteuses espérances, mais il convient de n'en pas parler, parce

qu'il ne manque pas de gens indiscrets qui nous nuiraient sans le vouloir.

Je suis toujours, Monsieur et cher frère,
Ton dévoué serviteur,

PAUL R.

Ce 16 juin 1774.

[*En post-scriptum.*]

Quand tu m'écritas, je te prie de mieux cacheter tes lettres.

LETTRE INÉDITE DE GAL-POMARET A VOLTAIRE,

ET RÉPONSE DE VOLTAIRE,

1776.

M. le pasteur Ladevèze, de Meaux, nous a communiqué les deux lettres suivantes, trouvées parmi les papiers de son grand-oncle, le pasteur du désert Gal-Pomaret. Il faut, pour les lire, se reporter au temps et aux circonstances. La bonne et aimable lettre du pasteur était peut-être moins naïve au fond qu'elle n'en a l'air; mais elle l'était bien plus, à coup sûr, que celle de son très spirituel et très malicieux correspondant.

L'édition Beuchot (1824) contient six lettres de Voltaire à « M. de Pomaret, » en date des 8 décembre 1767, 15 janvier 1769, 26 juillet 1774, celle que nous reproduisons ci-après du 8 avril 1776, une autre du 4 juillet même année, enfin une sixième du 7 février 1777. Nous notons quelques différences dans le texte de l'édition Beuchot et la nôtre.

A M. de Voltaire.

Le 8 mars 1776.

Monsieur,

Je ne sais si vos quatre-vingts et quelques années éloignent de votre château plusieurs de ceux qui s'empressoient autrefois à vous faire leur cour. Pour moi, plus je pense à votre âge, plus je souhaiterois d'être auprès de vous pour vous faire ma révérence soir et matin.

Le lieu même où vous serez un jour enseveli sera digne de vénération. On devra dire : Ici reposent les cendres du grand promoteur de la bienfaisance et de l'humanité; et quiconque ne le dira pas méconnaîtra le bien que vous avez fait au monde.

La vieillesse, toute triste qu'elle est, n'a, Monsieur, rien de fâcheux

pour ceux qui, comme vous, savent se soumettre aux ordres irrévocables de la nature, et tirer de leur propre fonds leur félicité. Cependant je ne laisse pas de demander au Ciel ses consolations en votre faveur, et si je suis exaucé, vos derniers jours seront encore plus heureux que ne le furent vos premiers.

Pour voir approcher la mort sans crainte et la recevoir sans émotion, il faut être, selon moi, dans la croyance des vérités évangéliques ; et je ne doute pas que vous n'y soyez. Il est vrai que vous avez formé contre elles plusieurs difficultés, mais on peut en faire sans être incrédule, et plus encore sans être impie.

Lorsque vous fûtes dans les belles allées où vous trouvâtes les Numa, les Pythagore, les Zoroastre, les Socrate, et Jésus-Christ, notre Seigneur, il vous fut dit, Monsieur, par le génie qui vous conduisoit, que le temps dans lequel vous deviez connaître pleinement ce dernier, n'étoit pas encore venu. Hé bien, ce temps arrivera pour vous, comme pour vos semblables. Vous verrez Jésus-Christ dans sa gloire, et vous aurez part à son bonheur. Il plaignit les pauvres pécheurs, il s'attrista sur leurs misères, il s'empressa à les en délivrer. Il ne se montra dur qu'envers les hypocrites, et vous ne fûtes assurément jamais hypocrite.

Permettez que je vous le dise, nous nous trompions vous et moi quand nous disions que Ganganelli ne feroit rien de bien important. Je lis actuellement ses lettres en deux volumes, et j'en suis enchanté. C'étoit un vrai philosophe chrétien que ce pontife. Si tous les hommes d'Eglise étoient animés de son esprit, il n'y auroit ni persécuteur ni fanatique ; nous en serions tous plus tranquilles et Dieu en seroit infiniment mieux servi.

Ici se retrace dans mon souvenir tout ce que vous avez fait pour porter les hommes à ne plus s'égorger pour des opinions, et je bénis Dieu de ce qu'il vous fit naître. Ce grand Être sait combien est grand le nombre des familles qui vous doivent la tranquillité dont elles jouissent, et il ne manquera pas de vous en récompenser.

Daignez croire qu'il est à Ganges un homme qui vous aime, qui vous honore et qui vous respecte de tout son cœur. J'ai l'honneur de vous en assurer, et d'être, dans toute l'étendue des sentiments que je viens d'exprimer,

Monsieur,

Votre, etc.,

GAL-POMARET.

Réponse de M. de Voltaire.

Le 8 avril. 1776.

Il y a un mois, Monsieur, que je vous dois une réponse. Pardonnez à mon état très languissant si je n'ai pas rempli mon devoir. J'approche du terme où tout aboutit, et je finirai ma carrière en regrettant d'avoir fait tant de chemin sans goûter la consolation de vous voir. Je mourrai près du pays où mourut le brave Zwingli, qui pensait que les Numa, les Socrate, et les autres que vous nommez (1) étoient tous de fort honnêtes gens.

On doute (2) que les *lettres de Ganganelli* soient de lui (3). Le monde est plein de sorciers qui font parler les gens après leur mort. Il y a d'autres gens qui s'érigent en prophètes. On nous avoit assuré que de très sages ministres d'Etat s'occupoient de rétablir une ancienne loi de la nature qui veut qu'un enfant appartienne légitimement à son père et à sa mère, soit que le mariage soit une chose incompréhensible nommée sacrement, soit qu'on ne le regarde que comme une affaire humaine. Mais tout cela est renvoyé bien loin, et il faut attendre (4).

Bien des gens de votre communion et de celle de mon curé se marient comme ils peuvent. La société n'en est point troublée dans ma colonie. C'est aujourd'hui le jour de Pâques, les uns chantent chez moi : *O filii et filie*; les autres ne chantent point, et chacun est content sans savoir un mot de ce dont il s'agit. Tout ce que je sais, c'est qu'il faut vivre en paix, et que je suis rempli d'estime pour vous, Monsieur, comme de reconnaissance pour les sentiments que vous avez la bonté de témoigner à votre très humble et très obéissant serviteur.

Le vieux malade : VOLTAIRE.

(1) Le texte Beuchot porte simplement : et l'autre (ainsi souligné).

(2) On doute beaucoup, dit le texte Beuchot.

(3) *Lettres intéressantes du pape Clément XIV, trad. de l'ital. et du latin*, 1774, 3 vol. in-12. Ouvrage de L.-A. Carracioli, né à Paris en 1724, mort en 1803.

(4) Allusion aux projets de tolérance tour à tour repris et abandonnés par la cour. Gal-Pomaret, qui était en correspondance avec Court de Gébelin, écrivait le 4 mai 1771, à M. Gal-Ladevèze, du Vigan : « Si les parlements sont supprimés, je tremble, cher frère, que nous ne soyons exposés à quelque nouveau genre de persécution. On blâme M. de Choiseul de nous avoir voulu du bien, et l'on recommence à dire qu'il ne faut en France qu'un Dieu, qu'un roi, qu'une religion. »

MÉLANGES.

NUMISMATIQUE ANTIPROTESTANTE

DES PAPES ET DES ROIS DE FRANCE.

(Suite.)

1601-1685.

III

Quand nous avons signalé ci-dessus (page 409) les médailles frappées sous Louis XIV, pour perpétuer dans les âges futurs le souvenir glorieux de la Révocation de l'Edit de Nantes, nous n'avons pas pu joindre à ces monuments royaux, des témoignages analogues tirés de la collection des médailles pontificales. La chose peut paraître étrange, mais elle n'en est pas moins très réelle. Un fait aussi considérable dans la guerre dirigée contre l'hérésie n'a pas été célébré à Rome selon l'usage ordinaire. La cour papale, toujours si empressée à faire frapper ou fondre des médailles à l'occasion des événements heureux pour l'Eglise, n'a pas jugé à propos d'en émettre une seule au sujet des exploits ecclésiastiques de Louis XIV et de ses conseillers.

Il peut y avoir quelque intérêt à chercher l'explication de cette lacune dans la série des médailles romaines, car il faut qu'il y ait eu quelque motif bien grave pour une abstention pareille, à l'occasion d'un fait historique aussi considérable, de la part de ce gouvernement ecclésiastique qui en avait consacré bien d'autres moins importants au point de vue romain. Innocent XI avait célébré par des médailles commémoratives les traités de paix conclus entre le roi Très-Chrétien et Charles II d'Espagne, et entre ce même monarque et l'empereur Léopold. Ce dernier traité était du 17 juillet 1679. Voyez dans *Bonanni* les nos XIII et XV des médailles du pontificat d'Innocent XI. Il en existe une aussi sous le no XXIV avec cette devise : ET DEBELLARE SUPERBOS, qui représente une femme écrasant l'hérésie et consumant ses livres. Bonanni l'applique au zèle déployé par Innocent pour les progrès de la vraie religion dans le monde. Une médaille ayant pour sujet le grand acte de Louis XIV contre l'hérésie protestante aurait dû, semble-t-il, prendre place à côté de celles-là.

Quelques historiens prétendent qu'Innocent XI désapprouva les persécutions et les supplices employés par Louis XIV pour convertir ses sujets à

la foi catholique, qu'il protesta même contre ces moyens violents en affirmant qu'également contraires aux lois divines et humaines, ils nuisaient à la cause sacrée qu'on prétendait servir. Nous regrettons, pour l'honneur de ce pontife, que le texte de cette protestation ne soit pas formellement connu et authentiquement publié. Ce qui tend à appuyer cette opinion sur les sentiments du pape à ce sujet, ce sont les jugements portés en France sur sa conduite par les admirateurs du grand roi. On connaît ce passage du prologue d'*Esther*, où Racine met en opposition l'aveuglement d'Innocent XI et la fermeté de foi de Louis XIV, en faisant dire à la *Piété* :

De ta gloire animé, lui seul de tant de rois
S'arme pour ta querelle et combat pour tes droits.
Le perfide intérêt, l'aveugle jalousie,
S'unissent contre toi pour l'affreuse hérésie;
La Discorde en fureur frémit de toutes parts;
Tout semble abandonner tes sacrés étendards;
Et l'Enfer, couvrant tout de ses vapeurs funèbres,
Sur *les yeux les plus saints* a jeté ses ténèbres :
Lui seul, invariable et fondé sur la foi,
Ne cherche, ne regarde et n'écoute que toi,
Et bravant du démon l'impuissant artifice,
De la religion soutient tout l'édifice.

La Fontaine, juge peu compétent sans doute en pareille matière, mais écho de l'opinion commune qui applaudissait au projet glorieux de réunir tous les Français dans une seule et même religion disait, dans son *Épître à M. de Bonrepaux*, en parlant du roi :

Il veut vaincre l'erreur; cet ouvrage s'avance :
Il est fait; et le fruit de ses succès divers
Est que la vérité règne en toute la France,
Et la France en tout l'univers.
Non content que sous lui la valeur se signale,
Il met la piété sur le trône à son tour.

Le même auteur écrivait encore plus tard au prince de Conti, à l'occasion d'Innocent XI mourant :

Celui-ci, véritablement,
N'est envers nous ni *saint* ni *père* :
Nos soins, de l'erreur triomphants,
Ne font qu'augmenter sa colère
Contre l'ainé de ses enfants.

On connaît aussi le mot plaisant du chevalier de Sillery, qui dit que « pour bien faire aller les affaires, il faudrait que le pape se fit catholique, et que le roi Jacques d'Angleterre se fit huguenot. »

Ces citations, on le comprend, n'ont d'importance que comme expression de l'opinion publique en France, mais sous ce rapport elles sont caractéristiques ; elles montrent ce qu'on osait dire et écrire au sujet d'Innocent XI, et indiquent les opinions et les sentiments qu'on lui attribuait.

Mais d'une autre part, si le pape eût réellement désapprouvé les mesures violentes de Louis XIV, il n'aurait pas répondu à l'annonce officielle de la Révocation par un bref où il témoignait au persécuteur sa joie d'une action si digne du roi Très-Chrétien, et ne se serait pas décidé, quoique un peu tardivement, à célébrer la Révocation par un Consistoire *ad hoc* et par un *Te Deum* chanté en mars 1686. On lit même dans une dépêche du duc d'Estrées, ambassadeur à Rome, qu'un cardinal ayant blâmé le roi d'avoir agi par force, le pape répondit que « quand le roi aurait été obligé d'employer la force, il aurait fort bien fait de s'en servir » (1). La décision relative au *Te Deum* prouve que le pape ne voyait pas le fait de la révocation avec douleur ; la mauvaise grâce avec laquelle il la prit donne bien à penser qu'il était plus mécontent du roi lui-même que de son entreprise.

Les coups portés à l'hérésie, quelque agréables qu'ils fussent sans doute au souverain pontife, ne lui faisaient pas oublier « les attentats faits en France contre la soumission à l'Eglise romaine. On avait alors à Rome, dit M. Henri Martin, plus d'antipathie pour les auteurs de la déclaration de 1682, que pour les calvinistes » (2). Les démêlés de la cour de Rome avec Louis XIV, relativement au droit de régale et aux quatre articles promulgués par le clergé de France avaient amené, même avant les discussions relatives aux franchises des ambassadeurs, question qui surgit plus tard (en 1687), un état d'hostilité qui se manifestait dans toutes les relations que les deux cours devaient avoir l'une avec l'autre. « Le pape lui-même, dit M. de Noailles, tout entier à la défense contre Louis XIV de ce qu'il regardait comme les droits sacrés de la papauté, avait adhéré à la ligue d'Augsbourg, que la maison d'Autriche avait suscitée dans le but d'arrêter les empiétements du monarque français, et qui, par le fait, devait être favorable à la cause protestante. » Aussi Louis XIV écrivait au cardinal d'Estrées, alors à Rome : « Il y a beaucoup d'apparence que la conduite du pape va causer une guerre générale dans la chrétienté. C'est cette conduite qui donne au prince d'Orange la hardiesse de faire tout ce qui peut marquer un dessein formé d'aller attaquer le roi d'Angleterre dans son propre royaume, et de prendre pour prétexte d'une entreprise si hardie le maintien de la religion protestante, ou plutôt l'extirpation de la catholique » (3).

(1) *Histoire de France*, par Henri Martin, t. XIV, p. 55.

(2) *Idem*, t. XIV, p. 69.

(3) *Histoire de Madame de Maintenon*, par M. de Noailles, t. IV, p. 253.

L'état de choses résultant de la position prise soit par la cour de Rome, soit par celle de Versailles, explique suffisamment pourquoi le pape Innocent XI n'a pas fait figurer au milieu des médailles de son pontificat, le souvenir qui, en célébrant une victoire de l'Eglise sur l'hérésie, aurait dû nécessairement solenniser aussi, au nom du siège de saint Pierre, la gloire de Louis XIV. C'est donc aux rapports peu bienveillants, nous pourrions dire, hostiles, qui existaient à l'époque de la révocation de l'Edit de Nantes, entre Louis XIV et le pape, que l'on doit attribuer une lacune qui a lieu de surprendre dans la série des médailles relatives au triomphe de la cause romaine sur le protestantisme. On aurait tort, pensons-nous, de chercher ailleurs la cause de l'absence ou plutôt de la non-existence de ce monument.

IV

Mais retournons maintenant un siècle en arrière, et cherchons parmi les médailles du pontificat de Clément VIII, celles qui se rapportent à la lutte contre l'hérésie protestante et en particulier à l'abjuration du roi Henri IV. Il en est plusieurs qui, d'après nos numismates romains, sont relatives à ce fait si grave dans l'histoire du protestantisme français. Elles font suite, dans l'ordre des dates, à celles dont nous avons précédemment donné la description. Car le cardinal Aldobrandini, sous le nom de Clément VIII, a succédé à Innocent IX (1592-1603), et c'est aux bronzes de ce dernier pape que s'était arrêté notre examen (Voyez ci-dessus, p. 408).

La première médaille sur laquelle nous nous arrêterons, porte dans l'ouvrage de Bonanni le n° VIII, et dans celui de Du Molinet le n° XXXVII. On y voit un serpent enlacé autour d'une croix avec cette légende : CONFREGISTI DRAGONUM CAPITA. Ces paroles tirées du psaume LXXIV^e, v. 43, nous les avons déjà lues sur une médaille de l'un des prédécesseurs de Clément VIII, sur la XV^e du pontificat de Pie V que nous avons décrite (Voyez page 404). Le père Du Molinet n'hésite pas à appliquer cette médaille à la délivrance du roi Henri IV de l'hérésie calviniste et à sa rentrée dans le sein de l'Eglise. Bonanni qui, semble d'abord être d'une autre opinion et reconnaître dans ce trophée un monument de la victoire remportée en Hongrie par les Impériaux sur les Turcs, et de la prise de la ville de Bude, qu'il croit voir sur la médaille, se range plus loin au sentiment de Du Molinet. Dans l'explication qu'il donne de la médaille n° XIX, UNUS DEUS, UNA FIDES, il rappelle expressément la médaille précédente comme se rapportant à l'abjuration faite par Henri IV de l'hérésie calviniste.

Fixons nos regards en second lieu sur le n° XXIX. Cette médaille, qui porte chez Du Molinet le n° VII représente le buste d'Henri IV, avec cette devise : HENRICUS IIII, DEI GRATIA FRANCÆ ET NAVARRÆ REX CHRIS-

TIANISSIMUS. Elle portait au revers l'image de Clément VIII pour faire connaître au monde par la conjonction de ces deux personnages, la réconciliation sincère opérée entre le pape et le monarque français, par la levée de l'anathème qui avait pesé sur le dernier dans le temps de son hérésie. A l'occasion de l'explication qu'il doit en donner, Bonanni fait un narré des faits qui ont précédé la rentrée du roi dans le giron de l'Eglise, en remontant à Sixte-Quint et en rappelant l'excommunication que ce pape énergique et bouillant (*ingenii præfervidi*) avait prononcée contre le roi de Navarre et contre le prince de Condé, comme hérétiques et fauteurs d'hérésies. Il mentionne après cela la lettre monitoire adressée par Grégoire XIV à tous les archevêques, évêques, abbés, prieurs et autres prélats séculiers et réguliers, à tous les chapitres, collèges et couvents, ainsi qu'à tout ecclésiastique quelconque dans toute l'étendue du royaume de France, pour leur enjoindre, sous peine des censures ecclésiastiques, d'abandonner et de délaisser entièrement Henri de Bourbon, ci-devant roi de Navarre, et tous ses adhérents sans aucune exception. Cette lettre fut publiée et affichée à Rome le 25 mai 1591. Puis vient le récit de tout ce qui se passa au sujet d'Henri IV sous le pontificat de Clément VIII, les prières ardentes, les sacrifices continuels, les larmes incessantes de ce pontife pour obtenir de Dieu le salut de l'Eglise de France; son refus de recevoir le cardinal de Gondi et le marquis de Pisona, premiers délégués d'Henri IV; l'accueil qu'il fit au duc de Nevers comme simple particulier, et non comme envoyé du roi; puis le consentement qu'il donna enfin, après les sollicitations habiles de Du Perron et de d'Ossat, à l'absolution qu'ils imploraient pour leur maître; les conditions sévères qu'il imposa au soi-disant pénitent, comme de remettre le jeune prince de Condé entre les mains des catholiques, de rétablir le catholicisme dans le Béarn, de prendre le clergé tant séculier que régulier sous sa protection spéciale, de faire observer les décrets du concile de Trente, etc. L'historien raconta les cérémonies accomplies à Rome pour l'absolution accordée par le pape et reçue par les délégués d'Ossat et Du Perron, qui gagnèrent tous deux à cet office le chapeau de cardinal. Il montra Clément VIII quoique souffrant de la goutte (*Quamvis podagra vexatus*) parcourant deux fois de suite à genoux les saints degrés (*scalam sanctam*) en baisant chaque marche et en l'arrosant de ses larmes, puis se rendant nu-pieds du Quirinal à Sainte-Marie-Majeure pour y célébrer la messe, et retournant de la même manière à son palais après la cérémonie, le tout pour obtenir de Dieu l'absolution du roi. Cette absolution, due aux prières et aux larmes du pieux pontife, fut enfin publiquement accordée le 47 septembre 1593, dans le portique de Saint-Pierre, et Bonanni retrace les détails de la solennité d'après le registre du maître des cérémonies qui y avait présidé. Nous nous abstenons de les reproduire à cause de leur

longueur. Disons seulement que le tout se termina par un *Te Deum* que Du Perron, d'Ossat et le cardinal de Joyeuse firent chanter dans l'église de Saint-Louis, par le bruit des canons qui se fit entendre pendant deux jours consécutifs, et par un grand festin dans la demeure de Du Perron. La médaille frappée par l'ordre du pape vint confirmer la joie que les mandataires d'Henri IV avaient de leur heureux succès, constaté encore publiquement par une colonne de granit placée devant l'église de Saint-Antonin avec cette inscription :

D. O. M.
 CLEMENTO OCTAVO PONT. MAX.
 AD MEMORIAM
 ABSOLUTIONIS HENRICI QUARTI
 FRANCIE ET NAVARRÆ
 REGIS CHRISTIANISSIMI
 Q. F. A. D. XV KAL. OCTOBR. MDXCV.

Nous n'avons pas maintenant à apprécier la sincérité des regrets exprimés par Henri IV, sur ce que de si graves obstacles l'empêchaient de voler à Rome pour baiser les pieds du saint-père, ni la réalité de la joie et de la confiance que l'abjuration du roi inspirait au Pontife. L'essentiel pour l'un comme pour l'autre, était de faire constater le fait extérieur de l'abjuration.

La médaille n° XXX de Bonanni, que Du Molinet avait, avec raison, fait figurer sur ses tables avant la précédente, puisqu'elle est de 1594, représente, sous les traits de Melchisédec et d'Abraham prosterné devant lui, le pape et le duc de Nevers envoyé par Henri IV pour implorer son absolution. Le pain et le vin que l'on voit dans les mains du sacrificateur au-dessus de l'autel, paraissent être un symbole de l'adhésion du roi converti aux sacrements de l'Eglise. La légende : *ET NON POENITEBIT EUM*, tirée du psaume CX, v. 4, fait sans doute allusion à la première abjuration du roi de Navarre, en 1572, à l'occasion de son mariage avec Marguerite de Valois, et à son retour subséquent dans la communion réformée. Il promet que cette fois il ne se repentira plus de son changement de religion. C'est ainsi, en effet, au rapport de l'Estoile, qu'il parlait aux théologiens catholiques de l'assemblée de Mantes, en 1593 : « Je vous prie, prenez-y garde ; car là où vous me faites entrer, je n'en sortirai que par la mort, et de cela, je le vous jure et proteste. »

Après ces médailles, nous en trouvons quelques autres encore qui, sans se rapporter directement à l'hérésie, concernent Henri IV et témoignent

de l'intérêt que Clément VIII éprouvait pour ce fils prodigue de retour dans la maison paternelle. Deux d'entre elles étaient destinées à solenniser des traités de paix conclus par le roi de France avec Philippe III d'Espagne et avec le duc de Savoie. Le n° XXXI représente la paix consumant des armes avec son flambeau, et tenant la croix avec cette devise : *PAX ET SALUS A DOMINO*, MDCL. Du Molinet voit dans le mot *salus* une allusion au marquisat de Saluces, qui était l'objet en litige, au sujet duquel le pape dut intervenir comme arbitre entre Henri et le duc Charles-Emmanuel I^{er}. L'autre médaille, sous le n° XXXII, porte deux figures se regardant et joignant leurs mains, d'où sortent des épis, en signe de l'abondance que produira leur union. Le Saint-Esprit descend sur les deux personnages, qui sont Henri IV et Philippe III. Autour d'eux est cette légende : *PAX REIPUBLICÆ CHRISTIANÆ*.

Le n° XXXIV représente encore Henri IV, avec une seconde figure vue de face, qui est celle de Marie de Médicis. La devise qu'on lit au-dessus des têtes est : *LILIA PROPAGANTUR IN ORBE*. Cette médaille fut frappée à l'occasion du second mariage du roi, qui fut célébré à Florence, le 3 octobre 1600, par le ministère du cardinal Pierre Aldobrandini, neveu du pape, légat *a latere*, et délégué par lui dans ce but. On voit sur la médaille la rose d'or que le souverain pontife offrit, comme présent de noce, à la royale épouse, dont on attendait la propagation des lis bourbonniens.

Sous le n° XXXV, nous trouvons un témoignage de la réalisation de cette espérance. Cette médaille représente un jeune enfant tenant d'une main un sceptre, de l'autre une fleur de lis, avec un coq couronné qui vient à sa rencontre. Elle porte pour devise : *REGNIS NATUS ET ORBI*, et fut frappée par Clément VIII, à l'occasion de la naissance du Dauphin, fils premier né d'Henri IV et de Marie de Médicis. On lit dans les registres pontificaux, que le 5 octobre 1601, comme le pape était à Frascati (*Tusculum*), arriva un messager de France, qui annonça que le 27 septembre, jour de la fête des saints Cosme et Damien, la Sérénissime reine Marc avait mis au monde un fils. Le 6 octobre un *Te Deum* fut chanté dans l'Eglise de Saint-Louis des Français. Les tambours, les canons, les illuminations (*tympani, bombardæ cum luminaribus et ignibus*) témoignèrent pendant trois jours de la joie que causait cette naissance. Le pape envoya en France, pour féliciter Henri IV et la reine, « ses enfants bien-aimés » le nonce apostolique Maphei Barberini, qui porta plus tard la tiare sous le nom d'Urbain VIII. L'enfant, sujet de tant de joie, fut, ajoute Bonanni en terminant sa notice, « ce Louis XIII surnommé *le Juste*, qui vainquit l'hérésie, triompha de ses ennemis, réforma les ordres ecclésiastiques, et mourut illustre par ses

mérites et par son innocence, au mois de mai 1643, après avoir régné trente-trois ans. »

Nous n'avons plus à signaler qu'une seule médaille de Clément VIII, indiquée par nos auteurs comme relative à l'hérésie. C'est celle que Bonanni donne sous le n° XXXVIII. Elle représente la barque des apôtres guidée par le Seigneur lui-même, avec cette légende qui rappelle leur effroi dans la tempête sur le lac de Galilée : SALVA NOS, DOMINE. L'Eglise, nacelle de saint Pierre, agitée par les orages, c'est-à-dire assaillie par les hérésies des calvinistes et des luthériens, se met sous la protection de Christ, afin que les portes de l'enfer ne prévalent point contre elle. Ce n'est pas sans raison, ajoute Bonanni, que Christ se trouve placé à la poupe du navire, tenant le gouvernail : car c'est lui seul et non le hasard, ni aucun être humain qui gouverne l'Eglise. Et quiconque a la présomption de parvenir au bonheur céleste, comme à un port assuré, sans avoir Christ pour guide, travaille pour néant, et n'a qu'une religion vaine. Souvenons-nous en outre qu'au milieu des agitations de la vie présente, le Seigneur ne méprise pas les prières de ses faibles enfants. Loin de là, comme le dit le vénérable Bède, il les assiste dans le combat pour qu'ils triomphent de leurs adversaires, et après leur victoire, il les couronne pour l'éternité.

Nous sommes heureux de quitter l'examen de nos historiens pontificaux sur des pensées aussi saines, aussi purement évangéliques, sur une profession aussi précise et aussi satisfaisante de la foi chrétienne. Ah ! pourquoi les catholiques-romains ne parlent-ils pas toujours du Seigneur Jésus d'une manière aussi scripturaire ? Pourquoi ne le proclament-ils pas constamment comme le seul moyen de salut, comme l'unique chef de l'Eglise, comme la gouvernant réellement lui-même par sa Parole et par son Esprit ? Qu'il nous serait doux de les voir repousser bien loin tous ces intermédiaires trompeurs qui, selon les paroles mêmes que nous venons de citer, rendent leur religion vaine et leur travail stérile ! (*Quicumque sine Christo duce..... hujus vani sunt labores et vana religio.*) Que nous serions heureux de les sentir, renversant tous les vains échafaudages que leurs conducteurs aveugles ont élevés entre eux et Christ, se joindre à nous pour dire à ce seul Sauveur adorable, à ce Médiateur unique : *Salva nos, Domine !* Oui, Seigneur Jésus, sauve-nous !

JULES CHAVANNES.

Vevey, juillet 1859.

BIBLIOGRAPHIE.

La FRANCE PROTESTANTE de MM. Haag. Tome IX et dernier,

Ce volume vient de paraître. Les auteurs ont le droit de dire, non sans une légitime fierté : *Exegi monumentum*. Et nous oserons ajouter : *vere perennius*.

En attendant que nous donnions, comme nous l'avons fait à chaque livraison, la liste des noms contenus dans ce IX^e et dernier tome, nous mettons sous les yeux de nos lecteurs, les lignes par lesquelles MM. Haag ont clos leur ouvrage :

« Enfin notre tâche est remplie ! Pendant quinze années nous avons marché, sans relâche, dans une route à peine frayée, hérissée d'obstacles, qui s'allongeait à mesure que nous avançons et semblait ne devoir point avoir de terme. Nous l'avons parcourue jusqu'au bout, malgré les prévisions contraires, sans autres encouragements que la conscience d'un service rendu et l'approbation d'un petit nombre d'amis, sans autre prix de nos travaux et de nos sacrifices qu'un succès d'estime ; car la faveur publique ne s'attache guère aux ouvrages d'érudition, s'ils n'ont le bonheur de se produire avec le prestige d'un nom illustre. Aujourd'hui notre publication est achevée, et nous la terminons, comme nous l'avions commencée, il y a douze ans, sans le secours d'un éditeur, le nôtre ayant fini par trouver la charge trop lourde.

« En exposant la vie et les travaux des Protestants français qui ont laissé un nom dans l'histoire, notre but était de réaliser un vœu exprimé par l'auteur de la *Bibliothèque historique de la France*, et de présenter, en même temps, sous son jour véritable, une des périodes, ou plutôt une des faces de nos annales nationales, les plus obscurcies par la passion. Ce but a-t-il été atteint ? Bien qu'il soit vrai de dire, avec un écrivain célèbre, qu'une première édition n'est jamais qu'un essai, nous aimerions à nous persuader qu'une œuvre qui nous a coûté tant de peines et de recherches, vaut un peu mieux qu'une ébauche. Le suffrage honorable de quelques hommes éminents serait très

propre à nous en convaincre, et nous nous laisserions aller volontiers à cette douce croyance si nous ne savions que les dictionnaires de Moréri et de Bayle lui-même, malgré leurs nombreuses éditions, successivement corrigées et augmentées, offrent encore un champ assez vaste à la critique. Les travaux de ce genre sont condamnés par leur nature même à rester toujours imparfaits, parce que des faits nouveaux, fruits de nouvelles découvertes, viennent sans cesse s'ajouter aux faits déjà connus. La *France protestante* rentre dans cette catégorie d'ouvrages sans achèvement possible.

« Nous n'avons donc point la folle présomption de regarder notre publication comme irréprochable; nous ne nous faisons aucune illusion sur son mérite, et personne ne sait mieux que nous qu'il y a des lacunes et des erreurs. Aussi notre intention est-elle de continuer nos recherches et de publier, Dieu aidant, un supplément qui contiendra : 1^o un certain nombre de noms, quelques-uns assez notables, que nous avons omis dans l'incertitude où nous étions de la nationalité ou de la religion de ceux qui les ont portés; 2^o un errata général; 3^o une table par ordre chronologique des principaux faits historiques rapportés dans l'ouvrage; un index des noms de tous les Protestants qui y sont mentionnés. »

L'éditeur avait annoncé dès le début que si la demande en était faite par un nombre suffisant de souscripteurs, il serait publié : 1^o Une carte de la *France protestante* aux XVI^e et XVII^e siècles; 2^o Un recueil de portraits des protestants français les plus célèbres, d'après les originaux authentiques; 3^o Une reproduction d'anciennes estampes historiques; 4^o Une riche collection de *fac simile* curieux, de signatures-autographes, etc.

Nous remarquons avec peine, — mais sans en éprouver aucune surprise, — que ce dessein a dû être abandonné. Ce n'est sans doute pas à cause du trop grand nombre de demandes des souscripteurs.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS.

CORRESPONDANCE.

OBSERVATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIVES A DES DOCUMENTS PUBLIÉS.—

AVIS DIVERS, ETC.

Un album protestant du commencement du XVII^e siècle.

Les *Archives du Bibliophile ou Bulletin de l'Amateur de livres et du Libraire*, publiées tous les mois par A. Claudin (à Paris, 42, rue d'Anjou-Dauphine), mentionnent dans le cahier coté 21, sous le n^o 5034 et la rubrique *Autographes*, un curieux Album formé tout au commencement du XVII^e siècle, et contenant surtout des échantillons de l'écriture de person-nages protestants du règne de Henri IV. Voici au surplus textuellement la description qu'en donne le catalogue :

5034. *Autographes*. NICOLAI VAN SORGEN ALBUM AMICORUM. In-8^o, v. fauve, fil., dent., ornem. Riche et ancienne reliure datée de 1604, entièrement parsemée de fleurs dorées à petits fers, tr. dor. (*Parfaite conservation*). 200 fr.

Ce manuscrit ne contient pas moins de DEUX CENT DIX-NEUF AUTO-GRAPHES SIGNÉS de savants et hommes célèbres des XVI^e et XVII^e siècles. Chacun d'eux a ajouté de sa main quelques sentences ou pièces de vers en l'honneur du propriétaire de ce volume, *Nicolas Van Sorgen*. Ce personnage, dont les armoiries enluminées avec la devise : *Amat victoria curam*, se trouvent en tête du volume, a dû occuper un rang illustre dans la république des lettres. Il était natif de Delft en Hollande, comme nous l'apprennent quelques lignes qui lui sont adressées. L'énumération des 239 signatures contenues dans ce volume serait beaucoup trop longue ; nous allons signaler seulement les suivantes :

MORNAY (Philippe de), 7 lignes, datées de Saumur, 15 janvier 1605.

SENECHAL (Claude), 5 lignes. — Saumur, 16 janvier 1605.

CHAMIER, ministre protestant dauphinois, 9 lignes. — Montelimart, 15 juin 1605.

PACIUS (J.), 7 lignes. — Montpellier, 5 juin 1605.

SCHWARTSEMBERGH (Guill.-Balthaz., baron de), 12 lignes. — Orléans, 10 février 1605.

CASAUBON (Isaac), 8 lignes. — Paris, 14 janvier 1604.

VIGNIER (Nicolas), 12 lignes. — Blois, 9 janvier 1605.

LECTIUS (Jac.), 8 lignes. — Genève, 9 juillet 1605.

BÈZE (THÉODORE DE), âgé alors de 97 ans, 14 lignes. — Genève, 7 juillet 1605. — Cet autographe d'un homme aussi célèbre est fort curieux, en ce qu'il est daté de trois mois seulement avant sa mort (arrivée le 13 octobre de la même année). Accablé par les infirmités de la vieillesse, Théodore de Bèze, en traçant ces quelques lignes, commence par la sentence suivante de saint Grégoire : *Nemo ægrotus est eo insanabilior qui sibi sanus videtur*, touchant exemple de constance et de résignation !

DEODATUS (J.), 6 lignes. — Genève, juillet 1605.

FAYUS (Antonius), 6 lignes. — Genève, 5 juillet 1605.

JORDAN (Jean), 22 lignes. — Genève, 12 juillet 1605. — On y remarque le curieux dicton poétique suivant du XVI^e siècle :

*Les amis de l'heure présente
Sont de la nature du melon (sic) :
Il en faut essayer cinquante
Avant que d'en trouver un bon (1).*

GODEFROY (Denis) (*Dionysius Gothofredus*), 5 lignes. — Heidelberg, 2 septembre 1605.

GRUTERUS (Janus), 7 lignes. — Heidelberg, 5 septembre 1605.

DU MOULIN (Pierre), célèbre ministre protestant, 8 lignes. — Paris, 5 décembre 1604.

PARÆUS (J.), 11 lignes. — Heidelberg, 21 août 1605.

SWIETEN (Nic. Van), 8 lignes. — Orléans, 3 mars 1605. — Avec les curieux adages français :

*Bonne terre, mauvais chemin ;
Bon avocat, mauvais voisin ;
Bonne mulc, mauvaise beste ;
Belle femme, mauvaise teste.*

CONSTANTIN (ROBERT), professeur de littérature grecque à l'académie de Montauban, 14 lignes ÉCRITES À L'ÂGE DE CENT ANS, etc.,... etc.,... etc.,... et plusieurs autres autographes de divers savants, datés de SAUMUR, ORLÉANS, NIMES, LA ROCHELLE, etc.,... etc.,...

Nous n'avons eu connaissance qu'un peu tardivement de cette occasion, et nous n'avons pu voir le volume ; mais nous nous sommes enquis curieusement de son sort, et nous avons appris qu'il avait, malgré son prix assez élevé, provoqué les demandes de plusieurs amateurs. Celui qui a eu la priorité et qui en a enrichi sa collection nous est connu, et peut-être vaudra-t-il bien nous mettre à même d'en communiquer quelques extraits à nos lecteurs.

(1) On voit que ce quatrain est fort ancien. On le trouve cité par Jean Rou dans un des opuscules qu'il a insérés dans ses *Mémoires*, t. I, p. 285. (Réd.)

Questions et Réponses.

Demande de renseignements sur une famille de réfugiés.

On nous a priés de poser la question suivante :

La famille BOISVIN DE BACQUEVILLE, — dont les armes sont : *D'azur à trois croix alésées d'or, deux et un*, — existe-t-elle encore en France ? Est-elle restée protestante ou devenue catholique ? Quels en sont aujourd'hui les représentants ?

Est-il vrai que Calvin, avant de poursuivre Servet à Genève, l'ait dénoncé à l'archevêque de Lyon ?

(Voir t. VII, page 225.)

Nous savions que les pages 246 à 248 du tome II de l'*Histoire de l'Eglise de Genève* par M. Gaberel, contenaient une réponse à la question ci-dessus posée. Mais nous savions aussi que l'article SERVET, destiné au dernier volume de la *France protestante* devait présenter une solution différente de la même question, et nous voulions mettre en présence les deux opinions. C'est ce que nous faisons aujourd'hui. Voici le récit de M. Gaberel :

« En 1553, Servet achevait son *Christianismi Restitutio*, et, se couvrant du plus profond mystère, il le faisait imprimer à Vienne. A cette occasion, Calvin se montre tellement égaré par le fanatisme, qu'il arrive à n'avoir plus de notions distinctes touchant le bien et le mal. Regardant la publication du livre de Servet comme une œuvre blasphématoire, un crime de lèse-majesté divine, il voulut à tout prix anéantir l'édition et faire périr l'auteur. Pour y parvenir, au lieu de prendre la voie franche de la publicité et de déclarer aux tribunaux catholiques de Lyon l'existence d'une hérésie également punissable dans les deux Eglises, Calvin suivit la marche tortueuse des inquisiteurs. Un réfugié français, Guillaume de Trie, correspondait de Genève avec un parent catholique, nommé Arney, résidant à Lyon ; dans une de ses lettres, le protestant déclare au Lyonnais que la discipline ecclésiastique était plus sévère à Genève qu'en France, et que jamais en cette ville on ne souffrirait l'impression des abominables hérésies d'un Michel Servet, qui ont lieu clandestinement à Vienne ; et, pour prouver ce qu'il avance, il joint à son épître les premières feuilles du livre de

l'Espagnol (1). Le correspondant n'eut rien de plus pressé que de faire sa dénonciation, l'imprimerie secrète fut fouillée, et Servet interrogé ; mais, prévenu à temps par un grand personnage dont il était le médecin, il fit disparaître ses papiers les plus compromettants, et l'inquisiteur le relâcha, faute de preuves.

• Ici commence l'œuvre de Calvin. Arney mande à de Trie l'inutilité des premières recherches, et l'engage à lui livrer le reste de l'exemplaire du *Christianismi Restitutio*, afin d'y trouver quelque indice positivement accusateur. De Trie répond que c'est fort inutile, mais qu'il a obtenu de Calvin plusieurs lettres autographes de l'Espagnol, qui seront des preuves irrécusables de son identité. Ces lettres, que Servet avait jadis supplié Calvin de lui renvoyer (2), sont livrées aux inquisiteurs ; ceux-ci engagent le docteur à se rendre dans la prison de Vienne pour donner ses soins à un malade ; Servet ne soupçonne point le piège, et les portes des cachots se referment sur lui. L'inquisiteur Matthieu Ory lui présente quelques notes marginales écrites sur un livre ; Servet ne fait aucune difficulté de reconnaître son écriture. Alors on exhibe les lettres de Genève : les caractères se trouvent identiques ; toute dénégation est impossible : ces lettres contiennent des doctrines pareilles à celles du *Christianismi Restitutio* ; Servet est gardé à vue ; son procès s'instruit ; il est condamné à être brûlé vif. Mais un ami puissant veillait sur ses jours ; M. de Maugiron, magistrat de Vienne, dont le docteur avait sauvé la fille d'une grave maladie, lui fit passer un déguisement qu'il endossa par-dessus sa robe de docteur, et, profitant de l'incurie de ses geôliers, il franchit une muraille et sortit de la ville. Après avoir erré quelque temps, il voulut aller en Italie, où il savait que ses opinions seraient plus favorablement accueillies que sur la terre française..... »

Voici maintenant l'exposé des mêmes faits, tel que le présente M. Haag (*France prot.*, IX, 271 à 274) :

« Servet, on le voit, ne renonçait pas à son projet de provoquer une réforme de la dogmatique chrétienne, plus complète que celle à laquelle les réformateurs s'étaient arrêtés. En demandant la *restitution* du christianisme, il n'était pas mu par un esprit d'hostilité, loin de là, sa foi était sincère, son respect profond pour la personne du Christ et pour son œuvre. Il ne voulait pas détruire la religion de Jésus, mais la purifier. On dit, et

(1) Comment ce livre était-il en sa possession ? Nul ne le sait ; les adversaires de Calvin pensent que Servet le lui avait envoyé. Nous ne pouvons rien affirmer sur ce point, et, ne nous appuyant que sur des faits déterminés, nous ne faisons intervenir Calvin que lorsque des pièces positives autorisent notre affirmation.

(2) Lettres de Servet. Bibliothèque publique.

nous n'avons pas de peine à le croire, que ce fut dans l'espoir de gagner Calvin à ses idées, qu'il entra en correspondance avec lui par l'intermédiaire du libraire Frelon, leur ami commun; mais emporté bientôt par son orgueil excessif, il prit avec l'auteur de l'*Institution chrétienne* un ton protecteur, hautain, méprisant même, qui devait naturellement blesser le réformateur de Genève, non moins orgueilleux que lui et non moins absolu dans ses convictions. L'irritation de Calvin perça dans une lettre du 13 février 1556, qu'il écrivit à Jean Frelon : « Pource qu'il (Servet) m'avoit écrit d'un esprit tant superbe, je luy ay bien voulu rabattre un petit de son orgueil, parlant à luy plus durement que ma coustume ne porte... S'il poursuit d'un tel style comme il a faict maintenant, vous perdrez tems à me plus solliciter à travailler envers luy, car j'ay d'autres affaires qui me pressent de plus près. »

• Servet n'en continua pas moins à harceler Calvin, comme s'il eût pris à tâche de l'exaspérer. En même temps, avec cette ténacité qu'inspire une conviction profonde, il tentait, mais sans succès, d'associer Viret à ses projets, et il écrivait à Abel Poupin une lettre qui devait révolter tous les ministres genevois : « *Evangelium vestrum, lui disait-il, est sine Deo, sine fide vera, sine bonis operibus. Pro uno Deo, habetis tricipitem Cerberum; pro fide verâ, habetis fatale somnium, et opera bona dicitis esse inanes picturas.* » Une conduite aussi imprudente ne s'explique que par un zèle allant jusqu'au fanatisme.

• Repoussé par les réformateurs de la Suisse française comme il l'avait été par les réformateurs allemands, Servet résolut d'agir seul. En 1552, il envoya au libraire bâlois Marrin un nouvel ouvrage de sa façon, et, sur son refus de le publier, il prit des arrangements avec Balthasar Arnoullet, libraire de Vienne, et Guillaume Guéroutt, son beau-frère, tous deux protestants secrets, pour le faire imprimer en cachette à ses frais. Cet ouvrage, qui parut au commencement de 1553, sous ce titre : *Christianismi Restitutio. Totius ecclesiæ apostolicæ ad sua limina vocatio, in integrum restitutâ cognitione Dei, fidei Christi, justificationis nostræ, regenerationis baptismi, et cœnæ Domini manducationis. Restituto denique nobis regno cœlesti, Babylonis impiæ captivitate soluta et Antichristo cum suis penitus destructo*, s. l., 1553, in-8°, a été supprimé avec tant de soin qu'il n'existe plus que deux ou trois exemplaires de l'édition originale; mais il a été réimprimé ligne pour ligne, sur l'exemplaire de la bibliothèque de Vienne en Autriche, par les soins de de Murr, Nuremb., 1791, in-8°.

• Il n'est pas facile de se faire une idée claire et nette du système de Servet, même après avoir lu son livre, tant il s'exprime d'une manière confuse dans un style incorrect, presque barbare. Nous essayerons pourtant

de l'analyser en peu de mots. Partant du principe de l'indivisibilité absolue de Dieu, il arrive, d'induction en induction, à nier les dogmes fondamentaux du christianisme. Dieu, être abstrait, parfaitement un et simple, n'exerce pas directement son action sur le monde, dont il est séparé par un abîme incommensurable. L'intermédiaire dont il se sert, le lien qui rattache le fini à l'infini, est le monde des idées, êtres personnels et actifs, émanant de l'essence de Dieu et types éternels des choses. Distinctes de Dieu, sans être séparées de lui, elles vivifient la matière et l'unissent à Dieu. Il y a donc trois mondes à la fois distincts et unis : Dieu, les idées, les êtres. Les êtres sont contenus dans les idées, les idées le sont en Dieu, donc Dieu est tout et tout est Dieu. Cette théorie panthéiste n'est au fond que le système du philosophe alexandrin Philon, avec lequel le système de Servet offre les plus frappantes analogies, non-seulement au point de vue de la métaphysique, mais à celui de la christologie, comme nous allons le démontrer.

« Le centre du monde idéal, du monde des forces divines, des attributs divins, des paroles, des anges, pour parler le langage biblique, est le Logos, la Parole par excellence, le Christ, qui résume en lui toutes les paroles ou idées : *Christus ipse est idearum pelagus æternum*. Comme hypostase émanée immédiatement de la substance de l'Être absolu, Christ est le Fils de Dieu, contenant en soi tous les êtres : *Non solum in se ipso humanæ commiscet et unit, sed et divinæ humanis in unam veram substantiam*. Sans le Christ, Dieu serait resté un principe inaccessible à l'intelligence humaine. *Quid enim potuit unquam homo de Deo imaginari, prius quam se illi visibilem præbuit?* C'est lui qui l'a révélé; il est la lumière de Dieu, sa manifestation la plus parfaite; il est Dieu : *I'ere adorandus verusque Deus*; consubstantiel : *Ex vera Dei substantia genitus*, et co-éternel au Père, comme Verbe : *I'erbum in Deo proferente est ipsemet Deus loquens*. Mais ce Logos éternel n'est devenu Fils qu'en se manifestant dans le temps, pour relever la nature humaine de l'état d'abaissement où l'avait réduite la chute d'Adam, la ramener à sa pureté primitive et, par sa médiation, faire les hommes fils de Dieu. De même que Dieu se manifestant au monde est le Verbe, il s'appelle le Saint-Esprit en tant qu'il se communique au monde, qu'il exerce une action morale sur l'esprit de l'homme. Ainsi, comme Sabellius, Servet ne voyait dans les trois personnes de la Trinité que trois différents modes de manifestation de l'Être absolu. *Multiformes deitatis aspectus, diversæ facies et species*. Il ne pouvait concevoir un Dieu en trois hypostases : *V'eri h'i sunt tritheitæ et athei, qui Deum non habent, nisi tripartitum et aggregativum*.

« Ce système, mêlé des idées de Philon, de Sabellius et de Photin, devait produire un scandale horrible chez les protestants comme chez les catholiques. Servet n'en doutait pas, et cependant, soit désir de faire par-

ler de lui, soit besoin de répandre ce qu'il croyait la vérité, il ne craignit pas de se jeter dans un danger presque inévitable ; seulement il prit les précautions nécessaires pour que l'auteur du livre ne fût pas connu : il en envoya tous les exemplaires à Lyon avec ordre de les expédier en Italie et en Allemagne. Jean Frellon en fit tenir un exemplaire à Calvin (1). Peu de jours après, le 26 février 1553, Guillaume de Trie, répondant à un de ses parents, Antoine Arneys, de Lyon, qui lui avait écrit pour l'exhorter à rentrer dans le sein de l'Eglise romaine, lui disait : « Je me
 • suys esbay comment vous m'osez reprocher entre aultres choses que
 • nous n'avons nulle discipline ecclésiastique ny ordre, et qu'eulx qui nous
 • enseignent ont introduit une licence pour mettre confusion partout ; et
 • cependant je veois, Dieu mercy, que les vices sont mieux corrigez de
 • pardeçà que ne sont en toutes vos officialitez. » Et pour le prouver, « je
 • vous puy, ajoutait-il, alléguer ung exemple qui est à vostre grande
 • confusion, puisqu'il le fault dire. C'est que l'on soutient de pardelà un
 • hérétique qui mérite bien d'estre bruslé par tout où il sera. Quand je
 • vous parle d'hérétique, j'entends ung homme qui sera condamné des pa-
 • pistes autant que de nous ou pour le moins qui le doit estre. Car com-
 • bien que nous soyons différens en beaucoup de choses, si avons-nous
 • cela commun que en une seule essence de Dieu il y a trois personnes,
 • et que le Père a engendré son Fils qui est sa sagesse éternelle devant
 • tout temps, et qu'il a eu sa vertu éternelle qui est son Sainct-Esprit.
 • Or quand ung homme dira que la Trinité laquelle nous tenons, est un
 • cerberus et monstre d'enfer et desgorgera toutes les villainies qu'il est
 • possible de penser contre tout ce que l'Escripture nous enseigne de la
 • génération éternelle du Fils de Dieu, et que le Sainct-Esprit est la vertu
 • du Père et du Fils, et se moquera à gueulle desployée de tout ce que
 • les anciens Docteurs en ont diet, je vous pry en quel lieu et estime l'au-
 • rez-vous?... Quelle honte est-ce que l'on face mourir ceulx qui diront
 • qu'il ne fault invoquer que ung seul Dieu au nom de Jésus-Christ, qu'il
 • n'y a aultre satisfaction que celle qui a esté faicte en la mort et pas-
 • sion de Jésus-Christ, qu'il n'y a aultre purgatoire qu'en son sang,
 • qu'il n'y a aultre service agréable à Dieu que celui qu'il commande
 • et approuve par sa Parole ; que toutes peintures et images que les
 • « hommes contrefont sont autant d'idoles qui profanent sa Majesté ;

(1) Cet exemplaire, dit-on, est le même que celui qui se trouve aujourd'hui à la Bibliothèque nationale. On prétend qu'il a été retiré du bûcher de Servet. Il suffit d'un léger examen pour se convaincre que c'est là un conte fait à plaisir. Qu'il ait été en la possession de Colladon, qui y a joint un Index de sa propre main, on ne saurait en douter ; mais si c'est l'exemplaire donné par Frellon à Calvin, comme il est complet, il en résulte que de Trie détacha d'un autre exemplaire la feuille qu'il envoya à son parent, ce qui vient à l'appui de notre opinion, que Calvin ne s'est pas fait le dénonciateur du malheureux Servet.

« qu'on doibt garder les sacremens en tel usage qu'il a esté ordonné de
 « Jésus-Christ. Voire et qu'on ne se contente point de faire mourir telles
 « gens d'une simple mort, mais qu'on les brusle cruellement. Cependant
 « voilà qui nommera Jésus-Christ idole; qui détruira tous les fondemens
 « de la foy; qui amassera toutes les rêveries des hérétiques anciens; qui
 « mesme condamnera le baptesme des petits enfans l'appelant inventions
 « diaboliques; et celluy-là aura la vogue entre vous et le supportera-t-on
 « comme s'il n'avoit point failly. Je vous pryé, où est vostre zèle que vous
 « prétendez et où la police de cette belle hiérarchie que vous magnifiez
 « tant? L'homme dont je vous parle a esté condamné en toutes les Eglises
 « lesquelles vous réprouvez. Cependant il est souffert entre vous, voire
 « jusques à y faire imprimer ses livres, qui sont si pleins de blasphèmes,
 « qu'il ne fault point que j'en die plus. C'est un Espagnol portugallois
 « nommé Michaël Servetus de son propre nom, mais il se nomme Ville-
 « nenfve à présent, faisant le médecin. Il a demeuré quelque temps à Lyon,
 « mainetenant il se tient à Vienne, où le livre dont je parle a esté imprimé
 « par un quidam qui là a dressé imprimerie, nommé Balthazard Arnoul-
 « let. Et afin que vous ne pensiez que j'en parle à crédit, je vous envoie
 « la première feuille pour enseigne. » L'abbé d'Artigny attribue sans au-
 cune hésitation cette lettre à Calvin; *Castalion* dit seulement qu'on croyait
 y reconnaître son style. Pour nous, jusqu'à preuve du contraire, nous n'y
 verrons que la réponse d'un protestant instruit dans sa religion et au cou-
 rant des controverses du temps, qui rétorque avec une certaine habileté
 les arguments de son adversaire. Or, à cette époque, les gens même du
 peuple (nous en avons donné des preuves) savaient « raisonner en théolo-
 giens » et même avec une étonnante sagacité, sur de subtiles questions de
 métaphysique; comme, de nos jours, on a vu des ouvriers développer avec
 un remarquable talent leurs idées sur les problèmes du socialisme. Guil-
 laume de Trie d'ailleurs n'était ni un homme de métier, ni un marchand
 en faillite, comme le suppose très gratuitement M. Saisset. Seigneur de
 Varennes, il descendait de l'illustre maison de Trie et s'était allié ou s'allia
 quelque temps après à la célèbre famille de *Budé* (Voy. II, p. 74). Une de
 ses filles, MARIE, épousa en 1575, *Jean de Normandie*, et une autre,
 ANNE, se maria en premières noces avec *Matthieu Sève*, échevin de Lyon,
 dont les descendants occupèrent à Genève un rang très distingué. Un gen-
 tilhomme, dans une position sociale aussi avantageuse que la sienne, ne
 devait pas l'abandonner à la légère, et avant d'y renoncer pour embrasser
 la religion protestante et se retirer à Genève, il est permis de croire qu'il
 avait étudié à fond les ouvrages de polémique. En supposant même qu'il
 n'eût pas reçu, lui aussi, un exemplaire du *Christianismi Restitutio*, ne
 pouvait-il pas connaître la doctrine de Servet par la lecture de ses pre-

niers écrits? N'aggravons pas les torts de Calvin, en les chargeant, sans preuve suffisante, du rôle honteux de délateur.

« Il se peut même que de Trie n'ait nullement eu l'intention de provoquer des poursuites; autrement (Nicéron l'a déjà fait observer), pourquoi se serait-il adressé à Lyon et non pas à Vienne? Quoi qu'il en soit, après avoir lu la lettre de son parent, Arneys, piqué sans doute des récriminations qu'elle contenait, s'empressa de la communiquer à l'inquisiteur Matthieu Orry, qui commença sans retard une enquête; mais l'information la plus sévère ne fit rien découvrir qui prouvât que Servet était l'auteur de l'ouvrage en question. Orry retourna donc à Lyon et fit écrire par Arneys à de Trie pour réclamer de plus amples informations. De Trie répondit le 26 mars : « Quand je vous escrivis la lettre que vous avez communiquée à
 « ceux qui y estoient taxés de nonchalance, je ne pensois point que la
 « chose deust venir si avant. Seulement mon intention estoit de vous re-
 « montrer quel est le beau zèle et dévotion de ceux qui se disent pilliers
 « de l'Eglise, bien qu'ils souffrent tels désordres au milieu d'eux, et ce-
 « pendant persécutent si durement les pauvres chrétiens qui désirent de
 « suivre Dieu en simplicité. Pource que l'exemple estoit notable et que
 « j'en estois adverty, il me sembla que l'occasion s'offroit d'en toucher
 « en mes lettres selon la matière que je traitois. » Arrivant ensuite à l'objet
 de la lettre de son cousin qui lui demandait de lui envoyer l'exemplaire
 entier du livre de Servet, il s'excusa de ne pouvoir le faire; mais, lui
 dit-il, « je vous mettray en main plus pour le convaincre, assavoir deux
 « douzaines de pièces escriptes de celui dont il est question, où une partie
 « de ses hérésies est contenue. Si on luy mettoit au devant le livre imprimé,
 « il le pourroit regnuyer, ce qu'il ne pourra faire de son escripture..... Je
 « confesseray une chose, que j'aye eu grand'peine à retirer de ce que
 « je vous envoie de M. Calvin; non pas qu'il ne désire que les blasphèmes
 « exécrables ne soient réprimez, mais pource qu'il luy semble que son
 « devoir est, quant à luy qui n'a point de glaive de justice, de convaincre
 « plustost les hérésies par doctrine, que de les poursuivre par tel moyen;
 « mais je l'ay tant importuné luy remontrant le reproche de légèreté qui
 « m'en pourroit advenir s'il ne m'y aidait, qu'en la fin, il s'est accordé à
 « me bailler ce que verrez. » Avoir consenti, pour éviter à un fidèle de
 son Eglise « le reproche de légèreté, » à se dessaisir de lettres qui lui
 avaient été écrites par un hérétique, son ennemi, bien qu'il sût que cette
 complaisance devait conduire le malheureux au bûcher, tel a été le crime
 commis dans cette affaire par Calvin contre les lois de l'humanité et de la
 charité chrétienne. Quant à de Trie, toute sa conduite trahit un prosélyte
 fanatique... »

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.

NOUVELLES DE LA RÉFORME ALLEMANDE A LA COUR DE FRANCE.

1521.

M. P. Raymond, archiviste à Pau, a publié dans la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes* (4^e série, t. V), une relation secrète écrite de Dijon, dans l'été de 1521, par un agent diplomatique résidant auprès du roi de France, relation qui s'est conservée aux archives des Basses-Pyrénées, sous le titre de *Nouvelles de la cour de France*. Elle était adressée à Henri II, roi de Navarre, alors âgé de dix-huit ans. Nous en extrayons le passage suivant, où « le commencement des démêlés de Martin Luther avec le pape y est raconté en termes assez crus, » ainsi que le dit M. Raymond.

L'empereur, à la requeste de nostre saint-père le pape, fit dernièrement venir à Wormes frère Martin Luther, augustin, sur le sauf-conduit de luy et de monsieur le duc de Saxonne électeur, lequel Luther a esté condampné hérétique par nostre dit saint-père et par les universités de Couloingne, de Louvain et de Paris, et lors ledit empereur estant en son siège impérial en la présence des princes de l'empire et de plusieurs autres, qui là estoient en publicque, luy fit demander par messire Aleander, ambassadeur de nostre dit saint-père, si vouloit soubstenir et maintenir ce qu'il avoit dit et escript contre nostre dit saint-père et son auctorité et puissance et de ses pardons et indulgences, et aussi ce qu'il avoit dit et escript de messieurs les cardinaux du saint-siège apostolicque et de la court de Romme. Sur quoy ledit Luther fit responce affirmative, et dit qu'il vouloit soubstenir et maintenir jusques au sang ce qu'il en avoit dit et escript, et que c'estoit choses vrayes et manifestes; et en oultre ledit empereur luy fit demander si vouloit soubstenir et maintenir ce qu'il avoit dit, escript et fait imprimer par ung livre *De Captivitate Babilonis*, et aultres livres, et en oultre dit qu'il vouloit soubstenir et maintenir (ce qu'il avoit dit) et fait imprimer, mais non pas ce que ses ennemys ont fait imprimer. Et après ledit Luther dit audit empereur, en latin et en alleman, comme il se donnoit merveilles de luy et de son conseil, de vouloir soubstenir contre luy, qui est zéléteur

de nostre foy katholique, nostre dit saint-père le pape, qui usurpe et accipe tout le temporel des terres de l'Eglise, lesquelles lui appartiennent, et aussi luy dit comme il se esmerveilleoit comme nostre dit saint-père avoit envoyé devers luy ledit Aleander son ambassadeur, pour une si grosse matière, lequel Aleander n'est pas théologien et n'a que la langue latine, et est juif; et dit plusieurs aultres choses qu'ilz seroient prolixes à escrire, en se gaudissant et mocquant de nostre dit saint-père et de son dit ambassadeur, et s'en retourna en la ville et université de Bitemberg, où il fait sa résidence, et sont plusieurs princes et seigneurs et gentilzhommes et villes en Allemagne qu'ilz le soubstiennent. Et en retournant, l'empereur, pour complaire à nostre saint-père, fit prandre et arrester ledit Luther en certain lieu par un gentilzhomme, de quoy le duc de Saxonne fut adverti, et le fit délivrer en ensuyvant son dit sauf-conduit.

CONFESSION DE FOI DES VAUDOIS DE PROVENCE.

1513.

On connaît les persécutions dirigées, dans les dernières années de François 1^{er}, contre les Vaudois de la Provence. En 1541, ceux de Cabrières, sommés par l'évêque de Cavaillon de lui soumettre leur doctrine, lui présentèrent une confession de foi, aussi simple qu'elle est évangélique. Ils la communiquèrent en même temps au savant et bienveillant Sadolet, évêque de Carpentras; ce dernier trouva peu à y redire. Adoptée, à ce qu'il paraît, par tous les Vaudois du pays, elle fut présentée en leur nom au roi François 1^{er}, en 1543. Mais elle ne fit aucun effet; la persécution suivit son cours; une population paisible et tranquille fut exterminée, et le sac de Mérindol et de Cabrières compte parmi les plus odieuses iniquités commises par l'intolérance.

La confession en question a été publiée par Léger, dans son *Histoire des Eglises vaudoises*, 1, 407. Nous en donnons ici un texte plus complet et plus authentique; il est tiré d'un manuscrit du milieu du XVI^e siècle, annexé à un exemplaire de l'ouvrage intitulé : *Falsedensium ac quorundam aliorum errores*,... autore Claudio Coussord. Paris, 1548. In-8°.

G. S.

Nous croyons qu'il n'est qu'un seul Dieu, qui est esprit, souverain créateur de toutes choses, père de tous, qui est sur tous et par toutes choses, et en nous tous, lequel on doit adorer en esprit et vérité, et non pas figures et choses visibles; auquel seul nous attribuons et donnons gloire de nostre vie, nourrissement, vestement, santé et maladie, prospérité et adversité, l'ayant comme autheur de toute bonté, le craignant comme celluy seul qui peult faire vivre et mourir, le priant comme celluy seul qui congnoist les cueurs.

Nous croyons que Jésus-Christ est le Fils et l'image du Père, et qu'en luy habite toute plénitude de divinité; par lequel nous congnissons le Père, lequel est seul nostre médiateur et advocat, et n'y a point d'autre nom soubz le ciel donné aux hommes auquel il nous faille estre saulvé, au seul nom duquel nous invoquons le Père, et ne usons d'autres oraisons que de celles qui sont contenues en l'Es-criture saincte, ou en celles concordantes en sentences.

Nous croyons que le saint Esprit est nostre consolateur procédant du Père et du Fils, par l'inspiration duquel nous faisons prières estans par luy renouvellez, lequel faict toutes bonnes œuvres en nous, et par luy avons congnoissance de toute vérité.

Nous croyons et tenons qu'il est une seule sainte Eglise, qui est la congration (*sic*) de tous les esleus et fidèles qui furent dès le commencement du monde et seront jusques à la fin, de laquelle nostre Seigneur Jésus-Christ est le chef, laquelle est gouvernée par la seule Parolle et conduite par le saint Esprit, en laquelle tous bons chrestiens doivent converser, car elle prie pour tous sans cesser, et d'icelle la prière est agréable à Dieu, hors laquelle nul ne peult estre saulvé.

Nous tenons que les ministres de l'Eglise, comme évesques et pasteurs, doivent estre irrépréhensibles tant en vie qu'en doctrine, autrement qu'on les doit desposer de tel office, et en substituer d'autres en leurs lieux, et que nul ne doit présumer cest honneur, sinon celluy qui est appelé de Dieu, comme Aaron nourrissant le troupeau de Dieu, non point pour occasion de gaing deshonneste, et non point comme aiant seigneurie sur le clergé, mais estant de courage l'exemplaire du troupeau en parolle et conversation, en charité et en foy et chasteté.

Nous confessons que les roys, princes et gouverneurs sont establis

et ordonnez ministres de Dieu, ausquels on doit obéir, car ils portent le glaive pour la deffence des innocens et punition des malfaiteurs; pour ceste cause, sommes tenus de leur paier tribut, de laquelle puissance nul ne doit présumer de s'exempter, ce qui est deffendu en l'exemple de nostre Seigneur Jésus-Christ, qui a voulu paier tribut sans entreprendre jurisdiction et seigneurie temporelle, seulement paovreté et le glaive de la Parolle du Père.

Nous confessons que le baptesme de l'eau est ung signe visible et extérieur, lequel nous représente ce que par la vertu de Dieu invisible ainsi occurance est dedans nous, sçavoir est rénovation d'esprit et mortification de nos membres en Jésus-Christ, par lequel aussi nous sommes receus en la sainte congration du peuple de Dieu, et protestant et déclarant de icelle nostre foy et changement de vie.

Nous tenons que le saint sacrement et la table ou Cène de nostre Seigneur Jésus-Christ est une sainte mémoire et actions de grâces des bénéfices que nous avons receue par sa mort et passion, qu'on doit faire ensemble en foy et charité, et d'esprouver soy-mesme, et aussi manger de ce pain et boire de ce calice participant du corps de nostre Seigneur et communicant en son sang, tout ainsi qu'il est escript en l'Escripture sainte.

Nous confessons que le mariage est bon et honorable, saint et de Dieu institué, lequel ne fault deffendre à personne, s'il n'y a empeschement par la Parolle de Dieu.

Nous confessons que ceux qui craignent Dieu enquerteront les choses qui luy plaisent, pour faire bonnes œuvres, lesquelles il a préparées affin qu'on chemine en icelles, qui sont charité, joye, paix, patience, bénignité, bonté, foy, débonnaireté, atrempance, et autres œuvres contenues en l'Escripture sainte.

Au contraire, nous confessons qu'il se fault donner garde des faulx prescheurs, desquels le but est de révoquer le peuple de la vraye adoration qui appartient au seul Dieu, et enseignent de soy appuyer aux créatures et fier, et aussi délaïsser les bonnes œuvres qui sont contenues par le discours de l'Escripture sainte, et de faire celles qui sont inventées par les hommes.

Nous tenons pour la seule reigle de nostre foy le Vieil et Nouveau Testament, et nous accordons en la générale confession de la foy avec tous les articles contenus au symbole des Apostres.

Lesdictz *Vouldoys* disent avoir envoyé leur présente doctrine au révérendissime cardinal de Carpentra, *Sadolet*, et prié, s'il y avoit chose qu'il estimast contre Dieu et sa Parolle, qu'il luy pleust le corriger et leur en advertir; lequel disent leur avoir mandé qu'il n'y avoit aucune chose qu'il estimast estre contre Dieu, seulement qu'il seroit bon de changer quelques mots, combien qu'ils ne feussent pas mauvais. Et telle confession de leur foy ont depuis envoyée au Roy très chrétien lesdicts *Vouldois* au païs de *Prowance*, l'an 1543.

LETTRE INÉDITE DE THÉODORE DE BÈZE

A MONSIEUR CÉCIL

1562.

M. F. de Witt a bien voulu nous communiquer la lettre suivante, transcrite par lui au *British Museum* (Bibl. Landsdown, Ms. num. 42).

Théodore de Bèze à Sir Cécil, secrét. d'Estat de la Grande-Bretagne.

Monseigneur, il me seroit impossible de vous rendre la pareille, ayant reçu de vous tant que de me daigner escrire. De quoi j'espérois vous remercier en personne, mais mon voyage estant desjà tout prest a esté rompu, à l'occasion que pourrez trop mieux entendre de Mons. de Trocmartin que de moy, avec mon très grand regret, voyant bien que si Dieu n'a pitié de ceste paovre nation, elle s'en va précipiter d'elle-mesme et sans occasion en plus grands troubles que jamais. toutesfois que Dieu nous trouvera tousjours quelque refuge pour passer la tempeste; et nommément, Monseigneur, je ne vous doy dissimuler que toutes gens de Dicu ont plus conceu d'espérance de Sa Majesté que de tous autres, quels qu'ils soyent aujourd'huy, la voyant d'elle-mesme si affectionnée à maintenir les paovres affligez, et davantage assistée de tels personnages que vous, Monseigneur, qui jusqu'icy l'avez maintenue en ceste bonne volonté et maintiendrez jusques au bout, ainsi que nous espérons. Et moi-mesme, en mon particulier, me voyant assailly de Satan de tous costés par nouvelles calumnies, j'ay conceu ceste espérance de vous en particulier, pour

la faveur qu'il vous a plu me monstrier en vos lettres que, eas advenant que la tempeste fust si grande sur moy que ne me penser subsister ny en ma patrie, pour laquelle toutesfoys j'ay faiet ee que j'ay peu, ny en pays circonvoisins, je trouveray tousjours quelque petit coing de retraite par delà pour user mes jours en quelque peu de repos. De quoy j'ay supplié Mons. de Troemartin vous tenir quelque propos. Vous priant me faire ee bien de m'estimer de vos plus affectionnez serviteurs, Monseigneur, je prie nostre bon Dieu et Père vous bénir en toutes grâces de plus en plus, et vous maintenir en sa saincte et digne garde.

Vostre très humble serviteur,

DE BESZE.

De Caen, ce x de mars 1562.

LETTRE D'ANDRÉ RIVET A MADAME DE LA TRÉMOUILLE.

1609.

(Communication de M. B. Vaurigaud.)

Du 7^e de mars 1609.

Madame, je vous renvoie suivant vostre commandement le traicté de la *Justice de Christ*, duquel j'ai retenu copie après l'avoir leu. Il ne m'appartient pas de donner jugement sur ce qui procède de celui d'un tel personnage, toutefois s'il m'est licite de le dire, il couche faiblement nos direz et fortifie celui de Piscator et ses fauteurs, et combien que sur la fin il conseille une bonne modération il se rend peu capable d'en estre creu, se monstrant trop partial en tout le reste de son discours, auquel en somme je n'ai rien trouvé que les argumens couchés en la lettre de Piscator de laquelle j'ay l'original, tous fondés sur certaines suppositions débattues de fausseté et sur une division manifeste de choses du tout conjointes. Ce n'est pas mon intention d'entrer en pique pour cela avec personne, attendu que grâces à Dieu nous n'en sommes point de deçà troublés; mais j'estime qu'il est aisé à respondre à tout ce qui pourroit répugner à ce qui fut déterminé au synode de La Rochelle pour estre enseigné par toutes

nos Eglises, à sçavoir que nous sommes justifiés devant Dieu par l'imputation de l'obéissance que notre Seigneur Jésus-Christ a rendue à Dieu son Père tant en sa vie qu'en sa mort ; entendant néanmoins que les questions de sa vie, les libres et volontaires èsquelles certes consiste l'obéissance et sans lesquelles sa mort et passion n'auroient aucune vertu et efficace. Car la passion de soy ne peut agir, c'est l'action. Voilà pourquoy j'estime qu'il y a de l'absurdité à faire une justice passive distinguée de l'active, en sorte qu'elles soient faites du tout diverses. Comme il semble que les deffenseurs de ceste opinion deservent, je désirerois qu'on considérast bien qu'il y a différence entre la justification de l'homme simplement et la justification de l'homme pécheur et lors on verroit comment on peut dire que la justification n'a besoin que d'une, partie ou comment deux luy sont nécessaires. L'homme simplement en sa création devant le péché, comme les saints anges à présent, eust esté justifié sans rémission et abolition du péché par l'acceptation de sa propre justice. Mais en l'estat auquel nous sommes nous avons besoin de la mortification de la chair par la rémission des péchés et de la vivification de l'esprit par l'imputation de justice ; car ces deux choses se considèrent distinctement en nostre justification par l'imputation comme elles sont distinctes en nostre sanctification commune, et certes je ne voy point que ces messieurs respondent bien à l'objection des adversaires, à sçavoir que la justification ne nous est pas conférée seulement afin que nous évitions les peines d'enfer, mais aussy afin que nous acquérions le prix de la vie céleste. Ceux qu'il a justifiés il les a glorifiés, dit l'Apostre, Rom. VIII. Or la seule rémission des péchés délivre de la peine, mais elle n'attribue point de prix et de gloire, ce que nous voyons tous les jours en jugemens ordinaires. Car ceux qui sont absous par le juge sont délivrés de la mort, mais ils ne reçoivent point de nouveau prix pour estre jugés n'estre on n'avoir esté coupables. Et ce que disent les contredisans que celui auquel les péchés sont remis n'est plus pécheur, et par conséquent juste pour obtenir vie éternelle, ne satisfait pas pour ce mesme que nous pouvons donner un estat mitoyen entre n'estre point pécheur et avoir la vie éternelle, à sçavoir l'estat d'innocence et de justice telle qu'estoit celle d'Adam devant le péché. Car il n'estoit point pécheur et toutefois il n'avoit point encore la vie éternelle, combien qu'il ne fust point coupable de mort. Ces deux choses ne sont pas nécessairement conjointes, n'estre point coupable

de mort éternelle et estre capable de vie éternelle. Je ne tiens pas aussy pour ferme ce fondement de ceste mutilation de justice, à sçavoir que Jésus-Christ devoit pour lui-même en tant qu'homme cette obéissance à la loi morale et par conséquent ne l'a faicte pour les autres. Car pourquoy ne sera l'obéissance active de Christ personnelle à luy et commune à tous ceux qui sont incorporés en luy aussy bien que la désobéissance personnelle en Adam a esté faicte commune à toute sa postérité. Cette loy de Dieu (fay ces choses et tu vivras) n'est point abolie par Christ, mais est accomplie en Christ en la personne duquel nous avons fait ce que Dieu commande, et mérité ce qu'il promet et ne s'ensuit pour cela que nous n'y soyons obligés afin que par icelle nous tesmoignons que nous sommes vivans en Christ. Mais je m'estens un peu trop sur cette matière et pour me sembler ridiculement vouloir esclaire le soleil, veu et considéré que Dieu vous a donné abondamment de son Esprit pour mieux juger de ces choses et que vous estes près des plus relevés esprits en comparaison desquels nous voyons peu ; et toutefois j'espère de votre faveur, Madame, qu'en cette abondance vous prendrez en bonne part mon peu et le prendrez pour vous seule s'il vous plaist, sinon le donnerez au feu. Car je ne désire entrer en contention avec personne, mais seulement en particulier vous dire ce que Dieu m'a donné sur la doctrine que je suis obligé de prescher et maintenir tant que je ne verray de plus poignantes raisons pour m'en destourner ; et cependant j'en demeure bien là qu'il fault s'y comporter avec telle discrétion qu'il n'advienne que par trop exprimer et presser nos opinions nous venions à publier nos divisions, lesquelles, grâces à Dieu, ne touchent point sur la grosse corde et ne destruisent pas le fondement sur lequel je vous tiens si fermement appuyée que non-seulement en ce point, mais aussi en quelque autre que ce soit de la foy et des mœurs, en quelque lieu que vous vous trouviez, vous ne rabatterez rien de vostre zèle et piété et autres vertus saintes, lesquelles ont jusques icy fait célébrer vostre sagesse dedans et dehors : je ne doute point que n'en produisiez de bons effets aux occasions particulières qui se présenteront, et que Dieu ne bénie tellement vostre constance et courage que vous demeurerez en sa grâce avec les vostres et ne perdrez point celle de vos supérieurs entre les hommes, desquels il tient les cœurs en sa main et dirige les conseils par sa sagesse. Je le supplie qu'il adresse toutes vos voies à sa gloire, conserve vostre santé et celle de

messeigneurs vos enfans, et vous donne l'issue de toutes vos affaires telle que luy demande de toute son affection celui qui sera toute sa vie, Madame,

Vostre très humble et très obéissant serviteur,

A. RIVET.

EXTRAIT D'UNE LETTRE DE M. DE FLAVIGNY, RÉSIDENT DU ROI

A METZ

A M. DE SAINTE-CATHERINE, A PARIS.

1622.

(Communication de M. Ch. Rahlenbeck.)

.....

Pour ce qui est des jésuites venus icy, ils ont déjà fait preuve de leur humeur violente, en privant les anciens fermiers des baux qu'ils avoient des lieux dépendans du collège où ils sont, et en introduisant des autres à leur mode, pour faire acte de possesseurs, encore que ledit collège appartienne aussy bien à ceux de la religion qu'aux autres, et que Henry le Grand l'aye donné pour récompense des services de toute la bourgeoisie, pour l'institution et l'éducation des enfans de tous.

De Metz, le 17 mai 1622.

(Bibl. imp. Fonds Delamare, v. 9291/8.)

LETTRE DE M. DE GRIGNAN, ÉVÊQUE D'ARLES

A M. L'ABBÉ DE MARMIESSE (?)

Agent général du clergé de France à Paris.

1652.

(Communication de M. Ch. Rahlenbeck.)

Monsieur, la déclaration que les huguenots ont obtenue les rend si insolens, qu'ils entreprennent impunément toutes choses, et nous

avons fallu avoir avec eux une guerre très sanglante dans une terre de la comté de Grignan, en sorte que sy on ne réprime leur audace, on mettra les catholiques en estat, toutes les fois qu'ils le pourront, de venger eux-mêmes leur querelle, et comme ceste occasion qui se présente est très importante pour l'affermissement de la religion en toutes ees contrées, j'ay cru, Monsieur, qu'elle estoit digne de votre zèle et de vos soins, vous envoyant pour cet effect une relation de ce qui s'est passé, qui sert de mémoire au fond de l'affère. Je prends aussy la liberté de vous adresser des lettres pour Son Eminence, MM. les comtes de Brienne et Le Telier, qui ne sont que sur ce sujet et de eréance à ce que vous leur dirés, vous suppliant prendre la peine de les leur rendre et de les informer de l'importance de cette affère; que sy vous jugez à propos, Monsieur, de leur donner une coppie du mémoire que je vous envoie, je vous supplie d'en fère fère quelques-unes, et d'y adjouter ou retrancher ce que vous trouverez raisonnable. Le lieu de Sales dont il est question est du diocèse de Valence; mais comme Monseigneur de Valence est à vie avec moy et avec toute nostre maison, d'une fasson qui n'est pas convenable, ne voulant pas m'expliquer davantage pour ne rien dire contre la charité, je n'ay garde de luy écrire de quoi que ce soit, me promettant bien que vos soins suppléeront à tout, et qu'outre la considération de la gloire de Dieu et de l'intérêt de l'Eglise, celuy que je prends en ceste affère ne vous sera pas désagréable, puisque je fais profession d'estre autant qu'il se peut, Monsieur,

Vostre très humble serviteur,

DE GRIGNAN, *arch. d'Arles,*

A Grignan, ce 17^e juillet 1652.

LA RÉFORME EN PICARDIE

DEPUIS LES PREMIERS TEMPS JUSQU'À NOS JOURS,
PARTICULIÈREMENT DANS LE VERMANDOIS, LA THIÉRACHE, LE LAONNAIS,
LE NOYONNAIS ET LE SOISSONNAIS,
FORMANT AUJOURD'HUI LE DÉPARTEMENT DE L'AISNE.

1525-1853.

DEUXIÈME PARTIE.

VII. *Les Eglises sous la croix* (1686-1769). — VIII. *Restauration des Eglises* (1769). — IX. *Réorganisation des Eglises* en l'an X (1802). — Appendice. *Un livre du Désert* (Botte à Cailloux).

VII. Les Eglises sous la croix (1686-1769).

Malgré l'émigration, malgré la peine de mort portée par les édits contre les pasteurs qui rentreraient en France, et la peine des galères pour tous ceux qui assisteraient aux assemblées, les assemblées ne discontinuèrent pas dans la Thiérache. Dès 1686 il s'en fit d'assez fréquentes dans les bois des environs de Vervins; elles étaient souvent présidées par des ministres, qui, au péril de leurs jours, et, grâce à mille espèces de déguisement, venaient exercer leur saint ministère au milieu des brebis abandonnées. Ils trouvaient dans leurs ouailles plus de zèle qu'aux jours de la prospérité, et les nouveaux convertis (au catholicisme), animés d'une sincère repentance, revenaient en foule dans cette Eglise qu'ils n'avaient quittée que vaincus par les coups et les tortures des dragons (1).

(1) Dès 1687, le nommé Louis Vétoux, enfermé au château d'Angers pour cause de religion, était transféré ailleurs.

On savait bien que la Révocation et les dragonnades ne feraient que des hypocrites; les enfants du moins, disait-on, seront bons catholiques : vain calcul; un gentilhomme de Normandie, écrivant en 1755, va le montrer : « Cette postérité, dit-il, au bout de soixante-dix ans de soins et de peines, malgré la continuité de ces arguments efficaces qui émanent du bras séculier, se trouve aujourd'hui plus affermie dans la religion qu'on croyait détruire, que ne le furent jamais ses aïeux les plus décidés; ou si quelques-uns ont changé, pour se tirer de cet état de misère, une nuée de prosélytes les a remplacés...

« Mais quels avantages réels ont produit à l'Eglise dominante les conversions qui ont subsisté? Elle a reçu dans son sein des hypocrites, des sacrilèges, des libertins que l'on voit chaque jour la déshonorer... De là, cette foule innombrable de déistes, de matérialistes, d'athées, et de ces prétendus esprits forts, qui abusent si indignement de la plus noble des facultés... La principale cause de ce

Il se trouvait quelquefois plus de six cents personnes dans ces assemblées proscrites, et parmi la foule beaucoup de catholiques, dégoûtés de leur religion, par les fureurs mêmes qu'elle ordonnait. On y dressait des actes pour s'engager formellement à vivre et à mourir protestants; tout le monde signait.

Aussi l'intendant de la généralité de Soissons, Bossuet, ne tarda pas à recevoir des ordres sévères contre les assemblées. Le secrétaire d'Etat, Seignelay, lui écrivait le 15 mars 1689 : « J'ai parlé au roi du jugement que vous avez rendu contre les coupables de l'assemblée des nouveaux catholiques, ci-devant faite ès environs de Vervins; et Sa Majesté m'a ordonné de vous écrire que son intention est que vous le fassiez exécuter dans toute son étendue. A l'égard des frais pour les maréchaussées de Laon et de Soissons, montant à 1,048 livres 8 sous, vous pourrez les faire payer sur les revenus des biens des religionnaires fugitifs. » (*Arch. imp. Reg. du Secrétaire. O. 33*).

L'assemblée dont il vient d'être question est celle qui se tint à Landouzy en 1688. Pierre Barthe, Jérémie de Troyes, Gibert Lambert, Jean Chemin, Nicolas Nicole, qui avaient été arrêtés dans cette assemblée, furent envoyés aux galères. Jérémie Chevalier, qui y avait également assisté, fut condamné à mort par contumace.

Le sieur de Leval avait aussi été arrêté dans cette assemblée; Seignelay écrivait à son sujet à l'intendant Bossuet, le 6 septembre 1689 : « Je vous envoie un placet présenté par le sieur de Leval que vous fites arrêter il y a un an, pour s'être trouvé à une assemblée de nouveaux catholiques. Prenez la peine de me faire savoir ce que vous croyez qu'on doive faire à l'égard de cet homme, afin que j'en rende compte au roi. » (*Reg. du Secrétaire. O. 33*). Dans une lettre du 12 septembre de la même année, Seignelay ordonne de mettre en liberté le sieur de Leval, parce qu'on manque de preuves pour le condamner. (*Arch., ibid.*)

François Desgroux, proposant, Nicolas Sellier, Jacques Hanat, P. Lucas, Toussaint Durieux, Antoine Hulain, tous de la Picardie, avaient été envoyés aux galères en 1686. En 1687, ce furent Thomas Toffin, Adam Honoré, Isaac Honoré; de 1690 à 1695, Elie-François Ledoux; en 1696, Daniel Boulonois, qui fut libéré en 1713. On trouve encore sur les registres des galères des Cochet et des Rossignol. Un nommé Imbert fut mis à la chaîne avant 1705, nous ne savons si c'est le pasteur de Chauny ou quelque membre de sa famille. Un De Beaumont fut enfermé à la Bastille en 1686, nous ignorons si c'est le pasteur de Laon ou quelqu'un des siens.

déluge d'incrédulité... c'est l'empire qu'on a voulu usurper sur les consciences, c'est la contrainte que l'on a exercée sur des objets que le roi des rois s'était réservés. » (L'Accord parfait, p. 8 et 9.)

« On ne croirait pas, s'il n'était attesté par les récits les plus authentiques, le raffinement de barbarie déployé contre les galériens huguenots. On les conduisait au bain accouplés à des voleurs et des assassins, attachés au cou, aux mains, aux pieds, menés en montre, suivant l'expression de Jurieu, pour épouvanter leurs coreligionnaires. On réservait pour eux les plus lourdes chaînes. On leur mettait la casaque et le bonnet rouge, avec une chemise de toile épaisse comme le doigt, et des bas de drap. Le travail des galères était ensuite d'une extrême dureté. Les forçats étaient attachés deux à deux sur le banc du navire, sans pouvoir aller plus loin que la longueur de leur chaîne, mangeant et dormant à leurs places. On les occupait à remuer de longues et lourdes rames qui faisaient mouvoir la galère. Contre la pluie et le soleil, le froid si piquant des nuits sur la mer, ils n'avaient d'autre abri qu'une légère toile, qu'on étendait au-dessus de leurs têtes quand le temps le permettait. Une fois en marche on repliait la toile, qui gênait les rames. Le long des bancs s'élevait une galerie où se promenaient les surveillants, le nerf de bœuf à la main. Ceux-ci, dépassant les instructions de leurs chefs, accablaient de coups les malheureux qui ne ramaient pas assez vite. A l'heure des offices, au moment de l'élévation de l'hostie, ils forçaient le galérien huguenot, qui ne croyait pas à la présence réelle, à ôter son bonnet. S'il refusait, on l'étendait nu sur le dos. Quatre hommes lui tenaient les mains et les pieds, tandis que le bourreau, armé d'une corde goudronnée roidie par l'eau de mer, frappait de toutes ses forces. Le patient rebondissait sous la corde, les chairs se déchiraient, son dos ne formait qu'une plaie vive et saignante, qu'on lavait avec du sel et du vinaigre. Quelques-uns recevaient jusqu'à cent cinquante coups de bâton; ils s'évanouissaient, on les portait à l'hôpital, et à peine guéris, on achevait leur supplice...

« Mais ce qu'il y a de plus horrible, c'est qu'une fois enchaînés sur les galères, les protestants n'en sortaient plus. On les condamnait à des peines temporaires, mais à l'expiration de leur temps on les retenait jusqu'à la mort. Une instruction ministérielle postérieure nous révèle l'authenticité de cet épouvantable règlement. » (*Bullet. du prot.*, VII, 506 et 507.)

En 1686 furent trainés sur la claie et jetés à la voirie les cadavres de Marguerite Prévost, de Roucy; de Robert d'Uilly, vicomte du Nouvion, de Coucy; et de Madelaine Georges.

Cette dernière ne peut être la fille du pasteur de Laon, de laquelle nous avons parlé plus haut, et qui réussit à quitter la France; mais n'avait-elle pas de sœur? Nous l'ignorons.

Quant au vicomte du Nouvion, M. Haag nous a communiqué, avec une bienveillance trop rare chez les savants, l'article qu'il lui consacrerait dans le prochain volume de la *France protestante*; nous y avons puisé ce qui suit :

Benjamin Robert d'Uilly abjura à la Révocation, avec sa femme, ses deux filles et ses gendres. Mais ce ne fut qu'un mouvement de faiblesse bien pardonnable à un octogénaire, qui, pour réparer sa faute, refusa constamment de mettre le pied dans une église catholique, malgré toutes les menaces de l'évêque. L'intendant Bossuet se trouvait fort embarrassé à son égard, ne pouvant confisquer les biens que le vicomte avait d'avance légués à ses filles, et répugnant à employer la rigueur contre un vieillard recommandable par ses longs services envers l'Etat; toutefois, il allait le faire mettre à la Bastille. Mais le vieillard tomba malade, et ne voulant pas comparaître devant Dieu avec un crime sur la conscience, rétracta son abjuration. Les moines de Prémontré accoururent à Coucy, s'empressèrent auprès du moribond, et pour le convertir plus sûrement l'emportèrent dans leur couvent. Ce fut en vain. Le vicomte du Nouvion mort, les moines jetèrent son cadavre dans un chenil. La justice de Coucy dut instruire son procès, et condamna le cadavre à être traîné sur la claie. On le retira alors de l'égout de la prison, où on l'avait jeté provisoirement. « On vit alors un spectacle affreux, raconte Jurieu, dans ses lettres pastorales. La tête de ce pauvre corps pendait entre les roulons de la charrette, toute sanglante. Toutes les plaies qu'il avait autrefois reçues se rouvrirent toutes à la fois, et devinrent tout autant de bouches qui vomissaient le sang et qui demandaient vengeance de ce que de si longs services étaient ainsi récompensés. »

Un médecin fut chargé d'enlever les entrailles, afin que la décomposition du corps fût plus tardive; ensuite, le cadavre fut jeté dans les fossés de la ville, avec une sentinelle pour le garder. Défense fut faite sous peine de mort de l'enterrer.

Seignelay écrivait encore à l'intendant Bossuet, le 10 janvier 1689 : « Le roi a été informé que le sieur de Travecy est dans le dessein de s'absenter, et Sa Majesté m'a ordonné de vous en donner avis, afin que vous le fassiez observer, et que s'il se met en état d'exécuter son dessein, vous le fassiez arrêter. » (*Reg. du Secrét. O. 33.*)

Le zèle de l'intendant n'avait cependant pas besoin d'être excité, car il ne se faisait pas faute d'emprisonner les protestants, et de les laisser dans les cachots pendant trois et quatre ans sans jugement. (*Reg. du Secrét. O. 33, lettres du 24 mai et du 27 juin 1689; O. 34, lettres du 10 janvier et 21 juin 1690.*)

A la date du 29 février 1689, nous trouvons dans les registres du secrétariat l'ordre de mettre en liberté la dame de Rozoy, en prenant des précautions pour qu'elle ne sorte pas du royaume, et l'ordre de faire enfermer Marie Dussaussois dans un hôpital.

Seignelay écrivait encore à Bossuet le 13 juin 1689 à propos de trois prisonniers dont les noms nous sont inconnus : « Sur le compte que j'ai

rendu au roi, de ce que vous m'aviez écrit, au sujet d'un guide et deux religionnaires arrêtés à Laon, Sa Majesté m'ordonne de vous écrire qu'il faut leur faire leur procès suivant la rigueur des ordonnances. » (*Reg. du Secrét. O. 33.*)

Qui le croirait ? ou plutôt, qui ne le croirait pas ? car la superstition est compagne de la cruauté ; au milieu de tous ces ordres barbares, on rencontre une ordonnance portant défense de vendre de la viande en carême. (*Reg. du Secrét. O. 34. 30 janvier 1690.*)

Par lettres des 29 novembre et 4^{er} décembre 1690 (1), Pontchartrain charge Bossuet de faire observer le nommé Lamotte, de la Fère-Endelin, aux environs de Saint-Quentin. Ce Lamotte était coupable d'avoir conduit à Paris le ministre Daniel Cottin qui y fut arrêté, mais parvint à s'échapper des mains de l'officier qui l'avait saisi. Aussi Lamotte était-il *fort suspect* à sa Majesté (*Reg. du Secrét. O. 34*).

Le sieur Cobreville, d'Annois, arrêté en 1687 et enfermé à Noyon, pour cause de religion, n'était pas encore sorti de prison en 1690 (le 22 mars). Il avait vainement réclamé sa liberté auprès du roi en 1689 (*Reg. du Secrét. O. 33 et 34*).

Il sortit cependant de prison, mais aussi mauvais catholique qu'il l'était en y entrant, témoin ces lignes de la lettre du secrétaire d'Etat à Sanson (2), 17 octobre 1700 : « Il ne suffit pas que M. de Noyon marque par son mémoire que le sieur de Cobreville, d'Annois, est opiniâtre dans la religion, ivrogne et concubinaire ; Sa Majesté veut que vous examiniez sa conduite sur ces trois points, et particulièrement sur celui de la religion, et que vous me mandiez des faits sur lesquels Sa Majesté puisse juger si elle le doit faire arrêter. A l'égard du sieur de Cobreville fils, M. de Barbesieux lui parlera, et on verra ce qu'on doit espérer de lui. » (*Ibid. O. 41.*)

Le fils était lieutenant de cavalerie au régiment de Courlandon (3).

Philippe de Parenteau sieur de Saintemaison possédait la seigneurie du Grand-Rozoy, par indivis avec les De la Garde, ses sœurs utérines, et avec ses nièces, les trois filles d'Isaac du Jay, sieur du Grand-Rozoy. Sa femme,

(1) Le 9 mai 1690 furent envoyés au château de Guise le nommé Prévost et sa femme, mauvais catholiques (*Reg. du Secrét. O. 34*). Nous ignorons si ce sont les Prévost de Saint-Quentin ou de Roucy. Le 27 juin 1695, Prévost refusait de sortir sans sa femme (O. 39), et on le laissait en prison, car le 17 février 1696, le secrétaire d'Etat défendait au commandant du château de Guise, de laisser voir leurs enfants aux nommés Prévost, parce que l'un d'eux qui y était allé en était revenu avec des sentiments contraires à la religion (O. 40). — Prévost et sa femme furent exportés en 1699 (*France prot.*).

(2) Un des successeurs de l'intendant Bossuet.

(3) Pour le fils, voir plus loin : *Mémoire de l'état des nouveaux convertis du diocèse de Noyon.*

Madelaine de Dompierre, lui avait donné deux fils et quatre filles. Comme il ne voulut point abjurer à la Révocation, on le jeta dans les prisons de Laon, d'où on le transféra, en 1687, dans l'abbaye de Saint-Vincent de la même ville (*Arch.*, E. 3373). Il en sortit quelque temps après, sans doute au prix d'une abjuration, et alla s'établir à Paris. N'y trouvant pas aussi aisément qu'il l'avait espéré les moyens de sortir du royaume, il partit pour Tourville en 1688, sous prétexte de montrer la mer à ses filles et à une de ses nièces; mais on se douta de son véritable dessein, et toute la famille fut arrêtée et emprisonnée à Dieppe (*Ibid.*, TT. 314), (*France prot.*). Madelaine de Dompierre, arrêtée à Dieppe en 1688, et qui donna un si bel exemple de constance (1), est très probablement la femme de Philippe de Parenteau. En 1692, une Agnès-Françoise de Parenteau habitait La Haye; elle était venue de Picardie.

Louis Leblanc de Beaulieu, professeur de théologie et ministre à Sedan, avait épousé Suzanne Arbault, et mourut en 1675 sans laisser d'enfants. « Sa veuve, dame fort éclairée et fort vertueuse vivait encore à l'époque de la Révocation. N'ayant point voulu consentir à abjurer, elle fut jetée dans les prisons de Soissons, et comme sa constance ne se démentait pas, on confisqua en 1687 une rente de 800 livres qu'elle avait sur l'hôtel de ville (*Arch.*, E. 3373). En 1688 on la transféra aux Incurables (E. 3374), d'où on la fit sortir le 28 mars 1689, sur les instances du duc de Montausier, mais pour la chasser de France (E. 3375). » (*France prot.*)

Daniel Fétizon, natif de Sedan, ministre de Saint-Loup-aux-Bois, se retira dans le Brandebourg en 1684 avec sa sœur et le baron de Saint-Loup, mais il lui fut défendu d'emmener sa mère. « Cette pauvre veuve, n'ayant pas voulu, à la Révocation, renier la religion que son fils prêchait, fut enfermée dans le couvent de la Sainte-Famille à Noyon; puis, les religieuses de ce monastère se lassant de nourrir une hérétique trop pauvre pour payer sa pension, transférée en 1700 à l'Hôtel-Dieu de la même ville (*Arch.*, E. 3386), et enfin renvoyée en 1701 au château de Guise (E. 3387), où probablement elle mourut » (*France prot.*). Elle y mourut en effet en 1706.

Un autre Fétizon de Chauny, très probablement parent de l'ancien de cette ville que nous avons vu assister à plusieurs synodes, troublait le repos de Sa Majesté. A son sujet Seignelay écrivait ce qui suit à Louvois, le 4 juin 1689: « Il m'est venu un avis de Chauny portant qu'un habitant de ladite ville, nouveau catholique, nommé Fétizon, qui servait dans l'artillerie en qualité de bombardier avant la révocation de l'Edit de Nantes, a trouvé moyen d'y rentrer par M. du Metz, et qu'il doit y être employé en qualité de commis-

(1) Voir plus haut, p. 468.

saire de l'armée de Flandre; on prétend que pendant le temps qu'il a été à Chauny, il n'a eu commerce qu'avec de nouveaux catholiques, qu'ils se communiquaient des lettres qu'ils recevaient de Hollande et d'Angleterre, et qu'il y a lieu d'appréhender que cet homme n'entretienne quelque correspondance avec les ennemis. Le roi m'a ordonné de vous envoyer ce mémoire, afin que vous puissiez sur cela recevoir ses ordres. » (*Reg. du secrét.*, O. 33.)

Le libraire Anisset de Soissons ayant été dénoncé comme détenteur de mauvais livres, c'est-à-dire d'ouvrages protestants, on fit une sévère perquisition chez lui; mais on ne trouva rien de suspect (1691). (*Reg. du secrét.*, O. 35.)

La même année il fut défendu aux nouveaux catholiques (c'est-à-dire à tous les protestants qui étaient demeurés en France) de conserver des armes chez eux. (*Reg. du secrét.*, O. 35.)

Le nommé Courtois fut aussi arrêté en 1691, et envoyé à la Bastille par le lieutenant de Compiègne. (*Reg. du secrét.*, O. 35.)

En même temps qu'on emprisonnait, ou qu'on envoyait aux galères tous ceux qui osaient refuser de faire profession du catholicisme, on confisquait les biens de tous ceux qui passaient à l'étranger, et on achetait par des récompenses, la conscience de ceux qui étaient disposés à se vendre.

Sur la recommandation de l'évêque de Laon, les enfants de David de Proisy, sieur d'Eppes, obtinrent les biens de leur père, qui, sans doute, avait émigré. (*Reg. du secrét.*, O. 33. 15 février 1689.)

La même année Sa Majesté promet également aux enfants de Pellé de Villers-Cotterets, de leur rendre les biens de leur père sorti du royaume « s'ils font leur devoir et méritent la grâce qu'ils demandent. » (*Reg. du secrét.*, O. 33. 6 septembre 1689.)

Dans sa lettre du 11 décembre 1690, Pontchartrain demande à l'intendant Bossuet la liste des biens des consistoires, dans la généralité de Soissons, pour les confisquer, tout naturellement. (*Reg. du secrét.*, O. 34.)

Le 26 mars 1689, Seignelay écrivait au même intendant : « Le roi m'ordonne de vous écrire d'examiner si les nouveaux catholiques auxquels Sa Majesté donne des pensions dans l'étendue de votre département font leur devoir de catholique, et de m'en donner avis. Vous devez avoir la liste de ceux à qui on en donne, tant sur les économats, que sur les revenus des biens des religionnaires fugitifs, et je vous envoie le mémoire de ceux qui en ont sur le trésor royal. » (*Reg. du secrét.*, O. 33. Voir aussi O. 34, la lettre à Bossuet du 3 janvier 1690).

L'évêque de Laon avait obtenu sur les biens des fugitifs une somme annuelle de 3,000 livres pour les maîtresses d'école de son diocèse (*Reg. du secrét.*, O. 33, année 1689); celui de Noyon recevait pour la maison des

Nouvelles-Catholiques de cette ville, une somme annuelle de 4,200 livres, de Sa Majesté, plus une aumône annuelle de 600 livrés (*Reg. du secrét.*, O. 35, année 1691).

On ne lira point sans intérêt l'extrait suivant d'une curieuse pièce qui se trouve aux archives de l'Empire (TT. 431) et qui porte la date : 1685 à 1688.

GÉNÉRALITÉ DE SOISSONS.

Etat des biens des religionnaires et nouveaux convertis qui se sont absentés du royaume, et de ceux qui sont morts relaps, lesquels biens ont été saisis par l'ordre du roi, etc.

ÉLECTION DE SOISSONS.

VILLOMI (paroisse de Coulonges, près Fère). Veuve de Claude de Villermont, douairière.

ÉLECTION DE GUISE.

GUISE. Jacques Malfuson.

IRON. Jacques Malfuson et Pierre Cholety.

LESCHELLE. Veuve Abrah. Mennechet et Cornille Baston.

BOHAIN. Pierre Legrand, Nicolas Malfuson, Salomon Agombard, Daniel Milot, Isaac Lestain, Ely Cholet, Abrah. Bourgeois, Gédéon Carpentier, les enfants de Daniel Lieura, le ministre Mettayer, Elisabeth Bossu, Marguerite Legrand, femme d'Abrah. Lieura; Jean et Daniel Milot, Judith Legrand, Quentin Milot, Jean Cottin, Noël Agombard.

BOHAIN et FRESNOY. Isaac, Samuel et Jeanne Vuarquin.

FONTAINE. Samuel Maillard.

BUIRONFOSSE. Jérémie Vuibert, Daniel Dauchy, veuve Abrah. Hennoteau, Jacob et Marie Mennechet.

CHIGNY et ENGLANCOURT. Pierre Vennet, Daniel Amory, Judith Dupont, Antoine Trufet.

CRUPILLY. Abrah. Lebeau, Abrah. Ducrocq, Daniel Amory, Pierre Vennet.

CRUPILLY et CHIGNY. Pierre Vennet le jeune, Daniel Daubigny.

ESQUÉNÉRIES. Veuve Jean Jumeau, veuve Isaac Gadin, Jessé Durand, Pierre Selon, Jacob Leyras, Anne Mariage, veuve Abrah. Josset, veuve Abrah. Brulart, Abrah. Lecru, Abrah. Vieillard.

ENGLANCOURT. Jean Lebeau, Jacques Lorsignol.

ETREUX. Jacques Mariage, Gaspard Vuasselard, Osias Cochart, Joachim le Dem, Isaac et Pierre Painvin, Etienne Laloux, Henri Lenain.

ENGLANCOURT, LE SOURD, }
 PROISY, MARLY, LE BRÛLE, } Noël Regnault, Antoine Trufet.

HANNAPE. Abrah. Delacourt.

LAVAQUERESSE. Elisabeth Leclerc, Jacques et Marie Housdy, Pierre Vennet.

MÉZIERE-SUR-OISE. Adrian Pèlerin.

PROISY. Abraham Tordeux, Daniel Dappe.

SAINT-ALGIS. Jean Loursou.

VILLERS. Le sieur Du Vez (seigneur de Villers), veuve Hennoteau, Jacques Malfuson, Pierre Brassart; Georges, ministre.

CLANLIEU près PUISIEUX. Le sieur Du Vez.

PUISIEUX. Le sieur Du Vez.

VAUX EN ARROUAISE. Adrian Pèlerin.

LA CAPELLE. Abrah. Painvin, Pierre Gobert, Abrah. Barré, Daniel de Monceaux, Isaac Delahaye, Abrah. Beaudier, Jacques et Jean Dupont, Isaac Painvin; Pierre Painvin; Georges, ministre.

LA FLAMENGRIE (1). Jacques Berthe, Isaac Cayart, Pierre Vualier, Suzanne et Judicq Lenoble.

VÉNÉROLLES. Judicq Labarre, Etienne Lacour, Abrah. Delicq, Philippe Becart, sa sœur, Simon Garnier, Guillaume Gausois.

LERZY. Abrah., Isaac et Pierre Painvin.

SERY-LES-MÉZIERE. Adrian Pèlerin.

LA FERTÉ près CRÉCY-SUR-SERRE. Judicq et Marie Briquet.

LANDOUZY-LA-VILLE. Catherine Balin, Pierre Bernard, Daniel Detuait, Isaac Furon, Pierre Guyard, Abrah. Gardien.

DRIVIER (?). Pierre Tourniquet.

BAY. (Barzy ?). Isaac Boca.

ÉLECTION DE LAON.

PARFONDEVAL. Daniel Maireau, Jacob Jumelet.

CHERY. Jacob Bizeux.

PONTAVERT. Claude Jamart.

ROCCY. Beaufort.

VORGES près LAON. Samuel Trupin, Vincent.

CHEVESNES. Daniel Baudemont, Charles Daudigny, Charles Baudemont, Jean Buequet.

(1) François Poulain Delabarre, curé de la Flamengrie au XVI^e siècle, embrassa le protestantisme, se retira à Genève où il se maria et publia différents traités sur l'éducation des enfants. (Melleville, *Dict. historique*).

GERCIS. Demoiselle Gennart (1), Daniel Nezan (Mezan?), Pierre Vallier.

LAFÈRE. Suzanne et Marie Dagneau (2), Jean Deshayes, Pierre Boquet.

BEAUTOR PRÈS LAFÈRE. Suzanne et Marie Dagneau.

FARGNIER. Suzanne et Marie Dagneau.

TRAVECY. Pierre Boquet, la dame de Travecy, Antoine Lefèvre.

RAINEVAL. Suzanne Duez (Du Vez), veuve de Daniel de Raineval.

CHAMBRY. Suzanne Duez, *dito*.

CRÉPY. Suzanne Duez, *dito*.

CONDREN. Le sieur de Laboulaye.

ÉLECTION DE CRÉPY.

MAREUIL EN DOLE. Antoine Lesueur.

HAUTEFONTAINE. Henry Bernard.

Nous transcrivons une autre pièce non moins importante, cotée aux Archives impériales TT. 256 :

Etat des biens des consistoires de ceux qui étaient de la R. P. R. dans la généralité d'Amiens.

« Les matériaux du temple de l'Haucourt près Saint-Quentin ont été vendus par adjudication, moyennant la somme de 4,110 livres. Il y avait des réparations à faire à la nef de l'église paroissiale dudit l'Haucourt, lesquelles furent estimées à 600 livres 13 sous 4 deniers, de laquelle somme Sa Majesté fit don par brevet du 7 janvier 1686, à prendre sur celle de 4,110 livres.

« Il a encore été payé, sur cette somme, celle de 16 francs, pour le rétablissement d'un pignon de ladite église... Le surplus de ladite somme a été donné par Sa Majesté, par arrêt du conseil d'Etat, du 27 septembre 1686, pour être employé à la construction de l'église de la paroisse d'Esseteaux.

« Il y a encore la place où était bâti ledit temple, laquelle contient 40 verges, et qui est affermée 6 livres par an ; cinq setiers de terre dont jouissait le consistoire qui sont affermés six setiers de blé, valant à présent 25 sols le setier ; et trois petites maisons en la ville de Saint-Quentin, non affermées et qui tombent en ruines.

« Le cimetière de ceux de la religion a été cédé par Sa Majesté à la compagnie des Arbalétriers de Saint-Quentin, pour augmenter leur jardin,

(1) Esther de Gennart, femme du lieutenant de cavalerie Brossy, déjà nommée plus haut.

(2) Un Dagneau était pasteur d'une Eglise française de Londres en 1723.

dont ils ont payé le prix en aumônes que le roi a faites à des religieuses dudit lieu..... (1).

• De l'élection de Saint-Quentin, il est sorti 32 particuliers, dont le revenu est de 807 livres, sur lesquelles on a reçu 2,230 livres.

• Du nombre de ces fugitifs est la nommée Mettayer, veuve de Crommelin, qui a laissé, entre autres choses, une maison à Saint-Quentin; laquelle se retira à Paris à la fin de 1685 avec ses enfants. Ils firent abjuration de la R. P. R. en 1686, mais deux mois après, ils quittèrent le royaume. Entre les biens que cette femme a laissés est une petite maison que le sieur d'Anglure a louée depuis octobre 1685 pour le prix de cent livres.

• ... Le sieur d'Anglure demande ladite maison et un jardin qui y est attaché et qui en dépend, pour éviter l'embarras d'un continuel déménagement, tant qu'il demeurera major de Saint-Quentin. »

L'un des principaux soutiens du protestantisme en Thiérache, et dans tout le département de l'Aisne fut Jacques Bruman, marchand, qui après deux ans de prison fut élargi comme les autres confesseurs, avec commandement de se retirer du royaume. On ne lui donna ni argent, ni gardes, et cela fut cause qu'il demeura sur la frontière, où par ses visites et ses exhortations, il inspira à tout le monde son courage et son zèle. Il se retira même de France pour ramener des ministres, et en ayant trouvé d'assez hardis pour se consacrer à cette périlleuse entreprise, il y retourna avec eux, et continua de les snivre et de les servir, jusqu'à ce qu'il reconnut qu'il ne pou-

(1) De l'élection d'Amiens, il est sorti 61 particuliers; ils ont laissé des biens du revenu de 1,547 livres 18 sous. Il a été reçu de la vente des immeubles et revenus 11,405 livres, 18 sous, 7 deniers.

De l'élection de Doullens, il est sorti 26 particuliers; ils ont laissé des biens du revenu de 594 livres. Il a été reçu 8,507 livres, 4 deniers.

De l'élection d'Abbeville, il est sorti 12 particuliers; ils ont laissé des biens du revenu de 383 livres 15 sous. Il a été reçu 8,299 livres 17 deniers.

De Saint-Valery, il est sorti 4 particuliers, laissant des biens du revenu de 1,030 livres, 17 sous. Il a été reçu 1,783 livres.

De l'élection de Péronne, il est sorti deux particuliers laissant des biens du revenu de 1,287 livres; il a été reçu 1,200 livres.

Du gouvernement de Calais et d'Ardres, il est sorti 214 particuliers, laissant des biens du revenu de 32,913 livres; il a été reçu 8,456 livres. De Boulogne il est sorti 11 particuliers dont le revenu est de 3,573 livres; il a été reçu 2,292 livres, plus 3,700 livres du sieur de la Bergerie, arrêté pendant qu'il voulait sortir de France.

De l'élection de Montdidier il est sorti 12 particuliers, laissant un revenu de 638 livres. (TT. 256.)

Les biens du consistoire d'Amiens ont été estimés 3,500 livres; ceux des consistoires d'Oisemont et Poircauville, 183 livres; ceux de Guines, près Calais, 200 livres. (*Ibid.*)

Cette liasse est très riche en documents pour l'histoire protestante d'Amiens et du nord de la France; il m'en a été communiqué 73 pièces, qui ne rentreraient pas dans mon sujet.

vait plus y demeurer sans une évidente témérité. Les curés étaient bien informés de tout cela, et remarquaient bien qu'aux jours les plus solennels leurs églises étaient plus désertes qu'à l'ordinaire. Cependant il n'y eut point de lieu du royaume où l'on fit moins de violence pour empêcher le cours de ces assemblées ; soit qu'on craignît que cela ne fit trop d'éclat sur la frontière, soit qu'on voulût essayer de ce côté là si la dissimulation serait plus utile que la hauteur » (El. Benoît, V, 990). Cet adoucissement de la persécution dont parle Benoît nous paraît problématique.

L'un des pasteurs ramenés dans nos contrées par l'héroïque Bruman fut le glorieux martyr Claude Brousson. Avocat à Toulouse, Brousson défendit pendant vingt ans, devant les tribunaux la cause des Eglises persécutées. C'est dans sa maison que se réunirent les *seize directeurs* du Languedoc, qui décidèrent qu'il fallait rouvrir tous les temples sans armes, et prêcher sur les ruines de ceux qui avaient été démolis, sans se mettre en peine des édits du roi (1683)(1). Retiré ensuite à Lausanne, il conçut le projet de porter à ses frères en la foi des consolations et des encouragements.

« Renonçant par un dévouement sublime, à la vie tranquille et heureuse qu'il pouvait mener, soit à Lausanne, soit à Amsterdam où son frère avait établi une maison de commerce ; résistant non sans effort aux prières de ses amis, aux larmes de sa femme et de son fils, il rentra en France *ni par l'ordre ni par le conseil d'aucune puissance étrangère*, dit-il dans sa lettre apologétique à Basville, *mais uniquement par le mouvement de sa conscience et de l'Esprit de Dieu...* Après s'être fait consacrer dans les Cévennes par Vivens et Gabriel, il commença, en 1689, ses dangereuses fonctions de missionnaire sous le pseudonyme de Paul Beausocle. Voyager de nuit, sous le vent, la pluie, la neige ; passer au milieu des soldats ou parmi les brigands, moins redoutables pour lui ; dormir dans les bois, sur la terre nue, sur une couche d'herbes et de feuilles sèches, et, comme disent les complaintes (des martyrs), sous la couverture du ciel ; habiter des cavernes, des granges abandonnées, des cabanes de pâtres ; se glisser furtivement parfois dans un village ou une ville, et recueilli dans une maison pieuse, ne pouvoir pas même pour rasséréner son âme désolée, caresser le soir près du feu les petits enfants de son hôte généreux, de peur que leur babil innocent ne trahit leur père et lui-même, en révélant son asile au

(1) « Avant de se séparer, les directeurs rédigèrent une adresse justificative à Louis XIV. Ils y établissaient d'abord la distinction des droits de Dieu et des droits des rois, puis la nécessité de résister aux ordres des rois contraires aux ordres de Dieu, et que, par conséquent, ils ne pouvaient obéir aux ordonnances du monarque qui violaient des édits solennels et les droits plus imprescriptibles encore de la conscience. Ils déclaraient en terminant que, si leur résistance leur était funeste, ils étaient heureux de faire le sacrifice de leur vie, et qu'ils n'avaient déjà que trop autorisé, par une coupable mansuétude, les usurpations du clergé romain. » (Peyrat, *Hist. des pasteurs du désert*, I, 126.)

prêtre et au consul ; être découvert dans sa retraite, cerné par des soldats ; se cacher sur les toits, dans les puits, ou bien jouer d'audace et de ruse, en abordant hardiment les troupes, et les lancer après un ami officieux qui s'expose pour lui donner le temps de s'esquiver ; sortir travesti, passer devant les sentinelles en imitant les manies des insensés ou la pantomime des baladins, tel fut, d'après le tableau fidèle qu'en a tracé M. Peyrat, le genre de vie que cet homme d'une constitution délicate, habitué à une existence aisée et studieuse, embrassa uniquement par un principe de charité et de dévouement. » (*France prot.*).

Quand sa tête fut mise au prix de 500 louis d'or, Brousson rentra à Lausanne le 17 décembre 1694. Dès le mois de septembre 1695 il reprit la route de France et y rentra par les Ardennes. A Sedan, ce bon pasteur qui venait, comme son Maître, donner sa vie pour ses brebis, n'eut que le temps de se jeter derrière une porte entr'ouverte quand les archers entrèrent dans la maison pour le saisir. Et pendant qu'on s'emparait de son guide Bruman, Brousson entendit l'un des soldats demander à trois enfants : Où donc est le ministre ? L'un des enfants indiqua la porte du doigt sans rien dire ; le soldat ne vit pas le geste, et Brousson fut, encore une fois, sauvé.

« Echappé comme par miracle, il sortit de la ville déguisé en palefrenier, et prit la route de Normandie, à travers la Flandre et l'Artois, cherchant partout les restes dispersés des Eglises pour leur prodiguer des exhortations et ranimer leurs espérances. Le 3 janvier 1696, il écrivait à sa femme :

« J'ai été obligé de faire trente-cinq assemblées de communion, de lieu en lieu, deux d'environ quatre cents communiant. »

Après avoir visité tout le nord de la Loire, Brousson fut encore obligé de rentrer en Suisse, puis il se remit en route en 1697 pour visiter le Midi. Finalement arrêté à Pau par trahison, il déclina son nom et tendit de lui-même les mains aux fers. Le gouverneur Pinon se prit d'affection pour lui, et chassa ignominieusement le traître qui venait réclamer le prix de son crime. Pendant qu'on le transportait en Languedoc, Brousson eût pu s'évader, les soldats ne l'ayant point enchaîné tant il leur inspirait de confiance, mais il avait donné sa parole et il resta. Il soupirait après le martyre. « Le sang des martyrs, disait-il, a toujours été la semence de l'Eglise. Quand Dieu permet que ses ministres meurent pour l'Evangile, ils prêchent du fond de leur tombe plus fortement encore que durant leur vie. » Le féroce Basville lui-même s'adoucit devant la figure douce et héroïque du pasteur du désert. Par son ordre on ne fit que présenter Brousson à la torture ordinaire et extraordinaire, et on le pendit avant de le rouer, contrairement à l'arrêt de ses juges. Ainsi périt à Montpellier, en 1698, Claude Brousson, âgé de 54 ans, l'un des plus admirables serviteurs de Jésus-Christ.

Le bourreau chargé de l'exécution disait : « J'ai exécuté plus de deux cents condamnés, mais aucun ne m'a fait trembler comme M. Brousson. Quand on le présenta à la question extraordinaire, le commissaire et les juges étaient plus tremblants que lui, qui avait les yeux au ciel en priant Dieu. Je me serais enfui si je l'avais pu, pour ne pas mettre à mort un si honnête homme... Certainement il est mort comme un saint. » (N. Peyrat, *Hist. des past. du désert*, 1, 254.)

Voici le récit peu connu d'une assemblée tenue au désert par Brousson dans les environs de Nîmes, et qui fut surprise par les soldats :

• Quelque temps avant que nos frères des Cévennes eussent levé l'étendard de la guerre sainte, nous fûmes prévenus que, dans trois jours, le respectable Brousson tiendrait une assemblée dans la baume des Bergines, près de Vergèze. Le lieu qui portait ce nom était une vaste caverne, que la main du Tout-Puissant avait pratiquée sur le versant oriental d'une colline couverte d'oliviers; l'ouverture en était si étroite qu'on ne pouvait y entrer qu'en rampant; les oliviers, emblèmes de la paix, semblaient nous promettre une profonde sécurité en masquant par leurs épais rameaux le lieu de notre retraite.

• Dès le matin du jour fixé, pour détourner les soupçons des catholiques, les uns se plaignirent d'une maladie qu'ils n'avaient pas, les autres allèrent ostensiblement à la messe; mais en même temps les psautiers furent déterrés, ainsi que les armes qui avaient échappé aux recherches. Les femmes tremblaient, et cependant elles ne conseillaient à personne de ne pas se rendre à l'assemblée, car elles voulaient y aller elles-mêmes, le désir d'être réunis avec des frères leur faisant affronter le péril. Qu'il nous parut long ce jour, qui se passa tout entier dans l'attente d'une grande joie et dans l'appréhension d'un grand danger! Enfin la nuit parut, et avec elle une pluie froide et pénétrante rendit le temps ténébreux; Dieu évidemment nous favorisait; nous nous esquivâmes furtivement de nos demeures, y laissant nos vieillards au désespoir de ne pouvoir pas nous suivre, et nos mères qui priaient pour nous avec émotion. Je n'avais pas atteint ma dix-huitième année; ma sœur, mon frère, et mon père m'accompagnaient. Sur la route nous rencontrâmes nos sentinelles, qui nous promirent de faire bonne garde.

• L'assemblée était déjà nombreuse quand nous arrivâmes; de toute la Vaunage on était accouru. Quel spectacle déchirant! Des femmes, des filles, des enfants, dont les habits trempés laissaient découler l'eau de toutes parts. Le vent s'engouffrant dans ces hautes-tranchées, faisait entendre un plaintif sifflement; il n'y avait que quelques petites lanternes dont la faible clarté ne rendait que plus horribles les ténèbres de la grotte. Au milieu de

l'assemblée était assis le respectable Brousson, portant un costume grossier de paysan, rendu plus ignoble encore par la boue qui le souillait. Les femmes avaient entouré de leurs tabliers noirs la chaise qui servait de chaire. Sur une pierre étaient déposés les calices et le pain de la communion. Le service commença par la lecture de la Bible et par le chant des Psaumes. Oh ! qu'ils étaient bien appropriés à la circonstance ! En écoutant le malheureux Fulcran Rey de Nîmes, chargé de cette partie du culte, et qui faisait ainsi son apprentissage du martyre, nous n'avions plus froid ; nous n'entendions plus l'orage, nous ne pensions plus aux dragons.

« Le prédicateur choisit pour texte les mémorables paroles de Jésus-Christ, que l'on trouve dans saint Matthieu, X, 22 : « Celui-là seul sera sauvé qui persévéra jusqu'à la fin. » Voulant prouver que le salut n'est assuré que pour ceux qui combattent sans cesse le combat de la foi, il nous cita l'exemple de tous les confesseurs anciens et ceux des temps apostoliques ; ensuite il nous peignit le courage des martyrs de nos jours, confondant leurs juges devant les tribunaux, émouvant leurs bourreaux sur la roue, et recevant dans le ciel la couronne de vie ; et puis il nous retraça les tourments des lâches apostats, réservés au feu éternel, et dévorés dès cette vie des angoisses du remords (1). Oh ! que de larmes de repentance coulaient en ce moment ! que de serments d'être fidèles furent prononcés ! Ce fut au milieu de nos sanglots que le pasteur bénit le pain et le vin de la communion ; alors nous nous prosternâmes tous devant Dieu, lui demandant de nous pardonner et de nous fortifier... lorsque tout à coup une voix retentissante s'écria : « Voici les dragons ; fuyez !... » Au même instant une décharge de mousqueterie nous apprit que notre dernière heure venait de sonner... Vous dire ce qui se passa dans la grotte, je ne le puis. Les ténèbres les plus épaisses nous environnaient ; les juréments des soldats et les cris lamentables des mourants se confondaient dans cet affreux tumulte... Je ne sais comment je me sauvai ; j'arrivai auprès de ma mère, égaré et au désespoir ; mes parents ne s'y étaient pas encore rendus ; en vain nous les attendîmes, ils ne reparurent plus. Mon père fut trouvé gisant dans un précipice où il s'était fracassé le crâne en tombant ; mon frère avait reçu une balle dans la poitrine et ma sœur avait été conduite dans la tour de Constance, avec les femmes qui avaient été faites prisonnières... Quinze jours après, j'accompagnai ma mère dans une autre assemblée du désert ! » (*Biographie de Brousson*, par Borel. Nîmes, 1852, p. 15 et suiv.)

Matthieu de Malzac, d'Uzès, dit Bastide, sorti de l'académie de Genève en 1681, et réfugié à Rotterdam à la Révocation, fut un des premiers à ren-

(1) Voir, note XIII, des fragments de ce discours.

trer en France, comme Brousson. Il partit de Hollande en 1689 avec l'approbation du roi et d'un consistoire secret qui dirigeait ces missions à La Haye. Il fit le tour de la France avec assez de succès ; mais étant arrivé à Paris, il tomba bientôt entre les mains de M. de la Reynie, qui l'enferma à la Bastille.

« Malzac, dit la *France protestante*, fut enfermé à Vincennes, le 11 mars 1692, et déporté le 15 mai aux îles Sainte-Marguerite, où se trouvaient déjà trois autres pasteurs : Cardel, Salve, dit Valsec, et Lestang. Peu après y arrivèrent Elisée Géraud ou Giraud, et Gardien Givry, dit Duchesne (1694). »

Malzac y mourut le 15 février 1725, après trente-trois ans d'indicibles souffrances, n'ayant ni bois, ni chandelle, ni literie, et à peine de quoi se nourrir : un repas par jour (1). « Le roi, cependant, avait été fort aise d'apprendre la capture de ce ministre, » écrivait le secrétaire d'Etat à Louvois (12 février 1692. *Reg. du secrét.*, O. 36.) Huit personnes furent arrêtées avec Malzac, et on donna une récompense de mille livres à celui qui l'avait fait prendre ; on promettait 1,500 livres à ceux qui feraient arrêter l'autre ministre, dont le nom nous est inconnu. (Lettres du 24 février et du 17 mars. (*Reg. du secrét.*, *Ibid.*))

Malzac et Brousson (2) tinrent évidemment des assemblées dans le département de l'Aisne ; mais où ? La tradition, qui a conservé avec reconnaissance le souvenir de pasteurs *hollandais* qui venaient célébrer la Cène au péril de leur vie, se tait sur la plupart des lieux de ces réunions. Quant à Gardien Givry, nous avons sur son compte des détails assez circonstanciés :

Givry est cité par Court, comme un des plus actifs et des plus courageux parmi les pasteurs qui suivirent les traces de Brousson.

Né à Vervins, et retiré en Angleterre à la Révocation, Givry (3) fut nommé pasteur de l'Eglise française de Plymouth, en 1685, et revint sur le continent en 1690. Après avoir traversé la frontière au milieu de grands dangers, il arriva, au commencement d'octobre 1691, à la rue des Bœufs (Landouzy), et fut logé dans la maison où venait de mourir le ministre Masson, qui, malgré son âge et ses infirmités, avait entrepris de prêcher l'Evangile sous la croix. Givry demeura trois jours dans cette maison et y reçut beaucoup de visiteurs. De là il se rendit à Saint-Pierre, où il se faisait tous les dimanches des assemblées de 50 à 60 personnes ; mais le bruit de son arrivée s'étant répandu, le lieu des assemblées fut trop petit pour la foule qui accourut ; il fallut aller à la rue de Bohain (Lemé) à neuf heures du soir : l'assemblée fut de 300 personnes ; il y avait onze enfants de divers lieux à baptiser.

(1) *Bullet. du prot.*, III, 594.

(2) Et très probablement aussi Paul Cardel.

(3) Un Philippe Givry, ancien de Harlem, signait, en 1695, l'approbation placée en tête du volume de sermons de Brousson, intitulée : *la Moine mystique du désert*.

Givry alla ensuite à Saint-Quentin, où sept villages des environs lui envoyèrent quatre députés pour le prier de passer chez eux, et de les admettre à la religion protestante, parce qu'ils voulaient abandonner le catholicisme dans lequel ils avaient vécu jusqu'alors. Le dimanche suivant, un de ces députés le mena dans un vallon (1) où Givry trouva 500 personnes assemblées qui étaient de 110 familles catholiques. Tous déclarèrent qu'ils voulaient abjurer. « Après ces déclarations, il prêcha dans cette assemblée depuis neuf heures du soir jusqu'à minuit, à la lueur des feux et des flambeaux; mais il ne voulut pas pour cela recevoir leur abjuration, afin qu'ils n'eussent aucun sujet de dire qu'on les avait surpris. Il les remit au dimanche suivant, et l'assemblée s'étant faite au même endroit et à la même heure, il essaya de faire comprendre à tous ses auditeurs les avantages de la R. P. R., et en même temps les dangers temporels où s'exposaient ceux qui demandaient à la suivre. Mais tous ayant répondu qu'ils ne voulaient plus être de la communion de Rome, il reçut toutes leurs abjurations, et ne voulut point cependant les admettre à la Cène, parce qu'ils n'étaient pas assez instruits. Il n'a pu se souvenir que du nom de Templeux, (Templeux), qui est un des sept villages, ayant oublié les six autres; mais il dit que tout le monde sait à Saint-Quentin que les habitants de ces sept villages (2) ont abjuré la religion catholique dont ils faisaient profession; il déclare encore qu'il fit des assemblées à Saint-Quentin, qu'il y prêcha, et fit tous les exercices. » (Lettre du 14 octobre 1692. *Reg. du secrét.*, O. 36.)

Givry visita également les Eglises de Laon, Chauny, Varennes, Noyon, Jonquières, Villeneuve près Chalandos, et d'autres endroits de la Picardie, et arriva à Paris après un voyage de deux mois. Des marchands de Sedan l'engagèrent à aller prêcher dans cette ville; comme il y avait demeuré neuf ans et y était fort connu, il refusa d'abord; mais le désir de réparer un scandale qu'il y avait donné, le fit accepter. Chemin faisant, il prêcha partout où il y avait des protestants, à Monneaux, où il alla deux fois, et dont la

(1) La tradition rapporte que les protestants des environs de Templeux se réunissaient dans un vallon surnommé la Boîte-à-Cailloux. Nous avons voulu voir les lieux avant d'en parler. Ce vallon que la charrue a longtemps respecté est évidemment celui dans lequel prêcha Givry; il se trouve à une demi-lieue de Templeux, à distance à peu près égale de Jeancourt et d'Hargicourt et non loin de Vendelle; c'est évidemment là le berceau des sept Eglises fondées par Givry. Ce vallon resserré, autrefois couronné de forêts dont il ne reste plus que des débris, semble un amphithéâtre bâti par la main divine pour ces assemblées de proscrits, qui trouvaient un asile au milieu des bois quand les dragons ou la maréchaussée venaient interrompre leur culte.

Le *Jeune Chrétien* a publié dernièrement une poésie intitulée *La Boîte-à-Cailloux*, due à la plume de M. Gontard, instituteur protestant à Hargicourt.

(2) Ces sept villages sont très probablement Montbrehain, Nanroy, Hargicourt, Templeux, Jeancourt, Lempire, Vendelle, où nous n'avons pas trouvé qu'il y eût des protestants avant la venue de Givry.

population toute protestante et fort zélée, avait depuis quatre à cinq ans rétabli une espèce de culte public (c'est-à-dire en 1686 ou 87), sous la direction de deux frères nommés Etienne. Il y fit des assemblées de 400 personnes dans des granges et des pressoirs. Le lieutenant général de Châteaue-Thierry favorisait ces assemblées et voulut s'entretenir avec le ministre proscrit. Il lui demanda entre autres si l'on pouvait être sauvé dans le catholicisme. Ce lieutenant faillit être puni comme il le méritait, mais on préféra ne point faire de bruit et le ramener par la douceur; il reçut ordre de venir à Paris, sans parler de son voyage; Sa Majesté pensait qu'en le traitant ainsi, on pourrait peut-être avoir par lui de l'influence sur les protestants de Monneaux pour les rendre bons catholiques. Villeneuve offrit à Givry un peuple « presque aussi heureux, aussi dévot et aussi sage. »

Il prêcha aussi à Nanteuil-lès-Meaux, où il y eut deux assemblées, l'une de 400 et l'autre de 700 personnes, puis à Châlons, Vitry et Sedan; il entra de nouveau à Paris après une absence de deux mois. Un nommé Braconnier l'y fit arrêter et réclama 2,000 livres de gratification; le secrétaire d'Etat trouvait la somme un peu forte, *bien que, dit-il, on ait quelquefois donné ce chiffre*; finalement, ce Braconnier fut à son tour jeté en prison. Givry fut conduit à Vincennes le 24 mai 1692; il en sortit le même jour pour être transféré aux îles Sainte-Marguerite. (*Reg. du secrét., O. 36.*)

L'évêque de Laon, furieux des succès obtenus par Givry dans son diocèse, ne rougit pas de descendre jusqu'à calomnier l'homme dont la tête était mise à prix, et qui exposait sa vie tous les jours pour annoncer l'Evangile. Il écrivit à Pontchartrain cette invention de sacristie que « Givry s'était retiré près d'une dame de qualité, où il s'était mal comporté avec une fille de chambre, laquelle étant devenue grosse, la dame le chassa, ensuite de quoi il se retira à Paris. » (*Lettre du 43 déc. 1692. Reg. du secrét., O. 36.*)

Givry, dit la *France protestante*, était encore aux îles Sainte-Marguerite en 1700, ainsi que Géraut, Lestang et Valsec. Trois des prisonniers étaient déjà devenus fous en 1693; les autres finirent par succomber aux tortures morales et physiques qu'ils avaient à endurer; autrement les puissances protestantes n'auraient pas manqué de réclamer leur mise en liberté en 1713, comme elles réclamèrent celle de leur compagnon d'infortune, Mathurin, qui, grâce à leur intervention, sortit du cachot où il était enfermé depuis plus de vingt-cinq ans (1).

A la suite des assemblées tenues par Givry, Lavenant fut mis en prison à Laon en 1692, peut-être pour avoir logé ou conduit le proscrit. (*Reg. du secrét., O. 36.*) Le 14 octobre de cette année, Pontchartrain écrivait aux

(1) La *France prot.* est ici en désaccord avec le *Bulletin du prot.*, III, 594.

évêques de Laon, Noyon et Soissons, de gagner les principaux meneurs des assemblées *par des récompenses et bienfaits de Sa Majesté, pour les engager à nommer tous les autres*, sur lesquels on ferait ensuite main basse.

A l'égard de Sézille, du bourg de Varennes (1), et de Colliette, de Chauny, écrivait le secrétaire d'Etat à l'évêque de Noyon, « il me paraît très important de les engager de rentrer dans leur devoir, soit par menaces, soit par récompenses, » pour éviter le mal qu'ils font en maintenant la religion protestante. (Lettre du 9 oct. 1692. *Ibid.*)

Le 29 du même mois, Pontchartrain donnait l'ordre d'arrêter un tisserand du village d'Ervilly, nommé Quentin, qui faisait le prédicant, et un autre qui avait été saisi, mais était parvenu à s'échapper; savoir, le nommé Vignon de Templeux, qui « *s'y distingue par sa mauvaise conduite.* » Il devait être bien zélé pour mériter cette note d'infamie.

Dans une lettre du 11 mai de la même année, nous avons trouvé qu'un garde du corps, nommé Vauguillard, avait obtenu les biens du sieur de Mazancourt, abandonnés depuis plusieurs années au village de Voulciennes (non retrouvé), près Crépy. (*Reg. du secrét.*, O. 36.)

A la demande de l'évêque de Laon, on fit arrêter, le 16 décembre 1692, le sieur de Dolignon, qui paraissait aussi très dangereux. En effet, la tradition rapporte qu'il réunissait chez lui les fidèles de Parfondeval; le seutier qu'ils prenaient pour s'y rendre s'appelle encore *la royette des huguenots*. Il paraît pourtant que Dolignon promit d'être moins zélé pour l'Evangile à l'avenir, car Pontchartrain écrivait le 6 février 1693, à l'intendant Bossuet : « M. l'évêque de Laon m'ayant mandé que le nommé Dolignon est à présent en de bonnes dispositions, et que le châtiment qu'il a reçu a eu son effet, je vous envoie un ordre pour le mettre en liberté. » (*Reg. du secrét.*, O. 37.)

L'évêque de Laon voulait tout réduire par la violence; il fallut que Pontchartrain le calmât en lui écrivant : « Sa Majesté estime que vous ferez un plus grand progrès pour leur conversion sincère, en vous appliquant à les faire instruire et en les engageant par les voies de la douceur et par l'espérance des récompenses, que par la punition de leur désobéissance. » (*Reg. du secrét.*, O. 36.)

Sézille de Varennes, Colliette de Chauny et Potel de Templeux, furent arrêtés par ordre du 13 janvier 1693; le secrétaire d'Etat demandait aussi les noms de six ou sept des plus marqués parmi ceux qui avaient accueilli Givry, pour les faire également arrêter. (*Reg. du secrét.*, O. 37.) Colliette

(1) Un nommé Sézille assistait au synode de Charenton en 1653, comme ancien de Compiègne.

et un nommé Bernardon de Noyon furent mis en liberté par ordre du 5 juin de la même année, ayant promis de tenir à l'avenir une meilleure conduite sur le fait de la religion. (*Ibid.*)

Sézille fut aussi mis en liberté, mais sans devenir pour cela meilleur catholique, car le secrétaire d'Etat écrivait, le 16 avril 1698, à l'évêque de Noyon : « Vous êtes un prélat incomparable ; on trouve en tout ce que vous faites un fonds d'esprit et de charité qu'on ne peut assez louer ; vous aviez pris de très bonnes mesures pour mettre à profit vos exhortations et l'abjuration de Ludovic Sézille, si elles n'avaient pas été rompues par lui ; et Sa Majesté juge comme vous qu'il faut faire un exemple dans la personne de ce dernier. J'écris à M. l'intendant de le faire arrêter et de le faire mettre en prison, dont il ne sortira que quand vous le jugerez à propos. » Le crime pour lequel on emprisonnait de nouveau Sézille, était irrémédiable : il avait empêché des protestants de Varennes de se soumettre aux exhortations de l'incomparable prélat de Noyon.

Grâce aux sollicitations de Mademoiselle de Nantouillet et des tuteurs de MM. de Brabançon, dont Sézille était fermier, il sortit de nouveau de prison pour trois mois, afin de pouvoir rendre ses comptes. Mademoiselle de Brabançon avait promis d'en faire un bon catholique, mais on ne se fia point à sa parole, et on ne relâcha le prisonnier (déc. 1698) que sur caution. (*Reg du secrét.*, O. 42.)

L'obstination de Sézille durait encore en 1800 ; il n'y a rien d'obstiné comme une conscience droite. Le secrétaire d'Etat écrivait le 17 octobre : « Il faut avertir le nommé Sézille... de se faire instruire et de se mettre en état de faire son devoir de catholique, et lui donner encore pour cela six semaines, après lequel temps, s'il n'a pas fait ce qu'on désire, Sa Majesté veut qu'il soit remis en prison. » (O. 44.)

Le 29 novembre, l'évêque de Noyon demandait qu'on prolongeât jusqu'au 1^{er} janvier le temps accordé à Sézille pour se convertir.

Peu reconnaissant de cette faveur, Sézille prit la fuite et en donna avis au curé de Varennes, par une lettre datée de Paris, du 7 décembre. Le 29 de ce mois, le secrétaire d'Etat écrivait à d'Argenson : « Continuez de faire des perquisitions du nommé Sézille, sur les indications qui vous ont été données par M. l'évêque de Noyon. »

Colliette, de Chauny, relâché sous promesse de ne plus vivre à la huguenotte, n'avait été que fort peu converti par la prison, témoin cette lettre du secrétaire d'Etat à l'intendant Sanson, en date du 17 août 1698. « Le roi approuve que vous ayez fait placer dans des couvents et pensions les enfants de Colliette ; il y a longtemps que cet homme est connu pour mauvais catholique. »

L'aînée des filles Colliette fut relâchée le 16 octobre de la même année ;

quant au fils, qui était au collège des PP. de l'Oratoire, à Soissons, de même que quant au fils de Lestache, receveur de Roucy, que l'intendant proposait d'y mettre également, Sa Majesté déclara qu'elle ne voulait point qu'on mit au collège, mais bien chez des maîtres d'école, *des enfants qui ne sont pas de qualité.* (Reg. du secrét., O. 42.)

Au 3 mars 1700, nous trouvons un ordre pour faire sortir la nommée Colliette du couvent des Cordeliers de Chauny, et la nommée Bernardon de celui des Ursulines de Noyon. (O. 44.)

En décembre 1692, le curé de Vauxaillon, près Anisy, dénonçait au père Lachaise plusieurs nouveaux catholiques des environs vivant dans le désordre, c'est-à-dire plusieurs protestants qui refusaient d'aller à la messe, et particulièrement un médecin qu'on soupçonnait d'être ministre, et que l'intendant Bossuet reçut ordre de faire arrêter. (O. 36.)

La fille du sieur de Travecy, incriminé en 1689, avait été mise au couvent de Lafère par Bossuet, le 20 avril 1695; il fut permis à cette jeune fille, sur la proposition de M. de la Houssaye, successeur de Bossuet, de se retirer chez Madame de Renansart; mais Sa Majesté ordonnait encore qu'on lui rendit compte de la conduite qu'elle tiendrait sur le chapitre de la religion. (O. 39.)

Les deux filles de Louis Laumonier, sieur de la Motte, ancien de Chauny, furent envoyées aux Nouvelles-Catholiques de Paris, par ordre du 19 mai 1695. (Reg. du secrét., O. 39.)

« Bien des jeunes filles, dans les maisons religieuses où le roi les avait fait enfermer, furent tenues au séquestre avec tant de rigueur, qu'elles ne virent plus les auteurs de leurs jours et durent renoncer à tout attachement de famille. » (Depping, collection, t. IV, p. 24.)

Le 9 juillet 1700, le secrétaire d'Etat écrivait à l'intendant Sanson : « Les circonstances de l'opiniâtreté que le feu sieur de la Motte a témoignée en mourant ne permettent pas qu'on les dissimule, et vous devez donner aux juges des lieux, ordre de faire le procès à sa mémoire suivant les ordonnances. » (Reg. du secrét., O. 44.)

Le 12 août, une demoiselle de la Motte, sans doute convertie, obtenait du roi une pension de 200 livres pour entrer dans un couvent. (O. 44.)

La demoiselle de Brusoy, qui demeurait au château de Roucy, avait été enfermée dès le mois de février 1687. (O. 39.)

En novembre 1692, nous avons trouvé qu'un ministre Gérard, à nous inconnu, ramené de Hollande, avait été arrêté (O. 39). En novembre 1695 on en attendait d'autres, et on ordonnait à l'intendant de la généralité de Soissons de surveiller plus que jamais les assemblées; il se fit à cette époque une assemblée à Landouzy, à la suite de laquelle on ordonna à M. de la Houssaye de faire arrêter tous ceux qui s'y étaient trouvés. (O. 39.)

En conséquence, plusieurs protestants de Landouzy furent enfermés à la fin de 1695, et le 3 janvier 1696. Sa Majesté ordonnait à M. de la Houssaye de les faire *juger suivant la rigueur des ordonnances*.

Le 6 février, l'intendant reçut ordre d'envoyer au couvent de la Charité, à Château-Thierry, le nommé Mory qu'il avait fait arrêter.

Le 20 juin, une lettre circulaire était adressée à M. de la Houssaye et à plusieurs autres intendants, pour faire arrêter *Brousson*, qui, disait-on, *est un homme très dangereux*. Une lettre de lui, saisie sur le prédicant Henri, avait révélé sa présence en France.

En juillet, Sa Majesté écrivit au sieur de Saponay, pour lui défendre de faire violence à sa sœur, la demoiselle de Viels-Maison, dans sa terre de Cus, sans doute parce qu'elle s'était convertie.

Le 6 décembre, on demande à M. de la Houssaye si les sieurs de Lucé (Lucy?) méritent la faveur qu'ils demandent, savoir de rentrer dans leurs biens. Une femme de cette famille était religieuse au couvent de Notre-Dame, à Soissons (O. 40). Une autre demoiselle de Lucé, avait été enfermée le 31 mai 1698. Sa Majesté trouva bon qu'elle retournât près de sa mère, et que la troisième sœur fût mise à sa place, moyennant une pension de 200 livres payée par Sa dite Majesté (O. 42).

Le 13 janvier 1698, l'intendant de la Houssaye reçut ordre d'empêcher les nouveaux catholiques d'envoyer leurs enfants aux écoles où on ne prenait pas soin de leur faire entendre la messe.

Nous transcrivons en partie la lettre adressée le 9 avril de la même année, au nouvel intendant Sanson, par le secrétaire d'Etat :

« J'ai reçu votre lettre du 5 de ce mois, suivant laquelle il me paraît que vous n'êtes pas parfaitement instruit des ordonnances sur le fait des religieux.

« Vous dites qu'il y a plusieurs nouveaux convertis dans les élections de Guise et de Laon qui sont revenus des pays étrangers sans faire leur abjuration, qu'ils viennent à dessein de vendre leurs biens et de les donner à vil prix, et que même ils vendent leurs droits successifs sur les biens de leurs parents qui demeurent dans le royaume; qu'ils se fondent sur les traités de paix qui leur permettent d'y revenir et de rentrer en possession de leurs biens... sur quoi je dois vous faire observer que nul religieux qui n'aurait pas fait abjuration ne doit être toléré en France, et que si vous en connaissez quelques-uns de cette espèce vous devez les faire arrêter. A l'égard des fugitifs qui pourraient être revenus des pays étrangers, ils en ont la permission par une déclaration du 10 février dernier, qui porte qu'ils pourront revenir dans le mois, à la charge d'y faire exercice de la religion catholique, de faire leur déclaration au gouverneur de la première place par où ils passent, de réitérer la même déclaration par-devant le juge, trois

jours après leur arrivée au lieu de leur demeure et de faire leur abjuration dans les huit jours suivants. Si donc il y en a quelques-uns dans votre département qui n'aient pas observé ces formalités, c'est aux juges à les faire arrêter et à vous à y tenir la main.

« Quant aux biens, nul des fugitifs, pas même ceux qui reviennent en vertu de cette déclaration, n'a droit d'en disposer, ni d'y rentrer; car, par édit du mois de décembre 1689, leurs légitimes héritiers ont été mis en possession de leurs biens, et jusqu'à présent, il n'a été rien ordonné de contraire. Il n'y a donc que les nouveaux catholiques restés dans le royaume qui pourraient disposer de leurs biens pour se retirer, mais vous avez contre ceux-là une déclaration du 14 juillet 1682, qui porte que les ventes faites par les religionnaires un an avant leur fuite seront nulles; vous devez cependant, sans vous reposer sur cette déclaration, faire observer ceux qui se trouveraient dans la disposition de vendre, à l'intention de se retirer, afin de les prévenir et empêcher l'exécution de leurs desseins, soit par des avertissements qui leur feront connaître que vous en êtes informé, soit en les faisant arrêter s'il est nécessaire.

« Je ne vous dis rien de cette permission qu'on prétend avoir été accordée, par les traités de paix, aux religionnaires de rentrer dans leurs biens; c'est une erreur populaire dont on a été désabusé sur la première proposition qui en a été faite : cette permission ne regarde que ceux de l'un et l'autre parti qui ont été dépossédés pendant la guerre, par voie de confiscation. »

Le 12 mai suivant, le secrétaire d'Etat écrivait encore à Sanson : « L'enfant du nommé Cottin qui est chez son aïeule, et que vous dites être protestant, n'ayant aucun bien, serait un sujet propre à être mis à l'hôpital du lieu pour être instruit en la religion et apprendre un métier; mais si vous jugez que cette femme puisse contribuer à sa subsistance, il fant... l'obliger à en donner une partie et le roi donnera le surplus. » Ce Cottin fut placé chez le curé d'Aubenton.

Le 17 octobre 1700, nous retrouvons dans une autre lettre à Sanson : « Il n'y a rien à faire sur les enfants du nommé Cottin, marchand de la paroisse de Bohain, qui n'ont pas fait abjuration, étant en trop bas âge lors de la révocation de l'Edit de Nantes, et il suffit que leurs père et mère les aient fait élever en la religion catholique » (O. 44).

Dans la lettre du 12 mai, citée ci-dessus, nous voyons que l'intendant a empêché l'exécution du testament de la veuve Huotter (capitaine suisse), laquelle avait testé en faveur de parents sortis du royaume. On aurait pu faire le procès à sa mémoire, dit le secrétaire d'Etat, *et alors ses biens auraient été sujets à confiscation.*

Le nommé Durlot, de Fontaine, qui avait été émigré et était revenu dans

son village y fut arrêté en 1698; en même temps des protestants arrêtés à Maubeuge furent transférés à Guise, d'où ils étaient probablement), pour y faire leur procès; d'autres arrêtés à Wassignv furent envoyés à Dreux pour la même cause.

Le 19 novembre, le secrétaire d'Etat annonce à l'intendant la mort de Brousson, sur lequel on a trouvé des noms de protestants; « je vous envoie, ajoute-t-il, la liste de ceux de votre département, afin que vous les fassiez arrêter s'ils font l'exercice. »

Par ordre du 2 décembre et sur la proposition de l'intendant, le jeune gentilhomme nommé Laval (Leval?) fut remis au sieur de Malaize, aide-major de Rocroy, qui se chargea de son éducation.

La persécution était constante, d'une violence sans égale; toutefois le grand roi commençait à avoir honte de ses atrocités, il faisait écrire à Sanson le 10 décembre: « J'ai rendu compte au roi de ce que vous m'avez écrit concernant la femme du nommé Roussel, marchand à Laon, qui a refusé les sacrements et déclaré vouloir mourir dans la R. P. R., et Sa Majesté m'a ordonné de vous écrire de dire aux juges ordinaires de faire le procès à sa mémoire... que si son cadavre avait été conservé et qu'il fût condamné à être traîné sur la claie, vous direz aux juges de ne point exécuter, à cet égard seulement, le jugement: Sa Majesté voulant bien pour cette fois, à cause du temps qu'il y a que la chose est arrivée, épargner cette honte à la famille de la défunte; mais il faudra exécuter le jugement en tous les autres points. » (*Reg. du secrét.*, O. 42.)

Louis XIV aurait-il, par hasard, rencontré sur son chemin quelque cadavre mutilé, souillé de sang et de boue, qui eût troublé son sommeil; ou bien serait-ce là le dernier cri d'une conscience étouffée par l'orgueil et par la voix des confesseurs?

Le corps de la femme Roussel avait été conservé, car deux mois après, le 10 février 1699, le secrétaire d'Etat écrivait de nouveau: « Il faut laisser tomber la chose sans en plus parler (1). »

Une dépêche du 28 janvier de la même année, nous apprend que le commandant du château de Ham était accusé de connivence dans l'évasion de la nommée Prou, sage-femme qui avait fait baptiser des enfants par des ministres.

La circulaire adressée le 2 juin, par le secrétaire d'Etat, à Sanson et plusieurs autres intendants, offre un haut intérêt pour l'histoire de la persécution; nous en donnons un fragment: « Le roi m'a fait l'honneur de me dire, Monsieur, que depuis les dernières déclarations qui renvoient aux juges

(1) Nous avons donc commis erreur en écrivant, d'après M. Melleville et *l'avis*, à la page 472 ci-dessus, que la mère de Roussel avait été traînée sur la claie. Cette femme s'appelait Rachel Cottin.

ordinaires la connaissance des contraventions que peuvent faire les nouveaux catholiques, et leur punition, quelques intendants sont tombés dans un grand relâchement, sur la vigilance qui leur a été si fortement recommandée... Sa Majesté a dit en plein conseil qu'elle savait les noms de ceux qui s'étaient ainsi ralentis, et qu'elle voulait bien différer encore à les nommer pour leur donner lieu de changer leur conduite à cet égard; c'est ce qui m'oblige de vous dire que *vous ne pouvez rien faire de plus désagréable à Sa Majesté*, que de vous relâcher sur l'exécution des déclarations, et qu'encore que vous ne soyez pas chargé de punir les contrevenants, vous ne devez pas avoir moins d'attention pour les connaître, les faire poursuivre et tenir la main à ce que les juges fassent leur devoir. »

A la demande de l'évêque de Noyon, Madame Fayet d'après de Saint-Quentin, fut mise, par ordre du 7 juin, au convent de la Sainte-Famille de Noyon.

Le 21 du même mois, Sanson reçut l'ordre de faire enfermer à l'hôpital les enfants de la veuve Bernard de Crépy et ceux de Bocquet, brasseur à Lafère, comme il avait déjà fait pour les trois enfants du village de Coin (Croingt, Cohan, Coincy); d'arrêter ledit Bocquet et Rachel Soyan de Plo-mion, qui avait fait évader ses trois petits-enfants, de faire le procès à celle-ci nonobstant son grand âge, de faire arrêter les deux marchands et les sept ou huit particuliers qui avaient déclaré *vouloir vivre à l'ancienne manière*. Leurs revenus devaient être saisis au profit de l'hôpital où leurs enfants seraient mis, à la réserve de ceux dont les revenus suffiraient pour les entretenir dans des pensions.

Le 30 juin, l'évêque de Laon demandait, pour la paroisse de Ribemont, une rente de 50 livres abandonnée par un officier suisse.

A partir du 10 juillet, *les affaires des nouveaux catholiques et tout ce qui se passe sur le fait de la religion* devant être rapportées au roi dans des conseils qu'il donne pour cet effet, les intendants devront écrire dans des lettres séparées tout ce qu'ils auront à mander sur cette matière.

Le 29 juillet, furent mises en liberté les nommées Cheroy et Rotisset (1), qui avaient promis à l'évêque de vivre en bonnes catholiques.

Le 5 août, le secrétaire d'Etat demandait à Sanson et autres des informations sur l'effet de la déclaration du 29 décembre 1698, et le nombre des personnes sorties de France malgré les dernières défenses. Le même jour, le roi ordonnait qu'on ne trainât plus les cadavres sur la claie, toutefois il ne fallait pas rendre *cela trop public*, et continuer les procès à la mémoire des hérétiques endurcis.

Le 17, le roi approuvait les mesures prises par Sanson pour la sûreté

(1) Voir plus haut, page 450.

des biens laissés par le sieur Du Vez et la nommée Mudot, en ajoutant qu'il n'avait pas encore pris de résolution sur les biens de ceux qui s'étaient absentés depuis peu. C'est donc en 1699 que le sieur Du Vez émigra (1).

Au mois d'août, la veuve Cottin demandait la permission de vendre une maison.

Le 2 septembre, les nouveaux catholiques arrêtés pour avoir voulu vivre à l'ancienne façon, furent relâchés sur leur promesse de vivre plus catholiquement à l'avenir.

Par ordre du 23 du même mois, le fils du nommé Foulon fut enfermé à l'hôpital de Laon pour avoir tenté de sortir du royaume, la fille de Paul Le-maître qui avait été mise au couvent des Ursulines de Clermont fut transférée aux Nouvelles-Catholiques de la même ville.

Par ordre du 15 octobre, furent mises en liberté les deux filles de la veuve Deshayes qui étaient dans un couvent à Laon; le nommé Bocquet, brasseur à Lafère fut également relâché.

Le 9 décembre, les sieurs de Rozoy et de Vilnay obtinrent des faveurs de Sa Majesté en qualité de nouveaux catholiques; le même jour était signé l'ordre de mettre aux Nouvelles-Catholiques de Noyon la nommée Bouxin. Deux familles d'Acy, près Soissons, avaient pris la fuite peu auparavant.

Le 19 septembre de la même année 1699, avait cependant paru une déclaration portant condamnation aux galères pour les hommes, réclusion à perpétuité pour les femmes, avec confiscation de biens contre les religieux qui tenteraient de sortir du royaume. Sa Majesté se plaignait en même temps que les pensions accordées aux nouveaux convertis montaient à des sommes considérables, et déclarait n'en vouloir plus donner qu'à *des gens très dignes par leurs qualités, par leur mérite et par un besoin très effectif*.

La circulaire adressée à Sanson, le 13 décembre (1699) n'est pas moins intéressante : « L'instruction des enfants qui, comme vous savez, a été particulièrement recommandée dans les édits... est la chose que le roi a le plus à cœur, et comme le succès de ce dessein dépend d'avoir des lieux propres pour les mettre... Sa Majesté veut que vous m'envoyiez un mémoire

(1) Le secrétaire d'Etat à l'intendant, 21 janvier 1703 : « Je vous envoie le placet du sieur de Chambray, capitaine au régiment de Saint-Pouenges qui se plaint de ne pouvoir jouir du don que le roi lui a ci-devant fait, de 3,000 livres que son père devait au sieur Du Vez, religieux fugitif. Comme toute la question consiste à savoir si le sieur Du Vez s'est absenté avant que la déclaration du mois de février 1701 fût enregistrée, je vous prie de prendre la peine de me mander ce que vous en savez, et ce qui a donné lieu à la main-levée que vous avez faite à l'héritier du fugitif. »

Trois ans auparavant, le 25 avril, l'intendant avait déjà reçu une semblable lettre.

Nous savons par une autre du 25 août 1700 que le sieur de Bondy, colonel au régiment de Saint-Pouenges, et le sieur de Bezannes, parents au même degré du sieur Du Vez, se disputaient sa succession,

des maisons, collèges ou écoles qui se trouvent dans l'étendue de votre département, les plus propres pour mettre les enfants des nouveaux catholiques... La lettre du 49 septembre dernier vous marque bien expressément les intentions de Sa Majesté sur les inspecteurs que vous devez avoir commis *pour observer si les juges font leur devoir* dans l'exécution des édits et déclarations concernant les nouveaux catholiques, et généralement pour vous rendre compte de tout ce qui se passe parmi eux ; mais Sa Majesté appréhende que MM. les intendants n'aient pas été assez attentifs pour commettre ces inspecteurs, et elle m'a ordonné de vous écrire de m'envoyer le mémoire des lieux où vous en avez établi, qui contiendra aussi le nom et la qualité de ceux que vous aurez chargés de ce soin. » (*Reg. du secrét.*, O. 43. année 1699.)

Certes le fanatisme royal était difficile à contenter, car l'intendant Sanson ne laissait point passer de mois, ni peut-être de semaine, sans se distinguer par quelque haut fait contre les malheureux réformés, et pourtant on le gourmandait sans cesse. Quel système d'espionnage, et bien digne du grand roi ! Si le crime des protestants avait paru évident aux juges, n'auraient-ils pas mieux fait leur devoir ?

Le 3 mars 1700, le secrétaire d'Etat écrivait à l'évêque de Laon : « Sur les assurances que vous avez données que le sieur Guyard a profité de la retraite qu'il a faite dans votre séminaire, le roi a bien voulu lui permettre d'en sortir, et je vous envoie l'ordre à cet effet, duquel vous vous servirez quand vous le jugerez à propos. »

On persécutait les livres comme les personnes. Le 14 mars, le secrétaire d'Etat écrivait à M. de Pommereu : « Le nommé Cousin a découvert la route et les entrepôts dont on se sert pour introduire dans le royaume les livres défendus ; il assure qu'on en envoie souvent d'Amsterdam, au nommé Chevalier, libraire à Luxembourg, qui les envoie à Briquet, de Châlons ; aux nommés Godard et Mettayer, de Reims ; à Aubry, de Troyes, et à Anisset de Soissons, et que de tous ces endroits, on les fait conduire par les voitures ordinaires jusqu'aux environs de Paris, etc. » Il va sans dire que l'on ordonna de nouvelles perquisitions.

Une nouvelle catholique nommée Peneux s'étant évadée de l'hôpital de Laon, le secrétaire d'Etat ordonnait, le 14 mars, de faire punir comme ils le méritaient, Cochefer et la veuve Mennesson soupçonnés d'avoir participé à cette évasion.

Le 25 avril, l'intendant de Soissons recevait l'ordre d'établir des écoles de filles à Nogentel, Trosly-aux-Bois, Essommes, Lafère, Vervins, Coucy, Bruyères, Ribemont, Crépy, Rozoy, Roucy, Nizy, Craonne, Corbeny, Montcornet dans le but de détruire plus sûrement le protestantisme.

Le 10 juin, le secrétaire d'Etat demandait des informations au sujet de

Marie Milot, veuve de Jacques Guillet de la paroisse d'Essommes, qui avait obtenu la permission d'aller voir sa sœur à Paris, et qui en profita sans doute pour s'évader.

La dépêche du 16 juin, adressée à Sanson, s'exprime ainsi : « Voici un mémoire donné au roi par M. l'évêque de Noyon, concernant les nouveaux catholiques de son diocèse ; il est parfaitement détaillé, et il y a quelque apparence qu'en faisant enfermer ou assignant aux plus opiniâtres quelques autres châtimens convenables, et donnant d'un autre côté quelques petites récompenses à ceux qui l'ont bien leur devoir, on pourra espérer de mettre les nouveaux réunis de ce diocèse sur un pied à donner de la satisfaction au roi. »

Dès le 16 février, le secrétaire d'Etat avait écrit à Sanson : « On a dit ici que le nommé Mèrigny, prisonnier à Ham, y est tout nu et manque de toutes choses... faites-le habiller, etc... » Le 16 juin, il écrivait encore : « Voici un nouveau mémoire envoyé par les prisonniers de Ham, contenant plusieurs plaintes qu'ils font contre le sieur de Devisé... Sa Majesté m'a ordonné de vous écrire de vous informer très soigneusement de tous les faits qu'il contient, sans avoir aucun égard, et de me faire savoir ce que vous en apprendrez. »

Dans sa lettre à Sanson du 14 septembre, le secrétaire d'Etat dit : « Le sieur de Lestang, ci-devant lieutenant de la petite justice de Roucy, nouveau catholique, ayant fait présenter au roi le placet ci-joint, par lequel il demande quelques secours pour payer la pension de son fils aliéné d'esprit, Sa Majesté m'ordonne de vous écrire de vous informer si cet homme et ceux de sa famille font bien leur devoir et si, par rapport à la conduite et à la fortune, il mérite d'être secouru de quelques grâces de Sa Majesté. »

Le 29 du même mois, le secrétaire d'Etat écrit encore au même : « M. l'évêque de Noyon m'a envoyé le mémoire ci-joint, par lequel il paraît que la veuve Benoît, de Travecy, a empêché sa fille d'écouter les instructions et l'a laissée mourir dans la R. P. R. ; Sa Majesté m'a ordonné de vous écrire, de vous informer si ce fait est véritable, et dans ce cas de la faire arrêter. »

Marthe Lemaistre sortit des Nouvelles-Catholiques de Noyon, étant bien instruite, par ordre du 17 octobre. Le même jour, Pontchartrain écrivait à Sanson : « Lorsque Sa Majesté disposera des biens des religieux fugitifs qui ont été saisis, elle aura égard à ce que vous demandez 200 livres par an pour le nommé Digault, de la paroisse de Chauny. » Par ordre du 12 novembre, la fille de Digault, qui était à l'Hôtel-Dieu de Noyon, fut remise à ses parents qui faisaient leur devoir.

Le 29 décembre, Pontchartrain écrivait à Sanson : « J'ai rendu compte au roi de ce que vous m'avez écrit, au sujet de trois nouveaux convertis de la

paroisse d'Essommes, qui avaient fait évader leurs enfants ; puisqu'ils les ont représentés, Sa Majesté veut bien leur pardonner leur faute, et vous pouvez faire mettre en liberté celui qui est en prison ; mais elle vous recommande d'avoir beaucoup d'attention à leur conduite. » (*Rég. du secrét.*, année 1700, O. 44.)

Nous donnons en entier une pièce manuscrite de la Bibliothèque impériale (*Supplém. franç.*, 4026. 3) ; elle n'est malheureusement qu'un abrégé d'une autre plus complète.

Mémoire de l'état des nouveaux convertis du diocèse de Noyon, pour être présenté et rapporté au roi, par M. le comte de Pontchartrain, secrétaire d'Etat, en l'année 1700 :

« La prudence du roi ayant jugé à propos d'exécuter le pieux et généreux dessein que Sa Majesté avait formé depuis longtemps, de révoquer l'Edit de Nantes, Monseigneur l'évêque de Noyon, accompagné d'un grand nombre de missionnaires, alla faire des visites dans tous les lieux de son diocèse, qui étaient infectés du poison de l'hérésie ; la miséricorde de Dieu répandit tant de bénédictions sur ses travaux, ses charités, ses prédications et ses conférences, que les hérétiques firent abjuration de leurs erreurs entre ses mains, et continuèrent de remplir leur devoir quelque temps. La guerre étant survenue, les plus malintentionnés prirent ce prétexte pour cesser tous les exercices de la religion catholique ; mais depuis que Sa Majesté a donné la paix à toute l'Europe, etc... (*Sic.*)

• Madelaine Sézille (1), fille de Marie Cottin, ci-dessus marquée, âgée d'environ quarante-cinq ans, veuve de David Bernardon ; elle a fait abjuration avec sa mère, en 1685 ; elle a toujours en la même conduite, et elle est plus instruite ; elle a aussi fait une nouvelle profession de foi avec sa mère, le 15 de mai 1700. Elle a quatre enfants, dont l'aînée, nommée Bernardon, s'est mariée à Paris, en 1696 ou 1697, avec le nommé Cottin, son parent, de la ville de Laon, de la R. P. R., etc. (*Sic.*)

• *Paroisse de Varennes.* Il y a huit familles dans le village de Varennes qui ne font aucun exercice de la religion catholique ; ils sont tous nés de parents hérétiques ; ils firent abjuration il y a quatorze ans, et depuis ce temps, ils sont fort opiniâtres ; ceux même qui ont des enfants ne les envoient ni à l'église, ni au catéchisme, ni à l'école ; au contraire, ils les maltraitent pour les en détourner et empêcher.

• Ludovic Sezille, âgé de soixante-deux ans, ci-devant receveur de la terre de Varennes, et présentement sans emploi, est un homme fort riche et fort

(1) Voir plus haut, page 535.

opiniâtre; il a été plusieurs fois arrêté par ordre du roi sur ce sujet: la dernière fois, il fut mis, au mois de mai 1698, par ordre du roi, dans les prisons de la ville de Noyon, dont il n'est sorti que sur les promesses qu'il se rendrait à son devoir, et qu'il se ferait instruire, sur le prétexte qu'il avait à rendre compte à MM. de Brabant, seigneurs de Varnes... (*Sic.*)

« *Paroisse d'Annois.* Les nouveaux convertis du village d'Annois firent abjuration le 9 décembre 1685, entre les mains du sieur de la Manière, curé de cette paroisse; depuis ce temps, ils n'ont fait presque aucun exercice de la religion catholique, quelques soins que M. l'évêque de Noyon ait pris pour eux, lesquels il a même redoublés depuis deux ans, en substituant un curé capable et zélé en la place de celui qui ne l'était pas tant...

« Le sieur Isaac de Cobreville, sieur de la Motte, fils du sieur d'Annois, âgé de vingt-huit ans, lieutenant de cavalerie au régiment de Courlandon, est aussi opiniâtre que son père, et ne fait aucun exercice de la religion catholique; il refusa même, ce 31 juillet 1699, au substitut de M. le procureur général au bailliage de Chauny, et le 14 de novembre suivant, à M. l'évêque de Noyon, de donner une déclaration par écrit, que son dessein était de la profession de la foi catholique qu'il ne fait nullement; il ne laisse pas de jouir de la terre de Jonquières, près la ville de Compiègne, comme plus proche parent du sieur Dompierre, son oncle, qui est passé dans les pays étrangers, depuis la révocation de l'Edit de Nantes.

« Il est vrai qu'il fut inquiété sur ce sujet l'année dernière, pour la jouissance de cette terre, et qu'au moyen d'un certificat qu'il représenta du sieur Haran, curé d'Annois, portant qu'il l'avait vu quelquefois assister à la messe et aux prônes les dimanches; mais il faut remarquer que ce témoignage est mendié, surpris et extorqué par un seigneur de village, d'un curé qui ne l'était que depuis cinq ou six semaines de cette paroisse, et que depuis ce temps, il n'a point assisté à l'église, ni fait aucun exercice de catholicisme, etc... (*Sic.*)

« Jean Vilain, âgé d'environ soixante ans, manouvrier et petit marchand de lin, peu accommodé, dogmatise dans ce village; il n'est pas tout à fait ignorant, il instruit les autres chez eux, et dans sa maison, où ils se vont trouver en secret: il a beaucoup contribué à les pervertir; il empêche présentement leur conversion, et il sera difficile d'y travailler utilement, tandis que ce prédicant opiniâtre sera dans ce village, etc... (*Sic.*)

« Charlotte Foucard, âgée de trente-trois ans, mariée depuis environ deux ans et demi à un homme de la secte, qui ne demeure point à Annois, qui y vient de temps en temps, dont on ne sait aucune chose, ni le nom, ni l'âge, ni la vocation, ni la demeure, ni les facultés, etc... (*Sic.*)

« Cottin, ... et Madelaine Hagombar, sa femme, du même

âge, tous deux nés de parents hérétiques; depuis leur abjuration, ils n'ont reçu aucun sacrement de l'Eglise; ils n'envoient point leurs enfants ni aux offices divins, ni au catéchisme, ni à l'école; ils en ont quatre, dont aucun n'a fait abjuration, savoir: Daniel Cottin, âgé de vingt-deux ans, Jean Cottin, âgé de vingt ans, Pierre Cottin, âgé de quinze ans, Jacques Cottin, âgé de onze ans. Ces deux derniers ont été bien instruits à Guise, où ils ont été mis par ordre de M. l'intendant, et ont fait leur devoir pascal en 1700.

* Isaac Alaurine (Alavoine?), âgé d'environ soixante ans, marchand fort riche; Madelaine Pagot, sa femme, âgée d'environ cinquante-cinq ans, tous deux nés de parents hérétiques; depuis leur abjuration, en 1685, ils n'ont reçu aucun sacrement. Ils ont six enfants qui ne vont point à l'église, ni au catéchisme, ni à l'école, et n'ont jamais fait abjuration, savoir: Jacob Alaurine, âgé de vingt-trois ans; Aimée Alaurine, âgée de vingt-deux ans; Suzanne, âgée de vingt ans; Judith, âgée de dix-huit ans; Marie-Anne, âgée de seize ans; François, âgé de quatorze ans, a fait sa communion pascale, après avoir été instruit à Guise, où il avait été mis par ordre de M. l'intendant.

* Philippe Lyeura, fort riche marchand, âgé d'environ trente-deux ans, fit abjuration le 29 septembre 1699, entre les mains du sieur Noeque, curé de Saint-Remi, de Saint-Quentin; il ne l'avait jamais faite. Madelaine Cottin, sa prétendue femme, âgée d'environ vingt-quatre ans, n'a jamais fait abjuration; ils sont nés de parents hérétiques; ils ne sont point mariés suivant les règles de l'Eglise, et l'on ne sait pas même le lieu où ils prétendent l'avoir été, etc... (*Sic.*)

* Louis Dauchel, veuf, âgé d'environ soixante-six ans, né de parents hérétiques, du pays d'Artois, pauvre manouvrier, fit abjuration en 1685; il n'a reçu aucun sacrement, et ne fait aucun exercice de la religion catholique.

* Il y a une fille âgée de dix-neuf ans, nommée Marie Dauchel, qui n'a point fait abjuration, ni aucun acte de la religion catholique.

* Suzanne Le Grand, âgée de soixante ans, veuve de Denicourt, fort pauvre, n'a jamais fait abjuration; elle est née de parents hérétiques; elle a un enfant nommé Jacques Denicourt, âgé de seize ans, qui n'a point fait abjuration.

* Suzanne Légère, veuve de ... Cottin, âgée de soixante-seize ans, née de parents hérétiques, sans emploi, peu accommodée; depuis son abjuration, en 1685, n'a point participé à aucun sacrement.

* Suzanne Cottin, fille de Suzanne Légère, âgée de trente-six ans, femme de Daniel Lisbot, sorti du royaume, n'a jamais fait abjuration et demeure chez sa mère.

* Marie Parsie, fille, orpheline, âgée d'environ vingt-cinq ans, pauvre, née de parents hérétiques, n'a point fait abjuration.

• Marie-Madeleine Linget, pauvre fille, orpheline, âgée de vingt-quatre ans, née de parents hérétiques.

• Louis Linget, son frère, garçon, âgé de vingt-deux ans, valet de char-rue; ils n'ont point fait abjuration.

• *Paroisse de Villers Saint-Christophe.* Les dames de ce village sont deux demoiselles nommées Anne et Elisabeth de Sains, dont l'aînée est âgée de soixante ans, l'autre de cinquante, nées de parents hérétiques; elles firent abjuration le 17 février 1686, dans l'église de Villers; elles ne font aucun exercice de la religion catholique. Elles ont un frère qui est dans les mêmes sentiments, et demeure à Guillemont, paroisse de Guiscay, près la ville de Péronne. Ces demoiselles retirent chez elles la nommée Jeanne Le Grand, veuve, âgée de soixante ans, avec son fils, nommé Daniel Darnonval, tourneur, qui demeuraient autrefois au faubourg de Saint-Sulpice de Ham, et qui sortirent du royaume en 1685, pour ne point faire abjuration; ils sont revenus de Hollande depuis la paix, et sont toujours hérétiques, etc... (*Sic.*)

• *Paroisse de Jeancourt.* La paroisse de Jeancourt est composée de 360 personnes, dont il n'y a presque que la moitié de véritables catholiques, quoiqu'ils soient tous de parents catholiques (1); les autres sont libertins scandaleux; plusieurs assistent assez souvent à la sainte messe et se rail- lent des cérémonies de l'Eglise; ils se rangent tout au bout de l'église, où ils font des postures indécentes, quelques-uns se trouvent en des assem- blées qui se tiennent la nuit, où on lit des lettres qu'ils reçoivent de Hol- lande, de la part de quelques ministres, en forme d'exhortation, etc... (*Sic.*)

• Cette Suzanne Mary étant morte relapse, Abraham Gognet est retourné à l'Eglise, et a fait son devoir durant une année pour se marier en secondes noces avec Suzanne Harlay, dont il a un enfant; ils ont tous deux trompé l'Eglise, car depuis ce temps ils n'ont fait aucun devoir de catholique.

• *Paroisse de Saint-Jacques (à Saint-Quentin).* Le nommé Longuet, gar- çon, âgé d'environ quarante-cinq ans, marchand mercier, tient à son ser- vice un garçon de Guise et deux servantes de boutique; le maître et les domestiques sont très opiniâtres, n'assistant point aux instructions ni au servin divin; le premier a fait abjuration, les autres refusent d'en faire voir les actes et preuves.

• Le nommé Cleriau de Pontarfin, de Loudin, marchand de toiles, établi

(1) Voir plus haut, Givry, page 532.

depuis quelques années à Saint-Quentin, et sa prétendue femme de la ville de Laon, ne font aucun exercice de la religion catholique; il y a procès au sujet de leur prétendu mariage fait à Laon.

« Le nommé Dumoutier, marchand de toiles, cousin germain du sieur Pontartin, aussi de Loudin, et sa prétendue femme qui est aussi de la ville de Laon, prétendus mariés dans le pays de Liège, établis à Saint-Quentin depuis quelques années, n'y font aucun exercice de la religion catholique.

« Jean Descarrières (1), âgé d'environ cinquante ans, courtier de toiles, et Elisabeth Harlé, prétendus mariés dans la paroisse de Saint-Eustache, sont très dangereux; ont plusieurs fois voulu tromper l'Eglise; ont souvent changé de paroisse et témoignent encore vouloir se convertir; ils ont eu des enfants ensemble et ils doivent se séparer pour se disposer à rentrer dans leur devoir et à réhabiliter leur mariage...

« Jacob Crommelin, âgé d'environ soixante ans, riche marchand de toiles, était allé reprendre à Paris une fille de vingt-deux ans, qui s'y était retirée. Elisabeth Testart, sa femme, âgée de cinquante ans, a été longtemps en Hollande, dont elle est revenue depuis deux ans à Saint-Quentin, n'a jamais fait abjuration; ils ont plusieurs enfants en Hollande, et ont toujours été très opiniâtres; mais depuis peu cette femme a demandé d'être instruite avec sa fille, par le père de Flandre, gardien des Cordeliers, ce que M. de Noyon lui a permis, sauf à les examiner par le curé. L'un des enfants de ce Jacob Crommelin est revenu depuis peu de Hollande, il n'a point fait abjuration (2).

« Marie Boitet, âgée d'environ soixante ans, veuve d'Abraham Crommelin, marchande de toiles, est fort opiniâtre dans ses sentiments, etc... (Sic.)

« Ils ont pour facteur le nommé Cottin, âgé de vingt-deux ans, qui n'a jamais fait abjuration.

« *Paroisse de Hautcourt.* Jean Clément, valet de meunier, âgé de cinquante-cinq ans, natif de Brancourt, et Madelaine Tofin, sa femme, native de Hautcourt, anciens catholiques, ne vont point à l'église, et sont pervers; ils ont trois enfants, dont l'aînée est une fille âgée de sept ans.

« Le nommé Jean, ... valet de charrue, Daniel Target, lieutenant du village, répandent partout des discours contre la religion.

« M. le marquis de Le Hautcourt demeure ordinairement à Villers-Haute-reau, diocèse de Cambrai; il est toujours hérétique et très opiniâtre..... »

Le 9 février 1703, Pontchartrain écrivait à l'intendant Sanson : « Le roi

(1) Voir plus haut, page 427.

(2) Voir ci-dessus, page 463.

approuve que vous ayez fait sortir de l'hôpital les trois filles nouvelles converties pour les marier avec d'anciens catholiques. C'est ce qui se peut faire de mieux pour leur véritable conversion, et il serait à désirer qu'on eût, dans les autres provinces, le même soin que vous et l'évêque de Noyon avez à cet égard.

« Il n'y a pas de meilleure voie pour obliger le nommé Bocquet (de La-fère) (1) à donner 1,000 livres à sa fille pour sa dot dans un couvent, que de l'arrêter comme mauvais catholique qui fait mal son devoir. Je vous envoie l'ordre pour le faire mettre dans telle prison que vous jugerez à propos. Sa détention lui donnera lieu de se défaire de ses entêtements, et le rendra plus docile pour obtenir de lui le secours que vous demandez pour sa fille.

« Sa Majesté veut que vous fassiez le procès aux nommés Blondin et autres de la paroisse de Voulpaix, qui ont fait rébellion à celui qui était porteur de l'ordre de Sa Majesté pour arrêter les nommés Bastreés, nouveaux convertis de la paroisse de Lemé, et je vous enverrai, au premier jour, une commission à cet effet. » (Depping, *Collect. de docum. inédits.*)

En 1713, il y avait encore deux demoiselles Crommelin et quatre demoiselles Foissin, leurs parentes, enfermées aux Nouvelles-Catholiques.

Il n'est pas rare de rencontrer des personnes d'une instruction assez étendue, qui croient que les persécutions contre les réformés cessèrent à la mort de Louis XIV. Pour les détromper, nous donnons un abrégé de la déclaration de 1724, promulguée au nom de Louis XV, roi de quatorze ans (2).

L'arrêt de 1724 défend d'assister aux assemblées, sous peine de galères perpétuelles pour les hommes, et de réclusion à perpétuité dans des couvents pour les femmes. Les biens des délinquants seront confisqués. Nul ne pourra exercer aucune fonction publique, ni prendre la licence dans les académies, sans présenter un certificat de catholicité. Les prédicants et pasteurs seront punis de mort. Ceux qui auront négligé de les dénoncer seront envoyés aux galères ou dans des couvents à perpétuité. Tous les enfants seront baptisés, par les curés, dans les vingt-quatre heures qui suivront leur naissance. Quand un malade aura déclaré vouloir mourir dans la R. P. R., il sera banni à perpétuité, avec confiscation de biens, s'il revient à la santé; s'il meurt, le procès sera fait à sa mémoire et son cadavre traîné sur la claie. Les médecins préviendront les prêtres de la maladie (quand elle sera grave) de ceux de la R. P. R., sous peine d'interdiction.

(1) Voir plus haut, page 540.

(2) « Louis XV ne voulait point entendre parler de tolérance dans ses Etats, et certains prélats de l'Eglise romaine réclamaient incessamment l'application impitoyable de l'édit de 1724... Nous le répétons, ce prince avait en aversion la religion réformée. » (*France prot.*, art. P. Rabaut.)

La moitié des biens confisqués sur les fugitifs est destinée à secourir (1) ceux qui feront leur devoir de bon catholique. Les enfants issus de mariages non bénits par l'Eglise catholique, sont déclarés bâtards et inhabiles à hériter. Ils ne pourront passer à l'étranger, sous peine, pour les parents, d'encourir une amende d'au moins 6,000 livres. Tous les enfants iront à la messe tous les jours, jusqu'à l'âge de quatorze ans, et ceux qui ont déjà dépassé cet âge, jusqu'à vingt ans.

Cette horrible loi produisit, dans le département de l'Aisne, comme partout, une nouvelle et considérable émigration. On en jugera par les lignes suivantes, extraites d'une délibération du Synode de Leuwaerde, du mois d'août 1725 : « On a fait lecture d'une lettre de Tournay, adressée au Synode, par laquelle elle nous marque que depuis la dernière déclaration du roi de France contre ses sujets réformés, il sort tous les jours de Picardie et des frontières de cette province, des familles entières qui se retirent dans les états protestants, sans compter celles de la dépendance de Saint-Amand, qui sont vivement persécutées, et que la plupart de ces familles passant par Tournay et se trouvant dénuées de tout, les charités qu'elle est obligée de faire l'ont tellement épuisée, qu'elle sera bientôt hors d'état de les continuer, si nous ne lui aidons à soutenir ce fardeau. — La Compagnie, sensiblement touchée de l'état calamiteux de ses frères, et édifiée en même temps de leur fermeté qui les porte à tout sacrifier pour le maintien de leur religion, se sent entièrement disposée à les secourir de tout son pouvoir. Elle exhorte donc toutes les Eglises de notre corps d'envoyer leurs charités à l'Eglise de Tournay, afin qu'elle soit en état de recevoir ces fidèles et de leur fournir de quoi se transporter avec leurs familles dans les pays protestants. » (*Bullet. du prot.*, IV, 226.)

Jusqu'à la date de 1766, nous n'avons plus aucun renseignement sur les Eglises de l'Aisne; il y a là une cinquantaine d'années de souffrances que l'histoire est forcée de passer entièrement sous silence. Il ne faudrait sans doute que du temps, de la patience et aussi de l'argent, pour combler cette lacune; malheureusement les travaux historiques, ceux surtout qui n'ont qu'un intérêt local, sont si peu encouragés, qu'il se passera encore bien des années avant que la lumière dissipe les ténèbres qui couvrent ce demi-siècle.

Il n'y a pas deux mois que nous écrivions ces lignes, et déjà une pièce importante que nous avons trouvée aux Archives de l'empire, jette un rayon de lumière sur cette obscure époque de notre histoire. Voici ce document transcrit en entier (1) :

(1) La liasse TT. 235, où nous l'avons rencontré, renferme une liste considérable des biens saisis sur les religionnaires fugitifs de Calais, Boulogne etc., et une autre liste de nombreux fidèles enfermés dans les prisons, couvents et

• *Etat de ceux qui font profession de la R. P. R. en l'élection de Péronne, et qui vont au prêche à Tournay, par la route de Cambray, Ficogne et Saint-Amand, année 1734.*

• *Templeux-le-Guérard* : Hubert Flamand, Julien Dumay, Médard Chevry (Chevrain ?), le jeune; Thérèse Dassonville, sa femme; Laurent Charles, le jeune; Simon Charles, son frère; Pierre Anselme, Adrien Dron, François de Douen, Joseph Benoist, Jean Savary, Martin Dumay, Pierre de Rancourt (Drancourt?).

• *Ronsoy* : Hubert Eusèbe, Louis Morel.

• *Mémoire de tous les religionnaires de la paroisse de Saint-Pierre d'Hargicourt, noms, surnoms et qualités, tant de ceux qui ont été mariés à Tournay (1), que ceux qui ont apostasié après avoir été mariés dans la véritable Eglise.*

• *Mariés à Tournay* : Pasquier Bocquet, batteur en grange, environ 33 ans; Marguerite Durant, 30 ans, avec trois petits enfants.

• Robert Drugbert, mulquignier, 25 ans, et Marie-Anne Douay, 24 ans, qui ont un petit enfant.

• Nicolas, le père, mulquignier, 42 ans, et Marie-Barbe Capart, 30 ans, avec trois enfants tout jeunes.

• François Trocqué, mulquignier et laboureur, 40 ans, et Louise Gambier, 36 ans, six enfants, grands et petits.

• Jacques Baudelot, manouvrier, 32 ans, et Barbe Moiret, 30 ans, trois petits enfants.

• Simon Charlet, mulquignier, 34 ans, et Marie Marié, 38 ans, trois enfants.

• Abraham Caron, marchand drapier, 40 ans, et Michele Troquet, 44 ans, cinq enfants.

• Jean Chatton, 32 ans, et Marie Babotte, 30 ans, deux enfants.

châteaux d'Amiens, Montdidier, Péronne, Saint-Quentin, Abbeville, Montreuil, Boulogne, qu'on fut obligé de conduire à la frontière, parce que la prison ne pouvait les forcer d'abjurer.

(1) Voici un certificat de mariage célébré à Tournay :

« Nous soussignez, certifions conformément à tout ce qui se trouve écrit dans nos registres, que le 10 de septembre 1763, Nicolas Fenniel de Templeux-le-Guérard, et Marie-Marguerite Israël de Ronsois, tous deux élection de Péronne et généralité d'Amiens, ont été mariés dans notre Eglise.

• *Fait à Tournay en consistoire, le 10 de septembre 1763,*

« Les conducteurs de l'Eglise wallonne de la garnison de ladite ville et pour tous, Du LIGNON, pasteur. G.-J.-L. DE CROIX, diacre.

« Louis Drancourt, mulquignier, 34 ans, et Marie le Père, 28 ans, deux enfants.

« Jean Loye, mulquignier, 48 ans, et Anne Moiret, 39 ans, deux enfants.

« Louise Gambier, 34 ans, a un enfant, et son mari l'a quittée, par rapport à la nullité du mariage clandestin.

« Charles Marie, mulquignier, 33 ans, et Catherine Drugbert, 39 ans, quatre enfants.

« Jean Gambier, manouvrier, 26 ans, et Cécile Gambier, sa concubine (?), 22 ans. Il est à remarquer qu'ils sont cousins germains.

« *Noms, surnoms et qualités de ceux qui ont été mariés dans l'Eglise catholique, apostolique et romaine, et qui ont apostasié.*

« Pierre Dupuis, mulquignier, 48 ans, et Anne Fouré, 44 ans, cinq enfants.

« Michel Loire, manouvrier, 42 ans, et Marie Fouré, 40 ans, quatre enfants.

« Antoine Puisart, mulquignier, 49 ans, et Anne Caron, 50 ans, catholique, cinq enfants professant la religion calvinienne comme leur père.

« Pierre Baudelot, cabaretier, 43 ans, et Isabelle Trocqué, 40 ans, sept enfants.

« Nicolas Leroy, laboureur, 50 ans, et Anne Le Père, 40 ans, sept enfants.

« Marguerite de Villers, veuve, 60 ans, a un fils âgé de 49 ans, et deux petites-filles, dont l'une est âgée de 22 ans et l'autre de 10.

« Anne Trocqué, femme de Claude Marié, qui n'est pas religionnaire, âgée de 50 ans, a deux enfants religionnaires.

« Madelaine Trocqué, 40 ans, a deux garçons aussi protestants.

« Matthieu Trocqué, laboureur, 50 ans, et Marie Malezieux, 44 ans, ont... enfants religionnaires.

« Pierre Trocqué, impotent, âgé de 45 ans, et Anne Gambier, 40 ans, six enfants religionnaires.

« Jean Gambier, mulquignier, 58 ans, et Marie Fournier, 52 ans, trois enfants.

« Michel Trocqué, mulquignier, 48 ans, et Barbe Baudelot, 43 ans, six enfants.

« Paquette Gelé, fille, couturière, âgée de 48 ans.

« Jean Douay, garçon, cordonnier, 35 ans.

« Jean Marotte, garçon, 32 ans.

« Charles Moiret, maréchal ferrant, veuf, 50 ans, cinq enfants.

• Nicaize Le Père, mulquignier, 60 ans, trois garçons et un neveu, religieux.

• Philippe Blin, laboureur, garçon, 42 ans.

• Laurent Trocqmé, laboureur, 31 ans, et Marie Trocqmé, 50 ans, six enfants.

• Jean-Louis Trocqmé, manouvrier, 24 ans, et Marguerite Trocqmé, sa sœur, 20 ans.

• Jacques Dupuis, mulquignier, 47 ans, a un garçon et deux filles, religieux.

• Nicolas Loyer, mulquignier, 26 ans, garçon.

• Charles Dupuis, manouvrier, 42 ans, et Marie Blin, 46 ans, trois enfants.

• François Blin, mulquignier, 47 ans, et Antoinette Dupuis, 49 ans, quatre enfants.

• Claude Blin, impotent, 50 ans, et Marie Trocqmé, 49 ans, cinq enfants.

• Marguerite Matton, fille, 37 ans.

• Pierre Matton, garçon, 26 ans.

• Jean de Lattre, garçon, 32 ans.

• Pierre Fouré, tisserand, 53 ans.

• *Noms de ceux qui vont à Tournay aux fêtes de la Pentecôte. Leur route est par Cambray et Saint-Amand.*

• Abraham Caron, drapier et sa femme.

• Jean Moiret, manouvrier.

• Jean Douay, cordonnier.

• Charles Moiret, maréchal ferrant.

• Anne-Marguerite, Julie, Catherine Moiret.

• Charles Le Père, fils de Nicaize.

• Le Père, mulquignier.

• Paquette Gelé.

• Angélique Gambier, fille de Jean Gambier.

• Thérèse Trocqmé, fille de Matthieu Trocqmé.

• Jean-Louis Trocqmé, fils de Laurent Trocqmé.

• Marguerite Trocqmé.

• Nicolas Le Père et beaucoup d'autres dont les noms sont contenus dans l'état ci-dessus. •

Dans l'appendice qui se trouve à la fin de ce travail, on verra que les

assemblées ont continué pendant le XVIII^e siècle, au désert, dans les environs de Templeux, dans la *Boite-à-Cailoux*.

« Aux confins de la Picardie et de l'Artois, un religieux de Grouesse, Louis Duminil, faisait des instructions religieuses au milieu de ses frères, sans secours pastoral d'aucun genre. Les ecclésiastiques picards (prêtres) résolurent d'étouffer ce modeste enseignement. Duminil fut contraint de s'enfuir à Naours, d'où il fut bientôt enlevé par lettre de cachet, et enfermé aux prisons de Bicêtre près Paris. Ces faits sont les premiers que nous aient offerts nos pièces sur l'existence des Eglises dans les provinces de l'extrémité nord de la France ; nous possédons le certificat original qui les atteste, en date du 4^{er} octobre 1766, signé de plusieurs personnes professant la religion réformée, des environs d'Amiens et de Doullens, parmi lesquelles se voient les noms des Née, des Devismes, des Delassus, des Nourtier. » (Ch. Coquerel, *Hist. des Egl. du désert*, II, 389.) (1)

« Profitant de l'adoucissement des mesures pénales, et surtout de l'appui que leur faisait espérer le voisinage de Paris, plusieurs provinces des environs de la capitale montrèrent aussi que de longues persécutions n'y avaient pas éteint le zèle. Les Eglises du Languedoc apprirent avec joie que de la Picardie, province où l'on n'avait rien vu de pareil depuis longtemps, il arriva la demande d'une place dans le séminaire de Lausanne, pour un proposant, au nom de cinquante-six chefs de famille qui le désiraient pour ministre. » (*Ibid.*, II, 513.)

En 1774, il n'y avait encore que deux assemblées de nuit par an, dans la Haute-Picardie, dit Ch. Coquerel. Ceux qui avaient horreur de l'hypocrisie, même forcée, et osaient refuser d'être mariés par les prêtres, allaient à Tournay demander la bénédiction nuptiale.

C'est là tout ce qu'on savait jusqu'ici sur les Eglises de l'Aisne de cette époque, sauf la tradition plus récente de Jeanne Favry, de l'Eglise de Lemé (2), et quelques autres du même genre.

Grâce à Dieu, nous en savons maintenant davantage ; c'est avec une indicible joie que nous avons feuilleté les registres et les actes ecclésiastiques faits au désert, de l'Eglise de Lemé et autres, trouvés par M. le pasteur Petit dans un four dudit lieu.

Avant d'en donner l'analyse, nous transcrivons encore la lettre ministérielle adressée à M. Le Pelletier, intendant de Soissons, et publiée par le *Bulletin de l'Histoire du Protestantisme français*, VII, 44.

(1) Voir à la fin, note IX.

(2) Jeanne Favry, enfermée à Laon pour avoir prêté sa grange à une assemblée, chantait des psaumes dans sa prison.

« Du 4 avril 1768.

• M. l'abbé de Ris, vicaire général du diocèse de Laon, m'a envoyé une lettre du sieur curé de Martigny en Thiérache, qui lui marque qu'un nommé Pierre de Mery, qu'il croit apostat et octogénaire, professait depuis cinquante ans le calvinisme dans sa paroisse, à la tête d'une nombreuse famille; qu'étant mort depuis peu, un calviniste du voisinage, nommé Darrest, est venu avec l'appareil d'un ministre, faire, le jour et avec éclat, l'inhumation de ce défunt, a présidé au transport du corps, et, arrivé au lieu de la sépulture, a récité les psaumes et prêché à trois diverses reprises.

• M. le grand-vicaire ajoute que des catholiques ont assisté en habits de deuil à cet enterrement, et que *la plupart des calvinistes refusent d'envoyer baptiser leurs enfants à l'église.*

• Je vous prie de vous informer exactement de ce qui s'est passé à l'occasion du décès du sieur de Mery, et s'il est vrai que le nommé Darrest y ait fait *aussi publiquement* les fonctions de ministre, auquel cas il mérite d'être puni. Vous voudrez bien me mander sa demeure.

• A l'égard de ceux qui refusent d'envoyer baptiser leurs enfants à l'église, il faudrait pareillement s'en informer, *afin de les y obliger.* •

Ainsi c'est toujours le prêtre qui fait le métier de dénonciateur et qui excite l'autorité trop lente à frapper. Les curés de Nanteuil, Crégis, Fu-blaines, tiennent la même conduite à l'égard des protestants de la Brie, qui se réunissent en nombre considérable dès 1766, et continuent à le faire malgré l'emprisonnement de plusieurs d'entre eux. Mais déjà on rougit de persécuter, on ne le fait que quand on y est forcé; on ne punira Darrest que s'il a fait *aussi publiquement* les fonctions de ministre.

Nous copions sur l'original l'acte suivant du 5 décembre 1773 :

• Antoine Lagasse, avocat au parlement et avocat général et fiscal du duché-pairie de Guise, permet à Claude Dhirson, mulquignier de Crupilly, et Lorsignol, marchand demeurant à Guise, de faire inhumer en terre profane la femme de Pierre Derbecq (Marie Lorsignol) de Crupilly, parce qu'elle est de la R. P. R., dont les membres n'ont point droit à la sépulture ecclésiastique, et en se conformant aux arrêts et édits rendus sur ce sujet. •

VIII. Restauration des Eglises (1769).

Arrivons à la première restauration du protestantisme dans le département de l'Aisne.

Nous citons textuellement une page écrite au désert :

• *Actes et règlements du Consistoire de l'Eglise d'Elmé (Lemé), rétablie par François Charmuzy, ministre du saint Evangile de notre Seigneur Jésus-Christ.*

• AU DÉSERT.

• Le 12 mars 1769, ont été nommés et confirmés pour anciens en la susdite Eglise :

- Jean Lorsignol, demeurant en la ville de Guise,
- Quentin Loy, • à la rue de Bohain, terre d'Elmé,
- Isaac Voreaux, • *id.* *id.*
- Isaac Very, • *id.* *id.*
- Abraham Gardien, demeurant aux Préaux, susdite terre d'Elmé,
- Jessé Fourdrain, • *id.* *id.*

• Lesquels ont promis de s'acquitter dûment et fidèlement de leur charge, ainsi que cela leur est enjoint par la Parole de Dieu et la discipline du royaume de France.

• Pareillement ont été reçus et confirmés pour diacres en la susdite Eglise :

- Pierre Fourdrain, demeurant à la rue de Bohain, terre d'Elmé,
- André-Théodore Drucbert, *id.* *id.*
- Jean-Louis Drucbert, *id.* *id.*
- Pierre Voreaux, demeurant aux Bouleaux, susdite terre de Lemé;

• Lesquels ont promis de s'acquitter dûment et fidèlement de leur charge, ainsi que cela leur est enjoint par la Parole de Dieu et la discipline du royaume de France.

• Fait à Lemé, en Consistoire, le 16 mars 1769.

• Signé :

- | | |
|--|--|
| • Jessé Fourdrain, <i>ancien.</i> | • A.-T. Drucbert, <i>diacre.</i> |
| • Quentin Loy, • | • J.-L. Drucbert, • |
| • Abrah. Gardien, • | • Pierre Voreaux, • |
| • Isaac Voreaux, • | • Pierre Fourdrain, • |
| • Isaac Very, • | |

• Charmuzy, *ministre du saint Evangile.* •

Charmuzy semble avoir joué dans la Picardie et l'Île-de-France le même rôle qu'Antoine Court et Paul Rabaut dans le Midi, et cependant il n'est pas connu comme le sont d'autres pasteurs qui travaillaient à faire sortir le protestantisme de ses ruines.

Voici une lettre inédite qu'il écrivait, le 8 mars 1766, à Louis Martin de Publaines (Seine-et-Marne), qui fut mis en prison pour avoir tenu des assemblées, dans le courant de la même année :

« Monsieur, je ne saurais différer plus longtemps à vous écrire, sans trahir les sentiments d'amour et de tendresse que j'ai pour vous. Le zèle dont vous et vos chers compatriotes paraissez animés est certainement très louable. Je ne saurais me dispenser d'approuver votre conduite, sans blesser votre piété et l'ardent désir qui vous porte à rendre à Dieu vos hommages en public. J'ai été fort affligé, il est vrai, de voir les épreuves que vous avez eues à soutenir pour une cause si juste ; mais je me suis en même temps réjoui d'apprendre que vous les aviez supportées avec patience et résignation. Néanmoins, comme il convient de garder un juste milieu en tout, je vous donnerai seulement un avis à ce sujet, espérant que dans peu je vous dirai de bouche ce que j'aurais à vous dire par écrit. Je me borne donc à présent à vous recommander d'agir avec beaucoup de prudence, et de ne pas trop vous exposer. Il faut aller tout doucement dans les commencements et ne pas trop se précipiter si l'on veut réussir. Je crois que vous feriez fort bien à présent de ne pas vous assembler régulièrement, mais seulement de temps en temps ; car je crois que vos ennemis sont en grand nombre et qu'ils épient de près vos démarches. Vous comprenez sans doute que si vous ne vous assemblez pas régulièrement, ceux qui cherchent à vous nuire ne le pourront pas si facilement ; vous pourriez même vous contenter dans vos pieux exercices de lire les psaumes, de crainte que vous ne soyez découverts en les chantant. Au reste, mon cher frère, ce que je vous dis n'est pas pour ralentir votre zèle, mais seulement un conseil de prudence. Vous pouvez vous dispenser d'aller à Paris à Pâques, parce que je ne tarderai pas à vous aller voir, et à satisfaire au besoin de vos âmes. En attendant, vivez toujours en paix, et croyez-moi votre, etc.

« FRANÇOIS CHARMUZY. » (1)

L'Eglise d'Hargicourt fut relevée vers la même époque que celle de

(1) L'original de cette lettre se trouve dans la collection de M. Ath. Coquerel fils à Paris, de même qu'une liste nombreuse des personnes de Nanteuil que Charmuzy a suspendues de la communion pour avoir dansé, et qu'il n'y admettra de nouveau que quand elles auront donné des marques publiques de leur repentance ; cette pièce renferme 31 noms de famille, entre autres, les Martin, les Blot, les Gaffet, les Aubry et les Mercier.

Lemé, car nous lisons dans une note communiquée à Rabaut le jeune par le secrétaire général du greffe de Saint-Quentin, en 1806, qu'il y a plus de quarante ans que le culte se célèbre à Hargicourt, malgré les efforts d'un prêtre fanatique qui s'y est constamment opposé. Ce renseignement est corroboré par l'affirmation du ministre Fontbonne-Duvernct, qui écrivait à Rabaut-Dupuis en l'an XIV : « Il y a plus de quarante ans que cette Eglise subsiste » (1).

La résurrection de l'Eglise de Monneaux date sans doute aussi de la même époque, car il s'y tenait des assemblées dès 1774.

Charmuzy fut arrêté en chaire à Nanteuil-lès-Meaux, le jour de Pâques 1770, et jeté dans les prisons de Meaux, où il mourut au bout de neuf jours.

Briatte lui succéda dans les fonctions périlleuses de prédicateur du désert, et parcourut tout le nord de la France. Dès 1771 nous trouvons des actes signés de lui dans les papiers de l'Eglise de Lemé.

Ce n'est qu'en 1776 que Briatte fut appelé comme pasteur à Sedan, où l'Eglise essayait aussi de se relever après avoir été privée de culte pendant près de cent ans. Le gouvernement ordonna d'arrêter Paul Barthélemy, qui faisait les fonctions de lecteur, dans un bâtiment isolé hors de la ville; mais le commandant de la place prit sur lui de ne pas exécuter cet ordre. Averti du danger, Briatte se retira à Maëstricht où il exerça le ministère jusqu'à sa mort.

Delabroue, chapelain de l'ambassade de Hollande à Paris, écrivait le 27 juillet 1773 à Paul Rabaut, au sujet de Briatte. Après avoir dit que ce pasteur, invité par les protestants de l'Orléanais à se rendre au milieu d'eux, avait refusé de le faire, à cause de l'emprisonnement de Broca, il ajoute : « Je ne sais trop ce qu'il deviendra (Briatte); marié depuis plus d'un an, ayant un enfant, il s'est choisi Paris pour sa demeure; on lui a

(1) Bien que l'Eglise de Walincourt n'appartienne pas à notre département, nous croyons devoir donner un extrait de la notice inédite adressée, sur l'Eglise de ce lieu, à Rabaut par l'ancien Jean-Baptiste Ronssiez en l'an XIV.

« D'après l'épître dédicatoire que Léger a mise en tête de son *Histoire des Eglises vaudoises*, il paraît que la doctrine apostolique a été répandue dans ces contrées par la dispersion des habitants des vallées de Piémont et d'Angrogne. (On trouve en effet qu'à la fin du XV^e siècle, un homonyme de l'ancien de Walincourt, Hypolyte Ronssiez, monta sur le bûcher à Turin; Monastier. *Hist. des Egl. vaud.* I, 175). Toutefois nous ne connaissons aucune Eglise dressée dans le Cambrésis, avant celles qui furent établies à Quiévy et Walincourt, il y a environ quarante ans (1766 à 1769). (On en connaît de bien plus anciennes aujourd'hui, grâce à l'intéressante brochure de M. Frossard : *La Réforme dans le Cambrésis* au XVI^e siècle). Il paraît pourtant qu'il y a eu de temps immémorial des réformés dans le pays, car on rencontre dans nombre de villages de vieux livres protestants, entre les mains des catholiques même; une tradition certaine, c'est que du temps de M. Fénelon, il y avait dans la plupart des communes voisines des réformés protégés par le digne prélat, lesquels passèrent à l'étranger après sa mort (1715). Il y a environ vingt ans que notre temple est construit (1787). »

procuré deux jeunes enfants pour pensionnaires. Je crois qu'avec la meilleure volonté que j'aie de lui être utile, je ne le serai pas autant qu'il le désirerait, ou qu'il le faudrait pour son avantage. Il a été autrefois dans le Vivarais ainsi qu'à Lyon » (1).

De 1771 à 1773, Briatte (2) ne cessa de parcourir les départements du nord de la France; c'est lui qui présida le consistoire tenu, le 30 septembre 1772, à Lemé, pour formuler les règlements de cette Eglise. Nous donnons les principaux des 28 articles de ce règlement :

I. « Nous déclarons reconnaître pour notre vrai et légitime pasteur M. le ministre Briatte (3), que nous prions très instamment de ne point nous abandonner, de servir notre chère Eglise, ainsi que les autres de ce canton avec lesquelles nous faisons corps; nous lui promettons que tant qu'il pourra nous servir, nous n'en reconnaitrons point d'autre que lui pour pasteur, nous engageant de ne recevoir parmi nous aucun pasteur ou ministre qu'il ne nous soit recommandé de sa part. »

II. « Par affection et par attachement pour les fidèles en général, et en particulier pour les anciens, M. le ministre Briatte s'engage avec plaisir de servir nos Eglises et les autres de ce canton, *de les visiter deux fois par année*, jusqu'à ce que le temps devenant plus favorable nous permette de prendre des arrangements plus conformes à nos désirs. Il promet de plus de ne point nous abandonner tant que Dieu lui donnera les moyens de nous être utile; de nous faire, présent et absent, tout le bien qui sera en son pouvoir. Et dans le cas que sa santé ou sa situation ne lui permettraient point de nous visiter, il promet de nous envoyer M. Broca (4), son collègue,

(1) Papiers Ch. Coquerel, dans la collection de son neveu, M. Ath. Coquerel fils.

(2) Le 22 vendémiaire an XIII, un Briatte signait le procès-verbal de la reconstitution des Eglises de Quiévy et Walincourt.

(3) L'engagement de l'Eglise vis-à-vis de son successeur Bellanger est entièrement semblable. Ch. Coquerel s'est très probablement trompé lorsqu'il écrivit : « Il paraît que deux pasteurs non soumis à la discipline générale, parcouraient à cette époque les provinces que nous venons de citer (celles du Nord). C'étaient les ministres Briatte et Bellanger. Leur présence excitait quelque émotion » (*Hist. des Egl. du désert*, II, 328). C'est la présence de Loreille qui excita de l'émotion.

(4) Broca, né à Pujol près Gensac, le 5 décembre 1750, consacré le 5 mars 1772, fut arrêté à Lagny en 1773 et conduit dans les prisons de Meaux; mais il fut mis en liberté au mois de septembre de la même année.

Parmi les pasteurs qui ont desservi les Eglises de la Brie depuis la Révocation, l'on a conservé la mémoire de MM. Charmuzy, Briatte, Broca, Bellanger, Hervieux et Manru. (Répertoire de Rabaut le jeune.)

Sorti de prison, Broca se dirigea vers Lausanne, où il arriva le 15 mai 1774; de là il se rendit à Londres, puis en Hollande, et fonctionna comme prédicateur à Amsterdam jusqu'en avril 1778. Cité devant les pasteurs de cette ville pour un sermon maisonnant, il alla se cacher quelque temps en Espagne et retourna en France dans le plus complet dénuement. En 1780, il rencontra les deux frères de Coninck, négociants de Copenhague, qui l'engagèrent comme suffragant du

ou de faire tous ses efforts pour nous procurer un pasteur selon nos souhaits. »

III. Le consistoire casse de leurs fonctions d'ancien : Lorsignol de Guise ;

IV. Abraham Gardien des Préaux ;

V. Jessé Fourdrain.

VI. Il élit en remplacement : Isaac Foucard de la Vallée aux Bleds, qui, s'il n'y a opposition, sera confirmé à la prochaine visite de M. le ministre Briatte.

VII. Les frères de Richaumont présenteront un ancien et un diacre. (Le 13 avril 1773 furent nommés Louis Lequeux, ancien, et François Dusaussois, diacre.)

VIII. Le consistoire adhère à la profession de foi et à la discipline des Eglises réformées.

IX. Le consistoire désire l'union des diverses Eglises, et réclame le droit de séance au synode, « si la Providence permet que nos frères tiennent un synode national. »

X. Le consistoire s'engage à suivre les lois divines et les lois ecclésiastiques.

XI. Devoirs des anciens.

XII. Ils censureront les fidèles.

XIII. Ils informeront le pasteur de la conduite de ses ouailles.

XIV. Dans toutes les visites pastorales il sera tenu un consistoire.

XXI. Dans chaque assemblée consistoriale il sera tenu un *grato* ou censure fraternelle, exhortation adressée aux membres du consistoire sur les devoirs de leur charge.

XXIV. « Vu les inconvénients des mariages bénits à Tournay, jusque-là que M. Dulignon, par un étrange abus de son ministère et au mépris de l'ordre, admet à cet état des personnes de religion contraire, et même des protestants qui méritent les plus sévères censures, les fidèles seront exhortés à faire bénir leurs mariages par le pasteur de ces Eglises. Nous ne délivrerons de certificats que pour des cas indispensables ; défendons à tout

pasteur Eyraud, auquel il succéda en 1783, après avoir épousé sa fille. Broca mourut le 18 mai 1793... (*Bullet. du prot.*, VII, 36.)

Pendant sa détention à Meaux, Broca avait été libre dans la prison, pouvant recevoir la visite même des protestants. Cependant on craignait qu'il ne fût condamné selon la rigueur des édits ; une joie immense s'empara de tous les cœurs quand on apprit sa délivrance. « Broca est sorti de prison samedi, écrivait Delabrone à Paul Rabaut. Le dimanche, j'annonçai en chaire (à l'ambassade de Hollande à Paris) cette bonne nouvelle ; tous mes auditeurs pleurèrent de joie. » Broca, qui demeurait à Meaux, rentra quelques instants chez lui ; plus de deux cents de ses paroissiens y accoururent et le comblèrent de témoignages d'affection et de regret. — Broca était relâché, mais on l'avait renvoyé en Guyenne dans son pays, en ajoutant qu'il n'y aurait plus de grâce pour la récidive.

particulier d'en donner pour quelque raison et sous quelque prétexte que ce soit, sous peine (pour) ceux qui les auront pris, d'être vivement censurés et même suspendus de la communauté. »

XXVII. « Un homme portant le nom de Loreille, qui se dit ministre, s'étant introduit dans cette province contre la bienséance et le bon ordre, et qui cherche à former un parti, ce qui est contraire à la Parole de Dieu et à la discipline de nos Eglises; d'ailleurs cet homme nous paraissant être un imprudent qui s'ingère dans le troupeau du Seigneur sans vocation et au mépris de toute règle, qui ne nous est connu que par des endroits peu recommandables, et qui a été sous nos yeux donner la communion à des personnes d'une conduite scandaleuse, et qui cherchent à nous troubler par les sectes qu'ils font dans la vue de mépriser nos Eglises et d'en rompre l'union; voulant, avec l'aide de Dieu, prévenir les maux et les persécutions que les démarches d'un tel sujet pourraient attirer sur nous;

« Nous déclarons qu'il ne sera jamais reçu parmi nous, et que ceux qui le recevront ou le favoriseront se déclarent ennemis de notre tranquillité et de notre paix, arrêtons que nous ne souffrirons point dans nos assemblées ceux qui auront communie de sa main, qu'ils n'aient renoncé à son parti;

« Arrêtons de plus, que nous ferons tous nos efforts, conjointement avec nos frères d'Esquéhéries, pour engager les fidèles de la Picardie et du Cambrésis à ne point le recevoir » (1).

XXVIII. « Déclarons que nous voulons nous conformer aux lois du royaume dans lequel nous vivons et aux édits du roi notre souverain, *en tant qu'ils ne blessent point notre conscience* (2); c'est pourquoi nous ne souffrirons pas qu'au mépris de ces lois et édits, et pour donner du scandale à nos frères de l'Eglise romaine, les fidèles de notre Société affectent de travailler les jours de fête, ni fassent des choses qui pourraient indispouter le gouvernement contre nous, et nous ravir la tolérance et le support dont nous jouissons.

« Tous les fidèles seront fortement exhortés à se comporter avec circon-

(1) Il paraît cependant que Loreille fut reçu dans le Cambrésis, car Jean-Baptiste Roussiez, ancien de Walincourt, le cite comme prédécesseur de M. Desvismes, dans la notice qu'il fit pour le répertoire de Rahaut. Voici les noms des pasteurs qui, d'après lui, ont tenu des assemblées à Walincourt : Moisi, Pelissier, Loreille, Bellanger, Née, d'Olivat, Fontbonne-Duverniet, Lassagne, Devismes.

(2) L'absolutisme royal est détruit en principe, quand des paysans savent parler ainsi. Toutes les plus grandes conquêtes du monde moderne viennent de la foi. Ce n'est point à Voltaire que nous devons le principe de la liberté des cultes, mais à ces courageux huguenots du désert qui, à force de constance, de souffrances, de larmes et de sang répandu (leur propre sang), ont fait passer ce principe dans les mœurs, d'abord par la pitié, puis par la raison, et c'est là que Voltaire leur fut un utile et puissant auxiliaire.

spection, avec respect, et seront vivement censurés lorsqu'ils violeront les arrêts de notre souverain en des choses qui n'intéressent point la conscience et ne sont point opposées à la religion. »

« Signé :

« Quentin Loy, <i>ancien.</i>	« Pierre Voreaux, <i>diacre.</i>
« Isaac Voreaux, »	« A.-T. Druchbert, »
« Isaac Very, »	« J.-L. Druchbert, »
« Isaac Foucart, »	« Pierre Fourdrain, »
« Briatte, <i>ministre.</i> »	

Il ne faudrait pas croire que les persécutions avaient cessé en 1773 ; elles durèrent jusqu'à la révolution.

Le 3 mai 1763, le curé Dufлот d'Hargicourt baptisait encore un enfant né de parents protestants, selon la formule consacrée pour les bâtards : Ce jour, je, etc., ai baptisé Joseph, né d'Elisabeth Malfuson, et déclaré provenir des œuvres de Pierre Caron (1).

En 1776, Pierre Lemue, tourneur, d'Esquéhéries, était condamné par la justice de Guise à payer à Pailly, curé de sa paroisse, une somme de trois livres, par suite de l'enterrement de sa mère, Marie-Elisabeth Copeau, inhumée en terre profane.

Grâce aux démarches de Court de Gébelin, l'infatigable défenseur des protestants, l'arrêt fut cassé par le parlement, le 14 octobre de la même année, et le curé obligé de restituer à Lemue la somme qu'il avait indûment exigée comme droit de sépulture (2).

L'année suivante (1777), Gébelin adressait au roi le mémoire suivant, publié pour la première fois par les soins de M. Frossard, pasteur à Lille :

« Depuis longtemps les sujets du roi qui, dans les provinces du Cambrésis, professent la religion réformée, se voient menacés, inquiétés, poursuivis ; l'un d'eux vient même d'être arrêté comme un malfaiteur, et ils craignent qu'on n'en demeure pas là à leur égard.

« Deux missionnaires, les PP. Corignon et Alexandre, qui vinrent fonctionner cette année au lieu de Caudry en Cambrésis, bien loin de prêcher la paix et le support, comme ministres d'un Dieu de paix, y apportèrent la haine et la discorde ; ils soulevèrent, par leur prédication et par la confession, les catholiques contre les protestants, comme ils auraient pu faire contre des bêtes féroces.

« Non contents d'animer les catholiques par leurs discours contre les

(1) Notice de M. Frossard, dans le *Rapport de la Société du Nord*, quinzième anniversaire, p. 43.

(2) Notice de M. Frossard. *Ibid.*

protestants, ils voulurent prêcher d'exemple : à la tête d'environ deux ou trois cents personnes, ils furent chez le nommé Joseph Carpentier pour le forcer à se rendre catholique. Trouvant les portes fermées, ils enfoncèrent les fenêtres et la porte de l'écurie, afin de pouvoir pénétrer jusqu'à lui ; et pendant plus de trois mois, les protestants n'ont pu se montrer dans les rues sans être insultés, battus, même trainés dans la boue.

- Charles Leduc, d'Inchy-Beaumont, étant allé avec sa femme à Troisville, pour ses affaires, et étant entré chez un tailleur, le seigneur du lieu, M. Tatin, s'y transporta pour les maltraiter ; il donna des coups de pied à sa femme, et les fit chasser tous deux de sa seigneurie, en les menaçant de traiter de même et de renfermer dans les cachots tout protestant qui y viendrait.

- Pendant cinq à six mois de suite, les cavaliers de la maréchaussée se sont transportés, l'épée nue à la main, dans les sociétés protestantes, à Templeux-le-Guérard, Vendeuil, Hargicourt, Nauroy, Jeancourt, etc., pour les en chasser.

- Ils ont fait aussi l'impossible pour arrêter dans les bois, dans les chemins, dans les maisons, une personne soupçonnée d'être le ministre des protestants du Cambrésis (1). Cependant, que deviendraient-ils, s'ils n'avaient personne qui les instruisit, qui les consolât, qui leur fit connaître leurs devoirs envers Sa Majesté, envers leur prochain et envers Dieu ?

- Ils se sont toujours flattés que Sa Majesté ne permettrait pas qu'ils fussent inquiétés sans cause, ni qu'on leur rendit leur patrie odieuse. Ils osent espérer qu'elle daignera mettre fin à leurs maux. Ils se flattent que ses sages ministres daigneront y faire attention, etc. •

Ce mémoire, continue M. Frossard, loin d'être exagéré est incomplet ; car tandis que C. de Gêbelin écrivait, de nouveaux faits montraient la violence du clergé et la constance des protestants.

Le 23 novembre 1777, Jean-Baptiste Cattelain, fabricant de linon à Wallincourt, était arrêté et conduit dans les prisons de Landrecies, où il était encore le 14 février de l'année suivante.

À la même époque, Court de Gêbelin dressait aussi une requête en faveur des protestants de Nauroy, et un mémoire sur les enfants de la Picardie et du Cambrésis, baptisés comme illégitimes.

La famille Lebas demeurait en prison, quoique ayant obtenu sa délivrance, parce qu'elle ne pouvait payer les frais du procès.

Un nommé Dausin (Daussy ?) était en prison en 1778 pour avoir refusé son enfant mort à la justice ecclésiastique de Lemé, qui voulait sans doute

(1) C'était alors Bellanger.

le trainer sur la claie ; et Michel Tellier, également de la Thiérache, avait été condamné par contumace, sur la plainte de son curé, pour avoir, comme Dausin, fait baptiser son enfant par un pasteur.

C'est sans doute à la même époque (1) qu'une femme Loulon, d'Esquéhéries, qui avait été enterrée dans sa grange, fut exhumée par le curé, attachée sur la claie, et emportée par un cheval fougueux. Les protestants de Parfondeval se réunissaient alors la nuit, au hameau de Froidmont, dans une grange qui existe encore ; on plaçait une sentinelle à la porte pendant le service. Une fois, entre autres, l'assemblée ayant été dénoncée, la maréchaussée accourut pour faire main basse sur les fidèles, mais elle arriva trop tard. Les enterrements ne se faisaient guère sans insultes ; des filles même jetaient des cailloux aux cercueils et à ceux qui les accompagnaient. Malgré tout cela, plusieurs familles de Parfondeval embrassèrent le protestantisme, de 1760 à 1770, ce qui irrita singulièrement leur curé Cataire, qui, au lieu de réfuter les arguments, tirés de l'Evangile par une femme chez laquelle il était entré, saisit le livre et le mit en pièces. Après l'édit de tolérance, les fidèles de Parfondeval passèrent de la grange dans un fournil, où se tinrent les réunions jusqu'en 1803, époque à laquelle fut construit le temple actuel.

Au milieu de toutes ces persécutions dont quelques détails seulement sont venus jusqu'à nous, on ne peut trop admirer la fidélité des pasteurs et des anciens qui se réunirent en synode, du 24 novembre au 6 décembre 1779, probablement à Bohain (2). Nous donnons des extraits des délibérations de ce synode, dans lesquelles respire la piété la plus vive et la plus austère.

AU NOM DE DIEU. AMEN.

Synode des provinces de Thiérache, Picardie, Cambrésis, Orléanais et Berry.

Assistants pour la Thiérache :

Bellanger, <i>ministre.</i>	Louis Gosset, <i>député.</i>
Quentin Loy, <i>député.</i>	Pierre Abrah.-Alavoine, »
J.-L. Drucbert, »	Pierre Lalin, »
Jean Lagasse, »	Pierre Derbecq, »

Assistants pour la Picardie :

Dolivat, <i>ministre.</i>	Louis Drancourt, <i>député.</i>
Jacob Troquemé, <i>député.</i>	Abrah. Caron, »
Matthieu Troquemé, »	Jacq.-Franç. Lenain, »
Jean Charlet, »	

(1) Renseignements communiqués par M. le pasteur Charlier, de Landouzy.

(2) M. le pasteur Vernes vient d'avoir la bonté de nous écrire que la copie qu'il possède des actes de ce synode porte qu'il fut tenu réellement à Bohain, et ouvert le 26 novembre.

Assistants pour le Cambrésis :

Fontbonne-Duvernety <i>ministre.</i>	Toussaint Proy, <i>député.</i>
Pierre-Ant. Vaxin, <i>député.</i>	Michel Degremont, »
Pierre-Joseph Carpentier, »	Jean Darret, »
Jean-Philippe Le Verd, »	Charles-L. Froment, »

Pour l'Orléanais et le Berry :

Racine, *ministre.*

Modérateur : Racine. *Secrétaire :* Fontbonne-Duvernety.

I. « La corruption des hommes ayant lieu de nous faire redouter le juste jugement de Dieu, la Compagnie a arrêté que, pour nous le rendre favorable, il sera célébré un jour de jeûne et d'humiliation extraordinaire, le dimanche avant la Pentecôte. »

II. « Comme notre sainte religion nous engage à adresser sans cesse à Dieu des prières continuelles pour nos augustes souverains, l'assemblée suppose que chaque fidèle en est suffisamment convaincu ; mais ordonne que pour certains cas, comme la maladie de leur personne sacrée, de guerre ou de délivrance sur nos ennemis, il sera fait des prières ou des actions de grâces extraordinaires dans toutes les Eglises, et les pasteurs sont chargés de veiller à ce que cet article soit religieusement observé. »

VIII. « D'autant qu'on a remarqué que plusieurs anciens négligent de rapporter aux consistoires et d'informer les pasteurs des vices régnants et des scandales qui surviennent, la Compagnie a arrêté que, pour prévenir de tels désordres, les anciens seront exhortés, et sommés au nom de Dieu, de mieux remplir leurs devoirs à cet égard, sous peine d'être poursuivis par toutes les censures ecclésiastiques jusqu'à la suspension de leur charge. »

XI. « Une personne sera nommée dans chaque Eglise pour l'instruction de la jeunesse. »

XIX. « Comme il serait très funeste aux progrès de la religion de recevoir dans les provinces membres de ce synode, des ministres coureurs, vagabonds et dénués de vocation, et qu'il n'est guère possible de prévenir ces désordres, auxquelles certaines Eglises n'ont déjà que trop de penchant ; que pour l'intérêt même desdites Eglises, l'assemblée synodale ne voulant point fixer les appointements des pasteurs reçus actuellement dans les provinces de Picardie, Thiérache, Cambrésis, Orléanais et Berry, de peur de faire soupçonner leur désintéressement qui est assez connu, a cependant arrêté que, pour ceux qui pourront se présenter dans la suite, il ne sera permis à nulle Eglise de les recevoir pour les desservir, ni même de les demander au synode provincial, qu'elles ne soient en état de leur fournir pour honoraires une somme annuelle de 4,500 livres, de peur que quelques

coureurs se contentant de moins, ne puissent subsister honnêtement et sans avilir le ministère aux yeux de nos ennemis. Le synode n'ayant formé cet arrêté, qui pourrait être préjudiciable aux pasteurs qui ont des appointements plus considérables, que parce qu'il suppose que chaque membre de l'Eglise est assez convaincu que les ministres qui restent dans les villes, qui sont obligés de faire de grands dépens pour voyages, pour former un assemblage de livres nécessaires à leur vocation, ou autres frais indispensables, ne pourraient pas subsister avec ladite somme. »

XXI. On s'efforcera d'envoyer des pasteurs aux frères d'Artois.

XXIV. « Les raisons qu'a produites la rue des Bœufs (Landouzy) et ses dépendances pour autoriser son infidélité envers son légitime pasteur (Bellanger), ayant été jugées insuffisantes, contraires au bien de la religion, aux préceptes exprès de l'Evangile; en conséquence, elle a été grièvement censurée, condamnée à lui fournir les deniers du ministère de l'année 1777, et de satisfaire aux frais qui ont été occasionnés pour les persécutions survenues, comme en a ordonné le colloque. » (Quel colloque, quelles persécutions?)

XXV. « La Compagnie a jugé répréhensible le ministre qui a fonctionné dans la rue des Bœufs, sans un consentement exprès de son pasteur légitime, ainsi que ceux qui y ont consenti. » (Ne serait-ce pas encore Loreille, dont il a été question plus haut?)

XXVI. Le ministre Dolivat desservira :

Hargicourt,	Jeancourt,
Templeux,	Brancourt, et leurs annexes.

Le ministre Bellanger desservira :

Lemé,	Esquéhéries,
Landouzy,	Flavy-le-Martel,
Fargni,	Vaux-en-Arrouaise, et leurs annexes.

Le ministre Fontbonne-Duvernet desservira :

Sedan,	Caudry,
Metz,	Walincourt,
Quiévy,	Elincourt, et leurs annexes.

Le ministre Racine desservira :

Sancerre,	Mer,
Asnières,	Orléans, et leurs annexes.
Châtillon,	

XXIX. « Pour empêcher que nos sacrés mystères ne soient profanés, on rétablira l'ancien usage touchant les marques (mêreaux) pour approcher de la sainte Cène, sur lesquelles sera empreinte la première lettre de l'Eglise du lieu; elles seront distribuées à l'entrée de l'église, et cet usage sera

établi insensiblement et par degrés dans toutes les sociétés, avant la tenue du prochain synode, sous peine de censure. »

XXXIV. « Les colloques procéderont avec prudence contre ceux qui refusent de contribuer aux frais survenus pour persécutions, ou pour l'Eglise en général, et en cas de discorde, ils prendront pour juge un colloque voisin. »

XXXVI. Les Eglises de la Brie sont censurées pour ne s'être pas fait représenter au synode.

XXXIX. Une correspondance sera établie avec la Normandie, la Guyenne, le Vivarais, le Dauphiné et le Languedoc.

XL. Un synode provincial se réunira tous les trois ans. (Où sont les actes de ces synodes?)

Nous sommes en mesure de donner les noms des pasteurs qui ont exercé le ministère dans l'Eglise de Lemé, jusqu'à la révolution :

Charmuzy, 1769 (restaurateur).

Briatte, 1771-1774 (deux fois par an).

Bellanger, 1775-1780 (d'abord aussi deux fois par an). En 1776, il fut arrêté à Saint-Denis-lès-Rebais, et relâché au bout de quelques jours.

Rangdesadreit, 1781-1782 (pasteur à la Rochelle, en 1807).

Gential dit Lasagne, 1782-1788.

Briatte célébra 5 mariages et 5 baptêmes.

Bellanger célébra . . . 35 — et 5 —

Rangdesadreit célébra 4 — „ —

Lasagne célébra. . . . 46 — et 9 —

Total. . . . 90 mariages et 49 baptêmes en dix-huit ans, dans les lieux de :

Lemé.

Richaumont.

Neuvenaison.

Chevesnes.

La Vallée-aux-Bleds.

Flavy-le-Martel.

Boué.

Meaux.

Wassigny.

Templeux.

Romery.

Nauroy.

Chery.

Trosly-aux-Bois.

Neuville.

Esquéhéries.

Etreux.

Englancourt.

Marly.

Landouzy.

La Cailleuse.

Voulpaix.

Lafère.

Parfondeval.

Hargicourt.

Crupilly (1).

Le petit nombre de baptêmes insérés dans la liste précédente montre que les protestants étaient encore forcés de faire baptiser leurs enfants par les curés.

L'Eglise de Lemé, réorganisée en 1769, tint ses assemblées au désert jusqu'au milieu de l'année 1783, c'est-à-dire pendant quatorze ans (2). En septembre 1783, un mariage fut célébré *en présence de quelques fidèles* de la rue des Boëns ; en 1784, plusieurs mariages furent célébrés *en face de l'Eglise protestante* de Lemé (3) ; enfin en 1785, le progrès était tel que Lasagne fut sommé par un huissier royal de bénir un mariage. A partir de là, la formule : *Au désert*, disparaît des registres.

Dès 1783, l'Eglise de Lemé se réunit dans la grange d'André-Théodore Druchbert achetée pour cet usage en 1780. Cette grange fut le lieu de réunion jusqu'en 1789. Peu après, les ministres de tous les cultes furent dispersés par la Terreur.

En 1784, les anciens de cette Eglise étaient : Isaac Very, Jean Lagasse, Jacques François Charlier et Abraham Fourdrain.

Lasagne Jean-Pierre, fils du pasteur du désert Lasagne, d'Anduze, était né à Monthezat, paroisse d'Araules, juridiction du Puy en Vivarais. • On ne connaît aucune particularité de sa vie, dit la *France protestante*. Nous avons entre les mains des mémoires adressés par lui et par son collègue Pomaret, au gouvernement de Louis XV, sous le titre de : *Réflexions d'un patriote des Cévennes*, et dans le but de lui faire sentir les avantages de la tolérance. •

Son acte de mariage se trouve dans les registres de Lemé. Lasagne épousa en 1783 une demoiselle Gosset de Voulpaix ; la bénédiction nuptiale fut donnée aux époux par le pasteur Née d'Hargicourt.

Dès 1777, le culte public était toléré à Saint-Quentin et Hargicourt,

(1) On remarquera que dans cette liste, pas plus que dans la liste des Eglises à desservir, il n'est fait mention de tous les lieux où il y avait des protestants avant la Révocation, dans les environs de Laon. Tout y fut détruit.

(2) En 1783, Louis XVI faisait encore donner à l'évêque de Laon « 400 livres pour aider à la subsistance des missionnaires du Bas-Poitou qui travaillaient à la conversion des protestants. » (*Bullet. du prot.*, II, 368.)

(3) Entre autres : ceux de Jean Vaillé, Pierre-Jean Danssi ; celui de Jacob Douen, fils de Jacob Douen et de Marguerite Charlet, de Templeux, avec Marie-Marguerite Drancourt, fille de Jean Drancourt et Marguerite Flamand, de Proisy, le 26 octobre 1784. Un Claude Douen, chanoine de la cathédrale de Laon, publia en 1617 une histoire de Notre-Dame de Liesse.

Parmi les baptêmes faits au désert, nous indiquons celui de M. Isaac Dussaussois du 30 mai 1783, ancien de l'Eglise de Sains actuellement, et celui de M. Jean-Baptiste Hervieux, né à Richaumont, encore pasteur honoraire à Monneaux.

mais non sans des retours de persécution, car l'arrestation et le bannissement de Dolivat sont postérieurs à cette date. Le temple d'Hargicourt fut élevé en 1791 en pleine révolution. Plusieurs des membres de cette Eglise avaient passé antérieurement en Angleterre, et en Allemagne où l'on trouve encore des villages picards, dit le secrétaire du greffe de Saint-Quentin, dans une note adressée en 1806, à Rabaut-Dupuis.

La même note nous apprend que parmi les pasteurs qui résidèrent à Hargicourt, un seul, Dolivat, fut emprisonné, puis élargi à condition de ne plus prêcher en France. Il se retira en Hollande, où il vivait encore en 1806. Plusieurs autres personnes d'Hargicourt furent également décrétées, et s'expatrièrent pour éviter l'emprisonnement ; plus tard on obtint pour elles la permission de rentrer en France. Malgré les persécutions, dit le greffier, on était obligé d'avoir recours aux protestants pour exercer les fonctions de maire, parce qu'aucun catholique n'était assez instruit pour cela.

En vertu de l'édit de tolérance (1787), qui n'accorde aux protestants que l'état civil, c'est-à-dire « ce que le droit naturel ne permet pas de leur refuser, » tous les mariages protestants faits depuis 40 ans (les enfants qui en étaient issus étaient jusque-là bâtards devant la loi) furent réhabilités à Saint-Quentin le 23 mars 1788. Tous les protestants des villages voisins s'empressèrent d'accourir pour participer à ce bienfait d'une demi-liberté religieuse.

Nous avons trouvé, dans les papiers Rabaut, les adresses suivantes, qui complètent notre liste de pasteurs. Ces adresses sont de 1788 :

Née, pasteur (1) à Saint-Quentin, ou à Bohain chez M. Delassus.

Devismes, pasteur, chez M. Delassus, à Bohain.

Lasagne, pasteur à la rue de Bohain, près Guise.

Malfuson, pasteur, chez M. Delassus, à Bohain.

Hervieux, pasteur à la Ferté-sous-Jouarre.

Moru, pasteur, chez M. Moru frère, à Loisy, près Vertus.

Dans sa notice adressée à Rabaut-Dupuis en 1806, M. Devismes, pasteur à Walincourt, raconte que depuis soixante ans, les Eglises des départements de l'Aisne et du Nord ont souffert plus de persécutions que toutes les autres. « Jusqu'à l'édit de 1787, dit-il, menaces, amendes, arrestations, emprisonnement, infamies même envers la personne des morts, tout fut employé pour dissoudre ces Eglises s'il eût été possible qu'elles le fussent. » Arrivé à Quiévy en 1788, M. Devismes fut emprisonné, l'année suivante à Mons pendant quarante-huit jours. Ensuite un maire fanatique, celui

(1) Née, pasteur à Dieppe en 1803.

d'Elouges, lança sur lui, en plein jour, trente à quarante mauvais sujets, qui le maltraitèrent, dans une vente publique. En janvier 1894, il fut encore enfermé quarante-deux heures dans la prison criminelle de Mons, et avec lui neuf personnes de Préfeuiliez, accusées d'avoir lu la Bible. Malgré ces persécutions, après dix-sept ans de ministère, M. Devismes avait vu augmenter le nombre de ses ouailles de près de moitié.

A partir de 1788 jusqu'au XIX^e siècle, il y a encore une lacune dans notre histoire.

La constitution de l'an III consacra la liberté des cultes, et la loi du 7 vendémiaire an IV en organisa l'établissement. Mais la grande majorité des Eglises réformées ne put se procurer d'édifice convenable, et continua à célébrer le service divin au désert, jusqu'à la promulgation de la loi du 18 germinal an X, en vertu de laquelle les pasteurs furent confirmés et salariés par le gouvernement, ce qui ne s'était jamais fait jusqu'alors.

Le siècle qui sépare la Révolution de la Révocation est marqué par une persécution continuelle, mais non par la destruction de la foi protestante ; c'est le plus riche en grands exemples de foi, d'héroïsme et de dévouement. Nous comptons une vingtaine de galériens protestants dans notre département, dont six de Landouzy. Les nobles, cette fois encore, semblèrent prendre à tâche de montrer plus de fidélité que personne : les de Leval, du Nouvion, de Travecy, d'Aulnois, de Sainte-Maison, de Brusy et les Laumonnier, etc. Puis viennent les pasteurs martyrs : les de Malzac, les Givry, les Cottin (1), les Brousson, les Cardel et leurs glorieux conducteurs : les Lammotte et les Bruman (2) ; cinquante ans plus tard, les Charmuzy, les Briatte, les Broca, les Bellanger, les Moisy, les Pelissier, les Loreille même, les Fontbonne-Duverniet, les Rangdesadreit, les Lasagne, les Née, les Dollivat, les Hervieux, victime de la proscription de 93, les Mauru, les Malufuson, les Devismes. Ils ne s'exposaient plus à la mort, c'est possible, mais à une longue et cruelle détention. Rappelons en même temps les laïques plus inconnus encore que les pasteurs, comme les Duminil, les Darret, les Martin, les deux Etienne, qui présidaient les assemblées en l'absence des pasteurs. Il valait certes la peine d'arracher au naufrage ces lambeaux glorieux de notre histoire.

(1) Cottin partit de Hollande avec Cardel en 1688. Un Brunier est cité par Bausset, comme ministre dans le Cambrésis pendant l'épiscopat de Fénelon (1694-1715). Le prélat aurait dit à Brunier : « Donnez-moi les noms de ceux qui ont abjuré par crainte et qui veulent émigrer, et je vous donne ma parole qu'avant six mois je leur ferai avoir des passe-ports. »

Ce trait serait fort honorable pour Fénelon, mais la sincérité du cardinal de Bausset qui le rapporte, est fort suspecte, depuis que nous savons quelle *reconnaissance* nous devons à Bossuet, qui, selon le cardinal, aurait été plein de charité pour les protestants. Bossuet fut persécuteur et probablement aussi Fénelon. (*Hist. de Fénelon*, par Bausset, II, 365 et 366).

(2) Bruman subit sans doute le martyre à Sedan.

IX. Réorganisation des Eglises en l'an X (1802).

Notre intention n'est pas de raconter l'histoire intérieure des Eglises de l'Aisne pendant la première moitié du XIX^e siècle; nous ne parlerons ni du réveil, ni de ses fruits, ni des luttes consistoriales qui s'y rattachent, ni des irvingiens, ni des baptistes. Ce n'est pas que cette partie de notre histoire soit sans enseignement pour le chrétien attentif aux signes des temps, au contraire; et nous souhaiterions fort que quelqu'un de ceux qui ont traversé cette époque sans y laisser toute leur vigueur d'esprit et de cœur, eût le courage de nous en dire toute sa pensée, le bien comme le mal. Dans cinquante ans, il sera impossible de retrouver les faits de cette histoire religieuse, qui est peut-être dès aujourd'hui vouée à un éternel oubli. Quant à nous, il ne nous appartient pas de décerner l'éloge ou le blâme à des aînés dont la plupart sont encore vivants et dont quelques-uns viennent de descendre dans la tombe; et comme il nous faudrait, pour traiter ces graves questions, quitter le terrain paisible de l'histoire et descendre dans l'arène dogmatique, nous préférons nous borner à une simple statistique aussi complète, aussi exacte que possible. Elle montrera du reste clairement que si le zèle des protestants de l'Aisne n'est pas tel qu'il devrait être, la première moitié du siècle a cependant été bien employée par nos Eglises, et qu'elle a été, sous la bénédiction de Dieu, une période de reconstruction et de progrès marqués.

La loi du 18 germinal an X (1802) ne renferme que les articles organiques des cultes protestants et ne s'occupe point de la réunion des paroisses en Eglises consistoriales.

C'est un décret du 1^{er} vendémiaire an XII (24 novembre 1803), qui fixa l'étendue des circonscriptions consistoriales.

En vertu de ce décret, toutes les Eglises de l'Aisne et de Seine-et-Marne formèrent une consistoriale divisée en trois arrondissements, dont le chef-lieu fut Monneaux et le premier président Mauru, pasteur à Meaux.

Premier arrondissement.

Meaux, 440 protestants; culte célébré dans l'ancienne église catholique de Saint-Thiebaut, appartenant à Madame Mauru, du chef du pasteur Hervieux, son premier mari.

Nanteuil, 980 protestants; l'église catholique servant aux deux cultes.

Mareuil et Quincy, 433 protestants ; l'église catholique servant aux deux cultes.

Fublaine, 130 protestants ; l'église catholique servant aux deux cultes.

La Ferté, 70 protestants.

Suaci, 94 protestants.

Villeneuve, 413 protestants ; le culte se célébrait dans une grange.

Crégy.

Lizy.

Trilport.

Coutevroust, 78 protestants ; sans temple.

Coulommiers et Saint-Denis-lès-Rebais, 380 protestants.

Heilmauru, 82 protestants.

Loisy, 94 protestants.

Monneaux, 688 protestants ; temple élevé depuis la révolution.

Trosly-aux-Bois, 22 protestants.

Chauny.

Deuxième arrondissement.

Hargicourt, 504 protestants ; temple construit en 1791.

Vendelle, 420 protestants ; sans temple.

Serain, 101 protestants, culte célébré dans une maison.

Flavy-le-Martel, 239 protestants ; sans temple.

Jeancourt, 298 protestants ; sans temple.

Lempire, 70 protestants ; sans temple.

Montbrehain, 180 protestants ; sans temple.

Nauroy, 469 protestants ; sans temple.

Saint-Quentin, 78 protestants ; sans assemblées.

Troisième arrondissement.

Lemé, 778 protestants ; temple d'ancienne date.

Landouzy, 367 protestants ; sans temple.

Esquéhéries, 307 protestants ; sans temple.

Parfondoval, 202 protestants, sans temple.

Hannape, 159 protestants sans temple.

On comptait donc approximativement 4,250 protestants dans le département de l'Aisne, au commencement du siècle, et environ 2,700 dans le département de Seine-et-Marne ; il n'y avait alors que trois temples dans les deux départements, tandis qu'il y en a aujourd'hui un nombre considérable.

En 1801, le président de la consistoriale, Mauru, installa au chef-lieu, Monneaux, les anciens dont les noms suivent :

Jean-Baptiste Leroy, d'Hargicourt.

Louis Caron, de Vendelle.

Magloire Decaux, de Serain.

Jean-Jacques Lequeux, de la rue de Bohain (Lemé).

Noël Lenoble, de la rue des Bœufs (Landouzy).

Pierre Derbecq, de Neuville-lès-Dorengt.

Jean-François Martin, de Meaux.

Jean-Jacques Benoît, de Fublaine.

Jean-Louis Martin, de Fublaine.

Jean-François Delorme, de Quincy.

Jean Jolly, de Saint-Denis-lès-Rebais.

Pierre Dubois, de Monneaux, secrétaire.

Dans les séances consistoriales des 8 et 9 prairial an XII, il avait été décidé que les réunions générales auraient lieu alternativement à Monneaux, Lemé et Hargicourt, et que les frais de voyage des pasteurs et anciens seraient supportés par leurs Eglises respectives. On avait décidé également de placer un pasteur à la rue de Bohain, un autre à Monneaux et un troisième à Saint-Denis-lès-Rebais, aussitôt qu'on pourrait les obtenir ; en attendant on devait inviter le pasteur Lasagne à desservir l'Eglise de Monneaux et quelques autres.

Le 9 frimaire an XIV, une assemblée consistoriale fut tenue à Vaux (sans doute Monneaux), sous la présidence du pasteur Matile d'Hargicourt, né à Dalhem, près Maëstricht en 1736, et l'on y décida d'adresser vocation à Pradel et Mazaurie, étudiants en théologie à Lausanne parce que la mort de Mauru, arrivée en 1803, laissait les Eglises de Lemé et Meaux sans pasteur ; celle de Monneaux en était également privée.

Le 2 juin 1806, une autre séance eut lieu à Lemé ; Jean-Baptiste Leroy, d'Hargicourt, y fut nommé secrétaire en remplacement de Pierre Dubois, de Monneaux, trop éloigné du président pour agir de concert avec lui. Une somme de 400 francs fut votée pour les frais du secrétariat, et une somme de 200 francs en faveur de Rabaut le législateur, agent général des Eglises réformées à Paris. En même temps, les circonscriptions pastorales furent délimitées comme suit :

I *Monneaux* : Villeneuve, Saaci, La Ferté.

II *Hargicourt* : Lempire, Jeancourt, Vendelle, Montbrechain, Serain, Nauroy, Flavy-le-Martel, Trosly.

III *Lemé* : Landouzy, Parfondeval, Esquéhéries, Hannape.

IV *Meaux* : Nanteuil, Quincy, Mareuil, Fublaine, Coutevroust.

L'âge fixé pour l'admission au catéchuménat fut onze ans, et celui de la première communion, 15 ans.

Depuis le commencement du siècle il n'y avait eu que deux pasteurs dans la consistoriale, Mauru et Matile, pasteur d'Hargicourt, résidant à Saint-Quentin. Par la mort du premier, Matile était le seul pasteur de deux départements en 1806; Pradel arrivant à Meaux allait venir au secours de son collègue. Mais auparavant, il fut emprisonné à Paris, pour n'avoir pas rempli toutes les formalités nécessaires à l'exonération du service militaire. Il fut relâché par les soins de Rabaut-Dupuis et installé à Meaux par Matile en juin 1806. Il devait desservir en même temps l'Eglise de Lemé, qui lui vota, comme celle de Meaux, un supplément annuel de mille francs.

Ferdinand Pradel était le fils cadet de Pradel Vésenobre, de Bédarieux, pasteur du désert, élevé avec Paul Rabaut par Antoine Court. Paul Rabaut, qui a mérité, avec Court, le titre de Restaurateur du protestantisme français, travailla cinquante ans à relever les Eglises du Midi, au milieu de la plus violente persécution. Son ami, Jean Pradel, marcha dignement sur ses traces; c'est à Marsillargues qu'il cessa d'exercer ses périlleuses fonctions. Son fils aîné fut pasteur à Toulouse et à Mauvesin et mourut en 1823, doyen de la faculté de théologie de Montauban.

En juillet 1806, Pradel écrivait à Rabaut que le curé de Nanteuil voulait chasser les protestants de l'église catholique commune aux deux cultes, et il se plaignait fort de ce que *cette commune, la plus considérable était aussi la moins zélée*. Les protestants de Nanteuil faisaient alors des démarches auprès du ministre des cultes, afin d'obtenir un terrain pour y construire un temple.

L'Eglise de la Ferté demandait également l'autorisation d'élever un temple dans l'ancien cimetière protestant.

L'ami de Pradel, Louis Mazauric, né à la Salle (Gard), arriva à Lemé en juillet 1806, mais n'y resta guère, car le 10 mai 1807, on appelait pour lui succéder Jean-Louis Bize, pasteur, âgé de quarante ans.

Le 15 décembre 1806, l'Eglise de Monneaux appela comme pasteur Claude-Antoine Brizé, ex-prêtre, marié et homme de loi, domicilié à Saint-Quentin, mais le ministre des cultes refusa de le confirmer, sous prétexte qu'il était toujours prêtre, quoique marié, et qu'il touchait encore une pension en qualité de prêtre.

En 1808, les protestants de Meaux demandèrent la permission d'acheter à la veuve Mauru l'ancienne église de Saint-Thiébaud, dans laquelle ils célébraient le culte. Ils l'acquirent au prix de 3,500 francs par décret impérial du 30 mars 1808.

Le 6 novembre 1808, Paul Laval, né à Aulas (Gard) et pasteur à Montredon (Tarn), fut appelé comme pasteur à Monneaux.

Le 17 septembre 1809, il fut nommé à la place de Meaux, vacante depuis le 28 mai par la démission de Pradel qui venait de se marier dans le département du Gers où il voulait résider.

Laval ne resta à Meaux que jusqu'au 4 avril 1813, époque à laquelle il permuta avec Jean-Paul Bétrine, de Condé-sur-Noireau, où il finit par abjurer.

En 1809, l'oratoire de Walincourt fut rattaché à la consistoriale de Monneaux, et nomma pour ancien, le 18 juin, le nommé Catelain dudit lieu. Dans la même séance consistoriale il fut arrêté que chaque Eglise nommerait un catéchiste.

Le 21 janvier 1810, le consistoire accepta la démission de Bize, pasteur à Lemé et lui donna son *exeat*.

Le 49 août, Jean-Pierre Courlat, né à Lausanne le 27 avril 1753, fut appelé comme pasteur à Walincourt.

La démission de Bize réduisait alors à deux (Matile et Laval) les pasteurs de la consistoriale, qui auraient dû être au nombre de cinq. Les protestants d'Inchy demandaient l'autorisation d'acheter à leurs frais un bâtiment appartenant à Noël Basquin, pour y célébrer le culte.

La même année (1810) le maire de Cambray empêcha le pasteur Courlat de célébrer le culte dans cette ville. Courlat fut déposé le 12 septembre 1811 pour avoir fait des changements à la liturgie, et surtout pour avoir porté devant le ministre une plainte calomnieuse contre Jean-Baptiste Roussiez, son paroissien.

Le 5 avril 1811 eut lieu la dédicace du temple de Saint-Denis-lès-Rebais ; le curé du village dina avec les pasteurs et le sous-préfet de Coulommiers, qui avait assisté à la cérémonie.

Le 21 juillet, M. Louis-Nicolas-Esprit Hervieux (1), fils du pasteur de Meaux qui périt sur l'échafaud, fut appelé comme pasteur à la place de Monneaux, vacante depuis le mois de septembre 1808 ; il y fut installé le 8 octobre ; il est actuellement président honoraire du consistoire de Meaux.

Le 29 décembre 1811, Antoine Colany Née, né le 7 mai 1783, à Campo-vasto (Grisons), fut appelé à Lemé, dont l'Eglise était sans pasteur depuis près de deux ans ; il y mourut en 1844.

Le 49 avril 1812, le consistoire demanda pour les protestants de Quincy l'autorisation de bâtir un temple.

Le 1^{er} août 1813, Pierre-Elie Larchevêque, né à Luneray le 6 avril 1788, consacré le 8 mai 1812, fut appelé à la place de pasteur à Walincourt, vacante depuis septembre 1811.

De 1814 à 1818, les réunions consistoriales furent interrompues par les événements politiques.

(1) Ce ne sont pas ces prénoms que nous avons cités plus haut, d'après les registres de Lemé ; mais cela n'a rien d'étonnant, car nous tenons de M. Hervieux lui-même qu'il fut baptisé deux fois.

Toutefois le secrétaire Leroy étant mort en 1816, il fut remplacé par Marc-Jacob Troquemé père, d'Hargicourt.

En 1816, suivant les registres du consistoire, la population protestante s'élevait au chiffre de 8,048 personnes, réparties comme suit :

1^{re} SECTION : Monneaux 1,099.

2^e — Hargicourt 2,245.

3^e — Lemé 4,593.

4^e — Meaux 2,044.

5^e — Walincourt 4,400.

En 1817, les anciens étaient :

1^{re} SECTION : Pierre Dubois, de Monneaux ; Jean-Louis Ducorbier, de Villeneuve.

2^e — Pierre-Etienne Bas, de Nauroy ; Joseph Caron, de Vendelle ; Marc-Jacob Troquemé, d'Hargicourt.

3^e — Louis-Joseph Maton, d'Esquicheries ; Claude Lesur, du Chêne Bourdon (Landouzy).

4^e — Jean-Eloi Martin, de Meaux ; Chevalot, de Nanteuil ; Jean-Augustin Bezon, de Quincy.

5^e — Ambroise Basquin, de Hennechies.

La même année (1817) les protestants de Landouzy demandèrent l'autorisation d'élever un temple.

Dans le registre consistorial de 1818, nous trouvons que la consistoriale faisait une subvention annuelle de cinq cents francs à la faculté de théologie de Montauban, et contribuait pécuniairement pour l'affaire de Paul Roman, de Lourmarin, condamné, comme aux beaux jours de Louis XIV, pour n'avoir pas tendu sa maison pour le passage d'une procession. M. Odilon Barrot prêta l'appui de son éloquence à la cause réformée.

En même temps, et c'est ce que l'on voit le plus souvent dans l'histoire des synodes, les Eglises refusaient de payer les frais de voyage des pasteurs et des anciens.

En 1819, les pasteurs durent faire, du haut de la chaire, lecture du testament de Louis XVI ; de même ils reçurent, en 1820, l'ordre de célébrer un service pour la triste fin du duc de Berry, assassiné en sortant de l'Opéra.

Le 30 juillet 1819, le consistoire demandait au ministre des cultes une subvention pour la réparation du temple de Lemé. La réparation fut, sans doute, une reconstruction, car le registre de Lemé porte, qu'en 1820, le sous-préfet de Vervins, Habard, assisté du lieutenant de gendarmerie et du pasteur Colony, posa la première pierre du temple. Le gouvernement

avait accordé une somme de 1,500 francs pour cet objet dès le 30 septembre de la même année.

Le 29 août de l'année 1819, le consistoire demandait aussi un secours pour la construction du temple de Montbrehain (1). Le 30 septembre, le ministre accorda une somme de 1,500 francs comme pour Lemé.

Le 26 novembre, le consistoire demandait l'érection de trois nouveaux temples à Flavy-le-Martel, Esquéhéries et Hannape. Le gouvernement accorda 4,300 fr. pour le temple d'Hannape.

En 1820, on demandait encore une subvention pour la réparation du temple d'Hargicourt, et en 1821 une pour le temple de Templeux et une pour celui de Walincourt.

En 1821, les anciens étaient : Pierre Dubois, de Monneaux ; Jean-Louis Bonnefoi, de Villeneuve ; Pierre Barry, d'Essommes ; Benjamin Drancourt, de Templeux ; Jacob Troquemé, d'Hargicourt ; Albert Duproye, de Nauroy ; Voreau-Dusse et Auguste Wadebot, de Lemé ; De Semery, de l'Auge-Gardien (Landouzy) ; Eloi Martin, de Meaux ; Chevalot, de Nanteuil ; Jacques Bezon, de Quincy.

Le troisième registre consistorial, comprenant les années 1822 à 1827, manque aux archives de Saint-Quentin.

Le 7 mars 1828, on demandait que de la consistoriale de Monneaux, il en fût formé deux dont l'une aurait pour chef-lieu Saint-Quentin et l'autre Meaux ; plus, la création d'une place de pasteur à Saint-Denis-lès-Rebais, et la création de deux autres places dans la section de Lemé.

En même temps, on appelait M. Guillaume Monod comme pasteur à Saint-Quentin.

Le 8 mai 1828, le consistoire demandait un secours pour la construction du temple de Contay.

Le baron Cuvier excitait les Eglises à créer partout des écoles ; il n'y en avait encore qu'un très petit nombre dans la consistoriale, et elles végétaient, faute d'argent : celles de Lemé, du Frémond, du Chêne-Bourdon, celle de Monneaux, fondée en 1822 ; celle d'Hargicourt, établie en 1827 ; celles de Meaux et de Nanteuil.

Voici le nombre des temples existant en 1828, d'après la statistique de Soulier :

1^{re} SECTION: *Monneaux*, temple bâti aux frais des réformés.

— *Saint-Denis-lès-Rebais*, temple bâti aux frais des réformés, aidés d'un secours de la commune.

(1) Le temps ne m'a pas permis de dresser, d'après les registres consistoriaux une liste des temples construits depuis 1800, avec la date de leur fondation.

- *Saaci*, une chambre particulière louée aux frais de la commune.
- *Loisy-près-Vertu, Heiltz-le-Maurupt*. Dans ces deux communes, un local prêté par des particuliers.
- 2^e SECTION : *Hargicourt, Nauroy, Jeancourt, Vendelle, Lempire*. Chacune de ces localités a un temple bâti aux frais des réformés.
- *Montbrehain, Flavy-le-Martel, Templeux*. Pour ces trois derniers temples, le gouvernement est venu au secours des réformés.
- *Serain*. Une maison louée par les réformés.
- 3^e SECTION : *Lemé, Esquéhéries, Hannape*. Un temple dans chacune de ces communes, bâti aux frais des réformés, aidés d'un secours du gouvernement.
- *Fontenelle, Faux-en-Arrouaise*. Dans chacun de ces endroits, une grange.
- 4^e SECTION : *Meaux*. Une ancienne église achetée par les réformés.
- *Nanteuil*. Un temple construit aux frais des réformés, aidés d'un secours du département.
- *Fublaine*. Un petit temple construit aux frais des réformés, aidés d'un secours du département.
- *Quincy*. Un temple en construction; en attendant, une maison entière louée par la commune.
- *Contevroust*. Une petite chapelle achetée par les réformés, l'entretien à la charge de la commune.

Il y avait alors des sociétés bibliques à Lemé, Meaux, Monneaux, Quincy, Saint-Denis-lès-Rébas, et des sociétés des missions évangéliques à Lemé, Nauroy et Saint-Quentin.

Le 21 mars 1829, on demandait un instituteur protestant pour Templeux, et un secours pour la réparation du Temple de Jeancourt.

Une ordonnance royale du 26 août de la même année créa une Eglise consistoriale à Saint-Quentin, comprenant tout le département de l'Aisne, sauf l'Eglise de Monneaux annexée à l'Eglise consistoriale de Meaux, créée le même jour.

Le 8 août 1832, M. Sabonadière, pasteur à Meaux, fut appelé à Saint-Quentin, et quitta Meaux le 20 mars 1833.

Le 7 octobre 1833, M. Lucien Fiaissières fut nommé à la place de Landouzy, nouvellement créée.

Le 3 mai 1838, M. Guillaume-Gustave Dangars fut nommé à la place de Nauroy, nouvellement créée.

Le 8 novembre de la même année, M. Bastie, pasteur à Saint-Denis-lès-Rebais, fut appelé à Saint-Quentin, et M. Flaissières à Hargicourt. Une délibération du même jour demanda la création d'une place de pasteur à Templeux.

Le 18 mars 1839, M. Mercat fut nommé pasteur à Landouzy, en remplacement de M. Flaissières.

Le 30 juillet 1840, M. Cabanis fut appelé à Nauroy pour succéder à M. Daugars; il donna sa démission le 28 janvier 1844.

Le 16 juin 1841, M. Louis Vernes fut nommé à Nauroy, pour remplacer M. Cabanis.

Le 19 mai 1842, demande de secours pour l'érection du temple de Sains.

Le 14 juillet, même demande pour la construction du temple de Serain.

Le 26 du même mois, démission de M. Mercat, comme pasteur à Landouzy.

Le 10 février 1843, demande de secours pour l'érection du temple de Leuze.

La même année fut créée la place de Templeux.

Le 7 décembre, M. Offmann fut appelé comme pasteur à Landouzy, pour succéder à M. Mercat.

Le 25 mai 1844, M. Augustin Bost fut nommé pasteur à Templeux.

Cette même année mourut à Lemé le pasteur Colany, après un ministère de 33 ans (1).

Le 5 novembre 1844, nomination de M. Pédézert, à Hargicourt.

Le 1^{er} juillet 1845, nomination de M. Fuzier à Lemé, demande d'une école communale protestante pour Parfondeval.

Le 2 juillet 1846, le consistoire demande la création d'une place de pasteur à Esquéhéries.

Le 7 juillet 1847, nomination de M. Boissonnas à Hargicourt.

Le 24 novembre, de la même année, nomination de M. Charlier à Landouzy.

Le 30 mai 1849, nomination de M. Caillatte à Lemé.

Le 26 septembre, susdite année, nomination de M. Berthe à Esquéhéries.

Le 14 novembre, même année, nominations de M. Guiral à Saint-Quentin, et de M. Goulard à Contay.

Le 7 mai 1850, le consistoire demande la création d'une place de pasteur pour les Eglises de Jeancourt et Vendelle.

(1) Il est regrettable que l'on n'ait pas publié la biographie du pasteur Colany, et sans doute elle ne le sera jamais. Nous nous bornons à dire qu'il desservit tout à la fois Lemé, Esquéhéries, Hannape, Landouzy, Parfondeval, Floyon, qui font aujourd'hui trois Eglises, avec un zèle que la maladie seule put ralentir. Quinze ans se sont écoulés depuis sa mort, et l'on ne peut parler de lui en chaire sans que les larmes coulent aussi bien des yeux des catholiques que de ceux des protestants. Le père Colany et son cheval blanc vivront longtemps encore dans les souvenirs.

Le 28 août, même année, nomination de M. Fosse à Templeux.

Le recensement protestant de 1850 donnait les chiffres suivants :

Hargicourt, 1,494; Lemè, 965; Saint-Quentin, 781; Nauroy, 534; Landouzy, 559; Esquéhéries, 376. — Total, 4,409 protestants.

Le 18 juin 1851, nomination de M. Larcher à Hargicourt, et demande de secours pour bâtir un temple à Neuve-Maison.

Le 21 janvier 1852, nomination de M. Gaubert à Esquéhéries; il refuse d'accepter.

Le 18 mai, nomination de M. Widemann au même lieu.

Le 4 septembre, nomination de M. Robin comme pasteur auxiliaire à Fresnoy, et de M. Blin comme pasteur à Nauroy.

Le 9 février 1853, nomination de M. Roussiez, pasteur auxiliaire à Sains.

Nos renseignements statistiques s'arrêtent ici parce que nous n'avons pas cru devoir, par discrétion, demander communication du registre des délibérations consistoriales qui va jusqu'en 1859.

Pasteurs de l'Eglise consistoriale de Monneaux,

Créée le 1^{er} vendémiaire an XII (29 novembre 1803).

	MEAUX.	HARGICOURT.	LEMÈ.	MONNEAUX.	WALINCOURT (1).
1801.	Mauru.	Matile.	. . .	. . .	. . .
1802.	Mauru.	Matile.	. . .	. . .	. . .
1803.	Mauru.	Matile.	. . .	. . .	. . .
1804.	Mauru.	Matile.	. . .	. . .	. . .
1805.	Mauru.	Matile.	. . .	. . .	. . .
1806.	Pradel.	Matile.	Mazauric.	. . .	. . .
1807.	Pradel.	Matile.	Bize.	. . .	. . .
1808.	Pradel.	Matile.	Bize.	Laval.	. . .
1809.	Laval.	Matile.	Bize.	. . .	. . .
1810.	Laval.	Matile.	Bize.	. . .	Courlat.
1811.	Laval.	Matile.	Colany.	Hervieux.	Courlat.
1812.	Laval.	Matile.	Colany.	Hervieux.	. . .
1813.	Bétrine.	Matile.	Colany.	Hervieux.	Larchevêque.
1814.	Bétrine.	Matile.	Colany.	Hervieux.	Larchevêque.
1815.	Bétrine.	Matile.	Colany.	Hervieux.	Larchevêque.
1816.	Bétrine.	Matile.	Colany.	Hervieux.	Larchevêque.
1817.	Bétrine.	Matile.	Colany.	Hervieux.	Larchevêque.
1818.	Bétrine.	Matile.	Colany.	Hervieux.	Larchevêque.
1819.	Bétrine.	Matile.	Colany.	Hervieux.	Larchevêque.
1820.	Bétrine.	Matile.	Colany.	Hervieux.	Larchevêque.
1821.	Bétrine.	Matile.	Colany.	Hervieux.	Larchevêque.
1822.	Bétrine.	Matile.	Colany.	Hervieux.	Larchevêque.
1823.	Bétrine.	Matile.	Colany.	Hervieux.	Larchevêque.
1824.	Bétrine.	Matile.	Colany.	Hervieux.	. . .
1825.	Bétrine.	Matile.	Colany.	Hervieux.	. . .
1826.	Bétrine.	Matile.	Colany.	Hervieux.	. . .
1827.	Sabonadière.	Matile.	Colany.	Hervieux.	. . .
1828.	Sabonadière.	Matile.	Colany.	Hervieux.	. . .

(1) Walincourt entra dans la consistoriale de Lille, créée le 24 avril 1824; les oratoires de Sedan, organisés le 12 frimaire an XI (3 décembre 1802) et d'Amiens, organisés le 7 fructidor an XII (25 septembre 1804), furent annexés à l'Eglise consistoriale de Monneaux, par décret du 10 brumaire an XIV (1^{er} novembre 1805).

Pasteurs de l'Eglise consistoriale de Saint-Quentin,

Créée le 26 août 1829.

	MARCOUCOURT.	LIAMÉ.	SAINTE-QUENTIN.	LAMOUZAY.	NARROY.	TEMBLEUX.	ESQUÉRIES.	CONTAY.	FRESNOY.	SAINTS.
1829.	Matile.	Colany.	G. Monol.	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .
1830.	Matile.	Colany.	G. Monol.	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .
1831.	Matile.	Colany.	G. Monol.	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .
1832.	Matile.	Colany.	G. Monol.	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .
1833.	Matile.	Colany.	Sabonadière.	Flaisières.	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .
1834.	Matile.	Colany.	Sabonadière.	Flaisières.	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .
1835.	Matile.	Colany.	Sabonadière.	Flaisières.	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .
1836.	Matile.	Colany.	Sabonadière.	Flaisières.	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .
1837.	Matile.	Colany.	Sabonadière.	Flaisières.	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .
1838.	Flaisières.	Colany.	Bastie.	. . .	Dangars.	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .
1839.	Flaisières.	Colany.	Bastie.	Mercat.	Dangars.	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .
1840.	Flaisières.	Colany.	Bastie.	Mercat.	Cabanis.	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .
1841.	Flaisières.	Colany.	Bastie.	Mercat.	Vernes.	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .
1842.	Flaisières.	Colany.	Bastie.	Mercat.	Vernes.	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .
1843.	Flaisières.	Colany.	Bastie.	Offmann.	Vernes.	. . .	. . .	. . .	. . .	. . .
1844.	Pélizerl.	Colany.	Bastie.	Offmann.	Vernes.	Host.	. . .	. . .	. . .	. . .
1845.	. . .	Fuzier.	Bastie.	Offmann.	Vernes.	Host.	. . .	. . .	. . .	. . .
1846.	. . .	Fuzier.	Bastie.	Offmann.	Vernes.	Host.	. . .	. . .	. . .	. . .
1847.	Boissonnas.	Fuzier.	Bastie.	Charlier.	Vernes.	Host.	. . .	. . .	. . .	. . .
1848.	Boissonnas.	Fuzier.	Bastie.	Charlier.	Vernes.	Host.	Bertlie.	Goulart.	. . .	. . .
1849.	Boissonnas.	Callatte.	Goulart.	Charlier.	Vernes.	Fosse.	Bertlie.	Goulart.	. . .	. . .
1850.	Boissonnas.	Callatte.	Goulart.	Charlier.	Vernes.	Fosse.	Bertlie.	Goulart.	. . .	. . .
1851.	Larcher.	Callatte.	Goulart.	Charlier.	Blin.	Fosse.	Widemann.	Goulart.	Robin.	. . .
1852.	Larcher.	Callatte.	Goulart.	Charlier.	Blin.	Fosse.	Widemann.	Goulart.	Robin.	. . .
1853.	Larcher.	Callatte.	Goulart.	Charlier.	Blin.	Fosse.	Widemann.	Goulart.	Robin.	Roussiez.

Le département de l'Aisne renferme en 1859 dix pasteurs (dont deux pour Saint-Quentin) qui desservent les lieux de culte suivants :

Saint-Quentin, Flavy-le-Martel, Lafère, Trosly-Loire.

Fresnoy-le-Grand, Fieulaine, Fonsomme, Montigny, Fontaine-Notre-Dame.

Grougies, Bohain, Mennevret, Aisonville.

Lemé, Sains.

Hargicourt, Jeancourt, Vendelle.

Landouzy, Parfondeval, Neuve-Maison, Leuze.

Nauroy, Serain, Montbrehain, Levergies, Brancourt.

Esquéhéries, Floyon, Hannape.

Monneaux.

Bien que ce département ait vu augmenter de trois le nombre de ses pasteurs, depuis peu d'années, leur nombre est encore inférieur de deux à celui des pasteurs de 1685.

12 pasteurs en 1685 :

40 pasteurs en 1859 :

Arrondissement de Vervins.

Un à Villers.

Un à Gercis.

Un à Fontaine.

Un à Lemé.

Un à Landouzy.

Un à Esquéhéries.

Un à Grougis.

Arrondissement de Saint-Quentin.

Un à Lehautcourt.

Deux à Saint-Quentin.

Un à Fresnoy.

Un à Nauroy.

Un à Hargicourt.

Arrondissement de Laon.

Un à Crépy.

Un à Eppes.

Un à Chauny.

Un à Coucy.

Un à Chery.

Un à Roucy.

Arrondissement de Soissons.

Un à Morsain.

Arrondissement de Château-Thierry.

Un à Château-Thierry.

| Un à Monneaux.

Bien que le nombre des lieux de culte se soit augmenté de neuf, depuis quelques années, on verra, par le tableau suivant, notre infériorité vis-à-vis du protestantisme au XVII^e siècle ; il ne faut pas oublier que nous connaissons tous les lieux de culte actuels, et que nous sommes fort loin de pouvoir en dire autant des lieux de culte d'autrefois.

49 lieux de culte av. la Révocation : | 30 lieux de culte en 1859 :

Arrondissement de Vervins.

Landouzy.

Gercis.

Vervins.

Fontaine.

Lemé.

Leval (Villers).

La Hérie.

Tupigny.

Landouzy.

Neuvenaison.

Leuze.

Lemé.

Sains.

Grougies.

Mennevret.

Aisonville.

Esquéhéries.

Hannape.

Arrondissement de Saint-Quentin.

Prémont.

Brancourt.

Lehautcourt.

Villers-Saint-Christophe.

Annois.

Benay.

Moy.

Ribemont.

Bohain.

Brancourt.

Serain.

Montbrehain.

Levergies.

Fieulaine.

Fonsomme.

Montigny.

Fontaine-Notre-Dame.

Saint-Quentin.

Flavy-le-Martel.

Hargicourt.

Jancourt.

Vendelle.

Nauroy.

Fresnoy.

Arrondissement de Laon.

Morgny.	Parfondeval.
Chery.	Lafère.
Montcornet.	Trosly-Loire.
Marchais.	
Moulins.	
Paissy.	
Roucy.	
Laon.	
Eppes.	
Aulnois.	
Lafère.	
Travecy.	
Vouel.	
Coucy.	
Trosly.	
Leuilly.	
Folembroy.	

Arrondissement de Soissons.

Morsain.
Soissons.
Cœuvres.
Saint-Pierre-Aigle.
Grand-Rozoy.
Belleu.

Arrondissement de Château-Thierry.

Fère-en-Tardenois.	Monneaux.
Saponay.	
La Ferté-Milon.	
Château-Thierry.	
Monneaux.	
Bézu.	
Baulne.	
Nogentel.	
Vendière.	
Villomi, paroisse de Coulonges.	

Si nous ajoutons à ces quarante-neuf lieux de culte, les sept villages des

environs de Saint-Quentin, qui abjurèrent entre les mains de Givry et dans quelques-uns desquels le culte fut certainement célébré, et en tenant compte des omissions que nous n'avons pu éviter, on peut dire qu'à la fin du XVII^e siècle, il y avait soixante lieux de culte dans notre département, c'est-à-dire deux fois ce qui existe en 1859.

Relativement à la population, ma conviction est que la Thiérache à elle seule, c'est-à-dire l'arrondissement de Vervins, renfermait autant de protestants, avant la Révocation, que le département tout entier en compte de nos jours. D'après le recensement de 1850, en y comprenant Monneaux, on arrive à près de cinq mille; avant 1685, la Thiérache renfermait plus de mille familles, ce qui donne aussi une population d'environ cinq mille personnes.

L'arrondissement de Laon renfermait autrefois plus de protestants que celui de Vervins; il ne s'y en trouve plus aujourd'hui que quelques centaines.

L'arrondissement de Soissons n'en a sans doute plus un seul. Celui de Château-Thierry a également beaucoup perdu, et je ne suis point convaincu, malgré les apparences, que l'arrondissement de Saint-Quentin ait gagné quoi que ce soit.

Bien qu'il soit difficile de se former une opinion sans documents positifs, je crois jusqu'à preuve du contraire, et plutôt à Dieu qu'on pût me fournir cette preuve demain, je crois qu'à la Révocation les protestants de l'Aisne étaient au moins trois fois plus nombreux qu'ils ne sont aujourd'hui, malgré les nouvelles conquêtes de l'Evangile dans les arrondissements du Nord. Louis XIV sans doute n'a pas tué la foi, parce qu'elle est invincible de sa nature, mais il a fait à la Réforme au XVII^e siècle, une blessure que le zèle de notre époque est loin encore d'avoir pu guérir.

Le département de l'Aisne a produit, depuis le commencement du siècle jusqu'en 1859, trois missionnaires envoyés au sud de l'Afrique :

Lemé, M. Bisseux.

Esquéhéries, M. Lemue.

Montbrehain, M. Cochet.

Plus treize pasteurs :

Sains, MM. David, Mauroy, Hamelle, Voreaux.

*Lemé, MM. Colani (rédacteur de la *Revue de théologie*), Douen,*

Lequeux (aumônier à l'armée d'Italie).

Montbrehain, MM. Delbarre, Cochet.

Esquéhéries, M. Charlier.

Purfondeval, M. Bisseux.

Hargicourt, M. Blin.

Saint-Quentin, M. Trocqué.

APPENDICE.

Un livre du Désert (Boîte-à-Cailloux).

Une main amie m'a fait passer l'un des monuments les plus vénérables des souffrances et de la fidélité de nos pères, un volume de sermons et de prières qui a servi à l'édification des assemblées du désert, comme l'attestent son état de vétusté et les traces qu'y a laissées la pluie en beaucoup d'endroits. C'est une copie à la main, datée de Templeux, de 1719 à 1723, de quelques sermons de Brousson (1). Ce n'est pas sans émotion que j'ai trouvé sur plusieurs pages les noms, devenus presque illisibles, de Demarque et de Charlet, qui témoignent que ce livre a appartenu à des membres de ma famille (2).

Sept sermons lus, voilà toute la nourriture spirituelle dont se contentait la piété de nos ancêtres ! Un tel répertoire semblerait aujourd'hui bien mesquin : on veut toujours du nouveau dont on profite fort peu. Il n'en fallut cependant pas davantage pour créer et développer une piété forte, vaillante, capable de résister à tous les assauts de la persécution.

Voici la table des sermons, pour la plupart fort bien adaptés à l'état des âmes dans ces temps malheureux. Brousson en a bon nombre, qui sont tout remplis d'une controverse violente ; le copiste a senti qu'il y avait quelque chose de meilleur pour les âmes que des injures contre l'Antichrist, et il a éliminé les discours où domine la controverse :

1. *Dieu déchirant son peuple*, sermon 6^e sur ces paroles d'Osée, ch. V, v. 14 et 15 : « Je suis comme un lion à Ephraïm et comme un lionceau à la maison de Juda ; c'est moi qui déchirerai et je m'en rirai ; j'emporterai et il n'y aura personne qui m'ôte la proie ; je m'en irai, et je retournerai à mon lieu, jusqu'à ce qu'ils se reconnaissent coupables et qu'ils cherchent ma face. »

II. *Les brebis mystiques discernant les vrais pasteurs d'avec les loups ravissants*, sermon 3^e sur ces paroles de saint Jean, ch. X, v. 4 : « Les brebis le suivent, car elles connaissent sa voix, mais ne suivront point un étranger ; au contraire, elles fuiront loin de lui, car elles ne connaissent point la voix des étrangers. »

(1) Le copiste a omis le nom de Brousson.

(2) Depuis que ces lignes sont écrites, le propriétaire du volume, une de mes tantes, s'en est dessaisi en ma faveur.

III. *Jésus-Christ, le pain de vie*; sermon 17^e, pour la communion, sur ces paroles de saint Jean, ch. VI, v. 32 (33): « Je suis le pain de vie, celui qui vient à moi n'aura point de faim, et celui qui croit en moi n'aura jamais soif. »

IV. *Le souper mystique de Jésus-Christ avec les fidèles*, sermon 20^e, pour la communion, sur ces paroles de l'Apocalypse, ch. III, v. 20: « Voici, je me tiens à la porte et je frappe; si quelqu'un oit ma voix et m'ouvre la porte, j'entrerai vers lui et je souperai avec lui et lui avec moi. »

V. *L'endurcissement et la ruine des profanes*, sermon 9^e, sur ces paroles d'Ésaïe, ch. I, v. 5, 6 et 7: « A quel propos seriez-vous encore battus? Vous ajouterez la révolte: Toute la tête est en douleur et tout le cœur est languissant. Depuis la plante du pied, même jusqu'à la tête, il n'y a rien d'entier en lui, mais blessures, meurtrissures et plaies pourries, qui n'ont pas été nettoyées ni bandées, et dont aucune n'a été adoucie avec de l'huile. Votre pays n'est que désolation et vos villes sont en feu. Les étrangers dévorent votre terre en votre présence, et cette désolation est comme un renversement fait par les étrangers. »

VI. *Le salut pour les fidèles persécutés* (1), sermon 14^e, sur ces paroles de saint Matthieu, ch. XXIV, v. 13: « Qui aura persévéré jusqu'à la fin sera sauvé. »

VII. *La réjection des tièdes*, sermon 10^e, sur les paroles de l'Apocalypse, ch. III, v. 15 et 16: « Je connais tes œuvres, c'est que tu n'es ni froid ni bouillant; à la mienne volonté que tu fusses froid ou bouillant! C'est pourquoi, parce que tu es tiède et que tu n'es ni froid ni bouillant, je te vomirai hors de ma bouche. »

La péroraison de ce dernier discours est remarquable par son énergie:

« Nous avons remarqué, dit l'orateur, que dans l'Evangile, Jésus nous dit que depuis les jours de Jean-Baptiste le royaume des cieux est forcé, et que ce sont les violents qui le ravissent. Mais, hélas! que le nombre de ces violents qui se mettent en état de ravir le royaume des cieux est maintenant petit. Maintenant il est fort difficile de se sauver: nous n'avons pas glorifié Dieu dans la prospérité; c'est pourquoi il veut que nous le glorifions dans l'adversité ou que nous périssions. Nous n'avons pas marché dans la voie du ciel, lorsque nous avions la liberté de le faire: c'est pourquoi Dieu y a mis de grandes difficultés, afin que nous réveillions notre zèle, si nous voulons nous sauver; et que ceux qui n'auront point de zèle périssent d'une perdition éternelle. »

(1) Il y a dans le texte imprimé: *persévérants*. Voir note XIII.

« Cependant on ne voit que tiédeur, que lâcheté et que timidité, quand il s'agit du service et de la gloire de ce grand Dieu. La moindre chose suffit pour empêcher la plupart des gens de se trouver dans les saintes assemblées. Ils voudraient que Dieu leur fit prêcher son Evangile selon leur commodité ; autrement ils ne daignent pas sortir de leurs maisons pour ouïr sa Parole et pour lui rendre le service qui lui est dû. La moindre menace qu'on leur fait de les mettre en prison ou de leur envoyer quelques soldats, pour leur faire manger une partie de leur pain et boire une partie de leur vin, est capable de leur faire renier de nouveau leur Sauveur.

« Lâches et infidèles chrétiens, qu'eussiez-vous fait au commencement du christianisme, lorsqu'on faisait dévorer les fidèles par les bêtes féroces, ou qu'on déchirait leurs corps avec des griffes de fer, ou qu'on leur faisait souffrir tous les autres tourments que l'enfer pouvait inventer ? Qu'eussiez-vous fait au commencement de la Réformation, lorsqu'on brûlait tout vifs ceux qui professaient la vérité ? Vous n'auriez pas voulu vous sauver à ce prix-là : et maintenant vous vous feriez mahométans, et pis encore, pour éviter de pareils martyres. Lâches et infidèles chrétiens, vous ne voulez donc pas suivre les traces de ces généreux fidèles qui, au commencement du christianisme et dans le siècle passé, souffrirent de si grands maux pour donner gloire à Dieu, pour acquérir ou conserver la précieuse liberté de le servir et de chanter ses saintes louanges ? Ah ! ne vous glorifiez point d'être le peuple de Dieu, puisque vous n'avez pas à cœur les intérêts de sa gloire et de son service. Ne vous vantez point d'être la postérité des saints, puisque vous n'êtes pas les héritiers de leur foi, de leur zèle et de leur constance. Vous êtes des enfants bâtarde, vous avez dégénéré de la piété des anciens fidèles. C'est pourquoi il ne faut pas s'étonner que Dieu vous ait chassés de sa maison, et qu'il ait transporté son chandelier.

« Vous ne laissez pourtant pas de vous flatter, sous prétexte que vous n'êtes pas entièrement froids et que vous sentez encore dans vos cœurs quelque amour pour la vérité et quelque désir de vous sauver. Mais....., dès que l'oppression ou la persécution est arrivée pour la Parole, n'avez-vous pas été scandalisés de la croix de votre Sauveur ? N'avez-vous pas abjuré sa sainte doctrine ? Et dès qu'on vous fait la moindre menace, n'êtes-vous pas tout prêts, pour la plupart, d'y renoncer de nouveau, de dire que vous ne connaissez pas Jésus-Christ, c'est-à-dire que vous ne faites pas profession de la vérité, que vous êtes des enfants de Babylone, que vous êtes du parti du Diable et de l'Antechrist, son grand ministre ?..

« Plût à Dieu que vous fussiez ou froids ou bouillants ; mais parce que vous êtes tièdes, Jésus-Christ proteste qu'il vous vomira hors de sa bouche. Il vaudrait bien mieux pour vous que vous n'eussiez jamais connu la voie de la justice, qu'après l'avoir connue vous retirer comme vous faites,

arrière du saint commandement qui vous avait été baillé, comme dit saint Pierre dans le deuxième chapitre de la deuxième épître catholique : car le serviteur qui aura su la volonté du Maître et qui ne l'aura pas faite, sera puni plus sévèrement que celui qui ne l'aura point connue et qui ne l'aura pas faite non plus...

« Ah ! si vous ne vous repentez, et si vous ne reprenez du zèle, le royaume vous sera ôté et sera donné à un autre peuple qui craindra mieux Dieu que vous ne faites, et qui aura plus de zèle pour son service et pour sa gloire. Pourquoi pensez-vous que Jésus-Christ ait vomi hors de sa bouche les Juifs et les antichrétiens, si ce n'est parce qu'ils s'étaient corrompus comme vous, et qu'ils s'étaient relâchés comme vous dans la piété. C'est pourquoi, si vous ne vous convertissez, il vous exclura de son alliance.

« Il y a longtemps que Dieu étend ses mains vers vous ; mais vous êtes toujours un peuple rebelle et contredisant. Vous perséverez toujours dans vos péchés et la plupart de vous dans votre infidélité. C'est pour cela que ce grand Dieu se hâte de se choisir un autre peuple, qui lui sera plus fidèle et plus agréable. Nous apprenons qu'il fait déjà de grandes conversions parmi les sauvages de l'Amérique et parmi les peuples barbares des Indes orientales, et nous verrons bientôt la conversion des autres peuples qui sont encore dans les ténèbres. Alors tous les fidèles seront dans la joie et dans le triomphe. Mais il est bien à craindre qu'en même temps Dieu ne rejette et ne fasse périr tant de faux chrétiens qui connaissent la vérité mais qui ne la confessent point, ou qui déshonorent Dieu par leur malheureuse conduite, comme il rejeta et fit périr les Juifs corrompus, lorsqu'il appela les Gentils à la connaissance de l'Evangile.

« Ayez donc pitié de vous-mêmes, mes chers frères ; retournez à votre Dieu, rendez-vous agréables à ses yeux, rallumez votre zèle ; donnez-lui gloire ; confessez la vérité, afin qu'il vous regarde en ses grandes miséricordes.....

« Retournons donc à notre Dieu, car nous nous sommes tous éloignés de ses saintes voies, les uns d'une manière, les autres d'une autre. Renonçons à tous les péchés qui ont irrité les yeux de sa gloire ; ayons toujours sa crainte devant les yeux ; obéissons à ses saints commandements ; détachons nos cœurs des biens du monde, qui ont fait périr tant de personnes ; mettons-nous en état de tout sacrifier pour le service de notre Dieu ; confessons hautement son saint nom, afin que ce grand Dieu ait pitié de nous, qu'il nous maintienne dans son alliance, qu'il nous tire de toutes nos détresses ; qu'il nous donne des jours de repos et de consolation au prix des jours auxquels nous avons senti tant de maux ; qu'il nous fasse la grâce de voir bientôt le rétablissement de ses Eglises désolées, qu'il nous donne la liberté

de le servir sans aucune crainte de nos ennemis, et qu'un jour il nous élève tous dans le palais de sa gloire, où nous célébrerons éternellement son saint nom. Ainsi soit-il. »

A la tête du volume se trouve une lettre adressée au roi de France par Brousson, qui depuis dix ans, dit-il, n'a cessé de faire parvenir des avis à Sa Majesté pour arrêter la persécution. Les ouvrages de Brousson sont rares ; cette lettre, en particulier, n'est pas mentionnée par la *France protestante*. Elle est si pleine d'éloquence et de hardiesse qu'on nous saura gré d'en donner quelques fragments qui peignent avec une vérité saisissante les douleurs et la foi des réformés à la fin du dix-septième siècle. Ce document est de 1692, année de la bataille de la Hogue.

AU ROI DE FRANCE.

« Sire,

« Claude Brousson, par la grâce du Seigneur, ministre du saint Evangile, votre très humble sujet, a recours *encore*, avec une humilité profonde, tant en son nom qu'au nom de ses frères, à la clémence, à l'équité et à la piété de Votre Majesté. Le Dieu du ciel et de la terre que nous servons avec pureté selon son commandement, a couvert Votre Majesté de vertus héroïques, et l'a élevée à un si haut degré de gloire et de puissance, qu'elle est devenue l'objet de l'étonnement et de l'admiration de tout le monde ; mais ce grand Dieu, qui est le roi des rois et le Seigneur des seigneurs, et de la bouche de qui Votre Majesté a reçu toute cette gloire et cette puissance, veut, Sire, que vous ayez pitié de ceux qui le craignent et qui le servent ; il veut que vous gouverniez son peuple avec douceur et avec équité.

« Permettez-nous, Sire, de représenter avec un profond respect à Votre Majesté, que selon les lois de votre royaume, lorsque Votre Majesté croit que quelqu'un de ses sujets mérite la mort, elle le fait accuser par son procureur général, qu'elle fait prouver le crime et qu'elle fait juger la demande en excès, comme on parle, par des juges modérés, non suspects et établis pour la défense des innocents. Lorsque Votre Majesté prétend aussi que les biens, dont quelqu'un de ses sujets jouit, lui appartiennent, elle fait établir sa demande de preuves authentiques, et elle la fait aussi juger par des juges équitables et non suspects ; elle pourrait le faire autrement, comme ayant la force en main ; mais elle ne le fait point parce que ce serait une violence (toute) contraire à la raison et à la (justice).

« Cependant, Sire, nous avons la douleur de voir que sous le règne de Votre Majesté, nous sommes abandonnés à des juges suspects et pas-

sionnés et à des troupes violentes et cruelles... On nous pille, on nous enlève nos enfants, on nous accable de maux, on nous disperse par toute la terre, et on confisque tous nos biens comme si nous étions chargés de crimes; et lorsque nous voulons rendre à Dieu les hommages religieux qui lui sont dus, on nous condamne aux galères, on nous fait pendre, on nous massacre inhumainement.

• Dieu nous ordonne de nous assembler au nom de son Fils Jésus-Christ, pour l'adorer en esprit et en vérité, pour invoquer unanimement son saint nom, pour célébrer sa gloire par le chant de ses louanges immortelles, pour méditer sa Parole et pour participer aux sacrements de son alliance, qui sont le gage de son amour et le sceau de notre salut; la Parole de Dieu est expresse sur ce sujet et en un très grand nombre d'endroits que nous marquons à la marge, et cependant Votre Majesté nous le défend; *Dieu le veut, et Votre Majesté ne le veut point. A qui devons nous plutôt obéir? Que Votre Majesté, s'il lui plaît, le juge elle-même.* Dieu n'est-il pas jaloux de sa gloire? Ne nous ordonne-t-il pas de lui obéir plutôt qu'aux hommes?... *Nous souhaiterions bien, Sire, de ne pas déplaire à Votre Majesté, mais nous ne pouvons pas révoquer les lois de Dieu,* qui est le souverain maître du monde, et qui nous commande de lui rendre dans nos saintes assemblées les services religieux que nous lui devons.

• Votre Majesté peut nous affliger et nous faire souffrir de grands maux comme elle a fait jusqu'à cette heure; pour ce, nous n'avons pu nous dispenser d'obéir à ce grand Dieu; mais ce grand Dieu écoute nos cris et nos gémissements, notre voix monte jusqu'à lui, notre sang crie devant son trône comme celui d'Abel; il connaît notre douleur, il voit du palais de sa gloire la dure servitude dans laquelle nous gémissons jour et nuit dans votre royaume; *c'est pour cela, Sire, que sa colère est embrasée contre vos Etats,* et qu'il consume continuellement votre peuple.

• On est toujours fort animé contre le très humble serviteur de Votre Majesté, qui, avec un très profond respect, lui présente maintenant cette requête, et on met tout en œuvre pour le faire périr; mais plutôt à Dieu qu'on eût voulu faire quelque attention aux fidèles avis qu'il a pris la liberté de donner, depuis plus de dix ans, à Votre Majesté, soit pour la détourner du dessein qu'elle avait formé d'abolir des édits de pacification, qui avaient rétabli le calme dans son royaume, et qui le faisaient fleurir depuis longtemps; soit pour la porter ensuite à réparer la brèche que l'abolition de ces sacrés édits avait déjà faite en la France, et à prévenir les calamités dont elle était encore menacée.

• J'ai aussi travaillé avec soin à faire connaître à Votre Majesté que la religion que nous professons est le pur Evangile de Jésus-Christ, que nous

sommes le peuple de Dieu, et qu'il importe pour le salut éternel de Votre Majesté, pour sa propre gloire, pour son propre intérêt, et pour le salut et le bien de tous ses sujets, qu'elle achève le grand ouvrage de la Réformation qui a été commencé dans votre royaume; cependant, parce que Dieu daigne m'appeler à instruire et à consoler son peuple, on fait continuellement de nouveaux efforts pour me perdre; mais mon Dieu que je réclame sans cesse ne m'a point abandonné jusqu'à cette heure, et j'espère qu'il ne m'abandonnera pas non plus à l'avenir; il m'a conduit jusqu'à cette heure au milieu des flammes, comme autrefois il conserva ses trois fidèles Hébreux dans la fournaise; il m'a délivré de la gueule du lion comme autrefois il en délivra Daniel. Je puis bien dire maintenant avec le Psalmiste, dans le psaume LXVI, verset 48 : « Si j'eusse pensé à quelque mauvaise chose dans mon cœur, le Seigneur ne m'aurait point écouté, mais certainement Dieu m'a écouté, il a été attentif à la voix de ma prière; béni soit Dieu qui n'a pas rejeté mon oraison, ni retiré de moi sa bonté. »

« Quand même on me ferait mourir, Dieu ne serait pas en peine de susciter par son Esprit d'autres personnes pour l'avancement de son règne et pour le salut de ses élus; si je venais à me taire, les pierres mêmes crieraient; cependant Dieu ne manquerait pas de venger mon sang d'une manière terrible, comme il venge déjà celui de mes frères qui travaillaient aussi à l'instruction et à la consolation de son peuple : » Ne touchez point à mes oints, dit ce grand Dieu dans le psaume CV, verset 45, et ne faites point de mal à mes prophètes. » En effet, dans le même psaume, verset 44, il est dit qu'il a même puni des rois pour l'amour d'eux.

« Permettez-nous, Sire, dans l'excès de notre douleur, de remettre devant les yeux de Votre Majesté le funeste accident qui lui arriva sur la mer dans le mois de mai de l'année que nous finissons; après toutes les choses que Dieu nous avait fait la grâce de représenter à Votre Majesté, nous avons quelque lieu de croire qu'elle aurait pitié de nos misères, et qu'elle nous donnerait la liberté de rendre à Dieu le service que nous lui devons; cependant la persécution fut terrible durant tout l'hiver passé...

« Toutes ces choses, Sire, nous accablèrent de douleurs, elles nous portèrent à redoubler nos cris vers le ciel, et Dieu oit notre voix du palais de sa sainteté; alors ce grand Dieu fit éclater sa colère d'une manière effroyable; le plus important de tous les desseins de Votre Majesté échoua, et la plus puissante armée navale qu'un roi de France eût jamais eue, fut dissipée et périt, du moins en partie.

« Il y a longtemps, Sire, que Dieu m'a mis au cœur de travailler à faire connaître la vérité à Votre Majesté; c'est pourquoi je ne fais pas difficulté de lui mettre devant les yeux les vérités les plus importantes et les mystères les plus sublimes, parce que j'espère qu'enfin, avec la grâce du Seigneur,

Votre Majesté reconnaîtra que les choses que je lui ai dites sont véritables, et que les maux que nous souffrons dans votre royaume ne peuvent qu'y attirer de grands maux.

« Le prophète Esaïe, dans sa révélation au chapitre XLIII, verset 14, avait prédit que *le cri des Caldéens serait dans les navires*. Les Caldéens étaient les enfants de Babylone, leur nom signifiait *destructeur*, et en effet ils désolèrent autrefois beaucoup de pays, mais surtout ils détruisirent Jérusalem, ils ruinèrent le temple de l'Eternel, ils abolirent son saint service, ils firent servir une grande partie de son peuple, ils en dispersèrent une autre partie par toute la terre, et ils tinrent longtemps le reste dans une dure captivité. Cette prophétie, dans son sens typique et mystérieux, se rapportait aux Caldéens mystiques qui sont les enfants de la nouvelle Babylone, qui désolent beaucoup de pays, qui détruisent la Jérusalem mystique, qui ruinent le sanctuaire du Dieu vivant, qui interdisent son saint service, qui font périr une grande partie de son peuple, qui en dispersent une autre partie par toute la terre, et qui tiennent l'autre dans une dure captivité. Dans les siècles passés, les Espagnols qui étaient alors fort puissants, étaient les principaux instruments dont la nouvelle Babylone se servait pour affliger le peuple de Dieu; mais lorsqu'ils voulurent achever de le détruire, et que, dans ce dessein, ils eurent équipé une armée navale formidable (1), Dieu fit périr cette grande flotte qu'ils appelaient *l'invincible*; alors le cri des Caldéens fut dans les navires.

« Dans ce siècle, permettez-nous, Sire, de dire à Votre Majesté ces vérités sur lesquelles il importe qu'il lui plaise de faire de sérieuses réflexions; dans ce siècle, votre royaume est devenu d'une façon particulière la nouvelle Caldée; il a désolé plusieurs pays, mais surtout il a ruiné la Jérusalem du Dieu vivant, il a démoli ses sanctuaires, il a aboli son saint service, il a fait périr une grande partie de son peuple, il en a dispersé une autre par toute la terre, et depuis longtemps il fait gémir tout le reste dans une dure captivité; c'est pourquoi lorsque Votre Majesté a formé des desseins pareils à ceux de Philippe II, roi d'Espagne, et que pour cet effet elle a équipé une puissante armée navale, Dieu a aussi dissipé cette belle flotte; alors le cri des Caldéens a de nouveau été dans les navires, les Caldéens ont de nouveau été engloutis par la mer teinte de leur sang, comme autrefois l'armée des Egyptiens, qui avaient aussi opprimé le peuple de Dieu, fut engloutie par la mer Rouge. »

Comme on le verra par la citation suivante, cette lettre fut envoyée au roi avec la première partie de l'ouvrage de Brousson, intitulé : *Remarques sur*

(1) L'invincible Armada, qui devait conquérir l'Angleterre pour y établir le catholicisme.

le *Nouveau Testament*, du P. Amelotte, Delft, 1697, in-12. Il y a une édition antérieure à 1697, puisque la lettre est de 1692.

« Il y a quelque temps, Sire, que dans une de mes épîtres à Votre Majesté, sur mes *Lettres aux catholiques-romains*, je marquais à Votre Majesté que j'espérais que Dieu me ferait la grâce de faire voir que dans cette traduction du Nouveau Testament, faite par l'ordre du clergé de votre royaume, on a falsifié plus de deux cents passages importants.

« C'est ce que je me propose maintenant de faire voir à Votre Majesté, avec l'assistance du Seigneur ; en même temps j'espère de mettre la vérité dans une si grande évidence, que les petits enfants même en pourraient juger. Agréez donc, Sire, que je prenne encore la liberté d'envoyer à Votre Majesté, la première section du traité que Dieu m'a fait la grâce de faire sur cette matière importante ; j'enverrai séparément les autres sections, si le Seigneur me le permet, afin qu'on puisse mieux peser les choses qu'elles contiennent ; Votre Majesté a de grandes occupations, mais elle n'a rien de plus important que les... de faire examiner et d'examiner elle... (le reste manque). »

Sans doute on s'attendait peu à une si mâle éloquence de la part du doux Brousson, l'auteur de la *Manne mystique*. C'est la naïveté des grandes âmes qui l'inspire toujours, bien que depuis plus de dix ans ses suppliques et ses avertissements au roi soient demeurés sans résultat. C'est bien le prophète Nathan disant au monarque souillé d'un crime : « Tu es cet homme-là, ô roi ! » Toutefois il y a ici plus que Nathan : c'est Nathan dont la tête est mise à prix, dont les intendants de toutes les provinces ont le signallement, avec ordre de l'arrêter comme un *homme fort dangereux* ; c'est Nathan grandi de toute la hauteur de la foi persécutée ; Nathan s'adressant non à David repentant, mais à Louis XIV toujours persécuteur !

Qui pourrait remarquer que la période de Brousson n'est pas celle de Bossuet, que le style traîne et languit parfois, qu'il y a des répétitions ! Après cette lettre au roi, relisez l'*Oraison funèbre du prince de Condé*, et le prince de l'éloquence ne vous paraîtra plus qu'un rhéteur. Bossuet avait son pavillon de Meaux (toujours debout) pour agencer ses inimitables périodes, Brousson n'a que les cavernes et les rochers, le fond des puits pour composer ses discours, et malgré cela, Brousson eut fait trembler sur son trône le plus fier des potentats, si ses lettres, aussi touchantes que véhémentes, avaient pu franchir les grilles de Versailles, ou si elles n'étaient arrivées au roi, conspuées et damnées par la bouche des confesseurs, et qui sait ? peut-être par la bouche de Bossuet-lui-même.

Bossuet, dans le sérail du roi très chrétien, ne savait qu'exalter jusqu'au ciel la piété de Louis ; le proscrit seul a une conscience et un cœur d'homme,

Brousson seul est homme et chrétien : les éclairs de liberté qui jaillissent de son âme sont des éclairs d'éloquence qui font pâlir celle de Bossuet.

Quelle histoire que celle de ce petit volume usé, taché, ignoble, que nous avons en main. Ecrit au désert par un futur martyr rentré en France pour prêcher l'Evangile; imprimé à l'étranger, rapporté dans le royaume par quelqu'un qui risquait les galères et peut-être la potence; copié pendant de longues veilles, dans un lieu retiré, par quelque autre qui risquait aussi sa vie; soigneusement caché, enterré pendant les perquisitions, sorti de terre seulement quand il fallait nourrir les âmes au désert; qui pourrait le feuilleter sans émotion, sans admirer le dévouement que la foi seule inspire, sans payer un tribut d'admiration et de reconnaissance à nos glorieux pères? Que Dieu nous donne un peu de cette foi, un peu de cette ardeur, et l'Eglise triomphera de tous les obstacles qui s'opposent encore à son développement.

Mais il y a du fanatisme dans ce zèle! — Où donc? — Ces menaces au grand roi, ces punitions qu'on lui dénonce comme un résultat de la révocation de l'Edit de Nantes! — Econtez un auteur peu suspect de fanatisme, et qui n'écrivait pas comme Brousson sous la hache des bourreaux; le dictionnaire de Bouillet, Bouillet lui-même qui depuis.... alors il ne songeait pas à vendre sa nomenclature dans les collèges des jésuites, s'exprime ainsi : *La révocation de l'Edit de Nantes vint interrompre le cours de tant de prospérités*. Lisez ensuite Bonnechose et tous les historiens, tous tiennent le même langage, tous rapprochent les malheurs de Louis XIV, les défaites et les deuils qui désolèrent sa vieillesse, de la Révocation qui en fut la principale cause. « La révocation de l'Edit de Nantes et la persécution des protestants, dit M. Charpentier (1), furent en même temps l'une des plus grandes fautes et l'un des plus grands crimes dont l'histoire moderne fasse mention.

« Elles ont été la première source de tous les malheurs de la France. C'est le point noir d'où sont sortis tous les orages qui l'ont assaillie depuis. »

Brousson, avec sa conscience et sa foi, parlait donc d'avance le langage de l'histoire; les fanatiques, ce sont ceux (et c'est presque toute la France) qui ont acclamé triomphalement la Révocation : la conscience chrétienne devance les siècles.

Entre plusieurs prières et *Complaintes de l'Eglise affligée* qui se trouvent dans le volume dont nous venons de parler, nous avons choisi la suivante, qui porte pour titre : *Prières et méditations pour le temps présent*.

(1) Prospectus de l'*Histoire des réfugiés*, par M. Ch. Weiss.

« O Dieu tout-puissant, Père miséricordieux, consolateur des affligés, source inépuisable de bonté, fortifie notre foi dans ce temps d'épreuve et d'affliction, affermis nos espérances et nous fais la grâce de souffrir patiemment et chrétiennement tous les maux dont on nous accable à cause de la profession de ta vérité. Si tu juges, grand Dieu, qu'il soit nécessaire de disperser tes troupeaux pour quelque temps, et d'en frapper les pasteurs, ne laisse pourtant pas de les prendre en ta garde; n'éloigne pas les bergers de telle manière qu'ils ne puissent dans peu de temps rassembler les brebis de ta bergerie et leur distribuer la pâture céleste dont elles ont besoin. Ne permets pas que la mémoire de ton nom soit abolie sur la terre, ni que tes sanctuaires soient entièrement démolis; laisse-nous quelque lieu où nous puissions t'invoquer et nous mettre à l'abri contre l'ardeur de ta colère. Réveille ta jalousie, ô Eternel, écoute les enfants d'Edom qui crient à plein gosier qu'il faut détruire notre Jérusalem, et renverser ses fondements qui ont été cimentés du sang de ton Fils Jésus-Christ et arrosés de celui de nos pères.

« Aie pitié de tes pauvres enfants, sois leur bouclier et leur retraite contre la fureur des peuples qui sont animés d'un zèle indiscret et sans connaissance. Puisqu'on ne veut plus nous souffrir dans notre pays natal, et que cependant il ne nous est pas permis de nous retirer ailleurs, pour y faire notre profession de la pureté de ta sainte religion, ouvre-nous la fente de la roche et le pertuis de la montagne, montre-nous le chemin du désert et des fourrés, afin que nous puissions nous y assembler pour invoquer ton saint nom, t'adresser nos supplications et répandre nos âmes en ta présence avec la douleur que nous ressentons de t'avoir offensé, et d'avoir attiré sur nous les plus terribles effets de ton courroux; car, hélas! nous n'avons plus de pasteurs, nous sommes sans nourriture spirituelle, et nous n'avons pas la liberté de nous trouver ensemble dans nos maisons, on ne nous permet pas de chanter le cantique de Sion, on prétend nous entretenir dans une affreuse ignorance et en nous remplissant les oreilles d'un langage que nous n'entendons point, qui, bien loin de servir à produire et à nourrir la foi dans nos cœurs, n'est propre qu'à engendrer la défiance et répandre le venin d'une religion fausse et corrompue; on veut, Seigneur, nous priver de la lecture de ta Parole, et on nous ôte tous les moyens par lesquels nous pouvons acquérir une parfaite connaissance du mystère que tu nous as révélé pour notre salut; on veut que nous nous prosternions devant les images, devant les représentations de prétendus saints qui n'ont jamais été dans le monde, que nous vénérions d'un culte religieux des peintures, que nous servions des statues de bois et de pierre, des marmousets d'or et d'argent, en les parant d'ornements magnifiques, allumant des lampes et des cierges devant eux, et en leur prodiguant l'encens qui est le signe le

plus essentiel du culte qu'on doit rendre à la seule majesté du Créateur ; on veut que nous ayons des médiateurs associés avec le seul médiateur entre Dieu et les hommes, à savoir : Jésus-Christ, notre Seigneur, dont on corrompt la religion par le mélange de fausses doctrines et par une infinité de superstitions et de cérémonies empruntées des Juifs et des païens ; on lance sur nous des anathèmes lorsque nous soutenons qu'on doit exactement pratiquer ce que notre Seigneur a ordonné dans la célébration de l'Eucharistie , et lorsque nous disons qu'il ne faut pas retrancher un des symboles du plus précieux gage de ton amour, puisqu'il nous représente vivement le sang qu'il a répandu pour le prix de notre rédemption ; on veut nous assujettir à invoquer des créatures, que nous chantions des hymnes et adressions des prières à leur louange, dont les termes et les expressions marquent le culte le plus saint, le plus ardent et le plus sublime, qu'on puisse rendre à la souveraine majesté du Créateur. On a même osé leur consacrer les psaumes que le prophète royal a composés dans la plus grande ferveur de son zèle, à l'honneur et à la louange unique de son Seigneur et de son Dieu ; on veut nous faire croire que de misérables pécheurs, en vertu de cinq paroles bien ou mal proférées, peuvent créer leur Créateur, et tenir en leurs mains Celui qui soutient tout l'univers ; on veut nous obliger à fléchir le genou devant du pain, et adorer des dieux que l'on promène en les portant dans les rues en procession, dans des jours de fête solennelle, dont les plus zélés persécuteurs du siècle passé ont eu tant de honte qu'ils en ont demandé l'abolition avec instance (1) ; on veut violenter nos esprits et nous forcer à croire à l'absurdité de la transsubstantiation, un prétendu feu de purgatoire et le sacrifice de la messe dont on ne trouve aucune trace en l'Ecriture sainte, ni dans la plus pure antiquité ; on veut que nos bonnes œuvres, notre justice, qui, selon le style du prophète, sont comme des drapeaux souillés, puissent mériter la gloire du paradis et la vie éternelle et bienheureuse ; on nous persécute pour ne pas croire l'infaillibilité de l'évêque de Rome, parce que nous ne voulons pas faire confession de nos péchés en détail et en débiter toutes les circonstances à l'oreille d'un prêtre, pour ne pas approuver le célibat des ecclésiastiques et l'abstinence des viandes, que les apôtres ont appelée doctrine du diable, puisque la couche sans tache est honorable entre tous, et que Dieu a créé toutes choses pour en user avec actions de grâce ; on veut enfin que nous embrassions une religion toute remplie d'inventions humaines, qui n'est qu'une pure politique mondaine, et dont la plus grande partie ne consiste qu'en des commandements d'homme, que le Seigneur déclare en termes formels ne lui être point agréable ; et parce qu'une bonne conscience est

(1) Sans doute allusion au colloque de Poissy.

selon Dieu, nous protestons qu'il nous est impossible d'être persuadé de la vérité et de la sainteté de tous ces dogmes que la Parole de Dieu condamne formellement.

« On nous charge d'opprobre et d'outrage ; on met en œuvre contre nous la violence, la fraude, le déguisement, la tromperie et la mauvaise foi, le mensonge, la calomnie ; on opprime notre innocence par de faux témoignages, on reçoit même contre nous ceux de nos plus cruels ennemis, on anéantit les promesses les plus saintes, les serments les plus sacrés, les édits les plus solennels et irrévocables ; on nous pille, on nous ôte tous les moyens de pouvoir subsister sur la terre ; on nous impose le joug de quantité (de choses contraires au) bon sens, à la raison et l'équité, contraires au droit des gens, aux préceptes de l'Evangile, à l'ordre de la Providence et aux lois que Dieu a établies dans le monde : on rompt les liens les plus sacrés de la nature et de la société ; on arrache les enfants du sein de leurs père et mère, et on sépare les femmes d'avec leurs maris ; ceux qui ont donné gloire à Dieu sont chargés de fers et de chaînes, condamnés aux galères à perpétuité comme des voleurs et des brigands, les autres périssent par faim et par la langueur, dans les cachots et les prisons ; on nous persécute même après cette vie, puisqu'on nous refuse la sépulture, qu'on nous a ôté nos cimetières ; et lorsque à la faveur de la nuit on tâche d'inhumer nos morts, souvent (surviennent) les peuples avec leurs directeurs, semblables et comme la troupe des corbeaux croassant après le pauvre corps qui ne demande que la terre.

« Comment entrer en communion avec des chrétiens qui autorisent et pratiquent de telles violences ? Morts ou vivants, Seigneur, nous sommes l'objet de la haine de nos compatriotes, exposés à la fureur des ennemis de la pureté de ton Evangile ; et pour comble de malheur l'un et l'autre sexe sont livrés à l'insolence du soldat impitoyable, nous sommes devenus la proie des dragons, pour l'amour de toi, ô Eternel ! Pour l'amour de toi nous sommes tous les jours livrés à la mort, et estimés comme des brebis de la boucherie ; nous n'avons plus d'asile, la fuite nous est interdite ; si nous nous plaignons on nous traite d'hérétiques, d'opiniâtres, de mutins et de rebelles, quoique nous ayons fait voir une fidélité constante, et que nous sachions craindre Dieu et honorer le roi, ne reconnaissant point d'autre vicair de Dieu sur la terre, ni personne qui puisse usurper l'autorité du Tout-Puissant, et ait le droit de s'attribuer une domination sur la conscience des hommes.

« Ceux de nos adversaires qui se vantent d'être les successeurs des apôtres, les dépositaires de la paix que notre Seigneur donna à ses disciples en quittant la terre, et les ecclésiastiques, dis-je, qui sont spécialement appelés à vivre en paix et à la procurer, montrent assez que c'est à faux titre

qu'ils prennent ces qualités, puisque dépourvus de charité et prévenant les jugements de Dieu, ils nous damnent sans miséricorde, qu'ils allument le feu, fomentent la haine dans l'esprit de leur peuple, montrant par leurs actions de quel esprit ils sont animés, et qu'ils sont les enfants de cette superbe princesse qui s'enivre du sang des martyrs, et qui dit en son cœur : Je siède (suis assise) reine, et je ne verrai point de deuil : le moyen, grand Dieu ! de subsister au milieu de cette génération perverse, le moyen de vivre dans une telle situation ? Qui est-ce qui est suffisant pour résister à ces épreuves ?

« Oh ! que c'est chose terrible de tomber entre les mains du Dieu vivant ! Eternel, ne nous reprends point en ta colère, et ne nous châtie point en ton courroux ; si tu as résolu de nous perdre, retire ton souffle et nous ne serons plus ; si tu veux nous détruire, que ce soit par les coups de ton bras, et que ta main nous réduise en poussière, sans nous abandonner à la rage des ennemis capitaux de ta vérité ; ne permets pas qu'ils exécutent leurs desseins, et que leurs complots prévalent contre un petit nombre de pauvres innocents qui ne leur font aucun mal. Délivre-nous des serres de ces vautours et des griffes de ces lions qui rugissent sans cesse pour nous engloûtir ! Ta gloire y est intéressée, car, pourquoi diraient les nations : Où est votre Dieu ? Eternel, retire plutôt notre âme, puisque nous ne sommes pas meilleurs ; mais, ô Père de miséricorde, retourne à tes compassions, afin qu'on ne dise pas : L'Eternel a oublié d'avoir pitié. Nous ne demandons pas, Seigneur, que tu ôtes l'affliction de dessus nous, car elle est bonne ; nous confessons que nous l'avons méritée, et nous savons que c'est par croix et tribulations qu'il faut entrer en ton royaume, mais nous te supplions de considérer que nous sommes des misérables détrempés de sens et de poussière, d'avoir égard à nos faiblesses et à nos infirmités, et de ne pas nous punir selon l'énormité de nos crimes ; et, selon l'étendue de ta grâce, suspends les coups de ton bras, et modère la rigueur de ta justice.

« Châtie-nous de verges d'homme, et comme un père fait à ses enfants, frappe, Seigneur, pourvu que ce soit en ta grâce ; n'épargne point, pourvu que ce soit en ta miséricorde, fais-nous passer au travers d'une mer de sang, abreuve-nous des eaux de Mara ; envoie-nous la famine et la disette, expose-nous aux morsures des serpents, que le soleil nous brûle pendant le jour, et que la gelée nous consume pendant la nuit ; fais-nous marcher toute notre vie par un grand et affreux désert, livre-nous entre les mains d'Amalek, et nous souffrirons tout avec joie, pourvu que tu nous soutiennes par ta gracieuse présence ; que ta nuée nous serve de guide pendant le jour, et que ta colonne de feu nous éclaire pendant la nuit ; nous passerons sans crainte par la vallée d'ombre de mort, pourvu que ta houlette nous

rassure, qu'on ne nous ôte point le flambeau de ta Parole, et que le Consolateur nous accompagne en soulageant de ta part nos faiblesses. Seigneur, demeure avec nous, car la nuit est venue; sauve-nous, car nous périssons; donne secours, car il en est temps; à toi se remet le troupeau désolé, et puisque c'est toi, grand Dieu, qui nous envoies cette affliction, nous mettons désormais le doigt sur la bouche, comme ton serviteur Job; nous nous humilions sous ta main et nous ne parlerons plus; mais nos larmes, nos soupirs, nos gémissements, nos infirmités, nos douleurs, notre sang et notre misère se présenteront continuellement devant tes yeux pour t'émouvoir à compassion; nous recevrons sans murmurer tous les coups de ta main, nous nous disposerons à souffrir les tourments les plus cruels, et nous regarderons la mort avec intrépidité pour montrer que, bien loin d'avoir honte de l'opprobre de notre Sauveur, nous nous faisons gloire de marcher sous les étendards de sa croix, et nous ferons voir à tout le monde que, quand bien même tu nous tuerais, nous ne laisserons pas d'espérer en ta bonté par le mérite de notre Sauveur et Rédempteur.

« Enfin, ô notre grand Dieu, nous osons encore te prier pour ceux qui ont abandonné ta vérité, soit pour ne l'avoir suffisamment connue, ou pour l'avoir négligée, soit par faiblesse et par infirmité. Seigneur, tu es la lumière du monde, tu fais remonter du sépulcre et tu vivifies les morts quand il te plaît, déploie maintenant ta puissance et ta vertu, redresse ceux qui se sont malheureusement égarés, ouvre leurs yeux, fais-en conler les larmes en abondance, brise leurs cœurs, fais que leur douleur soit si grande qu'elle engloutisse la crainte de tes justes jugements, et qu'elle ne cesse jamais jusqu'à ce qu'ils aient obtenu le pardon de leurs péchés.

« Aie pitié de plusieurs pauvres petits innocents que l'on arrache tous les jours du sein de ton épouse, de ceux même qui les empêchent d'aller à toi, et leur apprends que tu n'autorises point la violence, puisque tu es le Dieu de paix; pardonne à ceux qui nous persécutent, et ne leur impute point leurs péchés; donne secours à ton Evangile, avance le règne de ton Fils par toute la terre, et détruis toutes les puissances qui s'élèvent contre la pure connaissance de ton Christ; affermis ceux qui chancellent, console les affligés, sois le mari des veuves et le père des orphelins, le médecin des malades, le guide des voyageurs, et nous fais la grâce de comprendre combien cette vie est de peu de durée, afin que nous en ayons un cœur de sagesse, et qu'après l'avoir ici-bas employée à te bénir, nous puissions un jour te glorifier dans le ciel avec tous les saints bienheureux qui te louent incessamment. Amen. »

NOTES.

Nous sommes réduit à ajouter ici quelques pages contenant des faits qui ne sont venus à notre connaissance que pendant l'impression de notre travail, et qui méritent cependant de ne pas être laissés dans l'oubli. On verra que nous avons puisé abondamment dans le dernier volume de la *France protestante*, heureusement achevée.

I. — (Voir page 396.)

LAURENT DE NORMANDIE, né à Noyon, docteur en droit, maître des requêtes et lieutenant du roi dans sa ville natale, s'enfuit, pour cause de religion, à Genève; il fut reçu bourgeois de cette ville, le 8 septembre 1554, et entra dans le conseil des CC en 1559. Le 7 septembre de l'année 1552, le parlement de Paris le condamna, par contumace, à être traîné sur la claie et brûlé sur la place du marché de Noyon, ainsi que *Christophe Lefèvre, Lancelot de Montigny, Jacques Bernardy, Corneille de Villette, Nicolas Neret, Pierre Labbé, dit le Balafre, Nicolas Picot et Claude Dupré*, sans doute coupables comme Normandie, d'avoir préféré leur foi à leurs biens et à leur patrie. (*France prot.*)

Laurent de Normandie était ami de Théodore de Bèze avant sa conversion; c'est devant lui et devant Crespin que le futur réformateur prit l'engagement de faire légitimer le plus tôt possible le mariage de conscience qu'il avait contracté avec Claudine Denosse. (Piaux, *Hist. de la Réf. fr.*, I, 324.)

II. — (Voir page 411.)

LOUIS DE VAUDRAY (1), SIEUR DE MOY, puîné de la maison de Saint-Phal, fut un des plus grands capitaines de son temps et un des principaux chefs du parti huguenot. Il prit les armes dans la première guerre civile, et suivit Condé à Orléans; il prit part au combat de Châteaudun (à côté de Coligny), à la bataille de Dreux, etc., etc., fut nommé, par Coligny, commandant de la Rochelle, en remplacement de la Noue, fait prisonnier à Jarnac. • Après la perte de la bataille de Moncontour, il fut chargé de défendre Niort. Il y trouva Maurevel, qui, après avoir servi dans sa compagnie pendant la seconde guerre, avait passé sous le drapeau catholique, et était, depuis peu, rentré dans les rangs huguenots, avec le projet d'assassiner l'amiral, dont la tête avait été mise à prix. Loin de se méfier de ce traître, de Moy l'accueillit comme un ancien compagnon d'armes, et partagea avec lui sa bourse, sa

(1) Le Dictionn. histor. de M. Melleville le nomme Antoine.

table et même son lit. Quelques jours après, l'avant-garde ennemie parut sous les murs de Niort. Le vaillant capitaine fit une sortie et la repoussa. Comme il revenait de la poursuite, le lâche Maurevel, qui le suivait, lui lâcha un coup de pistolet par derrière, et sautant sur un cheval que sa victime lui avait donné, il s'enfuit... Pour récompenser ce vil scélérat « du « signallé service qu'il lui avoit faict, » Charles IX lui donna le collier de son ordre. »

De Moy fut transporté à la Rochelle, où il expira presque en arrivant. La seconde femme qu'il avait épousée, Marie de Juré, dame du Plessis-aux-Tournelles, devenue veuve, épousa Lanoue Bras-de-Fer.

Son fils Arthur tua l'assassin Maurevel, en 1583, dans la rue Saint-Honoré, et fut tué lui-même par un des gardes qui accompagnaient, sans cesse le *Tueur du roi*. (*France prot.*)

III. — (Voir page 413.)

DE VENDY, gentilhomme picard, fut laissé par Genlis pour commander Soissons, après la surprise de cette ville, en 1567. Les historiens catholiques reconnaissent que pendant les six mois qu'il occupa Soissons, il ne fit tuer personne, que ses soldats étaient bonnes gens et humains en leur huguenoterie, et qu'il faisait droit aux plaintes des catholiques. Seulement on lui reproche de n'avoir pas su empêcher ses soldats de dévaster les couvents et les églises. « Les catholiques n'étaient pas persécutés pour leur religion, » dit M. Henri Martin dans son *Histoire de Soissons*. Beaucoup d'entre eux allaient volontairement au prêche entendre les ministres « qui chantaient fort bien et mélodieusement les psalmes de David en français, et faisaient émouvoir à larmes et pitié plusieurs assistants, en faisant leurs prières; car ils pleuraient eux-mêmes. » Parmi les plus éloquents ministres, Dormay cite Vassoris et Hêlim; il y en avait donc encore d'autres. (*France prot.*)

IV. — (Voir page 458.)

HUGUES SUREAU DU ROSIER, né à Rozoy-sur-Serre, fut correcteur d'imprimerie avant de se vouer au saint ministère. C'était un homme instruit, mais faible, irrésolu, *d'un esprit contredisant et amateur de nouveauté*. Il fut quelque temps pasteur à Orléans, où il écrivit divers ouvrages de controverse. Ses liaisons avec des gens d'une orthodoxie suspecte, firent craindre à ses collègues qu'il ne provoquât un schisme, et on crut prudent de le placer dans les environs de Paris pour le mieux surveiller. Sureau fut arrêté et jeté à la Bastille, en 1566, comme auteur supposé du fameux pamphlet antimonarchique : *Défense civile et militaire des innocents et de l'Eglise de Christ*, qui avait paru en 1563. « On arrêta, dit Charles

Labitte, un ministre nommé Sureau, qui enseignait que le meurtre de Charles IX et de sa mère était permis, du jour où ils refusaient d'admettre l'Evangile calvinien; mais il fut relâché. » (*Démocratie... de la Ligue*, Introd., LI.)

Le ministre, en effet, eut peu de peine à prouver qu'il était étranger à la composition du libelle incriminé; ce qui, sans doute, avait fait peser le soupçon sur lui, c'est qu'il s'était distingué parmi les plus fougueux de ses confrères, en faisant l'apologie de Poltrot, l'assassin du duc de Guise. Mis en liberté, du Rozier assista Jean de L'Espine (1) dans une dispute publique contre des théologiens catholiques, en présence de Robert de la Mark, puis retourna dans son Eglise. A la Saint-Barthélemy, il essaya de s'enfuir et fut arrêté; la prison le convertit : il déclara au juge sa résolution d'embrasser le catholicisme, et alla abjurer à Paris, en présence de Charles IX. Il devint dès lors convertisseur, tentateur de ses frères, et tant que dura la surexcitation produite en lui par la terreur, il fut infatigable.

Charles IX le conduisit chez le roi de Navarre et chez le prince de Condé. A la menace du roi : *Messe, mort ou Bastille!* Condé avait fièrement répondu : « Les deux derniers à votre choix. » Sureau, qui était versé dans les matières de controverse, discuta avec beaucoup d'éloquence, et affirma que Rome était la véritable Eglise.

Les deux princes parurent frappés du raisonnement de l'apostat et déclarèrent, à la grande joie de Charles IX, qu'ils détestaient leurs anciennes erreurs et revenaient à la religion de leurs ancêtres.

Le prince de Condé ne s'était cependant rendu qu'à demi; il prit Sureau en particulier : « Ce que vous avez déclaré publiquement, lui dit-il, est-il vrai? N'est-ce pas la crainte qui vous a fait tenir un tel langage? » Sureau l'assura que non; et revenant sur les sujets déjà discutés, « il renchérit, dit de Thou, sur tout ce qu'il avait déjà dit. »

Le prince crut le ministre, ou mieux encore, il eut peur du logement qu'on lui préparait à la Bastille. Quoi qu'il en soit, on fit sonner bien haut le succès de Sureau. Le jésuite Maldonat le fit prêcher dans les principales églises de Paris, et ceux d'entre les protestants qui avaient échappé au massacre et qui manquaient d'une foi vivante, se laissèrent persuader par le ministre apostat.

Il semble que le succès aurait dû encourager Du Rosier; ce fut tout le contraire qui arriva. Peut-être que la résistance de Condé réveilla sa conscience; car son ardeur fébrile se calma bientôt considérablement. Envoyé à Sedan, pour travailler à la conversion du duc et de la duchesse de Bouillon, il laissa son collègue Maldonat s'acquitter seul de cette tâche ingrate.

(1) Voir page 415.

A Metz, où il fut envoyé ensuite dans le même but, il se contenta de prêcher une seule fois sur la succession épiscopale, et dès qu'il sut que sa femme et ses enfants étaient en sûreté à l'étranger, il sortit secrètement de la ville, gagna Strasbourg, puis Heidelberg, où il fit reconnaissance publique de sa faute. Cette rétractation ne rendit pas à Sureau l'estime de ses frères; il eut le sort des traîtres. Depuis ce temps, dit La Popelinière, « il vesquit en grande angoisse d'esprit. » Il se retira bientôt après à Francfort, où il entra comme correcteur dans une imprimerie; il y mourut de la peste avec toute sa famille, vers 1375. (*France prot.*; Puaux, *Hist. de la réf.*, II, 334; Labitte, *Démocratie... de la Ligue.*)

V.

Sur le rôle des pensions payées, en 1675, à des ministres apostats, nous avons trouvé J. LEDUC, du diocèse de Noyon, mentionné comme recevant une somme annuelle de 400 livres. (*France prot.*, IX, 6.)

VI. — (Voir pages 439 et 469.)

Nous avons dit que DU VEZ, seigneur de Villers-lès-Guise, quitta la France à la Révocation, et que sa fille Suzanne émigra aussi après la mort de son mari Daniel de Raineval; il faut ajouter qu'auparavant elle avait abjuré à Arras, le 10 février 1686, en même temps que la fille du ministre Saquier. On avait enlevé la fille de Suzanne, qui fut mise dans un couvent d'Ursulines.

La femme de Du Vez, dont nous ignorons le nom de famille, fut moins heureuse que son mari. • Arrêtée sur la demande de l'évêque de Noyon, elle fut enfermée dans un couvent, en 1686, avec Mesdames d'Horlie (Hertlies?) et de Fayet (*Arch.*, E., 3372). Cette dernière succomba et fut gratifiée d'une pension de 900 livres, tandis que Madame de Villers, restée inébranlable, fut transférée, en 1687, aux Ursulines de Noyon (*Ibid.*, E., 3373). • (*France prot.*)

VII. — (Voir page 547.)

La mère d'Anne et Elisabeth de Sains, Madame de Villers-Saint-Christophe, fut enfermée en 1687 dans le couvent des Ursulines de Noyon, à l'âge de 87 ans. (*Arch.*, M., 663). Elle avait cinq enfants. (*Fr. prot.*)

VIII. — (Voir page 551.)

JACQUES DE SAINT-LÉGEN, de Flavy, fut exilé, en 1741, à 20 lieues de son domicile, parce qu'il était allé se marier à Tournay, avec MARGUERITE DUMEZ.

PIERRE-ABRAHAM ALAVOINE, de Bohain, subit la même peine, pour avoir épousé, également devant le pasteur de Tournay, ANNE VILLETTE (*Arch.*, E., 3502.) (*France prot.*)

IX. — (Voir page 554.)

PIERRE-FRANÇOIS TINGRY, né à Soissons, en 1743, alla s'établir comme pharmacien à Genève, où il fut reçu bourgeois, le 10 septembre 1773; il fut ensuite nommé démonstrateur pour la chimie et l'histoire naturelle; ce fut sans doute pour cause de religion qu'il quitta la France.

« Les persécutions avaient, en effet, repris une nouvelle activité en Picardie, à partir de l'année 1766, que Saint-Florentin enjoignit à l'intendant Sauvigny de faire arrêter les deux frères Martin de Fublaines, qui avaient assisté à des assemblées religieuses, tenues dans la grange de la veuve Benoît (*Arch.*, E., 3598). En 1770, nouvel ordre du secrétaire d'Etat à l'intendant Le Pelletier de faire raser la maison où se réunissaient, pour célébrer leur culte, les protestants de Flavy-le-Martel, *afin de mettre un frein à leur licence*. L'incarcération du nommé Buis n'ayant pas suffi pour les intimider (*Ibid.*, E., 3602). Saint-Florentin recommandait aussi, au nom du roi,... d'arrêter, si faire se pouvait, les ministres qui prêchaient dans les environs de Saint-Quentin, et deux ans plus tard, il écrivait encore à Sauvigny de surveiller les assemblées protestantes à Meaux, en ajoutant : « Il • serait fort intéressant de pouvoir découvrir le ministre et de le faire arrêter. » (*France prot.*) L'arrestation de Brocá fut le fruit de cette recommandation.

X. — (Voir page 454.)

Il faut ajouter à notre liste de pasteurs le nom de MATTHIEU WATTEL, ministre de Guise, réfugié à Montbéliard, en 1562, et celui de PIERRE TROUILLARD, né à Sedan, où il soutint sa thèse, en 1639, sous Du Moulin.

Après avoir desservi plusieurs Eglises de Champagne : La Ferté-au-Vidame, Aï, etc., Trouillard fut appelé à Roucy, après 1669, et enfin à Calais. A la Révocation, il se retira en Hollande, puis en Angleterre, où il devint ministre de l'Eglise française de Cantorbéry. (*France prot.*)

XI.

Il faut ajouter Saint-Pierre et Voulpaix à la liste des lieux où l'on trouve des protestants, dans l'arrondissement de Yervins; — puis, Condren, dans l'arrondissement de Laon, et retrancher Bertancourt dans l'arrondissement de Saint-Quentin.

XII.

M. Marville fils, de Trosly-Loire, a bien voulu nous faire part des traditions protestantes conservées dans sa famille; nous les consignons ici :

Une dame *Henneret*, de Trosly, séquestra ses enfants pendant plusieurs mois, à la Révocation, pour ne pas les livrer aux convertisseurs.

Plusieurs membres de la famille *Bergeron*, de Trosly, et de la famille *Millet*, de Varennes (Oise), alliée aux *Bergeron*, émigrèrent les uns en Angleterre, les autres en Allemagne, à la même époque.

Une *Bergeron* réfugiée fut, nous dit-on, gouvernante des enfants des demoiselles de Saxe-Evrik, dont descendait feu la duchesse d'Orléans.

Un *Millet*, exempt aux gardes, fit, en cette qualité, les campagnes de Prague et de Fontenoy (1745). Rentré chez lui, il alla se marier à Tournay, avec une demoiselle *Henneret*, de Trosly. Pour éviter l'infamie de la claie à la dépouille mortelle du vieux soldat, les siens l'enterrèrent secrètement, sous un if, dans son jardin. « Ainsi, dit notre correspondant, pour les protestants, il y avait bien place, sous le feu de l'ennemi, dans les rangs des défenseurs de la patrie, mais non dans le cimetière du village. »

Les *Henneret* possédèrent jusqu'à la Révolution le fief *Bergeron*.

XIII. — (Voir page 530.)

Le discours prononcé dans la caverne de Vergèze, sans doute en 1693, fut aussi lu dans la Boîte-à-Cailloux près de Templeux, et c'est ce qui nous engage à en citer quelques fragments. C'est le quatorzième de *la Manne mystique du désert*, ou Sermons prononcés en France dans les déserts et dans les cavernes durant les ténèbres de la nuit et de l'affliction les années 1689-1693, par Claude Brousson, autrefois avocat au parlement de Toulouse, et maintenant par la grâce du Seigneur ministre du saint Evangile; avec cette épigraphe : *Si ceux-ci se taisent, les pierres même crieront* (Luc XIX, 40). Amsterdam, chez Henry Desbordes, 1695.

Il a pour texte ces paroles : *Qui aura persévéré jusqu'à la fin, celui-là sera sauvé* (Matth: XXIV, 13).

« ... Il faut donc, dit le prédicateur proscrit, que ceux qui en ce temps de détresse et de désolation veulent sauver leur âme, se mettent en état d'abandonner plutôt leurs maisons, pour se retirer sur les montagnes, dans les bois, dans les cavernes, ou dans les pays étrangers, que d'être infidèles à leur Dieu... Il faut donc que vous renonciez à ces malheureux biens, qui font damner tant de personnes, et que vous vous contentiez d'avoir votre âme pour butin : car aussi que vous servirait-il de conserver ces misérables biens, et de gagner même tout le monde, si vous faisiez perte de votre âme? Maintenant ceux qui par leur infidélité voudront sauver

leur vie, seront ceux qui la perdront : car Dieu les fera périr par les fléaux épouvantables, qu'il va envoyer sur ce malheureux royaume, et qu'il commence déjà d'y envoyer. Et au contraire ceux qui se mettront en état de perdre leur vie pour donner gloire à Dieu, seront ceux que Dieu conservera au milieu de tant de troubles et de calamités.....

« Nous avons vu, mes chers frères, que le salut n'est que pour ceux qui persévèrent dans la foi et dans l'obéissance aux commandements de Dieu. Mais, hélas ! qu'il y a peu de personnes en ce dernier et malheureux temps, qui fassent paraître cette sainte persévérance ! Au contraire, on ne voit que des malheureux, qui persévèrent toujours dans leurs péchés, c'est à dire, ou dans leurs jeux, dans leurs débauches et leurs ivrogneries, ou dans leurs impudicités abominables, ou dans leur luxe scandaleux et païen, ou dans un horrible attachement au monde, qui est leur idole, ou dans leurs fraudes, ou dans leurs injustices, ou dans leurs divisions, ou dans la damnable coutume de profaner le jour du Seigneur, qui ne doit être employé qu'aux exercices de la piété, ou dans celle de proférer des paroles sales et infâmes, ou de chanter des chansons impudiques ou profanes, ou de renier et de blasphémer le saint nom de Dieu, à l'ouïe duquel toute créature doit trembler.....

« On voit aussi un grand nombre d'âmes déloyales, qui persévèrent toujours dans leur révolte, comme les démons. C'est une chose humaine que de faillir ; mais c'est une chose diabolique que de persévérer dans sa faute, et surtout dans un crime aussi abominable que l'apostasie et l'infidélité.

« Tous ces divers pécheurs ne laissent pourtant pas de se flatter, et d'espérer que Dieu leur fera miséricorde et qu'il les délivrera. Mais, comme dit Esaïe dans le cinquante-septième chapitre de ses Révélations, *il n'y a point de paix pour les méchants, a dit mon Dieu*. Ce grand Dieu délivrera bien ceux qui lui sont fidèles et qui souffrent pour son saint nom ; mais par les fléaux de sa vengeance il fera périr tous les pécheurs endurcis.

« Si vous vous flattez dans vos péchés, nous ne devons pas vous flatter de même, de peur que nous ne fussions coupables de votre sang devant Dieu. Nous serions des prévaricateurs et des ministres de mensonge, si nous disions : Paix, paix ! quand il n'y a point de paix pour ceux qui persévèrent dans leurs vices ou dans leur infidélité. Vous, entre les autres, qui vous souillez toujours dans l'idolâtrie, vous avez plusieurs fois ouï la voix qui crie du ciel : *Sortez de Babylone, mon peuple*... Mais jusqu'ici vous n'avez pas ajouté foi à la Parole de Dieu ; vous avez méprisé ses exhortations et ses menaces ; vous avez rejeté sa voix ; c'est pourquoi comme vous participez aux péchés de Babylone, vous serez aussi consumés par les divers fléaux de la justice divine...

« Ha ! que vous êtes malheureux, vous principalement qui, étant sortis de Babylone, y retournez pour éviter la persécution ! Votre dernière condition sera pire que la première. Vous voulez conserver des biens périssables, et vous perdez les biens éternels... Vous voulez conserver une vie passagère et méprisable, et vous vous exposez à être acablés en ce monde par les jugements de Dieu, et en l'autre, à être privés pour jamais de la gloire et de la félicité du ciel, et à être condamnés aux flammes éternelles de l'enfer.

« Hélas ! est-ce donc en vain que nous vous avons fait tant d'exhortations au nom du Seigneur, et que nous nous sommes exposés à tant de misères, à tant de fatigues et à tant de dangers pour vous ramener de votre égarement ? Est-ce en vain que vous avez pris vous mêmes tant de peine durant la nuit, pour vous trouver dans les saintes assemblées, et que vous vous êtes aussi exposés à tant de dangers pour ouïr la Parole de

Dieu ? Vous l'avez écoutée avec plaisir, lorsqu'elle vous a été prêchée, mais vous ne l'avez pas mise en effet.....

« Souvenez-vous que la gloire et la félicité du ciel n'est pas pour les âmes lâches et infidèles, qui se laissent abattre au moindre vent de persécution. *Le royaume des cieux est forcé, et ce sont les violents qui le ravissent.....*

« Les fidèles ont toujours à combattre contre la chair, contre le monde, contre le diable, contre la misère, contre l'opprobre et contre la fureur des ennemis de la vérité. Mais la couronne de vie, la gloire et la félicité du ciel n'est que pour ceux qui auront vaincu. Il est vrai que dans ce combat continuels les fidèles sont quelquefois abattus, mais ils se relèvent bientôt. Saint Pierre fut trois fois renversé par terre dans une seule nuit, mais il se releva incontinent, il pleura amèrement son péché, et il alla confesser son Sauveur par tout le monde.

« Si vous voulez donc être sauvés comme lui, il faut que, comme lui, vous arrachiez à vos ennemis la victoire que vous leur avez laissé remporter avec tant de facilité. Il faut que vous vous releviez pour une bonne fois, que vous vous armiez de zèle et de courage, que vous combattiez le bon combat, que vous gardiez la foi, et que vous acheviez heureusement votre course, afin que vous obteniez la couronne de justice que Dieu prépare à ceux qui auront vaincu et persévéré jusqu'à la fin..... »

XIV.

REMI OUDIN (*Casimir*), savant critique et historien, né à Mézières en 1638 et mort à Leyde, non, comme nous l'avons dit, en 1688, mais en 1717.

Élevé au collège des jésuites de Charleville, il entra dans l'ordre de Prémontré, en 1653, et prit alors le nom de Casimir. Il fit sa théologie dans l'abbaye de Bucilly, fut nommé professeur à l'abbaye de Mureau, en 1669, devint grand-prieur de ce monastère, obtint la cure d'Épinay, sous Gamaches, en 1673, et rentra au couvent de Bucilly, en 1678, pour s'y livrer tout entier à l'étude. En l'absence de l'abbé et du prieur il dut complimenter Louis XIV, qui visita le couvent en 1680 ; Oudin s'acquitta de cette tâche « avec toute l'habileté du plus fin courtisan. Ses flatteries charmèrent le grand roi, qui daigna témoigner son étonnement de ce qu'un homme de ce mérite restait confiné dans un désert ; malheureusement pour sa fortune, Oudin laissa percer dans la suite de la conversation son dégoût de la vie monastique, et cette maladresse le perdit dans l'esprit du bigot Louis XIV, qui lui ordonna de se retirer. »

Peu après, l'abbé de Prémontré, Michel Colbert, le chargea d'extraire des archives de l'ordre les pièces qui pourraient servir à une histoire littéraire dont il s'occupait. Au retour du voyage qu'il avait fait dans ce but, Oudin fut nommé, en 1682, sous-prieur de l'abbaye de Cuissy. En 1683 il alla habiter Paris et se mit en relation avec les bénédictins de Saint-Maur, et avec le savant ministre Jurieu. Cette dernière liaison le fit reléguer à l'abbaye de Resson, où il fut traité avec une grande sévérité.

Evadé de ce couvent, il passa en Hollande en 1690, abjura publiquement

à Leyde et fut nommé sous-bibliothécaire de l'Université, place qu'il remplit jusqu'à sa mort. Il rendit compte des motifs de sa conversion dans un ouvrage publié, en 1692, sous ce titre : *le Prémontré défroqué*, et fit paraître plusieurs ouvrages importants sur les auteurs ecclésiastiques. (*France prot.*)

A la Révolution, il y avait encore à Bucilly dix-neuf religieux prémontrés, jouissant de 63,000 livres de revenu. (Melleville, *Dict. hist.*)

ERRATA. — Une faute d'impression nous a fait dire, page 412, que 1,200 nobles furent massacrés au Louvre à la Saint-Barthélemy; c'est deux cents qu'il faut lire. Le chiffre 1,200 se rapporte aux gentilshommes massacrés dans Paris. En outre, Renel et Larochehoucauld ne furent pas tués au Louvre; le dernier fut massacré dans sa maison; le premier s'était jeté, en chemise, dans un bateau, pour traverser la Seine, et allait s'échapper, quand son propre cousin, Bussy d'Amboise, le tua d'un coup de pistolet. (Voyez *La Saint-Barthélemy*, par Ath. Coquerel fils, Paris, 1859, in-8°, p. 50.)

C'est à tort que nous avons dit, page 424, que le Dictionnaire historique de M. Melleville ne parle pas de Leval. Voici ce qu'il en dit : « Val (le), hameau dépendant de Leschelle. C'était jadis un fief. 1383, Gérard de Vivat, sire de Leval. »

A la page 387, au lieu de : synode de 1770, lisez 1779.

Les guillemets de la note page 452 doivent être supprimés.

Page 466, au lieu de : Marthe de Foy, lisez Du Fay.

Page 458, au lieu de Bertancourt-Epourdon, lisez Bertaucourt.

O. DOUEN.

BIBLIOGRAPHIE.

Tome IX et dernier de la FRANCE PROTESTANTE de MM. Haag.

(1^{re} et 2^e partie.)

Rossel, famille noble du Languedoc.

— (Jacob), baron d'Aigaliers, agent du gouvernement auprès des Camisards.

— (N.), ministre à Anduze.

— (Josué), ministre au Vigan.

— (Théophile), ministre apostat.

Ros-elet, famille de Bretagne réfugiée à Neuchâtel.

— (Charles-Ernest), juricons.

— (Claude), ministre à Nîmes.

Rosset (Charles de), partisan des Camisards.

— (François de), littérateur.

- Rotan (Jean-Baptiste), célèbre ministre protestant.
 Rotolp, famille noble du Castrais.
 — (Abel), sieur de La Devèze, pasteur à La Haye.
 Rou (Jean), secrét.-interp. des Etats-généraux et ses descendants.
 Rouault (Nicolas), sieur de Gamaches, capitaine hugenot.
 Roubilliac (Louis-Franç.), habile sculpt.
 Rouquet (N.), peintre en émail.
 Rouspeau (Yves), pasteur à Pons.
 Rousseau, famille parisienne réfugiée à Genève.
 — (Jacques), joaillier du Schah.
 — (Jean-Jacques), un des plus illustres philos. du XVIII^e siècle.
 — (Jacques), excellent peintre de paysage.
 — (Pierre de), prêtre converti au protestantisme et martyr.
 — (Samuel), orientaliste.
 Roussel (Alexandre), pasteur du désert et martyr.
 — (Gérard), un des premiers propagat. de la Réforme en France.
 Rousset-de-Missy (Jean), publiciste et historien.
 Ronssier (Abraham), grammairien.
 Roussillon (Etienne), min. à Pignan.
 — (Jacques), ministre à Lunel.
 Rouveau (Jacques), pasteur à Gien.
 Rouvillasc, famille dauphinoise réfugiée en Prusse.
 Rouvray (N.), capitaine hugenot.
 Roux (Antoine), notaire du Vivarais.
 — (Claude), sieur de Marsilly, ennemi fanatique de Louis XIV.
 — (François), professeur de langue française à Léna.
 — (Jean), pasteur du désert.
 — (Louis), ministre à New-York.
 Roy (Philibert), réfugié à Genève.
 — (Albert), professeur de théologie à Lausanne.
 Royère (N.), ministre en Hollande.
 Rozel, famille noble du Languedoc.
 — -de La Clotte.
 — -de Valobscure.
 — -de Lhom.
 — -de Saint-Sébastien.
 — -de Nîmes.
 — -de Causse.
 Rozen (Reinhold de) commandant en chef de toute l'Alsace.
 — (Jean de), gouverneur de Thann.
 — (Conrad de), maréchal de camp, apostat.
 Rozier (Claude), martyr.
 Ruével (Antoine), ministre apostat.
 Ruhl (Philippe-Jacq.), conventionnel.
 Rulman (Anne), principal du collège de Nîmes.
 — (Anne), avocat à Nîmes et anti-quaire.
 Ruzé (David), habile jardinier réfugié à Berlin.
 Sabattier (Antoine), martyr.
 — (François), confesseur.
 — (Salomon), prophète camisard.
 Sachse (Jean-Melchior), professeur de droit à Strasbourg.
 Sacrelaire (Isaac), médecin et homme de lettres.
 Sage (Abraham), régent au collège de Genève.
 Saillens (Pierre), médec. de Montpellier.
 Sains, famille noble de Picardie.
 Saint-Aignan (Hercule), dit le capitaine Des Marais, victime de la réaction catholique.
 Saint-André (Jean de), sieur de Saint-Romain, archev. d'Aix, converti au protestantisme.
 Saint-Délys (Robert de), gouverneur d'Abbeville, victime du fanatisme, et ses descendants.
 Saint-Geniès (N. de), victime du fanatisme catholique.
 Saint-Georges, famille prot. du Poitou.
 — -Vérac.
 — -Sceaulx.
 — (Louis de), sieur de Marsay, hugenot zélé.
 — (Armand-Louis), comte de Marsay, ministre du roi d'Angleterre en Suisse.
 — (Gabriel-Louis), maréchal de la cour de Guillaume V.
 — (Gabriel-Henri), chambellan du roi de Hollande et ses descend.
 — (Charles-Hector), écriv. mystique.
 Saint-Glain (N. de), homme de lettres.
 Saint-Hilaire (Philippe de), ministre à Nantes.
 Saint-Hyacinthe, nom de fantaisie pris par Hyacinthe Cordonnier, écrivain célèbre.
 Saint-Léger (N. de), sieur de Boisrond, capitaine hugenot.
 Saint-Martin (Armand de), conseiller au parlement, de Paris et ses desc.
 — (N. de), lieutenant de Crussol, dans le Vivarais.
 Saint-Matthieu, capitaine hugenot.
 Saint-Michel, capitaine hugenot.
 Saint-Ours (Jean-Pierre de), peintre d'histoire.
 Saint-Paul (François de), ministre prot.
 Saint-Paul (Thomas de), martyr.
 Saint-Quentin (Claude de), baron de Blet, président de l'assemblée politique de Grenoble.
 — (Daniel de), victime des missions bottées.
 Saint-Sébastien (N. de), défenseur de Saint-Antonin en 1622.
 Saint-Simon (N. de), sieur de Chante-loup, capitaine hugenot.
 — (Jean-Antoine de), marquis de

- Courtomer, président de l'assemblée politique de La Rochelle à plusieurs reprises.
- (Cyrus-Antoine), mestre de camp.
- (Léonor-Antoine), commis pour l'exécution de l'édit, et ses desc.
- Saint-Vertunien (François de), médecin de Poitiers.
- Sainte-Hermine (Joachim de), sieur Du Fa, capit. huguenot et ses desc.
- Sainte-Marie (Jacques de), capitaine huguenot et ses fils.
- Sainte-Marthe (Charles de), lieutenant criminel à Alençon, poète.
- Sainte-Maure (François de), baron de Montansier, et ses descendants.
- Saladin (Jean-Louis), hab. négociateur.
- Salendre (N.), martyr.
- Salettes (Arnand de), ministre protest.
- (Jean de), apostat.
- Salignac (Jean de), professeur d'hébreu, partisan de la Réforme.
- Sallé (Claude), peintre.
- Sallenave (Henri de), jurisconsulte.
- Salles (Jean-Bernard de), gouverneur de Navarreins en 1620.
- Salmon (Charles), précepteur de Catherine de Bourbon, victime de la Saint-Barthélemy.
- Salomon (Jean-Georges), peintre du roi.
- Saltzmann (Jean-Rodolphe), médecin et professeur à Strasbourg.
- (Balthazar-Frédéric), pasteur à Strasbourg.
- (Jean), habile chirurgien.
- (Jean-Rodolphe), pasteur à Sainte-Marie-aux-Mines.
- Salusses-de-Molans (Jacques de), capitaine huguenot.
- Saluste (Guillaume de), sieur du Bartas, poète célèbre.
- Salvart (François), pasteur à Castres.
- Salvay (N. de), pasteur à Annonay.
- Salve (Pierre de), pasteur sous la croix.
- Salvert (Henri de), premier pasteur de l'église du Mans.
- Samson (Pierre-Auguste), traducteur.
- Sandres (Simon de), gouverneur de Lunel et ses descendants.
- Santerre (Pierre), musicien.
- Saporta (Antoine de), chancelier de l'université de Montpellier.
- Sarrabat, famille d'artistes.
- (Isaac), graveur.
- Sarrasin, famille réfugiée à Genève.
- (Philibert), médecin de l'Hôtel-Dieu de Lyon.
- (Jean), docteur en droit, publiciste et négociateur.
- (Jean), ministre à Lyon, puis à Genève.
- (Jean-Antoine), médecin du roi de France, etc.
- Sarrau (Jean), conseiller secrét. du roi.
- (Claude), conseiller au parlement de Paris et philologue érudit.
- (Isaac), min. à Bordeaux, apostat.
- Sarret, famille protest. du Languedoc.
- Satur (Thomas), pasteur à Montauban.
- (Jérôme), pasteur à Morsain.
- Saulas (Gilles), min. à Valence, martyr.
- Saumaïse (Claude), savant universel, surtout cél. comme critique.
- Sannier (Antoine), compagnon d'œuvre de Farel.
- (Henri), pasteur à Berlin.
- Saur (Jean-Jacques), directeur des mines de la Lorraine.
- (Jean-Daniel), correspondant de l'Académie des sciences.
- Saurin (Elié), pasteur d'Embrun, réfugié en Hollande.
- (Joseph), ministre apostat.
- (Jean), gouverneur de Sommières.
- (Jean), avocat, secrétaire de l'Académie de Nîmes.
- (Jacques), le plus célèbre orateur de la chaire parmi les protestants français.
- (Louis), doyen de Saint-Patrick en Irlande.
- (William), attorney-général pour l'Irlande.
- (James), évêque de Dromore.
- Saussure (Antoine de), grand fauconnier du duc de Lorraine, réfugié en Suisse, et ses descendants.
- (Nicolas de), agronome.
- (Horace-Bénédict), géologue et physicien célèbre.
- (Nicolas-Théodore), prof. de théol. à l'Académie de Genève.
- Sauvage (Charles), moine converti au protestantisme.
- (Daniel), past. à Southampton.
- (François), pasteur à Florac.
- (Jean), ministre à Bergerac.
- (N.), capitaine huguenot.
- Sauvain (Louis de), sieur du Chailard, capit. huguenot et ses descend.
- Saux (N.), chef des huguenots de Toulouse en 1561.
- Savigny (Frédéric-Charles de), un des plus savants jurisconsultes en Allemagne.
- Savion (Louis), réfugié à Genève et ses descendants.
- Savoie (Claude de), comte de Tende, chef des huguen. en Provence.
- (René de), sieur de Cipières, capitaine huguenot.
- Savois (Pierre), pasteur à Castres.
- Savonière (N.), zélé huguenot de Montauban.
- Savoye (Daniel), peintre et graveur.
- Saxe (Arminius-Maurice de), maréchal de France.
- Say (Samuel), poète anglais.
- (Thomas), naturaliste américain.

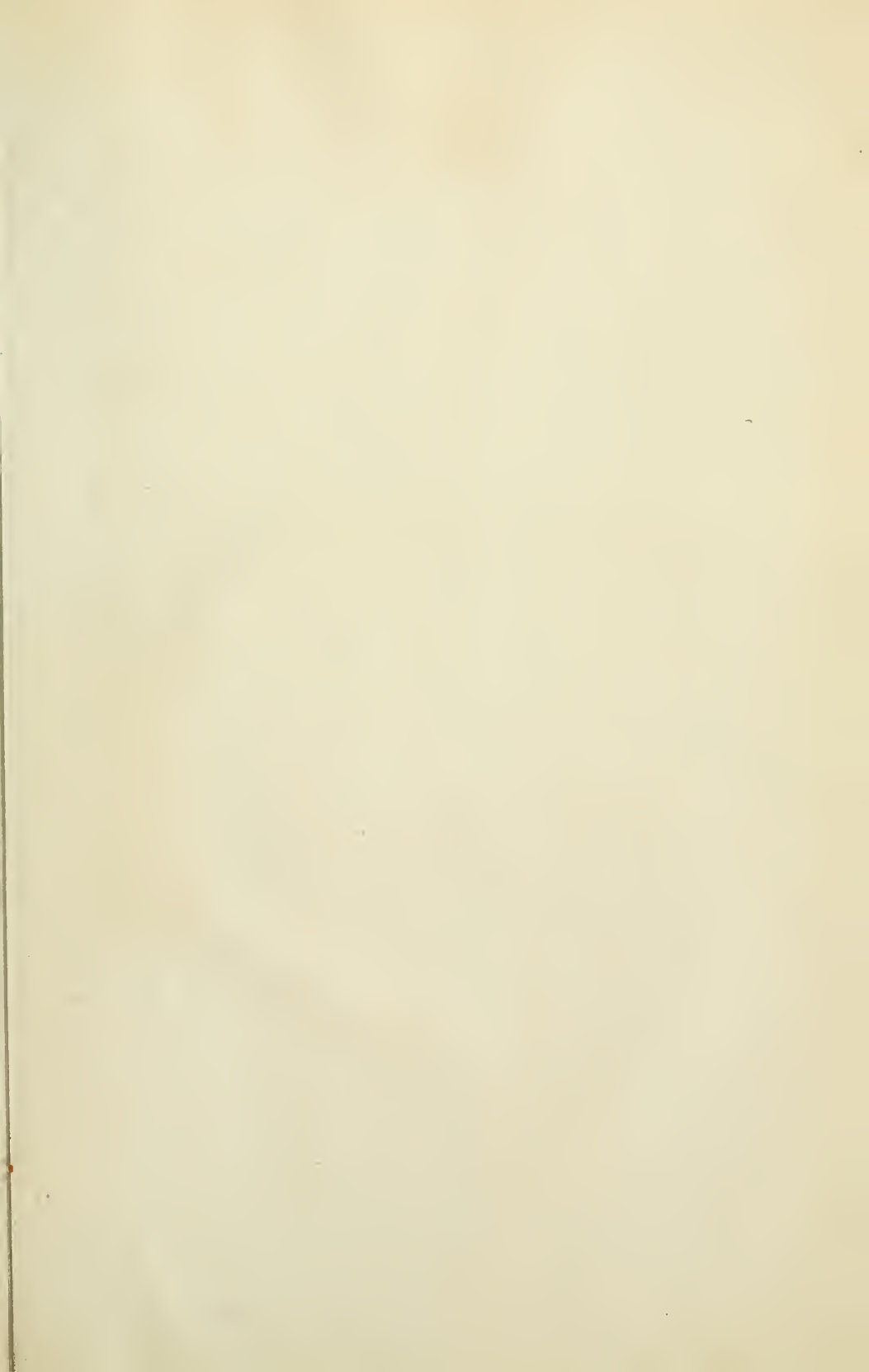
- (Jean-Baptiste), économiste.
 Scalberge (Pierre), peintre.
 Schad (Daniel), pasteur à Oberkirch.
 — (Elie), prof. d'héb. à Strasbourg.
 Scheffer (Jean), savant philologue et antiquaire, professeur à Upsal.
 — (Henri-Théophile), chimiste.
 Schatz (Jean-Jacques), gymnasiarque et bibliothécaire à Strasbourg.
 Scheidt (Balthazar), savant hébraïsant.
 — (Jean-Valentin), professeur de pathologie à Strasbourg.
 Schérer (Jean-Frédéric), prof. des langues orientales à Strasbourg.
 — (Jean-Benoît), hist. et publiciste.
 Scherz (Jean-George), prof. de droit et philologue à Strasbourg.
 Schilling (André), professeur de médecine à Strasbourg.
 Schmid (Jean), professeur de théologie à Strasbourg.
 — (Jean-Frédéric), avocat-général à Strasbourg.
 — (Sébastien), professeur de théologie à Strasbourg.
 Schmied (Jean), propagateur de la Réforme chez les Grisons.
 — (Jean-Georges), poète burlesque.
 Schneller (David-André), ingén. milit.
 Schneuwyl (Jean), prêtre cath. converti.
 Schœpflin (Jean-Daniel), historiographe du roi de France, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.
 Schomburg (Frédéric-Armand de), maréchal de France et ses desc.
 — (Frédéric de), maréchal de camp.
 — (Meinhardt de), duc de Leinster, brigadier de l'armée anglaise.
 Schrage (Jean-Adam), avocat à Strasbourg.
 — (Frédéric), professeur de droit.
 Schuch (Wolfgang), curé conv. et mart.
 Schuler (Gervais), pasteur à Bischwiller.
 — (Jean), curé de Colmar, partisan de la Réforme.
 Schultzeiss (Nicolas), statmeister de Colmar.
 Schweighäuser (Jean), célèb. helléniste.
 Scoffier (Jean de), historien.
 Scot (Guillaume), conseiller au parlement de Rouen.
 Sebish (Melchior), professeur de médecine à Strasbourg.
 — (Jean-Albert), prof. de médecine.
 Secondat (Jean de), sieur de Montesquieu, cons. du roi de Navarre.
 Séguier (Nicolas), ministre à Payerne.
 — (Pierre), prophète camisard.
 Séguiran (André), ministre à Dieppe.
 — (Henri), capitaine huguenot.
 Ségur (Bérard de), baron de Pardaillan et ses descendants.
 — (Jacques de), ambassadeur du roi de Navarre, etc.
 Seigneron (N.), lieutenant-général de Casteljaloux.
 Seignette (Pierre), médecin apostat.
 Semé (Anne), jeune fille de Saint-Jean d'Angle.
 Sérme (N. de), capitaine huguenot.
 Serebier (Claude), du Dauphiné, réfugié à Genève et ses descendants.
 — (Jean), natural. et bibliographe.
 Senneterre (Madelaine de), l'héroïne du XVI^e siècle.
 Sepays, juge de Négrepelisse.
 Sergent (Louis), confesseur.
 Serre (Pierre), prêtre conv. et martyr.
 — (Pierre), pasteur réfing. en Suisse.
 Serres, famille languedocienne.
 — -Fromental.
 — -Du Pradel.
 — (Olivier de), le père de l'agricult.
 — (Jean de), théologien, philosophe, historien et poète.
 — (Etienne), confesseur.
 Serval (Jean), gantier réfugié à Berlin.
 Servet (Michel), théologien et médecin, victime du fanatisme calviniste.
 Servin (Louis), avocat général au parlement de Paris.
 Sevin (Jean), pasteur à Damiatte.
 Sibert, famille protestante d'Orange.
 Sibiville (Pierre de), frère mineur, sectateur de la Réforme.
 Sigournay (N.), littérateur.
 Silbermann (André), facteur d'orgues, et ses descendants.
 Silberrad (Jean-Martin), professeur de droit à Strasbourg.
 — (Elie), professeur de théologie.
 Simiane (Jean Baptiste de), évêque de Vence, converti au protestant.
 Simon, famille d'artistes.
 — (Jean), dessinateur et graveur.
 — (N.), confesseur.
 Simond (Pierre), past. de Drackenstein, au Cap de Bonne-Espérance.
 Simonde-de-Sismondi (Jean-Charles-Léonard), historien et économ.
 Simon (Alexandre), min. à Châteaudun.
 Sirven (Pierre-Paul), victime du fanatisme catholique.
 Sœll (Christophe), diacre de l'église de Sainte-Aurèle à Strasbourg.
 Soléry (Pierre), médecin d'Aurillac.
 Solomeau (Pierre), ministre à Vendôme.
 Sonis (Bernard), profess. à Montauban.
 Sorbière (Samuel), médecin et littérateur apostat.
 Sore (Jacques), amiral huguenot.
 Sorel (Jacques), min. à Troyes, martyr.
 Sorret (Jean), martyr.
 Soubeyran (Pierre), dessinateur et grav.
 Soubiran, famille noble du Castrais.
 Souchon (Jean-Louis), galérien pour cause de religion.
 Souligne (N.), écrivain.
 Souverain (Matthieu), ministre de Mou-

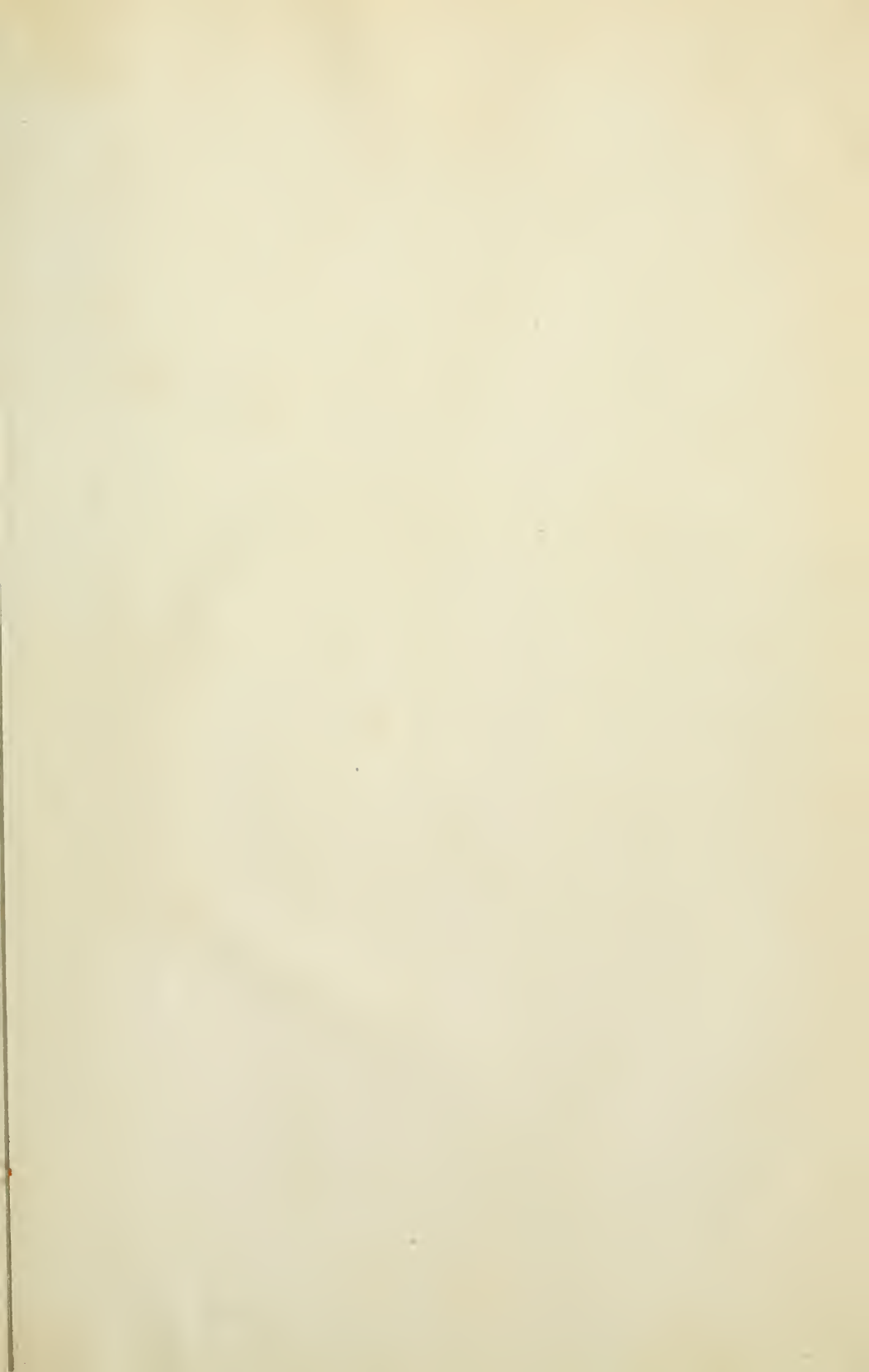
- champs, déposé comme arménien.
- Sovisse (Georges), ministre apostat.
- Spach (Israël), professeur de médecine à Strasbourg.
- Spangenberg (Wolfrath), helléniste.
- Specklin (Daniel), architecte et chroniq.
- Spener (Philippe-Jacob), célèbre théologien luthérien, chef de la secte des piétistes.
- (Christian-Maximilien), médecin de la cour de Prusse et professeur à Berlin.
- (Jacques-Charles), doct. en droit et professeur à Wittenberg.
- (Jean-Charles), libraire à Berlin.
- Spielmann (Jacques-Reinhold), un des prem. chimistes de son temps.
- Spifame (Jacques-Paul), évêque de Nevers, converti au protestant.
- Spon (Charles), médecin à Lyon.
- (Jacques), médecin et archéol.
- Sponde (Inigo de), conseiller secrétaire de la reine de Navarre.
- (Jean de), apostat.
- (Henri de), avocat apostat, depuis évêque de Pamiers.
- Stator (Pierre), rect. du coll. de Pinczow.
- (Pierre), pasteur socinien en Pologne.
- Stephan (Erhard), correcteur du gymnase de Bouxwiller.
- Stæber (Elié), professeur de théologie à Strasbourg.
- Stuart (Robert), capitaine huguenot.
- Sturm (Jean), premier recteur du gymnase de Strasbourg, pédagogue et philologue célèbre.
- Sturm de Sturmek (Jacques), premier magistrat de Strasbourg, négociateur habile.
- Suau (Pierre), dit le capit. Bouillargues.
- Suc (Abel de), conseiller en la chambre de l'Edit, et ses descendants.
- Superville (Daniel de), pasteur à Rotterdam.
- (Daniel de), chancelier de l'université de Baireuth.
- Sureau (Hugues), dit du Rosier, ministre apostat.
- Surgères, illustre famille du Poitou.
- -Monferrnier.
- -Beauvals.
- -Du Plessis-Montferrnier.
- -La Gord.
- -Des Bigottières.
- Surleau (Jean-Georges), inspecteur des Eglises du pays de Montbéliard.
- Sus (N. de), capitaine béarnais.
- Tabarlet (Jacques), sculpteur et peintre.
- Tachard (Martin), pasteur et martyr.
- Tallignon (Jean), martyr.
- Tagaut (Jean), professeur à Lausanne et à Genève.
- Tailfefer, famille protestante.
- -Mauriac.
- -Barrière.
- Talensac (René de), sieur de Loudrière, sénéchal d'Annis.
- Tallemant (Gédéon), trésorier général de la maison de Navarre.
- (Gédéon), conseiller au parlement de Paris, apostat.
- (François), apostat, aumônier du roi et membre de l'Acad. franç.
- (Gédéon), sieur des Réaux, écrivain célèbre.
- (François), réfugié pour cause de religion.
- Tandon (Isaac-Etienne), grammairien.
- (Barthélemy), directeur de l'observatoire de Montpellier.
- (Auguste-André), banquier et poète.
- (Antoine), docteur en médecine.
- Tanus (Georges de), capitaine huguenot.
- Tardieu (Barthélemy de), et ses desc.
- (Olivier), ministre à Saint-Jean de Gardonnenque.
- Tardif (Th.), auteur ecclésiastique.
- Taron (René), avocat du roi au présidial du Mans.
- Tascher (Jacques de), et ses descendants.
- Tassel (François), catholique converti au protestantisme.
- Tauriac (Jean de), et ses descendants.
- Tavernier (Melchior), graveur et imprimeur du roi.
- (Melchior), graveur du roi.
- (Jean-Baptiste), voyag. célèbre.
- Teissière-Lange (Josué), pasteur à Amsterdam.
- Teissier (Antoine), historiographe du roi de Prusse.
- (Etienne), dit La Fage, pasteur du désert et martyr.
- (François), vignier de Durfort et martyr.
- Téligny (Charles), victime de la Saint-Barthélemy.
- Tenans (Jean), professeur d'hébreu à l'académie de Montauban.
- Tercinier (Pierre), réfugié en Suisse.
- Térond (François), traducteur des psaumes en vers.
- Terramone, capitaine huguenot.
- Terras (Jean-Pierre), chirurgien réfugié à Genève.
- Territ (Théophile), ou Terrisse, professeur de philosophie à Die et à Lausanne.
- Terson (Jacques de), confess. et ses desc.
- (Jean), ministre apostat.
- Tessereau (Abraham), secrétaire du roi.
- Testard (Paul), pasteur à Blois.
- (Paul), pasteur à Dangean.
- Testas (N.), past. réfugié en Angleterre.
- Testelin, famille d'artistes.
- Texier (François), confesseur.

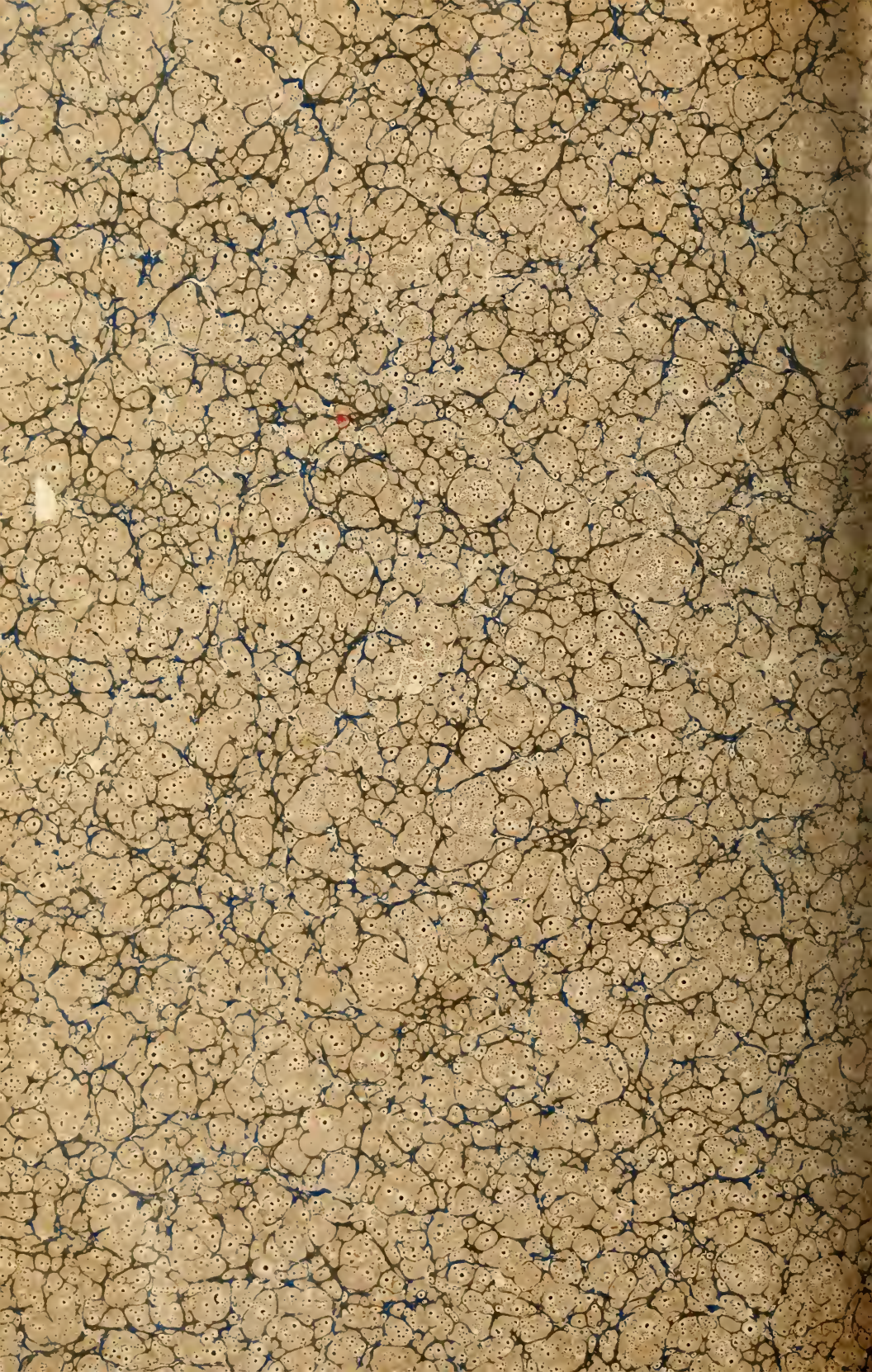
- Thamer (Théobald), professeur de théologie à Marbourg.
- Thaumas (César), sieur de la Thaumas-sière, médecin à Sancerre.
- Thélusson, fam. lyonnaise réf. à Genève
- Thérein (Etienne), pasteur réfugié à Brème et ses descendants.
- (Louis-Frédéric-François), premier prédic. du roi de Prusse.
 - (Charles-Guillaume), consul de Prusse à Rio-Janeiro.
 - (Charles-Guillaume), consul général de France à Leipzig.
- Thévenin (Jean), ministre à Saint-Léger-sous-Margerie.
- Thévenot (Léonard), ministre apostat.
- Theys (Pierre de), ou La Coche, capitaine huguenot.
- Thibaut (Antoine-Frédéric-Juste), professeur de droit à Heidelberg.
- (Bernard-Frédéric), professeur de mathématiques à Gættingue.
- Thierry (Claude), martyr.
- Thin (Robert de), gouverneur de Jametz.
- (Jean de), poète.
- Thomas, famille protestante de Castres.
- Thomines (Pierre), ou plutôt du Bosc, célèbre pasteur de Caen.
- Thompson (George), pasteur à La Châteigneraye.
- Thorius (Raphaël), médecin et poète.
- Thouron (Jacques), peintre en émail.
- Tiersaut (Jean), pasteur protestant.
- Tigny (Jacques de), capitaine huguenot.
- Tilenus (Daniel), professeur à Sedan.
- Tingry (Pierre-François), pharmacien réfugié à Genève.
- Tirel (Jacques), ministre à Saint-Waast.
- (Jean), ministre à Chefrène, conf.
- Titel (Pierre-Abraham), médecin.
- Tollin (Edouard), ministre à Berlin.
- Touchereul, marchand d'Atençon.
- Touilliau (Pierre de), professeur de droit à Groningue.
- Toulouse (Mathurin), chirurgien de Nemours.
- Tournay (Jean de), pasteur à Chinon, martyr.
- Tournemine (Pierre de), gentilhomme breton converti, et ses descend.
- Tournes (Jean de), imprimeur célèbre et ses descendants.
- Tournier (Etienne), négociant à Orange, confesseur.
- Tourot (Nicolas), médecin et philosophe.
- Tourtoulon, fam. prot. du Languedoc.
- -Valobscur.
 - -Banières.
- Toussaint (Pierre), surintendant des Egl. du comté de Montbéliard.
- (Daniel), pasteur à Orléans, puis inspect. des Egl. du Palatinat.
 - (Paul), pasteur à Heidelberg.
 - (Samuel), pasteur à Vandoncourt.
 - (Jean), pasteur à Lorient.
- (Daniel), professeur de théologie à Heidelberg.
- Toutin (Jean), dessinateur et graveur.
- Touton (Jean), docteur en médecine réfugié en Amérique.
- Tredéhan (Pierre), poète.
- Treitlinger (Jean-Christian), professeur de droit à Strasbourg.
- Trelcat (Luc), prof. de théol. à Leyde.
- Trembley, famille réfugiée à Genève.
- (Abraham), savant naturaliste.
 - (Jacques-André), prof. de philos.
 - (Jean), mathématicien et astron.
- Trémellius (Emmanuel), professeur d'hébreu à Sedan.
- Trémolat, famille prot. du Languedoc.
- -Montpezat.
 - -Mourmoirac.
 - -Blanzac.
 - -Cros.
- Trenoi (Louis), inspecteur des manufactures dans le Brandebourg.
- Trianon (Jacques-Simon), victime des persécutions.
- Tricotel (Benjamin), pasteur à Calais.
- Tridon (Sébastien), prêtre catholique converti au protestantisme.
- Tronchin, famille champenoise réfugiée à Genève.
- (Remi), officier d'artillerie.
 - (Théodore), savant théologien.
 - (Théodore), médecin célèbre.
 - (Louis), professeur de théologie.
 - (Jean-Robert), procureur général.
 - (Jean), publiciste.
- Trouillard (Jacques), médecin du roi de Navarre.
- (Pierre), pasteur à Calais, puis à Cantorbéry.
 - (Philippe), past. à Oisemont, réf.
- Trouillas (N.), avocat au parlement de Paris.
- Trouillon (Jean), apothicaire à Paris.
- Truc (N.), juge de Florensac.
- Tuefferd (Pierre), recteur du gymnase de Montbéliard.
- Tuffan (Gabriel), ministre apostat.
- Turckheim (Jean de), diplom. et écriv.
- Turnèbe (Adrien), prof. au Collège royal.
- Uchard (Samuel), pasteur à Mâcon.
- Udel, famille du Poitou.
- (Jean), intrépide confesseur de la foi protestante.
- Uilly (Benjamin-Robert d'), vicomte de Nouvion, confesseur traîné sur la claie.
- Ulstetter (Jean), recteur de l'école de Riquewihir.
- Ussac (N. d'), gouverneur de La Réole, traître et apostat.
- Usson, famille du Donnezan.
- famille de Saintonge.
- Ustacy, capitaine huguenot.
- Vaisse (N.), avocat, puis past. à Milhau.
- Valada, capitaine huguenot.

- Valancier (Etienne), poëte.
 Valavoire (Scipion de), capit. huguenot.
 Valetton (Jean), pasteur à Privas.
 Valette (Marc), capitaine huguenot.
 Valier (Jacob), prêtre catholique conv.
 Valin (Olivier), pasteur à Metz.
 Vallade, docteur en médecine.
 Valonne (N. de), moine converti.
 Valzergues (R. de), capitaine huguenot.
 Vanier (Charles), vict. des persécutions.
 Vanrobais (Isaac), manufacturier habile et ses descendants.
 Van Swinden (Jean-Henri), directeur de la République batave.
 Vaques, capitaine huguenot.
 Vailles, martyr.
 Varennes (Olivier de), imprimeur à Paris et ses descendants.
 Varigniez, fam. prot. de la Normandie.
 — (Jean de), ambassadeur en Angleterre.
 — (Tannezuy de), gouverneur de Lectoure.
 — (N.), secrétaire de légation.
 Varnier (Jean), ministre à Vitry.
 Vassan (Christophe de), réfugié à Genève à la Saint-Barthélemy et ses fils.
 Vassignac (Bernard de), capitaine des gardes de Turenne et ses desc.
 — -Gresse.
 — -Imécourt.
 Vaudray (Louis de), sieur de Mony, chef des huguenots en Picardie.
 — (Arthur de), capitaine huguenot.
 — (Isaac de), maréchal de camp.
 Vavasseur (Quentin), contrôleur du domaine à Alençon.
 Vedel (Jean), canisard.
 Veil (Charles-Mirie de), théologien catholique converti.
 — (Louis-Compiègne de), bibliothécaire du roi d'Angleterre.
 Veilheux (Charles de), conseiller au parlement de Grenoble converti.
 Veirasse (Denis), écrivain remarquable du XVII^e siècle.
 Venable (Jean), ajôteur de la Réforme à Dieppe.
 Vendosme (François de), vidame de Chartres.
 Vendosme (Louis), libraire à Paris, et ses descendants.
 Vendy (N. de), gouverneur de Soissons en 1567.
 Venot (Florent), prêtre cath. converti.
 Verbelay (N.), capitaine huguenot.
 Verdeihan, famille du Languedoc.
 — -de Merveillac.
 — -des Fourniels.
 Verdier (Claude), teinturier de Nîmes.
 — (Matthieu), jurisconsulte, syndic d'Erlangen.
 Vergèzes (Antoine), sieur de Saint-Hippolyte, et ses descendants.
 Vergnol (Joseph), chirurgien réfugié en Hollande.
 — (Jean), pasteur à Montflanquin, condamné aux galères.
 Vernède (Hilaire), maire de Fontenay.
 — (N.), baron de Loubéjac, capitaine huguenot.
 — (Scipion), pasteur à Amsterdam.
 Vernes (Jacob), pasteur genevois, ami de Voltaire.
 — (Jacob), poëte.
 — (François), littérateur.
 Vernet, famille provençale réfugiée à Genève.
 — (François), apostat.
 — (Jacob), célèbre théologien.
 Verneuil (Jean), sous-bibliothécaire à Oxford.
 Vernezobre (Matthieu), fabricant réfugié à Berlin.
 — (Emmanuel), professeur de français à l'Acad. noble de Dresde.
 Vernou (Jean), apôtre de la Réforme dans le Poitou et martyr.
 Véron (Philippe), procureur à Poitiers, converti par Calvin.
 Vertueil (Jean de), sieur de Malleret, ancien de l'Eglise de Bordeaux.
 Véry (David), prêtre élu converti de Courcelles-Chanussy.
 Vesc, famille dauphinoise.
 — -d'Espeluche.
 — -de Comps.
 Vessaux (Pierre), habile négociateur.
 — (Jean), confesseur.
 Vesson (Jean), chef d'une secte fanatique.
 Vessière-La-Croze (Mathurin), membre de la Société royale de Berlin et professeur de philosophie.
 Vez (Jean de), gentilhomme picard, zélé protestant.
 Vial (A.), ministre à Ganges.
 Viala (Michel), pasteur du désert.
 Viau (Théophile de), poëte.
 Vigose (Gui de), vict. des dragonnades.
 Vidal (Alexandre), médecin apostat.
 Vidouse (Jacques), ministre apostat.
 Vienne (Claude-Antoine de), baron de Clervant, capitaine huguenot et diplomate.
 Viète (François), un des plus grands mathématiciens du XVI^e siècle.
 Vieu (Pierre), pasteur à Spindau.
 Viennens (Gaspard), docteur en méd.
 Vigier (Pierre), victime du fanatisme.
 Vignaux (N.), propagateur de la Réforme en Guyenne.
 — (N.), capitaine huguenot.
 Vignes (Alexandre), professeur de philosophie à Die.
 — (Charles), négociant à Berlin.
 Vignier (Nicolas), docteur en médecine et historiographe de France.
 — (Nicolas), pasteur à Blois.

- (Jérôme), bailli de Beaugency, apostat.
- Vignolles, famille considérable du Languedoc.
- -de Prades.
- -de Montredon.
- -de La Salle.
- (Bertrand de), capitaine huguenot, apostat.
- (Fulerand de), cons. à la chambre de l'Isle, et ses descendants.
- Villettes (François de), sieur de Montle-dier, capit. hug., et ses desc.
- Villattes, famille du Poitou, réfugiée en Hollande.
- Villaume (Pierre), professeur de morale et de belles-lettres à Berlin.
- Ville (Jean de), proc. du roi à Provins.
- Villemandy (Pierre de), prof. à l'Acad. de Saumur, réf. en Hollande.
- Villeneuve (Eberhard-Louis), médecin à Blamont.
- (Louis), jeune enfant d'Orange.
- (Scipion de), capitaine huguenot.
- (Paul de), ancien de l'Eglise de Châteaudun.
- Villette (C.-L. de), pasteur à Dublin.
- Vimielle (Jean), pasteur à Saint-Affrique, réf. en Allemagne.
- (Pierre), chapelain de l'ambassade hollandaise à Paris.
- Vinay (Alexandre de), past. à Annonay.
- Vincens (Alexandre), négociant à Nîmes et littérateur.
- Vincent (Isabeau), prétendue inspirée.
- (Paul), pasteur du désert.
- (Philippe), célèbre pasteur de La Rochelle.
- Vindocin (Jérôme), moine Jacobin converti et martyr.
- Viollier, famille d'Auvergne, réfugiée à Genève.
- Virel (Matthieu), past. de l'Eglise prot.
- Viret (Pierre), le plus populaire des réformateurs français.
- Viridet (Jean), méd. réfugié en Suisse.
- Vivans (Geoffroi de), un des principaux chefs hug. dans le Périgord.
- (Jean de), capitaine huguenot, gouverneur de Tournon.
- (Joseph-Geoffroi de), confesseur.
- (Jacques de), cons. à la chambre de l'édit de Guyenne.
- (Henri de), mestre de camp de cavalerie, apostat.
- Vivens (François), prédicant fameux.
- Vixes (Antoine), ministre à Béziers.
- Vivien (Eli), martyr.
- Vivier (Sara), victime des dragonnades.
- Voisin (Lancelot), sieur de La Popelinière, h. storien célèbre.
- Voisins (Jean-Jacques de), baron d'Am-bres, capitaine huguenot.
- Volz (Paul), prédicateur à Strasbourg.
- Voulat (N.), victime des persécutions.
- Voultron (N. de), confesseur chassé de France.
- Vrillac (Pierre de), avocat au parlement de Paris, converti au protes-tantisme, et ses descendants.
- Vulson (Pierre), conseiller au parlement de Grenoble.
- (Pierre), médecin à Die.
- (Jean), martyr.
- (Marc), conseiller à la chambre de l'Edit.
- (Marc), créateur de la science hé-raldique.
- Waldner (Frédéric-Louis de), juriscons.
- (Christian-Frédéric-Dagobert de), lieutenant-général.
- (Henriette-Louise), baronne d'O-berkirch, auteur de Mémoires.
- Walther (Jean), chroniqueur.
- Weber (Pierre), pasteur à Mulhouse.
- Wechel, famille d'imprimeurs célèbres.
- Welsch (Jean), pasteur à Jonzac.
- Wencker (Jean), chroniqueur.
- (Jacob), archiviste à Strasbourg.
- Widmer (Samuel), mécanicien et chi-miste habile.
- Wieger (Jean), professeur de droit à Strasbourg.
- Wild (Jean-Ulric), surintendant ecclé-siast. dans le comté de Veldenz.
- Witter (Jean-Jacob), professeur de phi-losophie à Strasbourg.
- Witz (Jean), poète latin, professeur au gymnase de Strasbourg.
- Wolffhart (Conrad), ou Licosthènes, professeur de logique et de lit-térature latine à Bâle.
- Wurm (Mathias), pamphlétaire.
- Wurtemberg-Montbéliard (Maison de).
- Wurtz (Georges-Christophe), docteur en médecine.
- Yver (Jean), ministre réfugié à Londres.
- (Pierre), pasteur à Paramaribo.
- Yvon (Paul), apostat.
- (Pierre), disciple de Labadie.
- Yze (Jean-Antoine d'), capitaine hugue-not, et ses descendants.
- (Alexandre d'), professeur de théo-logie à Die.
- Zbonski (Alathurin), commandant de Monvalent en Quercy et ses fils.
- Zell (Matthieu), réformateur de Stras-bourg, et sa femme.
- Zentgraf (Jean-Joachim), professeur de morale à Strasbourg.
- Ziegler (Clément), jardinier fanatique.
- Zorn, famille alsacienne.







BX
9450
S64,

année 7-8

Société de l'histoire du
protestantisme français,
Paris

Bulletin

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

